NAPOLÉON I^ER

ET SON TEMPS.

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT. — MESNIL (EURE).

Mauler lith. Imp. F. Didot & Cie. Paris

LE PREMIER CONSUL FRANCHISSANT LE MONT SAINT-BERNARD

(TABLEAU DE DAVID — MUSÉE DE VERSAILLES)

ROGER PEYRE.

NAPOLÉON I^ER

ET SON TEMPS.

HISTOIRE MILITAIRE, GOUVERNEMENT INTÉRIEUR,
LETTRES, SCIENCES ET ARTS.

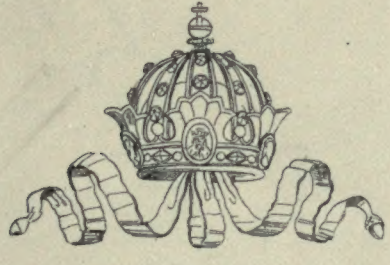
OUVRAGE ILLUSTRÉ

DE 13 PLANCHES EN COULEUR ET 431 GRAVURES ET PHOTOGRAVURES

D'APRÈS

LES DOCUMENTS DE L'ÉPOQUE ET LES MONUMENTS DE L'ART,

ET ACCOMPAGNÉ DE 21 CARTES OU PLANS.



PARIS,

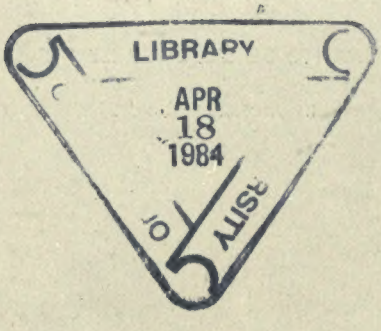
LIBRAIRIE DE FIRMIN-DIDOT ET C^IE,

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, 56.

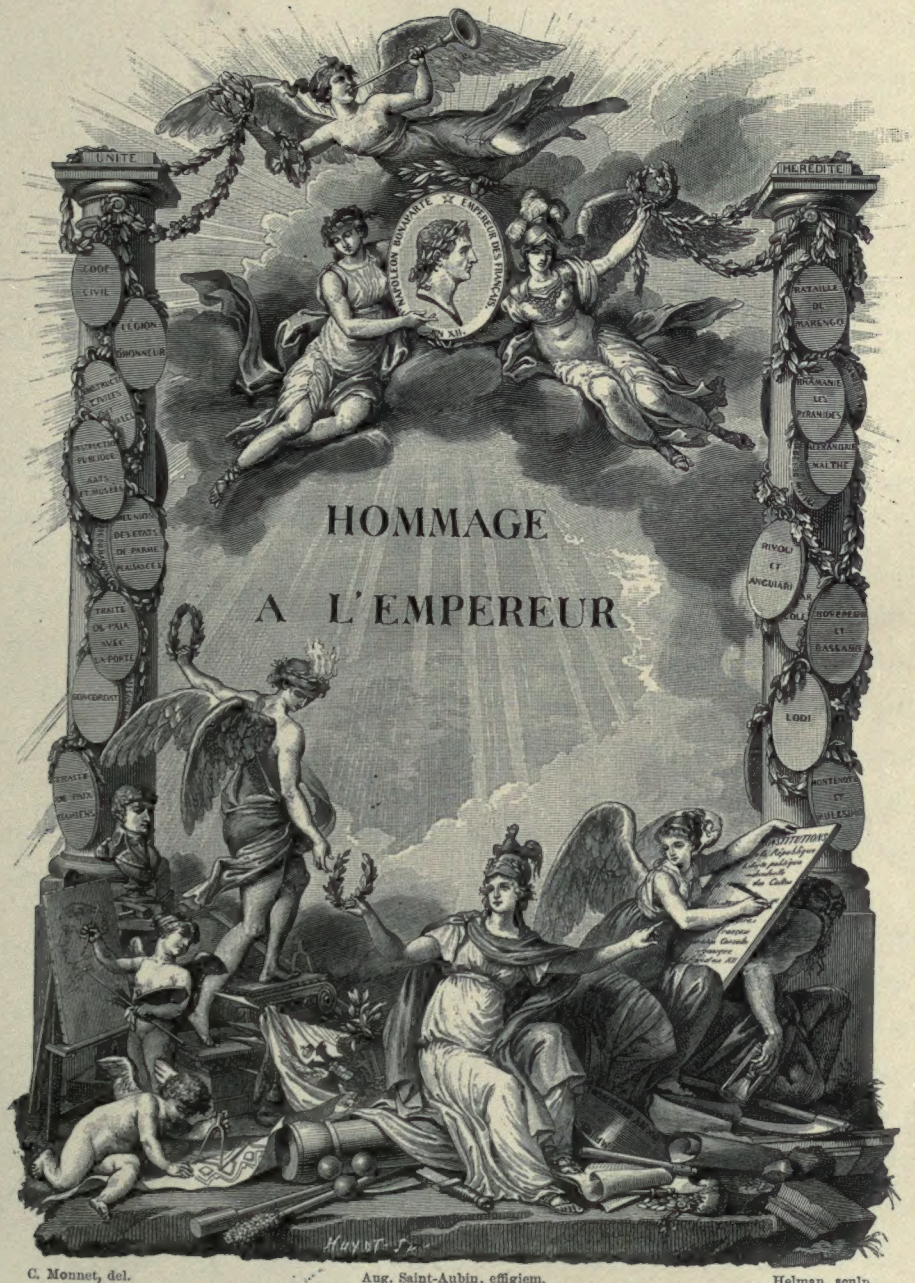
1888.

Reproduction et traduction réservées.

DC
203
P49
1888



Berliner Rundfunk
Bibliothek
1949 B 86



C. Monnet, del. Aug. Saint-Aubin, effigiem. Helman, sculp.

Présenté à S. M. Impériale par M. Vivant-Denon, directeur général du musée Napoléon.

PRÉFACE DES ÉDITEURS.

Malgré les nombreux écrits qui ont pris pour titre le nom de Napoléon, nous avons pensé qu'il était possible de faire sur le même sujet un livre nouveau, nouveau à deux points de vue. — Au point de vue du texte, en se tenant à une distance égale de la simple biographie et de l'étude exclusive des grands événements politiques et militaires, et en montrant l'action que le grand homme a exercée sur son époque et sur la société; — au point de vue de l'illustration, en reproduisant non pas seulement les sujets militaires et les silhouettes guerrières devenues classiques, mais encore tous les documents de l'époque qui apportent des preuves à l'histoire et permettent de saisir le mouvement des esprits dans la littérature, dans la science et dans l'art.

De la sorte notre ouvrage offre un exposé impartial, une narration vivante et fidèle, aussi éloignée du pamphlet que du panégyrique. S'il lui est impossible de ne pas parler de la légende, qui s'attache à toute grande histoire, il la représente dans l'illustration par les types inoubliables de Charlet et de Raffet. Tout en donnant, en effet, la première place aux documents de l'époque même, il nous eût paru regrettable de laisser de côté certaines grandes œuvres qui en ont dans la suite marqué le souvenir et la consécration. Des toiles signées, après 1830, *Horace Vernet, Bellangé, Philippoteaux, devaient trouver rang dans une histoire de l'Empire.*

Nous citons plus loin les artistes célèbres dont notre gravure s'est efforcée de rendre le genre et les plus remarquables compositions. Mais

à côté des œuvres des maîtres qui s'imposent, l'on trouvera aussi ces documents moins connus peut-être, mais intéressants à coup sûr : caricatures, scènes de mœurs, gravures courantes françaises et étrangères, qui rendent si bien la physionomie d'une époque et mettent comme à nu les mœurs publiques et privées.

Tel est l'ordonnancement de l'ouvrage. Il fait suite à la collection du Bibliophile Jacob, qui s'était attaché à faire revivre les gloires des siècles passés. Le siècle qui se termine a eu aussi les siennes. M. Roger Peyre s'est chargé de nous en montrer le commencement. Il l'a fait avec la sûreté et l'impartialité de l'historien, qui sait que l'histoire parle plus haut et mieux que les hommes. Le temps, du reste, qui éloigne tout, lui a facilité la tâche; pour l'époque impériale l'aigreur n'est plus de mise, encore moins l'indifférence; car au delà des fautes de la politique et des mauvais calculs des partis, il y a la génération d'alors, pleine de jeunesse, d'enthousiasme et d'élan généreux, en un mot, la France.

FIRMIN-DIDOT ET C^IE^.

Nous tenons à remercier ici toutes les personnes dont les obligeantes communications nous ont été très utiles pour l'illustration du livre : M. Charles Raffet, sous-directeur au cabinet des estampes, M. Giacomelli, M. Caïn, M. Maze, pour les pièces de leurs collections qu'ils ont mises de si bonne grâce à notre disposition.

L'auteur adresse des remerciements particuliers à MM. Legrand, Juglar, Lorin, Paul Boulloche, Schœnée, Auzou, Gaye, qui ont bien voulu se remettre sous la direction de leur professeur pour l'aider dans ses recherches; il tient aussi à exprimer sa gratitude à M. Léon Houzeau, qui lui a prêté pour le travail de la correction des épreuves le secours de sa compétence autorisée et de son zèle amical.

LISTE ALPHABÉTIQUE

Des PEINTRES, SCULPTEURS, ARCHITECTES, DESSINATEURS, GRAVEURS dont les œuvres sont reproduites dans ce volume.

ALBRECHT ADAM, peintre.
APPIANI, peintre.
ATTHALIN (général), dessinateur.
AUBERTIN, graveur.
AUZOU (Mme), peintre.

BACCIARELLI (Marcellin), peintre.
BACLER D'ALBE, peintre.
BAGETTI, peintre.
BARBIER-WALBONNE, peint.
BOILLY, peintre.
BOISFREMONT, peintre.
BORDE (Al. de la), dessinateur.
BOUCHOT, peintre.
BOUILLON (P.), graveur.
BOVINET, graveur.
BROME (C.), graveur.

CAVELIER, dessinateur.
CHAPONNIÈRE, sculpteur.
CHARLET, peintre et dessinat.
COCHEREAU, peintre.
CŒUR (le), graveur.
COINY, graveur.
CORTOT, sculpteur.
COUCHÉ fils, graveur.

DAVID (Louis), peintre.
DAVID d'Angers, sculpteur.
DAVID F., graveur.
DEBAY, peintre.
DEBRET, peintre.
DEBUCOURT, peintre.
DEJOUX, sculpteur.
DEMARNE, peintre.
DROLLING, peintre.
DUBOIS, graveur.
DUPLESSIS-BERTAUX, dessinateur et graveur.
DUPRÉ, graveur.

FAVART, dessinateur.
FEROGIO, dessinateur.
FIESINGER (G.), graveur.
FONTAINE, architecte.
FORT (Siméon), peintre.

GAUTHEROT, peintre.
GÉRARD (baron), peintre.
GÉRICAULT, peintre.
GIRARD, dessinateur.
GIRODET, peintre.
GOUBAUD (J.), dessinateur.
GOY fils, sculpteur.
GREUZE, peintre.
GROS, peintre.
GUÉRIN (Pierre), peintre.
GUÉRIN (J.), peintre.

HEIDECK, peintre.
HEIM, dessinateur.

INGRES, peintre.
ISABEY, peintre.

JACOMIN (J.-M.), dessinateur.
JAZET, graveur.

KRAFFT, peintre.

LAFFITE, peintre.
LANGLOIS (Jean-Charles, dit le colonel), peintre.
LAVAL (J. de), peintre.
LAWRENCE, peintre.
LECLERC, graveur.
LEFÈVRE, peintre.
LETHIÈRE, peintre.

MAC-LISE, peintre.
MARTINET, dessinateur.
MAYER (Mlle Constance), peintre.
MEYNIER, peintre.
MONNET, dessinateur et grav.
MONTHELIER, lithographe.
MOSES (Henry), dessinateur.
MULLER (Ch.-L.), peintre.

NODET, dessinateur.
NOIRETERRE (Mlle de), peintr.

OPIZ (G.), peintre.
OWEN (W.), peintre.

PAGNEST, peintre.
PERCIER, architecte.
PETIT, peintre.
PHILIPPOTEAUX, peintre.
PRUD'HON, peintre.

RAFFET, peintre et dessinat.
RAUCH, sculpteur.
REGNAULT, peintre.
ROCHEROUX, peintre.
ROCHET, sculpteur.
ROEHN, peintre.
ROUGET, peintre.

SCHEFFER (Ary), peintre.
SCHOPIN, peintre.
SINGRY, peintre.
STEUBEN, peintre.
SUIRE (Mme le), dessinateur.
SWEBACH, peintre.

TIRPENNE, lithographe.
TURNER, peintre.

VERNET (Carle), peintre.
VERNET (Horace), peintre.
VIGÉE-LEBRUN (Mme), peintr.
VIGER-DUVIGNEAU, peintre.
VIGUÈRES, graveur.
VIVANT-DENON, dessinateur et graveur.

WICAR, peintre.
WINTERHALTER, peintre.

Gravures sur bois de J. HUYOT. — Photogravures de Ch. PETIT.

PREMIÈRE PARTIE.

LA JEUNESSE DE BONAPARTE.

CHAPITRE PREMIER.

PREMIÈRES ANNÉES DE NAPOLÉON.

LA FAMILLE BONAPARTE. — L'ENFANT CORSE. — L'ÉLÈVE DE BRIENNE.
L'OFFICIER D'ARTILLERIE.

Lorsque Napoléon Bonaparte naquit, à Ajaccio, le 15 août 1769, la Corse était française depuis quelques mois à peine.

Elle avait eu, au dix-huitième siècle, une existence tourmentée; Gênes seule était parvenue à fonder dans cette île un établissement durable. Mais, vers 1729, les Corses, d'un caractère indépendant et fier, entreprirent de recouvrer par les armes leur liberté perdue. Quelques aventures heureuses leur permirent de se rendre maîtres de l'île presque entière et de détruire la domination génoise. Toute l'Europe admirait les vertus de ces courageux patriotes; malheureusement, dans leur ardeur à défendre leurs récentes conquêtes, ils appelèrent l'étranger. La France les inquiétait; ils prévoyaient que tôt ou tard elle étendrait sa domination sur cette île, trop voisine de ses côtes : ils invoquèrent le secours

des Anglais. Ceux-ci leur firent des promesses, sans jamais les servir par leurs armes; mais la France, alarmée de cette intervention prochaine, envoya quelques troupes en Corse, à partir de 1737, pour soutenir en apparence la souveraineté nominale de la république de Gênes, et la résistance continua mollement jusqu'en 1768. C'est alors que le duc de Choiseul obtint de Gênes la cession de l'île de Corse, pour réparer certaines imprudences politiques commises par Gênes dans la question, brûlante alors, de l'expulsion des jésuites.

Le traité est du 15 mai 1768. Mais les Corses n'hésitèrent pas à lutter seuls contre la puissante nation dans laquelle ils avaient vu d'abord une médiatrice. Ils avaient depuis longtemps à leur tête un patriote d'une indomptable énergie, qui joignait au courage intrépide, commun dans son pays, une habileté politique et un talent d'administrateur qui en faisaient un véritable chef d'État : Pascal Paoli. Pendant un an il tint en échec les troupes de la France. Les généraux Chauvelin et Marbeuf ne purent le soumettre. L'arrivée d'une armée de 30.000 hommes, sous la conduite du comte de Vaux, sembla même ne donner qu'une nouvelle ardeur à la résistance nationale. Il nous est resté le souvenir d'une réunion au couvent de Casinca, où Paoli, exaltant la vertu de ses compagnons, leur proposa, à la manière antique, de s'offrir en holocauste pour le salut du pays. Tous jurèrent de le suivre. Jean-Jacques Rousseau, choisi pour législateur par la Corse, annonçait aux députés du pays, en leur remettant la constitution qu'il avait rédigée pour elle, « que leur petite île étonnerait le monde par l'un de ses enfants ». Les contemporains purent croire que Paoli était l'objet de cette prédiction; mais c'est Napoléon Bonaparte qui devait la réaliser.

Le 9 mai 1769, le comte de Vaux remporta une victoire complète à Ponte-Nuovo. C'en était fait de l'indépendance de la Corse : désormais elle était française de fait comme de droit.

Parmi les partisans les plus énergiques de Paoli, on avait remarqué un jeune homme aussi ardent dans les conseils que brave dans les combats, partout accompagné de sa jeune femme, courageuse patriote comme lui. C'était Charles de Bonaparte, le père de Napoléon; sa

femme s'appelait Lætitia ou Letizia Ramolino. Après la guerre, ils revinrent à Ajaccio, couverts par l'amnistie de la réconciliation : Napoléon naquit quelques jours après, le 15 août 1769 (1).

La famille Buonaparte ou Bonaparte était une des plus anciennes

Fig. 1. — Le général Pascal Paoli. D'après un document du temps.

de la Corse. Les recherches généalogiques, inspirées par la flatterie, après l'apparition de Napoléon en Italie et surtout après son élévation au consulat, aboutirent aux plus curieux résultats. Les uns voulaient rattacher ce nom à celui de M. de Bonpart, gouver-

(1) Cette date a été contestée. Il semblerait résulter de certaines pièces que Napoléon était né au commencement de 1768 ; mais, qu'ayant tenu à naître sous la domination française, il aurait dans la suite placé sa naissance à une date postérieure à la réunion de la Corse à la France; mais c'est là une supposition gratuite. 1° Cette supercherie était inutile. D'après l'ancien droit français, les Corses nés avant la réunion de l'île à la France étaient français au même titre que leurs compatriotes nés après cette réunion. 2° L'acte de baptême fourni par Charles Bonaparte pour l'admission de son fils Napoléon à l'École de Brienne porte positivement que Napoléon est né le 15 août 1769. Or cet acte fut admis sans contestation par M. d'Hozier de Serigny, juge d'armes de la noblesse de France, et il faut surtout remarquer qu'au moment où il fut produit, Charles Bonaparte n'avait aucun intérêt à présenter une date fausse. Quant aux sentiments de Napoléon lui-même, on verra qu'ils étaient alors fort hostiles à la France. Notre pays n'était alors à ses yeux que l'oppresseur du sien. 3° Le frère aîné de Napoléon, Joseph Bonaparte, était né à Corte le 7 janvier 1768, et cette date n'a pas été contestée (v. Rapetti, NAPOLÉON, dans la *Biographie générale*). L'opinion contraire a été soutenue particulièrement par M. Yung.

neur de la prison où fut enfermé le Masque de fer. On supposa que le personnage connu sous ce nom légendaire était un frère jumeau de Louis XIV, et qu'il avait épousé la fille du gouverneur. Les enfants nés de cette union auraient porté le nom de leur mère et auraient commencé ainsi la famille Bonaparte. D'autres même, en meilleurs courtisans, la firent descendre de la *gens Ulpia* et de la *gens Julia*, qui avaient donné des empereurs à Rome et à Constantinople. Napoléon dédaignait cette érudition mensongère. A l'époque de l'Empire, il témoigna, par un article inséré au *Moniteur*, du cas qu'il faisait de ces flatteries :

« Ces recherches sont bien puériles : à tous ceux qui demanderaient de quel temps date la maison Bonaparte, la réponse est bien facile : « Elle date du 18 brumaire. » « Comment, dans le siècle où nous sommes, peut-on être assez ridicule pour amuser le public de pareilles balivernes ! » Et plus tard il disait à l'empereur d'Autriche, qui reprochait à son futur gendre de taire trop modestement ses nobles origines : « Que voulez-vous ? je ne tiens qu'à être le Habsbourg de ma race. »

Il est certain cependant que le nom de Bonaparte a été porté au moyen âge par de nombreuses familles italiennes : la branche napoléonienne descend de la maison des Cadolinger, fidèle alliée de l'empire germanique du onzième au quatorzième siècle, rattachée alors à la cause populaire, aux communes, à l'affranchissement, « au bon parti » : et c'est de là que lui vint le surnom de « buonaparte ». Après sa conversion aux idées d'indépendance, elle perdit son crédit et sa grandeur : quelques-uns de ses membres prirent du service au compte de la Banque de Saint-Georges et passèrent en Corse pour les affaires de cette riche compagnie génoise.

En 1767, cette famille, dont Charles de Bonaparte était le chef, se composait d'un oncle, archidiacre, nommé Lucien, d'un demi-frère maternel qui fut le cardinal Fesch. De son mariage avec Lætitia Ramolino, célébré en 1767, Charles Bonaparte eut treize enfants, dont huit survécurent. Joseph, l'aîné, a régné sur Naples et sur l'Espagne ; le second est l'empereur Napoléon ; le troisième, Lucien, fut prince de l'Empire ; mais, bientôt disgracié, il n'eut pas de titre royal ; les

quatrième et cinquième ont été Louis, roi de Hollande, et Jérôme, roi de Westphalie. Quant à leurs trois sœurs, Élisa, Pauline, Caroline, la première fut grande-duchesse de Toscane; la seconde, princesse Borghèse; la dernière, reine de Naples.

Fig. 2. — Laetitia Ramolino. Portrait peint par le baron Gérard.

L'enfance de Napoléon se passa tout entière en Corse. Nous ne croyons pas que le pays d'origine de Napoléon ait eu une influence décisive sur son génie, et on peut penser que, dans quelque pays qu'il fût né, son rôle n'aurait pas été moins grand si les circonstances de la vie avaient été les mêmes. Napoléon ressemble à Annibal, à Frédéric II, à César, plus qu'aux autres Corses qui l'entourent. Il faut

cependant reconnaître que, dans son enfance, il reçut de son pays natal des impressions bien différentes de celles que pouvait éprouver un jeune Français du même temps. La Corse était à moitié sauvage; mais, dans ces vallées profondes séparées par des chaînes d'accès difficiles dans ces *pieves* qui formaient comme autant de petites républiques, on trouvait partout un vif sentiment de l'indépendance individuelle, partout des luttes politiques ardentes, s'appuyant souvent sur des haines héréditaires; chez tous la passion du pouvoir, le désir de jouer un rôle par soi-même ou par son parti, le dégoût du travail manuel, que l'on réduit le plus qu'on peut pour se livrer à des compétitions dont le but peut faire parfois sourire, mais n'en est pas moins poursuivi avec une âpre opiniâtreté. La passion des honneurs et des fonctions est un des traits de la pauvre noblesse corse, et la principale cause de ses différends avec Gênes. Comme plusieurs de ses compatriotes, mais il n'y a rien là d'exclusif à la Corse, Napoléon avait un naturel sombre, un caractère violent et une humeur facilement irritable : déjà il sentait en lui le besoin d'être le maître. Ce tempérament un peu farouche et turbulent fut modéré par l'éducation forte et sage que lui donna sa mère. C'était une femme très habile et très juste, gouvernant sa famille avec une tendresse sévère, redressant dans son second fils toutes les incartades enfantines d'un esprit indompté. Napoléon lui en garda une grande reconnaissance et reconnut en termes émus le bienfait de cette éducation virile :

« C'est à ma mère, à ses bons principes que je dois ma fortune et tout ce que j'ai fait de bien : je n'hésite pas à dire que l'avenir d'un enfant dépend de sa mère. » Et, à Sainte-Hélène, il disait encore : « Madame Mère avait un grand caractère, beaucoup d'élévation et de fierté. Les sentiments bas étaient écartés et flétris. Elle ne laissait arriver à ses enfants que ce qui était grand et élevé. Elle avait de l'horreur pour le mensonge, pour tout ce qui était l'apparence d'une inclination basse. »

Il grandissait ainsi, étudiant un peu sous la direction de son oncle l'archidiacre, dominé par des désirs secrets d'ambition, ardent déjà aux exercices qui préparaient à la guerre. Entre autres anecdotes relatives à son enfance, on rapporte qu'il se mêla un jour aux batailles

innocentes que se livraient les enfants du faubourg et ceux de la ville. Ces derniers étaient toujours défaits. Napoléon, habitant d'Ajaccio, ne put souffrir cette jeune humiliation. Les camarades désespéraient de vaincre, il les ranima; il fut le général de ces petits soldats, les exerça pendant plusieurs semaines aux escarmouches, aux attaques, aux ripostes, et appela les faubouriens, les *borghigiani,* sur un terrain par lui choisi. Sa troupe, cette fois, fut victorieuse. Même on remarqua

Fig. 3. — Joseph Bonaparte. D'après un document du temps.

que, par un sentiment élevé d'équité, il refusa de se servir contre ses adversaires du seul canon qui fût entre les mains des combattants, sous prétexte que l'ennemi n'en avait pas. Des anecdotes de ce genre seraient dénuées d'intérêt si elles se rapportaient à un autre qu'à notre héros; mais on aime à retrouver dans l'enfance des grands hommes les traits de caractère qui annoncent ce qu'ils seront plus tard.

Distraite par les premières inquiétudes de la guerre, son éducation fut d'abord assez négligée. Il n'avait pas encore dix ans quand il quitta la Corse avec son père, le 9 décembre 1778, pour aller compléter ses études sur le continent. Le père de Napoléon, après avoir été un des

derniers défenseurs de l'indépendance nationale, avait loyalement accepté la domination française. Quelques services rendus à M. de Marbeuf, gouverneur de l'île, lui concilièrent sa bienveillance, et, grâce à ce puissant appui, il songea à faire entrer son fils Joseph dans les ordres et Napoléon dans l'armée. Arrivé en France, il plaça ses deux fils au collège d'Autun. Là, Napoléon dut apprendre les rudiments du français, qu'il savait à peine, et s'efforcer de perdre l'accent italien, très prononcé alors chez lui. Il n'y passa pas plus de trois mois. Pendant ce temps, Charles Bonaparte, alors à Paris comme député de la noblesse corse auprès du roi de France, usait de tout le crédit de ses protecteurs pour faire nommer Napoléon à l'École militaire de Brienne ; il produisit à cet effet devant le juge d'armes de France des preuves authentiques d'une noblesse séculaire : c'était alors la condition indispensable de l'admission à cet établissement. Au mois d'avril 1779, Napoléon y obtenait une bourse. Le registre d'école porte cette brève mention :

« Napoléon Bonaparte est entré à l'École militaire de Brienne-le-Château, à l'âge de neuf ans huit mois cinq jours. Il y a passé cinq ans cinq mois vingt-sept jours, et en est sorti à l'âge de quinze ans pour se rendre à l'École militaire de Paris. » (25 avril 1779-17 octobre 1784.)

L'École de Brienne ne comptait pas alors plus de cent dix élèves, dont cinquante entretenus aux frais du roi, qui payait pour chacun 600 livres par an, et soixante environ aux frais de leurs parents, qui payaient 700 livres. Elle était tenue par des minimes. Ces religieux, avec un revenu modique, ne pouvaient appeler auprès d'eux des professeurs célèbres : aussi l'enseignement de leur maison fut toujours assez faible. La lecture, l'écriture, la géographie, les éléments du latin, les mathématiques en formaient tout le programme : les mathématiques seules y étaient développées.

C'est à Brienne, pendant ce séjour de cinq années, loin de la Corse, loin de sa famille, que se transforma le caractère de Napoléon, comme l'Empereur le reconnut plus tard. Il y avait apporté une tristesse inquiète, une fierté prompte à s'effaroucher, une humeur morose et un

goût prononcé pour la solitude. Au début, on raillait sa parole embarrassée, son accent italien, son orthographe, qui d'ailleurs resta toujours incorrecte, son aspect sombre et sévère : mais bientôt la fermeté de son caractère, sa patience à supporter ces premières difficultés et plus encore sa constance à ne jamais souffrir un affront sans y répondre, une moquerie sans la relever, le firent aimer de ses maîtres et esti-

Fig. 4. — Une princesse Bonaparte (Pauline?). Tableau de Prud'hon. (D'après la photographie de Braun.)

mer de ses camarades, parmi lesquels il distingua Desmazy, Gudin, Nansouty, Phelipeaux, Bourrienne. Il ne pouvait accepter un traitement où l'on pouvait voir un déshonneur. Un jour, un maître de quartier l'avait condamné à porter l'habit de bure et à dîner à genoux sur le seuil du réfectoire; cette punition provoqua chez Bonaparte une crise nerveuse suivie de vomissements. Le supérieur, qui passait par hasard, leva la punition et consola avec bonté ce caractère rétif à tout châtiment humiliant.

Napoléon aimait la solitude : il la recherchait pour travailler; aussi, bientôt, quoique arrivé à l'École mal préparé, il fut un des premiers élèves. Déjà son intelligence voulait tout savoir et tout comprendre; il s'intéressait aux lectures les plus variées et les plus ardues, dépassant les connaissances ordinaires de son âge; il parcourait tous les livres qu'il pouvait se procurer : auteurs de l'antiquité, ouvrages d'histoire, de géographie, de sciences et, quoiqu'il fût discipliné, il n'hésitait pas pour satisfaire sa curiosité à lire les livres que l'on défendait à l'École. Sa mémoire, très prompte, était aussi très tenace : son imagination, à son tour, se nourrissait volontiers de toutes ces découvertes, les arrangeait à sa façon et éveillait déjà en lui des idées extraordinaires et parfois confuses. Ni ses maîtres ni ses camarades ne comprenaient tout ce que disait parfois Napoléon.

La société des autres enfants l'attirait peu : il souffrait par orgueil de se sentir élève du roi, c'est-à-dire boursier. Privé des plaisirs que ses camarades pouvaient se donner, il ressentait envers la plupart d'entre eux quelque sentiment d'amertume. Il écrivait à son père :

« Brienne, 6 avril 1783. — Mon père, si vous, ou mes protecteurs ne me donnent pas des moyens de me soutenir plus honorablement, rappelez-moi près de vous, je suis las d'afficher l'indigence et d'en voir sourire d'insolents écoliers, qui n'ont que leur fortune au-dessus de moi, car il n'en est pas un qui ne soit à cent piques au-dessous des nobles sentiments qui m'animent !

« Eh ! quoi, Monsieur, votre fils serait continuellement le plastron de quelques nobles paltoquets, qui, fiers des plaisirs qu'ils se donnent, insultent en souriant aux privations que j'éprouve ! Non, mon père, non, si la fortune se refuse absolument à l'amélioration de mon sort, arrachez-moi de Brienne : donnez-moi, s'il le faut, un état mécanique; que je voie des égaux autour de moi, je saurai bientôt être leur supérieur; à ces offres jugez de mon désespoir; mais, je le répète, j'aime mieux être le premier d'une fabrique que l'artiste dédaigné d'une académie. Cette lettre, veuillez le croire, n'est pas dictée par le vain désir de me livrer à des amusements dispendieux, je n'en suis pas du tout épris. J'éprouve seulement le besoin de montrer les moyens que j'ai de me les procurer comme mes camarades. »

Cette lettre était signée, comme il signait alors : « Buonaparte cadet ». Il avait douze ans lorsqu'il l'écrivit. On a remarqué sans doute cette phrase : « J'aime mieux être le premier d'une fabrique que l'ar-

tiste dédaigné d'une académie. » Connaissait-il déjà le mot de César : « J'aime mieux être le premier dans un village que le second à Rome? »

Quoi qu'il en soit, il conserva longtemps la rancune d'un Corse vaincu contre sa nouvelle patrie : il ne s'était pas encore donné à la France. Paoli, à ses yeux, était un héros, et il ne laissait pas blâmer ou railler devant lui la grande cause de l'indépendance corse. Un jour,

Fig. 5. — Enfance de Napoléon. Lithographie d'Horace Vernet.

comme il dînait à la table du principal, quelques professeurs, connaissant sa passion, se mirent à mal parler de Paoli. « Paoli, répliqua son jeune compatriote, était un grand homme : il aimait son pays, et jamais je ne pardonnerai à mon père, qui a été son adjudant, d'avoir concouru à la réunion de la Corse à la France; il aurait dû suivre sa fortune ou succomber avec lui. »

Cependant, vers 1783, à la fin de son séjour à Brienne, se manifeste dans son caractère la transformation qui se préparait déjà depuis quelque temps. Il cesse d'être triste et réservé; ses premiers succès lui donnent à l'École une assurance mesurée; la sauvagerie de son humeur fait place à des expansions inaccoutumées. Il s'écrie, heureux

du travail fécond auquel il se livre, de la vie qui s'ouvre devant lui : « Pour ma pensée, Brienne est ma patrie, » et, comme on l'a dit, « il pardonne à la France devenue pour lui maternelle. » Lui-même se jugeait ainsi : « Ma tête alors commençait à fermenter; j'avais besoin d'apprendre et de savoir. Je dévorais les livres. Bientôt il ne fut bruit que de moi dans l'École; j'étais admiré, envié; j'avais la conscience de mes forces, je jouissais de ma suprématie. »

Sur ces entrefaites, il fut désigné pour aller suivre à Paris les cours de l'École militaire. Un inspecteur, envoyé par le ministre, choisissait dans les douze écoles royales de France les sujets les plus dignes de recevoir une éducation supérieure. C'était le chevalier de Kéralio, ancien officier, dont le caractère plein de dignité et de bienveillance, l'intelligence élevée et cultivée, le patriotisme simple et communicatif, avaient la plus heureuse action sur les jeunes gens dont il s'occupait (1). Il avait du reste donné pour le public la mesure de sa capacité dans des articles du *Journal des Savants,* et de remarquables travaux d'histoire politique et militaire l'avaient fait entrer à l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Il fut frappé des réponses de Napoléon, de sa vigueur d'esprit et des qualités peu communes dont il faisait déjà preuve. L'élève n'avait brillamment répondu que sur les mathématiques et ses maîtres voulaient le garder une année encore. Le chevalier de Kéralio s'y refusa : « Je sais ce que je fais, dit-il, en appelant ce jeune homme si tôt à Paris; j'aperçois ici une étincelle qu'on ne saurait trop cultiver. » Bonaparte quitta Brienne avec les notes suivantes; elles sont moins flatteuses que les paroles de l'inspecteur général :

« M. de Buonaparte (Napoléon), né le 15 août 1769, taille de quatre pieds dix pouces dix lignes. De bonne constitution. Caractère soumis. Excellente santé. Il a fait sa quatrième. Honnête et reconnaissant. Sa conduite est très régulière. Il s'est toujours distingué par son application aux mathématiques : il sait passablement l'histoire et la géographie. Il est faible dans les exercices d'agrément. Mérite de passer à l'École de Paris. »

(1) On peut juger de l'heureuse impression que laissait l'enseignement de M. de Kéralio aux futurs officiers qui écoutaient ses leçons ou profitaient de ses entretiens, par ce qu'en dit M. de Vaublanc dans le deuxième chapitre de ses Mémoires. Ce chapitre nous fait très bien connaître quel était le régime matériel et moral des écoles militaires à la fin du dix-huitième siècle.

Il arriva à Paris au mois d'octobre 1784. L'École militaire n'était pas alors sévèrement tenue : les élèves, encore jeunes, avaient besoin d'y perfectionner leur éducation première ; aussi l'instruction technique y était-elle assez négligée. Bonaparte y montra la même assiduité et la même ardeur au travail, continuant la lecture d'auteurs anciens, militaires et autres, prenant peu de part aux plaisirs mondains et aux distractions bruyantes que ses camarades trouvaient dans la capitale. Comme ils jouissaient d'une large liberté, quelques-uns, en assez petit nombre il est vrai (car il y en avait peu de riches), en profitaient pour étaler un faste contraire à leur rang de simples soldats, futurs officiers. Bonaparte en était choqué : il n'aurait pas voulu que les privilèges de la fortune se fissent sentir entre tous ces jeunes gens, égaux au moins dans une carrière poursuivie en commun. Il poussa même ce sentiment jusqu'à rédiger un projet de réforme sévère qu'il adressa au sous-principal de l'École : la tentative passa inaperçue ; mais l'élève, devenu maître, se la rappela plus tard, et modifia, suivant ses premiers desseins, l'organisation des écoles militaires.

Fig. 6. — Bonaparte à Brienne.
Statue de Rochet, au musée de Versailles.

Il ne resta qu'une année à Paris. Déjà il était signalé par ses maîtres comme il l'avait été à Brienne : « Corse de nation et de caractère, il ira loin, dit l'un d'eux, si les circonstances le favorisent. » C'était, de l'aveu de tous, le premier mathématicien de l'École ; or les mathématiques étaient déjà à la mode. Le pédantisme qui citait autre-

fois des phrases latines à tout propos, comme le remarque Vaublanc, tendait à devenir géomètre et algébriste. Les formules abstraites entraient dans l'éloquence et les discours académiques. En août 1785, Napoléon passa devant l'illustre Laplace un examen à la suite duquel il obtint un brevet de lieutenant en second. Il fut attaché au régiment d'artillerie de la Fère, alors en garnison à Valence, en Dauphiné.

Voilà donc Napoléon, officier à seize ans, envoyé dans une obscure ville de province, sans ressources, sans appuis. Les régiments, à cette époque, comptaient un nombre d'officiers supérieur aux besoins du service et, pour ceux qui n'avaient pas de fortune, l'existence n'était ni brillante ni facile. Il paraît qu'à Valence presque tous étaient dans cette situation. Aussi Bonaparte n'eut pas à souffrir de la modicité de sa solde. Il pouvait même compter parmi les officiers aisés, car il recevait douze cents francs de sa famille. Il s'appliqua, nous apprennent les rapports et les notes conservés sur son passage à Valence, à accomplir exactement tous les devoirs de son état, rigoureux observateur des exigences de la discipline et se soumettant aux faciles ennuis de son métier. Bientôt, il fut au courant de tous les détails de ses fonctions, et il était apprécié par ses chefs comme un des officiers les plus assidus et les plus capables. C'est à Valence qu'il connut Montalivet, Collin de Sussy, Sorbier, Lariboisière, Hédouville, qu'il ne devait pas oublier lorsqu'il devint tout-puissant, et auxquels il confia des postes importants dans l'administration, la guerre ou la diplomatie.

C'est alors aussi que pour la première fois il entra dans la société mondaine et prit part aux plaisirs qu'elle lui offrait.

•

Des publications récentes ont insisté avec complaisance sur l'absence de tact, le mépris de tout usage poli et de tout bon goût, les manières soldatesques par lesquelles Napoléon, même sur le trône, laissait voir l'égoïsme du despote et la grossièreté du parvenu. Ces publications sont certainement présentes à l'esprit du lecteur; on ne peut donc se dispenser de dire un mot de cette question. Quoique ce soient là des critiques bien secondaires lorsqu'il s'agit d'un pareil personnage, il n'est pas inutile actuellement de rappeler que de nombreux témoignages contemporains présentent Napoléon sous un jour tout différent, et que les témoignages de ce genre ne sont pas rares dans les auteurs mêmes que l'on invoque pour arriver à une conclusion contraire. Avec des procédés aussi méticuleux et aussi exclusifs, il n'y a presque pas

de capitaine, même parmi les officiers les plus distingués de l'ancienne noblesse, qui ne pût être aussi sévèrement jugé. Que faut-il conclure de ces témoignages différents sans être contradictoires, sinon l'éternelle vérité, que l'homme, même doué de la volonté la plus forte, est « ondoyant et divers » ? Bonaparte avait reçu, en somme, la même éduca-

Fig. 7. — Bonaparte lieutenant d'artillerie. Peint par Greuze. (Photographie de Braun.)

tion que les autres gentilshommes de son temps. Et ce qui paraît hors de doute, c'est l'ascendant, prestige ou séduction, qu'il exerça durant toute sa carrière sur presque tous ceux qui l'approchèrent, quels que fussent leur origine et leur rang. Les femmes les plus distinguées et les plus entourées n'y furent pas insensibles.

Il se montra brutal sans doute à l'égard de quelques-unes d'entre elles. Il ne voulait pas que les femmes eussent d'influence politique, il s'irritait contre celles qui voulaient s'en arroger, ne fût-ce qu'en apparence. Il eut le tort impardonnable de s'atta-

quer surtout à la plus illustre d'entre elles. Il n'avait pas de temps à perdre dans la stratégie des salons ; mais où trouver l'expression de sentiments plus jeunes, plus délicats, plus passionnés que dans les lettres du général en chef de l'armée d'Italie à Joséphine ?...

Comme, d'autre part, il évita presque toujours avec soin les scandales publics qui compromirent Louis XIV et déshonorèrent Louis XV, et qu'il ne laissa prendre à aucune personne étrangère au gouvernement une influence appréciable sur l'ensemble des affaires, nous pouvons réunir ici des faits se rapportant à diverses époques de la vie de Napoléon ; aussi bien, pour rappeler la pensée de Montaigne, « est-il dangereux de guetter trop longtemps et trop souvent les grands hommes aux petites choses ».

Il est certain que le lieutenant d'artillerie Bonaparte fut très bien accueilli dans la société de Valence dès qu'il y parut. Son caractère avait perdu la rudesse de ses premières années : son accent, devenu plus Français, avait conservé une certaine cadence italienne douce et agréable; sa parole était plus souple et plus habile et toujours servie par une imagination fougueuse et variée. M. de Salvandy trace de lui à cette époque un portrait qui vise trop à l'effet et où l'on sent trop que le jeune sous-lieutenant sera plus tard Napoléon, mais qui offre dans l'ensemble une analogie remarquable avec la peinture de Greuze dont nous donnons la gravure :

« Une conversation brève et hachée, mais spirituelle, incisive, quelquefois éclatante, fit remarquer le jeune officier corse. A cette époque, sans rien annoncer de la beauté antique que nous lui avons connue vingt ans plus tard, et que constatent les monnaies de l'Empire, il ne laissait pas que d'avoir des traits et une expression remarquables. Petit de taille, mais droit et svelte, il portait dans son maintien un mélange de décision, de brusquerie et de gravité qui empêchait de voir en lui un jeune homme vulgaire. Son teint jaune, ses joues creuses, sa maigreur extrême avaient quelque chose d'attachant : il s'y trahissait une de ces âmes dont on dit très bien que la lame use le fourreau. Ses airs pensifs confirmaient le témoignage de son visage. Ses discours faisaient pardonner ce qu'il y avait d'altier dans son accent, car la fierté se pardonne toujours quand on voit qu'elle s'appuie sur ce qui est de l'homme et non sur ce qui est en dehors de lui. Sa tête, beaucoup trop grosse pour sa taille, réparait ce défaut, commun du reste dans sa famille, par le plus large et le plus noble front, un œil d'aigle et une bouche qui dans la bienveillance avait un charme inexprimable, qui dans la colère avait une beauté terrible. »

Napoléon fut surtout reçu à Valence, chez Mme du Colombier, avec une grande affabilité. Il raconte lui-même que son cœur s'éprit

d'une de ses filles, à la suite d'une innocente partie de campagne dont il garda le souvenir jusqu'à Sainte-Hélène. Il aimait aussi à se rappeler l'image de M^lles de Laurencin et de Saint-Germain, dont la dernière épousa M. de Montalivet. Il ne dédaignait même pas les

Fig. 8. — La princesse de Visconti. D'après le portrait peint par le baron Gérard. (Louvre.)

succès que donnent ce qu'on appelle « les talents de société ». Il vit donc le monde, l'aima et y plut.

Bientôt après il subissait une épreuve mondaine bien plus redoutable. En 1787, nous le retrouvons à Paris où, pendant un long congé, il fréquenta quelques-uns des derniers salons de l'ancien régime, qui

sont restés le type accompli de l'élégance spirituelle. « Napoléon, dit Ségur, y fut remarqué. Dans la société militaire, la préférence des chefs, un commandement plus élevé que son grade et la jalousie de ses égaux l'indiquent assez : il en fut de même dans le monde où, recherchant les plaisirs honnêtes et la société la mieux choisie, il fut bien accueilli, s'y fit distinguer et sut y plaire. » Ce témoignage d'un homme dont la famille appartenait à l'ancienne cour et qui tenait de son éducation toutes les délicatesses de l'ancien temps est d'une grande importance.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que le général Bonaparte, commandant en chef l'armée d'Italie, ait frappé tout d'abord les grands personnages étrangers, princes, ambassadeurs, généraux, cardinaux, souverains avec lesquels il se trouva en relations, par une courtoisie et une politesse de manières auxquels la plupart des autres généraux de la République, ne les avaient guère habitués. Nous verrons d'ailleurs que Joséphine de Beauharnais l'avait alors choisi pour époux de préférence non seulement à Hoche, mais à Caulaincourt.

Pendant la campagne d'Italie, il frappa vivement aussi l'imagination des Italiennes. La belle princesse Visconti, dont on voit le portrait par Gérard au Louvre, fit tous ses efforts pour faire perdre la tête au général en chef de l'armée française; mais elle n'y réussit pas, il était tout occupé de Joséphine. La princesse Visconti se rabattit alors sur le général qui était le second dans l'armée et transmettait tous les ordres, Alexandre Berthier. « Il faut avouer, dit Stendhal, que de ce côté son succès fut complet. Cet attachement a été le seul intérêt de la vie de Berthier jusqu'à sa mort, dix-neuf ans plus tard. » La Grassini, la chanteuse la plus célèbre et la plus séduisante de ce temps, conçut pour le général Bonaparte une passion des plus vives; et ce sentiment fut plus durable, si l'on en croit l'anecdote racontée dans les *Mémoires sur l'impératrice Joséphine.*

« Mme Grassini a beaucoup d'esprit et de grâce dans sa manière originale de parler le français. Son accent italien prête un charme infini à ce qu'elle raconte, et l'on serait en vérité fâché qu'elle parlât autrement.

« Arrêtée près de Naples par des brigands qui la dévalisaient, elle essaya d'abord de

les toucher; voyant que tout était inutile, et qu'ils fouillaient toujours dans tous les coins de sa voiture : « Oh ! je vous en prie, mes bons brigands, leur disait-elle, prenez « tout ce que je *poussède;* mais laissez-moi, je vous en prie, *oune* chose que j'aime « *plous* que vous ne pouvez faire; c'est le *pourtrait* de *noutre* cher *gouvernement*.

Fig. 9. — Joséphine Grassini. D'après le tableau de Mme Vigée-Lebrun.

« Je ne veux pas les diamans, mais laissez-moi le *pourtrait.* » Ils brisèrent et gardèrent, en effet, l'entourage du médaillon qui contenait le portrait de Napoléon, et lui rendirent cette image chérie, ce qu'elle citait comme le plus beau trait du monde. »

La plus illustre sans contredit des femmes du siècle, Mme de Staël, conçut, au seul récit des exploits de Bonaparte en Italie, un vif enthousiasme pour ce général merveilleux. Lavalette, alors aide de camp de Bonaparte et envoyé à Paris à l'occasion du 18 fructidor, raconte

dans ses Mémoires qu'il dîna avec elle chez Talleyrand : « Pendant tout le dîner, dit-il, ses éloges du vainqueur de l'Italie, avaient toute l'ivresse, tout le désordre, et toute l'exagération de l'inspiration. En sortant de table, la société se dirigea vers un cabinet pour y voir le portrait du héros, et comme je me reculais pour la laisser entrer : « Comment, dit-elle, oserai-je passer devant un aide de camp de Bonaparte! »

Lorsque Bonaparte fut revenu d'Italie, elle se fit présenter à lui dans une soirée qui fut donnée, le 3 janvier 1798, par le ministre des relations extérieures, Talleyrand, dans l'hôtel du ministère, ancien hôtel de Gallifet, rue du Bac, au coin de la rue de Grenelle. Elle chercha à attirer ses hommages. Elle était passionnée pour la gloire et la puissance.

La gloire, son génie pouvait la lui donner, mais n'était-ce pas l'établir plus sûrement que d'associer son nom dans la postérité à celui de Bonaparte? Pour la puissance, il lui était interdit d'y prétendre par elle-même, mais qui pouvait mieux la lui donner que le vainqueur de l'Italie dont elle semblait prévoir en partie les projets?

Napoléon ne réalisa pas précisément ce qu'elle en espérait soit pour pour elle-même, soit pour la France, où elle aurait voulu voir établir une constitution analogue à celle de l'Angleterre. Mais dans la longue insistance de ses plaintes et de ses attaques, ne pourrait-on trouver malgré l'élévation générale du ton, plus d'un trait qui témoigne moins de l'hostilité d'un adversaire politique que de l'animosité d'une âme déçue? Si l'on en croit la correspondance de la princesse Tourkestanof et d'un Français, nommé Ferdinand Christin, récemment publiée en Russie et dont un journal bien connu a donné quelques fragments, au plus fort de la tyrannie de Napoléon, elle interrompait les plaintes que lui arrachait son exil, pour s'écrier : « Ah! s'il voulait m'épouser, comme je lui pardonnerais tout le mal qu'il m'a fait! » Et quand je repoussais avec indignation, raconte Ferdinand Christin, un vœu aussi extravagant, elle me disait : « Croyez-vous que quelque chose pourrait me coûter pour voir la France à mes pieds? »

La correspondance à laquelle cette anecdote est empruntée est peu bienveillante, malgré l'amitié qu'on y témoigne pour Mme de Staël, qui

vient de mourir. L'auteur ne donne pas, du reste, une haute idée de son esprit lorsqu'il reproche « la malheureuse manie » de faire des livres à la femme que nous trouvons à la tête du mouvement intellectuel du dix-neuvième siècle ; mais, bien qu'il prenne trop au sérieux une

Fig. 10. — Mme de Staël. D'après le portrait peint par le baron Gérard.

simple boutade de l'illustre auteur de *l'Allemagne,* il y a là un fond de sentiment vrai dont le souvenir méritait d'être conservé.

Quoi qu'il en soit, les plaisirs mondains, auxquels Bonaparte pouvait, au début de sa carrière, abandonner plus de temps qu'il ne le fit plus tard, ne l'absorbèrent jamais : ils ne pouvaient satisfaire son esprit toujours avide de connaître.

Ses compagnons de jeunesse se le rappellent simple et même négligé dans ses vêtements, dormant peu, et, lorsque la gêne vint, vivant pauvrement, parfois aux dépens de sa santé, rien que de lait « mais sans dette aucune, sans reproche, soutenant sa pauvreté gaiement et avec noblesse et se distinguant toujours par son goût passionné pour le travail ». Dans ses divers logements, ce qu'il recherchait surtout, c'était la tranquillité favorable à ses études : il faillit même avoir un duel à ce sujet.

L'activité de son esprit était extrême et se portait sur les objets les plus divers : œuvres de philosophie, d'histoire, de politique, et même de théologie. Il lit tout et jette sur tous les sujets des pensées originales et parfois profondes. On a conservé la liste de ses premiers travaux : ce sont tantôt des notes sur Lavater, tantôt une dissertation sur Platon. Rousseau, qui passionnait alors les esprits, ne pouvait être oublié. Mais Bonaparte lui reproche sévèrement de promettre aux hommes un bonheur impossible à réaliser. Bonaparte s'occupe aussi de recherches de médecine, de mathématiques et de physique. Il fait même des vers et se passionne pour Werther, ouvrage récemment traduit d'un jeune écrivain allemand dont l'étranger commence à s'occuper. Il le lit jusqu'à six fois, et, comme le héros de sa lecture, se laisse à aller à la *vivacité de sa mélancolie.* Il lui arrive même de songer au suicide, et il refait à sa manière le monologue d'Hamlet ; on lit dans son journal à la date du 3 mai 1786 :

« Toujours seul au milieu des hommes, je rentre pour rêver avec moi-même. De quel côté ma mélancolie est-elle tournée aujourd'hui ? Du côté de la mort. » Sa pensée s'apaise un instant en se reportant vers les siens, vers sa chère île de Corse, puis il ajoute : « Quelle fureur me porte donc à vouloir ma destruction ?... Puisque je dois mourir, ne vaut-il pas autant se tuer !... Que les hommes sont éloignés de la nature, qu'ils sont vils, lâches, rampants! » Les malheurs de son pays, de la Corse opprimée, furent pour lui « une nouvelle raison de fuir une terre où je suis obligé par devoir de louer des hommes que je dois haïr par vertu. La vie m'est à charge, parce que les hommes avec qui je vivrai probablement toujours ont des mœurs aussi éloignées des miennes que la clarté de la lune diffère de celle du soleil. Je ne puis donc pas suivre la seule manière de vivre qui pourrait me faire supporter la vie, d'où s'ensuit un dégoût pour tout. »

Ces sentiments de découragement allaient disparaître de l'âme de Bonaparte à partir du moment où il put prendre part au grand mouvement de la Révolution et où l'action remplaça et bientôt dépassa le rêve. Mais cette tendance mélancolique continua cependant à se manifester par son goût persistant pour les poésies du faux Ossian tel que l'a paraphrasé Mac-Pherson : il le connaît par la traduction que Letourneur a publiée en 1777. Dans l'ancien Musée des souverains, dispersé il y a quelques années et que son intérêt historique du moins aurait dû faire conserver, on voyait un exemplaire de cette traduction ayant appartenu à Napoléon. L'état de dégradation du volume, le peu de fraîcheur des bords montrait de reste que c'était là un livre souvent manié, un compagnon de voyage et de guerre. C'est en souvenir d'Ossian que le fils de Pauline Bonaparte et du général Leclerc et le fils de Bernadotte recevaient de Bonaparte, leur parrain, les noms de Démide et d'Oscar.

La puissance de travail du jeune officier d'artillerie était déjà telle que, dans la fièvre de ses pensées, il se privait sans peine de sommeil, passant la journée presque entière dans la méditation et le labeur. Même on rapporte qu'il apprit le droit d'une assez singulière manière : à l'époque de la discussion du Code civil, il étonnait tous les conseillers d'État, jurisconsultes de profession, par la justesse et l'abondance de ses citations. Il parlait du Digeste, non d'une façon superficielle, mais comme un homme qui l'a réellement manié et étudié. On s'étonnait de ce savoir peu commun chez un général. Il raconta alors qu'ayant été mis aux arrêts pour quelques jours dans une pièce dépourvue de bibliothèque, il n'avait eu sous la main qu'un formidable exemplaire des Pandectes : il l'ouvrit, la lecture l'intéressa et il retint exactement tous les développements juridiques qu'il y avait étudiés, jour et nuit, presque sans relâche.

Ces travaux de sa première jeunesse portent tous la même marque : ils sont toujours au moins, à défaut de génie, exempts de banalités. Toujours les pensées y sont nombreuses, fortement conçues, mais mal coordonnées. C'est le premier jet. Les transitions manquent, mais les idées sont puissantes. On y rencontre par endroits des traits

éclatants à côté de fautes de goût et de grossières erreurs. Le style a de la chaleur et de l'éclat, mais il pèche souvent par l'emphase, si chère alors à tant d'écrivains! Quant à la grammaire et à l'orthographe, il les oublie quelquefois : mais ce sont de trop légères imperfections pour qu'il soit équitable de les relever chez un homme dont les lettres, les proclamations et les récits militaires sont restés des modèles.

Nous croyons utile de donner ici la liste de ces premiers écrits de Napoléon ; rien ne montre mieux l'activité dévorante de cet esprit avide de tout connaître et de tout faire. En 1785, à l'âge de seize ans, il écrit un *Mémoire sur l'éducation des jeunes Maïnotes*, qui est bientôt suivi d'un *Projet de réforme des écoles militaires*. — Nous trouvons ensuite un *Roman corse* qui a pour sujet la dramatique histoire de Vaina d'Ornano et de Sampiero ; — un autre petit ouvrage sur le comte d'Essex ; — *Le Masque prophète*, conte oriental, — une méditation sur le suicide ; — un dialogue sur l'amour. Ces ouvrages appartiennent aux années 1786-8. Mais il prépare en même temps un *Mémoire sur la manière de disposer les pièces de canon pour le jet des bombes*, des *Recherches sur la cycloïde*, des extraits avec commentaires d'auteurs de toute espèce, Platon, Strabon, Hérodote, Diodore de Sicile, Mably, Filangieri, Necker, Adam Smith, etc., des Notes sur l'histoire de tous les pays. Mais bientôt il va s'exercer sur des sujets plus actuels et la politique va surtout l'occuper. On a retrouvé le programme d'une *Dissertation sur l'autorité royale*, qu'il écrivait à Auxonne à la fin de 1788.

On était à la veille de la Révolution. Bonaparte en accueillit avec admiration les premiers mouvements. Son âme généreuse et indépendante s'ouvrait tout entière au grand souffle de la liberté qui agitait alors la France. A Valence, à Auxonne, où il passa ensuite quelque temps, il prit part aux manifestations populaires qui acclamaient l'œuvre de la Constituante. Les clubs s'y répandaient comme à Paris, il y figura et y parla chaleureusement. Son régiment était dévoué à la Révolution et il prépara un règlement pour l'association dite de la Calotte qui, dans chaque corps, réunissait les officiers subalternes au-dessous du grade de capitaine.

L'origine de cette association de camaraderie et d'assistance mutuelle remontait à une réunion de francs buveurs et de gais railleurs qui s'était formée à la fin du règne de Louis XIV dans les propres antichambres du roi, parmi les officiers

de sa maison. Affectant toujours la plaisanterie, et ne reculant pas devant le grotesque, ils se permettaient d'attaquer tout le monde et toutes choses. Au dix-huitième siècle, cette société était devenue une sorte de franc-maçonnerie militaire, où couvaient sourdement, sous le voile de la fraternité des armes, des ferments d'indépendance et d'indiscipline qui firent leur explosion en 1789. (Voy. Lescure, *Napoléon et sa famille*, p. 73 et suiv.)

Ce caractère dominait dans le règlement rédigé par Bonaparte, qui faisait preuve de convictions très démocratiques. Bonaparte en re-

Fig. 11. — Maison des Bonaparte à Ajaccio.

gretta, quelques jours après, la forme trop violente : il le jeta au feu; mais une copie nous est restée, témoignage des ardeurs réformatrices de son auteur.

Dans cette curiosité sans cesse en éveil il ne se contenta plus d'aimer la littérature pour elle-même, il voulut lui demander de la gloire et songea à attirer l'attention sur son nom par quelque ouvrage. Il fallait qu'à cette époque les fonctions d'officier d'artillerie laissassent bien des loisirs pour qu'un lieutenant pût être tour à tour philosophe, orateur dans les clubs, écrivain politique, moraliste et littérateur. L'Académie de Lyon avait mis au concours ce grand sujet : « Déterminer les vérités et les sentiments qu'il importe le plus d'inculquer aux hommes

pour leur bonheur. » Il traita cette question avec sa fougue et son originalité ordinaires, en ennemi résolu de Rousseau, en chaleureux partisan de la civilisation comme de la liberté. A côté de vérités saisissantes sont des erreurs historiques ou morales et, ainsi que dans ses premiers écrits, à côté de morceaux remarquables, il y a des passages médiocres. Aussi, ne remporta-t-il pas le prix : « C'est un songe très prononcé, » dit l'un des juges du concours. Un autre cependant reconnaissait à l'auteur, cette qualité si appréciée au dix-huitième siècle, la qualité d'homme *sensible.* Alors c'était tout dire. Robespierre lui-même était « un homme sensible ».

Mais au milieu de tous ses travaux, dans cette laborieuse période qui s'étend de 1786 à 1791, Napoléon conservait un profond amour pour sa patrie. Il retourna souvent en Corse; en janvier 1788, en septembre 1789 : il y passe alors six mois et s'y mêle aux agitations politiques qui commençaient à s'y réveiller. Paoli y avait gardé, malgré l'éloignement de l'exil, de grandes sympathies. Toute une partie de la Corse voyait en lui un des derniers héros de l'indépendance, et, à cette heure où la Révolution éclatait sur le continent, un patriote convaincu, épris de la liberté. Bonaparte partageait alors cette admiration pour ce glorieux disparu; il l'aimait, car il le croyait vraiment et pour toujours dévoué à la France. Mais ces nobles idées étaient combattues par une faction aristocratique, dévouée exclusivement aux intérêts du roi et de la cour. Un député à l'Assemblée nationale, Matteo Buttafuoco, celui-là même qui avait reçu de J.-J. Rousseau une inutile constitution, dirigeait ces meneurs de la réaction. Bonaparte, de passage en Corse, écrivit contre lui un chaleureux pamphlet, daté de son *cabinet de* Milleli, une grotte volcanique dans la montagne, près d'Ajaccio, l'an II de la liberté (23 janvier 1790) (1). Cet écrit est plein de colère et de patriotisme,

(1) Cette lettre fut imprimée à 100 exemplaires, chez M. P. Joly, imprimeur-libraire, à Dôle. Napoléon, alors en garnison à Auxonne (juin 1790), faisait à pied le voyage jusqu'à Dôle pour corriger ses épreuves, sans parler d'autres travaux se rattachant à sa profession, tels qu'un rapport sur la nécessité de s'emparer des îles de la Madeleine, rapports pour la défense militaire du golfe d'Ajaccio, de Saint-Florent, etc. Il avait terminé dès 1789 une *Histoire de la Corse.* Il écrivait aussi vers le même temps *trois épitres historiques sur la Corse* adressées à l'abbé Raynal, qui jouissait encore d'une réputation et d'une autorité que nous avons peine à comprendre aujourd'hui. Nous complé-

par endroits éloquent et passionné. Lu dans un club populaire, il excita l'enthousiasme et désigna à tous les regards le jeune officier, qui terminait sa lettre par une mâle invocation aux fondateurs de la liberté française, indistinctement unis, Péthion et Robespierre, Bailly et Lafayette. On vit en lui le représentant futur de la liberté corse conciliée avec l'attachement à la France : on commença à prononcer son nom après celui de Paoli.

Il revint alors en France : mais il n'y resta que peu de temps : d'Auxonne, il retourna à Valence Là, il continua à fréquenter les réunions populaires et entra au club de la Société des Amis de la Constitution. Il en fut un des orateurs les plus ardents. La politique maintenant l'occupe avec passion. Il écrit : « Ce pays-ci est plein de zèle et de feu... On fit, il y a quinze jours, la pétition que le roi fût jugé. Ce régiment est très sûr en soldats, sergents, et la moitié des officiers. » Il propose la fédération des sociétés patriotiques de toute cette région. Malgré cette ardeur révolutionnaire, il continue toujours à suivre attentivement les affaires de la Corse, où son intérêt, comme son cœur, le rappellent : pour jouer un rôle actif, il faut être là. Il obtint un congé au mois d'octobre 1791, sous prétexte d'aller régler les difficultés soulevées par la mort de son grand-oncle, l'archidiacre Lucien : désormais nous le verrons, pendant près de deux ans, mêlé à tous les événements dont la Corse fut le théâtre.

Paoli y était revenu et y avait été acclamé : tous les souvenirs

terons ici la liste des principaux opuscules de Bonaparte : on verra par ceux que nous avons déjà cités, comme dans ceux qui suivent, qu'à partir de 1789 c'est la politique qui est sa principale préoccupation. Au moment où la question de la Constitution civile du clergé passionne les esprits, il écrit une *étude sur les libertés de l'Église gallicane*, la Sorbonne, la bulle *Unigenitus*, travail qui témoigne d'études théologiques vraiment sérieuses, chose bien imprévue dans un jeune officier, mais qui annonce le futur auteur du Concordat. En 1793, il fait un *Mémoire sur la Position politique et militaire de la Corse au 1er juin*, mémoire où il dénonce la révolte de Paoli et de son parti qui veut se détacher de la France et où il indique les moyens de réduire l'insurrection. Mais il n'y eut qu'une seule de ses productions, imprimées ou non, qui attira sérieusement alors l'attention du public, ce fut le *Souper de Beaucaire*, publié à Avignon en avril 1793. Le souper de Beaucaire est un dialogue qui est censé avoir lieu le 20 juillet 1793 entre deux négociants marseillais, un Niçois, un fabricant de Montpellier et un militaire. Le militaire, qui y joue le principal rôle, s'attache à montrer la folie de l'insurrection du Midi contre la Convention. (Voy. Rapetti, bibliographie de l'article NAPOLÉON, dans la *Biographie générale*.)

de la guerre de l'indépendance se réveillaient alors pour donner à son nom la gloire de la longue et belle lutte qu'il avait soutenue. L'île entière le désigna, avec l'assentiment du pouvoir central, comme président de l'administration départementale et commandant des gardes nationales nouvellement créées. Napoléon, aussitôt débarqué en Corse, alla se placer sous ce haut patronage. Paoli accueillit avec bonté le fils de son ancien lieutenant et ne tarda pas à reconnaître en lui une franchise de patriotisme redoutable à ses propres desseins. Au lieu d'aimer la France, sa nouvelle patrie, ce proscrit, rentré en Corse, lui préférait l'Angleterre, où il avait trouvé pendant vingt ans l'hospitalité. La Révolution, il la croyait éphémère ; l'aristocratie, il voulait la servir. Toutes ces idées n'étaient pas celles de Bonaparte qui confondait alors dans les mêmes sentiments la France et la Corse unies l'une à l'autre par le lien puissant de la liberté et de l'égalité. Malgré ses inquiétudes et ses soupçons, Paoli le fit nommer adjudant-major d'un des bataillons de volontaires corses. Napoléon avait été élevé au grade de capitaine d'artillerie au mois de février 1792, après sept ans d'attente pénible; mais il ne voulut pas rejoindre son corps à Valence : « le poste d'honneur d'un bon Corse, écrivait-il alors à M. de Sucy, commissaire des guerres, est dans son pays. »

Quelques jours après, il était nommé lieutenant-colonel : toute la Corse avait déjà les yeux tournés sur lui. C'est alors qu'une émeute, malheureusement sanglante, vint donner à son nom une fâcheuse popularité. La jalousie des candidats qu'il avait évincés souleva contre lui les paysans de la campagne. Bonaparte, avec les habitants de la ville, resta vainqueur, mais au prix d'une énergie qui coûta la vie à plusieurs personnes. Ses ennemis exploitèrent cet incident : il fut dénoncé à Paris, pendant que ses chefs, excités contre lui, se plaignaient de la prolongation de congé qu'il s'était accordée à lui-même. Devant toutes ces marques d'hostilité, il quitta la Corse et vint à Paris se justifier.

La capitale présentait alors un curieux et sinistre aspect. On était au printemps de 1792 : la foule était inquiète et agitée : les réunions populaires entretenaient le trouble. La monarchie sans force laissait

l'assemblée législative empiéter sans cesse sur les attributions du pouvoir exécutif et préparer la ruine de la royauté « quelconque » qu'avait établie la constitution de 1792. L'assemblée girondine croyait arriver à la toute-puissance, mais elle travaillait pour ses ennemis, et bientôt l'émeute qu'elle avait préparée allait donner le pouvoir aux Jacobins et à la commune de Paris. L'insurrection du 20 juin révéla tout le progrès des idées révolutionnaires : Bonaparte en fut par hasard témoin. Il sortait de chez lui quand il rencontra des bandes d'émeutiers qui se dirigeaient vers les Tuileries : son uniforme l'aurait compromis, sans profit pour l'ordre, il le quitta et s'en fut chez Bourrienne, devant la Terrasse des Feuillants. Il vit toute l'horreur de ces lamentables scènes, le château envahi, la foule mêlant aux imprécations de la fureur les quolibets et les railleries, le roi, menacé, contraint d'accepter le bonnet rouge aux applaudissements d'un peuple en délire, l'autorité détruite, la Révolution, en un mot, triomphante. Il en conçut une horreur profonde pour l'anarchie et la licence. Le *Mémorial* nous a laissé la trace de ces impressions premières que l'empereur ne devait pas oublier. « Il fallait, disait Bonaparte blâmant la faiblesse de Louis XVI, balayer avec du canon cinq cents de ces braillards et le reste courrait encore. » Le 10 août le surprit aussi péniblement. La Terreur allait commencer : devenu chef de famille, chargé de l'éducation et de l'entretien de de ses sœurs, il quitta Paris, où il n'avait pas eu de peine à se défendre contre ses accusateurs, et revint en Corse.

Il y trouva aussi les esprits en désordre, prêts pour la guerre civile; les révolutionnaires, venus de France, cherchaient à y propager les idées violentes et les mesures rigoureuses : tous les jours Ajaccio était le théâtre de troubles et d'émeutes où Napoléon, tout en cherchant à pacifier les plus mutins, prenait parti pour la France et la Convention contre ses compatriotes dévoués à la contre-révolution. Paoli, qui blâmait tout ce qu'on faisait à Paris, se séparait peu à peu de Bonaparte. Le 21 janvier 1793 amena une rupture ouverte. La mort de Louis XVI éveilla dans l'île une insurrection réactionnaire, un mouvement analogue à celui de la Vendée. En Corse, comme en

Vendée, les ennemis de la France et de la Révolution appelèrent l'Angleterre. Cette conduite révolta le patriotisme de Bonaparte; à ses yeux l'appui de l'étranger déshonorait toutes les causes où il était invoqué; il déclara à Paoli, qui cherchait à l'entraîner dans cette voie fatale, « qu'en France, l'anarchie serait éphémère, que l'Angleterre était l'ennemie de la liberté des peuples et qu'elle ne pouvait pas être la protectrice sincère des Corses. » Pendant deux mois, juin-juillet 1793, il demeura fidèle à ses principes, malgré l'insurrection grandissante. Il lutta pied à pied contre Paoli. Pour la première fois général, il se montra habile à tout ordonner et tout prévoir, actif et infatigable, préparant la résistance dans chaque village, acceptant la vendetta avant de faire la guerre véritable : mais bientôt tout céda devant Paoli : les couleurs françaises étaient battues. On voyait alors toute la famille Bonaparte, les trois frères, Napoléon, Joseph et Lucien, conduits par leur vaillante mère Letizia Ramolino, représenter presque seule le parti de la France. Ajaccio tomba aux mains des insurgés, qui mirent le feu à la maison des Bonaparte. Letizia avait pu fuir : comme elle se retourna, elle aperçut un tourbillon de flammes. « C'est votre maison qui brûle! — Qu'importe! s'écria-t-elle; nous la rebâtirons plus belle. Vive la France! » puis elle s'embarqua pour Marseille, où ses fils ne tardèrent pas à la rejoindre. Napoléon était vaincu; mais il avait déjà noblement servi la France.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DÉBUTS HISTORIQUES.

TOULON. — SAORGIO. — LE 13 VENDÉMIAIRE.

Ce fut à Nice que Bonaparte, obligé de quitter la Corse, rejoignit le 4e régiment d'artillerie, auquel il était attaché en qualité de capitaine. Pendant plusieurs mois il parcourut le Midi sous des chefs différents, chargés de réprimer le mouvement fédéraliste qui y avait éclaté. Bonaparte était à Auxonne, occupé à prendre la direction d'un convoi de poudres destiné à l'armée du Midi, quand il apprit la défection de Toulon ; les royalistes avaient ouvert leur port et leur ville aux flottes et aux troupes anglo-espagnoles. Le péril était grand : c'était la France envahie. Napoléon se rendit en hâte à Paris ; les plans qu'il proposa furent approuvés par le comité de Salut public, et il en obtint, quoiqu'il ne fût que capitaine, le commandement en chef de l'artillerie de l'armée chargée de reprendre Toulon.

Tout était à organiser sous les ordres d'un officier aussi vain qu'inex-

périmenté, le général Carteaux. Ce général était un peintre médiocre. On peut voir de lui, à Versailles, un portrait équestre de Louis XVI, signé *Carteaux, peintre du roi, officier de la cavalerie parisienne.* Bel homme, de haute taille, plein de jactance, déclamant facilement de grandes phrases, ayant fait ses preuves dans les émeutes parisiennes, brave d'ailleurs, on en avait fait un général.

Les travaux du siège traînaient en longueur. Bonaparte, malgré ses chefs, en prit à proprement parler la direction par la supériorité de ses projets et l'autorité de son caractère. Il imagina un plan fort habile, auquel Carteaux ne voulut d'abord pas se rendre : le seul moyen, selon lui, de prendre la ville, était de dominer par des batteries la rade et le port, et il indiquait la position de l'Éguillette, position dont l'importance était bien connue des ennemis, qui y avaient élevé le fort Murgrave. Ce fort devint bientôt si formidable qu'on l'appelait le petit Gibraltar. « C'est là qu'est Toulon, » disait Bonaparte, et il affirmait que si on se rendait maître de ce point, les alliés, menacés par un feu continuel, préféreraient abandonner Toulon plutôt que d'y laisser une garnison isolée, séparée par la mer des flottes, qui auraient dû gagner le large. Les représentants du peuple appuyaient en vain ses projets, Carteaux résistait, et il fallut que, presque à son insu, Bonaparte organisât les approvisionnements, construisît les redoutes, donnât enfin aux troupes d'artillerie l'ordre et la confiance qui leur manquaient. Carteaux avait été d'une incapacité notoire. Dénoncé à la Convention, il fut rappelé et envoyé à la tête d'une autre armée : quand l'échafaud ne prenait pas les généraux malheureux, ils recevaient de l'avancement. Son successeur, Doppet (c'était un médecin), montra autant de faiblesse que d'ignorance. Heureusement il ne resta que huit jours et fut envoyé à l'armée des Pyrénées ; mais il eut le temps, en donnant intempestivement l'ordre de la retraite, de faire manquer une attaque qui nous aurait peut-être donné la ville. Napoléon arriva près du général en chef, le visage couvert de sang par suite d'une légère blessure qu'il avait reçue au front et qu'il n'avait pas encore pansée. « Quel que soit le lâche qui a fait battre la retraite, s'écria-t-il, il nous a fait manquer Toulon. »

Après Doppet vint un ancien officier de l'armée royale habile, instruit,

actif, sincèrement patriote, le général Dugommier, qui était capable de comprendre les plans de Bonaparte et n'était pas homme à les repousser par une jalousie mesquine.

Ségur raconte dans ses mémoires que Dugommier avait à peine pris le commandement depuis deux jours, lorsqu'il aperçut, le 19 novembre, au moment où il parcourait nos lignes avec Bonaparte, un convoi de vingt magnifiques voitures, qu'ils reconnurent

Fig. 12. — Le général Dugommier. D'après le portrait peint par Rouget.

pour celles de Louis XVI. Ils crurent que c'était le terrible comité de Salut public. Ils en voient descendre soixante à quatre-vingts personnages en brillants uniformes de fantaisie, qui demandent d'un ton impérieux et impatient le général. Dès qu'ils sont en sa présence, l'orateur de la troupe, se plaçant gravement en tête, déclare d'une voix tonnante qu'ils arrivent de Paris ; que les patriotes y étaient indignés de sa lenteur et de son inaction ; que la République, frémissant de n'être pas encore vengée, avait fait appel aux braves, qu'ils y avaient répondu, qu'ils étaient des canonniers volontaires ; qu'on n'avait qu'à leur donner de la poudre et des canons et que Toulon ne tarderait pas à être pris et la flotte anglaise incendiée. — Dugommier était interdit. Mais Bonaparte débarrassa l'armée de ces nouveaux guerriers en leur donnant une cruelle leçon. Il les échauffa de vin et de louanges, et dès le lendemain, leur livrant des pièces, il les mit aux prises sur la plage, à découvert, leur disant, dans leur style, « qu'à de tels braves les épaulements étaient inutiles et qu'ils étaient assez couverts de leur invincible patrio-

tisme ». La première bordée d'un vaisseau ennemi en fit justice. La plupart se hâtèrent de gagner leurs beaux équipages et disparurent. Quelques autres, vraiment patriotes, prirent rang dans l'armée et firent bravement et modestement leur devoir.

Les assiégés tentèrent, le 30 novembre, une sortie audacieuse : elle allait réussir, quand Bonaparte la fit échouer. Tandis que Dugommier leur tenait tête, il s'introduisit hardiment par un chemin couvert qu'il avait précédemment fait ouvrir jusqu'au milieu des Anglais. Ceux-ci, surpris de cette brusque attaque, sont bientôt mis en désordre. Le général en chef, O'Hara, s'approche pour voir ce qui se passe : il a le bras cassé par une balle : il tombe dans la tranchée et, avant d'avoir eu le temps de se reconnaître, il est passé de mains en mains par nos soldats et livré prisonnier à Bonaparte ; sans que les siens se soient aperçus de cette perte. Sans direction et débordés par Dugommier, les Anglais prennent la fuite. Cet heureux coup de main, valut à Bonaparte le grade de colonel. Un mois plus tard ; l'assaut était donné contre le fort Murgrave : c'était la clef de la position. Au milieu de la nuit, malgré la pluie et le vent, Bonaparte, franchissant le premier la brèche, s'en rendit maître après un combat acharné ; il eut son cheval tué sous lui et fut blessé à la jambe d'un coup de pique. « Demain ou après-demain, dit-il aux députés conventionnels qui l'entouraient, nous souperons à Toulon. » Il disait juste ; les habitants de la ville, redoutant les représailles républicaines, cherchaient à s'enfuir de toutes les manières : les Anglais n'eurent pas la générosité de les laisser monter sur leurs vaisseaux. Cependant, grâce au concours de la flotte espagnole, plusieurs milliers de Toulonais, les plus compromis dans l'insurrection, réussirent à s'échapper. Le 18 décembre 1793, l'armée républicaine entra dans Toulon.

La répression fut sanglante ; les dénonciations, accueillies sans examen, les jugements rendus sans aucune forme, les exécutions en masse ordonnées par la fureur jacobine firent durement expier à la ville coupable l'appel qu'elle avait fait à l'étranger. Elle perdit jusqu'à son nom, désormais elle dut s'appeler Port la Montagne ; enfin, pour servir de témoignage durable de cette répression vengeresse, on décida la

destruction de tous les édifices publics. Bonaparte, malgré quelques détestables calomnies, resta pur de tous ces excès ; il laissa aux députés révolutionnaires le soin de fusiller les Français. Sa conduite au siège de Toulon, son habileté à tout organiser, l'avaient déjà signalé comme un officier de grand avenir. On reconnut que la prise de la ville était due à son coup d'œil, à ses mesures savantes. Aussi, le 20 décembre

Fig. 13. – Siège de Toulon, prise du fort Mulgrave. D'après une aquarelle de Siméon Fort.

(30 frimaire an II), les représentants du peuple, Barras, Fréron et Robespierre jeune, le nommèrent provisoirement au grade de général de brigade et Dugommier écrivait au comité de Salut public : « Récompensez et avancez ce jeune homme, car si on était ingrat envers lui, il s'avancerait tout seul. » (*Mémorial.*)

A la suite de cette victoire, il reçut la mission de mettre en état de défense les côtes de la Méditerranée, de Marseille à Nice ; cette tâche remplit les derniers mois de 1793 et les premiers de 1794. Mais déjà la jalousie excitée contre lui suscitait de nouveaux périls ; il fut dénoncé à Paris, mandé à la barre de la Convention pour avoir formé le projet de relever les forts de Marseille. Heureusement le patrio-

tisme de Robespierre jeune couvrit Bonaparte. Robespierre, admirateur et ami de Napoléon, écrivit au comité de Salut public qu'il répondait de sa fidélité à la République et obtint qu'il fût attaché à l'armée d'Italie avec le commandement en chef de l'artillerie.

Voilà Napoléon sur le théâtre de ses plus glorieux exploits. Dès son arrivée, il prépare le plan de campagne qu'il exécutera plus tard; mais il faut attendre avant de frapper ces coups hardis, il faut franchir la frontière du Var et prendre pied sur les Apennins. La formidable position de Saorgio, où les Piémontais, renforcés d'une division autrichienne, s'étaient retranchés, menaçait d'arrêter longtemps nos soldats. Les Français avaient à leur tête Dumerbion, vieux capitaine de grenadiers que la Révolution avait fait en deux ans général. Bonaparte proposa un plan d'ensemble qui indiquait un esprit déjà mûr pour la grande guerre. Voici avec quelle admirable clarté il l'explique dans ses Mémoires :

« Dans les montagnes on trouve partout un grand nombre de positions extrêmement fortes par elles-mêmes, qu'il faut bien se garder d'attaquer. Le génie de cette guerre consiste à occuper des camps ou sur les flancs ou sur les derrières de ceux de l'ennemi : ainsi on ne lui laisse que l'alternative ou d'évacuer ses positions sans combattre pour en prendre d'autres en arrière, ou d'en sortir pour vous attaquer. Les positions de l'ennemi étaient bien liées ; la droite était solidement appuyée, mais la gauche l'était mal, et de ce côté le pays était beaucoup plus facile. Napoléon conçut alors un plan qui, sans engager l'armée dans des affaires difficiles, devait la rendre maîtresse de la chaîne supérieure des Alpes et obliger l'ennemi à abandonner les points si redoutables de Rans et des Fourches. Il consistait à tourner la gauche de l'ennemi en passant la Raya, la Nervia et la Taggia, à occuper le mont Tanardo, Rocca-Barbeca, Tanarillo, et à intercepter la chaussée de Saorgio, ligne de communication de l'ennemi. De cette façon, non seulement on obligerait les ennemis à abandonner Saorgio, on placerait la défensive du comté de Nice dans sa position naturelle sur la crête supérieure des Alpes, mais on dominerait, sur le versant italien, les sources du Tanaro, qui ouvrent les routes de Turin, d'Alexandrie et de Milan ; la droite française agirait dans un pays où les montagnes, beaucoup moins élevées, offriraient plus d'avantages, enfin, de couvrir une portion de la rivière de Gênes et détruire les corsaires stationnés à Oneille, qui interceptaient la communication entre Gênes et Marseille et faisaient régner la disette dans l'armée et dans toute la population de la Provence. »

Le plan de Bonaparte fut accepté; en quelques jours les ennemis

Siège de Toulon. D'aprés un dessin au lavis de la collection Hennin.

sont chassés de France, Turin est menacé, et le vieux Dumerbion reconnaît loyalement, comme Dugommier, qu'il doit la victoire aux savantes combinaisons de Bonaparte.

Ces événements se passaient au mois de mai 1794, au moment où dans Paris la Terreur exerçait ses derniers ravages, où Robespierre, suspect à la Convention et aux jacobins, poussait à bout ses ennemis

Fig. 14. — Reprise de la ville de Toulon par les armées de la République. Gravure de la collection Hennin.

par ses violences et ses menaces. Il songea à donner le commandement de la garde nationale, sur laquelle il fondait toutes ses espérances, à un général habile et ardent. Robespierre le jeune offrit à Bonaparte la succession de Henriot.

Cette proposition semblait ouvrir au jeune officier une fortune inespérée. Bonaparte, qui était au quartier général de Nice, se rendit au château de Salles, près d'Antibes, où se trouvait sa famille ; ses frères Lucien et Joseph, accourus auprès de lui, le trouvent sombre et préoccupé. Bonaparte les entraîne dans une partie retirée du parc : « On m'offre le commandement de Paris, leur dit-il ; il faut se décider dans la soirée même ; qu'en pensez-vous ? » Joseph, plus âgé et d'un caractère calme, réfléchissait à sa réponse ; mais le jeune Lucien, plein de joie, presse son frère d'accepter. Napoléon arrête ses

démonstrations : « Eh ! mais cela vaut la peine d'y penser, sans faire ici l'enthousiaste. Il n'est pas si facile, ajoute-t-il ironiquement, de sauver sa tête à Paris qu'à Saint-Maximin (où Lucien occupait un emploi modeste); Robespierre jeune est honnête, mais son frère ne badine pas. Moi, soutenir cet homme ! ajouta-t-il avec une véhémence croissante. Non ! jamais ! Je vois combien je lui serais utile en remplaçant son imbécile de commandant de Paris, mais c'est ce que je ne veux pas être ; il n'est pas temps aujourd'hui, il n'y a de place honorable pour moi qu'à l'armée. Prenez patience, je commanderai plus tard à Paris. » Puis, faisant en traits rapides et comme se parlant à lui-même le triste tableau du gouvernement terroriste : « Qu'irais-je faire, répéta-t-il plusieurs fois, qu'irais-je faire dans leur maudite galère ? »

Cependant, peu de jours après, le 9 thermidor avait délivré Paris et la France des maîtres sanguinaires qui déshonoraient la République. Les opérations militaires étaient suspendues, dans l'ignorance des volontés du nouveau pouvoir. L'armée d'Italie, composée en grande partie de jacobins, et croyant la république menacée, avait abandonné en tumulte ses positions avancées pour se rapprocher de la frontière et intervenir au besoin dans les événements intérieurs de la France. Une partie des résultats obtenus étaient perdus. Bonaparte fut encore en butte aux envieux et détestables soupçons de trois députés conventionnels ; ils le firent arrêter, inspectèrent ses papiers et, malgré leurs rancunes, durent céder au mécontentement impatient de l'armée et le remettre en liberté. Il reprit pendant quelques mois son commandement, mais sans grands résultats. C'est alors que d'autres ennemis le dénoncèrent à Paris, le représentèrent comme un ami ancien des deux Robespierre, comme un général propre à tenter des coups d'État au profit d'une nouvelle Terreur. On oubliait qu'il venait de risquer sa vie à Toulon en bravant une émeute de terroristes.

Un vaisseau de commerce espagnol, pris et conduit dans le port de Toulon, portait à son bord vingt émigrés. Ils n'étaient pas rentrés volontairement en France, et on ne pouvait leur appliquer la loi ; cependant la populace demande leur tête. Les représentants Mariette et Cambon refusent, mais ils sont débordés par l'émeute triomphante. Bonaparte arrive, leur fait signer l'ordre de transférer les victimes devant le tribunal de Grasse, puis s'oppose à l'émeute. Celle-ci compte sur l'heure du départ, fixé au lendemain, pour l'égorgement qu'elle réclame. Mais,

pendant la nuit, il organise un convoi de caissons d'artillerie et les remplit de ces proscrits. Ils sont sauvés ; mais la populace furieuse veut une proie ; les généraux paieront pour ceux qui leur échappent. Bonaparte, déjà célèbre dans la ville, affronte le tumulte, rappelle les

Fig. 15. — Junot, duc d'Abrantès. Portrait peint par David. (Phot. de Braun.)

souvenirs du siège, reconnaît dans la foule hostile des canonniers qui ont servi sous ses ordres, les interpelle, les range autour de lui, et avec eux maîtrise le reste.

On n'en retourne pas moins contre Bonaparte le dévouement qu'il avait montré naguère à la Révolution ; ces propos absurdes furent accueillis. Sous prétexte de régulariser les avancements trop rapides, on

lui retira son grade de général dans l'artillerie et on l'attacha à une brigade d'infanterie.

Bonaparte se rendit à Paris : ses réclamations les plus justes échouèrent devant l'obstination jalouse du conventionnel préposé au comité de la guerre, Aubry, un capitaine d'artillerie, envieux du succès de son jeune supérieur. Il ne trouvait à lui reprocher que son âge : Bonaparte lui répondit : « On vieillit vite au feu. » Cette sévère leçon indisposa encore contre lui ce médiocre successeur de Carnot qui n'était pas sorti des bureaux du ministère. Aubry maintint sa décision et lui donna le commandement d'une brigade dans l'armée de l'Ouest. Bonaparte répugnait fort à prendre part à la guerre de Vendée. Il ne refusa pas directement le poste qu'on lui imposait, il fit même partir ses chevaux et ses bagages ainsi que ceux de son aide de camp. Mais il était bien décidé à faire tous ses efforts pour se soustraire à un rôle qui ne lui convenait point. Il put gagner du temps en invoquant son état de santé et se résignant, en attendant de meilleurs jours, à une vie assez misérable. « Comme il n'avait rien volé, dit Stendhal, et qu'on le payait en assignats, il tomba bientôt dans une gêne extrême. » Sa solde en assignats ne représentait pas plus, si l'on en croit Ségur, de 200 francs par an ; il occupa un petit logement sous les toits, rue du Mail, à l'hôtel de Metz, avec ses camarades de l'armée d'Italie Junot et Sebastiani, qui lui étaient tout dévoués, puis il logea rue de la Michodière, 19, et hôtel de la Liberté, rue des Fossés-Montmartre. Il vendit sa voiture 3,000 francs en assignats au représentant Salicetti, puis quelques ouvrages militaires qu'il avait rapportés de Marseille. Stendhal affirme qu'il fut obligé de vendre sa montre. Ce qui est certain, on le sait par ses compagnons d'infortune, Sebastiani entre autres, c'est qu'il essaya de quelques opérations commerciales. Mais son premier essai, l'expédition d'une caisse de livres à Bâle, ne réussit pas. Il ne pouvait trouver une consolation dans ses rêves d'ambition, toute carrière brillante semblait définitivement fermée pour lui.

Il n'était pas plus favorisé par le cœur. Son frère aîné, Joseph, avait fait un riche et heureux mariage avec la fille d'un des premiers négociants de Marseille, Julie Clary. Désirée Clary, belle-sœur de

Joseph, lui avait fait une vive impression et semblait avoir d'abord encouragé cette inclination naissante. Mais, au commencement de juillet 1795, elle avait cessé de lui écrire, pendant un voyage qu'elle avait fait en Ligurie. La mélancolie qu'il en ressent se montre dans

Fig. 16. — La princesse Élisa. D'après Prud'hon. (Phot. de Braun.)

une lettre à son frère aîné. Il lui demande si l'on passait le fleuve Lethé pour aller à Gênes, et il recommande de ne donner son portrait à celle qui semble l'oublier, que si elle le demande encore. Son émotion a besoin de s'épancher de quelque manière, il se livre aux sentiments les plus vifs de la tendresse fraternelle, il demande à Joseph de lui envoyer son portrait, comme à son plus cher, son meilleur ami, le plus dévoué à son bonheur. « Nous avons tous deux

vécu tant d'années ensemble, nous sommes si étroitement unis que nos âmes se confondent. » Mais son désespoir attendri éclate dans les derniers mots. Il mouille le papier de ses larmes : il dit qu'en écrivant ces lignes, il éprouve une émotion pour lui sans exemple, et si forte qu'il ne peut achever sa lettre.

Mais Napoléon dut se résigner. M. Clary avait assez, disait-il, d'un Bonaparte dans sa famille. Il est vrai qu'alors les Bonaparte n'étaient pas dans une situation brillante, et Napoléon lui-même détournait son ami Junot de donner suite à son projet d'épouser sa jeune sœur Pauline. Plus tard, Désirée Clary fut fiancée au général Duphot, qui fut massacré à Rome presque sous ses yeux. Elle épousa, le 16 août 1798, le général Bernadotte. Mais on peut croire qu'elle regretta plus tard, peut-être même lorsqu'elle fut reine de Suède, la haute fortune qu'elle avait manquée.

Napoléon, malgré ces déceptions de toute espèce, et quoique son frère aîné fût dans une situation matérielle bien supérieure à la sienne, restait le chef de la famille, et, comme ses lettres le montrent, en remplissait tous les devoirs ; il donne des conseils à Joseph sur l'emploi de sa fortune, cherche à lui faire obtenir le consulat de Naples. Il faisait mettre en liberté Lucien, emprisonné à Aix, comme terroriste, et lui obtenait un emploi. Il surveillait l'éducation de Louis, qui avait fait ses premières armes auprès de lui à Toulon et au pied des Alpes; Louis passait alors ses examens d'artillerie à Châlons. Enfin il s'inquiétait du peu de soins que l'on prenait à Gênes d'instruire Jérôme.

Stendhal fait un curieux portrait de Napoléon à cette date, portrait qu'il dit tenir d'une femme d'esprit qui vit plusieurs fois Napoléon, en avril et mai 1795 :

« C'était bien l'être le plus maigre et le plus singulier que de ma vie j'eusse rencontré. Suivant la mode du temps, il portait des oreilles de chien immenses et qui descendaient jusque sur les épaules ; le regard singulier et souvent un peu sombre des Italiens ne va point avec cette prodigalité de chevelure. Au lieu d'avoir l'idée d'un homme d'esprit rempli de feu, on passe facilement à celle d'un homme qu'il ne ferait pas bon de rencontrer le soir auprès d'un bois. La mise du général Bonaparte n'était pas faite pour rassurer. La redingote qu'il portait était tellement râpée, il avait l'air si minable, que j'eus peine à croire d'abord que cet homme fût un général. Mais je

crus sur-le-champ que c'était un homme d'esprit, ou du moins fort singulier. Je me rappelle que je trouvais que son regard ressemblait à celui de J.-J. Rousseau, que je connaissais par l'excellent portrait de Latour, que je voyais alors chez M. N***. En revoyant ce général au nom singulier pour la troisième et quatrième fois, je lui pardonnai ses oreilles de chien exagérées. Je pensai à un provincial qui outre les modes et qui, malgré ce ridicule, peut avoir du mérite. Le jeune Bonaparte avait un très

Fig. 17. — Le général Bonaparte. D'après un dessin de J. Guerin, gravé par G. Fiesinger.

beau regard et qui s'animait en parlant. S'il n'eût pas été maigre jusqu'au point d'avoir l'air maladif et de faire de la peine, on eût remarqué des traits remplis de finesse. Sa bouche surtout avait un contour plein de grâce. Un peintre, élève de David, qui venait chez M. N*** où je voyais le général, dit que ses traits avaient une forme grecque, ce qui me donna du respect pour lui. Quelques mois plus tard, après la révolution de vendémiaire, nous sûmes que le général avait été présenté à M^me^ Tallien, alors la reine de la mode, et qu'elle avait été frappée de son regard. Nous n'en fûmes point étonnés. Le fait est qu'il ne lui manquait pour être jugé favorablement que d'être vêtu d'une façon moins misérable. Et cependant, dans ce temps-là, au sortir de la Terreur, les regards n'étaient pas sévères pour le costume. Je me rappelle encore que

le général parlait du siège de Toulon fort bien, ou du moins il nous intéressait en nous en entretenant. Il parlait beaucoup et s'animait en racontant ; mais il avait des jours aussi où il ne sortait pas d'un morne silence. On le disait très pauvre et fier comme un Écossais ; il refusait d'aller être général dans la Vendée et de quitter l'artillerie. C'est mon arme, répétait-il souvent, ce qui nous faisait beaucoup rire. Nous ne comprenions pas, nous autres jeunes filles, comment l'artillerie, des canons, pouvaient servir d'épée à quelqu'un. Je me rappelle encore que le maximum régnait alors. On payait toutes les provisions et le pain en assignats, aussi les paysans n'apportaient-ils rien au marché. Quand on invitait quelqu'un à dîner, il apportait son pain ; quand une Mme de N***, notre voisine de campagne, dînait à la maison, elle apportait un morceau d'excellent pain blanc dont elle me donnait la moitié. On dépensait à la maison peut-être cinq ou six francs, en argent, toutes les semaines. Je conçois bien que le général Bonaparte, qui n'avait que sa paye en assignats, fût si pauvre. Il n'avait nullement l'air militaire, sabreur, bravache, grossier ; il me semble aujourd'hui qu'on lisait dans les contours de sa bouche si fine, si délicate, si bien arrêtée, qu'il méprisait le danger et que le danger ne le mettait pas en colère. »

Cependant Aubry avait été remplacé à la guerre par Doulcet de Pontécoulant, homme plus clairvoyant et plus droit, qui comprit ce que valait Bonaparte. Stendhal raconte d'une manière piquante comment ils entrèrent en relations. Nous reproduisons presque complètement ce récit.

« Un jour, le représentant Boissy-d'Anglas disait à un de ses collègues de la Convention qu'il connaissait un jeune homme qui avait été chassé de l'armée d'Italie comme terroriste et, selon lui, à tort. « Il a des idées, ajouta-t-il, et pourrait peut-être « vous donner de bons renseignements. — Envoyez-le-moi, dit M. de Pontécoulant. »

« Le lendemain, il vit arriver à son sixième étage du pavillon de Flore le protégé de Boissy-d'Anglas. Boissy-d'Anglas lui avait dit qu'il s'appelait le général Bonaparte ; mais M. de Pontécoulant n'avait pas retenu ce nom singulier ; il trouva pourtant que cet inconnu ne raisonnait point mal. « Mettez par écrit tout ce que vous m'avez dit ; « faites-en un mémoire et apportez-le-moi, lui dit-il. »

« Quelques jours après M. de Pontécoulant, rencontrant Boissy-d'Anglas, lui, dit : « J'ai vu votre homme ; mais il est fou apparemment, il n'est pas revenu.

— C'est qu'il a cru que vous vous moquiez de lui ; il croyait que vous le feriez tra- « vailler avec vous.

— Eh bien, qu'à cela ne tienne ; engagez-le à revenir demain. » Bonaparte vint, remit gravement son mémoire, et s'en alla. M. de Pontécoulant se le fit lire pendant qu'on lui faisait la barbe, et il en fut tellement frappé, qu'il fit courir après le jeune homme ; mais on ne le trouva plus dans l'escalier ; il revint le lendemain. Après avoir raisonné des faits énoncés dans le mémoire : « Voudriez-vous travailler avec moi ? lui

« dit le représentant. — Avec plaisir », répondit le jeune homme, et il s'assit devant une table. »

A partir de ce jour, Bonaparte fut attaché au service topographique du département de la guerre. C'est de là que, pendant l'été de 1795, il rédigea pour l'armée d'Italie d'admirables plans de campagne, contre lesquels se récriaient l'ignorance présomptueuse de Scherer et la médiocrité raisonnable et timide de Kellermann : « Ce ne pouvait être que l'ouvrage d'un fou qu'il fallait au plus vite reconduire aux Petites-Maisons (1). »

Ces occupations ne suffisaient point à son ambition et à ses facultés. Ne pouvant obtenir d'emploi plus actif en France, il demande à être envoyé à Constantinople avec une mission militaire.

« Dans un temps, disait la note qu'il adressait au gouvernement, dans un temps où l'impératrice des Russies vient de resserrer les liens qui l'unissaient à l'empereur d'Allemagne (on était au moment du troisième partage de la Pologne), il est de l'intérêt de la France de faire tout ce qui dépend d'elle pour accroître les moyens militaires de la Turquie. Cette nation a des milices nombreuses et braves, mais elle est fort arriérée dans les parties scientifiques de l'art de la guerre. La formation du service de l'artillerie, qui influe si puissamment dans notre tactique moderne sur le gain des batailles, et presque exclusivement dans la prise et la défense des places, est surtout la partie où la France excelle et où les Turcs sont le plus arriérés. Le sultan a plusieurs fois demandé des officiers d'artillerie, et effectivement nous en avons acheminé plusieurs ; mais ils ne sont ni assez nombreux ni assez instruits pour former un résultat qui puisse être considéré comme de quelque conséquence. Le général Bonaparte, qui depuis sa jeunesse est dans l'artillerie, qu'il a commandée au siège de Toulon et pendant deux campagnes à l'armée d'Italie, s'offre pour passer en Turquie avec une mission du gouvernement : il mènera avec lui six ou sept officiers de différents genres et qui puissent ensemble parfaitement posséder les différentes parties de l'art militaire. Il sera utile à sa patrie dans cette nouvelle carrière, s'il peut rendre plus redoutable la force des Turcs, perfectionner la défense de leurs principales forteresses et en construire d'autres : il aura rendu un vrai service à son pays. »

La demande de Bonaparte fut chaudement appuyée par Pontécoulant et le conventionnel Jean Debry, mais celui-ci ajouta qu'il valait mieux, en avançant Bonaparte dans son arme, se refuser à éloigner un

(1) *Souvenirs du comte de Pontécoulant*, t. I, p. 335.

officier capable de rendre de grands services. Ce fut l'avis du comité. Bonaparte en était là de ses espérances et de ses découragements, quand il fut appelé à jouer un rôle considérable à la journée du 13 vendémiaire.

Depuis plusieurs semaines (août et septembre 1795), des symptômes de désordre se manifestaient dans Paris. La Terreur finie, le parti royaliste relevait la tête et méditait une alliance avec les derniers restes du parti jacobin. La Convention était en butte à toutes les attaques. Le décret additionnel à la constitution de l'an III décidant que les deux tiers du nouveau Corps législatif (conseil des Cinq-Cents et conseil des Anciens) devaient être pris parmi les membres sortants de la Convention, avait surtout vivement irrité ceux qui espéraient, par un déplacement brusque de la majorité, faire triompher leur parti. « Ainsi, disait-on, quelle que soit l'opinion du peuple, il ne sera libre que pour le tiers des élections. Ainsi ces fougueux terroristes, qui ont l'air, sans doute, de revenir en partie sur leurs erreurs passées, mais auxquels il serait naïf de se fier, peuvent se perpétuer au pouvoir. »

En vain la Convention expirante avait détruit la Commune, sa puissante rivale, et divisé Paris en douze arrondissements et quarante-huit sections; en vain la France avait-elle sanctionné la constitution nouvelle et le décret additionnel relatif aux élections par deux plébiscites distincts le 1er vendémiaire an III (23 septembre 1795). A Paris, si la constitution avait été acceptée le décret avait été repoussé. Aussi l'agitation continuait-elle dans les sections. Des orateurs tels que Serizi, Delalot, Laharpe, Vaublanc, Regnault de Saint-Jean d'Angély, y entretenaient l'irritation contre l'assemblée qui terminait son mandat et profitaient de sa faiblesse pour organiser presque ouvertement l'émeute.

Les chefs royalistes se mêlaient activement à ce mouvement, espérant bien en profiter pour rétablir les Bourbons. Mais ce n'était nullement le but poursuivi par la plupart de ceux qui y prirent part. Les contemporains bien informés et que l'esprit de parti n'aveugle pas, Fiévée, Lacretelle, Vaublanc lui-même, reconnaissent que ce qui arma les Parisiens, ce fut la crainte que le décret constitutionnel n'affermît le pouvoir entre les mains des jacobins et que leur tyrannie

ne recommençât sous une autre forme. Les odieux massacres de Quiberon, qui avaient lieu le 21 juillet précédent, étaient faits pour légitimer ces inquiétudes.

Le 12 vendémiaire, le péril était extrême, les sections en armes marchaient contre la Convention, défendue seulement par quinze cents hommes. Le général Menou, ancien constituant de 1789, n'avait pas su prendre des mesures énergiques ; il fut remplacé par Barras.

Fig. 18. — Barras. D'après un document du temps.

Le ci-devant comte de Barras avait été choisi, non pas à cause de ses services militaires, antérieurs à la Révolution, dans l'escadre de Suffren, mais pour le rôle habile et énergique qu'il avait joué au 9 thermidor. Il ne se faisait pas illusion sur ses talents militaires. Il songea aussitôt à s'adjoindre un lieutenant et pensa à Bonaparte, qu'il avait connu pendant le siège de Toulon.

Ce dernier avait passé la soirée au théâtre Feydeau en compagnie de Junot. On raconte que, rentrant chez lui, voyant, d'un côté, les fausses dispositions prises par Menou et, d'autre part, malgré le décousu du commandement, l'énergie que témoignait l'attitude des sections, il aurait : dit « Si on me mettait à leur tête, je répondrais bien, moi, de les mettre aux Tuileries dans deux heures et d'en chasser ces misérables conventionnels. » Quelques heures après, Barras lui offrait le commandement des troupes.

Un témoin véridique assure que Napoléon, encore indécis, hésita, qu'il demanda un moment pour se décider. « Trois minutes seulement, répliqua Barras, et tous

deux demeurèrent debout, l'un devant l'autre, dans un immobile silence que, presque aussitôt, rompit Bonaparte. Son parti était pris : mais pendant quelques secondes son agitation avait été visible et sa méditation intense et profonde : « Soit, dit-il enfin, j'accepte ! mais je vous préviens que, l'épée hors du fourreau, je ne la remettrai qu'après avoir rétabli l'ordre. — Je l'entends bien ainsi moi-même, repartit Barras. — Eh bien, reprit vivement Napoléon, ne perdons pas de temps : les minutes ici sont des heures : l'activité seule peut nous rendre l'influence qu'un premier échec nous a fait perdre. » (Ségur, *Mémoires*, I, 163.)

Beaucoup de temps avait été perdu en délibérations. Pendant qu'on disputait encore, Bonaparte vit s'approcher de lui un homme qui, après avoir joué un grand rôle, s'était fait oublier depuis quelques années. Sieyès l'emmena dans une embrasure de croisée, et le général entendit non sans surprise le métaphysicien politique lui dire ces énergiques paroles : « Vous les entendez, général, ils parlent quand il faudrait agir ; les corps ne valent rien pour diriger les armées, car ils ne connaissent pas le prix du temps et de l'occasion. Vous n'avez rien à faire ici : allez, général ; prenez conseil de votre génie et de la position de la patrie : l'espérance de la République n'est qu'en vous. » Bonaparte vit alors que « l'idéologue » était aussi un homme de résolution. Il ne l'oublia pas. Cette première rencontre entre les deux futurs auteurs du 18 brumaire ne doit pas être omise par l'histoire.

Bonaparte n'avait pas d'ailleurs besoin de ces encouragements. Dans la nuit, avec secret et rapidité, toutes les mesures sont prises : l'artillerie est amenée du parc des Sablons aux Tuileries : les postes importants sont partout occupés ; les conventionnels eux-mêmes sont munis de fusils. Aussi, dans la journée du 13, les sections, surprises de ces mesures habiles, ne font pas de progrès ; la Convention entend leurs délégués : les hostilités ne commencent pas. Cependant, vers 9 heures du soir, les sections s'étaient rapprochées jusqu'à moins de vingt pas des troupes conventionnelles. La section Lepelletier, qui était établie dans l'ancien couvent des Filles Saint-Thomas, sur l'emplacement où s'élève le palais de la Bourse, était pleine d'énergie. « C'était, dit Lacretelle, le quartier de l'argent, et pourtant du courage. » Aussi la Convention venait d'ordonner le désarmement de cette section, comme elle avait ordonné auparavant celui du faubourg Saint-Antoine. C'était elle, en

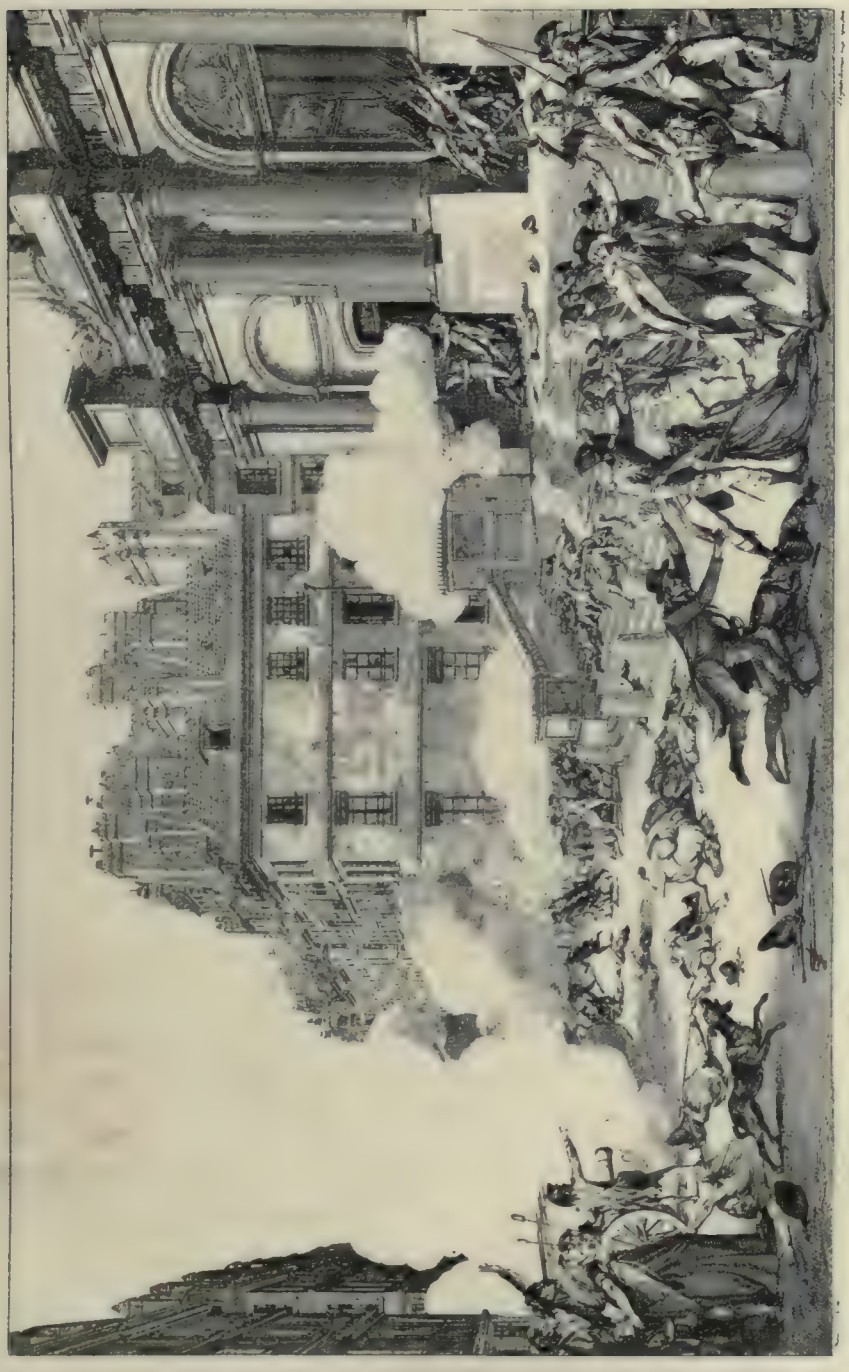


Fig. 19. — Journée du 13 vendémiaire an IV ; église Saint-Roch, rue Honoré. (Dessin de Monnet, gravure de Duplessis-Bertaux.)

effet, qu'on voyait au premier rang des insurgés. Bonaparte donna

l'ordre d'ouvrir le feu : quelques canons firent reculer les émeutiers jusqu'à la place Saint-Roch. Mitraillés sur les marches de l'église, ils furent poursuivis jusqu'à la place du Palais-Égalité (ancien Palais-Royal). En même temps une autre attaque tentée sur le Pont-Royal était également repoussée. Pendant la nuit on se contenta de tirer à poudre. Effrayée de ce premier échec, l'insurrection céda : le lendemain, les sectionnaires se dispersèrent et peu à peu Paris rentra dans l'ordre. Mais au début, le combat avait été assez vif; Bonaparte et son collègue Le Berruyer eurent leurs chevaux tués sous eux. La Convention n'en était pas moins sauvée. On fut unanime à reconnaître qu'elle devait son salut aux sages préparatifs du général Bonaparte. Barras ne chercha pas à diminuer le mérite de son jeune lieutenant et on l'acclama avec enthousiasme. Mis ainsi au premier rang par ce coup de maître, il passa plusieurs mois à Paris, jouissant de la faveur populaire, nommé général en second de l'armée de l'intérieur, attendant un commandement plus important. L'amitié de Barras lui était dès lors acquise. Barras venait d'être nommé directeur; fastueux, ami du plaisir, il cherchait à oublier et plus encore à faire oublier ses paroles et ses actions passées.

Ce fut lui qui songea le premier au mariage de Bonaparte. Il savait la passion qui s'éveillait déjà entre lui et Mme de Beauharnais. Joséphine Tascher de la Pagerie était veuve du général Alexandre de Beauharnais, condamné à mort en 1794 par le tribunal révolutionnaire, qui le rendait en partie responsable de la perte de Mayence. Emprisonnée elle-même, elle avait été sauvée par le 9 thermidor. C'était une créole née aux Trois-Ilets (Martinique). D'après l'acte de son mariage, elle serait née en 1768; mais elle avait voulu se rajeunir, et la date exacte de sa naissance est 1763; elle avait donc six ans de plus que Bonaparte (1). C'était une des femmes les plus aimables de son temps. Napoléon disait encore d'elle à Sainte-Hélène qu'elle était la

(1) Bonaparte avait songé, quelques mois auparavant, à épouser une autre veuve d'une rare beauté, qu'il avait beaucoup aimée lorsqu'il était enfant, Mme de Permon, qui était entrée par son mariage dans une famille corse intime de la famille Bonaparte, et qui prétendait se rattacher aux Comnène. Mais la belle veuve, quoique touchée de cet hommage du jeune officier, le repoussa avec un sourire : l'âge était trop disproportionné et elle ne croyait pas d'ailleurs que ce fût un parti digne d'elle. Mme de Permon avait une fille, qui devint la duchesse d'Abrantès.

grâce personnifiée. De son côté, Joséphine, quoique fort entourée, n'était pas insensible aux assiduités du jeune général. Cependant elle hésitait encore : Hoche et Caulaincourt l'aimaient aussi et demandaient sa main, elle ne croyait pas que Bonaparte fût appelé à un glorieux ave-

Fig. 20. — Joséphine, par Isabey ; coiffure « à la coup de vent ».

nir : elle souffrait de l'entendre nommer le *Général Vendémiaire*. Barras triompha de ses résistances : plus clairvoyant, il lui montra en Napoléon un soldat destiné à la plus grande fortune. Le poète Népomucène Lemercier, que sa tragédie d'*Agamemnon* (1797) devait bientôt rendre célèbre, appuyait l'opinion de Barras. Elle fut heureuse de se laisser persuader. Elle accepta malgré les reproches de trop prudents amis, malgré les représentations autorisées de maître Raguideau, le notaire

des Beauharnais. Maître Raguideau n'épargnait même pas les quolibets contre le futur époux de la brillante créole : « Comment, veuve d'un militaire, songez-vous à en épouser un autre! et qui encore? un général Bonaparte qui n'a que la cape et l'épée, possesseur tout au plus d'une bicoque, un petit général sans nom, sans avenir, au-dessous de tous les grands généraux de la République! Mieux vaudrait épouser un fournisseur! » Bonaparte entendait tout d'une pièce voisine et pouvait à peine contenir sa colère. Il se modéra cependant jusqu'au départ du notaire, qui, heureusement pour lui, découragé par l'attitude de Mme de Beauharnais, ne resta pas longtemps. Bonaparte devait prendre sa revanche, la veille du couronnement. Faisant appeler Raguideau aux Tuileries, il lui montra le manteau impérial, la couronne chargée de diamants, le sceptre d'or : « Voilà la cape et l'épée, » dit-il alors au malheureux notaire ébahi et confus. Le mariage eut lieu le 9 mars 1796, à 10 heures du soir. Bonaparte arriva en retard et l'officier municipal qui devait procéder à la cérémonie s'était même légèrement endormi. Bonaparte entre brusquement, le réveille en sursaut : « Allons donc! citoyen, dit-il; venez vite nous marier. » Depuis quinze jours (23 février), Bonaparte avait été nommé au commandement en chef de l'armée d'Italie, et dès le 11 mars, deux jours après son mariage, il quittait Paris, pour commencer ces opérations militaires qui devaient d'un seul coup le placer au premier rang des hommes de guerre de tous les temps et de tous les pays.

DEUXIÈME PARTIE.

BONAPARTE GÉNÉRAL EN CHEF.

Combat et passage du pont de Lodi. D'après Appiani.

CHAPITRE PREMIER.

CAMPAGNE D'ITALIE; PREMIÈRE PARTIE.

L'ARMÉE D'ITALIE ET SES CHEFS. — LE GÉNÉRAL BONAPARTE.
CAMPAGNE CONTRE BEAULIEU.

Après la mémorable campagne de 1794, que Fox, devant le parlement anglais lui-même, n'hésitait pas à déclarer « sans exemple dans les annales du monde », la France avait signé le traité de Bâle, qui la réconciliait avec l'Espagne, la Hollande et la Prusse; elle n'avait plus pour ennemis sur le continent que l'Autriche et le Piémont. Réduit à un seul allié effectif, le roi de Sardaigne, Victor-Amédée II, déjà dépouillé d'une bonne partie de ses États, l'empereur François II n'en avait pas moins continué la lutte. Il comptait sur les subsides et les intrigues de l'Angleterre; il comptait aussi sur l'épuisement et les discordes civiles de la France : la connivence de Pichegru avec les généraux autrichiens venait d'empêcher la campagne de 1795 d'amener aucun résultat.

Aussi le gouvernement français, résolu à en finir, avait-il adopté le

vaste plan que Carnot proposait : trois armées marcheraient sur Vienne par trois routes différentes. L'armée de Sambre-et-Meuse, reformée, devait pénétrer en Allemagne par la vallée du Mein, puis entrer dans la vallée du Naab et se réunir, vers Ratisbonne, à l'armée du Rhin, qui, franchissant le val d'Enfer, devait opérer dans le bassin supérieur du Danube. La troisième armée agirait d'une manière plus indépendante : c'était l'armée d'Italie, qui n'était encore que dans le littoral de Gênes. Si des succès décisifs la rendaient maîtresse de la vallée du Pô, elle devait rejoindre les deux premières en franchissant les Alpes rhétiques ou les Alpes carniques.

Trois jeunes généraux furent désignés pour ces divers commandements. Jourdan, né en 1762, devait commander l'armée de Sambre-et-Meuse, Moreau, né en 1763, l'armée du Rhin; le plus jeune, Bonaparte, l'armée d'Italie. — Les deux premiers étaient déjà éprouvés, illustres même, et leur choix ne pouvait soulever d'objection ni dans le public ni dans le gouvernement. Il n'en était pas de même de la nomination de Bonaparte. Les hautes capacités militaires dont il avait fait preuve à Toulon et à Saorgio ne l'avaient fait guère estimer que de ses compagnons d'armes et n'avaient pas eu grand retentissement. Il n'avait jamais commandé en chef. Sa jeunesse était aussi une cause sérieuse de défiance, et, même parmi les officiers de l'entourage des Directeurs, il ne manquait pas de gens entendus pour faire remarquer qu'il appartenait à une arme spéciale, l'artillerie, et que ses services antérieurs le rendaient peu propre à la direction générale d'une armée. Mais Carnot, la plus grande autorité militaire du temps, et qui était lui-même un officier du génie, avait su apprécier la portée des plans qu'il lui avait soumis : il le soutint avec une fermeté et une conviction qui n'est pas un de ses moindres titres d'honneur et n'hésita pas à lui confier l'armée qui se trouvait dans la situation la plus difficile.

On avait pu croire un instant qu'il était inutile d'y envoyer un nouveau général. Le 25 novembre 1795, Schérer remportait la grande victoire de Loano, due surtout à ses lieutenants, Sérurier et Masséna. « Il faut être juste, avait dit Bonaparte, dont cet événement semblait dé-

truire ou du moins reculer les espérances, c'est une belle bataille ; quant au général, attendez pour le juger son premier courrier. » Ce premier courrier fit voir, en effet, que Schérer n'avait pas su profiter de sa victoire. Il ne cessait de demander des renforts, des approvisionnements, de l'argent. Bonaparte, au contraire, promettait les plus grands résul-

Fig. 21. — « De quoi vous plaignez-vous ?... Le drapeau tricolore couvre de ses plis généreux les capitales conquises par vous !!! et vous vous plaignez, quand il n'est pas un mortel qui ne vous porte envie !... » D'après une lithographie de Raffet.

tats sans rien demander, c'était un grand point pour un gouvernement réduit aux expédients. Il fut agréé.

Bonaparte ressentit une émotion profonde le jour où il se vit au moment de réaliser les idées que, malgré sa jeunesse, il mûrissait depuis quatre ans. Après Saorgio, il proposait déjà à Dumerbion de porter l'armée au delà des Alpes. Depuis, il n'avait cessé de songer à l'Italie et, dès le début de ses relations avec Pontécoulant, il lui avait présenté le plan d'une campagne qui, commençant au littoral génois, ne s'arrêtait qu'aux environs de Vienne. Les mouvements généraux de notre armée étaient indiqués, comme ceux de l'ennemi étaient pré-

vus : le génie semblait maître des événements. Aujourd'hui, il ne s'agissait plus de faire accepter par un ministre un projet destiné à être transmis à un autre général ; il s'agissait de l'exécuter soi-même. Quelles étaient les ressources dont Bonaparte disposait pour cela ? Quelle était la situation de l'armée dont il allait prendre le commandement ?

Il croyait trouver environ soixante mille hommes ; il n'y avait que trente mille hommes présents sous les armes, disséminés de Savone à Orméa. La cavalerie était dans le plus mauvais état, quoiqu'on l'eût envoyée se reformer sur le Rhône. L'artillerie, peu nombreuse, composée à peine d'une cinquantaine de bouches à feu, manquait de chevaux et n'avait pas de pièces de siège ; la pénurie des moyens de transport était telle qu'on ne pouvait que difficilement profiter des ressources enfermées dans les arsenaux de Nice et d'Antibes. Partout la misère et le désordre ; pas d'habits, pas de distributions, pas de solde. Tandis que les fournisseurs, spéculant sur la souffrance de l'armée, étalaient un luxe insolent, les soldats n'avaient que des vêtements en lambeaux : souvent un mouchoir déchiré remplaçait le chapeau détrempé ou défoncé, des chaussures en tresse ou en lisières, grossièrement faites par ceux qui les portaient, tenaient lieu de souliers.

Les soldats ne vivaient que de pillages. Cette vie d'aventures, d'incertitude, d'escalades au milieu des rochers et de combats où quelque heureuse trouvaille pouvait leur faire oublier la disette des jours précédents ne leur déplaisait pas. Ils avaient organisé la maraude avec une sorte de régularité ; des bandes isolées faisaient des incursions rapides dans les vallées méridionales du Piémont ou dans les pays du littoral qui n'étaient pas encore épuisés, se livrant à tous les excès sur leur passage, au point qu'on a pu les comparer aux grandes compagnies du quatorzième siècle que Duguesclin conduisit en Castille. Mais cette armée avait conservé, malgré tout, de grandes vertus guerrières, un vif sentiment du patriotisme et de l'honneur militaire. Un grand nombre d'officiers, tels que Pelleport et Joubert, même de simples soldats, déploraient ces actes qu'ils ne pouvaient empêcher. Combien, parmi ceux qui s'en rendaient coupables, ne faisaient que céder à l'en-

traînement général ! Mais les difficultés croissaient à mesure que ces pillages épuisaient le pays où l'on combattait, et Joubert écrivait à son père, peu de temps avant l'arrivée de Bonaparte : « Il n'y a de beau ici que le courage du soldat et de l'officier, et la patience imperturbable de tous deux. La France frémirait si l'on comptait tous ceux qui sont morts d'inanition, de maladie. Le pauvre volontaire, en se traînant, s'arrête où il se trouve, s'affaisse sur la terre et meurt. Mon père, si la campagne n'est pas offensive, je prévois des horreurs, et, plutôt que d'assister à l'enterrement d'une armée, je donne ma démission. »

Philippe de Ségur, qui avait connu un grand nombre de combattants de cette campagne, a présenté de cette armée un tableau qui mérite d'être rappelé :

« Les soldats français, sans solde, sans distributions, sans chaussures, manquaient de la moitié de leurs effets, qu'ils avaient vendus pour acheter ou du tabac ou quelque chétive nourriture ! La plupart étaient même sans baïonnettes ! Ils n'étaient suivis que de soixante canons mal approvisionnés, attelés de mulets estropiés, rongés de la gale, escortés de canonniers tous à pied et d'une cavalerie inutile, les cavaliers traînant leur monture efflanquée plus qu'ils n'étaient portés par elle ! Cependant tous, républicains dévoués, étaient endurcis depuis trois ans à toutes les fatigues de la guerre, au feu des étés de cette plage italienne, et retrempés dans les glaces de ces montagnes et du plus rude hiver du dix-huitième siècle.

« Là, toujours au bivouac, ou dans des trous qu'ils se creusaient sous terre ou dans la neige, ils ne s'étaient nourris, le plus souvent, que de misérables châtaignes qu'ils allaient arracher à l'ennemi ! Leurs officiers, sortis de leurs rangs, pauvres ainsi qu'eux et le sac sur le dos, ne vivaient comme eux que d'industrie ; mais ils formaient avec leurs soldats la plus intime des familles, tous fiers de défendre contre la coalition non seulement leur pays mais leur propre cause.

« Leur façon de combattre était singulière. Hors de la vue de l'ennemi, il y avait plus ou moins d'habileté dans la direction des colonnes ; c'était l'affaire des généraux. Docile jusque-là, le soldat se laissait conduire ; mais, l'ennemi rencontré et les colonnes déployées, une foule de tirailleurs s'élançaient des bataillons ; ils couvraient aussitôt l'espace, et une multitude de combats partiels s'engageaient. Alors, suivant leurs vicissitudes, derrière eux, du sein des rangs attentifs palpitant d'émotions, sortaient bientôt des cris impatients : « Il faut du secours, à la droite ! les voilà qui ploient « au centre. Soutenons, soutenons la gauche ! » et tous, sans attendre l'ordre, criant : « En avant ! » entraînaient officiers et généraux ; ils se précipitaient au pas de course, se ruant sur l'ennemi déconcerté, qu'ils renversaient par la fureur imprévue d'une attaque aussi soudaine !

« S'il arrivait que, aidé par la difficulté des lieux, l'ennemi tînt ferme, et que ce premier élan, n'y pouvant mordre, fût repoussé, alors quelque officier supérieur, ou le général, ralliait le désordre, et saisissant le drapeau, ou de son chapeau s'en faisant un au bout de son sabre, il ramenait à l'assaut le soldat rendu plus docile par un revers. Mais souvent aussi, dans ces moments de confusion, ce n'était point le général, c'était quelque sous-officier, un caporal, un grenadier même, qui, par un habile conseil donné et suivi à propos, avait prévenu ou terminé une hésitation funeste.

« Aussitôt alors, la position ennemie, assaillie de nouveau, mais avec plus de régularité et au point le plus vulnérable, était emportée. Telle était cette armée. Elle était composée surtout de Gascons, de gens du midi de la France. C'étaient les survivants d'une multitude malade, morte, ou qui avait déserté ; c'était ce qui restait de meilleur de l'ancienne armée royale, de nos volontaires de 1792, et des réquisitions de 1793 et de 1794. Plusieurs fois fondus et refondus ensemble, tantôt sous un numéro de demi-brigade, que, après l'avoir illustré il fallait abandonner, tantôt sous un nouveau numéro, leur vocation guerrière, leur orgueil patriotique et leur santé avaient résisté à tant de dégoûts, de combats et de misère ! C'était donc l'armée la plus éprouvée et dévouée, la plus intelligente et aguerrie qu'on pût désirer. »

Cette armée avait des chefs qui lui ressemblaient, actifs, intelligents, mais auxquels l'incertitude et le peu de prestige du commandement supérieur avaient laissé une liberté excessive, et qui n'avaient guère eu l'occasion de prendre part à de grandes opérations d'ensemble ; il lui fallait une direction incontestée qui sût conquérir la confiance des soldats et imposer sa supériorité à tous. Le choix de Bonaparte semblait peu propre tout d'abord à amener ce résultat. Il n'avait pas dans sa vie de ces actions d'éclat qui rendent un nom populaire dans une armée. On se méfiait de ce rêveur, de ce mathématicien. Son extérieur n'était pas fait pour détruire ces préventions défavorables ; sa taille était petite et grêle, sa maigreur excessive. Les beaux parleurs des compagnies auraient beau jeu à se moquer de son costume, de ses cheveux coupés à l'incroyable, à exagérer son accent corse pour faire rire leurs camarades. On trouverait sans doute qu'il faisait une triste figure à côté des chefs de haute taille et aux allures intrépides qui les avaient si souvent menés au combat, tels que Augereau, Masséna, Cervoni. Ces sentiments d'hostilité ou d'indifférence dédaigneuse étaient plus à craindre encore de la part des généraux divisionnaires qu'il allait avoir sous ses ordres immédiats. Séru-

rier, Kilmaine, Laharpe, Stengel, Augereau, Masséna, pouvaient le considérer comme un intrus et semblaient avoir plus de droit que lui au poste où la faveur du Directoire l'avait placé. Sérurier et Stengel, anciens officiers simples et modestes, ne songeaient pas à faire valoir leurs mérites aux dépens du nouveau venu. Quant à Kilmaine, Irlandais,

Fig. 22. — « Le représentant a dit : Avec du fer et du pain on peut aller en Chine... Il n'a pas parlé de chaussures. »
D'après une lithographie de Raffet.

servant la France depuis l'âge de quinze ans, et ancien compagnon d'armes de Lafayette en Amérique, il joignait à un mérite éminent comme officier de cavalerie une finesse et un discernement qu'il avait eu occasion de montrer dans des missions difficiles; son éducation et son intelligence cultivée le mettaient au-dessus de jalousies mesquines. Laharpe, officier suisse proscrit par son pays, se résignerait sans doute aussi, quoiqu'il eût rendu de grands services et qu'il se vît avec peine placé sous un général beaucoup plus jeune que lui. Il n'en était pas

de même de Masséna et d'Augereau. « Ceux-là, dit Ségur, sans éducation et issus des derniers rangs de l'armée, ne devaient leur avancement qu'à eux seuls et aux circonstances. »

« Masséna, qui fut depuis un de nos plus célèbres généraux après Bonaparte, était avec un esprit vif et hardi dans un horizon limité, d'une humeur contenue, effet de dix années de résignation à l'état de simple soldat et de sous-officier avant l'émancipation révolutionnaire. Son génie avait besoin d'être inspiré de l'occasion, qu'alors il maîtrisait, s'élevant en proportion, mais sans aller au delà dès qu'il n'était plus excité par elle. Quant à ses dehors, il était d'une taille moyenne, d'une figure peu remarquable, de manières et d'habitudes simples, peut-être même un peu communes, mais d'une physionomie rusée et attentive ; ses yeux, jusqu'à son dernier jour, scintillant comme des étoiles, brillaient de ce feu sacré qui fait les héros et de toute l'astuce méridionale. Ils décelaient une de ces natures d'autant plus énergiques qu'elles sont incultes et assez fortes pour réunir des vertus et des vices contraires. Trois passions y dominaient : celle de la gloire, du gain et du plaisir. Et, ce qui est rare, c'est que successivement, chacune d'elles régnait sur lui souverainement et indépendamment l'une de l'autre.

« Toutefois, né guerrier dans ces temps de guerre, et général avant tout, tant que durait le danger, tout entier à la première de ces passions, il déployait l'intrépidité la plus ardente et la plus tenace. Un tel caractère, sans être facile à dominer, devait se laisser conduire ; d'ailleurs, Masséna, depuis trois ans à cette armée, y avait déjà connu et su apprécier le génie de Bonaparte.

« Restait Augereau, espèce d'Ajax inculte et grossier, intrépide et fanfaron, fier de sa haute stature, de sa figure martiale et de sa valeur. Grandi soudainement dans les saturnales de 1793 et de 1794, il se croyait républicain et n'était que révolutionnaire. Indiscipliné, tout lui semblait permis. Au milieu de ses soldats nus et affamés, il prenait d'une main, prodiguait de l'autre, étalant l'or de ses exactions, dont il se vantait, dont il se paraît effrontément, se montrant couvert de broderies jusque sur le cuir de ses bottes ! mais imposant par ses dehors, par sa jactance, par son air toujours vainqueur, qu'il soutenait par une heureuse, impétueuse et brillante audace.

« Récemment arrivé d'Espagne avec ses troupes, il avait apporté dans cette armée souffrante, abandonnée et retombée dans la défensive, l'orgueil d'une autre armée victorieuse. Cet orgueil s'était redoublé du succès brillant de Loano, dû pourtant surtout à Masséna, et qui eût été plus décisif sans l'aveugle emportement d'Augereau, dont l'attaque prématurée avait culbuté de front l'ennemi, que Masséna tournait habilement à sa gauche et qu'il allait lui livrer sans retraite. Plein de lui-même et accoutumé à des chefs peu exigeants, il fut choqué de ce qu'on lui en imposait un si jeune, si nouveau et venant de l'intérieur. Dans sa hauteur colossale, ce qu'on lui dit de la stature exiguë et de la chétive apparence de Bonaparte, ajoutant à son dédain, il se répandit sur lui en propos inconsidérés, fomentant l'insubordination et se préparant à le recevoir en conséquence. »

Le 25 mars, Bonaparte arrivait à Nice, qui était toujours le quartier général de l'armée d'Italie; mais ce ne fut qu'au commencement d'avril, à Albenga, qu'il se trouva réellement au milieu de son armée. Il n'ignorait pas les sentiments de malveillance dont il était entouré; aussi, lorsque Masséna, Augereau et leurs collègues allèrent le trouver officiellement au quartier général, il tint à leur faire sentir aussitôt leur dépendance. Il les fit attendre, puis, paraissant devant eux, se ceignit de son épée, se couvrit et se mit à leur parler d'un ton impérieux et sec, mais avec tant d'autorité, de lucidité et de compétence, que tous furent d'accord qu'ils avaient trouvé leur maître. Augereau surtout, dont l'orgueil n'était pas appuyé sur une haute dignité personnelle, ne revenait pas de l'impression qu'il avait éprouvée dès cette première entrevue : « Ce *petit gringalet* de général, avouait-il à Masséna, m'a fait peur, et je ne puis comprendre l'ascendant qu'il a pris sur moi du premier coup d'œil. »

En même temps, Bonaparte adressait à l'armée la première et non la moins célèbre de ses proclamations :

« Soldats,

« Vous êtes mal nourris et presque nus; le gouvernement vous doit beaucoup, mais ne peut rien pour vous. Votre patience, le courage que vous montrez au milieu des rochers sont admirables, mais ils ne vous procurent aucune gloire, aucun éclat ne rejaillit sur vous. Je vais vous conduire dans les plaines les plus fertiles du monde; vous y trouverez des grandes villes et de riches provinces, vous y trouverez honneur, gloire et butin; soldats d'Italie, manquerez-vous de courage? »

Il faut reconnaître que c'est là le ton d'un chef de condottieri, plutôt que celui du général d'un grand peuple; mais il connaissait bien les soldats auxquels il s'adressait, et, comme l'événement l'a prouvé, il se proposait, lorsque la victoire aurait ramené l'abondance, de rendre à son armée ce qui lui manquait pour la dignité et la discipline. Il était d'ailleurs bien difficile d'entretenir autrement l'armée. Bonaparte n'avait reçu du Directoire pour entrer en campagne que deux mille louis en numéraire et pour un million de traites, dont la plus grande partie était protestée d'avance. Sur le peu d'or disponible il donna

quatre louis à chaque général, ce qui parut un acte des plus généreux quoiqu'il fût indispensable. On dut même donner un louis de plus à Masséna, sans cela le papier aurait manqué à son état-major pour transmettre les ordres.

Cette proclamation ne fit pas tout d'abord grand effet, ces belles promesses n'avaient pas assez d'autorité dans la bouche du jeune général. Mais il annonçait qu'on allait reprendre l'offensive, et, quels que fussent les sentiments de chacun, « nous nous préparâmes, dit le général Pelleport, alors sous-lieutenant à la 28e demi-brigade, nous nous préparâmes à combattre pour la gloire de la France et l'honneur de nos armes ».

L'armée austro-piémontaise, à laquelle l'armée française allait avoir affaire, était une des meilleures que l'on eût vues depuis ces longues guerres ; elle était bien nourrie, bien vêtue, bien disciplinée ; elle était commandée par un vétéran de la guerre de Sept ans, un ancien aide de camp de Daun, l'adversaire souvent heureux du grand Frédéric. Beaulieu joignait à la prudence ordinaire des généraux autrichiens une énergie et une vigueur qu'on n'aurait pas attendues de son grand âge : il avait soixante-douze ans. La droite de l'armée alliée était formée des Piémontais, au nombre de vingt-cinq mille hommes, sous Colli, et s'étendait de la Stura supérieure à la Bromida, par Céva. Le centre, quinze mille Autrichiens, sous d'Argenteau, occupait les sources de la Bromida, et la gauche, vingt-cinq mille hommes, sous Beaulieu lui-même, se trouvait au nord du col de la Bochetta.

Bonaparte avait résolu de passer au delà des Alpes, vers le point où elles se rejoignent à l'Apennin, et de séparer les Autrichiens des Piémontais. La divergence de vues de Colli et de Beaulieu, dont l'un voulait couvrir le Piémont et l'autre maintenir avant tout ses communications avec Gênes et la flotte anglaise, devait faciliter ses projets. Mais la rapidité et l'étendue du succès de Bonaparte, la précision de ses manœuvres dépassèrent toute prévision. Il avait divisé son armée en quatre corps. Sérurier, à Garessio, un des rares points que nous possédions au delà des Alpes, doit occuper les Piémontais. Laharpe doit se diriger sur Voltri comme s'il menaçait Gênes, Bonaparte

Carte générale pour l'histoire des campagnes d'Italie.

garde les deux autres, Masséna et Augereau, sous sa main, en face du col de Cadibone. Beaulieu, apprenant le mouvement de Laharpe, prend l'offensive et vient par le col de la Bochetta se placer entre Gênes et les Français. Lorsque Bonaparte voit Beaulieu bien engagé dans ce mouvement, il rappelle à lui Laharpe. Cependant le centre autrichien avait également pris l'offensive et n'avait trouvé devant lui que douze mille hommes commandés par le chef de brigade Rampon; mais l'héroïque résistance de cet officier avec les soldats des 21e et 22e demi-brigades, dans la vieille redoute de Montelegino où ils se sont retranchés, repousse tous les efforts de d'Argenteau (11 avril) et donne à Bonaparte, qui est à Savone, le temps de concentrer ses forces et de frapper un coup décisif. Laharpe doit se porter devant le centre autrichien pendant qu'Augereau et Masséna le tournent par Cadibone et Montenotte. Les divisions Laharpe, Augereau, Masséna se mirent en marche pendant la nuit.

« Le temps était froid, pluvieux et couvert de brouillard. Cette circonstance, qui rendit plus pénible la marche des troupes, prolongea l'incertitude des ennemis. En effet, le ciel venant tout à coup à s'éclaircir, les Autrichiens, stupéfaits, se virent en présence de nos colonnes en armes et prêtes au combat. Il était alors cinq heures du matin. Laharpe aborde le premier le front des positions de l'ennemi, à Montenotte. Les Autrichiens résistent avec courage; ils repoussent les premières attaques et se disposent à attaquer à leur tour les assaillants. L'illusion fut de courte durée et le réveil terrible. Bonaparte, qui était parti à une heure du matin avec la division Masséna, arriva en ce moment. Il donne ordre à ses colonnes de s'ébranler en même temps, et, du haut d'une éminence, suit et dirige leurs mouvements. C'était un spectacle imposant que présentait en ce moment le champ de bataille de Montenotte. Sur les hauteurs, on apercevait, aux premiers rayons du jour naissant, les régiments autrichiens, hongrois ou croates, aux uniformes blancs et bleus, aux armes reluisantes, rangés en files serrées et régulières, immobiles dans leurs rangs comme si leurs pieds eussent été cloués au sol, exécutant leurs feux avec la même précision, le même ordre que sur un champ de manœuvre. Sur le flanc des montagnes, les colonnes françaises débouchant au pas de course, s'allongeant, serpentant, croisant leurs mouvements comme pour serrer les ennemis dans les plis de leurs anneaux mobiles. A leurs vêtements en lambeaux on pouvait les prendre de loin pour les hordes d'Attila. Aux premiers rangs, l'épée à la main, marchent Masséna, Laharpe, Causse, Joubert, tous impatients de combats, avides de gloire et entraînés par ce pressentiment de la victoire qui se communique si aisément des chefs aux soldats. En un instant toute la montagne est couverte de feux; mais rien n'arrête nos soldats, les colonnes avancent, se rapprochent des rangs autri-

chiens, les abordent au fil de la baïonnette, au tranchant du sabre ; le bruit du canon est ralenti, le feu de la mousqueterie s'éteint presque sur tous les points, de bruyants hourras de combat, d'horribles cris de mort s'élèvent confusément de ce champ de carnage. Les généraux autrichiens, confondus par ces combinaisons imprévues, ne songent plus qu'à la retraite ; leurs soldats, troupes d'élite, ne peuvent résister à la furie de telles attaques. Bientôt leurs rangs sont ouverts, rompus, brisés de toutes parts; ils prennent la fuite en désordre, se replient vers Dego, laissant plusieurs centaines de morts sur le champ de bataille et deux mille prisonniers. Bonaparte, qui a vu tous les détails de l'action, qui a dirigé toutes les manœuvres, descend des hauteurs où il s'était placé, pour féliciter nos héroïques demi-brigades et les chefs de son armée, Masséna surtout, dont les attaques ont été si décisives. » (Pascal, *Histoire de l'armée.*)

Pendant ce temps, Beaulieu était arrivé à Voltri et n'y trouvait plus personne. Il put se réunir tranquillement à l'amiral anglais Nelson, et ce ne fut que le 13 qu'il apprit la défaite des Autrichiens et l'entrée des Français dans le Piémont. Il se hâta de se replier sur Dego, où il espérait avoir le temps de s'établir et de se retrancher : les pertes qu'il avait faites ne lui laissaient pas moins encore la supériorité du nombre. Mais les Français, placés déjà entre les Piémontais et les Autrichiens, poussent leur effort principal tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, sans donner à l'ennemi le temps de se reconnaître. Le 12 avril, le centre autrichien avait été forcé à Montenotte ; le 14, Bonaparte se porte sur Millesimo contre les Piémontais, réunis à quelques troupes autrichiennes.

A la pointe du jour, Augereau force les gorges de Millesimo, pendant que Joubert et Ménard, chassant l'ennemi de toutes les positions environnantes, enveloppent par une manœuvre prompte et hardie un corps de quinze cents grenadiers autrichiens, à la tête desquels se trouvait le général Provera, qui, loin de poser les armes et de se rendre prisonnier de guerre, se retira sur la montagne de Cosseria et se retrancha dans les ruines d'un vieux château, extrêmement fort par sa position. Les trois colonnes envoyées pour le forcer échouèrent après de grandes pertes. La première était commandée par Joubert. « Déjà l'intrépide général Joubert, dit Bonaparte, grenadier par le courage et bon général par ses connaissances et ses talents militaires, avait passé avec sept hommes dans les retranchements ennemis quand, frappé à la tête,

Bataille de Millesimo (14 avril 1796). Dessiné par Carle Vernet, gravé par Duplessis-Bertaux.

il fut renversé à terre ; ses soldats le crurent mort. » Cependant sa blessure n'était pas dangereuse, et peu de jours après il écrivait à sa famille le récit des dangers qu'il avait courus :

« Rien de plus terrible que l'assaut où j'ai été blessé en passant par un créneau : mes carabiniers me soutenaient en l'air ; d'une main j'embrassais le mur, je parais les pierres avec mon sabre, et tout mon corps était le point de mire de deux retranchements dominant à dix pas. J'ai paré deux pierres et n'ai reçu qu'un coup de feu dans mon habit et j'ai été abattu au moment où je pénétrais. Ma colonne, étonnée de ce nouveau genre d'attaque, était ébranlée. Il avait fallu me sacrifier, et je me suis ressouvenu d'avoir été grenadier. »

Les deux autres colonnes furent plus malheureuses encore, et les deux généraux qui les commandaient, Banel et Quesnin, furent frappés mortellement. Mais le lendemain (14 avril), pendant qu'Augereau tenait bloqué Provera, Ménard repoussait les efforts du centre de l'ennemi, Masséna débordait sa gauche, et Laharpe se formait en trois colonnes, dont la première attaquait l'aile gauche de l'ennemi par la droite, la seconde marchait droit sur lui et la troisième, tournant un ravin, lui coupait toute retraite. Tous ces travaux, secondés par l'intrépidité des troupes et les talents des différents généraux, remplirent le but qu'on en attendait. L'ennemi, enveloppé de tous côtés, n'eut pas le temps de capituler ; nos colonnes y semèrent la mort, l'épouvante et la fuite. Bonaparte poursuivait les Piémontais lorsqu'il apprit que Masséna s'était laissé honteusement surprendre à Dego par Wukassovich, envoyé à travers la vallée de l'Orba au secours d'Argenteau, que les Autrichiens croyaient encore à Dego ; il avait même perdu une partie de son artillerie. Bonaparte s'y transporte aussitôt ; malgré une résistance qui rendit quelque temps la victoire incertaine, les Autrichiens sont repoussés vers le nord-est.

Ainsi, tandis que les Piémontais étaient rejetés sur Ceva, les Autrichiens étaient repoussés sur Acqui : la séparation était complète, les Français étaient maîtres des routes de Turin et de Milan. Une campagne de quatre jours avait suffi pour ce merveilleux résultat. Elle nous donnait dix mille prisonniers, quarante canons et des drapeaux. Aussi ne faut-il pas s'étonner que Napoléon, racontant ces grandes choses

dans son exil de Sainte-Hélène, se départisse un peu de cette gravité souveraine, de cette impassibilité avec laquelle il raconte d'habitude ses campagnes :

« Ce fut un spectacle sublime, dit-il, que l'arrivée de l'armée sur les hauteurs de Montezemoto : de là elle découvrit les immenses et fertiles plaines du Piémont, le Pô, le Panaro ; une foule d'autres rivières serpentaient au loin, une ceinture blanche de neige et de glace, d'une prodigieuse élévation, cernait à l'horizon ce riche bassin de la terre promise. Ces gigantesques barrières, qui paraissaient les limites d'un autre monde, que la nature s'était plu à rendre si formidables, auxquelles l'art n'avait rien épargné, venaient de tomber comme par enchantement : « Annibal a forcé les Alpes, » dit Napoléon en fixant ses regards sur ces montagnes, « nous, nous les avons tour- « nées ! » Phrase heureuse qui exprimait en deux mots la pensée et l'esprit de la campagne. »

Pensant qu'il a le temps d'en finir avec les Piémontais avant que les Autrichiens puissent les rallier, il se contente de laisser Laharpe devant Beaulieu et porte ses forces divisées en trois corps sur les Piémontais pour les envelopper. Colli échappe par d'habiles mouvements, mais il est prévenu dans sa retraite sur le plateau de Mondovi par l'armée française et perd trois mille hommes, huit canons et onze drapeaux. Les Français occupent également la ville ; mais ils perdent dans ce combat un de leurs meilleurs généraux de cavalerie légère, Stengel.

« Il était, dit Napoléon, adroit, intelligent, alerte ; il réunissait les qualités de la jeunesse à celle de l'âge mûr. C'était un vrai général d'avant-poste ; deux ou trois jours avant sa mort, lorsqu'il était entré le premier dans Lezegno, le général en chef y arriva peu d'heures après, et quelque chose dont il eût besoin, tout était prêt : les défilés, les gués avaient été reconnus, des guides étaient assurés, le curé et le maître de poste étaient interrogés, des intelligences étaient déjà liées avec les habitants, des espions étaient envoyés dans plusieurs directions, les lettres de la poste saisies et celles qui pouvaient donner des renseignements militaires, traduites et analysées ; toutes les mesures étaient prises pour former des magasins de subsistances, pour rafraîchir les troupes ; malheureusement Stengel avait la vue basse, défaut essentiel dans sa position et qui lui devint funeste. »

La bataille de Mondovi (21 avril) rejette les Piémontais derrière la Stura, les Français occupent Fossano, par lequel ils peuvent établir des

communications directes avec Nice par le col de Tende et Cherasco, qui n'est plus qu'à dix lieues de Turin. Le Piémont est consterné. Des troubles civils étaient imminents. Bonafous et Benza excitaient à Albe un mouvement républicain qui risquait de gagner tout le pays. Victor-Amédée signa l'armistice de Cherasco (28 avril). L'armée sarde doit être dispersée dans les places, les Français occuperont jusqu'à la paix Ceva, Tortone, Alexandrie. Lorsque la paix sera signée, la Savoie et le comté de Nice seront cédés à la France; ce qui eut lieu, en effet, un mois après, par le traité de Paris.

Désormais l'armée victorieuse pouvait se procurer par des réquisitions ce qui lui était nécessaire. Le pillage n'avait plus d'excuse. Cependant les dernières victoires avaient encore été accompagnées d'effroyables excès. C'était un déshonneur pour l'armée. C'était un danger croissant pour la discipline surtout dans la confiance que donne la victoire : on l'avait bien vu à Dego. C'était aussi un grand obstacle au progrès de nos conquêtes. Bonaparte pensait, avec raison, qu'il y a toujours avantage à traiter sans dureté la population du pays où l'on combat et qu'il fallait surtout se garder de le faire lorsqu'on pouvait espérer trouver dans les Italiens un appui précieux pour lutter contre l'Autriche. En effet, les Français avaient le droit de se présenter aux Italiens comme des amis qui leur apportaient à la fois la liberté politique, la démocratie et l'indépendance nationale. Ce rôle semblait appartenir surtout à un chef que sa nationalité leur faisait considérer comme un compatriote. Napoléon a reconnu lui-même à Sainte-Hélène que son origine a grandement facilité ses succès en Italie.

Bonaparte se hâte donc de couper court aux excès de ses soldats. Une allocution qu'il leur adressa au moment d'entrer dans la Lombardie fit appel à leur honneur et montra avec quelle énergie il entendait réprimer ces désordres s'ils se renouvelaient. Dans ce discours, il semble croire, comme on le remarquera sans doute, que les misérables dont il flétrit la conduite sont soudoyés par les ennemis de la France et de la Révolution. C'était une habitude du temps, et les hébertistes eux-mêmes, ceux qu'on appelait les enragés, avaient été condamnés par l'influence de Robespierre « comme suppôts de Pitt et de Cobourg ».

« Amis, disait-il, je vous promets cette conquête ; mais il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir : c'est de respecter les peuples que vous délivrerez ; c'est de réprimer les pillages horribles auxquels se portent des scélérats suscités par nos ennemis. Sans cela, vous ne seriez pas les libérateurs des peuples, vous en seriez les fléaux ; vous ne seriez pas l'honneur du peuple français, il vous désavouerait.

« Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous rougirions de commander à une armée sans discipline, sans frein, qui ne connaîtrait que les lois de la force. Mais je saurai faire respecter à ce petit nombre d'hommes les lois de l'humanité et de l'honneur qu'ils foulent aux pieds ; je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers. Les pillards seront impitoyablement fusillés. Déjà plusieurs l'ont été. »

Ce n'étaient pas là de vaines menaces. Dès le 21 avril, auprès du village de Saint-Michel, des moines étant venus se plaindre qu'on eût volé leurs vases sacrés, Bonaparte avait fait réunir la demi-brigade qu'ils accusaient. Les coupables étaient reconnus ; on retrouva dans leurs sacs les vases volés : ils furent jugés et fusillés séance tenante, sur le bord de la route. Il osa même faire défiler l'armée devant les corps sanglants de leurs camarades sans craindre les murmures qui se faisaient entendre : on leur avait promis le pillage de l'Italie, criaient-ils, et on leur manquait de parole.

Il tint dans ses relations avec les souverains ou les autorités des villes qu'il occupa une conduite analogue. S'il est inflexible et quelquefois même impitoyable, lorsqu'il le juge utile à ses succès, il ne pense pas que la violence grossière serve à rien, et, malgré l'indignation d'Augereau et de ses pareils, qui crient bien haut « qu'on ne traite pas avec les tyrans, qu'on les écrase », il avait montré une grande courtoisie dans les négociations qui amenèrent l'armistice de Cherasco et comptait agir de même dans les circonstances analogues.

Cependant Beaulieu ne s'était cru en sûreté que derrière le Pô et s'était posté entre la Sezia et le Tessin. La situation des Français n'en était pas moins encore pleine d'incertitude et il y avait un véritable danger à s'avancer sur le nord en laissant derrière soi le Piémont, dont la neutralité était bien suspecte, et en risquant d'être attaqué sur son flanc par une armée venue de la Péninsule. Les dispositions hostiles de la cour de Rome et de la cour de Naples étaient manifestes et elles n'at-

tendaient qu'une occasion favorable pour nous attaquer. Mais Bonaparte pense aussi qu'un succès éclatant sur les Autrichiens rendra ces haines impuissantes. Il se dirige sur Plaisance avec une rapidité qui n'étonnait plus de la part des soldats de Montenotte et de Millesimo : il voulait passer le Pô derrière les Autrichiens, les couper de leur ligne de retraite. L'armée de Beaulieu aurait été perdue. Mais Bonaparte

Fig. 23. — Passage du Pô. Peint sur le lieu par Bacler Dalbe.

n'était que général et non chef d'empire. Son armée n'avait pas d'équipage de ponts : malgré toute la diligence possible, il fallut du temps pour rassembler des barques et le passage se fit lentement. Beaulieu, grâce à une rapidité de marche où les Autrichiens se montrèrent sur ce point les émules des Français, put prendre position derrière l'Adda. Une partie seule de son armée fut atteinte à Fombio et rejetée sur Pizzighetone par Laharpe, qui périt dans un combat de nuit, tué par ses propres troupes. Le mouvement n'avait pas complètement réalisé nos espérances, mais il avait suffi pour faire perdre aux Autrichiens tout le pays situé entre le Tessin et l'Adda.

Ce n'était pas assez pour Bonaparte; il veut franchir l'Adda au pont de Lodi. Beaulieu n'avait pas eu le temps de le faire sauter; mais il l'avait défendu par dix mille Autrichiens et trente canons. Le pont n'en est pas moins enlevé avec un rare héroïsme. Cette fois, Beaulieu devait renoncer à la lutte active, il se retirait derrière le Mincio, sous la protection de Mantoue.

Le combat de Lodi porta jusqu'à l'enthousiasme l'admiration des soldats pour leur jeune chef. On raconte que le soir de cette bataille les plus vieux soldats s'assemblèrent dans une sorte de conseil; ils y décidèrent que leur général était trop jeune pour les commander et qu'il fallait le faire passer par tous les grades. Ils furent unanimement d'avis qu'il avait mérité ce jour-là les galons de caporal, et quand il parut au camp, on le salua du surnom de *petit Caporal,* devenu justement populaire. Dans le reste de la campagne, il devait conquérir successivement les autres grades.

Masséna avait précédé Bonaparte à Milan, et, au grand étonnement des habitants qui connaissaient l'armée d'Italie de réputation, avait fait observer une exacte discipline. Lorsque Bonaparte lui-même fit son entrée dans la ville, il y fut reçu comme un véritable souverain. Soit admiration, soit espérance, soit crainte, la bourgeoisie et les nobles aussi bien que le peuple se portèrent à sa rencontre. Un arc de triomphe avait été dressé par la municipalité, qui vint, des branches d'olivier à la main, lui porter les clefs de la ville (15 mai).

L'Italie du Nord commence à s'agiter à l'idée de la renaissance de sa nationalité : Bonaparte donne à Milan un gouvernement municipal, établit une garde nationale. Le temps semblait enfin venu où l'on ne verrait plus la malheureuse Italie combattre, comme le disait le poète Filicaja, par le bras des étrangers pour être toujours esclave, soit victorieuse, soit vaincue. Mais il fallait pour cela qu'elle aidât la France à la débarasser du joug de l'Autriche, et Bonaparte imposa à Milan une contribution de vingt millions. Déjà, au moment du passage du Pô, il avait fait signer au duc de Parme l'armistice de Plaisance, qui l'obligeait à nous donner deux millions en argent, des chevaux, des vivres, des objets d'art, des curiosités, parmi lesquelles fut comprise la célèbre inscription sur bronze, dite table de Velleia, contenant l'institution alimentaire de Trajan, et

vingt tableaux, dont le Saint Jérôme du Corrège. Le duc, malgré sa détresse, avait offert un million pour le rachat de ce tableau. Mais Bonaparte répondit « que ce million serait bientôt dépensé, qu'il s'en trouverait d'ailleurs assez d'autres à conquérir, au lieu qu'un chef-d'œuvre était éternel, que sa vue en inspirerait d'autres et qu'il serait un ornement pour la patrie. »

Fig. 24. — Révolte de Pavie, le 7 prairial an IV. Dessiné par Carle Vernet, gravé à l'eau-forte par Coiny.

Quelle qu'eût été la gloire que les autres généraux avaient donnée à la République, on n'avait pas encore trouvé en aucun d'eux une telle grandeur de vue et une telle hauteur de pensée. Non seulement Bonaparte ne demandait pas d'argent au Directoire, mais il lui envoyait dix millions ; il envoyait aussi de l'argent à son collègue Moreau pour l'armée du Rhin. Toute la France commençait à retentir de son nom. De son côté, le Directoire s'inquiétait déjà d'une pareille renommée, et il n'avait pas tort : Bonaparte l'a reconnu lui-même. « C'est après Lodi, dit-il, qu'il me vint dans l'idée que je pourrais bien jouer un rôle décisif sur notre scène politique. » Et il dit ailleurs : « C'est alors que je commençai

à entrer en malice avec le Directoire. » Les inquiétudes du Directoire étaient pour Bonaparte la meilleure preuve de la place qu'il avait déjà prise dans l'attention de la France ; mais parmi les témoignages directs ou indirects d'admiration qu'il reçut alors, nul ne lui fut sans doute plus précieux que celui du général qui jusque-là occupait sans conteste le premier rang et pour lequel Bonaparte était déjà un émule. Le général Hoche lui écrivait de la Vendée, 12 floréal an IV (1er mai 1796) :

« Honneur aux héros de Millesimo ! honneur au brave chef qui les commande ! Le Directoire a transmis à l'armée que j'ai l'honneur de commander l'éclatante victoire que celle d'Italie a remportée sur les ennemis de la République. Acceptez, mon cher général, le témoignage de la joie vive et pure que vos éclatantes victoires ont produite en nos cœurs. Vous continuerez, brave général, à nous causer de semblables sensations et, en mon particulier, je m'applaudis de vous avoir connu. Salut et amitié. »

Si tels étaient les sentiments de ses collègues, de la France et des Italiens eux-mêmes, quels devaient être ceux de ses soldats ! A partir de Lodi, ils pensaient qu'avec un tel général rien n'était impossible, et des proclamations telles que celle qu'il leur adressait de Milan étaient bien de nature à entretenir cette admiration et ce dévouement sans bornes. Nous la transcrivons dans son entier, car c'est une des plus belles harangues que jamais général ait adressées à ses troupes.

« Soldats,

« Vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin ; vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre marche.

« Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré à ses sentiments naturels de paix et d'amitié pour la France.

« Milan est à vous et le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie. Les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence politique qu'à votre générosité.

« L'armée qui vous menaçait avec tant d'orgueil ne trouve plus de barrières qui la rassurent contre votre courage. Le Pô, le Tessin, l'Adda n'ont pu vous arrêter un seul jour ; ces boulevards vantés de l'Italie ont été insuffisants. Vous les avez franchis aussi rapidement que l'Apennin.

« Tant de succès ont porté la joie au sein de la patrie ; vos représentants ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la République.

Passage du Pont de Lodi (9 mai 1796). D'après le dessin de Carle Vernet et la gravure de Duplessis-Bertaux.

Là vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes, se réjouissent de vos succès et se vantent avec orgueil de vous appartenir.

« Oui, soldats, vous avez beaucoup fait ; mais ne vous reste-t-il plus rien à faire ? Dira-t-on de nous que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire ? La postérité nous reprochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie ? Mais je vous vois déjà courir aux armes ; un lâche repos vous fatigue. Les journées perdues pour la gloire le sont aussi pour votre bonheur. Eh bien ! partons. Nous avons encore des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger. »

Dans cette armée qui conservait les sentiments des soldats des premiers temps de la Révolution on trouvait, non seulement des exemples prodigieux d'activité et de courage, mais des traits de désintéressement, qui montrent que le patriotisme faisait céder même les plus justes sentiments d'ambition guerrière. C'est Joubert, qui n'accepte qu'à son corps défendant les plus hauts grades, qu'on doit lui imposer presque comme un devoir. C'est Belliard écrivant à Bonaparte, qui vient de le nommer général de brigade, pour refuser cet avancement, pensant que son grade d'adjudant général convient mieux à son âge et à son peu d'expérience que dans cette situation il pourra servir plus utilement son pays et continuer à mériter l'estime de ses chefs. Belliard écrivait en même temps à son père pour lui apprendre l'offre honorable dont il avait été l'objet et le refus par lequel il y avait répondu : « Je suis bien certain que tu m'approuveras, toi qui m'as toujours recommandé de servir ma patrie par amour et non par ambition et de sacrifier en toute circonstance mon intérêt au bien public. » Et ce n'était pas là un fait isolé. Ces sentiments étaient ceux d'un grand nombre d'officiers. De pareils actes rachètent aux yeux de l'histoire bien des tristes faits que nous avons dû signaler plus haut. C'était beau de commander à de pareils soldats, Bonaparte le sentait. Sûr de sa supériorité, il cherchait à mettre le mérite de chacun en lumière. Aussi l'attitude de l'état-major à son égard était bien changée depuis le jour où il l'avait réuni pour la première fois à Albenga (au mois de mars).

Miot de Mélito, le plénipotentiaire de la République française auprès du grand-duc de Toscane, qui alla conférer avec Bonaparte à Brescia au mois de juin suivant, est frappé du respect dont le général est entouré :

« Je fus étrangement surpris à son aspect. Rien n'était plus éloigné de l'idée que mon imagination s'en était formée. J'aperçus, au milieu d'un état-major nombreux, un homme d'une taille au-dessous de la taille ordinaire, d'une extrême maigreur. Ses cheveux poudrés, coupés d'une manière particulière et carrément au-dessous des oreilles, tombaient sur ses épaules. Il était vêtu d'un habit droit boutonné jusqu'au haut, orné d'une petite broderie en or très étroite et portait à son chapeau une plume tricolore. Au premier abord, la figure ne me parut pas belle, mais ses traits prononcés, un œil vif et inquisiteur, un geste animé et brusque décelaient une âme ardente, et un front large et soucieux, un penseur profond... Il traversa les pièces qui précédaient le lieu où il m'avait reçu et donna quelques ordres à ses aides de camp, Murat, Lannes, Junot, et à d'autres officiers qui l'entouraient. Tous se tenaient devant leur général dans une attitude pleine de respect et, pour ainsi dire, d'admiration. Je n'aperçus entre lui et ses compagnons d'armes aucune de ces marques de familiarité que j'avais observées ailleurs et que favorisait l'égalité républicaine. Déjà il avait marqué sa place et établi les distances. »

Au milieu de tant de gloire, Bonaparte était soucieux ; il avait deux préoccupations bien différentes, l'une qui intéressait son cœur, l'autre son ambition. Il était fort irrité de l'absence de Joséphine, et il savait que le Directoire avait le projet de faire occuper l'Italie du Nord par Kellermann et l'armée des Alpes. Il avait fait part à Carnot de ces deux inquiétudes. Il avait même offert sa démission une première fois au Directoire, dans une lettre très modérée et fort digne, qui contenait l'expression de justes griefs. Mais il disait au même moment à un de ses amis : « Oui, mes victoires, qui les font vivre, leur portent ombrage. Mais que l'offre de ma démission ne vous inquiète pas, elle ne s'effectuera pas. Ils ne sont pas assez forts pour m'y contraindre. Ils se garderont bien de l'accepter ; s'ils l'osaient, ils soulèveraient contre eux toute la France. »

Cependant ces préoccupations n'arrêtaient en rien son activité. Dès le 25 mai, il quittait Milan et se dirigeait sur le Mincio. A peine était-il en route qu'il apprend que Pavie s'est révoltée et que le mouvement gagne la campagne. La principale cause de ce mouvement était les contributions levées pour les Français ; c'était un danger des plus graves. Il fallait arrêter le mal à son origine. Bonaparte revient de sa personne avec un bataillon, trois cents chevaux, une batterie ; les portes sont enfoncées, la municipalité est fusillée, la ville abandonnée

pendant trois heures au pillage que réclament les soldats (26 mai). Ce fut une exécution militaire impitoyable. Cependant Bonaparte, voulant montrer, même dans ce grand trouble, son respect pour toutes les

Fig. 25. — Révolte de Pavie. Peint par Raffet, lithographié par Llanta.

gloires italiennes, eut soin de faire préserver les maisons du naturaliste Spallanzani et du physicien Volta.

Bonaparte reprit sa marche le 28 mai et arriva à Brescia, sur le territoire vénitien. Mais la révolte de Pavie était un avertissement et il tint plus fermement encore la main à ce que les populations fussent

aussi ménagées que les circonstances le permettaient. Il fit afficher à Brescia une proclamation où on lisait :

« Peuples d'Italie, l'armée française vient rompre vos chaînes ; le peuple français est ami de tous les peuples, venez au-devant de lui. Vos propriétés, vos usages, votre religion seront respectés ; nous ferons la guerre en ennemis généreux et seulement aux tyrans qui vous tiennent asservis. »

Venise protesta contre la violation de son territoire, mais Bonaparte ne faisait que demander le passage qu'on avait déjà accordé à Beaulieu. Venise, en effet, n'avait pas défendu sa neutralité contre le général autrichien et lui avait laissé forcer les portes de la citadelle de Peschiera. Aussi, sans tenir compte de ces protestations, les Français franchirent le Mincio. Le pont de Borghetto est enlevé comme le pont de Lodi, et l'ennemi est repoussé sur les hauteurs de Valeggio.

Quelques faits intéressants se rattachent à cette affaire : soixante grenadiers avaient eu l'audace de traverser la rivière sous le feu de l'ennemi en portant leur fusil sur leur tête et ayant de l'eau jusqu'au cou. Le succès de la journée fut décidé par la cavalerie française, que Bonaparte osa, pour la première fois, lancer contre la célèbre cavalerie autrichienne ; Murat conduisait nos escadrons. Au milieu de sa victoire, Bonaparte faillit être pris à Valeggio même, par l'aile gauche de Beaulieu, que Masséna laissa passer. Il n'eut que le temps de fermer la porte cochère de la maison qu'il occupait et de s'enfuir par les jardins. Il comprit alors la nécessité de créer un corps chargé spécialement de la sûreté du général en chef : ce fut l'origine des guides.

Cependant Beaulieu se retirait vers le Tyrol. Bonaparte occupe les places vénitiennes de Vérone et de Legnano, ce qui lui assure la ligne de l'Adige, et enferme dans Mantoue douze mille Autrichiens. Les vaincus s'expliquaient à peine leur défaite.

Napoléon aimait à parcourir seul, la nuit, les postes et les bivouacs, pour juger de la situation et des dispositions de ses soldats. Il interrogeait aussi les prisonniers, que les Français, après la bataille finie, traitaient presque en camarades : Napoléon raconte lui-même qu'in-

terpellant, sans se faire connaître, un vieux capitaine hongrois qui se chauffait devant un de nos feux, celui-ci s'écria :

« ... Qu'en effet ils étaient vaincus, mais qu'il n'y avait plus moyen d'y rien comprendre; qu'ils avaient affaire à un jeune général, toujours et partout à la fois,

Fig. 26. — Le général Kilmaine.

devant, derrière eux, sur leurs flancs et sur leur retraite; qu'on ne savait plus comment se placer pour le combattre; que ce nouveau mode de guerre était hors de toute règle et de tout usage; qu'on ne pouvait plus y tenir, et que cela devenait réellement insupportable! »

N'est-ce pas là, exprimé par une âme guerrière, ce même sentiment

d'étonnement et de mauvaise humeur rendu avec une naïveté si plaisante par le marquis de la Seiglière dans une des plus jolies pièces du théâtre contemporain : « Trois semaines, quel manque de formes! parlez-moi de la guerre de Sept ans... de la guerre de Trente ans! à la bonne heure! Voilà des généraux bien élevés. »

CHAPITRE DEUXIÈME.

CAMPAGNE D'ITALIE; DEUXIÈME PARTIE.

OPÉRATIONS CONTRE WURMSER ET ALVINZY. — CASTIGLIONE. — BASSANO. ARCOLE. — RIVOLI. — MANTOUE.

Les troupes de Beaulieu étaient ou dispersées ou détruites, mais l'Autriche rassemblait une nouvelle armée de quarante mille hommes détachés en partie de l'armée du Rhin. Dans les montagnes de Ligurie, les paysans, excités sous main par le gouvernement aristocratique de la république de Gênes, massacraient nos traînards et gênaient nos convois. Parme, Modène, le Piémont, Venise n'attendaient qu'un échec de nos armes pour se joindre à nos ennemis; les Anglais, toujours maîtres de la Corse, occupaient le port de Livourne, en face de cette île; Rome et Naples faisaient des armements. Bonaparte, alors, laisse huit mille hommes devant Mantoue, vingt mille sur l'Adige et, avec sept à huit mille, se dirige vers la péninsule. Le roi de Naples n'attendit même pas le commencement de son mouvement. Bonaparte était encore à

Roverbello, devant Mantoue, lorsqu'il reçut sa soumission (5 juin) ; un armistice fut conclu et un plénipotentiaire envoyé à Paris ; le traité fut signé seulement le 5 octobre. Naples fermait ses ports aux Anglais.

Pendant que Murat et Lannes se rendaient dans le pays de Gênes, fusillaient les bandes qui avaient massacré les Français, rasaient le château de Spinola, principal instigateur de ces troubles, et obtenaient du sénat toutes les satisfactions qu'on voulait, Bonaparte marchait sur les États pontificaux. Le 19 juin, il entrait à Bologne, où les Français étaient reçus comme des libérateurs par cette ville savante et active, cette métropole des Romagnes qui avait déjà cherché tant de fois à secouer le joug pontifical. Ferrare n'opposa pas plus de résistance. Le pape Pie VI, craignant tout de la politique révolutionnaire, se hâta d'envoyer à Bonaparte Azara, le ministre d'Espagne à la cour de Rome. Le roi d'Espagne était le premier souverain qui se fût allié à la République; le pape espérait que ce choix faciliterait les négociations. Le 23 juin était signé l'armistice de Bologne. Le pape reconnaissait la liberté des Légations, livrait des fournitures de toute espèce, vingt et un millions, cinq cents manuscrits, cent tableaux ou œuvres d'art, au choix des commissaires français, parmi lesquels est spécifié « le buste du patriote Brutus », du musée du Capitole.

Puis l'armée française se dirigea sur la Toscane. Murat, commandant l'avant-garde, tourna brusquement sur Livourne, espérant y surprendre les négociants anglais qui avaient dans le port plus de cent bâtiments chargés ; mais ils eurent le temps de se réfugier dans les ports de la Corse. On trouva cependant des valeurs considérables dans les magasins ; de là Bonaparte fit passer des munitions et des armes aux patriotes corses, qui purent ainsi chasser les Anglais.

La Toscane avait alors le gouvernement le plus éclairé de l'Italie et en était, à tous égards, le pays le plus civilisé. Le grand-duc Ferdinand et son ministre Manfredini avaient continué les traditions de Léopold. Les idées de la Révolution française ne leur étaient pas absolument étrangères ; d'autre part, ils ne perdaient guère à l'occupation de Livourne par les Français, qui n'avaient fait qu'y remplacer les

Anglais ; aussi le grand-duc invita-t-il Bonaparte à se rendre à Florence, où on lui fit une splendide réception et où le général républicain traita le gouvernement toscan avec tous les égards dus à un allié qu'on respecte malgré sa faiblesse.

Mais cette conduite vraiment politique et humaine n'était pas du goût du Directoire. Il se plaignit qu'on n'eût pas profité des succès qu'on venait d'obtenir pour bouleverser l'Italie ; il regrettait qu'on n'eût

Fig. 27. — Arrière-garde du pape, ou la frayeur du révérend père caporal. Pièce satirique du temps.

pas accueilli à Modène les appels du parti républicain et cherché à faire triompher partout les vrais principes révolutionnaires. Vainement Bonaparte leur représentait « combien il était important de ne pas s'attirer de nouveaux ennemis dans la situation présente », les agents du Directoire agissaient en Toscane comme en pays conquis. Bonaparte y mit alors bon ordre par lui-même ; il arrêta aussi les malversations de « cette nuée de voleurs qui s'étaient abattus sur l'Italie », notamment à Livourne, et dont plusieurs, profitant de la faiblesse du gouvernement, se trouvaient pourvus d'un titre officiel, puis il revint devant Mantoue. La victoire lui avait donné le matériel dont il avait besoin, sans qu'il fût nécessaire de le tirer de France. Il dirigea sur Borgoforte, où il avait établi son parc de siège, une bonne partie des

canons de Bologne et de Ferrare, auxquels vinrent se joindre les canons de la citadelle de Milan, rendue le 29 juin.

Tant de gloire, tant de travaux et de préoccupations n'empêchaient pas Bonaparte d'écrire à Joséphine, restée à Paris, de nombreuses lettres passionnées et pressantes. « Tu es malade, écrivait-il le 15 juin. Je t'accuse, tu m'aimes, je t'ai affligée et je ne te vois pas. Cette idée me confond... Je t'accuse de rester à Paris et tu y étais malade; pardonne-moi, ma bonne amie; l'amour que tu m'as inspiré m'ôte la raison, je ne la retrouverai jamais : on ne guérit pas de ce mal-là. »

A la fin de juin, Joséphine rejoignait enfin Bonaparte à Milan. C'est là qu'elle lui présenta un jeune artiste français qu'elle avait rencontré à Gênes, vivant péniblement en faisant des miniatures et des portraits au crayon. Il s'appelait Jean-Antoine Gros. Bonaparte l'attacha à son état-major avec le titre d'officier. Le jeune peintre se rendit fort utile par la connaissance rapide qu'il acquit de la langue italienne, et bientôt on lui donna le grade d'inspecteur aux revues, dont il eut simplement le titre, la solde et l'uniforme, mais jamais les fonctions. Il fut un des commissaires chargés de faire le choix des œuvres d'art que les traités nous avaient accordées.

Quelques jours après, Bonaparte ouvrait la tranchée devant Mantoue. Il écrivait le jour même à Joséphine, restée à Milan : « J'ai passé toute la nuit sous les armes, j'aurais eu Mantoue par un coup hardi et heureux, mais les eaux du lac ont promptement baissé, de sorte que ma colonne, qui était embarquée, n'a pas pu arriver. Ce soir, je recommence d'une autre manière; mais cela ne donnera pas des résultats aussi satisfaisants; » et il ajoute : « Je suis fort inquiet de savoir comment tu te portes, ce que tu fais; j'ai été dans le village de Virgile, sur les bords du lac, au clair argentin de la lune, et pas un instant sans songer à Joséphine. » Puis, revenant au siège de Mantoue : « L'ennemi a fait, le 28, une sortie générale : il nous a tué ou blessé deux cents hommes, il en a perdu cinq cents en rentrant avec précipitation... Trois régiments napolitains sont arrivés à Brescia; ils se sont séparés de l'armée autrichienne, en conséquence de la convention que j'ai conclue avec M. Pignatelli... » Ailleurs il s'excuse d'avoir ouvert deux lettres qui

étaient adressées à Joséphine, « quoique, dit-il, tu m'en aies donné la permission ; mais je te jure que ce n'est pas par jalousie, non certes : j'ai de mon adorable amie une trop haute opinion pour cela... Je fais appeler le courrier ; il me dit qu'il a passé chez toi, que tu lui as dit n'avoir rien à lui ordonner. Fi ! méchante, laide, cruelle, tyranne, petit joli monstre ! tu te ris de mes menaces, de mes sottises ; ah ! si je pou-

Fig. 28. — Entrée des Français dans Livourne (an IV). Dessiné par Carle Vernet, gravé par Duplessis-Bertaux.

vais, tu sais bien, t'enfermer dans mon cœur, je t'y mettrais en prison. Apprends-moi que tu es gaie, bien portante et bien tendre. » Signé : « BONAPARTE. »

Ce mélange des préoccupations militaires et politiques les plus hautes, les plus profondes et les plus compliquées avec ces souvenirs classiques, avec ces sentiments de passion sincère exprimés dans des termes où l'on sent, non seulement, comme dans toute la littérature du temps, l'influence de la *Nouvelle Héloïse*, mais même l'admiration d'Ossian, la lecture de *Werther*, et aussi quelque peu le style et les habitudes des salons de l'ancien régime, donne du général en chef de l'armée

d'Italie une physionomie singulièrement vivante, et ces détails intimes peuvent être rappelés sans nuire au récit des grandes choses où la gloire de la France comme celle de Bonaparte était engagée.

Cependant la nouvelle armée autrichienne s'était formée avec une remarquable rapidité. Elle avait été placée sous le commandement de Wurmser, vieil officier de la guerre de Sept ans, qui déjà, avant la Révolution, avait mérité le titre de feld-maréchal-zeugmeister (c'est-à-dire maréchal général de cavalerie) et s'était acquis une grande réputation, en 1793, en couvrant le siège de Mayence et en enlevant les lignes de Wissembourg. Cette armée se composait de 30.000 soldats enlevés à l'armée du Rhin et de l'armée de Beaulieu reconstituée, ce qui, joint à la garnison de Mantoue, donnait aux Autrichiens une force de 80.000 hommes auxquels nous ne pouvions en opposer que 45.000.

Les forces françaises étaient ainsi disposées : Sauret occupait Salo avec 6.000 hommes ; Masséna s'étendait de Rivoli à Vérone, avec 15.000 hommes ; Augereau, sur le bas Adige, à Legnano, avec 8.000 ; le reste, sous Sérurier, était occupé au siège de Mantoue. « Wurmser, fier de sa grande supériorité, ne songeait pas à vaincre, comme l'a dit Bonaparte, mais à profiter de la victoire et à la rendre décisive et fatale à son ennemi. » Il dirigea toutes ses opérations vers le but de la délivrance de Mantoue. Arrivé dans le haut Adige, il divise son armée en deux corps : Quasdanovich, avec 20.000 hommes, doit suivre la route qui, de Trente, débouche sur la Chiese en tournant le lac de Garde par l'ouest ; lui-même, avec 40.000 hommes, descendra l'Adige par les deux rives jusqu'à Vérone. Il attaquera les Français de front, pendant que son lieutenant leur coupera la retraite. L'armée française sera écrasée devant Mantoue et la campagne terminée. En effet, Quasdanovich s'empare de Brescia, chasse le général Sauret de Salo, pendant que Wurmser chasse Masséna de Rivoli et marche sur Mantoue ; le danger était pressant. Napoléon a l'occasion de montrer encore des qualités militaires nouvelles.

Rien n'est difficile, même à un vieux général, comme de se décider immédiatement à un sacrifice nécessaire pour assurer le succès définitif. On peut même remarquer qu'à la fin de sa carrière l'empereur

Napoléon se montra inférieur sur ce point au général Bonaparte ; il ne sut plus reculer à temps. Ce fut là une des principales causes des désastres de Leipzig et de Waterloo. Quoi qu'il en soit, il n'hésite pas alors à lever le siège de Mantoue, en abandonnant tout son matériel, et évacue même Legnano et Vérone. Il a vu qu'en concentrant ses forces il peut battre séparément les deux armées de Wurmser. Il

Fig. 29. — Vue de Salo et du lac de Garde. Tableau du musée de Versailles.

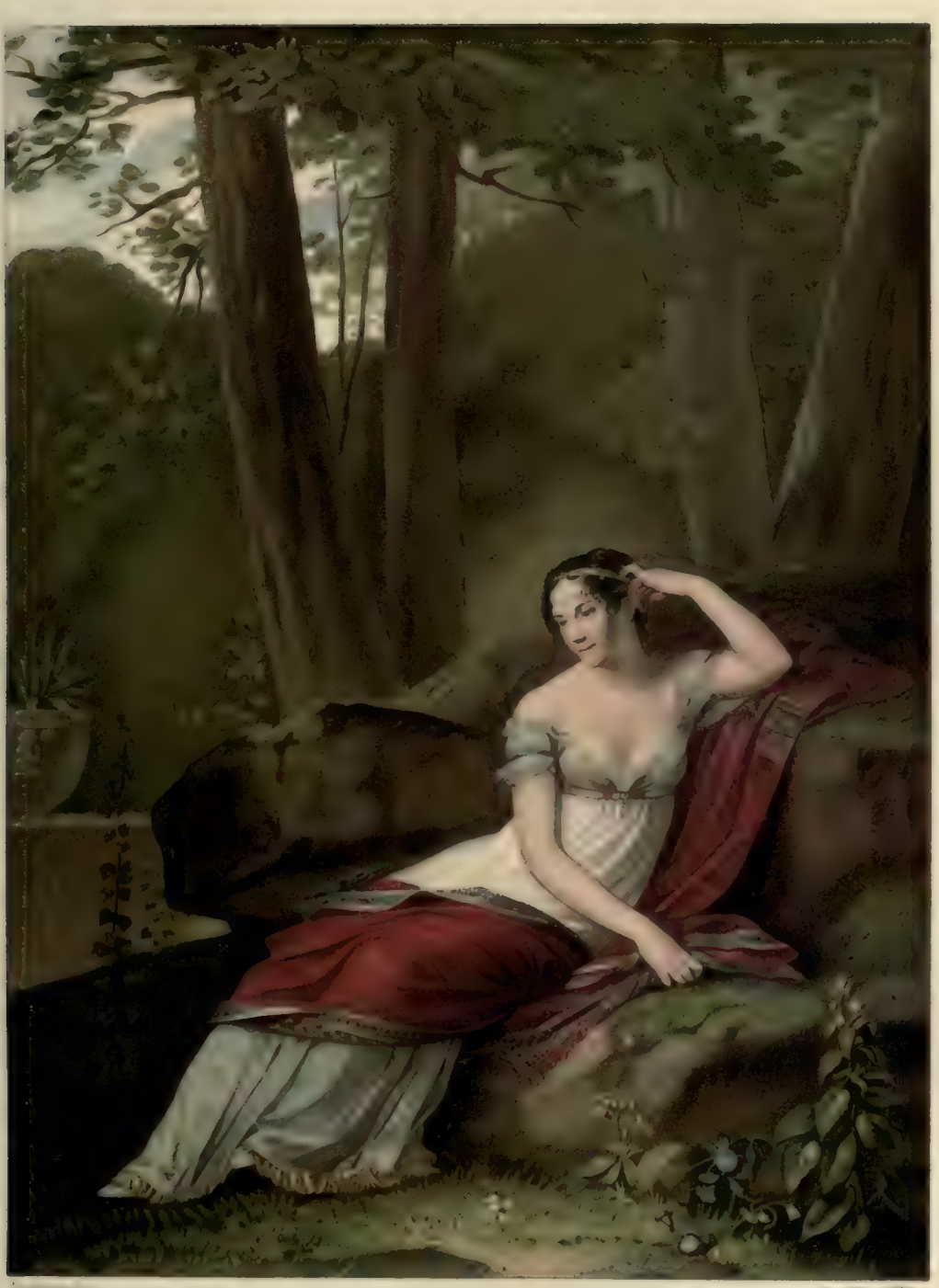
dit en quittant Mantoue : « Malheur à celui de nous deux qui calculera mal ! » L'événement prouva que c'était Wurmser qui avait mal calculé.

« Bonaparte concentre ses forces derrière le Mincio et marche sur Quasdanovich. Salo et Brescia sont dégagées et les Autrichiens, culbutés à Lonato, sont rejetés sur Gavardo. Alors il laisse Masséna à Lonato contre Quasdanovich ; il porte Augereau sur Castiglione contre Wurmser, qui était entré à Mantoue et avait fait passer le Mincio à deux de ses divisions, lui-même se tient prêt à soutenir ses deux lieutenants. Masséna bat à Lonato Quasdanovich, qui s'avançait de nouveau pour se joindre à Wurmser, et le rejette encore sur Gavardo (2 août). Auge-

reau bat les deux divisions de Wurmser à Castiglione, et les rejette sur le Mincio (3 août). Bonaparte, qui avait aidé d'abord Masséna, ensuite Augereau, revient sur Quasdanowich à Gavardo, le met en déroute, fait poser les armes à 4.000 hommes, et rejette le reste sur la chaussée de Trente (4 août). Ensuite il se retourne contre Wurmser qui, ralliant ses deux divisions battues, prenait position à Castiglione avec 25.000 hommes; il le défait complètement et lui fait repasser la rivière (5 août). Masséna court à Peschiera, culbute l'aile droite de l'ennemi, et va lui couper la route du Tyrol; alors le vieux maréchal se replie sur l'Adige, et se retire sur Roveredo. Vérone et Legnago sont reprises et l'on recommence le blocus de Mantoue. Dans cette campagne de six jours, 30.000 hommes en avaient battu 60.000, en avaient tué ou pris 20.000 avec 60 canons et 20 drapeaux. » (Lavallée.)

Mais le danger que la double attaque des Autrichiens avait fait courir à Bonaparte était grand. Il était encore tranquille à Brescia avec Joséphine, qui l'avait accompagné au quartier général, lorsqu'on apprit que les Autrichiens approchaient. Le provéditeur, qui trahissait, avait voulu les retenir un jour de plus dans la ville par une fête donnée en leur honneur; Joséphine avait refusé, mais ils n'étaient pas à quatre lieues de Brescia que les Autrichiens y entraient. Joséphine dut gagner Peschiera à cheval et faillit être atteinte par les coups de fusil des avant-postes autrichiens. Bonaparte la rejoignit à Castiglione; il fallut se séparer, Joséphine pleurait : « Otez cette femme de là, disait Bonaparte en dissimulant mal son émotion. » Puis lui serrant la main : « Adieu, pars, c'est Wurmser avec 80.000 hommes; mais, sois tranquille, il paiera cher les larmes qu'il te fait verser. »

A Lonato, après la victoire, il faillit être enveloppé dans la ville avec quelques centaines d'hommes par des colonnes battues la veille, qui cherchaient à s'ouvrir un chemin. Les Autrichiens, prévenus par des paysans du peu de troupes qu'il avait avec lui, envoyèrent un parlementaire pour le sommer de se rendre. Bonaparte s'entoure rapidement de tous les officiers qu'il peut réunir et ne fait débander les yeux du parlementaire qu'au milieu de tout le mouvement d'un grand quartier général. « Allez dire à votre chef, lui dit-il, que je lui donne huit mi-



L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE DANS LE PARC DE LA MALMAISON

TABLEAU DE PIERRE PRUD'HON — MUSÉE DU LOUVRE

nutes pour poser les armes ; il se trouve au milieu de l'armée française : passé ce temps, il n'a rien à espérer. » Harassés, depuis trois jours errants, incertains, persuadés qu'ils avaient été trompés, 4.000 à 5.000 hommes posèrent bas les armes.

Fig. 30. — Plan de la bataille de Castiglione.

Bonaparte donna vingt jours de repos à ses troupes, reçut 6.000 hommes de renfort et se mit à la poursuite de l'ennemi avec le projet de se joindre par le Tyrol à l'armée du Rhin, qui pénétrait alors, comme nous le verrons bientôt, dans la Bavière. « De son côté, Wurmser ayant reporté son armée à 50.000 combattants, reprit l'offensive, laissa Davidowich avec 20.000 hommes pour occuper les Républicains sur l'Adige

et les attirer dans le Tyrol ; puis il se mit lui-même à descendre la Brenta pour revenir par Bassano sur l'Adige, délivrer Mantoue et renfermer les Français entre son armée et celle de Davidowich. Bonaparte, laissant 3.000 hommes à Vérone et Legnago, 8.000 devant Mantoue, remonte l'Adige avec 28.000, culbute les Autrichiens dans les gorges de Roveredo et de Calliano (3 septembre). » Il arrive à Trente, où, déjà étonné de n'avoir pas rencontré plus de résistance, il comprend, d'après les renseignements qu'il peut recueillir, que Wurmser vient de se jeter dans la vallée de la Brenta. « Aussitôt, au lieu de s'enfoncer dans le Tyrol, il laisse Vaubois avec 8.000 hommes dans les gorges de la Brenta. Il atteint l'arrière-garde autrichienne, qui avait deux jours d'avance, à Primolano, la met en déroute (7 septembre) et force le vieux maréchal à s'arrêter à Bassano. Il le bat (8 septembre), lui prend 4.000 hommes et lui coupe les routes d'Allemagne. Wurmser, avec 14.000 hommes, est contraint de se diriger sur Vicence, dans un pays dont les Français occupent toutes les issues, pour se réfugier dans Mantoue : il court, poursuivi par Bonaparte, vers ce dernier asile que lui fermaient encore l'Adige et la Molinella. Les fautes de deux subalternes le sauvèrent. Le poste de Legnago n'était pas gardé, il passa l'Adige ; un pont avait été oublié à la Villa-Impenta, il passa la Molinella ; enfin il entra dans Mantoue, dont la garnison fut alors portée à 25,000 hommes (12 septembre). Avec de telles forces, il essaya de tenir la campagne et se déploya devant le faubourg Saint-Georges ; mais Bonaparte était arrivé : furieux de voir sa proie échappée, il l'attaqua, le battit et le força à se renfermer désormais dans la place (15 septembre). Ainsi, l'armée de Wurmser était une seconde fois détruite; elle avait perdu 22.000 hommes avec 75 canons et le reste était bloqué dans Mantoue avec son général. » (Lavallée.) — Bonaparte avait retourné contre Wurmser le plan que Wurmser lui-même avait conçu.

Les succès de l'armée d'Italie pouvaient être retardés par les événements qui se passaient sur le Rhin et le Danube. L'archiduc Charles avait montré contre Jourdan et Moreau des talents supérieurs. Sans doute, les débuts de la campagne n'avaient pas été heureux pour

Bataille de Castiglione (5 août 1796). Dessiné par Carle Vernet, gravé par Duplessis-Bertaux.

les Autrichiens. Jourdan, qui avait pour principaux lieutenants Marceau, Kléber, Soult, Ney, Richepanse, avait battu le duc de Wurtemberg à Altenkirchen (30 mars). Mais l'archiduc Charles, venant au secours du duc, avait rejeté une première fois les Français sur la rive gauche du Rhin. Moreau, n'ayant plus devant lui qu'une armée affaiblie, avait pris Kehl, gagné la victoire de Renchen et occupé Rastadt. L'archiduc, revenu en toute hâte vers la Forêt Noire, avait été battu à Ettlingen et n'avait pu empêcher Moreau de passer le Neckar et pénétrer dans la vallée du Danube. Jourdan, reprenant alors l'offensive, avait de nouveau passé le Rhin, à Neuwied, remonté victorieusement la vallée du Mein (combats de Wurtzbourg, Bamberg, Rottenbourg) et rejeté les Autrichiens sur le Naab.

Mais les deux généraux français s'éloignaient de plus en plus par leurs succès mêmes. Moreau s'était avancé jusqu'à Neresheim, où l'archiduc, qui avait vainement tenté de l'envelopper, avait vu son centre enfoncé et avait dû lui laisser le champ de bataille. Ce n'était cependant pour les Français qu'un demi-succès. L'archiduc, voyant l'armée de Jourdan plus faible et plus éloignée de sa base d'opérations, conçoit le projet hardi de se réunir à Wartensleben pour l'accabler et le ramener sur le Rhin. Ainsi Moreau, menacé dans sa ligne de retraite, sera obligé lui-même d'abandonner la Bavière.

Si les vallées des affluents du Rhin ouvrent naturellement des routes pour l'invasion de l'Allemagne, en revanche elles offrent bien difficilement une ligne de défense pour une armée offensive qui a subi une première défaite. Jourdan en fit la triste expérience. Atteint par l'armée de l'archiduc à Amberg, où une nouvelle victoire venait de lui ouvrir la route de Ratisbonne, il doit céder à la supériorité du nombre et est rejeté dans le bassin du Mein; il est battu presque toujours aux mêmes lieux où il a été vainqueur dans sa marche offensive, notamment à Wurtzbourg et à Altenkirchen, où mourut le jeune Marceau, pleuré de ses compagnons d'armes comme de nos ennemis.

Moreau fut plus heureux. La retraite de Jourdan entraînait nécessairement la sienne; mais, vainqueur en toute rencontre, il ne laissa à l'ennemi ni un canon, ni un caisson, ni un blessé. Au moment de s'en-

gager dans les défilés de la Forêt Noire, voulant être libre de ses mouvements, il rechercha la bataille que jusqu'alors il avait évitée, remporta un succès complet à Biberach et put ramener son armée sur le Rhin. Il était temps. Déjà l'avant-garde de l'archiduc, qui avait débloqué Mayence, remontait le Rhin pour lui couper la retraite. Il dut même lui livrer un combat avant de repasser sur la rive gauche par Brisach et Huningue. Cette retraite est restée célèbre. « Cependant, dit le maréchal Soult, il faut convenir qu'elle était loin d'offrir les mêmes difficultés que la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse avec laquelle Moreau eût mieux fait d'opérer sa jonction, » au lieu de chercher à se rapprocher de l'armée d'Italie.

Ces défaites en Allemagne contribuaient encore à grandir la gloire de Bonaparte. On comparait ses merveilleuses marches offensives « avec la misérable reculade » de Jourdan. On oublia la reconnaissance qu'on devait au chef de l'armée de Sambre-et-Meuse pour ses succès de 1793 et 1794; on ne sentit pas que, même après cette dernière campagne, des soldats malheureux mais braves jusqu'au bout méritaient qu'on les respectât, du moins par le silence, dans la personne de leur général. Ce général n'avait jamais été indigne d'eux : il avait bien pu faire des fautes, mais ses échecs avaient surtout pour origine le plan défectueux qu'on lui avait imposé. On n'hésita pas cependant à caricaturer le vainqueur de Wattignies et de Fleurus. On représentait un général républicain à cheval sur une écrevisse, la tête tournée vers la queue et se dirigeant sur une urne fluviale avec cette inscription : *Le Rhin.* Au-dessus, ce verset de la Bible : *Et tu Jordanus, quia conversus es retrorsum.* Derrière ce cavalier d'un nouveau genre, on voyait une couronne de lauriers avec ces mots : Réservé pour l'enfant chéri de la victoire.

L'allusion à Bonaparte n'échappait à personne. Après la seconde campagne contre Wurmser, l'admiration que ses premiers succès lui avaient acquise devenait de l'enthousiasme. Le grave Carnot lui écrivait, le troisième jour complémentaire an IV (19 septembre 1796) : « Nous attendions, mon cher général, avec une grande impatience que vous concevez facilement, le résultat de l'action que vous avez annoncée

Bataille de Roveredo, 4 septembre 1796. Dessiné par Carle Vernet, gravé à l'eau-forte par Duplessis-Bertaux.

par votre courrier précédent. Nous venons de recevoir vos dernières nouvelles et, quoique accoutumés aux choses les plus extraordinaires de votre part, nos espérances ont été surpassées par la victoire de Bassano. Quelle gloire pour vous, immortel Bonaparte, quel coup porté à l'orgueilleuse Autriche! » L'Autriche ne s'en serait pas relevée si toutes nos armées eussent eu le même succès que celle d'Italie. Mais, comme le faisait comprendre Carnot, ces défaites, qui rehaussaient la gloire de l'armée d'Italie, l'exposaient encore à de nouveaux dangers, et sa situation allait être aussi difficile qu'au début de la campagne.

En effet, Venise, Rome, Naples, Gênes, le Piémont, Modène s'agitaient, et une nouvelle armée de 80.000 hommes se préparait à franchir les Alpes sous le commandement d'Alvinzy, gentilhomme transylvain, vétéran de toutes les guerres que l'Autriche avait soutenues depuis soixante ans. Il avait pris part à la guerre de Sept ans, à la guerre de la succession de Bavière, à la guerre contre les Turcs, et avait même participé à la répression des troubles de Belgique en 1790-1791.

Davidovich, qui a réuni 20.000 hommes dans le Tyrol, doit descendre l'Adige tandis qu'Alvinzy s'avance par le Frioul avec 40.000. Les deux armées doivent se réunir sous Vérone, écraser Bonaparte en l'attaquant des deux côtés et débloquer Mantoue.

Alvinzy, en effet, entre à Bassano, rejette Masséna dans Vérone et occupe les hauteurs de Caldiero, pendant que Davidovich occupe Trente et rejette Vaubois de Calliano sur le plateau de Rivoli. Les Français perdent 6 canons et laissent un certain nombre de prisonniers entre les mains de l'ennemi. Bonaparte tente alors d'enlever de vive force les hauteurs de Caldiero, mais il n'a que 20.000 hommes contre 40.000; il est repoussé avec de grandes pertes (12 novembre). Les soldats se découragent. Pourquoi le Directoire les abandonne-t-il? Pourquoi faut-il qu'ils supportent seuls le poids de la guerre? Pourquoi, outre les armées d'Italie, faut-il qu'ils aient à vaincre toutes les armées venues d'Allemagne? Bonaparte lui-même écrit au Directoire une lettre désespérée.

« Tous nos généraux d'élite sont hors de combat : Joubert, Lannes, Lanusse, Victor, Murat, Charlot, Dupuis, Rampon, Pigeon, Menard,

Chabron sont blessés. L'armée est épuisée. La présomption de nos forces nous était utile, et on publiait à Paris dans des discours officiels que nous ne sommes que 30.000 hommes... Ce qui reste de braves voit la mort infaillible au milieu de chances si persistantes et avec des forces inférieures. Peut-être l'heure du brave Augereau, de l'intrépide Masséna, de Berthier est-elle près de sonner. Alors que deviendront ces braves gens? Cette idée me rend réservé ; je n'ose plus affronter la mort, qui serait un sujet de découragement et de malheur pour ce qui est l'objet de mes sollicitudes. »

Il annonçait cependant qu'il allait tenter un dernier effort.

En apprenant la défaite de leurs compagnons d'armes, on avait vu, à Bergame, Crémone, Milan, Lodi, Parme, Bologne, les blessés, les malades à peine guéris quitter les hôpitaux pour venir reprendre leur rang. « Les blessures d'un grand nombre de ces braves étaient encore saignantes, dit Bonaparte, et ce spectacle touchant remplissait mon âme des plus vives émotions. »

Le 14 novembre, à la nuit tombante, le camp de Vérone prit les armes ; trois colonnes se mirent en marche dans le plus grand silence, traversèrent la ville, passèrent l'Adige sur trois ponts et se formèrent sur la rive droite. L'heure du départ, la direction, qui est celle de la retraite, le silence que garde l'ordre du jour, contrairement à l'habitude constante d'annoncer qu'on va se battre, la situation des affaires, tout enfin annonce qu'on se retire. Ce premier pas de retraite entraîne nécessairement la levée du siège de Mantoue et présage la perte de l'Italie. Ceux des habitants qui plaçaient dans les victoires des Français l'espoir de leurs nouvelles destinées suivent inquiets et le cœur serré les mouvements de cette armée qui emporte toutes leurs espérances. Mais, au lieu de suivre la route de Peschiera, l'armée prend tout à coup à gauche, longe l'Adige et arrive à Ronco, où des ponts ont été jetés sous la direction d'Andréossy. L'armée française se trouve sur l'autre rive, après avoir tourné par la gauche la position des ennemis. Le champ de bataille est porté sur des chaussées entourées de vastes marais, où le nombre aura peu d'effet, mais où le courage des têtes de colonnes décidera tout.

Bataille d'Arcole (15 novembre 1798). Dessiné par Carle Vernet, gravé par Duplessis-Bertaux.

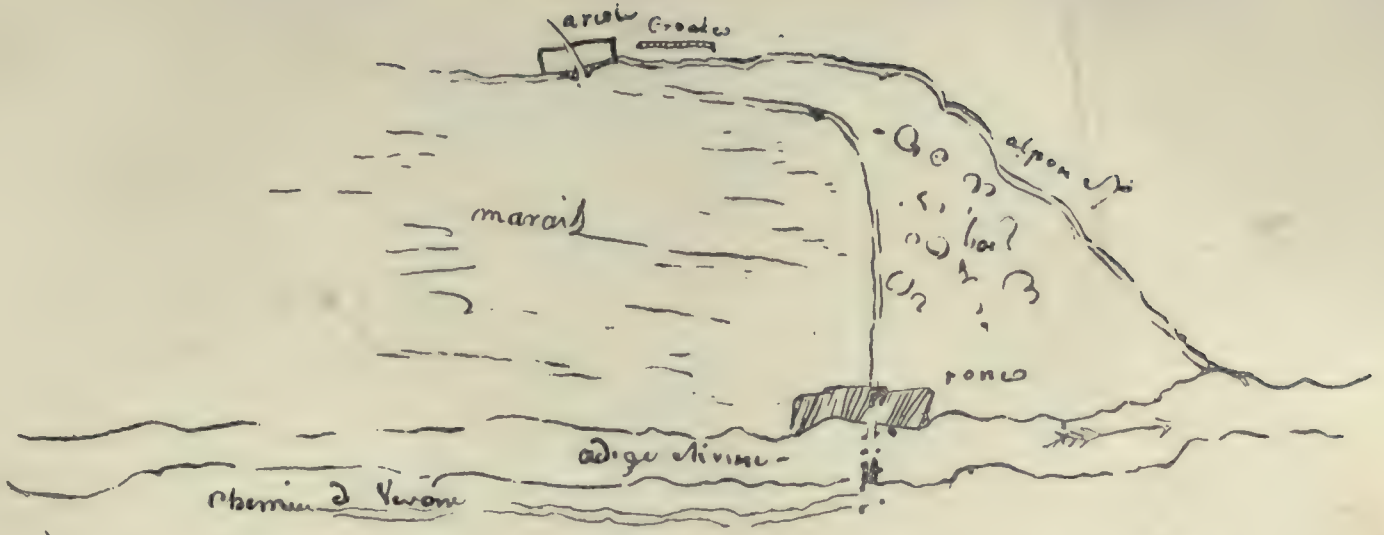


Fig. 31. — Fac-similé d'un croquis et de l'écriture de Bonaparte résumant un des principaux incidents de la bataille d'Arcole.

« La route de Ronco à Arcole rencontre à demi-chemin l'Alpon, et, de là, suit la rive droite de ce petit ruisseau, jusqu'au point qui tourne perpendiculairement à droite, et entre dans le village. Les « Croates étaient bivouaqués, la droite appuyée au village, la gauche vers l'embouchure, sur la rive droite de l'Alpon. Par ce bivouac, ils avaient devant leur front le chemin de Ronco à Arcole, dont il « n'était séparé que par la rivière. En tirant devant eux, ils prenaient en flanc la colonne dont la tête était sur Arcole. »

L'armée française s'avança par trois chemins. Mais les Autrichiens, qui avaient d'ailleurs l'avantage de la position, combattirent avec un courage qui faillit leur assurer la victoire. Le combat fut vif, surtout à l'aile droite, au pont d'Arcole. Augereau est repoussé une première fois : il saisit un drapeau et dirige lui-même l'attaque, mais tous les généraux qui l'ont suivi, Verdier, Bon, Verne, Lannes, ce dernier à peine remis d'une blessure, sont atteints par le feu de l'ennemi. La colonne recule, Augereau lui-même est entraîné. Ce fut Belliard qui, retournant seul sur l'ennemi, lui enleva le drapeau français demeuré planté sur la chaussée.

A la nouvelle de ce second échec d'Augereau, Bonaparte accourt au galop ; il met pied à terre, saisit à son tour un drapeau : « N'êtes-vous donc plus, dit-il, les vainqueurs de Lodi? » Lannes, déjà deux fois blessé, se relève et l'accompagne avec deux aides de camp du général en chef, Muiron et Marmont ; le premier, jeune officier de la plus grande espérance, est tué en couvrant Bonaparte de son corps. Le général Vignolle est blessé. La colonne, écrasée par l'artillerie qui la prend en flanc, se débande et est poursuivie l'épée dans les reins, au milieu du plus grand désordre. Bonaparte est précipité dans le marais qui borde la chaussée. Déjà les Autrichiens l'ont dépassé d'une quarantaine de pas, lorsque Belliard l'aperçoit et appelle au secours : Marmont, Louis Bonaparte et d'autres officiers accourent et le sauvent.

Le combat continue le jour suivant sans résultat décisif. Ce n'est que le troisième jour que le village d'Arcole est enfin enlevé. Le général Robert avait été tué; les Autrichiens allaient nous enlever le pont de Ronco sur l'Adige, et Masséna, qui agissait au nord vers Porcil, était menacé d'avoir sa ligne de retraite coupée. Mais Bonaparte embusque la 32e demi-brigade ventre à terre derrière les saules ; elle laisse passer les Autrichiens à la suite des troupes qu'ils poursuivent, se relève alors, les surprend, et tue ou prend 3.000 hommes.

L'ennemi recule à son tour; il se concentre au delà des marais, dans la plaine que domine le Caldiero. Sa gauche est appuyée à un marais qu'il croit inabordable. Il est impossible, en effet, qu'une at-

taque sérieuse soit faite de ce côté ; mais Bonaparte pense que les Autrichiens, qui ont subi de si grandes pertes et fait de si grands efforts sans résultats, qui ont tant de fois touché à la victoire sans pouvoir l'atteindre, sont démoralisés et perdent leur sang-froid. Au moment où la canonnade est vive sur toute la ligne et où les tirailleurs sont aux

Fig. 32. — Arcole. Tableau d'Horace Vernet.

mains, lorsque toute l'attention des Autrichiens est occupée sur leur front, ils entendent tout à coup sur leur droite, à travers ces marais qu'ils croient impraticables, un bruit de chevaux qui se précipitent précédés de trompettes qui sonnent à pleine bouche. Ce sont 25 guides seulement et 4 trompettes qui, sur l'ordre de Bonaparte, se sont avancés à travers les roseaux et s'apprêtent, avec le chef d'escadrons Hercule, à charger l'armée autrichienne. Mais celle-ci se croit tournée par des forces importantes, et ce stratagème la décide à abandonner Caldiero. Il était temps : Davidovich avait chassé Vaubois de Rivoli

et Bonaparte allait être écrasé entre les deux armées; mais la retraite d'Alvinzy entraînait celle de son lieutenant (17 novembre). « L'armée française rentra triomphante dans Vérone par la porte de Venise, trois jours après en être sortie mystérieusement par la porte de Milan. On se peindrait difficilement l'étonnement et l'enthousiasme des habitants; les ennemis même les plus déclarés ne purent comprimer leur admiration. »

Stendhal a pu dire à cette occasion : « L'étrange fermeté de caractère dont Napoléon fit preuve à deux reprises différentes en ne se mettant pas en retraite avant Lonato et avant Arcole est peut-être le plus beau trait de génie que présente l'histoire moderne. Et remarquez que ce ne fut pas le coup de désespoir d'une tête étroite, mais la résolution d'un sage auquel l'imminence d'un danger extrême n'ôte pas la vue nette et précise de ce qu'il est encore possible de tenter. Ce sont là des choses que la flatterie elle-même ne peut gâter, car il n'y a rien au monde de plus grand. »

La bataille d'Arcole est restée une des plus populaires de notre histoire; il y en eut peu d'aussi disputée; il y en eut peu où l'on ait vu plus de généraux mis hors de combat. Gros commença sa réputation par l'admirable portrait de Bonaparte au pont d'Arcole. Joseph Chénier fit une ode touchante sur la mort du colonel Muiron, où il consacra le souvenir de sa jeune épouse morte de douleur en recevant les derniers soupirs de son époux.

Arcole, en tes vallons fameux par nos guerriers,
Les larmes du vainqueur ont mouillé ses lauriers ;
Tu vis de cent héros moissonner la vaillance
Qu'à l'Italie encor redemande la France.
Là, plus d'un grand destin en naissant immolé,
Plus d'un nom que la gloire eût un jour révélé,
Expire dans l'oubli de la tombe jalouse.
Mais du jeune Muiron, mais de sa tendre épouse
Ma lyre veut du moins consacrer les malheurs,
Et l'avenir ému leur donnera des pleurs.

L'armée française reçut un renfort de 7.000 hommes, qui compensèrent les pertes d'Arcole et du blocus de Mantoue : des troupes italiennes s'y joignirent. Bonaparte avait envoyé 3.000 Français et 4.000 Italiens à Bologne pour intimider le gouvernement pontifical,

avec lequel les négociations avaient été rompues, et il s'y était rendu lui-même de Milan, lorsque l'approche d'une nouvelle armée autri-

Fig. 33. — Le général Bonaparte au pont d'Arcole. Tableau de Gros (musée du Louvre).

chienne, plus puissante encore que les précédentes, le ramena dans la région du Mincio, quelques semaines après qu'il l'avait quittée.

Cependant Alvinzy avait réuni des renforts qui, avec les 24.000 hommes de la garnison de Mantoue, faisaient monter à 90.000 hommes les

forces totales des Autrichiens en Italie. Les succès de l'Autriche en Allemagne avaient ranimé toutes les espérances, et le gouvernement de Vienne avait su profiter du temps écoulé depuis Arcole. Les divisions tirées de l'armée du Rhin furent dirigées sur le Frioul. Le Tyrol donna plusieurs bataillons de ses tirailleurs, que leur agilité et la justesse de leur tir rendaient aussi redoutables dans la guerre de plaine que dans la guerre de montagnes. Les grandes villes offraient des bataillons de volontaires. Vienne seule en fournit quatre. « Ces bataillons reçurent de l'impératrice des drapeaux brodés de ses propres mains ; ils les perdirent, mais après les avoir défendus avec honneur. »

Le plan d'Alvinzy était des plus vastes : l'armée autrichienne, victorieuse des Français, devait, après avoir délivré Mantoue, se réunir dans les Romagnes à une armée papale qui s'y formait et dont le commandement serait donné à Wurmser.

L'armée française était composée de quatre divisions de 10.000 hommes. Sérurier était devant Mantoue, Augereau à Legnano, Joubert à Corona, Masséna à Vérone. Malgré l'infériorité de ses forces, Bonaparte n'en avait pas moins formé une réserve, qui, sous le commandement de Rey, était placée à Castelnuovo.

L'armée autrichienne se mit en marche vers le Mincio.

Bonaparte ignorait encore quel était le plan de l'ennemi ; il put même croire d'abord que les Autrichiens portaient leur principal effort du côté du bas Adige. Le grand état-major, disait-on, était près de Legnano, et on avait vu deux équipages de pont. Le général Duphot faisait dire qu'il y avait environ 12,000 hommes de ce côté et que ce n'était probablement que la première ligne. Joubert écrivait de la Corona qu'il avait pu contenir l'ennemi et repousser ses attaques.

Le 13, Bonaparte donna cependant l'ordre aux troupes de Vérone de se tenir prêtes à une marche de nuit ; à 10 heures, elles étaient sous les armes. Il hésitait encore sur le point où il les dirigerait ; descendraient-elles ou remonteraient-elles l'Adige? A ce moment arrive un nouveau rapport de Joubert ; l'ennemi avait déployé de grandes forces et avait voulu déborder à la fois sa gauche et sa droite. Joubert avait évacué la Corona et s'était concentré sur le plateau de Rivoli, qui était

la clef de la position et l'objectif de l'ennemi. D'autre part, on savait que Provera avait bordé sa droite sur la rive gauche du bas Adige, mais de ce côté il n'y avait eu qu'un combat de tirailleurs. Bonaparte en conclut que l'ennemi opérait avec deux corps, le principal sur le Monte-Baldo et un plus petit sur le bas Adige. Il pensa qu'Augereau suffirait à disputer le passage à Provera, mais le danger était imminent du côté de Rivoli. En effet, c'était sur ce plateau que l'en-

Fig. 34. — Le champ de bataille de Rivoli et une partie de la vallée de l'Adige.
D'après une aquarelle de Bagetti.

nemi devait réunir ses colonnes et nous écraser par la supériorité de ses forces.

Le plateau de Rivoli, bordé à l'est par la vallée de l'Adige qu'il surplombe, est dominé à l'ouest et au nord-ouest par la petite chaîne du Monte-Baldo, dont les points culminants s'élèvent à 2.000 mètres au-dessus du niveau de la mer et dépassent de 1.700 mètres environ la surface du lac de Garde. Le Tasso, petit cours d'eau qui descend des pentes méridionales du Monte-Baldo pour se jeter dans l'Adige, le limite au sud. Les sentiers qui traversent le Monte-Baldo et peuvent servir de passage à l'infanterie sont impraticables à la cavalerie et à l'artillerie, mais ils viennent se réunir près de Rivoli à la grande route de Trente. Cette route suit d'abord la rive droite

de l'Adige, puis, arrivée à Incanale, forme entre les rochers une sorte de rampe tournante pour atteindre le plateau.

Alvinzy menace Rivoli des quatre côtés à la fois. Il divise son armée en six colonnes ; quatre colonnes d'infanterie (Lusignan, Lyptay, Koblos, Oskay) passent par les sentiers du Monte-Baldo ; la première

Fig. 35. — Plan de la bataille de Rivoli.

d'entre elles (Lusignan) doit suivre le Tasso et tourner la position par le sud. La cavalerie, l'artillerie et 6.000 hommes d'infanterie, sous le commandement de Quasdanovich, montent la rampe d'Incanale. Enfin Wukassowich, avec 6.000 hommes, longerait la rive gauche de l'Adige, d'où il pourrait atteindre le flanc gauche des Français par ses boulets.

« Il n'y avait pas un moment à perdre, puisque l'ennemi allait faire sa jonction avec son artillerie et sa cavalerie en s'emparant du plateau de Rivoli, et que si l'on pouvait l'attaquer avant qu'il se fût saisi de

ce point, important, il serait obligé de combattre sans artillerie et sans cavalerie. Toutes les troupes se mirent donc en marche pour être à la pointe du jour à Rivoli ; le général en chef s'y rendit lui-même, il y arriva à deux heures du matin.

« Le temps s'était éclairci, le clair de lune était superbe ; il monta sur les différentes hauteurs et observa les lignes des feux ennemis ;

Fig. 36. — Bataille de Rivoli. Tableau de Carle Vernet, au musée de Versailles.

elles remplissaient le pays entre l'Adige et le lac de Garde, l'atmosphère en était embrasée. Il distingua fort bien cinq camps, chacun composé d'une colonne, qui avaient déjà commencé leurs mouvements dès la veille. Les feux des bivouacs annonçaient quarante à quarante-cinq mille hommes. Les Français ne pouvaient opérer sur le champ de bataille qu'avec 22.000 hommes ; c'était encore une très grande disproportion ; mais ils avaient sur l'ennemi l'avantage de soixante pièces de canon et de plusieurs régiments de cavalerie. Il parut évident, par la position des cinq bivouacs ennemis, que Alvinzi ne voulait pas attaquer avant dix heures du matin. » (Napoléon.)

Bonaparte ne s'inquiète pas de la colonne de Lusignan, qu'il montre

de loin aux soldats qui l'entourent en disant : « Ceux-là sont à nous. » Il ne se préoccupe pas non plus des soldats de la rive gauche, qui ne peuvent agir que par les boulets incertains d'une artillerie éloignée et tirant de bas en haut. C'est sur Oskay, Liptay, Kolbos et Quasdanovich qu'il concentre ses efforts. Le combat est acharné ; Masséna, Joubert, avec leur infanterie, Lassalle, à la tête de ses hussards, font des prodiges. Le général en chef lui-même fut à deux ou trois reprises entouré d'ennemis et eut plusieurs chevaux tués sous lui. Cependant, à 2 heures de l'après-midi, le succès était décidé : les troupes venues de Monte-Baldo et celles qui arrivaient d'Incanale regagnaient à la hâte, sans avoir pu se rejoindre, les chemins par lesquels elles étaient venues ; tout était pris, tué ou culbuté. Les troupes de Lusignan, foudroyées par quinze pièces de canon, étaient rejetées sur la réserve de Rey et obligées presque toutes de mettre bas les armes.

Bonaparte laissa Joubert et Rey continuer la poursuite et, avec la division Masséna, il reprit, le soir même, la direction de Mantoue. Ces troupes s'étaient battues le 13 janvier devant Vérone, avaient marché toute la nuit du 13 au 14 pour arriver à Rivoli ; elles avaient combattu toute la journée du 14 et elles allaient encore marcher toute la nuit du 14 et la journée du 15 pour combattre encore le 16 devant Mantoue. « Ce n'est pas tant avec nos bras qu'avec nos jambes qu'il gagne des batailles, » disaient les soldats. Mais de cette activité dépendait le succès final de la campagne.

En effet, Provera, dont les Français avaient plus d'une fois eu l'occasion d'apprécier la bravoure et l'énergie, avait surpris le passage de l'Adige à Anghiari, et, quoique vivement poursuivi par Augereau, marchait à la délivrance de Mantoue. Il arrivait par la route de Legnano et comptait surprendre le faubourg de Saint-Georges, occupé seulement par 1,500 Français sous le commandement de Miollis, et protégé par une simple ligne de circonvallation. Ce poste fut sauvé par la présence d'esprit d'un tambour et d'un sergent. Miollis ne se gardait que du côté de la ville, sachant qu'une division défendait l'Adige. Le 16, à l'aube, Hohenzollern, avec l'avant-garde, s'était présenté à la porte de Saint-Georges à la tête d'un régiment ayant des

manteaux blancs. L'uniforme des hussards de Hohenzollern ressemblait à celui du 1er hussards français (ancien régiment de Berchiny). Cependant un vieux sergent de la garnison, qui faisait du bois à deux cents pas de la place, vit cette cavalerie : il lui parut que ces manteaux étaient bien neufs pour des manteaux appartenant à des hussards

Fig. 37. — Bonaparte à Rivoli. Tableau de Philippoteaux, musée de Versailles.

français. Il fit part de ses doutes à un tambour qui l'accompagnait; ces braves gens, dans l'incertitude, se jettent dans la ville, criant : « Aux armes! » et ferment la barrière. Hohenzollern et ses cavaliers se lancent au galop, mais il était trop tard : les 1,500 Français repoussèrent toutes les attaques. Le lendemain, Provera change son point d'attaque; il veut forcer la route du nord, la route de Mantoue, et se porte sur *la Favorite,* pendant que Wurmser fait une sortie générale. Mais Bonaparte arrive : Wurmser est rejeté dans la ville; Provera, pris entre les troupes de Sérurier, Masséna et Augereau, capitule

avec 6.000 hommes. C'est à cette bataille que la 57e demi-brigade mérita le surnom de *la Terrible* et devint la rivale de gloire de la 32e demi-brigade, qui appartenait à la division Masséna et n'avait cessé de se distinguer depuis la défense de Montelegino.

Le même soir, Joubert remportait sur Alvinzy, à la Corona, une grande victoire, où l'ennemi perdait 3.000 hommes tués ou blessés et

Fig. 38. — Le général Joubert à la bataille de Rivoli (14 janvier 1796). Tableau de Debay, au musée de Versailles.

5.000 prisonniers. Les Autrichiens étaient rejetés en désordre sur Calliano et Roveredo et Joubert s'avançait jusqu'au Lavis.

Cette campagne de quatre jours coûtait à l'Autriche vingt-quatre mille prisonniers, douze mille morts, soixante canons, vingt-quatre drapeaux. Wurmser, perdant tout espoir d'être secouru et réduit à la famine, envoya son aide de camp Klenau à Roverbello, quartier général de Sérurier, pour traiter de la reddition de la place. « Bonaparte se rendit à Roverbello; il resta incognito, enveloppé dans son manteau, pendant que la conversation s'engagea entre les deux généraux. Klenau, employant tous les moyens d'usage, dissertait longuement sur les grands moyens qui restaient à Wurmser et la grande

quantité de vivres qu'il avait dans ses magasins de réserve. Le général en chef s'approcha de la table, prit la plume et écrivit pendant près d'une demi-heure ses décisions en marge des propositions de Wurmser, tandis que la discussion durait toujours avec Sérurier. Quand il eut fini : « Si Wurmser, dit-il à Klenau, avait seulement pour dix-huit ou vingt jours de vivres et qu'il parlât de se rendre, il ne mériterait aucune capitulation honorable ; mais je respecte l'âge, la bravoure et

Fig. 39. — Bataille de la Favorite, près Mantoue. D'après Duplessis-Bertaux.

les malheurs du maréchal. Voici les conditions que je lui accorde, s'il ouvre ses portes demain. S'il tarde quinze jours, un mois, deux mois,... il aura encore les mêmes conditions : il peut attendre jusqu'à son dernier morceau de pain. Je pars à l'instant pour passer le Pô et je marche sur Rome. Vous connaissez mes intentions, allez les dire à votre général. » (Napoléon.)

Les conditions étaient des plus honorables pour le vieux maréchal, envers qui la fortune avait été cruelle, mais qui, comme l'écrivait Bonaparte au Directoire, n'avait cessé de montrer des connaissances militaires et un courage que l'histoire remarquera : Wurmser pouvait

sortir librement de Mantoue avec deux cents cavaliers, cinq cents fantassins à son choix, six pièces de canon et tout son état-major. Wurmser accepta (2 février) avec empressement.

La capitulation de cette célèbre ville, qui passait avec raison pour l'une des plus fortes places de l'Europe, était la consécration visible des victoires de l'armée d'Italie. Elle porta à son comble la popularité de Bonaparte. Des chansons imprimées avec des têtes de clous, sur du papier à chandelle, célébrèrent l'armée d'Italie et son général. Adaptées à des airs connus de tous, elles se répandaient facilement dans la foule. On y trouve plus de conviction que de prosodie et même d'orthographe, mais la naïve platitude du style ne montre que mieux leur caractère vraiment populaire. Nous citerons, par exemple, quelques couplets du *Détail de la prise de Mantoue par le général Bonaparte* (1).

Mantoue est en notre pouvoir
La chose est véritable;
Mais l'empereur pour la ravoir
Se donnerait au diable.
Il veut armer, ce nous dit-on,
La Faridondaine, la Faridondon,
Toutes les femmes de Hongrie, biribi,
A la façon de Barbari, mon ami.

De Bonaparte on parlera
Tout comme d'Alexandre,
C'est un César dans les combats,
Il sait bien se défendre.
Tous ses soldats sont bons garçons
La Faridondaine, la Faridondon,
Aussi les traite-t-il d'amis, biribi,
Point de façon de Barbari, mon ami.

Pour que l'on ne trahisse pas
Ce fils de la victoire,
Il sera toujours bon soldat,
Il s'est couvert de gloire.
Partout, au bruit de nos canons,
La Faridondaine, la Faridondon,
Il fera danser l'ennemi, biribi,
A la façon de Barbari, mon ami.

FIN.

Par PERROTIN.

L'auteur de cette pièce n'hésite pas, on le voit, à livrer son nom à la postérité.

De nombreuses chansons avaient été faites depuis le début de la Révolution sur les succès de nos armes. On y célébrait le courage et le patriotisme des soldats, le triomphe des principes révolutionnaires; mais le plus souvent les généraux ne sont pas même nommés. Dans une dizaine de chansons que contient le recueil de chants sur la bataille de Fleurus, nous avons vainement cherché les noms de Jourdan et de Carnot; on voit qu'il n'en est pas de même pour Bonaparte.

(1) *Recueil de chansons nouvelles*; à Paris, chez Daniel, in-32, sans date.

Cependant Wurmser avait été fort touché des conditions que Bonaparte lui avait accordées; il lui en témoigna bientôt sa reconnaissance en le prévenant d'une trame d'empoisonnement qui se préparait contre lui dans les Romagnes. L'aide de camp qui apportait cet avis à Bona-

Fig. 40. — Plan de la ville de Mantoue.

parte le trouva à Bologne; car, sans même attendre la reddition de Mantoue, Bonaparte s'était dirigé sur les États de l'Église. Le cardinal Busca essaya vainement, comme il en menaçait le ministre français, Cacault, de faire de la Romagne une nouvelle Vendée. « La guerre sainte avait été proclamée, la dernière classe du peuple était dans le délire et la frénésie : les prières des quarante heures, les missions sur les places publiques, les indulgences, les miracles même, tout avait été

mis en œuvre. Mais de pareils moyens ne pouvaient arrêter des soldats qui avaient déjà détruit cinq armées. » La modération de Bonaparte facilita encore ses succès. Les prisonniers faits dans les premiers combats furent renvoyés chez eux. « Je viens, leur disait-il, pour votre bien; vous êtes libres, retournez dans vos familles, assurez-leur que les Français sont amis de la religion, de l'ordre et du pauvre peuple. » Il agit de même avec les prisonniers faits devant la ville d'Ancône, que le général piémontais Colli, alors à la tête de l'armée papale, avait essayé de défendre.

Le 13 février, Bonaparte avait son quartier général à Tolentino. La route de Rome était ouverte : il pouvait, s'il le voulait, pénétrer à la tête de ses troupes dans la ville éternelle. Il y avait là de quoi tenter même le vainqueur de Rivoli. De plus, le Directoire était contraire à toute négociation avec Rome. Il désirait la destruction du pouvoir temporel du Saint-Siège. Mais Bonaparte ne le voulut point : sans parler des sentiments de respect qu'il avait conservés pour le culte de son enfance, sentiments dont on pourrait donner plus d'une preuve dans sa vie militaire antérieure, il comprenait l'importance politique de la religion. Ses relations avec le Saint-Siège en font foi : sa déférence étonna, rassura et charma les cardinaux, comme le pape lui-même, et leur fit paraître moins dures les conditions du traité de Tolentino, qui confirmait et aggravait même les conditions de l'armistice de Bologne. Avignon était définitivement reconnu à la France. Napoléon insista longtemps pour que la cour de Rome abolît l'inquisition; mais en présence des difficultés que cette demande soulevait de la part des cardinaux, il se désista.

Le Saint-Siège n'avait pas été seul à craindre pour son existence, la République de Saint-Marin fut très inquiète du voisinage des troupes françaises. Il la rassura et lui proposa même une extension de territoire : le syndic refusa au nom de ses concitoyens. « Dans notre petitesse, dit-il, est notre liberté. » Bonaparte offrit alors deux pièces de canon à la petite République comme un témoignage de sympathie de la part de sa grande sœur la République française. Le syndic refusa encore. « Ils nous seraient inutiles, dit-il, leur portée excède les limites de notre pays. »

Les événements qui n'avaient pas l'Italie pour théâtre continuaient à rester au second plan. La guerre était purement défensive sur le Rhin, où l'archiduc Charles s'emparait de Kehl malgré la résistance de la garnison et les efforts de l'armée de Beurnonville.

La diplomatie directoriale montrait alors de l'activité : un traité non

Fig. 41. — La paix conclue entre le Saint-Siège et Bonaparte à Tolentino. D'après une gravure du temps.

plus de neutralité mais d'alliance avait été signé avec l'Espagne (1796). A la fin de cette même année, Clarke avait été envoyé à Vienne pour négocier et renouer plus ouvertement des négociations que le comité de Salut public avait déjà secrètement entretenues avec l'empereur. Dans ces singulières intrigues, que nous n'avons pas à raconter ici et pour lesquelles nous renvoyons aux articles de M. Sorel dans la *Revue historique,* le Directoire, comme le terrible comité du Salut public lui-même, ne dédaignait pas d'avoir recours aux plus petits moyens. Thugut était le ministre autrichien qui se montrait le plus hostile à la France et représentait avec le plus d'obstination auprès de l'empereur le parti de la guerre. Le Directoire se flattait d'avoir de l'action sur

lui, en le menaçant de publier certaines lettres qu'on avait trouvées dans les archives du ministère des affaires étrangères de Paris. Ces lettres, à ce qu'on prétendait, établissaient que Thugut, lorsqu'il était à Constantinople en qualité d'attaché d'ambassade d'Autriche, avait vendu à l'ambassadeur de France, M. de Saint-Priest, des secrets de son gouvernement. Ces tentatives n'eurent pas de suite.

L'Angleterre, effrayée de l'agitation de l'Irlande et inquiète de sa situation financière, demandait la paix. Pitt, cédant à l'opinion publique, envoya un plénipotentiaire à Paris. Mais ces ouvertures n'étaient pas sincères et les négociations furent bientôt rompues. La marine commençait à se relever sous l'administration de l'amiral Truguet. Le Directoire envoya une flottille en Irlande sous le commandement de Hoche (décembre 1796). Cette tentative échoua. C'était de l'armée d'Italie que dépendait la fin de la guerre.

CAMPAGNE D'ITALIE; TROISIÈME PARTIE.

L'ARMÉE DU RHIN. — CAMPAGNE DE BONAPARTE CONTRE L'ARCHIDUC CHARLES. LE 18 FRUCTIDOR. — CAMPO-FORMIO.

PRÈS avoir signé le traité de Tolentino, Napoléon vint à Mantoue. Il y admira beaucoup les fresques de Jules Romain au palais du T; il songea même d'abord à les faire transporter à Paris, mais il renonça à ce projet, qui risquait de détruire ces belles œuvres.

C'est à Mantoue qu'il passa la revue de deux divisions qui sur l'ordre du Directoire avaient été détachées l'une de l'armée du Rhin, l'autre de l'armée de Sambre-et-Meuse et dirigées sur l'Italie. Cet ordre, donné après Arcole, ne recevait son effet qu'après Rivoli et la reddition de Mantoue. Les deux divisions qui venaient de passer les Alpes avaient un effectif d'environ 20.000 hommes et apportaient à l'armée d'Italie un élément nouveau. Il nous paraît utile, au moment où l'armée du Rhin va se trouver en partie sous le commandement de Bonaparte,

d'indiquer sommairement par quelles phases elle avait passé. Elle représentait les plus vieilles troupes de la Révolution, celles qui avaient combattu à Valmy, et qui cependant étaient les moins révolutionnaires. Leurs sentiments républicains n'étaient pas douteux, et c'était l'armée du Rhin qui devait bientôt accueillir avec le moins de sympathie l'établissement du Consulat et de l'Empire. Mais elle avait applaudi au 9 thermidor, tandis que l'armée d'Italie avait été, comme on l'a vu, fort irritée de la chute de Robespierre. Néanmoins, si l'on veut se rendre compte de la manière dont se formèrent et se développèrent les armées républicaines, ce sont les armées du Rhin et de l'Escaut qu'il faut surtout étudier.

Au début, elles ne se composaient que des anciennes troupes royales; mais bientôt les volontaires y affluèrent. Ces volontaires comprenaient non seulement ceux qui étaient partisans du nouveau régime, mais ceux qui faisaient passer le patriotisme avant toute question politique. L'élite de la nation fut bientôt à la frontière. C'est ce qui explique, d'une part, comment l'armée se montra si supérieure alors au gouvernement et, d'autre part, comment de si grands excès furent possibles à l'intérieur. Ceux qui se dispensaient du devoir militaire pour entrer dans les sections armées de Paris et des grandes villes n'étaient le plus souvent que le rebut de la nation. Un historien dont le témoignage n'est pas suspect, Michelet, a dit : « La France ne fut pas sauvée par la Terreur, mais malgré la Terreur, » et ce ne fut pas la moindre preuve de patriotisme que donnèrent nos soldats et surtout nos officiers que la résignation stoïque avec laquelle ils supportèrent les cruautés absurdes des représentants du peuple envoyés parmi eux. Mais alors le patriotisme était une passion profonde qui subordonnait ou employait à son service toutes les autres passions. « Le manifeste du duc de Brunswick, dit Gouvion Saint-Cyr, dans ses *Mémoires,* donna à la France plus de 100 bataillons qui, en moins de trois semaines, furent levés, armés et mis en route. »

« Sans alliés au dehors, bouleversée au dedans par la ruine subite de toutes ses traditions sociales, privée de la plus grande partie de son ancienne noblesse militaire, la France avait besoin de trouver dans les générations plébéiennes le talent, le courage,

la confiance et l'héroïque fortune qui pouvaient seuls la sauver. Elle les trouva ; elle les trouva non pas une fois et dans une heure d'exaltation, mais pendant vingt-cinq ans. Soit qu'elle prévînt ou qu'elle attendît les desseins de l'Europe, jamais, durant un quart de siècle, elle ne fut au-dessous de la tâche d'un peuple qui se défend contre tous. Il fallut que la nature s'armât contre elle en moissonnant d'un seul coup toutes ses vieilles bandes, et encore n'eût-elle pas succombé, si les circonstances intérieures de sa vie lui eussent laissé la même foi et la même ardeur qu'au commencement de cette gigantesque lutte (1). »

Fig. 42. — Le Français moderne (gravure allemande).

Cependant les armées solides ne s'improvisent pas, et ces volontaires n'auraient pu, malgré leur enthousiasme, résister longtemps à des armées exercées et bien dirigées. Ils avaient le courage et la confiance ; mais ils étaient turbulents, indisciplinés, quelque peu fanfarons, et voulaient apporter au milieu des camps les théories et les allures des clubs. Leurs généraux, officiers de l'ancien régime, n'épargnèrent pas les rigueurs pour les soumettre à une discipline exacte, et Dumouriez écrivait, en parlant des fédérés de Paris, qu'il avait menacés des peines les plus sévères : « Je leur tiendrai parole et ne les raterai pas. Si je ne prenais ce parti, ils ruineraient mon armée et finiraient par me pendre ; ce que je ne suis pas du tout d'humeur à endurer. »

L'armée royale fut là pour repousser le premier choc de la coalition ; ses régiments de ligne encadrèrent et soutinrent les volontaires, qui du premier coup conquirent à Valmy une réputation qu'ils confirmèrent à Jemmapes.

L'armée royale, qui contenait tant de sous-officiers intelligents

(1) Lacordaire, *Oraison funèbre du général Drouot*.

auxquels leur origine plébéienne interdisait tout espoir d'avancement, avec plus de rigueur même à la fin du dix-huitième siècle que sous Richelieu ou Louis XIV, l'armée royale avait accueilli avec enthousiasme les réformes de 1789; elle était bien aussi l'armée de la France nouvelle, et c'est sous sa protection que la jeune armée put se former.

La rapidité avec laquelle les volontaires devinrent de véritables soldats montre bien leur valeur, malgré les justes reproches qu'ils avaient parfois mérités. « Aussi, dit M. de Broglie, les principes de la Révolution vinrent en aide au succès de ses armes, mais ce fut en transformant des armées existantes, non en improvisant par une vertu créatrice que personne ne possède des armées qui n'existaient pas. »

Les volontaires ne suffisant pas, la population de la France « fut mise en réquisition permanente », la levée en masse fut décrétée. Une mesure excellente de Carnot, que l'on appela *l'amalgame,* réunit les nouveaux soldats réquisitionnaires et volontaires avec les anciens régiments. Les régiments furent supprimés et remplacés par les demi-brigades, qui, au lieu de recevoir comme les régiments des noms particuliers de provinces ou de colonels, ne furent plus désignés que par des numéros; peu importait, plusieurs de ces numéros se rendirent bientôt célèbres.

« Ce n'est pas avec des hommes levés à la hâte, dit M. Thiers, que l'on fait des cavaliers, des artilleurs, des sapeurs du génie; mais dans un pays essentiellement militaire, qui a l'orgueil et la tradition des armes, on peut en faire des fantassins. Ces fantassins, incorporés dans les demi-brigades à ce qui restait de la vieille armée, lui apportant leur audace, lui prenant son organisation, se jetèrent d'abord sur l'ennemi en adroits tirailleurs, puis le culbutèrent en le chargeant en masse à la baïonnette. Avec le temps, ils apprirent à manœuvrer devant les armées les plus manœuvrières de l'Europe, celles qui avaient été formées à l'école de Frédéric et de Daun; avec le temps encore, ils fournirent des artilleurs, des cavaliers, des soldats du génie et acquirent la discipline qu'ils n'avaient pas d'abord : conservant, de leur premier élan, l'audace et la mobilité, ils composèrent bientôt la première armée du monde. »

Jusqu'en 1796, c'était l'armée du Rhin qui avait été cette première armée du monde.

« Les soldats français, dit le maréchal Soult, qui était alors sous-lieutenant au ba-

taillon du Haut-Rhin, ne comptaient pas le nombre de leurs ennemis; ils avaient foi en leur propre valeur. Malgré les revers qu'ils éprouvèrent au commencement, les privations qu'ils eurent à supporter, le fréquent remplacement de leurs généraux, la profonde impression que devaient produire sur eux les cris des factions et les déchirements de l'intérieur, toujours au-dessus de leur fortune et de leur situation, ils ne virent que des devoirs à remplir, et, en attirant sur eux les dangers, ils détournèrent les regards du monde des scènes de désolation qui couvraient la surface de la France.

Fig. 43. — Représentation d'une parade de la garde française, à Mannheim, en octobre 1795.
Fac-similé d'une gravure allemande, collection Dubois de l'Étang.

« Les officiers donnaient l'exemple du dévouement. Le sac sur le dos, privés de solde (car ce fut plus tard seulement et lorsque les assignats eurent perdu toute leur valeur, — la solde mensuelle des officiers ne représentant pas plus de 3 francs, — qu'ils reçurent en argent, ainsi que les généraux, huit francs par mois), ils prenaient part aux distributions comme les soldats et recevaient des magasins les effets d'habillement qui leur étaient indispensables : on leur donnait un bon pour toucher un habit ou une paire de bottes. Cependant aucun ne songeait à se plaindre de cette détresse, ni à détourner ses regards du service, qui était la seule étude et l'unique sujet d'émulation. Dans tous les rangs, on montrait le même zèle, le même empressement à aller au delà du devoir : si l'un se distinguait, l'autre cherchait à le surpasser par son courage, ses talents ; c'était le seul moyen de parvenir, la médiocrité ne trouvait point à se faire recommander. Dans tous les états-majors, c'étaient des travaux incessants, embrassant

toutes les branches du service, et encore ils ne suffisaient pas ; on voulait prendre part à tout ce qui se faisait. Je puis le dire, c'est l'époque de ma carrière où j'ai le plus travaillé et où les chefs m'ont paru le plus exigeants ; aussi, quoiqu'ils n'aient pas tous mérité d'être pris pour modèles, beaucoup d'officiers généraux, qui plus tard ont eu à les surpasser, sont sortis de leur école. Dans les rangs des soldats, c'était le même dévouement, la même abnégation.

« Jamais les armées n'ont été plus obéissantes, ni animées de plus d'ardeur ; c'est l'époque des guerres où il y a eu le plus de vertu parmi les troupes. J'ai souvent vu les soldats refuser avant le combat les distributions qu'on allait leur faire et s'écrier : Après la victoire on nous les donnera. »

D'un bout à l'autre de la France, malgré la différence que les mœurs, le sol, les traditions historiques, l'administration, la langue même, mettent entre les diverses provinces, ce patriotisme éclate. Il est le signe le plus noble comme le plus décisif de cette unité nationale qui s'est formée des gloires et des malheurs communs, plus encore que des intérêts, sous la longue direction politique de la royauté française, et par laquelle la France l'emporte alors sur tous ses voisins. Partout on est prêt à de semblables sacrifices, jusque dans les petits pays privilégiés de l'ancien régime, même dans ceux qui, ont plus à perdre qu'à gagner à la constitution nouvelle.

C'est ce que nous voyons, par exemple, dans les vallées des Pyrénées. Au petit village d'Artiguelouve, vivait, à la fin du dix-huitième siècle, un vieil instituteur nommé Bergeron, qui, une vingtaine d'années auparavant, était parti deux fois à pied pour Paris, soit 1.800 kilomètres pour chaque voyage, aller et retour, pour venir au Conseil du roi défendre les intérêts de la commune. Électrisé par le patriotisme et la gloire, il partit pour l'armée en même temps que son fils, apprenti menuisier de dix-huit ans. Ils partaient heureux d'être ensemble ; mais le fils arriva vite sergent, tandis que le père restait simple soldat : un jour le brave homme commit une faute légère, mais publique, contre la discipline et le sergent dut punir le soldat : « Papa, il faut aller à la salle de police. — Oui, mon ami, dit-il, tu as raison ; je te suis. » Le vieil instituteur mourut peu de temps après, d'une maladie causée par les fatigues et les privations. Le fils continua son chemin. On était encore au temps où les officiers étaient nommés à l'élection. Un jour que

l'on devait nommer un officier, Bergeron, ayant une affaire, demanda à son lieutenant la permission de s'absenter, ce que l'officier accorda bien volontiers. Mais un camarade l'arrête : « Tu t'en vas? et c'est toi qu'on veut nommer! Ton officier te laisse partir parce qu'il espère en faire nommer un autre; mais nous te voulons, il faut que tu restes. » Il resta et fut nommé. Il ne rentra dans son village qu'après la fin de l'Empire, lieutenant-colonel et membre de la Légion d'honneur.

Fig. 44. — Suite de la gravure précédente.

Tous ne devaient pas être si heureux; mais peu importait : leur patriotisme était désintéressé. Ce désintéressement se montre avec une admirable simplicité dans le journal du volontaire picard Fricasse, qui a été publié récemment par M. Lorédan Larchey.

Fricasse, comme la plupart de ses compagnons, confond dans un même amour la patrie et la République.

« Tous ceux qui ont perdu la vie dans ce siège (de Charleroi) n'ont donné, au milieu des douleurs les plus aiguës, aucun signe de plaintes. Leurs visages étaient calmes et sereins, leur dernière parole était : Vive la République ! C'est au lit d'honneur qu'il faut voir nos guerriers, pour apprendre la différence qui existe entre les hommes libres et les esclaves. Les valets des rois expirent en maudissant la cruelle ambition

de leurs maîtres, le défenseur de la liberté bénit le coup qui l'a frappé ; il sait que son sang ne coule que pour la liberté, la gloire et pour le soutien de sa patrie. »

A ce même siège, un canonnier s'écriait en mourant sur sa pièce : « Cobourg, Cobourg, avec tes nombreux florins tu n'aurais pas payé une goutte de mon sang; je le verse tout entier aujourd'hui pour la République et pour la liberté. »

« J'ai vu, dit-il ailleurs en parlant du combat de Grand-Reng sur la Sambre, peu de temps avant Fleurus, j'ai vu dans cette affaire des braves républicains couverts de blessures rassembler toutes leurs forces au moment où ils allaient exhaler le dernier soupir et s'élancer pour baiser cette cocarde, gage sacré de notre liberté reconquise. » Aussi le général Chancel pouvait répondre, sans crainte de soulever des murmures, à un soldat du camp de Maubeuge disant qu'il ne demandait pas mieux que de se battre, mais qu'après de grandes fatigues il fallait du repos et de la nourriture : « Sachez, jeune homme, qu'il faut souvent acheter par de longues privations et de longues fatigues l'honneur de combattre et de mourir pour son pays. »

Il n'y a pas cependant que des républicains convaincus dans les armées; mais ceux qui n'aiment pas le gouvernement nouveau n'en font pas moins leur devoir. Gouvion Saint-Cyr rend un témoignage honorable des officiers nobles qui servaient avec les autres et qu'un décret de la Convention, funeste à bien des égards, exclut de l'armée.

« Il faut convenir, dit-il, que les militaires de cette classe pouvaient difficilement continuer à servir dans les armées de la République, à cause des attaques auxquelles ils étaient continuellement en butte et des persécutions des représentants aux armées, qui étaient alors choisis parmi les députés de la Montagne, les fanatiques de l'époque. La plupart de ces officiers servaient cependant avec zèle et fidélité, et s'ils n'étaient pas plus instruits, ils ne l'étaient pas moins que les autres. Le mérite de la fidélité était d'autant plus grand pour eux qu'ils soutenaient la cause d'une révolution principalement dirigée contre leurs privilèges. »

La même fidélité se montrait aussi chez ceux que la Révolution avait blessés dans leurs croyances et dans leur foi, comme le montrent les intéressants *Souvenirs d'un abbé, volontaire de la République,* publiés par M. Ernouf.

L'abbé Cognet quitte le séminaire et s'engage pour assurer la sécurité de sa famille. Une fois soldat, non seulement il accomplit son devoir avec exactitude, mais avec un entrain qu'anime l'amour de la patrie et même l'amour du drapeau et du régiment. Son congé fini, malgré l'avancement brillant qui s'ouvre devant lui, il revient à ses études, réalise le pieux projet qu'il n'a jamais abandonné et meurt chanoine de Soissons. « C'est une figure originale, dit M. Ernouf, que celle de ce volontaire de la République française, qui ne craint pas plus de s'agenouiller dans une église profanée que de braver la mitraille, et qui, portant toujours sur lui le *Nouveau Testament,* n'en combat que plus vaillamment sous le drapeau tricolore. »

Fig. 45. — Officier et soldats d'infanterie. D'après un recueil d'uniformes à la Bibliothèque nationale.

On trouve cet élan patriotique même hors des champs de bataille, chez ceux qui n'ont pas l'excitation des armes et le sentiment d'un dévouement utile pour leur faire oublier leurs griefs. L'helléniste allemand Hase, lorsqu'il vint en France, à la fin du Directoire, en fut frappé. « Mon hôte, écrit-il de Verdun, est un zélé dévot, surtout un ennemi de la République; néanmoins lui et sa femme se réjouirent énormément quand ils virent que j'étais instruit de la marche de la guerre et des faits de l'armée. La Révolution nous a appauvris, disaient-ils, mais les armées se sont bien comportées; elles ne se sont pas battues pour la République, mais pour la patrie. Vivent nos demi-brigades. » Quelle que soit l'opinion que l'on professe sur cette période si troublée et encore si discutée, on peut hardiment redire avec ces braves gens : Vivent nos demi-brigades. « Le patriotisme, en effet, dit Gouvion Saint-Cyr, suppléa à tout; lui seul nous a donné la victoire, et la victoire a pourvu à nos plus indispensables besoins. »

Jamais ce patriotisme ne fut plus pur que dans l'armée de Sambre-et-Meuse et dans l'armée du Rhin. Jamais l'abnégation ne fut poussée plus loin, abnégation de tout bien-être, abnégation de la fortune, abnégation de l'ambition et même de la gloire. Plus encore qu'à l'armée d'Italie, on voit les grades refusés par ceux à qui ils sont offerts et qui seraient les plus capables de les remplir, mais ne s'en croient pas dignes. Jomini, comme H. de Sybel lui-même, si souvent prévenu contre nous, rendent justice à ceux qu'on appelait les Spartiates du Rhin.

« Malgré leur misère, dit Jomini, jamais les soldats ne coururent à la victoire plus gaiement et sans commettre moins d'excès. Des volumes entiers ne suffiraient pas pour consacrer tous les actes d'héroïsme ou de désintéressement qui les immortalisèrent. L'histoire racontera, par exemple, avec quelle résignation de paisibles citoyens arrachés à leurs foyers, transformés en soldats par une loi, après avoir bivouaqué un mois entier dans le terrible hiver de 1794, sans bas, sans souliers, privés des vêtements les plus indispensables et forcés de se couvrir avec quelques tresses de paille, franchirent les fleuves glacés et pénétrèrent enfin dans Amsterdam, sans commettre le moindre désordre. Cette cité, fameuse par ses richesses, et qui devait s'attendre à moins de ménagements, vit avec une juste admiration des bataillons de ces braves à demi nus entrer triomphants dans ses murs au son d'une musique guerrière, placer leurs armes en faisceaux et bivouaquer pendant plusieurs heures sur la place publique au milieu de la neige et de la glace, en attendant avec résignation, sans laisser échapper un murmure, qu'on pourvût à leurs besoins et à leur casernement. »

Depuis 1794, la situation matérielle de cette armée s'était améliorée, et le gouvernement s'était beaucoup plus occupé de pourvoir à ses besoins qu'à ceux de l'armée d'Italie.

« Les soldats de l'armée d'Allemagne envoyés en Italie sous le commandement de Bernadotte et de Delmas, mieux pourvus, mieux vêtus, moins républicains dans leurs habitudes, méprisèrent, dit Ph. de Ségur, la tenue méridionale, irrégulière et négligée des soldats, la plupart gascons et toujours en mouvement, de Bonaparte. On eût cru d'abord voir deux armées étrangères l'une à l'autre. La différence des provinces où elles avaient été recrutées, celle des climats, des peuples, et des mœurs au milieu desquels l'une et l'autre avaient combattu, enfin l'allure des chefs qui les avaient commandées peuvent expliquer cette dissemblance. L'humeur ambitieuse et insubordonnée de Ber-

nadotte envenima ces dispositions. La mésintelligence éclata par les dénominations opposées de *Messieurs* et de *Citoyens,* qu'on se donna réciproquement, et par de sanglants duels. Une menace d'Augereau et un avertissement sévère de Masséna, devant lequel ploya Bernadotte, firent cesser ce désaccord. Bonaparte y ajouta d'autres précautions; il sépara les deux divisions nouvelles : l'une fut envoyée au loin, à

Fig. 46. — « L'ennemi ne se doute pas que nous sommes là; il est sept heures, nous le surprendrons demain à quatre heures du matin. » D'après une lithographie de Raffet.

l'aile gauche, l'autre à l'aile droite. Après quoi, s'emparant de l'esprit de ces nouveaux soldats, il s'aida de la présence de l'ennemi et changea leur jalousie en émulation de gloire. »

A la bataille du Tagliamento, Bernadotte disait à ses soldats au moment où ils allaient entrer en ligne : « Mes amis, souvenez-vous que vous êtes de l'armée de Sambre-et-Meuse et que l'armée d'Italie vous regarde. »

En effet, moins d'un mois après la signature du traité de Tolentino, Bonaparte devait encore se préparer à combattre. Les succès décisifs

de l'Autriche sur le Rhin permettaient à celle-ci d'envoyer de nouvelles troupes en Italie et de mettre à leur tête son meilleur capitaine, l'archiduc Charles.

Né à Florence en 1771, lorsque son père, qui devait être l'empereur Léopold II, n'était encore que souverain de la Toscane, l'archiduc Charles se trouvait être le plus jeune général en chef de l'Europe, et peu de militaires dans l'histoire avaient été victorieux à son âge. Sa situation s'expliquait en partie par son origine; mais, parmi les vieux officiers dont sa naissance l'avait fait si promptement le chef, aucun ne pouvait se plaindre de cette subordination, tant sa supériorité était indiscutable. A une bravoure intrépide, dont il avait fourni des preuves à Jemmapes, à Nerwinde, à Fleurus, il joignait un esprit éclairé et lucide, une instruction solide et variée, une élévation morale et un sang-froid dont il avait donné la mesure dans la belle campagne qu'il venait de faire en Allemagne.

Ainsi l'Autriche était amenée par les circonstances à envoyer toutes ses forces s'user successivement en Italie contre les seules troupes de Bonaparte. L'archiduc Charles comptait couvrir les trois routes qui de la Vénétie conduisent sur Vienne : Laudon, avec 15.000 hommes, gardait le haut Adige et le col du Brenner. Lusignan, avec 8.000, la route du col de Tarvis. La plus grande partie de l'armée, 25.000 hommes, sous le commandement de l'archiduc Charles lui-même, devait défendre le col d'Adelsberg et la route de Trieste.

Bonaparte remarqua que l'archiduc aurait dû placer de préférence le gros de ses forces dans le Tyrol, afin de pouvoir recevoir plus promptement les nouveaux renforts qu'on lui envoyait de Vienne. Mais le général autrichien était gêné par les instructions du haut conseil de la guerre de Vienne. Cette institution était encore toute-puissante et François II s'obstinait à ne pas voir qu'elle avait été bien souvent la cause des défaites de ses armées. Sans parler des leçons de l'expérience, les conseils autorisés n'avaient pas manqué à l'Autriche sur ce point.

Frédéric écrivait dans les *Mémoires de Brandebourg,* à propos de la campagne de Turenne en Alsace : « Les généraux français, presque souverains dans leurs armées,

s'abandonnaient à la libre impulsion de leur génie. Ils profitaient de l'occasion lorsqu'elle se présentait, au lieu que les ennemis la perdaient souvent par l'envoi de courriers qui demandaient à l'empereur la permission d'entreprendre des choses qui n'étaient plus faisables à leur retour. A Vienne, les ministres, qui n'étaient que des politiques, dressaient, dans la retraite de leur cabinet, des projets de campagne qui n'étaient point militaires, et ils prétendaient mener les généraux par la lisière dans une carrière où il faut voler pour la remplir. »

Fig. 47. — « Il est défendu de fumer, mais vous pouvez vous asseoir. » D'après une lithographie de Raffet.

Ces paroles étaient encore d'application à la fin du dix-huitième siècle, même après les victoires de Bonaparte. Pendant la deuxième coalition, le général russe Souwaroff, qui était venu joindre en Italie ses troupes à celles des Autrichiens, ne pouvait comprendre cette manière de faire la guerre. Il s'indignait des lenteurs que le *Kriegshofrath* de Vienne imposait aux généraux et, reprenant à sa manière les critiques de Frédéric II, « Savoir vaincre, bon, disait-il, mais être toujours battu n'est pas malin. L'empereur veut que lorsqu'il y a à livrer bataille demain je m'adresse préalablement à Vienne. Les circonstances de la guerre changent rapidement ; on ne peut s'astreindre à un plan déterminé ; la fortune vole comme l'éclair, il faut saisir l'occasion par les cheveux, elle ne revient pas. »

Donc l'archiduc Charles, quoique ayant placé ses principales forces

au sud, c'est-à-dire dans la partie du théâtre de la guerre la plus éloignée du Rhin, comptait cependant être rejoint par ses renforts avant que Bonaparte reprît l'offensive. On était encore en hiver et les ingénieurs militaires autrichiens parcouraient les débouchés des Alpes Noriques et Juliennes et faisaient les projets des fortifications qu'on y élèverait dès que la fonte des neiges le permettrait.

Bonaparte ne leur en laissa pas le temps. Reprenant le mot de César : « Jusqu'ici, dit-il, nous avons combattu des armées sans généraux, allons combattre un général sans armée. » Cependant il n'avait pas encore la supériorité numérique, car il avait dû diviser ses forces. Il se méfiait à juste titre des dispositions de Venise : quant au Tyrol, c'était un des pays les plus dévoués à l'Autriche. Il fut obligé de laisser 20,000 hommes sous Kilmaine pour surveiller et contenir la Vénétie. Le général Joubert, dont Bonaparte estimait le caractère autant que les talents, et qui était celui de ses lieutenants qu'il jugeait le plus capable de diriger des opérations distinctes, fut chargé, avec 20,000 hommes, de se diriger sur le Tyrol pour rejeter Laudon jusqu'au col du Brenner. Là, suivant les circonstances, il franchirait le col, ou, tournant à gauche, remonterait le Rienz et entrerait dans le bassin du Danube, non plus par la vallée de l'Inn, mais par les sources de la Drave, en franchissant le col de Toblach. Masséna, avec 10,000 hommes, fut opposé à Lusignan. Il devait, par Feltre et Bellune sur la Piave, gagner la vallée supérieure de l'Izonzo. Bonaparte lui-même, avec 25,000 hommes, suit la grande route parallèle à la mer, de Venise à Goritz.

« L'archiduc s'était placé sur le Tagliamento et essaya de le défendre à Valvasone, 16 mars 1797. Mais il fut battu et rejeté derrière l'Isonzo : Bonaparte s'empara de Palmanova. En même temps, Masséna écrasa Lusignan, se rabattit de Bellune sur Osopo, prit cette place et marcha par Ponteba sur le col de Tarvis. Alors le prince Charles dirigea son aile droite, son artillerie et ses bagages sur Udine, Caporetto et Chiusa di Pletz, pour gagner le col de Tarvis avant que Masséna y fût arrivé; lui-même voulait garder le bas Izonzo pour couvrir Trieste. Mais Masséna s'empara du col de Tarvis; en même

temps Bonaparte prit Gradisca, passa l'Isonzo et se mit à la poursuite de l'aile droite autrichienne que Masséna attendait. L'archiduc, coupé de son aile droite et ne pouvant remonter la rive gauche de l'Isonzo, que borde la masse des Alpes Carniques, fut forcé de gagner à la hâte le col d'Adelsberg, poursuivi par Bernadotte, et il arriva à Laybach. De là il courut de sa personne à Villach, où venaient d'arriver deux

Fig. 48. — Bataille et passage du Tagliamento, le 26 ventôse an V.
Dessiné par Carle Vernet, gravé par Duplessis-Bertaux.

divisions envoyées sur le Rhin : il les porta sur le col de Tarvis pour en chasser Masséna et rouvrir la route à son aile droite; mais il fut battu et rejeté sur Villach, où il rejoignit le reste de son armée (24 mars). Alors l'aile droite, prise en tête et en queue par Masséna et Bonaparte, essaya vainement de résister : elle fut enfoncée et perdit six mille hommes, trente canons et quatre cents voitures. » (Lavallée.)

Bonaparte entre à Villach et à Klagenfurth pendant que l'aile droite de l'armée française, avec Bernadotte, occupait Trieste et Laybach. C'est à Klagenfurth que Joubert vient le rejoindre. La confiance de Bonaparte n'avait pas été trompée. Joubert avait battu Laudon sur

le Lavis, à Neumark, à Clausen et l'avait poussé jusqu'au pied du Brenner. Mais le Tyrol et la Vénétie se soulevaient derrière lui. La rapidité avec laquelle Bonaparte avait repris l'offensive en Italie faisait qu'une nouvelle armée du Rhin, que le Directoire avait formée et placée sous le commandement de Hoche, était encore sur la rive gauche du fleuve. Au lieu de poursuivre sa route vers le nord, Joubert tourna à droite par le Pusterthal. Cette campagne fut son principal titre militaire. Le 10 avril il écrivait à son père :

« Je suis sorti vainqueur du Tyrol. On aura peut-être fait courir le bruit que j'y ai succombé avec toutes mes troupes, parce que j'ai interrompu de suite toutes mes communications avec Trente et que, laissant un corps ennemi derrière moi, je me suis jeté au milieu des gorges, à travers une multitude de paysans armés, pour forcer les passages et faire ma jonction avec le général Bonaparte, qui est aux portes de Vienne. Mon projet a réussi ; je fais à présent l'arrière-garde, j'espère bientôt faire une aile de son armée. Pendant vingt-quatre heures je me suis vu sous le fer homicide des Tyroliens levés en masse, et pendant une marche de vingt lieues dans les pays les plus terribles ; je les ai contenus. Ma marche est quelque chose d'extraordinaire ; avec Bonaparte peut-on faire autre chose ? Puissent tant d'efforts héroïques nous amener la paix. »

La jonction de Joubert et de Bonaparte à Klagenfurth ouvrait aux Français la route de Vienne. La cour impériale d'Autriche abandonna même la capitale : les jeunes archiducs et archiduchesses furent envoyés en Hongrie. Parmi les princesses qui fuyaient devant l'armée de Bonaparte se trouvait, comme l'a remarqué Napoléon lui-même, l'archiduchesse Marie-Louise, alors âgée de cinq ans, et qui fut depuis l'impératrice des Français.

Bonaparte écrivit de Klagenfurth à l'archiduc Charles la lettre suivante :

« *Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, à l'archiduc Charles,*
« *commandant l'armée autrichienne.*

« Quartier général de Klagenfurth, 31 mars 1797 (an V, 11 germinal).

« Monsieur le général en chef,

« Les braves militaires font la guerre et désirent la paix ; celle-ci ne dure-t-elle pas depuis six ans ? Avons-nous tué assez de monde et causé assez de maux à la triste

humanité ? Elle réclame de tout côté. L'Europe, qui avait pris les armes contre la République française, les a déposées. Votre nation reste seule, et cependant le sang va couler encore plus que jamais. Cette campagne s'annonce par des présages sinistres. Quelle qu'en soit l'issue, nous tuerons de part et d'autre quelques milliers d'hommes de plus, et il faudra bien que l'on finisse par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses.

« Le Directoire exécutif de la République française avait fait connaître à S. M. l'Empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples ; l'intervention de la cour de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre, et

Fig. 49. — Préliminaires de la paix de Léoben. Tableau de Lethière, musée de Versailles.

faut-il pour les intérêts ou les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre que nous continuions à nous entr'égorger ?

« Vous, Monsieur le général en chef, qui, par votre naissance, approchez si près du trône et êtes au-dessus de toutes les petites passions qui animent souvent les ministres et les gouvernements, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière et de vrai sauveur de l'Allemagne ? Ne croyez pas, Monsieur le général en chef, que j'entende par là qu'il ne soit pas possible de la sauver par la force des armes. Mais dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, Monsieur le général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus fier de la couronne civique que je me trouverais avoir méritée, que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires.

« Je vous prie de croire, Monsieur le général en chef, aux sentiments d'estime et de considération distinguées avec lesquels je suis, etc. « BONAPARTE. »

Mais une dernière position défensive restait à l'archiduc Charles, la ligne des Alpes de Styrie, qui ne présente qu'un seul passage important, le col de Neumark, l'ancienne Noreia, où avait eu lieu, en 140 avant J.-C., le premier choc des Romains et des invasions germaines.

L'archiduc voulut y tenter un dernier effort. Il avait été rejoint par quatre divisions ; mais que faire avec des troupes, braves il est vrai, mais découragées, contre les Français où tout contribuait à amener des merveilles ? Les soldats de la 2e légère, qui venaient du Rhin, piqués de s'entendre appeler *le contingent,* par allusion aux troupes des petits princes germaniques qui n'avaient pas une réputation militaire bien relevée, défièrent les vieux soldats de l'armée d'Italie d'aller aussi vite et aussi loin qu'eux et abordèrent au pas de charge la première ligne ennemie. Pour gagner quelques jours, l'archiduc essaya encore vainement de défendre la position d'Unzmark (3 avril). On se battit au milieu des nuages dans des gorges épouvantables.

Le 7, Bonaparte était à Léoben. L'archiduc Charles se décida à lui envoyer son chef d'état-major, Bellegarde, pour traiter d'une suspension d'armes. Bonaparte signa avec l'Autriche les préliminaires de Léoben sur les bases que devait confirmer le traité de Campo-Formio, et où il était déjà convenu que l'Autriche s'indemniserait de ses pertes aux dépens du territoire vénitien. Il avait signé ces préliminaires sans avoir les pouvoirs, que possédait seul le général Clarke, chargé par le Directoire des négociations avec l'Autriche. Mais Clarke était à Turin, et Bonaparte ne l'attendit pas. Il savait combien la paix était désirée par la France, et même par l'armée. Il savait que ce rôle de pacificateur contribuerait au moins autant que ses victoires à sa popularité. Croyant faire quelque chose d'agréable au général en chef français, les plénipotentiaires autrichiens avaient mis pour premier article du traité que l'empereur reconnaissait la République française ; mais Bonaparte fit effacer cette déclaration : « La République, dit-il, est comme le soleil, qui luit de lui-même ; les aveugles seuls ne le voient pas. » Il ajoute dans ses Mémoires cette réflexion caractéristique : « Cette reconnaissance était nuisible : car si, un jour, le peuple français voulait faire une monarchie, l'empereur pouvait dire qu'il avait reconnu la République. »

Ainsi se terminait, au pied du Sœmering, cette campagne commencée un an auparavant dans le bassin du Var.

« Là où l'Empereur a été le plus grand, disait en 1809 le général Lasalle à Rœderer, c'est à la guerre d'Italie. Là il était un héros, à présent c'est un Empereur. En Italie, il n'avait que peu d'hommes, presque sans armes, sans pain, sans souliers, sans argent, sans administration, point de secours de personne ; l'anarchie dans le gouvernement, une petite mine, une réputation de mathématicien et de rêveur; point encore d'actions pour lui ; pas un ami ; regardé comme un ours parce qu'il était toujours seul à penser. Il fallait tout créer ; il a tout créé. Voilà où il est le plus admirable. Depuis qu'il est Empereur, il dispose de tant de forces que ce n'est plus la même difficulté. »

Aussi cette campagne d'Italie est-elle restée peut-être la plus populaire. Cette impression qu'elle laissa dans l'esprit du peuple, comme dans celui des soldats, a été rendue avec une véritable puissance de création dans le récit de la vie de Napoléon fait par un vieux soldat, dans le *Médecin de campagne,* de Balzac. Ce n'est pas là une page d'histoire, à proprement parler, mais c'est un document historique au même titre que les dessins de Charlet ou de Raffet :

« Pour lors, nous tombe un tout maigrelet général en chef à l'armée d'Italie, qui manquait de pain, de munitions, de souliers, d'habits, une pauvre armée nue comme un ver. « Mes amis, qui dit, nous voilà ensemble. Or, mettez-vous dans la boule que « d'ici à quinze jours vous serez vainqueurs, habillés à neuf, que vous aurez tous « des capotes, de bonnes guêtres, de fameux souliers ; mais, mes enfants, il faut « marcher pour aller les prendre à Milan, où il y en a. » Et l'on a marché.

« Le Français, écrasé, plat comme une punaise, se redresse. Nous étions trente mille va-nu-pieds contre quatre-vingt mille fendants d'Allemands, tous beaux hommes, bien garnis, que je vois encore. Alors, Napoléon, qui n'était encore que Bonaparte, nous souffle je ne sais quoi dans le ventre. Et l'on marche la nuit, et l'on marche le jour, l'on te les tape à Montenotte, on court les rosser à Rivoli, Lodi, Arcole, Millésimo, et on te les lâche pas. Le soldat prend goût à être vainqueur. Alors Napoléon vous enveloppe ces généraux allemands, qui ne savaient où se fourrer pour être à leur aise, les pelote très bien, leur chippe quelquefois des dix mille hommes d'un seul coup en vous les entourant de quinze cents Français qu'il faisait foisonner à sa manière. Enfin leur prend leurs canons, vivres, argent, munitions, tout ce qu'ils avaient de bon à

prendre, vous les jette à l'eau, les bat sur les montagnes, les mord dans l'air, les dévore sur terre, les fouaille partout. Voilà des troupes qui se remplument ; parce que, voyez-vous, l'Empereur, qui était aussi un homme d'esprit, se fait bien venir de l'habitant, auquel il dit qu'il est arrivé pour le délivrer. Pour lors, le pékin nous loge et nous chérit, les femmes aussi, qu'étaient des femmes très judicieuses. Fin finale, en ventôse 96, qu'était dans ce temps-là le mois de mars d'aujourd'hui, nous étions acculés dans un coin du pays des marmottes ; mais après la campagne, nous voilà maîtres de l'Italie, comme Napoléon l'avait prédit, et au mois de mars suivant, en une seule année et deux campagnes, il nous met en vue de Vienne : tout était brossé. Nous avions mangé trois armées successivement différentes, et dégommé quatre généraux autrichiens, dont un vieux qui avait des cheveux blancs, et qui a été cuit, comme un rat dans les paillassons, à Mantoue. Les rois demandaient grâce à genoux ! »

Le jour même où la convention de Léoben était signée (18 avril), Hoche et la nouvelle armée de Sambre-et-Meuse, qui s'étaient mis en mouvement le 16, gagnèrent la grande bataille de Neuwied, où les Autrichiens perdirent 6,000 hommes tués ou blessés et sept drapeaux. Ils remportaient une nouvelle victoire à Heddersdorf et franchissaient la Lahn (20 avril). Le lendemain, ils étaient à Francfort.

De son côté, Moreau, avec l'armée de Rhin-et-Moselle, avait franchi le Rhin, gagné le combat de Diersheim, repris Kehl, et pénétré jusqu'au delà de la Renchen. Il allait se joindre à Hoche, lorsque les préliminaires de Léoben les arrêtèrent. Ces victoires devenaient donc inutiles pour la France.

Bonaparte s'était hâté de retourner en Italie. L'oligarchie vénitienne avait cru aux bruits que répandait Laudon. Le général autrichien, resté maître du haut Adige après que Joubert l'avait quitté, faisait croire que le Tyrol avait été le tombeau des Français et qu'il débouchait de Trente en Italie avec 60,000 hommes. Venise organisa une formidable insurrection sur les derrières de l'armée française. 20,000 montagnards, 10,000 Esclavons furent bientôt en armes et s'unirent à Laudon. On égorgea les Français isolés dans les rues ; les malades et les blessés dans les hôpitaux ne furent pas épargnés (15 avril). Kilmaine eut grand'peine à rassembler ses troupes ; il dut livrer une bataille pour rentrer dans Vérone et délivrer la garnison.

A la première nouvelle des troubles, Bonaparte avait envoyé son

aide de camp Junot à Venise avec une lettre de menaces. « Vous serez-vous imaginé que vous êtes encore au siècle de Charles VIII? » disait-il en faisant allusion à la ligue de Venise qui avait obligé le roi de France à abandonner sa conquête de Naples. Le sénat désa-

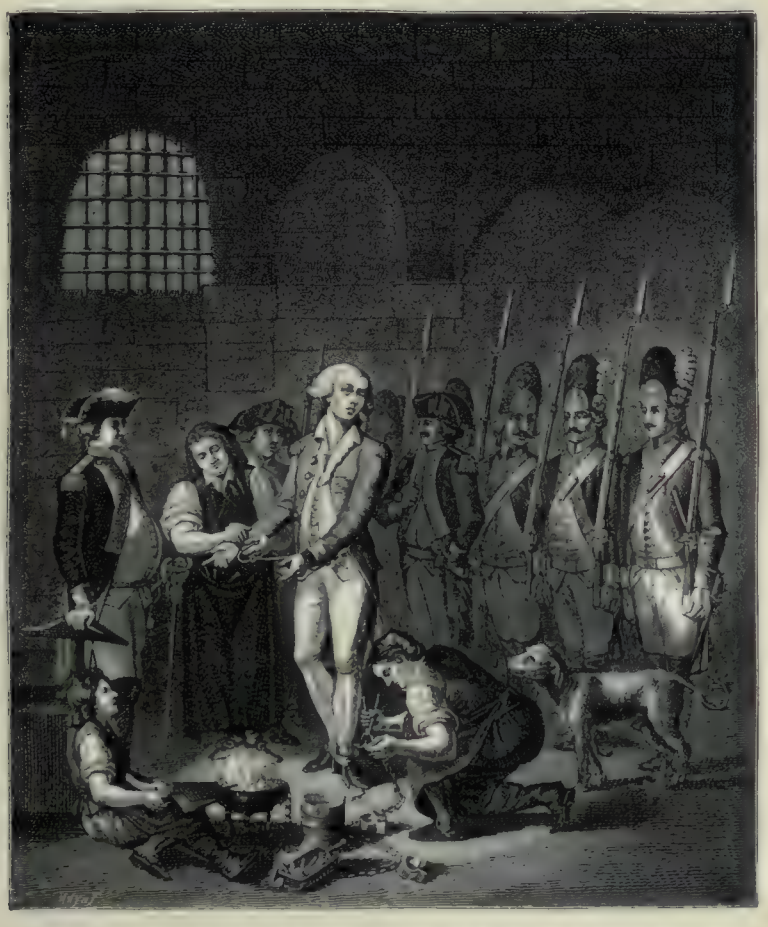


Fig. 50. — Lafayette en prison à Olmütz. D'après une gravure de la collection Hennin.

voua les massacres qu'il avait si perfidement préparés; mais quelques jours après (23 avril), un petit bâtiment français, s'étant réfugié dans le port de Venise, fut, sans aucune déclaration de guerre, criblé de boulets par toutes les batteries du Lido, et son équipage massacré. Il n'y avait plus aucun ménagement à garder. Le 16 mai, le général Baraguey d'Hilliers entrait à Venise, où il était appelé

d'ailleurs par le parti démocratique, qui était dans la sujétion la plus complète. Philippe de Comines remarquait qu'il n'existait pas de gouvernement au monde où le peuple tînt moins de place qu'à Venise. Il n'y avait donc entre la République vénitienne et la République française qu'une similitude de noms. Après l'entrée des Français, Venise conserva son titre de République, mais avec un gouvernement démocratique.

Venise était déjà sacrifiée dans l'esprit de Napoléon, mais il chercha à organiser le reste de l'Italie et à en faire une nation. Un mouvement démocratique avait eu lieu à Gênes. Il avait été comprimé par le Sénat; mais l'appui de Bonaparte rendit le pouvoir à la démocratie. La République ligurienne succéda à la République de Gênes. Le gouvernement fut réorganisé avec un pouvoir législatif analogue à celui de la France et un pouvoir exécutif composé de douze membres sous la présidence d'un doge.

Déjà les Républiques transpadane et cispadane se sont formées à mesure que les Français ont refoulé les Autrichiens. Elles se réunissent (29 juin 1797) pour former la République cisalpine. Bonaparte se montre alors véritable fondateur d'empire. Lois, constitutions, perspicacité dans le choix des hommes, ménagements habiles pour les diverses classes élevées, prêtres, lettrés, nobles mêmes, conciliés avec une organisation démocratique, il ne néglige rien. La nouvelle République reçoit, comme la République ligurienne, une constitution analogue à celle de la France; elle a bientôt des finances et une armée régulières. L'impulsion donnée ainsi à l'Italie fut puissante : elle a survécu au rétablissement de la prépondérance autrichienne en 1815 et préparé les événements contemporains.

« En quelques mois, dans les écoles, dans les rues, dans les salons, jeux des enfants, éducation, usages, modes, esprit public enfin, tout fut changé! Au théâtre, il en fut de même. Dans la haute société, les femmes avaient imposé jusque-là des mœurs efféminées, mais à l'appel de Bonaparte, à la vue des jeunes guerriers français qui l'environnaient, devenues martiales, il fallut désormais devenir guerrier pour leur plaire. Dès lors, chez la jeunesse italienne, les oisives

et tendres langueurs furent remplacées par des exercices militaires, les chants d'église ou d'amour par des chants de guerre. »

Bonaparte fut aussi appelé à régler le sort de la Valteline, cette célèbre vallée supérieure de l'Adda qui avait si souvent occupé la politique européenne. Les habitants de la Valteline, italiens de langage et de race, relativement riches et éclairés, étaient encore traités en pays conquis, opprimés et exploités par les Grisons protestants pauvres et grossiers. Révoltés en mai 1797, ils adressèrent un manifeste aux puissances; puis ils sollicitèrent les secours de Bonaparte pendant que les Grisons lui demandaient de leur côté de les aider à faire rentrer les Valtelins dans l'obéissance.

En principe, le gouvernement de Milan était investi du droit de garantie de la Valteline. Bonaparte pouvait être considéré alors comme représentant le gouvernement de Milan. Il proposa aux deux parties de s'arranger à l'amiable en formant une quatrième ligue grise avec la Valteline. Les Grisons refusèrent avec indignation cette proposition modérée et juste. Bonaparte cita les deux parties à comparaître devant lui. Les Grisons n'envoyèrent point de députés pour défendre leurs droits. Bonaparte obéissant aux vœux unanimes des Valtelins, les réunit à la République cisalpine. C'est depuis lors que ce petit pays a toujours suivi le sort du Milanais. En même temps, les Français continuaient de s'affirmer sur l'Adriatique. Au mois d'août, Bonaparte fait occuper les îles Ioniennes. Dans la lettre où il annonce cette conquête au Directoire, il rappelle que l'île de Corfou, qu'il appelle Corcyre, fut le séjour de la princesse Nausicaa, et il ajoute « que le citoyen Arnaud a été chargé de planter le drapeau tricolore sur les débris du palais d'Ulysse ». Ces souvenirs classiques, cette foi en Homère, sont bien d'un contemporain du peintre David.

Au voisinage des troupes françaises, les esprits commencent à s'agiter dans la Grèce, courbée sous un despotisme de plus de trois siècles. Une correspondance s'établit entre Bonaparte et les chefs maïnotes, et il fut aussi en relations avec le poète Rhigaz.

Bonaparte était également attentif à ce qui se passait à Paris. Le

Directoire était en hostilité avec la majorité des Conseils, qui voulaient établir un gouvernement plus régulier, plus moral, plus stable, et mettre fin à l'état révolutionnaire. Cette opposition fut arrêtée par le coup de force du 18 fructidor. Nous nous bornerons à indiquer le caractère de cet événement et le rôle qu'y joua Bonaparte. Le grand mouvement d'opinion qui se déclarait alors contre le gouvernement directorial n'avait rien de royaliste en principe; il n'avait pas pour but de rétablir les Bourbons, pas même d'abolir directement la constitution de l'an III. Il pouvait réunir tous ceux qui voulaient un gouvernement ferme et modéré, arrêtant la Révolution, sans détruire ce qu'elle avait fait d'utile, et s'occupant avec des chances d'avenir de relever la France. Une partie du Directoire, non seulement l'ancien royaliste Barthélemy, mais encore le régicide Carnot, voulaient contribuer à son succès. Le protégé de Carnot, Bonaparte, aurait pu s'entendre avec la majorité des Conseils pour renverser, ou soumettre aux projets que l'on poursuivait, la majorité du Directoire. Mais l'attitude des royalistes qui s'y mêlèrent, leurs prétentions surannées, leurs arrière-pensées, en détachèrent les hommes qui pouvaient faire réussir l'entreprise et qui, tels que Carnot, n'en furent pas moins compris dans la proscription.

Vaublanc, Fiévée, Ramel et la plupart des contemporains, disent clairement ou laissent entrevoir le véritable caractère de ces événements, caractère qui rend encore plus odieuses les mesures prises par les trois directeurs, en opposition formelle avec la volonté nationale. Une seule citation suffira à le montrer.

« Les triumvirs, dit Ramel, et les représentants des triumvirs me diront peut-être que j'avoue moi-même que la liberté a été en danger à l'époque du 18 fructidor; je suis loin de vouloir le nier. Mais la constitution était une sauvegarde; il fallait citer les coupables devant la haute cour nationale et non les déporter arbitrairement. Il fallait surtout ne pas confondre ceux qui ne s'étaient jamais vus et étaient diamétralement opposés d'opinion. Qu'avais-je de commun avec MM. Brotier et Lavilheurnois? A Londres, l'on dit que c'est moi qui les ai dénoncés; dans ce temps vous me faites conspirer avec

eux; la vérité est que je n'ai vu ces messieurs, pour la première fois, que dans la voiture qui nous déporta à Cayenne. »

Un fait qui montre bien aussi la confusion qui existait alors dans les esprits au point de vue politique, c'est que Mme de Staël poussa plus que personne au coup d'État. « Elle ne voyait sans doute dans cette lutte, dit La Valette, que le triomphe de ses opinions, je dirais volontiers de ses sentiments politiques, et je suis persuadé qu'elle n'avait pas prévu les proscriptions cruelles qui accablèrent le parti vaincu ; mais je n'ai jamais vu une telle chaleur à les poursuivre, et il faut avouer que l'absence de réflexion peut seule expliquer qu'elle ait pris parti avec tant d'éclat pour des hommes qui foulaient aux pieds la liberté et la représentation nationale, les deux plus chers objets de son culte. A cette époque, elle portait jusqu'à l'enthousiasme son admiration pour le général Bonaparte. » Bonaparte allait justement jouer en ces circonstances un rôle décisif dans le sens que désirait Mme de Staël.

En effet, les agents royalistes semblant prendre la haute main dans les intrigues ourdies contre le Directoire, il n'était ni de l'intérêt ni du goût de Bonaparte de s'y associer. Son ambition était dès lors d'accord avec les convictions de son armée. Depuis quelques semaines déjà, il avait entre les mains des papiers importants qu'il avait pris à Vérone dans les bagages d'un émigré, le comte d'Entraigues.Ce personnage, espèce d'aventurier, après avoir été révolutionnaire exalté, s'était mis aux gages de Louis XVIII, et devait périr, en 1812, d'une façon tragique, assassiné par des voleurs, ainsi que sa femme, la célèbre chanteuse Saint-Huberti. Bonaparte n'hésita plus, il envoya son aide de camp, La Valette, à Paris et communiqua les papiers du comte d'Entraygues au Directoire, qui y trouva, sinon les indications d'un complot qui n'était pas encore formé, du moins les noms de ses adversaires les plus directs et des agents les plus dangereux du parti royaliste.

Hoche n'avait pas hésité à se mettre à la disposition du Directoire pour agir contre les Conseils. L'article 69 de la constitution de l'an III défendait au Directoire de « faire passer ou séjourner aucun corps de troupes dans la distance de 6 myriamètres de la commune où le Corps législatif tient ses séances, si ce n'est sur sa réquisition ou avec son autorisation ». Il n'y avait à Paris d'autres troupes que la garde constitutionnelle du Directoire, et son chef, Ramel, ne se serait pas prêté

à un acte de violence. Hoche se mit en mouvement vers la capitale avec quinze mille hommes ; mais les Conseils ayant appris qu'il était à la Ferté-Alais, à une distance interdite par la constitution, venaient de le mettre hors la loi ; il recula. Le Directoire s'adressa à Bonaparte. Ce général avait fait célébrer le 14 juillet avec une grande pompe, prononçant à cette occasion une proclamation toute jacobine, où il faisait entendre des paroles qui s'accordaient mal avec sa conduite en Italie. Il s'y élevait avec une rare violence contre ces émigrés et ces prêtres, qui sont l'opprobre de la nation et l'exécration du genre humain : « Tremblez, traîtres, disait-il; de l'Adige à la Seine il n'y a qu'un pas, et le prix de vos iniquités est au bout de nos baïonnettes. » Il répondit à la demande du Directoire en lui envoyant Augereau, le faubourien de Paris. Il débarrassait avec plaisir son armée « d'un factieux digne de Babeuf », qui cherchait à y jeter le désordre et qui, d'ailleurs, était celui de tous ses lieutenants qui convenait le mieux à la besogne qu'on attendait de lui.

L'entrée de la division Augereau dans Paris permit au Directoire d'agir comme il l'entendait ; mais ni Bonaparte, ni Augereau lui-même, ne peuvent être rendus responsables des représailles lâches et cruelles dont les vainqueurs se rendirent coupables, violences assez odieuses pour que les contemporains y aient vu une seconde Terreur. Aussi ce coup d'État ne profita qu'au parti militaire qui commençait à se former : à la suite de ces longues guerres, le soldat ne se confondait plus avec le citoyen.

« Le parti militaire, dit Fiévée, satisfait d'une victoire dont les conséquences devaient lui livrer l'avenir de la France, retourna à ses batailles, laissant au gouvernement l'odieux de l'exécution des décrets rendus. Je suis persuadé que, parmi les généraux qui comprenaient le mouvement auquel ils avaient aidé, on n'en aurait pas trouvé un seul capable de refuser asile au proscrit qui serait venu le lui demander... »

Lorsque La Valette, à son retour de Paris, retrouva Bonaparte au quartier général de Passeriano, le général se fit raconter dans les plus petits détails tout ce qui s'y était passé. Le récit achevé, il resta un instant silencieux, puis : « Pourquoi avec des formes si rudes, dit-il, pourquoi tant de faiblesse ? Pourquoi ensuite tant de témérité

quand la fermeté suffisait ? C'est couardise de n'avoir point fait le procès à Pichegru ; la trahison était flagrante et les pièces plus que suffisantes pour le convaincre. Pourquoi, d'autre part, ces mesures violentes ? La force, quand on ne peut pas faire autrement soit ; mais, quand on est le maître, justice vaut mieux. »

Fig. 51. — « Je n'ai plus de soldats !... Avec des téméraires
« Il me faut condescendre à des préliminaires. »
(Pièce allégorique, gravure du temps.)

Aussi ce n'est pas l'armée, ni surtout Bonaparte, que les proscrits survivants de fructidor rendirent responsables de leurs souffrances. Plusieurs d'entre eux furent les serviteurs fidèles du Premier Consul et de l'Empereur. D'ailleurs Bonaparte avait saisi l'occasion de faire connaître d'une manière éclatante son opinion sur la conduite du gouver-

nement. Ce fut en partie pour donner des conseils à la France, comme il le dit lui-même, qu'il adressa au nouveau gouvernement de Gênes cette lettre remarquable qui fit un si grand effet à Paris : « Exclure les nobles de toute fonction publique, disait-il, serait une injustice révoltante ; vous feriez ce qu'ils ont fait. » Dans une conversation qu'il eut avec Miot de Mélito, le 18 novembre 1797, à son passage à Turin, il fit encore mieux comprendre le fond de sa pensée. Après avoir justifié la résolution qu'il avait prise de seconder le Directoire au 18 fructidor, il ajoutait : « Mais n'allez pas croire que ce soit par conformité de vues avec ceux que j'ai appuyés que je m'y suis déterminé. Je ne voulais pas le retour des Bourbons; définitivement je ne veux pas du rôle de Monk; je ne veux pas le jouer, je ne veux pas que d'autres le jouent. »

Pendant que le Directoire se montrait si faible et si violent, Bonaparte négociait, dans les conférences d'Udine, le traité qui devait confirmer les préliminaires de Léoben. Il semblait que la paix allait devenir générale ; car Pitt lui-même, cédant à l'opinion publique, avait fait des propositions sérieuses et sincères. Il se serait contenté de conserver la Trinité, le Cap et Ceylan; le Directoire refusa. Quant à Bonaparte, souhaitant la paix, il était décidé à abandonner au besoin à l'Autriche la Vénétie tout entière, possession qui valait mieux pour elle que la Lombardie qu'on lui enlevait. C'était déjà beaucoup trop. Le plénipotentiaire autrichien, Cobentzel, Gallo représentant du roi de Naples, et deux autres diplomates, faisaient cependant encore des difficultés.

Bonaparte, qui avait jusque-là charmé les négociateurs par une courtoisie qu'on ne s'attendait pas à trouver dans un général républicain, résolut de les effrayer pour en finir. Une de ces scènes de colère plus ou moins simulées, mais motivées par un sentiment vrai, dans lesquelles il devait plus d'une fois se montrer, pour rappeler un mot célèbre, « un admirable tragédien, » lui servit admirablement. Dans une entrevue que Cobentzel avait dit devoir être la dernière, Bonaparte se trouvant seul avec les quatre négociateurs, Cobentzel osa le menacer de l'intervention de la Russie. Bonaparte s'était montré jusque-là sombre et réservé, pour mieux engager Cobentzel à être arrogant. Mais,

à ces mots, il s'emporte tout à coup, répond avec vivacité, puis avec violence, il frappe du pied, se lève, marche avec une agitation croissante, et s'approchant d'un guéridon chargé d'un magnifique cabaret de porcelaine, doublement précieux pour Cobentzel parce qu'il était un don de la grande Catherine, il le saisit, le lance sur le carreau, où il se brise avec fracas, en disant : « Vous voulez encore la guerre, eh bien, vous l'aurez ; elle est déclarée ; mais souvenez-vous qu'avant trois mois j'aurai brisé votre monarchie comme je brise cette porcelaine. » Il quitte brusquement la salle, laissant les négociateurs terrifiés, et se jette dans sa voiture sans voir la mine suppliante de Gallo, l'ambassadeur napolitain, qui lui apporte respectueusement son chapeau. « Le diable d'homme, disait plus tard Talleyrand avec humeur, le diable d'homme trompe sur tous les points. Ses passions mêmes vous échappent ; car il trouve moyen de les feindre même lorsqu'elles existent réellement ! » Ces paroles, dans la bouche d'un tel personnage, étaient moins un blâme moral que le signe du dépit et de la déception. Il était désagréablement affecté d'avoir trouvé un homme qui pût lutter avec lui sur le terrain où il se croyait maître. On comprend, du reste, que Napoléon n'ait pas tenu à se montrer naïf avec Talleyrand, et il n'avait pas tort ; car, dans cette lutte, c'est le diplomate de profession qui devait avoir tristement le dessus, en 1814, sur le grand empereur.

Quoi qu'il en soit, Cobentzel se hâta de signer le jour même l'ultimatum de Bonaparte et de le lui envoyer à son quartier général de Passeriano. Le lendemain, 17 octobre, le traité définitif était signé. L'Autriche reconnaissait l'annexion à la France de la Belgique, de la rive gauche du Rhin et des îles Ioniennes ; elle reconnaissait également la République cisalpine, formée des possessions de l'Autriche en Italie (Mantouan et Milanais) auxquelles s'ajoutaient Bologne, Ferrare, enlevées au pape ; les États du duc de Modène, que l'Autriche devait indemniser par le Brisgau, la Valteline et les provinces orientales de Venise (Crémone, Bergame, Brescia). Bonaparte exigea aussi que Lafayette, Bureau de Puzy et Latour-Maubourg, qui étaient, au mépris du droit des gens, retenus dans

la citadelle d'Olmutz, fussent mis en liberté. (1) Mais le Directoire leur interdit le séjour de la France, et ils se retirèrent à Hambourg.

Le traité de Campo-Formio était en somme le plus glorieux peut-être que la France eût signé. Il ne faut pas oublier, cependant, que ce traité avait été précédé de celui de Bâle et qu'il sanctionnait une iniquité : la destruction de la Vénétie. C'était Bonaparte qui l'avait sacrifiée, malgré les ordres formels du Directoire, rendant le peuple vénitien tout entier victime de la faiblesse et de la déloyauté de son sénat. Quelques voix, même en dehors du gouvernement, s'élevèrent pour flétrir cet acte, qui rappelait, disait-on, le partage de la Pologne. Il y avait de l'exagération, mais quelque chose de vrai, dans cette accusation; seulement l'Autriche doit en porter la responsabilité autant que Napoléon, car les négociateurs autrichiens ne reculèrent devant aucun moyen pour atteindre ce but. Ils prirent plaisir à mettre en lumière toutes les négociations contraires à la France et les pourparlers qui avaient eu lieu entre Venise et le gouvernement de l'empereur pendant la dernière guerre. Comme on l'a su plus tard par la correspondance diplomatique de Joseph de Maistre, ils eurent la perfidie de communiquer à Bonaparte des lettres que la République de Venise venait d'envoyer à Vienne, lettres où se trouvaient une proposition d'alliance et des plans d'insurrection et d'attaque sur les derrières de l'armée française.

Ainsi disparut cette grande république, bien dégénérée sans doute, mais que devaient protéger de glorieux souvenirs : le doge Manini tomba frappé de mort en prêtant serment de fidélité entre les mains de Morosini, qui remplissait le rôle de commissaire de l'empereur.

Quoi qu'il en soit, la popularité de Bonaparte ne souffrit pas de l'injustice qu'il venait de commettre, tant la paix était désirée. Le Directoire, qui avait d'abord songé à le mettre en accusation, le chargea d'aller poursuivre les négociations secondaires qui résultaient du traité de Campo-Formio. L'empereur n'avait stipulé que pour lui-même; il s'agissait de régler les affaires de l'empire dans les rapports qu'elles

(1) Les *Mémoires* de Lafayette nous font connaître les vexations de toutes sortes qu'il eut à subir. Il y opposa une dignité inébranlable, et cependant on le traita souvent comme un criminel de droit commun (voy. la figure p. 133). Cette partie des *Mémoires* est intéressante à comparer avec les *Prisons* de Silvio Pellico.

avaient avec ce traité, à décider notamment quel serait le sort des princes germaniques qui avaient tout ou partie de leurs possessions sur la rive gauche du Rhin et qui se trouvaient dépouillés par le traité. C'est ainsi qu'à la fin de la guerre de la succession d'Espagne, sous Louis XIV, après le traité de Rastadt signé avec l'empereur Léopold, il y avait eu le traité de Bade signé avec l'empire.

Fig. 52. - La joie du peuple français à l'annonce du traité de paix avec l'empire. Peint par Debucourt.

Un congrès se réunit à Rastadt pour régler ces questions, et Bonaparte s'y rendit. Il y marqua son séjour par la manière dont il repoussa les prétentions du baron de Fersen, représentant du roi de Suède, qui voulait intervenir au congrès comme garant de la paix de Westphalie, ainsi qu'il le raconte dans sa lettre au Directoire du 10 frimaire an VI (30 novembre 1797).

Il ne resta à Rastadt que quelques jours et revint à Paris le 5 décembre, sans qu'on l'attendît, descendant incognito à sa maison de la

rue Chantereine (1) ; mais partout où on le reconnaissait, il était l'objet de manifestations d'enthousiasme qu'il ne faisait qu'exciter davantage par le soin qu'il semblait mettre à s'y dérober. La rue qu'il habitait reçut le nom de rue de la Victoire, par un arrêté d'une des administrations municipales de Paris (2) du 31 décembre du 1797 (8 nivôse an VI). Cet enthousiasme de Paris, qui traduisait les sentiments de la nation entière, était d'autant plus vif qu'il n'y avait plus en France aucun citoyen qu'on pût mettre en parallèle avec le conquérant de l'Italie et le pacificateur de l'Europe. Hoche était mort à Wetzlar (septembre 1797). On accusait le Directoire de l'avoir fait empoisonner. Sa conduite en fructidor avait montré qu'il saurait agir aussi dans les troubles politiques, et il pouvait être en effet alors aussi dangereux pour le Directoire que Bonaparte lui-même. Plus tard, on osa imputer cette mort à Bonaparte, méconnaissant et les circonstances et le caractère de celui qu'on accusait. Mais les rapports d'un médecin ami de Hoche, qui ne le quitta pas dans les derniers temps, publiés il y a quelques années dans la *Revue historique*, prouvent que sa mort prématurée fut cependant naturelle. Si l'on en croit même certains bruits qui coururent alors, et qui semblent avoir quelque consistance d'après les mémoires où on les trouve consignés (Ségur), ce serait la vie de Bonaparte qui aurait été menacée par le Directoire. On aurait cherché à le faire assassiner, et celui qui lui avait révélé ce complot aurait disparu mystérieusement.

Quoi qu'il en soit, le Corps législatif donna, le 2 nivôse (22 décembre), au général en chef de l'armée d'Italie, une grande fête à l'occasion dela réception du traité de Campo-Formio. Ce fut en bien des points une comédie solennelle pour la plupart des personnages qui y parurent. Bonaparte y prononça un discours où il affectait un jaco-

(1) C'était un hôtel bâti par Ledoux, pour le marquis de Condorcet. Il était devenu la propriété de Julie Carreau, lorsqu'elle épousa Talma. Bonaparte venait de l'acheter 180.000 francs.

(2) « L'administration centrale, considérant qu'il est de son devoir de faire disparaître tous les signes de royauté qui peuvent encore se trouver dans son arrondissement, voulant aussi consacrer le triomphe des armées françaises par un de ces monuments qui rappellent la simplicité des mœurs antiques, ouï le commissaire du pouvoir exécutif, arrête que la rue Chantereine prendra le nom de rue de la Victoire. » (Voy. le *Dictionnaire des rues et monuments de Paris*, par E. et L. Lazare).

binisme dramatique et parlait des dix-huit siècles de préjugés que la Révolution avait dû vaincre ; mais il eut soin de ne la louer que dans son principe et d'exprimer le désir de meilleures lois organiques. D'autre part, Talleyrand, chargé de célébrer les mérites du général, eut soin, par une ironie malicieuse où il cherchait surtout une satisfaction personnelle, de proclamer sa modestie dans la gloire, de vanter son goût pour les rêveries d'Ossian, pour les sciences abstraites, d'insister sur la peine qu'on aurait à l'arracher à ses études désintéressées et à sa retraite studieuse, si la patrie avait encore besoin de lui ! Mais, malgré ces arrière-pensées de quelques hommes, l'enthousiasme était le sentiment qui dominait et qui finit par saisir les directeurs eux-mêmes.

En effet, à partir de cette cérémonie officielle, Bonaparte sembla justifier les appréciations de Talleyrand et rechercher la tranquillité et le repos. L'Institut le nomma dans la section de mécanique (25 décembre), et le général lui écrivit une lettre dans laquelle il oppose, comme l'a fait plus d'une fois Frédéric II, les conquêtes pacifiques de l'intelligence à celles de la guerre, toujours si chèrement achetées.

« *Le général Bonaparte au Président de l'Institut national.*

« Paris, 6 nivôse an VI (26 décembre 1797).

« Le suffrage des hommes distingués qui composent l'Institut m'honore. Je sens bien qu'avant d'être leur égal je serai longtemps leur écolier. S'il était une manière plus expressive de leur faire connaître l'estime que j'ai pour eux, je m'en servirais.

« Les vraies conquêtes, les seules qui ne donnent aucun regret, sont celles que l'on fait sur l'ignorance. L'occupation la plus honorable comme la plus utile pour les nations, c'est de contribuer à l'extension des idées humaines. La vraie puissance de la République française doit consister désormais à ne pas permettre qu'il existe une seule idée nouvelle qui ne lui appartienne.

« BONAPARTE. »

Il vint plus d'une fois aux séances (1), et l'on remarqua beaucoup

(1) Voy. les *Mélanges littéraires* de Biot.

que ce fut non en qualité de général, mais comme simple membre de l'Institut et mêlé à la députation envoyée par la section des sciences, qu'il parut à la fête commémorative qu'on célébrait encore pour l'anniversaire de l'exécution *du tyran* (21 janvier). La vie simple et retirée qu'il menait alors contribuait à entretenir sa popularité. Mais il ne fallait pas que cette retraite durât trop longtemps, il ne fallait pas se laisser oublier; c'est alors qu'il songea à réaliser les projets sur l'Orient qui s'étaient déjà présentés à lui pendant la campagne d'Italie.

La France rappelle Bonaparte d'Égypte. D'après Appiani.

CHAPITRE IV.

EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

MALTE. — ALEXANDRIE. — LES PYRAMIDES. — SAINT-JEAN D'ACRE. — ABOUKIR.

La campagne d'Italie avait donné à Bonaparte toute la gloire que pouvait espérer un général heureux; mais ses victoires, quelque rapides et inespérées qu'elles eussent été, ne pouvaient suffire pour l'imposer au choix de la nation. Il fallait que ce jeune général allât chercher de nouvelles aventures et que l'éloignement de ses conquêtes augmentât encore le prestige de ses victoires sur les imaginations, tandis que les revers des autres armées françaises feraient regretter son absence, et souhaiter ardemment son retour. Il fallait aussi que les soldats d'Italie s'habituassent à ne plus voir, à ne plus connaître que leur chef, et qu'ils arrivassent à vénérer comme un héros celui qu'ils entouraient déjà de leur amour et de leur admiration. D'autre part, le discrédit du Directoire n'était pas assez grand, ni les partis contraires assez nette-

ment formés, pour tenter avec succès un coup d'audace. La situation était difficile pour le gouvernement; le mieux était de le laisser livré à ses seules ressources, en face d'une Europe menaçante, et d'une diplomatie que les derniers succès et les dernières conquêtes avaient rendue plus complexe et délicate que simple et aisée.

Tout semblait donc coïncider à merveille pour engager Bonaparte à exercer son ambitieuse activité dans des pays lointains, en attendant qu'il pût l'exercer avec fruit dans sa propre patrie. Nous étions toujours en guerre avec l'Angleterre. Nous pouvions chercher à l'attaquer chez elle, mais nous pouvions aussi la frapper plus sûrement peut-être au loin, dans ses possessions coloniales, dans son commerce, la menacer sur la route de l'Inde. Il y avait un moyen d'atteindre ce but sans sortir de la Méditerranée : c'était l'occupation de l'Égypte. Sa situation entre l'Orient et l'Occident, entre deux mers fréquentées depuis si longtemps, permettait au peuple qui en serait le maître de dominer les Indes et l'Asie, tout en s'appuyant solidement sur l'Europe et en obtenant dans un temps relativement court tous les renforts nécessaires. D'autre part, les souvenirs glorieux de ce pays, qui a été le rendez-vous de tous les grands conquérants, son admirable fertilité, qui a survécu à toutes les révolutions, son gouvernement actuel exercé par des beys cupides, sous l'autorité nominale de la Porte, auraient suffi pour la désigner au choix d'un jeune héros, épris de grandes idées. « Tous les génies qui ont regardé la carte du monde ont pensé à l'Égypte. » Bonaparte ne pouvait manquer de penser comme eux. On se rappelle qu'en 1795 il songeait déjà à aller à Constantinople et à poursuivre sa carrière militaire en Orient. C'est en Orient, pensait-il, que se font les grandes gloires. Ses projets s'étaient précisés pendant la guerre d'Italie, et il avait conçu alors le projet d'une expédition en Égypte. Pensant bien que, malgré toutes les précautions diplomatiques, il était à craindre que l'on eût bientôt les Turcs contre soi si on attaquait les Mamelouks d'Égypte, on a vu plus haut qu'il avait entretenu avec le chef des Maïnottes de Morée, qu'il savait opposé à l'intervention russe et désireux de former un parti national dans son pays, des relations dont sa correspondance contient le témoignage.

De même, plus tard, il enverra de Malte un de ses aides de camp à Ali, pacha de Janina, qui avait déjà en Grèce une influence considérable et dont il connaissait les projets ambitieux, qui devaient nécessairement le brouiller avec le sultan.

L'expédition d'Égypte décidée dans l'esprit de Bonaparte, restait à faire accepter ce projet à la nation et au gouvernement. Ce n'était pas la première fois qu'il était question en Occident de pareille conquête. Sans remonter jusqu'aux croisades, sans parler des plans que, au temps de Philippe le Bel, le Vénitien Sanuto proposait à l'Europe, ni même des projets que concevait, au commencement du seizième siècle, le génie d'un Ximenès ou d'un Albuquerque, on sait qu'en 1672, Leibniz avait engagé Louis XIV à tourner contre les musulmans du Nil les forces dont il menaçait la Hollande. Enfin, tout récemment, en 1777, avec M. de Sartines, alors ministre de la marine, et surtout en 1781, avec M. de Saint-Priest, ambassadeur à Constantinople, il avait été sérieusement question dans le cabinet de Versailles de se dédommager sur l'Égypte des conquêtes de Catherine II en Pologne et du côté de la mer Noire, et de donner ainsi à la France une part importante dans le démembrement imminent de l'empire turc. La réussite de l'expédition n'offrait pas de doute; la Porte, trop occupée du côté de la Russie, n'aurait osé s'aliéner la France, et la cavalerie des Mamelouks, très brave, mais sans artillerie et sans discipline, ne tiendrait pas contre une armée régulière et contre une flotte dont l'armement avait été l'objet de la plus grande sollicitude et des plus louables efforts. La guerre d'Amérique fit oublier l'expédition projetée. Bonaparte, en remettant le projet en discussion, n'entraîna pas l'assentiment unanime; une grande partie de la nation se souciait peu d'une conquête éloignée, alors qu'il lui semblait possible de frapper l'Angleterre au centre même de sa puissance et de chercher à Londres ce que Bonaparte voulait chercher en Égypte et peut-être dans les Indes. Joseph Chénier était l'interprète de l'opinion générale, quand, parlant de cette armée d'Italie qui était à bon droit réputée invincible, il finissait ainsi son élégie sur la mort de Hoche :

Si jadis un Français des rives de Neustrie
Pénétra dans leurs ports précédé par l'effroi,
Vint, combattit, vainquit, fut conquérant et roi,
Quels rochers, quels déserts deviendront leur asile,
Quand Neptune irrité lancera sur leur île
D'Arcole et de Lodi les terribles soldats,
Tous ces jeunes héros vieux dans l'art des combats,
La grande nation à vaincre accoutumée
Et le grand général guidant la grande armée !

Ce sentiment se montrait mieux encore dans des chansons qui devenaient bientôt populaires. Dès la fin de 1797, on chantait sur l'air du pas redoublé de l'infanterie française ces couplets qui ne manquent pas de gaîté (1) :

Soldats le bal va se rouvrir,
Et vous aimez la danse.
L'Allemande vient de finir,
Mais l'Anglaise commence ;
D'y figurer tous nos Français
Seront, parbleu ! bien aises,
Car s'ils n'aiment pas les Anglais,
Ils aiment les Anglaises.

Le Français donnera le bal,
Il sera magnifique ;
L'Anglais fournira le local
Et paîra la musique.
Nous, sur le refrein (*sic*) des couplets
De nos rondes françaises,
Nous ferons chanter les Anglais
Et danser les Anglaises.

Allons, nos amis, le grand rond !
En avant ! face à face !
Français ! là-bas, restez d'à-plomb !
Anglais, changez de place !
Vous, Monsieur Pitt, un balancé !
Suivez la chaîne anglaise :
Pas de côté, croisé, chassé,
C'est la mode française.

L'attaque directe contre l'Angleterre était donc mieux comprise de la foule que l'expédition détournée contre l'Égypte. Aussi, même après les retentissants succès qui marquèrent le début de la campagne, des couplets satiriques circulaient à Paris :

Que de talents jetés à l'eau
Et que de fortunes perdues !
Que de gens courent au tombeau
Pour porter Bonaparte aux nues !

(1) Ils furent publiés dans l'*Ami des Lois* du 25 nivôse an VI.

Ce guerrier vaut son pesant d'or.
En France, personne n'en doute;
Mais il vaudrait bien mieux encor
S'il valait tout ce qu'il nous coûte.

Bonaparte fut plus heureux avec le Directoire. Il lui montra la facilité qu'il y avait de chasser les beys d'un pays où ils étaient détestés pour leurs cruautés, l'importance pour la France d'avoir une colonie à l'entrée de l'Asie, de détruire les comptoirs anglais de la mer Rouge, enfin de percer l'isthme de Suez et d'ouvrir ainsi à la République une route nouvelle qui permettrait d'arriver aux Indes plus vite et plus

Fig. 53. — Gaspard Monge. D'après un dessin de Boilly.

Fig. 54. — Larrey. D'après une gravure du temps.

sûrement que par le passé, d'y combattre l'influence anglaise en s'aidant de peuples naturellement alliés, d'y ruiner les satellites d'un gouvernement détesté, et de tarir les sources d'une richesse corruptrice qui était employée à soulever l'Europe contre la France. Du reste, dans la pensée de Bonaparte ce projet n'empêchait nullement un débarquement en Angleterre : d'après lui, l'invasion exécutée en novembre ou en décembre serait presque certaine, et paralyserait une partie de ses forces. Pitt, obligé de défendre deux pays aussi éloignés que l'Égypte et l'Angleterre, s'épuiserait par un effort immense et ne saurait se relever de longtemps.

De tels raisonnements décidèrent les directeurs. La Révellière et Rewbell comprenaient bien qu'en se privant d'une excellente armée dans un moment difficile comme celui qu'on traversait, on s'exposait à voir

en France même la guerre qu'on voulait porter ailleurs. Mais Barras, François de Neufchâteau et Merlin de Douai redoutaient la présence de Bonaparte et sa popularité, qui contrastait trop avec les sentiments dont le Directoire était l'objet. L'occasion s'offrant de se débarrasser d'un général que ses victoires rendaient gênant, les Directeurs ne manquèrent pas de la saisir. Ils confièrent à Bonaparte l'armée d'Italie, les flottes de la Méditerranée, et lui donnèrent de pleins pouvoirs pour la conquête qu'il méditait. Ils espéraient avoir supprimé le péril en l'ajournant. Mais il arriva alors ce que l'on avait vu à Carthage lorsque les Hannon luttaient contre les Barca. Les Hannon s'étaient félicités de voir Hamilcar accepter le commandement de l'armée d'Espagne. Ils essayaient de se débarrasser ainsi de leur plus dangereux adversaire ; mais Hamilcar trouvait, d'autre part, dans la guerre d'Espagne, un moyen de satisfaire à la fois son ambition et son patriotisme. Il allait ajouter à son nom l'éclat des victoires lointaines et pouvait espérer, à son retour à Carthage, devenir maître du pouvoir sans être obligé d'avoir recours à quelque entreprise violente et par conséquent incertaine. Hamilcar ne revint pas de l'Espagne ; mais son expédition le désignant à l'attention universelle, donna à son parti une telle popularité que la puissance des Hannon fut renversée par ceux qu'ils croyaient avoir à jamais éloignés du pouvoir, en les privant de leur chef.

Bonaparte fit ce qu'avait fait Hamilcar ; son Espagne ce fut l'Égypte. Il s'y couvrit de gloire et y gagna ce qui lui manquait pour renverser un gouvernement qui, en se privant de lui au moment où une nouvelle coalition se préparait, donnait à nos ennemis une confiance nouvelle. Les préparatifs furent faits avec activité, Bonaparte eut bientôt 36.000 hommes, 2.500 cavaliers, 10.000 marins ; des généraux déjà célèbres ou qui ne devaient pas tarder de le devenir furent aussi du voyage : Kléber, Desaix, Reynier, Menou, Caffarelli Dufalga, Dugua, Berthier, Lannes, Murat, Marmont, qui devaient plus tard étonner l'Europe par leur rare fortune, tel était le brillant état-major du général en chef. Les savants et les artistes étaient accourus pour visiter une terre si féconde en souvenirs de tous genres. Monge, Berthollet, Conté, Dolomieu, Desgenettes, Larrey, l'archéologue Jomard et bien d'autres

s'étaient joints à l'armée pour partager ses dangers, et pour illustrer par leurs découvertes une patrie qu'il était donné aux soldats d'illustrer par leur courage (1).

Tandis que le Directoire confiait à Bonaparte le commandement de l'armée d'Orient, les troupes massées à Toulon se demandaient avec une certaine anxiété quel était le but de la nouvelle expédition qu'on préparait avec tant de soin. Les uns parlaient de guerre maritime,

Fig. 55. — Louis Berthollet.
D'après une gravure du temps.

Fig. 56. — François Jomard.
D'après une gravure du temps.

d'autres de guerre coloniale : personne n'était dans le secret, mais, il faut bien l'ajouter pour la gloire de l'armée, tous étaient animés des mêmes sentiments patriotiques, et étaient trop confiants dans le génie de Bonaparte pour songer un instant à se plaindre d'un surcroît de

(1) Nous croyons utile de donner ici la liste des savants et des artistes qui accompagnèrent nos soldats dans cette mémorable expédition. *Géométrie :* Fourrier, Costaz, Corancez, Say. — *Astronomie :* Nouet, Quesnot, Méchain fils. — *Mécanique :* Monge, Hassenfratz jeune, Sirop, Cassard, Adnès père, Conté, Dubois, Couvreur, Lenoir fils, Adnès fils, Cécile. — *Horlogerie :* Lemaître. — *Chimie :* Berthollet, Potier, Champy fils, Samuel Bernard, Descostils, Champy père, Regnault. — *Minéralogie :* Dolomieu, Cordier, Rozières, Victor Dupuy. — *Botanique :* Nectoux, Delille, Coquebert. — *Zoologie :* Geoffroy Saint-Hilaire, Savigny, Redouté. — *Chirurgie :* Dubois, Labate, Lacipière. — *Pharmacie :* Boudet, Rouyer. — *Antiquités :* Pourlier, Ripault. — *Architecture :* Norry, Balzac, Protain, Hyacinthe Lepère. — *Dessinateurs :* Dutertre, Denon, Rigo, Joly. — *Ingénieurs des ponts et chaussées :* Lepère aîné, Girard, ingénieurs en chef; Bodard, Faye, Martin, Duval, Gratien-Lepère, Saint-Génis, Lancret, Fèvre, Devilliers, Jollois, Favier, Thévenot, Chabrol, Raffeneau, Arnollet. — *Ingénieurs-géographes :* Jacotin, ingénieur en chef, Lafeuillade, Greslé, Bourgeois, Leduc, Boucher, Pottier, Dulion, Faurie, Bertre, Lecesne, Lévêque, Chaumont, Laroche, Jomard, Corabœuf. — *Sculpteur :* Casteix. — *Graveur :* Fouquet. — *Littérateurs :* Parseval de Grandmaison, Lerouge. — *Musiciens :* Villoteau, Rigel. — *Élèves de l'École polytechnique :* Viard, Alibert, Caristie, Duchanoy. — *Interprètes :* Venture, Magallon, Jaubert, Raige, Belleteste, Laporte. — *Imprimeurs :* Marcel, Puntis, Galland.

fatigues qui devait dans leur pensée leur donner un surcroît de gloire. Le général résolut de mettre à profit ces dispositions belliqueuses. Le 9 mai, il adressa une proclamation restée fameuse, qui fut comprise de tous parce qu'elle résumait la pensée d'une armée :

« Soldats, vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre. Vous avez fait la guerre de montagnes, de plaines, de sièges, il vous reste à faire la guerre maritime.

« Les légions romaines, que vous avez quelquefois imitées mais pas encore égalées, combattaient Carthage tour à tour sur cette même mer et aux plaines de Zama. La

Fig. 57. — L'amiral Brueys. D'après une gravure de Viguères.

victoire ne les abandonna jamais, parce que constamment elles furent braves, patientes à supporter la fatigue, disciplinées et unies entre elles. Soldats, l'Europe a les yeux sur vous ! vous avez de grandes destinées à remplir, des batailles à livrer, des dangers et des fatigues à vaincre, vous ferez plus que vous n'avez fait pour la prospérité de la patrie, le bonheur des hommes et votre propre gloire. »

La flotte se composait de trois cents voiles et portait 40.000 hommes. Elle formait quatre divisions : l'une était à Toulon, les autres à Ajaccio, Gênes, Civita-Vecchia. Le commandement appartenait à Brueys, qui passait pour un des meilleurs amiraux de la République. Durant les premières lenteurs de la traversée, sur le vaisseau amiral *l'Orient,* qui portait tant de renommées scientifiques et militaires, Bonaparte rêvait tout à la fois, débordait d'idées et d'inventions. « On parlait guerre, beaux-arts, liberté, conquête du monde, littérature, tragédie, dit Villemain dans ses *Mélanges littéraires;* le général revenait surtout à ce der-

nier sujet, sur lequel il avait toute une théorie. La politique, les intérêts d'État lui semblaient seuls matière tragique, et tout ce qui n'était qu'amour, combat de cœur, jusqu'à *Zaïre* inclusivement, il le renvoyait à la comédie. M. Arnault s'était attaché à sa fortune, il était de ceux qui partirent avec César pour Alexandrie. » C'était surtout à lui que Bonaparte confiait ses goûts littéraires, et l'on sait qu'ils composèrent en commun le cinquième acte des *Vénitiens*.

Fig. 61. — Vue cavalière de la ville de Malte.

Mais ce n'étaient que des passe-temps d'un homme de génie. La flotte allait arriver devant Malte, et Bonaparte était résolu à un coup dont la hardiesse allait étonner l'Europe. L'île de Malte passait pour imprenable; elle commandait la Méditerranée et était d'une importance capitale pour assurer le succès de l'expédition. L'ordre de Saint-Jean, qui la possédait alors, était en pleine décadence; la plupart des chevaliers fréquentaient les cours de l'Europe et y dépensaient dans les amusements d'une vie oisive et licencieuse les revenus de leur commanderie. C'étaient pour la plupart des cadets de familles

nobles qu'on avait fait entrer dans l'ordre pour leur créer une existence. L'ordre n'avait plus sa raison d'être; il n'était plus même capable d'entraver les pirateries des Barbaresques. De plus, malgré les obligations consenties au moment de la cession de l'île aux chevaliers de Saint-Jean, les privilèges des habitants avaient été odieusement violés et, à mesure qu'ils devenaient moins redoutables aux infidèles, ils devenaient plus oppressifs pour leurs sujets. Néanmoins, quoique l'institution fût complètement usée et que tout esprit militaire fût éteint depuis déjà longtemps, les formidables fortifications de la place pouvaient permettre à une centaine d'hommes déterminés de tenir longtemps en échec une armée entière. Bonaparte, avant d'en venir à un siège en règle, voulut sonder les dispositions du grand maître, Hompesch. Il lui demanda la faculté de faire de l'eau pour sa flotte; mais le grand maître objecta les règlements de l'ordre, qui n'acceptaient pas plus de deux vaisseaux à la fois dans un port de l'île. Le refus équivalait à une déclaration de guerre, car les Anglais avaient eu, quelque temps auparavant, cette permission qu'on refusait maintenant aux Français. Aussi Bonaparte donna ordre à une partie de ses troupes de débarquer; les assiégés répliquèrent par une canonnade bien nourrie mais mal dirigée et sans effet. Après un simulacre de défense, le grand maître envoya ses chargés de pouvoir pour traiter : l'île, la place de La Valette, les arsenaux devaient être remis aux Français, 30.000 francs de pension étaient donnés en retour au grand maître et 700 francs à tous les chevaliers d'origine française. Le 10 juin, le drapeau de la République flottait sur les remparts de La Valette, Bonaparte déclarait l'ordre de Saint-Jean aboli, interdisait le port d'armoiries et d'uniforme, affranchissait 600 esclaves qu'il renvoyait dans leurs pays respectifs, créait des écoles primaires, une école centrale, donnait à l'île l'organisation française. Ainsi, en deux jours ce coup audacieux avait réussi et nous étions maîtres d'une des plus formidables positions d'Europe, sans avoir perdu 50 soldats. Le général Caffarelli Dufalga, visitant les ouvrages de défense, était lui-même tellement frappé de leur supériorité, qu'il disait : « Il est bien heureux qu'il y ait eu quelqu'un dans la place pour

nous en ouvrir les portes. Nous ne serions jamais entrés sans cela. »

Ce succès n'étonna pas Bonaparte autant que ses lieutenants ; il avait été préparé de longue main, comme l'ont fort bien montré Miège, dans son *Histoire de Malte,* et M. Ernouf, dans un article de *la Revue Contemporaine,* du 31 décembre 1863. La pensée d'occuper Malte était

Fig. 59. — Plan de la ville et du port de Malte.

venue à Bonaparte vers le temps du traité de Tolentino. Il avait intercepté, à Ancône, la correspondance du grand maître Rohan avec l'empereur de Russie Paul I^er^. Dans cette correspondance étaient reprises des négociations remontant à Pierre le Grand et qui tendaient à la conclusion d'un traité pour la fondation de 72 commanderies destinées à la noblesse de rite grec. « Il était difficile d'admettre, dit M. Ernouf, que cette libéralité fût pleinement désintéressée; aussi Bonaparte songea sérieusement à prévenir les projets de la Russie ou de toute autre puissance sur cette station importante de la Méditerranée, que la

décadence avérée de l'ordre laissait à la merci du plus hardi et du plus habile. » « Cette île est pour nous d'un intérêt majeur, » écrivait-il au Directoire, au moment de la mort du grand maître Rohan, et il conseillait au gouvernement d'encourager les projets qu'avait formés le ministre espagnol Godoï, prince de la Paix, de se faire nommer grand maître et d'occuper l'île avec les flottes combinées de la France et de l'Espagne, qui venait de signer avec nous le traité de l'Ildefonse. Mais on était avant le 18 fructidor. Le Directoire ne comprit pas l'importance des conseils de Bonaparte et répondit que c'était au ministre d'Espagne à faire seul une expédition dont il devait seul profiter. Bonaparte ne se découragea pas. Immédiatement après le 18 fructidor, le 27 du même mois, il écrivait: « Pourquoi ne nous emparerions-nous pas de Malte? les habitants sont très portés pour nous et fort dégoûtés de leurs chevaliers qui meurent de faim. Je leur ai fait exprès confisquer tous leurs biens en Italie. » C'était là une mesure justifiée par la déclaration de guerre faite à la république par le grand maître. Il ajoutait que c'était pour lui la route de l'Égypte et que le temps n'était pas éloigné où l'on sentirait que c'était en Égypte qu'il faudrait frapper l'Angleterre; déjà, en vue de cette expédition, il eut soin de s'approprier le matériel naval de Venise et de faire équiper ses bâtiments, dont il changea les noms de saints, qu'il jugeait « inconvenants » dans une expédition où l'on devait se présenter comme amis des Turcs. La nomination d'un Autrichien, Hompesch, comme successeur de Rohan, en juillet 1797, semblait favoriser les projets d'annexion que l'on prêtait également à l'Autriche. Il se rencontra, au contraire, que cette élection facilita notre conquête. Si l'on en croit une tradition contemporaine, l'Autriche aurait stipulé la non-résistance d'Hompesch en échange du consentement tacite de la France à l'occupation de Raguse. La corruption scandaleuse d'un gouvernement violent et faible, efféminé et despotique, facilitait aussi l'emploi d'autres moyens que la diplomatie et les armes. Il est à peu près certain qu'un grand nombre de chevaliers et le grand maître lui-même avaient été gagnés par des promesses d'argent.

Maître de Malte, Bonaparte y laissa 3.000 hommes sous le comman-

dement de Vaubois et reprit sa route vers l'Égypte. « Soldats, disait-« il, la première ville que nous allons rencontrer a été bâtie par « Alexandre ; nous trouverons à chaque pas de grands souvenirs dignes « d'exciter l'émulation des Français. » La flotte traversa la Méditerranée, cherchant à éviter Nelson, qui croisait pour l'empêcher de passer et la détruire s'il était possible ; mais l'amiral anglais, croyant que

Fig. 60. — Cité La Valette, à Malte.

c'était vers l'Angleterre que se dirigeait l'expédition, s'était rapproché de Gibraltar, de telle sorte qu'on put aisément l'éviter. L'armée regarda cet événement comme un bonheur dû à la fortune de son chef ; peut-être qu'il eût mieux valu que Nelson nous attaquât à ce moment. Les marins de la république n'étaient point assez exercés pour soutenir une lutte à eux seuls contre la flotte anglaise, tandis que pendant la traversée les soldats d'Italie auraient pu leur prêter main-forte, essayer un combat à l'abordage, et remporter une victoire maritime analogue à celle que remportèrent les Romains de Duilius sur les Carthaginois.

Cette opinion est celle d'un marin d'une grande autorité, l'amiral Jurien de la Gravière. Mais, à voir cette armée si entreprenante, cette flotte si nombreuse, qui eût osé prévoir Aboukir dans un avenir prochain!

Le 29 juin, on se trouva en vue d'Alexandrie. Bonaparte avait écrit au pacha d'Égypte pour lui offrir son alliance contre les beys, qui, profitant de sa faiblesse et de l'indifférence du Grand Seigneur, pil-

Fig. 61. — Désespoir des Anglais à la nouvelle de la prise de l'île de Malte par les Français. (Caricature du temps.)

laient les commerçants et exerçaient une tyrannie insupportable. Ainsi, il se présentait comme un libérateur, déclarant que le drapeau de la Porte flotterait partout à côté de celui de la France; mais les beys n'étaient point disposés à se soumettre et le pacha voulait garder son pouvoir. Le débarquement se fit dans la nuit du 1er juillet, à la grande frayeur des habitants d'Alexandrie; quelques Bédouins inquiétèrent les avant-postes et tuèrent plusieurs hommes, dont les têtes furent triomphalement portées dans la ville. Mais un pareil triomphe ne devait point profiter à ses auteurs. Bonaparte, monté sur la colonne Pompée, remarquait l'agitation qui régnait dans la place; on réparait à la hâte de larges brèches ouvertes par l'artillerie. Aussitôt il lance Menou, Kléber, Bon et les soutient d'un feu bien dirigé : le 2 juillet à midi, la ville était

prise. Kléber avait été assez sérieusement blessé dans l'action ; Bonaparte lui laissa le commandement de la place avec 9.000 hommes, des soldats du génie et une bonne partie de l'artillerie. Puis il organisa une flottille qui devait suivre l'armée en remontant le Nil et, quelques jours après avoir adressé une proclamation aux Égyptiens du Caire

Fig. 62. — Bonaparte débarque en Égypte. D'après une gravure de la collection Hennin.

pour les engager à l'accepter comme un allié qui voulait leur rendre leur liberté et leurs droits, il se mit en marche et s'enfonça dans le désert de Damanhour.

Alors commença une période de souffrances, de privations et de difficultés redoutables que nos soldats n'avaient pas encore connues.

Napoléon a donné lui-même dans ses Mémoires cette description du désert d'Égypte :

« On trouve de l'eau, de l'herbe, des arbres dans les forêts; on trouve de l'eau et de l'herbe dans les déserts de la Barbarie ; on ne trouve ni eau, ni herbe, ni arbres dans les déserts de l'Afrique et de l'Arabie. Ces déserts sont arides et nus. Les déserts d'Égypte ne sont séparés par aucune ligne naturelle des grands déserts de l'Arabie, de la Nubie et de la Lybie. Ils forment la partie de ces déserts comprise dans les limites de l'Égypte, possédée par des tribus qui vivent des inondations du Nil. Son étendue est de quarante à quarante-deux mille lieues carrées; la population, de cent cinquante à cent soixante mille âmes, ce qui fait 4 habitants par lieue carrée. Les déserts de l'Afrique seraient inhabitables pour l'homme s'ils ne produisaient le chameau.

« Le chameau est l'image du désert, grand, maigre, difforme, monotone, patient, mais d'un caractère sauvage et méchant quand il est poussé à bout. Il se nourrit d'absinthe et de plantes épineuses. Il reste quatre ou cinq jours sans boire, quelquefois jusqu'à six ou sept ; mais alors il souffre. Il passe plusieurs jours sans manger ; son lait, son fromage, sa chair nourrissent l'Arabe ; son crin, sa peau l'habillent et forment ses tentes. Le chameau est une bête de somme ; il porte autant que trois chevaux, il marche dix-huit heures avec le repos d'une heure, c'est le navire du désert. »

Mais l'armée n'avait aucune de ces commodités de transport. Bonaparte songeait bien à se procurer le plus vite possible un équipement complet de chameaux pour servir au transport des malades et pour poursuivre les éclaireurs ennemis, mais rien n'avait pu être encore préparé et les soldats durent souffrir toutes les horreurs du désert. A un mal physique se joignait encore un mal moral tout aussi intense. Aucune armée n'était moins habituée à de pareilles difficultés que celle que Bonaparte y conduisait : c'était l'armée d'Italie. On pourrait rendre difficilement compte du dégoût, de la mélancolie, du mécontentement et du désespoir général ; les soldats, en effet, s'attendaient à trouver une conquête facile à faire, et tout aussi glorieuse que celle de l'Italie ; ils croyaient s'emparer d'un butin immense et voir de près les merveilles de l'Orient dont on leur avait tant parlé. Mais aucun de ces rêves ne se trouvait réalisé; leur ennemi était insaisissable, les harcelait de tous côtés, les massacrait sans pitié quand ils traînaient et fuyaient dès qu'ils lui présentaient le combat. On avait peu d'eau, point de légumes ; les pastèques étaient la seule nourriture et la seule boisson. Aussi ces malheureux tombaient en grand nombre ; ces maux désespéraient les troupes. On vit les généraux les plus distingués, comme Murat et Lannes, jeter leurs chapeaux brodés sur le sable et les fouler aux pieds

en présence des soldats. On lit dans une lettre de la correspondance intime de l'armée d'Égypte publiée par Lorédan Larchey : « Nous avons des soldats qui se sont donné la mort en présence du général en chef, en disant : Voilà ton ouvrage. »

Fig. 63. — Carte de la basse Égypte.

« Vous allez frémir en lisant ce qui suit, écrit un capitaine dont la lettre est conservée dans le recueil cité plus haut : Nous avons marché pendant dix-sept jours, sans pain, sans vin et eau-de-vie, et cinq jours sans eau, dans des plaines brûlantes et l'ennemi continuellement à nos trousses. Figurez-vous que nous avions à combattre des barbares, qui ne connaissaient point les droits de la guerre, et qui par conséquent exerçaient toutes les cruautés imaginables envers les malheureux Français qui tombaient entre leurs mains; aux uns ils coupaient les oreilles, à d'autres le nez, à d'autres ils tranchaient la tête, et bien d'autres choses que je n'ai plus dans la mémoire, qui me font frissonner quand j'y pense.

« Malgré les pauvres malheureux qui tombaient en défaillance, nous étions obligés de marcher toujours en colonnes serrées, parce que leur cavalerie profitait du moment où nous étions en désordre pour nous charger, et nous faisait un mal considérable.

Jour et nuit nous étions sous les armes, ce qui nous causait des fatigues mortelles. Le mécontentement était peint sur tous les visages. »

Néanmoins Bonaparte conservait toute sa confiance et toute son énergie. Il partageait la nourriture de son armée, la rassurait par ses promesses, la calmait dans ses accès de découragement : « Ce fleuve, disait-il, qui répondait si peu dans ce moment à sa réputation, commençait à grossir et bientôt justifierait tout ce qu'ils en avaient ouï raconter; ils campaient sur des monceaux de blé, et sous peu de jours ils auraient des fours et des moulins. » Ces discours produisaient quelque effet sur des esprits crédules; mais la plupart de ces soldats persistaient à se croire déportés par le Directoire, en haine de leur général, et se promettaient pour plus tard de faire payer cher au gouvernement la manière dont il les traitait eux et Bonaparte.

Kléber donna dans ces terribles jours la mesure de son caractère et contribua autant que Bonaparte à empêcher la démoralisation complète de l'armée. Un jour les soldats épuisés refusent de porter les blessés qu'ils vont abandonner à une mort certaine. Kléber arrive à la hâte. « Misérables, dit-il, vous êtes des lâches : vous n'êtes pas des soldats. » Des murmures violents éclatent de toute part. « Oui, reprend Kléber, vous êtes des lâches; être soldat, c'est quand on a faim ne pas manger, quand on a soif ne pas boire, quand on ne peut plus se porter soi-même porter ses camarades blessés; voilà ce que doit être le soldat : misérables, reprenez vos blessés. » Ces paroles ne sont pas en vain entendues, et les blessés sont sauvés.

Cependant le bruit s'était répandu au Caire que c'était vraiment une grande armée d'infidèles qui avait débarqué en Égypte, qu'elle avait pris Alexandrie et qu'elle s'avançait vers la capitale. Elle avait une nombreuse infanterie, mais presque point de cavaliers. Les beys poussèrent aussitôt des cris de joie. « Ce sont des pastèques à couper, » disait-on partout. Et, en effet, pour des hommes comme les mamelouck, couverts de riches habits, armés à l'anglaise, montés sur les meilleurs chevaux qu'on puisse voir, l'infanterie était chose méprisable; ils ne doutaient point que leur seule vue n'effrayât les Français : profitant de leur désarroi, ils se jetteraient au milieu d'eux, les massacreraient

sans peine et rapporteraient des centaines de têtes comme trophées. Ibrahim bey et Mourad bey n'eurent point de peine à les exciter et à les envoyer au-devant de l'armée qui traversait le désert pour lui barrer la route. Un bey partit du Caire avec six cents mamelucks pour rallier les Arabes de Damanhour. Il rencontre Desaix, qui place sa di-

Fig. 64. — Marche à travers le désert. D'après une lithographie de Géricault.

vision en carré, et qui par un feu bien dirigé effraie et disperse les cavaliers ennemis. Ce premier engagement fut la bataille de Ramanieh. Quelques braves étaient morts sur les baïonnettes françaises, mais l'armée pouvait bien s'assurer dès lors que la cavalerie arabe, quelque brave qu'elle fût, tiendrait difficilement contre notre canon et notre mousqueterie.

Ce fut à Chébreis que Bonaparte se trouva en face de Mourad bey avec toute son armée : la cavalerie inonda bientôt la plaine et chercha à déborder les ailes. Les Français étaient épuisés; mais Bonaparte fit former son infanterie en carrés. Ces carrés ayant à leurs

angles des pièces de canons, formaient comme autant de citadelles vivantes qui croisaient leurs feux. Comme à Ramanieh, ils dispersèrent la multitude de chevaux qui venaient tourbillonner autour d'eux. C'était là un genre de guerre qui était nouveau pour les soldats d'Italie et qui allait leur donner quelques qualités techniques, quelque habileté pratique dans l'exécution des commandements, qui lui manquaient encore. « L'armée d'Italie, brave et intelligente, dit un des combattants, Pelleport, manquait de flexibilité pour les manœuvres : les officiers inférieurs et supérieurs, les généraux eux-mêmes qui venaient de faire la guerre avec une grande distinction avaient négligé l'étude de la petite tactique. Aussi se trouvèrent-ils embarrassés pour former les carrés tels que les avait indiqués Bonaparte : il fallut prendre successivement les pelotons et les bataillons par la main pour les conduire sur le terrain qu'ils devaient occuper dans la disposition générale. »

Mais les tâtonnements ne furent pas longs ; on ne tarda pas à s'en apercevoir à la bataille suivante. Mourad bey s'était retiré vers le Caire et se préparait à livrer une bataille générale et décisive.

Le 20 juillet, l'armée aperçut les Pyramides, dont le spectacle grandiose leur arracha un cri d'admiration : « Soldats, s'écria Bonaparte, songez que du haut de ces pyramides quarante siècles vous contemplent. » Mais l'ennemi avait pris position sur la rive gauche du Nil, entre Embaleh et les Pyramides. Mourad bey était renforcé des troupes d'Ibrahim, il avait l'avantage de la situation ; ses cavaliers étaient dispos, tandis que les Français, fatigués par une longue marche dans le désert, ne se soutenaient que par l'énergie de leur général et la brillante perspective qui s'offrait à eux s'ils arrivaient à vaincre.

Les mamelouks étaient au centre ; la droite était composée de 1.000 janissaires, placés en avant d'Embaleh, dans un camp retranché, en face de Boulak. La gauche, formée de Bédouins, s'appuyait aux Pyramides. Enfin une flottille indigène couvrait le Nil et assurait une retraite aux Égyptiens, tandis que, si les Français étaient vaincus, ils étaient rejetés vers le désert et livrés à une mort bien plus cruelle que la mort du soldat sur un champ de bataille. Il fallait vaincre ou mourir. Heureu-

Bataille des Pyramides (21 juillet 1798). Tableau de Gros. Musée de Versailles.

(Autour de Bonaparte, Berthier, Desaix, Dugué, généraux de division ; Murat, Belliard, généraux de brigade ; Duroc, chef de bataillon d'artillerie ; Eugène Beauharnais et Lavalette.)

sement que le plan de Bonaparte allait assurer à l'armée une de ses plus brillantes victoires. Le général en chef avait opposé Desaix aux Bédouins, Reynier aux mamelouks, Menou aux janissaires. La division Bon devait longer le Nil et prendre l'armée du bey en flanc. Sur les derrières de Bon et de Menou se trouvait une réserve assez forte qui était chargée de prendre Embaleh au signal convenu. Mourad Bey

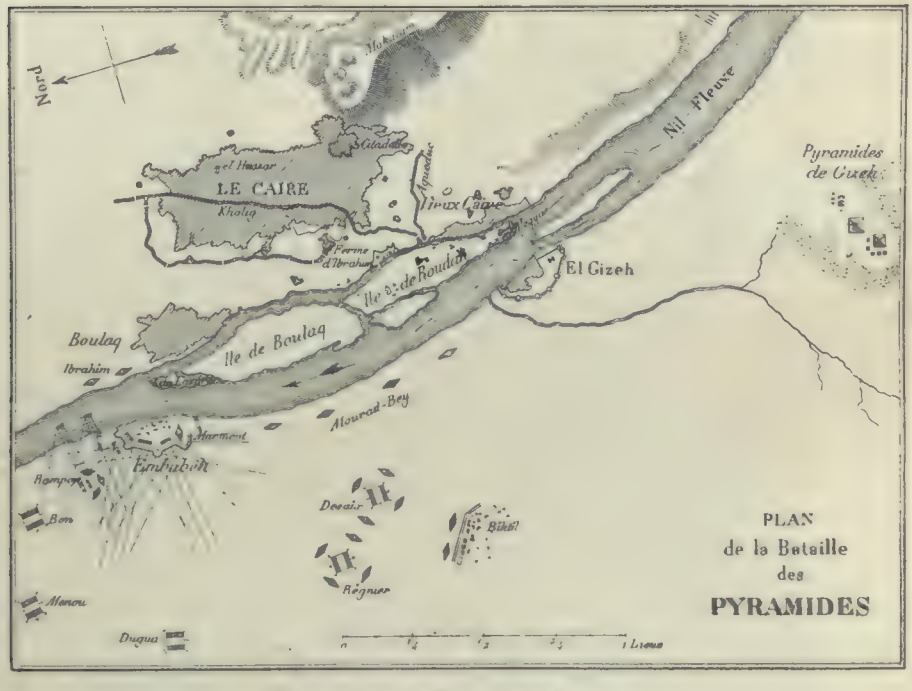


Fig. 65. — Plan de la bataille des Pyramides.

comprit que son centre allait être percé ; quoiqu'il n'eût aucune habitude de la guerre, la nature l'avait doué d'un grand caractère, d'un courage à toute épreuve et d'un coup d'œil pénétrant qui auraient honoré un général européen. Aussi essaya-t-il d'envelopper Desaix et Reynier et de les séparer pour profiter de l'avantage de sa cavalerie. La résistance de ces divisions arrêta les brillantes charges des mamelouks et donna le temps à Dugua de se porter entre Desaix et le Nil et de couper l'ennemi de son camp d'Embaleh et du fleuve. Mourad dut se replier sur Giseh ; moins heureuse que lui, la cavalerie d'Em-

baleh, entourée par Bon, Menou, Dugua, repoussée vers le Nil, dut, après de longs efforts, chercher son salut dans le fleuve et abandonner une plaine jonchée de ses cadavres. La flottille reçut les débris de cette brillante et malheureuse armée.

La victoire des Pyramides eut le plus grand effet sur l'esprit des mamelouks comme sur celui des soldats français. La jactance des premiers devint une vraie panique, tandis que le profond découragement des seconds se changea en une joie complète. Les mamelouks, en effet, se voyaient définitivement chassés de leur pays, sans autres ressources que la soumission ou la révolte. Les Français, au contraire, se croyaient arrivés à la fin de leurs maux et définitivement possesseurs d'une contrée dont le général leur avait dépeint la richesse sous des couleurs si attrayantes qu'ils espéraient retrouver les délices de Mantoue sous le ciel du Caire. D'un autre côté, la victoire leur avait fait oublier leurs souffrances du désert et leur avait rendu confiance absolue et entière dans le génie de Bonaparte.

Mais, quelques jours après, la flotte française subissait une des défaites les plus cruelles qu'elle eût éprouvées jusqu'alors. Bonaparte, après le débarquement de ses troupes, avait donné l'ordre à l'amiral Brueys d'entrer dans le port d'Alexandrie ou d'aller à Corfou, mais de ne point attendre l'arrivée des Anglais dans la rade ouverte d'Aboukir. L'amiral Brueys crut qu'il n'y avait pas assez d'eau à Alexandrie et que gagner Corfou l'exposait à rencontrer en route l'escadre anglaise; il préféra donc rester à Aboukir. Il ne tarda pas à y être attaqué par Nelson qui, furieux de n'avoir pu empêcher le débarquement des Français en Égypte, avait juré de se venger sur la flotte des victoires de l'armée. L'escadre de Brueys s'étendait parallèlement au rivage, à une assez grande distance de la côte. Nelson avait envoyé en avant deux vaisseaux, qui purent sans être inquiétés reconnaître toute la ligne d'embossage des Français. L'escadre anglaise apparut le 1er août avec toutes voiles dehors et, malgré l'heure avancée, engagea immédiatement le combat. Nelson eut l'audace de passer entre la terre et la flotte par une passe qu'on jugeait impraticable et qu'on avait négligé de garder; il prit ainsi le centre et la gauche des Français entre deux feux.

Néanmoins il faillit payer cher sa témérité. Le contre-amiral Villeneuve, qui commandait la droite française, pouvait accourir au secours du centre en danger, acculer Nelson au rivage, l'enfermer entre deux

Fig. 66. — Mameluck au combat. D'après un dessin de Carle Vernet, gravé par Jazet.

feux croisés, et le faire prisonnier lui et la moitié de son escadre. Mais Villeneuve, ne voyant pas le signal convenu et n'osant assumer sur lui la responsabilité d'un tel acte, resta immobile, puis cingla vers l'ouest. Il se montrait déjà ce qu'il devait être dans la suite, brave, mais irrésolu, faible, incapable enfin des hauts commandements qui lui fu-

rent confiés : avec un peu plus d'activité et d'audace il eût pu changer en triomphe éclatant un grand désastre.

Privé de Villeneuve, écrasé par la supériorité des feux anglais, Brueys, qui avant l'action n'avait point su montrer les talents d'un amiral, montra au moins dans la mêlée ceux du plus brave soldat. Les Français, quoique se voyant dans une situation fort compromise, luttaient avec un acharnement inouï. Le vaisseau amiral *l'Orient* se trouvant isolé et entouré, mais refusant de rendre son pavillon, vit le feu gagner ses poudres ; Brueys périt au milieu des débris de son navire. Cette épouvantable explosion, arrivée à onze heures du soir, suspendit le combat pendant un quart d'heure. C'était une grande perte pour les Français et cet accident imprévu commença à décider de la victoire. Mais même alors, les Anglais l'ont reconnu, si Villeneuve avait agi, nous pouvions encore avoir le dessus. Le combat dura quinze heures à partir de l'explosion de *l'Orient*. Il n'y a peut-être pas dans toute l'histoire maritime d'exemple d'une pareille résistance ; jamais nos marins n'avaient été plus héroïques, et, comme l'a dit le poète,

> En cette nuit de deuil
> La France put trouver même un sujet d'orgueil.
> On sait que ses marins, d'une voix étouffée,
> Saluaient leur cocarde aux chapeaux agrafée
> Et, près de s'engloutir dans les brûlantes eaux,
> Clouaient les trois couleurs aux mâts de leurs vaisseaux (1).

Les Anglais prirent ou détruisirent successivement tous les autres navires, tandis qu'une foule de Français accourus sur les hauteurs environnantes assistaient, témoins impuissants, à ce terrible échec de nos armes. Nelson avait perdu beaucoup de monde, mais son but se trouvait trop bien réalisé : les Français étaient prisonniers en Égypte. Bonaparte reçut la nouvelle avec moins de douleur qu'on n'aurait pu le supposer. « Eh bien, dit-il aussitôt, il faut mourir ici ou en sortir grand comme les anciens. » Sa constance, son activité, et ses proclamations véhémentes ne tardèrent pas à relever le moral des soldats.

(1) Barthélemy et Méry, *Napoléon en Égypte*, chant II. Comparer *La Frégate « la Sérieuse »*, par Alfred de Vigny.

D'autre part, les nouvelles qu'on recevait de Desaix étaient faites pour maintenir la confiance. Avec les 3.000 hommes qu'on lui avait donnés il déployait des qualités éminentes dans la conquête de la haute Égypte. L'importante ville de Médinet el Fayoum était prise, et Mourad bey, vaincu de nouveau à Sédiman, fuyait vers la Nubie. Les débris de son armée, essayant vainement de se rallier, se firent successivement écraser à Keneh, à Bénouth, et l'armée française arriva à

Fig. 67. — Bataille du Caire, dite des Pyramides, livrée le 3 thermidor an VI (21 juillet 1798). Dessiné par Swebah.

Thèbes. Malgré les privations, les fatigues, les dangers de toute sorte qu'elle venait de traverser et la pensée de ceux qui l'attendaient encore, les soldats de Desaix furent saisis d'une émotion profonde en présence de ces merveilleuses ruines. Un grand silence se fit dans les rangs, puis toute la petite armée éclata en applaudissements comme si elles eussent été le but de ses glorieux travaux et si elles avaient complété la conquête.

Desaix, poursuivant les débris de son adversaire, avança jusqu'à la cataracte de Syène, et l'on grava sur un des rochers de l'île de Philæ l'inscription suivante :

L'an VI de la République, le 13 messidor,
une armée française
commandée par Bonaparte
est descendue a Alexandrie.
L'armée ayant mis, vingt jours après,
les mamelouks en fuite aux Pyramides,
Desaix, commandant la première division,
les a poursuivis au dela des cataractes,
ou il est arrivé
le 13 ventose de l'an VII.
Les généraux de brigade
Davoust, Friant et Belliard,
Donzelot, chef de l'état-major,
Latournerie, commandant l'artillerie.
3 mars, an de J.-C. 1799.

Gravé par Casteix, sculpteur (1).

A côté de cette inscription officielle se trouvent de simples noms de soldats, grossièrement tracés sur le rocher avec la pointe d'un couteau ou d'une baïonnette. En poussant plus loin leur marche, nos soldats auraient trouvé des inscriptions analogues qui remontaient à plus de deux mille ans. Auprès de la deuxième cataracte, on peut lire encore, gravées sur la jambe d'un des colosses d'Ipsamboul, quelques lignes d'écritures diverses. Ce sont les troupes mercenaires, grecques, phéniciennes et syriennes du roi d'Égypte Psammétique, qui ont voulu laisser là le souvenir de leur expédition, qui eut lieu vers 750 av. J.-C., et, là aussi, à côté d'inscriptions collectives rappelant le passage de chacune de ses troupes, se trouvent, beaucoup moins clairement marqués, des noms de tel ou tel des guerriers qui en faisaient partie.

Desaix assurait par son désintéressement et son noble caractère les succès que sa bravoure avait obtenus. Les Arabes, dans leur admiration pour lui, lui avaient donné le nom de « sultan juste ». Il reçut aussi

(1) Il paraît que cette inscription a été a peu près détruite, il y a quelques années, par des soldats anglais, lors de leur expédition du Soudan.

de son général un superbe sabre orné de pierreries sur lequel on avait gravé ces mots : « CONQUÊTE DE L'ÉGYPTE ».

Pendant ce temps, Bonaparte avait fait son entrée au Caire, dans cette brillante capitale arabe qui s'élevait à côté des ruines de la grande ville des premiers pharaons. Les mamelouks avaient su l'embellir des antiques colonnes de Memphis. De nombreuses mosquées s'y faisaient remarquer par leur richesse et leur grandeur; la ville possédait une école où l'on enseignait la philosophie d'Aristote et du Coran à plus de quatorze mille étudiants venus de toutes les parties de l'Arabie et de l'Égypte. Dans les temps des grandes eaux, toutes les places du Caire devenaient de vastes lacs où se réfléchissaient les lumières des maisons; les cafés et les bains de vapeur étaient installés en grand nombre. Les rues étaient étroites, mais les maisons, bâties à l'indienne, présentaient des vitrages de couleurs qui formaient un spectacle intéressant et original pour un œil européen.

Fig. 68. — Le général Desaix. D'après Stenben.

Ce fut là que Bonaparte, après avoir mis tant d'activité à conquérir, n'en mit pas moins à organiser sa conquête, et s'exerça à son futur métier de chef d'empire. Il chercha à s'attacher par la reconnaissance les populations qu'il avait vaincues par la force. Déjà il avait fait mettre en liberté les sept cents esclaves musulmans qu'il avait trouvés à Malte. Dès le lendemain de son arrivée, il composa un divan des personnes les plus respectables de la ville, et, persuadé que le meilleur moyen de

se faire aimer était de montrer du respect pour la religion du Prophète et les habitudes du peuple, il affectait la plus grande déférence pour les imans et les cheiks, leur laissant croire qu'il embrasserait un jour l'islamisme, flattant leur vanité par des compliments, leur cupidité par des promesses. Dans une entrevue demeurée célèbre, dans l'intérieur de la grande pyramide de Chéops, il rendait grâce à Allah de sa victoire et se déclarait son plus humble serviteur, mais se disait aussi son envoyé, et montrait l'importance du rôle que ce dernier lui avait confié pour la gloire de l'Égypte! Il les étonnait par des sentiments d'humanité et de sollicitude pour les humbles, qui n'étaient pas dans les habitudes du gouvernement turc.

Si la position ordinaire de l'Égypte, qui ne peut devoir sa prospérité qu'à l'étendue de ses inondations, exige une bonne administration, la nécessité de réprimer vingt à trente mille voleurs, indépendants de la justice parce qu'ils se réfugient dans l'immensité du désert, n'exige pas moins une administration énergique. Dans ces derniers temps, ils portaient l'audace au point de venir piller les villages et tuer les fellahs sans que cela donnât lieu à aucune poursuite régulière. Un jour que Napoléon était entouré du divan des grands cheiks, on l'informa que des Arabes de la tribu des Osnadis avaient tué un fellah et enlevé des troupeaux; il en montra de l'indignation et ordonna d'un ton animé à un officier d'état-major de se rendre de suite dans le Bahirch avec deux cents dromadaires et trois cents cavaliers pour obtenir réparation et faire punir les coupables. Le cheik Elmadi, témoin de cet ordre et de l'émotion du général en chef, lui dit en riant : « Est-ce que ce fellah est ton cousin que sa mort te mette tant en colère? — Oui, répondit Napoléon, tous ceux que je commande sont mes enfants. — Faïb! lui dit le cheik, tu parles là comme le Prophète. »

Les femmes avaient surtout à gagner à voir se répandre en Égypte les idées des Français.

Le général Menou ayant épousé une Égyptienne de Rosette, il la traita à la française. Il lui donnait la main pour entrer dans la salle à manger, la place d'honneur à table; les meilleurs morceaux étaient pour elle; si son mouchoir tombait, il s'empressait de le ramasser. Les autres femmes de Rosette, fort curieuses, comme on le comprend, de savoir comment les choses se passaient dans un intérieur européen, l'accablaient de questions, surtout lorsqu'elle se rendait au bain, qui est le lieu ordinaire de réunion pour les femmes. Elle ne demandait pas mieux, du reste, que de leur faire connaître les égards dont elle était l'objet. Ses discours produisirent une grande agitation dans toutes les têtes féminines, et elles adressèrent au sultan Kebir une pétition

qu'elles envoyèrent au Caire, afin qu'il ordonnât dans toute l'Égypte aux Égyptiens de se comporter avec elles selon l'usage des Français. (NAPOLÉON.)

Mais, tout en se faisant ainsi vénérer à l'égal d'un envoyé de Dieu et en parlant le langage du prophète, Bonaparte avait donné l'ordre d'occuper solidement les places dont il s'était emparé, redoutant l'inconstance des cheiks, leur amour de rébellion et voulant que dans un moment critique il eût des points de refuge solides et inabordables. Il songeait aussi à réparer le désastre de la flotte et à en créer

Fig. 69. — Bonaparte sur la plus haute des pyramides d'Égypte. Gravure de la collection Hennin.

une nouvelle; il est vrai que le bois manquait en Égypte, mais Bonaparte était persuadé qu'on pouvait mettre à profit les vastes forêts de l'Abyssinie, ces Alpes inconnues comme il les appelait, et il se reposait sur le fleuve même du soin d'apporter ce bois de construction dans les provinces du Delta. Il cherchait aussi à modifier les rades d'Alexandrie et de Damiette, faisait relever avec le plus d'exactitude possible la carte des côtes méditerranéennes et étudiait avec ardeur des plans de canalisation et d'irrigation qu'il rêvait d'effectuer pour régler le cours du Nil et tirer le meilleur parti de ses inondations. Malgré les charges qu'apportait nécessairement la présence d'une armée qui devait vivre aux dépens du pays, Bonaparte, déjà préoccupé d'or-

ganisation sociale, voulut que l'occupation de l'Égypte fût pour le pays un véritable bienfait. Les impôts furent perçus avec une probité et une égalité dont les Égyptiens n'avaient pas idée. L'enregistrement fut appliqué à l'Égypte : c'était là une ressource fiscale, mais c'était aussi un moyen d'assurer la propriété individuelle de tous les habitants, quelle que fût leur situation et leur origine. Des tribunaux de commerce furent institués. Les exactions de la justice furent arrêtées par une loi qui substitua un droit fixe aux honoraires arbitraires des cadis. Il supprima le supplice de la bastonnade, employé pour faire parler les accusés ou simplement ceux que l'on croyait en possession de quelque secret important. Malgré les ménagements les plus grands pour les musulmans et leurs préjugés, il prépara l'émancipation sociale des Coptes par une série de mesures, gages de mesures plus importantes encore.

Mais au milieu de ces projets d'avenir, il n'oublie pas que la guerre doit être actuellement le premier de ses soucis. Il s'efforça d'appliquer à l'organisation de l'armée toutes les ressources du pays. C'est ainsi qu'il forma des corps de cavalerie d'un nouveau genre, où les chevaux étaient remplacés par des dromadaires.

Un jour, près de Suez, il vit devant la tente d'un cheik deux dromadaires sellés et bridés. Voulant savoir si ce qu'on disait de la rapidité et de la docilité de ces animaux était vrai, il dit à Eugène de Beauharnais et à Édouard Colbert de les monter et de les faire courir. « A peine étions-nous perchés sur cette monture d'une nouvelle espèce, raconte le général Colbert dans ses Souvenirs inédits, que Bonaparte, sa cravache à la main, lançant son cheval après nous, cherchant à nous atteindre, se mit à nous poursuivre, mais sans pouvoir nous joindre, bien qu'il montât un excellent cheval. Cette plaisanterie eut des suites sérieuses. Frappé de la légèreté de ces animaux, de leur sobriété, de leur résistance à la fatigue, il conçut tout de suite l'idée de les utiliser. » Les Arabes bédouins, en effet, inquiétaient souvent les derrières de l'armée et venaient jusque dans les faubourgs du Caire commettre des vols et des assassinats. Grâce à la vitesse supérieure de leurs chevaux, ils parvenaient presque toujours à échapper aux poursuites de la cavalerie française. Le général Bonaparte tenait à mettre un terme à ces incursions ; sa pensée fut bientôt réalisée, et l'armée, par un arrêté du 9 janvier 1799, fut augmentée d'un régiment de dromadaires à quatre escadrons composés d'hommes d'élite montés sur ces animaux. Chaque chameau portait des vivres et de l'eau pour cinq ou six jours. Il était monté souvent par deux hommes placés dos à dos.

L'uniforme, composé par Kléber, dans le goût oriental, était très brillant. Lors de la première organisation, les soldats portèrent la veste grise avec le turban et le manteau arabe ; c'est ainsi qu'ils firent la campagne de Syrie. Ensuite on leur imposa le dolman bleu clair, avec collet et parements écarlate, le gilet et le pantalon bleu clair avec agréments blancs, enfin un shako en feutre avec visière. En grand uniforme, ils portaient par-dessus le dolman un caftan écarlate descendant au genou, galonné à la houssarde,

Fig. 70. — Bonaparte général en chef de l'armée d'Égypte (campagne de Syrie).
D'après une lithographie de Raffet.

avec faux collet et manches courtes fourrées. On joignait à cet habillement un long burnous blanc. Ils avaient une giberne d'infanterie, un sabre de hussard, une sabre-tache en cuir noir, un fusil de dragon avec l'équipement et le harnachement du pays (1).

Ce régiment rendit de grands services ; il était employé non seulement à surveiller et à combattre les Arabes et les contrebandiers du désert, mais encore à éclairer les marches, à faire des reconnaissances lointaines, à porter des ordres pressés. Le dromadaire, grâce à la rapidité de sa marche, permettait aux éclaireurs de faire jusqu'à 25 lieues par jour. Au même moment Desaix, dans la haute Égypte, avait eu la même

(1) *Traditions et souvenirs*, par Auguste Colbert, I, p. 132 ; — A. Pascal, *Histoire de l'armée*, III, p. 101 ; — *Bulletin de l'Association scientifique*, nº du 16 juillet 1882.

idée et fait monter sur des dromadaires un bataillon de la 21e demi-brigade. Toutefois ce corps obtint moins de succès que le précédent et l'on finit par l'y incorporer. L'effectif du régiment des dromadaires fut alors porté à 700 montures.

Lorsque Bonaparte organisait cette singulière cavalerie, il ignorait, sans doute, qu'il ne faisait que suivre l'exemple des Romains. Dioclétien avait créé une troupe du même genre, dont la principale garnison était placée à Thèbes. M. Waddington a relevé (*Voyage en Asie Mineure*) à Remet el Lohf, en Syrie, la tombe d'un vétéran de ce corps, l'*ala prima dromedariorum*. Il y avait aussi des *dromedarii* en Syrie. Les Anglais, à leur tour, dans leur campagne récente du Soudan, ont imité l'exemple de Bonaparte.

Le régiment des dromadaires fut naturellement supprimé après la perte de l'Égypte. Il n'en fut pas de même de la cavalerie des mamelouks, que Bonaparte avait créée en grande partie avec des indigènes et dont le riche costume, rappelant celui de la célèbre milice dont ils avaient reçu le nom, est resté populaire. Il en forma en 1804 une compagnie de 162 hommes, élevée plus tard à 250. Cette compagnie fit partie de la garde impériale. Elle était comme le souvenir toujours présent de cette expédition. Elle était pour toute l'armée la preuve vivante qu'avec Napoléon on pouvait aller au bout du monde.

D'ailleurs rien de ce qui mérite l'attention d'un souverain ne restait étranger à Bonaparte.

Dans le même temps, l'Institut d'Égypte se constituait au Caire. Deux palais étaient assignés à l'Institut et à la commission des sciences. Ce fut le 23 août 1798 que l'Institut, sous la présidence de Monge, tint sa première séance dans le palais d'Hassan Kachef. Il devait principalement s'occuper des progrès et de la propagation des lumières de la civilisation occidentale en Égypte, puis de la recherche, de l'étude, de la publication des faits naturels, industriels et historiques de ce pays fameux depuis si longtemps. L'Institut était divisé en quatre sections : mathématiques, physique, économie politique et arts. Chaque section était composée de douze membres et les procès-verbaux devaient être envoyés à l'Institut de France.

« Certes ce n'était pas, même en 1798, un médiocre lustre pour une assemblée littéraire que la présence du général Bonaparte, dit

Jomard, dans son Mémoire sur l'Institut d'Égypte. Monge qui, le premier peut-être, devina toute la portée de cet étonnant génie, aimait à lui céder la parole et même la présidence. Dans des improvisations aussi vives que brillantes, Bonaparte, en effet, posait les questions, sondait le mal et indiquait les remèdes. » Ses projets étaient le coup d'œil de l'aigle. C'est ainsi que voyageant un jour

Fig. 71. — Bonaparte fait grâce aux révoltés du Caire. Tableau de Guérin, au musée de Versailles.

dans l'isthme de Suez, accompagné de Monge, de Berthollet et de Lepère, il s'aventura assez loin dans le désert et s'écria tout d'un coup : « Monge, nous sommes en plein canal! » Il disait vrai, car il se trouvait au milieu de l'ancien lit. Aussitôt on donna des ordres et grâce à cette indication, les ingénieurs purent suivre aisément le tracé du canal.

L'existence d'un ancien canal, qu'on faisait remonter à Nechoo (septième siècle), était connue; on savait que ce canal des deux mers mettait en communication l'extrémité du Delta avec la mer Rouge

par un fossé perpendiculaire à la direction de la vallée du Nil. Mais ce qu'on ignorait et ce que les égyptologues modernes ont mis en lumière, c'est que ce canal remontait à une antiquité bien autrement reculée et qu'il existait déjà au seizième siècle avant Jésus-Christ, sous le règne de Séti Ier, père de Sésostris (1).

Bonaparte songea aussitôt à rétablir la communication entre la mer Rouge et la mer Méditerranée, par une tranchée conduite à travers l'isthme de Suez. Il fit commencer immédiatement par l'ingénieur Lepère l'étude du nivellement de la région; mais il n'eut pas le temps d'exécuter un projet qu'il jugeait appelé à changer les conditions économiques et commerciales de l'Europe. Il en laissait la gloire à un autre Français. Le sort voulut même que les études qui furent faites alors, au lieu d'aider au travail entrepris par M. de Lesseps, servirent au contraire à lui opposer des objections. En effet, par suite d'une erreur dans leur travail, les ingénieurs de l'armée d'Égypte avaient admis qu'il y avait une différence de niveau très sensible (9m,927) entre la mer Rouge et la Méditerranée des deux côtés de l'isthme de Suez.

Les commissions envoyées par l'Institut sur tous les points du pays n'avaient pas à lutter seulement contre des difficultés scientifiques. Le pays n'était point sûr, et les excursions tant géographiques qu'astronomiques et archéologiques étaient parfois troublées par des attaques de Bédouins; on les repoussait bien à coups de fusils, mais il arrivait que quelque savant recevait une atteinte mortelle avant qu'il ait eu le temps de se mettre en défense. Cela ne décourageait point les autres, qui interrogeaient les vieux monuments, fouillaient les ruines avec une rare activité. En même temps, par un trait qui honore Monge et Berthollet, le voyageur anglais d'Hornemann, qui se trouvait prison-

(1) Pendant ce voyage, il fut surpris un soir par la marée avec l'escadron qui l'accompagnait, en revenant de visiter les fontaines de Moïse, à trois lieues de Suez. Ils devaient traverser le Madieh, bras de mer de trois quarts de lieue, guéable à marée basse. Mais les guides s'étaient enivrés. A dix heures du soir, l'escadron était rangé en bataille au milieu du golfe, ayant de l'eau jusqu'au ventre. La lune ne devait se lever qu'à minuit. Le vent venait du large. La situation était des plus critiques : « Serions-nous venus ici, dit Bonaparte, pour périr comme Pharaon? Ce sera un beau texte pour les prédicateurs de Rome. » On finit cependant par atteindre Suez en n'abandonnant à la mer que quelques carabines et quelques manteaux. Les plus vieux soldats qui avaient appris leur catéchisme racontaient la fuite de Moïse, la catastrophe de Pharaon, et ce fut longtemps l'objet de leurs entretiens.

nier de guerre, obtint des saufs-conduits et put librement exécuter son voyage dans l'intérieur de l'Afrique. Il est à regretter que la mort, survenant trop vite, l'ait empêché de publier ses relations et de rendre hautement justice à l'humanité française.

L'attitude intrépide des savants au milieu de ces dangers, où le courage est plus difficile que sur les champs de bataille, achevait de dissiper les sentiments plus affectés que réels de malveillance ou de dédain qu'une partie de l'armée avait pour eux. En Égypte, dit Cuvier dans son éloge de Berthollet, Berthollet et Monge ne s'exposaient pas moins que les militaires de profession; ils se montraient partout. Leurs noms étaient devenus célèbres dans l'armée, et l'on était si accoutumé à les prononcer ensemble que bien des soldats croyaient qu'ils n'en formaient qu'un et ne désignaient qu'un seul homme, un homme que, d'ailleurs même en le respectant, il n'aimaient pas trop, parce que c'était lui, disaient-ils, qui avait donné au général l'idée de venir dans ce maudit pays. Remontant le Nil dans une barque que les mamelouks fusillaient de la rive, on vit M. Berthollet ramasser tranquillement des pierres (qui servaient de lest) et en remplir ses poches. « Que faites-vous là? » lui dit quelqu'un. « Si je suis tué, je veux aller au fond et que ces barbares ne maltraitent pas mon corps. »

De pareils traits répétés au bivouac ne pouvaient que faire naître la sympathie des anciens soldats de l'armée d'Italie. L'on entendit plus d'une fois dans les rangs, au moment de la bataille, cet ordre burlesque : « Attention, les ânes et les savants au milieu des carrés! » Cette plaisanterie, qui avait toujours du succès, indiquait plutôt la résolution de protéger les savants que l'intention de leur témoigner de l'hostilité.

Cependant les conséquences que redoutait Bonaparte après Aboukir commençaient à se produire. Si la Porte avait souffert sans se plaindre l'occupation de l'Égypte, c'est qu'elle ne se sentait point assez forte ni assez appuyée pour défendre une province lointaine, à demi indépendante, contre une armée que ses derniers succès en Italie avaient réputée invincible. Mais désormais la fortune avait

changé; les Français se trouvaient enfermés dans leur conquête; Mourad bey, après une soumission de quelques mois, prenait de nouveau la haute Égypte. De plus, l'Angleterre et la Russie, animées des mêmes craintes et des mêmes haines, fatiguaient Sélim III de leurs instances et l'éblouissaient de leurs promesses. Enfin, après de longues hésitations, le Divan se décida à déclarer la guerre, et tandis que deux armées turques se formaient, l'une à Damas et l'autre à Rhodes, une proclamation du Sultan soulevait l'Égypte.

En effet, malgré les efforts de Bonaparte pour se concilier les imans, ceux-ci regrettaient leur indépendance et leur ancienne autorité. Beaucoup avaient résisté; quant à ceux qui avaient fait leur soumission, on ne pouvait compter sur leur fidélité, car ils n'attendaient qu'une occasion favorable, et cette occasion s'offrant à eux, ils se hâtèrent de la saisir. L'heure des infidèles est arrivée, disaient les cheiks dans leurs discours, le commandeur des croyants vient de se lever contre eux. Il n'en fallait pas tant pour insurger une multitude chez qui la haine des chrétiens était un article de foi; le 21 octobre 1796, la population du Caire s'émeut tout d'un coup, court aux armes, livre au pillage la maison de l'état-major, et massacre les Français qu'elle rencontre. Le commandant de la place, le général Dupuy, voulant charger les révoltés avec son escorte, tombe percé d'un coup de lance.

Mais la position la plus critique était celle des habitants du quartier de l'Institut. Coupés du quartier général, sans armes, ayant à faire face à une populace que le sang répandu rendait de plus en plus féroce, ils se réfugient tous pêle-mêle dans le palais d'Hassan Kachef. Toutefois une pareille retraite ne pouvait leur offrir qu'un asile précaire : un faible treillage, quelques portes mal barricadées, tels étaient leurs moyens de défense.

Néanmoins ils résolurent de faire bonne contenance en attendant les secours qui ne pouvaient manquer d'arriver; on se distribua les gardes des portes, les sabres et les épées tinrent lieu de fusils, enfin on n'hésita pas à prendre les instruments de mécanique et à en faire des armes pour fortifier les murs et garder les issues. Un jour et

deux nuits se passèrent dans de mortelles angoisses ; Monge et Berthollet se montraient calmes et héroïques en face du danger ; ils trouvaient mille expédients divers pour parer aux inconvénients de toute sorte qui semblaient se multiplier.

Mais, le troisième jour, tout change. Bonaparte, averti de l'insurrection, veut faire un exemple terrible : déjà les efforts du général Bon, qui avait pris le commandement à la mort du général Dupuy, avaient arrêté le tumulte et empêché le pillage des maisons riches. Toutefois la fusillade continuait toujours du côté de la grande mosquée. Là, toutes les avenues étaient barricadées et solidement gardées. Le conseil général des révoltés s'y était réuni. Il fallait frapper le centre de l'insurrection pour l'étouffer et la paralyser. Bonaparte envoya à minuit, sur les hauteurs qui avoisinent la citadelle, quatre bouches à feu qui forcèrent les Bédouins et les Arabes à la retraite ; le lendemain, la cavalerie du général Dumas de la Peulleterie (1) battait la plaine et les refoulait du côté du désert. Néanmoins les

Fig. 72. — Dessin de Favart, gravé par Bovinet.

(1) C'est le père du célèbre romancier Alexandre Dumas.

cheiks et les imans, barricadés dans la grande mosquée, persistaient dans leur révolte et refusaient de se rendre. Bonaparte ordonna de diriger les feux plongeants de la citadelle sur le centre du quartier. Plus de quinze obus pénétrèrent dans la mosquée; en vingt minutes les barricades étaient levées, les rues abandonnées, et le quartier soumis. Les Arabes avaient perdu plus de deux mille hommes, tandis que les Français ne comptaient qu'une cinquantaine de morts. L'insurrection avait été terrible, mais le châtiment ne s'était pas fait attendre et ôtait pour longtemps aux Égyptiens toute envie et tout pouvoir de recommencer.

Le palais d'Hassan Kachef étant délivré, l'Institut recommença ses travaux; mais tous ses instruments étaient ou perdus ou mutilés. « Qu'allons-nous faire sans outils? » disait-on. Heureusement, la colonie militaire possédait Conté, un des esprits les plus ingénieux et des plus grands mécaniciens du siècle ; à cette question il n'hésita pas à répondre : « Eh bien, nous ferons des outils, » et il fit comme il l'avait dit. On continua ce qu'on avait commencé; les jardins de Cassim bey redevinrent un véritable jardin d'Académus. « Plus d'une grande pensée, plus d'une découverte scientifique ont pris naissance dans ces assemblées, où éclatait dans toute sa force l'imagination de Monge, que tempérait la douce et noble gravité de Berthollet. » A dire vrai, beaucoup de ces savants espéraient dans un terme prochain jeter les fondements d'une nouvelle école d'Alexandrie, qui, partie d'un point plus avancé de civilisation, pourrait arriver à effacer l'éclat de l'ancienne.

Bonaparte, toujours actif, achevait pendant ce temps de calmer l'insurrection et de s'attacher ses ennemis, tantôt par ses promesses, tantôt par ses menaces, tantôt par ses discours où il continuait à se dire l'envoyé d'Allah. L'armée était mécontente de voir ces vieux cheiks, « ces cafards », auteurs de tout le mal, qu'on cajolait « et auxquels ils ne manquait plus que des récompenses pour l'horrible conduite qu'ils avaient tenue ». Mais le général restait impassible devant ces murmures; il se contentait de jouir de la confusion de ces imans, et de la joie du peuple, qui appelait « l'intercession du prophète et la bénédiction de Dieu sur ce prince grand et clément, » qui

avait pardonné à ceux qui méritaient la mort. Kléber arrivant d'Alexandrie trouva un cheik, auteur de la révolte, El Sadal, baisant les mains du général en chef, et comme il manifestait son étonnement de ce que Bonaparte ne le fît pas fusiller comme exemple, celui-ci lui répondit : « La mort de ce vieillard impotent ne nous produirait aucun avantage et aurait pour nous des conséquences plus funestes que vous ne le pensez. » C'est faute de comprendre la sagesse

Fig. 73. — Combat de Benouth. Langlois pinxit.

de ces paroles, que Kléber, deux ans après, allait trouver la mort dans le même lieu, pour avoir fait bâtonner le même homme auquel le général avait laissé la liberté et la vie!

La révolte apaisée, le peuple gagné, il restait à s'occuper des armements militaires considérables que faisait en ce moment la Porte. En Syrie, Djezzar pacha, qui se montrait digne de son titre de commandant de cette province par l'exaltation de son fanatisme contre les chrétiens et son audace à tout tenter, activait ses préparatifs de manière à prendre l'Égypte par le nord. Bonaparte résolut de le devancer. A ce moment, le fameux Tippou-Saïb, qui avait sollicité vai-

nement des secours de Louis XVI, puis de la Convention, avait repris les armes en apprenant les succès des Français et avait écrit au Directoire pour lui demander 1.500 hommes et une flotte « au nom de l'ancienne amitié qui l'unit à la France et qui durera autant que le soleil et la lune brilleront dans le ciel ». Ces relations d'un souverain despotique de l'Orient avec la République française sont assez curieuses pour que nous donnions quelques détails, d'après l'article de M. H. Castannet des Fosses, publié dans la *Revue de la Révolution,* du 5 août 1885.

Parmi les Français qui étaient dans l'entourage du sultan du Maïssour dès le début de la Révolution, se trouvait un ancien corsaire nommé Ripaud. Ripaud était partisan de la Révolution. Il parlait souvent au sultan de la lutte que les jacobins soutenaient contre l'Europe et des défaites qu'ils infligeaient aux armées de la coalition.

Les jacobins étaient en guerre avec l'Angleterre. Il n'en fallait pas davantage pour les rendre sympathiques à Tippou-Saïb, tout disposé à voir en eux des alliés qui allaient prochainement lui apporter leur concours. Ripaud se garda bien de lui enlever ses illusions. Il les entretint, au contraire, en lui donnant à entendre que les jacobins ne laissaient jamais succomber l'allié de la France, et c'est ici que la comédie devient bouffonne. Ripaud ajouta que le vrai moyen de décider les jacobins à venir lui porter secours dans le plus bref délai, était d'organiser un club semblable à ceux qui existaient à Paris, et que de cette manière il était certain de se rendre populaire en France et de conquérir les sympathies du gouvernement. Un club de jacobins fut organisé à Seringapatam, et tout naturellement Ripaud présida à cette fondation. La nouvelle société fut solennellement inaugurée et tint sa première séance le 5 mai 1797. La plupart des Français qui résidaient dans la ville y assistaient, et tous étaient coiffés du bonnet rouge. Les indigènes musulmans ou gentils, qui se trouvaient à cette réunion, ne se rendaient pas bien compte de ce spectacle nouveau parmi eux. Beaucoup d'entre eux portaient la cocarde tricolore, pensant qu'ils se feraient bien voir de leurs amis les Français. Tippou Saïb se rendit solennellement au club. Il portait le bonnet phrygien ainsi que les officiers qui l'accompagnaient. Il prit place au bureau. Ripaud lui avait en quelque sorte donné la présidence honoraire. Les Français se lèvent en sa présence, s'empressent de l'acclamer et entonnent la Marseillaise. On pousse le cri de « Vive la Liberté ! » et on jure solennellement haine à tous les tyrans à l'exception du citoyen Tippou-Saïb le Victorieux.

Tippou-Saïb avait été peu récompensé de ses singulières manifestations. L'année suivante, le gouverneur de l'île de France put seulement lui envoyer une quarantaine d'officiers et environ 300 soldats européens ou mulâtres, qui s'embarquèrent au mois de mars sous les

ordres du colonel Chapuis. Il n'en est pas moins vrai que ce secours, si faible qu'il fût, entretenait les espérances de Tippou-Saïb, et que sa prise d'armes devenait dangereuse pour l'Angleterre.

D'un autre côté, l'Angleterre avait besoin de surveiller l'Irlande, où un soulèvement avait éclaté en 1798, soulèvement qui avait été soutenu par un petit corps de troupes françaises dirigées par le général Humbert. Les Français, d'abord vainqueurs, avaient dû se rembarquer après la capitulation de Killala ; mais ils pouvaient renouveler leur tentative. Enfin, elle était en guerre avec l'Espagne, notre alliée.

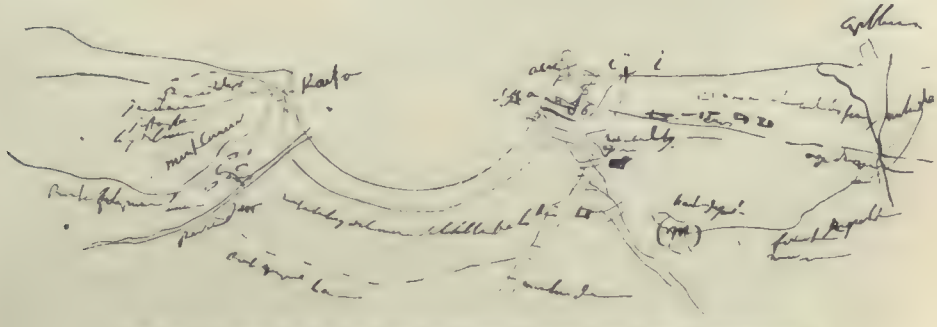


Fig. 74. — Croquis du siège de Saint-Jean d'Acre, tracé par Napoléon à Sainte-Hélène, pendant qu'il dictait ses Mémoires. (Fac-similé.)

L'occasion parut favorable à Bonaparte, et au printemps de 1799 l'armée se dirigea sur la Palestine. La campagne commença par de rapides succès, El Arish, Gaza, Jaffa, tombèrent en quelques jours entre les mains des Français. Mais à Jaffa, les Français prirent le germe de la peste. Cette épidémie, pendant laquelle s'illustra entre tous le médecin Desgenettes, nous causa des pertes d'autant plus sensibles que nous ne pouvions recevoir de renforts.

Un autre fait qu'on ne peut passer sous silence se rapporte à la prise de Jaffa. La garnison de Jaffa, sommée de se rendre, le 3 mars, ne répondit qu'en coupant la tête du parlementaire. La ville fut emportée d'assaut deux jours après, mais on n'en fut maître qu'après une lutte acharnée où il fallut faire le siège des maisons. Là Bonaparte commit un acte de rigueur impitoyable pour lequel on s'est montré justement sévère, mais qui trouve quelque atténuation dans les circonstances qui l'ac-

compagnent, et qui était d'ailleurs un acte de représailles. Voici comment Ségur raconte le fait et l'apprécie dans ses Mémoires :

« La ville de Jaffa ainsi prise, ses habitants furent préservés ; mais on retrouva dans ses défenseurs restés debout ceux d'El-Arisch qu'on avait généreusement laissés libres sur parole. Ils venaient, en y manquant, de nous faire perdre deux cent cinquante Français et un temps aussi précieux que les hommes. S'y fier encore, ç'eût été à recommencer sans cesse. Les garder sans vivres, ou les renvoyer en Égypte par une mer couverte d'Anglais ou par le désert sous escorte, quand entouré d'ennemis on manquait de combattants, cela était impossible. D'ailleurs, eux ne faisaient point de prisonniers. Ces parjures formaient les deux tiers de la garnison ; tous venaient d'être pris d'assaut ; il avaient assassiné un parlementaire, ils avaient refusé quartier ; la peste enfin régnait parmi eux ! Le conseil de guerre hésita deux jours ; le troisième, enfin, le salut de l'armée prévalut, les prisonniers étaient environ trois mille : on en sépara les Égyptiens et les mamelouks. Deux mille Arnautes, l'élite des Turcs, furent mis à part. On les conduisit sur la plage, où, partagés en pelotons, ils se recommandèrent à Dieu ; et là, sans se plaindre, sans demander grâce, et avec une résignation orientale, tous subirent le sort de la guerre !

« Un témoin bien impartial, car il fut disgracié depuis par l'empereur, dit encore aujourd'hui que, dans le conseil, Bonaparte avait persisté le dernier à refuser son acquiescement à ce massacre, mais qu'enfin, ployant sous une nécessité impérieuse, le général en chef en ordonnant et les soldats en exécutant parurent plus consternés que leurs victimes. Au reste, la lettre, d'ailleurs si ferme et si précise, où Napoléon annonce ce fait au Directoire, montre assez combien son esprit était obsédé de tout le sang qu'il venait d'être forcé de répandre. Cette lettre est datée du 13 mars et de Jaffa même.

« La garnison de quatre mille hommes, écrit-il, sans autres détails, a été passée « au fil de l'épée. » Il n'en diminue point le nombre, sa douleur l'augmente, puis il s'écrie : « Jamais la guerre ne m'a paru si hideuse ! » A ce cri de douleur, et aussitôt après à l'agitation, au désordre des citations superflues, qu'il fait à plusieurs reprises, de tous ceux auxquels il a pardonné, on reconnaît toute sa souffrance, on voit qu'il s'efforce de soulager son cœur révolté de la terrible exécution à laquelle l'ont contraint et le conseil, que contre son usage il a rassemblé, et les circonstances.

« On eût moins parlé de cette action, qui en rappelle plusieurs bien autrement cruelles de César, si, dans le moment de l'assaut, Bonaparte, d'abord aussi généreux là qu'à Alexandrie et surtout au Caire après la barbare révolte de cette capitale, n'eût point arrêté le carnage. L'horreur de l'exécution eût alors été attribuée au soldat, que l'emportement du combat et la férocité de l'ennemi eussent excusé. Du reste, Napoléon, n'a jamais désavoué ce fait, quelque pénible qu'en dût être la mémoire. Sept ans après, à Saint-Cloud, à propos d'un acte de faiblesse qu'il reprochait à notre expédition en Calabre, dont je venais lui rendre compte, me prenant vivement à partie selon son

habitude, il me rappela ce massacre de Jaffa, me le citant comme un exemple de tout ce que le salut d'une armée exigeait de son général. »

Maître de Jaffa, Bonaparte pouvait entrer s'il le voulait à Jérusalem ; mais, comme pour Rome, il refusa de le faire, ce détour n'entrait pas dans son plan de campagne, et il pensait que, quelque grand qu'on soit,

Fig. 75. — Combat de Nazareth. Esquisse de Gros, musée de Nantes.

il y a des noms qu'il est toujours dangereux de rapprocher du sien.

Le 19 mars 1799, l'armée était devant Saint-Jean d'Acre, l'ancienne Ptolémaïs. L'importance de cette ville était considérable pour les projets de Bonaparte ; celui-ci espérait la prendre sans la détruire, puis en faire la base de ses opérations pour se porter en avant : c'était la clef qui lui ouvrait le chemin des Indes, et qui lui permettait d'aller donner la main à Tippou-Saïb pour porter avec lui un coup mortel à la domination anglaise.

Bonaparte espérait prendre facilement une place qui était peu de chose par elle-même ; néanmoins il avait pris toutes les précautions

nécessaires : n'osant pas, à cause des sables, faire venir son artillerie par le désert, il avait ordonné de la transporter par mer ; de plus, comme les échelles qu'il avait apportées étaient trop petites, il en fit faire de nouvelles. Tout semblait donc combiné pour faire tomber cette ville entre ses mains; mais là, comme à Aboukir, une sorte de fatalité sembla se jouer de ses efforts et de ses ordres.

Djezzar pacha s'était enfermé dans la place. C'était un homme d'une énergie sauvage et qui partout autour de lui inspirait la terreur ; voici le portrait qu'en fait Thibaudeau :

« Parmi les pachas de la Porte, était le fameux Achmet, pacha de Saïde (Sidon) et de Saint-Jean d'Acre, surnommé Djezzar ou le Boucher. Cet homme féroce et entreprenant commandait, avec le titre de vizir, tout le pays situé entre Nahr-el-Keb et Césarée et avait une grande puissance. Il était à la fois son ministre, son chancelier, son trésorier et son secrétaire, souvent même son jardinier, son cuisinier et quelquefois juge et bourreau. Il avait le vêtement d'un simple Arabe et sa barbe blanche descendait sur sa poitrine ; il portait dans sa ceinture un poignard garni de diamants, comme marque d'honneur de son gouvernement ; il donnait ses audiences assis sur une natte, dans une chambre sans meubles, ayant près de lui un pistolet à quatre coups, une carabine à vent, une hache et un long sabre. Pendant la conversation, il découpait avec des ciseaux toutes sortes de figures en papier. Dans ses antichambres, on voyait des domestiques mutilés de toutes les manières ; l'un avait perdu une oreille, l'autre un œil, l'autre un bras. L'intérieur de son harem était inaccessible ; on ne connaissait point le nombre de ses femmes ; celles qui entraient une fois dans cette prison mystérieuse étaient perdues pour le monde. On leur donnait à manger par un tour, et c'était par là aussi que le médecin tâtait le pouls de celles qui étaient malades. Il tuait de sa propre main celles dont la fidélité était suspecte. Il avait alors près de soixante ans ; mais sa vigueur était encore celle d'un homme dans la force de l'âge. »

Comptant sur le secours des Anglais, il espérait pouvoir repousser les efforts de Bonaparte. Néanmoins, au bout d'un mois, manquant d'artillerie, de munitions, de vivres, il songeait à capituler, lorsque l'arrivée de sir Sydney Smith et de son escadre changea la fortune. Le commodore anglais, en croisant dans la Méditerranée, avait réussi à s'emparer, à la hauteur de Caïffa, des vaisseaux qui amenaient à l'armée française le matériel de siège qu'elle attendait. Sydney Smith le transporta à Saint-Jean d'Acre et ravitailla la ville en lui donnant des vivres, des ingénieurs, des munitions de toute sorte. Ainsi les canons français qui devaient réduire cette ville en cendres

allaient au contraire contribuer à la défendre et réussir à la sauver.

En même temps, Bonaparte se trouvait en face d'un de ses anciens camarades de l'école de Brienne, le Français Phélippeaux. Ce dernier avait servi dans l'armée de Condé en 1792 et était revenu dans son pays malgré les peines terribles dont les émigrés étaient menacés; il avait organisé une conspiration royaliste, au centre même du territoire français. Tout lui réussit d'abord; mais, abandonné des siens, il fut arrêté et enfermé à Bourges. Cet échec ne le rebuta pas; il parvint à s'échapper de sa prison, eut l'audace de venir à Paris et d'y renouer ses intrigues. S'il n'arriva pas au résultat désiré, il put du moins faire mettre en liberté l'Anglais Sydney Smith, enfermé pour ses dettes, et, désespérant de réussir en France, il vint offrir à Djezzar pacha le secours de ses talents d'ingénieur et de son audace de jeune homme. Animé d'une haine personnelle contre Bonaparte, il contribua mieux que personne à lui faire lever le siège de la ville et à l'arrêter dans ses vastes projets.

Pour comble d'infortune, l'armée turque rassemblée à Damas arrivait sur le théâtre de la guerre; Abdalhah, pacha de Damas, la commandait. Bonaparte, confiant dans son étoile, refusait de quitter les murs de Saint-Jean d'Acre et livrait chaque jour d'inutiles assauts. Cependant, menacé par l'arrivée d'Abdalhah d'être pris entre deux feux, il laissa une partie de son armée devant la ville assiégée et courut au-devant des Ottomans, qui avaient passé le Jourdain. Le vaillant Murat, avec 1.000 Français, avait triomphé de 3.000 hommes conduits par le fils du pacha. Les victoires du pont de *Iacoub* et de *Tibériade* permirent à Murat de prendre possession de Psafet, l'ancienne Béthulie. Le même jour, Junot contenait à Nazareth l'avant-garde des 25.000 hommes de Djezzar pacha.

Ce fut un des plus brillants combats de cette guerre. Il n'avait que 300 grenadiers et 100 chevaux de troupes françaises. Avec les secours que lui avait amenés, à trois lieues de Nazareth, Daher, le chef des Druses, sa petite troupe pouvait bien se monter à 500 âmes en tout.

« A 8 heures du matin, on signala l'arrivée d'une troupe ennemie divisée en deux corps, qui faisait bondir ses chevaux dans la plaine qui sépare Loubé du mont Thabor. Junot comprit aussitôt que ce qu'il y aurait de pis ce serait de battre en retraite; il

n'était point à une assez grande distance de l'ennemi pour que son infanterie ne fût pas jointe au bout de quelques instants par la cavalerie turque; il résolut donc de tenir ferme, fit faire halte et ordonna à ses soldats de ne tirer qu'à vingt pas. Cependant l'ennemi avançait. Les soldats français, immobiles, la baïonnette en avant, l'œil attentif, voyaient s'effacer la distance qui les séparait des troupes barbares. L'une s'avançait sans ordre et avec de grands cris, l'autre serrée, gardant ses rangs, et comme si une main européenne avait façonné son indiscipline nomade. Toutes deux venaient avec la rapidité du vent, l'une sur la cavalerie, l'autre sur l'infanterie; à vingt pas de distance la fusillade éclata, rapide, serrée et pétillante comme un tonnerre qui gronde; trois cents cadavres jonchèrent la terre; chevaux et cavaliers firent volte-face et allèrent se reformer hors de la portée du fusil; car, si emporté qu'eût été l'élan des deux troupes, il avait été arrêté court par cette terrible décharge. Junot jeta un coup d'œil sur sa troupe; pas un homme n'avait bougé, chacun était à son rang, ou rechargeait les armes; la cavalerie seule était un peu ébranlée. Ne pouvant opposer à l'ennemi une fusillade aussi bien soutenue que celle de l'infanterie, le choc avait été pour elle plus immédiat et plus terrible. Junot courut à elle. Le peloton, un moment disjoint, se reforme. Il était temps, l'ennemi revenait à la charge. »

Cette seconde charge est accueillie comme la première. Une troisième a le même sort. Les Turcs se retirent d'un champ de bataille où ils laissent plus de morts qu'ils n'avaient d'ennemis à combattre. Les Français n'ont que 2 tués et 48 blessés...

Ce combat avait été marqué par des épisodes qui rappellent les prouesses des paladins du moyen âge. Junot s'était écarté du gros de sa troupe pour gagner une hauteur d'où il peut même voir l'ensemble du combat : un aga, Agou bey, le reconnaît à son costume et fond sur lui accompagné de son mamelouk. « Junot laisse pendre son sabre à la dragonne, tire un excellent pistolet de ses fontes, lève lentement la main, vise l'aga, qui, courbé sur sa selle, précède son mamelouk de cinq ou six pas, et, entre les deux oreilles de son cheval, lui loge une balle au milieu du front. L'aga étend les bras, se renverse en arrière, vide les arçons et tombe. Quant au mamelouk qui le suit, un coup de sabre lui fend la tête. La petite armée bat des mains, elle est digne de son général et son général est digne d'elle. » (Pascal, *Histoire de l'armée.*)

Lorsque Bonaparte reçut, le soir même, la nouvelle de ce succès, il fut rempli d'admiration et décida qu'un concours serait ouvert pour un tableau qui rappellerait ce combat extraordinaire. Il eut lieu en l'an IX. Gros, Hennequin, Meynier, Gérard y envoyèrent des esquisses peintes. Gros obtint le prix, et son esquisse est une des œuvres les plus précieuses du musée de Nantes. Cependant le tableau ne fut jamais exécuté. Napoléon craignait alors de diviser la gloire qu'il voulait garder pour lui seul. La moitié de la toile qui devait contenir le combat de Nazareth, et où le dessin était déjà commencé, servit pour le célèbre tableau des Pestiférés de Jaffa, où ce n'était plus Junot mais Bonaparte qui était glorifié.

Toutefois ces prodiges de valeur n'auraient pu sauver les Français. Junot rallia Kléber; mais tous les deux, après avoir arrêté encore l'a-

Bonaparte visitant les pestiférés de Jaffa. Tableau de Gros. Musée du Louvre.

Autour du général, Berthier, Bessières et le médecin en chef Desgenettes, l'ordonnateur en chef Daure, Masclet, jeune chirurgien ami de Gros.

vant-garde des Ottomans sur les hauteurs de *Loubyeh*, le 11 avril, étaient cernés dans la plaine, au pied du mont Thabor, par toute l'armée turque; ils n'avaient que 3.000 hommes contre 12.000 cavaliers et autant de fantassins : ils étaient menacés d'une complète destruction.

L'arrivée de Bonaparte et de ses 2.000 hommes sauva les deux généraux français. Kléber avait essuyé depuis les premières lueurs du jour les charges de la cavalerie turque et les avait repoussées avec la plus grande bravoure, lorsque le lendemain matin, vers les 9 heures, le général Bon attaqua l'ennemi sur ses derrières, et s'empara de son camp. Après avoir cerné les Français les Turcs étaient cernés à leur tour; les divisions françaises étaient disposées de manière à former les trois angles d'un triangle équilatéral; l'ennemi se trouvait au centre ; aussi, dès les premières décharges, l'épouvante se mit dans ses rangs. Turcs et Arabes se débandèrent; tandis que la cavalerie gagnait en toute hâte le Jourdain, l'infanterie cherchait un refuge sur les hauteurs. La nuit empêcha les Français de massacrer les débris de ces troupes, qui le matin même étaient maîtresses du champ de bataille; l'armée de Damas n'existait plus. Elle avait servi cependant à faire diversion et à épuiser les munitions de l'armée.

En effet, revenu dans son camp, Bonaparte manquait de boulets. Sydney Smith se chargea de nous en procurer. On faisait paraître de temps en temps sur le rivage des pelotons de fantassins, ou de cavaliers. Aussitôt le commodore anglais faisait feu de toutes ses pièces et les soldats allaient ramasser dans le sable les projectiles que l'escadre anglaise faisait pleuvoir si complaisamment. Le taux était, pour un boulet de 36 ou de 33, de vingt sous; de 12, quinze sous; de 8, dix sous. « C'était un spectacle singulier de voir les soldats, formés en groupe sur le rivage, s'offrir aux canons anglais comme point de mire, puis, quand ils avaient provoqué une décharge, courir pêle-mêle à la poursuite des boulets amortis. Un soldat de la 13e demi-brigade en ramassa à lui seul, dans une soirée, pour plus de 80 francs (1). » De pareilles ressources étaient bien précaires; Bonaparte le comprenait mieux que

(1) *Histoire scientifique et militaire de l'expédition française en Égypte*, Paris, in-8°, 1830-36, t. V, p. 298.

personne. Les assiégés avaient tenté plusieurs sorties; elles avaient été repoussées, mais nous avaient causé de grandes pertes; d'autre part sept tentatives d'assaut avaient échoué. Mais Bonaparte pensait que le succès de sa campagne dépendait de la prise de cette ville, et il lui semblait qu'un échec aussi retentissant allait porter une grave atteinte à sa renommée; il se décida à un dernier assaut plus terrible que tous les autres. Rassemblant toutes ses batteries et mortiers disponibles, Bonaparte crible Saint-Jean d'Acre de ses derniers projectiles. Les Français s'élancent alors, renversent les Turcs qui essaient de les arrêter, et en quelques instants sont maîtres de tous les faubourgs. Mais ce succès est de peu de durée; les Français sont arrêtés par de nouveaux fossés et de nouveaux retranchements; les Turcs reviennent en force et les chassent des positions qu'ils avaient occupées. Le général Ron, l'adjudant général Fouler, le chef de brigade Venoux avaient été tués. Autour du général en chef, Croisier, Arrighi, Eugène de Beauharnais, Parre, avaient été grièvement blessés. Les généraux Caffarelli et Rambaud avaient été frappés mortellement dans les assauts précédents. Bonaparte renonça à son entreprise et leva le siège. L'armée avait ajouté à sa gloire; mais un des buts principaux de l'expédition était manqué, et pour la première fois les circonstances avaient opposé à Bonaparte un obstacle invincible. « Cet homme, disait-il plus tard en parlant de Sydney Smith, m'a fait manquer ma fortune; et cette bicoque, ajoutait-il en parlant de Saint-Jean d'Acre, m'a semblé empêché d'entrer dans les Indes et de porter un coup mortel aux Anglais. »

Cette idée le poursuivait encore après Marengo, après Ulm, après le Code civil et le Concordat.

La veille de la bataille d'Austerlitz, dans une conversation longue et variée qu'il eut après dîner avec son état-major, on en vint, après avoir surtout parlé de littérature, à regretter la campagne d'Égypte.

« A ce propos, dit Ségur, passant à un sujet plus conforme à notre situation présente et aux habitudes de la plupart de ceux qui l'entouraient : « Oui, reprit-il, si je n'étais maître d'Acre, je prendrais le turban; je ferais mettre de grandes culottes à mon armée, je ne l'exposais plus qu'à la dernière extrémité; j'en ferais mon bataillon sacré, mes Immortels! C'est par des Arabes, des Grecs, des Arméniens que j'aurais achevé la guerre contre les Turcs! Au lieu d'une bataille en Moravie, je gagnais une

bataille d'Issus, je me faisais empereur d'Orient, et je revenais à Paris par Constantinople. » Il accompagna ces derniers mots d'un sourire, comme pour indiquer qu'il se laissait entraîner à nous rappeler l'un des jeunes rêves de son imagination conquérante ; rêve qui, toutefois, se serait vraisemblablement réalisé, puisque, selon d'irrécusables témoignages de voyageurs alors présents dans le Liban, cent mille chrétiens l'avaient attendu de ce côté, l'appelant de tous leurs vœux, et prêts, au signal de la prise d'Acre, à venir se joindre à ses armes ! »

Ce n'était pas là un projet fait après coup pour se grandir dans l'esprit de ceux qui l'écoutaient. Pendant le siège même de Saint-Jean d'Acre, il disait à Andréossy, qui remplaçait momentanément auprès de lui Berthier alors malade : « Si nous prenons la ville, je marche sur Constantinople et je suis empereur d'Orient. » Il fallait renoncer à ce rêve. Pour Tippou-Saïb, ses relations avec Bonaparte ne firent que hâter sa chute en augmentant les inquiétudes des Anglais et en les décidant à faire contre le sultan du Maïssour de plus grands efforts. Tippou-Saïb fut frappé mortellement sur les remparts de sa capitale, assiégée par les généraux Harris et Stuard (4 mai 1799), et la suprématie des Anglais sur le Maïssour fut assurée.

Cependant, après son échec de Saint-Jean d'Acre, Bonaparte s'était hâté de revenir en Égypte, où se montraient des symptômes de soulèvement et où l'arrivée de l'armée turque que le sultan avait fait équiper à Rhodes paraisait imminente. Après les fatigues de la campagne de Syrie, les soldats rentraient avec plaisir dans un pays qui commençait à être pour eux comme une seconde patrie. Plus habitués à supporter la chaleur qu'au début de la campagne, ils trouvaient encore à plaisanter en traversant les sables du désert de Syrie, avec une température de 34 degrés Réaumur (42°,5 centigrades) : « Le général, disaient-ils, nous a promis à Toulon six arpents de terre à chacun, il peut nous en donner ici à discrétion, nous n'en abuserons pas. » Bonaparte campa sur les ruines de Césarée, visita les pestiférés de Jaffa et fit sauter les fortifications de la ville. Il laissa une forte garnison à El-Arish, dont la possession assurait la domination sur le désert de Syrie, et revint au Caire, qu'il retrouva dans une situation florissante; l'Institut était en pleine activité; on augmentait les défenses de toutes les grandes villes. Sa présence vint donner une

nouvelle impulsion aux travaux. Pendant son absence, une flottille anglaise s'était montrée devant Suez et avait été repoussée par l'artillerie de la place ; un imposteur qui se disait descendu du ciel, l'ange El Modhy, soutenu par le fanatisme de quelques milliers d'Arabes, s'empara de Ramanieh, y massacra 400 hommes, mais vint échouer à Damanhour ; ses partisans se dispersèrent et lui-même, ne voulant pas tenter une seconde fois la fortune, alla se cacher au fond du désert.

En même temps, le général Belliard s'emparait de la place importante de Kosseïr, dont la prise était indispensable au succès de la campagne, car elle fermait complètement l'entrée de l'Égypte du côté de la mer Rouge, comme El Arisch la défendait du côté de la Syrie. Les révoltes incessantes de Mourad bey dans la haute Égypte n'avaient eu d'autres résultats que de l'obliger à se réfugier dans les oasis. La pacification de l'Égypte était chose assurée.

Malgré son échec devant Acre, Bonaparte ne renonçait pas à ses desseins grandioses. Il avait perdu 5.300 hommes ; il en demandait 6.000 au Directoire pour remplacer ses pertes et promettait que si on en ajoutait 15.000 il irait partout, même à Constantinople ; il demandait aussi des canons, des outils, des fusils. Mais le Directoire ne pouvait rien pour lui ; il avait à lutter contre une coalition victorieuse qui semblait devoir menacer nos frontières dans un temps fort proche. De plus, une nouvelle armée turque venait de débarquer dans la rade d'Aboukir, et c'était de ce côté que Bonaparte devait porter toute son attention.

Protégé par l'artillerie anglaise, l'ennemi débarque en bon ordre et prend avec une rare intrépidité le fort même d'Aboukir ; puis il s'établit solidement dans sa conquête et appuie sa droite sur la mer, sa gauche sur le lac Madyeh. Une telle position était singulièrement dangereuse si l'armée turque ne pouvait soutenir le choc des Français, car dans ce cas elle n'avait d'autre espoir que dans le fort d'Aboukir, qui ne pouvait contenir tant de monde. Bonaparte comprend l'avantage que lui laisse Mustapha, le général de cette armée. Le 25 juillet, il est en présence des retranchements des Turcs ; Lansen attaque la gauche de front, tandis que quelques escadrons de cavalerie la tournent

Bataille d'Aboukir (25 juillet 1799). Peint par Gros. Musée de Versailles.

Le pacha, entouré et sur le corps de ses plus fidèles serviteurs, est soutenu par eux et par son fils, qui, le voyant hors de combat, rend ses armes au général Murat, son vainqueur.

et la rejettent dans la mer. 3.000 hommes étaient morts. Murat avait été aussi heureux sur la droite ; sa cavalerie avait surpris l'ennemi dans un mauvais passage et en avait fait un carnage horrible. Le village d'Aboukir, quoique solidement crénelé, avait été emporté par l'infanterie. Il ne restait plus aux Turcs que le fort même d'Aboukir, qui contenait une réserve de 3.000 hommes ; il capitulait quelques jours après. Kara Mustapha, pacha à trois queues de la Roumélie, et tout son état-major, se trouvaient prisonniers, le rivage était jonché de cadavres turcs. La Porte ne pouvait plus opposer une seule armée à Bonaparte ; celle de Rhodes avait eu un sort plus terrible que celle de Damas, car les soldats qui n'étaient point morts dans la bataille étaient presque tous prisonniers ou noyés dans leur fuite. Sydney Smith avait assisté impuissant à la destruction totale de ses alliés, et n'avait pu que recueillir quelques débris de troupes sur ses vaisseaux.

Cette brillante victoire due à la bravoure de Murat et plus encore aux combinaisons de Bonaparte, semblait assurer la possession de l'Égypte. C'est le soir de cette seconde bataille d'Aboukir que Kléber dit à Bonaparte : « Général, vous êtes grand comme le monde ». Ce nouveau succès avait frappé d'une crainte salutaire tous les révoltés, et les fellahs commençaient à croire réellement le général français un envoyé du ciel. Bonaparte comprit tous les avantages de cette situation et il écrivit au grand vizir pour lui faire des propositions de paix.

« Grand parmi les grands éclairés et sages, seul dépositaire de la confiance du plus grand des sultans, lui disait-il, j'ai l'honneur d'écrire à Votre Excellence par l'effendi qui a été fait prisonnier à Aboukir et que je lui renvoie pour lui faire connaître la véritable situation de l'Égypte et entamer des négociations entre la Sublime Porte et la République française qui puissent mettre fin à la guerre qui se trouve exister pour le malheur de l'un et l'autre État. » Il continuait en lui dénonçant les menées de Paul Ier contre lui, les ambitions de l'Angleterre, l'engageait à armer le Bosphore et Corfou et à ne pas sacrifier ses armées à des expéditions inutiles. « Radoubez et réarmez vos vaisseaux ; reformez vos équipages, tenez-vous prêt à déployer bientôt l'étendard du Prophète non contre la France, mais contre les Russes et les Allemands, qui rient de la guerre que nous faisons et qui, lorsque vous aurez été affaibli, lèveront la tête et déclareront bien haut les prétentions qu'ils ont déjà. Quant à moi, je tiendrai pour le plus beau moment de ma vie celui où je pourrai contribuer à faire terminer une guerre à la fois impolitique et sans objet. »

Cette lettre une fois écrite, et la paix ne lui paraissant pas douteuse, Bonaparte songea à préparer son retour en France. Il l'avait laissée en paix avec l'Europe et la guerre de la deuxième coalition avait éclaté; ils connaissait les revers des armées du Directoire en Italie, en Allemagne, en Hollande, la faiblesse de son gouvernement, les conspirations tant royalistes que jacobines qui éclataient sans cesse et qui amenaient chaque année un nouveau coup d'État. Sydney Smith, pour décourager l'armée d'Égypte, avait eu soin de faire parvenir à Bonaparte les journaux qui annonçaient les succès de la seconde coalition. Bonaparte sentait toute l'importance du rôle qu'allait pouvoir jouer un jeune héros, le vainqueur des plus vieilles armées de l'Europe, et que l'éclat de ses récents triomphes en Égypte désignait à l'attention universelle. Il voyait que sa seule présence suffirait pour faire rendre la fortune aux armées françaises, et l'imposer ensuite à la nation qu'il aurait sauvée. D'un autre côté, il voyait la Porte affaiblie, Mourad bey chassé, l'Égypte tranquille et soumise; il avait la plus haute confiance dans l'énergie et la sagesse de Kléber, un de ses meilleurs lieutenants. Il résolut de lui laisser le commandement de l'Égypte. Il lui laissait en partant les instructions les plus précises et les plus fortes. Il lui recommandait de veiller avec soin aux fortifications d'Alexandrie et d'El Arisch, les clefs de l'Égypte, lui promettait des renforts prochains, des secours de tout genre, des commodités de toute nature. Il voulait que rien ne manquât dans cette colonie dont il comprenait si bien toute l'importance; il comptait qu'on la conserverait; et, lorsqu'il était Premier Consul et que nos troupes étaient encore à Alexandrie et au Caire, il aimait à se représenter ce beau pays après cinquante ans de prospérité et de bon gouvernement :

« Mille esclaves maîtriseraient et distribueraient l'inondation sur toutes les parties du territoire, les huit ou dix milliards de mètres cubes d'eau qui se perdent chaque année dans la mer seraient répartis dans toutes les parties basses du désert, dans le lac Mœris, le lac Maréotis et le fleuve sans eau, jusqu'aux oasis et beaucoup plus loin du côté de l'ouest; du côté de l'est, dans les lacs Amers et toutes les parties basses de l'isthme de Suez et les déserts entre la mer Rouge et le Nil, un grand nombre de pom-

pes à feu, de moulins à vent élèveraient l'eau dans des châteaux d'eau, d'où elle serait tirée pour les arrosages ; de nombreuses émigrations arrivées du fond de l'Afrique, de l'Arabie, de la Syrie, de la Grèce, de la France, de l'Italie, de la Pologne, de l'Allemagne quadrupleraient sa population ; le commerce des Indes aurait repris son ancienne route par la force irrésistible du niveau ; la France, maîtresse de l'Égypte, le serait d'ailleurs de l'Indoustan... Il y a aussi loin du Caire à l'Indus que de Bayonne à Moscou ; une armée de soixante mille hommes montés sur cinquante mille chameaux et dix mille chevaux, portant avec elle des vivres pour 50 jours et de l'eau pour 6 jours, arriverait en 40 jours sur l'Euphrate et en 4 mois sur l'Indus au milieu des Seikhs, des Mahrattes et des peuples de l'Indoustan, impatients de secouer le joug qui les opprime.

« Après 50 ans de possession, la civilisation se serait répandue dans l'intérieur de l'Afrique. Plusieurs grandes nations seraient appelées à jouir des bienfaits des arts, des sciences, de la religion du vrai Dieu, car c'est par l'Égypte que les peuples du centre de l'Afrique doivent recevoir la lumière et le bonheur. »

Ces pensées glorieuses, et dont les événements devaient montrer la justesse, charmaient l'esprit de Bonaparte ; on peut affirmer que la pensée de l'Égypte l'occupa souvent et qu'elle fut presque pour lui un regret, même lorsqu'il fut empereur. Nous en avons donné plus haut la preuve.

Quoi qu'il en soit, il allait poursuivre de nouvelles destinées. Mais il ne serait pas juste de répéter, comme on l'a dit souvent, qu'il abandonna cette inutile conquête en y laissant une armée dans la détresse, sans artillerie, sans habillement, sans pain, réduite au quart de son effectif. Les événements semblaient exiger le retour de Bonaparte. Il pouvait se figurer et faire croire que l'intérêt de la patrie lui faisait un devoir de se mettre au-dessus de l'obéissance qu'un général ordinaire devait au gouvernement qui l'avait nommé :

D'ailleurs, si l'on en croit Thibaudeau (1), Bonaparte, avant l'expédition d'Égypte, avait remis au Directoire une note détaillée sur le projet d'une descente en Angleterre. Cette note figure dans la correspondance, sous la date du 24 germinal an VII. Bonaparte estimait que tous les moyens nécessaires ne pourraient être réunis avant l'hiver de 1799, et il avait été convenu qu'il reviendrait en France pour

(1) Thibaudeau, *Guerre d'Égypte*, t. I, p. 201, affirme que ce fait lui a été certifié par Merlin de Douai.

cette époque, après avoir établi son armée en Égypte, où il la laisserait sous le commandement de Kléber.

Les événements concordèrent trop bien avec son ambition. Il choisit pour l'accompagner des hommes d'action, capables d'un hardi coup de main, comme Junot, Bessières, Lannes, Murat, ou absolument dévoués, comme Berthier; puis, confiant au *Muiron* et au *Carrère* le soin de porter « César et sa fortune », il se risqua au milieu des croisières anglaises qui sillonnaient la Méditerranée. Son arrivée allait provoquer l'enthousiasme et rallier des partis plus turbulents que résolus; lui seul manquait pour renverser un gouvernement qui avait pris comme système politique « l'anarchie tempérée par les coups d'État », et qui, par un juste retour de la fortune, allait tomber dans les pièges qu'il croyait avoir mis tant d'art à dresser.

Mais Bonaparte laissait dans l'Orient qu'il quittait des souvenirs qui ne se sont pas effacés et qui devaient plus tard être utiles à l'influence française. Le poète est presque un historien lorsqu'il dit :

Vainqueur, enthousiaste, éclatant de prestiges,
Prodige, il étonna la terre des prodiges.
Les vieux cheiks vénéraient l'émir jeune et prudent,
Le peuple redoutait ses armes inouïes;
Sublime, il apparut aux tribus éblouies
Comme un Mahomet d'Occident.

Leur féerie a déjà réclamé son histoire,
La tente de l'Arabe est pleine de sa gloire.
Tout Bédouin libre était son hardi compagnon;
Les petits enfants, l'œil tourné vers nos rivages,
Sur un tambour français règlent leurs pas sauvages,
Et les ardents chevaux hennissent à son nom.

TROISIÈME PARTIE.

LE CONSULAT.

Retour d'Égypte. D'après Appiani.

CHAPITRE PREMIER.

LE 18 BRUMAIRE.

SITUATION DE LA FRANCE A LA FIN DU DIRECTOIRE. — LE COUP D'ÉTAT.

Le Directoire n'avait pas su profiter de la situation que lui avait faite le traité de Campo-Formio.

Ce traité n'était sans doute qu'une trêve pour les vaincus qui avaient été contraints de le signer. Il n'était pas probable, en effet, que l'Autriche, malgré la compensation qu'elle avait reçue en Vénétie, eût sincèrement renoncé au Milanais. Mais c'était une raison de plus pour le Directoire d'agir avec prudence et modération et de ne pas disperser les forces militaires de la France. Or le gouvernement semblait avoir pris plaisir à provoquer une nouvelle coalition de l'Europe par la continuation d'une politique révolutionnaire qui ne se justifiait plus et qui, non contente d'inquiéter les intérêts, irritait les consciences.

La Suisse avait vu sa neutralité séculaire violée, son territoire en-

vahi, son trésor fédéral pillé, et malgré la résistance de ce petit peuple, résistance qui s'était surtout affirmée dans les cantons pauvres et montagneux du centre, berceau de sa liberté, la République helvétique, démocratique et unitaire, avait été substituée à l'ancienne Confédération suisse, où chaque canton avait sa constitution distincte et, le plus souvent, oligarchique. Le Piémont avait été soumis à la domination française et enlevé de fait au roi de Sardaigne malgré le traité de Paris. Le pape Pie VI avait été chassé de Rome et emprisonné. Le roi Ferdinand de Bourbon et la reine Caroline avaient été contraints de se réfugier en Sicile sous la protection des Anglais. Les grands noms de République romaine et de République parthénopéenne, donnés aux deux gouvernements établis alors dans les deux plus importantes villes de l'Italie, cachaient mal de petites choses.

La seconde coalition, qui s'était formée à la suite de ces agressions, était aussi dangereuse que la première; car si l'Espagne, le Piémont, la Prusse, la Hollande n'y étaient plus engagés, la Russie, où régnait Paul Ier, y prenait une part active et sincère. Une grande armée russe, commandée par Souwaroff, s'était jointe aux forces autrichiennes.

D'ailleurs la France était épuisée par les grands efforts des années précédentes; elle fut d'abord partout vaincue, depuis la pointe du Helder jusqu'au détroit de Messine. Il fallut toute l'habileté de Sieyès dans une ambassade à Berlin et la loyauté du roi Frédéric-Guillaume pour empêcher les ministres prussiens de se préparer à prendre une part des dépouilles de leur allié vaincu. On put même craindre que le Rhin ne fût franchi par les Autrichiens ou les Russes. Si ces craintes se réalisaient, il était certain cependant que la Prusse n'hésiterait plus à venir « *protéger contre une invasion* » les provinces de la rive gauche qu'elle nous avait cédées par le traité de Bâle. Trois événements sauvèrent la France : les victoires de Brune en Hollande, à Bergen et à Castricum, l'admirable campagne de Masséna en Suisse, terminée par la victoire de Zurich, et l'abandon de la coalition par Paul Ier.

Paul Ier n'avait pris les armes que pour rétablir les souverains détrônés par la Révolution. Mais lorsqu'il vit l'Autriche refuser de rendre au roi de Sardaigne, qui s'était mis spécialement sous la protection du

czar, les places du Piémont que l'armée austro-russe avait reconquises, il ne put continuer à se faire illusion sur le but purement égoïste que poursuivaient ses alliés. Les victoires de Brune et de Masséna augmentèrent son mécontentement. Nos succès, en effet, pouvaient être attribués en grande partie aux fautes militaires des Autrichiens,

Fig. 76. — Le pape arrêté par la cavalerie française et reconduit à Vérone.

qui semblaient avoir sacrifié les Russes. Il saisit le prétexte de refus que firent ses alliés de lui livrer Ancône pour sortir d'une alliance où il ne tenait plus, disait-il, le rang qui lui appartenait. Il rappela même les 10.000 hommes qu'il avait, avec l'assentiment des Anglais, envoyés dans les îles de Jersey et de Guernesey pour soutenir au besoin un soulèvement royaliste qu'on espérait en Bretagne.

« La France, dit M. A. Lefebvre (*Histoire des cabinets de l'Europe pendant le Consulat et l'Empire*), la France était donc sauvée d'un péril immense et prochain ; mais sa situation n'en restait pas moins déplorable. L'édifice qu'elle avait élevé à Campo-Formio était renversé : elle était expulsée de l'Italie et menacée de perdre ses conquêtes sur la rive gauche du Rhin. L'attitude de la Prusse continuait de l'inquiéter;

cette couronne persistait dans la résolution d'occuper les duchés de Clèves et de Gueldre, et ses troupes restaient cantonnées dans le voisinage du Rhin, n'attendant qu'un ordre de Berlin pour franchir le fleuve et envahir le territoire français. »

D'autre part, l'armée d'Italie continuait à être malheureuse, et bientôt la bataille de Genola perdue par Championnet (4 nov.), nous rejetait définitivement de l'autre côté des Alpes et amenait les Autrichiens sur le Var.

La situation intérieure de la France était loin d'être meilleure. Le gouvernement perdait chaque jour de son autorité, il n'était ni estimé, ni craint. La constitution de l'an III, violée au 18 fructidor, au 22 prairial, au 30 floréal, ne pouvait offrir aucune sécurité politique. Un agiotage, tel qu'on n'en avait pas vu en France depuis le système de Law et qui profitait surtout aux amis et même aux agents du gouvernement, amenait la formation rapide de fortunes d'autant plus scandaleuses qu'elles insultaient à la misère générale. Les grandes opérations financières des mandats territoriaux et du tiers consolidé avaient eu pour résultat, la première, de mettre fin aux assignats, la seconde, d'éviter une banqueroute totale en sacrifiant trop facilement, il est vrai, une partie des droits des créanciers de l'État. Ces mesures auraient été moins impopulaires à cause de leurs heureuses conséquences, si elles n'avaient pas été pour quelques-uns l'occasion de bénéfices énormes fondés sur les pertes de leurs concitoyens. On pouvait craindre qu'il ne se formât alors une sorte d'aristocratie, financière d'origine, qui aurait eu en sa possession la plus grande partie des biens nationaux. Presque toutes les terres non encore vendues passèrent, en effet, à la suite de la liquidation financière de l'an III et de l'an IV, dans un très petit nombre de mains. Ce ne fut que plus tard, par une seconde vente, que ces biens se morcelèrent entre les mains des paysans, lorsque les premiers propriétaires commencèrent à craindre que l'œuvre de la Révolution ne fût pas durable sur ce point, et qu'une restauration monarchique n'annulât les ventes de biens nationaux.

Nous pouvons nous faire une idée exacte de la situation de la France à cette époque par les *Rapports de la police de Paris, pendant la période révolutionnaire,* publiés par Schmidt (Leipzig, in-8°) et par

Entrée de l'armée française dans Rome (14 février 1798). Dessiné par Nodet.

l'ouvrage intitulé : *L'État de la France au* 18 *brumaire*, dans lequel M. Rocquain a réuni les rapports confidentiels des commissaires délégués en l'an IX dans les différentes parties du territoire. Nous y ajouterons l'ouvrage de M. René Stourm : *Les Finances de l'ancien régime et de la Révolution*. Nous remarquerons que le Directoire ne doit pas être rendu seul responsable de tous les abus que nous rapportons et dont plusieurs étaient pour lui le triste héritage des années précédentes.

Fig. 77. — Le café politique. D'après une gravure du temps.

Les services publics semblaient suspendus presque partout et l'on allait à l'anarchie par la faiblesse. Les contributions ne rentraient plus. La corruption, s'appuyant sur l'esprit de parti, avait faussé presque partout la répartition de l'impôt foncier. Les agents municipaux avaient en maint endroit fait décharger leurs terres et celles de leurs amis pour surcharger celles de leurs ennemis. On en trouva même, parmi celles appartenant aux républicains les plus purs, qui n'acquittaient depuis dix ans aucune imposition. Les livres des percepteurs montraient des traces visibles de fraudes et de dilapidations de toute espèce.

Les fonctionnaires, avilis par l'esprit de dénonciation, menacés sans cesse dans leur position et même dans leur vie, n'étaient payés qu'en assignats. A chaque instant les Conseils législatifs reçoivent l'expression de leurs plaintes; on se contente de renvoyer leurs pétitions à des commissions qui n'aboutissent à rien.

Un message du président du Directoire aux Conseils (15 octobre 1798, — 24 vendémiaire an VII) constate que dans la plupart des départements il est dû aux magistrats, sans parler des années précédentes, six à neuf mois et même la totalité de leurs appointements de l'an VI; on n'a pas même remboursé aux juges de paix les avances qu'ils ont bien voulu faire pour l'entretien de leurs bureaux. Aussi un grand nombre de fonctionnaires, dans l'impossibilité de tenir leur poste, donnent leur démission. Pour d'autres, malheureusement, la démoralisation résultant du manque d'autorité et de la misère amènent des actes d'improbité fort rares dans l'administration française. Ils spéculent sur les fonds qui leur sont confiés. «L'art de faire sortir promptement les fonds des caisses publiques, disait en février 1799 un membre du Conseil des Cinq-Cents, est presqu'aussi difficile que celui de les y faire rentrer, » et une circulaire du ministre des finances du 25 floréal an VIII signale l'agiotage effréné auquel se livrent un certain nombre de percepteurs comme un scandale public.

Il est facile de juger d'après cela ce que devaient être les malversations dans les opérations où la surveillance était plus difficile, tels que les marchés de fournitures. Dans de telles conditions on peut se figurer ce qu'était l'état du crédit public; la rente consolidée 5 % s'offrait à 11 francs.

Les soldats n'étaient pas plus favorisés que les fonctionnaires civils. Les armées ne vivaient le plus souvent, même sur le territoire français, que de réquisitions : pas d'approvisionnements, la plupart du temps pas de solde. L'armée d'Italie surtout était de nouveau dans une misère extrême. L'abbé C... raconte dans son journal qu'il lui fallut être prisonnier des Autrichiens pour toucher la demi-solde de son grade. Il était alors caporal et avait été fait prisonnier pendant le blocus de Gênes. « Cet incident financier nous fut d'autant plus

agréable, dit-il, que depuis longtemps nous ne recevions rien de la République. » Aussi ne faut-il pas s'étonner du nombre sans cesse croissant des réfractaires et des déserteurs.

La misère de l'armée et de l'administration était l'image de la misère nationale. Cette misère semblait encore devoir s'accroître, car il n'y avait presque plus de capital en réserve, et le travail qui

Fig. 78. — La faction incroyable! Caricature du temps.

peut le reformer était presque partout suspendu. Les industries françaises, autrefois les plus prospères, avaient peine à conserver quelques restes de vie. Cela n'avait pas lieu d'étonner pour les fabrications de luxe, telles que les dentelles de l'Orne, du Calvados et du Nord, mais il en était de même pour les objets de première nécessité, les papiers de la Charente, les draps de l'Eure, les toiles de Bretagne. A Lyon, au lieu des 14.777 métiers pour les étoffes de soie qui existaient en 1788, il n'y en avait plus, en l'an VIII, que 1.000 en activité.

L'absence de sécurité, qui s'ajoutait à la pauvreté générale pour arrêter les affaires, provenait de deux causes, l'une morale, l'autre matérielle. La première était le peu de probité des négociants, qui, voyant l'État donner l'exemple, hésitaient peu à manquer à leurs engagements, et n'éprouvaient aucun scrupule à faire banqueroute. La seconde était la difficulté des transports et des communications.

L'ensablement de plusieurs ports, comme ceux de Rochefort et de la Rochelle, menaçait d'entraver complètement l'entrée des bassins; les jetées et les môles menaçaient ruine. Là même où l'entretien des travaux existants était le plus nécessaire et où leur destruction pouvait amener les plus affreux désastres, la négligence était aussi grande. Les populations des côtes flamandes vivaient dans les transes perpétuelles; un fort coup de vent pouvant amener la rupture des digues qui, seules, empêchaient le pays d'être submergé. Les canaux s'envasaient; les ponts étaient en ruines; mais c'est surtout pour les routes que le mal était sensible.

« Les plaintes sur ce point, dit Fourcroy, se font entendre d'un bout à l'autre de la France; les chaussées sont détruites presque partout : elles n'ont plus d'encaissement. Les pierres en sont écartées, déplacées, broyées; une boue liquide les remplace. Des ornières profondes, inégales et multipliées sillonnent de toutes parts la route et n'en sont pas cependant les parties les plus dangereuses. Des trous de plusieurs mètres d'étendue et de cavité, remplis d'une terre molle qui en cache l'existence et l'entrée, forment de fréquents précipices où les voitures peuvent être englouties lorsque les conducteurs ne les connaissent pas exactement et ne savent pas les éviter. Ce malheur devient presque inévitable lorsque deux voitures se rencontrent et sont obligées de se croiser; aussi est-il très commun de trouver des charrettes ou des carrosses renversés ou enfoncés de manière que, pour les tirer de ces trous lorsqu'ils ne sont qu'embourbés, il faut en creuser le devant, ce qui dégrade de plus en plus le chemin, et ensuite doubler le nombre des chevaux qui y sont attelés ou y ajouter la force de plusieurs paires de bœufs. »

Les difficultés des communications favorisaient les entreprises des bandes de brigands, épaves de la misère et de la paresse, écume de la Révolution et de la guerre. Elles désolaient les campagnes et n'hésitaient pas même à pousser leurs expéditions jusque dans les faubourgs des grandes villes. Depuis les guerres de religion, peut-être,

on n'avait rien vu de pareil. Les Chauffeurs ont laissé surtout un renom sinistre. Leur principal repaire était dans la forêt d'Orgères, à 40 kilomètres de Chartres. La passion politique avait pris elle-même la forme d'un brigandage qui ne se distinguait guère de l'autre que parce qu'il était mieux armé et causait plus de maux. La chouanne-

Fig. 79. — Parade au Carrousel, en 1796.

rie dans l'Ouest, les Compagnons de Jéhu dans le Sud-Est couvraient du nom de représailles politiques les attentats les plus odieux. « La chouannerie, disait Fourcroy, ne doit pas être confondue avec les anciens Vendéens, » et il remarquait qu'il n'y en avait pas dans la Vendée proprement dite, dans le pays « de la grande guerre ».

Les compagnons de Jéhu étaient une association formée après le 9 thermidor; elle avait à sa tête des gens d'un rang élevé et comprenait des muscadins qui accomplissaient à date fixe, en plein jour, le

meurtre des anciens terroristes ou de ceux qu'ils avaient intérêt à regarder comme tels. On voyait des jeunes gens parfumés, soignés dans toute leur personne, quitter une partie de bouillotte pour aller à une partie d'extermination commandée, et conserver à leur retour sur leurs mains blanches une petite trace du sang de leur victime comme une marque d'honneur. Les populations assistaient terrifiées ou indifférentes à ces crimes, dont la période jacobine leur avait donné l'habitude.

Bien plus, les brigands étaient protégés par les populations elles-mêmes. S'ils étaient livrés aux tribunaux, on ne trouvait ni dénonciateur, ni témoins pour les accuser, ni jurés pour les condamner. On était réduit, pour voyager dans certaines contrées, à prendre des saufs-conduits des chefs de brigands et de payer un prix arbitraire. L'audace de ces chefs était telle que, à certains endroits des routes, ils affichaient des placards avertissant les voituriers qu'ils auraient à livrer 100 francs, non pas en assignats, mais en or, sous peine d'être passés par les armes. Dans l'Ouest et surtout dans le bassin du Rhône, le brigandage semblait être devenu une profession comme une autre ; il y avait des communes qui servaient publiquement de résidence à ceux qui l'exerçaient. Dans un village de la Vaucluse, cinq bandits, auteurs chacun de douze à quinze assassinats, ayant été arrêtés, on organisa une souscription pour les sauver et, malgré la misère qui régnait alors, elle réunit bientôt 50.000 francs. « Tous les jours, dit Barbé-Marbois, on me rapportait que quelques habitants avaient été tués, une diligence pillée. A l'indifférence avec laquelle ces événements sont racontés, on croirait que ces pays ainsi troublés sont dans leur état naturel. » Comment, en effet, les communes, celles mêmes qui souffraient du brigandage, s'en seraient-elles indignées lorsque plusieurs d'entre elles l'exerçaient en grand contre les biens de l'État? En plein jour, des communes entières, avec charrettes et chevaux, se rendaient dans les forêts municipales et nationales et y coupaient à tort et à travers tout le bois qu'elles pouvaient emporter. Dans le département de l'Ain seulement, deux cent onze scieries étaient entretenues ainsi à bon compte. Les populations donnèrent là la triste mesure, non seulement de leur démoralisation,

mais de leur incurie. Les générations suivantes devaient payer bien cher ces dévastations forestières. La ruine de cantons entiers des Pyrénées et des Alpes, qui n'ont plus aujourd'hui de terre cultivable et d'où par conséquent la population a presque disparu, a pour origine cette exploitation sans règle et sans frein de la période révolutionnaire. Le gouvernement avait encore plus à craindre des faux monnayeurs, qui étaient organisés en bandes et qui terrorisaient les

Fig. 80. — Les physionomies du jour. Dessiné et gravé par Nodet.

populations comme les brigands et passaient pour avoir des affiliés jusque parmi les plus hauts personnages. Un d'eux, dit M. Ernouf, avait acheté entre le Bourget et Dammartin le château de Roissy, devenu domaine national, et établi dans les souterrains du château une fabrique de fausse monnaie qui fonctionna presque ostensiblement jusqu'au 18 brumaire.

Le nombre et la violence des crimes n'empêchaient pas les vices raffinés : la corruption des mœurs de l'époque directoriale est restée proverbiale. Les incertitudes du lendemain, les brusques changements de fortune, résultats de l'agiotage, amenaient à Paris un grand mouvement de

luxe : l'argent du jeu se dépense aussi facilement qu'il s'acquiert. Ce luxe n'était pas toujours du meilleur goût. C'est en 1797 que fut représentée *Madame Angot ou la Poissarde parvenue,* pièce qui eut un succès prodigieux pour le temps, et qui, payée 500 francs à son auteur, Antoine Éve dit Maillot, rapporta plus de 500.000 francs au *Théâtre de l'Émulation* qui l'avait montée. Mme Angot, à laquelle une pièce récente a donné un regain de popularité, est restée la personnification de la femme vulgaire de nature et dépourvue d'éducation, qui, tout à coup arrivée à la fortune, s'efforce en vain de prendre les manières qui conviennent à sa nouvelle situation. Ce Turcaret féminin, malgré le peu de talent, en somme, de celui qui l'a introduit au théâtre, est peut-être plus connu que le héros du chef-d'œuvre dramatique de Lesage. La popularité de cette héroïne des halles eut même cette consécration suprême que recevaient seulement les idées, les hommes, ou les faits qui avaient le plus vivement frappé l'opinion. Il y eut des tabatières à la Madame Angot, comme il y eut des tabatières à la Bastille, aux Droits de l'homme, à la Confédération, à la Mirabeau, à la Marat. (A. Maze-Sensier, *le Livre des collectionneurs,* pages 188-197.)

Ce personnage de Mme Angot, tel que l'auteur l'a dépeint, était loin de justifier ce succès. Il n'était que très grossièrement indiqué dans la pièce; mais il s'était complété dans l'esprit du spectateur. Chose remarquable, il en a été ainsi de la plupart des personnages d'imagination qui de notre temps sont devenus des types dont le nom seul suffit à évoquer l'image et à rappeler le caractère, tels que Mayeux, Robert Macaire, Joseph Prud'homme, etc. Ce ne sont pas des œuvres littéraires éminentes qui les ont fait connaître. Ce ne sont pas des génies supérieurs qui les ont évoqués. Ils ont été créés en partie par le public sur les indications justes mais sommaires d'un écrivain qui ne méritait pas toujours un pareil honneur, de telle sorte que le personnage est certainement plus connu que l'auteur lui-même.

La pièce de *Madame Angot* n'était qu'une farce plus ou moins grossière; mais on trouve une image bien plus grave de la corrup-

tion du temps dans la littérature qui s'adressait aux esprits cultivés et au public des salons, dans cette poésie de forme classique et très soignée qui affectait de se montrer froidement licencieuse et, n'ayant pas même pour excuse la violence de la passion, semble se faire gloire de la perversité du cœur et de l'esprit. Un critique qu'on n'accusera pas de rigorisme, Sainte-Beuve, a pu dire que la littérature avait aussi besoin de son 18 brumaire.

Fig. 81. — Pillage d'une auberge. D'après une estampe de la collection Hennin.

Pour les arts, il n'en était pas de même; leur inspiration restait en général sérieuse et élevée. En 1789, ils avaient déjà victorieusement accompli la révolution que la politique et la société attendaient encore, et la France nouvelle se trouva ainsi avoir dès l'origine les arts qui lui convenaient.

Dans la musique, l'école austère de Gluck s'était maintenue pendant que la littérature s'abaissait. Le gouvernement républicain était comme le législateur antique, convaincu de l'influence que la musique peut avoir sur les mœurs : c'était l'art essentiellement populaire, celui qui pouvait le plus directement se mêler à la vie de la nation tout entière, dans les fêtes nationales comme dans les camps. Méhul, Gossec, Chérubini, Catel composaient pour les cérémonies publiques des œuvres grandioses, quelquefois même sublimes, telles que le *Chant du* 14 *juillet* 1790, de Gossec, exécuté à la fête de

la Fédération. Cette hauteur d'inspiration n'a pas diminué sous le Directoire, comme en témoigne l'*Hymne funèbre sur la mort du général Hoche,* composé par Chérubini sur les paroles du poète officiel de la Révolution, Joseph Chénier. C'est toujours la *Marseillaise* de Rouget de l'Isle, c'est le *Chant du Départ* de Méhul, moins passionné, mais plus noble et d'un patriotisme plus général, qui excitent et soutiennent nos soldats au milieu des batailles. Les musiciens gracieux qui venaient de créer le genre français de l'opéra-comique enflent leur voix. Grétry laisse là Babet ou Colombine et écrit un *Guillaume Tell* (1791) avec l'ancien librettiste de *Rose et Colas,* Sedaine. La chanson de Roland, épisode du livret de *Guillaume Tell,* qui nous paraît bien naïf, fut populaire avec son refrain :

Mourons pour la Patrie.
Un jour de gloire vaut cent ans de vie.

Puis un auteur dont on ne s'attendrait guère à voir le nom ici, celui qui fit un art et presque une science des plaisirs de la table, Brillat-Savarin, compose les paroles et la musique d'un chant funèbre sur la mort du député Féraud, menacé par les factieux le 1er prairial an IV (20 mai 1795). Enfin, de même que l'on fit plus tard des cantiques avec des airs d'opéras, on adapte des paroles patriotiques et guerrières à des romances de salon que leur succès a mis dans toutes les mémoires (1). L'air *Vous qui d'amoureuse aventure,* tiré de *Renaud d'Ast,* opéra-comique de « l'élégant et sensible » Dalayrac, devient le chant de *Veillons au salut de l'empire,* qui, par une destinée vraiment singulière, échappa longtemps aux vicissitudes politiques, et, après avoir été un des airs nationaux de la République dès 1792, et avoir conservé son rôle jusqu'à la fin de ce régime, dut à son premier vers et au vague de son style de pouvoir devenir aussi le chant officiel du gouvernement impérial. Introduit avec d'heureuses modifications par Gossec dans son *Offrande*

(1) Voir la conférence de M. Tiersot à la Société historique (cercle Saint-Simon), publiée dans le Bulletin de la Société, nos des 12 mai, 18 juin 1886.

à la Liberté (1792), il était joué encore pendant la retraite de Russie, sur les bords du Dniéper, par les quelques musiciens survivants de la Grande Armée.

Les arts du dessin avaient le même caractère que l'art musical Le tableau de David *le Serment des Horaces*, exposé en 1785, marquait une époque dans l'histoire de l'art français, non pas tant par le mérite de l'œuvre que par le succès qu'elle avait obtenu. Ce succès

Fig. 82. — Tabatière à la Madame Angot. Collection de M. Maze.

montrait en effet que l'école nouvelle, adversaire de l'école de Boucher appelée alors école académique (les mots ont quelquefois une destinée singulière!), avait gagné le goût public. Le changement était même si complet que les peintres légers qui jouissaient jusque-là de la faveur du public durent abandonner leurs sujets habituels : Fragonard, l'auteur de *l'Escarpolette*, du *Verrou*, de *la Fontaine d'amour*, prouvait que la souplesse de son imagination était égale à celle de son pinceau, en célébrant les joies pures de la famille dans *le Berceau*, *l'Heureuse Fécondité*, et surtout *l'Heureuse Mère*, que le peintre de la Guimard dédia à la Patrie.

Les expositions du Salon, interrompues pendant la Terreur, avaient été réouvertes après le 9 thermidor, en vendémiaire 1795. L'achat

des œuvres de peinture et de sculpture reprenait de l'activité. Mais si l'on considère l'ensemble de la nation, jamais les intérêts intellectuels n'avaient été plus négligés. Jamais l'instruction publique, sous l'ancien régime, n'avait été dans un état plus déplorable.

Pour l'Assistance publique, tous les commissaires témoignent de la détresse des hôpitaux, du nombre considérable des enfants abandonnés et de leur effroyable mortalité par suite de la misère. « Ces enfants abandonnés coûtent beaucoup au trésor, écrivait Regnaud de Saint-Jean d'Angely, ou plutôt, ils lui coûteront beaucoup quand il paiera. » Fourcroy estime que si l'État eût voulu payer seulement aux nourrices la moitié de l'arriéré qui leur était dû, la somme se serait élevée à vingt-cinq millions.

Pour faible qu'il fût, le gouvernement du Directoire n'en était pas moins violent; on sait avec quelle âpreté de vengeance et quelle absence de scrupule il frappait ses adversaires lorsqu'il était en état de le faire. Le 18 fructidor était là pour le dire, et, tout récemment encore, l'odieuse loi des otages, qui rendait responsables des agissements des émigrés leurs parents restés en France. On put croire, à partir de fructidor, que la Terreur était revenue sous une autre forme et qu'il n'y aurait entre les deux régimes d'autre différence que celle que l'on peut mettre « entre tuer et faire mourir ». M. V. Pierre, dans l'ouvrage récent intitulé précisément la *Terreur sous le Directoire*, rappelle qu'il y eut plusieurs milliers d'arrêts de déportation; l'on envoyait les coupables dans des régions insalubres où la mort était presque certaine. Aussi appelait-on la Guyane « la guillotine sèche ». On ne s'en tenait pas là d'ailleurs, et si on ne guillotinait plus on fusillait encore. La Revellière, le mystique théophilanthrope, et Merlin le légiste étaient les principaux auteurs de ces mesures. Un des défenseurs du régime, l'abbé Grégoire, a pu dire : « Que le Directoire ait été persécuteur, qu'il l'ait été avec acharnement et avec fureur, c'est un fait indéniable. »

Les forces vives de la France semblaient atteintes, et partout les rapports envoyés au gouvernement signalent, non seulement un mécontentement, mais un découragement épidémique. Ces sentiments domi-

nent à Paris même; c'est le commissaire du Directoire près l'administration du département de la Seine qui écrit : « L'esprit public est dans une léthargie qui fait craindre son entier anéantissement. Nos revers ou nos succès ne font naître ni joie ni inquiétude. Il semble qu'en lisant le récit de nos batailles on lise l'histoire d'un autre peuple. Les changements de notre situation intérieure n'excitent pas plus d'émotion. On se questionne par curiosité, on répond sans intérêt, on apprend avec indifférence. Quels sont les moyens de

Fig. 83. — Le général Hoche, mort au camp de Wetzlar, le 18 septembre 1797.

faire cesser ce sommeil de mort? » Cela était écrit un an avant le 18 brumaire.

Il semblait alors qu'on s'en tînt aux plaintes et à la satire contre le nouveau gouvernement : on se contentait de répéter avec plus ou moins de mystère les chansons d'Ange Pitou, telles que son célèbre Père Hilarion, qu'il chanta le 1er janvier 1797 et qui fut une des principales causes de sa déportation.

Peuple français, peuple de frères,
Souffrez que père Hilarion
Turlupiné dans vos parterres,
Vous fasse ici sa motion (*bis*).
Il vient sans fiel et sans critique,
Et sans fanatiques desseins,
Comparer tous les Capucins
Aux frères de la République..

Nous renonçons à la richesse,
Par la loi de notre couvent :
Votre code, plein de sagesse,
Vous en fait faire tout autant.
Comme dans l'ordre séraphique,
Ne faut-il pas, en vérité,
Faire le vœu de pauvreté
Pour vivre dans la République?

On nous ordonne l'abstinence
Dedans notre institut pieux :
N'observe-t-on pas dans la France
Le jeûne le plus rigoureux?
Dans votre carême civique
Vous surpassez le capucin.
En vivant d'une once de pain
Vous jeûniez pour la République.

Nous avons notre discipline,
Instrument de correction :
Vous avez votre guillotine,
Fraternelle conviction.
Ce châtiment patriotique
Est bien sûr de tous ses effets;
Il n'en faut qu'un coup, pour jamais
Ne manquer à la République.

Bientôt on ne s'en tint plus aux chansons ni aux intrigues : le mécontentement croissant rendait du courage. Le Languedoc et les Cévennes s'agitaient, l'Anjou, le Poitou, le Maine, une partie de la Normandie étaient au moment de s'insurger. A Paris, le Directoire était menacé par les royalistes et les jacobins. Vainement le nouveau ministre de la police, Fouché, sur lequel les jacobins croyaient pouvoir compter, se tourne-t-il contre eux, fait fermer le club du Manège et arrêter les auteurs de onze journaux hostiles au Directoire; la guerre civile est imminente et Sieyès exprimait l'opinion générale, lorsqu'il disait qu'il fallait, pour sauver la France, une tête et une épée.

Arrêter et consacrer à la fois le mouvement révolutionnaire en revenant, sous une forme ou sous une autre, à un pouvoir de caractère monarchique, mais en dehors de l'ancienne maison de France,

c'était là une idée qui s'était déjà plus d'une fois présentée, même à l'esprit de personnages importants dans le gouvernement de la République. Ils espéraient, en élevant au rang qu'ils n'osaient occuper eux-mêmes un homme qui leur devrait tout, jouir sous son nom de la réalité du pouvoir.

Fig. 84. — Serment des Horaces. Peint par L. David. Musée du Louvre.

« Dès 1794, dit M. Sorel, le comte de Provence soupçonne la cour de Vienne de vouloir marier Madame, fille de Louis XVI, avec un archiduc et d'attacher ainsi à la maison d'Autriche tous les droits que la princesse peut éventuellement tirer de sa qualité de seule fille de Louis XVI. Peut-être ferait-on de l'archiduc un roi de France? On est fort agité à Vérone. On assure que Sieyès y a songé et en a négocié avec Thugut. On parle aussi du prince Henri de Prusse, frère du grand Frédéric, qui a hérité auprès des élèves de toutes les faveurs dont le roi philosophe jouissait auprès des maîtres. Le nom de Sieyès et celui de Pichegru sont mêlés à ces tripotages. Talleyrand, paraît-il, a aussi sa combinaison prussienne; mais ce n'est plus le frère, c'est le neveu de Frédéric qu'il songerait à placer sur le trône de Henri IV. — Le ministre de Prusse à Paris, Sandoz, écrit le 28 août 1799 : « Saint-Foy le confident de Talleyrand est venu me trouver « et m'a tenu le discours suivant : Le retour de la paix pourrait dépendre uniquement

« du rétablissement d'une monarchie constitutionnelle et héréditaire ; si cela arrivait, les « suffrages des autorités et de la saine partie de la nation ne se décideraient pas pour un « Bourbon. Les suffrages se déclareraient plutôt pour un prince allemand et protestant. « C'est le frère du roi notre maître, c'est le prince Louis de Prusse, fils du prince Ferdi- « nand. » Enfin, ces incorrigibles intrigants, impatients d'un maître, en reviennent faute de mieux à l'étrange candidature qu'ils avaient déjà produite en 1792, celle du duc de Brunswick, l'auteur du manifeste, le vaincu de Valmy. Narbonne voulait faire de lui un généralissime et Carra le déclarait digne de régénérer la France. Talleyrand et Sieyès avaient trempé dans l'affaire, ils sont prêts à la renouer et plus sérieusement en 1799. »

C'est que le duc de Brunswick, en dépit de sa conduite en 1792, continue à passer pour un prince « vertueux et ami des lumières ». C'est « un philosophe ». Il est affilié à la franc-maçonnerie ; ainsi ce prince souverain d'Allemagne, généralissime des troupes prussiennes contre la Révolution, se trouve être le candidat des sociétés secrètes ! D'autres songeaient à un Bourbon d'Espagne, son usurpation devant en faire nécessairement l'adversaire des autres princes de sa maison. Mallet du Pan dit que c'était là, dès 1796, un projet de Tallien. Quant à Barras, il traitait avec le comte de Provence; mais il n'était guidé en cela par aucune idée politique : il cédait à des considérations purement pécuniaires. Le projet était sérieux cependant : il semble résulter d'un passage des Mémoires de Fiévée, à dessein obscur, que Louis XVIII avait cru devoir, malgré les dangers d'une telle démarche, venir faire un voyage en France en 1798. Mais pour tous ces projets, qui dépendaient de princes résidant hors de France et embarrassés dans les liens de la politique européenne, le succès était bien problématique.

Sieyès, quoique mêlé à ces intrigues étrangères, pensait qu'il était plus sûr de chercher à côté de soi cette épée dont la France avait besoin. Pour la tête qui devait sauver la patrie, avec l'appui de l'épée, Sieyès n'en était pas en peine, il ne mettait pas en doute un instant que ce ne fût la sienne.

La Révolution n'avait pas tenu ce qu'il en avait espéré : la Constituante ne lui avait pas laissé jouer le rôle de « promulgateur des lois de l'avenir » auquel il avait cru d'abord pouvoir prétendre; il s'était bientôt renfermé dans un silence que Mirabeau signalait comme une calamité publique. Ce silence, qu'il ne rompait que par des phrases sententieuses et rares, donnait le prestige du mystère et de la profondeur aux conceptions politiques qu'on lui attribuait. Pendant la Terreur, « il avait vécu », c'était beaucoup; après le 9 thermidor, il crut que son jour était enfin arrivé; mais si sa place était marquée d'avance dans le nouveau comité de constitution qui fut formé alors,

il reconnut bien que, pas plus à la Convention qu'à la Constituante, il ne pouvait faire triompher de toutes pièces les plans politiques et sociaux, qu'il avait méthodiquement élaborés; aussi, quoiqu'il ait eu une grande influence dans les débats, il conçut une haine froide et implacable contre la Constitution de l'an III, qui trompait encore une fois

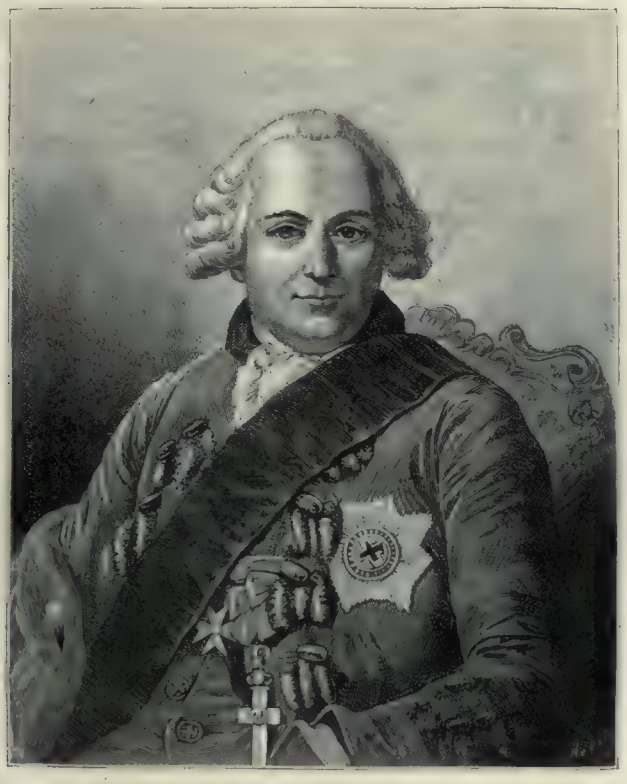


Fig. 85. — Le duc de Brunswick. D'après un tableau du temps.

son espoir. Sieyès admettait bien qu'on rejetât en bloc son système politique, car cette conduite montrait assez qu'on ne le comprenait pas. Mais qu'on fît des restrictions, qu'on le discutât dans ses diverses parties en prétendant l'avoir compris, cela était intolérable. Daunou, qui était son collègue à l'Institut, a remarqué que dans les séances de la docte assemblée, il prenait volontiers la parole sur des sujets de philosophie, jamais en matière de science politique; c'était un point sur lequel ses idées n'admettaient pas de discussion.

Pour renverser la constitution directoriale et arriver à son but, il avait songé à Hoche, à Championnet, à Jourdan peut-être, plus sérieusement à Joubert. C'était Fouché, à qui on ne refusera pas non plus le génie de l'intrigue, qui lui avait proposé Joubert. « Car il était temps, disait-il, et cette parole est bien singulière dans la bouche de l'oratorien défroqué, mitrailleur de Lyon et futur duc d'Otrante, il était temps que cette démocratie sans but et sans règle fît place à l'aristocratie républicaine, au gouvernement des sages, le seul qui pût s'établir et se consolider. » Sieyès contribua à faire épouser à Joubert Mlle Zéphyrine de Montholon, la belle-fille de M. de Sémonville, que les diverses révolutions ont vu toujours si empressé à jouer sans éclat un rôle profitable, puis il lui fit donner le commandement de l'armée d'Italie, pour qu'il eût occasion d'y acquérir un renom militaire plus éclatant; mais le jeune général tomba mortellement frappé sur le champ de bataille de Novi. Le retour de Bonaparte ne pouvait laisser d'incertitude : c'était bien l'homme attendu. Sieyès lui trouvait peut-être trop de gloire et d'autorité pour ce qu'il voulait en faire, mais ce choix lui était imposé. « Car au milieu de cette agitation et de ce choc des passions, il n'y avait réellement qu'une seule et grande conspiration, c'était celle du peuple français contre ses oppresseurs (1), » et Bonaparte était le chef que la nation désignait.

Telle était la situation des esprits lorsque le vainqueur de l'Égypte débarqua à Fréjus. Sa fortune avait failli être arrêtée au dernier moment. La petite escadre de Bonaparte était en vue des îles d'Hyères lorsqu'elle fut aperçue, au soleil couchant, par sept vaisseaux de guerre anglais qui lui donnèrent la chasse. Trompés par la brume, qui ne leur permettait pas de distinguer l'orientation des voiles, les Anglais crurent que cette escadre cherchait à gagner le large et à s'éloigner de Toulon; Bonaparte put ainsi leur échapper en se contentant de modifier sa direction et en abordant à Fréjus.

Il y est accueilli avec des transports de joie. « On accourt de tous côtés, dit un témoin oculaire, Marmont, des barques nous entourent,

(1) Bail, *Histoire politique et morale des révolutions de France.*

on veut voir le général Bonaparte, on veut toucher cet homme envoyé par la Providence pour sauver la France et ramener la victoire. » Bonaparte n'avait pas tenu compte des prescriptions sanitaires et de la quarantaine imposée à cause de la peste à tous les vaisseaux venus d'Orient; cependant on voulait éloigner les enthousiastes en leur parlant de leur santé. « Non, répondaient-ils, nous aimons mieux la peste que les Autrichiens. »

Mais Bonaparte ne pouvait s'attarder bien longtemps devant ces manifestations; deux heures après son arrivée à Fréjus, il était en route pour Paris. Il avait cependant écouté avec attention le compliment que vint lui faire, à la fin du déjeuner, une espèce d'orateur de club à figure commune, mais expressive, qui lui parla avec une sorte d'autorité, terminant ainsi sa harangue : « Allez, général, allez battre et chasser l'ennemi, et ensuite nous vous ferons roi si vous le voulez. »

Lorsqu'il fut arrivé à Paris, tous les partis voulurent se l'attacher. Le gouvernement était alors représenté par les cinq directeurs : Gohier, Moulin, Barras, Sieyès et Roger-Ducos. On connaît les sentiments de Sieyès. Quant à Roger-Ducos, il n'avait d'autre opinion que celle de son collègue. Il était, dit Napoléon, « d'un caractère borné et facile ». Barras, méprisé de tous, était prêt à appuyer une révolution quelconque dont les chefs l'achèteraient. Gohier et Moulin, républicains sincères, « voulaient qu'on se contentât de réprimer les abus, en restant fidèle à la constitution ». Napoléon leur a rendu justice : « Moulin, dit-il, général de division, sorti des gardes françaises, était un honnête homme, patriote chaud et droit. Gohier était un avocat de réputation, d'un patriotisme exalté, jurisconsulte distingué, homme intègre et franc. »

Heureusement pour la réussite des projets de Bonaparte, le Directoire n'avait plus pour président Rewbell, qui avait terminé son mandat le 16 mai précédent et avait été remplacé par Sieyès. Rewbell, dès 1797, se méfiait des intrigues de Sieyès et prenait des mesures pour surveiller Bonaparte, qui de son côté semblait voir déjà en lui un adversaire dangereux.

« Un jour, dit dans ses *Souvenirs* le comte Lecouteulx de Canteleu, un jour que j'avais accompagné le général Bonaparte et sa femme à l'Opéra (c'était avant l'expédition d'Égypte), je sortis de leur loge pour aller voir le directeur Rewbell ; à peine étais-je assis auprès de lui qu'il me dit tout bas à l'oreille : « Citoyen Lecouteulx, point de dictateur, prenez-y garde ; il nous conduirait pieds et poings liés sous le joug des Bourbons. » — Le général Bonaparte me disait de son côté et me répétait souvent : « Vous serez tous asservis sous la verge de ce jacobin, de ce rude et brutal directeur. »

Quoi qu'il en soit, Bonaparte ne pouvait arriver à son but sans avoir des intelligences dans le Directoire. Il songea d'abord à s'appuyer sur Moulin et sur Gohier : Mme Gohier était de l'intimité de Mme Bonaparte. Bonaparte ne témoignait alors que de l'éloignement et du mépris pour Sieyès ; en allant visiter les Directeurs au Luxembourg, il avait affecté de ne pas le saluer et on l'entendit dire tout haut « que ce prêtre était vendu à la Prusse (on a vu que Sieyès avait été ambassadeur à Berlin) et qu'il lui vendrait la France ». Joséphine disait à Mme Gohier que Sieyès était l'homme que Bonaparte détestait le plus au monde, que c'était sa bête noire. Sieyès, de son côté, plein de la grande opinion qu'il avait de lui-même, s'indignait « contre ce petit insolent, qui osait méconnaître en lui le membre d'un gouvernement qui aurait dû le faire fusiller pour avoir abandonné son armée sans ordre. »

Mais en quelques jours tout avait changé ; Bonaparte comprit bientôt qu'il faisait fausse route. Il n'eut plus de doute sur ce point lorsqu'il apprit que Gohier et Moulin avaient proposé de l'éloigner en lui donnant un nouveau commandement militaire. Moulin et Gohier auraient bien voulu aussi se débarrasser de Sieyès ; cela était facile, disait Moulin, « à condition qu'on remplaçât le mauvais prêtre par Bonaparte ; mais pouvait-on croire que la République gagnât au change ? » Sieyès et Bonaparte avaient donc des ennemis communs : après avoir cherché vainement à se supplanter, ils se réunirent. Leur rapprochement se fit par l'intermédiaire de Lucien Bonaparte, qui venait d'être nommé président du conseil des Cinq-Cents, par celui de Cambacérès, de Regnaud de Saint-Jean d'Angely, de Talleyrand, « le prévoyant appréciateur des pouvoirs mourants et à naître, » de Fouché, de Rœderer, es-

prit judicieux et modéré, plus dégagé d'ambition personnelle que les autres, mais qui n'en désirait pas moins vivement le succès du complot qui se précisait.

L'alliance complète de Bonaparte et de Sieyès remonte seulement au 8 brumaire. Sieyès ne tarda pas à passer à l'égard du général Bonaparte de l'hostilité « à la bienveillance », puis à la subordination. A

Fig. 86. — Lucien Bonaparte. D'après un document du temps.

partir de ce moment, le coup d'État, qui se préparait au milieu de tant de petites intrigues, mais était désiré ou attendu par la plus grande partie des Français, entra dans la période d'exécution. Cependant tout faillit échouer par un accident bien vulgaire : Bonaparte alla passer quelques jours chez Joseph Bonaparte, qui avait récemment acheté le magnifique domaine de Mortefontaine.

« Le lendemain de notre arrivée à Mortefontaine, dit Arnault dans ses *Souvenirs d'un sexagénaire,* le général, voulant parler avec Regnaud plus librement, lui proposa de venir se promener avec lui à cheval. Le général montait un peu en casse-cou. Comme ils revenaient à toute bride, le long des étangs, à travers les rochers, son cheval rencontre une pierre que le sable recouvrait, les pieds manquent au coursier, il s'abat et voilà le cavalier lancé avec une violence effrayante à douze ou quinze pieds de sa monture. Regnaud saute à bas de la sienne, court à lui, le trouve sans connais-

sance. Plus de pouls, plus de respiration ; il le croit mort. Heureusement il en fut quitte pour la peur. Après un évanouissement de quelques minutes, Bonaparte revient à lui comme on revient d'un rêve. Il n'avait ni fracture, ni blessure, ni contusion même, et il le prouva en remontant en selle presque aussi lestement qu'il en était tombé. « Quelle peur vous m'avez faite, général ! — C'est pourtant cette petite pierre contre laquelle tous nos projets ont pensé se briser, » dit Bonaparte en riant. Cette petite pierre pensa changer le sort du monde. « Joseph, ajouta Bonaparte, me ferait de la morale, s'il savait cela. N'en parlez à personne. »

On peut faire cette remarque que des deux chefs de l'entreprise ce fut le militaire qui montra le plus de souci de la modération et de la légalité, et que le général Bonaparte arrêta bien plutôt qu'il ne provoqua les mesures violentes. Avant tout il voulait réussir, mais il avait le sentiment du grand rôle national qu'il allait jouer, il aurait voulu « emporter la journée dans les formes légales ». Dès l'époque de la reprise de Toulon, il avait déjà donné la preuve, comme le dit Fiévée, qu'après la victoire il ne savait pas descendre à servir des vengeances. Sieyès était peut-être moins scrupuleux sur ce point. Il marchait droit au but sans aucune hésitation. Pour l'activité, la lucidité d'esprit, la précision des moyens, il égalait Bonaparte lui-même, et montrait bien alors qu'il était « une des plus fortes têtes » de son temps. C'était un poltron peut-être ; mais en tous cas c'était, comme on l'a dit, « le poltron le plus entreprenant du monde ». Il se tenait prêt à tout événement. Il fallait pouvoir au besoin se mettre à la tête des troupes ; aussi pendant les premiers jours de brumaire vit-on l'ancien vicaire général de Chartres monter tous les jours à cheval et faire dans le jardin du Luxembourg un cours d'équitation un peu tardif et passablement ridicule. Malgré l'énergie de sa résolution, Sieyès comprenait mieux chaque jour que Bonaparte n'était pas précisément l'instrument qu'il aurait voulu avoir entre les mains. Il retint un jour seul, après un grand dîner, un membre des Cinq-Cents, républicain des plus probes, et lui dit, avec l'accent méridional qu'il avait toujours légèrement conservé (il était de Fréjus) : « Voyez, vous et vos amis, si vous voulez vous entendre avec lui, car s'il né lé fait pas avec vous, il lé féra avec les jacobins ; il lé féra avec lé diable, mais il vaut mieux que cé soit avec vous qu'il marche, et lui-même il

l'aimerait mieux, et puis vous pourrez un peu le réténir. » (Sainte-Beuve, *Portraits littéraires,* II, 185.)

Ainsi tout le monde et les conspirateurs eux-mêmes parlaient de coup d'État. Mais on en parlait de tant de côtés et depuis si longtemps que les défenseurs de la constitution ne savaient où porter leur attention ni quelles mesures prendre. Aussi, dans leur incertitude, étaient-ils disposés à croire qu'aucun complot sérieux n'avait pu se former. D'ailleurs, le ministre de la police, Fouché, qui devait surveiller les conspirateurs, en faisait partie.

Le 15 brumaire au soir, le plan de la conspiration avait été arrêté entre Bonaparte et Sieyès. Substituer au Directoire et aux Conseils un Consulat provisoire, composé de Sieyès, Bonaparte, Roger-Ducos, et deux commissions législatives prises dans les anciens Conseils et chargées d'élaborer une constitution nouvelle qui serait, dans un délai de trois mois, soumise à l'approbation de la nation. Ce plan était tenu secret entre Bonaparte et Sieyès; on devait laisser croire qu'il n'y aurait pas un changement radical de constitution, mais simplement un changement dans les gouvernants. De cette manière on pouvait compter sur le conseil des Anciens et lui faire appliquer l'art. 102 de la constitution de l'an III ainsi conçu : « Le conseil des Anciens peut changer la résidence du Corps législatif. Il indique en ce cas un nouveau lieu et l'époque à laquelle les deux Conseils sont tenus de s'y rendre. Le décret du Conseil des Anciens sur cet objet est irrévocable. » On ferait annoncer par les journaux un complot imaginaire des jacobins, et grâce à la commission administrative des Anciens, dont on était sûr, on ferait convoquer le Conseil au point du jour, en ayant soin de ne prévenir que les députés favorables et, sur la dénonciation du prétendu complot, ils promulgueraient un décret de translation des deux assemblées à Saint-Cloud et placeraient Bonaparte à la tête de toutes les troupes de la division pour assurer l'exécution de cette mesure. Les intimes de Bonaparte pouvaient croire que l'affaire, déjà plusieurs fois remise, était bien pour le 16. Mais le secret le plus profond fut toujours observé dans l'exécution. Le moment venu, on n'appela parmi les amis les plus dévoués que ceux qui avaient un rôle à remplir ; on ne les pré-

vint qu'au dernier moment et on ne leur donna que juste les instructions nécessaires pour ce qu'ils devaient faire. Il en fut ainsi même pour le général Lefebvre, le futur duc de Dantzig, qui avait la direction des mesures militaires. Ce ne fut pas le 16 que le complot éclata.

« Le 15 au soir, comme le raconte Arnault dans ses *Souvenirs d'un sexagénaire...* Regnaud et Roederer attendaient chez le citoyen Talleyrand, rue Taitbout, le mot d'ordre, mais ce mot d'ordre n'arrivait pas. Comme ma position et mes goûts appelaient moins l'attention sur moi que sur les autres, et que j'avais l'habitude d'aller tous les soirs chez le général : « Pendant que nous ferons une partie de whist, « pour dérouter les gens qui pourraient survenir, vous devriez bien, me dit Regnaud, « aller savoir du général si la chose tient pour demain : à votre retour, un signe affir- « matif ou un signe négatif nous mettra au fait. »

« Je cours chez le général. Son salon était plein ; un coup d'œil qui ne peut être compris que de moi m'indique qu'il comprend le motif qui m'amène et que je devais attendre : j'attendis donc. Cette fois, j'en conviens, je ne savais plus où j'en étais, et je me disais, comme Basile : Qui diable est-ce qu'on trompe ici ? Ils sont tous dans la confidence.

« Dans ce salon, dont Joséphine faisait les honneurs avec une grâce singulière, se trouvaient pour lors des représentants de toutes les professions, de toutes les factions, des généraux, des législateurs, des jacobins, des clichiens, des avocats, des abbés, un ministre, un directeur, le président même du Directoire. A voir l'air de supériorité du maître de la maison au milieu de gens de robes et d'opinions si diverses, on eût dit qu'il était d'intelligence avec eux tous : chacun était déjà à sa place.

« Fouché n'arriva qu'après Gohier. Sans trop reprendre l'air de dignité qu'il avait échangé contre celui de la courtoisie en acceptant une place sur le canapé de la maîtresse de la maison : « Quoi de neuf ? citoyen ministre, lui dit le citoyen Directeur, « tout en humant son thé et avec une bonhomie assez piquante dans la circonstance. — « De neuf ? Rien, en vérité, rien, répondit le ministre avec une légèreté qui n'était pas « tout à fait de la grâce. — Mais encore ? — Toujours les mêmes bavardages. — « Comment ? Toujours la conspiration. — La conspiration ! dit Joséphine avec vi- « vacité. — Oui, la conspiration, reprend le malin ministre ; mais je sais à quoi « m'en tenir. J'y vois clair, citoyen Directeur ; fiez-vous à moi, ce n'est pas moi qu'on « attrape. S'il y avait conspiration depuis qu'on en parle, n'en aurait-on pas eu la « preuve sur la place de la Révolution ou dans la plaine de Grenelle ? Et ce disant, il « éclatait de rire. — Fi donc ! citoyen Fouché, dit Joséphine, pouvez-vous rire de ces « choses-là ! — Le ministre parle en homme qui sait son affaire, reprit Gohier ; mais « tranquillisez-vous, citoyenne, dire ces choses-là devant les dames, c'est prouver qu'il « n'y a pas lieu à les faire. Faites comme le gouvernement, ne vous inquiétez pas de « ces bruits-là : dormez tranquille ! »

« Après cette singulière conversation, que Bonaparte écoutait en souriant, Fouché et Gohier levèrent le siège, les étrangers qui encombraient le salon firent successivement de même, Joséphine monta dans son appartement et je me trouvai enfin seul avec le général.

« Je viens, lui dis-je, de la part de vos amis, savoir si la chose tient toujours « pour demain, et recevoir vos instructions. — La chose est remise au 18, me répondit-il le plus tranquillement du monde. — Au 18, général ? — Au 18. — Quand l'affaire est

Fig. 87. — Membres du Conseil des Cinq-Cents.

« éventée ! Ne voyez-vous pas que tout le monde en parle ? — Tout le monde en parle « et personne n'y croit. D'ailleurs, il y a nécessité. Ces imbéciles du Conseil des An- « ciens n'ont-ils pas des scrupules ! ils m'ont demandé vingt-quatre heures pour faire « leurs réflexions. — Et vous les leur avez accordées ? — Où est l'inconvénient ? Je leur « laisse le temps de se convaincre que je puis faire sans eux ce que je veux bien faire « avec eux. Au 18, donc. Venez demain, prendre le thé ; s'il y a quelque chose de « changé, je vous le dirai : bonsoir, » Et il alla se coucher avec l'air de sécurité qu'il conservait sur le champ de bataille, où il me semblait ne s'être jamais tant exposé qu'il s'exposait alors au milieu de tant de factions par ce délai, que rien ne put le déterminer à révoquer.

« Je retournai en courant rue Taitbout. La société que j'y retrouvai était moins nombreuse que celle dont je venais de me séparer ; sept personnes y étaient pour le

moment : Mme Grant, qui n'était pas encore Mme Talleyrand, et Mme de Gambis faisaient avec Regnaud la partie du maître de la maison. Cependant la duchesse d'Ossuna, assise à demi sur une console, jasait avec M. Rœderer, et Lemaire, le latiniste, pour lors commissaire du gouvernement près du Bureau central, se promenait tout en débitant à l'un et à l'autre des plaisanteries de collège. Ne fût-ce qu'en conséquence des devoirs que lui imposait sa place, il importait de se cacher surtout de celui-ci. Les joueurs, bien qu'on m'eût annoncé, restent les yeux collés sur leurs cartes. Un vif intérêt de curiosité les tourmentait pourtant, et leur donnait de fortes distractions; les dames seules étaient à leur jeu.

« Profitant du moment où le commissaire débitant ses calembredaines à la duchesse, n'avait pas les yeux fixés sur nous, Regnaud se hasarda à m'interroger du regard. Je lui réponds par un signe négatif qu'il répète à son vis-à-vis, et la partie continue comme si de rien n'était.

« Le commissaire sorti, la partie finie, pendant que les dames jasaient entre elles, je racontai à mes complices ce que j'avais vu et entendu; puis nous nous séparâmes à minuit en nous ajournant au lendemain. « Avant de nous coucher, me dit Regnaud, il faut revoir les épreuves des proclamations; allons chez Demonville. » Demonville, notre imprimeur, demeurait rue Christine, faubourg Saint-Germain. Il nous fallait traverser la moitié du diamètre de Paris pour nous rendre là. La ville était dans une tranquillité parfaite. En descendant de voiture, nous remarquâmes qu'une patrouille assez nombreuse, que nous avions rencontrée rue Dauphine, était entrée dans la rue où nous nous arrêtions. Me rappelant les plaisanteries de Fouché : « Est-« ce qu'il voudrait plaisanter avec nous? dis-je à Regnaud. — Ce serait possible, » me répondit-il. Pour savoir à quoi nous en tenir, nous fîmes le tour du bloc de maisons dont celle-ci faisait partie, et, certains que la maison n'était pas observée, nous montâmes à l'imprimerie. Un vieux prote, nommé Bouzu, nous attendait avec les épreuves, qu'il avait composées lui-même. Cet homme, qui faisait ce métier depuis cinquante ans, connaissait très bien le matériel de son art, mais à cela se bornait l'exercice de son intelligence; il reproduisait avec exactitude toutes les lettres dont se composaient les mots qu'il avait sous les yeux; mais saisir les rapports de ces mots entre eux de manière à comprendre le sens d'une phrase excédait la portée de son esprit. Comme le manuscrit de Regnaud était très net et très correct, il n'y avait pas de fautes dans l'épreuve; après s'en être assuré, Regnaud donna le bon à tirer et partit en laissant entre les mains de cet homme les moyens de le perdre et tous ses complices avec lui. Mais le père Bouzu n'était pas plus malin que ce secrétaire qui écrivait sous la dictée de son maître cette phrase si connue : « Quoique je me serve « d'une main étrangère pour vous donner ces renseignements, ne craignez pas qu'ils « soient divulgués; l'homme dont je me sers est si bête, qu'il ne comprend même pas ce « que je vous dis de lui. »

Ce spirituel tableau montre bien les côtés comiques que présentent même les conspirations les plus graves.

On a vu quelle était encore la confiance de Gohier. Deux jours après, le 17, il recevait une lettre de Bonaparte, qui s'engageait à dîner chez lui avec sa famille pour le lendemain 18. Mais le matin du 18, il se trouvait interné dans son propre appartement ainsi que son collègue Moulin. C'était justement ce jour-là que Napoléon et Sieyès avaient choisi pour l'action.

Gohier et Moulin persistèrent, malgré tous les efforts de Bonaparte pour les intimider ou les séduire, dans une noble résistance; mais que pouvaient-ils faire? Tout s'était passé comme les conjurés l'avaient réglé : Sieyès, Roger-Ducos, Barras, avaient donné leur démission; le Directoire, réduit à la minorité, n'existait plus; le conseil des Anciens avait, usant de son droit constitutionnel, décidé la translation du Corps législatif à Saint-Cloud, puis, outrepassant ses pouvoirs, donné le commandement militaire à Bonaparte. Le Conseil des Cinq-Cents, rassemblé seulement cinq heures après, n'avait pu qu'entendre lire le décret de translation, dont il ne pouvait, d'après la constitution, ni contester la légalité ni refuser ou retarder l'exécution. L'armée presque tout entière était pour Bonaparte; les généraux opposants s'étaient contentés de s'abstenir, et Moreau lui-même s'était chargé d'aller avec cinq cents hommes garder les directeurs démissionnaires au Luxembourg.

Vainement Santerre avait-il cherché à soulever la populace et les débris du parti terroriste. Il n'était arrivé qu'à rendre plus vivants les souvenirs d'une époque abhorrée, souvenirs qui ne pouvaient que disposer favorablement les esprits à l'égard du mouvement qui s'accomplissait. Les appels de Santerre ne pouvaient pas avoir d'écho. N'avait-on pas vu le général Jourdan lui-même échouer dans une circonstance analogue lorsque, le 27 fructidor précédent, il avait proposé de déclarer la patrie en danger?

Cependant Napoléon s'était préoccupé, quelques jours avant le 18 brumaire, de ce parti « qui voulait déclarer la patrie en danger ». Mais Lecouteulx de Canteleu, qu'il consulta sur ce point, lui fit voir que si ce parti pouvait rallier quelques groupes de la plus vile populace, le peuple parisien ne s'y réunirait certainement pas. « Il y a aujour-

d'hui à Paris, disait-il, moins de populace qu'on ne le croit, il s'est formé pendant la Révolution beaucoup de petites fortunes, ce qui a étendu la classe de la petite bourgeoisie. »

Le soir du 18 brumaire, tout semblait fini. Bonaparte avait blâmé toutes les précautions de police prises par Fouché : départs des courriers et diligences suspendus, barrières fermées, etc. « Pourquoi ces précautions? nous marchons avec la nation et par sa seule force. Qu'aucun citoyen ne soit tourmenté et que le triomphe de l'opinion ne ressemble pas à celui d'une minorité factieuse. » Sieyès aurait voulu des mesures plus énergiques, il conseillait à Bonaparte d'arrêter pendant la nuit les quarante membres les plus hostiles du Conseil des Cinq-Cents. Bonaparte s'y refusa.

Mais si, le 18 brumaire, on avait détruit un gouvernement, il fallait, le 19, en reconstituer un nouveau, et pour cela on était obligé de compter avec les Conseils réunis à Saint-Cloud, auxquels il fallait faire décréter les mesures arrêtées par les chefs de la révolution. Dès la veille, le château et les abords sont militairement occupés : Murat y commande. La galerie de Mars avait été préparée pour les Anciens, l'orangerie pour les Cinq-Cents. Les républicains, réunis en groupe dans les jardins, attendaient l'ouverture de la séance ; « ils étaient agités d'une généreuse indignation contre la brutalité militaire dont ils étaient menacés, ils se communiquaient leurs projets de résistance. Le jeune général, suivi de quelques grenadiers, parcourait les appartements et disait, comme le vingtième roi d'une dynastie : « Je ne « veux plus de factions, il faut que cela finisse, je n'en veux plus abso- « lument. » (Mignet.)

Au conseil des Cinq-Cents, lorsque Émile Gaudin, « chargé de rompre la glace, » propose de nommer une commission pour aviser aux moyens de sauver la République, dans les dangers qui la menacent, le patriote Delbrel monte à la tribune et dit : « Oui, représentants du peuple, de graves dangers menacent la République ; mais ceux qui veulent la détruire sont ceux mêmes qui, sous prétexte de la sauver, veulent changer la forme du gouvernement existant. Nous voulons la constitution ou la mort. Les baïonnettes ne nous effrayent pas,

nous sommes libres ici. » Et il propose que tous les membres du Conseil renouvellent individuellement le serment à la constitution. Cette motion est adoptée avec enthousiasme aux cris de Vive la constitution, à bas les dictateurs, à bas les Césars et les Cromwells! Et le frère du général, Lucien Bonaparte, qui préside le Conseil, prête lui-même le serment.

Bonaparte attendait avec Sieyès dans une pièce du palais située entre les salles des deux assemblées. Il juge que les Cinq-Cents sont complètement hostiles. Si les Anciens font cause commune avec eux, tout est perdu. Or les Anciens eux-mêmes sont ébranlés; ce qui le prouve, c'est la longueur de leur délibération. Bonaparte, irrité de ces lenteurs, se rend au milieu d'eux et, dans un discours saccadé, quelque peu incohérent, se plaint qu'on l'abreuve de calomnies, affirme qu'il ne veut pas opprimer la liberté, qu'il ne fait que se rendre aux ordres que le Conseil des Anciens lui a donnés : « Que le Conseil parle, dit-il, qu'il prenne des mesures, me voilà pour les exécuter. Sauvons la liberté, sauvons l'égalité! » Un membre républicain, nommé Linglet, se lève : « Général, nous applaudissons à ce que vous dites; jurez donc avec nous obéissance à la constitution de l'an III, qui seule peut sauver la République. » Le Conseil est surpris; Bonaparte est déconcerté, mais, se ressaisissant bientôt : « La constitution, dit-il, mais vous n'en avez plus : vous l'avez violée au 18 fructidor, au 22 floréal, au 30 prairial. La constitution! mais elle est invoquée par toutes les factions, et elle a été violée par toutes. Elle ne peut être pour nous un moyen de salut parce qu'elle n'obtient plus le respect de personne. Tous les partis concourent à la détruire. » Il ajoute même qu'il a reçu des confidences et qu'il citera des noms. Un long tumulte suit; Bonaparte, à bout d'arguments, recourt à la menace : « Sauvez la République; environné de mes compagnons d'armes je saurai vous seconder; si quelque orateur *payé par l'étranger* osait parler de me mettre hors la loi, j'en appellerai à mes soldats. Songez que je marche accompagné du dieu de la Fortune et du dieu de la Guerre! » Ses ennemis se taisent, ses amis applaudissent, le président lui donne les honneurs de la séance.

Momentanément rassuré sur ce point, il se hâta de se rendre aux Cinq-Cents, sans y être appelé; il fait ouvrir la porte, et seul, le chapeau à la main, s'avance au milieu de la salle; il est accueilli par des cris : A bas le dictateur, à bas le tyran! Plusieurs députés s'élancent sur lui, le repoussent : « Retirez-vous, vous violez le sanctuaire des lois. » La vie de Bonaparte est menacée; des poignards brillent, des pistolets sont dirigés contre lui (1). Quoi qu'il en soit, Bonaparte, vivement ému, est entraîné par ses amis, il va rejoindre les soldats.

Cependant le Conseil des Cinq-Cents, dans le plus grand tumulte, demande la mise hors la loi du général Bonaparte. Le président Lucien crie : « Misérables, vous me demandez la mise hors la loi de mon frère! — Oui! oui! s'écrie-t-on de toute part, la mise hors la loi, voilà pour les tyrans. » Alors Lucien, déclarant qu'il dépouille la magistrature populaire dont ses concitoyens l'ont revêtu, dépose sur le bureau sa toque et son écharpe. Il quitte la salle avec l'appui d'un détachement de grenadiers, et, en effet, croyant que la mise hors la loi est prononcée, monte à cheval et va retrouver les soldats, au milieu desquels son frère s'est retiré. Bonaparte, peu accoutumé aux tumultes populaires, avait peine à se remettre de son trouble. Mais Sieyès, qui avait plus l'habitude des révolutions lui dit : « Ils vous ont mis hors la loi; mettez-les hors de la salle. » Lucien harangue les soldats et présente les choses à sa manière : « D'audacieux brigands, leur dit-il, *sans doute soldés par l'Angleterre* (toujours le vieux moyen), se sont mis en rébellion contre le Conseil des Anciens et ont voulu assassiner mon frère le général, chargé d'exécuter leur décret; voulez-vous sauver les Conseils? » Les soldats répondent par le cri de : Vive Bonaparte! Dirigés par Murat et Leclerc, ils forcent les portes; vainement Jourdan, le vainqueur de Wattignies et de Fleurus, l'ancien champion de la liberté américaine, accompagné de plusieurs députés, veut les arrêter : « Soldats, vous ternissez vos lauriers! » sa voix est couverte par un roulement de tambour, les grenadiers entrent dans

(1) Le fait est nié par Gohier, mais attesté par Ph. de Ségur, d'après des témoins oculaires.

la salle : « Au nom du général Bonaparte, dit Leclerc, le Corps législatif est dissous, que les bons citoyens se retirent; grenadiers, en avant! » Toute résistance est impossible. « Bientôt, comme le dit un

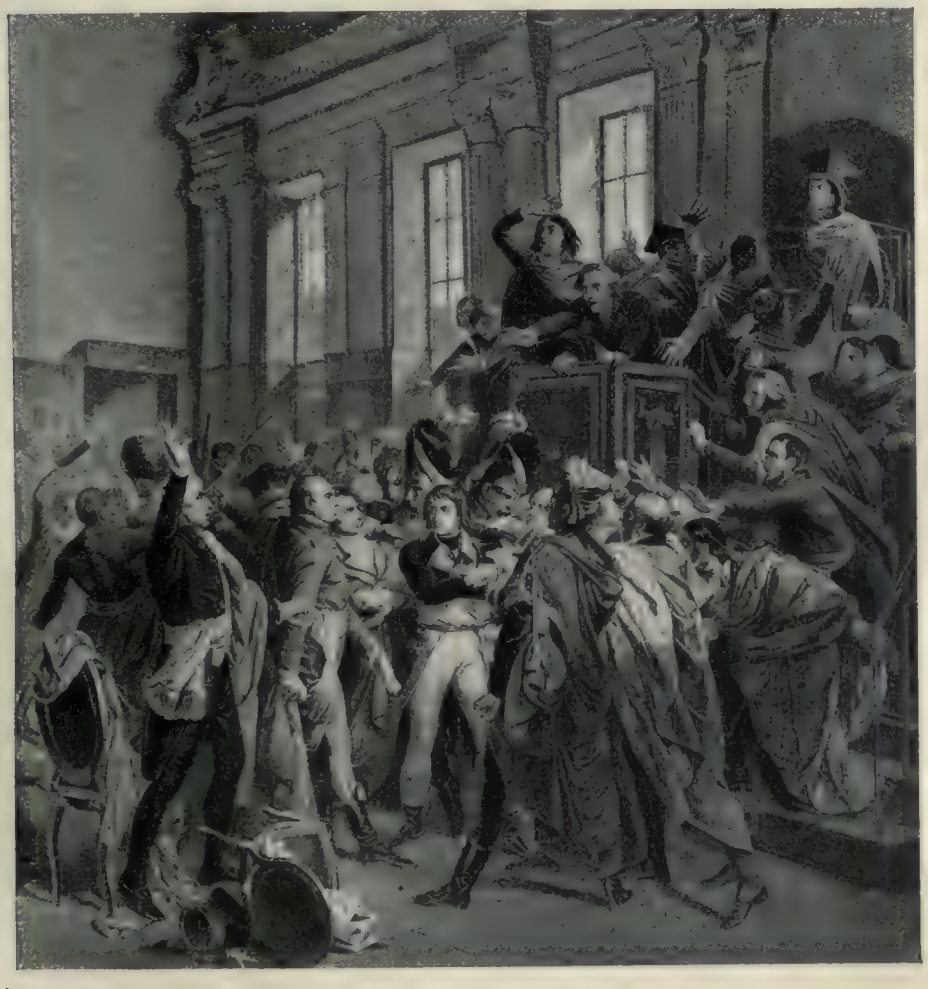


Fig. 88. — Le dix-huit brumaire (9 nov. 1799). Peint par Bouchot. Musée de Versailles.

des plus modestes acteurs de ce drame, le fusilier Jean Roch Coignet, nous voyons de gros messieurs qui passent par les croisées; des manteaux, de beaux bonnets et des plumes tombent par terre; les grenadiers arrachent les galons de ces beaux manteaux. » Il était cinq heures et demie du soir.

Pendant que ces événements se passaient à Saint-Cloud, les rapports de Fouché montraient Paris tranquille, plutôt favorable; il n'avait pas eu à exécuter la menace qu'il avait faite, sans que Bonaparte l'en priât, de *jeter* à la rivière le premier qui bougerait.

Mais les députés expulsés pouvaient encore aller se réunir à Paris, et il était difficile de calculer l'effet que produirait un nouveau Serment du jeu de Paume : il fallait se hâter. Le Conseil des Anciens était resté en séance, on parvint à réunir une trentaine de députés des Cinq-Cents, sous la présidence de Lucien. Ce simulacre de Corps législatif décréta, le 10 novembre, à 10 heures du soir : 1° la suppression du Directoire, 2° l'expulsion de soixante membres du Corps législatif, 3° la création d'un gouvernement provisoire, composé de trois consuls : Bonaparte, Sieyès, Roger-Ducos, 4° l'ajournement du corps législatif au 17 ventôse, c'est-à-dire à trois mois, 5° la création par chaque Conseil de deux commissions temporaires, chacune de vingt-cinq membres, chargés de reviser la constitution et de faire avec les Conseils les lois et décrets nécessaires à la République, 6° la déclaration que Bonaparte, les généraux et les troupes avaient bien mérité de la patrie.

Ainsi prit fin la constitution de l'an III, déjà bien atteinte lorsqu'on lui porta le dernier coup. Cette constitution, violée par le Directoire lui-même au 18 fructidor contre la majorité modérée des Conseils, au 22 prairial par le Directoire, encore contre cette majorité devenue jacobine, l'avait été de nouveau au 30 prairial par les Conseils réunis contre le Directoire. De toutes les combinaisons possibles de coups d'État, il n'en restait plus qu'une à réaliser : la violation de la constitution, à la fois contre les Conseils et contre le Directoire, par une force extérieure : c'est ce qu'avait fait le 18 brumaire.

ORGANISATION DU GOUVERNEMENT CONSULAIRE.

CONSTITUTION DE L'AN VIII.
PACIFICATION. — ADMINISTRATION. — FINANCES.

E coup d'État des 18 et 19 brumaire, quelle que fût d'ailleurs la puissance des anciens souvenirs et des anciennes espérances, satisfit, on peut l'affirmer, l'immense majorité des Français. Sans doute cet attentat contre le pouvoir législatif avait soulevé des protestations dans bien des consciences, mais, une fois l'acte accompli, on n'en vit que les avantages; chacun en un mot fut plus content le lendemain que la veille.

Rien ne montre mieux combien cet acte paraissait légitime que de voir Lafayette, le champion souvent si scrupuleux du libéralisme et du droit des assemblées, l'approuver sans réserve dans ses Mémoires et s'étonner seulement du trouble et de l'émotion qui faillirent arrêter Bonaparte au moment décisif. Bonaparte avait des admirateurs passionnés et en grand nombre; de plus sa situation

politique et morale lui assurait, comme le disait Mme de Staël, « les secondes voix de tout le monde ».

Aussi, malgré les apparences, le 18 brumaire ne fut pas une insurrection militaire et il n'y avait pas à craindre que la France entrât dans la série des *prononciamentos*, cercle fatal dont une nation peut si difficilement sortir pour peu qu'elle y soit entrée. C'était une révolution accomplie par des soldats, mais pour établir un gouvernement différent de celui qui existait, gouvernement qui, dans l'esprit de ses auteurs, de Bonaparte aussi bien que de Sieyès, devait être un gouvernement civil.

Cependant, le 20 brumaire, les consuls provisoires s'étaient réunis au Luxembourg. « Qui présidera? demanda Sieyès. — Ne voyez-vous pas, dit bonnement Roger-Ducos, que c'est le général? » Sieyès n'insista plus. Le soir, il disait à Talleyrand et à quelques intimes : « Nous avons un maître; il sait tout, il voit tout, il peut tout. » Ce mot, devenu historique, a été nié par Sieyès, mais celui qu'il disait avoir prononcé à la place avait à peu près le même sens.

Les commissions constitutionnelles formées en vertu du décret du 10 novembre comptaient parmi leurs membres, pour les Anciens : Lebrun, Garat, Lemercier, Cornudet, Cornet; pour les Cinq-Cents : Cabanis, Lucien Bonaparte, Bérenger, Daunou.

Sieyès crut pouvoir présenter à ces commissions, qui contenaient plusieurs de ses amis, le fameux plan de constitution qu'il ne fit jamais connaître dans son ensemble au public. M. Mignet en a donné l'analyse, d'après des conversations qu'il avait eues avec Daunou. Mais on en retrouvait déjà les principes dans un discours trop peu connu de Sieyès lui-même, prononcé à la fin de la Convention nationale, comme pour prendre date et faire voir à la postérité ce que l'on avait refusé en n'acceptant pas ses projets. Sieyès ne se rattachait directement ni à Montesquieu ni à Rousseau, et il répudiait aussi bien le système historique du premier que les principes purement théoriques du *Contrat social*. Si l'on voulait lui trouver un ancêtre intellectuel, il faudrait remonter jusqu'à Descartes, à son ignorance provisoire, à sa subordination des faits ou du moins des faits de détail à

la raison abstraite, à Descartes, dont les restes avaient été transportés au Panthéon en vertu du décret rendu par la Convention nationale après le 9 thermidor.

Sieyès disait lui-même, et cela dès 1772 (1) : « Je laisse les nations formées au hasard; le suppose que la raison tardive va présider à l'établissement d'une société humaine,

Fig. 89. — L'armée anglo-russe quitte la Hollande (1799).

et je veux offrir le tableau analytique de sa constitution. On me dira que c'est un roman que je vais faire. Je répondrai : Tant pis ; j'aurais mieux aimé trouver dans la suite des faits ce qu'il m'a fallu chercher dans l'ordre des possibles. Assez d'autres se sont occupés à combiner des idées serviles toujours d'accord avec les événements. La saine politique n'est pas la science de ce qui est, mais de ce qui doit être. » L'allusion au système historique de Montesquieu n'est pas douteuse, mais l'opposition qu'il témoigne au panégyriste de la constitution anglaise ne le rend pas plus favorable aux idées de J.-J. Rousseau et de ceux qui ont accueilli la théorie du *Contrat social*. « Ils prennent, dit-il, les commencements de la société pour les principes de l'art social... Ils ressem-

(1) Notes inédites publiées par Sainte-Beuve (*Lundis*, 5e volume) ; — Edmond de Beauverger, *Études sur Sieyès*, 1867.

blent à des ingénieurs qui entreprendraient la construction d'un vaisseau de ligne avec la seule théorie employée par les sauvages dans la construction de leurs radeaux. Tous les arts se perdraient en reculant ainsi leur origine. L'art en toute chose est venu fort tard. Il suppose de grands progrès depuis son premier âge. « En 1794, dans une notice sur la vie de Sieyès (certainement écrite par Sieyès lui-même), il est parlé « d'un écrivain justement célèbre, d'un philosophe aussi parfait de sentiment que faible de vues », qui « dans ses pages éloquentes, riches en détails accessoires, pauvres au fond, a confondu lui-même les principes de l'art social avec les commencements de la société humaine. » L'allusion à Rousseau est visible.

Sieyès partagait la France en trois grandes divisions politiques : la commune, le département et l'État. Chacune devait avoir un pouvoir administratif exécutif et judiciaire ; la commune, un conseil municipal, un tribunal de première instance et un maire ; le département, un conseil général, une cour d'appel et un directoire ; l'État, des conseils et une cour de cassation. Le pouvoir exécutif était confié à un Proclamateur-Électeur inamovible, qui représentait la France, choisissait le Conseil d'État et les ministres. Mais il ne pouvait se mêler directement au gouvernement ; il chargeait les ministres d'exécuter ses ordres. Le pouvoir législatif était partagé entre le Conseil d'État, le Tribunat et le Corps législatif. Ce dernier voterait les lois après avoir entendu les discussions contradictoires faites par le Conseil d'État pour le gouvernement, par le Tribunat pour la nation. On dressait dans chaque département des listes de notabilités dans lesquelles le proclamateur devait choisir les employés des districts du gouvernement et de l'État. D'après le plan de Sieyès, on le voit, la législature cessait d'être une assemblée délibérante pour devenir une cour judiciaire. La sentence entre le Tribunat et le Conseil d'État était la loi. Le sénat formait une sorte de haute cour ou de tribunal de cassation politique, une sorte de Jury Constitutionnaire. Il jouissait en outre du droit d'absorption, c'est-à-dire du droit d'appeler à siéger dans son sein tout personnage politique dont l'influence paraîtrait menaçante pour la liberté, fût-ce en raison même de ses services. En devenant sénateur il ne pouvait plus exercer d'autre fonction et cessait dès lors d'inspirer des craintes à l'État. Cette constitution établissait aussi le contrôle réciproque des pouvoirs. Le Proclamateur, il est vrai, choisissait les fonctionnaires parmi les candidats désignés par le peuple; mais le peuple pouvait les destituer en refusant de les maintenir sur les listes de notabilités.

Il n'y avait pas place dans une pareille constitution pour un homme tel que le général Bonaparte. Le rôle de Proclamateur-Électeur était fait pour Sieyès, et à supposer que cette dignité fût donnée tout d'abord à Bonaparte, chose qu'on ne pouvait empêcher, Sieyès comptait que le Sénat ne tarderait pas à exercer contre lui son droit d'absorption et à lui interdire ainsi, au nom même de sa gloire, toute fonction active dans le gouvernement. Bonaparte ne s'y trompa point. Aussi répliqua-t-il publiquement à Sieyès avec une brutalité volontaire :

« Qu'est-ce que votre Proclamateur-Électeur? l'ombre d'un roi, un roi fainéant, un cochon à l'engrais de quelques millions. » Sieyès comprit que son rôle politique était fini. Il ne s'agissait plus d'être chef d'empire, il fallait reprendre désormais l'attitude d'un spectateur sceptique et de plus en plus désabusé. Cependant une partie des idées de Sieyès fut conservée dans le projet de constitution adopté. En moins d'un mois tout était terminé. Les commissions, après un travail

Fig. 90. — Sieyès. D'après un document du temps.

préliminaire, se réunirent aux Conseils et arrêtèrent le texte définitif. Bonaparte posait les questions et concluait.

La constitution de l'an VIII, arrêtée dans la nuit du 12 au 13 décembre (21 au 22 frimaire), fut promulguée le 25 décembre (24 frimaire an VIII); elle devait être soumise à la sanction du peuple.

La constitution de l'an VIII avait 95 articles, répartis en sept titres : 1° de l'exercice des droits de cité; 2° sénat conservateur; 3° pouvoir législatif; 4° gouvernement ou pouvoir exécutif; 5° tribunaux; 6° responsabilité des fonctionnaires publics; 7° dispositions générales. Dans ce dernier titre étaient compris certains articles d'après lesquels la liberté personnelle, le droit de pétition, l'inviolabilité du domicile, la faculté pour le gouvernement de suspendre la constitution dans le cas de révolte à main armée ou de trouble menaçant la sûreté de l'État, la consécration de la vente des biens nationaux, étaient solennellement proclamés. A certains égards ces dispositions fondamentales tenaient lieu de la déclaration des droits de l'homme qu'on ne retrouvait point dans la constitution de l'an VIII.

Napoléon avait emprunté diverses choses à Sieyès, principalement les listes de notabilités avec les restrictions suivantes : 1° Les listes de notabilités ne seront dressées qu'en l'an IX, et le pouvoir exécutif pourra, en l'an VIII, choisir directement les fonctionnaires ; 2° tous les fonctionnaires seront choisis dans les listes de notabilités ; 3° ces listes seront revisées tous les trois ans.

D'après la constitution de l'an VIII, nul ne put être considéré comme citoyen qu'à 21 ans révolus. Il fallait en outre qu'il résidât depuis un an sur le territoire de la République française. La condition de domestique privait des droits d'électeur.

Le pouvoir législatif était divisé entre trois assemblées :

1° Le Tribunat, composé de 100 membres choisis par le Sénat sur la liste de notabilités nationales. Ils devaient avoir 25 ans au moins, étaient renouvelés tous les ans par cinquième et indéfiniment rééligibles. Ils touchaient un traitement de 15,000 francs; ils n'avaient point l'initiative des lois, mais ils pouvaient présenter des plans au Corps législatif et dénoncer au Sénat les actes inconstitutionnels que ce corps commettrait; enfin discuter les actes du gouvernement, devant le Corps législatif contradictoirement avec le Conseil d'État plaidant pour le gouvernement.

2° Le Corps législatif se composait de 300 députés, âgés de 30 ans au moins et recevant un traitement de 10,000 francs. Ils étaient renouvelés tous les ans par cinquième et n'étaient rééligibles qu'au bout d'un an. Ils votaient sans délibérer, à haute voix. On priva même le Corps législatif de la faculté que Sieyès aurait voulu lui conserver, celle de s'éclairer comme le fait un tribunal en délibérant en séance secrète. Immédiatement après les plaidoiries, il devait voter au scrutin secret.

3° Le Sénat conservateur renfermait 80 membres, dont 60 furent immédiatement nommés, 31 par le pouvoir exécutif, 29 par ces 31. Les 20 autres devaient être nommés en dix ans, deux par an, par le sénat lui-même. En cas de vacance, le Corps législatif, le Tribunat, le gouvernement proposeraient des candidats : le Sénat choisirait entre eux. Les attributions du Sénat étaient de veiller au maintien du pacte fondamental, de nommer les membres du Tribunat et de la cour de cassation, de la commission de comptabilité, du Corps législatif.

Le pouvoir exécutif était confié à trois consuls nommés pour dix ans, et indéfiniment rééligibles. Le Premier Consul avait réellement entre ses mains toute l'autorité. Il proposait et promulguait les lois, commandait les armées de terre et de mer, s'occupait des relations de la France avec les nations étrangères, faisait les traités, les déclarations de guerre, nommait et révoquait les fonctionnaires publics, enfin choisissait les membres du Conseil d'État. Les trois consuls étaient pris par le sénat sur la liste des notabilités nationales. Les deux autres consuls n'avaient que voix consultative.

Le gouvernement devait veiller au maintien des lois et faire des règlements d'administration, surveiller les complots, les dépenses et les recettes publiques votées par des lois annuelles, entretenir les relations de la France avec les puissances étrangères. Le pouvoir exécutif était assisté par le Conseil d'État, qui était chargé de préparer les projets de lois et de règlements. Les présidents de section de ce Conseil surveillaient les ministres à portefeuille. Composé d'hommes éminents, le Conseil d'État

exerça toujours une très grande influence sur le gouvernement. Les officiers publics ne pouvaient être poursuivis pour faits relatifs à leurs fonctions qu'en vertu d'une autorisation de ce Conseil; ils étaient alors passibles des tribunaux ordinaires.

Le Conseil d'État, comme la plupart des institutions de la nouvelle France qui ont duré, se rattachait de quelques côtés aux anciennes traditions de notre pays et rétablissait, en l'accommodant au nouvel ordre de choses, le conseil des parties ou conseil de l'ancienne monarchie.

On aura remarqué que cette constitution ne disait rien de la liberté de la presse. L'omission ne fut guère remarquée, car on n'avait pas

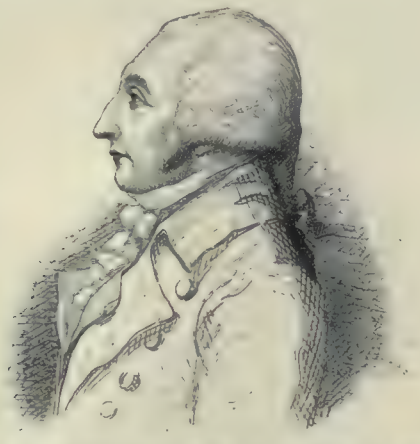


Fig. 91. — Roger-Ducos. D'après un document du temps.

précisément joui de cette liberté pendant la Révolution. Les clubs avaient été la principale expression des passions populaires et, lorsque les journaux avaient recommencé à jouer un rôle avant le 18 fructidor, ils s'étaient surtout signalés par leurs attaques contre le parti révolutionnaire. Par un règlement de police du mois de mars 1800, le Premier Consul supprima jusqu'à la paix tous les journaux, à l'exception de treize nommément désignés : le *Moniteur universel*, le *Journal des Débats*, le *Journal de Paris*, le *Bien informé*, le *Publiciste*, l'*Ami des lois*, la *Clef du cabinet*, le *Citoyen français*, la *Gazette de France*, le *Journal des hommes libres*, le *Journal du soir*, le *Journal des défenseurs de la patrie*, la *Décade philosophique*. De plus, ces journaux étaient avertis qu'ils pouvaient immédiatement être supprimés par simple mesure administrative s'ils attaquaient la constitution, l'armée

ou les gouvernements alliés de la France. Ce décret, si invraisemblable que la chose puisse paraître, ne choqua pas l'opinion générale, et c'est ainsi que fut réglée une des questions constitutionnelles qui devaient, quelques années plus tard, passionner si vivement les esprits et soulever des discussions si mémorables.

Cette constitution de l'an VIII a été vivement attaquée, surtout par ceux qui, plaçant leur idéal absolu dans le pouvoir parlementaire, n'estiment la valeur d'une loi politique que suivant qu'elle se rapproche plus ou moins de leur type préféré. L'année même qui suivit sa promulgation, Necker en signalait couramment les points faibles dans ses *Dernières vues sur le gouvernement de la France* (1802). Il y mettait pourtant une modération qu'on ne retrouve plus dans le chapitre où Mme de Staël (*Considérations sur la Révolution française*, 3e partie, chapitre VII), résume et commente, après la chute de l'Empire, les idées de son père sur ce point. Plus récemment, M. Duvergier de Hauranne, dans le premier volume de son *Histoire du gouvernement parlementaire en France, de* 1815 *à* 1848, s'est montré un des plus décidés et des plus autorisés de ses détracteurs. Mais, quelle que soit la justesse de plusieurs de ces critiques, ne peut-on pas remarquer avec Sieyès que les mots « gouvernement représentatif » et « gouvernement parlementaire » ne sont pas nécessairement synonymes, et que, même dans un gouvernement non parlementaire, le pouvoir exécutif peut être sérieusement contrôlé et contenu, parce que la nation peut avoir sa juste part dans la direction des affaires? La constitution de l'an VIII s'est modifiée dans le sens du despotisme et non de la liberté. Mais cette évolution était-elle fatale et n'avait-on pas vu des parlements serviles soit à l'égard des rois, soit à l'égard des peuples? Le règne d'Henri VIII d'Angleterre et l'histoire toute récente de la Convention suffisaient amplement à le prouver.

Le Conseil d'État n'était pas nécessairement un approbateur quand même, pas plus que le Tribunat ne devait être une opposition organisée : « Je regarde le Tribunat, disait Rœderer dans un article du *Journal de Paris* du 15 nivôse an VIII (5 janvier 1800), je regarde le Tribunat comme une assemblée d'hommes chargés de contrôler, reviser, perfectionner

l'ouvrage du Conseil d'État et de concourir avec lui au bonheur public. Un vrai conseiller d'État est un tribun placé près de l'autorité suprême. Le vrai tribun est un conseiller d'État placé au milieu du peuple. Les devoirs sont les mêmes pour tous les deux. » La constitution consulaire avait l'avantage de supprimer les compétitions ministérielles, où l'ambition personnelle peut, très sincèrement d'ailleurs, se confondre avec l'amour du bien public et donner à tous les services une instabilité,

Fig. 92. — La Constitution française. D'après un dessin de Prud'hon. (Phot. de Braun.)

fâcheuse, surtout lorsqu'ils ne sont pas depuis longtemps organisés.

On a vu que la constitution de l'an VIII limitait le nombre de ceux qui prenaient part à la discussion et la séparait du vote. Mais la discussion perdait-elle véritablement en étendue utile et en profondeur, puisque sur chaque question elle était réservée aux orateurs les plus compétents et les mieux préparés? le temps, dans le gouvernement comme dans la vie privée, est une valeur à ménager. D'ailleurs les nombreux volumes des travaux préliminaires du Code civil sont là pour répondre. Les orateurs rivaux du Conseil d'État et du Tribunat trouvaient dans cette rivalité la meilleure des émulations. Ils n'avaient rien à

sacrifier à la recherche des succès populaires de mauvais aloi et s'attachaient simplement à faire triompher ce qu'ils croyaient la vérité, en face d'adversaires capables de saisir toutes les objections sérieuses. Aussi, quelque nombreuses qu'aient été les lois de toutes sortes votées pendant la courte période consulaire, jamais dans aucun temps, dans aucun pays, si on prend cette période dans son ensemble, les actes promulgués par le gouvernement n'ont été mieux préparés et plus sérieusement approfondis. On se figure difficilement ce que serait devenu un projet de Code civil avec un gouvernement parlementaire. Et si le libre jeu de ces institutions peut convenir à une société déjà toute faite, où les services les plus importants fonctionnent pour ainsi dire d'eux-mêmes, il semble qu'on ne puisse en dire autant quand il s'agit de fonder et d'organiser.

Nous avons vu que Sieyès n'avait pas tardé à comprendre, après le 18 brumaire, que son rôle actif était terminé et qu'une fois la constitution faite, il n'avait qu'à se retirer. C'est ce qu'il fit, suivi, comme toujours, de Roger-Ducos. Mais son alliance avec Bonaparte ne lui avait pas été inutile. Si la dignité de sénateur, celle de grand officier de la Légion d'honneur et le titre de comte, qui vint plus tard s'y ajouter, le touchèrent médiocrement, il n'en fut pas de même de la terre de Crosne, que le Premier Consul lui fit donner avec un million de dotation.

Le message par lequel Bonaparte faisait cette proposition au Tribunat ayant d'abord été communiqué à Daunou, comme président de l'assemblée, celui-ci eut peur pour la dignité de son ami. Avant la lecture officielle du message, on prévint Sieyès de son caractère : on lui représenta que c'était une manœuvre habile de Bonaparte pour le décrier, pour l'absorber, l'*enterrer;* qu'il valait mieux faire voter la proposition à titre de récompense nationale. Mais Sieyès repartit aussitôt avec calme : « Et moi jé vous dis que si ça né sé fait pas ainsi, ça né sé fera pas du tout. » On comprit le fond de sa pensée. Le lendemain ses amis patriotes votèrent contre la proposition. Elle n'en passa pas moins comme le désirait Sieyès. Depuis lors, pendant la longue suite d'une vie qui devait le faire assister encore à bien des révolutions (il

mourut en 1837), il ne joua plus qu'un rôle effacé. Mais, quels que soient les reproches qu'on peut faire à son esprit ou à son caractère, il est certainement un des hommes qui ont le plus agi sur leur temps. Son

Fig. 93. — Portrait des trois premiers consuls. D'après une gravure du temps.

influence prépondérante se trouve dans la plupart des grands actes qui ont constitué la France moderne ; la transformation des États généraux en Assemblée nationale, l'abolition des privilèges, la formation de l'unité administrative de la France et enfin dans la constitution de l'an VIII qui, d'ensemble, devait être si peu durable, l'établissement

du Conseil d'État, chose qui suffirait à lui assurer une grande place dans notre histoire.

Napoléon, qui le prétendait tout à fait impropre au gouvernement, et pour cause, reconnaissait qu'il était très utile à consulter et qu'il avait des points de vue lumineux et d'une grande importance dans les crises les plus sérieuses. C'est que, d'après le jugement de Mallet du Pan, « il n'était pas seulement un métaphysicien politique, un manufacturier de constitutions. Fertile en découvertes d'exécution, ne concevant point de plan chimérique alors qu'il fallait agir, sachant se taire et attendre, et alliant la dextérité à la constance, personne n'a mieux sû conserver de l'empire sur lui-même et en obtenir sur les autres. » Il l'avait bien montré au 18 brumaire ; mais, cette fois, il avait trouvé son maître.

Quant à Roger-Ducos, il fut, comme Sieyès, sénateur, grand officier de la Légion d'honneur et comte. Il reçut aussi un château, le château d'Amboise. Ce fut un malheur pour l'art et pour l'histoire. Il s'attacha, en effet, à détruire les élégantes croisées de la Renaissance pour avoir des fenêtres bien carrées, à couvrir d'un plâtre bien horizontal les plafonds sculptés des pièces les plus belles. Bref, décidé à avoir quelque chose de tout à fait *classique,* il ne laissa à peu près intact que les étages supérieurs et les communs : ils ne valaient pas un pareil perfectionnement. Le vandalisme de la mode et du faux goût est plus dangereux que le vandalisme barbare, car il agit plus méthodiquement. Roger-Ducos ne s'en tint même pas là; soit pour ne pas faire des dépenses d'entretien, soit pour rendre son jardin plus régulier, il n'hésita pas à mettre à bas la plus importante des deux chapelles qui se trouvaient sur la terrasse d'un château dominant la Loire. Et cependant, ce monument, en dehors même de sa destination, devait être doublement sacré, et parce qu'il était un chef-d'œuvre de la renaissance et parce qu'il renfermait la dépouille d'un des hommes qui ont fait le plus d'honneur à l'humanité, Léonard de Vinci.

Sieyès et Roger-Ducos furent remplacés par Cambacérès et par Lebrun. C'étaient tous deux des hommes de sens et connaissant bien l'administration, mais qui ne pouvaient porter aucun ombrage à Bo-

naparte. Cambacérès, né à Montpellier en 1753, succédait à son père dès 1776 comme conseiller à la chambre des comptes. Le rôle considérable qu'il avait joué à la Convention dans toutes les discussions législatives et administratives, l'attitude modérée qu'il avait su garder, quoiqu'il fût attaché au parti révolutionnaire, le désignaient assez au choix de Bonaparte. Pour Lebrun, il était alors moins en vue. Il était né en 1739,

Fig. 94. — Arrivée du pape Pie VI à Grenoble, en 1799. D'après une gravure du temps.

près de Coutances ; secrétaire de Maupeou, il avait partagé sa disgrâce. En 1789, un écrit remarquable, *la Voix du peuple,* avait attiré l'attention sur lui et il avait été élu député aux États généraux. Emprisonné pendant la Terreur, il n'avait dû son salut qu'au 9 thermidor. C'était un esprit cultivé en même temps qu'un administrateur habile et autorisé. La traduction de la *Jérusalem délivrée,* en 1774, et de l'*Iliade,* en 1776, sont justement estimées. Ce fut Rœderer qui le recommanda à Bonaparte et le fit nommer.

Lebrun savait à qui il devait sa haute situation et, dès le 24 frimaire an VIII, il

écrivait à Rœderer le billet suivant, qui donne une idée de sa simplicité aimable et spirituelle : « Vous l'avez voulu, mon cher et ancien collègue ; si je fais des sottises, je vous en renverrai la gloire. J'ai trouvé dans le général Bonaparte l'impression de l'amitié qui a dirigé son opinion. Je crois qu'il ne vous dira pas encore du mal de moi, et moi je vous dirai de lui beaucoup plus de bien que je n'en croyais encore. Salut et amitié. »

Il y avait un personnage qu'on pouvait s'étonner de ne pas voir choisi à la place de Lebrun, c'était Daunou, qui, déjà connu par ses écrits politiques avant 1789, avait été le rapporteur de la constitution de l'an III et faisait partie du comité de constitution de l'an VIII. Mais Bonaparte, qui y avait d'abord songé, n'avait pas tardé à voir qu'il ne pourrait longtemps s'entendre avec lui. C'était un Sieyès plus timide mais aussi plus opiniâtre. C'était lui qu'en raison de son passé on avait chargé de donner une première rédaction de la constitution d'après les principes généraux qui venaient d'être arrêtés avec, ou plutôt par le général Bonaparte. Cambacérès n'eut pas tort de trouver cette rédaction malicieuse et hostile, c'est-à-dire plus soucieuse qu'il ne convenait de restreindre, sans trop d'apparence, les pouvoirs du Premier Consul. Il proposait, par exemple, de décider que si l'un des consuls prenait le commandement des armées, il serait remplacé par un tribun nommé par le Conseil des Anciens. C'est alors que pour mettre fin à cette petite guerre, Bonaparte réunit la commission au Luxembourg et lui dicta à peu près ses volontés. Bonaparte eut même à son tour la malice de prendre Daunou pour secrétaire : « Citoyen Daunou, dit-il, prenez la plume, mettez-vous là et écrivez. » C'était, ajoute Sainte-Beuve, d'après lequel nous faisons ce récit, c'était dit de ce ton qui fait obéir.

Daunou, quoiqu'il ait servi le gouvernement de Napoléon, — dans des fonctions savantes et modestes, il est vrai, qui ne touchaient pas à la politique, — nourrit contre le nouveau régime une hostilité croissante. Il en avait le droit, car ce régime s'écartait de plus en plus des idées qu'il avait toujours défendues. Mais cette hostilité était accompagnée contre Napoléon lui-même des préventions les plus singulières. On peut croire que le souvenir des premières relations qu'ils avaient eues ensemble n'était pas étrangère à la persistance de ces sentiments. Daunou ne reconnaissait à Napoléon aucun mérite supérieur d'intelligence ni de caractère. Les circonstances et son peu de scrupule

avaient fait sa fortune. Pour lui, Napoléon n'était qu'un homme des plus médiocres. Si on lui objectait les merveilleuses campagnes du général, il se récusait sur ce point en invoquant sa parfaite incompétence. « D'ailleurs, disait-il, que voulez-vous qu'on pense d'un homme qui ne sait ni le français ni l'italien ? »

Bonaparte n'avait pas attendu que la constitution fût promulguée pour prendre en main la direction des affaires. Dès le jour même de la révolution, il imprimait à toutes les parties du gouvernement une

Fig. 95. — Brune. D'après une gravure du temps.

impulsion décisive et faisait face à la fois à toutes les difficultés de la situation. A l'extérieur, il fait comprendre à l'Europe toujours en armes qu'elle a désormais affaire à un pays qui désire sérieusement la paix, ne veut plus de guerres révolutionnaires, mais qui, maître de disposer de toutes ses forces, ne peut consentir qu'à une paix glorieuse. A l'intérieur, il organise et il pacifie.

La loi des otages est rapportée et Bonaparte se rend au Temple pour délivrer en personne les prisonniers qui y sont détenus en vertu de cette odieuse mesure. Il abroge les lois qui privaient les nobles et les parents d'émigrés des droits politiques et les excluaient des fonctions publiques. Des pensions sont accordées à la veuve de Bailly, comme à la veuve de Bonchamp, le chef vendéen. Les prêtres déportés et les proscrits du 18 fructidor sont autorisés à rentrer en France. Des émi-

grés avaient été jetés par un naufrage sur la côte de Calais; on les avait gardés en prison, Bonaparte les fit mettre en liberté, « considérant, comme le dit l'arrêté du 18 frimaire an VIII, qu'il est hors du droit des nations policées de profiter de l'accident d'un naufrage, pour livrer même au juste courroux des lois des malheureux échappés aux flots ». La rigueur des lois révolutionnaires contre l'émigration avait été maintenue pour le passé dans la constitution. Mais la loi du 5 nivôse an VIII (25 décembre 1799) déclarait close pour l'avenir la liste des émigrés, c'est-à-dire que tout fait d'absence postérieur à la promulgation de la loi ne pourrait être qualifié d'émigration, ni poursuivi des mêmes peines : la liberté d'aller et de venir était enfin rendue aux citoyens. L'impôt foncier progressif sur les riches fut bientôt supprimé.

En même temps que la paix politique, il cherchait aussi à établir la paix religieuse et sociale. Le pape Pie VI, enlevé de Rome par le Directoire, était mort à Valence, où depuis six mois ses dépouilles demeuraient sans sépulture. Un décret des consuls, dont les considérants augmentaient l'importance, ordonna qu'on les inhumât avec les honneurs dus aux souverains. Cette cérémonie attira un énorme concours; on était heureux de pouvoir en sécurité s'associer à une manifestation religieuse (30 décembre) (1).

Une seule mesure de représailles tranche assez malheureusement avec celles qui précèdent; l'initiative n'en appartient pas à Bonaparte. Sieyès et Roger-Ducos, qui ne partageaient pas la confiance du général, le décidèrent, avec l'appui de plusieurs ministres, à prendre un arrêté qui, sans jugement, condamnait à la déportation ou à la détention une centaine de citoyens du parti révolutionnaire, et parmi eux le général Jourdan. Cet acte ne tarda pas à être révoqué et ce ne fut qu'un écart accidentel et passager dans une conduite généreuse, ferme et adroite.

Il s'occupait aussi de mettre fin aux derniers restes de la guerre civile, toujours prête à se rallumer en Vendée et en Bretagne : aucun résultat ne lui tenait plus à cœur.

(1) Le cœur de Pie VI est encore à la cathédrale de Valence, dans un monument surmonté d'un buste du pontife par Canova.

Les principaux chefs vendéens, pleins d'admiration pour la générosité de Bonaparte, ne craignirent pas de venir le trouver la nuit dans son cabinet, pour lui exprimer leurs espérances. Bonaparte ne voulut pas du rôle de Monk, mais il les laissa se retirer librement en leur permettant de recommencer la guerre. Plus tard, Georges Cadoudal, comparant sa grande taille et sa force musculeuse à la petite taille du Premier Consul, regrettait de n'avoir pas abusé de sa con-

Fig. 96. — Martin-Michel Gaudin. D'après une gravure du temps.

fiance et de n'avoir pas profité de l'occasion pour l'étouffer dans ses bras robustes.

La pacification de l'Ouest fut ménagée bien moins par l'abbé Bernier que par M^me^ Turpin, de Crissé, qui avait déjà été utile à Hoche dans la première pacification de la Vendée (voir Martel, *les Historiens fantaisistes,* 2^e^ partie). Le 17 janvier 1800, Bonaparte signait le traité de Luçon avec les chefs vendéens qui luttaient encore, d'Autichamp, Suzannet. Les chefs de bandes bretonnes, la Prévalaye et Bourmont, reconnaissaient aussi le nouveau gouvernement. Frotté, pris les armes à la main, est fusillé. Georges Cadoudal est battu par Brune, à Grand-Camp, près de Formigny, obtient une capitulation et passe en Angleterre.

Il ne semble pas qu'il emportât des sentiments de haine contre le Premier Consul; il fut sincère (il n'y pas de raison sérieuse d'en

douter) dans l'entrevue qu'il eut avec Brune. Il exprima fort son mépris pour d'Autichamp, Bourmont et les autres chefs, qui, disait-il, avaient cédé par peur. Lorsque Brune l'engagea à former un corps de volontaires pour servir la France, comme on l'avait proposé sous Louis XIV à Cavalier, le célèbre camisard, il répondit que ce serait une apostasie trop subite, mais que dans deux ou trois mois il pourrait se décider et qu'alors il servirait la République avec autant de liberté qu'il avait servi les mécontents.

Un des premiers soucis de Bonaparte était la situation financière. Nous croyons devoir insister un peu sur cette partie, en général la moins connue, mais non la moins glorieuse, de l'administration consulaire. Le Consulat marque dans l'histoire financière de la France une époque aussi importante que le ministère de Colbert.

Cette question *de l'organisation financière* occupait déjà l'esprit de Bonaparte lorsqu'il était encore à peine connu. C'est ce que montre une anecdote doublement curieuse et par les détails qu'elle contient et par sa date. C'était en janvier 1796, par conséquent avant que Bonaparte fût nommé général en chef de l'armée d'Italie. Barras donnait un dîner où se trouvaient plusieurs dames, Mme Tallien, Mme Carvoisin, Mme de Beauharnais.

« Après le café, dit Lecouteulx de Canteleu, je me disposais à prendre part à la conversation de ces dames, lorsque à peine entré dans le salon particulier où elles s'étaient retirées pour donner un plus libre essor aux propos animés du général Bonaparte, qui paraissait leur plaire infiniment, ce général se lève du canapé où il était assis à côté de ces dames et, m'adressant la parole, il me reconduisit dans le salon. Là, placé devant la cheminée, il me dit qu'il voulait s'entretenir avec moi des finances de la République. » Il savait en effet que Lecouteulx, ancien député de Rouen à la Constituante, s'était beaucoup occupé des questions financières dans cette assemblée. Bonaparte lui déclara alors que le temps des assignats est passé et qu'il faut en revenir à l'argent. Il développa cette idée avec une lucidité et une abondance d'arguments qui laissèrent son interlocuteur non moins étonné de sa compétence sur de telles matières que de son audace à parler si librement lorsque les esprits étaient encore frappés de crainte par les proscriptions exercées contre les dépréciateurs du papier monnaie. « La facilité « avec laquelle s'énonçait le jeune général, ses phrases brèves et rapides et la sécurité « avec laquelle il bravait l'opinion populaire me firent bientôt voir l'homme auquel « j'avais affaire. »

Le Directoire n'avait pas tardé à supprimer les assignats (18 mars 1796) (1). Il avait cherché depuis à revenir sur les autres fautes de l'Assemblée constituante en matière financière. Sur ce point, comme sur la plupart des autres, cette assemblée avait posé des principes qui n'ont été que l'expression de la justice et de la vérité, simples, lumineux et de la plus heureuse application : consentement du pays à l'impôt par ses représentants, l'égalité de tous devant l'impôt et la proportionnalité des taxes aux familles, l'établissement ou assiette de l'impôt d'après des signes extérieurs, matériels, précis, écartant toute inquisition et tout arbitraire. Mais la plupart des constituants, imbus des doctrines physiocratiques, avaient voulu demander presque exclusivement à l'impôt direct et surtout à l'impôt foncier les ressources de l'État. Certains impôts directs furent perfectionnés dans leur assiette; on revint aussi aux impôts indirects, mais timidement, car les impôts indirects frappent surtout la population urbaine et c'était sur les villes que le Directoire s'appuyait.

Les impôts indirects reparurent d'abord, mais subrepticement en quelque sorte, dans le budget de la commune de Paris sous le nom d'*octroi municipal et de bienfaisance* (27 vendémiaire an VII). Pour diminuer l'impopularité d'une pareille mesure, une partie des recettes de l'octroi devait être affectée aux hôpitaux. Quelques semaines après, la loi du 11 frimaire an VII sur les dépenses et recettes municipales consacrait un titre aux octrois. Il y avait aussi un impôt du dixième sur le prix des places des voitures publiques et un impôt sur la circulation des véhicules de toutes sortes, acquitté au passage de trois mille cinq cents barrières. Mais, en somme, du côté du rétablissement des impôts indirects, il n'y avait eu que des tentatives tout à fait insuffisantes et, si l'an VII marque une date importante dans notre histoire financière, c'est à cause de ses lois relatives aux impôts directs, qui établissent des impôts nouveaux ou modifient les impôts

(1) Nous nous sommes servi : 1° de l'ouvrage de M. René Stourm, *Les Finances de l'ancien régime et de la Révolution* ; 2° des *Mémoires d'un ancien ministre du Trésor* (Mollien) ; 3° des *Souvenirs du duc de Gaëte* (Gaudin) ; 4° des divers ouvrages financiers de M. Paul Leroy-Beaulieu ; 5° du *Dictionnaire d'administration* de M. Maurice Block.

existants : loi du 2 nivôse sur l'impôt personnel mobilier, du 1er brumaire sur les patentes, du 4 frimaire sur les portes et fenêtres, du 22 frimaire sur l'enregistrement. Ces mesures, bonnes en elles-mêmes, étaient insuffisantes, et d'ailleurs, avec l'anarchie gouvernementale, elles ne pouvaient avoir pour le moment beaucoup d'efficacité.

Parmi les fonctionnaires du gouvernement directorial se trouvait, en qualité de commissaire général des postes, un ancien premier commis (1) des finances, Gaudin. Né à Saint-Denis, en 1756, d'une famille d'avocats au Parlement, Gaudin était entré dès 1773 au ministère des finances et, malgré sa jeunesse, n'avait pas tardé à y acquérir une véritable autorité. Le Directoire lui avait offert dès l'an IV le ministère des finances, puis deux fois en l'an VI le commissariat général, puis la trésorerie nationale; mais Gaudin avait absolument refusé et n'avait accepté que la fonction de commissaire général des postes, le Directoire voulant à toute force qu'il restât à Paris pour l'aider de ses conseils. L'année suivante, le nouveau président du Directoire, Sieyès, revint à la charge, et lui proposa de nouveau le ministère des finances; Gaudin renouvela son refus. « Et pourquoi? dit Sieyès. — Parce que là où il n'y a ni finances ni moyens d'en faire, un ministère est inutile. — La situation, il faut en convenir, est déplorable; mais, si vous persistez dans votre refus, vous aurez le regret de voir le choix du Directoire tomber sur un homme tout à fait incapable pour cette partie, sur Robert Lindet. — Eh bien, répondit Gaudin, usez encore celui-là : peut-être arrivera-t-il dans l'intervalle quelque événement qui pourra permettre de se dévouer avec quelque espérance de succès, car les choses ne peuvent durer comme elles sont. — Allons, répliqua Sieyès, espérons et prenons patience. »

L'événement attendu arrivait moins de six mois après, et dès le 19 brumaire au matin, avant même que le succès ne fût définitif, M. Gaudin était appelé au Luxembourg. Il fut reçu par Sieyès.

« Eh bien, vous m'avez refusé il y a six mois. — J'accepte aujourd'hui. — Eh

(1) Un premier commis était alors un personnage, son titre correspondait à celui de directeur. Commis était un terme général qui pouvait même s'appliquer à un ministre. On appelait Louvois le plus brutal des commis.

bien, entrez là-dedans et vous y trouverez le général. » Et Gaudin se trouva en face de Bonaparte, qu'il n'avait jamais vu (1). « Lorsque j'entrai, dit Gaudin, il donnait des ordres au commandant de la garde; après que celui-ci se fut retiré, il vint à moi de l'air le plus gracieux. « Vous avez, me dit-il, longtemps travaillé dans les finances. — Pendant vingt ans, général. — Nous avons grand besoin de votre secours et j'y compte. Allons! prêtez serment, nous sommes pressés. » Gaudin prêta serment et le Premier Consul lui donna rendez-vous dans deux heures au ministère. Bonaparte lui dit dans cette seconde entrevue : « Monsieur Gaudin, je vous confie une tâche difficile, celle de rétablir l'ordre dans les finances, mais je ne doute pas que votre expérience et votre habileté ne la mènent à bonne fin. — Général, ce succès n'est possible qu'à deux conditions : la première, de revenir aux anciens impôts en les améliorant; la seconde, de reprendre parmi les anciennes méthodes celles dont l'utilité a été confirmée par l'usage. — Mais les moyens que vous me proposez sont des vieilleries qui ont fait leur temps. — En fait de finances, général, et surtout en matière d'impôts, les vieilleries sont souvent ce qu'il y a de meilleur. — Soit, dit le Premier Consul, essayez. »

Lorsque M. Gaudin prit possession du ministère, il ne trouva dans les caisses du Trésor que 167.000 francs, restes d'un emprunt contracté la veille à grand'peine; la rente 5 % était à 10 francs; 400 millions de contributions directes étaient dues sur les années précédentes.

Un des premiers actes de M. Gaudin fut d'organiser l'administration des contributions directes sur le modèle de celle des anciens vingtièmes, dont M. Gaudin avait été premier commis.

Depuis la Révolution, les rôles des contributions directes étaient faits dans chaque commune par les administrations locales, c'est-à-dire que les municipalités déterminaient à peu près la contenance et la valeur relative des biens de chacun et fixaient la quote-part dans la contribution que la commune entière devait à l'État. La Constituante avait pris pour base de la répartition de l'impôt direct entre les diverses communes l'ancien impôt de la taille; il était difficile de faire autrement. L'important était d'appliquer au plus tôt les réformes, et il fallait bien au début prendre une base quelconque. Or cet impôt était très inégal d'un pays à l'autre, non seulement parce que, à valeur égale, deux terres imposées pouvaient être très différemment taxées, mais

(1) Bonaparte avait songé d'abord pour ce ministère à Lecouteulx; celui-ci avait refusé et avait indiqué Talleyrand : « Ah! non, avait répondu Bonaparte d'un ton décisif, je n'en veux pas pour un ministre des finances. »

encore parce que pour une même étendue de terrains, la quantité des terres nobles exemptées de l'impôt était fort variable. La perception était faite dans chaque commune par des adjudicataires au rabais.

Dès le 24 novembre 1799, une loi abrogeait l'ancien système et remettait les contributions directes entre les mains d'agents nommés par le gouvernement. Dans chaque département un directeur des contributions directes était chargé de faire l'assiette de l'impôt, de faire les rôles de chacun, de les expédier et de vérifier les réclamations. Un inspecteur des contributions directes exécutait des tournées sous les ordres du directeur. Des contrôleurs (alors au nombre de 840) avaient pour mission de préparer sur place, sous la surveillance des inspecteurs, le travail, qui était centralisé à la direction.

On maintint les répartiteurs pris dans la commune, cinq propriétaires fonciers choisis par l'administration municipale et deux conseillers municipaux; mais ils n'étaient que les auxiliaires des contrôleurs, et leur intervention ainsi garantie ne put être qu'utile.

Aussi existent-ils encore aujourd'hui. La loi du 24 novembre 1799 maintenait cependant pour la perception le système antérieur, c'est-à-dire la mise en adjudication. Mais, comme le disait en l'an X Gervaise, directeur des contributions directes, « c'était une institution immorale et vexatoire. On ne peut supposer qu'on veuille être percepteur pour la légère rétribution attachée à cette charge. Le percepteur spécule donc sur les jouissances des fonds et sur le produit des contraintes. » Cependant ce fut seulement la loi du 25 février 1804 qui décida « que les percepteurs des contributions directes seraient à la nomination du Premier Consul ». Cette mesure vint compléter heureusement l'organisation des recettes générales, dont nous allons dire quelques mots.

Dans chaque département il y avait un receveur général chargé de centraliser les revenus de l'État et d'être en relation directe avec le Trésor. Pour assurer l'arrivée régulière de ces fonds entre les mains du gouvernement central, M. Gaudin proposa et fit accepter au général Bonaparte un système ingénieux.

Ce système fut celui des obligations des receveurs généraux.

Cette combinaison, outre l'avantage de ménager le contribuable et d'intéresser le comptable à la rentrée de l'impôt, avait le mérite d'interdire aux receveurs généraux les retards du versement, car le Trésor avait sur leur caisse des lettres de change à échéance fixe, qu'ils étaient forcés d'acquitter sous peine de protêt. Il est vrai qu'une telle combinaison n'était possible qu'après avoir assuré la confection des rôles et la perception, les receveurs généraux ne pouvant verser exactement que s'ils avaient touché exactement. Mais, cela fait par les moyens que nous avons indiqués, le système des obligations était aisé à établir, et il avait, indépendamment des avantages déjà énumérés, celui de mettre, le premier jour de l'année, à la disposition du Trésor, les 300 millions des contributions directes en lettres de change d'un escompte sûr et facile.

Pour donner crédit à ce papier, destiné à remplir l'office que les bons du Trésor remplissent aujourd'hui en France et les bons de l'Échiquier en Angleterre, on imagina la Caisse d'amortissement. Cette Caisse, qui devait recevoir bientôt toutes les attributions relatives à la dette publique, n'eut d'autre objet, dans ce premier moment, que celui de soutenir les obligations des receveurs généraux. Voici comment on s'y prit. Les comptables, pour garantie de leurs opérations, ne fournissaient alors qu'un cautionnement en immeubles. Ce genre de cautionnement, exposant l'État aux difficultés d'une expropriation forcée quand il avait à exercer des recours, ne remplissait pas suffisamment l'objet de son institution. On songea donc à demander aux comptables un cautionnement en argent. Ils faisaient tous alors d'assez gros bénéfices, par suite de l'agiotage établi sur l'impôt même, pour se soumettre volontiers à une telle condition, plutôt que de résigner leurs charges.

Ces receveurs, vrais banquiers du Trésor, comme nous les avons appelés, devaient souscrire des obligations, échéant mois par mois, pour toute la valeur des contributions directes, c'est-à-dire pour 300 millions, sur 500 millions composant alors le budget de l'État. Ces obligations étaient payables, à leur échéance, à la caisse du receveur général. Pour représenter le retard apporté par le contribuable à verser son impôt, on supposait chaque douzième acquitté quatre mois environ après l'époque où il était dû. Ainsi, les obligations pour le douzième échu au 31 janvier, devaient être souscrites à échéance du 31 mai, de façon que le receveur général, ayant devant lui un terme de quatre mois, avait à la fois le moyen de ménager le contribuable et un stimulant pour faire rentrer l'impôt, car s'il le faisait rentrer en deux mois, au lieu de quatre, il gagnait deux mois d'intérêt.

Ces cautionnements, versés à la Caisse d'amortissement, étaient destinés à servir de garantie aux obligations. Toute obligation, à son échéance, devait être payée à la caisse du receveur général, ou, à défaut, à la Caisse d'amortissement, qui devait acquitter à l'instant même l'effet protesté, sur le cautionnement du comptable. L'obligation, par ce moyen, égalait sur-le-champ en solidité le meilleur papier de commerce. Ce n'était pas le seul avantage de cette combinaison. Probablement une faible portion des cautionnements devait suffire pour soutenir le crédit des obligations, car peu de receveurs généraux seraient tentés de laisser protester leur papier ; le surplus restait

dès lors à la disposition du Trésor, qui en pouvait tenir compte à la Caisse, en lui cédant des immeubles ou des rentes. Grâce à cette institution, on donnait un cours assuré aux obligations, et le gouvernement pouvait se procurer une certaine somme de numéraire, réalisable sur-le-champ, ressource qui, dans le moment, venait très à propos.

Après l'organisation des départements, on ajouta aux receveurs généraux, qui siégeaient aux chefs-lieux, des receveurs particuliers dans chaque arrondissement. Les receveurs particuliers, dépendant de l'État, lui devaient compte de ce qu'ils recevaient et de ce qu'ils versaient au receveur général et étaient les témoins informés et désintéressés du mouvement des fonds, car ce n'étaient pas eux qui faisaient le bénéfice de la stagnation des deniers publics dans les caisses des comptables. Cette création permettait au gouvernement d'être instruit plus exactement de l'état des recettes, et de toucher de nouveaux cautionnements en numéraire, ce qui serait indifférent aujourd'hui, ce qui ne l'était pas alors; on avait enfin l'avantage de trouver un nouvel emploi de la circonscription par arrondissement récemment imaginée.

Telle était l'organisation des contributions directes : pour les contributions indirectes, dont les recettes ne pouvaient être prévues à l'avance, le receveur général devait, mais seulement après recette faite, envoyer au Trésor des bons à vue sur sa caisse. Les contributions indirectes, douanes, péages, impôt sur les voitures, etc., étaient encore une très faible partie du budget. M. Gaudin pensait qu'il était indispensable de revenir aux anciennes taxes de consommations. Mais on ne pouvait tout faire à la fois. Ces taxes n'avaient en rien perdu de leur impopularité. D'ailleurs, le service courant des budgets était assuré par une perception extraordinaire de 25 centimes additionnels; ce ne fut que quatre ans après, le 25 février 1804 par conséquent, tout à fait à la fin du Consulat, qu'eut lieu le rétablissement du droit sur les boissons, et il ne fut organisé que sous l'Empire.

Il nous reste à dire un mot de l'administration centrale. Le service des finances publiques se rattachant alors à deux ministères séparés, le *ministère des finances* proprement dit et le *ministère du Trésor*. Cette division a sa raison d'être en théorie, mais elle a surtout une origine historique.

L'Assemblée constituante avait supprimé, en 1791, le Contrôle général et l'avait remplacé par un *ministère des contributions et revenus publics*, qui devint, le 4 octobre 1795, le ministère des finances. L'Assemblée nationale de 1789, par une méfiance que justifiait l'absence de régularité financière et de contrôle sérieux dans l'ancien régime,

voulut dans sa constitution assurer au pouvoir législatif, plus encore que la plupart des constitutions qui suivirent, la haute main sur les finances de la France. Parmi les ministères qu'elle institua se trouvait le ministère des finances. Mais le chef de ce ministère n'avait pour fonction que de diriger le personnel administratif de son département, de faire rentrer les impôts votés par les assemblées et les autres revenus de l'État. Ces revenus étaient versés au Trésor royal, ou national, qui était comme le réservoir commun où se réunissaient toutes les recettes.

C'était une commission formée de membres de l'Assemblée qui administrait ce Trésor. Sur l'autorisation de l'Assemblée elle versait à chaque ministère ce qui lui revenait.

Il n'y avait pas de cour des comptes ; il y avait une commission de comptabilité prise également dans l'Assemblée. Le Trésor national fut dès lors (et il l'est encore) une personne civile, et la Constituante créa un agent judiciaire du Trésor, qui la représentait dans les poursuites à exercer *devant les tribunaux ordinaires,* dans l'espèce le tribunal de la Seine. Il n'y avait plus alors de juridiction administrative contre les comptables prévaricateurs ou négligents. Ce fonctionnaire existe encore. Les décisions financières de la commission du Trésor n'étaient pas d'abord exécutoires par elles-mêmes ; c'était l'agent judiciaire qui devait en poursuivre l'exécution contre les comptables. Plus tard, les décisions de la chambre ou des chambres reçurent la force exécutoire, sauf au comptable à en appeler devant le tribunal compétent. Cette organisation tendait, on le voit, à enlever autant que possible l'administration des finances au pouvoir exécutif.

La constitution de 1793 définit la *trésorerie nationale* (art. 102-104) : « La trésorerie nationale est le point central des recettes et dépenses de la République. » Elle est administrée par des agents comptables nommés par le conseil exécutif, sous la surveillance de commissaires nommés par le Corps législatif, mais pris hors de son sein et responsables des abus qu'ils ne dénoncent pas.

Lorsque, sous le Consulat, l'administration devint plus régulière, on conserva la distinction entre le service de la *perception* et l'administration des recettes perçues, mais en mettant le second de ces services aussi bien que le premier sous la direction, non d'une commission prise dans le pouvoir législatif ou choisie par lui, mais d'un ministre qu'on appela ministre du Trésor (1). Le ministre du Trésor centralisa le service de la trésorerie nationale, telle que l'avait défini la constitution de 1793. Aujourd'hui, l'ancien ministère du Trésor correspond aux directions de la comptabilité publique et de la dette inscrite et surtout à celle du mouvement général des fonds au ministère des finances ; le rôle de cette direction consiste à assurer à toute date sur tous les points du territoire français la présence des espèces nécessaires pour le fonctionnement régulier des services publics, et cela indépendamment des recettes faites à cette date et dans cette région.

Lorsque le budget est en équilibre et que l'administration des divers services est normale, l'existence séparée d'un ministère du Trésor ne paraît pas très nécessaire. Et

(1) En l'an VIII, Gaudin eut le titre de ministre des finances, *chargé* du Trésor. Le premier ministre du Trésor distinct fut Barbé-Marbois.

l'on comprend que M. Mollien, lui surtout qui établit la comptabilité en partie double dans les finances de l'État, n'ait pas jugé favorablement cette séparation et qu'il ait hésité en 1805 à accepter ce ministère ; mais lorsque la situation est difficile comme elle l'était de 1789 à 1804, lorsque le pouvoir législatif a des raisons plus ou moins fondées de se défier du pouvoir exécutif, il est très utile que ce service soit séparé du service de la perception. Les difficultés dans le service du mouvement général des fonds indiquent le plus souvent une situation critique ou du moins sérieuse. Le Premier Consul, répondant à M. Mollien qui lui représentait l'inutilité ou même les inconvénients de deux ministres pour administrer les finances d'un seul État, lui disait que deux ministres pouvaient se contrôler l'un l'autre. Cette raison a beaucoup moins de valeur depuis l'établissement de la comptabilité en partie double pour les services publics. Mais même depuis cette réforme, même en temps normal, cette division présente de réels avantages, et Napoléon la conserva tant qu'il fut au pouvoir. Elle fut supprimée en 1815, par le ministre Louis, mais il est possible qu'on y revienne.

Pendant qu'avec un homme à peine connu de la veille Bonaparte arrivait à ses admirables résultats financiers, deux des anciens ministres de Louis XVI, qui avaient laissé des souvenirs bien différents, Calonne et Necker, adressaient au gouvernement français des plans de réorganisation financière. Necker surtout, dont le nom avait été si populaire, comptait presque que, dès qu'un gouvernement régulier serait rétabli en France, on aurait recours à ses lumières, peut-être même à ses services. Ce sentiment s'était fait jour dès 1797. Lorsque Bonaparte, après Léoben, passa par la Suisse pour se rendre à Rastadt, Necker, qui comptait sur sa visite, l'attendit vainement sur la route de Coppet. Mais Bonaparte avait pour lui, si l'on en croit Marmont, la plus vive antipathie. Il ne se rendit pas à Coppet, pas plus d'ailleurs qu'il n'alla visiter Ferney malgré le vif désir de ses officiers. On voit cependant que Necker ne s'était pas découragé. Le Premier Consul demanda sur les mémoires envoyés par Necker et Calonne l'avis de M. Mollien, qui venait d'être placé à la tête de la Caisse d'amortissement et dont nous aurons plus tard à rappeler des titres plus importants à la reconnaissance de notre pays (1). Mollien répondit que pas un des conseils donnés au gouvernement ne devrait être suivi.

(1) *Mémoires d'un ancien ministre du Trésor.* — Clément, *Portraits historiques.*

« Ce n'est pas des conseils que j'attends, reprit vivement le Premier Consul, mais des avertissements, et il faut les chercher à toutes les sources. » Il ajouta qu'il avait des ministres honnêtes, mais que les circonstances demandaient des hommes extraordinaires. Puis, avec une volubilité et une vivacité d'expression incomparables, il fit à sa manière, dit M. Mollien, l'énumération des devoirs et des qualités d'un ministre, et, à la suite, le portrait de chacun de ceux remplissant alors ces fonctions. « Vous le voyez, répéta le Premier Consul en terminant, je ne me laisse pas imposer par

Fig. 97. — Nicolas-François Mollien. D'après une gravure de 1814.

les réputations... Les anciens services, je ne les estime que comme une école dans laquelle on doit avoir appris à mieux servir. En peu de temps, je suis devenu un vieux administrateur ; l'art le plus difficile n'est pas de choisir les hommes, mais de donner aux hommes qu'on a choisis toute la valeur qu'ils peuvent avoir. »

Bientôt après, le Premier Consul, qui avait pour Mollien une estime croissante, le chargeait de lui adresser tous les jours directement, sans l'intermédiaire du ministre des finances, un rapport sur les événements financiers de la journée, les dispositions de la bourse et les divers faits commerciaux se rattachant aux opérations qu'on y faisait.

Ainsi Bonaparte s'occupait, avec l'intelligence et la précision de

volonté qui lui étaient habituelles, de tout ce qui peut contribuer à la prospérité d'un peuple. Son attention se portait même sur les objets qui semblaient devoir lui être le plus étrangers et lui paraître secondaires. C'est un fait remarquable que l'intérêt que Napoléon attacha pendant tout son gouvernement au commerce des valeurs, à la circulation financière et aux institutions de crédit, quoiqu'on pût à peine prévoir alors l'importance que ces faits prendraient de nos jours. Il en donna une preuve éclatante dans la fondation de la Banque de France, qui remonte au début même du gouvernement consulaire.

« Les anciens établissements d'escompte, dit Thiers, avaient succombé au milieu des désordres de la Révolution ; il n'était cependant pas possible que Paris se passât d'une banque.

« Dans tout centre commercial où règne une certaine activité, il faut une monnaie commode pour les payements, c'est-à-dire la monnaie de papier, et un établissement qui escompte en grand les effets de commerce. Ces deux services se prêtent même un mutuel secours, car les fonds déposés en échange des billets circulants sont ceux-là mêmes qu'on peut prêter au commerce par la voie de l'escompte. Partout, en effet, où il y a un mouvement d'affaires tant soit peu considérable, une banque doit réussir, si elle n'escompte que de bon papier, et si elle n'émet pas plus de billets qu'il ne faut ; en un mot, si elle proportionne ses opérations aux besoins vrais de la place où elle réside : c'est ce qu'il fallait faire à Paris, et ce qui devait réussir si on le faisait bien. Cette nouvelle banque devait avoir, outre ses affaires avec les particuliers, ses affaires avec le Trésor, et par conséquent autant de bénéfices à recueillir que de services à rendre. — Le gouvernement suscita les principaux banquiers de la capitale, à la tête desquels se plaça M. Perregaux, financier dont le nom se rattache à tous les grands services rendus alors à l'État, et on forma une association de riches capitalistes pour la création d'une banque appelée Banque de France, la même qui existe aujourd'hui. On lui constitua un capital de 30 millions; elle dut être gouvernée par quinze régents et un comité gouvernant de trois personnes, comité remplacé depuis par un gouverneur, des censeurs et des régents. »

Le rôle fondamental de la Banque de France consiste à escompter des effets de commerce dont la légitimité et la réalité est garantie par la signature de trois financiers agréés par elle. Avoir la signature de la Banque de France est pour une banque privée la plus haute preuve de crédit, si bien qu'une grande compagnie, le Comptoir d'Escompte, s'est formée pour donner aux effets de commerce déjà revêtus de deux

de ces signatures, la troisième qui lui manque pour être escomptée à la Banque. La Banque a aussi le monopole de l'émission des billets circulant comme monnaie. Elle reçoit également les dépôts de titres, d'espèces, de métaux précieux non monnayés et de bijoux. Elle doit s'interdire toute spéculation étrangère à l'escompte et au commerce des métaux.

Les statuts de la Banque de France, généralement approuvés dans leur ensemble, ont soulevé dès l'origine bien des critiques. On lui a reproché le taux élevé de son escompte, la rigueur de son monopole, et on lui a opposé les statuts de la Banque d'Angleterre. Entrer dans cette discussion nous entraînerait hors du cadre de cet ouvrage. Mais il semble que là, comme pour les autres institutions de Napoléon qui ne touchent pas à la politique, on trouve la marque d'un incomparable bon sens. L'architecte a bâti son édifice avec une si juste prévision de l'avenir que les parties de la construction qui semblaient n'être d'abord qu'un excès de garantie pour la solidité, et par conséquent un luxe inutile, se sont trouvées plus tard nécessaires pour assurer le salut de l'œuvre.

On se demande si la Banque royale d'Angleterre elle-même aurait pu, comme la Banque de France, supporter, sans en être ébranlée, l'effroyable crise de la guerre de 1870 et de la Commune. Ce fut un étonnement pour tous que son crédit n'en ait pas été atteint et que le cours forcé des billets en ait à peine amené, et pour très peu de temps, la dépréciation. Déjà, en 1839, la Banque d'Angleterre avait été heureuse d'obtenir de sa rivale un prêt de 40 millions.

Sans doute la France emploie pour ses transactions un stock de monnaie beaucoup plus considérable que l'Angleterre. Le taux élevé de la Banque de France paraît en temps normal restreindre les affaires d'une manière préjudiciable aux intérêts du commerce français; il semble qu'il y ait d'un côté comme de l'autre une force gaspillée bien inutilement, comme si dans une usine l'on entretenait à grands frais une machine à vapeur d'une force bien supérieure à celle dont on a besoin. Mais cette perte apparente est la garantie contre les crises et l'assurance de l'avenir. Un financier anglais des plus autorisés,

M. W. Bagehot, dans son ouvrage intitulé *Lombard-Street,* n'ose pas avouer ouvertement que, prise dans son ensemble, l'organisation de la Banque de France lui paraît supérieure à celle de la Banque royale de son pays; mais au fond, il n'est pas loin de penser avec M. Thiers que, « fidèle à ses statuts, la Banque de France est devenue le plus bel établissement de ce genre connu dans le monde ».

Malgré la confiance croissante qu'inspirait le nouveau gouvernement, le crédit et la régularité dans les affaires renaissaient trop lentement au gré du Premier Consul. Les cours de la Bourse avaient subi des fluctuations nombreuses et profondes. Bonaparte s'en inquiéta; il crut y voir une manœuvre d'opposition ou des variations artificielles préparées par des joueurs de mauvaise foi. Il voulut savoir s'il n'y avait pas un moyen de mettre un frein à cette fureur désordonnée du jeu qui, en même temps qu'elle semblait s'en prendre aux intentions mêmes du gouvernement, compromettait souvent de la manière la plus grave, par des manœuvres frauduleuses, la fortune d'un certain nombre d'hommes de bonne foi et favorisait l'oisiveté avec tout le cortège des mauvaises passions qui en sont la conséquence naturelle, aux dépens de la probité laborieuse, de l'ordre et de l'économie. C'est à cette occasion que le Premier Consul entra pour pour la première fois en relation avec Mollien; il eut avec lui une conversation de deux heures. Les deux interlocuteurs soutinrent des avis opposés avec une égale hauteur de vues et un même sentiment du bien public. Bonaparte, tout à l'indignation qu'excitaient en lui les scandales récents, voulait en empêcher le renouvellement par une répression énergique.

« Je ne veux gêner l'industrie de personne, disait-il à ce sujet; mais comme chef du gouvernement actuel de la France, je ne dois pas tolérer une industrie pour qui rien n'est sacré, dont le moyen habituel est la fraude et le mensonge, dont le but est un profit plus immoral encore que celui qu'on cherche dans les jeux de hasard, et qui, pour le plus médiocre profit de ce genre, vendrait le secret et l'honneur du gouvernement lui-même, si elle pouvait en disposer. »

M. Mollien, qui, dans son voyage en Angleterre (1798) avait étudié avec soin l'organisation et les mœurs financières de ce pays, n'était pas aussi sévère : il pensait que la liberté des transactions avait plus d'avantages que d'inconvénients. Ce que le

Premier Consul prenait pour l'hostilité des opposants n'était à ses yeux que l'appréhension des spéculateurs. — Bonaparte avait allégué l'exemple de la Hollande et de l'Angleterre où, disait-il avec raison, des fluctuations aussi brusques dans les cours n'avaient pas lieu. M. Mollien le reconnaissait ; mais il constatait que cependant les marchés à terme y étaient plus fréquents qu'à Paris, et il ajoutait :

Fig. 98. — Bonaparte à la Malmaison. Par Isabey.

« Ce qui distingue notre dette, c'est que son cours est susceptible de plus d'écarts. Souvent les causes les plus légères le font varier, en un seul jour, de deux ou trois pour cent, tandis qu'une variation d'un quart ou d'un demi pour cent, dans le cours de la dette anglaise ou hollandaise, est une sorte de révolution dans ces deux pays. Cette mobilité dans le cours de nos fonds publics est sans doute un puissant attrait pour l'essaim de petits spéculateurs, dont le savoir-faire se borne à parier sur les différences ; mais c'est d'une plus haute influence que dépendent les variations dans lesquelles ils trouvent des profits et des pertes. Les gouvernements antérieurs au

vôtre, général, n'ont-ils pas révélé la cause de ces fluctuations dans les souvenirs et les traces que laissent encore leurs expédients en finances ? Je ne citerai pas toutes les fautes ; je ne remonterai pas aux plus anciennes, chaque faute pourrait être le titre d'un grand chapitre ; les expropriations, la violation de la foi des contrats, le faux monnayage des assignats étendu à toutes les valeurs données en payement au lieu de la monnaie réelle promise, les atermoiements indéfinis des immeubles supérieurs en valeur à toutes les dettes de l'État et dont la vente a laissé l'État débiteur de sommes encore plus fortes ; la propriété partout incertaine, soit sur les sacrifices qu'exigerait d'elle l'impôt, soit sur la nature et l'époque du remboursement de ses vacances ; l'instabilité dans les plans des finances et dans les modes de payements introduisant une instabilité semblable dans tous les marchés, dans le prix de toutes choses. C'est, je crois, à ces désordres qu'on doit attribuer quelques symptômes d'inquiétude et de défiance qui leur survivent encore et à la manifestation desquels la liberté d'un marché public tel que la Bourse est peut-être plus favorable. Mais, si l'opinion s'y dévoile plus qu'ailleurs, elle y indique peut-être mieux aussi qu'ailleurs les moyens de la satisfaire. »

« Les marchés à terme, disait-il encore, n'ont rien d'immoral ou d'illégal en eux-mêmes ; un arrêt du Conseil de 1786 les avait défendus, mais il n'avait jamais été exécuté. Les abus de ces transactions provenaient justement de la loi elle-même, qui ne leur donne pas de sanction. Lorsqu'un homme raisonnable a pris librement des engagements téméraires, c'est au contraire dans l'obligation d'exécuter ces engagements qu'il devait trouver la punition de son imprudence et de sa mauvaise foi. Il y a d'ailleurs un grand intérêt social à ce que la loi ne défende pas ce qu'elle ne peut pas punir, bien plus, ce qu'elle est obligée de libérer. »

Le législateur a cependant un rôle de protection à remplir en rendant les abus de l'exercice légitime d'un droit aussi rares que possible. « Aussi, dit-il, je ne vois aucune objection contre le projet de circonvenir la compagnie des agents de change, de limiter leur nombre (1), de constituer leur responsabilité, d'introduire surtout parmi eux « la discipline de corps, qui prévient plus sûrement les fautes que la responsabilité ne les répare ». M. Mollien eut le plaisir de voir qu'il avait convaincu son glorieux interlocuteur, qui n'avait d'ailleurs prolongé l'entretien que pour s'éclairer parfaitement. Retenu à dîner à la Malmaison, où la discussion avait eu lieu, il entendit avec une juste fierté le Premier Consul, en recommandant à ses collègues la rédaction d'un projet sur la compagnie des agents de change et sur le règlement des marchés de bourse, dire qu'il ne fallait pas commettre la faute de défendre ce qu'on ne pouvait empêcher et que l'autorité publique se compromettait beaucoup moins en réformant une loi vicieuse qu'en tolérant son infraction.

Nous avons résumé toute la discussion, car elle montre avec quelle ardeur le Premier Consul poursuivait le bien dans toutes les directions

(1) La loi du 17 mars 1791 avait déclaré la liberté de la profession d'agent de change.

et avec quelle sincérité, malgré la promptitude et l'étendue de son esprit, il cherchait à s'éclairer auprès des gens autorisés, sur toutes les matières techniques. C'est d'ailleurs de cette conversation que date l'origine de l'organisation actuelle des agents de change, loi du 28 ventôse an IX (19 mars 1801).

Fig. 99. — Costumes de consul, de ministre et de conseiller d'État.

Pendant que Bonaparte et Gaudin réorganisaient ainsi les finances, de non moins grandes réformes avaient lieu dans les autres services publics, dans l'administration départementale et dans la justice. Là comme ailleurs, il fortifia l'action du pouvoir central, affermit et simplifia l'exercice de l'autorité ; la multiplicité est bonne pour délibérer, l'unité est nécessaire pour exécuter.

La loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), sur l'administration départementale et communale, maintenait les anciens départements, mais supprimait les administrations cantonales de l'an III, subdivisait

le département en arrondissements, — moins nombreux et par conséquent plus importants que les districts de 1791, — et les arrondissements en communes.

Les directoires de département furent supprimés et remplacés par des préfets représentant le pouvoir exécutif dans chaque département et assistés d'un conseil de préfecture qui jouait dans le département le rôle du Conseil d'État auprès du gouvernement central. Il assistait le préfet dans son administration et jugeait des différends administratifs. On pouvait appeler de ses décisions au Conseil d'État (1).

Le conseil général représentait le pouvoir législatif et répartissait l'impôt pour le département. Dans chaque district ou arrondissement, le pouvoir exécutif était représenté par un sous-préfet, le pouvoir législatif par un conseil d'arrondissement, qui avaient dans le district les mêmes attributions que le préfet et le conseil général dans le département.

La commune était administrée par un maire aidé d'un ou de plusieurs adjoints et par un conseil municipal.

Les préfets et sous-préfets, les conseils généraux et d'arrondissement, les maires et adjoints des communes au-dessus de 5.000 âmes étaient nommés par le pouvoir exécutif, mais choisis sur les listes de notabilités départementales. Dans les communes de moins de 5.000 habitants, le préfet nommait les maires et les adjoints. Les conseils municipaux étaient choisis dans les listes de notabilités communales. L'autorité ainsi centralisée pouvait se faire sentir avec une égale force dans toutes les parties du gouvernement et dans les territoires les plus éloignés comme dans les plus voisins de la capitale.

La nouveauté de cette organisation était surtout l'institution des préfets.

« Cette nouvelle magistrature, dit Vaublanc, était parfaitement adaptée au caractère français et à la nécessité de rétablir l'ordre après une horrible révolution. Leur costume et l'épée qu'ils portent avertissaient sans cesse ces magistrats qu'ils devaient être fermes, actifs, courageux, et présentaient au peuple l'idée d'une magistrature énergique. Ce costume leur permet de se transporter rapidement partout où c'est nécessaire, de faire leurs tournées à cheval, de parcourir aussi les chemins de traverse, au lieu de ne voir leurs provinces que dans les grandes routes et en voiture. Un grand avantage de cette institution était de pouvoir placer honorablement des militaires blessés qui ne pouvaient plus servir dans les armées mais dont l'instruction

(1) En principe, c'est le Conseil d'État qui est le juge ordinaire du différend administratif ; c'est-à-dire qu'à défaut d'un texte qui défère un cas déterminé au conseil de préfecture, l'affaire doit être portée directement devant le Conseil d'État. Mais le nombre des cas dans lesquels on doit recourir au conseil de préfecture n'a pas cessé de s'accroître, et en fait il est devenu la juridiction administrative de première instance.

pouvait faire de bons administrateurs. C'était un lien heureux entre le civil et le militaire.

« D'anciens officiers militaires furent nommés à ces places, dès l'origine, et Bonaparte a dit souvent que c'étaient les meilleurs préfets. Il ne faut pas en conclure qu'ils étaient absolus dans leur autorité. Jamais des administrateurs ne furent plus dirigés et plus contenus par le gouvernement. »

Rien ne prouve mieux l'intelligente activité et le dévouement au bien public de l'administration française en ce temps que les souvenirs d'estime et de reconnaissance qu'elle a laissés, même dans les pays que la force seule nous avait soumis et qui ont, dès qu'ils l'ont pu, secoué le joug politique que nous leur avions imposé.

Un mois après la loi sur l'administration départementale, le 18 mars (27 ventôse an VIII), était promulguée la loi sur l'organisation des tribunaux. Elle avait pour double but de placer la justice plus près des justiciables et de leur assurer cependant au-dessus de la justice locale une justice d'appel éloignée, mais haut placée, et dont la situation assurât l'impartialité et les lumières. Cette réforme fut surtout l'œuvre du consul Lebrun, qui avait été, à la fin du règne de Louis XV, le secrétaire de Maupeou, et l'avait aidé dans sa nouvelle organisation judiciaire de la France après l'expulsion du parlement. Il y a de nombreux rapports entre le plan de Maupeou et celui qui fut appliqué en l'an VIII.

Il y eut : 1° par district, un tribunal civil, qui jugeait aussi au correctionnel ; 2° 29 cours d'appel pour toute la République ; 3° un juge de paix par canton. Les juges de paix n'avaient qu'une délégation de trois années, mais les juges de tribunaux étaient inamovibles. Une réforme très importante consistait en ce que les juges, au lieu d'être nommés pour dix ans par les électeurs, l'étaient par le Premier Consul sur les listes communales et départementales. Les membres de la cour de cassation étaient pris par le Sénat sur la liste nationale. Enfin les anciens procureurs étaient rétablis sous le nom d'avoués.

Ainsi Napoléon rétablissait l'ordre, tout en consacrant les principes sociaux que la Révolution avait proclamés et en ménageant les passions et les intérêts qu'elle avait fait naître. Napoléon avait réalisé le programme que Portalis, alors exilé, indiquait quelques mois avant

le 18 brumaire, dans ses lettres à Mallet du Pan, et qu'il ne s'attendait pas à voir appliquer sitôt à son pays.

« Pour réussir, disait-il, il faut venir avec un plan fait, qui serait adopté dans le premier moment, qui sera celui de la lassitude, et qui ne le serait plus dans le second. Dans le premier moment les ambitieux se taisent, la masse seule se meut et compte, dans le second, la masse disparaît et les ambitieux et les raisonneurs reprennent l'empire... Lorsque tout a été détruit et lorsqu'on est entouré de ruines, il ne s'agit pas uniquement de rétablir (le passé), il faut régénérer, il faut s'occuper des hommes encore plus que des choses et créer pour ainsi dire un nouveau peuple. Un libérateur doit donner des lois raisonnables et non des lois de passion ou de colère. »

C'est ce que faisait le Premier Consul; aussi sa popularité ne cessait-elle de s'accroître, et tous ceux qui n'obéissaient pas à l'esprit de parti se ralliaient au nouveau gouvernement. Jourdan lui-même, dont on a vu la noble opposition au 18 brumaire, écrivait bientôt après à un de ses compagnons d'armes une lettre (1) où il expliquait pourquoi il avait changé d'opinion.

« Nous avons vu, dit-il, dans le cours de la Révolution que la masse du peuple a toujours été la proie de diverses factions qui se succédaient. — Chacun de nous était tellement pénétré de cette vérité que sous le règne du Directoire nous reconnaissions que le gouvernement était trop faible, et nous avons souvent médité sur les moyens de lui donner plus de force, en même temps que nous désirions placer à la tête des affaires des hommes plus habiles. Aussi la France n'a repris sa splendeur que depuis le 18 brumaire, époque à laquelle une nouvelle constitution rendit le gouvernement plus indépendant et lui permit de s'occuper sans obstacles de la prospérité publique, tandis que le citoyen, rendu à ses habitudes et à ses affaires, s'occupait sous la protection du gouvernement de ses affaires particulières. — Il est démontré que les changements opérés au 18 brumaire ont été avantageux à la France. — Il a été reconnu par tous les bons esprits, et par les hommes sans ambition personnelle, que la nouvelle forme de gouvernement convient mieux à nos mœurs et à notre situation. — Et il termine en engageant son ami à répondre, comme lui, à ceux qui lui feraient des objections : « Faites que le peuple français soit assez vertueux pour jouir et ne pas abuser d'une plus grande latitude de liberté, et je reprendrai mes anciennes opinions. Jusque-là, souffrez que j'en fasse le sacrifice à l'opinion publique et à l'intérêt général. »

Cependant la constitution de l'an VIII, soumise, comme on l'avait

(1) Reproduite par M. Ernouf dans les Souvenirs de l'abbé C..., à l'Appendice, p. 284.

décidé, à la sanction du peuple, avait été acceptée le 7 février 1800, par 3.011.007 *oui* contre 1.562 *non*. Ce n'était pas là seulement une éclatante majorité ; le nombre des votants surtout était un signe remarquable. On n'avait jamais vu depuis 1789 un pareil empressement. Dans les années précédentes, même pour les votes les plus graves, la majorité s'était abstenue et la Constitution de l'an III elle-même, quoiqu'elle consacrât la fin de la Terreur, n'avait été sanctionnée que par 1.057.370 suffrages favorables contre 49.955. Ce plébiscite était donc une véritable manifestation nationale. Avant que ce scrutin ne fût officiellement promulgué, dès le 19 février 1800, le Premier Consul avait quitté le Luxembourg et s'était établi aux Tuileries. Sur les murs portant encore les traces nombreuses des émeutes qui avaient dévasté le palais, on pouvait lire encore : « Le 10 août, le trône fut renversé; il ne se relèvera jamais. » Le jour même, Napoléon disait à un de ses anciens camarades de l'école de Brienne, qu'il avait attaché à sa personne et qui après l'avoir accompagné en Égypte remplissait auprès de lui les fonctions de secrétaire : « Nous voici aux Tuileries, Bourrienne; maintenant il faut y rester. »

CAMPAGNE DE 1800.

PASSAGE DU SAINT-BERNARD. — MARENGO. — HOHENLINDEN. — LUNÉVILLE.

USSITÔT débarqué à Fréjus, Bonaparte avait d'abord songé à faire une apparition à l'armée d'Italie et à ne se rendre à Paris qu'après avoir battu l'ennemi. « Mais Dieu sait dans quel état se trouve cette armée, disait-il à Marmont, et quels sont les moyens d'offensive qu'elle possède. Il faudrait sans doute beaucoup de temps avant de pouvoir rien entreprendre de sérieux, et l'effet de mon arrivée s'affaiblirait. » Devenu maître du gouvernement, il pouvait mieux assurer le succès.

Nous allons voir, pour la première fois, Bonaparte, en même temps général et chef d'empire, organiser les troupes qu'il doit mener ou envoyer au combat, indiquer aux diverses armées de la France leur ordre de marche de la même manière qu'il dirigeait les divisions de son armée d'Italie, et considérer les divers théâtres de la guerre comme

les positions d'un seul champ de bataille où toutes les armées, malgré les distances, ont leur rôle exactement marqué dans l'ensemble d'une conception unique et concourent au coup décisif qui doit être frappé par l'une d'elles.

La paix était le désir de toute la France. Bonaparte la désirait aussi pourvu qu'elle fût honorable ; il comprenait que la gloire de législateur valait celle de conquérant. Aussi, le 5 nivôse an VIII (26 décembre 1799), il écrivait directement, sans l'intermédiaire des ministres, à l'empereur d'Allemagne et au roi d'Angleterre, pour leur exprimer son désir de mettre fin aux hostilités. La lettre au roi d'Angleterre était ainsi conçue :

« Appelé par le vœu de la nation française à occuper la première magistrature de la République, je crois convenable, en entrant en charge, d'en faire directement part à Votre Majesté.

« La guerre, qui, depuis huit ans, ravage les quatre parties du monde, doit-elle être éternelle ? n'est-il donc aucun moyen de s'entendre ?

« Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier à des idées de vaine grandeur le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles ? Comment ne sentent-elles pas que la paix est le premier besoin comme la première des gloires ?

« Ces sentiments ne peuvent pas être étrangers au cœur de Votre Majesté, qui gouverne une nation libre et dans le seul but de la rendre heureuse.

« Votre Majesté ne verra dans cette ouverture que mon désir sincère de contribuer efficacement, pour la deuxième fois, à la pacification générale, par une démarche prompte, toute de confiance et dégagée de ces formes qui, nécessaires peut-être pour déguiser la dépendance des États faibles, ne décèlent dans les États forts que le désir mutuel de se tromper.

« La France, l'Angleterre, par l'abus de leurs forces, peuvent longtemps encore, pour le malheur de tous les peuples, en retarder l'épuisement ; mais, j'ose le dire, le sort de toutes les nations civilisées est attaché à la fin d'une guerre qui embrase le monde entier. « BONAPARTE. »

A cette belle lettre le cabinet anglais, et non le roi, répond qu'il ne peut accueillir des ouvertures de paix que si l'on rétablit la maison de Bourbon et si la France rentre dans ses anciennes limites. Talleyrand, alors ministre des affaires étrangères, réplique que c'était comme si l'on proposait à l'Angleterre de rétablir les Stuarts et de renoncer aux

Indes. Les excès de l'ambition de Bonaparte ne sont plus à discuter ni à défendre, mais ses ennemis ont-ils été plus modérés et moins implacables dans leurs prétentions? De quel côté était alors la modération?

La continuation de la guerre était inévitable. Les hostilités, suspendues depuis le mois de décembre, reprirent au printemps. L'Autriche avait deux armées de 120.000 hommes. Mélas commandait l'armée

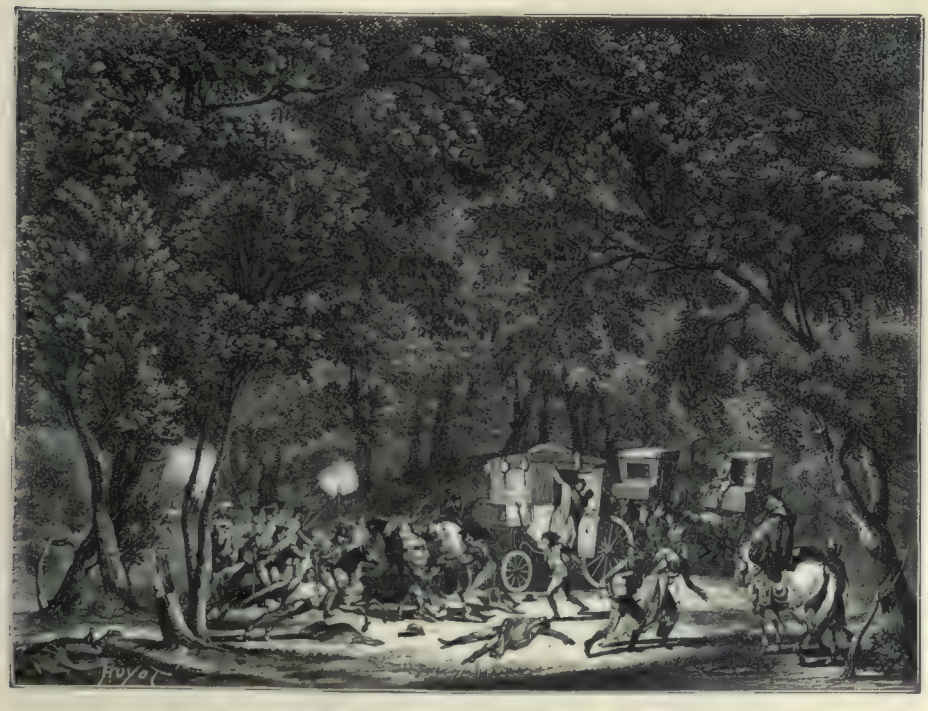


Fig. 100. — Assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt. Gravure de Duplessis-Bertaux.

d'Italie, que sa récente victoire de Genola avait amenée sur le versant du golfe de Gênes. Laissant 40.000 hommes sous Wukassowich et Haddik pour garder la Lombardie, il devait avec le reste enlever Gênes, forcer la ligne du Var et pénétrer en Provence, où viendrait le rejoindre un corps de 20.000 Anglais qui se rassemblait à Minorque. L'armée du Rhin, sous le commandement de Kray, devait couvrir le fleuve de Mayence à ses sources. Un corps détaché de 30.000 hommes sous les ordres du prince de Reuss, était laissé dans le Voralberg et les Grisons pour donner la main à l'armée d'Italie.

Le plan de Bonaparte avait une autre portée. L'armée d'Italie, n'ayant que 36.000 hommes, devait se borner à la défensive dans l'Apennin et la rivière de Gênes et occuper Mélas. L'armée du Rhin, qui serait portée à 100.000 combattants, devait se porter sur l'extrême gauche de Kray et lui couper ses communications avec l'Italie. Alors, Mélas étant occupé dans la Ligurie, Kray rejeté sur le Danube, et la masse des Alpes ainsi dégagée, Napoléon devait, avec une armée de réserve, arriver tout à coup par les Alpes centrales en pleine Lombardie.

En Italie, Masséna avait remplacé Championnet, mort de l'épidémie qui décimait l'armée. Malgré d'admirables efforts, avec des troupes de moitié moins nombreuses que celles des Autrichiens et affaiblies par la misère, il n'avait pu empêcher Mélas d'occuper Savone et de couper ainsi en deux l'armée française. Masséna et Soult avaient été rejetés dans Gênes, où ils furent bloqués par les Autrichiens, la flotte anglaise et les paysans soulevés. Suchet fut rejeté derrière le Var. Mélas laissa Ott devant Gênes et se porta sur le Var, pour avoir l'honneur de franchir le premier la frontière française ; mais son succès ne devait servir qu'à le mieux faire tomber dans le piège.

Masséna n'avait pas eu la précaution de rassembler des vivres en grande quantité ; la disette s'était fait promptement sentir dans Gênes ; aussi Bonaparte pressait-il Moreau d'entrer au plus tôt en campagne. Il lui avait donné une des plus belles armées qu'ait eues la France. Elle était composée en grande partie des vieux soldats de Hoche, de Kléber, de Moreau lui-même, sobres, disciplinés, instruits, intrépides. Des conscrits lui avaient été envoyés, mais en petit nombre, « tout juste assez pour la rajeunir ». Moreau avait pour lieutenants des officiers comme Lecourbe, Richepanse, Gouvion Saint-Cyr.

Napoléon aurait voulu que l'armée de Moreau, remontant tout entière le Rhin par la rive gauche, se concentrât entre Bâle et Schaffouse. Grâce aux bateaux préparés secrètement sur les affluents, on pourrait en une matinée jeter quatre ponts, et Moreau, avec toutes ses forces, tomberait sur le flanc de Kray, le coupant de ses réserves et de sa gauche. On pouvait ainsi écraser l'armée autrichienne d'un seul

coup. Bonaparte pensait que l'armée française, n'opérant pas sur le sol ennemi, pourrait, derrière le Rhin, dérober deux ou trois marches aux Autrichiens : c'était tout ce qu'il fallait. Mais Moreau était un général trop méthodique pour comprendre une telle hardiesse. Il redoutait que Kray, averti à temps et pouvant aller plus vite par la ligne droite à travers la forêt Noire, tandis que les Français suivaient la ligne brisée du Rhin, ne jetât dans le fleuve les premières troupes qui tenteraient de le franchir et rendît impossible toute tentative faite pour exécuter le passage en un seul point. Il préférait déboucher en plusieurs colonnes par Strasbourg, Brisach, Bâle, attirer les Autrichiens dans les défilés de la forêt Noire qui font face à l'Alsace. Tandis que l'ennemi serait ainsi occupé, une partie des troupes demeurant encore sur la rive droite remonterait rapidement le Rhin et viendrait à Schaffouse protéger le passage du reste de l'armée qui aurait suivi la rive gauche. Cette marche de flanc en pays ennemi offrait des dangers et, à supposer un succès complet, les résultats seraient loin d'être aussi décisifs. Mais Napoléon jugeait qu'à un général déjà justement illustre on ne pouvait imposer d'autorité un plan aussi hardi que celui qu'il désirait sans risquer de tout perdre. Pour convaincre Moreau, il fit venir à Paris son chef d'état-major, le général Dessoles : il n'eut pas de peine à le convaincre lui-même.

Fig. 101. — André Masséna, duc de Rivoli.
Tableau de Gros.

« Mais Dessoles n'en persiste pas moins à conseiller au Premier Consul d'adopter le plan de Moreau, parce qu'il fallait, suivant lui, laisser le général qui opère agir

selon ses idées et son caractère, lorsque c'était d'ailleurs un homme digne du commandement qu'on lui avait confié. — Votre plan, dit-il au Premier Consul, est plus grand et plus décisif, probablement même plus sûr ; mais il n'est pas adapté au génie de celui qui doit l'exécuter. Vous avez une manière de faire la guerre qui est supérieure à toutes ; Moreau a la sienne, qui est inférieure sans doute à la vôtre, mais excellente néanmoins. Laissez-le agir ; il agira bien, lentement peut-être, mais sûrement, et il vous procurera autant de résultats qu'il vous en faut pour le succès de vos combinaisons générales. Si, au contraire, vous lui imposez vos idées, vous le troublerez, vous le blesserez même, et vous n'obtiendrez rien de lui, pour avoir voulu trop obtenir. — Le Premier Consul, aussi versé dans la connaissance des hommes que dans celle de son art, apprécia la sagesse des avis du général Dessoles, et se rendit. — Vous avez raison, lui dit-il, Moreau n'est pas capable de saisir et d'exécuter le plan que j'ai conçu. Qu'il fasse comme il voudra, pourvu qu'il jette le maréchal de Kray sur Ulm et Ratisbonne, et qu'ensuite il renvoie à temps son aile droite sur la Suisse. Le plan qu'il ne comprend pas, qu'il n'ose pas exécuter, je vais l'exécuter, moi, sur une autre partie du théâtre de la guerre. Ce qu'il n'ose pas faire sur le Rhin, je vais le faire sur les Alpes. Il pourra regretter dans quelque temps la gloire qu'il m'abandonne. — Parole superbe et profonde, qui contenait toute une prophétie militaire, comme on pourra en juger bientôt. » (THIERS.)

Moreau fut donc libre d'agir à sa guise et fit, en somme, une fort belle campagne. Pendant que Kray, croyant que les Français vont pénétrer dans le Danube par le Val d'Enfer, rassemble ses forces vers les sources de la Kintzig, Moreau passe le fleuve à Bâle, Lecourbe à Schaffouse, la forêt Noire est tournée. Le même jour, Lecourbe remporte la victoire de Stokach et Moreau celle d'Engen (3 mai). Ces deux batailles avaient coûté à l'ennemi, en tués, blessés ou prisonniers, plus de douze mille hommes.

Kray se retire vers le nord, dans le bassin du Danube ; il est encore battu à Mœsskirch. Mais, sans se décourager, il veut profiter des diverses lignes parallèles de défense que forment les affluents de la rive droite du Danube. Battu à Biberach par Saint-Cyr (9 mai), il se place derrière l'Iller à Memmingen, y est encore battu, et se réfugie dans Ulm.

Moreau franchit l'Iller, occupe Augsbourg, puis revient sur ses pas pour faire tomber la place. Il tourne la position en passant le Danube à Blenheim et remporte une victoire complète à Hochstett, sur ce même champ de bataille qui rappelait pour nous de si tristes

souvenirs. L'ennemi nous laissait 5.000 prisonniers, 1.200 chevaux, 300 voitures (18 juin).

Kray s'empresse de quitter Ulm et, faisant un détour par Heidenheim, Neresheim et Nordlingen, rejoint avec grand'peine la route de la vallée du Danube à Daunowerth, comptant occuper la ligne du Lech par derrière. Mais Lecourbe était déjà sur la rive droite de la rivière; Kray veut alors se poster sur l'Isar, mais Moreau avait occupé Munich. Il se retire enfin derrière l'Inn. Les troupes de Moreau s'étendaient du Tyrol (Lecourbe) à Philipsbourg sur le Rhin; on venait d'apprendre les éclatants succès de Bonaparte en Italie. Kray et Moreau signèrent l'armistice de Parsdorf (15 juillet). Dans le dernier combat de la campagne, livré à Oberhausen près de Neubourg, entre Daunowerth et Ingolstadt, avait été tué d'un coup de lance l'illustre Latour d'Auvergne, celui que Bonaparte avait surnommé le *premier grenadier de France.*

Tandis que Moreau commençait avec sa belle armée ses opérations offensives, Napoléon était encore occupé à rassembler secrètement les forces qu'il devait porter au centre de l'Italie septentrionale. Il pouvait disposer d'une partie des troupes de l'Ouest rendues libres par la pacification presque complète de la Vendée, et il écrivait à Brune : « Il faut nous résoudre à arpenter la France comme autrefois la vallée de l'Adige : ce n'est jamais que le rapport des décades aux jours. » Les dépôts de l'armée d'Égypte cantonnés dans le Midi pouvaient aussi donner plusieurs bataillons et, tout en laissant 30.000 hommes dans les pays récemment annexés ou à peine soumis, le Premier Consul pouvait ainsi disposer de 40.000 soldats pour la campagne.

Mais le plan qu'il avait conçu exigeait pour son exécution non seulement beaucoup de célérité et d'audace, mais aussi un profond secret.

Le secret, dit Napoléon dans ses Mémoires, était le plus difficile à conserver ; comment tenir caché aux nombreux espions de l'Angleterre et de l'Autriche le mouvement de l'armée? Le moyen que le Premier Consul jugea le plus propre, fut de le divulguer lui-même, d'y mettre une telle ostentation qu'il devînt un objet de raillerie pour l'ennemi, et de faire en sorte que celui-ci considérât toutes ces pompeuses annonces comme un moyen de faire une diversion aux opérations de l'armée autri-

chienne qui bloquait Gênes ; il était nécessaire de donner aux observateurs et aux espions un point de direction précis : on déclare donc par des messages au Corps législatif, au Sénat, et par des décrets, par la publication dans les journaux, et enfin par des intimations de toute espèce que le point de réunion de l'armée de réserve est Dijon, que le Premier Consul en passera la revue, etc., etc. — Aussitôt tous les espions et les observateurs se dirigèrent sur cette ville. Ils y virent, dans les premiers jours d'avril, un grand état-major sans armée et dans le courant de ce mois 5 à 6.000 conscrits et militaires retirés, dont même plusieurs estropiés consultaient plutôt leur zèle que leurs forces. Bientôt cette armée devint un objet de ridicule, et lorsque le Premier Consul en passa lui-même la revue, le 6 mai, on fut étonné de n'y voir que 7 à 8.000 hommes, la plupart n'étant pas même habillés. On s'étonna comment le premier magistrat de la République quittait son palais pour passer une revue que pouvait faire un général de brigade. Ces doubles rapports allèrent par la Bretagne, Genève, Bâle, à Londres, à Vienne et en Italie. L'Europe fut pleine de caricatures ; l'une d'elles représentait un enfant de douze ans, et un invalide avec une jambe de bois ; au bas on lisait : « Armée de réserve de Bonaparte. »

« En même temps que l'on annonçait avec la plus grande ostentation la formation de l'armée de réserve, on faisait faire à la main de petits bulletins, où, au milieu de beaucoup d'anecdotes scandaleuses sur le Premier Consul, on prouvait que l'armée de réserve n'existait pas et ne pouvait pas exister, qu'au plus on pourrait réunir 12 à 15.000 conscrits. On en donnait la preuve par les efforts qui avaient été faits, la campagne précédente, pour former les diverses armées qui avaient été battues en Italie, par ceux qu'on avait faits pour compléter cette formidable armée du Rhin ; enfin, disait-on, laisserait-on l'armée d'Italie si faible, si on avait pu la renforcer ? L'ensemble de tous ces moyens de donner le change aux espions fut couronné du plus heureux succès. On disait à Paris, comme à Dijon, comme à Vienne : « Il n'y a point d'armée de réserve. » Au quartier général de Mélas on ajoutait : « L'armée « de réserve dont on nous menace tant est une bande de 7 à 8.000 hommes, conscrits « ou invalides, avec laquelle on espère nous tromper pour nous faire quitter Gênes. « Les Français comptent trop sur notre simplicité. Ils voudraient nous faire réaliser « la fable du chien qui quitte sa proie pour l'ombre... »

Mais pendant qu'on raillait ainsi cette armée de réserve, les diverses divisions venant des différents points de la France se dirigeaient par des itinéraires fixés vers leur point de concentration, qui était le bassin supérieur du Rhône. Les nouvelles que le Premier Consul recevait de Masséna montraient qu'il fallait se hâter (1).

Masséna soutenait dans Gênes un siège qui rappelait les résistances

(1) Sur les affaires de Gênes, voir surtout Thiébault, *Journal des opérations militaires du siège et du blocus de Gênes.*

les plus mémorables de l'histoire, car les soldats français y supportaient, rien que par le sentiment de l'honneur des armes et par vertu guerrière, les souffrances que les défenseurs de Numance, de Jérusalem et de la Rochelle avaient affrontées par fanatisme religieux

Fig. 102. — Le Premier Consul, par David. (Ph. de Braun.)

ou pour éviter l'esclavage. De plus, chose qu'on ne vit peut-être jamais à ce point dans aucun autre siège, Masséna avait fait de sa défensive une offensive continuelle, et depuis le 9 avril, date où avaient commencé les hostilités, jusqu'aux premiers jours de mai, il avait tué, blessé ou pris aux Autrichiens environ quinze mille hommes, c'est-à-dire autant qu'il avait lui-même de soldats. Mais déjà

la famine se faisait sentir, et on ne pouvait espérer tenir au delà du 20 mai.

Bonaparte quitta Paris le 6 mai. Quelques jours avant de partir, couché sur ses cartes, y posant des signes de différentes couleurs pour figurer la position des corps français et autrichiens, il disait devant son secrétaire : « Ce pauvre M. de Mélas passera par Turin, se repliera vers Alexandrie. Je passerai le Pô, je le joindrai sur la route de Plaisance, dans les plaines de la Scrivia, et je le battrai là, là. » Et en disant ces mots il poussait un de ces signes à San Juliano. L'événement devait réaliser cette prévision avec une précision extraordinaire.

Lorsqu'on fut arrivé à Lausanne, il fallut décider le point où l'armée passerait les Alpes. Le général du génie Marescot, chargé de la reconnaissance des Alpes, se prononçait pour le Saint-Bernard, mais il regardait l'opération comme très difficile. « Difficile, soit, dit le Premier Consul, mais est-elle possible? — Je le crois, avec des efforts extraordinaires. — Eh bien, partons ! »

Les préparatifs commencèrent aussitôt. Napoléon montra alors ce soin du détail qui s'alliait chez lui d'une façon si merveilleuse aux vues d'ensemble les plus étendues et les plus profondes. D'immenses approvisionnements furent réunis à Villeneuve, à Martigny et jusqu'au pied du col. Une compagnie d'ouvriers pourvus de forges de campagne prit les devants et dut stationner à Saint-Remi, là où sur le versant italien recommence la route carrossable, pour remonter les voitures de l'artillerie et remettre les pièces sur leurs affûts. Il avait poussé la prévoyance jusqu'à faire placer auprès du col ses ateliers de bourreliers pour réparer les harnais. Il avait même écrit plusieurs lettres à ce sujet. « Nous citons cette circonstance, dit Thiers, pour l'instruction des guerriers et des gouvernements, à qui la vie des hommes est confiée, et qui ont souvent la paresse ou la vanité de négliger de tels détails. Rien, en effet, de ce qui peut contribuer au succès des opérations, à la sûreté des soldats, n'est au-dessus du génie ou du rang des chefs qui commandent. » Le passage de l'artillerie, comme on devait s'y attendre, présenta surtout de grandes difficul-

Passage du Mont Saint-Bernard (mai 1800). Peint par Thévenin, gravé par Duplessis-Berteaux.

tés : on offrit aux paysans mille francs par pièce de canon transportée de Saint-Pierre à Saint-Remi. Mais il fallait deux jours et cent hommes pour une seule pièce. Malgré l'appât du gain, après quelques pièces passées, ils refusèrent de continuer. On dut avoir recours aux soldats; on leur offrit l'argent que l'on avait promis aux paysans, mais ils ne l'acceptèrent pas, disant que c'était un devoir d'honneur pour une troupe de sauver ses canons.

L'armée, qui, voyant la vallée s'élargir à mesure qu'on descendait le cours de la Doria, croyait que ses grandes fatigues étaient finies, se trouva arrêtée bientôt par un défilé défendu par le fort de Bard. On ne pouvait songer à passer sous le canon du fort. Bonaparte, resté à Martigny pour surveiller le passage, étudie la carte, y reconnaît d'autres chemins que le défilé de Bard, par lesquels il ordonne de diriger l'infanterie, la cavalerie et quelques pièces légères. « Quant à la grosse artillerie, disait-il, si on ne pouvait la faire passer, on l'abandonnerait et on en serait quitte pour prendre celle des Autrichiens à la première rencontre. L'important était de passer. » Après avoir donné ses dernières instructions, il commença lui-même à franchir le col le 20 mai; ce ne fut pas sur un cheval fougueux, ainsi que le représente un tableau célèbre qui n'est qu'une allégorie, mais sur un mulet conduit en main par un guide du pays. Parvenu au sommet, il descendit en se laissant glisser sur la neige et arriva le soir même à Étroubles, au delà de Saint-Remi. Cependant le commandant du fort de Bard voyait avec dépit, de son poste, l'armée française défiler sur l'autre rive par le sentier d'Albaredo; mais il répondait sur sa tête que pas une pièce de canon ne passerait : sur quoi il se trompait encore. On couvrit la route de fumier et de paille, on disposa des étoupes autour des pièces pour éviter le moindre retentissement, des artilleurs intrépides s'attelèrent eux-mêmes aux pièces, et elles passèrent sous le fort de Bard au même instant que les chevaux passaient par l'Albaredo.

Pendant que le gros de l'armée (40.000 hommes) passait par le grand Saint-Bernard, la gauche (18.000 hommes), formée de soldats détachés de l'armée du Rhin sous le commandement de Moncey, franchissait le

Saint-Gothard et arrivait à Bellinzona; la droite (6.000 hommes) avec Thureau traversait le mont Cenis; enfin deux petits corps venaient par le Simplon et le petit Saint-Bernard. Ainsi s'était accompli avec la précision d'une simple manœuvre ce mémorable passage.

Frédéric Soulié fait raconter cette campagne à un vieux soldat dans sa *Lanterne magique* (1) : « L'ennemi disait que nous avions oublié le chemin de l'Italie; le premier, c'est possible, pense Napoléon, mais tout chemin mène à Rome. En Égypte, c'était tout plaines; ici c'était tout montagnes. N'importe! on a le mot de marche des Français : En avant! toujours en avant! et avec ça plaines et montagnes sont bientôt derrière les talons. Je ne sais comment ça se faisait, mais il avait toujours de vieilles histoires en partie pour nous piquer d'amour-propre : on nous raconte comme quoi un monsieur Annibal a passé par là avec des éléphants. Ça serait honteux de ne pas y passer avec des canons, et on passa. »

Le 22 mai, Lannes, qui commandait l'avant-garde du Premier Consul, emportait Ivrée d'assaut et, quatre jours après, culbutait le général Haddik, qui s'était porté sur la Chiusella pour couvrir Turin. Mélas commençait à croire à l'existence de l'armée de réserve. Mais il se figura, ce qui était d'ailleurs le plus vraisemblable, que le corps principal passait par le mont Cenis et que notre objectif était Turin, tandis qu'en réalité Lannes et Thureau masquaient simplement le défilé de l'armée de Turin à Verceil et, le défilé accompli, au lieu de marcher vers la capitale du Piémont, se dirigeaient vers l'est. Bientôt Mélas apprenait avec stupeur que Bonaparte entrait en triomphe à Milan (2 juin) et y était rejoint par les autres corps. Wukassowich était rejeté derrière le Mincio; Crémone, Lodi prises. La seule issue qui restait à la grande armée autrichienne par la droite du Pô allait lui être fermée. Mélas rappelle en hâte toutes ses forces au nord des Alpes maritimes; il ordonne à Elsnitz d'abandonner l'attaque du Var, à Ott de lever le siège de Gênes. Elsnitz s'était déjà mis en retraite lorsque Suchet le tourna par le col de

(1) Pendant de longues années, la plus attrayante série de tableaux que les montreurs de lanterne magique faisaient passer sous les yeux de leur humble public, représenta la *Vie tant civile et militaire que politique, administrative, agronome et particulière de Sa Majesté Napoléon Ier, de son vivant empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin et... chevalier de la Légion d'honneur.*

Tende, lui fit perdre 10.000 hommes et ruina son armée. Suchet se hâta de marcher sur Gênes, mais c'était un jour trop tard. Ott, quelques heures avant de s'éloigner, avait obtenu de Masséna l'évacuation de la ville.

Dès le 23 mai, le pain d'avoine et de fèves auquel on avait été réduit depuis quelques jours fit défaut, et on dut avoir recours à un mélange d'amidon, de graine de lin et de cacao dont on formait un pain affreux que les estomacs les plus robustes pouvaient à peine supporter; encore en restait-il à peine deux onces par homme le jour de la capitulation (4 juin). Quinze mille habitants avaient péri de misère. Malgré cette situation désastreuse, Masséna menaçait de se faire jour si on ne permettait pas à l'armée de sortir librement avec armes et bagages et avec la faculté de combattre lorsqu'elle aurait dépassé les lignes des assiégeants. Les blessés et les malades, obligés de rester dans Gênes, devaient être nourris et soignés par les Autrichiens et rendus ensuite à l'armée. Masséna obtint ce qu'il voulut. Il exigea aussi la promesse qu'aucun Génois ne serait inquiété pour les opinions émises et que les biens comme les personnes seraient respectés. Les généraux refusant de s'engager à reconnaître le gouvernement que les Génois s'étaient donné en 1797 : « Eh bien! faites ce que vous voudrez, s'écria Masséna; mais je vous déclare qu'avant quinze jours je serai de retour dans Gênes. » Un officier autrichien, M. de Saint-Julien, lui répondit : « Vous trouverez dans cette place, Monsieur le général, des hommes à qui vous avez appris à la défendre. »

Cette admirable défense de Gênes avait accru la gloire du vainqueur de Zurich et permis la réussite du plan général des opérations; mais par combien d'efforts et de pertes ce résultat était obtenu! Environ la moitié des soldats (7.000 sur 15.000) étaient tués ou hors de combat. Les trois quarts des officiers étaient tués, blessés ou prisonniers.

A peine la capitulation était-elle signée que Ott, d'après les instructions pressantes qu'il avait reçues de Mélas, se dirigeait en toute hâte sur Plaisance par le col de la Bocchetta. Il fallait empêcher les

Français de passer sur la rive droite du Pô; mais Lannes avait déjà franchi le fleuve et occupait le défilé de la Stradella, seul passage qui mette en communication Plaisance et Alexandrie. Ott veut forcer le passage entre Montebello et Casteggio (9 juin) et est rejeté sur la Bormida.

Ainsi tout se trouvait disposé de telle sorte qu'une seule bataille livrée par Napoléon sur un terrain presque désigné d'avance entraînerait la ruine complète de l'ennemi. Quelle était, en effet, la situation de Mélas? Tous les passages du Pô étaient gardés de Pavie à Plaisance, et s'il voulait forcer le Tessin, il rencontrait 10.000 hommes placés à Pavie pouvant défendre à outrance le passage et donner à Bonaparte le temps d'accourir en une journée de la Stradella, où il avait son quartier général. S'il se dirigeait vers Gênes, il trouvait Suchet et Masséna. En face de lui, sur la route qui longe le Pô, il se heurtait à Bonaparte lui-même et à la principale concentration de troupes. Ainsi, il fallait que Mélas remportât une grande victoire rien que pour assurer sa retraite et sauver son armée. La défaite des Français ne pouvait avoir pour eux de résultats fort graves, puisque même obligés de laisser passer les Autrichiens, ils pouvaient toujours se concentrer ensuite et garder leurs communications avec la France. A tout événement, quelques détachements avaient été laissés à Arona pour garder la route du Saint-Gothard. Le succès de Bonaparte devait, au contraire, amener la ruine totale des Autrichiens.

Le 12 juin, Bonaparte avait quitté la Stradella pour aller au-devant de l'ennemi, qui devait, pensait-il, se diriger sur Plaisance : il établit son quartier général à Voghera. Mais lorsqu'on eut fait explorer la vaste plaine qui s'étend de la Scrivia à la Bormida, il apprit avec étonnement qu'il n'y avait pas un seul ennemi; les Français occupèrent même sans combat le village de Marengo. Bonaparte, jugeant trop de son adversaire par lui-même, ne put croire que dans des circonstances si critiques, M. de Mélas n'eût pas pris une décision prompte. « Si l'ennemi voulait suivre la grande route de Plaisance, pensait-il, c'est ici qu'il m'attendrait; ici sa nombreuse artillerie et sa belle cavalerie auraient de grands avantages; il faut donc qu'il se soit dirigé soit

Mort du général Desaix, à la bataille de Marengo. Dessin lavé de Lafitte.

sur le Tessin soit sur Gênes. » Dans cette hypothèse, il détacha Desaix, qui venait d'arriver d'Égypte, sur Novi avec une seule division.

Cependant Mélas et l'état-major autrichien avaient pris la seule détermination qui convenait à des gens de cœur, à des troupes qui venaient de reconquérir l'Italie : c'était de se faire jour les armes à la main. Le 14 juin Mélas franchit la Bormida avec toutes ses forces.

Le Premier Consul n'avait à lui opposer d'abord qu'une vingtaine de mille hommes. La bataille commença à 6 heures du matin (1). Lannes et Victor soutinrent pendant quatre heures le choc de toute l'armée avec 15.000 hommes; mais ils durent abandonner le village de Marengo et reculèrent en bon ordre de six à sept kilomètres. Les soldats avaient épuisé leurs munitions. Bonaparte arrive alors avec la garde consulaire et les premières réserves. Les 800 hommes du bataillon de la garde consulaire, formés en carré, repoussent les charges réitérées des dragons de Lobkowitz, semblables, comme le dit Napoléon, « à un bastion de granit placé au milieu de la plaine ». Mais ces braves ne peuvent que retarder la marche des Autrichiens et, attaqués par le canon, sont contraints de reculer.

« Bonaparte, assis sur la levée du fossé de la grande route d'Alexandrie, tenait son cheval par la bride, faisait voltiger des petites pierres avec sa cravache. Les boulets qui roulaient sur la route il ne les voyait pas; » il murmurait entre ses dents un air du *Prisonnier ou la Ressemblance,* opéra-comique en vogue de Della Maria. Quoique la retraite se fît encore lentement et en assez bon ordre, tous les bataillons se dégarnissaient à vue d'œil, tout prêts à lâcher pied, n'eût été la bonne contenance des chefs. Sur la gauche même, on put voir une colonne de fuyards courant à toutes jambes. Maurice Dupin, le père de Georges Sand, et un autre officier essayent de l'arrêter. « Nous donnons des coups de plat de sabre aux uns, dit Maurice Dupin dans une lettre que Georges Sand a transcrite dans son *Histoire de ma vie;* nous donnons des éloges aux autres, car parmi ces désespérés il y avait bien des braves. Je forme un pe-

(1) Nous résumons surtout ici Thiers et Coignet.

loton; j'en veux former un second. A peine avais-je commencé que le premier avait déguerpi. Nous abandonnons l'entreprise et courons rejoindre le général en chef. » Il était environ deux heures. Le vieux Mélas, épuisé de fatigue, et ayant eu deux chevaux tués sous lui, voyant la victoire assurée, rentre à Alexandrie, laisse le commandement à son chef d'état-major, Zach, et expédie des courriers à toute l'Europe pour annoncer la défaite de Bonaparte à Marengo. Zach forme l'armée autrichienne en colonne de marche sur la grande route de Marengo à San Giuliano.

Mais Desaix n'avait pas attendu l'arrivée des aides de camp du Premier Consul pour retourner sur ses pas. Entendant le canon qui ne cessait de tonner du côté de la Bormida, il avait arrêté son mouvement et s'était contenté d'envoyer du côté de Novi une forte reconnaissance de cavalerie qui n'avait rien trouvé. Ne doutant plus que les Autrichiens ne fussent à Marengo, il venait d'envoyer demander de nouveaux ordres au Premier Consul, lorsqu'au même moment il vit arriver un aide de camp de Bonaparte, Bruyère, qui lui portait l'ordre d'accourir au plus vite. Vers trois heures ses têtes de colonne débouchaient dans la plaine (1). Desaix les précède au galop et accourt auprès de Bonaparte. « La présence de Desaix va changer la face des choses. On l'entoure, on lui raconte la journée. Les généraux se forment en cercle autour de lui et du Premier Consul et discutent vivement sur cette grave situation. La plupart sont d'avis de la retraite. Le Premier Consul n'est pas de cette opinion, et il presse vivement Desaix de dire la sienne. Desaix, promenant ses regards sur ce champ de bataille dévasté, puis tirant sa montre et regardant l'heure, répond au général Bonaparte ces simples et nobles paroles : Oui, la bataille est perdue, mais il n'est que trois heures; il reste encore le temps d'en gagner une. »

Une troisième bataille commence. Bonaparte, après avoir pris ses dernières dispositions, parcourt les rangs : « Mes amis, c'est assez

(1) Le récit de Ségur (Mémoires, t. II, p. 56 et suiv.) diffère en quelques points du récit consacré. La division Desaix ne serait entrée en ligne qu'à six heures du soir. Cependant Coignet et Maurice Dupin, témoins oculaires, disent qu'il était environ deux heures. C'est aussi l'opinion de M. de Colbert-Chabanais. (*Traditions et Souvenirs sur le général Auguste Colbert.*)

reculer, vous savez que j'ai l'habitude de coucher sur le champ de ba-

Berthier, général français. Mélas, général autrichien.

Fig. 103. — Convention après Marengo. D'après Drolling.

taille : tenez ferme, voilà ma réserve. » « Mes pauvres petits pelotons, dit Coignet, regardaient du côté de la route de Montebello à tous les demi-tours qu'on nous faisait faire. Enfin, cris de joie : Les voilà! les

voilà! » Les courages se raniment. La colonne autrichienne s'avançait pleine de confiance, plusieurs soldats ayant l'arme sur l'épaule; elle allait atteindre San Giuliano, lorsqu'elle est accueillie par la fusillade de Desaix et par l'artillerie de Marmont, qui couvre son flanc de mitraille. Elle s'arrête et riposte. Desaix tombe frappé à mort : perte à jamais regrettable pour la France et pour Napoléon.

La grande colonne ennemie, ainsi accueillie par un feu terrible, est bientôt abordée furieusement en tête par les soldats, qui veulent venger leur général, et assaillie sur les flancs par la cavalerie. Les charges dirigées avec un à-propos, une énergie et une précision rares par le jeune général Kellermann, fils du vainqueur de Valmy, comptent avec raison parmi les plus belles manœuvres de ces longues guerres. La colonne autrichienne rompue, attaquée de toutes parts, tourbillonne sur elle-même et repasse la Bormida en désordre, nous laissant 3.000 prisonniers, 7.000 morts ou blessés, 40 canons.

L'armée autrichienne, enfermée de tous côtés, devait subir la loi du vainqueur. Il y avait peu d'exemples dans l'histoire d'une seule bataille amenant de tels résultats. Cependant, lorsqu'à dix heures du soir le Premier Consul rentra à son quartier général, on le vit sombre et silencieux. On s'étonnait, on lui demandait s'il n'était pas satisfait de sa victoire : « Oui, répondit Napoléon, mais Desaix! Ah! si j'avais pu l'embrasser après la bataille, que cette journée eût été belle! » Le lendemain, Mélas était heureux de sauver ce qui lui restait de son armée en signant l'armistice d'Alexandrie, par lequel les Autrichiens se retiraient derrière le Mincio, et nous abandonnaient toute la région comprise entre cette rivière et les Alpes avec toute la rive gauche du fleuve, la Lombardie, le Piémont, la Ligurie, les Légations, Turin, Alexandrie et Gênes.

Bonaparte, qui avait hâte de rentrer à Paris où sa présence était nécessaire pour affermir son gouvernement, aurait voulu que cet armistice se changeât en une paix définitive, et de Marengo même, il adressait à l'empereur d'Autriche une nouvelle lettre qui rappelait celle qu'il écrivait dans une circonstance analogue à l'archiduc Charles. Mais ici le ton n'est plus celui d'un général, mais d'un chef d'empire.

« *Bonaparte, Premier Consul, à Sa Majesté l'Empereur et Roi, Empereur d'Allemagne, « Roi de Hongrie et de Bohême.*

« Marengo, 27 prairial an VIII, 16 juin 1800.

« J'ai l'honneur d'écrire à Votre Majesté pour lui faire connaître le désir du peuple français de mettre un terme à la guerre qui désole nos pays.

« L'astuce des Anglais a empêché l'effet que devait naturellement produire sur le cœur de Votre Majesté ma démarche à la fois simple et franche. La guerre a eu lieu. Des milliers de Français et d'Autrichiens ne sont plus... des milliers de familles désolées redemandent leurs pères, leurs époux, leurs fils... Mais le mal qui est fait est sans remède ; qu'il nous instruise du moins, et nous fasse éviter celui que produirait la continuation des hostilités ! cette perspective afflige tellement mon cœur, que, sans me rebuter de l'inutilité de ma première démarche, je prends derechef le parti d'écrire directement à Votre Majesté, pour la conjurer de mettre un terme aux malheurs du continent.

« C'est sur le champ de bataille de Marengo, au milieu des souffrances et environné de quinze mille cadavres, que je conjure Votre Majesté d'écouter le cri de l'humanité et de ne pas permettre que la génération de deux braves et puissantes nations s'entr'égorge pour des intérêts qui leur sont étrangers. C'est à moi de presser Votre Majesté, puisque je suis plus près qu'elle du théâtre de la guerre : son cœur ne peut être si vivement frappé que le mien.

« Les armes de Votre Majesté ont assez de gloire ; elle gouverne un très grand nombre d'États. Que peuvent donc alléguer ceux qui, dans le cabinet de Votre Majesté, veulent la continuation des hostilités ?

« Les intérêts de la religion et de l'Église ?

« Pourquoi ne conseille-t-on pas à Votre Majesté de faire la guerre aux Anglais, aux Moscovites, aux Prussiens ? ils sont plus loin de l'Église que nous.

« La forme du gouvernement français, qui n'est point héréditaire mais simplement électif ?

« Mais le gouvernement de l'empereur est aussi électif et d'ailleurs Votre Majesté est bien convaincue de l'impuissance où serait le monde entier de rien changer à la volonté que le peuple français a reçue de la nature de se gouverner comme il lui plaît. Et pourquoi ne conseille-t-on pas à Votre Majesté d'exiger du roi d'Angleterre la suppression du parlement et des états, ou des États d'Amérique la destruction de leur congrès ?

« Les intérêts du Corps germanique ?

« Mais Votre Majesté nous a cédé Mayence que plusieurs campagnes n'ont pu mettre en notre pouvoir, et qui était dans le cas de soutenir plusieurs mois de siège. Mais le Corps germanique demande à grands cris la paix, qui seule peut le sauver de son entière ruine. Mais la plus grande partie du Corps germanique, les États mêmes du roi d'Angleterre, seul instigateur de la guerre, sont en paix avec la République française.

« Un accroissement d'États en Italie pour Votre Majesté ?

Mais le traité de Campo-Formio a donné à Votre Majesté ce qui a été constamment l'objet de l'ambition de ses ancêtres.

« L'équilibre de l'Europe ?

« La campagne passée montre assez que l'équilibre de l'Europe n'est pas menacé par la France et les événements de tous les jours prouvent qu'il l'est par la puissance anglaise, qui s'est tellement emparée du commerce du monde et de l'empire des mers qu'elle peut seule aujourd'hui résister à la marine réunie des Russes, des Danois, des Suédois, des Français, des Espagnols et des Bataves ; mais Votre Majesté, qui a un grand commerce aujourd'hui, est intéressée à l'indépendance et à la liberté des mers.

« La destruction des principes révolutionnaires ?

« Si Votre Majesté veut se rendre compte des effets de la guerre, elle verra qu'ils seront de révolutionner l'Europe en accroissant partout la dette publique et le mécontentement des peuples. En obligeant le peuple français à faire la guerre, on l'obligera à ne penser qu'à la guerre, à ne vivre que de guerres, et les légions françaises sont nombreuses et braves.

« Si Votre Majesté veut la paix, elle est faite. Exécutons de part et d'autre le traité de Campo-Formio, et consolidons, par un supplément, la garantie des petites puissances, qui principalement paraît avoir été la cause de la rupture de la paix.

« Donnons le repos et la tranquillité à la génération actuelle ; si les générations futures sont assez folles pour se battre, eh bien ! elles apprendront, après quelques années de guerre, à devenir sages et à vivre en paix.

« Je pouvais faire prisonnière toute l'armée de Votre Majesté ; je me suis contenté d'une suspension d'armes, ayant l'espoir que ce serait un premier pas vers le repos du monde, objet qui me tient d'autant plus à cœur, qu'élevé et nourri par la guerre, on pourrait me soupçonner d'être plus accoutumé aux maux qu'elle entraîne.

« Cependant Votre Majesté voit que, si la suspension d'armes qui a lieu ne doit pas conduire à la paix, elle est sans but et contraire aux intérêts de ma nation.

« Aussi je crois devoir proposer à Votre Majesté : 1° que l'armistice soit commun à toutes les armées; 2° que des négociateurs soient envoyés de part et d'autre, secrètement ou publiquement, comme Votre Majesté le voudra, dans une place entre le Mincio et la Chiese, pour convenir d'un système de garanties pour les petites puissances et expliquer les articles du traité de Campo-Formio que l'expérience aurait démontré devoir l'être.

« Si Votre Majesté se refusait à ces propositions, les hostilités recommenceraient, et, qu'elle me permette de le lui dire franchement, elle serait aux yeux du monde seule responsable de la guerre. Je prie Votre Majesté de lire cette lettre avec les mêmes sentiments qui me l'ont fait écrire, et d'être persuadée qu'après le bonheur et les intérêts du peuple français, rien ne m'intéressera davantage que la prospérité de la nation guerrière dont depuis huit ans j'admire le courage et les vertus militaires.

« BONAPARTE. »

L'éloge qui terminait cette lettre était très sincère de la part de Napo-

léon ; il était bien d'ailleurs l'expression de la vérité. Les armées autrichiennes ont été souvent malheureuses, mais leurs échecs ont toujours été honorables, et peu de gouvernements ont montré plus de sang-froid et moins de découragement dans la défaite. L'Autriche allait en donner une nouvelle preuve. Vaincue en Allemagne, vaincue en Italie, obligée de signer l'armistice de Parsdorf après l'armistice d'Alexandrie,

Fig. 104. — Macdonald. Portrait peint par David. (Phot. de Braun.)

elle ne voulait pas conclure la paix sous le coup de pareils désastres. Quelques heures, dit-on, avant d'apprendre la défaite de Marengo, elle avait signé avec l'Angleterre une nouvelle convention (20 juin) par laquelle l'Autriche s'engageait à ne pas faire de paix séparée avant le 28 février 1801, et l'Angleterre à payer à ses alliés un subside de 60 millions ; l'Autriche entendait profiter de ce traité. Néanmoins, afin de gagner du temps, elle envoya le général de Saint-Julien à Paris pour ouvrir des négociations de paix qui manquaient de sincérité. M. de Saint-

Julien, dont la loyauté était connue, n'avait pas été mis au courant des véritables intentions de son gouvernement et n'avait reçu que des instructions fort vagues. Il signa, le 28 juillet, avec Talleyrand, des préliminaires qui ne furent pas ratifiés. Cependant, pour obtenir une prolongation d'armistice de 45 jours à partir du 20 septembre, l'Autriche nous céda Philipsbourg, Ulm, Ingolstadt; l'armistice devait s'étendre aux armées d'Italie (convention de Hohenlinden); les négociations pour la paix définitive devaient être continuées dans des conférences ouvertes à Lunéville. Le premier Consul, qui désirait vivement la paix, y fit les propositions les plus modérées; mais l'Autriche les repoussa et les hostilités recommencèrent le 12 novembre 1800.

Moreau restait naturellement à la tête de l'armée du Rhin. Mais en Italie Masséna, auquel Bonaparte avait laissé le commandement, était en butte de la part des habitants comme de l'armée à des accusations honteuses que son passé ne rendait malheureusement pas invraisemblables. Il avait encouragé par sa complicité les malversations sans mesure de l'administration militaire, qui avait gaspillé les immenses approvisionnements laissés par les Autrichiens et écrasé le pays de contributions. Le changement de Masséna était une grande perte au point de vue militaire, et un danger politique. Masséna, grand homme de guerre malgré les défauts du citoyen, pouvait grouper autour de lui les mécontents. C'était un des rares noms que l'on pouvait opposer à Bonaparte. Le Premier Consul le savait, mais il ne pouvait souffrir l'improbité et le désordre. Le commandement en chef fut donné à Brune, général jacobin, mais très dévoué à Bonaparte.

Du côté de l'Autriche, Bellegarde avait succédé à Mélas et l'archiduc Jean, fils de l'empereur, au général Kray.

Moreau devait marcher sur Vienne et détacher, sous Macdonald, un corps d'armée qui, franchissant le Splugen, attaquerait sur leur droite les positions que les Autrichiens occupaient encore en Italie. Deux petites armées devaient agir au nord et au sud des deux armées principales du Danube et du Pô. Au nord Augereau, avec une armée de 8.000 Bataves et 12.000 Français, s'était porté sur Francfort et protégeait la gauche de Moreau. Au sud Murat, avec 10.000 hommes, protégeait la

droite et la ligne de retraite de Brune aussi bien contre les insurgés de l'Italie centrale que contre les entreprises des Anglais et des Napolitains. Bonaparte, ne dirigeant pas lui-même les opérations, devait se placer dans les conditions de la guerre ordinaire, de la guerre méthodique, la seule que ses lieutenants, même Moreau, étaient capables de bien conduire.

Les opérations des deux armées extrêmes furent nécessairement accessoires. Augereau s'empara de la vallée du Mein jusqu'à Schweinfurth et, se repliant vers le sud, battit les Autrichiens à Nuremberg. Des soulèvements s'étant produits en Toscane, Florence et les principales villes du pays avaient été occupées par les Français (15 octobre). Miollis y commandait. Les Napolitains s'avançaient à travers les États de l'Église. Sans attendre Murat et quoiqu'il n'eût que 4 à 5.000 hommes, presque tous Italiens de la République cisalpine, Miollis s'avança contre eux, les attaqua et les battit à Sienne, grâce à l'énergie du général Pino. Murat marcha sur le royaume de Naples, et la cour napolitaine obtint, par l'intermédiaire de la Russie, de conclure alors avec Bonaparte l'armistice de Foligno, par lequel les ports du royaume de Naples seraient fermés aux Anglais et Tarente livrée aux Français jusqu'à la paix générale. Déjà les opérations militaires étaient suspendues sur les deux théâtres les plus importants : les bassins du Pô et du Danube.

Brune n'avait pas su tirer un parti suffisant de l'armée qui avait triomphé à Marengo. A Pozzolo, Dupont soutint avec sa seule division un combat, qui devrait être plus connu, contre toute l'armée autrichienne. Le danger couru par cette division fut assez pressant pour que Suchet et Davout vinssent à son secours malgré les instructions du général en chef Brune, qui, par dépit ou manque d'intelligence de la situation, resta immobile. Ce combat fut un des plus longs du siècle : il dura douze heures ; mais, malgré l'infériorité de nos forces, les Autrichiens perdirent 10.000 hommes tués ou pris, et le passage du Mincio nous fut assuré. Brune ne sut même pas profiter de ce grand succès obtenu en dehors de lui. Il s'avança bien du Mincio jusqu'à la Brenta, mais il laissa échapper Laudon, qui aurait pu être pris dans le Tyrol,

et signa, le 16 janvier 1801, l'armistice de Trévise, sans s'inquiéter assez de la position des troupes de Macdonald.

On se rappelle que Macdonald devait franchir le Splugen. Ce général hésitait à exécuter ce passage, si difficile en tout temps, dans une saison aussi avancée : on était au mois de novembre. Jamais on n'avait tenté une opération de ce genre dans un pareil moment de l'année. Mais le Premier Consul donna l'ordre formel de passer.

« Macdonald se mit en mesure d'obéir et exécuta cette tentative extraordinaire du 27 novembre au 6 décembre 1800. On avait placé l'artillerie et les munitions sur des traîneaux et chargé les soldats de biscuits et de cartouches. La première colonne, composée de cavalerie et d'artillerie, aborda le passage par un beau temps ; mais elle fut tout à coup assaillie par une affreuse tempête. Une avalanche emporta la moitié d'un escadron de dragons et remplit les soldats de terreur. Cependant on ne perdit pas courage. Après trois jours, la tourmente ayant cessé, on essaya de nouveau de franchir cette redoutable montagne. La neige l'avait encombrée. On se faisait précéder par des bœufs, qui foulaient la neige en y enfonçant jusqu'au poitrail ; puis des travailleurs la battaient fortement. L'infanterie en y passant achevait de la rendre solide ; enfin des sapeurs élargissaient les passages trop étroits, en taillant la glace à coups de hache ; c'est après tous ces travaux que la route devenait praticable à la cavalerie et à l'artillerie. Les premiers jours de décembre furent ainsi employés à faire passer les trois premières colonnes. Les soldats endurèrent ces horribles souffrances avec une patience admirable se nourrissant de biscuit et d'un peu d'eau-de-vie.

« La quatrième et dernière colonne allait enfin atteindre le sommet du col, lorsqu'une nouvelle tourmente le ferma encore une fois, dispersa en entier la 104e demi-brigade et ensevelit une centaine d'hommes. Le général Macdonald était là. Il rallia ses soldats, les soutint contre le péril et la souffrance, fit rouvrir avec des efforts inouïs le chemin barré par des blocs de neige glacée et déboucha enfin avec tout le reste de son corps dans la Valteline. » (THIERS.)

Le Splugen franchi, Macdonald remonte l'Adda, passe le col d'Apriga et attaque la masse du Tonal ; mais tous les passages avaient été fortifiés et le corps d'armée de Wukassovich les défendait. Malgré des prodiges de valeur, les Français sont repoussés. Les balles rebondissaient sur le sol glacé et rendaient infiniment meurtrier le tir des Autrichiens. Macdonald descend alors l'Oglio, tourne à gauche, gagne par la vallée de la Chiese, celle de Sarca (nom du Mincio supérieur) et, libre désormais de se mouvoir comme il l'entend dans la vallée de l'Adige, peut arriver à Trente, avant même que Wukassovich, resté dans le To-

nal, ait le temps de venir au secours de la ville. L'armistice de Trévise empêcha ces belles manœuvres d'avoir tous leurs résultats. Mais les fautes de Brune n'eurent pas de grandes conséquences; les coups décisifs avaient été portés dans le bassin du Danube et nous permettaient d'imposer nos conditions à l'Autriche.

Fig. 105. — Bataille de Hohenlinden. Tableau de Schopin. Musée de Versailles.

L'armistice de Parsdorf avait établi une ligne de démarcation qui, partant de Balzer dans les Grisons, longeait le Tyrol et passait entre l'Isar et l'Inn, à peu près à égale distance de ces deux rivières. Le jeune archiduc Jean prit l'offensive, voulant profiter de la position un peu dispersée de l'armée française.

Il passa l'Inn en plusieurs colonnes depuis Muhldorf jusqu'à Wasserbourg, chassa l'avant-garde de l'armée française et, fier de ce premier succès, n'hésita pas à s'engager à travers la forêt d'Ebersberg pour atteindre au plus tôt le gros de l'armée.

L'armée autrichienne est divisée en quatre colonnes. Le corps

principal suit la route de Muhldorf à Munich ; une autre colonne passe plus au nord ; les deux autres prennent des chemins de traverse qui parcourent la forêt. Moreau avec la division Ney se place à Hohenlinden, village où la route de Muhldorf à Munich s'embranche vers le nord sur Freisingen. C'est par là que la position de la capitale de la Bavière peut être tournée : c'est là que Moreau arrêtera les colonnes autrichiennes et les empêchera de se développer en dehors de la forêt. Il dirige Grenier vers la gauche pour s'opposer à la droite autrichienne. Richepanse avec Decaen doit se diriger d'abord à droite sur Ebersberg, puis de là à travers la forêt sur Mattenbot afin de prendre en flanc ou à dos l'armée autrichienne dans sa marche offensive.

Ce mouvement est exécuté avec une audace et une rapidité rares. Tout un régiment de cuirassiers est surpris et fait prisonnier sans avoir eu le temps de remonter à cheval. Cependant les troupes autrichiennes du centre avaient atteint Hohenlinden, et attaquaient nos positions avec leur valeur accoutumée. Bientôt elles se troublent : Moreau s'en aperçoit avec sa sagacité ordinaire. « C'est le moment de charger, dit-il à Ney, dont il a contenu jusque-là la bouillante ardeur ; Richepanse et Decaen doivent être sur les derrières de l'ennemi. » Ney prend avec joie l'offensive. Se guidant au bruit du canon, il se jette à la rencontre de Richepanse à travers les masses ennemies. Les deux généraux se rejoignent et s'embrassent sur le champ de bataille. L'armée autrichienne, coupée, désorganisée, se débande et fuit comme elle peut vers l'Inn. La gauche française, obligée d'abord de reculer devant des forces supérieures, était déjà victorieuse de son côté lorsque Moreau lui envoya des secours. L'ennemi avait perdu 7 à 8.000 hommes, 12.000 prisonniers, 87 pièces de canon.

Bourrienne nous dit dans ses *Mémoires* que le Premier Consul sauta de joie en apprenant la nouvelle de cette grande victoire (1).

(1) Ce n'est pas là le seul fait qui prouve que Bonaparte n'avait alors rien de ces sentiments de jalousie mesquine à l'égard de Moreau qu'on lui a prêtés plus tard. Le témoignage de Bourrienne est d'autant plus digne de foi que ses *Mémoires*, dont la plus grande partie n'a pas été rédigée par lui, ne sont pas précisément bienveillants pour Napoléon. Bonaparte, malgré tout l'intérêt qu'il portait à son ancien camarade, n'avait pu lui permettre de compromettre son titre de conseiller d'État

Pendant cette campagne, Lecourbe opérait d'une manière indépendante à l'extrême droite, dans l'Inn supérieur, contre Hiller et Klenau, et y montrait son talent accoutumé pour la guerre de montagne. Il rentra en ligne après Hohenlinden, surprit le passage de l'Inn à Neupern, près de Rosenheim, et livra sur les bords de la Salza un violent combat qui lui donna la vallée de la rivière. Tranquille de ce côté, Moreau poursuit les Autrichiens sur la route de l'Inn. L'armée ennemie essaye vainement de défendre les lignes de la Traun, de l'Ens et de l'Ips.

L'archiduc Charles était dans une sorte de disgrâce : il avait signalé avec fermeté, au début de l'année 1800, les dangers de continuer la guerre contre un aussi redoutable adversaire que Napoléon, et on lui avait retiré alors le commandement des armées. Maintenant que ses prévisions n'avaient été que trop réalisées, on le suppliait de reprendre ce commandement. Mais il reconnut bientôt que toute résistance était impossible et il demanda un armistice.

Moreau aurait pu, s'il l'eût voulu, entrer en vainqueur dans Vienne. Le premier des généraux français, il aurait atteint le but poursuivi vainement par Guébriant, Turenne et Villars. Plusieurs de ses lieutenants le pressaient vivement de donner cette gloire à lui et à son armée. Moreau donna dans cette circonstance un bel exemple d'élévation morale et de patriotisme. — « Non, répondit-il, il vaut mieux conquérir la paix. Je n'ai pas de nouvelles de Brune, de Macdonald, d'Augereau. Je pousserais peut-être les Autrichiens au désespoir en leur infligeant une humiliation inutile. Il vaut mieux nous arrêter et nous contenter de la paix, car c'est pour elle seule que nous combattons. » L'archiduc Charles engageait d'ailleurs sa parole que l'armistice serait suivi immédiatement de négociations tendant à une paix séparée d'avec l'Angleterre. L'armistice de Steyer, signé le 25 décembre 1800, nous livrait toute la vallée supérieure du Danube avec les places du Tyrol.

dans des affaires commerciales fort louches; il l'avait disgracié pour ce fait dès 1801. Bourrienne fut cependant nommé chargé d'affaires à Hambourg l'année suivante; mais la première leçon n'avait pas suffi, et l'Empereur dut le rappeler en 1813 pour malversations caractérisées, qui duraient depuis longtemps. Il suffit de rappeler ces faits pour faire comprendre avec quelle circonspection doivent être admises les assertions de Bourrienne lorsqu'elles sont défavorables à son juge, qui ne fut peut-être que trop indulgent. Il n'en est pas de même lorsqu'elles lui sont favorables.

La paix ne tarda pas à suivre. Elle fut signée à Lunéville entre Joseph de Kobentzel et Joseph Bonaparte (9 février 1801), sur les bases du traité de Campo-Formio. Bonaparte demanda formellement que l'empereur stipulât non seulement pour ses États particuliers, mais pour tout le corps germanique. C'était une violation formelle de la constitution du Saint-Empire ; mais le Premier Consul l'exigea. Il ne voulait pas d'un second congrès de Rastadt, dont l'Angleterre aurait pu profiter pour renouer la coalition. On convint que les princes dépossédés seraient indemnisés aux dépens des souverainetés ecclésiastiques et des villes impériales. Les Républiques cisalpine, ligurienne, helvétique, batave, étaient reconnues en qualité d'États indépendants. Il n'était pas question du roi de Piémont : sa dépossession se trouva ainsi reconnue en fait.

La Toscane, enlevée au grand-duc, fut cédée à la France, qui voulait en faire un royaume d'Étrurie en faveur de la branche espagnole des Bourbons qui régnait à Parme. Le vieux duc conservait ses États ; mais à sa mort, son fils Louis recevrait la Toscane et Parme serait réuni à la France. Ces complaisances pour l'Espagne s'expliquent : elle était notre alliée depuis 1796 et nous était restée fidèle. Avec Naples nous signâmes (28 mars) un traité séparé, à Florence, qui confirma l'armistice de Foligno. Soult occupa avec 10.000 hommes Otrante, Brindisi et Tarente. La France n'avait plus d'ennemis sur le continent.

LA PAIX D'AMIENS.

LA MACHINE INFERNALE. — LES NEUTRES. — PERTE DE L'ÉGYPTE.
PAIX GÉNÉRALE.

Le traité de Lunéville permettait au gouvernement français de tourner toutes ses forces contre l'Angleterre, qui devenait notre seul adversaire. La France se prêtait volontiers à faire de nouveaux efforts pour combattre un peuple qu'elle regardait vraiment alors comme son seul ennemi traditionnel et national. Une guerre maritime ne l'effrayait pas. La glorieuse défaite d'Aboukir avait déjà montré ce dont notre marine était encore capable, et le Premier Consul, dès les premiers mois de son gouvernement, avait prouvé par ses instructions et ses actes qu'il entendait bien que la France, profitant de la situation privilégiée que la nature lui a donnée, et reprenant sa tradition historique, fût puissante sur mer comme sur terre. De plus, nous avions l'alliance de deux nations bien déchues sans doute, mais dont la flotte n'était pas à dédaigner,

l'Espagne et la Hollande. Aussi l'Angleterre s'inquiétait-elle vivement de voir la France ainsi débarrassée de tout ennemi sur le continent. Il est vrai qu'elle pouvait encore compter sur nos troubles intérieurs.

Plus le nouveau gouvernement s'affermissait et devenait populaire, plus l'autorité se montrait ferme, juste et active, plus les partis étaient exaspérés, car ils perdaient toute espérance d'une révolution nouvelle. Louis XVIII avait dans son entourage un certain nombre d'esprits chimériques, qui pensaient que Bonaparte se contenterait du rôle de Monk. Ce prince, cédant trop facilement à leurs conseils, avait tenté une démarche où l'on ne reconnaît pas l'adresse et la dignité qui marquèrent en général sa politique. Dès le 20 février 1800, il adressait au Premier Consul une lettre qui resta sans réponse; il renouvela quelques mois après sa tentative.

« Depuis longtemps, général, disait-il, vous devez savoir que mon estime vous est acquise. Si vous doutiez que je fusse susceptible de reconnaissance, marquez votre place, fixez le sort de vos amis. Quant à mes principes, je suis Français : clément par caractère, je le serais encore par raison.

« Non, le vainqueur de Lodi, de Castiglione, d'Arcole, le conquérant de l'Italie et de l'Égypte, ne peut pas préférer à la gloire une vaine célébrité. Cependant vous perdez un temps précieux : nous pouvons assurer le repos de la France. Je dis nous, parce que j'ai besoin de Bonaparte pour cela et qu'il ne le pourrait sans moi.

« Général, l'Europe vous observe, la gloire vous attend, et je suis impatient de rendre la paix à mon peuple.

« Louis. »

Cette fois, le Premier Consul voulut couper court à toute tentative ultérieure; son ambition était ici d'accord avec l'opinion du pays et ses propres convictions sur l'intérêt de la France. Il répondit en ces termes :

« Paris, 20 fructidor an VIII (7 sept. 1800).

« J'ai reçu, Monsieur, votre lettre. Je vous remercie des choses honnêtes que vous me dites. — Vous ne devez pas souhaiter votre retour en France. Il vous faudrait marcher sur 500.000 cadavres. — Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France; l'histoire vous en tiendra compte.

« Je ne suis pas insensible aux malheurs de votre famille. Je contribuerai avec plaisir à la douceur et à la tranquillité de votre retraite.

« Bonaparte. »

Les rapports que Louis XVIII recevait de ses agents à Paris étaient bien faits d'ailleurs pour lui ôter ses dernières illusions.

« Il existe encore en France, disait l'un d'eux, nombre de personnes qui supposent à Bonaparte des intentions royalistes et qu'il travaille intérieurement pour Votre Majesté, *ce qui n'est sûrement pas.* On lui a fait malheureusement à ce sujet des propositions trop formelles et trop peu secrètes, ce qui l'a plutôt éloigné que rapproché de cette mesure. Du caractère dont il est, il ne veut aucun conseil qui lui ôte le mérite

Fig. 106. — Champignons républicains (caricature du temps).

1. Le roi de Prusse : « Dieu comme ça pousse!... c'est effrayant. »
2. L'empereur de Russie : « Ça serait bien agréable à manger. »
3. L'empereur d'Autriche : « N'y touchez pas, compère, c'est vénéneux. »

apparent d'être le créateur de ce qui peut, suivant lui, le conduire à la gloire et à l'immortalité. (Mémoires de Fauche-Borel, t. II, p. 353-368.)

Les royalistes virent qu'ils n'avaient d'autre moyen de réussir que les conspirations, qu'ils n'avaient de chances d'arriver que par l'assassinat de Bonaparte! Les Jacobins les devancèrent. Le sculpteur Ceracchi, le peintre Topino-Lebrun, un ancien député du Conseil des Cinq-Cents, Aréna, un ancien employé du comité de Salut public, Demerville, projetèrent d'assassiner le Premier Consul à l'Opéra.

Cette conspiration était toute inspirée des souvenirs de l'antiquité et de la « haine contre les tyrans ». Ce mélange d'idées fausses et de sentiments généreux, de légè-

reté morale et de fanatisme, qui, jointe à l'ambition déçue, a causé tant de troubles dans notre pays, se montrait d'une manière bien frappante chez Topino-Lebrun.

« Il savait Plutarque par cœur, dit Mollien, qui l'avait connu. La Révolution l'avait surpris étudiant les arts à Rome ; sa folie fut de croire que la Grèce avait dû être le pays le mieux gouverné ; que toutes les sociétés européennes devaient être refondues sur le modèle de quelques peuplades de ce coin du monde qui a jeté tant d'éclat. Ce qu'il savait seulement de leur gouvernement, c'est qu'il se disait républicain. » Il avait exposé au salon de 1798 la *Mort de Caïus Gracchus,* qui se trouve aujourd'hui au musée de Marseille, sa patrie, et qui témoigne d'un certain talent.

Élève de David, « le peintre de *Brutus* », Topino-Lebrun voulait, comme Brutus, en tuant le nouveau César, sauver la liberté expirante. Laquelle ? Était-ce celle de la Terreur ou du 18 fructidor ? Les conjurés ne se le demandaient pas. Les républicains, disaient-ils, ne manquaient pas, et, l'acte une fois accompli, on verrait se déclarer pour eux, non seulement Fouché, ministre de la police, Sieyès, Masséna, Carnot, mais Lannes lui-même, l'aide de camp préféré du Premier Consul.

Dénoncés bientôt, par un des leurs, ils furent arrêtés à l'Opéra même, le 10 octobre 1800. Il n'y avait pas eu de commencement sérieux d'exécution. Ils n'en furent pas moins condamnés à mort en vertu d'un verdict du jury de la Seine. Il est vrai qu'un attentat autrement dangereux par son organisation, autrement grave par ses résultats, avait indigné la France, qui ne voulait plus que des brouillons sanguinaires vinssent troubler sa récente sécurité.

Georges Cadoudal avait quitté Londres et s'était caché dans le Morbihan. Il avait organisé de là l'effroyable complot de la machine infernale, dont il avait confié l'exécution à trois de ses affidés, Limoëlan, Saint-Régent et Carbon. Saint-Régent, ancien officier de marine, avait des connaissances en artillerie : il se chargea de fabriquer une machine qu'on devait faire éclater sur le passage du Premier Consul lorsqu'il se rendrait à l'Opéra. Le 3 nivôse, l'Opéra donnait par ordre la première représentation du célèbre oratorio d'Haydn, *la Création,* qu'on n'avait pas encore entendu à Paris. On savait que le Premier Consul devait s'y rendre avec sa famille. Les conspirateurs choisirent pour accomplir leur crime la rue Saint-Nicaise, rue sinueuse dont les détours consécutifs devaient ralentir la voiture la mieux conduite.

« Le jour arrivé, Carbon, Saint-Régent et Limoëlan conduisirent leur charrette rue

Saint-Nicaise (1) et se séparèrent ensuite. Tandis que Saint-Régent était chargé de mettre le feu au baril de poudre, les deux autres devaient se placer en vue des Tuileries, pour venir l'avertir dès qu'ils verraient paraître la voiture du Premier Consul. Saint-Régent avait eu la barbarie de donner à garder à une jeune fille de quinze ans le cheval attelé à cette horrible machine. Quant à lui, il se tenait tout prêt à mettre le feu. Dans ce moment, en effet, le Premier Consul, épuisé de travail, hésitait à se rendre à l'Opéra. Mais il se laissa persuader par les vives instances de ceux qui l'entouraient et partit des Tuileries à huit heures un quart. Les généraux Lannes, Berthier et M. Ch. Lebrun l'accompagnaient. Un détachement de grenadiers à cheval lui ser-

Fig. 107. — La machine infernale.

vait d'escorte. Heureusement ces grenadiers suivaient la voiture au lieu de la précéder. Elle arriva dans le passage étroit de la rue Saint-Nicaise sans avoir été annoncée ni par le détachement ni par les complices eux-mêmes. Ceux-ci ne vinrent pas prévenir Saint-Régent, soit que la peur les en eût empêchés, soit qu'ils n'eussent point reconnu l'équipage du Premier Consul. Saint-Régent lui-même n'aperçut la voiture que lorsqu'elle eut un peu dépassé la machine. Il fut vivement heurté par un des gardes à cheval, mais il ne se déconcerta pas, mit le feu et se hâta de s'enfuir. Le cocher du Premier Consul, qui était fort adroit et qui conduisait ordinairement son maître avec une extrême rapidité, avait eu le temps de franchir un des tournants de

(1) La rue Saint-Nicaise n'existe plus aujourd'hui. Elle a disparu dans les travaux de prolongement de la rue de Rivoli; elle aboutissait du Carrousel à la rue Saint-Honoré; l'Opéra était alors rue Richelieu et couvrait le terrain de la place Louvois. Cette salle a été détruite en 1820, à la suite de l'assassinat du duc de Berry.

la rue, quand l'explosion se fit tout à coup entendre. La secousse fut épouvantable; la voiture faillit être renversée; toutes les glaces furent brisées; la mitraille vint déchirer la façade des maisons voisines. Un des grenadiers à cheval reçut une légère blessure, et une quantité de personnes mortes ou mourantes encombrèrent sur-le-champ les rues d'alentour. Le Premier Consul et ceux qui l'accompagnaient crurent d'abord qu'on avait tiré sur eux à mitraille; ils s'arrêtèrent un instant, surent bientôt ce qui en était et continuèrent leur route. Le Premier Consul voulut se rendre à l'Opéra. Il montra un visage calme, impassible au milieu de l'émotion extraordinaire qui de toutes parts éclatait dans la salle. On disait déjà que, pour l'atteindre, des brigands avaient fait sauter un quartier de Paris. » (THIERS.)

Quarante-six maisons, en effet, avaient été ébranlées au point d'être rendues inhabitables. Il y avait 8 personnes tuées, plus de 60 blessées, dont plusieurs succombèrent; mais l'homme qu'on voulait atteindre n'avait pas une égratignure.

Bonaparte, après être resté quelques instants à l'Opéra, revint aux Tuileries. Il crut d'abord que l'attentat était l'œuvre des jacobins. C'était d'ailleurs l'opinion de la majorité du public, et cette opinion était très vraisemblable, car, sans parler du complot de Ceracchi, on venait d'arrêter un nommé Chevalier, ancien employé des fabriques de poudre de la Convention, qu'on avait surpris travaillant à une effroyable machine dans le genre de celle de la rue Saint-Nicaise. Bonaparte résolut en conséquence de prendre une mesure de rigueur extra-judiciaire contre ces misérables terroristes formés en bataillon contre tout un gouvernement. Un acte émané du pouvoir exécutif seul, mais autorisé par le sénatus-consulte du 15 nivôse an IX (5 janvier 1801), fit déporter 130 individus qui formaient l'état-major du parti jacobin. Parmi eux se trouvait l'ancien général de la guerre de Vendée, l'horloger Rossignol. Cet acte inique, qui violait les garanties de liberté individuelle, consacrées par la Constitution de l'an VIII, fut, il faut le reconnaître, approuvé par l'opinion. Il fallut protéger les malheureux proscrits contre la foule dans leur route vers Nantes, où ils devaient s'embarquer. Au moment où cette mesure fut prise, on pouvait se douter déjà que ce n'étaient pas des jacobins qui étaient les auteurs du complot à l'occasion duquel on frappait leur parti (1).

(1) On n'en était pas encore sûr. Carbon ne fut arrêté que le 17 janvier. On ne peut donc dire que Napoléon ait frappé le parti jacobin en sachant parfaitement qu'il frappait des innocents.

Limoëlan s'était hâté de quitter la France, mais Carbon et Saint-Régent, qui avait été blessé par l'explosion de sa machine, restaient à Paris pour préparer un nouveau complot : « J'espère que la grande correspondance jouera encore bientôt, écrit Georges Cadoudal au comte de la Chaussée. » Mais Carbon et Saint-Régent furent arrêtés et ce fut seulement en apprenant cette arrestation que Georges Cadoudal quitta la Bretagne (1).

Fig. 108. — Explosion de la machine infernale, rue Saint-Nicaise.

Cette terrible conspiration n'eut d'autre résultat politique que d'affermir le pouvoir qu'elle voulait détruire. En effet, elle discrédita pour longtemps auprès de la masse de la nation le parti royaliste. En quoi les royalistes différaient-ils des jacobins les plus décriés ? Ne recouraient-ils pas aux mêmes moyens, sans avoir les mêmes excuses ? Comment pouvaient-ils prétendre désormais à représenter les principes d'ordre et de justice ? — Voilà ce qu'on se disait partout en France, et cependant les conspirateurs ne se découragèrent pas.

(1) Martel, *Les Historiens fantaisistes* (2e vol.).

Les complots de Ceracchi et de Saint-Régent furent les plus célèbres, mais ne furent pas les seuls. Napoléon ne tenait pas d'ailleurs à les ébruiter : « Il ne faut pas, disait-il plus tard, qu'on puisse croire à la pensée de conspirer contre l'Empereur (1). »

La sûreté est, comme beaucoup de choses, une affaire d'opinion. De là le soin que prenait son gouvernement de cacher au public le travail intérieur des conspirations contre l'État. L'histoire s'y est même trompée et, comme pour Richelieu, n'a connu d'abord que les complots dont il était impossible d'empêcher la divulgation, soit à cause du grand nombre de leurs complices, soit parce qu'ils avaient éclaté au grand jour.

Ceux qui étaient chargés de la garde du Premier Consul étaient dans des inquiétudes perpétuelles. C'était tantôt le projet d'une embuscade sur la route de la Malmaison, tantôt celui d'une mine creusée sous une partie du chemin de Saint-Cloud, où un embarras retarderait de quelques instants le passage du Premier Consul. Une autre fois, les rondes de nuit trouvaient un assassin collé contre une statue dont le piédestal touchait presque la porte-croisée du Premier Consul.

Constant raconte dans ses Mémoires que, profitant des réparations faites dans les appartements de Bonaparte à la Malmaison, des assassins déguisés s'étaient mêlés aux ouvriers, et qu'au moment où il allait reprendre possession de ses appartements, on trouva sur le canapé où il allait s'asseoir une tabatière tout à fait semblable à celle qu'il portait habituellement et qui était pleine de tabac empoisonné. »

On peut rattacher aux conspirations contre Bonaparte un crime mystérieux dont on ne put jamais connaître les motifs ni les auteurs. L'inventeur de l'éclairage au gaz, Philippe Lebon, fut trouvé, un matin de 1802, assassiné dans les Champs-Élysées. Il ressemblait beaucoup au Premier Consul, et peut-être crut-on, en le frappant, frapper Bonaparte lui-même.

Au milieu de ces dangers incessants et vagues, lorsqu'on se sent partout entouré d'ennemis mystérieux et insaisissables, les âmes les plus fortes ne sont pas longues à se troubler et à se décourager. C'est vraiment un beau spectacle que de voir Bonaparte, en butte à toutes ces perfidies et menacé de tant de pièges, conserver toute la liberté de son esprit, toute l'énergie de sa volonté, et, toujours égal à lui-même, poursuivre, par l'administration, la politique et la guerre, la grandeur de la France qu'il confondait avec sa propre grandeur. Cependant il n'ignorait pas que les complots dirigés contre sa personne étaient d'au-

(1) « Il y a de la révolte à s'imaginer que l'on puisse se révolter, » disait avec colère la reine Anne d'Autriche au cardinal de Retz, à la journée des Barricades.

tant plus redoutables et pouvaient d'autant mieux se renouveler que les conspirateurs étaient sûrs de trouver un appui à l'étranger. Le cabinet anglais, avec le mépris qu'il a trop souvent montré pour le droit des gens, applaudissait à ces complots ; bien plus, il soudoyait des assassins. C'est avec de l'argent anglais que Georges Cadoudal, réfugié dans le

Fig. 109. — Georges Cadoudal. D'après un document du temps.

Morbihan, avait pu organiser le complot de la machine infernale, et diriger des bandes de brigands pour piller les diligences, rançonner les voyageurs et entretenir le désordre.

D'ailleurs, l'arrogance de l'Angleterre irritait même ses alliés. Le Premier Consul en profita pour tourner contre elle les États-Unis et la Russie. La guerre avait failli éclater entre la France et la République américaine sous le Directoire.

Washington était mort pendant que les relations étaient encore très tendues entre les deux peuples; Bonaparte, imitant ce que l'As-

semblée nationale avait fait pour Franklin, voulut que la perte du libérateur de l'Amérique fût considérée comme un deuil national. Il adressa aux armées l'ordre du jour suivant :

« Washington est mort ! Ce grand homme s'est battu contre la tyrannie ; il a consolidé l'indépendance de sa patrie. Sa mémoire sera toujours chère au peuple français, comme à tous les hommes libres des deux mondes, et spécialement aux soldats français, qui, comme lui et les soldats américains, se battent pour l'égalité et la liberté. »

Un crêpe noir fut suspendu pendant dix jours à tous les drapeaux de la République. Le buste de Washington fut placé aux Tuileries, et Fontanes prononça son éloge public dans une fête donnée aux Invalides le 9 février 1800. Ces démonstrations du pouvoir évitaient que l'on ne fît entre Bonaparte et Washington des rapprochements plus ou moins malveillants et laissaient voir d'un autre côté que le Premier Consul ne les craignait pas. C'était aussi un excellent moyen de faciliter l'entente avec les États-Unis, qui au fond ne demandaient pas mieux que de se rapprocher de la France. Bientôt des négociations s'ouvrirent entre Joseph Bonaparte, Fleurieu et Rœderer pour la France, Olivier Ellsworth et Van Murray pour les États-Unis. Elles amenèrent un traité qui fut signé à Morfontaine, le 1er octobre 1800. Le traité reconnaissait les principes des neutres, tels que les entendait la France.

C'était là un grand échec pour l'Angleterre. Au lieu d'y voir un avertissement, elle redoubla de violence. Elle avait 195 vaisseaux de ligne, 250 frégates, 300 bâtiments divers. Elle se croit tout permis et veut dominer les neutres par la terreur. Elle exerce de force le droit de visite sur les vaisseaux convoyés par des bâtiments de guerre. Des frégates suédoises et danoises furent indignement violentées. Le Sund est menacé, les côtes de la Hollande insultées, le Ferrol et Cadix bombardés, de nouvelles forces envoyées au blocus de Malte et en Égypte.

Mais déjà Bonaparte, non content d'avoir détaché les États-Unis de l'alliance anglaise, avait tiré parti des craintes que la conduite de l'Angleterre inspirait à toute l'Europe. La guerre durait encore

avec l'Autriche. Il songea à profiter du mécontentement que Paul Ier, nous l'avons vu, conservait contre l'Autriche depuis Zurich, contre l'Angletere depuis Bergen, mécontentement que des événements plus récents venaient de raviver. Les Autrichiens avaient refusé la proposition que leur avait faite Bonaparte d'échanger les prisonniers russes qui se trouvaient en France. D'un autre côté, l'Angleterre, maîtresse de Malte, n'y avait pas rétabli les chevaliers de Saint-Jean dont Paul Ier s'était fait, on l'a vu, nommer grand maître.

Fig. 110. — Paul Ier, empereur de Russie.
D'après une gravure du temps.

Le Premier Consul ne négligeait rien pour faire fructifier ces germes de mécontentement. Peu après Marengo, il trouva moyen de flatter l'imagination vive et impétueuse du czar en lui envoyant l'épée que Léon X avait donnée à l'Isle-Adam, comme témoignage de sa satisfaction pour sa défense de Rhodes, ainsi que tous ses prisonniers complètement habillés et armés des belles armes de nos manufactures. L'émotion fut grande à Londres et à Pétersbourg. Paul Ier s'exalte et porte toute l'ardeur de ses vœux vers la France. Ce prince, qui a exprimé naguère tant de haine contre la Révolution française et ses principes, écrit au Premier Consul la lettre suivante :

« Citoyen Premier Consul, je ne vous écris point pour entrer en discussion sur les droits de l'homme et du citoyen ; chaque pays se gouverne comme il l'entend. Partout où je vois à la tête d'un pays un homme qui sait gouverner et se battre, mon cœur se porte vers lui. Je vous écris pour vous faire connaître le mécontentement que j'ai contre l'Angleterre, qui viole tous les droits des nations et qui n'est jamais guidée que par son égoïsme et son intérêt. Je veux m'unir avec vous pour mettre un terme aux injustices de ce gouvernement. »

Par l'intermédiaire de M. d'Haugwitz, M. de Krudener (1) et le général de Beurnonville se rencontrèrent à Berlin et arrêtèrent les conditions

(1) L'époux divorcé, depuis 1796, de Julie de Wiettinghoff, qui continua à conserver le nom de Mme de Krudener, sous lequel elle est connue.

de la paix. Bonaparte s'engageait à dédommager le roi de Sardaigne et à rétablir le pape. Il n'élevait aucune réclamation au sujet des îles Ioniennes, qui avaient été constituées en république par un traité signé entre la Russie et la Turquie, le 21 mars précédent. Enfin Bonaparte s'engageait à reconnaître le czar comme grand maître de l'ordre de Malte et à lui transférer la propriété de cette île. Les Français l'occupaient encore, mais Bonaparte se rendait compte qu'il lui serait impossible de secourir Vaubois et que sa capitulation serait imminente. Les Anglais, en effet, s'en emparaient après 26 mois d'un siège et d'un blocus où le général Vaubois, aidé de l'escadre de Villeneuve, avait déployé autant d'énergie que de talent (26 sept. 1800). Mais les Anglais refusèrent de remettre Malte au czar, qui provoqua alors la formation de la triple alliance ou de la ligue des neutres entre la Russie, la Suède et le Danemark (26 déc. 1800). Les puissances contractantes s'unissaient pour faire prévaloir les principes de la neutralité armée de 1781, que la Russie avait déjà proclamés une première fois en 1758. Paul Ier chassa le prétendant Louis XVIII de Mittau, où il s'était retiré. Il songe à s'entendre avec Bonaparte pour une grande expédition qui renverserait la puissance anglaise dans les Indes. Il ne faut pas croire que ce grand projet parût alors chimérique.

Dans le discours célèbre que Pitt prononça au Parlement en janvier 1800, pour s'opposer à ce qu'on accueillît les offres pacifiques du Premier Consul, qui ne lui paraissaient pas sincères, on remarqua ces paroles : « Au bout d'un an de paix, Bonaparte, soupirant après les trophées perdus d'Égypte, profiterait de l'absence de nos flottes dans la Méditerranée pour tenter d'aller encore coloniser cette riche et fertile contrée *et de s'ouvrir ainsi une voie vers l'Inde, où il irait attaquer la puissance anglaise en y portant le pillage et la désolation.* » Or, à ce moment, il n'était pas encore question pour la France de l'alliance russe. Cette alliance rendait le projet plus facilement exécutable. Il est certain qu'il fut sérieusement discuté entre les deux chefs et que le plan fut étudié dans le détail.

« La France occupait encore l'Égypte : elle était autorisée à tenir garnison dans les ports méridionaux du royaume de Naples; ses agents parcouraient l'Arabie et les États indiens. Paul, de son côté, pour s'assurer une base d'opérations, fit rentrer ses troupes dans le Caucase, et sur la demande du fils d'Héraclius, prononça la réunion de la Géorgie à l'empire. L'expédition contre l'Inde anglaise devait se faire par deux voies différentes. Knorring devait prendre le commandement d'une armée russe qui, par Khiva et Boukhara, marcherait sur le haut Indus. L'ataman des Cosaques du

Don, Orlof-Dénissof, reçut des lettres de Paul qui lui ordonnait de commencer son mouvement sur Orenbourg, lui promettant toutes les richesses des Indes comme récompense, mais lui recommandant d'annoncer partout sur son chemin aux dynasties indigènes que la Russie n'avait affaire qu'aux Anglais et qu'elle était en paix avec tous les peuples qui ne leur porteraient pas secours. Il devait également, à Khiva, délivrer les captifs russes, à Boukhara, s'assurer que les indigènes ne se donneraient pas aux Chinois; enfin de l'Indus, il se porterait sur le Gange (lettres de janvier et février 1801).

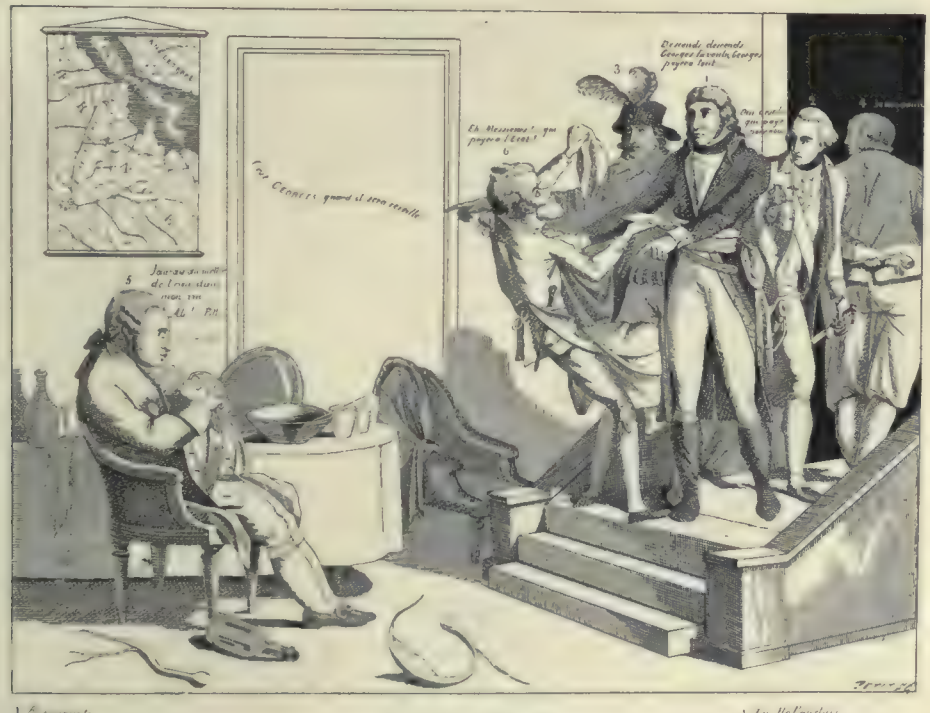


Fig. 111. — L'écot.

« L'autre expédition devait se composer de 35.000 Français et de 35.000 Russes, à la tête desquels Paul demandait qu'on plaçât le vainqueur de Zurich, Masséna. Les 35.000 Français, partis des bords du Rhin, descendraient le Danube dans des navires que leur fournirait le gouvernement autrichien, s'embarqueraient à l'embouchure du Danube sur des vaisseaux qui les conduiraient à Taganrog, remonteraient le Don jusqu'à Piati-Isbiankaïa, franchiraient le Volga à Tzaritzine, le descendraient jusqu'à Astrakhan, et de là, traversant la Caspienne sur des vaisseaux russes, se rendraient à Astérabad, sur le rivage persan, où les attendraient les 35.000 Russes. L'armée combinée se porterait par Hérat, Férah et Kandahar, sur le haut Indus et commencerait la guerre contre les Anglais. Ce projet, en marge duquel se trouvent

les objections de Bonaparte, réfutées ensuite par l'empereur russe, entre dans les détails d'exécution les plus minutieux. Il compte 20 jours pour descendre le Danube, 55 jours pour atteindre Astérabad, 45 pour arriver à l'Indus : total 120 jours des bords du Rhin à ceux du Sindh. Des aréostatiers, des artificiers, un corps de savants, analogue à la mission d'Égypte, accompagneraient l'expédition. Le gouvernement français enverrait des objets précieux, produits de nos industries nationales. Distribués à propos aux princes de ces contrées et offerts avec la grâce et l'amabilité qui sont si naturelles aux Français, ajoutait la note russe, ces objets serviront à donner à ces peuples la plus haute idée de la magnificence, de l'industrie et de la puissance de la nation française et à ouvrir par la suite une branche importante de commerce. » (RAMBAUD.)

Paul Ier n'oubliait pas pour cela la politique européenne. Il décidait la Prusse à entrer dans la coalition, qui devenait la quadruple alliance (fév. 1801). Les Danois occupent Hambourg, Lubeck et ferment l'Elbe; les Prussiens occupent le Hanovre et ferment les bouches du Wéser et de l'Ems. L'Angleterre avait donc la guerre avec toute l'Europe. Au dedans elle avait la famine et était menacée de grands troubles. Pitt projetait en faveur des Irlandais et des catholiques anglais des mesures qui tendaient à mettre fin à la longue oppression dont ils étaient victimes. Mais le fanatisme anglican et puritain s'était réveillé au cri de « No popery ». Le roi partageait ces sentiments. Il ne comprenait pas qu'il n'y avait pas de conduite, comme le disait encore Byron à la Chambre des lords en 1812, qui pût favoriser davantage les entreprises de Napoléon que la manière d'agir du gouvernement anglais envers les catholiques et envers l'Irlande. Pitt ne voulut pas être désavoué et donna sa démission le 8 février; mais son parti restait au pouvoir avec Addington. Le nouveau ministère ne fit qu'exécuter ce que le ministère précédent avait préparé en envoyant contre Copenhague une flotte commandée par Parker et Nelson. Copenhague fut bombardée sans déclaration de guerre, et, malgré son héroïsme, dut se soumettre aux exigences anglaises par la capitulation du 2 avril 1801.

Cet événement n'aurait probablement pas dissous la ligue, mais on apprit tout à coup que le czar Paul Ier avait été assassiné. Bonaparte vit dans cet événement tragique la main de l'Angleterre.

Il a tenu parole.

Bien moins occupé de sa gloire
Que du soin de notre bonheur,
La Paix, après chaque victoire,
Fut le premier vœu de son cœur.

Par son esprit, par sa vaillance,
Tous sont éclairés ou soumis,
Il gouverne et rend à la France
Des loix, des vertus des amis.

Gravure au burin anonyme.

Cette mort arrivait à propos pour elle, et Bonaparte savait à ses dépens que le cabinet britanique ne reculait pas devant de pareils moyens. Cette supposition n'avait rien que de vraisemblable, mais les soupçons du Premier Consul n'ont pas été confirmés. Il est probable cependant que l'ambassade anglaise connaissait le complot, la sœur d'un des conjurés étant reçue familièrement à l'ambassade. Ce fut une de ces révolutions de palais qui ont ensanglanté tant de fois l'histoire de la Russie. Paul Ier, esprit bizarre et caractère mal équilibré, avait, dès son avènement, vivement irrité la noblesse russe par les caprices de sa faveur, la violence de ses paroles et de ses actes et le despotisme tracassier qui s'était fait surtout sentir dans les réformes militaires. La rupture avec l'Angleterre acheva de l'exaspérer. En arrêtant, en effet, l'exportation des blés, des chanvres, des bois et autres matières destinées soit à l'alimentation soit à la construction et à l'équipement des vaisseaux, cette rupture ruinait la noblesse russe. On avait entendu le czar prononcer contre sa femme et contre son fils aîné des paroles menaçantes. On lui prêtait l'intention d'exclure du trône le czarevitch Alexandre. Celui-ci laissa se former, sans y prendre part, une conspiration qui devait seulement provoquer la déposition de son père. Un noble livonien, Pahlen, fut l'âme du complot. Il s'adjoignit entre autres le Hanovrien Benningsen et deux Russes, les frères Zubow, et plusieurs autres mécontents. Le czar fut étranglé dans la nuit du 24 mars.

Alexandre témoigna de la plus grande douleur; il n'en profitait pas moins du crime et n'en punissait pas les auteurs.

Le nouveau souverain de la Russie, jeune, noble d'aspect, gracieux de manières, spirituel, enthousiaste, mobile, artificieux, difficile à saisir, était doué d'un charme personnel infini et destiné à exercer sur ses contemporains la plus grande séduction ; « il était même appelé à exercer cette séduction sur l'homme extraordinaire, si difficile à tromper, qui dominait alors la France et avec lequel il devait avoir un jour de si grands et de si terribles démêlés. »

Quoi qu'il en soit, l'avènement d'Alexandre changeait la position de l'Angleterre et les affaires du monde. Dès le 20 avril, Pahlen, qui était resté le principal ministre du nouveau czar, faisait connaître aux amiraux anglais que la Russie accédait aux demandes du cabinet anglais. Le 19 mai, la Suède ouvrait ses ports aux vaisseaux britanniques. Au mois de juin, la Russie signait à Pétersbourg un traité qui mettait fin aux différends maritimes entre les puissances du Nord et l'Angleterre. Dès le 16, le comte de Bernstorf s'était rendu à Londres et, le 17, le Danemark levait l'embargo sur les navires anglais. Ainsi, trois mois après la mort de Paul Ier, la confédération du Nord fut dissoute et le triomphe de l'Angleterre assuré.

Napoléon ne pouvait plus l'atteindre sur le continent que dans son

allié le Portugal. En vertu du traité d'alliance qui unissait la France à l'Espagne, il obligea le prince de la Paix, qui exerçait déjà sa honteuse domination sur la famille royale et sur le gouvernement espagnol, à envahir le Portugal : 40.000 Espagnols entrèrent dans l'Alemtejo. Leur ligne de retraite était protégée par 15.000 Français, qui arrivaient par Salamanque.

Mais les soldats français étaient à peine arrivés dans le bassin supérieur du Douro, que la cour de Lisbonne avait fait sa soumission et ouvert des négociations qui se terminèrent par le traité de Badajoz, par lequel le Portugal cédait Olivenza à l'Espagne et fermait ses ports aux Anglais. (29 sept. 1801.)

C'était là un bien petit résultat après de si grandes espérances. Aussi Napoléon ne s'en contentait-il pas. Il se préparait à attaquer l'Angleterre chez elle. Les côtes de France, du Havre à Anvers, furent avec la plus grande activité armées de batteries et de redoutes; on construisit une foule de bâtiments légers et de chaloupes canonnières. On construisait surtout des bateaux plats, destinés à porter en quelques heures une armée au delà du détroit. Napoléon ignorait sans doute que le plan de bateaux analogues et destinés à l'exécution du même projet avait été conçu déjà dans la première moitié du dix-huitième siècle par le célèbre aventurier Bonneval, qui, devenu pacha après avoir été général en France et en Autriche, occupait les loisirs forcés que lui laissait la paix de Belgrade à divers projets qui témoignaient de son imagination emportée, mais aussi de son esprit politique.

Latouche-Tréville, marin éminent, capable de réaliser les plus vastes projets, commandait cette flottille, dont le centre était à Boulogne. La marine française se développait avec une rapidité qui préoccupait vivement la nation anglaise, et nos marins, toujours aussi braves, déployaient et des talents et une habileté de métier qui étonnaient les vainqueurs d'Aboukir. A Algésiras, le contre-amiral Linois avait su si bien choisir sa position et manœuvrer avec tant de précision et de sang-froid, qu'avec trois vaisseaux il avait tenu tête aux six vaisseaux de l'amiral anglais Saumarez, en avait détruit deux et forcé les autres à la retraite.

Cependant les négociations pour la paix continuaient, mais elles n'aboutissaient pas. Napoléon, sachant la force de l'opinion publique, quoiqu'il l'eût souvent dédaignée, voulut y faire appel en Angleterre même, et pour cela eut recours à la presse. Comme l'avaient fait Richelieu et Louis XIII dans la *Gazette de France,* il fit insérer dans le *Moniteur* des articles qui s'adressaient au public européen tout entier et plus particulièrement à la nation anglaise.

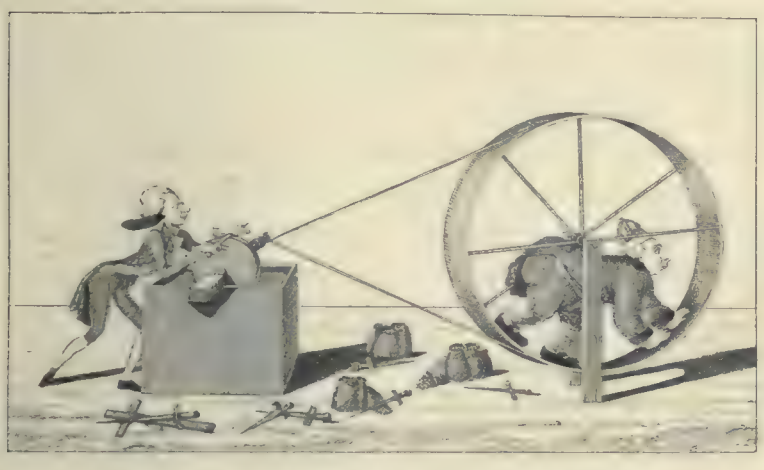


Fig. 112. — Georges tournant la meule de Pitt. Caricature de l'époque.

Ce n'était pas la première fois que Bonaparte prenait la plume du journaliste et ce ne fut pas la dernière. Les bulletins de la Grande Armée ne sont en somme qu'une forme du journalisme. On peut même dire que le *Moniteur* était directement entre les mains de l'Empereur, et qu'il en était le rédacteur en chef. M. Rapetti fait remarquer que « Napoléon, à chacune des grandes phases de son gouvernement et pour chacune de ses grandes entreprises, a toujours eu soin de placer dans le *Moniteur* l'ensemble des documents et des arguments propres à mettre en relief et sous le jour le plus favorable les intentions, le but, les nécessités de sa politique ».

Dans ces articles de 1801, modèles de polémique nette et pressante, qui étaient écrits par lui et dévorés par les lecteurs de toutes les nations, attentives à cette scène singulière, il ménageait les ministres anglais actuels, les présentait comme des hommes sages, raisonnables, bien intentionnés, mais intimidés par les violences des ministres déchus, M. Pitt, et surtout M. Windham. Il cherchait à rassurer l'Europe sur l'ambition de la France : il s'attachait à montrer que ses conquêtes étaient à peine un équivalent des acquisitions que la Prusse, l'Autriche et la Russie avaient faites lors du partage de la Pologne et l'Angleterre elle-même par le développement

de sa puissance coloniale ; que cependant elle avait rendu trois ou quatre fois plus de territoire qu'elle n'en avait retenu.

Le grand écrivain se gardait de blesser l'orgueil britannique ; mais il faisait entendre qu'une descente serait enfin sa dernière ressource et que si les ministres anglais voulaient que la guerre finît par la destruction d'une des deux nations, il n'y avait pas un Français qui ne fût disposé à faire un dernier et vigoureux effort pour vider cette longue querelle à l'éternelle gloire, à l'éternel profit de la France. Mais pourquoi placer la question dans ces termes extrêmes ? pourquoi risquer ainsi le sort de deux grands peuples ? « Heureuses, s'écriait-il en terminant, heureuses les nations, lorsqu'arrivées à un haut point de prospérité elles ont des gouvernements sages qui n'exposent pas tant d'avantages aux caprices et aux vicissitudes d'un seul coup de la fortune ! » Paroles qui devaient avoir un jour une triste application à lui-même.

Ce langage du Premier Consul, comme les préparatifs du camp de Boulogne, était surtout un moyen d'intimidation. Napoléon publiait dans le *Moniteur* le récit détaillé des armements qui se faisaient à la fois sur les côtes de la mer du Nord et de la Manche. L'Angleterre, qui par ses espions pouvait vérifier l'exactitude de ces détails, était pleine de stupéfaction de pareils résultats obtenus en si peu de temps. Elle rappela Nelson dans le Pas-de-Calais pour attaquer et tâcher de désorganiser la flottille. Nelson portait à la nation française une haine qu'il poussait jusqu'au fanatisme. C'était, dit un de ses biographes, une espèce de maladie mentale (1). Cependant il ne se sentait pour le nouveau commandement aucune espèce de goût et « nulle aptitude que celle d'un dévouement sans limite ». Il essaya, le 4 août, contre la flottille un bombardement qui ne causa que des dégâts sans grande importance, et les Anglais, malgré le désavantage de notre position, malgré la mauvaise qualité de notre poudre, avaient été plus maltraités que nous. Le 16 août, Nelson tentait une attaque plus sérieuse. L'escadre anglaise se mit en mouvement une demi-heure avant minuit, espérant arriver à l'improviste en ramant jusqu'à la ligne française et l'enlever à l'abordage, mais les vaisseaux anglais furent accueillis par un feu nourri et bien dirigé, et quand on en vint à l'abordage, les matelots anglais eurent affaire à des adversaires

(1) V. E. Forgues, *Vie de Nelson.*

si aguerris et si intrépides, qu'après un combat opiniâtre et acharné, il leur fallut battre en retraite, aussitôt que le jour, venant à poindre, leur eut dévoilé toute l'étendue de leur échec. Ils ne purent même emmener une seule des embarcations dont ils s'étaient d'abord emparés.

Ces événements hâtèrent la conclusion de la paix, qui fut signée à Londres le 1er octobre, sous forme de préliminaires, par M. Otto et lord Hawkesbury, la veille de l'expiration du délai que le Premier Consul avait indiqué. Pitt lui-même avait parlé en faveur de la paix, Pitt était un véritable homme d'État, et il était moins opiniâtre dans sa haine contre la France que beaucoup des personnages du parti qui le reconnaissait pour son chef. Il savait que des circonstances nouvelles amènent une politique nouvelle, et il ne pensait pas que l'Angleterre dût toujours et quand même traiter la France comme une ennemie. Ces sentiments, il les avait déjà exprimés peu de temps après la guerre d'Amérique, en 1786, au moment où un traité de commerce se négociait entre le gouvernement de Georges III et Louis XVI.

« Il est étrange qu'on ose avancer, comme je sais que le bruit en a été propagé dans le public, que ce traité est mauvais pour nous parce qu'il sera avantageux pour la France. Ce que je ne crains pas d'avancer, c'est que ce traité est encore plus profitable à l'Angleterre qu'à la France. Elle s'est acquis un marché de huit millions d'habitants et elle nous en a ouvert un de vingt-quatre... La France est peut-être de tous les pays de la terre celui qui jouit au plus haut degré de toutes les faveurs de la Providence : sol, climat, productions, elle possède tout. L'Angleterre, au contraire, n'est pas favorisée par la nature, mais elle jouit, grâce à Dieu, à son heureuse constitution et à ses lois, d'une énergie, d'une hardiesse d'entreprise et d'une industrie qui lui tiennent lieu de tout. Ces motifs doivent suffire pour qu'il s'établisse entre les deux pays des rapports d'intimité profitables à tous les deux et non pas cette inimitié nationale que l'on présente comme devant être la base de leur politique réciproque. »

En 1801, il appuya de toute l'autorité de sa parole les négociations pacifiques ouvertes par les ministres qui l'avaient remplacé.

Certes, ce n'était pas la paix telle que Pitt l'avait désirée. On le sentait, du reste, au ton de son discours. Il suffisait que son parti s'y résignât, car la masse de la nation devait l'accueillir avec enthousiasme.

« Si le contentement était vif et général en France, il était poussé en Angleterre jusqu'au délire. La nouvelle, d'abord cachée par les négociateurs, avait enfin transpiré et on avait été obligé de l'annoncer au lord maire de Londres par un message. Ce message fit d'autant plus d'effet que, depuis quelques heures, on répandait le bruit de la rupture des négociations. Sur-le-champ le peuple se livra sans retenue à ces transports violents qui sont particuliers au caractère de la nation anglaise. Les voitures publiques partant de Londres portaient ces mots écrits à la craie et en grosses lettres : PAIX AVEC LA FRANCE ! Partout on les arrêtait, on les dételait, on les traînait en triomphe. On se figurait que tous les maux de la disette, de la cherté, allaient finir à la fois. On rêvait des biens inconnus, immenses, impossibles. Il y a des jours où les peuples, comme les individus, fatigués de se haïr, éprouvent le besoin d'une réconciliation, même passagère, même trompeuse. Dans cet instant, malheureusement si court, le peuple anglais croyait presque aimer la France, il adorait le héros, le sage qui la gouvernait, il criait : *Vive Bonaparte!* (THIERS.)

Bonaparte s'était hâté de signer les préliminaires et avait chargé son aide de camp, le colonel Law de Lauriston, de porter à Londres cette ratification. Lorsqu'on sait qu'un propre aide de camp du Premier Consul, un de ses compagnons d'armes, est descendu à l'hôtel de M. Otto et qu'il apporte le traité ratifié, on court chez M. Otto, qui justement montait en voiture avec le colonel pour se rendre chez lord Hawkesbury et faire l'échange des ratifications. Le peuple dételle les chevaux et traîne la voiture jusque chez le négociateur anglais.

Huit heures après la signature des préliminaires, un courrier venu d'Égypte apportait la nouvelle de la reddition d'Alexandrie. « Ce courrier, dit lord Hawkesbury à M. Otto, nous est arrivé après la signature du traité, tant mieux ! S'il fût arrivé plus tôt, nous aurions été forcés d'être plus exigeants et la négociation eût été probablement rompue. La paix vaut mieux qu'une île de plus ou de moins. » L'Égypte, en effet, était perdue pour nous; mais les paroles mêmes du ministre anglais montrent que sa longue résistance n'avait pas été inutile.

Bonaparte, en quittant l'Égypte, avait laissé le commandement de l'armée à Kléber, qui était son successeur naturellement désigné. D'ailleurs, malgré quelques dissentiments passagers, Bonaparte avait conservé pour lui une sympathie réelle. Pendant la campagne de Syrie, Kléber donna des conseils qui malheureusement ne furent pas suivis. Il aurait voulu qu'avant d'attaquer Jaffa, on s'emparât de Naplouse

(Sichem puis Néapolis), centre d'une population de montagnards belliqueuse et fanatique. En effet, Napoléon aurait pu alors faire débarquer son matériel de siège à Jaffa même, au lieu de le diriger sur la rade de Kaïffa, où il fut, comme on le sait, pris par les Anglais. Il jugea aussi

Fig. 113. — Kléber. Miniature de Jean Guérin (musée du Louvre).

avec raison, lorsqu'on voulut livrer l'assaut de Saint-Jean d'Acre, que les travaux d'approche et la brèche étaient très insuffisants. L'irritation de Kléber fut vive, lorsqu'il trouva, comme il le dit, « l'oiseau déniché », et lorsqu'il se vit investi du commandement « sans avoir eu la faculté de refuser ou même de se faire prier ». (Ernouf.)

Après le premier moment de colère passé, il ne songea qu'à continuer l'œuvre de Bonaparte ; même dans sa première proclamation à l'armée, datée du 31 août, il approuvait publiquement le départ du général en chef. Mais il se trouva bientôt au Caire en rapports journaliers avec des hommes qui étaient fort irrités contre Bonaparte de ce qu'il ne les eût pas emmenés avec lui, et qui s'attachèrent à réveiller son mécontentement et à lui exagérer les difficultés de sa situation. Le général Kléber et l'administrateur Poussielgue envoyèrent, le 26 septembre, au Directoire une dépêche et un rapport où ils présentaient la situation de l'armée sous le jour le plus triste et très souvent le plus faux et où ils se montrèrent on ne peut plus sévères pour Bonaparte. Poussielgue allait jusqu'à accuser Bonaparte d'avoir emporté 2 millions. C'était une pure calomnie. En arrivant en France, il n'avait pas même pu restituer à Talleyrand les 100.000 francs que celui-ci lui avait prêtés à son départ. Il ne lui restait en tout que 7.000 francs. C'était à Bonaparte, devenu chef du gouvernement, que ces dépêches devaient être remises.

Cependant Kléber repoussa d'abord les ouvertures de Sydney Smith, lorsqu'il renouvela les propositions qu'il avait déjà faites à Bonaparte : évacuation de l'Égypte, embarquement et transport immédiat, sans condition, des troupes en France. Mais lorsqu'il connut par des documents officiels toute l'étendue de nos revers dans la campagne de 1799, il crut que les circonstances l'autorisaient à agir différemment et il accepta par la convention d'El Arish les propositions qu'il avait d'abord repoussées (28 janvier 1800). Cette convention ne devait pas être exécutée. Les Anglais avaient intercepté une dépêche de Kléber au Directoire datée du 26 septembre précédent, dans laquelle, emporté par la colère, il faisait de la situation des Français en Égypte un tableau fort sombre et d'ailleurs très exagéré. Le cabinet de Londres, prenant pour l'expression exacte de la vérité ce que le général disait du découragement moral et de la désorganisation matérielle de l'armée, crut qu'on pouvait nous enlever l'Égypte sans nous accorder des conditions aussi favorables.

L'amiral Keith signifia à Kléber que le gouvernement anglais ne ratifiait pas la convention d'El Arisch. Keith donnait pour raison que Sydney Smith avait traité sans pouvoirs suffisants. Il fallait que l'armée

d'Égypte se rendît à discrétion. Devant cette perfidie Kléber reprit toute son énergie. D'ailleurs, l'arrivée du colonel de Latour-Maubourg, postérieure malheureusement au 24 janvier, avait annoncé le 18 brumaire et rassuré sur la situation de la France.

Il mit à l'ordre du jour de l'armée la lettre de l'amiral Keith en la faisant suivre de ces mots : « Soldats on ne répond à de pareilles insolences que par des victoires ; préparez-vous à combattre. »

Kléber avait à recommencer la conquête de l'Égypte, car il avait déjà, d'après les termes de la convention, remis entre les mains des Turcs plusieurs des places les plus importantes. Il n'avait que 10.000 hommes de troupes régulières à opposer aux 60.000 hommes des troupes de l'empire ottoman ; aussi cette campagne le plaça-t-elle au rang des plus grands hommes de guerre. Il se hâta de marcher au-devant de l'armée du grand vizir ; il le rencontra près d'Héliopolis, à Matarieh, et remporta une victoire décisive.

Kléber avait su vaincre, il sut encore mieux profiter de la victoire, poursuivant l'ennemi sans relâche d'étape en étape, le chassant successivement d'El Ganeka, de Belbeïs, de Koraïm. Il s'attendait à livrer une bataille à Sâlahieh, aux limites du désert, quand les habitants, accourant au-devant des Français, leur annoncèrent l'évasion du vizir avec une poignée de soldats et la dispersion de son armée. (Ernouf.)

Mais tout n'était pas fini ; pendant que Kléber se dirigeait vers la Syrie, une seconde révolte éclatait au Caire, bien plus terrible que celle contre laquelle Bonaparte avait eu à lutter. Il lui fallut l'assiéger pendant vingt jours et détruire le faubourg de Boulack pour en avoir raison. Kléber pouvait être clément sans que sa modération pût être attribuée à la faiblesse. Il se contenta d'imposer à la ville une contribution de guerre. Jamais le prestige des Français n'avait été plus grand ; on reprenait avec activité l'œuvre d'organisation et de civilisation déjà commencée ; jamais la conquête n'avait paru plus assurée. Kléber avait compris que c'était sur les chrétiens surtout qu'il pouvait compter. Il n'avait trouvé d'appui sérieux que dans les tribus chrétiennes de Syrie, dont plusieurs s'étaient tellement compromises qu'elles avaient cru devoir accompagner les Français dans leur retraite. Aussi, sans cesser de ménager les musulmans, il voulut, plus que Bona-

parte, s'appuyer sur les Cophtes et il forma quelques régiments avec des Nubiens, jusque-là réduits à l'esclavage. Il les appelait à la liberté par le courage, et ils s'en montrèrent dignes. D'ailleurs, le physique de Kléber était de nature à frapper les Orientaux.

Le grand vizir comprit qu'il devait avoir recours à d'autres moyens que la guerre. Il arma le bras d'un pauvre fanatique, Soliman, qui aborda Kléber dans les jardins d'Elfy Bey, au Caire, et frappa mortellement d'un coup de couteau au cœur « le grand chef français » (1). C'était le 14 juin 1800, le jour même et presque à l'heure où Desaix tombait sur le champ de bataille de Marengo.

Le plus ancien des généraux de division, Menou, revendiqua le commandement. Il ne pouvait tomber, eu égard aux circonstances, en des mains moins capables de soutenir un si grand poids. C'était un bon administrateur, mais il ne possédait aucune des qualités d'un général. Il avait jugé à propos de faire profession de mahométisme, de prendre le turban, de se faire appeler Abdallah, et n'avait réussi qu'à se rendre ridicule aux yeux de l'armée, sans gagner plus d'influence sur les musulmans.

Les Anglais tentèrent de nouveau un grand effort. Trois armées se dirigèrent sur l'Égypte, 20.000 soldats européens, Anglais, Hessois, Suisses, Maltais, Napolitains, sous les ordres d'officiers exclusivement anglais, s'étaient rassemblés à Macri, en Asie Mineure; ils devaient, sous le général sir Ralph Abercromby, se diriger sur Alexandrie; 30.000 Turcs, braves mais sans discipline et sans ordre, se rassemblaient en Syrie, enfin 7.000 Cipayes, partis de Calcutta, vinrent débarquer à Kosseïr, dans la mer Rouge. Cela faisait à peu près 60.000 hommes, auxquels les Français n'avaient que 18.000 hommes à opposer.

Bonaparte, très préoccupé de l'Égypte, avait vainement tenté d'y envoyer des renforts. Ganteaume, après avoir croisé trois mois dans la Méditerranée, avait cru devoir ramener à Toulon les 5.000 hommes qui auraient pu tout changer. Menou était réduit à ses seules forces. Il commit faute sur faute : méprisant les conseils de ses collègues, au lieu

(1) Le squelette de Soliman a été placé dans le Muséum d'histoire naturelle de Paris.

de concentrer ses forces déjà si faibles, il les dispersa. Il laissa le général Abercromby et les Anglais s'établir dans la presqu'île d'Aboukir.

Une bataille se livra le 21 mars. Elle est connue sous le nom de troisième bataille d'Aboukir ou bataille de Canope. Elle fut vive : le général en chef des Anglais fut tué, ainsi que le général français

Fig. 114. — Mamelouck sabrant. Peint par Géricault.

Lanusse. Le régiment des dromadaires s'y distingua, mais en vain. Menou fut enfermé dans Alexandrie. Les Anglais rompirent alors les digues qui séparent la mer du lac Maréotis, isolèrent la ville et séparèrent Menou de Belliard, qui s'était retiré au Caire. L'armée turque et l'armée anglaise se réunirent. Les Cipayes débarqués à Kosséir arrivèrent aussi dans la vallée du Nil, à Keneh. Cette intervention de l'armée des Indes était, malgré le peu d'hommes envoyés alors, un fait important. Elle montrait quelle utilité nouvelle l'Angleterre pou-

vait tirer de ces troupes qui semblaient seulement destinées à faire régner l'ordre dans la grande presqu'île. On l'a vu encore récemment, d'une manière bien plus nette, lors du traité de San Stefano. Mourad était mort fidèle à la France, mais ses successeurs firent alliance avec les Anglais. Belliard se décida à capituler, le 27 juin, aux conditions d'El Arisch. Menou résista dans Alexandrie jusqu'au 30 août.

Ainsi se termina cette célèbre expédition d'Égypte, qui, malgré son échec, maintint en Orient l'ancien prestige militaire de la France. Elle marque aussi une date importante dans l'histoire de la science. C'est elle qui a attiré de nouveau l'attention des savants sur cette civilisation pharaonique qui précéda toutes les autres. C'est elle qui a été l'origine de ces efforts continus et méthodiques par lesquels le génie et la patience des Champollion, des de Rougé, des Mariette ont constitué l'égyptologie.

La vue des objets divers et des nombreux dessins de monuments apportés par la commission scientifique, jointe aux récits de ceux que l'on appela les *Égyptiens*, mit l'Égypte tout à fait à la mode, comme on l'avait vu à Rome au temps d'Hadrien : on imita en France les édifices, les statues, les meubles des pharaons. L'art égyptien étant un art classique, aux formes simples et logiques, s'accordait avec le goût dominant alors en France.

L'occupation française, si courte qu'elle eût été, laissa sur les bords du Nil des souvenirs profonds; elle avait suffi pour rendre quelque vie à un pays endormi depuis des siècles. Aussi les Français ont-ils été souvent regrettés de ceux qui les avaient vus partir avec joie. C'est par la France que l'Égypte renaissante a cherché jusqu'à présent à se rattacher à la civilisation occidentale. Méhémet Ali s'appuya plus d'une fois sur les souvenirs de Bonaparte. Lorsque le célèbre pacha fut menacé par une coalition européenne, dans les villes comme dans la campagne les Égyptiens annonçaient comme chose certaine la descente des troupes françaises dans le Delta. L'influence de la France en Égypte a résisté à son échec politique de 1840, et aujourd'hui encore, malgré notre situation récemment amoindrie, le nom qui efface tous les autres sur les bords du Nil est celui d'un « grand Français (1) ».

Immédiatement après l'échange des ratifications relatives aux préli-

(1) Le père de M. Ferdinand de Lesseps, qui était dans la diplomatie, avait été rejoindre l'armée d'Égypte en 1800 et avait représenté la France dans les négociations de détail relatives à l'évacuation.

minaires de Londres, on convint que des plénipotentiaires se réuniraient à Amiens pour rédiger le traité définitif.

L'Angleterre choisit lord Cornwallis, l'ancien général de la guerre d'Amérique, qui avait pu apprécier à York-Town la courtoisie française ; le Premier Consul désigna Joseph Bonaparte. Pendant que ces négociations duraient encore, Napoléon poursuivait sur le continent son

Fig. 115. — Le Retour, dédié aux guerriers français.
Deux braves rentrant dans leur famille font hommage à leur père des sabres d'honneur qu'ils ont reçus.
(Petit del[t]. et sculp[t].)

œuvre de pacification. Mécontent de l'attitude de l'Espagne dans l'affaire du Portugal, il avait consenti, dans les préliminaires du 1[er] octobre, à ce que l'Angleterre occupât l'île espagnole de la Trinité. Cela n'empêcha pas l'Espagne de nous rendre, par le traité de Saint-Ildefonse (1[er] octobre 1801), la terre française de la Louisiane, que nous lui avions cédée en 1763. Pour le Portugal, il fit signer à Madrid par son frère Lucien les conditions, d'abord refusées, du traité de Badajoz. L'électeur de Bavière, sur la promesse que la France lui ferait obtenir

une indemnité suffisante en Allemagne, signait avec la France un traité d'alliance qui renouvelait les traités de Westphalie et de Teschen. A Paris, la paix était signée entre la Russie et l'Espagne le 4 octobre, entre la Russie et la France le 8. Le 11 octobre, Napoléon signe avec Alexandre un traité d'alliance accompagné de conventions secrètes qui annonce le traité de Tilsit et où ils s'engageaient à une action commune pour régler les indemnités germaniques, régler les affaires de l'Italie et de la Turquie, et établir la liberté des mers. L'évacuation de l'Égypte mettait fin à toutes nos difficultés avec le sultan, et des préliminaires de paix signés à Paris (9 octobre) rétablissaient nos anciens traités avec la Porte Ottomane. Des conventions analogues étaient signées avec Alger et Tunis, dont les corsaires, sur un ordre venu de Constantinople, avaient ruiné nos établissements et emprisonné les Français qui se trouvaient sur leur territoire.

Il n'y avait plus un seul gouvernement qui se sentît de force à lutter contre la France. Bonaparte voulut aussitôt en profiter et eut le tort de recommencer à inquiéter ses adversaires de la veille avant même que tous les traités ne fussent définitivement signés. La Hollande se vit forcée, malgré l'opposition la plus vive de ses Chambres législatives, de subir une nouvelle constitution, élaborée entre Schimmelpenninck, son ambassadeur à Paris, et le gouvernement français. Cette constitution diminuait le pouvoir des assemblées, affaiblissait l'influence populaire et donnait toute l'importance au pouvoir exécutif concentré entre les mains d'une Régence d'État composée de douze membres. De cette manière, le Premier Consul n'avait plus à craindre que la Hollande reprît son indépendance politique; notre puissance extérieure s'en accrut pour le moment, mais c'était faire naître des haines sourdes qui pourraient plus tard devenir dangereuses.

Il fut mieux inspiré dans ce qu'il fit pour l'Italie. La République cisalpine avait montré qu'elle était hors d'état de se gouverner par elle-même. Au 1er décembre 1801, le Premier Consul convoqua à Lyon une assemblée extraordinaire ou Consulte, qui réunissait tout ce que la République cisalpine renfermait d'hommes importants par leur richesse, leur naissance, leur talent, en un mot toutes ses autorités

La paix. Bonaparte entre deux génies. Dessin de Prud'hon, à M^gr le duc d'Aumale. (D'après la photographie de Braun.)

sociales. Elle adopta une constitution analogue à notre constitution de l'an VIII.

Les principaux éléments de cette constitution étaient :

1° Un président et un vice-président élus pour dix ans; 2° une Consulte d'État servant de lien entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif; 3° un Corps législatif; 4° Un tribunal de censure politique. Ce qu'il y avait de plus original, c'était la division du corps électoral en trois collèges se recrutant eux-mêmes : propriétaires, clercs et lettrés (professions libérales), négociants.

« A défaut d'un Italien assez accrédité, assez grand par ses services pour s'imposer aux rivalités locales toujours si puissantes au delà des Alpes, la présidence fut déférée au Premier Consul Bonaparte (1). Il l'accepta, et adressa aux députés avant leur séparation ces sages et énergiques paroles : Je conserverai pendant tout le temps que les circonstances l'exigeront la grande direction des affaires. Vous n'avez que des lois particulières; il vous en faut des générales. Votre peuple n'a que des habitudes locales, il faut qu'il prenne des habitudes nationales. Enfin, vous n'avez point d'armées, les puissances qui pourraient devenir vos ennemies en ont de fortes; mais vous avez ce qui peut les produire, une population nombreuse, des campagnes fertiles, et l'exemple qu'a donné, dans toutes les circonstances essentielles, le premier peuple de l'Europe. »

La République ligurienne et la République de Lucques furent également réorganisées. A Gênes, Napoléon fit nommer Jérôme Durazzo; puis, faisant là, comme en France et à Milan, son noble métier de pacificateur, il fit relever la statue de Doria à Gênes et en accepta une pour lui-même à Sarzane, où habitait la famille Bonaparte avant de s'établir en Corse.

L'Angleterre, que ces nouveaux changements politiques commençaient à mécontenter, ne signa le traité définitif que le 25 mars 1802 (4 germinal an X). Le traité d'Amiens était conforme aux préliminaires de Londres. L'Angleterre reconnaissait formellement nos acquisitions continentales. Elle reconnaissait aussi l'existence des républiques que nous avions fondées. Elle nous rendait les colonies qu'elle nous avait prises et ne gardait que l'île espagnole de la Trinité et l'île hollandaise de Ceylan. Le Cap était rendu aux Hollandais, Malte devait être restituée à l'ordre des chevaliers. Fidèle à ses habitudes, la Porte,

(1) Melzi fut vice-président.

avec laquelle cependant nos sujets de discussion étaient bien moins graves, ne signa que plus tard encore, le 25 juin.

Mais on savait dès la fin de l'année précédente que la paix était obtenue, et la fête qui fut donnée au 18 brumaire pour célébrer la pacification générale avait été l'occasion d'une manifestation éclatante de la satisfaction publique. Déjà Paris était rempli d'Anglais, qui venaient avec empressement voir la France nouvelle. Parmi eux se trouvaient Cornwallis et Fox. Tous s'étonnaient de trouver la France si différente de ce qu'ils se la figuraient d'après ce qu'en disaient les émigrés.

Jamais, à aucune époque de son histoire, notre pays n'avait atteint un pareil degré de grandeur et de puissance.

Ayant partout atteint ses limites naturelles, défendue par le Rhin, les Pyrénées et l'Océan, maîtresse des passages des Alpes, maîtresse d'Anvers, dominant à Amsterdam et au Helder, comme à Gênes, appuyée sur la Hollande, l'Espagne, la haute Italie, objet des empressements de la Prusse et des petits États de l'Allemagne, qui attendaient tout de son intervention pour les sécularisations qui se préparaient, respectée ou crainte des autres puissances, estimée de tous, elle exerçait à l'égard de l'Europe une suprématie qu'elle avait à peine connue aux plus beaux temps du règne de Louis XIV.

Voilà le résultat que le gouvernement consulaire avait obtenu en moins de trois ans. Et cependant ce n'était là que la moitié de son œuvre. La pacification intérieure de la France était une tâche non moins utile et non moins glorieuse. Napoléon n'avait jamais cessé de s'en occuper depuis le premier jour; mais, la paix extérieure assurée, il allait la compléter par le Concordat et le Code civil.

La Paix et l'Abondance sous le gouvernement consulaire rappellent en France les Lettres, les Sciences, le Commerce et les Arts.
Gravure de la collection Hennin.

CHAPITRE CINQUIÈME.

INSTITUTIONS DU CONSULAT.

NAPOLÉON ET LES PARTIS. — NAPOLÉON ET LE CONSEIL D'ÉTAT. — LE CONCORDAT. LE CODE CIVIL. — AMNISTIE. — LÉGION D'HONNEUR.

LORSQUE, après avoir suivi l'histoire politique et militaire du Consulat, on passe à l'histoire intérieure, on a peine à comprendre comment un chef d'État, si bien entouré qu'il fût, a pu suffire à une telle tâche.

Ce qui caractérise l'esprit de Bonaparte plus encore que l'universalité et la pénétration de son génie, c'est, disait Rœderer, « la force et la constance de son attention. Il pouvait passer dix-huit heures de suite au travail, à un même travail, à des travaux divers. Je n'ai jamais vu son esprit las, je n'ai jamais vu son esprit sans ressort, même dans la fatigue du corps, même dans l'exercice le plus violent, même dans la colère. Je ne l'ai jamais vu, distrait d'une affaire par une autre, sortant de celle qu'il discute pour songer à celle qu'il vient de discuter ou à laquelle il va travailler. Les nouvelles heureuses ou malheureuses de l'Égypte ne sont jamais venues le distraire du Code civil, ni le Code civil des combinaisons qu'exigeait le salut de l'Égypte. Jamais homme ne fut plus entier à ce qu'il faisait et ne distribua mieux

son temps entre les choses qu'il avait à faire. Jamais esprit plus inflexible à refuser l'occupation, la pensée, qui ne venait ni au jour ni à l'heure, ni plus ardent à la chercher, plus agile à la poursuivre, plus habile à la fixer, quand le moment de s'en occuper est venu. »

C'est ainsi qu'on vit Napoléon, la veille de la bataille d'Austerlitz, réunir à six heures du soir ses généraux, leur donner ses instructions pour le lendemain, dicter ensuite le décret d'organisation de la maison de Saint-Denis et revenir aux préparatifs de la bataille. Il comparait lui-même sa tête à une armoire où chaque affaire était casée à sa place. « Quand je veux interrompre une affaire, disait-il, je ferme mon tiroir et j'ouvre celui d'une autre; elles ne se mêlent point l'une avec l'autre et jamais ne me gênent ni ne me fatiguent. Veux-je dormir, je ferme tous les tiroirs et me voilà au sommeil. » En effet, Napoléon dormait où et quand il voulait.

Napoléon connaît mieux l'état de chaque département ministériel que le ministre lui-même et, dans chaque bureau, le détail des affaires aussi bien que le commis.

C'est surtout par sa correspondance qu'on peut juger de cette activité, qui ne fut jamais plus merveilleuse que sous le Consulat. Le même jour, par exemple (le 8 août 1802), il écrit au ministre de l'intérieur, Chaptal, pour s'assurer de la mise à exécution d'arrêtés relatifs à des bustes d'hommes célèbres et à des tableaux représentant des batailles les plus mémorables des dernières guerres, et demander des projets d'arrêtés sur le transport de la Bibliothèque nationale au Louvre et de l'Imprimerie nationale au pays latin ; sur la nomination d'une commission qui doit choisir des tableaux et des statues pour diverses villes de province. — Il demande au ministre des finances, Gaudin, des projets d'arrêtés dont il fait connaître les dispositions principales (il n'y a plus qu'à les rédiger) sur les propriétés d'émigrés ; — au directeur du Trésor, Barbé Marbois, de nombreux bordereaux pour le règlement des comptes spécialement indiqués ; — au général Berthier, ministre de la guerre, des rapports sur les mesures prises pour compléter la carte de Cassini et y comprendre les départements nouveaux ainsi que le pays entre l'Adige et l'Adda. Enfin, on trouve à la même date une lettre de blâme à Fouché, qui a laissé publier dans le *Journal des Défenseurs* une circulaire relative aux affaires religieuses « écrite dans un style de haine et de passion tout à fait contraire à la marche et à la dignité du gouvernement ».

Ainsi Napoléon pouvait avec raison dire à Roederer : « Moi, je travaille toujours. Je médite beaucoup. Si je parais toujours prêt à répondre à tout, à faire face à tout, c'est qu'avant de rien entreprendre, j'ai longtemps médité, j'ai prévu ce qui pouvait

arriver. Ce n'est pas un génie qui me révèle tout à coup en secret ce que j'ai à dire ou à faire dans une circonstance inattendue pour les autres. C'est ma réflexion, c'est la méditation. Je travaille toujours, en dînant, au théâtre ; la nuit, je me réveille pour travailler. La nuit dernière, je me suis levé à deux heures, je me suis mis dans ma chaise longue devant mon feu, pour examiner les états de situation que m'avait remis, hier soir, le ministre de la guerre. J'y ai relevé vingt fautes dont j'ai envoyé ce matin les notes au ministre, qui, maintenant, est occupé avec ses bureaux, à les rectifier. »

Il apprenait même, racontait Joséphine à Mme de Rémusat, il apprenait même les noms d'une partie des individus composant les corps d'armée. « Cela lui servait merveilleusement dans l'occasion pour reconnaître le soldat et lui donner le plaisir d'être distingué par son général. » On sait que César connaissait le nom de tous ses centurions.

Les heures que Napoléon consacrait aux affaires publiques ne lui semblaient jamais trop longues.

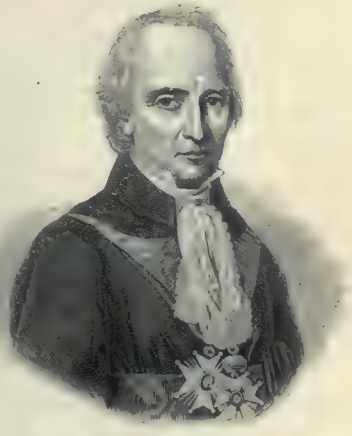


Fig. 116. — Barbé Marbois.

« Il nous a retenus souvent à Saint-Cloud, dit Pelet de la Lozère, depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, avec une suspension d'un quart d'heure, pendant laquelle il passait dans ses appartements, et nous dans la grande galerie, où quelques mets étaient servis. Il ne paraissait pas plus fatigué à la fin de la séance qu'au commencement. Il fallait toujours que l'archichancelier l'avertît quand l'heure était trop avancée pour prolonger davantage la séance, et il le plaisantait sur ces avertissements en feignant de les trouver prématurés. »

Sans parler des séances générales du Conseil, Napoléon présidait des séances particulières de la section de l'intérieur, quelquefois depuis dix heures du soir jusqu'à cinq heures du matin. Il avait aussi des séances de nuit avec ses ministres. Ceux-ci tombaient parfois de sommeil, Bonaparte les réveillait : « Allons, allons, citoyens, réveillons-nous, il n'est que deux heures ; il faut gagner l'argent que nous donne le peuple français. » Pour lui, il allait après la séance se mettre au bain et pouvait bientôt se livrer de nouveau au travail. « Une heure de bain, disait-il, vaut pour moi quatre heures de sommeil. » Un historien qui n'a pas précisément pour Napoléon une grande sympathie a dit :

« Il y a trois atlas principaux en lui, à demeure, chacun d'eux composé d'une vingtaine de gros livrets distincts et perpétuellement tenus à jour. Le premier est militaire, et forme un énorme recueil de cartes topographiques, aussi minutieuses que celles d'un état-major, avec le plan circonstancié de toutes les places fortes, la distribution locale de toutes les forces de terre et de mer, arsenaux, magasins, ressources en hommes, vivres, habillements, munitions. Le second, qui est civil, ressemble à ces gros volumes où nous lisons l'état du budget et comprend les articles de la recette et de la dépense ordinaire et extraordinaire, service de dettes, pensions, travaux publics, fonctions et fonctionnaires, chacun dans sa résidence, avec son rang, ses attributions et ses appointements. Le troisième est un gigantesque dictionnaire biographique et moral où chaque individu notable, chaque groupe local, chaque peuple a sa fiche avec l'indication abréviative de sa situation, de ses besoins, de ses antécédents, partant de son caractère prouvé, de ses dispositions éventuelles et de sa conduite probable. Toute fiche, carte ou feuillet a son résumé ; tous les résumés partiels, méthodiquement classés, aboutissent à des totaux et les totaux de ces trois atlas se combinent pour fournir à leur possesseur la mesure de sa force disponible. »

Cette activité qu'il montrait lui-même, il l'inspirait partout autour de lui, exigeant de ses collaborateurs de grands efforts qui semblaient les élever au-dessus d'eux-mêmes, mais ne les occupant qu'à des travaux qui convenaient à leurs aptitudes. Le principe : « L'homme qu'il faut à la place qu'il faut, » dirigeait ses choix : « Il n'y a point de bête, disait-il, qui soit propre à rien ; il n'y a point d'esprit qui soit propre à tout. » Mme de Rémusat, dans ses *Mémoires,* insiste sur la triste situation de serviteurs de Bonaparte, sur la crainte constante que tous les fonctionnaires ressentaient auprès de lui, sur les boutades qu'il fallait essuyer de la part d'un maître qui n'était jamais content et ne témoignait jamais la moindre satisfaction de ce que l'on faisait pour lui. Mais Roederer a pu dire : « Il n'est pas un homme de quelque mérite qui ne préférât, près de Bonaparte, l'emploi qui occupe sous ses yeux, à la grandeur qui en éloigne, et qui, pour prix d'un long et pénible travail, ne se sentît mieux récompensé par un travail nouveau que par le plus honorable loisir. » Il est vrai que cela était écrit en 1803. Alors, quoi qu'on fît, on était sûr que le chef de l'État travaillait encore plus que vous. On sentait que l'idée du gouvernement, sans absorber et fatiguer l'esprit de Napoléon par une tension sans répit, lui était toujours présente.

« Jamais les membres du Sénat, du Corps législatif, du Tribunat, dit encore Roederer, ne vinrent le visiter sans remporter le prix de cet hommage en instructions utiles. Ils ont trouvé dans ces visites, au lieu de la morgue si ordinaire à la puissance, cette curiosité que donnent l'amour du bien public et le respect pour l'opinion nationale. Il a non seulement ouvert l'accès à toutes les réflexions qu'on a voulu lui présenter, mais les a

Fig. 117. — Le maréchal Berthier. Tableau de Gros. (Phot. de Braun.)

souvent provoquées. Il a discuté les opinions opposées à la sienne, discuté la sienne propre, et ces conversations ont été de véritables Conseils d'État. Il ne pouvait avoir devant lui des hommes publics sans être homme d'État, et tout devient pour lui Conseil d'État. »

Le Conseil d'État était, en effet, aux yeux du Premier Consul, comme dans l'opinion, le principal organe du gouvernement. Napoléon avait

apporté dans sa composition un soin particulier; il y appela les hommes les plus versés dans les diverses branches du gouvernement. On y vit, en service ordinaire ou extraordinaire, pour la législation : Merlin, Portalis, Thibaudeau, Réal, Treilhard, Bigot de Préameneu; — pour la guerre : Lacuée, Brune, Marmont, Gouvion Saint-Cyr, Mathieu Dumas, plus tard, Andréossy, Gassendi, et l'intendant général de la maison de l'Empereur, Daru; — pour la marine : Fleurieu, Ganteaume; — pour l'administration : Rœderer, Regnier, Regnault de Saint-Jean d'Angely; — pour la science : Chaptal, Fourcroy. « Les princes de la famille de Napoléon qui se trouvaient à Paris assistaient aux séances, dit Pelet; l'Empereur y admettait aussi les princes étrangers qui venaient le visiter. On y a vu pendant assez longtemps le prince de Bade et le prince de Bavière, aujourd'hui roi, qui semblaient envoyés à l'école du grand homme pour apprendre à régner. » Chaque fois qu'une nouvelle province fut ajoutée à l'Empire, il lui demanda ce qu'elle avait de mieux pour enrichir son Conseil d'État. Corvetto, qui fut ministre de Louis XVIII, vint de Gênes. Florence envoya Corsini; Turin, Saint-Marsan; la Hollande, Appelius : tous hommes d'un mérite tellement distingué, que, rentrés chez eux après la chute de l'Empire, ils furent nommés ministres par leur souverain, malgré les préventions que leur service en France semblait devoir faire naître contre eux.

Aussi le Conseil d'État occupait-il dans l'attention et l'estime publiques une place plus grande que le Tribunat, quoique cette assemblée représentât l'opposition et qu'elle comptât parmi ses membres des hommes comme Joseph Chénier, Andrieux, Daunou, Ginguené, le philosophe Laromiguière, Stanislas de Girardin, le marquis de Chauvelin, l'ancien ambassadeur à Londres en 1792, l'économiste Jean-Baptiste Say et Benjamin Constant. Il était même plus considéré que le Sénat. Et cependant le Sénat formait une réunion d'hommes d'élite, telle que l'histoire en présente peu de semblables : on y voyait Sieyès, Berthollet, Laplace, Monge, Tracy, Cabanis, Kellermann, Lacépède, Lagrange, Darcet, François de Neufchâteau, Daubenton, Bougainville, le banquier Perrégaux, Tronchet, le peintre Vien. Il est vrai que le Sénat intervenait peu dans le gouvernement. On a retrouvé dans cette

liste plus d'un nom déjà célèbre sous l'ancienne monarchie à côté de ceux que la Révolution avait fait connaître.

Le Conseil d'État fut, mieux encore que le Sénat, l'image de la nation pacifiée. Napoléon y appela les hommes qui s'étaient distingués dans les diverses assemblées de la Révolution, pourvu qu'ils ne se fussent pas trop compromis par leurs excès ou qu'ils en fussent revenus. Il y appela aussi ceux qui, sans être hostiles aux réformes de 1789, avaient été obligés de s'expatrier ou de se cacher lorsque la modération fut poursuivie comme un crime : Mounier, Malouet, Ségur.

Lorsque Joseph Chénier vint avec la commission de l'Institut lire à l'Empereur, au Conseil d'État, son rapport sur les prix décennaux, en rappelant les noms des hommes remarquables des divers partis tombés sous les coups du tribunal révolutionnaire, les Bailly, les Thouret, les Lavoisier, les Vergniaud, les Gensonné, il disait avec raison que, s'ils vivaient encore, ils seraient assis sur ces bancs, autour de Napoléon, occupés à reconstituer avec lui la société nouvelle.

Les modérés et la masse du peuple furent bientôt tout acquis au nouveau gouvernement, sans aucun regret du passé. Si l'on avait beaucoup parlé de liberté pendant la Révolution, jamais on n'en avait moins joui, car on n'avait jamais pu organiser dans la paix intérieure un gouvernement normal, et l'ordre est la condition nécessaire de la liberté des faibles.

Napoléon déploya, pour gagner les partis hostiles, une grande habileté, et, à l'occasion, des procédés d'une grande délicatesse. Le vieux maréchal de Ségur étant venu aux Tuileries, il lui fit rendre les honneurs militaires dus à sa dignité, quoique, depuis la Révolution, le titre de maréchal de France eût été supprimé. Les émigrés étaient autorisés à demander aux tribunaux leur radiation de la liste. On les autorisait aussi à revendiquer ceux de leurs biens qui n'avaient pas encore été vendus. Aussi rentraient-ils en foule pour profiter de cette faveur. Pour les jacobins, Bonaparte les faisait réintégrer en grande partie dans les emplois dont ils avaient été chassés, et plusieurs se montrèrent des serviteurs intelligents et dévoués de la France et de Napoléon. C'était un moyen de les exclure de la secte, qu'on affaiblissait ainsi. Le Premier Consul y trouvait encore un autre avantage : « c'est qu'en

leur donnant un caractère public, il a sur eux une autorité immédiate et plus réelle, et qu'il peut par là les paralyser plus facilement (1). »

Fouché, qui fut bientôt rétabli dans le poste du ministère de la police, était doublement utile à l'Empereur, en ce que sa présence seule dans une charge si importante rassurait les jacobins sur la marche du gouvernement, et que, d'autre part, aucun ministre n'était plus au courant des tendances, des intrigues et des manœuvres d'un parti qui l'avait compté parmi ses chefs les plus actifs.

Cependant les jacobins restaient en grand nombre dans les sociétés secrètes. Dès le début de son gouvernement, Napoléon se préoccupa très sérieusement de ces associations, et il eut avec elles, si l'on en croit M. Rapetti, des relations fréquentes et même continues, non de sa personne, mais par sa police et quelques-uns de ses grands dignitaires. Cependant il ne faudrait pas s'exagérer leur puissance. « Napoléon s'en est parfois servi, dit-il, mais il les a le plus souvent poursuivies et troublées dans leurs voies souterraines, et jamais il n'a été pour elles un auxiliaire. »

Quoi qu'il en soit, les jacobins, comme les émigrés, cherchaient à se rattacher au gouvernement du Premier Consul. Parmi les grandes familles de la noblesse, beaucoup n'attendirent pas la proclamation de l'Empire pour se rallier à Napoléon, et sur la première liste des sénateurs, se trouvait un Choiseul-Praslin.

« On n'avait pas encore inventé la légitimité, dit Paul de Rémusat dans la préface des *Mémoires* de sa grand'mère, et ceux qui déploraient le plus souvent la chute de l'ancien régime, ou plutôt de l'ancienne dynastie, ne se sentaient nulle obligation de penser que ce qui se faisait en France sous les Bourbons fût nul de soi. Tous avaient conservé cette opinion, qu'un fonctionnaire n'est responsable que de ce qu'il fait, et non point de l'origine des actes du gouvernement. »

Bonaparte ne s'attachait pas seulement à mettre fin aux discordes présentes, il voulait réconcilier le présent avec le passé de la France ; il voulait que la société nouvelle adoptât sans arrière-pensée les gloires de l'ancienne. Il félicita par une note le conseil municipal d'Orléans d'avoir pris la belle décision d'élever un monument à Jeanne d'Arc. « Cette délibération m'est très agréable, disait-il ; l'illustre Jeanne

(1) Extrait d'un rapport envoyé à Louis XVIII, cité par Fauche-Borel.

d'Arc a prouvé qu'il n'est pas de miracles que le génie français ne puisse produire dans les circonstances où l'indépendance nationale est menacée. Unie, la nation française n'a jamais été vaincue. »

Lorsqu'il passa en Normandie, en 1801, il s'arrêta à Ivry et dit en arrivant : « Honneur à la mémoire du meilleur Français qui se soit assis sur le trône de France! » Après avoir visité le champ de bataille, il ordonna qu'on relevât la colonne qui avait été érigée à Henri IV au lieu où il remporta sa grande victoire sur les Ligueurs et les Espagnols. Il y fit graver les inscriptions suivantes, que la Restauration crut devoir effacer :

Fig. 118. — Jeanne d'Arc. Statue de bronze, de Gois fils, érigée en 1804 à Orléans.

Napoléon Bonaparte, Premier Consul, à la mémoire de Henri IV, victorieux des ennemis de l'État aux champs d'Ivry, le 14 *mars* 1590.

L'an XI de la République française, le 7 brumaire, Napoléon Bonaparte, Premier Consul, a ordonné la réédification du monument destiné à consacrer le souvenir de Henri IV et de la victoire d'Ivry.

Les malheurs éprouvés par la France, à l'époque de la bataille d'Ivry, étaient le résultat de l'appel fait par les différents partis français aux nations espagnole et anglaise. Toute famille, tout parti qui appelle les puissances étrangères à son secours, a mérité et méritera, jusque dans la postérité la plus reculée, la malédiction du peuple français.

Ces sentiments se montrèrent surtout dans la fête nationale du 1er vendémiaire an IX.

Lorsque les tombes de Saint-Denis avaient été violées, on avait trouvé parfaitement conservé le corps de Turenne. Un sentiment de respect involontaire l'avait protégé. Le Premier Consul eut l'idée de placer sous le dôme des Invalides et sous la garde de nos vieux soldats la dépouille de ce grand homme. Les cendres de Vauban devaient bientôt l'y rejoindre. Cette translation eut lieu le dernier jour complémentaire de l'an VIII (22 septembre 1800). Le lendemain, le Premier Consul posait sur la place des Victoires la première pierre d'un monument consacré à Kléber et à Desaix. Afin de donner plus de solennité à ces fêtes, il fit demander à tous les départements d'envoyer à Paris, comme on l'avait fait lors de la Fédération, des représentants pour y apporter un caractère vraiment national et non pas seulement parisien. Carnot avait été chargé de prononcer une allocution lors de la translation du corps de Turenne. Le lendemain, ce fut Lucien Bonaparte qui porta la parole, toujours sous le dôme des Invalides, et son discours fit une grande impression. Il montra le siècle de Louis XIV et le siècle présent se rencontrant et se donnant la main sur une tombe auguste et il ajoutait : « Heureuse la génération qui voit finir sous la République la révolution commencée sous la monarchie. » Cependant quelque chose manquait à ces nobles cérémonies, la religion n'y avait point sa part.

Mais déjà le Premier Consul commençait avec le Saint-Siège des négociations qui allaient réconcilier la France avec l'Église catholique et lui donner la paix religieuse après la paix sociale.

En poursuivant la réconciliation de l'Église et de la Révolution (1), Napoléon obéissait à un double mobile : une conviction religieuse et un intérêt de gouvernement. A aucun moment de sa vie il ne fut un sceptique. L'athéisme sincère lui paraissait presque impossible. Il n'y voyait qu'une affectation dangereuse : « N'est pas athée qui veut, » disait-il, et, de même que J.-J. Rousseau, il n'était pas loin d'admettre

(1) Sur le Concordat, voir : d'Haussonville, *l'Église romaine et le premier Empire;* — Mgr de Meneval, *Concordat de* 1801; — *Correspondance* et *Mémoires* du cardinal Consalvi; — De Pressensé, *l'Église et la Révolution française,* etc.

qu'un athée fût un criminel (1). Il avait conservé toujours au fond de son âme de la sympathie et du respect pour la religion catholique, religion de son enfance et de son pays. « La religion, disait-il à Sainte-Hélène, fait partie de la destinée. » L'esprit religieux avait gardé chez lui, si affaibli qu'il fût, quelque chose d'italien. Dans les pressants dangers ou les grandes émotions, on vit plus d'une fois Napoléon faire des signes de croix involontaires. On pourrait relever dans sa vie plus d'un trait de superstition. Il semble qu'il croyait véritablement « à son étoile ». Il s'inquiétait de ses pressentiments et de ceux de son entourage : il se préoccupait longuement des présages et de leur interprétation. Ces sentiments, il est vrai, ne sont pas rares chez les soldats. Mais on pouvait s'étonner de les rencontrer chez Napoléon, et si naturels qu'il ne pensait pas à les cacher.

Fig. 119. — Monument du général Desaix, tel qu'il a été projeté, composé et exécuté en modèle pour la place des Victoires, en 1806, par Dejoux.

Il nous suffira d'en citer un exemple d'autant plus caractéristique qu'il n'appliquait pas le présage à lui-même. A la bataille de Dresde, lorsqu'il apprit qu'un grand personnage était tombé aux côtés d'Alexandre, il crut que c'était Schwartzenberg, et non Moreau, qui avait été frappé.

(1) J.-J. Rousseau, *Contrat social,* livre IV, chap. VIII, De la Religion civile. Comparer *Lettres de la Montagne,* I^re^ partie, lettre I.

Le premier mouvement de Napoléon fut de plaindre le feld-maréchal. Puis, rapprochant aussitôt cette mort de l'incendie qui avait eu lieu au bal donné par cet ambassadeur, lors du mariage de Marie-Louise, et changé les fêtes en deuil, il ajouta, par un retour sur lui-même et avec une certaine satisfaction, « que jusque-là cet incendie avait pesé sur son cœur comme un présage sinistre (il y avait plus de trois ans qu'il avait eu lieu), mais qu'aujourd'hui le sort l'expliquait; que Schwartzenberg *purgeait la fatalité* et qu'il devenait évident que c'était à lui que s'adressait ce présage.

Dans l'œuvre du Concordat, il n'y eut donc pas que de la politique. On a vu quelle avait été sa déférence envers la religion pendant la campagne d'Italie, alors que sa conduite sur ce point était en désaccord formel, non pas seulement avec le but que poursuivait le Directoire, mais avec les sentiments de son armée. Pendant son expédition de Syrie, il faisait célébrer un *Te Deum* dans l'église de Nazareth. Devenu chef d'un grand empire, lorsqu'il eut à considérer la religion comme un des éléments nécessaires d'une société régulière et comme « un instrument de règne », on peut dire qu'il ne fit que manifester d'une manière plus éclatante des sentiments qui avaient toujours été les siens.

Déjà des voix éloquentes s'étaient fait entendre en faveur de la liberté de conscience si constamment violée pendant la Révolution. Elles avaient déjà rappelé aux politiques qui persécutaient la religion au nom de la philosophie, que sur ce point la foule n'était pas de leur parti.

La constitution de l'an III avait déclaré que nul ne pouvait être empêché, en se conformant aux lois, de professer le culte qu'il avait choisi. Mais on avait continué à imposer aux prêtres non assermentés des mesures vexatoires, et la loi du 3 ventôse an III avait interdit tout signe extérieur du culte, quel qu'il fût. Camille Jordan protesta contre cette tendance du gouvernement (23 prairial an V, 17 juin 1797). « Vous devez non seulement souffrir les divers cultes, disait-il, mais vous devez les protéger, parce que tous soutiennent la morale. Le besoin des idées religieuses est surtout senti par les peuples en révolution; alors il faut aux malheureux l'espérance. Nous avons parlé souvent de notre amour pour le peuple, de notre respect pour ses volontés; si ce langage ne fut pas vain dans nos bouches, respectons avant tout des institutions si chères à la multitude. »

Portalis, un des futurs négociateurs du Concordat, exprima avec plus d'autorité encore les mêmes idées lorsqu'il fit rejeter par les Anciens une loi déjà votée par les Cinq-Cents, qui voulait imposer aux prêtres restés fidèles à l'orthodoxie un serment qui les plaçait entre le mensonge et la persécution. « Il est impossible, disait-il, de ne pas ap-

pliquer à une religion connue, ancienne, longtemps dominante et même exclusivement autorisée, professée par les trois quarts des Français, les principes de tolérance et de liberté que la constitution proclame pour tous les cultes. » Voudrions-nous que l'intolérance philosophique remplaçât ce que nous appelons l'intolérance sacerdotale ? » Il montrait ensuite ce que ce système de persécution avait de dangereux au point de

Fig. 120. — L'Empereur va au-devant du pape à Fontainebleau. (1804.) (Dessiné par Mounet.)

vue de nos relations internationales : « Nos alliés, nos voisins, sont catholiques ou chrétiens ; chez les peuples modernes, la conformité des idées religieuses est devenue, entre les gouvernements et les individus, un grand moyen de rapprochement et de communication. Si la boussole découvrit l'univers, le christianisme le rendit sociable. Le mépris que nous affectons pour un culte commun à tant de nations pourrait nuire à nos intérêts politiques et à nos relations commerciales; car il n'est rien à quoi les hommes soient plus sensibles qu'au mépris qu'on laisse éclater contre leurs coutumes ou leur religion... Nous compromettons la liberté, ajoutait-il, en ayant l'air de séparer la

France catholique d'avec la France libre. Il n'est plus question de détruire, concluait-il, il est temps de gouverner. »

Mais ce temps où l'on gouvernerait ne devait arriver qu'avec le Premier Consul. Rien de durable encore ne paraissait s'établir, et les décrets du Directoire n'étaient, suivant la comparaison de Portalis, « que des piliers flottant sur une mer orageuse ». Bonaparte se flattait au contraire de jeter au milieu de ces ondes troublées « des blocs de granit ». Il voulait non seulement laisser se relever le culte catholique, mais réconcilier la France avec le Saint-Siège. Il ne fallait rien moins que toute sa gloire pour arriver à ce but; car aucun projet n'allait rencontrer plus d'opposition ni inquiéter plus d'intérêts divers.

C'est avec raison que le cardinal Consalvi écrivait à plusieurs reprises à Rome que Bonaparte était le seul dans le gouvernement qui voulût sérieusement cette union du Saint-Siège et de la France. Presque tout l'entourage du Premier Consul était formé d'hommes animés des passions antireligieuses, qui dans les révolutions sont les premières à éclater et les dernières à s'éteindre. Ce que les modérés désiraient, c'était qu'on tolérât une religion quelconque, bonne pour le peuple. Aller plus loin, leur paraissait un retour vers le fanatisme, et Fontanes lui-même songeait seulement alors au protestantisme ou à une sorte d'Église d'État pour la France.

En dehors du gouvernement, c'était en apparence bien pis encore. Tous les partis jetaient les hauts cris, non seulement les jacobins, mais les modérés, les philosophes, et même ceux qui tenaient à l'ancien régime et à l'émigration. Ceux-ci se sentaient directement atteints, car ils perdaient ainsi leur arme principale contre la France nouvelle. Ils savaient, en effet, que c'était surtout la question religieuse qui leur faisait des partisans. Il est triste de constater que ce sentiment était partagé par des prêtres et des évêques, qui sacrifiaient à la passion politique, souvent sans en avoir pleine conscience, les intérêts de la religion. Quant au clergé constitutionnel, il était justement inquiet d'une réconciliation qui semblait devoir se faire à ses dépens. Jamais projet n'avait semblé plus contraire à l'opinion publique. Mais jamais aussi on n'eut à constater plus clairement que ce qu'on appelle « l'opinion publique » n'est pas toujours « l'opinion du peuple », et que les désirs bruyamment exprimés des partis politiques classés et en vue ne sont pas toujours les mêmes que ceux du pays. Bonaparte savait à quoi s'en tenir par les rapports des conseillers d'État qu'il avait envoyés en mission dans les diverses régions de la France.

Ce ne fut pas en France, mais en Italie, au milieu de l'éclat des premiers succès de sa campagne, que le Premier Consul manifesta hau-

tement ses intentions dans une allocution très étudiée qu'il adressa aux curés de Milan et qui était un véritable manifeste.

Il y déclarait « qu'il avait désiré les voir tous rassemblés afin d'avoir la satisfaction de leur faire connaître lui-même ses sentiments au sujet de la religion catholique,

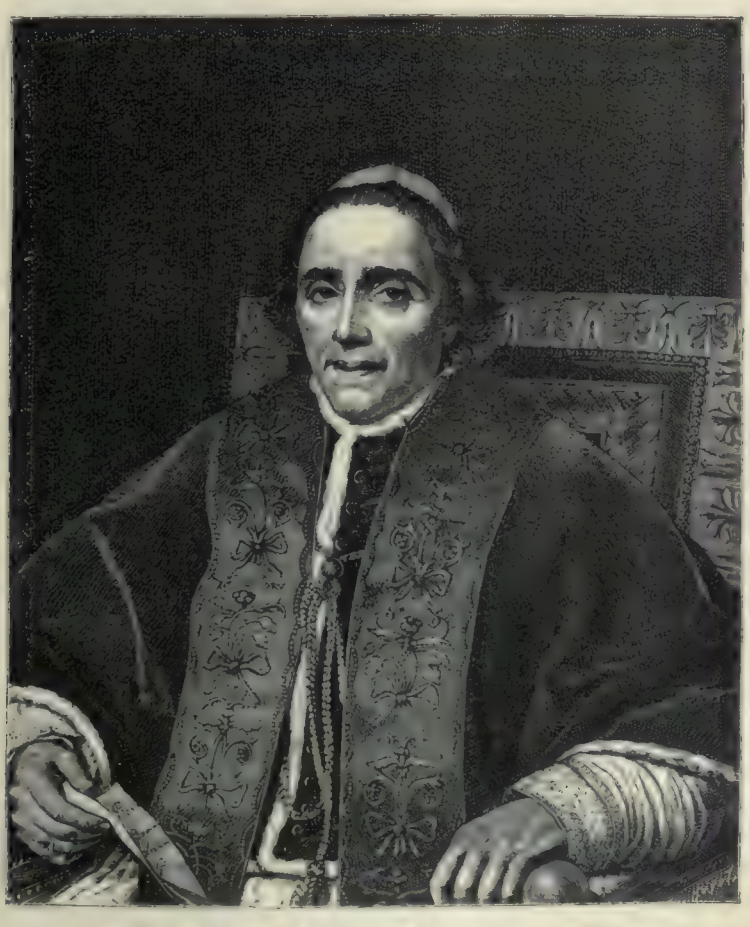


Fig. 121. — Le pape Pie VII. Tableau de David. (Musée du Louvre.)

apostolique et romaine, qui seule peut procurer un bonheur véritable à une société bien ordonnée et affermir les bases d'un bon gouvernement. » Il n'était plus, comme lorsqu'il était venu pour la première fois, l'agent d'un gouvernement qui était décidé à renverser à tout prix le catholicisme. Maintenant il était muni de pleins pouvoirs et était résolu à le défendre et à le protéger dans tous les temps et par tous les moyens.

La France, instruite par ses malheurs, avait ouvert enfin les yeux.

Il exprimait ensuite l'espérance que, quand il pourrait s'aboucher avec le nouveau

pape, il aurait le bonheur de lever tous les obstacles qui pourraient s'opposer encore à l'entière réconciliation de la France avec le chef de l'Église.

Dès son retour à Milan, après Marengo, il fit chanter un *Te Deum* solennel à la cathédrale et y assista en grande cérémonie, « malgré ce que pourraient dire nos athées de Paris ». Déjà il avait recommandé à ses envoyés auprès du Souverain Pontife de « traiter le pape comme s'il avait 200.0000 hommes sous les armes ».

Le pape était alors Pie VII (Barnabé-Louis, Chiaramonti, 1742-1823). Ce choix semblait providentiel dans les circonstances où l'on se trouvait. Pie VII appartenait à l'ordre de Saint-Benoît. Il avait été professeur de théologie à Rome, évêque de Tivoli (1782), puis cardinal et évêque d'Imola. Lorsque le traité de Tolentino eut rattaché Imola à la République cisalpine, il accepta sans protestation cette situation nouvelle et prononça même, le 25 décembre 1797, dans sa cathédrale, une homélie célèbre où il enseignait que la religion chrétienne n'était incompatible avec aucune forme de gouvernement, surtout avec un gouvernement démocratique.

Après avoir rappelé la grandeur du bienfait de Dieu envers les hommes en leur donnant sur le Sinaï les tables de la Loi, puis en leur envoyant son Fils l'orateur développe quelques-uns des principes de l'Évangile qui recommandent l'amour de la pauvreté, de la mortification, de la loi. « La forme du gouvernement démocratique adoptée chez nous, dit-il, n'est point en opposition avec les maximes que je viens de vous exposer. Elle ne répugne pas à l'Évangile. Elle exige, au contraire, ces vertus sublimes qui ne s'acquièrent qu'à l'école de Jésus-Christ. Si vous les pratiquez sérieusement, elles seront le gage de votre bonheur, de votre gloire et de la splendeur de notre République. » Chiaramonti continuait l'éloge du gouvernement républicain en rappelant les plus beaux traits de courage, de vertu et de sagesse des républiques de l'antiquité. « La seule indépendance que donnait aux anciens la forme de gouvernement dont ils jouissaient les avait ornés d'une foule de vertus. Républicains et, de plus, chrétiens, quels modèles de sainteté ne doivent pas être les citoyens d'Imola! » A l'appui de sa théorie, il citait même un passage de l'*Émile* de Rousseau.

A la mort de Pie VI, prisonnier à Valence (29 août 1799), la politique autrichienne désigna Venise aux cardinaux pour lieu de réunion du conclave. Le cardinal Chiaramonti, ruiné par le passage des diverses armées et par sa grande charité, dut emprunter l'argent de son

voyage. On hésitait entre le cardinal Bellisomi, parent du dernier pape, et le savant cardinal Gerdil, lorsque le jeune secrétaire du conclave, l'actif et intelligent cardinal Consalvi, intervint.

Fig. 122. — Le cardinal Consalvi recevant du pape Pie VII la bulle de ratification du Concordat. D'après Wicar.

Consalvi montra le peu de fonds qu'il y avait à faire sur l'Autriche et les diverses cours chrétiennes : l'Autriche, victorieuse, n'avait jamais parlé de rendre au Saint-Siège les provinces qui lui avaient été enlevées au traité de Tolentino. La cour de Naples, maîtresse de Rome, ne s'empressait pas de la restituer. D'autre part, la domination persistante des Braschi (famille du dernier pape) était pour l'Église un autre danger. Puis, s'adressant au vieil intérêt romain, si profond, si sagace, il découvrit à leurs yeux surpris une perspective tout à fait nouvelle pour eux. « C'est de la France, leur dit-il, que nous sont venues les persécutions depuis dix années. Eh bien, c'est de la France que nous viendront peut-être à l'avenir les secours et les consolations. La France, depuis Charlemagne, fut toujours pour l'Église le plus utile, le moins gênant

des protecteurs. Un jeune homme bien extraordinaire, bien difficile à juger encore, y domine aujourd'hui. Il aura prochainement, n'en doutez pas, reconquis l'Italie (la bataille de Marengo n'était pas encore livrée). Souvenez-vous qu'il a protégé les prêtres en 1797, et qu'il a tout récemment rendu les honneurs funèbres à Pie VI. Des paroles singulières qu'on lui a entendu dire sur la religion, sur la cour de Rome, nous ont été répétées par des témoins dignes de foi. Ne négligeons pas les ressources qui s'offriraient de ce côté. Arrêtons-nous à un choix qui ne peut pas être considéré comme une hostilité pour la France, qui puisse même lui convenir jusqu'à un certain point; et nous ferons peut-être une chose plus utile pour l'Église, qu'en demandant des candidats à toutes les cours catholiques de l'Europe. » (THIERS.)

Le cardinal Chiaramonti, dont Consalvi présenta la candidature, fut élu au moment où Bonaparte arrivait à Milan par le Saint-Bernard. On se figure aisément avec quelle joie le nouveau pape accueillit les ouvertures que lui apportait le cardinal Martiniano, évêque de Verceil, au nom du Premier Consul. Pourtant, les négociations dirigées par Consalvi pour la cour romaine, l'abbé Bernier, curé de Saint-Lô, les conseillers d'État Crétet et Portalis, pour le gouvernement français, furent longues et épineuses. Bonaparte, toujours impatient d'arriver à son but, fatigué des lenteurs du gouvernement papal, qui rendaient chaque jour sa situation plus difficile, n'agit pas toujours avec sincérité. Il essaya même de surprendre le consentement des négociateurs en substituant, au moment de la signature, un autre texte à celui qui avait été convenu. Plus tard, lorsque le serment du cardinal Caprara fut publié au *Moniteur*, le cardinal s'aperçut avec surprise que le texte imprimé n'était pas conforme à la formule qu'il avait consenti à prononcer. Le cardinal protesta, mais en vain. Le gouvernement voulait ménager les gallicans. D'un côté, la cour de Rome ne se rendait pas bien compte des difficultés de toute sorte au milieu desquelles Bonaparte poursuivait ses négociations; d'autre part, le Premier Consul était porté à prendre pour une preuve de mauvaise volonté ou pour les calculs d'une ambition patiente, ce qui n'était chez Pie VII que la fermeté d'une âme vraiment sacerdotale.

« Chose singulière, dit M. d'Haussonville, tandis que l'abbé Bernier et Portalis, l'un prêtre, l'autre profondément attaché à la foi catholique, n'osaient prendre contre un maître impatient la défense du Saint-Siège, c'était l'ancien agent du Directoire,

M. Cacault, qui le justifiait : « Je dois à la justice et à la vérité, écrivait-il à Portalis, de vous certifier que le Saint-Père et le secrétaire d'État agissent de la meilleure foi et avec le plus sincère désir de contenter le Premier Consul. Ils ont le même intérêt que nous à l'accomplissement de la pacification et de la réconciliation. Le pape a déclaré constamment au Sacré Collège qu'il était résolu d'accorder au gouvernement français tout ce qu'il demanderait, pourvu que la demande ne blessât ni les principes ni le dogme ; mais le Saint-Père a été nourri et élevé dans un

Fig. 123. — Signature du Concordat par le Premier Consul. D'après Wicar.

cloître et s'est uniquement appliqué toute sa vie à l'étude de la théologie, en ecclésiastique dont la foi est sincère et la vie toute chrétienne. Il descendrait du trône pontifical pour aller au martyre, plutôt que de ratifier une doctrine erronée aux yeux de l'Église. »

Les négociations, commencées en mars 1801, ne furent terminées que le 15 juillet, jour de la signature du Concordat. Le cardinal Caprara fut envoyé à Paris pour apporter les ratifications du Sacré Collège et rétablir solennellement en France le culte catholique.

« Lorsque Caprara arriva à Paris, il y avait encore des difficultés au sujet de la nomination des évêques constitutionnels aux nouveaux sièges. Le Premier

Consul, devant toutes ces longueurs, en était venu à croire que, sauf le Saint-Père, les gens de Rome, tant présents qu'absents, s'entendaient pour le jouer. Il parla en ce sens, avec la plus grande vivacité, au cardinal légat : « On avait voulu l'amuser; « c'était un piège que cette lenteur à l'expédition de la bulle. » — « Il continua à « parler ainsi comme un torrent, dit Caprara. Son parti était irrévocablement pris « de nommer quinze évêques constitutionnels. Il se donna carrière touchant l'institu- « tion canonique. » Mais en parlant, Napoléon subissait l'influence du sujet même qu'il traitait. « Au fur et à mesure qu'il traitait ces graves matières, nous raconte le « cardinal Caprara, son ton allait se modifiant graduellement, et ce même homme, qui « d'abord avait parlé en militaire (ce sont les propres expressions du cardinal), « termina cet entretien en s'exprimant sur ce sujet étranger à ses habitudes comme « eût fait un canoniste de premier ordre. » Le cardinal en fut abasourdi. »

(D'Haussonville.)

Les difficultés furent aplanies ou tournées, et le traité définitif fut signé entre les deux pouvoirs, civil et ecclésiastique, le 15 juillet 1801.

Le gouvernement se chargeait des frais du culte et s'engageait à ce que les citoyens français pussent, s'ils le voulaient, faire des fondations en faveur des églises. Si l'Église de France était moins riche que sous l'ancien régime, sa richesse était mieux distribuée, et la situation du clergé inférieur dans son ensemble était bien meilleure qu'elle ne l'était avant 1789. Le Concordat reconnaissait au pouvoir civil le droit de nommer les évêques en conservant au pape l'institution canonique. Le clergé inférieur restait complètement entre les mains de l'autorité épiscopale, qui nommait aux cures les ecclésiastiques agréés par le gouvernement. Les fêtes d'obligation sont réduites à quatre. Le Savetier de La Fontaine aurait approuvé sans réserve le Concordat sur ce point :

..... le mal est que toujours
(Et sans cela nos gains seraient assez honnêtes),
Le mal est que dans l'an s'entremêlent des jours
Qu'il faut chômer. On nous ruine en fêtes.
L'une fait tort à l'autre, et monsieur le curé
De quelque nouveau saint charge toujours son prône.

Les ventes des biens ecclésiastiques faites par la Révolution étaient irrévocablement reconnues.

Ainsi donc, l'Église catholique était rétablie en France dans son dogme, sa hiérarchie, et son culte.

« Quant au clergé lui-même, dit Mgr de Meneval, l'Empereur s'est bien gardé de rétablir les droits et les pouvoirs politiques qui avaient allumé contre l'Église les haines furieuses de la Révolution. Le pouvoir politique de l'Église, qui a été, chacun le sait, l'élément le plus puissant de la civilisation française au moyen âge, a cessé d'être nécessaire. Il est même inadmissible de notre temps. L'Église, d'ailleurs, qui n'est pas de ce monde, mais qui agit dans ce monde, participe nécessairement toujours aux circonstances sociales du temps et du pays où elle doit vivre. »

Le Saint-Siège devait faire avec le gouvernement une nouvelle circonscription des diocèses, dont le nombre fut fixé à soixante. En vertu de l'article 3 du Concordat, on demanda aux évêques des deux partis, constitutionnels et réfractaires, de donner leur démission. Deux constitutionnels, Saurine et Grégoire, et trente-sept réfractaires refusèrent. Par un acte hardi, le pape annula tous les anciens sièges et en créa de nouveaux, pour lesquels on nomma douze prélats constitutionnels, dix-sept prélats et trente et un prêtres réfractaires.

Bonaparte, représentant du gouvernement civil, a jugé ainsi l'acte du 15 juillet 1801 : « Le Concordat de 1801 était nécessaire à la religion, à la République, au gouvernement. Les temples étaient fermés, les prêtres étaient persécutés ; ils étaient divisés en trois sectes : les constitutionnels, les vicaires apostoliques et les évêques émigrés à la solde de l'Angleterre. Le Concordat mit fin à ces divisions et fit sortir de ses ruines l'Église catholique, apostolique et romaine. Napoléon releva les autels, dissipa tous les scrupules des acquéreurs des domaines nationaux, et rompit le dernier fil par lequel l'ancienne dynastie communiquait encore avec le pays. » Ce fut dans l'une des conférences pour les négociations du Concordat que Napoléon dit : « Si le pape n'avait pas existé, il eût fallu le créer pour cette occasion, comme les consuls romains faisaient un dictateur dans les circonstances difficiles. » De son côté, Consalvi, représentant du pouvoir ecclésiastique, écrivait à Rome : « Je le dis ouvertement, nous avons obtenu des concessions inférieures sans doute à nos désirs, mais certainement supérieures à nos espérances. »

L'opinion de la papauté n'a pas changé sur ce point. Malgré les graves démêlés qui s'ouvrirent quelques années plus tard, Pie VII n'oublia jamais ce que Napoléon avait fait pour l'Église. Plus tard, Pie IX ne répugna pas à l'idée qui lui fut présentée un instant de venir sacrer à Paris le restaurateur de la dynastie napoléonienne (1),

(1) Voir Anatole de Ségur, *Souvenirs et récits d'un frère*, Ire partie, ch. XI.

et son successeur a récemment, dans un acte public, jugé le Concordat presque dans les termes employés par Bonaparte lui-même :

« La dignité de la religion fut de nouveau publiquement honorée, et les institutions chrétiennes reprirent vie ; la France en recueillit de précieux avantages ; les chefs de son gouvernement comprirent que, voulant fonder solidement, après l'ère des agitations, la tranquillité publique, la religion catholique leur serait du plus puissant secours ; la conclusion du Concordat était donc l'acte d'une sage politique. »

Mais, le traité une fois signé entre la France et le Saint-Siège, restait à le faire adopter comme loi de l'État par les pouvoirs législatifs.

Le Conseil d'État avait à peine dissimulé son mécontentement. Le Corps législatif, en manière de protestation, choisit pour président Dupuis, l'auteur de l'*Origine de tous les cultes,* et ayant à désigner un candidat pour le Sénat, il désigna l'abbé Grégoire, un des deux évêques restés attachés à l'Église constitutionnelle. Le Sénat nomma Grégoire à une grande majorité. Le Tribunat, qui avait aussi à désigner un candidat, choisit Daunou, ancien oratorien, ennemi déclaré de l'Église qu'il avait quittée, et personne particulièrement désagréable au Premier Consul. L'Institut témoignait à sa manière son hostilité, en mettant en concours cette question : *De l'esprit et de l'influence de la Réformation de Luther,* sur laquelle Charles de Villers devait remporter le prix en 1804. L'armée, et c'était là le plus grave, l'armée murmurait, les officiers envoyaient des pétitions au Premier Consul. Le jour du *Te Deum* célébré pour le Concordat (28 germinal an X — 18 avril 1802), un général de l'armée du Rhin, Delmas, répondait à Bonaparte, qui lui demandait son avis sur la cérémonie : « C'est une belle capucinade ; c'est dommage qu'il y manque un million d'hommes qui se sont fait tuer pour détruire ce que vous rétablissez. » Le Concordat fut peut-être même l'origine de complots qui menacèrent la vie du Premier Consul. Mais Bonaparte ne se trompait pas lorsqu'il répondait à un général chargé de lui faire des représentations au nom de l'armée : « Le rétablissement du culte me donnera le cœur du peuple. » La grande sensation produite par le *Génie du Christianisme,* que Chateaubriand publia alors, confirma pour tous la justesse de cette opinion. Ce livre avait exprimé les aspirations des âmes de son temps ; car, sans faire de profession dogmatique, elle faisait sentir le prix de ce que l'on commençait à retrouver.

Bonaparte eut soin, d'ailleurs, de ne présenter le Concordat à l'acceptation des assemblées législatives qu'en le faisant accompagner des Articles organiques destinés à le mettre en application et à régler la police du culte. Pendant les quelques mois qui s'étaient

écoulés, l'ensemble de la nation avait montré ses sentiments. Le Concordat et les Articles organiques furent votés par le Corps législatif à une assez grande majorité, à la suite d'un mémorable discours de Portalis (18 germinal an X — 8 avril 1802).

Fig. 124. — Napoléon distribue les aigles de la Légion d'honneur. Gravé par F. David, des Académies de Berlin et de Rouen.

Il est dangereux, y disait-il en substance, tout en jouissant des biens que procure

une civilisation avancée, d'oublier à quel prix on les acquiert, et à repousser, comme des préjugés antiques, précisément ce qui a fait cette civilisation. « Il n'y a point à balancer entre de faux systèmes de philosophie et de faux systèmes de religion. Les faux systèmes de philosophie rendent l'esprit contentieux et laissent le cœur froid ; les faux systèmes de religion ont au moins l'avantage de rallier les hommes à quelques idées communes et de les disposer à quelques vertus. Le philosophe lui-même a besoin, autant que la multitude, du courage d'ignorer et de la sagesse de croire. »

La seconde partie des Articles traitait des cultes protestants, et, quoique leur situation à l'égard de l'État fût fort différente, décidait qu'il serait pourvu à l'entretien de leurs pasteurs. Les donations ou legs faits aux églises devaient être approuvés par le gouvernement et consister non en immeubles, mais en rentes sur l'État. Les Articles organiques donnaient au pouvoir civil une extension d'attributions qui ne résultaient pas toujours bien nettement du Concordat, et contre laquelle le Saint-Siège ne cessa de protester.

A cette même session extraordinaire où fut voté le Concordat, on présenta les projets de lois célèbres sur l'instruction publique et la Légion d'honneur. Le premier fut adopté à une grande majorité (1). La Légion d'honneur, au contraire, rencontra l'opposition la plus vive. L'article 87 de la constitution de l'an VIII avait décidé qu'il serait institué des récompenses nationales, mais ne parlait que des guerriers ; dans le projet de la Légion d'honneur il n'était fait aucune distinction entre les services militaires et les services civils. Il ne s'agissait plus ici seulement, disait-on, de récompenses individuelles, mais d'un ordre, mais d'une hiérarchie d'honneurs qui menaçait de constituer une aristocratie nouvelle. Le projet ne passa même au Conseil d'État que par 14 voix contre 10.

Berlier prétendit que l'ordre proposé ne convenait pas à une république, que les croix et les rubans n'étaient que les hochets de la monarchie. Il ajouta que, dans une république, les magistratures et les emplois devaient être les premières, les seules récompenses des services, des talents, des vertus, et il ne manqua pas de citer l'exemple

(1) Nous résumerons ce que Napoléon a fait pour l'instruction publique, à propos de la constitution de l'Université impériale. Ce fut aussi en 1802 que Bonaparte réorganisait l'Institut. Mais il eut soin de ne laisser aucune place dans le nouveau corps à la philosophie et à la politique. L'Académie des sciences morales et politiques ne fut établie qu'en 1833.

des Grecs et des Romains. Napoléon lui donna une leçon d'histoire, et, répondant à ceux qui avaient cité les peuples anciens, dit : « On nous parle toujours des Romains! Il est assez singulier que, pour refuser les distinctions, on cite l'exemple du peuple chez lequel elles étaient le plus marquées. Est-ce là connaître l'histoire ? Les Romains avaient des patriciens, des chevaliers, des citoyens et des esclaves. Ils avaient pour chaque chose des costumes divers, des mœurs différentes. Ils décernaient en récompenses toutes sortes de distinctions, des noms qui rappelaient des services, des couronnes murales, le

Fig. 125. — Napoléon aux Invalides distribue des croix de la Légion d'honneur. Tableau de Debret. (Musée de Versailles.)

triomphe!... Je défie qu'on me montre une république ancienne et moderne dans laquelle il n'y ait pas eu de distinctions (1). »

Le principe des récompenses admis, on insistait pour qu'on se bornât à les appliquer aux faits de guerre d'une appréciation beaucoup plus précise et ayant un objet clair et limité. Napoléon répondit à ces

(1) A l'appui de l'opinion de Napoléon, il nous suffira de rappeler l'exemple de Sicinius Dentatus, surnommé l'Achille romain. Aulu-Gelle (livre II, ch. XI) rapporte que, pour ses actions d'éclat, il avait mérité 83 colliers, 60 bracelets d'or, 18 lances et 25 harnais.

objections en s'adressant surtout au général Mathieu Dumas, qui avait très vivement soutenu l'opinion contraire.

« Ces idées, dit-il, pouvaient être bonnes du temps de la chevalerie et du régime féodal, ou lorsque les Gaulois furent conquis par les Francs. La nation était esclave ; les vainqueurs seuls étaient libres ; ils étaient tout ; ils l'étaient comme militaires. Alors, la première qualité d'un général ou d'un chef était la force corporelle. Mais quand ce système changea, quand on substitua les corps organisés, les phalanges macédoniennes, les masses, au système militaire des chevaliers, il en fut tout autrement. Ce qui décida du sort des batailles, ce fut le coup d'œil, la science : on en peut voir la preuve dans ce qui se passa aux batailles d'Azincourt, de Crécy, de Poitiers.

« Le changement de système militaire, et non l'abolition du régime féodal, dut donc modifier les qualités nécessaires au général. D'ailleurs, le régime féodal fut aboli par les rois eux-mêmes, pour se soustraire au joug d'une noblesse capricieuse et turbulente. Ils affranchirent les communes et eurent des bataillons formés de la nation. L'esprit militaire, au lieu d'être resserré dans quelques milliers de Francs, s'étendit à tous les Gaulois. Il ne s'affaiblit point par là. Au contraire, il acquit de plus grandes forces. La découverte de la poudre à canon eut aussi une influence prodigieuse sur le changement du système militaire et sur toutes les conséquences qu'il entraîna. Depuis cette révolution, qui est-ce qui a fait la force d'un général ? Les qualités civiles, le coup d'œil, le calcul, l'esprit, les connaissances administratives, l'éloquence, non pas celle du jurisconsulte, mais celle qui convient à la tête des armées, et enfin la connaissance des hommes. Tout cela est civil. Ce n'est pas maintenant un homme de cinq pieds dix pouces qui fera de grandes choses.

« Dans tous les pays, la force cède aux qualités civiles. Les baïonnettes se baissent devant le prêtre qui parle au nom du ciel et devant l'homme qui impose par sa science. J'ai prédit à des militaires qui avaient quelques scrupules que jamais le gouvernement militaire ne prendrait en France à moins que la nation ne fût abrutie par cinquante ans d'ignorance. Toutes les tentatives échoueront et leurs auteurs en seront victimes. Ce n'est pas comme général que je gouverne, mais parce que la nation croit que j'ai les qualités civiles propres au gouvernement. Si elle n'avait pas cette opinion, le gouvernement ne se soutiendrait pas un mois. Il faut entendre le soldat lui-même au bivouac. Je savais bien ce que je faisais, lorsque, général d'armée, je prenais la qualité de « membre de l'Institut ». J'étais sûr d'être compris même par le dernier tambour.

« Il ne faut pas raisonner des siècles de barbarie aux temps actuels. Nous sommes trente millions d'hommes réunis par les lumières, la propriété, le commerce. Trois ou quatre cent mille militaires ne sont rien auprès de cette masse. Outre que le général ne commande que par les qualités civiles, dès qu'il n'est plus en fonctions, il rentre dans l'ordre civil. Les soldats eux-mêmes ne sont que les enfants des citoyens. L'armée, c'est la nation. Si l'on considérait le militaire, abstraction faite de ces rapports, on se convaincrait qu'il ne connaît point d'autre loi que la force, qu'il rapporte tout à

lui, qu'il ne voit que lui. L'homme civil, au contraire, ne voit que le bien général. Le propre du militaire est de tout vouloir despotiquement. Celui de l'homme civil est de tout soumettre à la discussion, à la vérité, à la raison. Je n'hésite donc pas à penser, en fait de prééminence, qu'elle appartient incontestablement au civil. Si l'on distinguait les honneurs en militaires et en civils, on établirait deux ordres, tandis qu'il n'y a qu'une nation. Si l'on ne décernait des honneurs qu'aux militaires, cette préférence serait encore pire, car dès lors la nation ne serait plus rien. »

Néanmoins, le projet ne fut adopté au Tribunat que par 56 voix contre 38, au Corps législatif, par 170 voix contre 110 (19 mai), et cependant, il avait été tenu grand compte dans sa rédaction des préjugés que l'institution de la Légion d'honneur pouvait inquiéter.

Fig. 126. — Le comte Bigot de Préameneu.

En dehors des militaires, les récompenses devaient s'adresser aux citoyens qui, par leur savoir, leurs talents et leurs vertus, avaient contribué à établir ou à défendre les principes de la Révolution. Le légionnaire devait jurer, non seulement de se dévouer au service de la République, mais de combattre par tous les moyens que la justice, la raison et les lois autorisent, toute entreprise tendant à rétablir le régime féodal, à reproduire les titres et qualités qui en étaient l'attribut, enfin, de concourir de tout son pouvoir au maintien de l'égalité et de la liberté. La première distribution des croix eut lieu le 14 juillet. Le naturaliste Lacépède, qui, par un choix assez inattendu, fut le premier grand chancelier de la Légion d'honneur, eut soin de faire remarquer que cette date avait été choisie à dessein pour montrer que la Légion d'honneur était la consécration de la victoire du 14 juillet et de la Révolution de 1789. L'organisation de la Légion d'honneur était bien plus complète qu'aujourd'hui. Par exemple, elle était divisée en quinze cohortes ayant chacune son chef particulier, et à chacune desquelles étaient affectées des portions de biens nationaux portant 200.000 livres de rente. Le plus haut grade alors était celui de grand officier. La dignité de grand aigle ou grand cordon ne fut établie qu'en 1805.

Napoléon, en établissant la Légion d'honneur, en dépit de l'opposition qu'il rencontrait autour de lui, était d'accord avec la nation. La

Légion d'honneur a toujours été considérée comme une institution démocratique, ce qui ne l'a pas empêchée d'être une décoration enviée entre toutes. Une caricature anglaise représente Bonaparte découpant le bonnet rouge pour en faire des rubans de la Légion d'honneur. Mais lord Byron a consacré une de ses plus belles odes à « l'Étoile des braves, qui a répandu tant de gloire sur les vivants et sur les morts ».

Comme la Légion d'honneur, comme le Concordat, le Code civil, quoiqu'il consacrât une révolution profonde par l'abolition de tout privilège et de tout vestige du régime féodal, était aussi une œuvre de conciliation et de transaction. Napoléon dut déployer également, pour le mener à bonne fin, toute sa fermeté. Car il faut autant d'efforts et plus de temps pour amener les partis à transiger que pour les vaincre.

On sait qu'au point de vue de la législation, la France était divisée en deux grandes parties : pays de droit écrit ou de droit romain et pays de droit coutumier. On comptait en France 360 coutumes locales et 140 coutumes générales. Dans les pays de droit romain eux-mêmes, les coutumes occupaient aussi une grande place et étaient fort diverses. L'Assemblée constituante, après avoir établi l'égalité de tous devant la loi, avait décrété l'unité de la législation française, et les lois qu'avaient votées les diverses assemblées révolutionnaires avaient été générales. Plusieurs de ces lois, notamment les lois de la Convention abolissant complètement la faculté de tester et permettant le divorce par simple consentement mutuel, étaient déjà condamnées par tous les hommes sans préjugés. Le nouveau législateur devait avant tout consacrer les grandes réformes sociales de 89, mais tenir compte aussi des diverses législations de l'ancienne France et du droit intermédiaire, c'est-à-dire des lois votées pendant la période révolutionnaire. C'est ce que comprit la commission nommée pour préparer le Code civil. Elle se composait de Bigot de Préameneu, Malleville, Tronchet et Portalis. Les deux derniers ont surtout mérité d'attacher leur nom à ce travail de codification, le plus important qui ait été fait depuis Justinien, et qui est resté le point de départ, sinon la base, de tous les travaux législatifs postérieurs, non seulement en France, mais

en Europe. Tronchet (1726-1806), ancien bâtonnier des avocats de Paris, y représentait le droit coutumier. Portalis, originaire de Provence, y représentait le droit romain. C'est de la fusion de ces deux droits qu'est sortie notre législation actuelle. Les deux sources de notre droit civil sont donc, d'une part, les Pandectes et leurs plus célèbres commentateurs, Cujas, Doneau, etc.; d'autre part, les jurisconsultes qui avaient cherché à dégager les principes généraux des coutumes, Dumoulin, Domat, surtout Pothier, qui donnait le dernier état du droit français avant 1789 et dans les œuvres duquel les rédacteurs du Code civil avaient en grande partie puisé leur instruction juridique; puis les ordonnances royales, telles que le *Code Louis* et les ordonnances inspirées par le chancelier d'Aguesseau, qui avaient préparé l'œuvre d'unité que décréta la Constituante et que réalisa le Consulat. On n'y mit ni parti pris ni précipitation. Un premier projet fut envoyé au Tribunal de cassation (1) et aux tribunaux d'appel; toutes leurs observations furent présentées à la section de législation du Conseil d'État, rapportées et discutées en présence des commissaires rapporteurs.

Fig. 127. — Portalis (Jean-Étienne-Marie, comte de), ministre des cultes (1807). D'après le portrait du musée de Versailles.

Si l'on examine au point de vue historique notre législation civile et

(1) Il ne prit le nom de Cour de cassation que dans la constitution de l'an XII.

qu'on cherche l'esprit qui a présidé à sa rédaction, on n'y trouvera point, quoi qu'on en ait dit, le mépris du passé.

Le sentiment contraire est même ce qui domine dans l'admirable *Discours préliminaire,* où Portalis, exposant les principes qui ont dirigé les travaux des nouveaux législateurs, montre qu'ils ont été non moins soucieux de conserver ce que le temps a consacré, que d'ouvrir la voie aux améliorations nécessaires. Le Code civil abolissait bien le droit nobiliaire, mais il ne rompait pas avec les règles de notre ancien droit, qui était appliqué à toute la nation. On oublie trop que le Code civil venait après la Révolution, qu'il eut à détruire beaucoup d'innovations dangereuses ou faites à la légère, et qu'il fut, sur bien des points, un retour à la législation antérieure à 1789 (1).

« Au lieu de changer les lois, dit Portalis, il est presque toujours plus utile de présenter aux citoyens de nouveaux motifs de les aimer. Dans le nombre de nos coutumes, il en est, sans doute, qui portent l'empreinte de notre première barbarie ; mais il en est aussi qui font honneur à la sagesse de nos pères, qui ont formé le caractère national, et qui sont dignes des meilleurs temps. Nous n'avons renoncé qu'à celles dont l'esprit a disparu devant un autre esprit, dont la lettre n'est qu'une source journalière de controverses interminables, et qui répugnent autant à la raison qu'à nos mœurs...

« Nous avons respecté, dans les lois publiées dans nos assemblées nationales sur les matières civiles, toutes celles qui sont liées aux grands changements opérés dans l'ordre politique, ou qui par elles-mêmes nous ont paru évidemment préférables à des institutions usées et défectueuses. Il faut changer, quand la plus funeste de toutes les innovations serait, pour ainsi dire, de ne pas innover. On ne doit point céder à des préventions aveugles. Tout ce qui est ancien a été nouveau. L'essentiel est d'imprimer aux institutions nouvelles ce caractère de permanence et de stabilité qui puisse leur garantir le droit de devenir anciennes. Nous avons fait, s'il est permis de s'exprimer ainsi, une transaction entre le droit écrit et les coutumes, toutes les fois qu'il nous a été possible de concilier leurs dispositions ou de les modifier les unes par les autres, sans rompre l'unité du système et sans choquer l'esprit général. Il est utile de conserver tout ce qu'il n'est pas nécessaire de détruire : les lois doivent ménager les habitudes, quand

(1) Nous n'en donnerons qu'un exemple. On a surtout reproché au Code civil d'avoir restreint la liberté de tester du père de famille et d'avoir décidé le partage égal entre les héritiers. C'est là, dit-on, une preuve de plus de cette malheureuse tendance de l'esprit révolutionnaire à faire table rase de la tradition et à subordonner la liberté du citoyen et les avantages pratiques à des principes absolus d'une égalité à laquelle on sacrifie tout. Les inconvénients du partage sont surtout sensibles aujourd'hui pour la propriété industrielle. Mais ce n'est pas à ce point de vue que se placent les adversaires du Code civil, et d'ailleurs, au moment où il fut promulgué, on ne pouvait prévoir quel serait le développement rapide de l'industrie française. Sans examiner si cette égalité de partage est bonne ou mauvaise en elle-même, il est juste de remarquer : 1° que les règles du Code civil sur ce point furent, au contraire, une réaction en faveur de la liberté du testateur, puisqu'elles lui rendaient dans une grande mesure la faculté de disposer de ses biens que la Convention lui avait complètement enlevée ; 2° que le droit des enfants à hériter de leur père et l'égalité de partage entre les héritiers était la règle de l'ancien droit français pour la très grande majorité de la nation. Plusieurs coutumes, et de celles dont la juridiction était la plus étendue, la coutume de Normandie, par exemple, se montraient plus rigoureuses sur ce point que le Code civil.

ces habitudes ne sont pas des vices. On raisonne trop souvent comme si le genre humain finissait et commençait à chaque instant, sans aucun ordre de communication entre une génération et celle qui la remplace. Les générations, en se succédant, se mêlent, s'entrelacent et se confondent. Un législateur isolerait ses institutions de tout ce qui peut les naturaliser sur la terre, s'il n'observait avec soin les rapports naturels qui lient toujours, plus ou moins, le présent au passé et l'avenir au présent, et qui font qu'un peuple, à moins qu'il ne soit exterminé ou qu'il ne tombe dans une dégradation pire que l'anéantissement, ne cesse jamais, jusqu'à un certain point, de se ressembler à lui-même. »

Fig. 128. — Plan de la route du Simplon construite par les Français de 1800 à 1807.

Mais, malgré la variété de ces sources, le Code civil n'est pas une compilation. C'est une composition qu'il faut y voir. « Un conseil de sages, enhardis par un héros, profita, dit Sainte-Beuve, du moment décisif où la nation, profondément remuée, se trouvait tout à coup replacée sous un meilleur génie et associait la vigueur d'un nouveau peuple à la maturité d'un peuple ancien. »

Le nouveau Code civil reçut plus tard le nom de Code Napoléon, et la postérité a confirmé ce titre. Non seulement l'impulsion générale venait de Napoléon, mais aucun jurisconsulte de profession ne prit plus de part à sa rédaction même. Sur cent neuf séances de discussion (1) au

(1) Les minutes de ces discussions, avec des notes manuscrites de Cambacérès et de Bonaparte, monument unique dans ce genre, ont été brûlées par la Commune.

Conseil d'État, plus de la moitié, cinquante-sept, furent présidées par Bonaparte, les autres le furent par Cambacérès.

« C'est dans cette discussion du Code civil, rapporte Rœderer, que Bonaparte, étonné de la force, de la logique et de l'activité de pensée, de la profonde science de Tronchet, jurisconsulte octogénaire, l'étonne bien plus lui-même par la sagacité de son analyse, par le sentiment de justice qui lui fait chercher la règle applicable à chaque cas particulier; par ce respect pour l'utilité publique et pour la morale qui lui fait poursuivre les conséquences d'un principe de législation; par cette sagesse d'esprit qui, après l'examen des choses, lui laisse encore le besoin de connaître l'opinion des hommes de quelque autorité, les exemples de quelque poids, la législation actuelle sur le point en question, la législation ancienne, celle du code prussien, celle des Romains; les motifs et les effets de toutes. C'est dans cette discussion que le Conseil d'État se sentit partagé entre le respect dû à ce savant octogénaire, à ce sage esprit, en qui ne s'est affaiblie aucune faculté et d'où ne s'est échappée aucune portion de savoir, et l'admiration due à ce jeune législateur, qui, malgré sa jeunesse, affronte les points les plus ardus de la législation. On le voit assidu à toutes les séances; les tenant cinq à six heures de suite; parlant, avant et après, des objets qui les ont remplies; toujours revenant à deux questions : *Cela est-il juste? Cela est-il utile?* examinant chaque question en elle-même sous ces deux rapports, après l'avoir divisée par la plus exacte analyse et la plus déliée; interrogeant ensuite les grandes autorités des temps, l'expérience; se faisant rendre compte de la jurisprudence ancienne, des lois de Louis XIV, du grand Frédéric (1). »

Insister plus longtemps sur le Code civil serait entrer dans l'histoire du droit. Disons seulement qu'il contient la plupart des dispositions de notre droit privé et règle surtout ce qui regarde l'état des personnes, la famille, le droit de propriété et le droit de créances. Les trente-sept lois qui forment les divers titres du Code civil furent promulguées séparément, du 14 ventôse an XI (5 mars 1803) au 24 ventôse an XII (15 mars 1804). La loi du 30 ventôse an XII (21 mars 1804) les réunit en un seul corps de loi et en une seule série de 2281 articles en y ajoutant l'article 530 (2).

Pendant que ces discussions mémorables avaient lieu au Tribunat et au Conseil d'État, un sénatus-consulte du 26 avril accordait une am-

(1) Les témoignages du duc de Broglie, qui fut auditeur au Conseil d'État sous l'Empire, donnent une idée beaucoup moins favorable de l'éloquence et de la lucidité d'esprit de Napoléon dans les réunions du Conseil. Sans opposer à la sévérité de ce jugement d'autres témoignages, il est juste de reconnaître qu'à cet égard l'Empereur de 1810 n'était plus le Consul de l'an IX.

(2) Voir Félix Berryat Saint-Prix, *Notes théoriques sur le Code civil*, t. I, p. 3 et 4.

nistie pleine et entière à tous les émigrés qui seraient rentrés avant le 1er vendémiaire an XI et prêteraient serment de fidélité au gouvernement. Il n'était fait d'exception que pour certaines catégories exactement déterminées, et encore le nombre total des exclus ne pourrait dépasser mille.

Fig. 129. — Atala. Tableau de Gautherot.

A voir tant de grands travaux législatifs qui assuraient l'avenir et les intérêts généraux du pays, on aurait compris que l'administration proprement dite se contentât de la besogne courante. Jamais, au contraire, elle ne fit davantage. Sans parler de nombreux règlements utiles, il y a peu de périodes de notre histoire où l'on ait plus fait pour les travaux publics.

Réunir les versants par des canaux ou des routes fut un des soins constants de Napoléon. Il avait ordonné la création de la route du Simplon dès qu'il eut fondé la République cisalpine. Après la paix de Lunéville, le général Turreau reçut l'ordre de

porter son quartier général à Domo d'Ossola, au pied du Simplon, pour surveiller les chantiers et aider les travailleurs avec ses soldats. Bientôt on y vit 30.000 ouvriers. Les travaux durèrent de 1801 à 1807. Il fallut construire six cent treize ponts, vingt maisons de refuge, huit galeries murées. La route du Mont-Cenis fut construite de 1802 à 1805, sous la direction de Fabroni. Deux hospices, succursales du Saint-Bernard, furent établis sur ces deux routes. La loi du 24 ventôse an IX (15 mars 1801) décrète la construction à Paris de trois ponts, qui furent : le pont des Arts (1802-1804), le pont de la Cité (1801-1804), entre l'île Saint-Louis et la Cité, le pont d'Austerlitz (1802-1807) (1). On commença à déblayer le quartier des Tuileries. L'hôtel de Brionne et les autres bâtiments trop voisins du palais disparurent. Les canaux de l'Ourcq, de Saint-Quentin, de Nantes à Brest sont entrepris. Le Premier Consul se rendit de sa personne à Saint-Quentin, pour décider entre les ingénieurs, qui étaient divisés d'opinion sur le tracé à suivre. Le canal de Saint-Quentin est le premier où l'on ait eu recours à un tunnel pour passer d'un versant à l'autre. De nombreux établissements militaires furent fondés à Alexandrie. Napoléon faisait travailler aux fortifications de Quiberon, de Belle-Isle, de l'île d'Yeu. Le fort Boyard était commencé d'après ses propres plans, de grands travaux entrepris à Cherbourg, à Anvers. Il projetait de fonder, à l'exemple des Romains, des colonies militaires en Italie et sur les bords du Rhin, en distribuant aux vétérans des terres prises sur le domaine national. Pour prévenir de nouveaux troubles en Bretagne, il voulait y construire de nouvelles villes, y ouvrir de nouvelles routes, établir aux principaux passages des montagnes ou des forêts, des tours surmontées d'une pièce d'artillerie montée sur pivot. Ces tours pourraient contenir une garnison d'une cinquantaine d'hommes et servir d'appui aux colonnes mobiles.

La nation s'associait à l'activité de son gouvernement : les arts, qui, nous l'avons vu, s'étaient soutenus pendant le Directoire, continuaient à produire des œuvres dont plusieurs marquent dans l'École française. Pour ne parler que de la peinture, Guérin exposait *Phèdre et Hippolyte* (1802); Gros, *Sapho à Leucade* et le portrait équestre du Premier Consul; Girodet, le *Fingal* aujourd'hui à Munich (1802); Gautherot, *Le Convoi d'Atala* (1802); Hennequin, *Les Remords d'Oreste*. David faisait, en l'an VIII, une exposition particulière du tableau des *Sabines*, qui lui rapportait plus de 56.000 francs.

Les sciences sont dans tout leur éclat et la littérature devient plus sérieuse et plus élevée.

(1) Le pont des Arts est le premier en date des ponts de fer de Paris. Le second fut le pont d'Austerlitz; mais on fut obligé de le reconstruire en pierre en 1854.

Le Premier Consul et M^me^ Bonaparte visitant la manufacture des frères Sevenne, à Rouen. D'après le dessin à la sépia d'Isabey. Musée de Versailles.

Laplace poursuivait la publication de sa *Mécanique céleste;* Cuvier, de ses *Leçons d'anatomie comparée.* En 1800 paraissaient les *Recherches sur la vie et la mort,* de Bichat, et l'ouvrage de M^me^ de Staël, *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales;* en 1801, l'*Atala* de Chateaubriand, publié dans le

Fig. 130. — René-Just Haüy, professeur au Muséum d'histoire naturelle. Dessin et gravure de Debucourt.

Mercure de France, l'*Idéologie* de Destutt de Tracy, le *Traité de minéralogie* de Haüy, les *Recherches sur les lois de l'affinité,* de Berthollet.

L'année de la paix d'Amiens était marquée par les travaux philosophiques de Cabanis (*Rapports du physique et du moral*), ceux de Maine de Biran, ceux de M. de Bonald. Geoffroy Saint-Hilaire, revenu d'Égypte, prépare son catalogue des mammifères du Muséum. Le marquis de Saint-Simon, le réformateur social, publie son premier ouvrage, *Lettres d'un habitant de Genève à ses contemporains.* Charles Nodier débute par *Stella et les Proscrits,* M^me^ de Staël affirme son talent dans un

genre nouveau pour elle, le roman *Delphine;* mais l'attention publique est surtout occupée de Chateaubriand et de son *Génie du Christianisme*, qui associe son nom à celui du Premier Consul dans l'œuvre de la restauration de la religion en France.

Tels sont les principaux traits de cette organisation de la France, qui reste le plus solide des titres de Napoléon à l'admiration des siècles. Les années incomparables du gouvernement consulaire semblaient ouvrir à notre pays une carrière indéfinie de gloire et de prospérité, dans la modération et la force. Heureux temps où le pouvoir était tout-puissant sans que la nation fût opprimée ou servile, où les serviteurs de l'État obéissaient librement à leur chef par une admiration raisonnée! Ces mêmes conseillers d'État qu'on a accusés d'avoir exécuté aveuglément le mot d'ordre du Consul, « sont ces mêmes hommes, dit Ségur, qui, bientôt après, lorsqu'on proposa l'empire à leurs votes écrits et signés, répondirent les uns par le vœu du maintien de la république, les autres par celui d'une monarchie parlementaire. » Jamais chef ne fut plus volontairement suivi.

« Une preuve de son ascendant, dit Rœderer, c'est la réserve et même le respect que lui témoignent, dans toutes leurs relations, les hommes qui ont vécu avec lui dans la plus étroite familiarité, ses compagnons d'armes, ses premiers lieutenants; et ce respect n'a rien de contraint, il est naturel : s'il parle, on l'écoute, parce qu'il parle en homme instruit, en homme supérieur; s'il se tait, on respecte son silence même. Nul n'osera interrompre son silence avec indiscrétion, non que l'on craigne un moment de mauvaise humeur, mais uniquement parce qu'on sent qu'il existe, pour ainsi dire, entre lui et soi une grande pensée qui l'occupe et le défend d'une approche familière. »

Nous aurons assez de fautes et de malheurs à déplorer dans la suite de cette histoire. Ne marchandons pas notre admiration à cette période glorieuse, ne regrettons pas de nous être arrêtés sur cette belle figure du Premier Consul, qui nous apparaît tel que l'a dépeint le poète,

Grave et serein avec un éclair dans les yeux.

Napoléon nommé empereur. D'après Applani.

CHAPITRE SIXIÈME.

LE CONSULAT A VIE.

CONSTITUTION DE L'AN X. — RUPTURE DE LA PAIX D'AMIENS. — CONSPIRATION DE GEORGES. — ÉTABLISSEMENT DE L'EMPIRE.

Au milieu de cette gloire, il y avait dans la situation politique, comme dans le caractère du chef que la France avait accepté, des dangers contre lesquels il aurait fallu se prémunir. Napoléon lui-même semblait en avoir conscience, et, dans un accès imprévu de mélancolie qui rappelait les tristesses de ses jeunes années, il disait à Stanislas de Girardin, dans le parc d'Ermenonville, près du tombeau de Jean-Jacques Rousseau : « Il eût mieux valu que cet homme n'eût jamais existé. — Et pourquoi, citoyen Consul? — C'est lui qui a préparé la Révolution. — Je croyais que ce n'était pas à vous à vous plaindre de la Révolution? — Eh bien, l'avenir apprendra s'il ne valait pas mieux pour le repos de la terre que Rousseau ni moi n'eussions jamais existé. » Il aurait été digne du Premier Consul de savoir résister à ses propres impulsions et même à

l'entraînement de la France. Mais, dans l'essor de sa pensée, il ne voulait pas compter avec le temps; il s'irritait trop facilement de toute opposition, même lorsqu'une simple susceptibilité personnelle était en jeu.

Sans doute l'opposition qu'il rencontra fut souvent mesquine, méticuleuse, contraire au sentiment du pays comme au bien de l'État, elle laissa passer sans protester des faits blâmables et se montra hostile à des actes qui méritaient une approbation complète. Mais elle fut parfois judicieuse et utile; elle pouvait surtout le devenir, et l'œuvre de Napoléon aurait été assurée. Si l'opposition avait conservé une action quelconque dans le gouvernement, elle eût pu faire plus tard entendre sa voix avec autorité, et il est probable qu'on n'aurait eu ni la guerre d'Espagne ni la campagne de Russie. Benjamin Constant avait donné déjà, au Tribunat, des modèles de discussion parlementaire ferme et modérée (1).

Cette opposition n'était pas assez importante pour entraver sérieusement la marche du gouvernement; la majorité, dans le Corps législatif, était des cinq sixièmes au moins, et, dans le Tribunat lui-même, elle était des deux tiers. Situation excellente pour un pouvoir quel qu'il soit : il y avait une opposition et elle était moins populaire que le gouvernement.

D'ailleurs, il semblait facile au Premier Consul d'oublier, au milieu de la gloire qui l'environnait, quelques attaques, fussent-elles frivoles ou indiscrètes. Mais Bonaparte n'était pas souverain de naissance; cela lui donnait, il est vrai, de grands avantages, surtout dans les circonstances où l'on se trouvait. Il en résultait cependant certaines habitudes d'esprit, certains traits de caractère qui lui rendaient l'exercice du gouvernement moins aisé, et il n'avait pas, comme César, la longue habitude des intrigues politiques des partis. Malgré sa connaissance des hommes, il lui manquait quelque chose pour la science du gouvernement. Il était porté à considérer toute attaque à son administration comme une attaque directe à sa personne et comme une manœuvre tendant à renverser le gouvernement lui-même. Il avait le tort plus grand encore de le dire : « Sachez, déclarait-il aux sénateurs, que je considérerai la nomination de Daunou comme une injure, et je n'en souffrirai jamais. » L'opposition des salons lui était particulièrement insupportable. Il ne voyait pas que par cette ombrageuse susceptibilité il semblait douter lui-même de la solidité de son pouvoir. « Pensez-vous, disait-il, et cela lorsqu'il n'était encore que consul, pensez-vous que je veuille me laisser insulter comme un roi ? »

(1) Laboulaye, *Benjamin Constant.*

Il croyait trop qu'un gouvernement n'obtient l'obéissance que par le point d'honneur, l'enthousiasme pour la patrie, la crainte du châtiment, la vanité ou l'intérêt. Il ne sentait pas assez qu'un gouvernement s'impose aussi et se fait obéir par l'opinion qu'on a de la légitimité de celui qui commande. Ce n'était pas qu'il ne considérât ce sentiment comme un des fondements les plus solides de l'autorité. Au fond, même lorsqu'il fut empereur, ce parvenu prodigieux n'avait pas assez le sentiment dynastique. Nul cependant n'avait davantage le droit de répéter avec Voltaire :

Le premier qui fut roi, fut un soldat heureux.

La servilité, nous l'avons dit, n'était pas générale; elle existait pourtant, mais elle ne se rencontrait pas toujours seule, là où l'on croirait tout d'abord la voir exclusivement. On ne voulait pas se compromettre par une opposition qu'on ne croyait pas vraiment utile à la France. M^me^ de Staël reconnaît elle-même qu'on regardait alors comme un jacobin quiconque résistait à Bonaparte, et que la bonne compagnie se retirait de vous en même temps que la faveur du gouvernement.

Elle en fit bientôt l'expérience. Son ami Benjamin Constant hésitait à donner, au Tribunat, le signal de l'opposition formelle, et lui disait : « Voilà votre salon rempli de personnes qui vous plaisent : si je parle, demain il sera désert; pensez-y. — N'importe, répondit-elle, il faut suivre sa conviction. » Le jour où le discours fut prononcé, « je devais, dit-elle, réunir chez moi plusieurs personnes dont la société me plaisait beaucoup, mais qui tenaient toutes au gouvernement nouveau. Je reçus dix billets d'excuses à cinq heures; je supportai assez bien le premier et le second, mais à mesure que ces billets se succédaient, je commençai à me troubler ».

Quoique l'opposition du Tribunat ne fût pas vraiment dangereuse, Napoléon n'hésita pas, pour s'en débarrasser, à porter une atteinte indirecte à la constitution de l'an VIII. On sait que le Tribunat se renouvelait tous les ans par cinquième (1). Que la désignation des membres sortants dût être faite par le sort, cela était si naturel que la Constitution ne l'avait pas même indiqué. Napoléon, sur le conseil de Cambacérès, profita de ce silence du texte pour faire désigner par le Sénat, au scrutin, non pas les membres que Napoléon voulait écarter (on n'aurait pas osé), mais les membres qui devaient continuer à faire partie de l'assemblée, ce qui revenait exactement au même. Parmi les

(1) Le premier renouvellement devait avoir lieu seulement en l'an X (art. 38).

vingt tribuns éliminés en vertu du sénatus-consulte du 12 mars 1801, se trouvaient J. Chénier, Ginguené, Chazal, Bailleul, Courtois, Ganilh, Daunou, Benjamin Constant, Andrieux. On employa un moyen analogue pour les soixante membres qui devaient quitter le Corps législatif.

Cependant les discussions que soulevèrent le Concordat et la Légion d'honneur, discussions postérieures au sénatus-consulte du 12 mars, et le grand nombre de voix qui souvent se réunirent contre les projets présentés par le gouvernement, montrèrent que, malgré cette mesure, l'opposition pouvait encore se faire entendre.

Le Tribunat avait partagé les sentiments de toute la France au sujet de la paix d'Amiens. L'article 29 de la constitution, tout en réservant l'initiative des lois à Bonaparte, permettait à tout tribun d'émettre des vœux législatifs. Le tribun Chabot demanda qu'il fût décerné au Premier Consul un témoignage éclatant de la reconnaissance nationale. Le Sénat délibéra sur ce vœu et un sénatus-consulte prorogea pour dix ans les pouvoirs du chef de la République (11 mai 1802). Ce n'était pas assez pour Bonaparte, qui déclara ne vouloir accepter cette décision qu'après avoir consulté la nation, à laquelle il posa la question suivante : « Bonaparte sera-t-il nommé consul à vie? » Les registres ouverts dans les municipalités portèrent 3.568.000 voix en faveur du Premier Consul, contre 8.374 opposants. Encouragé par le succès de son plébiscite et devenu plus indépendant envers le Sénat depuis qu'il tenait ses pouvoirs du peuple tout entier, Bonaparte proposa à cette assemblée un projet de constitution nouvelle, qui fut adopté sans modification.

Aux termes du *sénatus-consulte organique de la constitution de l'an VIII* (4 août 1802), plus connu sous le nom de *constitution de l'an X*, les assemblées du canton nommaient, sans condition de cens, à raison d'un électeur pour cinq cents votants, les membres des collèges d'arrondissement. Elles choisissaient aussi parmi les six cents propriétaires les plus imposés du département, et dans la proportion d'un électeur pour mille votants, les membres des collèges électoraux des départements. Ces électeurs étaient nommés à vie. Les assemblées du canton devaient se réunir seulement tous les ans pour remplacer les morts, les démissionnaires et les indignes. Pour chaque place vacante au Corps législatif, les collèges d'arrondissement et de département présentaient chacun deux candidats ; mais pour le Tribunat, les collèges d'arrondisse-

ment faisaient seuls ces présentations. C'était toujours le Sénat qui choisissait entre ces candidats. Chose qui montre bien l'état de l'opinion, ces collèges électoraux à vie parurent à la plupart une institution trop libérale, dangereuse même, et furent considérés comme une grande preuve de confiance et même de hardiesse de la part du gouvernement. Cependant celui-ci conservait la nomination des présidents.

Les trois Consuls étaient nommés à vie. Mais le Premier Consul continuait à avoir seul la véritable souveraineté. Outre les pouvoirs qu'il possédait déjà, il recevait le droit de grâce que la constitution de 1791 avait enlevé à la royauté ; il pouvait, seul, conclure des traités, sans avoir besoin du vote du Tribunat ou du Corps législatif et en se bornant à consulter un *conseil* privé, création dont la couleur monarchique n'échappait à personne. Il pouvait désigner son successeur. Le Sénat, qui était porté de quatre-vingts à cent-vingt membres, était le corps le plus important de l'État. Non seulement il nommait le Tribunat et le Corps législatif, mais, sur l'initiative des Consuls, il pouvait les dissoudre. Il pouvait aussi casser les jugements des tribunaux lorsqu'ils seraient attentatoires à la sûreté de l'État et suspendre au besoin la constitution dans un certain nombre de départements. Il avait même le pouvoir constituant, car, sur l'invitation des Consuls, il avait la mission de régler par des sénatus-consultes tout ce qui n'aurait pas été prévu par la constitution. Le Tribunat fut réduit à cinquante membres et divisé en trois sections. Selon la nature des lois à discuter, les projets étaient apportés à l'une de ces sections, qui les examinait, puis les discutait avec les membres de la section correspondante du Conseil d'État. On les présentait ensuite au Corps législatif. Le Conseil d'État était considéré comme un corps politique, et le nombre de ses membres porté à cinquante. A la tête de toute la magistrature dut être placé un grand juge, ayant la faculté de présider les tribunaux s'il le voulait, chargé de les surveiller et de les administrer. Il était ainsi ministre de la justice en même temps que magistrat.

La paix elle-même n'entravait pas l'accroissement de notre puissance politique et territoriale. C'est alors que le gouvernement réglait en Allemagne les indemnités convenues en principe au traité de Lunéville, annexait sans bruit le Piémont et essayait de replacer sous la domination française l'île de Saint-Domingue, la plus riche de nos colonies, au dix-huitième siècle.

Les indemnités germaniques devaient être déterminées par la Diète; mais l'empereur, malgré les territoires qu'il pouvait y gagner, cherchait à en ajourner le règlement, car il devait détruire au profit d'autres princes l'autonomie d'un grand nombre de ces villes impériales et de ces États ecclésiastiques, qui, en réalité, depuis le dix-huitième siècle, étaient entre ses mains. Bonaparte s'entendit alors, à

l'insu de l'Autriche, avec chacune des cours de l'Allemagne qui avaient droit à des indemnités et qui étaient hostiles à la Diète, dans laquelle dominait l'influence de l'empereur. Le partage fut fait en vue de ruiner la prépondérance autrichienne dans l'empire et de lui opposer celle de la Prusse, sans lui donner cependant une trop grande extension.

Les électeurs ecclésiastiques dont l'Autriche avait la voix dans le collège électoral et chez lesquels elle pouvait recruter des troupes furent supprimés. La noblesse immédiate, dont les contingents militaires étaient à sa disposition et qui défendaient ses intérêts dans toutes les parties de l'empire, fut sacrifiée. Une grande partie des principautés qui lui étaient dévouées furent supprimées, et la majorité fut déplacée au détriment des Hapsbourg. Bonaparte eut aussi soin de ménager à la France un parti puissant dans l'alliance des États secondaires, tels que la Bavière, le Wurtemberg, Bade. Ils reçurent pour la plupart des indemnités bien supérieures à ce qu'ils avaient perdu. Il en fut de même de la Prusse. Un seul électorat ecclésiastique était maintenu, et transféré à Ratisbonne, en faveur de l'électeur de Mayence, le prince de Dalberg, qui recevait le titre de Primat de Germanie. On établit quatre électorats nouveaux, Wurtemberg, Bade, Hesse-Cassel, Salzbourg, ce dernier, en faveur du duc de Toscane dépossédé. La diète devait siéger à Ratisbonne, une des huit villes libres conservées.

Bonaparte, poursuivant ses projets d'alliance intime avec la Russie, avait invité le nouveau czar à intervenir dans ces sécularisations. Depuis un siècle, la Russie cherchait à s'immiscer dans les affaires germaniques. Elle accueillit avec empressement cette occasion inespérée d'atteindre ce résultat sans avoir vaincu ni même combattu. Les ambassadeurs français et russe présentèrent à la diète de Ratisbonne un plan d'indemnités qu'elle n'eut plus qu'à accepter (mars-août 1803). Mais bien des gens trouvèrent que le Premier Consul avait fait une faute en introduisant la Russie dans les affaires d'Occident. De plus, le gouvernement français s'était rendu coupable ou complice de beaucoup d'injustices, envers les petits princes surtout, et un historien a pu dire avec quelque raison que l'Allemagne fut mise à l'encan dans les bureaux de notre ministère des relations extérieures, que Talleyrand dirigeait. Au lieu de 517 États que comptait l'Allemagne en 1789, il n'y en eut plus que 147. Ce nombre devait être réduit à 31, par suite de l'établissement de la Confédération du Rhin (1806).

Un arrêté du 11 septembre 1802 divisait le Piémont en six départements et le soumettait à l'administration française. En exécution des conventions remontant au traité de Lunéville, les États de Parme avaient été réunis à la France lors de la mort du duc régnant. Cette influence croissante que nous exercions en Italie entretenait l'irritation de l'Au-

Fig. 131. — Les nègres à Saint-Domingue. Jayler. D'après Géricault.

triche : « Comment, écrivait Philippe de Kobentzel dans une dépêche du 18 février 1802, comment ce qui reste en Italie d'étranger à la France peut-il espérer d'échapper à sa domination? Où s'arrêtera donc ce torrent plus rapide et plus dévastateur dans la paix que dans la guerre? »

Bonaparte, grâce à la paix maritime, pouvait aussi s'occuper de nos colonies. Richepanse fut envoyé à la Guadeloupe, et, sur les instances des colons que la révolte des noirs avait dépouillés et chassés, une grande expédition fut préparée contre Saint-Domingue (1).

(1) On a dit et répété que Bonaparte avait, par jalousie et désir de se débarrasser d'adversaires politiques, envoyé, comme dans un lointain exil, les héros de l'armée du Rhin. On oublie que, lorsque

La Constituante n'avait pas réglé le sort des hommes de couleur aux colonies. Elle avait laissé aux blancs la liberté d'appliquer le code noir ou d'y renoncer. L'Assemblée législative rendit, le 16 octobre 1791, un décret qui déclarait libre tout esclave qui débarquerait sur le sol français, et, le 28 avril 1792, elle accorda même le droit électoral aux nègres libres et aux mulâtres. Enfin, sur la proposition de l'abbé Grégoire, la Convention avait reconnu à tous les noirs sans distinction la liberté et les droits politiques, complétant ainsi un décret de 1792 qui avait aboli la prime d'encouragement qui (chose qu'on à peine a croire) avait été accordée pour la traite des noirs. Ces dispositions étaient excellentes, mais trop brusques peut-être. Il aurait fallu indemniser dans une certaine mesure les possesseurs d'esclaves. Sans doute cette indemnité ne devait pas être la représentation d'une propriété, nulle dans son principe, mais le dédommagement de dépenses faites de bonne foi sous la tolérance du législateur. Des luttes s'élevèrent dans nos colonies, aux Antilles et à la Réunion, entre les planteurs et les gens de couleur. Les blancs, fort inférieurs en nombre à leurs adversaires, appelèrent à eux les Anglais.

Un noir de Saint-Domingue, du nom de Toussaint, qu'on surnomma plus tard Louverture, parce qu'un commissaire de la Convention, Polverel, en apprenant que pour le rejoindre ce nègre avait dû passer à travers une masse d'ennemis, s'était écrié : « Cet homme-là fait donc ouverture partout! », Toussaint Louverture s'était mis à la tête des nègres révoltés. C'était un homme supérieur, qui aimait à s'appeler le Bonaparte des noirs. Soutenu par le chef des mulâtres, Rigaud, qui occupait le sud de l'île, il en chassa les Anglais. Ceux-ci perdirent plus de 100 millions et de 40.000 hommes à la défense de quelques places. Les Français étaient plus respectés, mais aussi mal vus que les Anglais. Le général Hédouville, envoyé par le Directoire, fut même obligé de se rembarquer et laissa ses pouvoirs à Rigaud. La guerre éclata bientôt entre noirs et mulâtres, et Rigaud, vaincu, se retira en France. Appuyé par le Premier Consul, qui avait reconnu, après le 18 brumaire, la liberté des noirs et leur égalité avec les blancs, Toussaint Louverture rétablit l'ordre dans la colonie, protégea les blancs, distribua aux siens les terres que la guerre civile avait laissées sans maîtres et les obligea à travailler.

ces expéditions furent formées, la paix semblait devoir être générale et solide. La guerre lointaine paraissait être la seule chance qui restait aux militaires de se distinguer, et on demandait comme une faveur de faire partie de ces expéditions coloniales.

Il s'empara de la partie espagnole de l'île et donna même à Saint-Domingue une constitution aux termes de laquelle il était nommé gouverneur à vie (juillet 1801). Bonaparte ne consentit pas à reconnaître cette déclaration d'indépendance et, avant même que la paix avec l'Angleterre fût définitivement signée, il envoya pour soumettre l'île 22.000 hommes sous le général Leclerc, son beau-frère, l'époux de la belle Pauline Bonaparte, qui l'accompagna dans son expédition. Leclerc emmenait avec lui les deux fils de Toussaint, élevés en France. Les négociations qu'il commença par leur entremise n'aboutirent pas. Le second passa même dans le camp de son père. Mais Toussaint, vaincu dans plusieurs combats, fut obligé de faire sa soumission ainsi que ses lieutenants, Christophe et Dessalines.

Fig. 132. — Toussaint Louverture.

Toussaint s'était retiré dans ses domaines. Il comptait sur la fièvre jaune pour décimer l'armée française. C'est alors que Napoléon promulgua une loi odieuse, qui fut en même temps une faute politique très grave et la véritable cause de la perte de Saint-Domingue. Les noirs ne s'étaient soumis que sur la promesse que leur liberté serait respectée, lorsqu'ils apprirent que le Premier Consul avait porté une loi qui rétablissait l'esclavage dans les colonies françaises (30 floréal an X — 20 mai 1802). C'était provoquer une nouvelle révolte et exciter les nègres à faire à leur tour appel aux Anglais, qu'ils avaient jusque-là si bravement combattus. Toussaint Louverture sort de sa retraite et rassemble bientôt une armée. Les Français, décimés par la fièvre et pouvant à peine se diriger dans un pays accidenté et mal connu, s'épuisent à se maintenir dans leurs positions. Leclerc ne réussit à se débarrasser de Toussaint Louverture que par trahison. Sous le prétexte d'une entrevue, il le fit venir à bord de son vaisseau et l'envoya prisonnier en France, où le froid, l'inaction, le manque d'espace ne tardèrent pas à avoir raison de sa constitution

robuste : il mourut au fort de Joux, en 1803. « En me renversant, disait-il, on n'a abattu que le tronc de la liberté des noirs; il repoussera par les racines. »

Cette prédiction se réalisait au moment même de sa mort. Leclerc avait été emporté par la fièvre jaune, le 14 juillet 1802. Rochambeau, qui lui succéda (c'était le fils du général de la guerre d'Amérique), fut forcé de capituler entre les mains de Dessalines, l'année suivante. La paix d'Amiens venait d'être rompue et lui enlevait tout espoir de recevoir des renforts.

La rupture de la paix d'Amiens marquant le début de cette lutte inexorable et sans trêve, qui ne devait finir que par la ruine complète d'un des deux combattants, il importe d'en déterminer le caractère et l'origine.

La principale, peut-être, de ces causes fut la révolution sociale et économique qui s'accomplissait en Angleterre depuis le commencement du dix-huitième siècle, cause à laquelle on n'a pas toujours donné sa véritable importance. Car il ne s'agit pas là d'une suite de faits éclatants ou de quelque tragédie sanglante qui frappe l'imagination et se fixe dans le souvenir, mais de transformations graduelles.

L'Angleterre présente cette évolution à peu près unique dans l'histoire moderne d'une société qui, s'étant développée dans le sens démocratique, redevient ensuite une aristocratie (1). On a peine à croire que l'Angleterre était encore, au milieu du dix-septième siècle, un pays essentiellement pastoral et agricole, que l'industrie y était presque nulle, les voies de communications rares et difficiles (2) et la propriété très divisée. C'est cette classe de petits propriétaires qui fait alors le fond de la nation anglaise et c'est d'elle que sort la classe dirigeante, la *gentry*, qui domine le gouvernement.

La gentry est une classe privilégiée, mais c'est la richesse foncière qui fonde le privilège et elle est ouverte à tous : la gentry n'a donc rien de féodal, elle absorbe l'ancienne noblesse, et les pairs n'y ont qu'un droit de préséance. Mais la gentry, comme la noblesse plébéienne de Rome, voulut, lorsqu'elle se sentit forte, se séparer du reste du peuple, et, au lieu d'une classe ouverte, incessamment recrutée par l'accession de la classe moyenne qui s'élève, elle va constituer l'aristocratie la plus hautaine, la plus fortement unie de l'Europe, celle qui va lutter avec acharnement contre la Révolution française.

La propriété étant très divisée et ne laissant en dehors d'elle que les misérables,

(1) Voir la lecture faite à l'Académie des sciences morales et politiques par M. Boutmy (numéro d'août-septembre 1886), *La Révolution industrielle et agraire en Angleterre au dix-huitième siècle.*

(2) Le premier canal de l'Angleterre date de 1755.

la possession de la terre donnait seule une place dans la société ; ce sont les propriétaires qui sont administrateurs et juges, ce sont les propriétaires qui seuls forment les collèges électoraux. La gentry fera tous ses efforts pour être seule propriétaire, surtout lorsque, vers le milieu du second tiers du dix-huitième siècle, la Chambre des Communes tendra à devenir la principale force du gouvernement. Pour faire de ses sièges à la Chambre de véritables monopoles, elle évincera des campagnes tous les petits propriétaires, par intimidation, séduction, quelquefois injustice ouverte. C'est ainsi qu'agissait la Noblesse romaine. C'est ainsi qui qu'avaient fait les Eupatrides d'Athènes avant Solon.

Cette révolution est favorisée par le développement prodigieux du commerce anglais et par les inventions mécaniques qui viennent, à la fin du dix-huitième siècle, donner à l'industrie une impulsion extraordinaire. La gentry fait tous ses efforts pour rejeter de ce côté le reste du peuple. Et le petit propriétaire, écrasé par son puissant voisin, incapable de lutter, avec des capitaux insignifiants et un outillage inférieur, contre les moyens perfectionnés de culture employés sur de vastes étendues de terrain, émigre vers les villes ou devient simple manouvrier, après avoir vendu son bien, qui lui est, du reste, en général largement payé. Des villages entiers sont détruits et remplacés par des parcs. L'autonomie des paroisses qui pouvaient faire obstacle à la toute-puissance des grands propriétaires tend à disparaître. Au moment où éclate la Révolution française, cette transformation n'est pas encore arrivée à son plein développement, mais elle est déjà très avancée, et la population industrielle représente plus de la moitié, les deux tiers peut-être, de la population totale de la Grande-Bretagne. Mais « cette race d'hommes supplémentaires », comme les appelait Robert Peel, ne comptait pas plus dans le gouvernement anglais que les plébéiens aux premiers siècles de la république romaine.

La gentry constitue à elle seule le peuple anglais ; c'est elle qui occupe toutes les places de quelque importance aussi bien dans l'armée que dans l'église anglaise, dans les colonies que dans la métropole. C'est elle qui absorbe tous les pouvoirs politiques. On a calculé qu'au commencement du dix-neuvième siècle sur six cent cinquante-huit membres de la Chambre des Communes, quatre cent quatre-vingt-sept étaient nommés virtuellement par les lords et les grands propriétaires. Les wighs et les torys, qui s'attaquent souvent avec tant de violence, n'étaient au fond que deux fractions d'un même parti.

On comprend quel retentissement durent avoir en Angleterre les principes de la Révolution française. Elle venait provoquer au delà du détroit des revendications d'égalité chez un peuple qui avait déjà sans doute le bienfait de la liberté politique, mais pour la plus grande partie duquel cette liberté n'était guère qu'une illusion. L'aristocratie le comprend, elle réveille la haine du peuple anglais contre l'ennemi traditionnel, et cette haine aveugle, dirigée par la haine non moins vive, mais calme et raisonnée, de l'aristocratie elle-même, va finir par triompher. Elle montre au peuple anglais que, grâce à sa position géographique, l'Angleterre a moins à souffrir de la guerre que tout autre pays et que cette guerre, heureusement terminée, outre les conquêtes qu'on pourra faire, aura pour résultat d'ouvrir à son commerce et à son industrie

un développement sans limite, une suprématie universelle. Or l'intérêt commercial et industriel est dès lors le principal souci de la majorité de la nation.

Que la guerre contre la France fût, surtout pour l'aristocratie anglaise, un moyen de défendre, contre toute innovation, la constitution qui consacrait ses privilèges et qu'elle pouvait d'ailleurs sincèrement unir dans son esprit avec la grandeur de l'Angleterre, des torys eux-mêmes l'ont reconnu et il n'y a pas à distinguer sur ce point entre les guerres de la Révolution et celles de l'Empire, car, si l'Empire n'était pas la liberté, il représentait la Révolution et la démocratie (1).

« Des théoriciens, dit Alison, ont cru que le gouvernement anglais, avant le grand changement de 1832, était un gouvernement mixte dans lequel la Couronne, la Noblesse et les Communes se faisaient contrepoids l'une à l'autre et se contrôlaient mutuellement. C'est une erreur ; ce gouvernement n'était en réalité qu'une aristocratie, avec un souverain chargé du pouvoir exécutif ; le tout déguisé sous les formes de la république... Pour dire la vérité, les motifs donnés par notre gouvernement n'étaient pas les seuls qui le déterminassent à faire la guerre. Il y avait en Angleterre même un danger qu'il redoutait bien plus que les conquêtes des républicains. Il ne craignait pas que l'étranger vînt s'emparer de notre pays ; ce qu'il craignait, c'était une révolution intérieure, et il sentait que cette révolution était imminente s'il ne se hâtait de rompre avec la France... L'esprit public était excité ; les passions démocratiques commençaient à s'agiter ; le désir du pouvoir, sous le nom de réforme, s'était répandu parmi les classes moyennes, et les institutions de notre pays étaient menacées d'un choc aussi violent que celui qui venait de bouleverser la monarchie en France. Le seul moyen qu'on eût d'éviter ce malheur était d'engager le pays dans une guerre étrangère ; elle réveillerait le sentiment de leur antique valeur ; elle leur ferait oublier ces réformes, ces innovations qu'ils commençaient à réclamer. »

La guerre était un moyen légal et pratique d'empêcher les communications entre les deux pays, et un membre du gouvernement, Jenkinson, depuis lord Liverpool (2), le déclarait nettement à la Chambre des Communes. Parlant de ceux qui attaquaient la constitution : « Ce parti, disait-il en substance, ne peut s'agiter et causer quelques troubles qu'en temps de paix : il faudra qu'il reste calme pendant la guerre. Dès qu'elle sera commencée, toute correspondance avec la France devra cesser, car elle serait un acte de trahison, puni comme tel par les lois ; les mécontents n'auront pour seule ressource que d'émigrer en France, au grand avantage de notre pays. »

Quant à la liberté des peuples, c'était un médiocre souci pour l'Angleterre. C'est en vain qu'on voudrait donner ce caractère même à son intervention en Espagne.

« Les ministres anglais, dit l'amiral Napier dans son histoire des guerres de la Péninsule, haïssant Napoléon parce qu'il était le champion de l'égalité, ne se souciaient point du tout que l'Espagne fût plus libre qu'auparavant. Ils voulaient bien se servir des cortès libérales pour abattre Napoléon... mais le parti aristocra-

(1) Les curieuses lettres de Richard Cobden écrites à l'occasion de la mort de Wellington, traduites dans le *Napoléon* de Kermoysan, 8e vol., contiennent plus d'un témoignage sur ce point.

(2) Celui qui mourut en 1828.

tique en Espagne ne tarda pas à s'apercevoir que la politique secrète de l'Angleterre n'était autre que la sienne ; elle allait même jusqu'à soutenir l'inquisition, prétendant ridiculement que ce n'était plus une chose mais un nom ». Aussi M^me^ de Staël, désabusée elle-même, disait-elle à Canning, en 1815 : « On trompe le peuple anglais, il ne sait pas qu'on l'emploie à priver les autres peuples de la liberté qu'il possède, à protéger l'intolérance envers ses frères en religion ; s'il le savait, il renierait ceux qui abusent de son nom. »

Il aurait été habile de la part de Bonaparte de se montrer d'autant plus modéré que les Anglais l'étaient moins. En effet, il lui fallait avant tout l'appui ou au moins la neutralité sincère du continent, pour pouvoir tourner tous ses efforts contre la grande île dont la tyrannie maritime indisposait d'ailleurs toutes les puissances. Cette modération lui était d'autant plus imposée qu'on le craignait davantage. Il ne nous paraît pas démontré que l'Europe monarchique ne se fût pas résignée assez à nous laisser définitivement les limites que nous avait données le traité de Lunéville, car ces accroissements, si importants qu'ils fussent, n'étaient pas hors de proportion avec les accroissements territoriaux que la Prusse, la Russie et l'Autriche elle-même avaient réalisés, soit dans la guerre de succession d'Espagne, soit aux dépens de la Pologne et de la Turquie pendant le dix-huitième siècle, alors que la France avait perdu son rôle prépondérant dans la politique européenne. Mais il fallait que le gouvernement français prouvât à l'Europe qu'il était bien décidé à s'en tenir là. C'était d'ailleurs la politique que réclamait la France, car partout régnait le plus vif désir de la paix. Il est intéressant de trouver ce sentiment jusque dans les chefs même de l'armée, durant toute la série de ces longues guerres de la Révolution. Carnot lui-même n'avait été à aucune époque de sa vie ami de la guerre. Il déplorait ses excès, même lorsque, jeune officier du génie, il ne pouvait attendre que d'elle sa fortune. Il n'en avait pas moins « organisé la victoire dans une guerre juste et vraiment nationale (1) ». Moreau, en marchant sur Vienne, voulait « conquérir la paix ». Malheureusement Napoléon se laissa entraîner par une ambition que les circonstances et la conduite de l'Angleterre excusent. « C'est sur les fondements de votre tyrannie, disait Byron à la Chambre des Lords (2), que Napoléon espère bâtir la sienne. »

La paix d'Amiens n'avait été, pour une grande partie de l'aristocratie, qu'un traité « accepté à regret, et sous forme d'épreuve », comme le disait lord Hawkesbury. La Trinité et Ceylan, c'était bien peu pour prix d'une lutte acharnée de dix ans et une dette de qua-

(1) Voir le discours prononcé à Magdebourg sur la tombe de Carnot, en 1871, par M. A. Peyre, officier du génie. Ce fut à la suite d'une cérémonie religieuse, célébrée en mémoire de nos officiers et soldats français morts en captivité, que M. Peyre prit la parole au nom de ses compagnons d'armes internés dans cette ville, où Carnot était mort exilé en 1823. — *Moniteur* du 1^er^ avril 1871.

(2) Séance du 21 avril 1812.

torze milliards ; c'était peu surtout pour compenser les accroissements de la France. Or la paix même ne les avait pas arrêtés. Sans parler de la réunion du Piémont et de Parme, sa suprématie politique s'était affermie sur l'Italie, la Hollande, sur l'Allemagne, même par le recez de 1803, et enfin sur la Suisse.

En vertu du traité de Lunéville nous avions retiré nos troupes de la Suisse. Mais des discordes sanglantes n'avaient pas tardé à éclater entre ceux qui voulaient maintenir la constitution unitaire de la République helvétique fondée par le Directoire et ceux qui voulaient rétablir la confédération avec les anciennes inégalités politiques. Le Premier Consul, malgré les efforts de l'Angleterre, intervint comme médiateur et y envoya des troupes. Une consulte de cinquante-six députés réunis à Paris rédigea, sous l'inspiration de Bonaparte, une constitution fort sage, conforme à la justice comme à la configuration du sol de la Suisse et à ses traditions. « La nature, dit-il, a fait votre État fédératif ; ce qu'il vous faut, c'est l'égalité des droits entre vos cantons, une renonciation à leurs privilèges de la part des familles patriciennes, une organisation fédérative où chaque canton se trouve gouverné suivant sa langue, sa religion, ses mœurs, son intérêt et ses opinions. » Un traité d'alliance défensive replaça la Suisse sous la protection de la France. Les anciennes conventions militaires furent renouvelées et 16.000 Suisses entrèrent dans l'armée française.

Ce n'était pas cependant la puissance continentale de la France qui excitait le plus les colères de la Grande-Bretagne. Notre marine renaissait avec une rapidité incroyable ; nos colonies recouvraient leur ancienne prospérité. L'amiral Linois et le général Decaen partaient pour l'île de France et l'Inde. Le colonel Sébastiani était chargé d'une mission dans le Levant pour y rétablir partout l'influence française. Il allait aux îles Ioniennes, à Tunis, à Tripoli, en Égypte, où les Anglais n'avaient pas encore évacué Alexandrie ; en Syrie, où il commençait à remettre les chrétiens sous la protection française. L'expédition de Saint-Domingue avait été un témoignage imposant de notre renaissance maritime. Vainement le ministre Addington, tory lui-même, comparait ceux qui demandaient ainsi la guerre contre la France, sans aucun souci de l'humanité ou de la justice, « à une meute de chiens sanguinaires ». Vainement Fox disait-il : « La puissance de la France est sans doute plus grande que je ne le souhaiterais, mais ce n'est pas un motif pour rallumer la guerre, qui,

je l'affirme, n'est pas le cri réel du peuple anglais, mais une clameur provoquée et entretenue par la coalition des grands seigneurs, de journalistes et d'agioteurs. » La guerre fut virtuellement décidée.

En réalité, la paix n'avait jamais été observée par l'Angleterre.

Fig. 133. — Le maréchal comte Sébastiani. Peint par Winterhalter. Musée de Versailles.

Au mépris des stipulations, elle maintenait des garnisons à Malte, à Gorée, au Cap, tandis que Napoléon avait rappelé ses troupes des provinces du Portugal occupées depuis le traité de Badajoz. Elle s'attardait le plus qu'elle pouvait en Égypte, et lorsque Sébastiani s'était rendu à Alexandrie, le général Stuart, par les propos qu'il avait répandus dans la population musulmane, avait cherché à le faire assassiner. Des pamphlets, composés en anglais et en français par des émigrés, répandaient sans cesse contre le gouvernement français des calomnies

aussi odieuses qu'absurdes, mais qui n'en faisaient pas moins leur chemin. Des agents royalistes venaient sur des bâtiments anglais en jeter des ballots sur les côtes de Bretagne pour réveiller la guerre civile. Enfin, l'Angleterre était restée un foyer permanent de conspirations contre le Premier Consul.

La rupture éclata à l'occasion de Malte, que l'Angleterre refusait d'évacuer. C'était, disait lord Withworth, ambassadeur à Paris, une compensation bien modeste pour les conquêtes faites par la France en pleine paix. « J'aimerais mieux, dit Bonaparte à Withworth dans un entretien resté justement célèbre, du 18 février 1803, j'aimerais mieux vous voir en possession des hauteurs de Montmartre que de l'île de Malte. Voulez-vous la paix ou la guerre? si vous voulez la guerre, il n'y a qu'à le dire, nous la ferons avec acharnement jusqu'à la ruine d'une des deux nations. » Il ajouta cependant qu'au point de gloire où il était parvenu, heureux, paisible et puissant, il n'avait aucun intérêt à la guerre, et, revenant à ses projets de 1802 par un aveu hardi : « C'est une étrange témérité qu'une descente en Angleterre. Eh bien, cette témérité, Mylord, je suis résolu à la tenter. Mais pourquoi ne pas nous entendre? Si vous êtes maîtres de la mer, je le suis de la terre ; tout est possible, dans l'intérêt de l'humanité et de notre double puissance, à la France et à l'Angleterre réunies. » L'ambassadeur fut fort troublé d'un pareil langage.

Cependant, le Corps législatif devait s'ouvrir deux jours après (20 février), et le Premier Consul devait y présenter, suivant l'usage, un exposé de la situation de la République. Dans le passage relatif à nos rapports avec l'Angleterre, dont on ne pouvait se dispenser de parler, se trouvait ce passage : « Le gouvernement le dit avec un juste orgueil, seule, l'Angleterre ne saurait aujourd'hui lutter contre la France. » Cette phrase opportune retentit au delà du détroit comme un défi. Elle y excita l'indignation générale et favorisa la politique des torys. Le 8 mars 1803, Georges III adressa un message au Parlement pour demander des subsides, sous prétexte de répondre aux préparatifs de guerre de la France. Cette allégation était fausse et le cabinet anglais le savait. « La France, disait Bonaparte, tenait à honneur d'être

prise au dépourvu. » Même après le message royal, il demanda simplement que Malte fût remise à l'empereur de Russie, Alexandre, qui consentait à en être dépositaire. L'Angleterre refusa. Le 17 mai, lord Withworth et le général Andréossy demandaient leurs passeports ; le 22, la paix était rompue. Avant que cette rupture ne fût officiellement notifiée, l'amirauté britannique avait lancé ses escadres sur toutes les mers à la poursuite des vaisseaux français, qui naviguaient tranquillement sur la foi des traités. Plus de douze cents bâtiments avaient été pris avec leurs passagers, les pertes s'élevèrent à 200 millions. Pour répondre à cet acte de brigandage, le gouvernement français fit arrêter tous les sujets anglais qui se trouvaient sur le territoire de la République, et défense fut faite de vendre ou d'acheter des marchandises anglaises.

Les troupes françaises occupèrent les points dont nous étions maîtres avant la paix d'Amiens. Gouvion Saint-Cyr rentra à Tarente, Otrante et Brindisi. Mortier s'empara du Hanovre, et Bonaparte déclara qu'il le garderait tant que l'Angleterre n'aurait pas rendu Malte. Il força par ses menaces le prince de la Paix, Godoï, qui dirigeait le gouvernement espagnol, à garder la neutralité et à payer un tribut au lieu du contingent militaire qui nous était promis, en cas de guerre, par les traités antérieurs. Mais ce n'était là que des points secondaires. Il s'agissait surtout de la descente en Angleterre dont Bonaparte avait menacé lord Withworth. Dans tous nos ports, on se mit donc à construire des bâtiments de transport et des vaisseaux de ligne.

A Anvers, en face de Londres, on entreprit des travaux qui devaient en faire un des grands arsenaux maritimes de la république. Aux yeux de la France, l'Angleterre était seule cause de la rupture de la paix. Aussi cette attaque décisive contre l'ennemi national excita un admirable élan. Les grandes villes donnèrent des frégates ou des vaisseaux de ligne ; les petites, des bateaux de moindre dimension. Indépendamment de ces souscriptions municipales, les départements s'imposaient des charges considérables : la Gironde 1.600.000 francs, le tiers de ses contributions. D'autres apportaient leur concours en marchandises du pays. Le département de la Côte-d'Or faisait don à la nation de cent pièces de gros calibre, qui devaient être fondues au Creuzot. Le gouvernement avait ajouté un supplément à ces ressources en cédant aux États-Unis, pour 80 millions, la Louisiane, qu'il ne pouvait défendre et qui devait

être, un jour ou l'autre, une cause de différends entre la France et la République américaine. Les Anglais ne se préparaient pas avec moins d'activité à la défense que Bonaparte à l'attaque. Toutes les rivières d'Angleterre furent gardées par des vaisseaux de ligne postés à leur embouchure, l'entrée de la Tamise fermée par des vaisseaux rasés, une levée en masse ordonnée et tous les navires mis en réquisition.

Après la rupture de la paix, la force des choses avait ramené Pitt au pouvoir (15 mai 1804), malgré la répugnance qu'il inspirait au roi. Il essaya aussitôt de former contre la France une coalition des puissances du Nord, qui avaient déjà réclamé contre l'invasion du Hanovre et de Naples. Il empêcha la Prusse d'accepter le Hanovre et l'alliance de la France. Mais, comme l'Angleterre montrait une ambition au moins égale à celle de son adversaire et que la rupture lui était imputable, ses efforts diplomatiques n'aboutirent pas tout d'abord.

Le cabinet anglais faisait d'ailleurs appel à d'autres moyens. Georges Cadoudal, avec son appui et ses subsides, avait organisé une nouvelle conspiration pour assassiner le Premier Consul et rétablir les Bourbons. Il débarquait à la falaise de Biville, entre Dieppe et le Tréport. Parmi les conjurés se trouvaient les frères de Polignac, le marquis de Rivière et le général Pichegru, qui s'était échappé de Cayenne. Mais on ne pouvait avoir quelque espoir de réussir qu'avec l'appui d'un général ayant de l'action sur l'opinion, et l'on songea au général Moreau, que l'on considérait comme le chef de l'opposition républicaine.

L'armée du Rhin avait conservé des sentiments d'hostilité contre l'armée d'Italie et son chef, qui semblaient avoir absorbé à eux seuls la puissance et la gloire. Un officier de cette armée, Delmas, s'étant vu proposer dans un restaurant du veau à la Marengo, « Non, garçon, répliqua-t-il, donnez-moi du bœuf à la Hohenlinden. » Mais les conjurés se faisaient illusion, s'ils croyaient que cette rivalité militaire pouvait conduire jusqu'à la guerre civile. Moreau lui-même, qui était modéré et patriote, n'aurait pas commis la faute qui devait le perdre, s'il n'y avait pas été poussé par sa femme, Mlle Hulot, et par sa belle-mère.

C'était cependant Joséphine qui avait fait ce mariage. Mlle Hulot avait été la compagne d'Hortense de Beauharnais chez Mme Campan. Mais, fière, vindicative, elle s'irritait de la différence que la fortune avait mise entre Mme Moreau et Mme Bonaparte. Elle n'avait pas pardonné à Joséphine de l'avoir fait longtemps attendre, un

jour qu'elle s'était décidée à aller lui faire une visite (1). « Était-ce la peine d'avoir renversé l'ancienne dynastie, disait-elle, pour en établir une nouvelle ? » C'était d'ailleurs une femme de mérite; elle savait plusieurs langues, peignait la miniature et était pour la musique une des meilleures élèves de Steibelt; aussi les beaux bals qu'elle donnait à son hôtel de la rue d'Anjou-Saint-Honoré étaient-ils fort recherchés. Les royalistes, aussi bien que les républicains mécontents, affectaient de s'y rendre. Moreau pouvait donc être facilement mis en rapport avec les conjurés.

Sans s'engager par aucune promesse, ce général écoutait avec complaisance les confidences qu'on lui faisait. Ses entrevues avec des gens qui tenaient au complot furent bientôt connues; il était très surveillé et il se cachait moins que les autres. Il fut le premier arrêté, le 15 février; Pichegru le fut le 28 février, rue de Chabannais; Georges, le 9 mars, au carrefour de Bussy. Georges avoua hautement ses projets et déclara que les conjurés n'attendaient pour agir que la présence d'un prince de la maison de Bourbon. Or le duc d'Enghien, le plus brillant des princes de cette famille, se trouvait précisément alors dans le voisinage de la frontière, à Ettenheim, sur le territoire du grand-duché de Bade. Bonaparte était décidé à sévir impitoyablement contre les royalistes et à épargner plutôt les révolutionnaires. Il résolut de frapper, s'il le pouvait, un prince de la maison de Bourbon et fut encouragé surtout dans ce projet par Talleyrand (2).

Fig. 134. — Savary, duc de Rovigo.

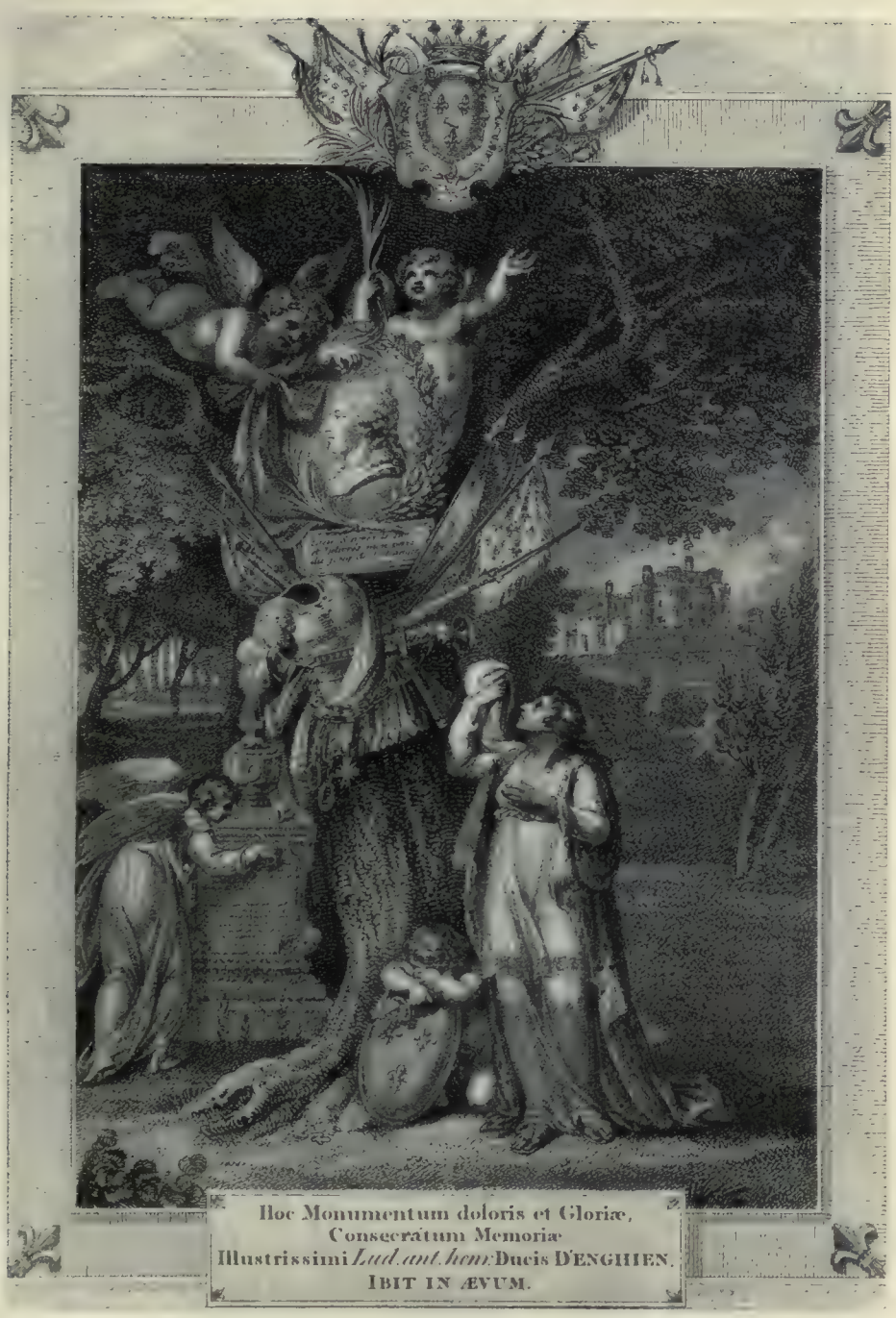
Bonaparte avait toute raison de croire que le duc d'Enghien était le prince attendu par Georges. L'espion qui apporta la nouvelle que

(1) Il n'y avait là aucune intention blessante de la part de Mme Bonaparte ; elle faisait déjà un grand usage du fard. Lorsque Mme Moreau se présenta, Joséphine venait de faire une promenade à cheval : le grand air avait complètement altéré et brouillé les couleurs artificielles de son teint, et il avait fallu réparer ce désordre. (Voy. Imbert de Saint-Amant, *Joséphine.*)

(2) Malgré le soin que mit Talleyrand à rechercher et à faire disparaître, lorsqu'il fut membre du gouvernement provisoire en 1814, les pièces qui pouvaient le compromettre, il resterait encore de lui une lettre, ne laissant aucun doute sur ce point. Voyez Sainte-Beuve, *Nouveaux Lundis*, t. XII, p. 50-52, 182-183.

le duc d'Enghien se trouvait à Ettenheim était alsacien, et la manière dont il prononça le nom de M. de Thumery, secrétaire du duc, fit croire qu'il s'agissait du général Dumouriez. Bonaparte alors n'hésita plus, et sur son ordre le général Ordener, avec un détachement de dragons, enleva le prince sur le territoire badois. C'était une violation brutale du droit des gens. Heureux encore si l'on s'en était tenu là! Mais le malheureux prince, immédiatement amené à Paris fut, en vertu d'ordres signés tous du Premier Consul, traduit, sans témoins et sans défenseurs, sans publicité d'aucune sorte, devant une commission militaire, présidée par le général Hulin. Il fut interrogé, condamné et exécuté dans la même journée. Les ordres donnés le matin par Napoléon étaient précis : tout devait être terminé dans la nuit. A l'approche du jour, le prince fut conduit dans le fossé du château. La vue d'une compagnie de gendarmerie d'élite sous les armes ne lui laissa plus de doute sur le sort qui l'attendait. La fosse d'ailleurs était creusée d'avance. Il entendit avec fermeté la lecture de la sentence, s'agenouilla pour faire une courte prière, se releva, refusa de se laisser bander les yeux, et reçut la mort avec un courage simple digne de son nom. Pour que les soldats pussent viser dans l'obscurité, on avait placé une lanterne sur sa poitrine. Le prince avait demandé à plusieurs reprises à voir le Premier Consul.

Napoléon, s'il en avait eu le temps, serait peut-être revenu sur ses ordres primitifs. Dans la terrible soirée où la catastrophe se préparait, on le vit montrer une gaieté trop bruyante pour être sincère. Puis il appela Mme de Rémusat vers une table pour faire une partie d'échecs. « Il ne jouait guère bien, dit-elle dans ses *Mémoires,* ne voulant pas se soumettre à la marche des pièces. Je le laissais faire ce qui lui plaisait : tout le monde gardait le silence. Alors il se mit à chanter entre ses dents : puis tout à coup des vers lui revinrent à la mémoire. » C'étaient des passages de *Cinna* et d'*Alzire* qui parlent de clémence. On sut le lendemain qu'il avait chargé le conseiller d'État Réal d'aller interroger le prisonnier : c'était surseoir à l'exécution. Par un accident déplorable, Réal ne reçut l'ordre que trop tard, et, lorsqu'il se rendait à Vincennes, il rencontra sur sa route Savary, qui venait rendre compte au Premier Consul de l'exécution de ses ordres. Lorsque Savary eut pénétré dans le cabinet du Premier Consul, celui-ci lui demanda aussitôt : « Réal a-t-il vu le prisonnier ? » M. Réal arrivait au même moment, il s'excusa en tremblant. Le Premier Consul, sans exprimer de blâme, congédia Réal et Savary, et s'enferma dans une pièce de sa bibliothèque où il demeura plusieurs heures.



Portrait du duc d'Enghien dans un médaillon ovale entouré de génies et fixé à un arbre.
D'après une gravure anglaise de 1804. (Collection Hennin.)

Le soir, lorsque Napoléon passa de son cabinet dans la salle à manger, il n'affectait point la gaieté de la veille, au contraire, et durant tout le repas il parut absorbé dans une rêverie profonde. Lorsqu'on se levait de table, il dit tout à coup d'une voix sèche et rude : « Au moins ils verront ce dont nous sommes capables, et dorénavant on nous laissera tranquilles. » Peu à peu arrivèrent des membres de la famille Bonaparte ou des personnages officiels.

Bonaparte devint agité et parla longuement et avec une grande verve, sur des sujets de littérature et d'histoire. Il s'adressait surtout à Fontanes. On peut lire dans les *Mémoires* de M^me^ de Rémusat cette conversation ou plutôt cette dissertation à peine coupée par quelques réponses des assistants, où il passa en revue, en les accompagnant de jugements profonds, même lorsqu'ils étaient discutables, les grands rois de la France, puis les grandes guerres et les grands généraux des temps modernes. Le nom de Frédéric II l'amena au sujet qui, malgré tant de diversions, occupait sa pensée. Sans faire d'abord aucune allusion aux événements de la nuit, il parla des nécessités de la raison d'État : « L'homme d'État est-il fait pour être sensible ? N'est-ce pas un personnage complètement excentrique, toujours seul d'un côté, avec le monde de l'autre ? Il faut juger le colosse d'après l'ensemble de ses actions et non sur une action isolée. Malheureux que vous êtes, vous retiendrez vos éloges parce que vous craindrez que le mouvement de cette grande machine ne fasse sur vous l'effet de Gulliver, qui, lorsqu'il déplaçait sa jambe, écrasait les Lilliputiens. Regardez de loin, et vous verrez que ces grands personnages que vous croyez violents, cruels, que sais-je, ne sont que des politiques. Ils se connaissent, se jugent mieux que vous, et lorsqu'ils sont réellement habiles, ils savent se rendre maîtres de leurs passions, car ils vont jusqu'à en calculer les effets. »

Il est remarquable que l'impression que ressentirent de cette exécution les honnêtes gens de la cour dépassa ce qu'on éprouva au dehors. Même chez les royalistes, ennemis irréconciliables du gouvernement, cet événement causa plus de douleur que d'indignation. Tant, en matière de justice politique et de raison d'État, les idées s'étaient perverties! tant ils se rendaient compte au fond du cœur qu'ils étaient capables, et ils l'avaient prouvé, d'agir de même à l'égard du Premier Consul! Mais la mort du duc d'Enghien n'en était pas moins un crime aux yeux de tous ceux que l'esprit du parti n'aveuglait pas. Bien qu'on puisse se demander si la rapidité de l'exécution n'a pas empêché le Premier Consul de revenir sur ses premiers ordres, et quelle que soit la part que Talleyrand et d'autres aient prise à cet événement, Bonaparte n'en est pas moins responsable de la catastrophe. Cet acte eut des conséquences politiques graves tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il donnait au nouveau gouvernement un caractère révolutionnaire et despotique, et il faut remarquer que seuls les jacobins se montrèrent parfaitement satisfaits d'un *acte d'énergie* qui établissait une séparation profonde et définitive entre le Premier Consul et la maison de Bourbon. « Le voilà des nôtres, » disaient-ils.

A l'étranger, on se montra plus sévère pour la mort du duc d'Enghien que pour les actes analogues du gouvernement anglais, parce que la responsabilité paraît plus grave quand elle ne se divise pas et que Napoléon avait à se faire pardonner, aux

yeux de l'Europe monarchique, son origine et le caractère démocratique de son gouvernement. Peut-être ce meurtre était-il une sorte de vendetta corse. Bonaparte n'en témoigna jamais de repentir. Il en revendiquait hautement la responsabilité devant le Conseil d'État, et plus de quinze ans après, à Sainte-Hélène, il soutenait encore qu'en cette circonstance il n'avait fait qu'exercer de justes représailles contre un parti qui lui disputait le pouvoir par des conspirations et même la vie par des complots. On se peut demander si les justifications que donnait Bonaparte de sa conduite satisfaisaient pleinement sa conscience. Il lui arriva de dire quelquefois, en voyant le général Hulin : « Sa présence m'importune ; je n'aime pas ce qu'il me rappelle. » Il avait raison d'éviter de pareils souvenirs ; c'était là une tache qu'aucune gloire ne pouvait faire oublier.

Cette sanglante catastrophe donnait beau jeu aux ennemis de notre Révolution, et ils étaient nombreux dans les cours européennes. « Ainsi se trouvaient justifiées, disaient-ils, toutes les appréhensions des souverains. Quoi qu'on pût dire, Bonaparte n'était que le représentant armé du jacobinisme, qu'il avait semblé d'abord vouloir exterminer. Ce n'était plus, suivant l'expression de Mme de Staël, qu'un Robespierre à cheval. » Le meurtre du duc d'Enghien fut une des causes principales de la troisième coalition.

Le lendemain de cette exécution, il fit publier dans le *Moniteur* les lettres de Drake et de Spencer Smith, ambassadeurs anglais à Munich et à Stuttgard, et découvrit à toute l'Europe que l'Angleterre se servait de ses représentants à l'étranger et profitait des immunités diplomatiques pour payer des assassins qui devaient la débarrasser du Premier Consul. Tout le corps diplomatique en fut indigné, et les souverains de Bavière et de Wurtemberg congédièrent aussitôt Drake et Smith. Le ministère anglais ne s'en émut pas. Il ne chercha pas à se justifier et déclara avec cynisme qu'il avait agi selon le droit des gens, « que tout gouvernement sage se devait à lui-même et au monde en général de profiter de tout mécontentement qui existe dans le pays avec lequel on peut se trouver en guerre, et, par conséquent, de prêter aide et assistance aux projets des mécontents ».

Cependant le procès de Georges et de ses complices excitait une grande agitation, surtout à cause de la présence de Moreau, le plus illustre des généraux de la République après Bonaparte. Quoique les relations de Moreau avec les conspirateurs ne pussent sérieusement être niées, on pouvait soutenir qu'aucun de ses actes ne tombait directement sous le coup de la loi.

On reprochait à la police d'avoir employé les menaces et même la torture, ou du moins les mauvais traitements, pour obtenir des témoignages contre le vainqueur de Hohenlinden (1). Moreau ne fut

(1) Voir Mme de Staël, *Dix années d'exil*, Ire partie, ch. XIV et XVII. Voir surtout la dernière des

condamné qu'à deux ans de prison, quoique le procès n'eût pas été soumis au jury, mais à une commission spéciale. Cet emprisonnement allait être changé en un bannissement, et Moreau se retira aux États-Unis (1). Jules de Polignac, le futur ministre de Charles X, fut con-

Fig. 135. — Louis Bonaparte, roi de Hollande. D'après Philippoteaux.

damné également à la prison. Georges et dix de ses complices furent exécutés; sept autres conjurés, également condamnés à mort, parmi lesquels Armand de Polignac et de Rivière, virent leur peine commuée. Quant à Pichegru, que Napoléon voulait gracier en le chargeant de fonder un grand établissement à Cayenne, il s'était étranglé dans sa

trois études de Fauriel publiées en 1880 par L. Lalanne, sous le titre : *Les Derniers jours du Consulat.* Il est bon de rappeler que Fauriel avait la haine la plus vive contre le régime de brumaire.

(1) Fauriel prétendait que, lorsqu'on alla aux voix dans la salle de délibération, Moreau fut acquitté, et que ce ne fut que sur l'explosion de colère et les injures du président, qu'un nouveau vote le condamna.

prison, après avoir fait une longue lecture de Sénèque. Ne comptant plus sur la générosité du Premier Consul après le meurtre du duc d'Enghien, il ne voulut pas paraître au procès entre Moreau, qu'il avait compromis, et Georges Cadoudal, dont la présence à côté de lui prouvait la vérité des anciennes accusations de trahison dont il avait été l'objet.

Lorsque Georges et ses complices furent condamnés, Napoléon était déjà empereur. Leurs efforts n'avaient eu pour résultat que de faire arriver plus tôt Napoléon au pouvoir monarchique. En présence de tant de conspirations, on craignait que la mort du Premier Consul ne replongeât la France dans l'anarchie, et on songeait à la garantie de l'hérédité; il était cependant délicat de proposer à la France la monarchie, dont le nom seul réveillait bien des répugnances.

Dès 1797, le bruit s'était répandu que Bonaparte voulait se faire nommer roi de Lombardie; Mme de Staël ayant rencontré Augereau, qui revenait d'Italie, lui demanda s'il était vrai que Bonaparte songeait à se faire roi. « Non assurément, répondit sans hésitation le futur duc de Castiglione, c'est un jeune homme trop bien élevé pour cela. » Cette singulière réponse était tout à fait d'accord avec les idées du moment. En 1804, les idées avaient changé. Cependant Napoléon eut recours à un moyen détourné. C'est par les journaux anglais soudoyés par Napoléon que la France entendit parler du rétablissement du pouvoir monarchique. Bientôt des adresses des divers corps constitués, Sénat, tribunaux, collèges électoraux, vinrent supplier le Premier Consul « d'assurer pour les enfants ce qu'il avait fait pour les pères ».

On put craindre un instant que l'armée ne proclamât Bonaparte; les troupes de Paris y semblaient décidées. C'était là un grand danger pour l'avenir du pays. Le 2 mai 1804, le tribun Curée exprima le vœu législatif que le gouvernement de la République fût confié à un empereur héréditaire. La question, déjà discutée au Conseil d'État, y avait rencontré beaucoup plus d'opposition que le gouvernement ne s'y attendait; quoique l'on eût délibéré successivement sur les trois points suivants : 1° Le gouvernement héréditaire

TABLEAU GÉNÉALOGIQUE DE LA FAMILLE BONAPARTE.

CHARLES BONAPARTE, 1746-1785. — MARIE-LÆTITIA RAMOLINO, 1750-1839.

JOSEPH, 1768-1844. Marie-Julie Clary, 1777-1845.
- *a.* Zénaïde, 1801-1854, mariée à *Charles*, prince de Canino.
- *b.* Charlotte, 1802-1839, mariée à *Napoléon-Louis Bonaparte*, fils du roi de Hollande.

NAPOLÉON Ier, 1769-1821.
1° Joséphine de Tascher de la Pagerie, veuve du vicomte de *Beauharnais*, 1763-1814.
Enfants adoptifs :
a. Eugène de Beauharnais, vice-roi d'Italie, 1781-1824.
b. Hortense, reine de Hollande, 1783-1837.
2° Marie-Louise d'Autriche, 1791-1847.
NAPOLÉON II, 1811-1832.

LUCIEN, 1775-1840.
1° Christine Boyer, 1776-1800.
- *a.* Charlotte, 1796, mariée au prince *Gabrielli*, 1773-1841.
- *b.* Christine, 1798-1847, mariée à lord *Dudley Coutts*, mort en 1842.

2° Alexandrine de Bleschamp, veuve *Jouberthon*, 1778-1855.
- Charles-Lucien, prince de Canino, 1803-1857. *Zénaïde*, fille du roi Joseph.
  - Joseph, 1824, prince de Canino.
  - Lucien, 1828, cardinal.
  - Napoléon, 1839, marié à *Marie-Christine de Ruspoli*.
  - Albert, 1843-1847.
  - Julie, 1830, mariée au marquis de *Roccagiovine*.
  - Charlotte, 1832, mariée au comte *Primoli*.
  - Marie, 1835, mariée au comte *de Campello*.
  - Augusta, 1836, mariée au prince *Pl. Gabrielli*.
  - Bathilde, 1840-1861, mariée au comte *de Cambacérès*.
  - Albertine, 1842-1842.
  - Alexandrine et Léonie, mortes en bas âge.
- Louis, 1813, sénateur.
- Pierre, 1815, ancien représent. — Roland.
- Antoine, 1816, ancien représent.
- Paul, 1808-1832.
- Lætitia, 1804, mariée à *Th. Wyse*, m. en 1862. — Marie, veuve de M. *de Solms*, épouse, en 1862, *Rattazzi*. — Adeline, épouse, en 1865, le général hongrois *Turr*.
- Marie, 1818, mariée au comte *Valentini*, m. en 1858.
- Constance, 1823, religieuse.
- Jeanne, mariée au marquis *Honorati*.

LOUIS, 1778-1846. Hortense de Beauharnais, 1783-1837.
- *a.* Napoléon-Charles, 1802-1807.
- *b.* Napoléon-Louis, 1804-1831, marié à *Charlotte Bonaparte*.
- *c.* **NAPOLÉON III**, 1808-1873. Marie-Eugénie de Montijo, 1826.
  - Napoléon-Eugène, prince impérial, 1856-1879.

JÉROME 1784-1860. Frédérique-Catherine de Wurtemberg, 1783-1835.
- *a.* Jérôme-Napoléon, prince de Montfort, 1814-1847.
- *b.* Mathilde, 1820, mariée au comte *Anatole Demidoff*.
- *c.* Napoléon-Joseph, 1822, marié en 1859 à *Clotilde de Savoie*, 1843.
  - Napoléon-Victor, 1862.
  - Louis, 1864.
  - Marie, 1866.

ÉLISA, 1777-1820, mariée à Félix Baciocchi, 1762-1841.
- *a.* Napoléone-Élisa, 1806, mariée au comte *Camerata*.
  - Fils unique, Charles-Félix, maître des requêtes, 1826-1853.
- *b.* Charles-Jérôme, 1810-1830.
- *c.* Frédéric, 1815-1833.

PAULINE, 1780-1825, mariée, 1° au général Charles Leclerc, 1772-1802.
- Napoléon, fils unique, 1801-1804.

2° à Camille, prince Borghèse, 1775-1832.

CAROLINE, 1782-1839, mariée à Joachim Murat, 1771-1815.
- *a.* Achille Murat, 1800-1847.
- *b.* Lætitia-Josèphe, 1802, mariée au comte *Pepoli*.
- *c.* Lucien Murat 1803, *Georgina Fraser*.
  - 1° Caroline, 1830, mariée au baron *de Chassiron*.
  - 2° Joseph-Joachim, 1831, épouse M^lle *Berthier*.
  - 3° Achille, 1835, épouse *Dadiani de Mingrélie*.
  - 4° Anna, 1838, mariée au duc *de Mouchy*.
  - 5° Louis-Napoléon, 1852.
- *d.* Louise-Julie, 1805, mariée au comte *Rasponi*.

La famille Bonaparte, en Corse, portait pour armes : *De gueules à deux barres d'or, accompagnées de deux étoiles du même;* mais Napoléon Ier substitua à ces armes de famille celles qu'il adopta pour l'Empire français : *D'azur, à l'aigle d'or, empiétant un foudre du même.*

est-il préférable à l'électif? 2° Est-il convenable d'établir l'hérédité dans le moment actuel? 3° Comment l'hérédité doit-elle être rétablie?

Au Tribunat, la motion du tribun Curée ne rencontra guère que l'opposition de Carnot, qui prononça à cette occasion un discours justement célèbre, où la modération du langage ne donnait que plus de force aux arguments que lui inspirait la fermeté de son patriotisme et de ses sentiments républicains.

Le 28 floréal an XII (18 mai 1804), un sénatus-consulte proclamait une nouvelle constitution.

Cette constitution fut une déception, même pour plusieurs de ceux qui avaient préparé le rétablissement de la monarchie. La monarchie était considérée par beaucoup comme un moyen d'établir en France la liberté constitutionnelle. On pourrait alors, disait-on, donner moins de force au pouvoir, sans rien compromettre, puisqu'il aurait plus de prestige et de solidité. Le tribun Curée lui-même avait dit « que le rétablissement de l'hérédité était le vrai moyen de réaliser les principes de 1789 et d'assurer la liberté ». Cette idée se retrouve dans l'opinion exprimée par plusieurs tribuns ou conseillers d'État et dans un grand nombre des adresses qui venaient des divers points de la France pour demander avec insistance la garantie de l'hérédité. « La nouvelle constitution, disait un tribun, devait être la réalisation trop longtemps attendue des vœux politiques de la France en 1789. Un chef héréditaire, des institutions garantes de la liberté publique et des lois inviolables, voilà le vœu du peuple français en 1789. Nous réclamons aujourd'hui ce pacte solennel (1). » La Constitution de l'an XII ne réalisa pas tous ces désirs.

On ne se contentait pas de rétablir le pouvoir monarchique en faveur de Napoléon et de ses descendants mâles par ordre de primogéniture (2); les premiers titres qui suivaient s'occupaient de la famille impériale, de la régence, des grandes dignités de l'Empire, des grands officiers de l'Empire, des serments (prêtés à l'Empereur), du Sénat, du Conseil d'État. Ce n'était qu'au titre X, traitant du Corps législatif, qu'on

(1) Voir Duvergier de Hauranne, *Histoire du Gouvernement parlementaire*, tome Ier, chap. VII.

(2) A défaut d'héritier mâle direct, soit naturel et légitime, soit adoptif, de Napoléon, le trône appartiendrait à Joseph Bonaparte, puis à Louis Bonaparte ou à leurs descendants. Lucien et Jérôme étaient écartés, le premier, à cause du mariage qu'après la mort de sa première femme, Christine Boyer, il avait contracté avec Alexandrine de Bleschamps, veuve d'un agent de change nommé Jouberthon ; le second, à cause de son mariage avec la fille d'un riche négociant de Baltimore, Élisa Patterson. Jérôme, ayant laissé annuler son mariage, rentra en faveur. Mais Lucien aima mieux renoncer à toute satisfaction d'ambition ou de richesse pour rester uni à une des femmes les plus spirituelles et les plus aimables de son temps, qui partageait le goût de son époux pour la poésie et les arts et publia un poème en dix chants : *Bathilde, reine des Francs.*

commençait à parler de la nation. Le Tribunat, maintenu pour la forme, n'avait plus le droit de discuter les projets de loi en séance générale et publique ; ses attributions passaient au Corps législatif, qui put discuter les lois en comité secret sur la demande de cinquante membres et même en séance publique sur l'initiative du gouvernement. Le vote n'aurait lieu que le lendemain de la clôture de la discussion publique.

Le Sénat restait juge de la constitutionnalité des lois. C'était lui, dont les membres étaient nommés directement par l'Empereur, qui était constitué gardien de la liberté individuelle et de la liberté de la presse!

Fig. 136. — Le maréchal Kellermann.

Il ne faudrait pas juger la constitution de Sieyès, remaniée de nouveau par Napoléon, d'après l'obéissance presque muette qui a régné sous l'Empire. La constitution de 1830 n'aurait peut-être pas donné à cette époque, dit M. Thiers, des résultats différents, car l'esprit des temps fait plus que la loi écrite. Il aurait fallu juger la constitution impériale sous le règne suivant, et M. Thiers remarque que l'opposition aurait sans doute pris naissance alors dans le Sénat, qui était armé d'une puissance très grande : « C'eût été une monarchie représentative, dans laquelle la résistance serait venue d'en haut, au lieu de venir d'en bas ; mais ce n'est pas une raison pour qu'elle eût été moins constante, moins éclairée et moins courageuse.

Mais ce qui pouvait surtout choquer les esprits sensés, c'était l'ostentation qui ressortait de la création de six grands dignitaires, inamovibles, nommés à vie, formant, il est vrai, le conseil de l'Empereur, mais investis de fonctions purement honorifiques et d'un vague droit de surveillance sur les divers services publics. L'archichancelier de l'Empire, Cambacérès, qui présidait du moins le Conseil d'État, — l'archichancelier d'État, Eugène de Beauharnais, — le grand électeur,

Joseph Bonaparte, — l'architrésorier, Lebrun, — le connétable, Louis Bonaparte, — le grand amiral, Murat, — tels étaient ces six dignitaires. Le choix d'un officier de cavalerie pour une fonction maritime permettait de juger de la valeur pratique de ces titres pompeux.

La création des grands officiers de l'Empire, — 16 maréchaux, sans compter les maréchaux sénateurs, huit inspecteurs généraux des diverses armes, et les grands officiers civils de la couronne, — méritait d'être mieux accueillie. Les choix étaient de nature à satisfaire l'opinion. Sans compter les maréchaux sénateurs, Kellermann, Lefebvre, Pérignon, Sérurier, sur les 16 places de maréchaux, 14 furent données immédiatement à Jourdan, Berthier, Masséna, Brune, Murat, Bessières, Moncey, Mortier, Soult, Davout, Lannes, Ney, Augereau, Bernadotte, qui devait surtout ce titre à sa parenté (1). Gouvion Saint-Cyr, qui aurait mérité d'être dans cette liste, fut colonel général des cuirassiers (2); Junot, Baraguey-d'Hilliers, Marmont furent nommés colonels généraux des hussards, des dragons, des chasseurs. Marmont, malgré sa jeunesse, ne fut pas satisfait, et exprime dans ses Mémoires son mécontentement de n'avoir pas été compris parmi les maréchaux. Marescot fut inspecteur général du génie; Songis, de l'artillerie; l'amiral Bruix, inspecteur général des côtes de l'Océan; l'amiral Decrès, des côtes de la Méditerranée.

Toutes les cours de l'Europe, sauf la Russie, la Suède et l'Angleterre, reconnurent le nouveau souverain. François II, empereur élu d'Allemagne, érigea à cette occasion ses États héréditaires en empire d'Autriche, « pour garder la parité avec la nouvelle maison de France et se mettre au niveau des principaux monarques de l'Europe pour ce qui regarde les titres ».

Le comte de Provence, de Varsovie où il s'était retiré, fit contre le titre que prenait Bonaparte une protestation solennelle, où il essayait

(1) Les autres maréchaux nommés sous l'Empire furent : Victor (1807), Oudinot, Macdonald, Marmont (1809), Suchet (1811), Gouvion Saint-Cyr (1812), Grouchy (1815), et le Polonais Poniatowski (1813). L'Autrichien Schwartzenberg fut nommé feld-maréchal sur la demande de Napoléon, en 1812.

(2) On peut s'étonner de ne pas voir, parmi les noms de ces grands officiers, celui de Lecourbe. Mais son attitude dans le procès de son ancien général, Moreau, sa fidélité aux sentiments républicains, furent pour lui la cause d'une disgrâce des plus honorables, qu'il ne fit rien pour prévenir ou atténuer. Son frère, qui était magistrat, suivit son exemple.

de confondre sa cause avec celle de tous les souverains. Napoléon la fit insérer dans le *Moniteur,* en la faisant accompagner d'un article où on lisait : « L'intérêt des peuples fait les rois, et la force nationale les soutient. Quand ils n'ont plus pour eux ni l'un ni l'autre, ils rentrent dans la foule des individus... La Révolution a jeté entre la France et les Bourbons un mur de diamant... Aujourd'hui que la dignité impériale est élevée sur les ruines de la monarchie, que tous les intérêts nouveaux ont un centre fixe, tout est fini pour les Bourbons. »

Fig. 137. — Le maréchal comte Pérignon, sénateur, gouverneur de Parme, puis de Naples. D'après Rocheroux.

Il semblait qu'il eût le droit de parler ainsi. Le plébiscite du 15 brumaire an XIII (6 novembre 1804) avait donné 3.572.329 oui, contre 2.569 non. Cependant, quoique ce nouveau changement constitutionnel ne fût pas, comme l'avait été le Consulat, le résultat d'un coup d'État, la constitution de l'an XII fut votée avec moins de confiance que celle de l'an VIII. La transformation qu'elle consacrait était-elle nécessaire, était-elle inévitable? L'Empire était-il implicitement contenu dans le Consulat?

La brochure de Camille Jordan, publiée en 1802 : *Vrai sens du vote national sur le Consulat à vie,* répondait d'avance à cette question. Le Premier Consul avait la réalité du pouvoir, l'œuvre déjà accomplie pouvait être assurée sans qu'on eût à renouveler une dignité dont le nom seul était, pour celui qui en était investi, un appel à l'ambition et à la vaine gloire. La tranquillité de la France semblait assurée pour l'avenir, puisque le Premier Consul avait le droit de désigner son successeur. En tout cas, il était prudent de ne rien précipiter, la France pouvant revenir plus tard, dans des circonstances où l'on pourrait faire plus de part à la liberté, à son gouvernement traditionnel.

Était-ce bien là même l'intérêt de Napoléon? Plusieurs de ceux qui votèrent pour l'Empire se demandaient si l'empereur Napoléon serait aussi grand que le Premier Consul Bonaparte. Paul-Louis Courrier, officier d'artillerie en garnison à Plaisance, écrivait à un de ses amis une lettre qui indique bien ce sentiment :

« Nous venons de faire un Empereur, et pour ma part je n'y ai pas nui. Voici l'histoire. Ce matin, d'Anthouard nous assemble, et nous dit de quoi il s'agissait, mais bonnement, sans préambule ni péroraison. Un Empereur ou la République, lequel est le plus de votre goût ? comme on dit : Rôti ou bouilli, potage ou soupe, que voulez-vous ? Sa harangue finie, nous voilà tous à nous regarder, assis en rond. Messieurs, qu'opinez-vous ? Pas le mot ; personne n'ouvre la bouche. Cela dura un quart d'heure ou plus et devenait embarrassant pour d'Anthouard et pour tout le monde, quand Maire, un jeune homme, un lieutenant que tu as pu voir, se lève, et dit : « S'il veut être Empereur, qu'il le soit ; mais pour en dire mon avis, je ne le trouve pas bon du tout. — Expliquez-vous, dit le colonel ; voulez-vous ? ne voulez-vous pas ? — Je ne le veux pas, répond Maire. — A la bonne heure. » Nouveau silence. On recommence à s'observer les uns les autres, comme des gens qui se voient pour la première fois. Nous y serions encore si je n'eusse pris la parole. « Messieurs, dis-je, il me semble, sauf correction, que ceci ne nous regarde pas. La nation veut un Empereur ; est-ce à nous d'en délibérer ? » Ce raisonnement parut si fort, si lumineux, si *ad rem*... que veux-tu ? j'entraînai l'assemblée. Jamais orateur n'eut un succès si complet. On se lève, on signe, on s'en va jouer au billard. Maire me disait : « Ma foi, commandant, vous parlez comme Cicéron ; mais pourquoi voulez-vous donc tant qu'il soit Empereur, je vous prie ? — Pour en finir, et faire notre partie de billard. Fallait-il rester là tout le jour? pourquoi, vous, ne le voulez-vous pas ? — Je ne sais, me dit-il, mais je le croyais fait pour quelque chose de mieux.» Voilà le propos du lieutenant, que je ne trouve point tant sot. En effet, que signifie, dis-moi... un homme comme lui, Bonaparte, soldat, chef d'armée, le premier capitaine du monde, vouloir qu'on l'appelle Majesté ! Être Bonaparte, et se faire sire ! Il aspire à descendre : mais non, il croit monter en s'égalant aux rois. Il aime mieux un titre qu'un nom...

« Ce César l'entendait bien mieux, et aussi c'était un autre homme. Il ne prit point de titres usés, mais il fit de son nom même un titre supérieur à celui du roi. »

A Paris, un jeune homme qui devait être une des illustrations du siècle, François Arago, alors élève de l'École polytechnique et premier de sa promotion, avait refusé de signer une adresse tendant au rétablissement de l'Empire. Le général Lacuée demandait son exclusion de l'École. Mais Napoléon ne fut pas de cet avis. « On ne renvoie pas, dit-il, le premier d'une promotion. » Et puis, comme le disait Monge à l'Empereur lui-même, « il faut laisser aux gens le temps de se convertir. Avouez, Sire, que vous avec tourné un peu court. » A l'étranger, où Bonaparte avait aussi des admirateurs enthousiastes, plus d'un ressentit la même impression. Le plus illustre des musiciens de l'Allemagne, Beethowen, venait de terminer

sa *Symphonie héroïque,* qu'il avait composée en pensant au général Bonaparte, et qu'il comptait lui dédier, lorsqu'un de ses amis vient lui annoncer qu'il s'est fait nommer empereur. « C'est donc un ambitieux comme les autres ! » dit le grand artiste avec colère et tristesse. Il conserva son titre à la *Symphonie héroïque,* mais il y introduisit la *Marche funèbre sur la mort d'un héros,* qui forme son *adagio* actuel. Quant à la sublime marche triomphale qu'elle contenait, elle servit plus tard de final à la *Symphonie en ut dièze mineur.*

Ce qui était un signe plus grave, c'étaient les appréhensions des hommes politiques, même de ceux qui avaient contribué au 18 brumaire, et ne le regrettaient pas. A leur tête, il faut citer Lucien Bonaparte, qui avait pris une part si importante à cette journée. Il nous a conservé dans ses Mémoires une belle lettre où le général Gouvion Saint-Cyr exprimait des regrets et des craintes qui étaient aussi les siennes. Nous y retrouverons exprimées, non par l'ironie d'un sceptique, mais par la douleur d'un patriote, les mêmes idées que contient la lettre trop artistement tournée de P.-L. Courier.

Fig. 138. — Le maréchal Sérurier.

« Qu'avez-vous fait, Lucien, ou plutôt qu'avons-nous laissé faire? Tout ce qui pense avec moi et comme moi se demande comment votre grand frère usera de cette puissance absolue dont vient imprudemment de l'investir un peuple enivré de l'éclat de ses triomphes militaires.

« Ah ! pourquoi lui-même ne renouvela-t-il pas l'exemple de Washington, que nous l'entendîmes si souvent proclamer plus grand à ses yeux par ses refus de s'élever au-dessus de ses concitoyens, qu'il ne l'eût été en montant sur le trône ?

« Comment est-il possible que le général Bonaparte, Premier Consul d'une puissante République, aimé et révéré au dedans, redoutable à nos ennemis du dehors, ait eu la fausse et déplorable modestie de se croire moins que les souverains qu'il a vaincus et qu'il lui faudra encore vaincre pour le maintien de son élévation personnelle, aux dépens de cette France qui a le désir et le besoin de la paix? Il vaincra sans doute, nous vaincrons avec lui. Mais où nous mènera cette gloire militaire? Il est bien aisé de le

prévoir, à la perte de nos libertés politiques et peut-être même individuelles, achetées si chèrement!... Déjà de funestes révélations de caractère nous ont été faites; vous les avez déplorées comme moi. Vous connaissez les flatteurs, Lucien;

« Hélas! ils ont des rois égaré le plus sage. »

« L'empereur Napoléon surpassera-t-il en sagesse le roi Salomon? Pourra-t-il sortir victorieux des assauts journaliers que lui livrera la courtisanerie de ses valets improvisés, qui remplissent déjà les antichambres de l'ancien palais des rois, d'où nous les avions expulsés? L'expérience de tous les temps ne nous a-t-elle pas prouvé que les désirs d'un Empereur sont des volontés, que ces volontés deviennent des lois de fait? C'en est donc fait; nous n'avons plus, au lieu de chamarrer nos uniformes, qu'à porter le deuil de nos libertés. »

Était-ce là le pronostic d'un esprit naturellement chagrin? Mais Cambacérès, à la suite d'un entretien où Bonaparte avait exposé ses vues à ses deux collègues, Cambacérès disait à Lebrun ces paroles dont l'avenir n'allait pas tarder à montrer la justesse : « J'ai le pressentiment que ce qu'on édifie ne sera pas durable. Nous avons fait la guerre à l'Europe pour lui donner des républiques, filles de la République française. Nous la ferons maintenant pour lui donner des monarques, fils ou frères du nôtre, et la France épuisée finira par succomber dans ces folles entreprises. »

QUATRIÈME PARTIE.

L'EMPIRE.

La France reconnaissante proclame Napoléon Ier empereur des Français. Par Carle Vernet.

CHAPITRE PREMIER.

LA PREMIÈRE ANNÉE DE L'EMPIRE.

LE SACRE. — LE CAMP DE BOULOGNE. — LA TROISIÈME COALITION.

L'Empire n'était pas sans faire naître certaines appréhensions chez quelques esprits clairvoyants. Toutefois leurs prédictions n'étaient pas infaillibles; tout dépendait de la manière dont le nouveau souverain allait user de son pouvoir. Ayant à lutter à l'extérieur contre des ambitions égales à la sienne, sa situation allait être difficile; mais Napoléon, soutenu par la nation française, pouvait en venir à bout.

« Si mon frère, dit Lucien Bonaparte, put changer si facilement qu'il le fit sa glorieuse et invincible épée républicaine en sceptre souverain, c'est que l'on dut croire et que l'on crut en effet qu'il ne pourrait point et que surtout il ne voudrait point s'écarter des idées vraiment libérales manifestées par le Premier Consul... Non, la couronne décernée au général Bonaparte, et qui alors constitua une véritable légitimité, ne

fut point le signe de l'esclavage auquel avait voulu se soumettre un peuple régénéré aux cris de liberté de la Révolution de 1789 ; elle fut au contraire une révélation de la puissance de ce peuple, puisqu'elle émanait de sa volonté souveraine. »

Le Saint-Siège fit pour cette royauté nouvelle ce qu'il n'avait pas fait même pour Charlemagne. Le pape vint sacrer Napoléon à Paris. Napoléon avait montré sa bienveillance pour le clergé en confiant à Portalis le ministère des cultes, créé le 10 juillet, en rétablissant, le 6 août, les missions étrangères, et en protégeant les séminaires. Le sacre eut lieu à Notre-Dame, le 2 décembre 1804, avec une splendeur inouïe (1), comme on peut s'en rendre compte d'après les gravures qui accompagnent ce chapitre. Mais, après les cérémonies d'usage, lorsque le pape s'approcha pour prendre la couronne, Napoléon, qui observait ses mouvements, s'en saisit et la plaça lui-même sur sa tête. Comme il l'avait promis, pour couper court aux longues délibérations qui avaient eu lieu sur ce point, il avait terminé à sa manière la difficulté sur les lieux mêmes. Ce n'était pas la seule déception que le pape éprouva; il avait espéré amener l'Empereur à renoncer aux Articles organiques et se faire rendre les Légations, mais ses efforts furent vains. Il n'eut pas cependant que des désappointements dans son voyage. Il y eut aussi d'heureuses surprises. Le pape trouvait une France bien différente de la France révolutionnaire que les émigrés lui avaient dépeinte. Partout la masse de la population l'avait accueilli avec le plus profond respect, et l'empressement dont il avait été l'objet avait même failli amener des accidents.

Ce qui l'intéressait médiocrement, mais ne lui causait pas moins de surprise, c'était de voir dans cet Empire de quelques semaines une cour déjà constituée. Les anciennes grandes charges de la monarchie de Louis XIV avaient été rétablies. Il y avait un grand aumônier, Fesch, un grand veneur, Berthier, un grand chambellan, Talleyrand, un grand maréchal du palais, Duroc, un grand maître des cérémonies, Ségur,

(1) Il avait été question du Champ de Mars, par réminiscence de la Fédération : « Mais, disait Napoléon au Conseil d'État, le peuple était alors souverain. Tout devait se faire devant lui; gardons-nous de lui donner à penser qu'il en est toujours ainsi. Se représente-t-on l'effet que produirait l'Empereur et sa famille exposés dans leurs habits impériaux à l'injure du temps, à la boue, à la poussière ou à la pluie? Quel sujet de plaisanterie pour les Parisiens, qui aiment tant à tout tourner en ridicule et qui sont accoutumés à voir Chéron, à l'Opéra, et Talma, au Théâtre-Français, faire l'empereur beaucoup mieux que je ne saurais le faire ! »

qui eut pour mission, sans y réussir toujours, « d'apprendre à la nouvelle cour les manières de l'ancienne ». D'ailleurs plusieurs familles de la noblesse, et des plus élevées, se rallièrent au nouveau gouvernement, les La Rochefoucauld, les Montmorency, les Noailles, les Choiseul, les Luynes (1) et les Chevreuse. Si l'on trouvait de pareils noms autour de Napoléon, on comprend que ceux qui avaient de bien profondes attaches au passé n'eussent pas plus de scrupules. Le patriotisme et le bon sens suffisaient à expliquer la plupart de ces *conversions*. Mais il faut avouer aussi que ceux qui ont vécu de la vie des cours ne peuvent que bien difficilement y renoncer, et qu'ils y reviennent dès que l'occasion s'en présente. Hume fait cette remarque à

Fig. 139. — Napoléon reçoit à Saint-Cloud le sénatus-consulte qui le proclame empereur des Français (18 mai 1804). Peint par Rouget. Musée de Versailles.

propos de Cromwell, et on pourrait la faire aussi à propos de la Restauration de 1814, pour les plébéiens qu'avait anoblis Napoléon. Peu après le retour de Louis XVIII, Berthier, se trouvant dans le salon du roi avec le prince de Léon, lui parla de leur dévouement mutuel pour la famille royale. « Sans doute, répondit le prince de Léon. Il y a cependant une grande différence entre nous : vous êtes attaché, comme les chats, à la maison, et moi, comme les chiens, à la personne du maître. » Ces faiblesses sont trop naturelles à l'homme pour qu'on puisse se montrer bien sévère à leur égard. Napoléon eut donc une cour nombreuse et magnifique. Une cour moins brillante, « qui se fût ressentie davantage des changements que les révolutions avaient apportées dans les idées, eût moins satisfait la vanité peut-être, mais eût obtenu, comme le dit M^me^ de Rémusat, plus de véritable considération. »

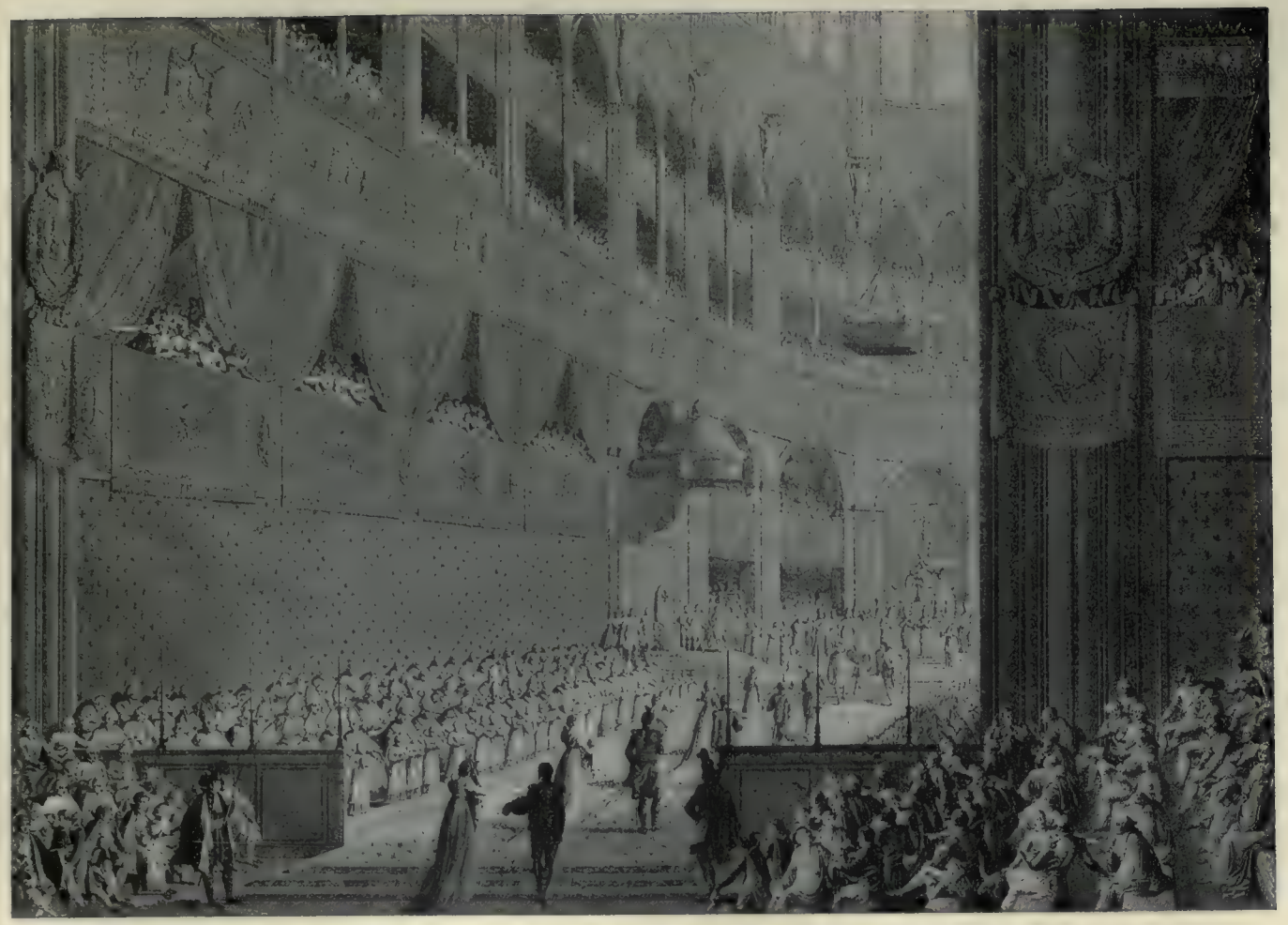
(1 On avait insinué, dit-on, au duc de Luynes, qu'on pourrait bien reviser le procès du maréchal d'Ancre.

Cependant, quoique le palais des Tuileries fût déjà rempli d'intrigues, de querelles puériles, de déceptions cruelles pour les bagatelles de l'étiquette, même entre les membres de la famille Bonaparte, l'attention de la nation était trop occupée des grandes choses que faisait ou préparait le gouvernement pour y prendre sérieusement garde en dehors des salons de Paris, et les merveilles d'Ulm, d'Austerlitz allaient fonder l'Empire et consacrer ses aigles (1).

La proclamation de l'Empire n'avait fait qu'exciter encore la haine sauvage que l'aristocratie anglaise portait à la France de 1789. « Ainsi, disait-elle, la France avait osé mettre dans la personne de Bonaparte le jacobinisme sur le trône. C'était une insulte à toutes les royautés, et l'Angleterre se devait à elle-même de faire à l'usurpateur une guerre inexorable. »

C'est vainement que Napoléon écrivit une seconde fois au roi d'Angleterre pour lui demander « de mettre fin à une guerre sans utilité et sans but, où les deux nations usent leur prospérité ». On lui répondit « que la paix ne pouvait être atteinte que par des arrangements qui pussent prévenir le renouvellement des dangers et des malheurs dans lesquels l'Europe s'est trouvée enveloppée. » (2 janvier 1805.) Fox se plaignait dans le Parlement de voir son pays engagé dans la lutte par un orgueil mal entendu et une avidité de domination que l'Angleterre devrait au moins dissimuler. » Il ne fut pas plus écouté que l'ennemi. La guerre était donc inévitable. Avant de la commencer, Napoléon changea la constitution de la Hollande, afin d'être plus sûr de ce pays : il confia le pouvoir exécutif à un grand pensionnaire à vie et réduisit le Corps législatif à une vingtaine de membres (mai 1805). Gênes fut réunie à la France et forma trois départements (juin 1805). Une Consulte extraordinaire érigea la République cisalpine en royaume d'Italie en faveur de Napoléon. Il alla se faire cou-

(1) La question de savoir quel emblème remplacerait le coq républicain fut agitée au Conseil d'État. Un membre proposa l'éléphant ; un autre, un lion accroupi avec cette devise : *Inoffensus quiescit.* Napoléon préféra l'aigle proposé par le directeur du musée. L'aigle était déjà consacré dans l'imagination des hommes comme l'emblème de la puissance impériale (v. Pelet, p. 91). La distribution des aigles impériales eut lieu au Champ de Mars, le lendemain du sacre, 8 décembre. Les troupes, en les recevant, prêtèrent serment à l'Empereur.



Les offrandes à Notre-Dame le jour du sacre. D'après le dessin d'Isabey et de Fontaine.

ronner à Milan et, aux acclamations des assistants, posa sur sa tête la Couronne de fer (1) des rois lombards, qui n'avait pas été portée

Fig. 140. — Fêtes du sacre et couronnement de Leurs Majestés Impériales. Vue du trône élevé dans la nef de la cathédrale de Paris, à l'instant où l'Empereur prononce le serment constitutionnel sur le livre des Évangiles. D'après un dessin et une gravure de Le Cœur.

depuis Charles-Quint. Napoléon confia la vice-royauté de l'Italie au

(1) La *Couronne de fer* est un large cercle d'or massif orné de pierreries et garni à l'intérieur d'une bande de fer faite d'un clou de la vraie Croix que l'impératrice Hélène avait rapporté de Palestine. Cette couronne est conservée dans la cathédrale de Monza. Transportée par les Autrichiens à Mantoue en 1859, elle a été rendue à l'Italie en 1866.

prince Eugène, et il s'occupait à organiser le pays, lorsque, s'apercevant que l'Autriche concentrait ses forces sur l'Adige, et craignant qu'une coalition ne fût formée contre la France, il s'empressa de rentrer à Paris pour hâter les préparatifs de sa descente en Angleterre (juin 1805), dont on attendait en France l'issue avec anxiété. Cette guerre était alors aussi populaire que celles de la fin de l'Empire devaient l'être peu. La haine des Anglais était la plus haute expression du patriotisme. Un noble breton, enflammé par l'exemple de son compatriote Duguay-Trouin, aliéna ses propriétés et abandonna sa famille pour fréter un brick et donner la chasse aux Anglais. Les lettres et les arts tenaient à honneur de participer à ce mouvement. Lors de la réception de Parny à l'Académie française (28 décembre 1803), Fontanes avait terminé la séance par la lecture d'un chant de guerre contre les Anglais. La récitation était mêlée de chœurs et de dialogues chantés dont l'illustre Paisiello avait fait la musique. L'année suivante, Joseph Chénier publiait une ode qui exprimait sous une forme classique les sentiments dont la France était animée :

Ne posez point le glaive, enfants de la Victoire,
Des Alpes et du Rhin les rapides héros,
Tant qu'il reste à cueillir quelque moisson de gloire,
N'ont jamais besoin de repos.

La liberté vous luit : les deux mondes adorent
De ce soleil nouveau les rayons bienfaiteurs;
Contre un peuple tyran tous les peuples implorent
Vos étendards libérateurs.

Sept camps avaient été formés sur les côtes de la Manche, dans le voisinage de Boulogne. Plus de 160.000 hommes y étaient rassemblés ; 1.800 bateaux plats étaient prêts pour la transporter.

Napoléon aurait pu profiter d'une invention faite récemment par Fulton. Il ne s'agit pas des bateaux à vapeur qui ont rendu son nom célèbre, mais d'un appareil sous-marin qu'il appelait *torpedo*. C'est la première forme des torpilles. Fulton avait fait, dans le courant de 1801, des expériences très curieuses à Brest, restant jusqu'à quatre heures sous l'eau avec son appareil pour reparaître à cinq lieues du point où il s'était enfoncé. Il avait même fait sauter une chaloupe et menacé plus d'un vaisseau

anglais. Bonaparte, alors Premier Consul, attendait qu'il en eût fait sauter un pour lui acheter son invention. Mais l'occasion échappa à Fulton et Napoléon se lassa d'attendre. Bonaparte et Fulton étaient cependant faits pour s'entendre. Ce que l'Américain Fulton, esprit élevé, quelque peu mystique même et passionné pour l'humanité, voyait surtout dans son invention, c'était un moyen d'affranchir les États faibles sur mer de la tyrannie britannique. « La liberté des mers, lui entendait-on dire souvent, fera la liberté du monde. » On a reproché à Napoléon de n'avoir pas encouragé l'invention autrement importante des bateaux à vapeur, que Fulton avait déjà expérimentée sur la Seine, à Paris, en 1802 et 1803. Avec ces nouveaux vaisseaux, a-t-on dit, le débarquement en Angleterre était assuré. Mais de longues années étaient nécessaires pour construire une flotte de bateaux à vapeurs, pour former des mécaniciens, pour former les matelots aux nouvelles manœuvres. Il semble, à entendre ces critiques, que Fulton proposait à Napoléon une flotte à vapeur toute prête avec des équipages tout formés. D'ailleurs, Napoléon n'avait pas besoin de ces procédés nouveaux pour réussir. Les Anglais, qui harcelaient sans cesse notre flottille, n'arrivaient à aucun résultat et perdaient plus que nous dans ces attaques. Napoléon se plaisait à applaudir aux succès de nos soldats et de nos marins dans ces escarmouches, et à prouver même que les dangers maritimes auxquels il n'était pas habitué le laissaient aussi impassible que les combats sur terre.

Fig. 141. — Épée du couronnement de Napoléon. Le diamant enchassé au milieu de la garde est le Régent. D'après un dessin original de la collection de M. Germain Bapst.

Quelle que fût la supériorité des forces maritimes de l'Angleterre et l'expérience de ses marins, que commandaient un Nelson, un Calder, un Collingwood, Napoléon pouvait écrire à La Touche-Tréville : « Que nous soyons maîtres du détroit pendant six heures, et nous serons les maîtres du monde. » Il avait donc formé un plan de campagne maritime, qui n'est pas inférieur aux plus belles campagnes qu'il fit sur le continent, plan dans lequel rien n'était laissé à la fortune de ce

qu'on pouvait lui enlever, pour lequel rien ne manquait, à l'exception d'un homme capable de le bien comprendre et de l'exécuter.

En effet, La Touche-Tréville, qui commandait l'escadre de Toulon, venait de mourir dans le moment où il se préparait à passer dans l'Atlantique (20 août 1804). Ce funeste événement enlevait à la France son meilleur marin, et obligeait l'Empereur à retarder sa descente en Angleterre. Elle fut remise au printemps suivant. Villeneuve, sur le conseil de Decrès, avait été choisi pour succéder à La Touche-Tréville. Lorsque le camp et l'escadre eurent été réorganisés, Napoléon donna ses ordres précis pour la campagne maritime.

Trois flottes partiront de France : l'une, de Rochefort avec l'amiral Missiessy ; la seconde, de Toulon avec l'amiral Villeneuve; la troisième, de Brest avec l'amiral Ganteaume. Les trois flottes attireront à leur poursuite la flotte anglaise, ravitailleront divers points des Antilles et, réunies dans les mers de la Guadeloupe sous le commandement de Villeneuve, viendront de concert balayer la Manche et protéger le débarquement d'une armée de 100.000 hommes, pendant qu'une partie des flottes anglaises les chercheront encore dans les mers lointaines. En passant les côtes espagnoles, Villeneuve ralliera l'escadre de l'amiral espagnol Gravina. Il ne s'agit pas de vaincre la flotte anglaise, mais de l'occuper pendant le passage du détroit.

Malgré le juste espoir de succès que ces merveilleuses combinaisons pouvaient lui donner, Napoléon comprenait parfaitement toute la gravité de l'entreprise et il allait même embrasser, en mars 1805, un autre projet, aussi funeste peut-être à l'Angleterre qu'une descente dans ce pays, celui de soulever les Indes contre la domination anglaise et d'y établir la suprématie trop éphémère des Français.

Dès 1802, il avait envoyé dans l'Hindoustan le général Decaen avec la mission d'étudier le pays, de manière toutefois à ne pas inquiéter les Anglais, de bien s'informer des ressources qu'il offrait et des chances qu'on pouvait avoir de l'insurger contre le joug britannique, si la paix d'Amiens ne durait point. Decaen se mit immédiatement en relation avec les Mahrattes, le peuple le plus puissant de l'Hindoustan et le plus hostile aux Anglais. Après des études sérieuses, il écrivait à Bonaparte que l'envoi de 6.000 Français avec un matériel de guerre convenable suffirait pour renverser la puissance anglaise dans l'Inde.

Mais Napoléon ne voulait pas d'une échauffourée. C'était une armée d'au moins 30.000 hommes qu'il comptait envoyer à Decaen. L'entreprise n'était pas chimérique.

Sacre de l'empereur Napoléon et couronnement de l'impératrice Joséphine dans l'église Notre-Dame de Paris (2 déc. 1804).
Peint par David, d'après la grav. de Frilley.

Le roi de Naples.
M^rs les Chambellans.
La princesse Borghèse.
La princesse Bacciochi.
La reine de Naples.
L'Impératrice.
M^me mère.
L'Empereur.
Le pape.
Le prince de Neufchatel.
Le prince de Bénévent.
Le vice-roi d'Italie.

Fig. 142. — Le pape au sacre. Dessiné par Isabey et Percier.

Ayant des troupes réunies et prêtes à embarquer partout où il avait des escadres, à Toulon, à Cadix, au Ferrol, à Rochefort, à Brest, au Texel, Napoléon était constamment en mesure de faire partir une armée sans que les Anglais fussent avertis, sans qu'ils pussent en deviner ni la force ni la destination. Le projet de descente avait cela d'utile qu'il attirait exclusivement leur attention. Une attaque contre l'Inde était quelque chose de tout à fait imprévu, et ils ne l'apprendraient que lorsque le débarquement aurait déjà eu lieu. Cette expédition extraordinaire avait donc de très grandes chances de succès. Mais pourquoi courir la chance, si favorable qu'elle fût, de cette aventure lointaine, lorsqu'à quelques kilomètres de

nos côtes on pouvait aller frapper l'Angleterre chez elle ? pourquoi menacer Calcutta, quand en quelques heures on pouvait porter l'effroi dans Londres même ? Le coup était plus prompt, plus décisif. Le projet de descente en Angleterre l'emporta (mars 1805).

Dès la fin de 1804, les amiraux Villeneuve, Missiessy et Ganteaume commencèrent à exécuter les ordres qu'ils avaient reçus de Napoléon.

L'Angleterre était dans la plus vive inquiétude. Ses flottes, il est vrai, semblaient paralyser nos forces de mer, mais il suffisait d'une seule occasion favorable pour que, la flotte française arrivant à l'improviste dans la Manche, le détroit fût franchi par l'armée du camp de Boulogne : l'aristocratie anglaise aurait alors à traverser une épreuve terrible. Aussi faisait-elle tous ses efforts pour troubler la paix sur le continent. Elle parvint à former contre nous une troisième coalition.

Malgré le traité du 11 octobre 1801, le czar n'avait pas tardé à nous être hostile : il aurait voulu qu'on laissât une plus grande influence à son ambassadeur dans le règlement des indemnités germaniques ; il s'inquiétait des nouveaux accroissements de la France et avait, par une note violente à la diète de Ratisbonne, témoigné hautement de son indignation au sujet de l'exécution du duc d'Enghien. Le czar était alors soumis à l'ascendant de jeunes gens qui avaient « la vanité, l'enthousiasme et l'inexpérience de leur âge ». Vainement Pahlen, qui avait bien prouvé, dans la nuit du 24 mars 1801, qu'il n'était pas précisément un esprit timoré, conseillait-il la neutralité, Alexandre envoya un délégué à Londres pour y porter un projet d'alliance. Le cabinet britannique s'empressa de conclure un traité (11 avril 1805) qui servit de base à toutes les coalitions formées contre la France jusqu'en 1814. Il fallait délivrer le Hanovre, Naples, la Lombardie, la Suisse, relever le royaume de Sardaigne, porter ses frontières jusqu'à Lyon, proclamer l'indépendance de la Belgique, donner la Lombardie à l'Autriche, l'empire des mers à l'Angleterre, la prépondérance sur le continent à la Russie et isoler la France du reste de l'Europe. L'Angleterre s'engageait à payer 200.000 livres sterling à la Russie pour l'entretien d'une armée de 100.000 hommes.

Ce traité fut conclu à l'insu de Napoléon, qui avait rappelé son ambassadeur Hédouville après l'affaire du duc d'Enghien.

L'empereur d'Autriche, François Ier, conclut avec l'Angleterre un traité d'alliance aux mêmes conditions que le czar.

La coalition ainsi formée se fortifia de l'adhésion du roi de Suède, Gustave IV, qui avait refusé de reconnaître M. Buonaparte et voyait en lui la bête de l'Apocalypse : il s'engageait à envoyer 20.000 hommes en Poméranie. La cour de Naples, toujours aussi perfide, s'entendait en secret avec nos ennemis, en même temps qu'elle obtenait des Français l'évacuation de son territoire à la condition de garder la neutralité. La Prusse continuait à suivre la politique de neutralité qui lui avait si bien réussi. Elle refusait de prendre le Hanovre, que nous lui offrions de garder en dépôt, mais n'en refusait pas moins aux coalisés le concours d'une armée qui vivait toujours sur sa vieille réputation. La France n'avait pour alliés que les républiques qu'elle avait organisées et l'Es-

Fig. 143. — L'Empereur en petit costume.
Dessiné par Isabey et Percier.

pagne. Le brigandage des Anglais avait enfin contraint Godoï à se jeter dans l'alliance de Napoléon, après l'enlèvement par une escadre anglaise de quatre galions chargés de 32 millions de piastres (5 octobre 1804). Le 12 décembre, l'Espagne mettait à notre disposition 32 vaisseaux de ligne.

L'Autriche, étant la première prête des puissances coalisées, concentra rapidement ses troupes sur l'Adige. Voici quel était le plan que l'état-major autrichien avait combiné avec le général russe Wintzingerode. Trois armées autrichiennes devaient prendre l'offensive sur l'Adige, dans le Tyrol et en Bavière. Les Russes devaient mettre également sur pied trois armées, la première pour appuyer l'armée autrichienne de Bavière, la seconde pour envahir avec les Anglais le royaume de Naples, la troisième pour descendre avec les Suédois en Poméranie. Une quatrième se concentrait en Pologne pour menacer la Prusse et la contraindre à adhérer à la coalition.

Ces armées entrèrent en campagne au moment où, par un fatal concours de circonstances et par les fautes de l'amiral Villeneuve, les plans maritimes de Napoléon échouaient complètement.

L'amiral Missiessy, parti le premier, jeta des troupes et des approvisionnements dans les Antilles françaises, leva des contributions de guerre sur les îles anglaises, puis, ne trouvant aucun vaisseau des autres escadres, rentra en France. L'amiral Ganteaume, bloqué par les Anglais, ne put quitter Brest. Quant à Villeneuve, que Nelson guettait aux abords de la Sardaigne, il réussit à franchir le détroit de Gibraltar sans rencontrer l'ennemi; il rallie l'escadre de l'amiral Gravina, ravitaille la Martinique, inquiète la Barbade et se décide à rentrer en France, pour aller prendre position dans la Manche. Nelson, qui avait d'abord été trompé sur sa direction, le suivit à quelques jours de distance, et, de son côté, ravitailla les Antilles anglaises.

Pendant ce temps, la flottille se concentrait à Boulogne et dans les ports voisins, au nombre de plus de deux mille bâtiments, sous les ordres des amiraux Lacrosse, Courand, Savary, Verhuell. Cent mille soldats, sous les maréchaux Lannes, Davoust, Soult et Ney, appuyés par une réserve de 27.000 hommes sont prêts à s'em-

Fig. 144. — L'Impératrice Joséphine avant le sacre. D'après le tableau de M. Vigor-Duvigneau.

1. Élisa Bacciochi. — 2. Pauline Borghèse. — 3. Caroline de Naples. — 4. Reine Hortense. — 5. Prince royal de Hollande. — 6. Comtesse de Lavalette. — 7. Impératrice Joséphine. — 8. Mlle Avrillon. — 9. Julie Clary, reine d'Espagne.

barquer. Aux Pays-Bas, Marmont a 20.000 soldats que prendra l'escadre du Texel. La division navale de Villeneuve aurait sans doute suffi, à elle seule, pour rendre le débarquement possible : elle n'arriva pas, et l'Angleterre fut sauvée. Villeneuve, en effet, se trouvait à la hauteur du cap Finistère, lorsqu'il rencontra une flotte anglaise qui lui barrait le passage : c'étaient les vaisseaux de l'amiral Calder, qui avait levé précipitamment le blocus de Vigo et du Ferrol pour couper Villeneuve de ses communications avec les ports de France. A la faveur de la brume, les Anglais nous prennent deux vaisseaux, et Villeneuve, découragé de cet insuccès dont il s'exagère la portée, relâche à la Corogne, où il perd plusieurs jours et donne à Nelson le temps d'arriver des Antilles.

Nelson, après avoir mouillé à Gibraltar, s'était dirigé vers le nord et avait rallié l'escadre de l'amiral Collingwood. Avec un peu plus de décision et de promptitude, Villeneuve aurait pu certainement gagner Rochefort ou Brest; mais il était mal renseigné sur les positions de l'ennemi, il se croyait menacé au nord par une flotte considérable et craignait, en obéissant aux ordres précis qu'il avait reçus, de marcher au-devant d'un désastre.

Napoléon ne perdait pas de vue ce qui se passait en Europe, mais il n'entendait pas pour cela se détourner de son grand projet si fortement conçu et si soigneusement préparé. Il sait que la guerre est au moment d'éclater sur le continent : l'offre hypocrite de médiation que lui fait l'Autriche en réponse à ses demandes d'explications sur ses armements ne lui laisse pas de doute à cet égard. Raison de plus pour exécuter au plus tôt sa descente en Angleterre. Tout a été prévu et calculé; il ne demande pas même la victoire à ses marins, il ne demande que le combat. L'implacable ennemie de la France sera enfin frappée au cœur. Par là, la coalition sera à jamais dissoute. Il donne l'ordre à Villeneuve d'accourir coûte que coûte dans la Manche pour occuper pendant une journée la flotte anglaise, tandis que la flottille de Boulogne franchira le détroit. Mais tout à coup il apprend, le 13 août, à son quartier général du Pont de Briques, que Villeneuve est allé se réfugier à Cadix.

« Dès que cette nouvelle lui est apportée, raconte dans ses Mémoires le général de Ségur, il appelle Daru. Daru accourt et trouve l'Empereur agité, farouche, le chapeau sur les yeux, le regard foudroyant ; dès qu'il aperçoit Daru, il court à lui et l'apostro-

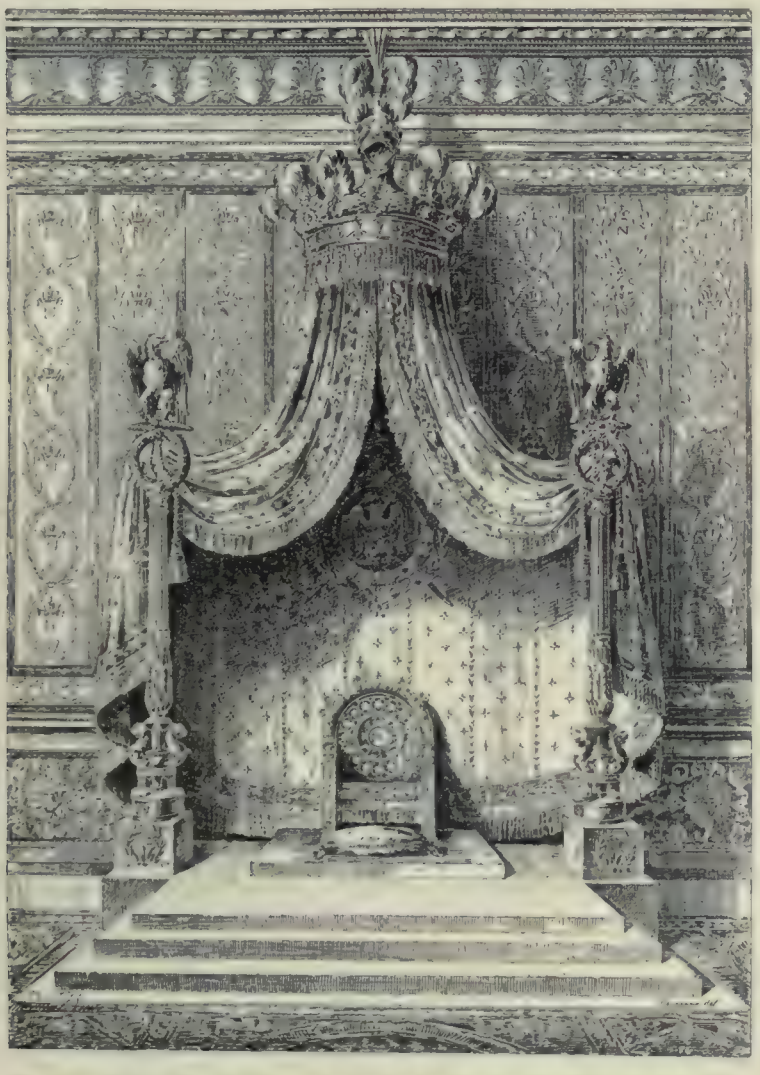


Fig. 145. — Vue du trône de l'Empereur au palais des Tuileries. D'après Percier et Fontaine.

phant : « Savez-vous où est ce misérable de Villeneuve? il est à Cadix. Comprenez-« vous ? A Cadix ! il a été battu ! C'en est fait, il y sera bloqué. Quelle marine ! Quel ami-« ral ! Que de sacrifices inutiles ! » Cette explosion dura près d'une heure, explosion de colère et de douleur, à la fois effrayante et déchirante, triviale et sublime. Enfin

quand il a déchargé son âme, il s'arrête tout à coup, et, montrant à Daru un bureau chargé de papiers : « Mettez-vous là, dit-il; écrivez ! » Et aussitôt, sans transition, sans méditation apparente, se ressaisissant lui-même par un acte de volonté souveraine, il lui dicte le plan d'une campagne victorieuse jusqu'à Ulm, jusqu'à Vienne ! Son armée faisait face à la mer sur plus de deux cents lieues de front; elle va faire volte-face et marcher au Danube. Là, plus d'incertitudes comme sur la mer, plus de retards misérables, plus d'obstacles, par conséquent plus de chefs irrésolus. Quand il règle tous les mouvements de ces grandes masses, on dirait qu'il les décrit. Ce qu'il ordonne de faire il le voit. Il voit l'armée se rompre, les colonnes se former, chaque corps, au jour dit, à l'heure dite, atteindre le rendez-vous prescrit. En tel endroit, on surprendra l'ennemi, en tel autre, on l'attaquera de vive force. Bien plus, il devine les mouvements de l'armée autrichienne qui seront déterminés par les siens, il aperçoit les fautes de ses adversaires et les fait entrer dans ses calculs. Deux mois, 300 lieues et plus de 200.000 ennemis séparaient la pensée du résultat. Tout se trouva exact. »

Mais il ne fallut rien moins que le prodigieux succès de la campagne d'Ulm et d'Austerlitz pour adoucir l'amertume d'une déception si cruelle. Et plus d'une fois le vainqueur du continent regretta que la question ne se fût pas décidée en Angleterre même. Ce projet de descente d'une grande armée dans l'île de la Grande-Bretagne présentait de rares difficultés; mais Napoléon les avait prévues et elles n'étaient pas insurmontables. Une fois la descente effectuée, le succès n'était pas douteux. L'armée qui devait vaincre en moins de deux ans l'Autriche, la Prusse et la Russie, n'aurait pas trouvé en Angleterre de forces capables de l'arrêter. Si le gouvernement anglais ne signait presque aussitôt la paix dans Londres, il ne lui restait qu'à se retirer en Écosse pour donner à Nelson le temps de fermer à Napoléon le retour en France. Qu'aurait fait alors Napoléon, bloqué dans une île comme dans une place forte? Aurait-il, faisant appel aux sentiments démocratiques que la révolution française avait réveillés dans la population anglaise, Réorganisé le pays et l'aurait-il gouverné comme le fit Guillaume le Conquérant? Ce sont là des questions qu'on peut longtemps discuter, sans arriver à conclure. Le plus probable d'ailleurs est que les Anglais auraient immédiatement traité. Quoi qu'il en soit, « la postérité, comme le dit Jomini (1), regrettera, pour l'exemple des siècles à venir, que cette immense entreprise n'ait pas été menée à bonne fin ou du moins tentée... Toutefois nos neveux trouveront dans les préparatifs qui furent faits pour cette descente une des plus importantes leçons que ce siècle mémorable ait fournies à l'étude des militaires et des hommes d'État. Les travaux de toute espèce faits sur les côtes de France de 1803 à 1805 seront un des monuments les plus extraordinaires de l'activité, de la prévoyance et de l'habileté de Napoléon. »

(1) *De l'Art de la guerre*, p. 274.

Napoléon nommé Empereur. D'après Appiani.

CHAPITRE DEUXIÈME.

LA CAMPAGNE DE 1805.

LA GRANDE ARMÉE. — ULM. — TRAFALGAR. — AUSTERLITZ. — PRESBOURG. MORT DE PITT.

Du camp de Boulogne, qu'elle occupait depuis plusieurs mois, la Grande Armée fut donc dirigée sur l'Allemagne. Elle était composée de la masse la plus considérable des forces françaises, et c'est à cette supériorité numérique qu'elle dut d'abord d'être appelée la *Grande Armée,* pour la distinguer des armées secondaires, agissant séparément; mais ses merveilleuses victoires et l'union incomparable qu'on trouvait en elle de toutes les vertus militaires firent prendre un sens purement moral à cette dénomination. Jamais elle ne la mérita mieux qu'en 1805.

Aguerrie depuis longtemps déjà, elle avait acquis, dans les exercices du camp de Boulogne, cette souplesse, cette discipline, cette subordination parfaite qui allait la rendre la première armée du monde. « Dans les campagnes de 1802 et 1806, disait le

maréchal Bugeaud, qui portait à Austerlitz le sac de grenadier, l'armée était magnifique et d'une rare solidité. Les éléments de force et d'action y abondaient. Quelques années de paix avaient été mises à profit pour y introduire la discipline et la règle, qui succédaient aux habitudes de laisser-aller et de désordre des troupes de la République et du Directoire. L'effectif de cette armée ne dépassait pas une juste mesure. De vieux soldats, vieux bien plus par l'expérience de la guerre que par l'âge, formaient des corps d'élite très peu nombreux, rarement engagés, entourés par conséquent d'un haut prestige et portant avec eux dans l'action un effet moral considérable et toujours décisif (1). »

C'est à partir de cette date que le groupement des troupes en corps d'armée fut substitué aux anciennes divisions. La division était trop faible; elle fut conservée, mais comme unité secondaire. Napoléon forma des corps composés de trois divisions et commandés le plus souvent par des maréchaux. Ces corps étaient autant de petites armées capables de supporter le choc des forces ennemies et de donner aux autres corps le temps d'arriver en ligne. Cette concentration simplifiait les ordres, car Napoléon lui-même, malgré l'étendue et la puissance de son esprit, pensait qu'il était à peu près impossible à un général de diriger avec précision plus de cinq à six unités distinctes. Enfin il forma des réserves puissantes de cavalerie, ne donnant à chaque chef de corps pour en disposer librement qu'une brigade de cavalerie légère. Quoiqu'il laissât à chaque corps d'armée une artillerie importante, il forma aussi des réserves complètes de cette arme (2).

Le plan de Napoléon était de lancer dans le bassin du Danube cette armée formidable, de marcher avec elle sur Vienne et de conserver seulement la défensive en Italie. L'Empereur occupait le Hanovre et avait des garnisons dans les principales places maritimes du royaume de Naples. Les alliés veulent envoyer des troupes anglo-russes pour le chasser de l'Italie et des corps anglais, russes et suédois pour l'expulser du Hanovre. Soixante mille hommes sont destinés à ces deux expéditions excentriques. Napoléon le sait mais ne s'en inquiète point. Il n'en ordonne pas moins l'évacuation de Naples et du Hanovre. Bientôt Saint-Cyr rejoindra Masséna dans le Frioul, Bernadotte viendra prendre une part active aux opérations du Danube et après les prodigieux succès d'Ulm et d'Austerlitz, on pourra reprendre aisément les positions qu'on a abandonnées. Ces diversions des alliés devaient donc être tout à fait inutiles (3).

(1) Bugeaud cité par Trochu : *L'Armée française en* 1867.
(2) Voir Thiers, tome V, et surtout Jomini, *Vie politique et militaire de Napoléon*, tome II.
(3) Jomini, *De l'Art de la guerre*, édition de 1838, p. 186.

Le 27 août, Napoléon expédia ses derniers ordres aux sept chefs de corps de la Grande Armée. Ils devaient se mettre en mouvement dès le lendemain de la réception de ces ordres ; l'armée de Bernadotte ne pouvait agir que le 2 septembre, mais pour le camp de Boulogne les ordres s'exécutèrent dès le 29 au matin ; le secret le plus grand fut observé, il ne fut confié qu'à Berthier, chef d'état-major général, et à

Fig. 146. — Vue du port et rade de Boulogne. Gravure du temps.

Daru, intendant général de la Grande Armée. Daru dut aller à Paris pour expédier lui-même les ordres, sans mettre aucun commis dans la confidence. Napoléon laissait croire qu'il envoyait seulement 30.000 hommes sur le Rhin. La rapidité n'était pas moins nécessaire que le secret pour le succès complet de ses grandes opérations.

« C'était un jeudi soir, dit Coignet, que nous devions mettre à la voile pour arriver sur les côtes d'Angleterre le vendredi ; mais à dix heures du soir on nous fit débarquer, sac au dos et partir pour le Pont de Briques pour déposer nos couvertures. C'étaient des cris de joie. Dans une heure toute l'artillerie était en marche pour la belle ville d'Arras. Jamais on n'a fait une marche aussi pénible. On ne nous a pas donné une heure de sommeil : jour et nuit en marche par pelotons. On se tenait par rang les uns aux autres

pour ne pas tomber. Ceux qui tombaient, rien ne pouvait les réveiller. Il en tombait dans des fossés ; les coups de plat de sabre n'y faisaient rien du tout. La musique jouait, les tambours battaient la charge, rien n'était maître du sommeil. Les nuits étaient terribles pour nous. »

Il fallait bien que Napoléon, au risque d'exténuer ses troupes, marchât à l'ennemi avec cette rapidité. S'il lui laissait le temps de s'avancer jusqu'au Rhin, il prévoyait que l'Allemagne entière se jetterait dans la coalition. L'électeur de Bavière hésitait lui-même à s'allier avec nous.

On le savait personnellement attaché à la France, dans les armées de laquelle il avait servi comme colonel avant d'être électeur (1). Il professait en outre une admiration et une amitié très sincères pour Napoléon. Son ministre, M. de Montgelas, partageait ses idées et ses projets de réforme. Tous deux avaient eu à se plaindre du clergé au sujet de la sécularisation, des moines, et de la noblesse au sujet de l'égalité des droits. Enfin, la Bavière devait déjà à la France un notable agrandissement. Tous ces motifs poussaient l'électeur à embrasser l'alliance française. Mais à la cour il y avait un parti favorable aux Autrichiens. Il était conduit par l'électrice, sœur de l'impératrice de Russie et de la reine de Suède, et élevée comme elles dans la haine de la France. Ses qualités d'épouse et de mère de famille lui donnaient sur son mari une influence considérable, et le pauvre électeur était bien embarrassé pour savoir s'il céderait à sa sympathie pour la France ou à son amour pour sa femme. Elle lui représentait son premier ministre comme un de ces révolutionnaires qui avaient renversé en France le pouvoir monarchique et l'engageait à le renvoyer. Dans cette incertitude, l'électeur offrit sa neutralité aux deux puissances belligérantes. Elles ne l'acceptèrent pas et leurs ambassadeurs luttèrent pour emporter d'assaut l'alliance de l'électeur, qui devait procurer au vainqueur une armée de 30.000 hommes. L'ambassadeur français l'emporta. Les Autrichiens avaient ouvert les hostilités avant l'arrivée des Français en Bavière et marchèrent sur Munich. L'électeur, dans les plus grandes perplexités, entra en négociations avec eux, et sans doute il aurait traité, tourmenté qu'il était par le souvenir des tribulations éprouvées par son ancêtre Charles VII, lors de son alliance avec la France contre Marie-Thérèse. Mais l'ambassadeur français réussit à l'emmener à Wurtzbourg avec tout le corps diplomatique. Il fit venir en toute hâte Marmont et Bernadotte, qui étaient, le premier à Mayence, le second en Westphalie. Alors Maximilien, se voyant en sûreté au milieu des troupes françaises, ordonna aux siennes de mêler leurs drapeaux aux drapeaux français et signa avec notre ambassadeur un traité d'alliance formel, en le priant d'en retarder la publication jusqu'à l'arrivée de Napoléon lui-même, afin de ménager la sensibilité de l'électrice.

(1) Sur toutes ces négociations, voir Pelet de la Lozère, *Napoléon au Conseil d'État*, p. 96 et suivantes, et Lefebvre, *Histoire des cabinets de l'Europe pendant le Consulat et l'Empire*, tome II.

Ainsi la Bavière et les États allemands du Rhin se trouvaient ramenés à leur ancienne politique d'alliance française contre la maison d'Autriche. On se serait cru revenu au temps de Mazarin et de Marie-Thérèse. Pas plus à l'intérieur que pour les affaires extérieures, les événements de la Révolution française n'avaient rompu toutes les traditions et, le temps des troubles passé, on pouvait déjà s'apercevoir

Fig. 147. — Mack à bout. Caricature de l'époque.

que c'était en grande partie avec les anciens matériaux que le nouvel édifice avait été construit.

Pendant ces négociations, les Autrichiens étaient arrivés sur l'Iller; les Russes, sous Kutusof, se dirigeaient, en montant le Danube, vers la haute Autriche. L'Autriche avait commis la faute, qui plus d'une fois lui coûta si cher, de compromettre la sécurité même de l'empire en Allemagne pour envoyer en Italie des forces considérables. Son meilleur général, l'archiduc Charles, se trouvait avec 100.000 hommes dans le bassin du Pô. Napoléon avait décidé qu'il se bornerait à la défensive en Italie, et avait opposé à l'archiduc Charles Masséna et 50.000 hommes auxquels devait se joindre Gouvion Saint-Cyr, qui avait évacué le royaume de Naples. Mais l'Empereur admettait

que, pour la défensive, 50.000 Français suffisaient à tenir tête à 100.000 Autrichiens.

Mais toute la Grande Armée devait envahir la vallée du Danube. Les troupes qu'elle rencontra devant elle étaient, à sa droite, dans le Tyrol, l'armée de l'archiduc Jean, forte de 40.000 hommes, et, dans le voisinage d'Ulm, celle de Mack et de l'archiduc Ferdinand.

Cependant l'armée française exécutait avec une admirable précision les ordres du 27 août. Le premier corps (Bernadotte) quitta le Hanovre, laissa garnison à Hameln et se joignit à l'armée bavaroise à Wurtzbourg. Le deuxième (Marmont) partit de Zeist, en Hollande, et se dirigea vers Mayence ; les troisième, quatrième, cinquième, sixième et la réserve de cavalerie (Davout, Soult, Lannes, Ney, Murat), qui formaient le camp de Boulogne, marchaient également vers le Rhin pour le passer depuis Manheim jusqu'à Strasbourg. Le septième (Augereau), parti de Brest, devait servir de dernière réserve et arriver sur le fleuve à Huningue. Tandis que Murat et Lannes, qui ont passé à Kehl, menacent les défilés de la forêt Noire centrale, et attirent de ce côté l'attention des Autrichiens, plus au nord, derrière ce rideau qui les cache à l'ennemi, Ney, Soult, Davout passent à Lauterbourg, Spire, Manheim, pénètrent dans la vallée du Neckar et déterminent les souverains de Bade et de Wurtemberg à signer un traité d'alliance qui nous donne 16.000 hommes. En deux jours 180.000 hommes s'étaient échelonnés de Kehl à Wurtzbourg sur le flanc droit des Autrichiens. Lorsque le mouvement est achevé, Lannes et Murat filent à leur tour sur Stuttgard, et rejoignent le corps de Ney, laissant les Autrichiens les attendre au sud de la forêt Noire. Une fois dans le bassin du Neckar, les affluents de droite de cette rivière, la Kocher, la Jaxt, et surtout la Fils, offraient par leurs vallées autant de directions naturelles pour tourner la position d'Ulm. C'est ainsi que Napoléon savait appliquer non pas seulement l'étude détaillée de la carte mais les traits généraux de la géographie d'un pays à la grande guerre. Napoléon restait à Strasbourg, poursuivant ses négociations, surveillant les mouvements de ses corps d'armée et trompant l'ennemi par son séjour même. Mais, le 17 octobre, il jugea, sur les derniers rapports de Murat, que ses prévisions étaient réalisées, que Mack était définitivement abusé et que le succès était certain. Ségur, qui était un des officiers de son état-major, reçut l'ordre de le précéder à Ettlingen puis à Ludwigsbourg. « Lorsque j'allai prendre congé de l'impératrice, raconte-t-il dans ses Mémoires : « Partez, emportez mes vœux, me dit-elle, et « soyez aussi heureux que vont l'être l'armée et la France. » Alors, sur mon étonnement d'une assertion aussi positive : « N'en doutez pas, ajouta-t-elle, l'Empereur vient de « m'annoncer que dans huit jours l'armée ennemie entière serait faite prisonnière in- « failliblement. » C'était le 1er octobre ; le 8 octobre, en effet, Mack était entièrement tourné. »

Mack ne comprenait rien encore aux manœuvres de la Grande

Armée. Il crut que les Français avaient l'intention de déboucher sur le Danube par le haut Neckar. Aussitôt il fit face aux Alpes de Souabe, sa gauche à Ulm, son centre à Gunzbourg, sa droite à Rain. C'était déjà une très grande faute que de laisser de si grands intervalles entre les diverses parties de son armée. Le plan de Napoléon n'était cependant pas de couper immédiatement en trois tronçons l'armée de Mack, car l'un d'eux au moins irait alors rejoindre Kutusof à

Fig. 148. — Napoléon rend hommage au courage malheureux. Tableau de Debret. Musée de Versailles.

Lintz. Il voulut d'abord isoler complètement l'armée de Mack de l'armée russe en débouchant au delà de sa droite. Bernadotte, Marmont et Davout reçurent l'ordre de se porter à Ingolstadt et Neubourg; puis, pour séparer du centre cette droite déjà tournée, il fit marcher Soult, Lannes et Murat sur Donauwerth, qui se trouve précisément entre Gunzbourg et Rain, les deux postes occupés par le centre et la droite autrichienne. Ney, qui était seul en présence de l'ennemi, masquait les mouvements de tous ces corps en marchant lentement de Stuttgard par Heidenheim sur Alberck, où il prit position en face d'Ulm, sur la rive gauche du Danube, pendant que les autres corps d'armée auxquels il servait de pivot franchissaient le fleuve et occupaient Munich et Augsbourg.

Kienmayer, qui commandait la droite autrichienne, se voyant isolé de Mack, perdit la tête et s'enfuit vers Munich. Lannes et Murat rencontrèrent à Wertingen un corps envoyé par le général en chef pour relier la droite au centre et l'écrasèrent (8 octobre 1805). Mack, épouvanté de se voir ainsi coupé, prit de nouvelles positions et fit face à Vienne, le dos au Rhin, la gauche à Ulm, le centre sur l'Iller, la droite à Memmingen. Les Français, au contraire, faisaient face au Rhin et tournaient le dos à Vienne.

Bernadotte et Davout furent détachés pour suivre Kienmayer et arrêter les Russes, arrivés à Linz. Soult reçut la mission de déborder la droite ennemie et de chasser du Vorarlberg Jellachich, qui venait de quitter Mack avec 10.000 hommes, et du Tyrol l'archiduc Jean. Avec le reste de l'armée Napoléon resserra Ulm du côté de la rive droite du Danube. Ney, avec 40.000 hommes, faisait l'investissement par la rive gauche et forçait peu à peu les divisions de Mack à se replier sur la ville. Ney, obligé de s'emparer de Gunzbourg afin de pouvoir communiquer par le pont de cette ville avec Napoléon, n'avait laissé à Haslach que la division Dupont avec 6.000 hommes. Tout à coup cette petite troupe se trouve en présence d'un corps d'armée de 25.000 Autrichiens. C'était l'archiduc Ferdinand, qui cherchait à échapper au blocus dont Ulm était menacé. Dupont, que l'histoire connaît surtout par la déplorable capitulation de Baylen, se montra alors ce qu'il avait été à Pozzolo, ce qu'il devait être à Dirnstein quelques semaines plus tard, et dans plus d'une circonstance des campagnes de 1806 et 1807, un général éminent. Saisi d'une inspiration qui, dit un bon juge, « honorerait les plus grands capitaines », il pensa que s'il reculait, il allait déceler sa faiblesse et être bientôt enveloppé par les 10.000 chevaux lancés à sa poursuite. » Au contraire, s'il faisait acte d'audace, il persuaderait aux Autrichiens qu'il était l'avant-garde de l'armée française de la rive gauche du Danube, les rendrait plus circonspects et pourrait se tirer du mauvais pas où il était engagé. Sûr de ses soldats, il accepta, il provoqua même la bataille. Après cinq heures d'une lutte acharnée, Dupont, resté maître de toutes ses positions, profitait de la nuit pour se retirer sur Alberck. Il y marche

Carte pour l'histoire des campagnes d'Allemagne et de Pologne, 1800, 1805, 1806, 1807, 1809, 1813.

précédé de 4.000 prisonniers, presque autant qu'il lui restait de soldats. Ce combat vraiment extraordinaire assura le succès complet du plan de Napoléon. Les Autrichiens ne possédaient plus sur la rive gauche que les hauteurs d'Elchingen et le Michelsberg, c'était leur dernière ligne de retraite.

Napoléon donna l'ordre au maréchal Ney d'occuper les hauteurs d'Elchingen, défendues par 15.000 hommes et 40 canons.

Fig. 149. — Le maréchal Ney force le pont d'Elchingen et enlève la position de l'Abbaye.
D'après l'un des bas-reliefs de la colonne de la place Vendôme.

Mécontent de ce que, les jours précédents, quelques-uns de ses ordres avaient été interprétés sans intelligence ou exécutés avec mollesse, il voulut tout voir par lui-même. Dès que le pont du Danube eut été enlevé, il s'y fraya un chemin à travers les renforts qui arrivaient de tous côtés, à travers les morts et les blessés. Les blessés interrompirent leurs plaintes pour l'acclamer. Napoléon s'arrêta. A côté de lui se trouvait un artilleur qui avait la cuisse emportée par un boulet. Il s'approcha, détacha la croix d'honneur qu'il portait, la lui donna en lui disant : « Prends-la, elle t'appartient ainsi que l'hôtel des Invalides, et console-toi, tu pourras y vivre heureux encore. — Non, non, répondit le soldat, la saignée est trop forte ; mais c'est égal, vive l'Empereur ! »

Plus loin, il reconnut un ancien grenadier de l'armée d'Égypte. Il était couché sur le dos, le visage exposé à la pluie qui tombait à flots. Dans son exaltation guerrière, il continuait à crier à ses camarades : « En avant ! » Napoléon se dépouilla de son manteau, le jeta en passant sur lui et lui dit : « Tâche de me le rapporter, et en échange je te donnerai la décoration et la pension que tu mérites. » Au plus fort du combat, il se plaça, pour mieux voir, sur un tertre, mais si près de l'ennemi que les officiers mêmes de

son entourage durent se mettre en tirailleurs et faire le coup de pistolet contre les dragons autrichiens pour les écarter de sa personne. Ce fut seulement à la tombée de la nuit, lorsque tout fut assuré, qu'il repassa sur la rive droite, dans le petit village d'Oberfalheim, et se logea chez un curé, où le général Thiard lui fit son lit, un aide de camp une omelette, et où il ne put même changer ses vêtements trempés de pluie.

Parmi ceux qui se distinguèrent particulièrement à Elchingen, le colonel Auguste Colbert, commandant la cavalerie légère du 6e corps d'armée, signale dans son rapport au maréchal Ney « le jeune Louvat, seul descendant du chevalier Bayard, le modèle des preux ». N'est-ce pas un beau spectacle que de voir, dans les armées de la France nouvelle, le représentant de la famille du grand ministre de Louis XIV recommander au fils du tonnelier de Sarrelouis le descendant du héros de Marignan et de Mézières ?

Le lendemain, 15 octobre, *à 3 heures du matin,* il dictait ses ordres pour la journée. C'était là son heure habituelle, car à ce moment les rapports de la veille lui étaient en général tous parvenus. Il régla l'ordre d'attaque du Michelsberg, qui fut enlevé avec la même intrépidité qu'Elchingen par Ney et Lannes. Comme à Elchingen, Napoléon, afin de mieux voir l'action, s'était trop avancé. Lannes, lui ayant fait des représentations qui ne furent pas écoutées, saisit brusquement les rênes de son cheval pour l'éloigner d'un feu trop meurtrier.

Par la prise du Michelsberg, Mack fut définitivement séparé de Ferdinand, qui s'était lancé sur la route de Bohême, poursuivi par le corps de Murat (15 octobre 1805). L'armée enfermée dans Ulm ne pouvait y tenir longtemps. Mack, averti que les Russes n'étaient encore qu'à Linz, que les Français avaient pris Munich, se décida à capituler, et comme il ne pouvait se croire aussi isolé qu'il l'était, il stipula qu'il livrerait la ville sous huit jours s'il n'avait pas reçu de secours. Il en attendait non seulement des Russes, mais de Kienmayer, de l'archiduc Jean et de Jellachich, qu'il croyait réunis. Il se faisait de singulières illusions, car tout ce qui avait échappé au désastre d'Ulm, moins l'archiduc Ferdinand et 2.000 cavaliers, était obligé de capituler, à Trochtelfingen (19 octobre). Sept mille Français avaient fait quarante-cinq lieues en cinq jours, pris ou tué 22.000 hommes, enlevé 130 canons et tous les bagages. Napoléon fit connaître ce résultat à Mack, qui, perdant tout espoir d'être secouru, capitula le 20 octobre, nous livrant 33.000 hommes, 40 drapeaux et 60 canons.

Il n'y avait pas deux mois que la campagne était commencée, il n'y en avait pas un que le Rhin avait été franchi.

Deux nouvelles funestes vinrent troubler la joie de Napoléon. La première était celle d'une grande défaite navale, essuyée par l'amiral Villeneuve à Trafalgar, le jour même de la capitulation d'Ulm (1804). La seconde était une sorte de déclaration de guerre de la Prusse.

Fig. 150. — Prise d'Ulm par Napoléon (le 18 octobre 1805). Dessiné par Swebach, gravé par Couché fils.

Après avoir quitté le Ferrol pour s'enfermer dans la rade de Cadix, la flotte franco-espagnole, occupée à s'y réorganiser, fut bientôt bloquée par Nelson.

Ainsi la bataille devant laquelle Villeneuve avait fui s'annonçait pour une date prochaine. En effet, trente-trois vaisseaux ne pouvaient rester impuissants et inutiles dans un port où ils étaient enfermés ; il fallait forcer le passage. C'était une question d'honneur. Villeneuve, qui était brave, le pensait comme tous ses officiers. Aussi, malgré ses appréhensions et son découragement, il fixa, d'accord avec l'amiral espagnol Gravina, la tentative de sortie au 21 octobre 1805. Cette tentative, qui échoua complètement et se changea en désastre, a reçu le nom de bataille de Trafalgar, qui lui a été donné du cap voisin devant lequel la flotte alliée était postée.

Des deux côtés, on se battit avec un égal acharnement. Mais Villeneuve n'était pas de force à lutter contre Nelson. Le grand marin anglais, voulant prouver comment il comprenait pour lui-même son célèbre ordre du jour : « *L'Angleterre compte que chacun fera son devoir* », avait dirigé en personne les opérations, debout sur le gaillard d'arrière de son vaisseau amiral, le *Victory*. C'est là qu'il fut mortellement atteint par une balle partie des hunes du *Redoutable ;* sa dernière recommandation fut adressée à l'amiral Collingwood : il lui fit observer qu'une tempête prochaine s'annonçait et qu'il était prudent de mouiller. Quelques instants après il expirait : il était quatre heures trente minutes. Or, à quatre heures trente minutes, — et la stricte exactitude de ce rapprochement résulte de la comparaison des documents officiels déposés dans les archives maritimes françaises et anglaises, — l'amiral Gravina envoyait à l'armée le signal du ralliement et de la retraite (1).

Le principal lieutenant de Villeneuve, le contre-amiral Magon, était mort sur *l'Algésiras*. Son chef, moins heureux, était prisonnier ; conduit en Angleterre, puis relâché pour aller se justifier en France, il débarqua à Morlaix, et, désespérant de recouvrer les bonnes grâces de l'Empereur, se tua à Rennes, dans l'auberge où il était descendu (22 avril 1806). Villeneuve avait de l'esprit, de la bravoure personnelle, la connaissance pratique de son état ; mais il n'avait pas la portée d'intelligence nécessaire pour exercer avec succès un commandement supérieur, surtout lorsqu'il y a de grandes décisions à prendre et de grandes choses à faire. Il manquait surtout de fermeté dans le caractère. Il ne comprit pas ce que Napoléon attendait de lui et qu'il y a des circonstances où agir c'est déjà vaincre.

Pour ne pas décourager ses troupes, Napoléon empêcha de répandre le bruit de ce désastre. Il marcha au contraire sur Vienne avec plus de précipitation, afin de faire oublier au plus tôt ce revers par de nouveaux succès. Il fallait d'ailleurs se hâter d'écraser les Russes et les Autrichiens avant que la Prusse ne se réunît à la coalition, ce qu'elle semblait alors prête à faire. Les griefs de la cour de Berlin étaient insignifiants. Deux corps français, ceux de Bernadotte et de Marmont, allant de Hanovre et de Hollande à Wurtzbourg, avaient passé sur le territoire neutre d'Anspach, qui appartenait à la Prusse. Aussitôt elle avait protesté. En vain Napoléon avait-il cherché à lui démontrer que dans la dernière campagne ce territoire avait été traversé et parcouru en tous sens par les armées belligérantes, et qu'elle n'avait jamais songé jusque-là à élever des réclamations à cet égard, la noblesse prussienne, guidée par la reine Louise, avait entraîné Frédéric-Guillaume à mobiliser

(1) E. Forgues, *Vie de Nelson.*

l'armée et à occuper le Hanovre aux nom et bénéfice de l'Électeur-roi.

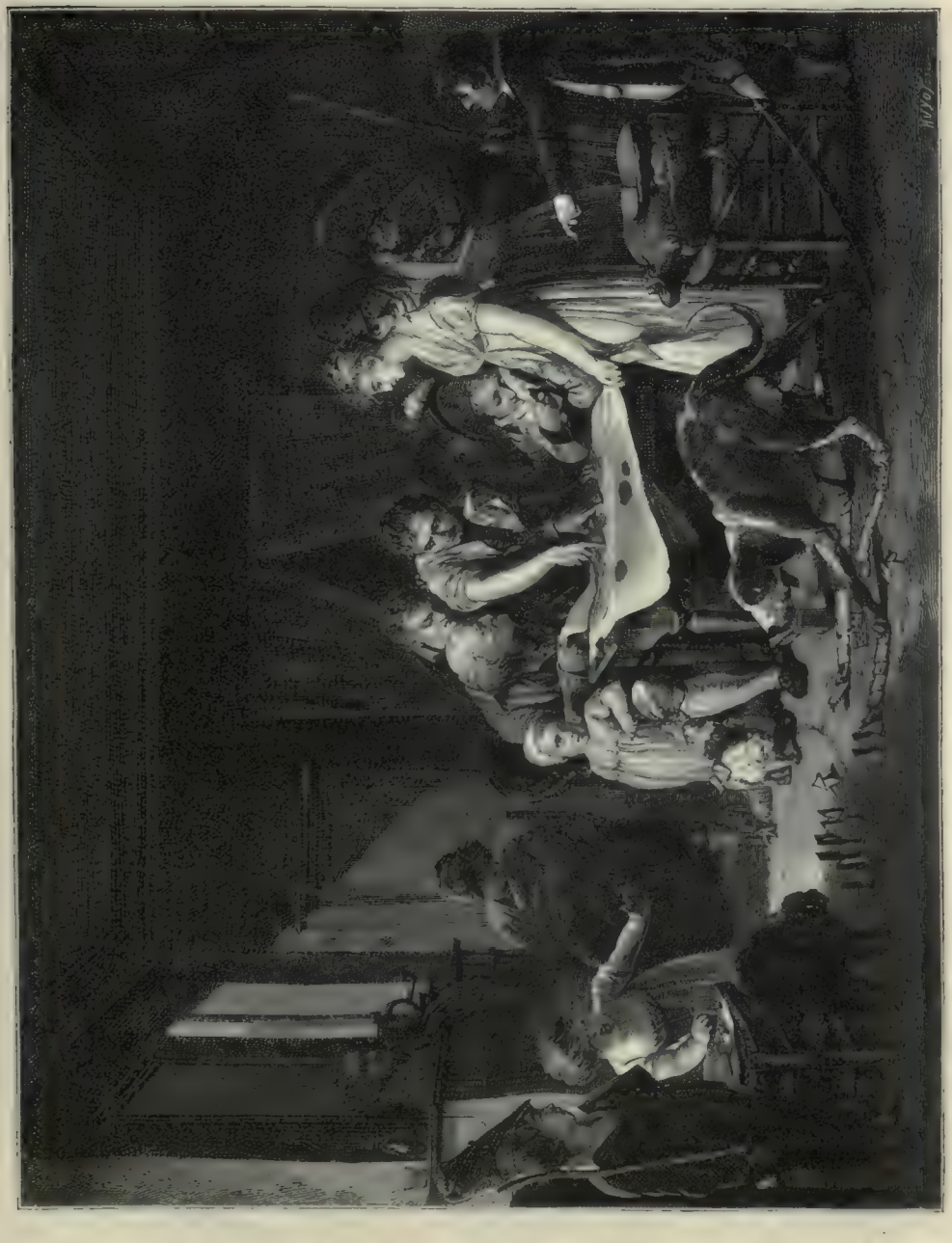


Fig. 151. — Lecture du septième bulletin de la Grande Armée (capitulation d'Ulm). Tableau de Bolly. (Phot. de Braun.)

Brunswick avait déjà fait le plan d'une campagne contre l'armée française. Le généralissime projetait de menacer les communications des

Français et croyait contraindre l'adversaire à la retraite par la puissance de la manœuvre. C'était le même plan qu'on devait suivre en 1806; il était alors moins mauvais qu'il ne le fut l'année suivante, car Napoléon avait déjà affaire aux Autrichiens, mais on voit qu'on se préparait déjà à commettre les fautes qui devaient amener l'année suivante une catastrophe (1).

En attendant qu'on pût agir plus énergiquement, le gouvernement prussien, sous prétexte de maintenir l'égalité entre les belligérants, ouvrit la Silésie à la seconde armée russe. Le czar Alexandre se rendit de sa personne à Berlin, où il fit une entrée solennelle (5 octobre); il témoigna pour la reine Louise de Prusse d'une sorte de culte respectueux et d'admiration chevaleresque. Le 3 novembre, un traité d'alliance était signé à Potsdam entre Alexandre et Frédéric-Guillaume, qui se juraient une amitié éternelle sur le tombeau du grand Frédéric. Mais le roi, qui était plus raisonnable que son entourage, décida qu'il ne jouerait que le rôle de médiateur armé et qu'il ne prendrait les armes que dans le cas où Napoléon refuserait d'accéder aux conditions qu'il allait proposer aux deux parties. Ces conditions étaient, il est vrai, exclusivement défavorables à la France; on lui demandait de rendre l'indépendance à la Suisse et à la Hollande et de restituer le Piémont au roi de Sardaigne. Le comte d'Haugwitz fut envoyé porter un ultimatum à Napoléon (3 novembre 1805).

Napoléon précipita sa marche sur Vienne. Kutusof avec 45.000 hommes était arrivé à Braunau, où Kienmayer l'avait rejoint. Leur plan était de reculer pas à pas pour donner à l'armée du Tyrol et d'Italie le temps d'accourir à la défense de Vienne. Ney, détaché de la Grande Armée avec Augereau, fut chargé de chasser du Tyrol l'archiduc Jean et de marcher sur cette capitale en servant d'aile droite à Napoléon et d'aile gauche à l'armée d'Italie. Braunau tomba aux mains des Français avec d'immenses approvisionnements (20 octobre 1805), et bientôt Murat et Lannes, qui formaient l'avant-garde, eurent à se mesurer avec l'ennemi à Lambach, à Steyer, à Amstetten, et le

(1) Publications du grand état-major général allemand, résumées dans la *Revue critique* du 21 décembre 1885.

repoussèrent. A Steyer, dont le pont avait été brûlé, les carabiniers de Davout passèrent l'Ens un à un sur une poutre et sous une grêle de balles et de mitraille. A Amstetten, c'était la première fois de la campagne que les Français se trouvaient en présence des Russes. L'acharnement de ces nouveaux ennemis étonna nos soldats. Blessés, désarmés, renversés à terre, ils se défendaient, ils attaquaient même

Fig. 152. — Combat de Steyer (5 novembre 1805).

encore. Cependant, ainsi vivement pressé et voyant que l'armée d'Italie ne pourrait le rejoindre, Kutusof renonça à défendre Vienne et passa le Danube sur le pont de Mautern, qu'il fit sauter derrière lui. Il espérait rejoindre sans encombre l'archiduc Ferdinand et la seconde armée russe en Moravie, mais il fut bien surpris de rencontrer à Diernstein Mortier avec le huitième corps, chargé de surveiller la Bohême, et, s'il était possible, de couper aux Russes la route de Moravie.

Mortier fut presque aussi étonné que Kutusof de rencontrer l'ennemi. Il s'attendait à lui voir passer le Danube au pont de Vienne seulement. Sa surprise se changea bientôt en inquiétudes. Car il s'était avancé trop précipitament avec la moitié seulement de son corps, l'autre moitié, avec Dupont, étant restée à une journée de marche en arrière. « Il poussa néanmoins vivement l'ennemi jusqu'à Stein. Ce-

pendant, reconnaissant bientôt qu'il avait affaire à toute une armée, il se replia sur Diernstein. Mais il trouva ce point occupé par un second corps d'armée de 15.000 Russes qui l'avaient tourné. On recommence dans l'obscurité le combat livré le matin. Les 5.000 héros qui accompagnaient Mortier étaient entourés de toutes parts par des masses énormes. Il ne vint à personne l'idée de capituler. Quelques officiers conseillèrent à Mortier de s'embarquer seul et de traverser le fleuve afin de ne pas laisser à l'ennemi un aussi beau trophée qu'un maréchal de France : « Non, répond-il, on ne se sépare pas d'aussi braves gens ; on se sauve ou on périt avec eux. » Il était là, l'épée à la main, combattant à la tête de ses grenadiers, que sa haute taille dépassait encore. Nous n'avions conservé que deux canons. Mortier en oppose un vers Krems à Kutusow ; l'autre, que dirige le Suisse Fabvier, devenu plus tard célèbre dans la guerre de l'indépendance grecque, il le fait tourner vers Diernstein, le place en tête de la colonne, et, tous les tambours étant brisés, c'est sur des bidons de fer qu'il fait battre la charge. Cependant les munitions s'épuisent, les baïonnettes, à force de frapper, ploient et s'émoussent. Tout à coup, on entend un feu violent sur les derrières de Diernstein. C'était l'infatigable Dupont qui, apprenant la position de Mortier, avait doublé son étape pour le rejoindre et le sauver. Les Russes, pris à leur tour entre les deux divisions, reprennent leur marche sur Hollabrunn.

Murat avait précipité sa marche en avant sur Vienne, sans s'étonner assez du peu de résistance qu'il rencontrait devant lui et sans s'inquiéter d'entretenir ses communications avec les troupes de la rive gauche. Napoléon lui écrivit de Mœlk une lettre sévère :

« Mon cousin, lui disait-il, je ne puis approuver votre manière de marcher ; vous allez comme un étourdi, et vous ne pesez pas les ordres que je vous fais donner. Les Russes, au lieu de couvrir Vienne, ont repassé le Danube à Krems. Cette circonstance extraordinaire aurait dû vous faire comprendre que vous ne pouviez agir sans de nouvelles instructions. Sans savoir quels projets peut avoir l'ennemi, ni connaître quelles étaient mes volontés dans ce nouvel ordre de choses, vous allez enfourner mon armée dans Vienne. Vous n'avez consulté que la gloriole d'entrer à Vienne. Il n'y a de gloire que là où il y a du danger, et il n'y en a pas à entrer dans une capitale sans défense. »

L'empereur François avait quitté Vienne dès qu'il l'avait vue menacée. Il s'était retiré en Moravie, où le czar venait d'arriver avec la seconde armée russe. Les deux souverains se réunirent tandis que l'avant-garde des Français, sous le commandement de Lannes et de Murat, entrait dans la capitale de l'Autriche. Mais le Danube nous séparait de l'armée ennemie. Le passage de ce grand fleuve pouvait nous arrêter longtemps. Il fut surpris par une ruse peu loyale, qu'excuse presque la hardiesse incroyable de ceux qui l'exécutèrent.

A peine maîtres de Vienne, Lannes et Murat cherchèrent à passer sur l'autre rive du Danube. Ce fleuve forme à Vienne plusieurs petites îles. Les Autrichiens nous avaient

laissé occuper les ponts qui les reliaient. Mais le pont le plus important, celui du grand bras, était miné, et le comte d'Auersperg, avec de l'artillerie et 7 ou 8.000 hommes, se tenait à l'entrée sur la rive gauche. Murat et Lannes font avancer leurs grenadiers derrière les plantations touffues des bords du fleuve, et avec quelques aides de camp se dirigent vers la tête de pont. Un artilleur qui les aperçoit se présente une mèche à la main pour faire sauter la mine. Le colonel Dode l'arrête : un armistice va être signé, et avant de rien entreprendre, il faut que les généraux français obtiennent une entrevue avec le comte d'Auersperg. Les canonniers autrichiens les conduisent vers leur

Fig. 153. — L'armée française marchant sur Vienne traverse le défilé de Mœlk (10 nov. 1805). Musée de Versailles.

A droite se voient les bâtiments du monastère, qui passait pour le plus riche de l'Allemagne et qui nourrit pendant six jours l'armée de Napoléon en 1809.

chef et ils ont avec lui une conférence sous la bouche même des canons ennemis. Pendant ce temps-là une colonne de grenadiers s'avance à la faveur du rideau d'arbres qui la cache aux Autrichiens. Mais, parvenue à l'entrée du pont, elle est aperçue par eux. A ce moment, dit-on, un sous-officier s'approche du général comte d'Auersperg pour lui signaler la manœuvre des Français que son entretien avec Lannes, Murat et Bertrand l'avait empêché d'apercevoir. Mais Murat, se jetant devant le sous-officier avec indignation : « Comment, général, est-ce là cette discipline autrichienne si vantée ? permettrez-vous que le premier soldat venu vous adresse ainsi la parole et interrompe notre entretien ? » D'Auersperg fait signe de la main au sous-officier de s'éloigner et, quand son attention se porte enfin sur le pont, il était couvert de grenadiers qui déjà désarmaient ses artilleurs. Il fut consterné, mais il n'y avait plus de remède et il dut battre en retraite au plus vite.

Napoléon s'était hâté de profiter de l'occupation des ponts du Danube pour porter au delà du fleuve Soult, Lannes et Murat, dans le dessein de couper la retraite à Kutusof et d'arriver avant lui à Hollabrunn, où les Russes comptaient rejoindre la route de Moravie. Le plan faillit réussir. Murat, accourant à marches forcées, put barrer en effet cette route à Kutusof. Il allait le couper de la seconde armée russe. Mais il se laissa tromper par ce général, comme il avait trompé lui-même ceux qui gardaient le pont de Vienne : Kutusof lui fit dire qu'un armistice venait d'être signé entre les belligérants. Murat ne fut pas même étonné de n'en n'avoir point été averti par Napoléon et suspendit sa marche. Quand il connut la vérité, il se jeta avec fureur sur l'arrière-garde des Russes. Il n'était plus temps ; cette arrière-garde, composée seulement de 7 à 8.000 hommes, sous Bagration, combattit avec acharnement et se laissa écraser pour donner à Kutusof le temps de rejoindre le quartier général (18 novembre 1805). Les deux empereurs se trouvèrent alors à la tête de 60.000 hommes, sans compter l'armée de Ferdinand, qui insurgeait la Bohême, et celle de l'archiduc Charles, qui arrivait d'Italie par la Hongrie.

Masséna, chargé d'abord de garder la défensive sur l'Adige, avait bientôt reçu l'ordre d'attaquer l'archiduc Charles pour l'empêcher d'envoyer des renforts à l'armée de Mack. Masséna avait donc enlevé la ville de Vérone et forcé les Autrichiens à se replier sur la hauteur de Caldiero, où il leur avait tué 6.000 hommes sans toutefois les chasser de leur position (30 octobre). Mais l'archiduc, ayant reçu le lendemain la nouvelle de la capitulation d'Ulm, battit immédiatement en retraite jusqu'à Laybach, après avoir jeté garnison dans Venise. Masséna ne le poursuivit pas d'abord, parce qu'il était inquiet de l'arrivée dans le royaume de Naples d'une armée anglo-russe appelée par la reine Marie-Caroline. D'autre part, les affaires de Tyrol empêchaient Gouvion Saint-Cyr de se porter de nouveau dans l'Italie méridionale. Ney avait été chargé de chasser du Tyrol l'archiduc Jean et s'était emparé de Scharnitz (7 novembre) et d'Inspruck. A la suite de ces événements, l'archiduc Jean s'était rapidement dirigé sur Klagenfurth par le col du Brenner et le col de Toblach, pour y rejoindre son frère Charles.

Jellachich, qui s'était échappé d'Ulm dans la pensée de renforcer le corps d'armée du Tyrol, se trouva isolé. Augereau et le septième corps, qui étaient partis de Brest, arrivèrent juste à temps dans le Tyrol pour prendre Feldkirch, atteindre Jellachich à Fussen et obliger une moitié de ses troupes à mettre bas les armes. Le prince de Rohan, avec l'autre moitié, descendit vers le sud, cherchant à joindre l'archiduc

Fig. 154. — Napoléon reçoit les clefs de la ville de Vienne. Tableau de Girodet. Musée de Versailles.

Jean, mais il rencontra à Castelfranco l'armée de Saint-Cyr en marche sur Naples. Il fut contraint de capituler (25 novembre 1805). L'archiduc Jean eut bien de la peine à rejoindre, à Cilly, l'armée d'Italie. Les deux corps marchèrent alors sur Vienne, mais Marmont les battit dans le voisinage de Gratz. Davout s'emparait en même temps de Presbourg et s'avançait jusqu'à Nikolsbourg, afin de leur couper la route de Moravie. Par ses positions l'armée française isolait donc les uns des autres les principaux corps des armées austro-russes, et les empêchait de rejoindre en Moravie les troupes que commandaient

en personne les empereurs alliés. Ceux-ci avaient adopté un plan de campagne, œuvre du général Weirother, qui consistait à couper les Français du Danube et à rejoindre l'archiduc sur le Raab. Leur confiance était encore augmentée par les négociations avec la Prusse. On comptait que 60.000 Prussiens venant par la Bohême couperaient à Napoléon la route de France.

Le comte d'Haugwitz, qui dirigeait les affaires étrangères de la Prusse depuis 1794 et l'avait toujours maintenue dans une politique de neutralité habile, plutôt favorable à l'alliance française, avait été remplacé, en 1804, par son disciple Hardenberg, qui, par une singulière illusion, crut suivre le même système en penchant avec passion tantôt d'un côté tantôt de l'autre, sans comprendre que la mobilité dans les alliances n'est pas plus la neutralité que des emportements en sens divers ne sont la modération. Il accueillit d'abord avec empressement les offres qui lui furent faites, en août 1805, par Duroc, en septembre par Laforest, relativement à la cession du Hanovre à la Prusse, cession par laquelle Napoléon voulait brouiller la Prusse avec l'Angleterre et l'empêcher ainsi de se réunir à la coalition. Lorsqu'il apprit la violation du territoire d'Anspach par les Français, trop Français d'abord, Hardenberg devint trop Russe. Haugwitz ne put empêcher le traité de Potsdam, mais il obtint du moins d'être chargé de porter à Napoléon l'ultimatum de la Prusse.

Ainsi encouragés par l'attitude de la Prusse, les alliés se mirent aussitôt à exécuter le plan par lequel ils pensaient fermer à Napoléon la route de France. Ils étaient campés à Olmutz avec 90.000 hommes. Les Français, qui n'étaient que 65.000, car Mortier était resté à Vienne et quelques autres régiments sur le Danube pour protéger au besoin la retraite, les Français avaient leurs avant-postes à Wischau, leur quartier général à Brunn. L'ennemi, opérant son mouvement pour couper les Français de la Morawa, chasse d'abord nos avant-postes de Wischau, puis file au sud, sur Austerlitz, au lieu d'avancer vers Brunn. Son plan est donc démasqué. Napoléon, voulant l'attirer sur le champ de bataille qu'il a choisi, paraît à dessein montrer de la crainte. Il envoie Savary faire des propositions de paix. Le czar envoie à Napoléon son aide de camp Dolgorouki avec un ultimatum portant comme suscription : « Au chef de la nation française. » Ce titre dispensait les alliés de reconnaître Napoléon pour empereur et ils se faisaient presque autant d'honneur de cette trouvaille que d'une victoire.

Napoléon, soit curiosité réelle, soit désir d'augmenter la confiance de l'ennemi par un feint empressement, s'avança au galop à la rencontre de Dolgorouki, jusqu'au delà de nos dernières vedettes. Dans son entretien avec Napoléon, Dolgorouki montra l'arrogance la plus ridicule et la plus déplacée. Napoléon n'obtiendrait la paix qu'en abandonnant l'Italie, la rive gauche du Rhin, la Belgique. Napoléon se contint d'abord ; mais lorsque le jeune officier, qui aurait bien pu du moins témoigner quelque déférence au premier général de l'Europe, lui offrit insolemment de le laisser se retirer

Fig. 155. — Le maréchal Ney remet aux soldats du 76e de ligne leurs drapeaux retrouvés dans l'arsenal d'Inspruck. Tableau de Meynier. Musée de Versailles.

sain et sauf derrière le Danube, s'il promettait d'évacuer immédiatement Vienne et les États héréditaires ; Napoléon perdit patience : « Retirez-vous ; allez, Monsieur, allez dire à votre maître que je n'ai pas l'habitude de me laisser insulter ainsi ; retirez-vous à l'instant même. » Dolgorouki rentre au camp des alliés, très fier de la noble attitude qu'il a tenue. Il ne manque pas de dire que l'ennemi est démoralisé, que Napoléon se croit perdu, qu'à n'en pas douter on est maître de cette armée, qu'il faut s'empresser de livrer bataille de peur qu'elle n'échappe, car elle est prête à battre en retraite. Dolgorouki va même jusqu'à recommander aux soldats qu'il rencontre de bien regarder de quel côté se retireront les Français.

La concentration qu'opère Napoléon en rappelant rapidement à lui Bernadotte et Davout, campés l'un à sa droite et l'autre à sa gauche, le mouvement rétrograde par lequel il abandonne la forte

position des hauteurs de Pratzen, achèvent de tourner la tête aux ennemis. C'étaient là des manœuvres par lesquelles Napoléon cherchait à les amener sur le terrain qu'il avait choisi. « Si je voulais les empêcher de passer, disait-il, c'est ici que je me placerais, mais je n'aurais qu'une bataille ordinaire : si au contraire je resserre ma droite

Fig. 156. — Plan de la bataille d'Austerlitz.

en la retirant vers Brunn et que les Russes abandonnent ces hauteurs, ils sont perdus sans ressources. » A la suite de ce changement de position, l'armée française était dispersée dans l'ordre suivant. La gauche avait à dos le mont Bosenitz, le centre avait devant lui le Goldbach et les hauteurs de Pratzen; la droite, formée de deux divisions seulement, sous Davout, s'étendait en arrière de la ligne de bataille jusque vers Sokolnitz, Telnitz et les étangs de Menitz, mais en laissant un espace libre entre les étangs et les lignes françaises. Le plan de

Napoléon était d'attirer la gauche ennemie fort loin du centre et de l'écraser en forçant du même coup les troupes qui couronnaient le plateau de Pratzen à l'abandonner. Tout arriva comme il l'avait décidé. La bataille ressembla à une parade où il aurait commandé les

Fig. 157. — Bivouac de l'armée française la veille au soir de la bataille d'Austerlitz (1er décembre 1805). Peint par Bacler Dalbe.

deux armées. La veille, il avait adressé à ses soldats une proclamation où il n'hésitait pas à leur exposer le plan de la bataille, tant ce plan était simple et tant il était sûr de la fidélité de tous :

« Soldats,

« L'armée russe se présente devant vous pour venger l'armée autrichienne d'Ulm. Ce sont ces mêmes bataillons que vous avez battus à Hollabrunn et que depuis vous avez constamment poursuivis jusqu'ici.

« Les positions que nous occupons sont formidables, et pendant qu'ils marcheront pour tourner ma droite, ils me présenteront le flanc.

« Soldats, je dirigerai moi-même vos bataillons. Je me tiendrai loin du feu, si, avec votre bravoure accoutumée, vous portez le désordre et la confusion dans les rangs ennemis. Mais si la victoire était un moment incertaine, vous verriez votre Empereur s'exposer aux premiers coups, car la victoire ne saurait hésiter, dans cette journée surtout où il s'agit de l'honneur de l'infanterie française qui importe tant à l'honneur de toute la nation.

Fig. 158. — Napoléon donnant ses ordres avant la bataille d'Austerlitz. Tableau de Carle Vernet.

« Que sous prétexte d'emmener les blessés on ne dégarnisse pas les rangs et que chacun soit bien pénétré de cette pensée qu'il faut vaincre ces stipendiés de l'Angleterre qui sont animés d'une si grande haine contre notre nation.

« Cette victoire finira la campagne, et nous pourrons reprendre nos quartiers d'hiver, où nous serons joints par les nouvelles armées qui se forment en France, et alors la paix que je ferai sera digne de mon peuple, de vous et de moi. »

Le soir du 1er décembre, Napoléon voulut parcourir le front de son armée et se rendre compte de l'état moral dans lequel elle se trouvait : « Il sortit de sa tente, monta à cheval pour visiter les avant-postes avec son escorte. C'était la brune et les grenadiers à cheval portaient quatre torches allumées. Cela donna le signal d'un spectacle charmant : tous les soldats de la garde prirent des poignées de

Le prince Repnin, prisonnier. Le général Rapp. Napoléon.

Bataille d'Austerlitz (2 décembre 1805). Tableau de Gérard, au musée de Versailles. D'après la gravure de Couché fils et Bovinet.

paille après leurs baraques et les allumèrent. On se les allumait les uns aux autres, une dans chaque main, et tout le monde de crier « Vive l'Empereur ! » et de sauter. Ce fut le signal de tous les corps d'armée. La musique jouait et les tambours battaient aux champs. Les Russes pouvaient voir de leurs hauteurs, à plus de cent pieds, sept

Fig. 159. — Bataille d'Austerlitz (2 décembre 1805). D'après Swebach et Duplessis-Bertaux.

corps d'armée, sept lignes de feux qui leur faisaient face. » (Mémoires du capitaine Coignet.)

Sur l'ordre de Napoléon, Davout avait reculé peu à peu, le 2 au matin, devant l'attaque de l'aile gauche des Russes et l'avait entraînée assez loin du centre, de manière à l'engager entre les étangs et la droite française. Au centre, Napoléon contenait le maréchal Soult, impatient d'attaquer le plateau de Pratzen. « Attendons, disait-il ; quand l'ennemi fait un faux mouvement, il faut se garder de le déranger. » Le moment venu, il lance le maréchal sur la position d'où dépend le sort de la bataille. A la gauche, en entendant le canon de Pratzen, Lannes et Murat prennent l'offensive. Ils avaient eu affaire à de

grandes masses de cavalerie et à une artillerie formidable, qui leur avait fait éprouver de fortes pertes. « Une décharge enlève en entier le rang de tambours du premier régiment de Caffarelli (1). On répond à cette rude canonnade par le feu de toute notre artillerie. Dans ce combat à coups de canon, le général Valhubert a une cuisse fracassée par un boulet. Quelques soldats veulent l'emporter : « Restez à votre

Fig. 160. — La bataille d'Austerlitz. Dessiné par Swebach, gravé par Duplessis-Bertaux.

poste, dit-il, je saurai bien mourir tout seul. Il ne faut pas pour un homme en perdre six. » (THIERS.)

Cependant, de ce côté, les Russes avaient été obligés de reculer, nous laissant 4.000 prisonniers. Mais au centre, vers le plateau de Pratzen, le combat avait redoublé d'énergie. Les Russes comprenaient la faute qu'ils avaient faite et voulaient le conserver à tout prix. Il y eut un mémorable engagement entre la cavalerie de la garde impériale russe et la cavalerie de la garde impériale française, les chasseurs à cheval avec les Mameloucks, sous le général Rapp, puis

(1) Frère du général blessé mortellement à Saint-Jean d'Acre.

les grenadiers à cheval sous Bessières. Un Mamelouck revint à trois reprises apporter un étendard à l'Empereur ; à la troisième, l'Empereur voulut le retenir; mais il s'élança de nouveau et ne revint plus. Il resta sur le champ de bataille. Bientôt Rapp arrivait au galop auprès

Fig. 161. — Entrevue de François II et de Napoléon, à Austerlitz. Tableau de Prud'hon. Musée du Louvre.

de l'Empereur : il était couvert de sang et amenait le prince Repniu qu'il avait fait prisonnier. Pendant ce temps, trois régiments d'infanterie de ligne repoussaient l'infanterie de la garde russe. Le plateau de Pratzen nous est enfin abandonné. Il était une heure de l'après-midi. La victoire était certaine. L'attaque de Soult sur ce plateau avait coupé en trois l'armée ennemie. Lannes, Bernadotte et Murat écrasent la droite et la rejettent sur Austerlitz. La gauche,

effrayée de se voir coupée et prise en queue par Soult, hésite et cherche une retraite. Mais Davout, qui se tenait jusque-là sur la défensive, l'attaque à son tour. Elle tourbillonne et quelques régiments se précipitent dans leur aveuglement sur les étangs glacés de Menitz pour gagner la route de Brunn. Napoléon fait tirer à boulet sur les étangs, la glace est brisée et les fuyards sont engloutis. L'héroïque résistance de la division Doctoroff sauva tout ce qui pouvait être sauvé de l'aile gauche russe. 20.000 tués ou blessés, autant de prisonniers parmi lesquels 10 colonels et 18 généraux, 200 pièces de canon, telles furent les pertes de cette armée qui se croyait si sûre de la victoire et qui avait montré tant de courage. Nous avions perdu 7.000 hommes tués ou blessés. On comptait parmi les morts le général Valhubert, les colonels Morland et Mazas (1). « J'ai livré trente batailles comme celle-ci, disait Napoléon; mais je n'en ai vu aucune où la victoire ait été si décidée et les destins si peu balancés. » Austerlitz est en effet le nom le plus éclatant de l'histoire militaire. Les soldats avaient été dignes de leur chef. Napoléon leur adressa le jour même du combat la proclamation suivante.

« Soldats,

« Je suis content de vous ; vous avez à la journée d'Austerlitz justifié tout ce que j'attendais de votre intrépidité. Vous avez décoré vos aigles d'une immortelle gloire. Une armée de 100.000 hommes, commandée par les empereurs d'Autriche et de Russie, a été en moins de quatre heures ou coupée ou dispersée. Ce qui a échappé à votre fer s'est noyé dans les lacs ; 40 drapeaux, les étendards de la garde impériale de Russie, 120 pièces de canon, 20 généraux, plus de 30.000 prisonniers sont le résultat de cette journée si célèbre (2). Cette infanterie tant vantée et en nombre supérieur n'a pu résister à votre choc, et désormais vous n'avez plus de rivaux à redouter. Ainsi en deux mois cette troisième coalition a été vaincue et dissoute. La paix ne peut plus être éloignée. Mais, comme je l'ai promis à mon peuple, avant de passer le Rhin, je ne ferai qu'une paix qui nous donne des garanties et assure des récompenses à nos alliés. Soldats, lorsque tout ce qui est nécessaire pour assurer le bonheur et la prospérité de notre patrie sera accompli, je vous ramènerai en France.

(1) Leur nom est rappelé encore à la mémoire par des places ou des rues situées dans le voisinage du pont d'Austerlitz.

(2) On ignorait encore les chiffres exacts.

Là, vous serez l'objet de mes plus tendres sollicitudes. Mon peuple vous reverra avec joie, et il suffira de dire : « J'étais à la bataille d'Austerlitz », pour qu'on vous réponde : « Voilà un brave ! »

Napoléon savait parler aux ennemis comme à ses soldats. Au milieu de la bataille, Apraxin, jeune officier d'artillerie de la garde russe, que nos chasseurs avaient fait prisonnier, fut amené devant l'Empereur. Il se débattait, il pleurait, il se tordait les mains : « J'ai perdu mes pièces, disait-il, je suis déshonoré ; faites-moi fusiller, Sire. — Jeune

Fig. 162. — Fac-similé d'une gravure allemande de 1806.

homme, lui répondit l'Empereur, j'apprécie, vos larmes ; mais on peut être battu par mon armée et avoir encore des titres à la gloire. » Napoléon fit insérer cette anecdote dans le trente et unième bulletin de la Grande Armée. C'était élever l'âme de nos soldats ; c'était plaire d'ailleurs à leur générosité naturelle que de témoigner de l'estime et de la sympathie à un ennemi brave et malheureux.

Cette bataille avait coupé les vaincus de la route d'Olmutz et de la Bohême. Ils s'enfuyaient au contraire en désordre sur la route de Hongrie, par où il leur restait un faible espoir de rejoindre l'archiduc Charles, arrêté sur le Raab. Mais Davout se lança à leur poursuite et les atteignit sur la Morava. Les débris d'Austerlitz étaient hors d'état de prolonger la lutte. L'empereur François convint d'une

entrevue avec Napoléon pour mettre fin aux hostilités. Cette entrevue eut lieu entre Urschitz et Nosildovitz, à moitié chemin environ entre Austerlitz et Gœding, au milieu des avant-postes français et autrichiens.

Napoléon avait eu la courtoisie d'arriver le premier. Il reçut l'empereur François au bas de sa voiture, et l'embrassa. L'empereur d'Autriche fut rassuré par cet

Fig. 163. — Gravure anonyme de la collection Hennin.

accueil cordial. Napoléon s'excusant auprès de l'empereur de le recevoir en pareil lieu : « Ce sont là, dit-il, les palais que Votre Majesté me force d'habiter depuis trois mois. — Ce séjour vous réussit assez bien, répliqua l'empereur d'Autriche, pour que vous n'ayez pas le droit de m'en vouloir. » L'entretien se prolongea longtemps entre les deux souverains. Napoléon promit d'accorder un armistice à la Russie. Quant à la paix avec cette puissance, il dit que cela le regardait seul et il ajouta : « Croyez-moi, ne confondez pas votre cause avec celle de l'empereur Alexandre. La Russie peut seule aujourd'hui en Europe faire une guerre de fantaisie. Vaincue, elle se retire dans ses déserts, et vous, vous payez avec vos provinces. » Conseil plein de justesse, que celui qui le donnait devait si complètement méconnaître pour lui-même en 1812! Quoi qu'il en soit,

l'Autriche allait en subir l'application immédiate. Pour la Russie, elle devait se retirer en Pologne par journées d'étapes, sous la surveillance des troupes françaises. D'après les récits du bivouac, cet entretien des deux empereurs avait été plus court et plus simple. « Vous êtes l'empereur d'Autriche ? — Un peu,... Sire... et... c'est

Fig. 164. — « Le VI nivôse an XIV, à IV heures du matin, la paix a été signée à Presbourg, entre M. de Talleyrand et MM. le prince de Lichtenstein et de Giulay. » Gravure de la collection Hennin.

sans doute à l'empereur Napoléon que j'ai l'honneur de parler. — Je ne sais pas, si vous le savez ! ! »

Alexandre n'avait pas même attendu que l'armistice fût signé pour en profiter. Davout avait atteint l'armée russe à Gœding et menaçait de la couper de la Pologne, lorsqu'Alexandre lui fit dire que la poursuite devait cesser, car il y avait armistice. « Je n'en sais rien, répondit le maréchal, mais j'en croirai la parole *écrite* de Sa Majesté l'empereur de Russie. » Alexandre donna cette parole sur un morceau de papier écrit en toute hâte au crayon. Or le fait affirmé n'était pas encore vrai. Quoi qu'il en soit, l'affirmation au moins prématurée d'Alexandre avait sauvé l'armée russe.

Bientôt après, l'armistice était devenu une vérité. A peine Napoléon l'avait-il signé qu'il se demanda s'il n'aurait pas à s'en repentir. « On assure, raconte le trente et unième bulletin de la Grande Armée (4 décembre 1805), on assure que l'Empereur a dit après sa conférence avec l'empereur d'Allemagne : Cet homme me fait faire une faute, car j'aurais pu suivre ma victoire et prendre toute l'armée russe et autrichienne. » Il n'aurait plus eu d'incertitude sur ce point, s'il avait su dès lors que, le jour même, le czar écrivait au roi de Prusse de se hâter de le rejoindre, « car les Russes n'étaient pas compris dans le traité qui se préparait ».

Le roi de Prusse, loin de répondre aux exhortations d'Alexandre, défendit à ses troupes, précisément en marche sur la Moravie, d'aller plus loin, et attendit le résultat de la négociation d'Haugwitz. Le lendemain de la bataille, celui-ci arriva au camp de Napoléon et lui fit des félicitations : « Voilà un compliment, lui dit Napoléon, dont la fortune a changé l'adresse. » L'Empereur adressa ensuite de violents reproches à l'ambassadeur prussien sur son gouvernement, qui avait entrepris contre la France une guerre absurde et sans motifs. « Cependant, ajouta-t-il, je serai indulgent pour cette folie si votre roi veut me donner de solides garanties de son alliance et accepter le Hanovre, en échange du territoire d'Anspach, du duché de Clèves et de la principauté de Neufchâtel. »

La Prusse ne perdait certes pas à l'échange des petites principautés du Rhin pour les provinces de l'Ems et du Weser, qui étaient contiguës au reste de la monarchie. Mais, d'autre part, accepter le Hanovre, c'était une déclaration d'hostilité contre l'Angleterre, d'autant plus sensible qu'au fond du cœur le roi Georges III tenait plus à ses États patrimoniaux qu'aux trois Royaumes-Unis. Son esprit faible, vivement frappé des troubles passagers dont l'Angleterre avait été le théâtre sous son règne, voyait dans ces terres allemandes et fidèles un refuge assuré en cas de révolution. La question était donc des plus graves. M. d'Haugwitz n'avait pas de pouvoirs suffisants pour traiter. Mais les dangers que courait la Prusse étaient si pressants, sa situation si fausse, qu'il prit sur lui de signer ce traité d'alliance offensive et

défensive, malgré ce qu'il y avait d'humiliant et même de honteux pour la Prusse, à abandonner si brusquement ses alliés de la veille. Il est vrai que l'humiliation était bien payée. Le traité fut ratifié avec quelques changements, le 15 février suivant. La nouvelle du traité de Schœnbrunn atterra les Autrichiens et hâta la fin des négociations. C'était Talleyrand qui les dirigeait avec le prince de Lichtenstein et Giulay.

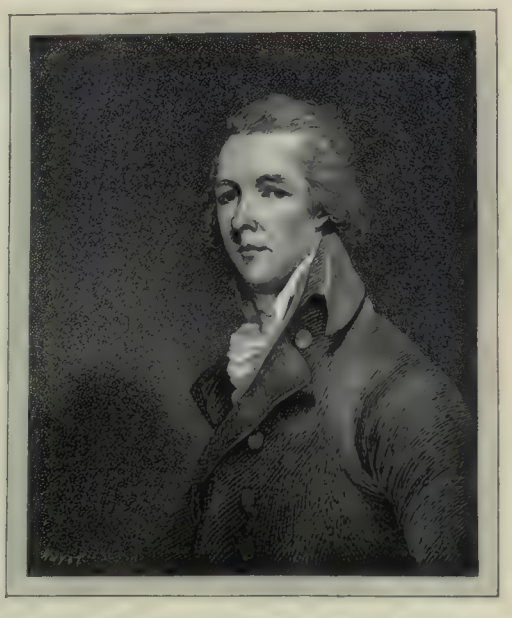


Fig. 165. — William Pitt. D'après la peinture de W. Owen et la gravure de C. Brome.

Dès le temps de la capitulation d'Ulm, Talleyrand avait adressé à Napoléon un mémoire qui dénotait une grande intelligence de l'ensemble de la politique européenne. L'importance que les questions qu'il soulève a prise dans la politique actuelle donne un intérêt particulier au résumé que M. Mignet a donné de ce mémoire, dans sa *Notice historique sur le prince de Talleyrand.*

« Talleyrand, dit-il, faisait remarquer à l'empereur que l'Autriche et l'Angleterre étaient alors les ennemies naturelles de la France, et la Russie son ennemie indirecte par la sollicitation des deux autres et par ses projets sur l'empire ottoman ; que l'Autriche, tant qu'elle ne serait pas en rivalité avec la Russie, et la Russie, tant qu'elle resterait en contact avec la Porte, seraient facilement unies à l'Angleterre dans

une alliance commune ; que du maintien d'un tel système de rapports entre les grands États de l'Europe naîtraient des causes permanentes de guerre ; que les paix ne seraient que des trêves et que l'effusion du sang humain ne serait jamais que suspendue. Il se demandait dès lors quel était le nouveau système de rapports qui, supprimant tout principe de mésintelligence entre la France et l'Autriche, séparerait les intérêts de l'Autriche et ceux de l'Angleterre, les mettrait en opposition avec ceux de la Russie, et par cette opposition garantirait l'empire ottoman et fonderait un nouvel équilibre européen. Telle était la position du problème. Voici quelle en était la solution. Il proposa d'éloigner l'Autriche de l'Italie en lui ôtant l'État vénitien, de la Suisse en lui ôtant le Tyrol, de l'Allemagne méridionale en lui ôtant ses possessions en Souabe. De cette manière, cette puissance cessait d'être en contact avec les États fondés ou protégés par la France, et elle ne restait plus en hostilité naturelle avec elle.

« Pour surcroît de précaution, l'État vénitien ne devait pas être incorporé au royaume d'Italie, mais être interposé comme État républicain et indépendant entre ce royaume et l'Autriche. Après avoir dépouillé celle-ci sur un point, il l'agrandissait sur un autre, et lui donnait des compensations territoriales proportionnées à ses pertes, afin que, n'éprouvant aucun regret, elle ne fît aucune tentative pour recouvrer ce qui lui aurait été enlevé. Où étaient placées ces compensations ? Dans la vallée même du Danube, qui est le grand fleuve autrichien. Elle consistaient dans la Valaquie, la Moldavie, la Bessarabie et la partie la plus septentrionale de la Bulgarie. Par là, disait-il en concluant, les Allemands seraient pour toujours exclus de l'Italie, et les guerres, que leurs prétentions sur ce beau pays avaient entretenues pendant tant de siècles, se trouveraient à jamais éteintes ; l'Autriche, possédant tout le cours du Danube et une partie des côtes de la mer Noire, serait voisine de la Russie et dès lors sa rivale, serait éloignée de la France et dès lors son alliée ; l'empire ottoman achèterait, par le sacrifice utile de provinces que les Russes avaient déjà envahies, la sûreté d'un long avenir ; l'Angleterre ne trouverait plus d'alliés sur le continent, ou n'en trouverait que d'inutiles ; les Russes, comprimés dans leurs déserts, porteraient leur inquiétude et leurs efforts vers le midi de l'Asie, et le cours des événements les mettrait en présence des Anglais, transformant en futurs adversaires ces confédérés d'aujourd'hui. »

Pousser l'Autriche vers les annexions orientales et slaves pour l'éloigner de l'Allemagne, n'est-ce pas la politique que M. de Bismarck a reprise au congrès de Berlin, et n'y avait-il pas pour la France de 1805 quelque intérêt à agir de même ? Talleyrand voyait peut-être les choses de trop loin ; mais c'était là du moins une remarquable vue d'avenir.

Quoi qu'il en soit, Napoléon s'en tint à des avantages plus précis et plus immédiats dans le traité de Presbourg, signé le 26 décembre 1805.

L'Autriche payait une contribution de 40 millions de francs. L'Istrie, la Dalmatie, le Frioul et la partie des États vénitiens abandonnés à l'Autriche par le traité de Campo-Formio étaient réunis à la France. On stipula sagement la séparation des couronnes de France et d'Italie, mais le vague des expressions permettait de la différer jusqu'à la paix générale ou jusqu'à la mort de Napoléon. La Bavière obtint Passau avec le Vorarlberg, le Tyrol allemand et italien. Le duc de Wurtemberg obtint la Souabe; le margrave de Bade, Constance, le Brisgau et l'Ortenau. L'Autriche reçut les principautés de Salzbourg et de Bertholsgaden enlevées à l'archiduc Ferdinand, qui con-

Fig. 166. — Mort de Pitt. Caricature du temps.

serva son titre électoral et à qui la Bavière donna en échange Wurtzbourg, qu'elle avait reçu en 1803. L'Autriche obtenait en outre la sécularisation à son profit des biens de l'ordre Teutonique, soit 120.000 habitants et 1.500.000 florins de revenu. Le Wurtemberg et la Bavière étaient érigés en royaumes, le margraviat de Bade en grand-duché. Dans ces trois États, la noblesse immédiate était supprimée. Le roi de Bavière affermissait son alliance avec la France par des liens de famille, en donnant sa fille Augusta, une des princesses les plus accomplies de son temps, en mariage à Eugène de Beauharnais.

Celui dont les soins avaient réussi à former cette coalition, qui venait de se rompre si rapidement au traité de Presbourg, Pitt, ne put survivre au triomphe de Napoléon.

La nouvelle de la capitulation d'Ulm l'avait affecté avec tant de violence que le succès de Trafalgar ne put lui rendre le calme et la santé. « Pitt ne voulut pas croire aux premières rumeurs flottantes sur le désastre d'Ulm, raconte Macaulay dans ses *Essais historiques*. Il était irrité des inquiétudes de ceux qui l'entouraient : « N'en croyez pas un mot, disait-il, ce n'est qu'une invention. » Le lendemain, il reçut un journal hollandais qui contenait le récit de la capitulation. C'était un dimanche et les bureaux du ministère étaient fermés. Il ne savait pas le hollandais et porta le journal à lord Malmesbury, qui avait été ministre en Hollande. Lord Malmesbury le lui traduisit. Pitt essaya de se raidir ; mais le coup était trop rude, et il sortit, la mort peinte sur le visage. Il mourut quelques semaines après, le 23 janvier 1806.

Napoléon a porté sur lui un jugement très rigoureux :

« M. Pitt a été et demeure l'homme de l'aristocratie européenne; c'est son système qui a ménagé l'asservissement de la cause populaire et le triomphe des patriciens... Il a été le maître de la politique européenne. Il a tenu dans ses mains le sort des peuples : il en a mal usé. Il a incendié l'univers. Cette conflagration universelle de vingt-cinq ans, ces nombreuses coalitions qui l'ont entretenue, ce bouleversement, la dévastation de l'Europe, les flots de sang des peuples qui en ont été la suite, la dette effrayante de l'Angleterre qui a payé toutes ces choses, le système pestilentiel des emprunts sous lesquels les peuples demeurent courbés, le malaise universel d'aujourd'hui, tout cela est de sa façon. La postérité le reconnaîtra; elle le signalera comme le génie du mal. » (Las Cases, t. VII, p. 218.)

Napoléon ne montrait pas plus d'impartialité et de justice envers Pitt, que Pitt lui-même n'en avait montré envers Napoléon (1). Quoi qu'il en soit, la mort du grand ministre anglais ne devait pas mettre fin à la guerre. Les intérêts et les passions qu'il avait personnifiés avec tant d'éclat lui survivaient.

(1) On trouvera un intéressant jugement sur Pitt dans une lettre de Joseph de Maistre écrite de Pétersbourg le 17/29 mars 1806.

D'après Appiani.

CHAPITRE TROISIÈME.

CAMPAGNES DE PRUSSE ET DE POLOGNE.

CONQUÊTE DE NAPLES. — CONFÉDÉRATION DU RHIN.
QUATRIÈME COALITION. — IÉNA ET AUERSTAEDT. — CONSTANTINOPLE. — EYLAU.
FRIEDLAND. — TILSIT.

Du traité de Presbourg devaient résulter, comme conséquences, de nouvelles conquêtes. Par un traité du 21 septembre 1805, la cour de Naples avait promis d'observer une exacte neutralité dans la lutte qui allait s'engager : avec les passions emportées et mobiles de la reine Caroline, on ne pouvait guère compter sur l'exécution sincère de ce traité.

En 1804 elle disait à notre représentant, M. Alquier, ces singulières paroles, dans le temps où elle était en coquetterie avec ce diplomate, qui avait un esprit vif et piquant joint à une verve parfois étincelante : « Assurément, il me serait pardonnable de ne pas aimer Bonaparte. Eh bien, je ferais volontiers quatre cents lieues pour le voir. Si j'osais me comparer à ce grand homme, je dirais que j'ai un sentiment commun avec lui, c'est l'amour de la gloire, mais il a poursuivi son objet en grand et il l'a obtenu, au lieu que moi j'ai cherché la gloire dans les buissons et je ne suis parvenue qu'à me piquer le bout des doigts. Quand vous lui écrirez, dites-lui que je ne

me lasse pas d'admirer l'adresse avec laquelle il a su profiter d'un temps où, Frédéric et Catherine ayant disparu du théâtre des affaires du monde, il n'y a plus sur les trônes de l'Europe que des imbéciles. »

Mais, l'année suivante, elle repoussait les propositions officieuses qui lui avaient été faites d'unir une de ses filles (la princesse Amélie, qui épousa plus tard Louis-Philippe) avec le prince Eugène, et Napoléon, dans la séance solennelle où l'ambassadeur de Naples venait le féliciter, après son couronnement en Italie, avait rappelé publiquement les crimes de la reine et l'avait flétrie du nom de moderne Athalie.

Aussi lorsque les Russes et les Anglais, rassemblés à Malte et à Corfou, arrivèrent, le 20 novembre, dans le golfe de Naples, la cour ne simula pas même la résistance ; bientôt elle réunissait 60.000 hommes sous les ordres de Lascy et les envoyait vers le Nord. L'Empereur reçut la nouvelle quelques jours avant la bataille d'Austerlitz. Il contint sa colère jusqu'après la victoire. Mais le jour même où était signé le traité de Presbourg, il adressait à son armée une proclamation foudroyante, où il déclarait « que la dynastie de Naples a cessé de régner ». Une armée de 45.000 hommes, sous le commandement nominal de Joseph Bonaparte, mais dirigée par Masséna, traversé l'Italie. Le roi quitte Naples pour se réfugier en Sicile, en livrant la ville aux lazzaroni, qui commettent tant d'excès que les bourgeois accueillent les Français comme des libérateurs. Vainement une petite armée anglaise débarque à Sainte-Euphémie et bat Reynier à Maïda ; vainement les Calabres se soulèvent sous la direction de Fra Diavolo et de Scarpa, fameux chefs de brigands à qui la reine a confié le soin d'organiser l'insurrection. Gaëte capitule devant Masséna. A cette nouvelle, les Anglais se rembarquent. Fra Diavolo, pris à Sora est décapité à Naples. Déjà Joseph avait été nommé roi de Naples par un simple décret impérial.

Une autre annexion du même genre et moins justifiée avait déjà eu lieu. La Hollande contenait les places fortes qui garantissaient notre frontière septentrionale, et elle possède les embouchures de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin qui, surtout alors, étaient des fleuves français.

Pour ces raisons de convenance et quoique la Hollande fût toujours restée fidèle, il voulut, contrairement à ses vœux et à sa tradition historique, l'ériger en royaume. Une assemblée de notables, réunie à

cette occasion par le grand pensionnaire, fit entendre des plaintes aussi vives qu'inutiles, et « pour éviter de plus grands maux » demanda pour roi Louis Bonaparte, avec la garantie d'une charte constitutionnelle (1er juin).

Lorsqu'on créait ainsi des rois, on pouvait créer plus facilement encore des princes;

Fig. 167. — La reine Hortense. D'après Regnault.

à sa sœur Élisa Baciocchi, à laquelle il avait déjà donné Lucques, dont la vieille constitution républicaine avait été abolie, et Piombino, il octroya Massa et Carrare. A Pauline, qui, après la mort du général Leclerc, avait épousé le prince Borghèse, Guastalla; à Murat, les duchés de Berg et de Clèves; à Berthier, la principauté de Neufchâtel. Enfin, « pour mettre un terme aux difficultés qui divisaient la cour de Rome et la cour de Naples au sujet des principautés de Ponte-Corvo et de Bénévent, il les érigeait en fiefs immédiats de l'Empire, en faveur de Bernadotte et de Talleyrand. » C'était une application vraiment impériale de la fable de l'Huître et des Plaideurs; il se réservait

en même temps des terres considérables dans les États vénitiens pour en former d'autres grands fiefs.

Si le traité de Presbourg avait fait de Napoléon l'arbitre de l'Europe, il l'avait fait plus particulièrement l'arbitre de l'Allemagne; mais là, son intervention était réclamée, et elle fut utile à la fois à l'Allemagne et à la France.

Fig. 168. — Louise-Augustine-Wilhelmine-Amélie de Mecklembourg-Strélitz, reine de Prusse. D'après un dessin de Swebach.

Comme après Lunéville, l'Allemagne se trouvait, après Presbourg, dans une véritable anarchie, et les États puissants, tels que la Bavière, Wurtemberg, Bade, profitaient des remaniements territoriaux qui étaient la suite du traité, pour opprimer et dépouiller, sans le moindre souci de la justice, les États plus faibles. Aussi, parmi une partie des Allemands, se faisait-on à l'idée du rétablissement d'un empire d'Occident en faveur du nouveau Charlemagne, qui les aurait protégés comme l'ancien. Le prince de Dalberg entretenait surtout Napoléon de ces idées. Napoléon comprit ce qu'elles avaient de chimérique; mais il profita de ses sentiments pour former, sous la protection de la France, une *Confédération du Rhin*, qui établirait bien plus sûrement la suprématie de la France en Allemagne qu'un titre qui n'aurait d'autre résultat que d'augmenter les haines de nos rivaux et notre propre responsabilité.

La Confédération organisée par Napoléon, Talleyrand, La Besnardière, comprenait les pays compris entre la Sieg, la Lahn, le Mein, le Neckar, le haut Danube, l'Isar et

l'Inn. Elle était gouvernée par une diète, sous la présidence de l'archichancelier Dalberg. La diète était composée de deux collèges, le collège des rois : rois de Bavière et de Wurtemberg, grands-ducs de Berg, de Bade, de Hesse-Darmstadt, et le collège des princes : les deux ducs de Nassau, les deux princes de Hohenzollern, les deux princes de Salm, etc. La noblesse immédiate et les villes libres étaient supprimées dans les limites de la Confédération. Nuremberg et Ratisbonne étaient données à la Bavière. En échange de Ratisbonne, Dalberg recevait Francfort. Pour les contingents militaires, la France devait fournir 200.000 hommes et la Confédération 60.000. Les confédérés notifièrent solennellement à la diète de Ratisbonne leur séparation de l'empire (1er août 1806). La Confédération devait s'augmenter bientôt après des royaumes de Westphalie et de Saxe, des principautés d'Anhalt, de Reuss, de Schwartzbourg, de Lippe.

Fig. 169. — Frédéric-Guillaume III de Prusse.
D'après un dessin de Swebach.

Ainsi la France semblait se retrouver à l'égard de l'Allemagne dans la magnifique situation qu'elle avait après le traité de Westphalie : la politique de Richelieu semblait renaître. On aurait tort de voir, dans cette ingérence si précise de la France en Allemagne, l'origine du grand mouvement antifrançais qui devait se manifester quelques années plus tard. Alors cette ingérence était demandée, et fut acceptée en général avec reconnaissance. Confondre les sentiments de l'Allemagne occidentale en 1806 et 1813, c'est comme si l'on affirmait que les sentiments allemands à l'égard du gouvernement de Louis XIV étaient les mêmes au moment où Mazarin formait la première Confédération du Rhin (1658) et alors que, après les violences des chambres de réunion, se formait la ligue d'Augsbourg. On a dit aussi que cette Confédération du Rhin avait contribué à préparer l'unité de l'Allemagne qui nous a été si funeste : on l'a dit surtout depuis 1871. Mais c'est confondre encore les temps et les circonstances. L'intérêt de la France n'était pas de laisser subsister une multitude de petits États qui ne pouvaient avoir de politique indépendante, mais d'y maintenir une division politique plus réelle, en formant des États assez puissants pour pouvoir suivre une politique plus personnelle, offrir par leur alliance un appui important,

et qui auraient tout intérêt à se rattacher à la France pour se défendre contre l'Autriche ou contre la Prusse. C'était là la politique d'Henri IV, de Louis XIII et de Louis XIV.

Malgré tant d'accroissements réalisés en quelques mois, sans parler même de ceux que la campagne de 1805 nous avait donnés, on put croire un moment qu'une paix sincère allait être signée avec l'Angleterre. Fox était entré dans le ministère Granville, qui avait succédé au ministère Pitt, et avait précisément reçu la place de ministre des affaires étrangères. Fox profita de l'offre qu'un misérable vint lui faire d'assassiner Napoléon pour entrer en relations avec notre gouvernement. Non seulement Fox repoussa avec indignation la proposition qui lui était faite, mais il prévint le gouvernement français. Peu de temps après, des négociations officielles s'ouvrirent. Lord Yarmouth, envoyé à Paris, les poursuivait depuis le mois d'avril, lorsque la mort de Fox, survenue en septembre, emporta tout espoir d'une alliance entre les deux peuples. Ce fut un malheur pour l'humanité : ce fut un malheur aussi pour l'Angleterre (1). La politique de la paix avec la France fut soutenue encore avec éloquence par lord Holland, fils du frère aîné de Fox. Mais sa parole ne trouvait plus d'écho. Vainement Napoléon offrit à l'Angleterre plus qu'elle ne devait obtenir aux traités de 1815, les négociations furent bientôt rompues.

Pendant ces négociations, il avait été question de la restitution du Hanovre à l'Angleterre. Le roi Georges y tenait, on l'a vu, tout particulièrement, et, pendant la campagne de 1805, lorsque la politique anglaise cherchait à entraîner la Prusse dans la coalition, Pitt avait été obligé d'offrir à la Prusse, au lieu du Hanovre qu'elle demandait, la Hollande, qui était cependant une possession bien plus importante. Napoléon pensait donc se concilier personnellement le roi par cette proposition. Mais ce n'étaient là que des pourparlers, et Napoléon n'avait pas cru devoir en prévenir la Prusse, qu'il se proposait d'ailleurs d'indemniser. Le cabinet anglais prévint traîtreusement le gouvernement prussien de ces projets relatifs à la cession du Hanovre. Cette nouvelle donna beau jeu à Berlin au parti militaire, qui avait failli

(1) Voir l'Ode de Byron sur la mort de Fox.

L'empereur Alexandre reçu par LL. MM. Frédéric-Guillaume et Louise de Prusse (10 juin 1802).
D'après un tableau de Dähling fait à Berlin en 1805.

réussir déjà en 1805. Vivement soutenu par la reine, il l'emporta enfin dans les conseils du roi, et la guerre avec la France fut décidée.

Cette guerre, Napoléon ne la voulait point, mais l'attitude insolente de la Prusse la rendait inévitable ; la Prusse allait être bientôt punie de son orgueil et de sa haine. Et Napoléon pouvait avec raison comparer la reine de Prusse « à la magicienne Armide mettant elle-même le feu à son palais ».

Fig. 170. — Davout, duc d'Auerstaedt, prince d'Eckmühl. Peint par Gautherot.

Un peuple n'est pas nécessairement dégénéré parce qu'il a cédé devant une nation précédemment vaincue par lui. Il suffit que le vaincu soit devenu plus puissant. Il n'est pas nécessaire qu'une armée ait perdu ses vertus militaires et qu'elle soit commandée par des chefs incapables pour expliquer ses défaites. L'armée romaine fut bien vaincue par Annibal. Frédéric II, avec l'armée de Rosbach et de Leuthen, aurait été sans doute vaincu par Napoléon et l'armée d'Austerlitz. Mais ce qui doit étonner, c'est que la défaite de la Prusse ait été si prompte et qu'il ait suffi d'un seul jour de bataille pour la ruiner.

Frédéric II n'avait eu le temps que d'élever « une façade sur l'Europe » (1). Il n'avait pas formé de ministres capables de continuer son œuvre, car, suffisant à tout, il se contentait de donner des ordres sans les expliquer. La corruption était grande dans la nation, principalement à Berlin, que Mirabeau appelle un noble tripot et où la vénalité était commune. Son successeur, Frédéric-Guillaume II, y avait joint l'hypocrisie. La masse de la nation, la bourgeoisie surtout, où avaient pénétré les idées

(1) Voir dans *l'Europe et la Révolution*, de M. Sorel, les chapitres où sont magistralement exposées les causes de la décadence prussienne. — Voir aussi l'article de M. Chuquet dans la *Revue critique* (n° 51 de l'année 1885), sur le livre du major von der Goltz : *Rossbach und Iena*.

françaises, était mécontente de son abaissement social et de l'insolence de la noblesse. L'armée avait conservé ses vertus militaires, mais elle se laissait aller à la routine ; ses officiers se montraient trop souvent « présomptueux et indécis, pédants et irrésolus ». Le soldat, fort durement traité, n'avait aucun espoir de passer officier. D'ailleurs l'armée, recrutée dans les divers pays de l'Allemagne et même à l'étranger, n'avait pas le sentiment national ; elle était un peu comme la Prusse elle-même, qui formait moins une nation « qu'une mosaïque savamment composée ». Elle accueillit l'ennemi sans répugnance et « les lettres retracèrent les opérations militaires de 1806 comme s'il s'agissait de guerres de l'Angleterre dans les Indes ». La Prusse n'était pas l'Allemagne.

Frédéric-Guillaume III, qui régnait depuis 1797, aurait pu arrêter la décadence de son pays à laquelle son père avait tant contribué. Il était économe, austère. Quoiqu'il se fût signalé par sa bravoure, sur le Rhin et en Pologne, lorsqu'il n'était que prince royal, il aimait la paix, mais il n'avait pas le caractère assez ferme pour résister à son entourage. La reine Louise et le parti militaire allaient l'entraîner dans une politique aventureuse qui conduisait aux abîmes. Ils comptaient sur les Russes, qui n'avaient pas signé le traité de Presbourg et qui, par la connivence du gouverneur autrichien, avaient occupé les bouches de Cattaro, que ce traité nous avait attribuées. Les négociations entreprises à Paris par M. d'Oubril n'avaient pas eu de résultat. On était donc sûr que l'armée d'Alexandre viendrait se joindre à l'armée prussienne. Mais l'aveuglement et l'orgueil étaient tels à Berlin qu'on n'attendit pas les Russes : il semblait qu'on voulait avoir seul l'honneur de la victoire.

La Prusse cherchait à organiser, sous sa présidence, une confédération dans l'Allemagne du Nord. Napoléon s'y opposa en déclarant que l'occupation de la Saxe par les Prussiens serait le signal de la guerre. La Saxe fut envahie et les troupes saxonnes incorporées dans l'armée prussienne. L'électeur de Hesse envoya spontanément au roi de Prusse un contingent de 12.000 hommes. Les Prussiens n'attendirent pas même l'appui des Russes et l'or des Anglais. Fiers de la réputation militaire qu'ils avaient acquise sous Frédéric le Grand, ils se croyaient invincibles et regardaient avec mépris les Autrichiens et les Russes, qui s'étaient maintes fois laissé battre par des Français.

La guerre était certaine. Cependant, elle n'était pas encore déclarée. Napoléon se trouvait déjà à Bamberg, lorsque, le 7 octobre 1806, il reçut l'ultimatum de la Prusse. C'était le duc de Brunswick qui avait rédigé ce nouveau manifeste, aussi ridicule en son genre que celui de 1792 :

« Que les troupes françaises, y était-il dit, qu'aucun titre fondé n'appelle en Allemagne, repassent incessamment le Rhin, toutes sans exception, en commençant leur marche le jour même où le roi se promet une réponse de l'Empereur et en la poursuivant sans s'arrêter. Car, au point où en sont les choses, c'est le seul gage de sûreté que le roi puisse admettre. »

Fig. 171. — Le général Friant.

L'Empereur ayant à dessein laissé passer le 8 octobre, date fixée par le roi de Prusse, lui envoya par un officier d'ordonnance une lettre bien différente de celle qu'il avait écrite à l'empereur d'Autriche, et qui indiquait bien son irritation. On y remarquait surtout les passages suivants :

« Monsieur mon Frère, Je n'ai reçu que le 7 la lettre de Votre Majesté du 25 septembre. Je suis fâché qu'on lui ait fait signer cette espèce de pamphlet...

« J'ai reçu immédiatement après la note de son ministre du 1er octobre. Elle m'a donné rendez-vous le 8. En bon chevalier, je lui ai tenu parole ; je suis au milieu de la Saxe. Qu'elle m'en croie : j'ai des forces telles que toutes ses forces ne peuvent balancer longtemps la victoire. Mais pourquoi répandre tant de sang...

« Je ne prise point une victoire qui sera achetée par la vie d'un bon nombre de nos enfants. Si j'étais à mon début dans la carrière militaire, et si je pouvais craindre les hasards des combats, ce langage serait tout à fait déplacé ! Sire, Votre Majesté sera vaincue ; elle aura compromis le repos de ses jours, l'existence de ses sujets sans l'ombre d'un prétexte. Elle est aujourd'hui intacte et peut traiter avec moi d'une manière conforme à son rang. Elle traitera avant un mois dans une situation différente.

« ... Sire, je n'ai rien à gagner contre Votre Majesté ; je ne veux rien et n'ai rien voulu d'Elle. La guerre actuelle est une guerre impolitique. »

Cependant l'armée prussienne était déjà arrivée en Thuringe et oc-

cupait une ligne allant d'Eisenach à Iéna par Gotha et Erfurt. Elle comptait 160.000 hommes sans le corps de Blucher, qui était dans la Hesse, et celui de Tauenzien qui occupait Plauen. Des réserves importantes devaient lui arriver par Halle. Le plan du duc de Brunswick était de s'avancer rapidement sur le Mein et de couper les routes du Rhin à l'armée française concentrée à Bamberg.

Pendant que l'armée prussienne manœuvrait méthodiquement dans la Thuringe, Napoléon concentrait ses troupes dans le bassin supérieur du Mein, autour de Bamberg, le long de la chaîne du Frankenwald, qu'il suffit de franchir pour passer de la région du Rhin à celle de l'Elbe, sans avoir à s'inquiéter du Wéser et du massif de la Thuringe qui se trouve ainsi tourné.

L'armée française, composée de 160.000 fantassins et de 40.000 cavaliers, fut divisée en trois colonnes pour déboucher par les trois défilés du Frankenwald dans la vallée de Saale, et se placer entre l'Elbe et l'armée ennemie. Le point de concentration était Géra. Mais tandis que l'armée prussienne allait ainsi être coupée de sa base d'opérations, Napoléon, en ayant l'air de faire un mouvement analogue au sien, assurait ses communications, en laissant les contingents de la Bavière et du Wurtemberg à Bayreuth, le corps de Mortier à Mayence et celui de Louis Bonaparte à Wesel. Le mouvement fut exécuté avec la même précision qu'à Ulm et avec le même succès. La droite (Soult et Ney) se dirigea par Bayreuth sur Hof et Plauen, le centre (Bernadotte, Davout, Murat) se dirigea par Cronach sur Schleitz, où le corps de Tanenzon fut mis en déroute. La gauche (Lannes et Augereau) se dirigea par Cobourg sur Saalfeld, où elle rencontra l'avant-garde de Hohenlohe. Le prince Louis de Prusse, qui la commandait, fut tué. C'était un de ceux qui avaient le plus contribué à la guerre. Son corps d'armée fut dispersé et nous laissa 33 canons et 1.200 prisonniers.

Le duc de Brunswick comprit alors la faute qu'il avait commise; craignant d'être tout à fait tourné, il se hâta de regagner l'Elbe, mais il était trop tard. Toute l'armée prussienne formait deux masses. Le duc en personne commandait la première, où se trouvait le roi, et se dirigea aussitôt sur Naumbourg et Halle. Le prince de Hohenlohe, avec le reste de l'armée et l'aile droite qui se trouvait à Weimar, était chargé de couvrir la retraite. Cette seconde masse se tenait alors sur la rive gauche de la Saale : elle occupait le plateau très étroit d'Iéna, clef de la position, qui était escarpé, surtout du côté vers lequel

arrivaient les Français. Nos troupes occupaient, en face, la rive droite. Elles étaient arrivées à Géra le 12 octobre, assez à temps pour voir les Prussiens de Hohenlohe battre en retraite. L'Empereur crut avoir devant lui toute l'armée prussienne. Il envoya rapidement Davout avec les trois divisions Friant, Gudin et Morand sur Naumbourg, pour leur barrer le chemin, s'ils persistaient à descendre la Saale, ou fondre sur

Fig. 172. — Carte générale des affaires d'Iéna et d'Auerstaedt.

eux par derrière, s'ils s'arrêtaient pour livrer bataille. Pour lui, il se disposa à les attaquer dans la forte position qu'ils occupaient près d'Iéna.

« L'armée traversa la ville d'Iéna sans la voir, raconte le capitaine Coignet. Pas une seule lumière ne nous éclairait. Silence absolu. Arrivés contre la ville, au pied d'une montagne rapide comme le toit d'une maison, il fallait grimper et nous mettre en bataille de suite sur le plateau. Il fallait faire le plus grand silence, l'ennemi était près de nous... Notre artillerie arrivait au pied de cette terrible montagne, et, ne pou-

vant pas la franchir, il fallait élargir le chemin et couper les roches. » L'Empereur lui-même, une torche à la main, comme un simple soldat, éclairait les troupes du génie qu'il faisait travailler. Il ne quitta que lorsque le chemin fut terminé et que la première pièce de canon eut passé devant lui attelée de douze chevaux, sans parler ni faire le moindre bruit. »

Fig. 173. — Napoléon à Iéna (14 octobre 1806). Peint par Horace Vernet. Musée de Versailles.

A l'approche des premiers régiments français, Hohenlohe évacua le plateau qui domine la Saale et se disposa à filer sur Freybo urg le long de cette rivière, afin de rejoindre Brunswick. Mais Napoléon rangea promptement son armée en bataille, confia la gauche à Augereau, le centre à Lannes, qui avait occupé le plateau d'Iéna avec la garde, et la droite au maréchal Ney. Au bout de quelques heures de combat, l'armée prussienne, moins nombreuse d'ailleurs que l'armée française, était en déroute. L'arrivée de l'aile droite sur le champ de bataille

ne rétablit pas le combat, et ne put même rallier les régiments qui fuyaient vers Weimar.

Pendant que ces événements se passaient à Iéna, Davout était aux prises avec l'autre armée prussienne, qui était la plus importante.

Sur l'ordre de Napoléon, il avait suivi la Saale par la rive droite afin de la franchir à Naumbourg et d'occuper le défilé de Kœsen, par lequel devait passer l'ar-

Fig. 174. — Bataille d'Iéna. (14 octobre 1806). Gravé par Duplessis-Bertaux.

mée prussienne, qui se rapprochait de l'Elbe. Hâtant sa marche pour arriver avant elle, il avait pris les devants avec la seule division Gudin et avait, le 13 octobre au soir, occupé le défilé. Ce grand homme de guerre, le premier peut-être des guerriers de son temps après Napoléon, était très myope; mais il avait su tirer d'un défaut physique une qualité morale. Observant tout de très près par lui-même, il faisait ensuite observer par d'autres et ne se lassait pas d'interroger jusqu'à ce qu'il fût suffisamment informé. Sans prendre de repos, il avait été voir ce qui se passait au défilé, interrogé quelques personnes et appris que la grande armée prussienne approchait, conduite par le roi, les princes, le duc de Brunswick. Bernadotte était à Naumbourg avec l'ordre de se porter là où sa présence serait nécessaire. Davout va le trouver, lui expose la situation, offre même de servir sous ses ordres ; mais Bernadotte, poussé par un détestable sentiment de jalousie, heureux de voir Davout, pour lequel il avait une aversion fondée sur les motifs les plus frivoles, dans une situation difficile, refuse de se rendre à Kœsen et se retire au contraire sur Dornbourg. Réduit à ses seules forces, Davout

n'en exécute pas moins les ordres de l'Empereur et marche par Auerstaedt sur Apolda. Le 14 au matin, il gravissait les pentes qui dominent la rive gauche de la Saale lorsqu'il se trouva en contact avec l'armée royale, forte de 56.000 hommes dont 12.000 cavaliers. Il n'avait en tout sous ses ordres que trois divisions ; mais c'étaient les divisions Gudin, Friant et Morand.

Il n'avait même sous la main tout d'abord que la division Gudin ; les deux autres divisions étaient en arrière, sur la rive droite de la Saale. L'action s'engagea avec l'avant-garde prussienne, composée de l'infanterie du général Schmettau, des 25 escadrons de Blucher et d'une batterie. Davout fait former les régiments en carrés ; puis, d'une voix qui retentissait comme la trompette, le visage illuminé, il s'écrie : « Le grand Frédéric dit que c'étaient les gros bataillons qui remportaient la victoire : il en a menti, ce sont les plus entêtés. Faites comme votre maréchal, mes enfants. » Trois charges dirigées par Blucher en personne ne peuvent même arriver jusqu'à nos lignes. Nos soldats, avec un merveilleux sang-froid, réservent leur feu jusqu'au moment où les cavaliers qui accourent au galop sont à bonne portée, les visent comme à la cible et en jonchent le sol. Nos quelques escadrons de chasseurs gardés en réserve sous la protection d'un bois se lancent sur cette cavalerie désorganisée et hâtent sa fuite. La division Friant paraît alors sur le lieu du combat, au moment où les Prussiens eux-mêmes recevaient d'importants renforts ; un furieux combat s'engage autour de Hassenhausen. Brunswick cherche à tourner la position par la gauche et à couper de la Saale l'infanterie qui la défend. Schmettau, qui conduit d'abord l'attaque, est blessé et obligé de quitter le feu. Brunswick, qui se met alors à la tête des grenadiers pour les conduire à l'assaut, est frappé à mort. Le vieux Mollendorf qui le remplace est aussi mortellement atteint. Le roi a un cheval tué sous lui.

Mais la lutte est encore bien inégale. La division d'Orange vient de rejoindre l'armée prussienne, lorsque les régiments de la division Morand arrivent à leur tour et se forment, au moment même où ils entrent en ligne, sous les décharges répétées de l'artillerie prussienne. Une masse formidable de plus de dix mille chevaux est lancée contre cette seule division. Elle n'a pas même à recevoir ce choc. Ses décharges sont si justes qu'elle abat devant elle des centaines d'hommes et de chevaux qui lui font un rempart. La cavalerie prussienne, découragée, se retire derrière son infanterie. Les Français prennent à leur tour l'offensive. Friant et Morand cherchent à déborder l'ennemi. Au centre, Gudin frappe un coup décisif en s'emparant des hauteurs qui commandent la route de Freybourg. Les Prussiens battent en retraite sur toute la ligne.

Ainsi se terminait ce mémorable combat ; non seulement, ce qui aurait été déjà une grande gloire, la petite armée française avait conservé ses positions, mais elle avait remporté une victoire complète. On comprend que l'on ait appelé depuis ce jour les divisions Morand, Gudin et Friant, les « Immortelles », et que leurs chefs soient restés dans les souvenirs de l'armée comme les types achevés des divisionnaires.

Un de leurs compagnons d'armes, le colonel Michel, a tracé du général Friant un

Imp. F. Didot & C^{ie} Paris

GARDE IMPÉRIALE

portrait qui donne également l'idée de ce qu'étaient ses deux collègues aussi braves, et aussi célèbres que lui : « Le général Friant se distinguait par son bon naturel, son excellent cœur, ses sentiments généreux, l'humanité qui le dominait. Il aimait ses soldats, les soignait comme ses propres enfants, vivant de leur vie, se mêlant avec eux, tout en conservant sa dignité; il en était chéri et estimé au point que pas un d'eux n'eût balancé à sacrifier sa vie pour celui qu'ils appelaient « notre bon, notre brave père ». Tombant mortellement blessé près de lui à la Moskowa, un voltigeur lui disait : « Mon général, voilà quatorze ans que je suis sous vos ordres : votre main et je meurs content. » Il avait un talent particulier pour s'attirer l'affection, même des troupes étrangères qui servaient sous lui. Il était d'une grande taille, portant la tête haute, surtout devant l'ennemi; d'une tenue irréprochable, doué d'un esprit fin et juste, d'un courage et d'une bravoure incontestables et incontestés, il aurait figuré dans le nombre de ces nobles et vaillants chevaliers, cités dans l'histoire et dans les poèmes épiques, qui ne comptaient leurs ennemis que quand ils avaient mordu la poussière. »

Fig. 175. — Le comte Charles-Étienne Gudin. D'après un dessin de Mme Le Suire.

Cependant l'armée royale se retirait sur la route de Weimar lorsqu'en chemin elle rencontra les fuyards d'Iéna. Le désordre s'augmente et la poursuite de Murat change la déroute en désastre. D'ailleurs les troupes prussiennes manquaient de chefs et de point de ralliement. La cour de Berlin avait considéré un échec comme impossible et n'avait pris aucune précaution pour en prévenir les conséquences. Dans ces deux batailles, les Prussiens perdirent 70.000 hommes, dont 40.000 prisonniers. Les Français n'en avaient pas perdu plus de 12.000 dont le tiers au moins appartenait à la division Gudin, qui avait résisté à toutes les forces du duc de Brunswick en attendant les deux autres divisions du corps de Davout. Le lendemain de la bataille, Mollendorf mourant capitulait encore dans Erfurt avec 15.000 hommes. Hohenlohe s'enfuyait jusqu'à Sondershausen et le roi de Prusse jusqu'à Stettin. La rapidité prodigieuse de ces succès, que Napoléon lui-même ne pouvait pas prévoir, ne l'éblouit cependant point. Il marcha immédiatement sur

l'Elbe ; mais, avant de pénétrer au cœur de cette monarchie dont il venait cependant de briser toutes les forces, il prit toutes ses précautions pour assurer sa retraite dans le cas où une défaite, si impossible qu'elle fût, l'obligerait à se replier sur le Rhin.

Murat, Ney et Soult furent chargés de poursuivre Hohenlohe, qui avait l'ordre de rallier à Magdebourg tous les débris de l'armée prus-

Fig. 176. — Entrée de S. M. l'Empereur à Berlin (28 octobre 1806). D'après un croquis lavé de Debret.

sienne. Le prince de Wurtemberg, qui arrivait de Berlin avec un renfort de 18.000 hommes, avait occupé une forte position près de la ville de Halle en apprenant la défaite d'Iéna. Le général Dupont, sans attendre Bernadotte dont il formait l'avant-garde, enleva les ponts et les hauteurs occupés par les Prussiens et les força à se jeter dans Magdebourg. Hohenlohe y était arrivé, pressé par Murat, Ney et Soult. Sachant que la route de Berlin était déjà fermée par la marche rapide de Napoléon sur cette capitale, il sortit de Magdebourg avec 22.000 hommes. Son plan était de gagner Stettin par Prentzlow. Mais Murat franchit l'Elbe et courut sur Zehdenick pour lui barrer le chemin. Hohenlohe chercha à gagner Prentzlow par Boitzenbourg ; ce

fut inutile. Attaqué par Lannes et Murat à Templin, il se vit contraint de capituler avec 15.000 hommes et 60 canons (28 octobre). Un de ses lieutenants, Blucher, s'était séparé de lui et rabattu sur Neu-Strélitz. Là, il fut rejoint par un corps qui n'avait pas pris part à la bataille d'Iéna, celui de Weimar. Avec ce renfort, qui portait ses forces à

Fig. 177. — Napoléon accorde à la princesse de Hatzfeld la grâce de son mari (28 octobre 1806). Peint par Boisfremont.

25.000 hommes, il se dirigea sur Rostock, mais il fut arrêté par Murat; il revint vers l'Elbe, il rencontra Soult; vers le Havel, il rencontra Bernadotte. Alors il pénétra de force dans Lubeck, qui aurait voulu garder la neutralité, et chercha à s'y défendre. Il en fut chassé par Murat et Bernadotte, qui enfoncèrent les portes de la ville et lui firent subir toutes les horreurs d'un assaut. Blucher, qui avait communiqué à ses soldats son indomptable énergie, réunit encore 10.000 hommes et gagna la Trave. Mais, à la frontière danoise, il trouva une armée prête

à lui barrer le passage. Il se résigna alors à capituler. Pendant ce temps, Ney s'était emparé de Magdebourg (8 novembre); Murat, de Stettin. Pendant que Davout occupait Berlin (15 octobre), Napoléon s'arrêtait à Potsdam, visitait avec respect le tombeau du grand Frédéric, mais enlevait son épée et l'envoyait à Paris. Le 28 octobre, il faisait une entrée solennelle dans la capitale de la Prusse. La population bourgeoise témoignait, sur le passage de nos troupes, de la curiosité et de la tristesse, mais conservait sa dignité. Quant à Napoléon, il ne semblait pas joyeux de son éclatant triomphe.

« C'est avec un sentiment de sombre douleur, écrit M. Armand Lefebvre, c'est pour obéir à une nécessité inflexible que Napoléon a dirigé ses armes contre la Prusse. Il l'a vaincue, terrassée, mais sa victoire est sans joie, sans ivresse. Au lieu de le calmer, elle l'enflamme, elle l'irrite contre les instigateurs de cette guerre fatale. » Il n'avait que des menaces contre les Prussiens, surtout contre la noblesse, qui avait réclamé la guerre avec plus d'ardeur. « Je la rendrai si petite, disait-il, qu'elle sera « obligée de mendier son pain. » Cependant Napoléon continuait à se montrer, comme il le fut presque toujours, bon, généreux, humain, en dehors du champ de bataille et de la politique.

« Le prince d'Hatzfeld, que Napoléon avait maintenu dans sa charge de gouverneur civil de Berlin, très pacifique dans les proclamations qu'il adressait aux habitants, usait de sa position pour surveiller les mouvements des armées françaises et en avertir le roi. Dans la situation qu'il avait acceptée de l'Empereur, c'était une trahison formelle, que les codes militaires de tous les pays punissent de mort. Il fut traduit devant une commission militaire et condamné à mort. Mais la princesse, guidée par le maréchal Duroc, se présenta devant Napoléon. Elle se jette à ses genoux, et, les yeux pleins de larmes, lui demande la grâce de son mari. Napoléon la relève avec bonté. « Lorsque je lui montrai la lettre de son mari, écrivait-il à Joséphine, elle me dit en « sanglotant avec une profonde sensibilité et naïvement : *Ah! c'est bien là son écriture!* « Lorsqu'elle lisait, son accent allait à l'âme ; elle me fit peine. Je lui dis : Eh bien, « Madame, jetez cette lettre au feu, je ne serai plus assez puissant pour faire condamner « votre mari. Elle brûla la lettre et me parut bien heureuse. Son mari est depuis fort « tranquille. Deux heures plus tard il était perdu (1). »

De Berlin, il surveillait la suite des hostilités, qui ne s'étaient pas arrêtées malgré la ruine de la Prusse. L'ancien stathouder de Hollande, le prince de Fulde-Orange, avait été, avec le duc de Brunswick

(1) Cette lettre est datée du 6 novembre, 7 heures du soir, 1806. Elle est adressée à Mayence, où se trouvait alors l'Impératrice.

et l'électeur de Hesse-Cassel, l'instigateur de la quatrième coalition. Napoléon déclara que ces trois princes avaient cessé de régner. Mortier fut chargé d'exécuter la sentence. Il envahit leurs États, licencia leurs troupes, occupa leurs forteresses. Le roi de Hollande se réunit à lui et tous deux envahirent le Hanovre, occupèrent Hambourg et tout le Mecklembourg. L'électeur de Saxe s'était hâté de faire la paix avec Napoléon, qui lui assura le titre de roi (11 novembre 1806). Les troupes

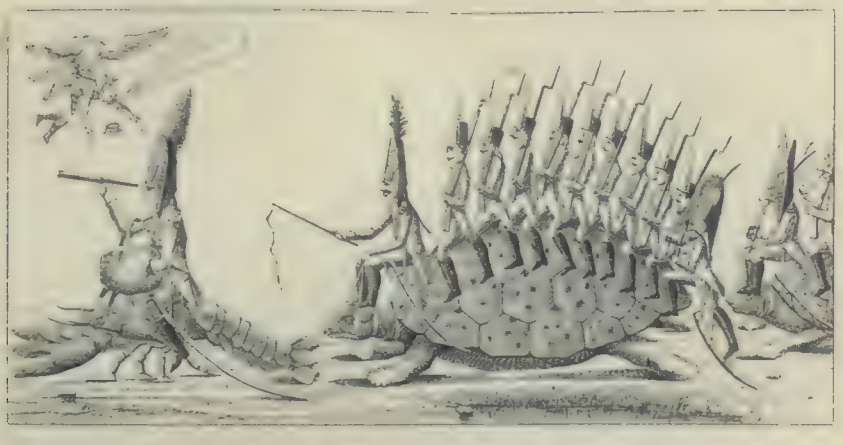


Fig. 178. — Marche precipitee de l'armée russe volant au secours des Prussiens. (Caricature de l'époque.)

de Bavière et de Wurtemberg, sous le commandement de Jérôme Bonaparte, se dirigèrent sur Dresde et de là sur l'Oder, et firent la conquête de la Silésie pendant que Davout s'emparait de Custrin et Augereau de Francfort. La Pologne prussienne fut envahie et Frédéric-Guillaume s'enfuit à Kœnigsberg avec 15.000 hommes, seuls débris de sa célèbre et orgueilleuse armée.

Que 160.000 Français parvenus à la perfection militaire aient battu 160.000 Prussiens, ce n'était pas merveille. « Mais, dit M. Thiers, c'est un événement étonnant que cette marche oblique de l'armée française, combinée de telle manière que l'armée prussienne, constamment débordée pendant une retraite de 200 lieues de Hof à Stettin, n'arrivât à l'Oder que le jour même où le fleuve était occupé, fût détruite ou prise en entier et qu'en un mois le roi d'une grande monarchie, le second successeur du grand Frédéric, se vît sans soldats et sans État. Et, ajoute l'historien, il ne s'agissait pas de Macédoniens battant les Perses, mais d'une armée européenne battant une autre armée européenne, toutes deux instruites et braves. »

Sans parler du génie de Napoléon, les officiers nobles de l'armée prussienne étaient enfin obligés de reconnaître que le soldat français tirait, non seulement de la nature, mais de la situation sociale, une force que le soldat prussien, si brave et si discipliné qu'il fût, ne connaissait pas. On en voyait le curieux témoignage dans les lettres trouvées au milieu des bagages ennemis tombés entre nos mains. « S'il ne fallait que se servir de ses bras contre les Français, écrivait alors à sa famille un officier prussien, nous serions bientôt vainqueurs. Ils sont petits, chétifs. Un seul de nos Allemands en battrait quatre. Mais ils deviennent, au feu, des êtres surnaturels. Ils sont emportés par une ardeur inexprimable, dont on ne voit aucune trace chez nos soldats. Que voulez-vous faire avec des paysans menés au feu par des nobles dont ils partagent les dangers, sans partager jamais ni leurs passions ni leurs récompenses ! »

Fig. 179. — Benningsen.

Avant de quitter Berlin pour se rendre sur le nouveau théâtre de la guerre, Napoléon répondit aux nouvelles vexations de l'Angleterre contre les marines de l'Europe par le décret qui ordonnait le *Blocus continental* et fermait aux vaisseaux et aux marchandises anglaises tous les ports du continent (21 novembre 1806) (1). Puis il adressa à ses soldats une proclamation dans laquelle il disait : « Les Russes se vantent de venir à nous : nous leur épargnerons la moitié du chemin... Qui leur donnerait le droit de renverser nos justes desseins? Eux et nous, ne sommes-nous pas les soldats d'Austerlitz ? »

Les Russes avaient occupé Varsovie, alors possession prussienne, puis en avaient été chassés par Murat, Davout et Lannes. Ils avaient pour chef l'Allemand Benningsen, officier instruit et doué d'une énergie à toute épreuve. Benningsen avait 60.000 hommes sous ses ordres. Devant le progrès de la Grande Armée et l'insurrection imminente de la Pologne, il se replia en livrant plusieurs combats, dont le plus important est celui de Pultusk (26 décembre 1806) et se retira par Ostrolenka, avec une perte de 10.000 hommes et de 80 canons, sur l'Alle, pour couvrir Kœnigsberg.

La mauvaise saison et l'état des chemins et des plaines, trans-

(1) Voir plus bas, chapitre X.

formées en immenses bourbiers, empêchèrent l'Empereur de le poursuivre. Le sable cédait sous les pieds des soldats et l'eau surnageait sur le sable mouvant.

« Nous enfoncions jusqu'aux genoux, raconte le capitaine Coignet. Il fallait prendre des cordes pour attacher nos souliers sur le cou-de-pied et quand nous arrachions nos

Fig. 180. — Après vous, Sire ! D'après Charlet.

jambes de ce sable mouvant, les cordes cassaient et les souliers restaient dans la boue détrempée. Parfois il fallait prendre la jambe de derrière, l'arracher comme une carotte et la porter en avant, puis aller rechercher l'autre avec ses deux mains et la rejeter aussi en avant, avec nos fusils en bandoulière pour pouvoir nous servir de nos mains. Et toujours la même manœuvre pendant deux jours. Le découragement commençait à se faire sentir dans les rangs des vieux soldats ; il y en eut qui se suicidèrent dans le transport des souffrances. Nous en perdîmes bien soixante dans le trajet de deux jours pour arriver à Pultusk. C'est là qu'il nous traita de grognards, nom qui est resté et qui nous fait honneur aujourd'hui. »

La Grande Armée prit donc ses quartiers d'hiver. Ney et Bernadotte se cantonnèrent dans le voisinage d'Elbing et couvrirent Lefebvre, qui faisait le siège de Dantzig ; Soult et Augereau, au centre, étaient

établis de Varsovie à Pultusk; Murat, Davoust et Lannes, sur le Bug, formaient la droite. Les troupes eurent bien de la peine à vivre dans des villages au milieu d'un pays naturellement pauvre. L'Empereur partageait les misères de l'armée. « Il avait le ventre serré comme les autres, » dit Coignet.

Au témoignage de Talleyrand, rapporté par le prince de Ligne, jamais Napoléon n'a été aussi grand qu'à Osterode, son quartier général, « où, ne mangeant que de mauvaises écrevisses, dans une maison affreuse, entourée de cadavres d'hommes et de de chevaux, ayant tout contre lui, jusqu'à son armée, il avait juré de tout souffrir pour humilier la Russie. » Si l'on en croit les Mémoires de Rovigo, un jour qu'il faisait un temps affreux, l'un de ses grognards lui dit : « Il faut que vous ayez un fameux coup dans la tête, pour nous mener sans pain par des chemins comme ça. — Je ne vous demande plus que quatre jours de patience, repartit Napoléon, et vous serez cantonnés. — Allons, quatre jours encore; eh bien, ce n'est pas trop, mais souvenez-vous-en, parce que nous nous cantonnerons tout seuls après. »

L'ennemi ne les laissa pas longtemps dans ces quartiers d'hiver. Benningsen conçut, en effet, le projet audacieux d'enlever l'aile gauche de la Grande Armée, de passer entre les deux corps de Bernadotte et de Ney, de les écraser l'un après l'autre, et, après avoir débloqué Dantzig, de porter la guerre dans le Brandebourg, sur les derrières de Napoléon. Bernadotte fit à Osterode et à Mohrungen une résistance opiniâtre, qui donna à Napoléon le temps d'accourir. Napoléon veut alors, comme il l'a fait pour Wurmser en Italie, tourner contre Benningsen son propre plan. Une partie de l'armée, tout en faisant une bonne résistance, entraînera Benningsen à sa suite, pendant qu'avec le reste de ses forces, il le prendra à revers et le coupera de sa base d'opération. Benningsen allait être pris dans le piège qu'il nous avait tendu, tourné lui-même et écrasé, lorsqu'il fut averti du péril qu'il courait par une dépêche française tombée entre ses mains. Il se hâta de battre en retraite, couvert par Bagration, qui se fit écraser avec toute l'arrière-garde. Benningsen alla prendre position sur une hauteur voisine de Preussich-Eylau et couvrit de 250 pièces de canon le front de son armée.

Napoléon le rejoignit le 7 février, avec Soult, Augereau, Murat et la garde; Ney s'était jeté à la poursuite de Lestocq, séparé de Benningsen, et Davout était à

une marche en arrière. La bataille fut une des plus sanglantes du siècle. Au moment où elle commença, il tombait une neige épaisse. Elle empêcha longtemps les deux adversaires de se rendre compte de leur position respective. Lorsque le ciel s'éclaircit, Augereau se trouva à cent pas du centre russe et d'une batterie de 70 pièces qui le couvrait. En moins d'un quart d'heure il fut foudroyé et perdit 5.200 hommes. L'infanterie russe pénétra jusqu'au cimetière d'Eylau, où se tenait Napoléon. Il fit aussitôt appeler Murat : « Eh bien, lui dit-il, nous laisseras-tu manger par ces gens-là? » Murat rassemble 80 escadrons, et dans une charge de cavalerie qui resta la plus cé-

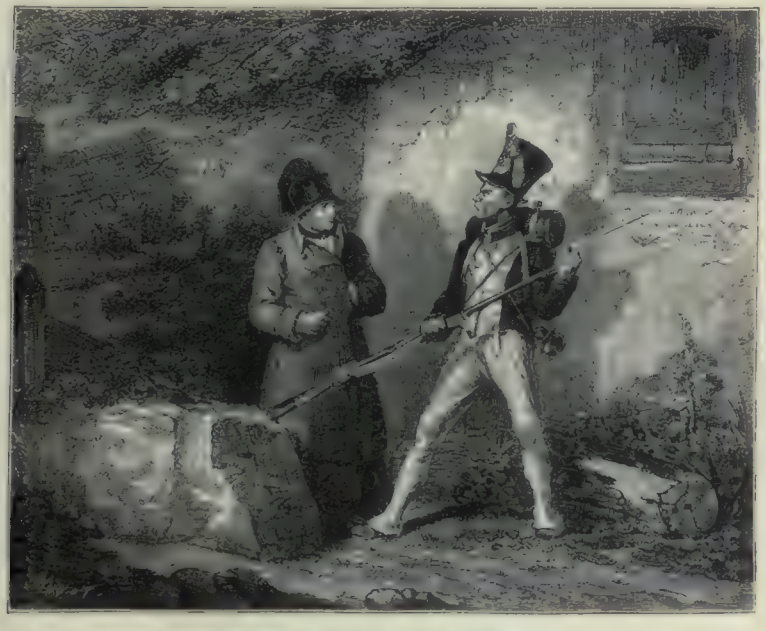


Fig. 181. — On ne passe pas! D'après Charlet.

lèbre de ces longues guerres, il écrasa entièrement les deux premières lignes du centre russe. Mais il perdit les généraux d'Hautpoul et Corbineau. La bataille continua par une canonnade et ne tourna à l'avantage des Français que par l'arrivée de Davout, qui tomba vers midi sur la gauche des Russes et la refoula sur le centre. Les Prussiens de Lestocq s'étaient dérobés à la poursuite de Ney et étaient arrivés au nombre de 10.000 sur le champ de bataille pour appuyer la droite des Russes. Mais Ney les suivit de près et chargea cette aile avec la même vigueur que Davout. Il était 9 heures et demie du soir et il faisait nuit noire lorsque Ney commença à attaquer l'aile droite. Benningsen avait 26.000 hommes hors de combat. Sept généraux, parmi lesquels Doctoroff et Barclay de Tolly, étaient blessés. Il se décida à battre en retraite, nous laissant 4.000 prisonniers, 24 canons, 16 drapeaux. Nous avions 3.000 morts et 7.000 blessés. La perte était bien inférieure à celle de l'armée russe; mais ce n'était

pas là un succès comme ceux dont Napoléon avait l'habitude, et la victoire avait failli lui échapper jusqu'au dernier moment. « La fortune, dit M. Rambaud, prenait soin de l'avertir qu'elle ne serait pas toujours exacte à ses rendez-vous. » Le champ de bataille était horrible. Napoléon en fut lui-même épouvanté. Des milliers de cadavres était entassés les uns sur les autres et recouverts de neige tachée de sang. Le général Pelleport fut arraché par un de ses soldats d'un amas de morts sous lequel il était enseveli. L'Empereur fit recueillir les blessés et déblayer le champ de bataille. Une circonstance curieuse put lui montrer à quel point on avait exploité la crédulité des Russes pour exciter leur fanatisme. Des prisonniers amenés au général Colbert l'avaient supplié de ne pas les donner à dévorer à ses soldats. On leur avait croire que les Français étaient des anthropophages (1) !

Pendant que Benningsen se retirait sur Kœnigsberg, Napoléon restait huit jours à Eylau pour bien faire constater sa victoire. Il reprit de nouveau ses quartiers d'hiver. Bernadotte et Soult s'établirent sur la Passarge, à la gauche de la Grande Armée ; Ney, au centre, de Guttstadt à Allenstein ; Davout, à la droite, sur l'Omulew. Le quartier général fut fixé à Finkenstein. Napoléon essaya vainement d'ouvrir des négociations soit avec la Russie soit avec la Prusse. Les deux nations renouvelèrent leur alliance à Bartenstein. La Russie et la Prusse formèrent même à Bartenstein une convention, dont les clauses sont fort remarquables, en ce que ce furent à peu près les mêmes que le congrès de Prague voulut imposer à Napoléon en 1813.

La Prusse et la Russie cherchèrent à faire entrer les autres puissances européennes dans la coalition. Mais l'empereur François se contenta d'offrir sa médiation. Le roi de Suède, battu à Anklam et chassé de la Poméranie par le maréchal Mortier, avait été obligé de signer un armistice. Enfin le ministère anglais refusa même de garantir un emprunt de 150 millions que faisait la Russie à ce moment.

Pendant que les puissances continentales étaient aux prises, l'Angleterre poursuivait de tous côtés ses accroissements maritimes ; elle envoyait une flotte dans la Méditerranée et intervenait aussi dans les hostilités qui avaient éclaté l'année précédente entre la Porte et la Russie.

Le sultan Sélim III et son vizir Barayctar, après s'être rapprochés de la France

(1) Dans le tableau de Gros, on voit un blessé russe essayant d'échapper à un Français qui s'efforce en vain de le rassurer.

8 7 6 5 1 2 3 4

Bataille d'Eylau. Tableau de Gros. Musée du Louvre.

1. Napoléon. Lithuaniens agenouillés devant lui. — 2. Soult. — 3. Davout. — 4. Murat. — 5. Berthier. — 6. Bessières. — 7. Caulaincourt. — 8. Le baron Percy, chirurgien en chef de l'armée, dirige un aide-chirurgien qui panse un blessé lithuanien.

par crainte du czar, avaient bien accueilli le général Sébastiani, ambassadeur de Napoléon. Ils avaient entrepris de replacer sous la domination ottomane la Moldavie et la Valachie. Alexandre avait alors envoyé Michelson avec 80.000 hommes occuper ces deux contrées. Les généraux russes firent peu de progrès de ce côté. L'effort de la guerre s'était concentré sur le Niémen. L'amiral anglais Duckworth parut sur ces entrefaites à l'entrée des Dardanelles et somma Sélim de faire la paix avec la Russie et d'entrer dans la coalition contre la France. Le sultan refusa, mais, malgré les avis pressants de Sébastiani, il ne fit aucun préparatif de défense. Un Français établi à Constantinople, M. Ruffin, fut d'un grand secours à Sébastiani dans ces circonstances. Il ne croyait pas sincères les menaces des Anglais contre Constantinople, il comptait sur leur rivalité avec les Russes et était persuadé que l'amiral anglais n'était pas disposé à donner un assaut à la ville, à la ruiner pour permettre aux Russes de s'emparer bientôt de cette position. Il pensait que le meilleur moyen de braver leurs menaces était de les mettre au défi de les exécuter. Le sultan, gagné enfin par Sébastiani, lui laissa diriger la défense. La population turque, réveillée de sa torpeur par l'attitude de l'ambassadeur français, montra une activité inattendue. Pendant qu'on amusait Duckworth par des négociations, l'Hellespont fut couvert de batteries turques et l'escadre anglaise fut menacée de ne pouvoir sortir de la mer de Marmara. Duckworth se hâta donc de s'éloigner. Au passage, le feu des forts lui tua quelques hommes et lui coula deux frégates. Au sortir des Dardanelles, il trouva l'amiral russe Siniawin, « qui lui proposa d'y rentrer ensemble et d'aller, de concert, dicter la loi au divan. L'Anglais se garda bien d'accepter une telle proposition, non, comme on l'a dit, par timidité, mais pour ne pas donner aux Russes la joie d'humilier le Croissant et de réduire Constantinople en cendres. Il abandonna ces parages et cingla vers l'Égypte (1). »

Fig. 182. — De Chasseloup-Laubat.

L'Angleterre chercha à se venger de l'échec des Dardanelles par des expéditions particulières. Deux fois, les flottes anglaises essayèrent de s'emparer de Buenos-Ayres, soulevée contre l'Espagne. Une petite armée passa de Sicile en Calabre pour surveiller et soutenir la révolte de cette province contre les Français; elle fut battue par

(1) Lefebvre, ouvrage cité, t. III, p. 57.

Regnier à Mileto. Une expédition que l'Angleterre tenta contre l'Égypte ne fut pas plus heureuse, car si les Anglais s'emparèrent d'Alexandrie, ils en furent presque aussitôt chassés par Méhémet-Ali (19 avril 1807), qui commence alors son rôle historique.

Pendant le séjour de Napoléon à Finkenstein, arriva au quartier général une ambassade du shah de Perse, Feth-Ali.

Ce prince, attaqué par les Russes, qui, depuis 1803, élevaient des forts sur les bords du Phase, avait d'abord demandé l'alliance anglaise. Elle lui avait semblé trop onéreuse, et, en 1805, il s'était tourné du côté de la France. Dans la lettre que Napoléon lui répondit alors, il lui rappelait les glorieux souvenirs de Nadir et il lui montrait l'utilité de l'alliance de la Perse et de l'Occident : « Tous les peuples ont besoin les uns des autres. Les hommes de l'Orient ont du courage et du génie, mais l'ignorance de certains arts et la négligence d'une certaine discipline qui multiplie la force et l'activité des armées leur donnent un grand désavantage dans la guerre contre les hommes du Nord et de l'Occident. » Il veut l'opposer à la fois aux Anglais et aux Russes : « Tu te défieras, lui dit-il, d'une nation de marchands qui, dans l'Inde, trafique de la vie et de la couronne des souverains, et tu opposeras la valeur de ton peuple aux incursions de la Russie. » M. Romieu, envoyé par Napoléon à Téhéran, était mort à son arrivée. D'autres Français lui succédèrent et le shah envoya à son tour des députés négocier les conditions de l'alliance avec Napoléon. Il fut donc stipulé (4 mai 1807) que l'Empereur reconnaîtrait à la Perse la possession de la Géorgie, occupée par les Russes en vertu du testament du dernier prince, et qu'il procurerait au shah des officiers français et des fusils. De son côté, le shah devait déclarer la guerre à l'Angleterre et s'entendre avec les Afghans pour soulever l'Inde. Mais la Perse n'avait ni finances, ni armée, ni commerce pour remplir ces promesses. Le général Gardane fut envoyé dans ce pays avec mission de tout organiser et d'empêcher les Russes de s'étendre de ce côté.

L'activité de la diplomatie n'empêchait pas Napoléon de s'occuper de l'administration. Il faisait assembler un sanhédrin des Juifs pour interpréter la loi de Moïse de manière à faire entrer cette race dans la société française. Il secondait les manufactures, le commerce, leur prêtait des fonds, leur accordait des primes, s'inquiétait de ce que disaient les journaux de Paris, de ce qui se passait à l'Opéra, à l'Académie, faisait donner 150,000 francs à Berthollet dont il avait appris les embarras d'argent, mais, en même temps, faisait expulser Mme de Staël, qui était revenue à Paris.

En même temps, il se préparait à reprendre les hostilités avec de nouvelles forces. Un sénatus-consulte avait déjà ordonné la levée de la conscription de 1807. Les troupes de Mortier, rendues libres par l'armistice qui neutralisait la Poméranie suédoise, vinrent compléter l'in-

Fig. 183. — Le maréchal Lefebvre. D'après le tableau de Lefèvre.

vestissement de Dantzig, que le maréchal Lefebvre assiégeait. Le siège de Dantzig fut un des plus mémorables du temps. Il fit honneur au général du génie Chasseloup-Laubat comme à la défense énergique de Kalkreuth et de l'ingénieur Bousmard. Mais, malgré la diversion que tenta le czar en envoyant 28.000 hommes à la délivrance

de la place, Dantzig capitulait le 24 mars 1807. Les 40.000 qui l'assiégeaient se joignirent à la Grande Armée. Napoléon fait venir de nombreux régiments d'Italie. Avec des contingents allemands, italiens, hollandais, espagnols, joints à 40.000 Français, il forme sur

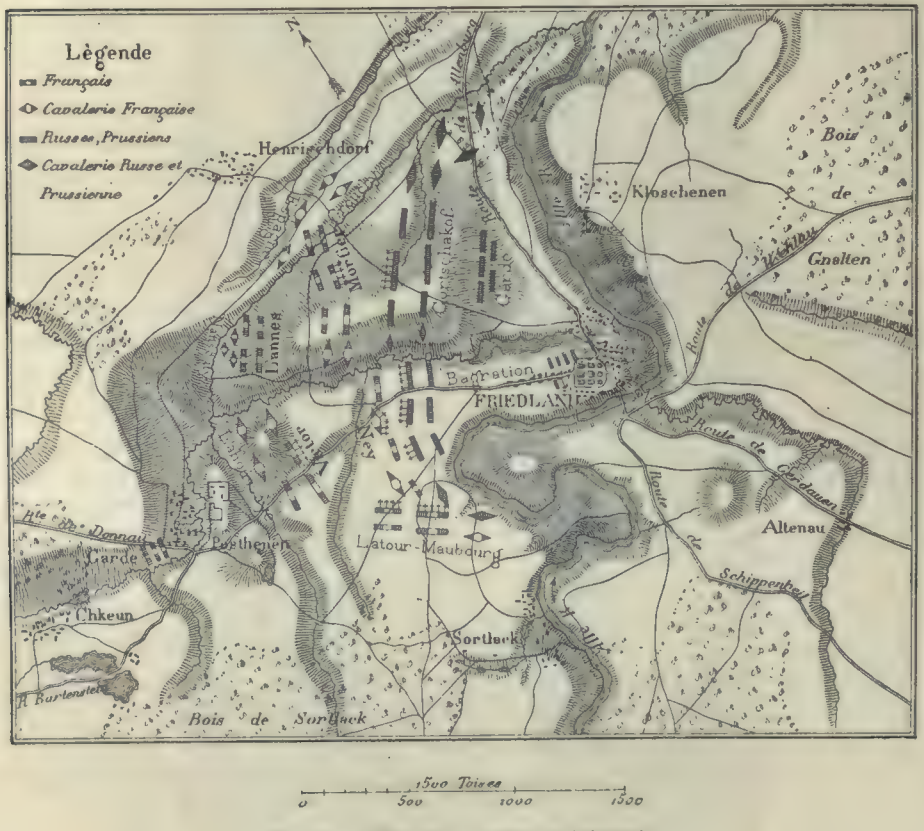


Fig. 184. — Plan de la bataille de Friedland.

l'Elbe une armée de réserve de 100.000 hommes. Enfin Vandamme, ayant achevé la conquête de la Silésie, allait servir de réserve. Napoléon, accru de toutes ces forces et maître de la ligne de la Vistule par la prise de Dantzig, se prépara à prendre l'offensive, mais il fut prévenu par Benningsen qui se trouvait, grâce à de nouveaux renforts, à la tête de 100.000 hommes. Ayant à sa droite Gortschakoff, à sa gauche Bagration, il essaya d'enlever le corps de Ney. Il fut battu à Guttstadt et à Ankendorf, et de crainte d'être tourné, il se replia promptement sur

Heilsberg. Il y fut attaqué par Napoléon et tout le centre de la Grande Armée, pendant que Murat et Soult se dirigeaient sur Kœnigsberg, qui n'était plus couvert que par Lestocq. Benningsen résista avec énergie dans ses retranchements d'Heilsberg ; puis, dans la crainte d'être coupé

Un général russe tué dans la batterie. Ney. Napoléon. Nansouty. Oudinot.

Fig. 185. — Bataille de Friedland (14 juin 1807). Peint par Horace Vernet.

de Kœnigsberg, il descendit rapidement l'Alle par la rive droite. Lannes et Mortier s'avançaient parallèlement par la rive gauche. Benningsen les devança à Friedland, s'empara des ponts de cette ville et commença à passer sur la rive droite. Lannes et Mortier avertissent l'Empereur et, avec leurs seules forces, contiennent l'ennemi pendant plus de douze heures. Lannes était arrivé à la hauteur de Friedland à une heure du matin : il était, à trois heures, où avait paru l'avant-garde russe.

Cependant Ney et Victor précipitèrent leur marche et arrivèrent avec l'Empereur sur le champ de bataille à quatre heures du soir (14 juin). L'ennemi avait cherché une bataille sans nécessité et se trouvait dans une position critique. Il occupait le fond d'un entonnoir formé par le village de Friedland et entouré par une boucle de l'Alle. Son artillerie était restée sur la rive droite. Arrivé sur le champ de bataille, Napoléon demanda aussitôt : « Où sont donc cachés les Russes? » Puis ayant reconnu la position : « Non, dit-il, on ne surprend pas souvent l'ennemi dans une pareille faute. » Il charge alors Mortier de former la gauche en occupant le village d'Heinrichsdorf. Ce maréchal reçoit l'ordre de ne pas avancer et de se tenir sur la défensive. Lannes est placé au centre, Ney à droite, au village de Posthenen. C'est de ce côté que Napoléon dirigera l'attaque décisive. Les Russes, au contraire, concentrent tous leurs efforts contre la gauche de l'armée française, qui leur ferme directement la route de Kœnigsberg. Pendant qu'ils sont occupés de ce côté, Ney pousse devant lui leur aile gauche et marche dans la direction du clocher de Friedland. Napoléon, à pied sur une hauteur, vit tout d'un coup un mouvement que les Russes voulaient faire ; il dit : « Ah ! je crois qu'ils veulent manœuvrer ! je vais leur donner de la tactique. » Et dans l'instant, il commande de profiter de l'ouverture que ce faux mouvement avait faite dans leur ligne. Cependant, le maréchal Ney continuait ses progrès, lorsque l'artillerie russe, tirant par-dessus l'Alle, fit éprouver à l'aile droite des pertes énormes. Le général Sénarmont fait avancer une batterie, qui ne produit pas d'effet suffisant. Alors, par une des plus belles manœuvres dont l'histoire de l'artillerie fasse mention, « il réunit, malgré l'opposition des généraux, les 36 bouches à feu des divisions, en forme deux batteries, avec 6 pièces en réserve ; il prend position à 400 mètres de l'ennemi, tire cinq ou six salves, s'avance de 200 mètres et recommence un feu roulant. Les Russes tentent une charge de cavalerie. Sénarmont la broie en concentrant sur elle le feu d'une batterie. Sous cet ouragan de projectiles, les Russes sont enfin rejetés sur Friedland et leur artillerie réduite au silence (1). » Bientôt ils sont même refoulés sur les ponts. Le maréchal Ney s'était engagé à leur suite dans l'étroit couloir qui conduisait à Friedland. La garde russe essaya inutilement contre ses divisions une attaque de flanc, elle fut écrasée par une charge de la division Dupont.

Au milieu des horreurs de ce massacre, les soldats furent témoins d'un spectacle bien singulier et qui ne laissa pas de toucher ceux qui venaient cependant d'être témoins de tant d'effroyables scènes. « Une ferme voisine de la ville de Friedland, raconte Bory de Saint-Vincent, avait pris feu par la chute d'un obus ; un nid de cigogne y dominait un vieil arbre sec au milieu de l'une des cours : la mère ne quitta ce nid que lorsque les flammes l'environnèrent de toutes parts. S'élevant alors perpendiculairement au-dessus pour tournoyer, quand elle était parvenue à une grande hauteur, elle replongeait aussitôt à travers les tourbillons de fumée, comme pour tenter d'enlever le précieux dépôt qui s'y trouvait contenu. Enfin, dans l'une de ces descentes, enveloppée par l'incendie, elle ne reparut plus à nos yeux. »

(1) Dubail, *Précis d'histoire militaire.*

L'aile droite des Russes, attirée sur la route de Kœnigsberg par la retraite calculée de Lannes et de Mortier, se hâta de revenir à Friedland dès qu'elle eut appris le sort du centre et de la gauche. Mais Benningsen avait fait sauter les ponts pour protéger sa fuite. Pressée entre les corps de Mortier, de Lannes et du maréchal Ney, l'aile droite, plutôt que de se rendre, passa la rivière à la nage sous les balles françaises, qui lui firent perdre la moitié de son effectif. Les Russes s'en-

Fig. 186. — Bataille de Friedland. D'après une aquarelle de Siméon Fort.

fuirent en désordre sur le Niémen avec une perte de 40.000 hommes. Ils laissaient sur le champ de bataille toute leur artillerie. Les Français n'avaient pas perdu 6.000 hommes. Soult, Davout et Murat étaient arrivés devant Kœnigsberg. Lestocq s'y était réfugié avec 25.000 hommes; en apprenant la défaite de Friedland, il évacua cette place pour rejoindre Benningsen. Murat entre dans Tilsit. Mais les Russes étaient déjà maîtres du passage du Niémen et il était impossible de le forcer et de continuer la poursuite.

On entra en négociations. Alexandre fit les premières démarches. Il était irrité du refus que les Anglais avaient fait de couvrir l'emprunt russe, de la mauvaise volonté qu'ils avaient mise à le soutenir dans sa

lutte contre Napoléon en faisant des expéditions uniquement pour leur profit et non pour l'avantage de la coalition. D'autre part, la Pologne russe allait être envahie par les Français si l'on n'arrêtait promptement les hostilités; enfin, le czar « voulait, dit Butturlin, gagner le temps nécessaire pour se préparer à soutenir convenablement la lutte qu'on savait devoir se renouveler un jour. »

Malgré sa victoire, Napoléon ne désirait pas moins vivement la paix que l'empereur de Russie. Il était inquiet des desseins de l'Autriche, qui pouvait choisir l'occasion favorable de se déclarer contre lui et de couper ses communications avec la France. Il pouvait, il est vrai, poursuivre ses conquêtes et rétablir le royaume de Pologne : les patriotes polonais, accourus en foule à son camp, le suppliaient de réparer l'iniquité qui avait déchiré leur malheureux pays. Cette question jetait l'Empereur dans de profondes perplexités. Proclamer l'indépendance de la Pologne, c'était armer contre soi la Prusse, l'Autriche et la Russie, combler les vœux de l'Angleterre, susciter une guerre dont on ne pouvait prévoir la fin. Depuis six ans, il poursuivait le projet d'une grande alliance continentale qui aurait établi en Europe une paix générale et enlevé à l'Angleterre toute espèce d'appui. D'abord il avait espéré l'établir avec le concours de la Russie. Mais, Paul Ier étant mort, il avait compté sur la Prusse. L'occasion se présentait de renouer avec la Russie. « Si la France et la Russie venaient à s'unir étroitement, les conséquences d'une telle alliance seraient incalculables; toute la face du monde en serait changée. »

Aussi, dès que le prince de Labanoff fut venu proposer au nom du czar un armistice qui devait être suivi de négociations, l'Empereur envoya-t-il au quartier général russe le prince de Talleyrand. La ville de Tilsit fut partagée entre les deux souverains. Ils se rencontrèrent sur un grand radeau établi au milieu du Niémen. « Je hais les Anglais autant que vous, dit Alexandre en embrassant Napoléon; je serai votre second dans tout ce que vous ferez contre eux. — En ce cas, répondit Napoléon, la paix est faite. » Le roi de Prusse n'assista pas à l'entrevue. Il vint seulement le lendemain prendre connaissance des dispositions convenues entre les deux empereurs.

« Heureusement, raconte le capitaine Coignet, que le grand Alexandre était là pour prendre sa défense, il avait l'air d'une victime. Dieu ! qu'il était maigre ! le vilain souverain ! Mais aussi il avait une bien belle reine !... » Coignet revit la reine de Prusse lors de l'entrevue qu'elle eut à Kœnigsberg avec Napoléon. « Dieu ! qu'elle était belle ! dit-il, on pouvait dire que c'était une belle reine pour un vilain roi ; mais

Fig. 187. — Entrevue de Napoléon Ier et de l'empereur Alexandre, à Tilsit. Tableau de Gautherot. D'après une lithographie de Levilly.

je crois qu'elle était roi et reine en même temps. L'Empereur vint la recevoir au bas du grand perron et lui présenta la main ; mais elle ne put le faire plier. J'eus le bonheur de me trouver le soir de faction au pied du perron pour la voir de près, et le lendemain à midi, je me trouvais à mon même poste ; je la contemplai. Quelle belle figure, avec un port de reine ! A trente-trois ans, j'aurais donné une de mes oreilles pour rester avec elle aussi longtemps que l'Empereur. » Les grâces de la reine Louise ne touchèrent pas aussi vivement Napoléon que le capitaine, et ses prières ne purent rien obtenir.

Voici quelles étaient les principales dispositions du traité de Tilsit :

Le roi de Prusse obtenait seulement la restitution de la vieille Prusse, de la Pomé-

ranie, du Brandebourg et de la Silésie. Encore était-il déclaré dans le traité que l'Empereur consentait à ces restitutions uniquement « par égard pour l'empereur Alexandre et dans son désir d'unir les deux nations par un lien d'amitié perpétuel ». La Prusse abandonnait à la France toutes les provinces à la gauche de l'Elbe pour en composer, avec le grand-duché de Hesse et le duché de Brunswick, un royaume de Westphalie pour le plus jeune des frères de Napoléon, Jérôme Bonaparte. Les duchés de Posen et de Varsovie formeraient un État polonais, qui, sous le titre de grand-duché de Varsovie, serait attribué au roi de Saxe, avec une route militaire à travers la Silésie qui donnât passage d'Allemagne en Pologne. Dantzig, déclarée ville libre, recevait une garnison française. La Prusse était en outre frappée d'une contribution militaire de quatre-vingts millions jusqu'au paiement de laquelle les États prussiens resteraient occupés par les Français. L'empereur de Russie prenait même une part des dépouilles de son allié, le palatinat de Bélostock. Le Czar et le roi de Prusse reconnaissaient pour rois les trois frères de Napoléon, Louis en Hollande, Jérôme en Westphalie et Joseph à Naples. Les ducs de Brunswick et de Hesse-Cassel perdaient leurs États, sans autre compensation qu'une rente viagère. Les ducs d'Oldenbourg et de Mecklembourg recouvraient les leurs, mais devaient recevoir des garnisons françaises pour veiller à l'exécution du blocus continental et entrer ainsi que la Saxe et les autres petits princes allemands dans la Confédération du Rhin. Il y eut un second traité, traité d'alliance offensive et défensive; Napoléon devait intervenir entre la Russie et la Turquie, et le Czar entre la France et l'Angleterre. Si cette puissance n'avait pas approuvé, au 1er décembre 1807, les conditions fixées à Tilsit, la Russie lui déclarerait la guerre. Le roi de Suède venait de rompre l'armistice conclu avec Mortier, juste à temps pour se voir enlever ses dernières possessions en Poméranie. Il fut stipulé qu'il serait contraint à entrer dans la ligue contre l'Angleterre et qu'Alexandre lui enlèverait la Finlande. Les deux souverains devaient s'entendre pour soustraire toutes les provinces de l'empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la Roumélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs. L'Autriche serait invitée à accéder au blocus continental ainsi que le Danemark, la Suède et le Portugal. Enfin, un troisième traité, les *articles secrets*, stipulait que Cattaro serait restitué à la France, que les îles ioniennes lui appartiendraient, etc.

Telles étaient les conditions de ce traité d'union intime entre deux adversaires de la veille, qui ne se rapprochaient que pour se partager la domination de l'Europe, et abandonnaient avec une si parfaite indifférence leurs alliés. Il est incontestable que tout l'avantage était pour Alexandre, qui traitait comme s'il n'avait pas été vaincu.

CHAPITRE QUATRIÈME.

L'EMPIRE APRÈS TILSIT.

ADMINISTRATION ET POLITIQUE INTÉRIEURE. — AFFAIRES D'ESPAGNE. — BAYLEN. ERFURT. — SOMO-SIERRA. — COMMENCEMENT DU SOULÈVEMENT DES PEUPLES.

e traité de Tilsit marque nettement le point où la politique de Napoléon devient chimérique, où, ébloui par les projets gigantesques que lui présente sa propre imagination, il renonce inutilement à une partie du prix de ses victoires sans rendre pour cela sa situation plus solide. Il sacrifie un présent certain à un avenir fantastique, sans que ce sacrifice du moment puisse être interprété comme une preuve de modération, une marque du désir de donner à l'Europe une tranquillité quelconque. Les princes effarés comprennent qu'il n'y a plus de limites fixes à leur abaissement, parce que Napoléon n'en pose plus à son ambition. Le souverain jusqu'alors politique commence à se faire considérer par les autres rois comme une sorte de Tamerlan, civilisé sans doute, mais qui, ainsi que le dévastateur de l'Asie, cherche la conquête pour la conquête.

Tout en faisant la part de la juste irritation d'adversaires si malheureux, il est certain qu'une transformation s'était faite dans l'esprit et le caractère de Napoléon pendant la guerre de Prusse. Cette guerre, il ne la voulait pas, il avait été obligé à la faire par d'insolentes provocations. Il sentait qu'il s'engageait dans des aventures qui n'auraient point de fin. Des projets excessifs commencèrent à hanter sa pensée.

Ils s'affirmèrent après Tilsit. Il sera « le roi des rois » (1), et tous les autres souverains ne seront que ses subordonnés dans une vaste fédération dont il sera le chef. Sa famille, à laquelle il a déjà donné deux trônes aux dépens des anciens souverains, en recevra de nouveaux. « Sa dynastie, le mot est de lui, sera bientôt la plus ancienne de l'Europe. » Que ces idées se soient présentées dès cette date à son esprit, sous la forme d'un plan qu'il fallait méthodiquement poursuivre, on ne peut l'affirmer. Mais ce rêve a frappé son imagination, et malheureusement avec un génie si puissant pour l'action, et si apte à concevoir aussitôt dans l'ensemble et les détails les moyens pratiques de réaliser la pensée, il n'y a pas loin du rêve à l'exécution.

Le vieux prince de Ligne écrivait au prince d'Arenberg, le 20 juillet, quelques jours après Tilsit : « Napoléon, qui aime mieux se grandir que s'agrandir et conquérir qu'acquérir, a mieux aimé l'entrevue que de marcher à Riga d'un côté, à Grodno de l'autre. Je ne trouve pas, au reste, cette marqueterie de l'Europe bien dangereuse et pouvant durer plus longtemps que son auteur. »

La France avait peut-être plus de confiance dans son chef; mais elle sentit aussi que ce traité n'était probablement encore qu'une trêve ; et elle ne voyait pas de fin à ces guerres incessantes et au despotisme croissant qui en était la suite; elle craignait de n'être plus qu'un instrument entre les mains d'un homme qui la sacrifierait aux projets d'une ambition sans mesure. La paix, si souvent attendue et jamais durable, était, plus encore qu'en 1803, le désir de tous.

En 1805, au moment où la Grande Armée se mettait en marche sur l'Allemagne, Mme de Rémusat écrivait, à la date du 24 septembre : « Chacun vit chez soi, inquiet, incertain ; les spectacles sont déserts; tout le monde gémit et attend dans le silence l'ouverture des grands événements. » On comprend quel mécontentement dut produire le renouvellement de la guerre en 1806. « La paix ! écrivait encore Mme de Rémusat au 12 octobre de cette année, la paix, on ne l'espère plus guère ici. Il y a un découragement et un mécontentement général; on souffre et on se plaint hautement. Nulle admiration, pas même d'étonnement, parce qu'on est blasé sur les miracles (2). »

On voit que Napoléon aurait dû, dans son intérêt même, tenir compte dès lors des sentiments de la France. Il avait exprimé la pensée qu'il

(1) Seeley, *Courte Histoire de Napoléon* Ier, ch. II, § 3.
(2) Voir aussi *Souvenirs du général Collet*, t. II, p. 93; Mémoires de Ségur, t. II, p. 460, etc.

fallait l'étonner sans cesse, si l'on voulait y assurer son pouvoir. Or l'étonnement même était épuisé. C'est alors cependant, au moment où la France désire avant tout un régime normal, que le despotisme de Napoléon croît et s'affirme hautement.

« J'étais absent, dit Beugnot, depuis trois ans, et quand j'avais quitté Paris, l'Empereur gardait quelque retenue dans le déploiement de l'autorité. Il suppliait encore M. de Fontanes de nous conserver au moins la république des lettres. J'avais donc porté en Allemagne des idées assez libérales, auxquelles je ne pouvais pas croire que l'Empereur fût devenu si complètement étranger. J'avais conservé ces idées, parce qu'elles étaient miennes et ensuite assez du goût de la partie de l'Allemagne à laquelle j'avais été envoyé. Je ne laissai pas de m'étonner à Paris de rencontrer le despotisme partout et jusque dans des détails qui supposaient à l'Empereur une parfaite confiance dans la patience des Français, tels qu'il les avait façonnés. Alors me fut expliqué l'étonnement de M. Rœderer qui, à sa première visite chez moi, ne concevait pas qu'on y parlât de l'Empereur avec tant de liberté, et qu'on se permit, en louant hautement ceux de ses actes qui étaient dignes d'éloges, d'en censurer quelques autres. Je reconnais maintenant que mon salon à Dusseldorf n'était pas du tout à l'ordre du jour. »

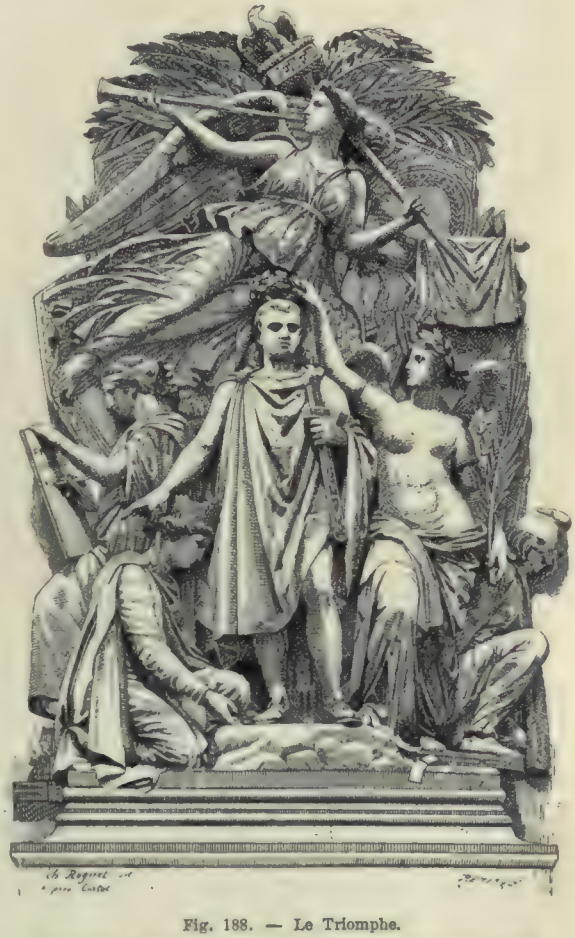


Fig. 188. — Le Triomphe.
Sculpture de Cortot. Bas-relief de l'arc de triomphe de l'Étoile.

En moins de quatre ans, la France avait parcouru l'évolution qui

avait mis plus de trois siècles à s'accomplir à Rome ; elle avait passé du principat d'Auguste à la monarchie de Dioclétien (1).

Le décret du 1er mars 1808, complétant les sénatus-consultes du 30 mars et 14 août 1806, rétablissait les titres féodaux et organisait une nouvelle noblesse avec une précision de hiérarchie que l'ancienne noblesse n'avait pas connue.

Le véritable but de l'établissement de cette noblesse fut la création d'une classe intermédiaire, imprégnée de l'esprit du gouvernement, avec laquelle il pourrait agir sur la nation. Ce n'était pas une simple institution d'apparat destinée à rehausser l'éclat du trône. « C'était, dit Thibaudeau, une idée fixe de Napoléon, qu'il avait essayé plus d'une fois de mettre en pratique. » De plus, cette nouvelle noblesse aurait l'avantage d'absorber l'ancienne noblesse et d'enlever ce dernier prestige au souvenir de l'ancienne royauté. Napoléon avait attaché à plusieurs de ces nouveaux titres des biens considérables, transmissibles de mâle en mâle par droit de primogéniture. Pour les autres, la transmission des titres avait lieu dans les mêmes conditions si ceux qui en étaient revêtus constituaient des majorats (2), dont le chiffre minimum était déterminé suivant le titre.

Malgré les modifications apportées en faveur de cette nouvelle noblesse aux règles établies par le Code civil pour les successions, elle ne formait pas une aristocratie et ne jouissait que d'une prééminence purement honorifique. Parmi ces nobles nouveaux, la présence de jacobins et de régicides rassurait les révolutionnaires. D'autre part, celle d'illustres soldats de fortune lui donnait un prestige particulier que l'ancienne noblesse même, malgré toutes ses épigrammes, ne se refusait pas à reconnaître au fond.

Mais c'était un véritable contresens que d'aller exhumer toutes les règles les plus compliquées d'une étiquette qui n'avait plus l'excuse de la tradition. Cependant Napoléon y attacha la plus grande importance. En 1806, avait paru un règlement complet sur l'étiquette de la maison impériale. C'était un véritable code. Si l'on jugeait d'après le volume, on serait tenté d'y voir une des œuvres législatives les plus importantes du siècle. Ces décrets, où se lisent de nombreux articles dignes de la cour des anciens rois d'Espagne, est daté de germinal an XII de la République.

Avec une pareille étiquette on comprend que les fêtes impériales aient été magnifiques mais bien froides, et étaient bien loin d'avoir l'agrément des réunions plus simples du Consulat, à la Malmaison. On disait volontiers avec Coignet, résumant son opinion sur les fêtes données à l'occasion du mariage de Napoléon avec Marie-Louise : « Si c'est imposant, ce n'est pas gai. » L'importance que prenait l'étiquette eut une autre conséquence : Napoléon aima à s'entourer de plus en plus de personnages ayant appartenu à l'ancienne cour. Il aimait leurs manières à la fois respectueuses

(1) Napoléon aimait à rapprocher son nom, non pas tant de celui d'Auguste que de celui de Dioclétien, dont il a plus d'une fois comparé l'œuvre de réorganisation à la sienne.

(2) Le mot majorat ne se trouve pas dans la loi. C'était une concession telle quelle à l'opinion.

et faciles, il trouvait que l'obéissance était ennoblie en eux par un tour de liberté. Cette préférence ainsi motivée et restreinte offrait peu de dangers.

Fig. 189. — Colonne de la Grande Armée. Gravure de Duplessis-Bertaux.

Mais à partir de 1806, on remarque que Napoléon cherche à s'entourer de gens médiocres auxquels il ne demande que des qualités professionnelles. Napoléon ne veut trouver dans ses serviteurs que des instruments de sa volonté. Ce fut là, lorsque sa santé s'affaiblit, lorsque le poids des affaires qu'il eut à soutenir devint lourd, même pour

un génie comme le sien, une des principales causes de sa chute. Non seulement il exigeait une obéissance aveugle aux ordres qu'il donnait, mais il défendait toute espèce d'initiative, aussi bien aux militaires qu'aux fonctionnaires civils. « Le monde périrait, écrivait-il au ministre du Trésor, Barbé-Marbois, vous n'avez pas le droit de sortir de vos attributions. »

Mais ici se montre un des traits qui ont fait porter sur Napoléon, avec une égale apparence de raison, les jugements les plus contradictoires, je veux parler de l'écart qui existait entre ses idées et son caractère. Il avait l'âme assez haute pour comprendre que la liberté politique, justement modérée par de bonnes lois, est une condition nécessaire de la grandeur d'une nation ; qu'il faut que le citoyen puisse se défendre contre le gouvernement, et que l'opinion puisse se faire entendre. Il lui répugne de passer pour avoir asservi le peuple qui l'a élevé au pouvoir. Le même souverain qui écrivait à Barbé-Marbois dès le 15 décembre 1805 les lignes que nous venons de citer, disait à M. de Champagny dans la lettre du 26 avril 1806 : « La subordination civile n'est point aveugle et absolue ; elle admet des raisonnements et des observations, quelle que puisse être la hiérarchie des autorités... Je n'exige d'obéissance aveugle que dans le militaire. Les préfets ne sont que trop enclins à un gouvernement tranchant contraire à mes principes et à l'esprit de l'organisation administrative. » « J'ai longtemps calculé, écrivait-il un jour confidentiellement à son ministre de la police, Fouché, j'ai longtemps calculé et veillé pour parvenir à rétablir l'édifice social. Aujourd'hui, je suis obligé de veiller pour maintenir la liberté publique ; je n'entends pas que les Français deviennent des serfs. »

Malheureusement le caractère de Napoléon prenait trop souvent le dessus et lui faisait oublier les principes qu'il avait émis sincèrement (1). « Dans sa conception du gouvernement, dit M. Rapetti, il ne séparait pas l'autorité de la liberté, mais il ne semblait avoir dans la pratique que les emportements d'une volonté absolue et sans frein. Une grande place a été faite à toutes les garanties essentielles de la liberté dans l'organisation napoléonienne. Mais si l'Empire n'a pas été le despotisme, il en a eu les procédés et on était porté à croire que c'était là le dernier mot de la théorie gouvernementale de Napoléon. »

Dès 1807, il abolissait le Tribunat, qui, quelque affaibli qu'il fût, lui portait encore ombrage, et se contentait de transporter quelques-unes de ses attributions au Corps législatif. C'était un véritable coup d'État contre la constitution de l'an XII. Le Tribunat aboli, le Corps législatif semble trop puissant encore à Napoléon, et si un hasard

(1) Le caractère des lettres citées et les personnages à qui elles sont adressées nous paraissent le démontrer, et on pourrait citer beaucoup d'autres passages analogues.

semble lui donner quelque importance, il se hâte de le rabaisser, fût-ce d'une façon presque injurieuse.

Lors de la campagne que Napoléon dirigea en Espagne, il avait envoyé au Corps législatif une douzaine de drapeaux ennemis, comme gage de son estime. Fontanes étant allé, avec l'Assemblée, remercier l'Impératrice, celle-ci avait en répondant exprimé sa satisfaction de voir que le premier sentiment de l'Empereur, dans son triom-

Fig. 190. — Napoléon visite les orphelines de la Légion d'honneur. D'après une lithographie anonyme.
« Elles se précipitent sur lui, s'emparent de ses mains, et en un instant les couvrent de bagues, gages innocents de reconnaissance et d'amour. »

phe, eût été pour le Corps *qui représentait la Nation*. Là-dessus, une note adressée aussitôt (numéro du 15 décembre 1808) d'Espagne au *Moniteur*, releva avec violence les expressions dont l'Impératrice s'était servie : « S. M. l'Impératrice n'a point dit cela ; elle connaît trop bien nos constitutions, elle sait trop bien que le premier représentant de la Nation c'est l'Empereur ; car tout pouvoir vient de Dieu et de la Nation... Dans l'ordre de nos constitutions, après l'Empereur vient le Sénat ; après le Sénat est le Conseil d'État ; après le Conseil d'État est le Corps législatif ; après le Corps législatif viennent chaque tribunal et fonctionnaire public dans l'ordre de ses attributions... Le Corps législatif, improprement appelé de ce nom, devrait être appelé Conseil législatif, puisqu'il n'a pas la faculté de faire les lois, n'en ayant pas la proposition. Le Conseil législatif est donc la réunion des mandataires des collèges électoraux. On les appelle députés des départements, parce qu'ils sont nommés par les départements. »

La même surveillance jalouse s'attache aux affaires religieuses ; sans parler de l'aigreur croissante de ses relations avec le saint-Siège, Napoléon, par un décret du 4 avril 1807, ordonne l'adoption d'un catéchisme uniforme dans toutes les paroisses de l'Empire. Les évêques hésitèrent d'abord, puis, sur l'exemple de l'archevêque de Paris, se conformèrent à ces ordres (1), où l'on parlait non seulement des devoirs d'obéissance absolue due au souverain, mais des devoirs particuliers dus à Napoléon, « à celui que Dieu a suscité dans des circonstances difficiles pour rétablir le culte public de la religion de nos pères, l'oint du Seigneur à la sagesse profonde et active, etc. » Bientôt le peuple espagnol allait répondre à ce catéchisme politique par un catéchisme du même genre, mais conçu dans d'autres sentiments.

Il faut reconnaître cependant que Napoléon ne crut jamais que le gouvernement despotique dût être le régime normal de la France. Il a exprimé plus d'une fois cette idée : « Je ne veux pas que ce pouvoir reste à mes successeurs, parce qu'ils en abuseraient. »

Il ne faut pas oublier non plus, — et c'est un témoignage frappant que Napoléon n'était pas le despote prémédité qu'on a souvent représenté, — que s'il l'avait voulu, il aurait pu fonder en France le régime militaire, en constituant l'armée en dehors de la nation. Loin de là, il s'attacha à maintenir les institutions (conscription, vote du budget de la guerre) qui tendaient à contenir l'immense danger d'une force militaire formée en dehors de l'esprit national. Tous ses efforts tendent à fonder l'ordre civil prépondérant, distinct à la fois de l'ordre religieux et de l'ordre militaire.

« Si le militaire avait de l'importance et de la considération, dit Thibaudeau dans son Histoire sous le Consulat, son autorité était rigoureusement circonscrite dans ses attributions naturelles. Ses moindres écarts étaient de suite sévèrement réprimés. Le Premier Consul soutenait les tribunaux et les préfets contre les généraux ; le citoyen n'était soumis qu'à l'autorité civile. Dire le contraire, c'est nier l'évidence. »

La création d'un corps enseignant constitué, non pas en opposition, mais en dehors du clergé, était aux yeux de Napoléon un des moyens

(1) L'année suivante, Napoléon invitait le prince Eugène, par une lettre du 7 août, à adopter ce même catéchisme pour le royaume d'Italie.

les plus puissants pour fortifier l'ordre civil. Le conseiller d'État Fourcroy fut chargé de présenter un projet pour l'établissement d'une Université de France. Une loi fort courte, adoptée par le Corps législatif le 10 mai 1806, se contentait de poser les principes et fut complétée par les décrets du 17 mars 1808 et du 15 novembre 1811. « Point

Fig. 191. — Nicolas, baron de Corvisart, premier médecin de l'empereur Napoléon. Musée de Versailles.

d'État, disait Napoléon, sans un corps de doctrines... Il n'y aura pas d'État politique fixe, s'il n'y a pas un corps enseignant avec des principes politiques fixes. »

On n'établit pas un ministre de l'Instruction publique, mais un grand maître de l'Université, qui fut Fontanes. Ce grand maître surveillait les établissements d'instruction au moyen d'inspecteurs généraux. Il était assisté d'un conseil. Mais Napoléon, contrairement à l'opinion de Fontanes, ne voulut pas qu'on se hâtât de nommer ces conseillers, ni qu'ils fussent trop nombreux.

« Dans une première formation, disait-il, tous les esprits diffèrent. Chacun apporte sa théorie et non son expérience, trente conseillers dans une première formation ne produiraient que désordre et anarchie. Les premiers choix sont en quelque sorte faits comme on prend des numéros à la loterie. On ne peut être bon conseiller qu'après une carrière faite. Vos inspecteurs généraux doivent être d'abord vos ouvriers les plus essentiels. Ils apporteront au conseil beaucoup de faits et d'expérience. C'est là l'essentiel. Les bons jugements ne sont que la suite d'examens répétés. »

Napoléon se plaignait déjà que les programmes fussent trop vastes. Il voulait que l'enseignement fût plus spécial aux carrières que l'on devait embrasser et trouvait abusif même qu'on demandât quelque connaissance des sciences exactes aux futurs médecins (1). « Exiger d'un jeune homme, disait-il, des connaissances si diverses pour l'admettre dans une carrière, c'est risquer de priver l'État des grands hommes que cette carrière pourrait produire un jour. » Ces paroles peuvent surprendre dans la bouche de Napoléon Bonaparte, qui savait tant de choses en dehors de son métier de soldat et à qui cette variété de connaissances n'avait pas nui. On a d'ailleurs exagéré sa pensée sur ce point. Par un des premiers décrets qui aient été promulgués sous l'Empire, il établissait au centre même des études scientifiques, à l'École polytechnique, une chaire de belles-lettres dont Andrieux fut le premier titulaire.

L'Université centralisait l'enseignement public divisé en trois branches, enseignement supérieur, secondaire et primaire. Ce fut surtout de l'enseignement secondaire que l'Empire s'occupa. L'organisation des lycées datait du Consulat. Ils étaient au nombre de trente. Il y eut aussi des écoles secondaires ou collèges établies sur le même plan au nombre de trois cent dix. Les institutions privées n'étaient pas supprimées, mais leurs élèves devaient suivre les cours des lycées. Le régime y était fort sévère. On y donnait l'enseignement militaire et religieux (2).

Il devait y avoir une école primaire par commune, mais les malheurs qui survinrent ne permirent pas à cet enseignement de s'organiser.

Ce n'était pas seulement pour l'instruction publique que l'Empire poursuivait l'œuvre du Consulat. Le Code de procédure civile était

(1) Il est vrai que pour Napoléon la médecine n'était qu'une science de conjectures et d'observations. « J'ai préféré M. Corvisart à M. Hallé, disait-il, parce que M. Hallé est de l'Institut. M. Corvisart ne sait pas ce que c'est que deux triangles égaux. »

(2) On a publié dans la *Revue de l'Enseignement secondaire* des documents intéressants pour faire connaître la vie des lycées sous l'Empire. Dans certains d'entre eux on décernait des espèces de prix de vertu, dont le titulaire était désigné par une élection à deux ou trois degrés, résultat de l'action commune du corps des professeurs et des élèves. Un des élèves était chargé de faire l'éloge de son camarade.

promulgué en 1806 et complété par le décret du 16 février 1807, qui fixait le tarif des frais de justice (1).

La même année, le Code de commerce était promulgué.

Il avait été préparé par une commission formée en 1801, qui avait soumis son travail à l'examen des tribunaux et des conseils de commerce. On avait pris pour base les belles ordonnances de Colbert, et on avait tenu compte à la fois des coutumes nationales et des législations étrangères. Les conditions du commerce français ont beaucoup changé depuis 1807 ; les changements ont provoqué de nombreuses modifications dans notre législation sur ce point. Le Code de commerce de 1807 n'en reste pas moins la plus remarquable des œuvres législatives des temps modernes.

Le Code d'instruction criminelle de 1808 a été l'objet de bien des critiques. Cependant les principales garanties, notamment celle du jury, étaient reconnues à l'accusé. Le Code civil reçut quelques modifications. Une loi du 3 septembre 1807, qui lui donna le nom de Code Napoléon, mit sa rédaction en rapport avec la constitution impériale et le calendrier grégorien, rétabli officiellement par le sénatus-consulte du 22 fructidor an XIII (1805). Une modification plus importante résulta d'une loi du même jour qui, abolissant l'article 1905 du Code civil, mettait fin à la liberté des transactions pour le prêt à intérêt, et fixait un maximum au taux (5 p. % en matière civile, 6 p. % en matière commerciale).

Cette loi avait été provoquée par l'irritation que l'usure des Juifs avait produite en Alsace. On put craindre un moment de voir se renouveler contre eux dans ce pays les scènes odieuses du moyen âge. Déjà, le 30 mai 1806, un décret prononça un sursis à l'exécution des jugements rendus en faveur des Juifs, à raison des créances contre *les cultivateurs non négociants,* dans plusieurs départements. Napoléon, qui n'avait guère connu les Juifs que par ceux qui trafiquaient à la suite des armées, n'avait pas pour eux une grande estime. Il voulut cependant entendre leur justification ; il convoqua à Paris (1808) un grand sanhédrin, qui adopta un règlement de police auquel l'Empereur donna sa sanction. Les Juifs rentrèrent dans la loi commune. Napoléon d'ailleurs montra toujours quelque méfiance au sujet du mouvement des capitaux mobiliers, et a cherché plus d'une fois à mettre le mouvement économique sous la direction de l'État. Si l'on en croit l'auteur des *Idées napoléoniennes,* cette méfiance avait surtout pour origine dans l'esprit de Napoléon une vue d'avenir. « La Révolution avait affranchi la terre ; mais la nouvelle propriété de l'industrie, s'agrandissant

(1) Ce règlement, appliqué depuis sans contestation, n'a cependant jamais reçu la sanction du pouvoir législatif.

journellement, tendait, pensait-il, à passer par les mêmes phases que la première et à avoir comme elle ses vassaux et ses serfs. Napoléon aurait prévu cette tendance, inhérente à tout système dont les progrès sont des conquêtes, et aurait voulu le prévenir. » En ce cas les prévisions de Napoléon auraient été conformes, par une singulière coïncidence, avec celles du réformateur Fourier, qui publiait justement en 1808 sa *Théorie des quatre mouvements*, premier programme de son système, et prédisait que le système de la concurrence illimitée amènerait la formation d'une *féodalité industrielle*.

Mais une condition nécessaire pour que l'État puisse agir d'une façon utile sur le mouvement économique, c'est que les finances publiques soient bien administrées ; la Cour des Comptes fut constituée par le décret du 16 septembre 1807. A la chute de Barbé-Marbois, provoquée par sa conduite maladroite dans ses rapports avec la Compagnie des négociants réunis (1), M. Mollien, qui lui succéda au ministère du Trésor, reconnut qu'au lieu de 73 millions, que M. Barbé-Marbois croyait dus seulement à l'État, par les spéculateurs qui s'étaient engagés à avancer l'argent au Trésor en se chargeant de recouvrer le montant des obligations des receveurs généraux, la créance de l'État se montait en réalité à 142 millions. L'intégrité de M. Barbé-Marbois était au-dessus du soupçon. Cette erreur était donc une preuve éclatante que le système de comptabilité employé pour le Trésor était défectueux. Aussi put-il faire taire des préjugés persistants et établir pour tous les comptables publics le système qu'il avait expérimenté avec un plein succès pour la Caisse des dépôts et consignations dont il était directeur. Ce système de comptabilité en partie double, emprunté à la comptabilité commerciale, aussi simple qu'ingénieux, devait être successivement imité à peu près par toute l'Europe; elle ne nous l'envie plus parce qu'elle le possède.

Au point de vue des impôts, Napoléon, continuant à marcher dans la voie où il était entré pendant le Consulat, demanda de plus en plus des ressources à l'impôt indirect. L'impôt foncier devait être surtout la ressource des mauvais jours.

Partout l'administration impériale poursuivait avec une rare activité

(1) Cette compagnie était formée sous la protection du gouvernement, pour l'escompte des valeurs du Trésor.

l'exécution des travaux publics vraiment utiles, aussi bien sur le territoire français que dans les pays feudataires, Confédération du Rhin, Italie, Naples, Westphalie. Il est certain que cette administration, souvent attaquée aujourd'hui, parut un immense bienfait à tous les

Fig. 192. — Le roi Jérôme. D'après Philippoteaux.

peuples auxquels la conquête l'imposa, parce qu'elle apportait avec une probité et une régularité en général supérieures à celles des fonctionnaires qu'elle remplaçait, les principes civils de la Révolution (1). Elle y apportait l'égalité entre les citoyens, la tolérance religieuse, l'affranchissement du travailleur des champs aussi bien que des villes, la protection de l'accusé, la publicité de la justice. Elle y constituait aussi le contrôle du gouvernement. Dès le 7 juillet 1807, Napoléon

(1) Voir Rambaud, *les Français en Allemagne*.

écrivait à son frère Jérôme en lui annonçant qu'il allait être reconnu roi de Westphalie : « Mon intention est de vous donner une constitution régulière qui efface dans toutes les classes de vos peuples de vaines et ridicules distinctions. »

Le roi de Prusse comprit que son pays ne pouvait dorénavant jouer un rôle et se préparer aux luttes futures qu'en faisant appel aux idées françaises, en reconnaissant les droits du peuple, et, soutenant la noble politique de Stein, malgré la haine du parti nobiliaire, il avait signé le décret de Memel, qui fut le 89 de la Prusse. Ce décret abolit le servage dans tout ce qui lui restait de son royaume, autorisa la vente des diverses espèces de biens et permit que l'on passât, comme on l'entendait, de la classe de citadin (habitant des villes) à celle de paysan. Cet acte, qui excita tant de colères chez une grande partie de privilégiés, fut l'origine de la régénération de la Prusse et de l'Allemagne.

Napoléon pensait, comme il l'a dit, que toute guerre européenne était une guerre civile, et il disait, le 10 février 1805, au Corps législatif :

« Je veux, autant que je pourrai y influer, que le règne des idées philanthropiques et généreuses soit le caractère du siècle. C'est à moi à qui de tels sentiments ne peuvent pas être imputés à faiblesse, c'est à nous, c'est au peuple le plus doux, le plus éclairé, le plus humain, de rappeler aux nations civilisées de l'Europe qu'elles ne forment qu'une seule famille. »

Malheureusement il se laissait emporter à croire que cette famille devait être sous la domination d'un seul, et cependant il aurait dû voir, après Tilsit, combien il lui était difficile de jouer à la fois le rôle de général d'armée et de chef d'empire, de se préoccuper non seulement de remporter un succès décisif, mais de savoir quel effet tel ou tel mouvement militaire produirait sur l'opinion à Paris, en France, et en Europe. Nous verrons qu'il lui arrivera de sacrifier dans une certaine mesure le général au souverain et de préparer ainsi son échec militaire et sa chute du trône. L'état de son armée elle-même aurait dû aussi l'éclairer.

Elle ne valait plus l'armée de 1801 à 1807. A l'extérieur, les réfractaires étaient de plus en plus nombreux ; à l'intérieur, la conscription commençait à devenir un véri-

table effroi dans tous les départements. Dans les troupes en campagne, il y avait aussi des symptômes de décadence.

Fig. 193. — Napoléon à Dresde, donnant la constitution du grand-duché de Varsovie (22 juillet 1807).
D'après le tableau de Marcellin Bacciarelli, lithographié à Dresde en 1811.

(A la droite de l'Empereur se tiennent les ministres prince de Talleyrand et comte Maret. La Pologne est représentée par son gouvernement provisoire, ayant à sa tête Stanislas Malachowski, président, et dont les autres membres sont : Gutakowski, Stan. Potoçki, Wybicki, Dzialynski, Bielinski, Sobolewski et Luszczewski.)

De plus, comme l'a dit Bugeaud (1), « dès 1807-1809, en raison des besoins toujours croissants de la guerre, dont le théâtre s'étendait incessamment, la composition de

(1) Cité dans *L'Armée française en* 1867, p. 82 et suiv.

l'armée s'affaiblit, sa constitution s'altéra. Dans l'esprit du gouvernement et devant les nécessités pressantes de la situation, les préoccupations de quantité, pour la formation des effectifs, durent l'emporter sur les préoccupations de qualité. On fit de grands efforts pour retenir sous les drapeaux les vieux soldats, qui devinrent trop vieux, et pour multiplier les jeunes soldats, qui furent trop jeunes, et, à peine formés, acheminés vers les armées actives.

« On vit alors se produire de graves désordres donnant lieu, le jour du combat, aux plus douloureux mécomptes. Toute armée de cent mille hommes, lancée en ligne et disponible pour l'action, laissait derrière elle, en cheminant, une deuxième armée de vingt à vingt-cinq mille hommes, formée de vieux soldats usés et indisciplinés, de conscrits affaiblis qui ne rejoignaient plus, vivaient sur l'habitant et constituaient ce que nous appelions l'armée des fricoteurs, mal désormais inévitable et incurable, et qui allait s'aggravant chaque jour. » C'était encore cependant une admirable armée, et on ne pouvait lui trouver d'infériorité sérieuse qu'en la comparant à elle-même.

Le prestige de Napoléon était intact pour les soldats. A vrai dire c'était plus qu'un général et un souverain pour eux, c'était un dieu. Lorsqu'on le voyait passer et que de rang en rang couraient ces mots : « Le voilà ! » tout était oublié et la mort la plus cruelle semblait douce. Coignet, entendant des officiers faire quelques critiques sur l'Empereur, dit qu'ils « blasphèment ». Ces sentiments devaient résister à toutes leurs souffrances et à toutes les fautes de leur chef. « Personne peut-être, dit Joseph de Maistre en 1813, n'a été plus à même que moi de faire des observations directes ou indirectes sur l'esprit français. Jamais je n'ai pu découvrir un seul signe de révolte contre Bonaparte : « Il « est trop ambitieux ou *ambitionnaire*, comme disait un soldat ; s'il veut que nous nous « battions, il faut bien qu'il nous nourrisse. » Voilà ce que j'ai pu connaître de plus fort ; mais jamais un mot ni un geste contre sa souveraineté. L'impression que cet homme fait sur les esprits est inconcevable. Un Piémontais prisonnier, qui était présent à la revue qui se fit avant de sortir de Moscou, m'a fait peur à moi-même en me disant : « Lorsque je le voyais passer devant le front, mon cœur battait comme lorsqu'on a couru « de toutes ses forces, et mon front se couvrait de sueur, quoiqu'il fît très froid. » Avec de pareils soldats, Napoléon crut tout possible.

C'est au moment où il avait tant de raisons de se modérer, qu'il se lança dans les affaires d'Espagne, où son ambition allait éclater dans tout son jour et où il allait joindre la perfidie à la violence. Les hostilités n'avaient pas cessé sur le continent à la paix de Tilsit. Pendant que le Czar se disposait à abandonner ses alliés et négociait avec Napoléon, le roi de Suède avait rompu tout à coup l'armistice (3 juillet 1807).

« Livré à des visions d'illuminé et fasciné par l'évêque de Lunden, non moins insensé que lui, dit M. de Barante, il enrégimenta quelques émigrés français sous d'Aumont et appela à Stralsund Louis XVIII, qui ne pouvait rester à Mittau depuis qu'Alexandre était en paix avec la France. Il croyait qu'à l'arrivée de ce prince, l'armée française, touchée de repentir et saisie d'enthousiasme pour son souverain légitime, s'empresserait d'abandonner Napoléon. Il déclara la guerre. » Elle ne fut pas longue. Le maréchal Brune vint assiéger Stralsund. Les opérations, conduites avec une

grande énergie et un talent supérieur par Chasseloup-Laubat, furent un modèle de précision, de vigueur et de promptitude. La ville capitula le 21 août 1807. Louis XVIII, qui avait failli se faire prendre en se dirigeant sur Stralsund où les Français venaient d'entrer, débarqua à Carlscrona le même jour que Gustave IV. Les Suédois avaient perdu toute la Poméranie et l'île de Rugen.

En ce moment l'Angleterre compensait le désastre de ses alliés par une victoire plus honteuse qu'une défaite. Le Danemark avait

Fig. 194. — L'inspection. D'après une lithographie de Raffet.

toujours gardé la neutralité, mais le ministère anglais, sous prétexte qu'il pourrait être obligé d'entrer dans la ligue maritime que Napoléon avait organisée contre l'Angleterre, envoya dans la Baltique, sous lord Cathcart, une expédition pour détruire ou capturer la flotte danoise. Le prince royal, Frédéric, qui gouvernait au nom de son père Christian VII, tombé en enfance, repoussa les conditions qu'on voulait lui imposer et résista six jours à un bombardement épouvantable. La moitié de la ville avait été brûlée et 2.000 hommes, femmes et enfants, avaient péri lorsque le général Peymann, trouvant enfin que « l'humanité pouvait faire taire la voix de l'honneur militaire », con-

sentit à signer une capitulation. Pendant six semaines, les arsenaux, livrés aux Anglais, ne cessèrent de travailler à réparer la flotte danoise pour la mettre en état d'être emmenée en Angleterre. Cette agression sauvage souleva contre l'Angleterre l'indignation de la Russie, de la Prusse et même de l'Autriche. Chacune de ces trois puissances fit exécuter le blocus continental et adhéra au décret de Milan, par lequel Napoléon venait de répondre aux vexations de plus en plus violentes de l'Angleterre.

Le Portugal n'imita pas leur exemple, et l'Empereur le somma d'adhérer au blocus. Le prince régent de Portugal (1), tout dévoué à la politique de Londres, s'engagea, pour gagner du temps, à fermer ses ports aux Anglais, mais resserra son alliance avec l'Angleterre et se disposa à s'enfuir au Brésil. Napoléon, résolu alors à détrôner la maison de Bragance, signe avec le gouvernement espagnol le traité de Fontainebleau, aux termes duquel la France devait envoyer en Portugal 25.000 hommes et l'Espagne 24.000. Ce royaume serait partagé en trois parties : le roi d'Étrurie, gendre de Charles IV, recevrait celle du nord en échange de la Toscane; Godoï, celle du sud, et le centre resterait sous le séquestre de la France. Junot fut envoyé en Portugal avec 25.000 conscrits sans aucune expérience de la guerre. Mais, protégés par la gloire des vainqueurs de Friedland, ils ne trouvèrent sur leur route aucun obstacle et arrivèrent à Lisbonne, exténués par la rapidité de leur marche, quelques heures seulement après le départ de la cour et de la noblesse portugaise pour le Brésil (octobre-novembre 1807). Junot organisa militairement la contrée, tandis que 24.000 Espagnols pénétraient dans les Algarves.

Malgré l'appui que le gouvernement espagnol venait de prêter à ses desseins sur le Portugal, Napoléon n'était pas sûr de la cour de Madrid. Le roi Charles IV, vieux et sans caractère, abandonnait la conduite des affaires à un aventurier, Emmanuel Godoï, qu'il avait créé successivement premier ministre, généralissime et grand amiral, enfin prince de la Paix. Quoiqu'il n'eût d'autres mérites que d'être protégé par la

(1) Il fut roi à partir de 1816, sous le nom de Jean VI ; il gouvernait le Portugal depuis 1793 pour sa mère Maria Ire, frappée d'aliénation mentale, et avait pris le titre de régent depuis 1799.

reine Louise-Marie de Parme, qui lui sacrifiait son pays et sa famille, il jouissait de la confiance illimitée et de l'amitié la plus vive du roi Charles IV, qui ne pouvait se passer de lui. La décrépitude et l'abaissement moral de la cour d'Espagne dépassaient alors toute idée (1).

Le favori auquel Charles IV avait livré les intérêts de sa monarchie

Fig. 195. — Pièce relative au séjour des Français à Nuremberg. D'après une gravure allemande.

était odieux à toute la nation. On lui reprochait d'avilir l'Espagne et d'exécuter, avec une complaisance indigne, les volontés de la France. L'alliance de Napoléon était très onéreuse. Elle avait amené la ruine de la marine espagnole et partout on réclamait au moins une neutralité absolue. Inquiet des progrès de l'opposition et des désas-

(1) Lors de l'entrevue de Bayonne, Napoléon avait reçu Charles IV à sa table avec la reine. L'huissier de service n'ayant pas laissé entrer Godoï dans la salle à manger, le roi, au moment de s'asseoir à table, s'écria : « Sire, où est Emmanuel ? » L'Empereur ordonna en souriant de faire entrer le favori. Pendant le dîner, le roi, qui souffrait de la goutte et des rhumatismes, parla beaucoup de sa passion pour la chasse, à laquelle il attribua ses douleurs. « Tous les jours, disait-il, quelque temps qu'il fît, hiver comme été, je partais, après avoir entendu la messe et avoir déjeuné, je chassais jusqu'à une heure, je dînais et je retournais immédiatement à la chasse jusqu'à la chute du jour. Le soir, Emmanuel avait soin de me dire si les affaires allaient bien ou mal et j'allais me coucher, pour recommencer le lendemain, à moins qu'il n'y eût quelque cérémonie importante. »

tres de l'Espagne, Godoï s'était secrètement entendu avec la coalition, et lorsque la Prusse nous avait déclaré la guerre, le ministre avait, dans une proclamation, appelé les Espagnols aux armes contre un ennemi qu'il ne nommait pas (5 octobre 1806). La victoire de Naléon lui causa une frayeur terrible. Il s'humilia devant lui, mais n'obtint sa grâce qu'en livrant un corps de 14.000 hommes, qui servit sous Bernadotte dans la campagne de Pologne. Cette tentative de Godoï, si misérablement qu'elle eût échoué, était un avertissement pour Napoléon.

Napoléon se trouvait à l'égard de l'Espagne exactement dans la même position que les Bourbons, avant que l'un d'eux fût devenu roi d'Espagne. Louis XIV avait assuré à la France la sécurité de sa frontière des Pyrénées en établissant dans la péninsule son petit-fils, sur l'alliance duquel il espérait que ses successeurs pourraient compter. Napoléon pensait aussi qu'il ne devait laisser la couronne d'Espagne qu'à un prince soumis à son influence et tout disposé à partager ses desseins. Il avait d'abord songé à introduire dans ce pays une constitution démocratique et des institutions politiques qui l'eussent rendu entièrement français. Mais il comprit bientôt qu'il n'était pas permis de compter sur la race dégénérée des Bourbons pour opérer de pareils changements. Napoléon s'arrêta alors pendant quelque temps à l'idée de prendre à Charles IV les provinces du nord de l'Espagne en lui laissant en échange le Portugal. Ainsi rapprochés du cœur de la péninsule, les Français y auraient fait peu à peu et sans efforts pénétrer leur influence. Mais dans ces deux projets, l'exécution rigoureuse du blocus continental en Espagne n'était pas encore garantie. C'est ainsi qu'il en vint à concevoir un troisième projet qui lui paraissait plus sûr : c'était de dépouiller les Bourbons de leurs États et de les faire occuper par des troupes françaises.

La discorde qui régnait dans la famille royale offrait à Napoléon une occasion d'intervenir dans les affaires de l'Espagne. Le fils aîné de Charles IV, Ferdinand, était éloigné du pouvoir par Godoï et détestait les Français. Le peuple l'aimait à cause de sa haine pour le favori. Fort de cette popularité, Ferdinand résolut de renverser Godoï et de s'emparer de la direction des affaires. Il écrivit à Napoléon pour lui demander son appui; Charles IV, averti de ses desseins, le fit arrêter et écrivit de son côté à l'Empereur pour lui demander en quelque sorte la permission de déshériter son fils. A la prière de Godoï et sur l'aveu que son fils lui fit du complot, Charles IV lui rendit cependant la liberté. La médiation de l'Empereur,

invoquée par le père et par le fils, l'était aussi par une grande partie de la nation espagnole, qui espérait recouvrer sa splendeur passée des mains de l'homme qui avait régénéré la Hollande et l'Italie. Mais elle ne comptait pas sur une intervention armée et changea bientôt de sen-

Fig. 196. — Dragons d'Espagne. Peint par Raffet, lithographié par Llanta.

timent à l'égard de Napoléon, lorsqu'elle comprit le but où il tendait.

En effet, sous prétexte d'appuyer Junot en Portugal, il fit bientôt occuper la vallée du Douro et les provinces basques par 60.000 hommes. Godoï n'osa pas donner l'ordre de résister aux troupes françaises. Enhardies par cette lâcheté, elles occupèrent la Catalogne et l'Aragon et s'emparèrent de la plupart des places fortes de la Bidassoa au

Tage. Murat fut nommé généralissime des troupes envoyées en Espagne. Napoléon, qui n'était pas encore décidé à dépouiller les Bourbons, leur déclara qu'il allait réunir à la France les provinces de l'Èbre et leur offrit en compensation le Portugal, sans égard pour la reine d'Étrurie qui, déjà privée de la Toscane en vertu du traité de Fontainebleau, allait l'être aussi de la principauté qu'on lui avait promise sur

Fig. 197. — Carte du bassin de l'Èbre.

le Douro en échange de son royaume. La cour d'Espagne, consternée, ne fit pas de réponse et se prépara à passer en Amérique, à l'instigation secrète, dit-on, de Napoléon lui-même. Mais les partisans de Ferdinand s'opposèrent à ce départ, investirent le château d'Aranjuez où le vieux roi Charles IV faisait ses préparatifs et le contraignirent à destituer son favori, qui vit sa maison saccagée et qui fut lui-même maltraité et jeté en prison. Pour le sauver, Charles IV consentit à abdiquer en faveur de Ferdinand VII (18 mars 1808). A la nouvelle des événements d'Aranjuez, Murat marcha sur Madrid et y entra le 23 mars.

Fig. 198. — Caroline Murat, reine de Naples, et ses enfants. Tableau de Gérard. (Phot. de Braun.)

On croyait qu'il se prononcerait pour Ferdinand, mais il garda la neutralité entre ce prince, qui suppliait l'Empereur de le reconnaître roi d'Espagne, et Charles IV, qui avait de son côté écrit à Napoléon pour protester contre son abdication et demander pour lui, sa femme et son cher Godoï, une retraite au delà des Pyrénées. Napoléon comprit qu'il était impossible de faire accepter à l'Espagne le gouvernement de Charles IV et de son favori. D'autre part, il connaissait la haine de Ferdinand et de son parti pour la France ; ratifier son avènement, c'était ruiner d'avance l'exécution de ses desseins d'étendre le blocus continental à la Péninsule et d'assurer notre frontière des Pyrénées. Il ne voulait pas avoir l'air de dépouiller de force les Bourbons, et, sans former encore de plan bien arrêté, il conçut l'idée d'obtenir l'abdication du fils aussi bien que du père. En attendant, il recommanda à Murat de faire en sorte que les Espagnols ne pussent pas soupçonner le parti qu'il prendrait : « Cela ne sera pas difficile, disait-il, je n'en sais rien moi-même. »

Cependant Napoléon s'était rendu à Bayonne, et Ferdinand, persuadé qu'il ne pourrait régner sans avoir été reconnu par l'Empereur, s'était mis aussitôt en chemin pour aller le trouver et prévenir son père, qui avait la même intention. A son arrivée à Bayonne, le prince renouvela sa demande près de Napoléon et lui offrit d'assurer l'alliance intime de la France et de l'Espagne en épousant une princesse de la famille Bonaparte. Dès que l'Empereur eut sous les yeux le triste rejeton de Louis XIV, il perdit tout espoir de régénérer la Péninsule à l'aide des Bourbons. Il fit demander à Ferdinand sa renonciation au trône d'Espagne moyennant l'indemnité de la Toscane. « Il faut vous décider avant l'arrivée du roi votre père, lui dit-il, car je suis sûr d'obtenir de lui tout ce que je voudrai. » Il avait fait délivrer par Murat et envoyer près de lui le ministre Godoï, sur l'influence duquel il comptait pour obtenir la renonciation de Charles IV. Le vieux roi arriva, en effet, bientôt après, et, enchanté de la réception toute royale que lui fit Napoléon et de la délivrance de son favori, voulut contraindre son fils à abdiquer. Ferdinand demandait à consulter les cortès lorsque l'indignation soulevée par l'invasion perfide des Français et par le départ de la famille royale fit éclater à Madrid une insurrection, que Murat fut obligé de réprimer par la force et par l'exécution des plus compromis d'entre les conjurés (2 mai 1808). La date du 2 mai, *El dos de Mayo,* anniversaire du premier signal de la résistance à l'envahisseur, est chère à tout Espagnol; c'est la fête nationale de

l'Espagne. Les grandes villes imitèrent l'exemple de la capitale et massacrèrent les Français qui se trouvaient dans leurs murs. Napoléon et Charles IV attribuèrent au parti de Ferdinand cette sanglante révolte, et le vieux roi voulut contraindre le prince à renoncer sans condition à ses droits au trône d'Espagne. Napoléon lui-même assista

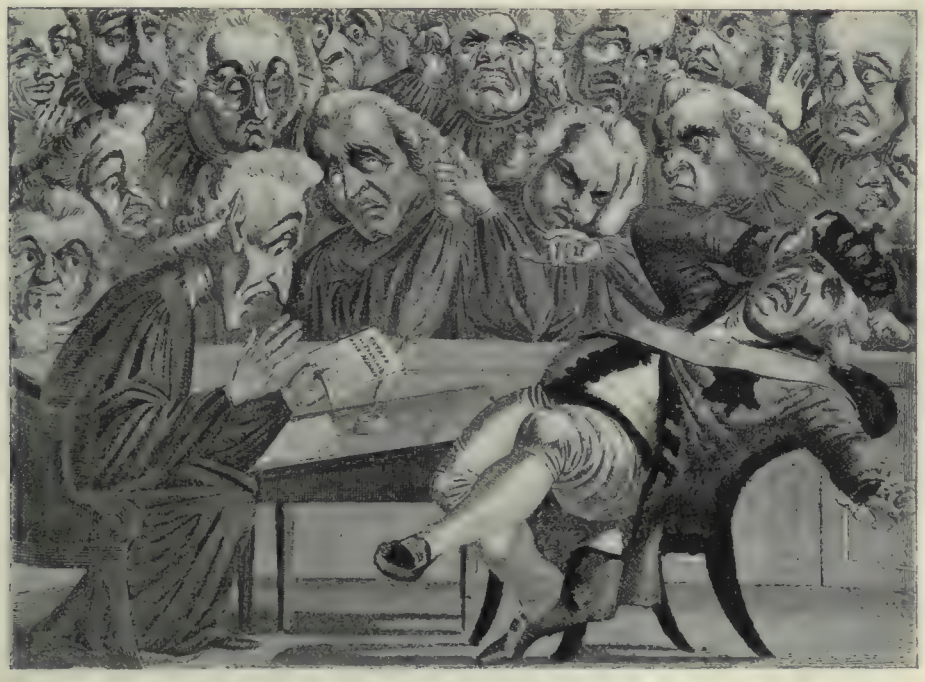


Fig. 199. — Lecture de la nouvelle de l'entrée des Français dans Madrid par le premier ministre d'Angleterre au roi Georges et à son conseil.

à une scène révoltante, dans laquelle le roi et la reine s'emportèrent au point de lever la main contre leur fils.

« Nous ne perdîmes pas un mot de tout ce qui fut dit à cette occasion, raconte un témoin caché de cette scène (le duc de Rovigo). Le prince de la Paix écoutait avec nous à la porte du salon, qui était en bois de sapin très léger. Le roi Charles IV demanda d'un ton très sévère au prince des Asturies : — As-tu des nouvelles de Madrid ? — Nous n'entendîmes pas la réponse du prince, mais le roi repartit vivement : — Eh bien, je vais t'en donner, moi. — Et il lui raconta ce qui s'était passé : — Crois-tu, lui dit-il, me persuader que tu n'as là aucune part à ce *saccage*, toi ou les misérables qui te dirigent? Était-ce pour faire égorger mes sujets que tu t'es empressé de me faire descendre du trône ? Dis-moi, crois-tu régner longtemps par de tels moyens ?

Qui est celui qui t'a conseillé cette monstruosité ? N'as-tu de gloire à acquérir que celle d'un assassin ? Parle donc. — Le prince se taisait ou du moins on ne l'entendait presque point. Mais nous entendions distinctement la reine qui lui disait : — Eh bien, je te l'avais bien dit que tu te perdrais ! Voilà où tu te mets et nous aussi ! Tu nous aurais donc fait périr aussi si nous avions encore été à Madrid ? Comment aurais-tu pu l'empêcher ? — Probablement le prince des Asturies se taisait toujours, car nous entendions la reine lui crier : — Eh bien, parleras-tu ? voilà comme tu faisais, à chacune de tes sottises ; tu n'en savais jamais rien.

« La position de Ferdinand devait être affreuse. La présence de Napoléon le gênait horriblement et ce fut l'Empereur que nous entendîmes lui dire d'une voix assurée : — Prince, jusqu'à ce moment, je ne m'étais arrêté à aucun parti sur les événements qui m'ont amené ici, mais le sang répandu à Madrid fixe mes résolutions. Ce massacre ne peut être que l'œuvre d'un parti que vous ne pouvez pas désavouer, et je ne reconnaîtrai jamais pour roi d'Espagne celui qui le premier a rompu l'alliance qui l'unissait depuis si longtemps à la France en ordonnant le meurtre des soldats français, lorsque lui-même venait me demander de sanctionner l'action impie par laquelle il voulait monter au trône. Voilà le résultat des mauvais conseils auxquels vous avez été entraîné. Vous ne devez vous en prendre qu'à eux. Je n'ai d'engagement qu'avec le roi votre père. C'est lui que je reconnais et je vais le reconduire à Madrid, s'il le désire. — Charles IV répliqua vivement : — Moi ? je ne veux pas. Et qu'irai-je faire dans un pays dont il a armé toutes les passions contre moi ? Après avoir été assez heureux pour traverser sans perte un bouleversement de l'Europe, irai-je déshonorer ma vieillesse en faisant la guerre aux provinces que j'ai eu le bonheur de conserver ? Non, je ne le veux pas. Il s'en chargera mieux que moi. »

Fig. 200. — Bessières, duc d'Istrie.

Enfin le prince fut contraint de signer son abdication et d'adhérer à l'acte par lequel Charles IV, pour lui-même et toute sa famille, renonçait en faveur de Napoléon à la couronne d'Espagne. Les Bourbons rédigèrent ensuite une proclamation pour inviter le peuple espagnol à se soumettre de bon cœur à Napoléon et à attendre tout son bonheur des sages dispositions et de la puissance de son nouveau maître. Puis ils se retirèrent, Charles IV à Marseille, Ferdinand et les

autres princes à Valençay. D'après le vœu d'une junte réunie par Ferdinand lui-même avant son départ pour Bayonne, Joseph Bonaparte fut proclamé roi d'Espagne.

Mais les Espagnols n'étaient pas disposés à prêter à l'Empereur le concours au prix duquel il promettait de les régénérer. Ils avaient le droit de se méfier d'un allié qui s'introduisait chez eux par trahison. Presque tous ceux qui avaient accueilli d'abord avec faveur le nouveau souverain ne tardèrent pas à l'abandonner, lorsqu'ils virent qu'il n'était en réalité qu'un fonctionnaire de Napoléon et que l'Espagne ne serait plus qu'une province française. L'Europe s'indigna du guet-apens de Bayonne et la France condamna, dès le premier jour, une politique contraire à sa dignité comme à ses intérêts. Il fallait porter en Espagne, non pas nos armes, mais nos idées; c'était une grande erreur que de vouloir détruire l'indépendance de tout un peuple et de soulever contre soi une guerre nationale, au lieu de s'en tenir à une guerre politique et par conséquent limitée. Napoléon le reconnut lui-même.

Fig. 201. — Moncey, duc de Conegliano.
Peint par Barbier Walbonne.

A Sainte-Hélène, il écrivait : « Ma plus grande faute est d'avoir mis de l'importance à détrôner la dynastie des Bourbons. Charles IV était usé. J'aurais pu donner une constitution libérale à la nation espagnole et charger Ferdinand de la mettre en pratique. S'il l'exécutait de bonne foi, l'Espagne prospérait et se mettait en harmonie avec nos mœurs nouvelles. S'il manquait à ses engagements, les Espagnols eux-mêmes l'auraient renvoyé... La guerre d'Espagne a été une véritable plaie et la cause première des malheurs de la France. C'est ce qui m'a perdu. »

Tant qu'il n'avait eu affaire qu'à des souverains, il avait vaincu; mais maintenant il allait avoir à lutter contre les peuples eux-mêmes,

faisant de tout cœur cause commune avec leur gouvernement. Les Espagnols n'étaient pas des ennemis à dédaigner malgré leur décadence : « Il ne faut pas croire, disait Napoléon lui-même, qu'on attaque une nation désarmée et qu'on n'a que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. On a affaire à un peuple neuf. Il a tout le courage et il aura tout le courage qu'on rencontre chez les hommes que n'ont point usé les passions politiques. » Le clergé espagnol, tout-puissant sur l'esprit du peuple et craignant particulièrement les idées françaises, souleva le fanatisme contre ceux qui avaient pillé les églises et persécuté la religion pendant la Révolution. La guerre contre les Français fut une guerre sainte. Tandis qu'une junte réunie à Madrid reconnaissait Joseph comme roi d'Espagne et prêtait serment à la constitution imposée par l'Empereur (9 juillet 1808), une junte nationale réunie à Séville déclarait une guerre à mort à la France jusqu'à ce que les Bourbons fussent rétablis et l'Espagne évacuée. C'est elle qui organisa la résistance et relia les insurrections locales. L'Angleterre, qui n'intervenait plus directement sur le continent depuis près de dix ans, comprit que le moment était venu de changer de conduite. Elle se hâta de faire alliance avec la junte de Séville; elle lui envoya 200.000 fusils, 200 canons, 76 millions, beaucoup d'officiers : elle formait déjà le dessein de diriger de ce côté toutes ses forces.

Napoléon n'avait en Espagne que 8.000 conscrits, trop jeunes pour résister à l'âpreté du climat et aux difficultés du terrain, trop peu formés aux cruautés de la guerre pour ne pas s'effrayer des fureurs des Espagnols. Murat eut le tort de disséminer ses forces tandis que l'ennemi concentrait les siennes. Cependant nous eûmes d'abord des succès. Le corps espagnol (35.000 hommes), envoyé dans le nord du Portugal en vertu du traité de Fontainebleau, s'était déclaré contre les Français : il s'avançait sur le Douro et menaçait de couper la route de Madrid. Bessières marcha avec 14.000 hommes contre les insurgés, que commandait la Cuesta, les atteignit à Medina del Rio Seco et leur en tua ou prit 12.000. Le reste s'enfuit en Galice (14 juillet 1808). Cette victoire permit à Joseph d'entrer à Madrid. Mais on put bientôt se rendre compte que dans cette guerre les vic-

toires ne décideraient de rien. Quoique Saragosse n'eût pas de fortifications régulières, il fallut plus d'un mois d'efforts (29 juin — 4 août) aux généraux Lefebvre-Desnouettes et Verdier pour pénétrer dans la ville. Et une fois l'enceinte franchie, lorsqu'on fit demander à Palafox de capituler, il répondit : « Guerre au couteau! » Alors commença une effroyable guerre de rues; au bout de dix jours, les Français n'étaient encore maîtres que de la moitié de la ville, lorsque des

Fig. 202. — Combat de Roleïa, le 17 août 1808. Composé et gravé par Duplessis-Bertaux.

événements qui se passaient sur d'autres points de la Péninsule les décidèrent à l'abandonner.

De Madrid, deux corps d'armée avaient été dirigés sur Valence et sur Cadix. Le maréchal Moncey, qui commandait le premier, s'avança sans difficulté jusqu'à Valence, mais échoua au siège de cette ville et dut se retirer dans la Manche. Dupont, qui commandait le second, passa le Guadalquivir à Andujar et prit Cordoue, qui fut saccagée autant par les paysans des environs que par nos soldats, et où Dupont eut le tort de s'arrêter dix jours (7 juin 1808). La junte de Séville profita de l'indignation qu'avait provoquée ce pillage, dans

lequel les églises mêmes et les vases sacrés n'avaient pas été épargnés : elle eut le temps de ramasser 15.000 hommes de troupes de ligne et 30.000 insurgés, dont le commandement fut confié à Castaños. Dupont, qui avait reçu la division Vedel, avec l'ordre de se maintenir sur le Guadalquivir, craignit de voir couper ses communications et battit en retraite sur Madrid. Vedel, envoyé en avant pour ouvrir la route et occuper Baylen, ayant vu Reding, lieutenant de Castaños, accourir par la rive droite du fleuve, crut qu'il cherchait à s'emparer du défilé de Despeña-Perros et y courut aussitôt. Reding prit alors sa place et tint tête à Dupont, qui arrivait en ce moment à Baylen avec 10.000 hommes seulement. Les Français se battirent pendant huit heures. Ils étaient épuisés par la fatigue, la chaleur, la soif et la faim, lorsqu'ils furent attaqués à revers par Castaños qui arrivait d'Andujar. Dupont demanda une suspension d'armes et négocia une capitulation. Cependant Vedel, averti par le bruit du canon, avait attaqué et culbuté la première ligne de Reding. Lorsqu'il apprit que le général en chef avait capitulé, il voulut se retirer ; Dupont céda aux menaces des Espagnols et lui commanda de se rendre avec lui. Les divisions Vedel et Dufour, qui devaient être ramenées en France, furent traitées, au mépris de la capitulation, comme la division Barbou, et allèrent périr sur les pontons de Cadix ou dans l'îlot de Cabrera (1).

Toutefois, un jeune sous-lieutenant, qui devait être plus tard maréchal de France, Bugeaud, décida les officiers de son régiment, compris comme les autres dans la capitulation, mais éloigné d'une demi-journée de marche du général Dupont, à ne pas rejoindre le corps principal. « Il soutint qu'une troupe sous les armes n'était tenue par une capitulation faite en dehors d'elle qu'autant qu'elle n'avait aucun moyen de s'y soustraire. Il dit qu'on pouvait par une marche rapide gagner la montagne puis Madrid, et qu'il s'offrait pour former l'arrière-garde avec ses grenadiers. Son langage enflammé releva les âmes abattues ; on chemina suivant les indications de routes qu'il avait fournies en chasseur expert et qui avait fouillé le pays. Les trente lieues à parcourir devant les détachements ennemis qui couvraient la campagne furent heureusement franchies et le régiment sauvé (2). »

(1) C'est à Baylen que périt le général Gobert, dont on voit le beau tombeau, par David d'Angers, au Père-Lachaise.

(2) *L'Armée française en* 1867, p. V de l'Introduction, à la note.

GARDE IMPÉRIALE

1809 — 18..

Conscrit Chasseur — Conscrit Grenadier — Tirailleur Grenadier, Tambour — Tirailleur Chasseur — Flanqueur Grenadier — Garde Nationale — Tirailleur Chasseur, Officier — Flanqueur Chasseur

Imp. F. Didot & C^ie Paris

La nouvelle de ce désastre remplit Napoléon de douleur et d'indignation. « Depuis près de trois heures, dit Champagny, la fatale nouvelle était entre ses mains. Il avait exhalé seul son désespoir. Il me fit appeler. Des cris plaintifs sortaient involontairement de sa poitrine. » Un membre du Conseil d'État a aussi raconté que l'Empereur était venu, après cette malheureuse affaire, apporter au Conseil un projet de

Fig. 203. — Le maréchal Soult. Peint par J. de Laval. (Phot. de Braun.)

décret pour régler le mode de mise en jugement des chefs d'armée. « Avant de discuter ce projet, dit-il, Napoléon a parlé de l'événement, et son cœur n'a pu retenir les sentiments qui l'oppressaient. C'était la première fois que la victoire abandonnait ses drapeaux et que ses aigles étaient humiliées. Le prestige était détruit. Il s'est livré à l'épanchement de sa douleur jusqu'à laisser voir des larmes dans ses yeux, et, après avoir parlé des ressources que le général aurait pu trouver dans son désespoir, il s'est écrié : « Oh ! que le vieil Horace a bien raison, après avoir dit : « Qu'il mourût ! » d'ajouter : « Ou qu'un beau désespoir alors le secourût ! » et « qu'ils connaissent mal le cœur humain ceux qui blâment Corneille et l'accusent

« d'avoir sans nécessité affaibli par le second vers l'effet du « qu'il mourût » ! C'était une chose curieuse d'entendre ainsi Corneille commenté par Napoléon. » La colère de l'Empereur n'était que trop légitime. Cette capitulation eut en effet des conséquences funestes. C'était, depuis la Révolution, la première honte infligée à nos armes. L'Europe apprenait enfin que nous n'étions pas invincibles, et c'étaient des bandes en désordre, incapables de jamais tenir en ligne, qui avaient les premières eu la gloire de nous vaincre ! L'Europe reprit courage et l'Autriche songea alors à organiser contre nous une nouvelle coalition.

Le succès exalta le fanatisme de l'Espagne entière. A Cadix, les malheureux débris de la flotte qui avait combattu à Trafalgar, perdant tout espoir d'être secourus, furent obligés de se rendre. Joseph dut abandonner Madrid et se retirer derrière l'Èbre. On évacua même Saragosse (1er août 1808). Enfin cette capitulation en amena une seconde, Castaños avait dit à Dupont, à Baylen : « De la Cuesta, Blake et moi, nous n'étions pas d'avis de l'insurrection. Nous avons cédé à un mouvement national. Mais ce mouvement est si unanime qu'il acquiert des chances de succès. Que Napoléon n'insiste pas sur une conquête impossible : qu'il nous rende notre roi, en exigeant des conditions qui le satisfassent, et les deux nations seront à jamais réconciliées. Qu'il ne nous oblige pas à nous jeter dans les bras des Anglais, qui nous sont odieux et dont nous avons jusqu'ici repoussé le secours. »

Mais déjà une armée anglaise avait débarqué en Portugal. Elle était commandée par sir Arthur Wellesley, qui s'était distingué dans les Indes et qui allait devenir célèbre sous le nom de Wellington. Les 3.000 Français de la division Delaborde, « manœuvrant avec un art et une précision rares », soutinrent pendant quatre heures l'effort de 15.000 Anglais, au brillant combat de Roliça (17 août 1808). Mais Junot fut battu à Vimeiro (21 août 1808) et, ne trouvant plus de retraite du côté de l'Espagne, fut obligé de capituler. En vertu de la convention de Cintra (30 août 1808), ses troupes furent ramenées en France sur des vaisseaux anglais.

Cependant l'Empereur, jugeant nécessaire de passer lui-même en Espagne avec la Grande Armée, voulait faire évacuer la Prusse aux troupes françaises qui l'occupaient depuis 1806. Par la convention du 8 septembre 1808, la contribution de la Prusse était fixée à cent vingt millions, et jusqu'à son complet acquittement Stettin, Custrin et Glogau seulement devaient rester entre nos mains. En outre, Frédéric Guillaume s'engageait pendant dix ans à n'avoir pas plus de 42.000 hommes sous les armes. Mais, pour être sûr de la paix de

l'Europe centrale pendant qu'il combattrait au delà des Pyrénées, il voulut renouveler d'une manière solennelle l'alliance de Tilsit. Cette manifestation n'était pas inutile.

En Russie, le Czar était, avec le chancelier Roumantzoff et le président du conseil Spéranski, à peu près le seul partisan de l'alliance française, et encore était-il bien moins sincère sur ce point que ses deux ministres. L'aristocratie russe, y compris la famille impériale, était animée pour la Révolution de la même haine que l'aristocratie anglaise. La vie même du Czar était menacée : « Est-ce que vous n'avez plus chez vous de Pahlen, de Zubow, de Benningsen ? » demandait une lettre venue d'Allemagne et saisie par la police. Les derniers actes de Napoléon donnaient à l'aristocratie russe plus d'un prétexte pour attaquer la politique de Tilsit. Napoléon venait de dépouiller le Pape, les Bourbons et la maison de Bragance de leurs États, d'annexer à l'Empire français Flessingue, Wesel, Parme, Plaisance et la Toscane : le Mecklembourg et Lubeck étaient entrés dans la Confédération du Rhin, et l'influence française avait pénétré jusqu'à la Baltique. On oubliait que c'était à l'alliance française qu'Alexandre devait la conquête de la Finlande qui allait être cédée définitivement à la Russie l'année suivante par le traité de Frederiksham (1809) (1).

Alexandre aurait plus voulu encore; il aurait voulu profiter des troubles qui avaient suivi la révolution par laquelle Sélim III avait été renversé pour s'emparer de Constantinople. « C'est la clef de ma maison », disait-il à Caulaincourt, et, pour obtenir carte blanche de ce côté, il se montrait des plus empressés à soutenir partout la politique de Napoléon, blâmait les armements de l'Autriche, consentait à la déchéance des Bourbons, à la réunion de Rome. « Si nous nous entendons, l'Empereur et moi, disait-il, il faudra bien que tout le monde s'entende »; mais Napoléon, quelle que fût sa condescendance pour Alexandre, ne pouvait consentir à ce que les Russes s'établissent dans une ville dont on a dit que « si le monde devait avoir une capitale, c'est là qu'elle serait placée ». Cependant les relations des deux souverains restaient toujours fort cordiales. Le 20 août 1808, on avait exposé aux Tuileries de magnifiques présents que l'empereur Alexandre avait envoyés à l'empereur Napoléon par le comte de Tolstoï, son ambassadeur.

Aussi, lorsque Napoléon offrit au Czar une entrevue dans laquelle, disait-il, « les affaires du monde se régleraient de manière qu'il pût être quatre ans tranquille, sans même une explication, » le Czar accepta avec empressement, et pendant huit jours les deux empereurs, entourés de princes et de rois, purent s'entretenir à Erfurt des intérêts de leurs empires et régler le sort de l'Europe. Ni le roi de Prusse ni l'em-

(1) C'est dans cette guerre que Bernadotte entra en relation avec les Suédois, en commandant contre eux un corps de troupes envoyé par Napoléon au secours du Danemark. En effet, Gustave IV, véritable fou, avait jugé à propos d'ajouter à ses ennemis le Danemark en attaquant la Norvège.

pereur d'Autriche n'y parurent. Le premier se fit représenter par son frère Guillaume. Le second aurait désiré venir en personne trouver Napoléon. Sa demande avait été écartée et il envoya en son nom le baron de Vincent porter aux deux empereurs l'assurance de ses sentiments pacifiques. Napoléon fit tout ce qu'il put pour s'attirer la confiance de son allié et pour gagner aussi Gœthe, Wielande et les hommes de génie dont la littérature allemande recevait tout son éclat et dont les écrits entretenaient le patriotisme germanique. On le vit abandonner pour la leur la société des princes qui l'environnaient. Il leur donna des fêtes splendides au milieu desquelles Talma représenta « devant un parterre de rois » les chefs-d'œuvre de Corneille, de Racine et de Voltaire. Napoléon défendit de donner aucune comédie de Molière : « Il ne serait pas compris en Allemagne, » disait-il ; le critique Schlegel ne devait pas tarder à lui donner raison en préférant Scribe à Molière.

On joua donc des tragédies. Lorsque, dans l'*Œdipe* de Voltaire, l'acteur chargé du rôle de Philoctète récita ce vers (acte I, scène I) :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux,

le Czar Alexandre se leva et serra ostensiblement la main de Napoléon qui était assis à côté de lui. Ce ne fut pas la seule allusion à laquelle donnèrent lieu les spectacles d'Erfurt. Napoléon, malgré les protestations de Talma, fit jouer aussi la *Mort de César*. Napoléon, sûr de sa puissance, parut s'amuser beaucoup de la surprise et de l'embarras de tous ces maître des nations. Mais cette bizarrerie ne fut du goût ni des acteurs ni des spectateurs. Personne n'osait regarder son voisin dans la crainte de paraître faire une application. « Jamais, disait Talma, représentation ne fut plus extraordinaire. Les acteurs eux-mêmes étaient gênés sur la scène, nos gestes étaient rétrécis, nous n'osions nous abandonner à aucun mouvement. Mme Talma, qui était au milieu des spectateurs, partageant notre inquiétude, faillit se trouver mal au milieu de la pièce. » Le jeu était dangereux, en effet, et le poignard de Staps n'était pas loin.

Au milieu des fêtes, de sérieux intérêts se discutaient entre les deux souverains et leurs ministres. Le 12 octobre 1808, Champagny et Roumantzoff signèrent la convention suivante, qui devait rester secrète. Napoléon et le Czar renouvelaient leur alliance, s'engageaient à avoir les mêmes ennemis et les mêmes alliés et à se communiquer les propositions diplomatiques qu'on leur ferait séparément. Ils adresseraient en commun au roi d'Angleterre une lettre publique pour l'inviter à la paix et ne traiteraient avec lui que s'il consentait à laisser à la Russie la Finlande et les princi-

pautés Danubiennes, à Joseph Bonaparte l'Espagne. Le Czar pouvait chercher à obtenir de la Porte, par les armes ou les négociations, la Moldavie et la Valachie; si la France était obligée de l'appuyer, elle le ferait en termes tels que l'amitié qui l'unissait à la Turquie n'en pût être blessée. En cas de rupture avec l'Autriche, les

Fig. 204. — En Espagne, 1809. Peint par Raffet, lithographié par Llanta.

deux alliés devaient faire la guerre en commun. A la demande du Czar, l'Empereur accordait au roi de Prusse une remise de 20 millions sur la contribution de guerre qui lui était imposée: enfin, Talleyrand entama la question d'un mariage russe pour Napoléon. Telles furent les conventions ou les projets formés à Erfurt.

Mais si Napoléon croyait le Czar disposé à les observer sincèrement, son illusion était profonde. Au lendemain de cette entrevue, Alexandre faisait connaître secrètement au roi d'Angleterre « la secrète satisfaction qu'il éprouvait de l'habileté qu'avait déployée la Grande-Bretagne en devançant et prévenant les projets de la France

par son attaque contre Copenhague ». Les ministres anglais étaient même invités à communiquer franchement avec le Czar comme avec un prince « qui, bien qu'obligé de céder aux circonstances, n'en était pas moins attaché plus que jamais à la cause de l'indépendance européenne ». Bientôt après, il envoyait à la cour de Vienne son aide de camp Pozzo di Borgo, un Corse appartenant à une famille dont on connaissait la haine pour la famille Bonaparte, pour assurer secrètement l'empereur François que si ses premiers efforts étaient heureux contre la France, il le seconderait pour la délivrance de l'Europe. Le Czar agissait même auprès de la cour de Perse pour la détacher de notre alliance et lui faire accepter celle de l'Angleterre. Le général Gardane, envoyé de Napoléon, avait été reçu par le Schah avec empressement, et d'abord, aidé du colonel Fabvier, avait organisé une armée, creusé des routes et préparé une expédition dans l'Inde. Mais après Tilsit, Napoléon avait changé le caractère de sa mission et l'avait chargé d'opérer un rapprochement entre la Perse et la Russie. Malheureusement ses efforts n'avaient pas eu de succès, aucune des deux puissances n'ayant consenti à abandonner ses prétentions sur la Géorgie. Le Schah reprochait à Napoléon de ne l'avoir pas compris dans le traité de Tilsit et le Czar lui faisait dire secrètement que la paix n'était pas sincère et que les vrais alliés de la Perse étaient les Anglais. Une flotte anglaise ayant paru dans le golfe Persique, le Schah consentit à recevoir l'ambassade qu'elle amenait avec elle. Le général Gardane, pensant que sa mission n'avait plus d'objet, rentra immédiatement en France (février 1809).

Se croyant assuré de la tranquillité du centre de l'Europe, Napoléon n'avait laissé au delà du Rhin que 80.000 hommes; 50.000 avec Davout sur l'Oder, 30.000 avec Oudinot sur le Mein. Avec le reste de la Grande Armée il était passé en Espagne et avait rejoint Joseph à Vittoria (18 nov. 1808), après avoir obtenu du Sénat de nouvelles levées sur la conscription de 1810 et les conscriptions antérieures. Napoléon commence aussitôt les hostilités. Sur ce terrain, nouveau pour lui, du bassin de l'Èbre, où les opérations étendues semblent si difficiles, il ne se trouva pas plus embarrassé qu'il ne l'avait été dans le bassin du Pô, et là encore il donne des modèles de la grande guerre. Lannes commandait la gauche; Soult, le centre; Lefebvre et Victor, la droite. Les Espagnols avaient quatre armées formant en tout 180.000 hommes : à droite, celle d'Aragon, sous Palafox, et celle d'Andalousie, sous Castaños; au centre, l'armée d'Estramadure, sous Galuzzo et le marquis de Belvéder; à gauche, celle de Galice, commandée par Blake et Gregorio de la Cuesta. Une armée anglaise, avec le général Moore, devait se porter de Lisbonne sur la Vieille-Castille et donner la main à l'armée

Napoléon prescrit aux députés de la ville de Madrid de lui apporter la soumission du peuple (4 déc. 1808). Peint par Carle Vernet, au Musée de Versailles.

« Si dans une heure, à cette montre (le duc de Frioul Duroc tenait la sienne à la main), vous ne m'apportez pas la soumission du peuple, vous serez tous passés par les armes. »

de Galice, qui venait de s'accroître d'un nouveau contingent : c'étaient les soldats espagnols du marquis de la Romana que Godoï avait été obligé d'envoyer à Napoléon. Avec une audace rare, ils s'étaient échappés des divers points des rivages de la mer Baltique où Napoléon les avait cantonnés, et s'étaient mis sous la protection des vaisseaux anglais, qui les avaient débarqués en Espagne, où leur arrivée avait excité l'enthousiasme (1). Lefebvre commença par repousser Blake, qui fut battu à Durango (9 nov.). Napoléon franchit le défilé de Pancorbo et battit l'armée d'Estramadure, qui perdit Burgos (10 nov.). Lefebvre, poursuivant ses succès, culbuta encore l'armée de Galice à Espinosa et la rejeta sur le corps de Soult, qui la prit à revers et lui fit éprouver un véritable désastre à Reynosa (11 nov.). En même temps Lannes battait à Tudela les armées de Castaños et de Palafox (23 nov.). Les Espagnols essayèrent de défendre encore la route de Madrid au défilé de Somo-Sierra, mais en vain (2); Napoléon arrivait aux portes de Madrid le 1er décembre 1808. La ville était en pleine insurrection : le peuple avait dépavé les rues, élevé des barricades, et le tocsin ne cessait de sonner. Napoléon s'empara des hauteurs du Retiro et menaça les autorités d'un bombardement. Au bout de deux jours elles consentirent à signer une capitulation (4 déc.). L'Empereur accordait une amnistie générale. Il publia des décrets pour abolir l'inquisition, les droits féodaux, les douanes provinciales, les deux tiers des couvents, et assurer les traitements des curés et les indemnités pour l'occupation des provinces par les Français. Ces mesures, qui étaient d'ailleurs en horreur à la partie la moins éclairée, mais la plus nombreuse, de la nation, ne réussirent pas plus que les défaites à calmer l'insurrection.

Le second siège de Saragosse commença sous Moncey et continua sous la direction de Junot, puis de Lannes. Palafox et ses 22.000 soldats étaient décidés à une résistance désespérée. Cinquante mille paysans des environs s'étaient réfugiés dans la ville : ils devaient montrer une énergie et un mépris de la mort dont il y a peu d'exemples ;

(1) Une pièce de Mérimée a pour sujet l'évasion du marquis de la Romana.

(2) Dans cette affaire les lanciers polonais firent une charge célèbre contre l'infanterie et l'artillerie. Un grand nombre y périt ; Philippe de Ségur fut très gravement blessé. Lorsqu'il put se mettre sur pied, il fut chargé de porter solennellement au Corps législatif les drapeaux pris sur l'ennemi. On sculpta un bas-relief représentant cette scène sur la façade du Corps législatif. Il fut détruit à la fin de la Restauration.

mais il faut reconnaître qu'il leur était facile de se résigner à la ruine de Saragosse. Ils remplirent la malheureuse cité de scènes sanglantes, et des chefs militaires d'une bravoure et d'un patriotisme éprouvé furent victimes des soupçons de ces fanatiques. Ce n'était pas assez du feu de l'ennemi et de ces violences intérieures : la famine ne tarda pas à se faire sentir, et bientôt l'air vicié par la multitude de cadavres laissés sans sépulture, agissant plus fortement sur les hommes affaiblis, amena une épidémie qui causa plus de ravages que la guerre. En quarante jours la ville avait reçu plus de 40.000 bombes. Mais l'énergie des Espagnols n'en était pas ébranlée. Les femmes, les religieux allaient chercher les blessés au milieu des balles, et se mêlaient souvent aux combattants pour soutenir leur courage. Nos soldats, qui n'avaient jamais vu de guerre pareille, se demandaient tristement quand ils en auraient fini avec cette maudite, cette infernale Saragosse. Le 27 janvier, après un assaut meurtrier, ils pénétraient enfin dans la ville ; mais alors une nouvelle guerre, plus terrible encore que la première, commença (1). Chaque couvent, chaque maison faisait la même résistance qu'une citadelle, et il fallait pour chacune un siège particulier. Souvent un étage appartenait aux Français tandis que l'étage voisin était encore occupé par les Espagnols : on se fusillait alors à travers le plancher. Tout se disputait pied à pied de la cave au grenier. Ce n'était que quand on avait tout tué à coups de baïonnette ou tout jeté par les fenêtres qu'on pouvait se dire maître de la maison.

A peine était-on vainqueur que la maison voisine nous lançait par des trous faits exprès des grenades, des obus et une grêle de coups de fusil. Il fallait se barricader bien vite jusqu'à ce qu'on eût pris des mesures pour attaquer ce nouveau fort, et on ne s'en approchait qu'en perçant les murs intérieurs : passer par la rue était impossible. Les Espagnols venaient faire à leur tour le siège des édifices que nous occupions, et, ne réussissant pas dans leur tentative, enduisaient leurs maisons de résine, y mettaient le feu et cherchaient à arrêter nos progrès en nous opposant l'incendie. Ce n'était pas assez de faire la guerre dans les maisons, on la faisait sous terre. Nos mineurs, parvenus sous un édifice occupé par l'ennemi, y placent une grande quantité de poudre ; à un signal donné le coup part, les malheureux volent dans les airs ou sont ensevelis sous des ruines que les survivants défendent encore. Cependant l'explosion fait évacuer par l'ennemi les maisons voisines pour lesquelles on craint le même sort ; nos troupes s'y précipitent aussitôt. Cette guerre était à proportion beaucoup plus meurtrière pour les officiers que pour les soldats, car l'ennemi, à l'affût et tirant à coup sûr, choisissait ses victimes. Le général du génie Lacoste, qui, sorti des écoles depuis quelques années seulement, était déjà aide de camp de l'Empereur, fut tué. Le colonel Rogniat et le chef de bataillon Haxo furent blessés. Ce ne fut qu'au bout de trois semaines de cette lutte effroyable que Palafox mourant se décida enfin à capituler. Sur 100.000 habitants qui se trouvaient à Saragosse au milieu de décembre 1808, plus de 50.000 avaient péri ; des 22.000 soldats de Palafox, il en restait 10.000 à peine, exténués par la maladie, la fatigue et la faim. Nous avions 3.000 morts ou blessés ; sur 40 officiers

(1) Nous empruntons la plupart des détails qui suivent, écrits par Bugeaud pendant le siège même, au comte H. d'Ideville, *Le Maréchal Bugeaud*, t. II, p. 112.

du génie, 27 étaient tués ou blessés. Mais nous n'avions jamais eu plus de 14.000 hommes occupés activement au siège, et il était extraordinaire « que, sans fanatisme, sans férocité, combattant pour l'idéal de grandeur qui était attaché à leur drapeau, » ils eussent eu raison de plus de 40.000 ennemis protégés par des murailles, animés des sentiments les plus exaltés.

Le maréchal Lefebvre avait battu l'armée d'Estramadure à Almaraz et Victor celle d'Andalousie à Uclès, Palafox s'était jeté dans Saragosse avec 22.000 hommes. En Catalogne, 70.000 hommes investissaient Duhesme dans Barcelone. L'arrivée de Gouvion Saint-Cyr avec 30.000 Italiens le délivra. Il fit en Catalogne, d'une manière indépendante, une admirable campagne. La victoire de Llinas (4 déc.) sur Valdès nous livre Barcelone (16 déc.), celles de Molins del Rey et de Vals rejettent les Espagnols en désordre sur Tarragone.

Les armes françaises étaient aussi heureuses en Galice. L'armée anglaise de Moore n'y était arrivée que pour recueillir les débris des vaincus. Le général anglais, trouvant le maréchal Soult occupé à soumettre les Asturies avec 14.000 hommes, avait entrepris de le couper de Napoléon. L'Empereur, instruit de ce mouvement, franchit rapidement la Sierra de Guadarrama malgré les neiges, puis traversa le Douro à Tordésillas, pour fermer aux Anglais la route de Galice. En apprenant la marche des Français sur ses derrières, Moore s'empressa de regagner la Corogne, poursuivi par l'Empereur et par Soult, qui avaient fait leur jonction à Astorga. Pour leur échapper, il sacrifia ses blessés, ses malades, ses bagages et une partie de ses chevaux à qui il fit couper les jarrets.

A Calcabellos, il voulut s'arrêter pour donner à ses colonnes dispersées le temps de se reformer. Un combat fort vif s'engagea et coûta la vie au jeune général Auguste Colbert (1), un de nos meilleurs officiers de cavalerie. Sa belle et martiale figure, a dit un Anglais, le colonel Napier, sa voix, son geste, et par-dessus tout sa grande valeur, avaient excité l'admiration des Anglais, et un sentiment général de tristesse se

(1) Ses deux autres frères, Édouard et Alphonse, qui s'étaient engagés le même jour que lui en 1793, dans le bataillon de Guillaume Tell (section de Brutus), parvinrent également au grade de général, le premier en 1809, le second en 1814. Un décret impérial du 9 février 1810 ordonna que la statue du général Colbert, avec celles de ses collègues tués à l'ennemi, seraient placées sur le pont de la Concorde. Ces généraux étaient : Saint-Hilaire, Espagne, Lassalle, Lapisse, Cervoni, Lacour et Hervo. Un tableau commandé à Schnitz sur la mort de Colbert est au musée de Douai.

répandit dans l'armée quand le vaillant soldat tomba. Les paroles que l'Empereur lui prêta dans le bulletin de la Grande Armée sont apocryphes. Mais Napoléon ne laissait pas échapper cette occasion d'entretenir le patriotisme et l'énergie de ses troupes. Depuis le grand ministre de Louis XIV, c'était le vingt-septième de cette famille qui embrassait la carrière militaire, le quatorzième qui tombait sur le champ de bataille.

Moore était enfin arrivé à la Corogne après avoir perdu 10.000 hommes; mais il n'y trouva point la flotte anglaise. En l'attendant, il se rangea en bataille devant la ville et y fut vaincu et tué (10 janv.). « J'avais toujours souhaité de finir ainsi, dit Moore au moment de mourir. J'espère que le peuple anglais sera content. » L'armée anglaise était sauvée. Mais Soult s'emparait de la Corogne et du Ferrol. Il avait conduit seul la fin de cette campagne, Napoléon ayant été obligé de retourner à Valladolid pour s'occuper des armements de l'Autriche et des bruits d'une cinquième coalition. En quelques mois Napoléon allait vaincre encore cette coalition. Mais pendant que le reste de l'Europe retentissait des noms d'Eckmühl, de Ratisbonne, de Wagram, voici le catéchisme qu'apprenaient les Espagnols :

Dis-moi, mon enfant, qui es-tu ? — Espagnol, par la grâce de Dieu. — Quel est l'ennemi de notre félicité? — L'Empereur des Français. — Combien a-t-il de natures ? — Deux : la nature humaine et la nature diabolique. — Combien y a-t-il d'Empereurs des Français ? — Un véritable en trois personnes. — Comment les nomme-t-on ? — Napoléon, Murat, et Godoï. — Lequel des trois est le plus méchant ? — Ils le sont tous trois également. — De qui dérive Napoléon ? — Du péché. — Murat ? — De Napoléon. — Et Godoï ? — Des deux. — Quel est l'esprit du premier ? — L'orgueil et le despotisme. — Du second ? — La rapine et la cruauté. — Du troisième ? — La cupidité, la trahison, l'ignorance. — Que sont les Français ? — D'anciens chrétiens devenus hérétiques. — Est-ce un péché de mettre un Français à mort ? — Non, mon père, on gagne le ciel en tuant un de ces chiens d'hérétiques. — Quel supplice mérite l'Espagnol qui manque à ses devoirs ? — La mort et l'infamie des traîtres. — Qui nous délivrera de nos ennemis ? — La confiance entre nous autres et les armes (1).

(1) *Catéchisme civil et petit abrégé des obligations de tout Espagnol*, traduit de l'original en français; on le trouve dans les *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État*, tome X, p. 505.

CHAPITRE CINQUIÈME.

LA CINQUIÈME COALITION.

L'EUROPE EN 1809. — RATISBONNE. — ESSLING. — WAGRAM.
WALCHEREN. — TRAITÉ DE VIENNE.

DÉJA les victoires de Napoléon avaient chassé d'Espagne les armées anglaises; encore deux mois d'efforts, et ce pays allait être soumis, les derniers ports de l'Europe fermés au commerce britannique, le blocus continental observé de Saint-Pétersbourg à Cadix. Il ne restait plus aux ennemis de Napoléon qu'un moyen de l'arrêter : c'était de faire éclater de nouveau la guerre sur le Rhin ou le Danube. Ainsi on diviserait ses forces, on l'obligerait à quitter l'Espagne avec une partie de son armée : alors ses lieutenants, affaiblis et rivaux, seraient plus faciles à vaincre. Le ministère anglais eut encore recours à l'Autriche.

En dépit des défaites passées et du génie de Napoléon, la situation de l'Europe et de la France semblait favorable pour tenter de nouveau la chance des combats. Les difficultés au milieu desquelles Napoléon s'était engagé par la guerre d'Espagne étaient pour sa puissance une cause d'affaiblissement de plus en plus grave. « Tous les

yeux sont ouverts en Europe, écrivait en 1809 Joseph de Maistre, sur la sainte insurrection d'Espagne... Nous allons voir, si l'Espagne se soutient, un des plus grands et des plus singuliers spectacles qu'on ait jamais vus : une grande nation accoutumée à la monarchie, constituée par la force invincible des circonstances en république, et agissant toujours au nom d'un roi nominal, sans qu'il soit possible de prévoir la fin d'un tel état... D'ailleurs Bonaparte va voir un nouveau jeu, une guerre à ses dépens... Enfin il y a une considération qui les passe toutes, c'est que l'insurrection espagnole suspend sur la tête de Bonaparte une épée de Damoclès, et qu'il n'y a pas de moment où le crin ne puisse être coupé. » Sans doute Napoléon était l'allié du Czar; mais l'Autriche n'ignorait pas le peu de fond qu'il fallait faire de cette alliance. Napoléon avait donné au grand-duché de Varsovie une constitution qui abolissait le servage, établissait l'égalité devant la loi et l'impôt, organisait deux Chambres. C'était là, pour le reste de la Pologne, un regret et une espérance, par conséquent une cause d'inquiétude pour la Russie.

Le peuple allemand, qui jusque-là avait assisté à la lutte avec assez d'indifférence, commençait à voir dans la France un ennemi national et dans ses princes héréditaires qui l'avaient opprimé, les représentants de la vieille Germanie dont l'existence était menacée. Le mouvement avait pour centre les Universités : de là se répandaient dans toute l'Allemagne des brochures, des odes, des chansons surtout, qui allaient réveiller sous les plus humbles toits l'amour du pays et la haine de l'étranger. C'était un professeur et un poète, Maurice Arndt, qui organisait en 1807 une société secrète à laquelle il donnait le nom de *Tugend-Bund,* association de la vertu.

On était loin du temps où les survivants de l'ancienne école littéraire, comme les chefs de la nouvelle, où les littérateurs et les philosophes, Kant, Fichte, Hegel, Klopstock, Schelling, Gœthe, Schiller, saluaient l'élan de 1789, qui voulait « organiser la société suivant la pensée »; et cependant l'Association de la vertu avait pour but non seulement de préparer la délivrance de l'Allemagne, mais d'obliger les princes à des réformes politiques et sociales qui n'étaient autres que l'application des idées françaises. Quoi qu'il en soit, le Tugend-Bund compta parmi ses membres la plupart de ceux, nobles ou roturiers, qui devaient contribuer entre tous à chasser l'envahisseur : Stein, Blucher, les anciens ministres Hardenberg et Scharnhorst, le duc de Brunswick-Œls, le major Schill. L'Association n'était pas, du reste, la seule ; une de ces sociétés s'était placée sous l'invocation de la reine Louise de Prusse. Les Allemands oubliaient qu'elle était une des principales causes de leur abaissement, pour ne se rappeler que ses sentiments nobles, pour ne voir que la douleur patriotique qui devait la conduire au tombeau en 1810, à l'âge de trente-quatre ans, et faire d'elle, comme le dira Kœrner, « l'ange de la patrie et de la vengeance ». Un des chefs de ce mouvement patriotique, Justus Grener, fut appelé à la direction de la police à Berlin. Les princes commençaient à comprendre toute la force qu'il y avait dans les idées qu'ils avaient d'abord repoussées avec crainte et mépris, et les réformes de Stein produisaient déjà leur résultat.

Nos alliés allemands, écrasés par la conscription et les contributions de guerre, étaient aussi malheureux que nos ennemis. Le major Dornberg, capitaine des gardes du roi de

Westphalie, Jérôme, était affilié au Tugend-Bund. Il avait formé un complot avec le duc de Brunswick et le major Schill. Aux premières hostilités, Dornberg soulèverait la garde de Jérôme, le retiendrait prisonnier et chasserait les garnisons françaises de la Confédération du Rhin. De son côté, le major Schill entraînerait la garnison de Berlin et se jetterait dans Magdebourg, pendant que le duc de Brunswick insurgerait la Bohême et la Saxe et organiserait les guérillas germaniques.

Les Tyroliens frémissaient sous la domination bavaroise : ils s'indignaient des réformes administratives et religieuses qui portaient atteinte à leurs habitudes. Ce petit peuple de montagnards et de chasseurs, brave, fier, dur à la fatigue, ayant dès l'enfance l'habitude des armes, n'attendait qu'une occasion pour se soulever, au nom de son véritable souverain, l'empereur François, le chef de la maison de Hapsbourg, à laquelle le rattachaient les liens séculaires d'une loyauté chevaleresque. Le poète Collin excitait jusqu'à l'enthousiasme ces sentiments par ses chants patriotiques, qui de lui font un rival de Arndt et de Kœrner. L'Italie elle-même était inquiète.

Fig. 205. — De Champagny.

D'autre part, l'Autriche était militairement plus forte qu'en 1805. L'archiduc Charles, ministre de la guerre depuis le 10 février 1801, avait réorganisé et porté à 300.000 hommes l'armée active, formé une landwehr qui pouvait donner 200.000 hommes, établi des milices territoriales. On avait fondu un millier de canons et fabriqué un immense matériel qui permettait à l'Autriche de se croire la mieux armée de toutes les puissances de l'Europe. La confraternité des armes avait donné aux divers peuples qui composent la monarchie autrichienne des sentiments communs qui tendaient à en faire une nation unique.

L'attitude de la Russie, les sentiments de l'Allemagne, l'état de l'Espagne, les subsides de l'Angleterre, la confiance en ses forces, n'étaient pas les seules raisons qui engageaient l'Autriche à reprendre les armes. Des rapports détaillés, échappant à la vigilance de la police, étaient envoyés de Paris par des Français à Vienne, à Pétersbourg, à Berlin, et montraient les restes du parti jacobin et du parti royaliste prêts à s'unir et à profiter du moindre échec de Napoléon pour le renverser. L'opposition légale s'était fait sentir dans la discussion du Code d'instruction criminelle, où l'on avait vu jusqu'à cent opposants sur deux cent quatre-vingts votants, au lieu de dix à quinze qu'on comptait d'habitude. Talleyrand avait été remplacé aux affaires étrangères par de Champagny ; il en était fort irrité quoiqu'il eût reçu le titre de grand électeur. Il s'était réconcilié avec Fouché. C'était là un symptôme inquiétant, car peu d'hommes semblaient naturellement moins faits pour se convenir, et jusqu'à ce moment leur inimitié avait été manifeste.

Averti de leurs intrigues par Savary, et des armements de l'Autriche par le comte de Champagny, Napoléon fit, à son retour d'Espagne, une scène violente à Talleyrand et lui enleva la charge de grand chambellan pour la donner à M. de Montesquiou. Il fit venir Metternich, ambassadeur d'Autriche à Paris depuis 1806, et lui demanda avec colère des explications sur les préparatifs militaires de son gouvernement : « Qu'est-ce que cela signifie? lui dit-il. Voulez-vous encore mettre le monde en combustion? Comment, lorsque j'avais mon armée en Allemagne, vous ne trouviez pas votre existence menacée, et c'est à présent qu'elle est en Espagne que vous la trouvez compromise? » Metternich fit des protestations d'amitié et nia effrontément tous les préparatifs de la cour de Vienne.

Cette nouvelle coalition causait à l'Empereur la plus violente contrariété. « Il faut, disait-il, qu'il y ait quelques projets que je n'aperçois pas, car il y a de la folie à me faire la guerre. Et puis, ils diront que c'est moi qui ne puis rester en repos, que j'ai de l'ambition, lorsque ce sont leurs bêtises qui me forcent d'en avoir. » Les intrigues de Talleyrand avaient fait craindre à Napoléon des complots royalistes. Il voulut prendre des otages aux familles nobles afin d'être sûr de leur fidélité, et il incorpora dans ses régiments un grand nombre de jeunes gens de l'aristocratie française. Cette mesure lui rendit la tranquillité pour ce qui regardait l'intérieur, et, sans s'inquiéter davantage des menées des partis, il prit aussitôt la route de Bavière où Berthier, chargé de concentrer vers Ratisbonne les troupes françaises, avait déjà, par une fausse interprétation des ordres de Napoléon, compromis le début de la campagne.

Napoléon avait ordonné à Davout, qui surveillait, avec 45.000 hommes, la ligne de l'Elbe, de se porter sur Bamberg, et à Masséna de se rendre, avec 40.000 hommes et les contingents de Hesse et de Bade, à Augsbourg; enfin Lefebvre et Vandamme, à la la tête des Bavarois et des Wurtembergeois, devaient défendre la ligne de l'Inn. En attendant l'arrivée de l'Empereur, Berthier avait été chargé de concentrer ces trois corps entre Augsbourg et Donauwerth, dans le cas où les Autrichiens attaqueraient à l'improviste.

L'archiduc Charles, qui avait pour plan de marcher sur Strasbourg en remontant le Danube, avait divisé en trois corps son armée, qui comptait 175.000 hommes : 50.000 sous Bellegarde, devaient passer

en Bohême et jeter des détachements en Saxe ; 75.000, conduits par l'archiduc en personne, envahiraient la Bavière par Scharding et Landau (sur l'Isar), et 50.000, avec Hiller, marcheraient sur Braunau et Landshut. L'archiduc avait désigné Ratisbonne comme point de ralliement à ces trois corps. Dès le 16 avril, les Autrichiens avaient franchi

Fig. 206. — Napoléon harangue les troupes bavaroises et wurtembergeoises à Abensberg (20 avril 1809). Peint par Debret.

l'Inn à Passau, l'Isar à Landshut. Ils continuèrent à marcher sur Ratisbonne, où était arrivé Davout, tandis que Berthier laissait les corps français dispersés en Bavière, Vandamme à Donauwerth, Masséna à Augsbourg, Lefebvre sur l'Abens. Isolé, dans Ratisbonne, du reste de l'armée, Davout allait être pris entre Bellegarde, qui arrivait par Cham et Pilsen, et l'archiduc Charles. Les trois colonnes autrichiennes allaient se réunir, et alors il semblait que rien ne pourrait les arrêter jusqu'au Rhin. Ratisbonne était déjà attaquée du côté du nord par Bellegarde, lorsque Napoléon arriva au camp de Berthier.

Descendu de voiture, son premier mot fut, en entrant dans son cabinet et en jetant précipitamment les yeux sur la carte que lui tendait Monthyon : Où est l'ennemi ? La réponse fut : L'archiduc a passé l'Inn, l'Isar, puis il a tourné à droite et il est en pleine marche sur Ratisbonne. A ces mots, on voit Napoléon se grandir et l'éclair jaillir de ses yeux. Étendant son bras du côté de Ratisbonne, il s'écrie : Que dites-vous ? Non, cela est impossible. Alors, sur une nouvelle affirmation : « Je les tiens donc, s'écrie-t-il encore avec une joie qu'indiquaient son geste, l'éclat de sa voix et de son regard : c'est une armée perdue. Dans un mois, nous serons à Vienne. » Il avait en effet reconnu aussitôt le seul vice du plan de campagne de l'archiduc, qui s'était écarté de son aile gauche vers Landshut et qui n'était pas encore rejoint par sa droite, dont le séparait le Danube. Toutefois, il n'était pas sage de s'obstiner à défendre Ratisbonne, place ouverte de toutes parts, en risquant de se laisser forcer par l'armée de l'archiduc et de Bellegarde.

Aussitôt Napoléon prescrit à Davout de quitter la ville et de marcher sur Neustadt, parallèlement au Danube. Davout avait prévenu les ordres de l'Empereur : il avait évacué Ratisbonne en n'y laissant qu'un régiment et était déjà en marche vers le défilé d'Abach. Il était temps : l'avant-garde d'Hiller s'était avancée jusqu'à Than ou Tengen. Davout la culbute (19 avril), et opère à Abensberg sa jonction avec Napoléon. Sur les ordres de l'Empereur, Masséna s'était porté d'Augsbourg sur Pfaffenhofen.

Napoléon avait donc concentré en trois jours 120.000 hommes dans l'intervalle qui existait entre Hiller et l'archiduc. Davout restera à Thann pour contenir l'archiduc ; Masséna, passant l'Isar, débouchera sur la rive droite et débordera Hiller, pendant que Napoléon l'attaquera de front.

Napoléon se met à la tête des troupes allemandes, sans avoir même une escorte française, excite leur enthousiasme par une proclamation, où il les appelle à défendre une fois de plus la liberté de l'Allemagne contre son implacable ennemie, la maison d'Autriche. Hiller, accablé dans une série de combats qu'on appelle bataille d'Abensberg, se replie sur Landshut, après avoir perdu 7.000 hommes. Mais Masséna accourt par la rive droite de l'Isar ; pour ne pas être coupé, Hiller nous abandonne encore les prisonniers, ainsi qu'un équipage de pont avec lequel les Autrichiens espéraient passer le Rhin, et s'enfuit sur l'Inn (21 avril). Napoléon charge le maréchal Bessières de le pour-

suivre avec trois divisions, et, accompagné du corps de Masséna, il rejoint Davout par la route d'Eckmühl. L'archiduc, après avoir fait capituler le 65e de ligne dans Ratisbonne, reçu 20.000 hommes de Bellegarde, attendu deux jours Hiller sur l'Abens, avait fini par s'apercevoir qu'il n'avait devant lui que le corps de Davout. Il commençait à l'attaquer, lorsque survint Napoléon. L'issue de la bataille

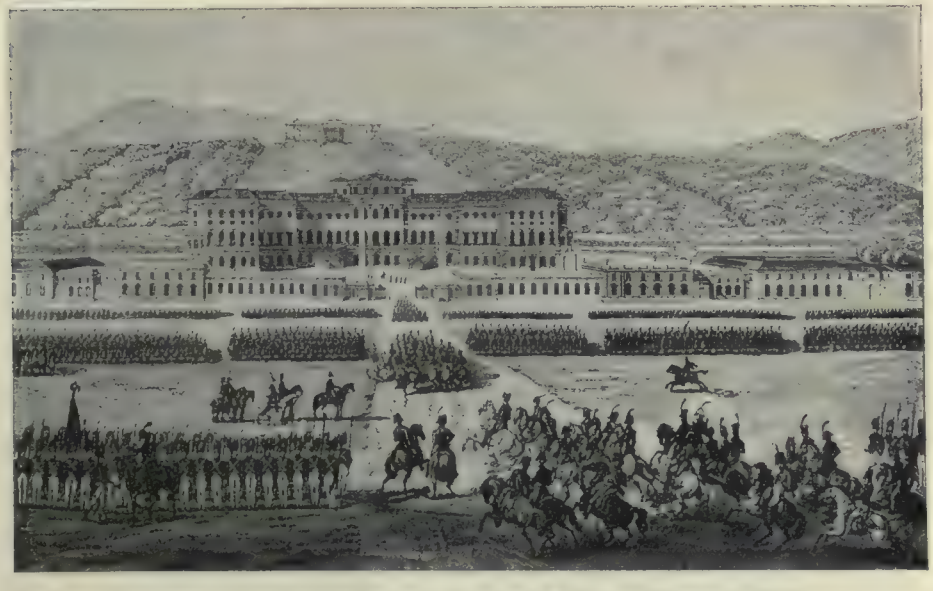


Fig. 207. — Arrivée de S. M. l'empereur Napoléon au château de Schœnbrunn (1809).
Dessiné par Al. de la Borde, gravé par Aubertin.

ne fut pas longtemps douteuse, les Autrichiens y perdirent 10.000 hommes (1). Si les Français avaient encore été maîtres de Ratisbonne, l'archiduc, acculé au Danube, était perdu; mais il se retrancha comme il put dans la ville, et, quand il se vit au moment d'y être forcé par Napoléon (2), il fit sauter les ponts et alla rejoindre Bellegarde sur la rive gauche (23 avril).

Cette merveilleuse bataille de cinq jours avait fait perdre à l'ar-

(1) A la bataille d'Eckmühl, un des plus anciens compagnons d'armes de Napoléon, le général Cervoni, fut emporté par un boulet, au moment où il déployait une carte sous les yeux de Napoléon, de Lannes et de Masséna. « Pauvre Cervoni! dit l'Empereur, c'est qu'aussi il y avait trop longtemps qu'il n'avait revu les boulets; ils ne l'auront pas reconnu! »

(2) C'est à l'attaque de Ratisbonne que Napoléon reçut une blessure légère au talon.

chiduc 40.000 hommes et plus de 100 canons et sa ligne d'opérations. Elle avait mis Vienne à découvert.

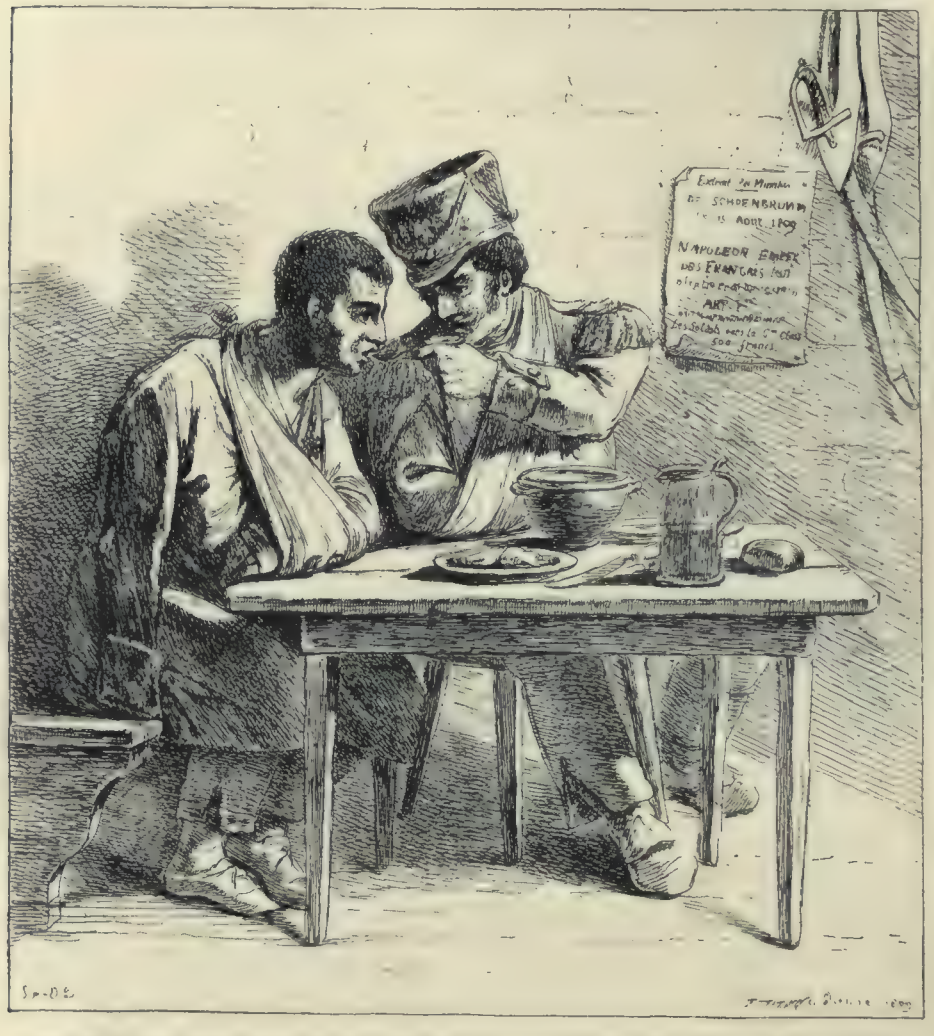


Fig. 208. — Deux soldats blessés; l'un d'eux fait manger la soupe à l'autre. Vivant-Denon, à Vienne (1809).

Hiller dut retarder par tous les moyens la marche des Français par la rive droite, pour donner à l'archiduc, obligé de suivre la rive gauche, le temps de les devancer à Vienne. Mais après avoir soutenu un combat désespéré au passage de la Traun à Ebersberg, il fut obligé d'aller rejoindre l'archiduc par le pont de Krems, qu'il fit sauter

derrière lui. Napoléon arriva sans obstacle à Vienne. La ville était disposée à se défendre, mais, étant mal fortifiée, elle capitula au bout de quelques heures de bombardement (13 mai).

C'est ainsi qu'en moins d'un mois l'Empereur avait battu et chassé devant lui jusqu'à Vienne plus de 150.000 hommes. Les débris des armées successivement rompues par ses victoires l'attendaient au nord du Danube. Il n'était pas facile d'aller les y chercher; car, avertis par ce qui s'était passé en 1805, les Autrichiens s'étaient hâtés de faire sauter les ponts de Vienne. Tandis que Napoléon cherchait un point favorable pour franchir le Danube au-dessus ou au-dessous de Vienne, il put donner plus d'attention à ce qui se passait sur les autres théâtres de la guerre. Il attendait surtout avec impatience des nouvelles d'Italie.

Fig. 209. — Comte Molitor. Peint par H. Vernet.

L'archiduc Jean avait forcé le prince Eugène à abandonner la Vénétie et l'avait battu sur la Livenza, à Sacile. Le général Macdonald, jusque-là écarté, malgré ses talents, des commandements supérieurs, à cause sans doute de ses sentiments républicains (il gardait toujours le costume des généraux de la Révolution), fut chargé par Napoléon de diriger cette campagne d'Italie si compromise. Sur ses conseils, le prince Eugène continua de battre en retraite, mais en bon ordre, vers l'Adige. Cette retraite était d'autant plus nécessaire qu'il pouvait être pris entre l'archiduc et l'insurrection des Tyroliens

victorieux, prêts à descendre sur Mantoue par la vallée de l'Adige.

A l'appel de Huber, et surtout d'Andreas Hœfer, aubergiste de Passeyer, qui, quoique père de sept enfants, n'avait pas hésité à se mettre à la tête du mouvement, les paysans s'étaient soulevés. Secondés par des troupes régulières de Chasteller et de Jellachich, ils avaient chassé les Français et les Bavarois. Une division de 3.000 hommes avait été réduite à capituler : le général Baraguey-d'Hilliers, campé près de Rivoli, avait dû se replier sur Vérone. Après Eckmühl, il avait fallu envoyer dans le Tyrol le maréchal Lefebvre, qui sembla d'abord apaiser l'insurrection ; mais cette tranquillité ne devait pas durer plus de quinze jours.

L'archiduc Ferdinand luttait, en Galicie, contre nos auxiliaires, les Russes de Galitzin et les Polonais de Poniatowski. Ce fut une comédie : à Oulanowka, il y eut deux Russes tués et un blessé. Le major autrichien, l'ayant appris, envoya des excuses au général russe : il croyait attaquer des Polonais. En revanche, les Russes faillirent plus d'une fois en venir aux mains avec les Polonais qui combattaient à leurs côtés.

Cependant Napoléon avait mis en réquisition les bateaux de la Bavière, les avait fait charger de provisions et diriger sur Vienne, puis il en avait renvoyé une grande partie avec des malades et des blessés. Les autres devaient servir à construire un pont sur le Danube. Napoléon avait choisi son point de passage au-dessous de Vienne, à un endroit où le fleuve est divisé par l'île de Lobau en deux bras, celui de gauche, large de soixante toises, celui de droite de cent quarante.

Lobau avait au moins une lieue de long et une lieue et demie de large : il n'était donc pas impossible d'y faire camper 150.000 hommes. Six jours après l'entrée des Français à Vienne, toutes les mesures étaient prises, et l'armée se mit à occuper l'île de Lobau, le 19 mai. Environ 25.000 hommes franchirent même le petit bras sous la protection des batteries et s'avancèrent jusqu'aux villages d'Essling et d'Aspern. Malheureusement, l'armée ne put passer tout entière, car, dans la nuit du 19 au 20 mai, le grand pont se rompit à la suite d'une crue subite du Danube. Les riverains en avaient profité pour abandonner au courant des poutres, des troncs d'arbres et jusqu'aux moulins flottants des environs de Vienne. En même temps, l'archiduc Charles, averti du passage des Français, pa-

raissait, le 20 au matin, avec 90.000 hommes, sur la rive gauche du fleuve. Les troupes retranchées dans Aspern et Essling se trouvaient compromises : Napoléon ordonna d'évacuer les deux villages. Molitor refusa de les abandonner, mais l'incertitude des généraux ne leur permit pas de repousser avec ensemble l'attaque des Autrichiens, qui parvinrent à occuper Aspern le matin du 21 mai.

Fig. 210. — Lannes, duc de Montebello.
Peint par le baron Gérard.

Hiller et Bellegarde, qui avaient remporté ce succès, ne purent pas se maintenir dans leur position. Le pont avait été rétabli et le reste de l'armée avait recommencé à passer dans l'île de Lobau. Des ordres de Napoléon pour engager la bataille étaient venus confirmer le général Molitor dans sa résolution. L'Empereur avait lui-même passé le petit pont et s'était tellement avancé qu'un boulet vint frapper la cuisse de son cheval. Tout le monde crie : « A bas les armes, si l'Empereur ne se retire pas sur le champ ! » Les grenadiers de la garde, qui se trouvaient à quelques centaines de mètres en arrière, avaient eu 300 hommes abattus par les boulets ennemis. Ils étaient là en grand uniforme. En passant le grand pont, ils s'étaient défait les uns aux autres les étuis posés sur leur sac, qui renfermaient leur bonnet à poil, et avaient jeté leurs chapeaux dans le Danube. « Ce fut, dit Coignet, la fin des chapeaux pour la garde. » Cependant l'Empereur, reconnaissant qu'il s'était trop exposé pour un général en chef, s'éloigna et se fit établir une échelle de cordes attachée au haut d'un sapin, d'où il observait toutes les péripéties de la bataille.

Le général Lasalle fit plus de dix charges contre la cavalerie autrichienne, pendant que Lannes, avec la division Boudet, résistait héroïquement à l'infanterie. L'arrivée des cuirassiers de Saint-Germain permit enfin à Lasalle et à Bessières d'enfoncer les escadrons ennemis, et, à la fin du jour, les Français restaient maîtres des deux villages. Mais, pendant la nuit, une nouvelle crue du Danube emporta une seconde fois le grand

pont, que les généraux Bertrand et Pernetti eurent bien de la peine à rétablir pour le matin du 22. Le corps de Davout se mit à passer à son tour.

Cependant l'artillerie autrichienne, nombreuse et bien servie, faisait de terribles ravages dans les rangs français, tandis que nous n'avions pu faire passer que quelques pièces de calibre médiocre. « Les boulets, dit Coignet, tombaient dans nos rangs et enlevaient des files de trois hommes à la fois ; les obus faisaient sauter les bonnets à poil à vingt pieds de haut. Sitôt une file emportée, on entendait crier : « Appuyez à droite ! serrez les rangs ! » Et ces braves soldats appuyaient sans sourciller

Fig. 211. — Bataille d'Essling. D'après une aquarelle du musée de Versailles.

et disaient en voyant mettre le feu : « C'est pour moi. »... Deux pièces n'avaient plus de canonniers pour les servir. Le général Dorsenne les remplaça par douze grenadiers et leur donna la croix, mais tous ces braves périrent près de leurs pièces. Un plus grand malheur arrive encore aux grenadiers. Le corps du maréchal Lannes battait en retraite. Une partie vient se jeter sur eux, tous épouvantés, et couvre la ligne de bataille. Comme les grenadiers étaient sur un rang, ils les prenaient par le collet et les mettaient derrière eux en disant : « Vous n'aurez plus peur. » Heureusement ils avaient tous leurs armes et des cartouches. Le village d'Essling était en notre pouvoir, quoique pris, repris et incendié. Les fusiliers en restèrent les maîtres toute la journée. Le calme étant un peu rétabli chez les soldats qui étaient derrière la ligne de grenadiers, le maréchal Bessières vint les prendre et, les rassurant, leur dit : « Je vais vous mener en tirailleurs, et je serai comme vous à pied. » Tous ces soldats partent avec ce bon général. Il les fait mettre sur un rang, à portée de fusil des

50 pièces qui faisaient feu sur nous depuis onze heures du matin. Voilà une ligne de tirailleurs qui protégeait le feu de file commencé sur l'artillerie autrichienne. Le brave maréchal, les mains derrière le dos, n'arrêtant pas d'un bout à l'autre, fit taire pour un moment leur furie contre nous. Cela donne aux grenadiers un peu de répit, mais le temps est bien long quand on attend la mort sans pouvoir se défendre. Les heures sont des siècles. Un quart de nos vieux soldats périrent sans avoir brûlé une amorce. Le brave maréchal resta derrière ses tirailleurs plus de quatre heures. Le champ de bataille ne fut ni perdu ni gagné. »

Cette intrépidité allait bientôt triompher de l'opiniâtre résistance des Autrichiens, et déjà le maréchal Lannes avait percé, entre Aspern et Essling, le centre ennemi, lorsque Napoléon lui fit dire que le pont était de nouveau rompu et complètement ruiné et qu'il était impossible de le rétablir et d'envoyer des secours. Il fallut battre en retraite ; l'ennemi, presque défait, s'en aperçoit avec étonnement et se ranime ; les deux villages sont encore le théâtre d'un sanglant combat ; on se prend corps à corps. Les Français ne se servent plus que de la baïonnette, car leurs munitions sont épuisées et il est impossible de les renouveler. Enfin, après avoir perdu et repris six fois les villages, ils en restent les maîtres. Les Autrichiens épuisés ne répondent plus que par une canonnade insignifiante.

Fig. 212. — L'archiduc Charles-Louis d'Autriche. D'après un dessin de Mlle de Noireterre.

« Mais, en ce moment, un affreux malheur vient frapper l'armée. Tandis que Lannes galope d'un corps à l'autre pour soutenir le courage de ses soldats, un officier, effrayé de le voir en butte à tant de périls, le supplie de mettre pied à terre pour demeurer moins exposé aux coups. Il suit ce conseil, quoique bien peu habitué à ménager sa vie, et, comme si le destin était un maître auquel on ne saurait échapper, il est à l'instant même atteint d'un boulet qui lui fracasse les deux jambes. Le maréchal Bessières et le chef d'escadron César de Laville le recueillent noyé dans son sang et presque évanoui. Bessières, qu'il avait fort maltraité la veille, serre sa main défaillante, mais en détournant la tête, de peur de l'offenser par sa présence. On l'étend sur le manteau d'un cuirassier et on le transporte pendant une demi-lieue jusqu'au petit pont, où se trouvait une ambulance. Cette nouvelle, connue bientôt dans toute l'armée, y répand une profonde tristesse. » (THIERS.) « C'était le brave des braves, dit Napoléon ; son esprit avait grandi au niveau de son courage ; il était devenu un géant ! »

Cependant un grand conseil de guerre fut tenu dans l'île de Lobau, le soir du 22. Les généraux furent d'avis qu'il fallait aussitôt évacuer l'île de Lobau et repasser sur

la rive droite du Danube. Napoléon leur fit voir quelles seraient les conséquences de cette retraite : on abandonnerait donc sous le feu de l'ennemi notre artillerie et nos blessés ; on montrerait que l'on était complètement vaincu, et l'on exécuterait bénévolement un mouvement que l'archiduc n'avait pas même essayé de leur imposer. Cette marque de découragement, si impatiemment attendue, exalterait singulièrement le

Fig. 213. — Le maréchal Mouton, comte de Lobau. Peint par Ary Scheffer.

moral de l'ennemi, amènerait très probablement la défection de la Russie et un soulèvement en Allemagne. Si l'on repassait le Danube, on serait bientôt obligé de reculer jusqu'au Rhin. Si l'on conservait au contraire ses positions, rien n'était perdu et l'on pouvait recommencer bientôt une tentative qui déjà avait failli réussir. « Nous attendrons l'armée d'Italie, dit Napoléon en terminant. Nous avons fait de grandes pertes ; mais, Bessières, Masséna, vous vivez et vous vous montrerez dignes de ce que vous avez déjà fait. Toi, Masséna, tu achèveras ce que tu as si glorieusement commencé ; il n'y a que toi qui puisses en imposer à l'archiduc. » Alors Masséna saisit la main de Napoléon et lui dit : « Vous êtes, Sire, un homme de cœur et digne de nous commander. Non, il ne faut pas fuir comme des lâches qui auraient été vaincus. La fortune nous a mal servis, mais nous sommes victorieux néanmoins, car l'ennemi, qui aurait dû

nous précipiter dans le Danube, a mordu la poussière devant nos positions. Ne perdons pas notre attitude de vainqueurs. Bornons-nous à repasser le petit bras du Danube et je vous jure de noyer tout Autrichien qui voudrait le franchir à notre suite. »

Fig. 214. — Infanterie légère française; carabinier. D'après une lithographie de Charlet.

Masséna tint parole. Il fit évacuer les villages et repasser le petit pont en tenant fièrement tête aux ennemis, qui n'osèrent pas le suivre de trop près. Il ne franchit le pont que le dernier et après s'être bien assuré qu'il ne restait au delà du fleuve ni un canon, ni un caisson, ni

un blessé! Quoique notre retraite fût due en partie à un accident indépendant de toute manœuvre militaire, nous n'en avions pas moins éprouvé un échec grave. L'archiduc Charles est encore appelé en Allemagne le héros d'Aspern, et Napoléon lui-même a dit : « Qui n'a pas vu les Autrichiens à Essling n'a rien vu. »

Cependant l'archiduc Jean avait reçu l'ordre d'abandonner l'Italie et de venir rejoindre son frère au nord du Danube. Eugène et Macdonald l'avaient suivi, l'avaient battu sur le Raab et repoussé vers le sud. Déjà l'admirable résistance du 84e de ligne dans Gratz, contre Giulay, avait assuré la jonction d'Eugène et de Marmont.

Napoléon, après son échec d'Essling, semblant vouloir braver l'Europe, avait fait enlever le pape de Rome. Dès le 17 mai, il avait déclaré la réunion des États romains à l'Empire français par le décret de Schœnbrunn.

Cependant, c'était surtout les préparatifs d'un nouveau passage du Danube qui occupaient son esprit.

Pour assurer absolument ses communications avec la rive droite l'Empereur avait fait construire, à côté du nouveau pont de bateaux, un pont sur pilotis. Afin de le protéger contre les corps flottants, il avait d'abord songé à se servir d'une chaîne de fer gigantesque, laissée à Vienne par les Turcs en 1683. Mais on n'avait pas de machines pour la tendre. Il eut recours alors à une estacade formée d'une suite de gros pilotis profondément enfoncés et coupant obliquement le cours du fleuve. Prenant toutes les précautions dans l'hypothèse d'une défaite, il fit protéger ces ouvrages par une solide tête de pont élevée dans l'île de Lobau et permettant de couvrir le passage, si par malheur on était contraint de battre en retraite. Les Autrichiens avaient aussi fortifié la position qu'ils occupaient. L'archiduc avait sa droite à Aspern, son centre à Essling, sa gauche à Enzersdorf. En arrière de ces positions, il avait protégé le plateau de Wagram par des redoutes armées de 150 canons. Napoléon le trompa sur le point du passage. Il lui fit croire qu'il s'effectuerait encore par le nord de l'île : pour cela, il laissa deux ponts à Aspern et à Essling. Au commencement de juillet, l'armée fut réunie tout entière soit dans l'île de Lobau, soit sur la rive droite, en face de l'île. Napoléon avait imaginé de jeter d'une rive à l'autre un pont d'une seule pièce, composé de bateaux liés d'avance entre eux avec de fortes poutrelles. On devait attacher ce système à une des rives et le livrer au courant qui le porterait à la rive opposée, puis jeter quelques ancres pour servir à ce pont de points d'appui dans sa longueur. On avait eu soin de le tenir caché dans un des faux bras du Danube qui parcourent l'île de Lobau, et, pour que le transport de ce faux bras au fleuve fût plus facile, le pont

avait reçu des articulations permettant de le plier selon les courbes et les sinuosités de la rivière.

Fig. 215. — Infanterie légère française ; voltigeur. D'après une lithographie de Charlet.

Dans la nuit du 4 au 5 juillet, Napoléon dirige sur Enzersdorf le feu de 100 pièces de canon, et, pendant que l'attention de l'ennemi est attirée de ce côté, il fait jeter un pont à l'extrémité est de l'île. Cette opération ne dura pas dix minutes. Immédiatement quatre autres

ponts furent établis avec la même promptitude. On aurait cru à une manœuvre d'exercice. L'armée se mit à passer sur la rive gauche pendant un orage épouvantable, auquel se mêlaient les décharges de l'artillerie, et, le 5 juillet au matin, elle se trouvait à la gauche de l'armée autrichienne, avait tourné ses positions et rendu ses redoutes

Fig. 216. — Bataille de Wagram.

inutiles. L'archiduc Charles change sa ligne de bataille et prend position sur le Russbach. Après quelques combats de reconnaissance, Napoléon remit alors au lendemain la bataille.

Il attendait que les mouvements de l'archiduc eussent dévoilé ses projets. L'archiduc prit l'offensive, dirigea sa droite (Klenau) sur le Danube pour couper l'armée française de l'île, pendant que sa gauche attaquait la droite française commandée par Davout. C'est de ce côté que Napoléon porte l'effort décisif. Davout reçoit l'ordre d'attaquer Neusiedel et de s'emparer du plateau qui domine ce village. Au centre, Bellegarde avait enlevé Aderklaa sur Bernadotte et les Saxons. A notre extrême gauche, la division Boudet avait été refoulée jusqu'au pont entre Essling et Wagram. Napoléon se décide alors à dégarnir son centre : Masséna se porte vers la gauche de l'armée et exécute

une marche de flanc sous le feu de l'ennemi, en bataillons serrés. Cela semble au premier abord une faute, puisque les coups des Autrichiens frappaient toujours sûrement dans cette masse. Mais Masséna agissait ainsi à dessein, car il n'avait pas assez de confiance dans la solidité de ses jeunes troupes. Le grand vide fait au centre est rempli momentanément par toute l'artillerie de la garde, commandée par Lauriston et Drouot, et composée de 100 pièces (1). Les Autrichiens soutiennent ce feu terrible avec un

Fig. 217. — Bataille de Wagram. Tableau d'Horace Vernet. Musée de Versailles.

admirable courage. Cependant Napoléon avait l'œil fixé sur les hauteurs de Neusiedel. Masséna le fait supplier d'envoyer de nouveaux secours à la gauche toujours menacée : « La division Boudet a dû battre en retraite et abandonner son artillerie. Les Autrichiens vont enlever le pont. » Napoléon ne s'émeut pas de ces nouvelles et ne semble pas faire attention à l'inquiétude de l'aide de camp de Masséna. Bientôt il reconnaît à la lueur des feux de l'artillerie que Davout est au delà du bourg de Neusiedel. Il se tourne alors vers l'aide de camp éperdu et lui dit : « Si l'artillerie de Boudet est prise, c'est qu'elle était là pour cela. Allez dire à Masséna que la bataille est gagnée. » En effet, Davout, formant ses divisions en colonnes sur le plateau, attaquait en flanc le corps de Rosenberg et le rejetait sur le centre. Une énorme colonne de trois divisions de l'armée d'Italie se forme sous le commandement de Macdonald. Ces troupes, avides

(1) Parmi les officiers qui se distinguèrent dans cette manœuvre, célèbre dans les annales de l'artillerie, il faut citer le lieutenant-colonel Marin Dubuard, surnommé par ses soldats « le père La Mitraille ».

de se distinguer devant la Grande Armée, refoulent tout devant elles et enfoncent le centre autrichien. « Le brave homme ! » s'écrie l'Empereur en voyant l'attitude de Macdonald et de ses divisions. L'archiduc, débordé, recule. Masséna rentre à Essling, Davout occupe Wagram. Les Autrichiens prennent la route de Bohême, mais en bon ordre.

Napoléon avait songé à un autre plan de bataille. Dès qu'il eut compris le projet

Fig. 218. — Bivouac de Napoléon sur le champ de bataille de Wagram. Tableau de Roehn. Musée de Versailles.

des Autrichiens de couper les Français du Danube, il aurait voulu les laisser s'engager complètement dans ce mouvement, puis les tourner eux-mêmes avec sa droite et les jeter dans le fleuve. Il aurait eu un nouvel Austerlitz. Mais, malgré la puissance de son génie et le prestige qu'il savait exercer sur les troupes, Napoléon était prudent dans l'exécution. Il tenait toujours compte des éléments qu'il avait sous la main et modifiait ses plans en conséquence. Il craignit que des troupes jeunes n'eussent pas assez de sang-froid pour se laisser tourner sans trouble : « Nos soldats étaient toujours braves, disait le maréchal Macdonald, à qui l'on reprochait d'avoir formé ses divisions en masses profondes, comme s'il eût douté du courage de ses hommes ; mais, ajoutait-il, ils étaient mal cousus ensemble. » Trois généraux gagnèrent à cette bataille la dignité de

maréchal de France : ce furent Macdonald, Oudinot et Marmont. Le général Lasalle, tué à la fin du combat, l'aurait sans doute également obtenue.

L'armée française atteignit de nouveau les Autrichiens à Znaïm. La bataille s'engageait déjà, lorsque l'archiduc proposa un armistice, (12 juillet). Les négociations, immédiatement commencées, amenèrent le traité de Vienne.

Fig. 219. — Le maréchal Marmont, duc de Raguse.

1° La frontière de la Bavière était portée jusqu'à la Traun. 2° Du côté de la Bohême, l'Autriche cédait au roi de Saxe quelques districts qu'elle possédait au nord du défilé de Schandau. 3° En Pologne, l'Autriche abandonnait la portion de la Gallicie comprise entre la Pilica et le Bug, qu'elle avait acquise en 1793, plus le cercle de Zamosc, les mines de Wieliczka, qui étaient annexés au grand-duché de Varsovie, et les districts de Zolkiew et de Zloczow, qui passaient à la Russie. 4° Goritz, Trieste, Villach, le reste de l'Istrie, la Carniole, le littoral hongrois, une partie de la Croatie étaient abandonnées à la France pour former les provinces illyriennes. L'Autriche était ainsi coupée de la mer Adriatique. 5° De plus, elle payait 85 millions pour les frais de la guerre, et promettait de ne pas entretenir plus de 150.000 hommes sous les drapeaux.

Telles furent les conditions du traité de Vienne (14 octobre 1809).

Les tentatives de Dornberg et de Schill étaient déjà étouffées (1). Le duc de Brunswick lui-même, chassé de la Saxe, avait vu disperser ses 8.000 hommes, et avait dû se réfugier à Helgoland. Mais, deux jours avant la signature du traité, un étudiant nommé Staps, saxon, par conséquent sujet d'un prince allié de Napoléon, avait tenté de délivrer seul la Germanie par le meurtre de son oppresseur. Il s'était rendu à Schœnbrunn : arrêté peu après, et trouvé armé d'un poignard, il ne nia pas ses projets et fut conduit devant Napoléon, qui voulut l'interroger lui-même. Napoléon lui demanda avec douceur : « Qui vous a poussé à ce crime ? — Personne ; c'est l'entière conviction qu'en vous tuant je rendrai le plus grand service à mon pays et à l'Europe, que vous foulez aux pieds. » Napoléon lui fit observer que, pour être juste, il aurait dû s'attaquer à l'empereur d'Autriche, qui lui avait déclaré la guerre sans motif, puis il ajouta : « Si

(1) Schill surprit Stralsund, mais ne put s'y maintenir ; il périt dans un combat contre un corps de troupes composé de Danois et de Hollandais, après avoir tué de sa main leur général, Carteret.

je vous fais grâce, m'en saurez-vous gré ? — Je n'en chercherai pas moins à vous tuer, à moins que vous n'assuriez la paix de mon pays. »

Napoléon fut vivement ému de la vue de ce fanatisme patriotique et de cette haine, qui ne s'adressait plus aux principes de la Révolution française mais à sa personne. Il dit à M. de Champagny : « Il faut faire la paix. Les points essentiels sont conservés. Négociez et transigez. » Le 13 octobre, Frédéric Staps était fusillé. Au moment de l'exécution, des coups de canon se firent entendre. « Qu'est-ce ? » demanda-t-il. — La paix qui est conclue, que l'on annonce. » Staps tomba à genoux et remercia Dieu : il regardait cette paix comme le prix de son sacrifice.

La conduite de Staps avait pour mobile l'amour de la grande patrie allemande et de la liberté. Hœfer, dont on a voulu le rapprocher, aurait eu peine à comprendre les sentiments de l'étudiant saxon. Il défendait ses montagnes contre le maître qu'on voulait lui imposer et combattait pour son souverain traditionnel, pour sa religion ; son patriotisme était moins étendu, plus simple, et ne l'aurait jamais conduit au crime. Il avait repris les armes à la nouvelle de la victoire de l'archiduc Charles à Essling, forcé Lefebvre à reculer jusqu'en Carinthie, et il était resté maître incontesté du Tyrol. Mais à l'arrivée des troupes du vice-roi d'Italie, il comprit que toute résistance était impossible et rentra dans son auberge de Passeyer, pendant que Lefebvre entrait à Inspruck (19 mai). Tout à coup la nouvelle se répand que les Autrichiens étaient vainqueurs à Aspern. Il se remet à la tête des insurgés. En quelques jours les Alpes, depuis Laybach jusqu'à Constance, sont en pleine révolte ; les Tyroliens occupent les routes d'Allemagne, d'Italie, menacent la Suisse, la France, la Valteline, occupent même, en Italie, Bellune, Feltre, etc. Pourtant la lutte était trop inégale : les bandes insurgées furent dispersées. Lefebvre mit à prix la tête de Hœfer. Les lieutenants du proscrit, Speckbacher et Haspinger, réussirent à passer la frontière. Hœfer se cacha dans les montagnes et refusa de quitter sa terre natale. Lorsqu'on lui disait que sa cachette pouvait être révélée aux Français : « Je veux voir, répondait-il, s'il y aura un traître dans le Tyrol. » Il finit par se livrer lui-même lorsqu'il se vit cerné dans sa retraite. Le commandant de la forteresse de Mantoue, devant lequel il fut amené, essaya de l'attacher au service de la France : « Je reste fidèle à mon empereur François, » répondit le montagnard. La commission militaire qui le jugea fut plus d'une fois émue de pitié et d'admiration par sa simplicité héroïque. Il ne fut pas moins condamné à mort, fusillé le 20 février 1810 et enterré dans un jardin. En 1823, quelques officiers tyroliens déterrèrent ses ossements, qui furent rapportés à Inspruck, où ils furent réunis à ceux de Speckbacher et de Haspinger dans l'église des Franciscains. Le monument qui les couvre s'élève non loin du splendide mausolée de l'empereur Maximilien. Mais cette merveille de l'art allemand ne fait pas oublier la tombe de l'humble paysan dans lequel le Tyrol voit avec raison son héros national.

Pour empêcher une nouvelle révolte du Tyrol, Napoléon réunit au royaume d'Italie une partie du Tyrol italien. La Bavière reçut en échange Ratisbonne. Le Pusterthal, c'est-à-dire les vallées supérieures

du Drienz, de l'Eisack et de la Drave avec le col de Toblach, fut rattaché à l'Illyrie.

Les Anglais, pour venir en aide aux Autrichiens, avaient redoublé d'activité; sans parler de leurs progrès aux colonies, ils avaient cherché à agir sur le continent européen, partout où une attaque était possible. En Espagne, une nouvelle armée anglaise, sous le commandement de sir Arthur Wellesley, rendit inutile notre seconde invasion du Portugal et remporta la victoire de Talavera (28 juillet). Dans la Méditerranée, à la fin de l'année 1809, les Anglais étaient maîtres des îles Ioniennes sauf Corfou et Sainte-Maure. Dans l'Océan, ils faisaient des tentatives sur les côtes de France. L'amiral Thomas Cochrane fut chargé de surprendre notre escadre de l'île d'Aix; il lança contre elle une machine infernale de quinze cents barils de poudre avec des fusées à la Congrève (1), et brûla six vaisseaux et deux frégates. Mais les Anglais comptaient avant tout sur une grande expédition qu'ils destinaient à détruire Anvers et à combler les bouches de l'Escaut (2). Ils se flattaient que leur approche insurgerait la Hollande

Fig. 220. — Le comte Lasalle. Peint par Gros, gravé par Leclerc.

(1) Elles étaient ainsi appelées du nom de leur inventeur, et c'est la première fois qu'on en fit usage.

(2) Ils tenaient d'autant plus à obtenir un succès de ce côté, qu'un ennemi bien imprévu menaçait alors très sérieusement leur commerce dans l'extrême Orient. Une secte religieuse et guerrière, les Wahabites, s'était formée au centre de l'Arabie vers le commencement du siècle. Maîtres de la Mecque et de Médine, ils avaient envahi l'Égypte. Repoussés des bords du Nil, ils se dirigèrent vers le nord-est et s'emparèrent de Damas, d'où ils entravaient le commerce anglais dans le golfe Persique et

exaspérée par le blocus continental. 70 vaisseaux portant 44.000 hommes, sous le commandement de lord Chatam, frère aîné de William Pitt, et accompagnés de nombreux vaisseaux de guerre, se dirigèrent vers les bouches de l'Escaut ; mais ils ne purent même pas lancer un boulet sur Anvers, mis rapidement en état de défense. Ils s'acharnèrent, il est vrai, sur Flessingue, qui fut ruinée. L'armée anglaise, par suite de son séjour dans l'île marécageuse de Walcheren, étant

La charge. La retraite.

Fig. 221. — Caricature sur l'expédition anglaise en 1809.

ravagée par les fièvres, Chatam dut se retirer honteusement après avoir perdu la moitié de ses soldats sans avoir obtenu aucun résultat. Cependant l'émotion avait été très vive à Paris, et Napoléon, laissant à Berthier le soin de ramener la Grande Armée d'Allemagne, s'était hâté de revenir aux Tuileries pour surveiller de plus près la guerre d'Espagne et calmer les inquiétudes causées par les derniers événements.

la vallée de l'Euphrate. Ce danger devait être de courte durée, et en 1812 Ibrahim, fils de Mehemet Ali, les refoulait dans l'Arabie centrale. Mais en 1809, ils étaient à l'époque de leur puissance.

CHAPITRE SIXIÈME.

L'EMPIRE EN 1810-1812.

LE DIVORCE. — DERNIERS ACCROISSEMENTS DE L'EMPIRE.
AFFAIRES RELIGIEUSES. — SUITE DE LA GUERRE D'ESPAGNE.
TORRÈS-VÉDRAS.

ARRIVÉ à l'apogée de sa puissance, Napoléon, en 1810, ne voyait plus contester sa suprématie politique et militaire par aucun des souverains du continent; bien plus, il allait par un second mariage prendre sa place au milieu d'eux. Quelques mois après la signature du traité de Vienne, il épousait l'archiduchesse Marie-Louise, fille de l'empereur d'Autriche, François Ier, et descendante de la plus ancienne et de la plus fière des dynasties alors régnantes de l'Europe (1). Depuis longtemps déjà, on s'entretenait du divorce de Napoléon avec Joséphine.

Au moment où se négociait le traité de Badajoz, Lucien Bonaparte, qui était alors ambassadeur en Espagne, parla du mariage possible du Premier Consul avec une infante. Le projet n'eut pas de suite; mais Napoléon n'ayant pas d'enfants de José-

(1) *Mémoires* de Mme de Rémusat. — *Mémorial*, tome I. — Imbert de Saint-Amand, *les Beaux Jours de Marie-Louise.* — *La Cour de l'Impératrice Joséphine.* — *Les Dernières Années de Joséphine.*

phine, la question se posa avec plus de précision lorsque le principe de l'hérédité eut pris place dans notre constitution. Au commencement de 1805, Napoléon avait dit un jour à Joséphine que sa famille, son conseil, ses ministres, enfin *tout le monde,* lui représentaient la nécessité d'un mariage qui lui donnât des héritiers, et il avait répété plusieurs fois en se promenant avec agitation : « Qu'en dis-tu ? cela sera-t-il ? qu'en dis-tu ? » Joséphine, qui avait écouté en silence, et qui savait l'hostilité de la famille Bonaparte pour elle et la famille de Beauharnais, répondit : « Que veux-tu que je te dise ? si tes frères, tes ministres, *tout le monde,* sont contre moi, et si je n'ai que toi pour me défendre ? — Tu n'as que moi pour te défendre ! s'écria Napoléon avec impétuosité ; eh bien, tu l'emporteras. »

Joséphine eut tout lieu de se rassurer, lorsque le statut du 30 mars 1806 interdit spécialement le divorce aux membres de la famille impériale. Mais, à Erfurt, Talleyrand avait été chargé d'amener le Czar Alexandre à faire la première ouverture relative au mariage de Napoléon avec une princesse de la maison des Romanoff. Le 15 décembre 1809, Joséphine, dans un conseil de famille, dut lire elle-même une déclaration dans laquelle on lui faisait dire qu'elle se sacrifiait volontairement aux convenances dynastiques de son époux ; mais elle n'eut pas la force d'achever cette lecture. Le prince Eugène alla le lendemain au Sénat pour déclarer qu'il s'associait au sacrifice de sa mère, et consentait à la perte de ses droits éventuels comme fils adoptif de l'Empereur. Des négociations furent entamées aussitôt avec la Russie. Mais le Czar tenait à garder « l'indépendance du cœur » à l'égard de son allié politique ou à profiter de ces négociations matrimoniales pour obtenir de nouvelles concessions. D'ailleurs, il se serait heurté à l'opposition invincible de sa mère, représentant avec autorité les sentiments de réprobation de toute l'aristocratie russe à l'égard d'une pareille mésalliance. Il fut aussi question de la sœur du roi de Saxe. Mais Napoléon, fatigué des lenteurs de la Russie, porta son choix sur une archiduchesse d'Autriche (6 février). Il savait que la cour de Vienne était favorable à ce projet, et elle l'était encore beaucoup plus qu'il ne le croyait.

Dès le 7 février, le contrat était signé avec Schwartzenberg, l'ambassadeur d'Autriche à Paris. On prit modèle, pour la rédaction de cet acte, sur le contrat de Marie-Antoinette ; seulement Napoléon

ne voulut aucune mention d'une dot pour la princesse, aucune précaution pour en assurer la remise. Il fit choix de son illustre adversaire, l'archiduc Charles, pour épouser en son nom, à Vienne, l'archiduchesse Marie-Louise. Il fut décidé que l'on reproduirait dans tous ses détails le cérémonial du mariage de Louis XVI. Ces points réglés, un courrier partit pour Vienne le jour même, et y parvint le 14 février.

Fig. 222. — Cérémonie de la remise à Braunau. Esquissé par Alex. de la Borde, retouché par Moreau.

La cour autrichienne répondait avec le plus grand empressement au message de Napoléon. Berthier arrivait à Vienne le 5 mars ; le mariage avait lieu le 11. La nouvelle Impératrice se mettait en voyage dès le 13. Elle fut remise entre les mains françaises à Braunau et continua son voyage sous la conduite de Caroline Murat, reine de Naples.

Marie-Louise, fort effrayée de son union avec ce terrible révolutionnaire sur lequel jusque-là elle n'avait entendu prononcer que des paroles de haine, se croyait d'abord une victime sacrifiée aux nécessités de la politique ; mais à mesure qu'elle approchait, les lettres journalières qu'elle recevait de Napoléon et auxquelles elle répondait commençaient à changer ses sentiments. D'autre part, l'attitude de Napoléon, que la nouvelle du mariage avait déjà rempli de joie et d'orgueil, laissait voir à son entourage

qu'un sentiment plus tendre entrait dans son âme à mesure qu'il recevait les réponses écrites en français et de plus en plus longues de l'Impératrice. Il avait été décidé que LL. MM. se rencontreraient pour la première fois à Compiègne, dans une magnifique tente, où elles devaient entrer en même temps par deux côtés opposés, que l'Impératrice s'inclinerait pour se mettre à genoux, et que l'Empereur la relèverait et l'embrasserait.

L'impatience de Napoléon simplifia singulièrement ce cérémonial. « Il s'échappa

Fig. 223. — L'Impératrice Marie-Louise. D'après Prud'hon. (Phot. de Braun.)

furtivement du palais de Compiègne, accompagné seulement par Murat, sortit du parc, par une petite porte, et monta dans une calèche sans armoiries conduite par des gens sans livrée. Napoléon avait dépassé Soissons et était arrivé à Courcelles au moment où les courriers de l'Impératrice faisaient disposer le relai pour sa voiture qui allait arriver. Pour se garantir de la pluie, qui tombait à torrents, il s'abrita sous le porche de l'église avec Murat. On ne se serait guère douté que ces deux inconnus étaient l'Empereur et le roi de Naples. Lorsque la voiture de l'Impératrice parut, Napoléon se précipita à la portière, pendant qu'on changeait les chevaux. L'écuyer de service le reconnaît et s'écrie : « L'Empereur ! » Napoléon, qui voulait garder l'incognito, lui dit d'un air contrarié : « N'avez-vous pas vu que je vous faisais signe de vous taire ? » Mais ce petit moment d'humeur passe comme un éclair. L'Empereur se jette au cou de l'Impératrice, qui tenait à la main le portrait de son époux à qui elle dit avec un aimable sourire : « Vous êtes bien mieux que votre portrait. »

Le mariage civil fut célébré à Saint-Cloud, le 1er avril, le mariage religieux à Paris, le lendemain, avec une pompe extraordinaire (1).

On remarqua l'absence, à Notre-Dame, des cardinaux de la cour romaine alors retenus en France. Quoique l'officialité de Paris eût déclaré nulle la précédente union de Napoléon (7 janvier 1810), les cardinaux romains ne voulurent pas paraître au-

Fig. 224. — Arrivée de Marie-Louise à Compiègne. Tableau de Mme Auzou. Musée de Versailles.

toriser de leur présence un divorce que le chef de l'Église n'avait pas ratifié. Cette conduite fut généralement approuvée. Joséphine, d'ailleurs, était populaire, et on la plaignait ; toute alliance autrichienne était encore mal vue en France. Quelques mois après, le 1er juillet 1810, un incendie éclata au bal que donnait l'ambassade d'Autriche en l'honneur de la nouvelle Impératrice. Il y eut des morts et des blessés ; ni l'Empereur ni l'Impératrice ne furent atteints, mais la belle-sœur de l'ambassadeur périt en cherchant sa fille dans les flammes. Le peuple se rappela les malheurs survenus lors du mariage de Louis XVI avec une autre archiduchesse, et Napoléon fut lui-même vivement frappé de ce présage.

(1) Voir l'ouvrage de l'architecte Fontaine : *Description des cérémonies et des fêtes qui ont eu lieu pour le mariage de S. M. Napoléon Ier avec l'archiduchesse Marie-Louise*, gr. in-fol. Paris, 1810.

Mais, le 20 mars 1811, entre neuf et dix heures du matin, le vingt-deuxième coup de canon des Invalides apprenait à Paris que l'immense Empire avait un héritier. Napoléon semblait pouvoir dire : « L'avenir est à moi. »

Le mariage de l'Empereur avec une archiduchesse d'Autriche, s'il n'éteignait pas le foyer des haines, en tempérait du moins l'ardeur. Beugnot le constate pour le grand-duché de Berg, qu'il administrait, et il en était de même dans les autres gouvernements de l'Allemagne : « On s'aperçut à l'instant, dit-il, de changements considérables dans les dispositions du grand-duché. Les familles qui avaient des enfants au service de l'Autriche les appelèrent à Dusseldorf comme pour y passer, en pays ami, leur temps de congé. Les jeunes gens fraternisaient de la manière la plus cordiale avec les officiers français ou allemands de notre petite armée. Si on parlait encore de guerre, c'était avec l'espérance de se battre à l'avenir les uns à côté des autres. Le ministre de l'intérieur me déclara pour lui et pour les anciens partisans de la maison d'Autriche que désormais la paix avec la France n'était plus seulement sur les livres, mais au fond du cœur; qu'elle avait cessé d'être une nécessité pour devenir un sentiment. Chaque jour, je m'en apercevais en voyant se multiplier autour de moi ces relations de confiance et d'avenir qu'on n'entretient qu'avec un gouvernement dont la durée n'est pas une question. » Les mêmes sentiments se manifestaient dans la partie de l'aristocratie française qui ne s'était pas encore ralliée à Napoléon.

La splendeur du gouvernement se montrait dans les travaux publics. En douze ans on y consacra un milliard, 138 millions en 1810, 154 millions en 1812 (1). L'Empereur avait raison d'être fier « de ce que au milieu des guerres, des dépenses que nécessitaient des armées immenses, de la création et de l'organisation de flottes nombreuses, ce qui se dépensait en travaux d'utilité publique était tel que cela dépassait dans une année tout ce que l'ancienne monarchie avait fait dans une génération ».

Les travaux commencés sous le Consulat sont poursuivis avec activité. A Paris, on construit des greniers de réserve, de nombreux marchés, entre autres le marché Saint-Germain. Un décret du 9 février 1810 ordonne la fondation de cinq abattoirs qui étaient presque terminés en 1815. Le pont d'Iéna (1809-1813) relie le Champ de Mars aux hauteurs de Chaillot, sur lesquelles on commence un magnifique palais pour le roi de Rome. On construit ou reconstruit les quais d'Orsai (1808-1809), des Invalides (1802-

(1) Palais impériaux, 62 millions ; fortifications, 144 ; postes, 117 ; routes, 227 ; ponts, 37 ; canaux et desséchements, 128 ; travaux de Paris, 102 ; édifices publics des départements, 149.

1814), de la Cité (1803-1813), Catinat (1809-1813), Montebello, Morland; l'ancien quai de Chaillot, refait à nouveau, reçoit le nom du général Debilly, tué à Iéna. Au bassin de la Villette (1806-1809) se réunissent les canaux Saint-Denis et Saint-Martin. La place du Carrousel est agrandie à la suite de l'ébranlement produit dans le quartier par la machine infernale. On commence en 1808 la galerie du Nord pour joindre les Tuileries au Louvre. Elle arrivait jusqu'à la rue Saint-Nicaise en 1814 : les travaux furent alors arrêtés. Il en fut de même des travaux de l'arc de l'Étoile; mais

Fig. 225. — Mariage de Napoléon et de Marie-Louise au salon carré du Louvre. Tableau de Rouget. (Musée de Versailles.)

la colonne de la Grande Armée et l'arc du Carrousel consacraient déjà le souvenir de nos récentes victoires. La Bourse et le Temple de la Gloire (depuis église de la Madeleine) furent continués sans interruption par les gouvernements qui suivirent. Des fontaines nombreuses, dont quelques-unes monumentales, le Château-d'Eau, la fontaine du Palmier (1), etc., furent placées dans les divers quartiers de Paris. De grands travaux furent faits pour les égouts et les Catacombes. Mais dans toutes les grandes villes de

(1) La plus considérable de ces fontaines devait s'élever sur la place de la Bastille. Une voûte construite au-dessus du canal Saint-Martin devait supporter un éléphant de bronze de 24 mètres de haut, lançant de l'eau par sa trompe. Un décret impérial annonça que le métal nécessaire serait fourni par les canons pris dans la campagne de Friedland. Le monument, commencé en 1810, ne fut jamais achevé. Pendant quelques années, un grand éléphant de plâtre fut mis à la place que devait occuper l'éléphant de bronze, qui ne fut jamais exécuté.

l'Empire, soit dans les limites de l'ancienne France, soit dans les pays récemment conquis, l'activité était la même. A Milan, à Venise, à Turin, à Florence, à Rome, à Naples, à Amsterdam, à Anvers, des constructions utiles ou des monuments rappellent encore les services de l'administration française (1). Partout des routes, des ponts, des canaux établis ou améliorés. Les ingénieurs Gianella (de Milan) et Céard (de Paris) terminent en 1807 la route du Simplon. L'assainissement méthodique et d'ensemble des Marais Pontins est repris sous la direction de Prony.

Mais, parmi les travaux publics, il n'y en a pas qui intéressaient plus vivement Napoléon que ceux des ports, à Amsterdam, à Flessingue, à Venise, à Ancône, au Helder, au Texel, à la Spezzia, à Gênes, surtout à Cherbourg et à Anvers.

A Cherbourg, les grands travaux commencés par Louis XVI, et à peu près abandonnés depuis 1793, avaient été repris dès 1802, sous la direction de l'ingénieur Cochin. On s'occupa surtout de la digue. Napoléon visita Cherbourg en 1811 et ordonna des constructions d'après un nouveau système. Elles furent exécutées sous la direction de Lamblardie le fils, et résistèrent à toutes les tempêtes depuis 1813 jusqu'à 1853, date de l'achèvement des travaux. Outre ces constructions, un port pour les vaisseaux de guerre fut creusé en moins de huit ans dans le roc vif et ouvert en 1813. Mais, de tous nos établissements maritimes, celui auquel Napoléon s'intéressait le plus était Anvers; là, « c'était comme un pistolet chargé au cœur de l'Angleterre ». L'Angleterre ne s'y trompait pas et aucune entreprise ne l'inquiétait davantage; l'on a vu les efforts qu'elle fit en 1809 pour s'emparer des bouches de l'Escaut, mais l'échec de cette formidable expédition n'avait servi qu'à faire mieux connaître à l'Europe l'importance des travaux faits à Anvers, grâce auxquels l'escadre anglaise n'avait même pu attaquer la ville.

Le matériel naval n'occupait pas moins Napoléon que les établissements maritimes. Il nous suffira de donner quelques chiffres : en 1801, la France avait 55 vaisseaux et 43 frégates; de 1801 à 1814, elle perdit 38 vaisseaux et 63 frégates, et en 1814 nous avions une flotte de 103 vaisseaux et 53 frégates, sans compter un grand nombre de vaisseaux de moindre importance. En dépit du préjugé (2), on peut dire

(1) A Venise, le Jardin public, la Grande-Rue, la seule à vrai dire, qui fut construite sur un canal par ordre du prince Eugène et qui a quitté le nom de *Via Eugenia* pour prendre le nom de *Via Garibaldi*, surtout les belles constructions qui terminèrent enfin la place Saint-Marc; à Rome, la restauration ou le déblaiement des monuments antiques, les travaux au Quirinal, etc.; à Milan, les arènes, l'arc du Simplon, la continuation de la cathédrale. Dans le royaume de Naples, les fouilles de Pompéi sont poussées avec une activité inconnue jusque-là, etc...

(2) Il est vrai que Napoléon faisait lui-même le silence autour de tout ce qui intéressait la marine, car c'était de ce côté seulement que lui venaient des échecs.

que le temps de Napoléon est pour notre marine une période aussi importante, sinon que l'administration de Colbert, du moins que celle de Machault ou de Choiseul. Il est vrai que l'Empereur tomba avant d'avoir pu profiter de ce qu'il avait préparé. Il songeait même au rétablissement de notre puissance coloniale. Mais c'est là une entreprise qui ne peut réussir qu'avec le temps.

Fig. 226. — Incendie de l'hôtel du prince de Schwartzenberg. Fac-similé d'une gravure du temps.

Il ne négligea pas cependant de préparer cet avenir et il songea peut-être même à reprendre nos relations avec la Cochinchine et la mise à exécution du traité du 28 novembre 1787, par lequel le souverain du pays avait cédé à Louis XVI la baie de Tourane. On trouve, en effet, dans les Archives des colonies, un *Mémoire sur la Cochinchine* portant en marge cette note autographe : *Renvoyé au ministre de la marine pour me faire connaître son opinion sur ce mémoire. — Paris le 29 frimaire, an X. — Le Premier Consul,* BONAPARTE (1).

(1) Conférence de M. H. Cordier, à la *Société historique* (Cercle Saint-Simon), publiée dans le *Bulletin de la Société*, 1re année, p. 83.

Ce projet ne pouvait alors avoir de suite. Mais Napoléon s'occupa très sérieusement d'amener la domination de la France sur les Barbaresques. Il savait qu'avec de pareils gouvernements les traités étaient inutiles. Depuis la destruction de la flotte française et de la flotte espagnole à Trafalgar, les beys de Tunis et d'Alger avaient repris leurs courses plus audacieusement que jamais. C'était un danger permanent pour notre commerce, c'était une honte pour la civilisation. Aussi l'Empereur, ne voulant plus qu'on s'en tînt à leur égard à de simples mesures d'intimidation ou de représailles, voulait détruire complètement ces repaires de pirates. Le capitaine Boutin fut chargé d'explorer le littoral de l'Algérie et de choisir un lieu de débarquement (1).

« A force d'esprit et de fermeté, de courage et de finesse, dit M. Camille Rousset, malgré les obstacles de tout genre qu'il rencontra, Boutin réussit au delà de tout ce que les plus audacieux auraient cru possible. « J'ai parcouru, écrivait-il au ministre « de la marine, Decrès, ces parties de la ville où les chapeaux ne paraissent pas, et, « tout autour d'Alger, j'ai dépassé de trois à quatre lieues les limites assignées aux Eu- « ropéens. » Riche de dessins, de croquis et de notes de toute espèce, il s'embarqua pour Toulon, le 12 juillet 1808 ; mais le 28, le brick qui le ramenait fut attaqué, à la hauteur de la Spezzia, par une frégate anglaise. Boutin n'eut que le temps de jeter à la mer ses dessins et ses papiers les plus importants. Fait prisonnier et conduit à Malte, il s'en échappa un mois après, déguisé en matelot, prit passage pour Constantinople, et revint par terre en France. Telles étaient la netteté de ses souvenirs et la justesse de son esprit que, grâce aux notes qu'il avait pu sauver, il réussit à faire seize grands dessins et à rédiger un mémoire dont le prix n'a été vraiment connu qu'en 1830. » Il fut, en effet, très utile à notre armée, qui opéra son débarquement précisément dans la baie de Sidi-Feruch, que le capitaine Boutin avait indiquée.

Dans les autres branches du gouvernement, on aurait des faits non moins importants à signaler : la promulgation du Code pénal, la fin de la liquidation, qui durait depuis vingt ans, des créances arriérées de la Révolution (2).

Ainsi, à l'extérieur comme à l'intérieur, Napoléon paraissait plus puissant que jamais. Mais il avait encore l'Angleterre à combattre et la Russie à craindre, et son caractère avait plus que jamais oublié la modération. Depuis le traité de Vienne, l'Empire avait encore été agrandi ; mais ces agrandissements ne l'avaient pas fortifié. Le Pape, qui, s'appuyant sur le caractère essentiellement pacifique de sa mission, prétendait rester neutre à l'égard des amis et des ennemis de l'Empire,

(1) Voir lettre à l'amiral Decrès, 18 avril 1808, au tome XXII de la Correspondance.

(2) Il y avait à liquider près de cinq cent mille créances, montant à environ trois milliards, y compris, il est vrai, les dettes de la Belgique, du Piémont et autres pays réunis.

tout en consentant à fermer ses ports aux marchandises de tel ou tel peuple, avait vu Rome occupée dès le 2 février 1808 par le général Miollis. Un décret du 2 avril de la même année avait détaché de l'État ecclésiastique les provinces d'Ancône, Urbin, Macerata, Camerino,

Fig. 227. — Pièce allégorique sur le mariage de l'Empereur des Français avec l'archiduchesse d'Autriche. D'après une gravure allemande.

et les avait annexées au royaume d'Italie. Le décret de Schœnbrunn (17 mai 1809) annexait, non plus au royaume d'Italie, mais à l'Empire français, Rome et ce qui restait des États du Saint-Siège. Le Pape répondit en lançant une bulle d'excommunication contre Napoléon et ses adhérents pour la spoliation de l'Église. Le 6 juillet, le général de gendarmerie Radet enlevait nuitamment du Quirinal le pape et les cardinaux les plus hostiles à la France.

Il y avait eu toujours autour du Pape un parti antifrançais très actif, qui reprochait vivement à Pie VII toutes ses concessions à la France et à la Révolution et considérait même le Concordat comme une mesure des plus malheureuses. La con-

duite de Napoléon leur donnait beau jeu. Il est à peu près certain que les ordres de Napoléon furent dépassés, soit qu'on voulût le compromettre, soit que ceux qui les exécutèrent voulussent satisfaire leurs sentiments hostiles au catholicisme. Napoléon écrivait, le 18 juillet, de Schœnbrunn, au ministre de la police : « Je suis fâché qu'on ait arrêté le Pape ; c'est une grande faute. Il fallait arrêter le cardinal Pacca et laisser le Pape tranquille à Rome ; mais enfin il n'y a point de remède, ce qui est fait est fait. Je ne m'oppose pas, si *sa démence* finit, à ce qu'il soit renvoyé à Rome... » Mais cette *démence* ne devait pas finir. Le Pape, après avoir traversé les Alpes et passé par Grenoble, Avignon, Aix et Nice, fut interné à Savone. Un sénatus-consulte forme les deux nouveaux départements de Trasimène et de Rome (17 février 1810). L'héritier de l'Empire reçoit, en 1811, le nom de « roi de Rome », comme pour bien indiquer qu'on ne reviendra jamais sur la réunion de la ville sainte à l'Empire. Napoléon ne recula devant aucune obsession pour amener le Pape à céder. Pie VII perdit le sommeil et tomba dans un état d'esprit qui touchait à l'égarement. On surprit ainsi sa signature pour une déclaration (1811) qu'il s'empressa de désavouer hautement dès qu'il revint à lui. Napoléon espéra avoir plus d'influence par une action directe et ordonna de transporter le pape à Fontainebleau. Le 18 janvier, l'Empereur pénètre dans le salon où se trouvait le souverain pontife (1). Après cinq jours de résistance, le Pape donnait son adhésion au Concordat de Fontainebleau (1811) ; mais il se rétractait par une lettre adressée à Napoléon. Il ne devait être mis en liberté qu'en 1814.

Fig. 228. — Maret, duc de Bassano.

Ainsi Napoléon, détruisant une partie de son œuvre, réveillait ces passions religieuses qu'il avait apaisées. En persécutant de malheureux prêtres pour leur foi, il donnait à ses ennemis une arme nouvelle, et amenait à se réunir, avec plus ou moins de sincérité, dans un sentiment plus puissant que la sympathie politique, tous ceux qui faisaient opposition au gouvernement impérial. « Il s'était établi, dit M. Sclopis dans son ouvrage *la Domination française en Italie de* 1800 *à* 1814, il s'était établi entre Savone et Rome une correspondance secrète fort active qui allait plus vite que le télégraphe... Le gouvernement en connaissait l'existence ; mais il ne parvint jamais à l'interrompre. »

Quoi qu'il en soit, Napoléon s'applaudissait de voir l'Italie entière fermée au commerce anglais. Le roi de Hollande, Louis Bonaparte,

(1) Voir la belle scène imaginée par Alfred de Vigny dans *Grandeur et servitude militaires.*

voyant ses États ruinés par le blocus continental, se montrait indulgent pour les infractions qui y étaient faites. Napoléon se fait céder, comme garantie que le blocus sera désormais observé, le Brabant hollandais et la Zélande (16 mars), et bientôt (27 avril et 15 mai) les réunit à la France (1). Louis Bonaparte abdique (le 3 juillet), s'échappe de son ancien royaume, et proteste à la face de l'Europe contre l'insupportable despotisme de son frère. La Hollande est réunie à l'Empire (9 juillet). Lebrun, l'ancien Consul, est chargé de son administration. Jérôme Bonaparte voit bientôt son royaume de Westphalie dépouillé, toujours pour assurer l'exécution du blocus, de ses provinces maritimes, par un sénatus-consulte qui réunit à l'Empire toutes les côtes, depuis l'Ems jusqu'à l'Elbe, avec les villes hanséatiques. Le même sénatus-consulte prononçait également la réunion du Valais, en raison des grands travaux faits pour les routes des Alpes. Le blocus continental semblait aussi définitivement appliqué à la Baltique, car la Suède elle-même semblait complètement attachée à la politique impériale.

Fig. 229. — Bernadotte.

Par la révolution du 13 mars, le conseil, l'armée, le peuple, d'accord pour sauver le pays de la ruine où l'entraînait la politique, désastreuse pour la Suède, de l'alliance anglaise, avaient détrôné Gustave IV. Il avait été remplacé par son oncle, le duc de Sudermanie, proclamé roi par la diète sous le nom de Charles XIII (5 juin). La Suède accède au

(1) Napoléon avait imaginé de tirer de la menace de la réunion de la Hollande une occasion de négocier avec l'Angleterre, en proposant de ne pas opérer cette réunion, si l'Angleterre consentait à traiter. M. Labouchère, chef de la première maison de banque de la Hollande, associé et gendre de M. Baring, qui dirigeait la première maison de banque de l'Angleterre, consentit à se charger de ces négociations secrètes ; mais elles n'aboutirent pas. L'organisation de la Hollande en départements français n'eut lieu que le 13 décembre 1809.

blocus continental (6 janvier 1810) et Napoléon lui rend la Poméranie.

Charles III, d'accord avec les États, avait désigné pour lui succéder le prince Charles-Auguste de Holstein-Augustenbourg; mais ce prince mourut au mois de juin 1810. Un parti national se forme en Suède, comme on l'avait vu en Espagne à la fin du règne de Charles II, pour régénérer le pays par l'appui de la France. Le vieux roi choisira pour héritier présomptif un de ces généraux français qui ont rempli l'Europe de leur nom et qui sont bien dignes de fonder une dynastie. Un hasard singulier fit que Bernadotte avait été déjà en relation avec les Suédois; c'était, il est vrai, pour les combattre; mais il avait bien traité leurs prisonniers. C'est à lui qu'on songea.

Bernadotte eut l'art de faire croire aux Suédois que Napoléon désirait particulièrement que le choix se portât sur celui de ses maréchaux qui était uni aux Bonaparte par une alliance de famille, et que c'était seulement par un juste sentiment de sa dignité que l'Empereur gardait le silence. Napoléon, prévenu de ces intrigues, voulut faire connaître ses véritables sentiments, mais il était trop tard : Bernadotte venait d'être, sur la proposition du roi, proclamé prince royal par les États d'Œrebro, qui se félicitaient d'avoir si bien compris les intentions de Napoléon (21 août).

Fig. 230. — Le maréchal Gouvion Saint-Cyr.

Charles XIII adopte pour fils Bernadotte, qui se fait protestant et prête serment à la constitution suédoise (1er novembre). Le 17 novembre, la Suède déclarait la guerre à l'Angleterre.

Les Anglais se vengeaient sur nos colonies de l'extension du blocus continental et des exploits de nos corsaires, parmi lesquels Surcouf a laissé un nom presque légendaire. Ils occupaient le Sénégal (14 juillet 1809), la Guadeloupe, la seule Antille que nous eussions conservée (6 février 1810), l'île de la Réunion (juillet). A l'Ile de France, Decaen résista jusqu'au 2 décembre, avec 4.000 hommes contre 10.000. Il quittait l'île, mais avec les honneurs de la guerre, et tous les équipages, des corsaires comme des navires de l'État, furent rapatriés aux frais du gouvernement britannique. Decaen obtint encore que les Anglais conservassent dans l'île les lois françaises, dont l'ensemble reçut, de la reconnaissance des habitants, le nom de *Code Decaen*. Comme Dupleix,

auquel il est digne d'être comparé, Decaen mourut pauvre, quoiqu'il eût été dans l'Inde en situation de faire une rapide fortune; pour un gouverneur anglais, l'éloge ne serait pas banal.

Pour le continent, les Anglais comptent sur l'Espagne. En 1809, bien que la plus grande partie des forces françaises fût en Allemagne, la campagne avait été, en définitive, heureuse pour nous. Soult, qui

Fig. 231. — Passage du Douro, le 11 mai 1809. Composé et gravé par Couché fils.

se trouvait en Galice, envahit le Portugal par le nord, pendant que l'armée du roi Joseph se prépare à y pénétrer par la vallée du Tage. Il entre dans Oporto (29 mars), après avoir livré bataille devant la ville. Pendant ce temps, Sébastiani battait l'armée de la Manche à Ciudad-Real. Victor, avec 12.000 hommes contre 36.000, remportait sur la Cuesta et l'armée de l'Estramadure la brillante victoire de Medelin, qui coûtait aux Espagnols 10.000 tués ou blessés et 4.000 prisonniers.

Mais ces armées battues se reforment comme par miracle et Victor n'ose s'aventurer dans le Portugal pour coopérer au plan de campagne de Soult. Wellington remonte le Tage, occupe près de Talavera de la

Reyna une excellente position, où il se maintient malgré deux jours de combat (juillet). Sans se laisser éblouir par ce demi-succès, il abandonne la ligne de l'Alberche, en apprenant que Soult, arrivant du nord par Plasencia, allait lui couper la retraite : il put rentrer à temps en Portugal. Malgré toute son activité, Soult n'atteignit que l'arrière-garde, qu'il battit sur le Tage, à Ponte del Arzobispo. En Catalogne, Gouvion Saint-Cyr s'emparait de Girone : la ville avait supporté six mois de tranchées ouvertes et perdu les deux tiers de sa population, lorsqu'elle capitula. Suchet continuait à montrer les talents d'un administrateur et d'un général de premier ordre dans l'Aragon. Il battit Blake à Maria et à Belchite et le força à se réfugier dans Tortose.

En somme, malgré nos succès, la campagne était loin d'être décisive. Aussi ni l'Angleterre ni l'Espagne ne se décourageaient. Elles comptaient sur l'ambition et les discordes des généraux (1), sur le peu d'autorité du roi Joseph, sur l'absence d'unité dans le commandement militaire, avant tout, sur l'énergie des Espagnols et sur la nature du pays, si propre à la *guérilla* (2).

La guerre était surtout devenue, entre les Espagnols et les Français, une guerre personnelle à laquelle la plus grande partie de la nation prenait part.

Une armée invisible s'étendit sur presque toute l'Espagne comme un réseau auquel ne pouvait échapper aucun soldat français qui s'écartait un moment de sa colonne et de sa garnison. Sans uniforme et sans armes apparentes, les guérillas dépistaient facilement les colonnes qui les poursuivaient, et souvent la troupe marchant pour les combattre passait au milieu d'elles sans s'en douter. Les hommes, occupés à des travaux rustiques, saisissaient leur fusil par terre, s'ils apercevaient un Français isolé, et, pour le détachement qui traversait le champ qu'ils labouraient, n'étaient que de paisibles paysans. C'était un passe-temps pour les ouvriers des villes de venir se placer derrière les rochers, entre les oliviers, dans les faubourgs, et de tirer sur nos vedettes en fumant leur cigarette. Souvent, dans ces pays accidentés et presque sans routes, les soldats ne pouvaient s'avancer qu'en s'aidant de leurs mains et même de leurs

(1) Si l'on en croit les Mémoires du général Bigarré, aide de camp de Joseph, Soult aurait songé à se faire nommer roi de Portugal et aurait fait distribuer de l'argent à la populace pour qu'elle criât sur son passage : *Viva el rey Nicolas!* L'irritation était telle qu'un capitaine, nommé Argenton, alla jusqu'à nouer des relations avec les Anglais et leur proposer de traiter avec eux au nom d'un grand nombre de colonels et généraux de l'armée française.

(2) Les détails qui suivent sont empruntés à Miot de Melito, *Mémoires;* à Ed. Lapène, *Relation de la conquête de l'Andalousie;* à l'ouvrage de M. de Rocca, le second époux de Mme de Staël, sur la guerre d'Espagne; aux lettres de Rœderer citées par Sainte-Beuve.

armes comme point d'appui, le moindre faux pas pouvant les faire rouler dans un abîme. Dès lors, il n'y avait plus d'ordre dans la colonne. Malheur à elle, si elle était surprise dans cet état de dispersion par l'ennemi embusqué au passage d'un défilé. Posté d'avance et sûr de son tir, l'Espagnol désignait à haute voix, avec un raffinement de cruauté, la victime qu'il voulait atteindre : « A l'officier ! au sergent ! » et l'officier ou le sergent tombaient frappés à mort. Les prisonniers non blessés étaient sou-

Fig. 232. — ▭ Lignes de défense de Torrès-Védras.

	Ouvrages.	Canons.	Hommes.	Développement.
1re ligne.	70	319	18.683	46.000m
2e ligne.	69	215	15.444	38.000
3e ligne avec réduit.	13	94	»	2.700
	152	628	34.127	86.700

vent pendus ou brûlés vifs. Il n'était pas rare que les privations vinssent s'ajouter à ces périls et à ces fatigues : celle de l'eau était la plus cruelle. Après plusieurs heures de marche par une température brûlante, une source était signalée par le guide de la colonne, mais encore à une distance éloignée ; quelques soldats, hors d'espoir de l'atteindre, s'arrêtaient, sentant leurs forces défaillir. Ils périssaient, sous les yeux de leurs camarades, de chaleur, de fatigue et de soif. Les femmes, les vieillards, les enfants mêmes prenaient part, comme ils le pouvaient, à cette guerre sans merci. « J'ai vu, dit M. de Rocca, j'ai vu (aux environs de Ronda) un garçon de huit ans venir jouer entre les

jambes de nos chevaux et s'offrir à nous servir de guide. Il conduisit un petit parti de nos hussards dans une embuscade et se sauva tout à coup dans les rochers en jetant son bonnet en l'air et en criant : Vive notre roi Ferdinand VII (1) ! »

Les Français ne pouvaient, à supposer que la chose soit possible hors de son pays, se disperser en petites colonnes pour répondre à la guérilla par la guérilla ; ils avaient à lutter aussi contre des armées régulières et surtout contre les troupes anglaises commandées par sir Arthur Wellesley, qui, après la bataille de Talavera, avait reçu les titres de baron de Douro et de vicomte de Wellington.

Wellington montra dans cette guerre des talents supérieurs, qui lui méritent de la part des hommes compétents une estime que la bataille de Waterloo, qui a fait sa renommée, ne justifierait pas. Il mettait au service d'un grand bon sens une rare fermeté de caractère. S'il n'avait qu'un petit nombre d'idées, elles étaient d'une grande justesse. Il se rendait très bien compte des difficultés diverses au milieu desquelles Napoléon s'était jeté en s'attaquant à l'Espagne. Il pensait qu'il était possible sans doute que Napoléon complétât par la conquête de la Péninsule sa domination sur le continent, mais qu'il y aurait toujours quelque réduit, tel que Gibraltar, Cadix, les montagnes au nord de Lisbonne, où l'on pourrait se retirer, se rendre inexpugnable et attendre l'écroulement du gigantesque échafaudage élevé par l'Empereur. Il reprendrait l'offensive lorsque Napoléon ne pourrait plus lui opposer que des armées à moitié détruites. En attendant, il fallait faire jouer, dans les opérations militaires, un grand rôle aux fortifications de campagne. Wellington avait les soldats les plus propres à ce genre de guerre, sans initiative, sans entrain, il est vrai, mais d'un imperturbable sang-froid et excellents tireurs. Wellington put, en 1810, faire la guerre comme il la comprenait. Retiré en Portugal, il s'oc-

(1) Coignet raconte un autre fait analogue et à peine croyable. C'était en 1808, lors de la campagne de Napoléon dans le pays. Des grenadiers à cheval étaient cantonnés dans des dépendances de la cathédrale de Burgos. Ils allaient partir pour le fourrage, lorsqu'un enfant de onze à douze ans se présente à nos grenadiers au pied d'un petit escalier qui conduisait au haut de l'édifice. Étant aperçu par l'un d'eux, il se retire pour regagner son escalier ; le grenadier le suit et le joint. Arrivé sur le palier, le petit garçon fait ouvrir une porte ; le grenadier entre avec lui, la porte se referme et les moines lui coupent la tête. Le petit garçon se montre une seconde fois, et un autre grenadier le suit ; il subit le même sort. Le petit garçon revient une troisième fois ; mais les soldats, qui n'avaient pas revu leurs deux camarades, s'inquiètent ; ils prennent leurs armes, montent, enfoncent la porte et trouvent leurs deux camarades, la tête tranchée, baignant dans leur sang, et autour d'eux huit moines avec des armes, des munitions et des vivres. « Quelle fureur pour nos vieux soldats ! dit Coignet ; on fit un massacre de ces moines scélérats. On jeta les capucins et le petit garçon par la lucarne dans leur jardin. »

Coll

Coll. Hautecœur Bastin del — Imp. F. Didot & Cie Paris

GARDE IMPÉRIALE

Dragons, Officier grande tenue — Carabinier de la garde — Gendarme d'élite de la garde — Grenadier a cheval de la garde

après 1806

cupait de fortifier d'une manière formidable les lignes de Torrès-Védras, dans la Sierra de Cintra (voir la carte, fig. 232).

La junte espagnole, quoique abandonnée par Wellington, reforma une armée qui devait marcher sur Madrid. Elle fut mise en pleine déroute par Sébastiani, lieutenant de Soult, à Ocaña (19 novembre). Cette victoire fut complétée par le brillant succès de Kellermann à Alba de Tormès. Mais le plus important était d'abord de chasser

Fig. 233. — Bataille d'Ocaña (19 nov. 1809). Tableau de Roehn.

les Anglais. Napoléon résolut une troisième invasion du Portugal : Soult dut aborder le pays par la route de Badajoz, tandis qu'une autre armée, confiée à Masséna, entrerait par la vallée du Douro et la route de Ciudad Rodrigo. Malheureusement, Soult ne s'occupa que de conquérir l'Andalousie. Joseph entra triomphalement à Séville (31 janvier) ; mais la junte s'était retirée à Cadix, et lorsque les troupes françaises arrivèrent devant l'île de Léon, le pont de Suazo était coupé. Wellington était resté immobile dans ses lignes et Masséna, retardé par Soult, ne commença ses opérations sérieuses qu'en juillet.

Après la prise de Ciudad Rodrigo par Ney, Masséna marcha sur Almeida qu'il força à capituler. Wellington s'établit sur le plateau de

Busaco, y repoussa une attaque de front, où nous perdîmes 4.000 hommes, mais l'abandonna, lorsque les Français voulurent le tourner ; il nous laissa occuper Coïmbre, et se retira dans ses lignes. Il laissa l'armée française s'user devant elles pendant cinq mois. Tandis que l'armée anglaise était bien fournie de tout par ses vaisseaux, les Français envoyaient des détachements jusqu'à cinquante lieues pour chercher des vivres. Masséna voyait la maladie, la désertion, diminuer chaque jour son armée. Pendant ce temps, Soult, sans songer à Masséna, s'emparait d'Olivenza et battait sur la Gebora une armée venue au secours de Badajoz, qui se rendit le 10 mai 1811. Quant à Victor, il se contentait d'assiéger Cadix (1). Masséna, manquant de vivres et perdant l'espoir d'être secouru à temps, se décida à décamper secrètement et à prendre la route de Coïmbre (4 mars) ; mais Wellington se met à la poursuite d'une armée qui, composée de 60.000 soldats au début de la campagne, a été réduite, presque sans combat, à 28.000 hommes. Il atteint l'arrière-garde à Pombal, à Redinha. Ney, oubliant son dépit d'être placé sous les ordres de Masséna, se montre dans cette lutte défensive ce qu'il avait été dans la guerre de Pologne. Masséna ne s'arrête qu'à Ciudad Rodrigo, et laisse les Anglais investir Almeida. Ayant reçu des renforts, il veut reprendre l'offensive, et se trouve, le 5 mai 1811, en présence de Wellington, qui avait pris une belle position sur le plateau de Fuentès de Onoro. Ce fut une nouvelle bataille de Talavera ou de Busaco. Masséna fut obligé de continuer sa retraite en abandonnant Almeida. Mais le gouverneur Brenier fit sauter les remparts pendant la nuit et, profitant de la confusion causée par un acte aussi extraordinaire, parvint à franchir avec sa garnison les lignes anglaises et à rejoindre Masséna.

Fig. 234. — Suchet, duc d'Albuféra.

(1) C'est au siège de Cadix que périt le général Sénarmont, « le Condé et le Bayard de l'artillerie ».

Wellington, tranquille de ce côté, vint au secours de Beresford, qui, avec 30.000 Portugais, s'était dirigé sur l'Andalousie, lorsque l'armée de Masséna s'était mise en retraite, et il reprit Badajoz (20 janvier 1812), malgré l'intelligente et énergique résistance de Philippon. Suchet avait seul soutenu complètement l'honneur de nos armes.

Suchet acheva d'abord la soumission de la région de l'Èbre par la prise de Lérida, de Mequinenza, de Morella (mai-juin 1810), puis de Tarragone (28 juin). Le

Fig. 235. — Retraite des Français vers la frontière espagnole. D'après une gravure anglaise du temps.

siège de Tarragone fut en réalité un combat de cinquante-quatre jours; il y eut trois sièges; il fallut conquérir successivement la forteresse d'Olivo et les deux enceintes de la ville. Dans les sièges des villes d'Espagne, les Français déployaient, les soldats comme les chefs, une patience, une bravoure, des ressources d'activité et d'intelligence qui font de l'attaque ou de la défense des places de la Péninsule la partie la plus glorieuse, pour nous, de cette longue guerre, et une des pages les plus dignes d'attention de notre histoire militaire. Car si l'on a, avec raison, une grande admiration pour les défenseurs de Girone, de Saragosse et de Tarragone, que faut-il penser de ceux qui les ont prises? Suchet, maître de Tarragone, s'empara du Montserrat, et, lorsque Macdonald eut occupé Figuières, passa au sud de l'Èbre. Il battit Blake sur les ruines de Sagonte, le rejeta dans Valence et le força à capituler avec son armée après douze jours de siège. Suchet, nommé maréchal de France après Tarragone, reçut alors le titre de duc d'Albuféra. Mais les talents militaires qu'il venait de montrer

étaient peut-être ses moindres titres à la reconnaissance de la France. Par la fermeté, la justice et l'humanité de son caractère, par la discipline et la probité qu'il exigeait de tous, par l'activité incessante d'un esprit qui suffisait aux divers devoirs d'un chef d'État, il fit de l'Aragon, dont les habitants passaient cependant pour les plus opiniâtres de l'Espagne, le seul pays de la Péninsule où le gouvernement français fut régulièrement établi et presque définitivement accepté. Lorsqu'il fut obligé de le quitter, les habitants, dans plusieurs endroits, témoignèrent au maréchal leurs regrets de son départ; à Castelhon de la Plana même, on exprima l'espoir qu'il ne tarderait pas à revenir. Mais c'était là une rare exception en Espagne.

Partout ailleurs, les diverses classes de la nation étaient unies contre Napoléon; la bourgeoisie libérale détestait en lui le despote; les nobles, le clergé et le peuple, le représentant de la Révolution; tous haïssaient l'envahisseur. Ce fut au début de 1812 que les cortès de Cadix promulguèrent une constitution imitée de notre constitution de 1791, et qui établit même la liberté de la presse, excepté pour tout ce qui a rapport à la religion.

Pendant que Masséna se trouvait arrêté devant les lignes de Torrès-Védras, il avait envoyé le général Foy à Paris pour exposer à l'Empereur les difficultés de la situation. Foy avait fait entendre que le succès n'était pas impossible en Espagne, mais qu'il y fallait « la massue d'Hercule ». Or c'est à ce moment que s'aggravaient, entre la France et la Russie, les différends qui allaient entraîner Napoléon à cette expédition désastreuse où devait périr la Grande Armée, qui seule aurait pu dompter l'Espagne.

Lorsque la joie se manifestait de toutes parts autour de Napoléon, à l'occasion de l'union de l'Empereur des Français avec Marie-Louise, Cambacérès, qui n'était pas cependant un médiocre courtisan, semblait préoccupé. Il avait fait tous ses efforts, dans le conseil tenu au sujet du mariage impérial, en faveur d'une alliance russe. Il n'avait pas réussi. « Quand on n'a qu'une bonne raison à donner, disait-il à un ami, et qu'il est impossible de la dire, il est simple qu'on soit battu. Vous allez voir qu'elle est si bonne qu'il suffit d'une phrase pour en faire comprendre toute la force. Je suis moralement sûr qu'avant deux ans nous aurons la guerre avec celle des deux puissances avec laquelle l'Empereur n'aura pas contracté d'union matrimoniale. Or une guerre avec l'Autriche ne me cause aucune inquiétude, et je tremble d'une guerre avec la Russie; les conséquences en sont incalculables. »

Mais, avant d'entrer dans le récit des événements qui amèneront la chute de Napoléon, le moment est venu de jeter un coup d'œil sur l'état intellectuel de la France, dans cette période où les armes ont occupé tant de place, mais qui mérite aussi l'attention pour les lettres, les arts et les sciences.

CHAPITRE SEPTIÈME.

LES LETTRES AU TEMPS DE NAPOLÉON.

ÉRUDITION. — ARCHÉOLOGIE. — HISTOIRE. — GÉOGRAPHIE. — PHILOSOPHIE.
ÉCONOMIE SOCIALE. — CRITIQUE. — POÉSIE. — THÉATRE. — ROMAN.

COUP D'ŒIL GÉNÉRAL SUR L'ÉTAT INTELLECTUEL AU TEMPS DE NAPOLÉON. — La période qui s'étend de 1789 à 1815 semble être remplie tout entière par les discussions de la politique et les sanglantes luttes de la guerre, *ferrea jura, insanumque forum.* Il en est peu, cependant, qui méritent d'occuper une place plus importante dans l'histoire de l'esprit humain. Pour les sciences, c'est alors qu'apparaissent les inventions de génie et les théories générales que le reste du siècle réalisera dans leurs applications pratiques, sans y ajouter beaucoup de principes nouveaux : la géométrie descriptive de Monge, la mécanique analytique de Lagrange, la mécanique céleste de Laplace, les travaux de Cuvier, de Jussieu et de Geoffroy Saint-Hilaire, la pile de Volta, la locomotive, l'éclairage au gaz, le bateau à vapeur. Pour l'histoire des arts, se présentent aussi des faits de la plus grande importance : c'est alors que commence à se constituer, avec Carstens et ses disciples, cette seconde école allemande qui rend à la patrie d'Albert Durer, de Lucas Kranach et d'Holbein une gloire à laquelle elle semblait avoir renoncé depuis la Réforme. Les écoles de Dresde, de Munich, de Dusseldorf, de Berlin se préparent avec les peintres Cornélius et Begas, les architectes Léon de Klenze et Schinckel. La sculpture n'avait

eu jusque-là, en Allemagne, que peu de noms dont la postérité se soit occupée. Mais alors cet art, qui semblait le privilège des races latines, y prend un développement imprévu avec Thorvaldsen, avec Dannecker, Schadow, ainsi que leurs émules plus jeunes, Tieck, Rauch, et d'autres qui ne tardèrent pas à devenir célèbres.

C'est alors que la peinture anglaise, continuant les traditions de Reynolds et de Gainsborough, justifie avec West, Lawrence, Opie, Wilkie, Romney, surtout avec ses paysagistes Constable, Crome, Turner, etc., ses prétentions à constituer une véritable école. Elle va même agir à son tour sur le continent et y répandre le sentiment de la nature, aimée dans sa simplicité et pour elle-même. Elle a aussi un grand sculpteur dont la renommée devient européenne, Flaxmann. L'Italie adopte les principes artistiques de la France ; Pompeo Battoni, en mourant, a légué sa palette au jeune David. Camuccini, Appiani suivent les exemples donnés par celui que Battoni leur a désigné comme le maître de l'art ; mais l'Italie cite surtout avec orgueil des sculpteurs comme Canova et Bartolini. Tenerani a trente ans en 1815. L'Espagne, malgré sa décadence, peut être fière du peintre Goya et du sculpteur Alvarès.

Cependant, la France occupe sans conteste le premier rang avec David et son école ; mais l'art français n'est pas aussi exclusif que la domination de David pourrait le faire croire, domination moins impérieuse d'ailleurs que celle de Lebrun, sous Louis XIV. Il suffit de rappeler les grands succès obtenus par Gros et Prudhon ; de plus, la peinture de genre, la peinture d'animaux, de paysages et de fleurs tient dans notre école une place honorable ; d'ailleurs, c'est avant 1815 que commence à se montrer dans les arts une école nouvelle qui pourra produire des œuvres plus considérables, mais ne donnera rien de supérieur au *Hussard chargeant* de Géricault.

Pour la musique, si Mozart est mort au moment où Bonaparte fixe les regards du monde, Haydn poursuit sa glorieuse vieillesse, Beethoven a produit déjà avant la chute de Napoléon des œuvres qui lui donnent le premier rang parmi les musiciens, et que ses œuvres postérieures mêmes ne dépasseront point (1). Autour d'eux se presse une génération digne de pareils modèles, Kozeluch, Wranitzky, Weigl, l'abbé Vogler et ses élèves : Weber, Pierre de Winter et Meyerbeer (2), Steibelt, etc. Il a fallu des génies de cette hauteur pour enlever à l'Italie sa prépondérance musicale, car elle possède encore Cimarosa (mort en 1805) et Paisiello (mort en 1816), sans compter Zingarelli, Guglielmi (mort en 1804), etc. Cherubini, Spontini sont dans toute la force de leur talent ; Rossini, à l'âge de vingt et un ans, fait représenter, en 1813, son dixième opéra, *Tancrède*, qui affirme des tendances nouvelles et marque déjà très nettement la première manière de ce génie prodigieusement flexible qui, en passant par *Otello*, *Sémiramis* et *Moïse*, devait arriver à *Guillaume Tell*. Cherubini et Spontini, comme Rossini, sont des gloires à moitié françaises. Les musiciens français de ce temps, trop oubliés, on peut même dire surtout oubliés par leurs compatriotes, n'ont d'ailleurs rien à leur envier.

(1) Ditters de Didersdorf était mort en 1799, Naumann en 1801.

(2) Meyerbeer (1794-1864), nommé à dix-sept ans compositeur de la cour de Hesse-Darmstadt, avait déjà écrit beaucoup de musique religieuse et un oratorio intitulé : *Dieu et la Nature*, lorsqu'il aborda le théâtre avec *la Fille de Jephté* (1812) et *Abimelech* (1813).

Dans la littérature proprement dite, la langue française, qui a Chateaubriand, J. de Maistre et M^me^ de Staël, ne peut lutter cependant avec l'Allemagne et l'Angleterre. En Angleterre, pour ne citer que les traits dominants, l'éloquence politique est à son apogée, avec Fox, Shéridan, Pitt, Burke ; d'autre part, la poésie, suivant la voie que vient d'ouvrir Cowper ou reprenant en partie la tradition shakespearienne, se renouvelle avec Wordsworth, Crabbe, Southey, et surtout Byron, que son *Pèlerinage de Child Harold* (1811) place déjà au premier rang des poètes de son temps. En Allemagne, jamais la littérature n'avait jeté un aussi vif éclat; le com-

Fig. 236. — Monument de la reine Louise de Prusse, à Berlin. Sculpture de Rauch.

mencement du dix-neuvième siècle est sa période classique. Klopstock et quelques autres survivants des premières luttes qui ont fondé la littérature nouvelle, assistent aux triomphes incontestés de la génération qui les suit et que dominent les noms des deux rivaux et amis Gœthe et Schiller.

C'est aussi l'Allemagne qui occupe alors le premier rang pour la philosophie : Kant, le nouveau Descartes, a relevé le drapeau de la métaphysique et du spiritualisme, qui n'avait jamais été complètement abandonné, même en France, au dix-huitième siècle, quoiqu'il eût semblé reculer devant des doctrines plus bruyantes. Il peut mourir avec la consolation de voir la grande tradition philosophique renouée. Schelling, Hégel, Fichte sont déjà célèbres dans les universités. Bientôt, ces doctrines vont se répandre en Europe et faire paraître bien pâles les travaux honorables, mais un peu vulgaires, de l'école psychologique des philosophes écossais, qu'il y aurait cependant injustice à

oublier dans une revue, si sommaire qu'elle soit, du mouvement philosophique à cette date. Pour l'érudition, l'Allemagne et la France se disputent encore le premier rang, que l'Allemagne va plus tard occuper seule, mais sans laisser sa rivale à une aussi grande distance qu'elle l'a proclamé.

Après avoir jeté ce rapide coup d'œil sur l'état intellectuel de l'Europe pendant la période napoléonienne, nous nous bornerons désormais à la France.

Napoléon et les lettres. — Prix décennaux. — Jamais, au reste, le public n'avait semblé prendre plus de goût aux institutions scientifiques et littéraires, et la liste serait longue des établissements qui, sous le nom de lycées, athénées, etc.,

Fig. 237. — Figures allégoriques placées sur les colonnes de la place de l'Hôtel-de-Ville à l'occasion des fêtes du mariage de Napoléon et de Marie-Louise. Composition de Prud'hon.

offraient au public, moyennant une rétribution variable, des cours, conférences ou concerts.

Napoléon aimait la grandeur sous toutes ses formes et savait quel lustre donne la gloire scientifique, littéraire et artistique à un empire, quelque glorieux qu'il soit déjà par les armes. Il aimait d'ailleurs les lettres et surtout les arts pour eux-mêmes. Quant aux sciences, il les avait étudiées comme un homme qui en a besoin pour son métier. C'est à ce titre qu'il était entré à l'Institut. A Sainte-Hélène, il cherchait et trouvait quelque distraction dans la résolution de problèmes de mathématiques supérieures. Il voulut non seulement protéger, mais encore diriger les arts, les lettres et les sciences, et fut trop porté parfois à les considérer comme un département de son administration. Une censure ombrageuse qui faisait mettre au pilon l'*Allemagne* de Mme de Staël, quoique l'auteur eût retranché ou modifié les passages que l'administration lui avait signalés, était faite pour décourager d'avance les écrivains supérieurs, qui ont en général d'autant plus d'indépendance qu'ils ont plus de génie.

Cependant, Napoléon, qui favorisa plus d'une fois de pensions et de secours importants les savants, les artistes et les écrivains, en accorda même parfois à ceux qu'il savait hostiles; mais ils n'avaient pas l'autorité de M^me^ de Staël, et, si la suppression de l'*Allemagne* fut une injustice, elle ne fut pas une inconséquence (1).

Un décret du 24 fructidor an XII, remontant par conséquent aux premiers mois du gouvernement impérial institua *les prix décennaux :* neuf prix de 10.000 francs, onze prix de 5.000 francs à décerner tous les dix ans à l'anniversaire du 18 brumaire. Le nombre en fut augmenté en 1809, date du premier concours.

Ces prix s'adressaient également aux sciences, aux arts, à la littérature dans toutes

Fig. 238. — Suite de la figure précédente.

ses branches, histoire, érudition, philosophie, poésie; il y avait même un prix spécial de poésie épique. On y remarquait aussi un prix de premier ordre pour la fondation d'un établissement agricole et industriel, dix prix de second ordre pour les traductions de textes anciens ou orientaux, trois de second ordre pour de petits poèmes anecdotiques sur les gloires nationales. Les rapports qui furent présentés à l'Empereur, en 1808, à cette occasion, au nom des diverses classes de l'Institut, sont, malgré ce que le caractère officiel peut leur enlever de liberté dans l'appréciation et de vivacité dans l'expression des idées, les documents les plus précieux sur le mouvement intellectuel du temps (2). Ces rapports furent rédigés par les secrétaires perpétuels de l'Institut : pour les sciences mathématiques, par Delambre ; pour les sciences naturelles, par Cuvier ; pour

(1) Joseph Chénier, qui avait écrit des pièces très violentes contre l'Empereur et les faisait courir en manuscrit, s'adressa cependant à lui, lorsqu'il fut tombé dans l'indigence, et lui écrivit une lettre pour lui exposer sa situation. Napoléon lui fit donner une pension de 8.000 fr. Plus tard ayant appris que Chénier était malade et qu'il n'avait pas tous les soins que réclamait son état, il lui envoya 6.000 fr. sur sa cassette.

(2) A l'occasion de l'exposition de 1867, des mémoires analogues furent rédigés par ordre de Napoléon III.

la littérature proprement dite, par Joseph Chénier; pour l'histoire et la littérature ancienne, par Dacier.

ÉRUDITION. — FOUILLES. — ARCHÉOLOGIE ET PHILOLOGIE ÉGYPTIENNES, ORIENTALES, GRECQUES, LATINES. — Le rapport de Dacier correspond aux diverses matières dont s'occupe l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Le sujet qu'on s'attendrait à y voir prendre, sinon la plus considérable, du moins la première place, devrait être, à ce qu'il semble, l'étude des antiquités égyptiennes. Mais il y avait trop peu de temps que cette étude était commencée, pour qu'elle eût donné de grands résultats. Elle n'y occupe que quelques pages. Cependant l'expédition de Bonaparte marque une date dans l'histoire de la science. C'est elle qui a créé l'Égyptologie. Cette branche, spécialement française à l'origine, l'est encore restée aujourd'hui. Le gouvernement impérial publia un ouvrage sur l'expédition d'Égypte; c'est une des œuvres les plus magnifiques sorties des presses de l'Imprimerie impériale, mais qui malheureusement a été écourtée, un grand nombre des documents qui devaient être publiés ayant été égarés par une négligence vraiment inexplicable. Cependant, CHAMPOLLION, nommé à dix-neuf ans (1809) professeur au lycée de Grenoble, puisait dans les conversations du préfet de l'Isère, Fourier, ancien membre de l'Institut d'Égypte, le goût des antiquités égyptiennes. Il concevait déjà le projet, qui paraissait chimérique, malgré les travaux récents de Zoega, d'expliquer les hiéroglyphes, et, dès 1814, il préludait à ses immortelles découvertes par son ouvrage : *l'Égypte sous les Pharaons, ou Recherches sur la géographie, la religion, la langue et les écritures de l'Égypte avant l'invasion de Cambyse.*

L'étude du sanscrit, quoique très récente aussi, était plus avancée, grâce à la *Société Asiatique* fondée à Calcutta, en 1784, par W. JONES. La langue sanscrite, étudiée par quelques Européens dans l'Inde, était signalée à l'Académie des inscriptions, dès 1784, par le jésuite *Cœurdoux,* qui appelait surtout l'attention sur ses analogies nombreuses et imprévues avec le grec, le latin et les langues qui en dérivent. Toutefois l'étude n'en fut introduite en France qu'au commencement du dix-neuvième siècle, notamment par A.-L. de CHÉZY. ANQUETIL-DUPERRON (1751-1801) avait déjà fait connaître en partie les plus anciennes doctrines religieuses de l'Inde, par sa traduction latine d'une version persane abrégée des Védas. Anquetil-Duperron, par ses études sur les anciens textes persans, compte parmi les premiers philologues de son temps et fut le précurseur d'Eugène Burnouf, qui reconstitua la langue zend. L'étude des antiquités et de la langue phéniciennes avait été fondée par l'abbé Barthélemy, mort en 1795. Celle des autres langues sémitiques (arabe, chaldaïque, syriaque, hébraïque, etc.) était aussi poussée avec activité. SYLVESTRE DE SACY publiait sur la plupart de ces langues des travaux qui auraient suffi à sa gloire, sans parler de ses ouvrages sur la langue turque et la littérature persane. Il connaissait vingt langues (1). Nul n'était plus en état de traiter de grammaire générale; en 1799, il publia ses *Principes de grammaire universelle,* un

(1) Il avait déjà pour rival ÉTIENNE QUATREMÈRE qui, dès 1815, à l'âge de trente-trois ans, faisait partie de l'Académie des inscriptions.

des ouvrages les plus remarquables qu'on eût jusque-là sur ce sujet. Le grand nombre d'idiomes sur lesquels se portait l'attention des savants allait amener le développement d'une science qui existait à peine alors, la Philologie comparée. La grammaire, en Europe, avait été surtout philosophique, s'occupant du sens intime des mots (1).

Les grammairiens indiens nous apprirent la grammaire étymologique, la grammaire qui s'occupe de la composition des mots et les analyse dans leurs éléments phonétiques. L'érudit de génie Fréret et le grand ministre Turgot, dans son article : *Étymologie* (dans l'*Encyclopédie*), avaient déjà indiqué l'importance de ce genre d'études.

Fig. 239. — Motifs décoratifs. (Même provenance que la figure précédente.)

Mais la philologie comparée moderne remonte véritablement à l'Allemand Bopp, qui publiait, en 1816, sa *Comparaison de la conjugaison dans les langues indo-européennes*, vers le temps où Raynouard préparait sa grammaire comparée des langues romanes. L'Imprimerie impériale était un établissement unique en Europe pour les caractères orientaux; Fourmont et de Guignes le père (1721-1800) avaient fait graver déjà 118.000 caractères chinois; de Guignes le fils (1759-1845) compléta les travaux de son père, et l'Imprimerie impériale ne mit pas plus de quatre ans (de 1809 à 1813) pour terminer le *Dictionnaire chinois-latin-français* (2).

Les nouveaux horizons qui s'ouvraient devant les philologues ne nuisaient en rien à l'ancienne philologie classique : les antiquités grecques et latines étaient plus que jamais en honneur. L'armée elle-même était toute pleine des souvenirs d'Athènes,

(1) A cette école appartiennent encore les *Éléments de Grammaire générale*, de l'abbé Sicard, l'instituteur des sourds-muets, ouvrage qui le fit entrer à l'Académie française.

(2) On sait que les Chinois ne connaissent pas les caractères que nous appelons les lettres; la langue chinoise est syllabique, et l'écriture chinoise a presque autant de caractères différents que de mots.

de Sparte et de Rome. Il suffit de rappeler la fête donnée à Mantoue, en l'honneur de Virgile (26 vend. an VI, 15 octobre 1797). Partout où s'étendait la suprématie française, les *monuments antiques* étaient réparés et des fouilles étaient faites. A Tivoli, le général Miollis consolidait le fameux Temple de la Sibylle et faisait établir la promenade qui conduit du temple jusqu'au bord du torrent; à Rome, le Forum de Trajan commençait à être déblayé ainsi que le Campo Vaccino, l'ancien Forum. Les fouilles de Pompeï, qui, sous le gouvernement français, prenaient un développement considérable, auraient seules suffi à appeler l'attention de tous les esprits cultivés sur cette civilisation gréco-romaine d'où la nôtre est issue (1). Elles inspiraient à Mme de Staël des pages éloquentes dans sa *Corinne,* et Mazois commençait, en 1813, la publication de ses *Ruines de Pompeï* (4 vol. in-fol.). Ce magnifique ouvrage, ainsi que la publication plus magnifique encore de l'*Expédition d'Égypte,* sortaient des ateliers de Pierre et Firmin Didot. Les Didot, qu'on pourrait appeler les Estienne du dix-neuvième siècle, et dont le nom se trouve justement réuni à celui de ces grands imprimeurs de la Renaissance française sur les murs du Cercle de la librairie, se trouvent mêlés au mouvement scientifique et artistique de leur temps, comme au mouvement littéraire. Nous les y retrouverons. Firmin Didot cultivait même les lettres pour son propre compte, et donnait, en 1806, une traduction en vers des *Bucoliques* de Virgile. Petit-Radel étudiait les monuments pélasgiques de la Grèce et de l'Italie et commençait sa précieuse collection de modèles représentant les principaux d'entre eux (2). D'Ansse de Villoison avait publié, en 1788 d'après un manuscrit qu'il avait découvert à Venise (1785), une édition de l'*Iliade,* qui renouvelait les études homériques. Les scholies de ce manuscrit de Venise, publiées et interprétées par Villoison, donnaient à Frédéric-Auguste Wolf des armes précieuses pour défendre ses théories sur les poèmes homériques, où, reprenant, sans s'en douter, les vues profondes indiquées par Vico dans sa *Science nouvelle,* il soulevait une controverse passionnée qui n'est pas encore terminée aujourd'hui. Wolf avait publié ses *Prolégomènes sur Homère* en 1795. Villoison, effrayé de cette critique révolutionnaire, assimilant dans son indignation les attaques de Wolf contre la personnalité d'Homère aux attaques des terroristes contre les principes fondamentaux de la société, déplorait, dans les dernières années de sa vie, la découverte de ce manuscrit de Venise, qui avait fait sa gloire mais avait permis d'appuyer de raisons spécieuses de pareils blasphèmes.

Lorsque Villoison mourait, en 1805, avec la réputation du plus savant helléniste français de son temps, il ne pensait pas que, parmi ceux qui pourraient prétendre à lui succéder, se trouvait le fils d'un pauvre tisserand d'Harville, qui, après avoir fait ses études comme boursier au collège d'Harcourt, avait été obligé, pour vivre, d'occu-

(1) A Rome, les grands travaux de fouilles furent faits en 1812 et 1813. On détruisit les constructions qui couvraient le centre du Forum de Trajan. A Pompeï, le gouvernement de Joseph Bonaparte, puis de Murat, mit fin au système suivi sous les Bourbons. Charles III et son successeur ne faisaient travailler que pour trouver des statues ou des objets de prix; on laissait les constructions tomber en ruine, si même on ne comblait les fouilles déjà faites. Le gouvernement français comprit que la ville de Pompeï était surtout ce qu'il fallait dégager et conserver.

(2) Cette collection se trouve à la bibliothèque Mazarine, à laquelle il l'a léguée.

per une place de commis chez un marchand à la Halle. Nous voulons parler de Louis BURNOUF, l'auteur de la *Méthode pour étudier la langue grecque,* ouvrage qui laissait bien loin derrière lui tous les ouvrages analogues publiés jusqu'alors (1). Cet ouvrage parut à Paris en 1813. Cette année même, l'Académie des inscriptions recevait

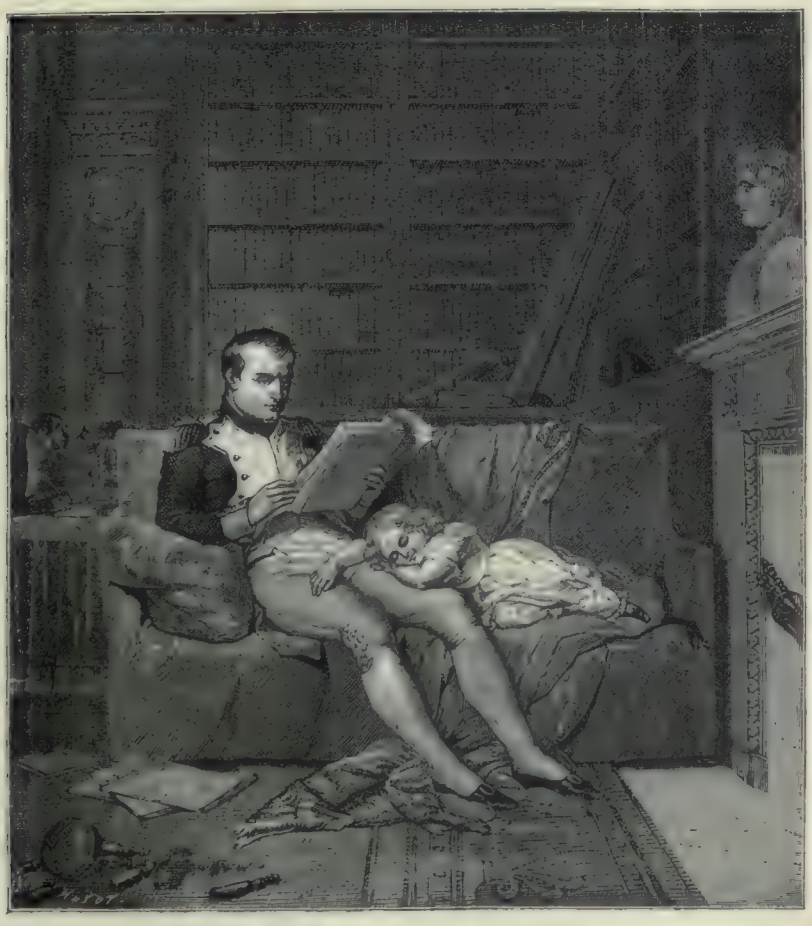


Fig. 240. — Napoléon et son fils. Peint par Steuben.

BOISSONADE qui, depuis 1809, faisait apprécier, dans son cours de littérature grecque à la Faculté des lettres, une profonde érudition jointe à la sagacité de l'esprit et à l'élégance du goût. GOSSELIN et WALCKENAER publiaient de savants travaux sur la géographie ancienne. SAINTE-CROIX rééditait, en 1804, son *Examen critique des historiens d'Alexandre.* Mais Strasbourg l'emportait à la même époque sur Paris pour

(1) La *Grammaire* de Matthiæ n'est que de 1825-27.

la philologie grecque et latine, avec JACQUES OBERLIN (1), BRUNCK, les SCHWEIGHŒUSER, et SCHŒLL, dont les consciencieuses histoires de la littérature grecque et de la littérature latine peuvent être encore consultées avec fruit.

Un Allemand, AUGUSTE DE SCHLEGEL, déjà célèbre dans son pays, prenait rang parmi les écrivains français en publiant en notre langue une comparaison de la *Phèdre* d'Euripide et de la *Phèdre* de Racine, où l'auteur français était sacrifié à son modèle grec. Son *Cours de littérature dramatique* (1809-1811) fut traduit en français dès 1814, et les discussions que ce livre souleva contribuèrent à donner une vive impulsion à la critique littéraire en France, surtout à la critique de l'antiquité.

HISTOIRE. — Le gouvernement faisait continuer les grands recueils de documents dont les troubles de la Révolution avaient arrêté la publication, le *Recueil des historiens de la France,* le *Recueil des ordonnances des rois de France,* l'*Histoire littéraire de la France.* Quelques autres grandes collections étaient entreprises sans l'appui du gouvernement ; par exemple, la *Biographie universelle,* rédigée par les premiers écrivains du temps, sous la direction de Michaud, avait déjà 18 volumes en 1814. Napoléon attachait une grande importance à ce que l'histoire fût enseignée dans un sens conforme à l'esprit du gouvernement. Sainte-Beuve, dans son étude sur Fontanes, cite une curieuse note dictée par l'Empereur à Bordeaux, le 12 avril 1808, et adressée au ministre de l'intérieur. Il s'agissait de la demande faite par M. Halma, bibliothécaire de l'Impératrice, d'être nommé continuateur de Velly, Villaret et Garnier, ainsi que du président Hénault pour l'*Abrégé chronologique.* Le ministre Crétet avait pensé qu'il n'y avait pas lieu de donner suite à cette demande, par la raison que ce n'était pas au gouvernement à intervenir en pareille occasion. Ce ne fut pas l'opinion de l'Empereur.

« Je n'approuve pas, dit-il, les principes énoncés par le ministre de l'intérieur. *Il est de la plus grande importance* de s'assurer de l'esprit dans lequel écriront les continuateurs. La jeunesse ne peut bien juger les faits que d'après la manière dont ils lui seront présentés. La tromper en lui retraçant des souvenirs, c'est lui préparer des erreurs pour l'avenir. J'ai chargé le ministre de la police de veiller à la continuation de Millot, et je désire que les deux ministres se concertent pour faire continuer Velly et le président Hénault. » Suit un large tableau de la manière dont doivent être présentées les diverses époques de l'histoire de notre pays jusqu'en l'an VIII, terme de l'ouvrage. « Il faut, dit-il, faire sentir à chaque ligne l'influence de la cour de Rome (on voit bien que l'on est en l'an VIII)... On doit peindre les massacres de septembre et les horreurs de la Révolution du même pinceau que l'Inquisition et le massacre des Seize. Mais il faut avoir soin d'éviter toute réaction en parlant de la Révolution ; aucun homme ne pouvait s'y opposer... Il faut faire remarquer le désordre perpétuel des finances, le chaos des assemblées provinciales, les prétentions des parlements, le défaut de règle et de ressorts dans l'administration..., de sorte qu'on respire

(1) Il est le frère de Frédéric Oberlin qui, pasteur du Ban-de-la-Roche (vallée supérieure de la Schirmek), civilisa sa paroisse et fut le bienfaiteur de la contrée.

en arrivant à l'époque où l'on a joui des bienfaits dus à l'unité de lois, d'administration et de territoire. Lorsque cet ouvrage bien fait, et écrit dans une bonne direction, aura paru, personne n'aura la volonté et la patience d'en faire un autre, surtout quand, loin d'être encouragé par la police, on sera découragé par elle. »

« Ce qu'il y a de profondément vrai et de radicalement faux dans cette note mémorable, ajoute Sainte-Beuve, serait matière à longue méditation. » Napoléon, qui décrétait ainsi l'esprit de l'histoire, était cependant le même qui disait, quelques mois plus tard, à Saint-Cloud (19 septembre 1809), en s'adressant à Fontanes : « Savez-vous ce que j'admire le plus dans le monde, c'est l'impuissance de la force à organiser quel-

Fig. 241. — L'Empereur, en voiture, accompagné d'une nombreuse escorte, passe sur le quai des Tuileries, devant le pont de la Concorde orné de statues. Dessin lavé. (Collection Hennin.)

que chose. Il n'y a que deux puissances dans le monde, le sabre et l'esprit. J'entends par l'esprit les institutions civiles et religieuses. A la longue, le sabre est toujours battu par l'esprit. »

Les hommes de talent ne manquaient pas pour réaliser le projet de Napoléon. Mais, par cela même qu'ils avaient du talent, il leur aurait été bien difficile de le plier si exactement aux exigences du pouvoir. De Montlosier, revenu de l'émigration, avait entrepris, sur l'invitation de l'Empereur, des travaux sur l'histoire de France qui furent interdits par la police impériale, à cause de leurs tendances féodales et de leur fierté nobiliaire. Gaillard, arrivé à soixante-quatorze ans, ajoutait à ses nombreux travaux une *Histoire de la rivalité de la France et de l'Angleterre,* dont la publication (1801-1807) ne fut terminée qu'un an après sa mort. Anquetil, non moins âgé, publiait, en 1805, son *Histoire de France.* Daunou se consolait des déceptions de sa vie politique par ses leçons du Collège de France, publiées après sa mort sous le titre de *Cours d'études historiques,* ouvrage considérable et encore utile

(20 volumes in-8°, 1842-1849) (1). Mais SIMONDE DE SISMONDI (1773-1842) commence, en 1807, la publication de son *Histoire des républiques italiennes,* qui reste son titre le plus remarquable, et donne, en 1813, son *Histoire des littératures du midi de l'Europe,* ouvrages qui annoncent dignement le renouvellement des études historiques et critiques qui doit être une des gloires de notre siècle (2). CHARLES LACRETELLE continuait plutôt la tradition de Voltaire dans son *Précis historique de la Révolution française* et son *Histoire de France pendant le dix-huitième siècle.*

A côté de ces deux noms qui ont conservé, surtout le premier, une juste notoriété, on doit placer celui de KOCH, qui a rendu à l'histoire des services trop oubliés, par son *Histoire des traités de paix entre les puissances de l'Europe depuis la paix de Westphalie* et surtout son *Tableau des révolutions de l'Europe* (3). Koch était professeur à

(1) Napoléon l'avait chargé, en 1807, au moment où l'on pouvait considérer comme possible la reconstitution de la nationalité polonaise, de publier l'*Histoire de l'anarchie de la Pologne,* œuvre de Rulhière, mort en 1791. Cet ouvrage posthume est resté le principal titre de son auteur.

(2) Alors commençaient aussi à se faire connaître des hommes qui devaient être l'honneur de la période suivante dans les études historiques et disputer à Sismondi la place qu'il continuait à occuper : DE BARANTE (*Tableau de la littérature française au XVIIIe siècle* 1809); AUGUSTIN THIERRY, dont nous avons déjà eu l'occasion de citer le nom ; GUIZOT, qui préludait comme Barante par des travaux de critique (*Dictionnaire des synonymes français,* 1808 ; *De l'état des beaux-arts en France,* 1810; *Vies des poètes français du siècle de Louis XIV*) à ses grands travaux historiques.

(3) GÉOGRAPHIE. — Nous nous contenterons d'indiquer en note les principaux faits de l'histoire de la géographie, qui pourraient être l'objet d'un chapitre distinct.

L'ouvrage le plus considérable est la *Géographie mathématique, physique et politique de toutes les parties du monde,* que MALTE-BRUN composa avec son maître MENTELLE (1803-1805, 16 vol. in-8° et atlas). RAMOND était moins populaire, mais faisait des travaux plus originaux et donnait des modèles dans ses *Études sur les Pyrénées,* qui contiennent, à côté des observations scientifiques, des descriptions qui ont mérité les éloges de Michelet. VOLNEY publiait, en 1803, son *Tableau du climat et du sol des États-Unis.* Les explorations lointaines furent rares, surtout de la part des Français, dans les quinze premières années du siècle ; on le conçoit sans peine. Nous citerons cependant le voyage de JAUBERT en Perse, et celui de NICOLAS BAUDIN en Océanie (1800-1803), et surtout les travaux de l'Institut d'Égypte. On peut aussi rappeler, à propos de la France, le nom illustre entre tous d'ALEXANDRE DE HUMBOLDT qui, en appliquant aux explorations géographiques sa science universelle et la rare étendue de son esprit, marque une époque dans l'histoire de la géographie. Il s'était lié intimement avec Desaix, lorsque, en qualité de secrétaire de Hardenberg, il avait accompagné le diplomate au camp de Moreau. Il avait cherché à accompagner Bonaparte en Égypte, et ce n'était qu'après avoir échoué dans sa tentative, qu'il s'était tourné du côté de l'Amérique. D'ailleurs, il partage le mérite de ce célèbre voyage avec un Français, le naturaliste BONPLAND. Bonpland accompagna Humboldt dans son ascension du Chimborazo, où les deux voyageurs s'élevèrent (23 juin 1802) jusqu'à une hauteur d'environ 5.300 mètres. Ils revinrent ensemble en France. Bonpland apportait 6.000 plantes inconnues en Europe, dont il fit don au Muséum. Napoléon le récompensa par une pension de 6.000 francs et, bientôt après, par la place de surintendant des cultures de la Malmaison. Humboldt se fixa à Paris en 1805, et y resta jusqu'en 1827, sauf de courtes absences, malgré les guerres que la France soutint contre son pays. Nos plus illustres savants lui servirent de collaborateurs pour ses vastes et brillantes publications. Quelle que soit la gloire de Humboldt, il est certain que la géographie d'exploration subit un temps d'arrêt au commencement du dix-neuvième siècle. Mais une branche des sciences géographiques qui est dans tout son développement, c'est la géographie militaire. Aucun général, en effet, n'a tiré un plus grand parti de l'étude de la carte que NAPOLÉON. Aussi, un de ses premiers soins, lorsqu'il avait occupé militairement un pays, était-il de faire exécuter le levé avec le plus d'exactitude possible. C'est ainsi que nous avons, aux Invalides, les plans en relief de la plupart des places fortes de l'Europe. Le corps des ingénieurs géographes, qui devait se confondre avec l'état-major, prend une importance croissante. JACOTIN, chef de la section topographique au ministère de la guerre, dirigea l'exécution de l'atlas de l'Égypte et de la Syrie, de la

Strasbourg, dont l'université servait comme de lien entre la civilisation française et la civilisation allemande.

PHILOSOPHIE. — C'est par Strasbourg surtout, que les idées nouvelles apparues en Allemagne se répandaient sur la rive gauche du Rhin. On est surpris de voir combien Kant était connu et apprécié, dès 1807, dans le rapport de Dacier. Mais il avait eu

Fig. 242. — Le Roi de Rome. D'après Lawrence. (Phot. de Braun.)

cependant peu d'influence sur notre école philosophique, qui se traînait assez péniblement à la suite de Locke et de Condillac. Le gouvernement impérial se montrait

carte de Corse, etc. L'officier d'artillerie BACLER D'ALBE, que nous retrouverons en parlant de la peinture (car il n'abandonna jamais sa première vocation), dressa, après le traité de Campo-Formio, le théâtre de la guerre. Devenu général, puis directeur du Dépôt de la guerre, en 1813, il rendit les plus grands services en formant des artistes géographes et en sauvant les cuivres de la carte de Cassini, que les alliés voulaient nous enlever. Le colonel d'état-major BORY-SAINT-VINCENT prenait une place honorable, non seulement parmi les géographes militaires, mais parmi les naturalistes et les érudits, par de savants mémoires qui devaient le faire entrer à l'Académie des sciences. La construction des cartes marines reçut aussi des perfectionnements notables. BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, tout en travaillant jusqu'en 1807 à l'atlas du Voyage de d'Entrecasteaux, donna un très beau plan de l'Escaut, releva les côtes de l'Istrie et de la Dalmatie, et fit, en 1811, le même travail pour les côtes septentrionales de l'Allemagne

de moins en moins favorable aux études philosophiques, qui conduisaient, pensait-il, aux idées révolutionnaires, et il était bien près de considérer comme révolutionnaire toute tentative d'opposition libérale. Un « idéologue » était toujours pour Napoléon, sinon un ennemi, du moins un homme à surveiller.

Toutefois, c'est pendant le Consulat et l'Empire que se prépara le renouvellement de la philosophie française. Sous le Consulat, le vieux SAINT-LAMBERT, l'auteur du poème des *Saisons*, achève la publication de son *Catéchisme universel*, ou principe des mœurs chez toutes les nations (1798-1801), ouvrage qui obtient de l'Institut le grand prix de morale, quoique l'auteur y soutienne au fond des doctrines matérialistes et ne s'élève pas au-dessus de la morale de l'intérêt (1). A la fin de l'Empire, les idées n'étaient plus les mêmes. Cette transformation se manifesta même dans les cours publics faits sous le patronage du gouvernement. LAROMIGUIÈRE, élève de GARAT, faisait, à la Faculté des lettres, de 1811 à 1813, un cours auquel la facilité de la parole, la clarté et l'élégance de l'exposition donnaient un grand succès, et où le professeur, sans rompre avec l'école officielle, s'en détache déjà par plus d'un point.

Vers le même temps, débutait, dans la chaire d'histoire de la philosophie, un ancien proscrit de fructidor, ROYER-COLLARD. Son enseignement était tout le contraire de celui de Laromiguière ; ses leçons étaient lues ; le style en était serré, concis, mais la forme grave et belle rappelait les écrivains du dix-septième siècle. Il y exposait des doctrines qui, ayant été longtemps négligées, paraissaient nouvelles. C'est en 1811, devant une cinquantaine d'auditeurs, qu'il commença un cours qui ne devait durer que deux ans et demi, mais laisser une trace ineffaçable. Royer-Collard ne dépassait guère cependant l'enseignement de l'école écossaise.

La France possédait alors un philosophe autrement original et profond, MAINE DE BIRAN, proscrit de fructidor comme Royer-Collard. En 1802, l'Institut le couronnait pour son mémoire sur l'influence de l'habitude. Ce succès était remporté sous les auspices de l'école de Condillac. Mais il était facile d'y voir d'autres inpirations. En 1805, dans sa *Décomposition de la pensée,* il entre dans une voie nouvelle, et montre les lacunes du sensualisme. Cette tendance s'affirme dans son étude sur l'aperception interne immédiate, qui obtint un accessit de l'Académie de Berlin (1807), et surtout dans ses *Rapports du physique et du moral,* couronnés, en 1811, par la Société Royale de Copenhague. Il y avait là une manière de comprendre et de traiter les sujets philosophiques que la langue française ne connaissait plus guère depuis les *Nouveaux Essais sur l'entendement humain* de Leibnitz. Cet ouvrage est comme la contrepartie des douze mémoires que le célèbre médecin Cabanis (1757-1808) avait réunis sous le même titre (2).

(1) Vers le même temps, il est vrai, LOUIS-CLAUDE DE SAINT-MARTIN, le philosophe méconnu, complétait l'exposition de ses doctrines mystiques ou spiritualisme pur, dans son *Coup d'œil philosophique sur la nature des êtres* (1800) et dans le *Ministère de l'homme-esprit* (1802). Mais ces ouvrages ne s'adressaient qu'à un petit nombre d'adeptes.

(2) Vers le même temps, l'abbé EMMERY, qui avait obtenu du Premier Consul le rétablissement du séminaire de Saint-Sulpice, réimprimait, en 1803, son *Esprit de Leibnitz*, sous le titre : *Pensées de Leibnitz sur la religion et la morale.* Dans cet ouvrage, comme dans ses *Pensées de Descartes* (1811), il s'attache à soutenir la religion par la philosophie.

Avec Maine de Biran, c'est parmi les savants qu'on trouverait les idées philosophiques les plus originales. Les noms de CUVIER, de GEOFFROY SAINT-HILAIRE, surtout de LAMARCK, pour sa *Philosophie des sciences naturelles*, et même du docteur GALL, l'inventeur de la phrénologie, doivent avoir leur place dans l'histoire de la philosophie.

Fig. 243. — Chateaubriand. D'après le portrait peint par Girodet. (Phot. de Braun.)

THÉORIES POLITIQUES. — ÉCONOMIE SOCIALE. — Il était bien difficile, malgré la surveillance du pouvoir impérial, que la philosophie ne touchât à la politique, après un siècle où les philosophes s'étaient presque exclusivement bornés, en France, à jouer le rôle de réformateurs. Mais ce furent surtout des adversaires de l'école philosophique proprement dite qui attirèrent alors l'attention. Le vicomte DE BONALD, émigré en 1790, et rentré seulement en 1806, avait publié à l'étranger sa *Théorie du pouvoir politique et religieux* (1796) et sa *Législation primitive*, où, attaché aux idées religieuses et monarchiques, souvent les plus étroites, attribuant à une révélation primitive l'ori-

gine du langage et de nos connaissances, il assimile le pouvoir social à l'autorité du père de famille. Son style sévère, ses déductions souvent pénibles, son désintéressement des faits et des idées de son temps, l'absence de tout souci de plaire, sa répugnance pour l'esprit où il trouve « quelque chose de satanique » étaient peu faits pour le rendre populaire en dehors de son parti. Il n'en est pas ainsi de Joseph de Maistre, qui défendait des doctrines analogues avec un éclat et une verve qui forçaient l'indifférence de ses adversaires et excitaient leur curiosité autant que leur colère. Il recherchait volontiers le paradoxe, l'extraordinaire, s'attachant particulièrement à présenter de la manière la plus agressive les idées qu'il savait de nature à choquer l'opinion commune. Quand ses amis eux-mêmes lui conseillaient d'adoucir certains passages, pour ne pas soulever inutilement des protestations : « Bah ! disait-il, laissons-leur encore cet os à ronger. » Les *Considérations sur la France* sont de 1799. *Le Pape* fut publié en 1809. Les lettres qu'il écrivait alors de Saint-Pétesbourg, où il représentait le roi de Sardaigne depuis 1803, et qui sont un de ses meilleurs titres littéraires, ne furent publiées que beaucoup plus tard.

A coté de ces prophètes du passé, Mme DE STAEL, avec un esprit aussi élevé, mais plus large, défendait les principes du gouvernement parlementaire, et représentait l'esprit moderne de la France, l'esprit de 1789, plutôt, il est vrai, dans ses tendances libérales que dans sa susceptibilité démocratique. Mme de Staël devait payer cher son opposition au gouvernement impérial, et cependant des attaques autrement graves, portées vers le même temps par Saint-Simon et Fourier aux bases de la société, même telle qu'elle était constituée depuis 1789 et 1800, ne devaient provoquer aucune persécution. Il est vrai que les premiers écrits de ces réformateurs passèrent à peu près inaperçus. D'ailleurs l'un et l'autre faisaient appel, pour l'application de leurs théories, à la protection de l'État. Les bouleversements accomplis depuis quelques années par la Révolution et par Napoléon lui-même pouvaient leur faire croire qu'aucun changement n'était impossible. Il était naturel qu'après le mouvement révolutionnaire qui avait placé au premier rang des réformateurs improvisés, n'ayant souvent d'autres titres à l'influence que la violence et la grossièreté, on vît apparaître d'autres réformateurs scientifiques ayant plus réfléchi, mais n'en étant pas moins absolus et chimériques. Le marquis de SAINT-SIMON (1760-1825), qui se rattachait à la famille de l'auteur des *Mémoires*, et s'était distingué dans la guerre d'Amérique, à côté de Lafayette, publiait, en 1802, son premier écrit : *Lettres d'un habitant de Genève à ses contemporains,* qui contient déjà en germe les idées développées dans son *Introduction aux travaux scientifiques du XIXe siècle* (1808) (1) et dans son ouvrage plus considérable intitulé : *De la réorganisation de la société européenne.*

Le socialisme, complètement autoritaire chez Saint-Simon, est plus libéral chez CHARLES FOURIER (1772-1837). L'année même où Saint-Simon publiait son premier ouvrage important, Fourier faisait paraître sa *Théorie des quatre mouvements* (1808), qui contient le programme de toute sa doctrine (2).

(1) Augustin Thierry, qui s'était attaché au réformateur, au sortir de l'École Normale, et prenait alors le titre de son fils adoptif, eut une grande part dans la rédaction de cet ouvrage.

(2) Le titre complet est *Théorie des quatre mouvements et des destinées générales. Prospectus et annonce*

Au milieu de chimères qui rappellent la *République* de Platon et celle d'*Utopia* de Th. Morus, avec la circonstance aggravante que la réalisation en est considérée comme possible et possible immédiatement, se trouve plus d'une idée ingénieuse et féconde pour l'organisation du travail et l'harmonie sociale. Nul n'a su mieux mettre en lu-

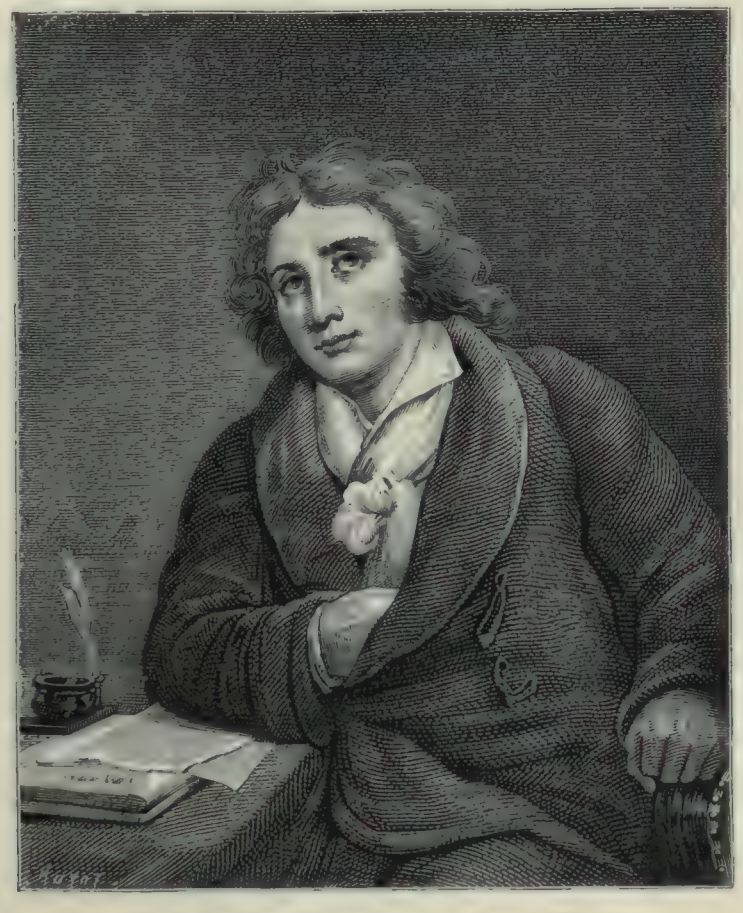


Fig. 244. — Joseph Chénier. Portrait peint par H. Vernet.

mière la puissance de l'association, chose particulièrement utile en France, surtout après les transformations de 1789. Il a donné entre autres cette formule que : « Dans une association, les produits doivent être distribués en raison composée du capital,

de la découverte, à Leipzig, 1808. En réalité, l'ouvrage fut imprimé à Lyon. Un seul journal, *la Gazette de France*, en rendit compte dans les nos des 1, 4, 9 et 14 décembre 1808. Fourier faisait appel, pour réaliser l'harmonie universelle sur les ruines de la barbarie et de la civilisation, au nouvel Hercule dont le nom retentit de l'un à l'autre pôle; l'humanité, accoutumée au spectacle de ses faits miraculeux, attend de lui quelque prodige qui changera le sort du monde : « Peuples, vos pressentiments vont se réaliser, la plus éclatante mission est réservée au plus grand des héros. »

du travail et du talent. » Louis Reybaud, qui n'était certes pas un partisan de Fourier, a dit à cette occasion : « Ne dût-on à Charles Fourier que cette définition simple et précise, il aurait encore la gloire d'avoir fourni le premier mot concluant pour l'organisation du travail industriel, car l'avenir, on peut l'espérer du moins, appartient à l'association. » Mais, comme le dit M. Fouillée, la vraie association est celle des libertés qui s'unissent pour accomplir leurs devoirs et protéger leurs droits, non celle des passions qui se rapprochent pour chercher en commun la jouissance.

Quoi qu'il en soit, ces doctrines ne devaient agir sur la société française qu'après 1830. Les travaux des économistes qui, à la différence des saint-simoniens et des fouriéristes, cherchent surtout à faire triompher les principes de la libre concurrence, les doctrines d'Adam Smith, plus compréhensives que celles de nos physiocrates, sont surtout répandues en France par Jean-Baptiste Say (1767-1832), qui perfectionne et éclaircit plusieurs parties du système de son illustre devancier. Il publia, en 1803, son *Traité d'économie politique.* On peut le considérer comme le chef de l'école économique moderne en France. Mais les principes qu'il défendait ne pouvaient trouver d'application au temps du blocus continental.

Jurisconsultes. — Aussi les hommes représentant le mieux la philosophie appliquée de ce temps sont-ils les législateurs, conseillers d'État ou tribuns qui ont préparé et discuté nos codes, Tronchet, Bigot de Préameneu, Portalis, Benjamin Constant, et ceux qui en ont été les premiers commentateurs : Pigeau (*Cours de procédure civile*); Delvincourt (*Institutes du droit français,* 1807); Toullier (*Droit civil français suivant l'ordre du Code,* 1811-20); Jacques Berryat Saint-Prix (*Cours de législation,* 1803-4; *Cours de procédure,* 1808-10); Merlin (de Douai), qui, malgré son triste rôle dans la Révolution, mérite, par la sagacité supérieure dont il fit preuve dans l'étude du droit, d'être appelé le nouveau Papinien, etc. Un tableau du mouvement intellectuel du temps serait très incomplet, si on n'y faisait pas une place aux jurisconsultes. Il n'y a pas de doute sur ce point. Mais il est bon de remarquer que quelques-uns même de ces noms manqueraient à l'histoire de la littérature. Toullier joint à la lucidité de Pothier, qu'il semble avoir pris pour modèle, un style précis, élégant, varié, chaleureux au besoin, qui le rapproche des grands jurisconsultes romains. Les discours préliminaires de Portalis sur le Code civil, les divers discours qu'il prononça au sujet du Concordat, nous semblent devoir être placés au premier rang des œuvres de ce siècle, même en ne les considérant que comme des ouvrages littéraires.

Littérature. — Si la philosophie était entravée dans son développement par un pouvoir ombrageux, cette gêne était bien plus nuisible encore à la littérature ; la littérature impériale s'est rarement élevée au-dessus du médiocre (1). La France peut sans doute s'enorgueillir de deux noms qui suffiraient à illustrer une génération. Mais Chateaubriand et Mme de Staël étaient les adversaires de Napoléon, et de plus se déta-

(1) Napoléon s'intéressait cependant aux travaux de l'Académie française ; il voulait qu'on achevât les travaux du *Dictionnaire.* Ces travaux avaient été brusquement interrompus par la Révolution, mais heureusement l'abbé Morellet avait sauvé chez lui les archives, les titres et le manuscrit du *Dictionnaire,* qu'il conserva jusqu'en 1803.

chaient complètement des autres littérateurs de leur temps. Ils étaient les précurseurs et furent bientôt les chefs d'une littérature nouvelle. Cette nouveauté plaisait au public, fatigué de voir passer indéfiniment devant lui les pâles copies d'un faux classique.

Lorsque CHATEAUBRIAND publia son roman d'*Atala*, en 1801, cet ouvrage excita une

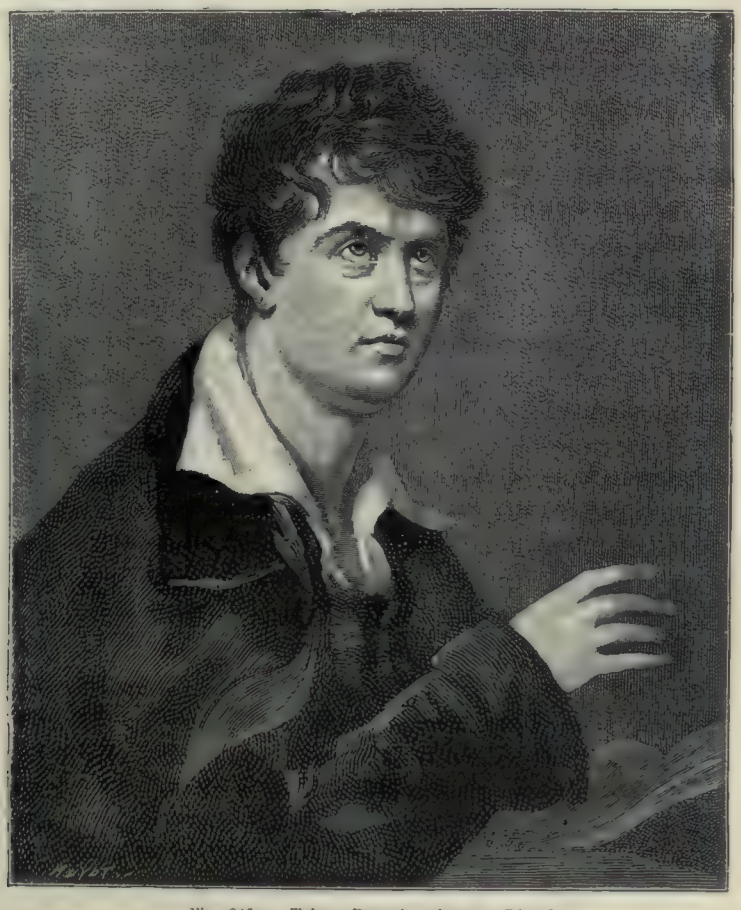


Fig. 245. — Talma. Portrait peint par Gérard.

admiration presque universelle. Le succès de *René* (1805) fut plus grand encore. Cette courte nouvelle peignait, avec talent, la maladie morale qui commençait à être la maladie du siècle ; cette mélancolie plus ou moins justifiée qui détend tous les ressorts de l'âme et se complaît en elle-même. *René* aurait obtenu moins d'admiration, si l'on eût plus généralement connu en France le *Werther* de Gœthe, dont *René* n'est en somme qu'une répétition affaiblie et parfois prétentieuse. La publication du *Génie du christianisme* dont *Atala* et *René* n'étaient, dans l'esprit de l'auteur, que des épisodes détachés, fut un véritable événement. En présence de ce succès, Chateaubriand, voulant mettre en œuvre, plus complètement que dans *Atala* et *René*, les théories lit-

téraires exposées dans le *Génie du christianisme,* publia, en 1809, son poème épique en prose des *Martyrs.* Malgré des beautés de premier ordre, malgré le talent avec lequel semblent ressusciter devant nous, dans leurs aspects profondément divers, le monde barbare, le monde grec et la société chrétienne, cette œuvre considérable est aujourd'hui beaucoup plus citée que lue; elle est beaucoup moins lue en tous cas que le charmant récit : *le Dernier des Abencerages.* Les *Natchez* sont justement oubliés; mais l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem* (1811), par l'éclat et la variété des sites qu'il présentait à des esprits trop habitués à s'en tenir à leur milieu habituel, a eu une influence des plus grandes et des plus heureuses sur la littérature et l'art de son temps. Il ne nous appartient pas de suivre, au delà de 1814, la carrière littéraire ou politique de l'homme qui devait mourir en 1848, assistant déjà, sans s'en rendre compte, à l'affaiblissement de sa gloire.

Mme DE STAEL, écrivain moins original pour la forme que Chateaubriand, avec un style moins brillant et moins riche, mais plus ferme, devait avoir une influence plus durable. Dans les œuvres d'imagination, malgré *Delphine,* et même malgré *Corinne,* elle reste peut-être inférieure à l'auteur de *René.* Mais elle a répandu et provoqué un bien plus grand nombre d'idées, et ici, c'est la femme qui a certainement le plus de puissance d'esprit. Si l'on voulait indiquer la qualité maîtresse d'un talent qui a touché à tant de sujets divers, on s'arrêterait à l'éloquence. C'est là ce qui brille surtout même dans ses romans. C'est à cette éloquence jointe à cette sensibilité généreuse qui s'émeut devant tout ce qui est grand, comme devant tout ce qui mérite de la pitié, qu'elle doit cet enthousiasme communicatif qui anime tant de belles pages. Elle nous avait fait connaître l'Italie par *Corinne;* son livre *De l'Allemagne* ouvrait à notre littérature une nouvelle source d'inspiration; c'était assez pour sa gloire, mais ce ne sont pas là ses seuls titres. On a pu relever des erreurs de détails dans l'ouvrage intitulé *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales,* mais nous n'avions jusque-là aucun livre de cette portée sur la critique littéraire. Elle y montre une liberté d'esprit capable d'analyser et de juger des faits contemporains comme le ferait la postérité. On y sent presque partout le regret de ne pouvoir, à cause de son sexe, agir plus directement sur les événements de son temps. Mais si la tribune politique lui est interdite, la plume lui reste. Sans parler de ses nombreux opuscules de circonstance, ses *Considérations sur la Révolution française,* malgré leur partialité, sont un des ouvrages politiques les plus profonds et les plus fermement écrits qui aient été consacrés à cette période de notre histoire.

Chateaubriand et Mme de Staël, divisés sur bien des points, ont, comme on l'a remarqué, deux caractères communs qui expliquent que la postérité les ait réunis dans son admiration pour les placer tous deux à l'entrée d'un nouveau siècle littéraire : leur sentiment religieux et son influence régénératrice sur les âmes, d'autre part l'indépendance littéraire. Nous passerons rapidement sur leurs contemporains.

Les plus dignes d'attention avaient déjà donné, avant 1800, la mesure de leur talent. Nous ne parlons pas de BERNARDIN DE SAINT-PIERRE, qui vécut jusqu'en 1814, mais sans rien publier. DELILLE (1738-1813) n'ajoutait rien à la gloire éphémère du

traducteur des *Géorgiques,* par ses poèmes de *la Pitié* (1803), de *l'Imagination,* de *l'Immortalité de l'âme* (1802), des *Trois règnes de la nature* (1809), de *la Conversation* (1812), ses traductions de l'*Énéide* et du *Paradis perdu.* Il conservait cependant, jusqu'à la fin de sa vie, cette habileté de versification et cette souplesse de style qui firent illusion à ses contemporains et pour lesquels on est trop dédaigneux aujourd'hui.

Lebrun, qui se rendait ridicule en se comparant à Pindare, a cependant de la force

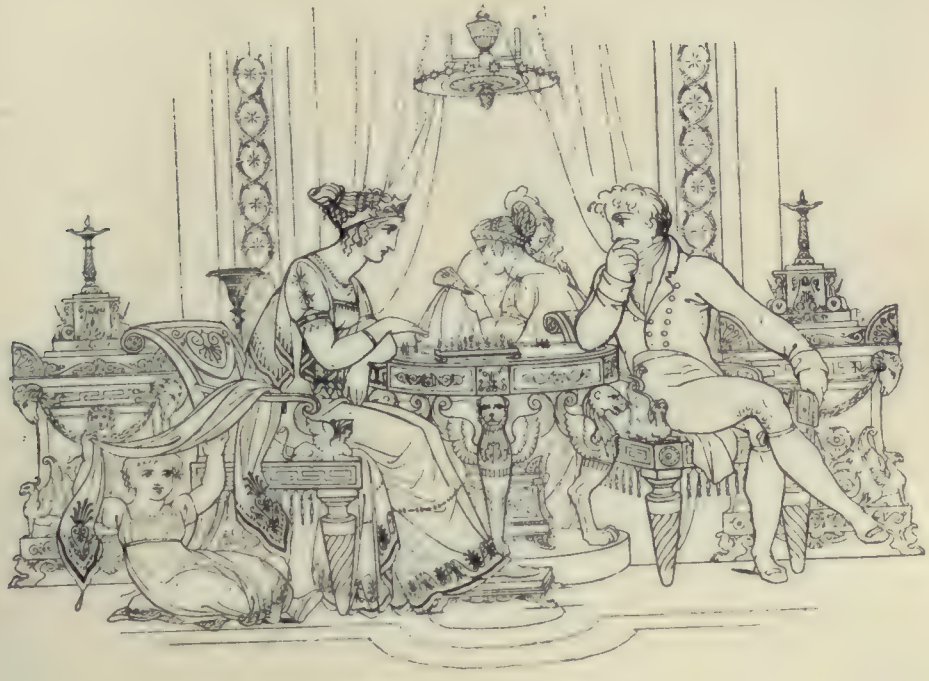


Fig. 246. — La partie d'échecs.

(Cette gravure et les suivantes sont tirées de l'album : *Dessins de costume moderne,* publié à Londres par Henry Moses.)

et de l'éclat. Après avoir chanté la monarchie et la république, il avait encore le temps, avant sa mort, arrivée en 1807, de recevoir une pension de 6.000 francs de l'Empereur Napoléon. Si ses odes sont peu lues, il n'en est pas de même de ses épigrammes, dont plusieurs sont de petits chefs-d'œuvre. Cette union du talent ou des prétentions lyriques à la précision d'un style mordant n'est pas rare, et le rival de Lebrun, dans l'épigramme, est un poète qui a aussi montré du talent dans l'ode et l'élégie : Joseph Chénier. Peu de ses contemporains ont été épargnés par le satirique. On y voit passer, mais sous un jour bien différent, la plupart de ceux dont Chénier lui-même parlera avec une rare impartialité dans son *Tableau de la littérature.* Il s'attaque, comme Lebrun, à ce malheureux Baour-Lormian, qui donnait trop bien prise

à ses ennemis par ses ridicules, mais qui a souvent autant de talent que ceux qui l'attaquent et sut plus d'une fois rendre coup pour coup (1).

Organe du public, la censure inflexible,
Exerçant à loisir le pouvoir d'un bon mot,
Punira Lormian du malheur d'être un sot.
Un défaut naturel veut quelque tolérance ;
Il sait ennuyer, soit : on sait bâiller en France.

Les vétérans de la littérature ne sont pas plus épargnés : Morellet, dit-il en parlant du vieil abbé, mort seulement en 1819,

Morellet, dont l'esprit trop souvent se repose,
Enfant de soixante ans qui promet quelque chose.

Mais c'est surtout contre Laharpe, mort en 1803, qu'il exerce sa verve. Dans sa satire des Nouveaux Saints, il le fait parler ainsi :

Pour mes contemporains sans user d'artifice
J'ai dit du mal de tous, car j'aime la justice.
L'indulgence est un crime et je suis sans remords ;
Avant Dieu j'ai jugé les vivants et les morts.

Puis le poète reprend la parole :

Il vous en adviendra quelque mésaventure,
O grand Perrin-Dandin de la littérature, etc.

La satire des Nouveaux Saints est certainement une des pièces de vers les plus piquantes de notre langue. C'est cependant le même poète qui a traduit le *Cimetière de campagne* de Gray, qui a fait le *Chant du départ*, l'*Hymne à l'Être suprême*, l'*Élégie sur la mort de Hoche*, et surtout cette *Épître à la calomnie* qui, par l'éloquence et l'émotion, l'emporte sur la plupart des poésies de ce temps.

Le nom de Joseph Chénier nous amène à parler du théâtre. Chénier ne retrouva pas sous l'Empire les succès qui avaient marqué ses débuts; *Cyrus* (1804) n'eut que quelques représentations. Les pièces qu'il fit depuis ne furent pas représentées ; elles indiquent

(1) Par exemple, Lebrun lui écrivait :

Sottise entretient la santé ;
Baour s'est toujours bien porté.

La réponse ne se fit pas attendre :

Lebrun de gloire se nourrit ;
Aussi voyez comme il maigrit.

Les principales œuvres de Baour-Lormian sont une tragédie de *Joseph en Égypte*, sa traduction d'Ossian (1805), des satires, des odes.

la louable préoccupation de faire passer dans la littérature française les beautés des théâtres étrangers, et, à ce point de vue, Joseph Chénier, défenseur des doctrines classiques et adversaire méprisant de Chateaubriand, se rattache au mouvement nouveau. Après Alfieri, il fait un *Philippe II,* il écrit un *Œdipe à Colonne,* et un *Œdipe roi* en y conservant les chœurs. Il imite le *Nathan le Sage* de Lessing ; son chef-d'œuvre est *Tibère,* tragédie sévère, sans amour, qui se soutiendrait peut-être mal à la scène, mais qui mérite de vivre par l'éloquence et la force du style.

Fig. 247. — La loge au théâtre.

Cependant, parmi les poètes tragiques de son temps, Chénier n'occupe pas la première place. Elle appartient à Ducis,

> Qui de l'Eschyle anglais évoquait la grande ombre
> Et sut tremper de pleurs son vers tragique et sombre.

Ducis fit passer sur notre théâtre des imitations de Shakespeare, qui nous paraissent presque timides aujourd'hui et qui parurent des plus hardies aux contemporains. Il ne fit paraître aucune œuvre dramatique nouvelle entre 1800 et 1815, mais publia, en 1814, des épîtres et poésies diverses. Il refusa d'entrer au Sénat et continua à mener une vie retirée et modeste, faisant estimer de tous en lui

> L'accord d'un beau talent et d'un beau caractère.

On ne peut que partager les sentiments des contemporains, lorsqu'on lit ses lettres, publiées après sa mort par Campenon, quoique cet ami maladroit ait cru malheureusement devoir en adoucir les passages qui lui paraissaient trop naïfs ou trop négligés.

« La solitude, y lisait-on, est pour mon âme ce que les cheveux de Samson étaient pour sa force corporelle. Oui, mon ami, j'ai épousé le désert, comme le doge de Venise épousait la la mer Adriatique ; j'ai jeté mon anneau dans les forêts. » Et ailleurs : « Mon père était un homme rare et digne du temps des patriarches. C'est lui qui, par son sang et ses exemples, a transmis à mon âme ses principaux traits et ses maîtresses formes. Aussi, je remercie Dieu de m'avoir donné un tel père. Il n'y a pas de jour où je ne pense à lui, et, quand je ne suis pas trop mécontent de moi-même, il m'arrive quelquefois de me dire : « Es-tu content, mon père ? » Il me semble alors qu'un signe de sa vénérable tête me répond et me sert de prix. » De pareils passages ne valent-ils pas les plus beaux vers de l'auteur d'*Abufar ?*

Après Ducis et Chénier nous pouvons citer Népomucène Lemercier pour son *Agamemnon,* Arnault pour *Blanche et Montcassin ou les Vénitiens* (1795). Le *Tippo-Sahib,* de Jouy, mérite d'être rappelé, du moins à cause du sujet. Mais le plus grand succès tragique de ce temps fut obtenu par les *Templiers* (1) de Raynouard (1805).

Napoléon aurait voulu que son règne vît paraître de belles tragédies. « La haute tragédie, disait-il un jour à Saint-Cloud, est l'école des grands hommes. C'est le devoir des souverains de l'encourager et de la répandre. La tragédie échauffe l'âme, élève le cœur, peut et doit créer des héros. Sous ce rapport, peut-être, la France doit à Corneille une partie de ses belles actions. Aussi, Messieurs, s'il avait vécu de mon temps, je l'aurais fait prince. » Mais le génie ne se décrète pas. Non seulement dans les tristes loisirs de Sainte-Hélène, mais au milieu même de son règne, il aimait à parler de théâtre, à discuter la composition, le style des pièces et le jeu des acteurs. Il avait dit à Gœthe, dans la conversation qu'il eut avec lui : « Je m'étonne qu'un homme comme vous n'aime pas les genres tranchés. » Cependant il trouvait qu'il y avait souvent un grand vide dans la tragédie française. « Aussi, disait-il, la tragédie sur notre théâtre, sauf quelques rares essais, est demeurée grecque et romaine. Ce vide, d'où vient-il ? de l'absence complète d'une pensée supérieure à l'action dramatique, ou, si vous aimez mieux, d'un ressort caché qui fasse tout mouvoir. Les anciens avaient la fatalité. Chez nous, au contraire, il y a une séparation complète entre le théâtre et la religion. Il faut donc chercher ailleurs ; à défaut de la religion, qu'on ait recours à la politique. Oui, dans le drame moderne la politique doit remplacer la fatalité. »

Cette esthétique théâtrale, il l'appliquait de la façon la plus curieuse aux pièces dont il s'occupait. Son jugement sur les *Templiers* en est un exemple caractéristique que nous allons résumer. « Cette pièce, disait-il, m'a paru très froide parce que rien ne vient du cœur et n'y va. L'auteur, oubliant que le véritable objet d'une tragédie était d'émouvoir, s'est trop occupé d'avoir une opinion sur un fait qui sera toujours enveloppé de ténèbres. L'entière innocence et l'entière perversité des Templiers est également incroyable. Le caractère de Philippe le Bel, prince insolent, emporté dans toutes ses passions, absolu dans toutes ses volontés, implacable dans ses ressen-

(1) La dernière scène des *Templiers* a servi de modèle à Scribe, dans le dernier acte des *Huguenots,* dont Meyerbeer a tiré une de ses plus dramatiques inspirations. Rappelons que dans le même opéra la célèbre scène de la bénédiction des poignards est imitée du *Charles VI* de Joseph Chénier.

timents et jaloux, jusqu'à l'excès, de son autorité, pouvait être théâtral, et ce caractère eût été conforme à l'histoire. Au lieu de cela, M. Raynouard, auteur d'un grand talent, nous le représente comme un homme froid, impassible, ami de la justice, qui n'a aucune raison d'aimer ou de haïr les Templiers, qui tremble devant un inquisiteur. » Puis, passant en revue les autres personnages de la pièce : « L'histoire offrait également à l'auteur des couleurs assez tranchées pour donner une physionomie forte et prononcée à deux ministres, tels que Nogaret et Enguerrand; mais il a mieux aimé en faire deux membres subalternes des comités. » C'était du rôle que la

Fig. 248. — Le thé.

politique devait jouer dans le théâtre et de la pièce des *Templiers,* qu'il s'entretenait, la veille d'Austerlitz, avec son état-major.

Quelque discutables que soient certains de ces jugements, on voit que Napoléon aurait pu être aussi un rival redoutable pour les critiques de profession, pour HOFFMANN, pour SUARD, pour DE FÉLETZ, pour GEOFFROY lui-même, qui, malgré bien des préventions injustes, n'en exerça pas moins une sorte de souveraineté sur les littérateurs et les acteurs de son temps par les articles qu'il fit paraître, depuis 1799 jusqu'à 1814, date de sa mort, dans le *Journal des Débats,* alors journal de l'Empire, où écrivaient également Hoffmann et de Féletz (1).

(1) Nous avons rappelé plus haut les deux ouvrages de Mme de Staël : *De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales* et *De l'Allemagne.* Ce sont là deux monuments dans l'histoire de la critique française. — Dans un ordre de travaux moins éloquents, mais plus précis, l'*Histoire de la littérature italienne* de GINGUENÉ est un excellent ouvrage, qui fait encore autorité et qui n'avait pas de modèle dans notre langue. On peut rattacher à la critique littéraire l'éloquence académique. VICTORIEN FABRE obtint, par ses éloges de Boileau, Corneille, La Bruyère, Montaigne, des succès retentissants que la postérité n'a pas confirmés. Déjà, d'ailleurs, un jeune professeur de vingt-deux ans, dont la

Mais comment Napoléon espérait-il que la tragédie politique pût se développer sous son règne, lorsque le moindre passage donnant prise à une allusion, à laquelle l'auteur lui-même était loin de penser, suffisait pour faire interdire une pièce ? Un fait montrera à quel point, je ne dis pas la police impériale, mais Napoléon lui-même, poussait la susceptibilité sur ce point. Après avoir fait représenter au théâtre de la cour la tragédie *les États de Blois* de Raynouard, qui lui avait paru inoffensive à la lecture, il en interdit la représentation à Paris, se plaignant à la fois des éloges prodigués aux Bourbons et des diatribes contre les révolutionnaires. « Raynouard a été faire du chef des Seize le capucin Chabot de la Convention. Il y a dans cette pièce pour tous les partis, pour toutes les passions ; si je la laissais donner à Paris, on pourrait venir m'apprendre que cinquante personnes se sont égorgées dans le parterre. De plus l'auteur a fait de Henri IV un vrai Philinte et du duc de Guise un Figaro, ce qui est trop choquant en histoire. Le duc de Guise était un des plus grands personnages de son temps, avec des qualités et des talents supérieurs et auquel il ne manqua que d'oser pour commencer dès lors la quatrième dynastie. De plus, c'est *un parent de l'Impératrice,* un prince de la maison d'Autriche avec qui nous sommes en amitié, dont l'ambassadeur était présent ce soir à la représentation. L'auteur a plus d'une fois étrangement méconnu toutes les convenances (1). »

Pendant que la tragédie classique, malgré la protection du pouvoir, se soutenait péniblement, la comédie larmoyante de La Chaussée et la tragédie bourgeoise de Diderot étaient devenues le drame puis le mélodrame, et, sous cette dernière forme, obtenaient auprès du peuple un succès croissant. Guilbert de Pixérécourt déployait, dans ses trois cents pièces, une puissance et une fécondité d'imagination, une habileté scénique qui suffiraient à rendre illustre un auteur espagnol. Mais on est plus difficile en France, et ces qualités n'ont pu lui faire pardonner son absence de goût, sa faiblesse dans la peinture des caractères et la déclamation trop souvent plate et incorrecte de son style. Il n'en mérita pas moins d'être appelé le Corneille et le Shakespeare des boulevards. Il n'était pas seul à cultiver ce genre ; parmi les grands succès du temps, il faut citer *l'Abbé de l'Épée,* de Bouilly (1805).

Le vaudeville était le rival du drame dans la faveur populaire. L'on se pressait pour entendre les œuvres légères de Moreau, de Rochelle, de Rougemont, de Brazier, de Désaugiers surtout, dont les *Petites Danaïdes* avaient six cents représentations et la *Chatte merveilleuse* quatre cents. Sans parler de ces pièces à spectacles, Désaugiers, soit seul, soit en collaboration, a composé plus de cent petites pièces, telles que *M. Vautour, le Dîner de Madelon,* etc., où il peut déployer la verve aimable et la bonhomie railleuse qui faisaient de lui le meilleur de nos chansonniers. Mais déjà, à la fin de l'Empire, et par l'appui généreux de Désaugiers lui-même, commençait

renommée devait être autrement durable, Villemain, inaugurait, en 1812, ses victoires académiques en obtenant le prix de l'Académie française pour son éloge de Montaigne.

(1) On sait que la maison de Guise était une branche cadette de la maison de Lorraine, dont la branche aînée était devenue souveraine dans les États autrichiens par le mariage de François de Lorraine avec Marie-Thérèse, en 1736. Le scrupule était poussé un peu loin. Il est douteux que l'ambassadeur d'Autriche eût été aussi susceptible.

à se faire connaître le poète qui devait bientôt éclipser tous les autres chansonniers.

Béranger composait, en 1813, *le Roi d'Yvetot*. Chose singulière, ce chantre attitré des gloires impériales, celui qui a, plus que personne, contribué à créer et à entretenir dans l'esprit du peuple la légende napoléonienne, débutait par une satire contre ce régime qu'il devait glorifier. Cette attaque était bien détournée sans doute, et il fallait qu'elle fût bien délicate pour que la censure l'eût laissée passer. Mais les allu-

Fig. 249. — La visite.

sions par contraste n'échappaient à personne. Certes, c'était un souverain bien différent du grand Empereur que ce bonhomme de roi

Qui n'agrandit pas ses États,
Fut un *voisin commode,*

et qui, tandis que la France était accablée de contributions,

Sur chaque muid levait un pot
D'impôt.

Béranger devait se contenter de la gloire de chansonnier (1). Mais elle ne suffit pas

(1) Il serait intéressant d'étudier les chansons populaires du temps et surtout les chansons militaires, et de faire voir comment ces ébauches naïves, ces petites épopées populaires se transforment, à mesure qu'on les chante, et finissent quelquefois par devenir, en perdant, il est vrai, de leur caractère simple, de véritables œuvres d'art. Il est facile de reconnaître l'origine de la célèbre chanson de Béranger, *le Vieux Caporal,* dans la complainte :

Là-bas, dans les prés verts,
J'ai tué mon capitaine.

à Désaugiers qui, outre ses vaudevilles, voulut aborder le genre plus noble de la comédie, où il n'obtint pas les mêmes succès.

La comédie de son temps, qui s'était d'ailleurs toujours soutenue chez nous depuis Molière, a laissé des œuvres plus intéressantes, plus vivantes que la tragédie. PICARD montre une gaieté franche et naturelle, une entente de la scène, une bonhomie spirituelle, un talent d'observation dans la peinture des mœurs bourgeoises, qui permettent de le compter parmi nos premiers auteurs comiques de second ordre. Il a laissé plus de quatre-vingts pièces de valeur inégale : comédies, vaudevilles, opéras-comiques ; ses chefs-d'œuvre sont : les *Ricochets* (1807), *la Petite Ville* (1801), *les Deux Philibert* (1816). A côté de lui, il faut citer CHARLES DUPATY, frère du sculpteur, pour sa *Prison militaire* (1803) ; HOFFMANN, pour son *Roman d'une heure* (1803) ; ÉTIENNE, qui, après avoir donné, en 1803, *les Maris en bonne fortune*, en 1807, *Brueys et Palaprat*, se surpassa dans *les Deux Gendres*, comédie en cinq actes et en vers qui parut en 1810. *L'Intrigante* (1813) fut interdite par la censure. — Le public accueillait toujours avec faveur les œuvres de COLLIN d'HARLEVILLE : *l'Inconstant*, *l'Optimiste*, *le Vieux Célibataire*, représenté pour la première fois en 1792 ; mais, depuis cette date jusqu'à sa mort (1806), il n'avait fait que décliner. ANDRIEUX n'avait pas retrouvé pour *la Suite du Menteur* (1803), *le Vieux Fat* (1810), et même *la Soirée d'Auteuil* (1804), le succès qui avait accueilli *les Étourdis*. Mais il faisait paraître des contes en vers, des épigrammes, qui ne seront pas oubliés ; car, s'ils ne montrent qu'un petit côté de l'esprit français, ils le représentent à merveille. Tout le monde connaît le récit du *Meunier sans souci*. *Glaucon et Socrate*, *Cécile et Térence*, la fable *le Rat de ville et le Rat des champs*, imitée d'Horace, peuvent lui être comparés.

Ces petites pièces ont pour nous bien plus de prix que les longs poèmes épiques ou descriptifs que recommandent aux seuls curieux les noms de LUCE DE LANCIVAL (*Achille à Scyros*), d'ESMÉNARD (*la Navigation*), PARSEVAL DE GRANDMAISON (*Philippe-Auguste*), etc. Quelques petits poèmes, parfois une seule pièce, ont suffi à sauver de l'oubli BERTIN, PARNY, LEGOUVÉ (*le Mérite des femmes*), MICHAUD (*le Printemps d'un proscrit*), SOUMET (*la Pauvre Fille*, couronnée par l'Académie en 1814), FONTANES (*le Pêcheur, sur un buste de Vénus*) et surtout MILLEVOYE (1). Sa *Chute des feuilles* parut la plus parfaite des élégies qu'eût encore produites la littérature française. On s'étonne d'un pareil jugement lorsqu'on songe aux élégies d'ANDRÉ CHÉNIER. Cet écrivain de génie, qui marque une époque dans l'histoire de notre poésie et contribua plus que personne à en renouveler la forme aussi bien que l'inspiration, n'était connu alors que par son rôle politique, et l'on pourrait raconter toute l'histoire du mouvement littéraire du commencement du siècle, sans même avoir à citer son nom. Ses poésies ne furent publiées, et encore d'une manière bien incomplète, qu'en 1819 (1). On va plutôt chercher des inspirations nouvelles dans les nuageux poèmes d'Ossian, que la prédilection de Bonaparte a surtout mis à la mode. Ossian est traduit en prose, en vers ; on en tire des pièces de théâtre, comme l'*Oscar* d'Arnault, des

(1) On trouvera un inventaire fort bien fait des diverses branches de la littérature, de 1789 à 1815, dans *le Directoire, le Consulat et l'Empire*, de P. Lacroix. Il est inutile de le recommencer ici.

opéras, comme l'*Uthal* de Méhul, et *les Bardes* de Lesueur, des sujets de peintures ou de dessins, comme l'*Ossian* d'Ingres, de Gérard, de Belloc, le *Fingal* de Girodet. Il y avait peu de gravures aussi répandues que *Charlotte au tombeau de Werther un Ossian à la main* : c'était là aussi le sujet de plus d'une romance sur les paroles d'Andrieux.

La littérature d'imagination en prose, si on laisse de côté Chateaubriand et Mme de Staël, n'offre pas non plus d'œuvres supérieures. Ce n'est pas cependant la quantité

Fig. 250. — L'occupation du soir.

qui fait défaut, depuis les romans gais jusqu'à la grossièreté et à la farce de Pigault-Lebrun et de ses imitateurs, parmi lesquels il faut citer l'illustre général Lasalle, jusqu'aux œuvres sentimentales de Mme de Genlis (*la duchesse de la Vallière*, *Mlle de Clermont*, etc.) et de Mme Cottin, dont les récits, trempés de larmes, rendirent populaires les noms d'*Amélie de Mansfeld*, *Élisabeth* (dans ses *Exilés de Sibérie*) et surtout de la tendre et vertueuse *Mathilde*, l'amante infortunée du vaillant et généreux Malek-Adel. Le genre terrible, inauguré en Angleterre par Anne Radcliffe, partage avec Pigault-Lebrun, la faveur du gros public : on ne se lasse pas de lire les œuvres de Ducray-Duminil et de ses émules, dont les titres sont pleins de promesses : *Victor ou l'Enfant de la forêt*, *Cœlina ou l'Enfant du mystère*, *la Roche du Diable*, etc., toutes ces

(1) Casimir Delavigne, après avoir débuté, en 1811, par une ode sur la naissance du roi de Rome, se signalait avant 1815 dans les concours académiques, et Lamartine avait déjà écrit ses *Adieux au collège de Belley*.

histoires longues et compliquées sont justement oubliées. La postérité s'est montrée moins sévère pour des œuvres plus délicates et de moins longue haleine : *Valérie,* de Mme de Krudener, qui a raconté dans ce roman sa propre histoire ; *Eugène de Rothelin* (1808), de Mme de Flahaut, depuis baronne de Souza ; *la Dot de Suzette,* de Fiévée. Nous devons réserver une place à part à deux auteurs dont l'un, à la fois érudit et poète, grammairien et publiciste, bibliophile et romancier, même écrivain scientifique, peut être considéré comme le type achevé du littérateur, tandis que l'autre ne consacra à la littérature que les loisirs que lui laissaient ses fonctions d'officier dans l'armée russe (1). Nous voulons parler de Charles Nodier et de Xavier de Maistre.

Fig. 251. — La table de travail.

Xavier de Maistre publiait, en 1811, plus de quinze ans après son *Voyage autour de ma chambre,* une seconde nouvelle, *le Lépreux de la cité d'Aoste,* qui montrait son talent sous un jour nouveau. Il a suffi de ces quelques pages pour faire certainement de Xavier de Maistre le plus lu de tous les romanciers du commencement de ce siècle.

Charles Nodier, qui débutait alors, publiait, en 1802, sa première nouvelle, *Stella ou les Proscrits.* L'année suivante, il se montrait, dans *le Peintre de Salzbourg, Journal des émotions d'un cœur souffrant,* le précurseur de René.

En somme, la littérature française est alors dans une période de transition. Il est cependant un point où elle atteint un éclat qu'elle n'avait jamais connu et où aucune autre nation n'a pu lui disputer le premier rang, c'est l'éloquence militaire.

« Napoléon, dit Cormenin (2), a été le premier orateur militaire des temps modernes, comme il en a été le premier capitaine. On trouve dans ses proclamations, bulletins, ordres du jour, la vertu militaire, l'art de l'orateur et le sens profond et délié du politique. Ce n'est pas seulement un général qui parle, ce n'est pas un roi, ce n'est pas un homme d'État, c'est tout cela à la fois. » Napoléon devait, dans son exil, raconter une partie de ses campagnes ainsi que celles des grands capitaines qui l'avaient précédé, César, Turenne, Frédéric, et ses œuvres historiques suffiraient à le rendre célèbre. Mais même pendant qu'il est au pouvoir, il prend une place dans la littérature de son temps, et, là encore, cette place est la première.

(1) Xavier de Maistre parvint jusqu'au grade de général major. Il s'est aussi distingué comme peintre de paysage et par ses recherches chimiques, notamment sur l'oxydation de l'or.

(2) *Le Livre des Orateurs,* publié sous le pseudonyme de Timon (12e édition, p. 255 et suivantes).

LES SCIENCES.

LA CLASSE DES SCIENCES DE L'INSTITUT. — MATHÉMATIQUES : ASTRONOMIE, GÉOMÉTRIE, ANALYSE, MÉCANIQUE. — GÉNIE CIVIL, MARITIME, MILITAIRE. — PHYSIQUE : OPTIQUE, ÉLECTRICITÉ. — CHIMIE. — ZOOLOGIE. — BOTANIQUE. — MINÉRALOGIE. — GÉOLOGIE. — MÉDECINE ET CHIRURGIE. — APPLICATION DES SCIENCES AUX ARTS (1).

ANS la réorganisation qui fut faite de l'Institut, en 1805, Napoléon donna le pas à la classe des sciences sur la classe de littérature, l'ancienne Académie française, qui avait jusque-là occupé le premier rang. Les sciences l'emportaient alors tellement sur les lettres, que cette décision parut parfaitement justifiée.

On trouverait difficilement à aucune époque de l'histoire une réunion de savants comparable à celle qui composait la première classe de l'Institut de France.

Nous en donnons, ci-après, une liste assez complète, d'après l'*Almanach impérial* de 1811 :

(1) Les *Rapports* de Delambre et Cuvier. — L'*Histoire de l'astronomie, de la zoologie, de la chimie*, etc., par Hoefer. — La *Biographie universelle* et la *Nouvelle Biographie générale*. — Le *Dictionnaire philosophique* de Franck. — Biot, *Mélanges scientifiques et littéraires*. — Le même, *Essai sur l'histoire des sciences depuis la Révolution française* (1803). — Les *Éloges* de Cuvier, d'Arago, Delambre et Flourens. — Ch. Sainte-Claire Deville, *Étude historique sur la géologie*. — De Lapparent, *Traité de géologie*, tome I, p. 12 et suiv.

PREMIÈRE CLASSE.

SCIENCES MATHÉMATIQUES ET PHYSIQUES.

S. M. L'EMPEREUR.

MATHÉMATIQUES. — 1re SECTION. *Géométrie :* le comte Lagrange, le comte Laplace, Bossut, Legendre, Lacroix, Biot. — 2e SECTION. *Mécanique :* le comte de Péluse (Monge), de Prony, Périer, Carnot, Sané. — 3e SECTION. *Astronomie :* Messier, Cassini, Lalande, Bouvard, Burkhardt, Arago. — 4e SECTION. *Géographie et Navigation :* le comte de Bougainville, Buache, Beautemps-Baupré. — 5e SECTION. *Physique générale :* Charles, Rochon, Lefèvre-Gineau, Lévêque, Gay-Lussac, Malus.

SCIENCES PHYSIQUES. — 6e SECTION. *Chimie :* le comte Berthollet, Guyton-Morveau, Vauquelin, Deyeux, le comte Chaptal, Thénard. — 7e SECTION. *Minéralogie :* Haüy, Desmarest, Duhamel, Lelièvre, Sage, Ramond. — 8e SECTION. *Botanique :* Lamarck, Desfontaines, Jussieu, Labillardière, Palissot-Bauvois, de Mirbel. — 9e SECTION. *Économie rurale et Art vétérinaire :* Thouin, Tessier, Parmentier, Huzard, Silvestre, Bosc. — 10e SECTION. *Anatomie, Zoologie :* le comte Lacépède, Tenon, Richard, Olivier, Pinel, le chevalier Geoffroy Saint-Hilaire. — 11e SECTION. *Médecine et Chirurgie :* Des Essarts, Sabatier, le chevalier Portal, le chevalier Hallé, Pelletan, le baron Percy.

Secrétaires perpétuels : Delambre, Cuvier.

Associés étrangers : Banks, Maskelyne, Herschell, Rumford, Pallas, Volta, Klaproth, Alex. de Humboldt, qui venait de succéder à Cavendish.

La liste des membres étrangers, si restreinte qu'elle soit, suffit à montrer que les autres pays de l'Europe étaient dignes de la France; et cependant, il faudrait y ajouter, rien que pour rappeler des savants de premier ordre, Berzélius, Davy, Scarpa, Œrsted, Bessel, Gauss.

Au commencement de l'Empire, le doyen des astronomes français était LALANDE. Lalande compromettait souvent une renommée européenne en employant, en dehors de la science, tous les moyens pour faire parler de lui; il mangeait, dit-on, des chenilles et se faisait gloire d'être athée. Cette profession publique d'athéisme, de la part d'un homme auquel sa situation scientifique donnait de l'autorité, déplaisait fort à Napoléon, et, le 13 décembre 1805, quelques jours après Austerlitz, il écrivait à Paris, pour qu'on enjoignît à Lalande de ne plus affecter cette attitude. Cette injonction n'eut pas grand succès d'ailleurs, comme Napoléon lui-même le constatait en riant, l'année suivante. L'illustre collègue de Lalande, Laplace, était plus circonspect. Napoléon lui parlant, au Conseil d'État, de ses études, qui devaient entre toutes démontrer l'existence de Dieu et faire sentir sa puissance : « Dieu, répondit Laplace, est une hypothèse dont je n'ai pas eu besoin dans mes calculs (1). » Il n'était pas sur ce point de l'avis de Copernic, de Keppler, de Galilée et de Newton.

LAPLACE (1749-1827), fils d'un simple cultivateur de Beaumont-en-Auge, jouissait à la fin du siècle d'une telle autorité, qu'après le 18 brumaire, le Premier Consul le

(1) Il aurait, suivant d'autres, répondu simplement : « Jolie hypothèse, Sire, qui explique bien des choses. »

choisit pour ministre de l'intérieur ; mais, comme le disait Napoléon à Sainte-Hélène, « géomètre de premier rang, Laplace ne tarda pas à se montrer administrateur plus que médiocre ; dès son premier travail, nous reconnûmes que nous nous étions trompés ». Laplace ne saisissait aucune question sous son véritable point de vue ; il cherchait des subtilités partout, n'avait que des idées problématiques et portait enfin l'esprit des infiniment petits jusque dans l'administration. Laplace eut la gloire de compléter et de perfectionner le système de Newton ; il reprit, souvent sans les connaître, des théories oubliées et souvent même tournées en ridicule de Descartes.

Fig. 252. — Le piano.

Il montra que le principe de la gravitation universelle était bien la loi des phénomènes cosmiques. « Préférez, disait-il, les méthodes générales ; attachez-vous à les présenter de la manière la plus simple, et vous verrez en même temps qu'elles sont presque toujours les plus faciles. » Son *Traité de la mécanique céleste* (5 vol. in-4°, 1799-1825), qui développe son *Exposition du système du monde*, publiée en 1796, ne s'adresse qu'à ceux qui sont familiarisés avec les plus hautes théories des mathématiques. Il n'en est pas de même de son *Essai philosophique sur les probabilités* (1814), qui était une sorte de résumé de sa *Théorie analytique des probabilités* dégagé de toute analyse mathématique. Les ouvrages de Laplace se distinguent, en dehors de l'éminent mérite scientifique, par la précision et l'élégance du style. On peut en juger par le passage suivant :

« Presque toutes nos connaissances ne sont que probables, et, même en mathématique, les principaux moyens de parvenir à la vérité, l'induction et l'analogie, se fondent sur des probabilités. Dans l'ordre moral, on est heureux de voir que les meilleures

chances sont attachées à la pratique des principes éternels de la raison et de la conscience ; qu'il y a par conséquent un grand avantage à suivre ces principes et de graves inconvénients à s'en écarter. Leurs chances, comme celles qui sont favorables aux loteries, finissent toujours par l'emporter au milieu des oscillations de l'inconnu et de ce qu'on appelle le hasard. »

La même union du génie scientifique et du talent littéraire, qui semble d'ailleurs de tradition en France, se montre dans LAGRANGE (1736-1816). Né à Turin, de parents français, il fondait, à vingt-deux ans, dans sa ville natale, une société scientifique qui devint, en 1784, l'Académie royale des sciences. Il fut pendant vingt et un ans (1766-1787) président de l'Académie des sciences de Berlin. Il avait attiré en France par Louis XVI. Napoléon disait de lui qu'il était la haute pyramide des sciences mathématiques. Il le fit, comme Laplace, sénateur, grand officier de la Légion d'honneur, comte de l'Empire. De tels honneurs ne pouvaient être mieux placés. Pour ne parler que de ses principales découvertes, il perfectionna le calcul différentiel par son calcul des variations ; il appliqua cette nouvelle théorie dans son œuvre capitale, la *Mécanique analytique,* où il créait une science nouvelle. La première édition de cet ouvrage est de 1787, la seconde, de 1811-1815. On admire aussi ses recherches sur les cordes vibrantes et sa démonstration de la variation périodique des axes du système solaire, qui lui assure un rang éminent parmi les astronomes.

A coté de Lagrange et de Laplace, il faut citer DELAMBRE, MÉCHAIN et JACQUES-DOMINIQUE CASSINI. Cassini termina les travaux de la grande carte de France commencée par son père, et dont la première feuille fut présentée à l'Assemblée Constituante en 1789. Delambre et Méchain furent chargés de mesurer un arc de méridien : le premier, de Dunkerque à Rodez ; le second, de Rodez à Barcelone. Delambre termina son travail en 1798 ; Méchain mourut victime de la fièvre jaune, en 1805, à Castellon de la Plana (1). Cette mort ne découragea pas les savants. BIOT et FRANÇOIS ARAGO poursuivirent son œuvre à travers les Baléares. Mais leurs travaux furent interrompus par la guerre d'Espagne. Ils eurent grand'peine à échapper à la fureur des Espagnols, qui s'attaquaient à tous les Français. François Arago même, en fuyant l'Espagne, fut pris par les Barbaresques et obligé de servir d'interprète sur un bateau pirate. Il ne put rentrer en France qu'en 1809, où il fut, l'année même, nommé membre de l'Institut, à vingt-trois ans. Vers le même temps, un autre grand travail de géographie astronomique avait été accompli, la réunion trigonométrique des observatoires de Paris et de Greenwich (1805). Ce travail fut confié aux astronomes Méchain et Cassini, auxquels on adjoignit le géomètre Legendre.

LEGENDRE, que l'on connaît surtout par ses *Éléments de géométrie* qui sont restés classiques, pénétrait dans les théories les plus profondes de la géométrie et de

(1) Parmi les collaborateurs de Delambre et de Laplace, il serait injuste d'oublier SEDILLOT (1777-1832), qui, au sortir de l'École polytechnique, se livra avec le plus grand succès à l'étude des langues de l'Orient, et fut à la fois professeur à l'École des langues orientales et astronome du Bureau des longitudes. Il rendit de grands services en traduisant les ouvrages de divers astronomes arabes.

l'arithmétique. Il établissait, le premier, la plupart des propriétés des fonctions elliptiques, et publiait, en l'an VI, son *Essai sur la théorie des nombres,* qui précédait de trois ans les *Disquisitiones arithmeticæ* de l'Allemand Gauss.

La géométrie pure avait été moins pratiquée par les mathématiciens depuis la merveilleuse invention de la géométrie analytique de Descartes, qui avait amené Newton et Leibnitz à la découverte du calcul différentiel et intégral. Mais elle se relève au commencement du siècle. C'est alors que se constitua cette géométrie qui, renouant la tradition des grands mathématiciens de l'antiquité et marchant sur les traces de De-

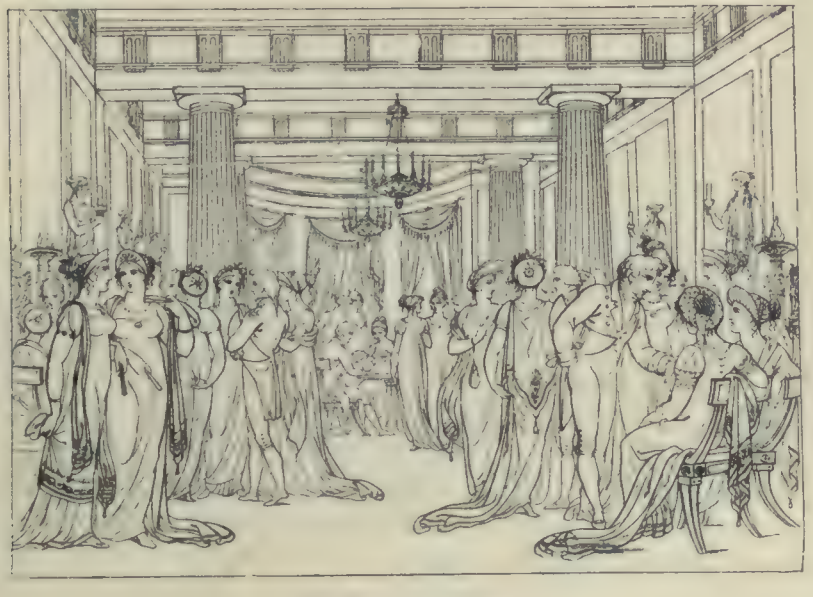


Fig. 253. — La réception.

sorgues et de Pascal, devait recevoir de nouveaux développements de nos jours et mériter, à la suite des travaux de Poncelet (1) et Chasles, le nom de géométrie récente. Cette géométrie a la généralité de la géométrie analytique, tout en étant exempte des calculs algébriques proprement dits, quoiqu'elle fasse un aussi heureux usage des relations métriques des figures que de leurs relations descriptives ou de situation.

C'est à cette manière de concevoir la géométrie que se rattachent les travaux de Monge et de Carnot. Monge (1746-1818) avait vingt ans, et n'était que répétiteur à l'École du génie de Mézières, lorsqu'il conçut l'idée de coordonner en un système scientifique les procédés plus ou moins empiriques que les tailleurs de pierre et les maîtres charpentiers se transmettaient traditionnellement depuis un temps immémorial. Il avait ainsi créé la science nouvelle qu'on appelle la Géométrie descriptive.

(1) Poncelet, lieutenant du génie, fait prisonnier en 1812 et envoyé à Saratof, sur le Volga, occupa les ennuis de sa captivité en se livrant, sans livres, à des recherches de géométrie qui devaient l'amener à ses belles découvertes.

Mais les autorités de l'École de Mézières l'empêchèrent d'exposer sa découverte, ne voulant pas que l'étranger pût en profiter. Ce ne fut que quinze ans après, qu'il put divulguer son secret dans son enseignement à l'École normale. Le premier *Traité de Géométrie descriptive* ne fut publié qu'en l'an VII.

La reconnaissance nationale aime surtout à voir dans CARNOT le patriote infatigable et le grand stratégiste qui a repoussé la coalition de notre territoire. Mais ses ouvrages mathématiques, *Essai sur les machines* (1787), *Réflexions métaphysiques sur le calcul infinitésimal* (1797), sa *Géométrie de position* (1803), son *Essai sur les transversales* lui assurent une place éminente dans l'histoire des sciences. En mécanique, un théorème porte son nom.

La mécanique, qui est, avec l'astronomie, la plus importante des applications de la géométrie aussi bien que de l'analyse, avait eu son théoricien général dans Lagrange. Mais son successeur à l'Institut, POINSOT, peut être mis sur le même rang que lui. En effet, on peut donner le nom d'homme de génie à celui qui, dès 1804, dans ses *Éléments de statique*, exposait le premier la théorie des couples, et élucidait de même, par des méthodes de la simplicité la plus imprévue, les problèmes jusque-là les plus obscurs de l'application des forces, dans sa *Théorie générale de l'équilibre et du Mouvement des systèmes* (1806). Poinsot ne faisait que se rendre justice, lorsqu'il disait dans la préface de la seconde édition de sa *Statique* : « On aura lieu de se convaincre que la considération des couples n'est pas celle d'un cas singulier, mais d'un élément essentiel qui manquait à la mécanique. » Aussi la postérité le place-t-elle au-dessus de Poisson, que son *Traité de mécanique* (1811) fit cependant entrer à l'Institut à l'âge de vingt-deux ans, en 1812.

CONSTRUCTIONS NAVALES. — Les grands progrès que nous venons de signaler dans les mathématiques eurent la plus heureuse influence sur les diverses branches de l'art des ingénieurs. SANÉ, *le Vauban de la marine* (1740-1831), continuait à créer les divers types des bâtiments de guerre français, supérieurs à tout ce qu'on avait fait avant lui, tant pour la marche que pour la facilité de la manœuvre. Les étrangers reconnurent cette supériorité en adoptant les modèles de Sané, qui prévalurent partout jusqu'au temps où la marine à vapeur fut substituée à la marine à voile. Déjà HUBERT (1781-1845) se montrait son émule, et avait commencé la série de ses nombreuses inventions pour simplifier et perfectionner le travail des ateliers.

GÉNIE MILITAIRE. — A la fin du dix-huitième siècle, le marquis Marc-René de MONTALEMBERT avait dépensé presque toute sa fortune à l'impression et à la gravure de son ouvrage : *la Fortification perpendiculaire, ou l'Art défensif supérieur à l'offensif* (1776-96, onze volumes in-4°) (1). Il y proposait des tracés nouveaux, fort différents des tracés de Vauban. Carnot l'appela auprès de lui pendant la Révolution, ainsi que le chevalier d'Arçon, pour s'éclairer de leurs lumières. Lorsque Carnot lui-même composa, sur l'invitation de l'Empereur, un *Traité de la défense des places* (1809, 3e éd. 1812), il reprit plusieurs des idées de Montalembert. Il soutient comme lui que la défense a

(1) Montalembert, qui s'était présenté à l'Institut en 1797, se retira, lorsqu'il apprit qu'il avait pour concurrent le général Bonaparte. Il mourut trois ans après, en 1800.

des ressources plus grandes qu'on ne l'avait cru jusque-là, attache une grande importance à l'emploi des feux verticaux casematés pour écraser l'ennemi, sans danger, lorsqu'il se présente en masse, ou à des coups de main audacieux, pour le culbuter lorsqu'il n'est pas en force (1).

Le système polygonal et casemate de Montalembert, joint à plusieurs idées de Carnot, fut d'abord appliqué par les ingénieurs allemands, principalement au fort de Coblentz. Il s'est répandu depuis dans toute l'Europe, non qu'on l'ait appliqué complètement, mais on en a tenu un compte sérieux. Un autre Français, qui émigra après le 10 août, mais qui, devenu le plus savant ingénieur de l'armée prussienne,

Fig. 254. — Le jeu.

mourut à la défense de Dantzig, Bousmard, publiait, de 1797 à 1803, un remarquable *Traité de fortification* dont se sont inspirés les plus célèbres officiers du génie de son temps, Rogniat, Haxo, et surtout Chasseloup-Laubat, dont les *fortifications d'Alexandrie*, admirées de toute l'Europe, furent détruites en 1815, sur la demande de l'Autriche. On reproche au système de Bousmard d'être trop compliqué et trop coûteux. Il ne faut pas croire, d'ailleurs, que ces nouveautés aient en rien diminué la gloire de Vauban. On applique à des conditions de guerre différentes les principes qu'il avait posés.

Génie civil. — Dans le génie civil, Lamblardie continuait les travaux de Cherbourg, les travaux de Cessart. Brémontier, devenu inspecteur général des ponts et chaussées, poursuivait, jusqu'à sa mort, mais sans opposition alors, les admirables plantations destinées à fixer les dunes de l'embouchure de la Gironde. La coupole en char-

(1) Ce ne fut qu'en 1806, qu'on publia les œuvres de Cormontaigne, le plus remarquable des ingénieurs militaires français depuis Vauban (3 vol. in-12).

pente de la Halle au blé, élevée par Roubo, ayant été brûlée en 1802, BELLANGER proposa de la remplacer par une coupole en fer, et exécuta, en 1812, cette construction, qui parut, comme celle qu'elle remplaçait, un chef-d'œuvre d'habileté technique et de hardiesse. PRONY s'occupait, de 1810 à 1814, de l'assainissement des Marais Pontins et écrivait à ce sujet un ouvrage qui est resté un modèle, où il prouvait que la plus grande partie de ces marécages pestilentiels pouvait être rendue à la salubrité et à la culture.

PHYSIQUE. — La physique était dès lors si intimement unie aux mathématiques, que la section de physique générale à l'Institut fut comprise, non dans la subdivision des sciences physiques, mais dans celle des sciences mathématiques, les phénomènes de la chaleur et de la lumière étant surtout étendus par la géométrie et le calcul. — Joseph FOURIER, qui fut, comme Laplace, Lagrange, Biot, et bien d'autres, comme aurait pu l'être Arago, membre de l'Académie des sciences et de l'Académie française, trouvait le temps, au milieu de ses fonctions de conseiller d'État, puis de préfet de l'Isère, qu'il remplissait avec le zèle le plus éclairé, de composer deux mémoires (1807) qui servirent de base à sa *Théorie analytique de la chaleur*. Dans la théorie de la lumière, l'officier du génie MALUS publiait son *Traité d'optique analytique*, sa *Théorie de la double diffraction* (1808), et s'immortalisait par sa découverte de la polarisation de la lumière. Ses travaux ont préparé ceux de Fresnel, qui publiait son premier mémoire en 1815.

Mais le grand fait du siècle fut la découverte de l'électricité dynamique, qui a produit tant de merveilles et qui en produira encore bien d'autres. Ce fut dans les premiers jours de janvier 1800, date à jamais mémorable dans l'histoire des sciences et même dans l'histoire de l'humanité, que VOLTA constitua définitivement sa pile (1), machine qui permettait d'accumuler l'électricité et de créer à volonté les courants électriques.

Pour Volta, l'électricité ne se développait que par le contact, et il ne tenait pas compte de l'altération des divers éléments de son appareil. Il adressa sa découverte au président de l'Académie de Londres, Joseph Banks, et dès l'année même, Nicholson, Carlisle, Humphry Davy appliquaient la nouvelle invention à la décomposition chimique des corps. A la fin de cette année, Volta se rendit à Paris et fut accueilli avec les témoignages de la plus haute estime par le Premier Consul. L'Institut consacra deux de ses séances à examiner l'appareil. Napoléon, qui assistait avec ses collègues à la seconde de ces séances, fut saisi d'admiration, suggéra des expériences nouvelles et proposa, en qualité de membre de l'Institut, que la section des sciences décernât à l'illustre savant une médaille d'or. Cette médaille portait pour inscription : « A Volta. Séance du 11 frimaire an IX. » Le même jour, Volta recevait 6.000 francs pour ses frais de route.

Le professeur de Pavie, nous dit Arago dans son éloge de Volta, était devenu pour Napoléon le type du génie. Aussi le vit-on, coup sur coup, décoré des croix de la Légion d'honneur et de la Couronne de fer, nommé membre de la Consulte italienne, élevé à la dignité de comte et à celle de sénateur du royaume lombard. Quand l'Institut italien se présentait au palais, si Volta par hasard ne se trouvait pas sur les premiers rangs, les brusques questions : « Où est Volta ? Serait-il malade ? Pourquoi n'est-il pas venu ? » montraient avec trop d'évidence, peut-être, qu'aux yeux du souverain, les autres

(1) L'appareil de Volta reçut le nom de pile, à cause de sa forme.

membres, malgré tout leur savoir, n'étaient que de simples satellites de l'inventeur de la pile. « Je ne saurais consentir, disait Napoléon en 1804, à la retraite de Volta. Si ses fonctions de professeur le fatiguent, il faut les réduire. Qu'il n'ait, si l'on veut, qu'une leçon à faire par an ; mais l'université de Pavie serait frappée au cœur, le jour où je permettrais qu'un nom aussi illustre disparût de la liste de ses membres ; d'ailleurs, ajoutait-il, un bon général doit mourir au champ d'honneur (1). »

Après le départ de Volta, il fit renouveler devant lui les expériences de décomposition chimique qui venaient d'être faites en Angleterre. Frappé d'étonnement en voyant le

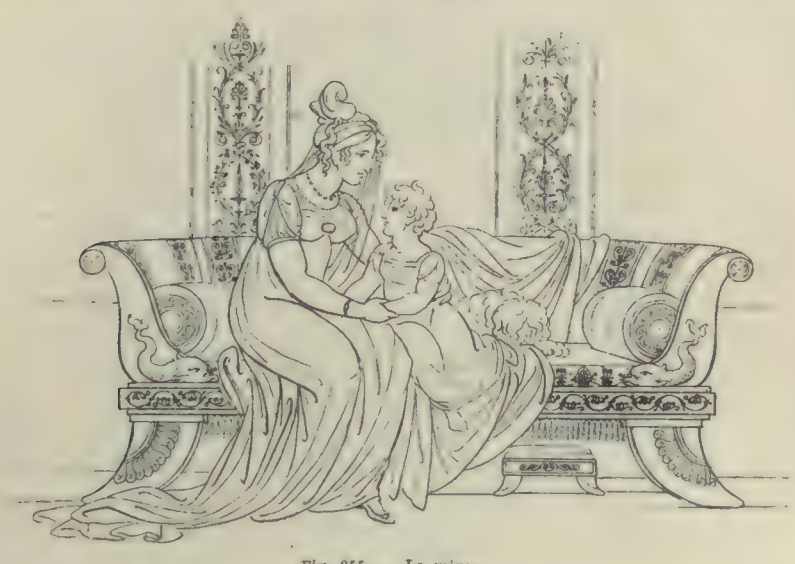


Fig. 255. — La mère.

transport des éléments des sels aux deux pôles de la pile, il garda un instant le silence, puis, se tournant vers Corvisart, son médecin : « Docteur, dit-il, voilà l'image de la vie : la colonne vertébrale est la pile ; le foie, le pôle négatif ; la veine, le pôle positif. »

Napoléon semble avoir prévu dès lors la diversité et l'importance des applications de cette découverte. Cette pensée le poursuivait au milieu de sa campagne d'Italie. Il écrivait de Marengo au ministre Chaptal, pour instituer deux prix : un prix de trois mille francs « pour la meilleure expérience qui sera faite, dans le cours de chaque année, sur le fluide galvanique, » et un prix extraordinaire de soixante mille francs « pour celui qui fera faire à l'électricité et au galvanisme un pas comparable à celui qu'ont fait faire à ces sciences Franklin et Volta ». Les étrangers de toutes les nations devaient être également admis au concours. Le prix de trois mille francs ne fut décerné pour la première fois qu'en 1807 ; et, malgré la guerre acharnée qui nous séparait de l'Angleterre, il fut accordé à l'illustre Humphry Davy. La Société Royale de Londres ne voulut pas être en reste de générosité, et décerna à Malus, en 1811, la médaille de Rumford.

(1) Arago, *Notices biographiques*, t. I, p. 234.

Chimie. — La pile électrique avait donné à la chimie un puissant instrument d'investigation. Les chimistes français se montraient les dignes continuateurs de Lavoisier.

Berthollet, le plus illustre peut-être, établissait les lois de décomposition des sels, dans sa *Statique chimique* (1802) et imprimait dans le *Journal de l'École polytechnique* son *Cours de chimie des substances animales,* qui commencait à poser les bases de la chimie organique. Ses recherches sur la teinture et le blanchiment des étoffes (*Éléments de l'art de la teinture,* 1791-1804) transformaient l'industrie européenne sur ce point (1). Fourcroy devait sa grande renommée moins à ses découvertes (2) qu'à son incomparable talent d'exposition, qui réunissait autour de sa chaire un auditoire étonné de se passionner pour des sujets si abstraits et si sévères. « Vous eussiez vu, dit Cuvier, des centaines d'auditeurs de toutes les classes, de toutes les nations, passer des heures entières pressés les uns contre les autres, craignant presque de respirer, les yeux fixés sur les siens, suspendus à sa bouche. Son regard de feu parcourait cette foule ; il savait distinguer, dans le rang le plus éloigné, l'esprit difficile qui doutait encore, l'esprit lent qui ne comprenait pas ; il redoublait pour eux d'arguments et d'images : il variait ses expressions, jusqu'à ce qu'il eût rencontré celles qui pouvaient les frapper; la langue semblait multiplier pour lui ses richesses. Il ne quittait une matière que lorsqu'il voyait tout ce nombreux auditoire également satisfait. » On retrouvait une partie de ce talent, mais avec plus d'apprêt et moins de verve, dans son élève Thénard, dont le *Traité élémentaire de chimie théorique et pratique* eut six éditions et fut traduit dans toutes les langues (3). Dans la chimie appliquée, on lui doit la méthode perfectionnée pour l'épuration des huiles. En 1811, il publiait, dans ses *Recherches physico-chimiques*, le résultat des travaux qu'il avait faits en commun avec Gay-Lussac. Gay-Lussac, qui doit la place qu'il occupe dans la chimie, moins peut-être à la force de son esprit scientifique qu'à son habileté d'expérimentateur, a laissé cependant son nom aux lois de composition en volume des gaz. Il avait fait, en 1804, deux ascensions aérostatiques à une hauteur de 7.000 mètres, la première avec Biot, la seconde seul, pour étudier le magnétisme, l'électricité et la composition de l'air dans les hautes régions.

Il serait trop long d'indiquer les travaux de tous les chimistes qui mériteraient cependant une mention, ne fut-ce que par reconnaissance, pour les applications utiles de leurs découvertes, Guyton de Morveau, Jean Darcet (1725-1801) et Joseph Darcet fils (1777-1844), Vauquelin, Dulong, etc. Nous parlerons des plus illustres, de Chaptal et de Leblanc, à propos de l'industrie, mais nous ne pouvons oublier de rappeler ici le nom d'un homme qui résume encore aujourd'hui la science du siècle.

(1) Un des premiers à employer la méthode de blanchiment de Berthollet fut Jean-Michel Haussmann, fabricant d'indiennes à Logelbach, grand-oncle du préfet de la Seine, G. Haussmann. Il fixa le premier sur le lin, le coton et la laine le prussiate de fer de manière à produire, sans indigo, toutes les nuances de bleu.

(2) Les plus importantes sont relatives aux composés détonants par percussion, et à l'analyse des eaux sulfureuses.

(3) C'est au moyen d'une traduction hollandaise du *Traité de chimie* de Thénard, qui s'était égaré jusqu'à l'île Kiou Siou, et d'un dictionnaire hollandais-français, qu'un Japonais, qui avait conçu pour notre pays une vive sympathie, arriva, le premier de ses compatriotes, à savoir quelque chose de notre langue, dont il parvint à reconstituer en partie la grammaire. (*Annales de l'Association française.*)

M. Chevreul, né le 31 août 1786, s'était déjà fait connaître dans le monde savant, avant 1815, par sa découverte des acides stéarique et oléique, découverte qui devait amener plus tard, entre autres applications, l'invention de la bougie stéarique.

Sciences naturelles. — Zoologie. — Quel que fût alors l'éclat des sciences mathématiques et physiques, les sciences naturelles ne leur cédaient en rien; il suffit de citer Cuvier, Geoffroy Saint-Hilaire, Jussieu, Haüy.

Georges Cuvier, né en 1769, à Montbéliard, qui appartenait alors au Wurtemberg,

Fig. 256. — Georges Cuvier.

vint à Paris en 1794. Il posait dès 1795 les bases de la classification zoologique en se fondant sur la loi de la subordination des organes.

Il faisait faire un pas immense à l'anatomie comparée; on peut même dire qu'il opérait une révolution dans cette science, en établissant la loi de la corrélation des formes, qui permet, avec un seul fragment, de reconstituer l'être tout entier. Il en fait à la paléontologie des applications vraiment merveilleuses. Il crée comme un monde nouveau, il rend, pour ainsi dire, l'existence aux végétaux et aux animaux disparus et transforme l'étude de la géologie en permettant de déterminer l'antiquité successive des couches terrestres, par l'examen des débris fossiles qui s'y trouvent. Ses *Leçons d'anatomie comparée* furent rédigées et publiées, de 1800 à 1805, par Duméril et Duvernoy, qui se faisaient déjà connaître par des travaux personnels remarquables. Parmi

ses autres collaborateurs, il faut citer son frère FRÉDÉRIC CUVIER. Mais un seul pouvait être considéré comme son rival.

GEOFFROY-ÉTIENNE SAINT-HILAIRE (1772-1844), déjà professeur au Muséum en 1793, avait contribué à y appeler Cuvier. En 1797, il avait suivi Bonaparte en Égypte, et, après la perte de notre conquête, il nous avait conservé, par son énergie, les collections scientifiques que les Anglais voulaient nous enlever. Envoyé en Portugal, en 1807, pour explorer, au profit de la France, les riches collections de ce pays, il enrichit, par de judicieux échanges, les deux pays à la fois, et sut mériter la reconnaissance des Portugais. En 1815, il travaillait encore avec Cuvier; mais déjà on pouvait apercevoir dans ses divers *Mémoires* les idées qui devaient se développer plus tard et amener une éclatante rupture scientifique entre les deux illustres savants. Tandis que Cuvier, sans nier l'unité du plan primitif des choses, cherchait surtout, pour établir ses classifications, à déterminer les différences des êtres, Geoffroy Saint-Hilaire, poursuivant l'idée de l'unité de composition de la nature, appuyait sur les analogies entre les animaux et étudiait les types de transition d'une classe à l'autre.

Des idées autrement hardies étaient émises, vers le même temps, dans la *Philosophie zoologique* de LAMARCK (1809), un des ouvrages les plus originaux et les plus profonds de ce siècle, mais dont l'importance n'a été comprise que plus tard. Cet ouvrage y abordait de front, avec une rare vigueur d'esprit, mais une imagination parfois chimérique, tous les problèmes généraux de la science. Poussant plus loin que Geoffroy Saint-Hilaire les notions d'unité et de coordination des êtres, il exposait déjà plusieurs des idées qui ont fait la célébrité de Darwin. Lamarck s'était fait un nom parmi les botanistes par sa *Flore française*, lorsqu'il fut chargé, en 1793, à la réorganisation du Muséum, de la chaire des vers et insectes. Ce genre d'études lui était complètement étranger. Mais, en quelques années, il devenait un zoologiste éminent, et son *Système des animaux sans vertèbres* (1801), qui devint (1805-1808) son *Histoire naturelle des animaux sans vertèbres*, ses *Recherches sur l'organisation des corps vivants* (1802), le rendaient bientôt illustre. Lamarck, qui avait la vue affaiblie, dès 1796, devint, sur la fin de sa vie, complètement aveugle. Cette infirmité n'interrompit pas ses travaux scientifiques, mais l'empêcha de participer à l'organisation des collections du Muséum, travail qui fait autant d'honneur à Geoffroy Saint-Hilaire et à Cuvier, et leur mérite autant de reconnaissance que leurs découvertes.

Après ces grands noms, d'autres encore ne doivent pas être oubliés. LEVAILLANT continuait ses publications sur les oiseaux de l'Afrique et de l'Amérique. LATREILLE, dans sa trop grande modestie, consacra une bonne partie de son temps à servir de collaborateur à Cuvier, Lamarck, Humboldt, qui fut presque un savant français; mais il s'est placé cependant au premier rang par ses travaux sur l'histoire naturelle des insectes. Ce n'était pas par la modestie que se distinguait LACÉPÈDE, et son style, qui reste déclamatoire jusque dans les descriptions anatomiques d'animaux secondaires, suffirait à le prouver. Il eut de son vivant une renommée supérieure à son mérite; mais on l'a trop abaissé depuis. Il s'était fait connaître comme musicien et romancier, en même temps qu'il poursuivait ses études de naturaliste; sur la fin de sa vie, il écrivait une *His-*

toire générale de l'Europe. Ces aptitudes variées ne sont pas rares chez ceux qui s'adonnent à l'étude de la nature. CHARLES NODIER débutait dans les lettres, à l'âge de dix-huit ans, par la publication d'une *Bibliothèque entomologique* et d'un *Mémoire sur l'usage des antennes et de l'ouïe chez les insectes.* WALCKENAER (1771-1852), ancien élève de l'École polytechnique, devait entrer, dès 1813, à l'Académie des inscriptions pour ses savantes études sur la géographie de la Gaule, et s'est fait un nom plus tard dans la critique, par ses monographies littéraires. En 1802, il publiait une *Faune parisienne ou Histoire abrégée des insectes des environs de Paris,* puis, en 1805, un *Tableau des aranéides,* qui fait époque dans la science, et il se délassait de ces travaux scientifiques par la publication de deux romans.

BOTANIQUE. — Dans la botanique, ADANSON, qui vécut jusqu'en 1806, préparait par ses travaux une nouvelle classification botanique. Mais elle ne fut réalisée que par ANTOINE-LAURENT DE JUSSIEU, le savant de génie qui vint encore augmenter la gloire de cette illustre famille en qui peut se résumer l'histoire de la botanique pendant près d'un siècle. Dans son livre intitulé *Genera plantarum secundum ordines naturales disposita,* Antoine-Laurent de Jussieu, appliquant les idées et complétant les travaux de son oncle Bernard de Jussieu, établissait cette *méthode naturelle* qui, mettant fin au système de Linné, fonde la classification des plantes sur l'ensemble de leurs caractères. Bernard et Laurent de Jussieu ont fait, pour la botanique, ce que Lavoisier avait fait pour la chimie (1). Après Laurent de Jussieu, nous citerons DE CANDOLLE, qui compléta ses travaux; DE MIRBEL, pour son *Histoire naturelle des plantes;* THÉODORE DE SAUSSURE, pour ses *Recherches chimiques sur la végétation,* ouvrage original et plein d'idées; enfin les botanistes voyageurs, PALISSOT DE BEAUVAIS, LABILLARDIÈRE, BONPLAND, qui eurent souvent à déployer non moins d'énergie et de courage que de talent scientifique pour étudier sur place les plantes des pays les plus lointains, l'Australie, l'Amérique et l'Afrique équinoxiales.

Fig. 257. — Le comte Chaptal.

MINÉRALOGIE ET GÉOLOGIE. — La France avait alors le premier minéralogiste de l'Europe, comme elle en avait le premier botaniste, l'abbé René-Just Haüy. JUST HAÜY, frère de Valentin Haüy, l'instituteur des jeunes aveugles, fut le créateur de

(1) A côté des botanistes théoriques, les agronomes THOUIN, TESSIER, PARMENTIER, SILVESTRE, BOSC, professeur de culture au Jardin des Plantes, qui profita de sa situation de consul aux États-Unis pour en rapporter des collections d'insectes, de reptiles, de coquilles, qu'il livra généreusement aux savants; ce qui ne l'empêcha pas de faire lui-même des ouvrages estimés sur ces diverses parties de la zoologie. Nous nous reprocherions également d'oublier le peintre REDOUTÉ, le Raphaël des fleurs, qui devint professeur d'Iconographie végétale au Muséum, et qui, dans ses admirables recueils, les *Liliacées* (8 vol. in-fol., 486 planches), *les Roses* (228 planches), sut unir le charme de l'art à la précision scientifique.

la Cristallographie; son *Traité de minéralogie* (1808) est longtemps resté classique. Napoléon, qui avait pour lui la plus haute estime, le nomma chanoine honoraire de Notre-Dame, lors du rétablissement du culte. La réputation d'Haüy était européenne. En 1814, les souverains étrangers vinrent le visiter. Des princes de la famille impériale russe et un prince de Danemark suivirent ses cours, qu'il faisait avec une clarté et une élégance remarquable. La minéralogie, comme la paléontologie, préparèrent les progrès si rapides que devait faire la géologie, après 1815. Les deux principaux systèmes géologiques, le Vulcanisme ou Plutonisme et le Neptunisme, l'un qui attribue toutes les formations terrestres à l'action du feu, l'autre à l'action de l'eau, avaient été constitués, le premier, par Hutton (1726-1797); le second, par Werner (1775-1817); il appartenait aux savants modernes de les concilier. Les études de Ramond sur les Pyrénées, de Dolomieu sur les Alpes, devaient contribuer à amener ce résultat.

Médecine et chirurgie (1). — Dans la médecine, Barthez (1734-1806), représentait encore d'une façon éminente l'école du dix-huitième siècle. Broussais publia, en 1808, son *Traité des phlegmasies chroniques*. Il n'avait pas encore imaginé son système, qui devait amener tant de désastres et compromettre la santé de plusieurs générations.

Il reste en somme bien loin de Bichat (1771-1802), élève d'Antoine Petit et de Corvisart, un des plus beaux génies de la France. Son ouvrage capital est son *Anatomie générale*. Bordeu avait affirmé que dans chacun de nos organes les propriétés vitales se spécialisent, qu'ils ont une vie propre à côté de leur vie commune; Bichat détermina par l'expérimentation directe, les différences que présentent les propriétés vitales dans les divers tissus relativement à leur nature, à leur mode, à leur intensité. En harmonie avec leurs fonctions, elles sont la source de leurs actes physiologiques, de leurs sympathies, de leurs lésions pathologiques, des symptômes par lesquels elles les manifestent. Il fut le véritable créateur de l'anatomie et de *la physiologie des tissus*.

Corvisart (1755-1821), clinicien de premier ordre, vulgarisa et perfectionna la méthode de la percussion thoracique, qu'un modeste praticien allemand, Avenbruger, avait déjà indiquée avec précision dans un ouvrage écrit en latin, que Corvisart traduisit. Il cultiva l'anatomie pathologique avec grand succès, mais il disait avec raison : « Le but désirable, le but unique même de la médecine pratique doit être non pas de rechercher, par une stérile curiosité, ce que les cadavres peuvent offrir de singulier, mais de s'efforcer de reconnaître les maladies à des signes certains, à des symptômes constants. » (*Essais sur les maladies de cœur.*) On oublie peut-être un peu aujourd'hui que la science n'est pas tout dans un médecin, il lui faut surtout le coup d'œil et l'expérience. Le médecin au lit d'un malade est comme un général devant l'ennemi. On peut être un harmoniste mathématique de première force et incapable de jouer bien un morceau de musique.

Laennec porta presque à la perfection la méthode de l'auscultation; son traité sur

(1) *Histoire de la médecine et histoire de la chirurgie*, par Boyer, dans le *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*, composé sous la direction des docteurs Dechambre et Lereboullet (Asselin et Houzeau, éditeurs). Article *Anatomie*, par Dechambre et Lereboullet, dans le même dictionnaire. Ces deux articles mériteraient d'être développés, pour former des ouvrages distincts. — Guardia, *Histoire de la médecine.*

GARDE IMPÉRIALE.

Train d'Artillerie 1805-14 — Artillerie à cheval: Officier 1804-14 Canonnier — Artillerie à pied: Officier 1809-14 Canonnier — Sapeur du Genie 1810-14

ce sujet où il coordonne ses leçons et ses travaux antérieurs est de 1819. Il succéda, au Collège de France, au célèbre JEAN-NOEL HALLÉ (1754-1822), fils du peintre Noël Hallé et petit-fils du peintre Claude-Guy Hallé. Hallé, médecin d'un savoir étendu, d'un caractère élevé et aimable, fut professeur d'hygiène à la Faculté dès 1794, et propagea la vaccine. GUÉNEAU DE MUSSY fut un de ses élèves. Il avait été exclu de l'École polytechnique pour avoir refusé de prêter le serment de haine à la royauté. Il continua la tradition d'une famille déjà connue dans la médecine au temps de Louis XIV et qui y maintient encore aujourd'hui sa réputation. PORTAL, avec un véritable talent et une grande science, comme le prouve son *Cours d'anatomie médicale,* eut le tort, dans sa jeunesse, de chercher le succès par des moyens plus dignes d'un charlatan que d'un médecin et de vouloir, comme on l'a dit, « attacher des ailes à la Fortune. » Citons encore, parmi les praticiens célèbres de ce temps, DUBOIS, CHAUSSIER, un des premiers anatomistes du siècle, l'audacieux RÉCAMIER et TENON (1724-1816), qui a donné son nom à un des hôpitaux de Paris.

En 1807 venait s'établir à Paris un médecin allemand qui avait été persécuté dans son pays à cause de ses doctrines, FRANÇOIS-JOSEPH GALL. Bientôt il attirait beaucoup de monde à ses cours de l'Athénée, où il exposait son système de la phrénologie (1). Sans juger ici sa doctrine, on ne peut nier que Gall ait fait faire des progrès remarquables à l'anatomie et à la physiologie du cerveau, aussi bien par les discussions qu'il souleva que par ses propres travaux. Son ouvrage fondamental a pour titre : *Anatomie et physiologie du système nerveux en général et du cerveau en particulier, avec des observations sur la possibilité de reconnaître les dispositions intellectuelles et morales par la configuration de la tête;* 1820 ; 4 vol. in-4°, et atlas in-fol.

La médecine française continuait les traditions de haute philanthropie qui l'avaient honorée pendant le dix-huitième siècle. PINEL voyait de plus en plus prévaloir dans le traitement des fous les principes qu'il avait exposés : les malheureux aliénés étaient traités non plus comme des criminels, mais comme des malades. L'étude des maladies mentales allait dès lors attirer davantage l'attention des médecins comme des philosophes. ATHANASE ROYER-COLLARD, frère du philosophe, VIGNE, médecin en chef de l'hôpital de Rouen, s'en occupèrent particulièrement. Le ministre CHAPTAL trouva un appui dévoué dans le corps médical comme dans les chirurgiens pour la réorganisation des hôpitaux, où il rappela les sœurs de Charité.

La chirurgie, que les médecins daignaient à peine considérer comme une science, au commencement du dix-huitième siècle, était alors l'égale de la médecine, de l'avis des médecins eux-mêmes, qui suivaient d'ailleurs le même cours d'étude. DESAULT (1744-1795) avait constitué par ses ouvrages l'anatomie chirurgicale, et créé à l'Hôtel-Dieu la première école de clinique chirurgicale qu'ait eue la France. En théorie, le dynamisme prenait la place du mécanisme qui avait dominé au siècle précédent. On tient désormais grand compte, dans les affections chirurgicales, non seulement des modes mécaniques (resserrement, obstructions, etc.), mais des causes inhérentes au sujet (âge, sexe, constitution et tempérament, etc.), aussi bien que des circons-

(1) Vers le même temps, son compatriote HAHNEMANN constituait l'homœopathie.

tances extérieures (climat, topographie). C'est à l'école de Montpellier qu'est due pour la plus grande part cette heureuse transformation.

Fig. 258. — La Victoire et la Renommée.
Peint par F. Gérard. Musée du Louvre.

Avec les grandes guerres du temps, le champ d'expérience ne manque malheureusement pas aux chirurgiens. La chirurgie militaire est d'ailleurs à la hauteur de sa tâche, avec DESGENETTES, PERCY, LARREY. Larrey vulgarisa l'usage des appareils inamovibles pour les blessures, méthode connue des Arabes, mais oubliée en Europe jusqu'à Moscati. Plusieurs des chirurgiens qui se placèrent au premier rang dans l'enseignement ou la pratique de leur art sortaient du service médical des armées, comme LISFRANC (1) et DELPECH. Depuis la mort de Desault, la chirurgie française, outre les noms que nous avons cités, s'honorait de CHAUSSIER, de DUBOIS, de BOUCHET, qui, pour ne pas quitter Lyon, sa ville natale, refusa d'être médecin de Napoléon. BOYER, premier chirurgien de l'Empereur, et PELLETAN, montraient par leurs ouvrages qu'ils étaient aussi bons théoriciens qu'habiles praticiens. Mais, dès la fin de l'Empire, ils avaient un rival dans DUPUYTREN (1777-1835), qui, à l'âge de dix-huit ans, était nommé prosecteur à l'École de santé, et en 1801 chef des travaux anatomiques de la Faculté de médecine. L'art vétérinaire était représenté par PHILIBERT CHABERT, directeur de l'école d'Alfort, et par HUZARD, membre de l'Institut depuis 1795.

La pharmacie avait profité des progrès de la chimie; avec DEYEUX et PARMENTIER, tous deux membres de l'Institut, avec CADET DE GASSICOURT, également de l'Institut, et son frère CADET DE VAUX, avec LABARRAQUE, avec BOUDET père et fils.

(1) Le tombeau de Lisfranc, au cimetière Montparnasse, est un des beaux monuments funèbres de Paris.

La découverte du protoxyde d'azote et de ses propriétés anesthésiques par Humphry Davy (1) allait donner à la chirurgie les moyens de réaliser de nouveaux progrès.

INVENTIONS. — APPLICATIONS DES SCIENCES AUX ARTS. — Dans cette trop rapide revue du mouvement scientifique de la France, réduit cependant à une quinzaine d'années, nous avons dû laisser de côté bien des noms qui auraient joué un rôle important dans une période moins heureuse. Mais il nous resteà rappeler des inventions et des perfectionnements industriels dont nous profitons encore.

Le Français LEBON était mort assassiné (1800), trop tôt pour avoir le temps de perfectionner et de faire adopter en France son invention de l'éclairage au gaz (2). Mais déjà, en 1798, Murdoch éclairait au gaz l'usine de James Watt. C'est de l'étranger que l'éclairage au gaz devait nous revenir.

Il en fut de même des bateaux à vapeur, dont deux Français, Papin puis Jouffroy, avaient d'abord eu l'idée, et pour lesquels Fulton avait fait en France ses premières expériences. L'année même où Fulton expérimentait (9 août 1803) son bateau à aubes, devant l'Académie des sciences, un Français de génie, CHARLES DALLERY, mort dans la misère et l'oubli en 1835, prenait un brevet pour un *Mobile perfectionné appliqué aux voies de transport par terre et par mer.* Ce moteur est l'hélice. Dans son mémoire il proposait l'emploi de l'hélice immergée comme moyen de propulsion et de direction des bateaux à vapeur. Il proposait aussi l'emploi d'une hélice pour activer le tirage des cheminées, l'emploi des chaudières à bouilleurs tubulaires verticaux communi-

Fig. 259. — L'Histoire et la Poésie.
Peint par F. Gérard. Musée du Louvre.

(1) C'est le 11 avril 1799 que Humphry Davy constata l'action particulière de ce gaz sur la sensibilité. Il publia l'année même les résultats de ses expériences, sous le titre *Recherches chimiques sur l'oxyde nitreux et les effets de sa respiration.*

(2) L'ancien mode d'éclairage à l'huile reçut alors de grands perfectionnements de CARCEL.

quant avec le réservoir de vapeur, et celui des mâts rentrants. Dallery s'était d'abord occupé de la construction d'instruments de musique et avait travaillé dans la maison de Sébastien Érard.

Sébastien Érard fit de la fabrication des pianos récemment inventés, et que nous devions faire venir jusque-là d'Allemagne et d'Angleterre, une branche importante du commerce français. Les perfectionnements qu'il y apporta firent définitivement abandonner le clavecin. Sébastien Érard inventa aussi l'orgue expressif. Vers la fin de l'Empire, Ignace Plevel était venu s'établir à Paris, et joignait à son commerce de musique une fabrique de pianos. La France avait ainsi les plus célèbres facteurs de l'Europe.

Il en était de même pour la fabrication des instruments de précision et des appareils scientifiques : il suffit de citer Rochon, Lenoir, Vincent et Auguste Chevalier et surtout Bréguet. Bréguet apporta, entre autres inventions, les perfectionnements les plus ingénieux aux télégraphes de Claude Chappe. Il voulut revendiquer l'invention même, et Claude Chappe fut si affecté de se voir contester sa découverte, qu'il se donna la mort en 1805. Bréguet est resté le nom le plus célèbre de l'horlogerie française ; et cependant l'horlogerie était portée alors à sa perfection par les Bertoud et les Lepaute. Pour la fabrication usuelle des montres, l'usine de Beaucour, fondée en 1780, par Frédéric Japy, simple ouvrier, fils d'un maréchal de village, avait déjà pris avant sa mort une telle importance et continuait à prendre, sous la direction de son fils Frédéric-Guillaume (depuis 1806), de tels développements que l'on pouvait prévoir que la France ne tarderait pas à l'emporter, pour l'importance de la fabrication comme pour la perfection des produits, sur la Suisse elle-même. Peu de noms méritent plus de reconnaissance de la part de l'industrie française, surtout si l'on songe que depuis plus de cent ans la famille Japy a continué ses traditions d'activité et de philanthropie.

Mais s'il fallait assigner des rangs au milieu de tous les ingénieurs mécaniciens français de cette date, la première place devrait appartenir à Conté (1755-1805), dont le public ne connaît guère le nom que par ses crayons Conté, mais dont Monge, un bon juge, disait : « Il a toutes les sciences dans la tête et tous les arts dans la main. » Chargé de diriger la publication du grand ouvrage de *l'Expédition d'Égypte*, il inventa une machine à graver, qui simplifiait d'une manière considérable l'exécution des fonds de ciels et des masses des monuments et rendit ainsi plus facile l'œuvre qu'avait entreprise l'imprimerie des Didot.

L'imprimerie des Didot était déjà une des premières imprimeries privées de l'Europe à la fin du dix-huitième siècle. Elle n'avait alors pour rivale que l'imprimerie de Bodoni, à Parme (1740-1813) (1). Pendant la période impériale elle n'en eut plus.

Les Didot étaient à la fois fabricants de papier, imprimeurs et éditeurs. A la fin du dix-huitième siècle, le chef de la maison était François-Ambroise (1730-1804). Son frère, Pierre-Ambroise Didot, avait fondé, à Essonne, une papeterie où l'un de ses fils, Didot de Saint-Léger, inventait la fabrication mécanique du papier sans fin. Tandis

(1) Parme fut, de 1803 à 1814, le chef-lieu d'un département français.

Fig. 260. — Baptême du roi de Rome dans l'église Notre-Dame, 10 juin 1811. D'après un dessin de J. Goubaud. Musée de Versailles.

Le parrain du jeune prince était le grand-duc de Wurtzbourg, et la marraine Mme Lætitia, mère de l'Empereur. Les rois d'Espagne et de Westphalie, le prince Borghèse, le prince Eugène, vice-roi d'Italie le duc de Parme et le prince archi-chancelier de l'Empire assistaient à cette cérémonie.

que le fils aîné de François-Ambroise, Pierre Didot, s'occupait surtout de l'imprimerie proprement dite, Firmin Didot, son frère cadet, se plaçait au premier rang des graveurs et des fondeurs et perfectionnait la stéréotypie (1) au point d'en faire un procédé usuel de la typographie, qui, par son progrès même, en revenait à son point de départ des caractères fixes.

Il s'occupa particulièrement de perfectionner et de rendre moins coûteuse la gravure des caractères d'écriture et des cartes géographiques. Il trouvait le moyen d'exécuter typographiquement les caractères d'écriture sans aucune interruption dans les liaisons. Il commençait en 1797 la publication de ses petites éditions stéréotypées des classiques, si rapidement populaires, et de ses *Tables de Callet*, dont le nouveau procédé avait seul rendu possible l'impression avec une correction absolue et durable. D'autre part, jamais une industrie privée n'avait publié des ouvrages plus magnifiques et plus parfaits, tels que l'*Iconographie* de Visconti, *les Ruines de Pompéi,* de Mazois, l'édition in-4° de Camoëns, et surtout les éditions dites du Louvre, parce que Pierre Didot avait été autorisé à placer ses presses dans ce palais à titre de récompense nationale; ce sont : le *Virgile*, l'*Horace* et le *Racine* in-folio, pour lesquels les plus grands artistes du temps firent des dessins, le *Racine* surtout, qu'un jury proclamait « le plus beau monument typographique de tous les lieux et de tous les âges ». De pareilles œuvres appartiennent moins peut-être à l'histoire de l'industrie qu'à l'histoire des beaux-arts, dont nous allons maintenant nous occuper.

(1) Herhan perfectionnait aussi par d'autres moyens (1802) le procédé de la stéréotypie. — Le double souci de la beauté artistique et de l'intérêt populaire se montre avec une noble simplicité dans la lettre que François Didot écrivait à son fils Ambroise-Firmin Didot, voyageant alors dans la Troade et la Grèce : « J'attends ton retour avec assez d'impatience : je veux que tu contribues à l'exécution d'un travail qui doit faciliter l'instruction des jeunes gens, et pour un prix très modique. Car il ne faut pas borner nos travaux à perfectionner l'art sous le rapport du luxe; il faut surtout le faire servir à l'utilité générale. J'ai gravé et fondu avec soin les caractères des éditions du Virgile (suit une énumération) ; mais je crois avoir été plus utile au public quand je lui ai donné une collection de tables de logarithmes, qui offrent dès à présent et offriront toujours et en tel nombre qu'on voudra des exemplaires exempts de fautes; quand j'ai imaginé le procédé des éditions stéréotypes pour entretenir et propager le goût des bonnes études dans tous les genres, quand j'ai exécuté ces modèles d'écriture qui tomberont nécessairement et sans frais entre les mains des enfants pauvres. » Il continue en disant à son fils qu'il l'attend pour commencer à exécuter, par un nouveau procédé économique, les cartes de géographie.

Frise d'une chambre à coucher de la Malmaison. Dessins de Percier et Fontaine.

CHAPITRE NEUVIÈME.

BEAUX-ARTS.

LES MUSÉES. — LES ÉCOLES. — LES PRIX DÉCENNAUX. — PEINTURE. SCULPTURE. — GRAVURE. — ART INDUSTRIEL. — MUSIQUE. — ART DRAMATIQUE (1).

LES MUSÉES. — Jamais ville au monde n'eut une splendeur artistique comparable à celle de Paris au temps de l'Empire. Les premiers envois faits par le général Bonaparte n'avaient cessé de se renouveler. Chacune de nos conquêtes marque un accroissement de nos musées. Le 18 pluviôse an VI (6 février 1798), les peintures de Parme, Plaisance, Milan, Crémone, Modène, Cento, patrie du Guerchin, de Bologne, cédées à la France par les armistices de Parme, de Bologne et le traité de Tolentino, venaient décorer le grand salon du Louvre. L'année suivante, le 18 brumaire an VIII, elles y étaient remplacées par les tableaux tirés de Venise, Vérone, Mantoue, Pesaro, Pérouse, Fano, Lorette et Rome. Le 28 ventôse an VIII (19 mars 1800), la collection italienne s'augmente des envois de Florence et de Turin. La place manquait pour tant d'œuvres d'art s'ajoutant à celles que nous possédions déjà avant 1789, quoique les travaux d'aménagement du Louvre fussent poussés avec une grande activité. Ce

(1) Les Catalogues du Louvre de 1798 à 1810. — Charles Blanc, *Histoire des peintres.* — Siret, *Dictionnaire des peintres.* — Bellier de la Chavignerie et L. Auvray, *Dictionnaire des artistes français.* — Delescluze, *David et son temps.* — L'Introduction du *Catalogue du Louvre de* 1858, de Frédéric Villot. — Les ouvrages d'Émeric David. — Les Catalogues des Salons de 1800 à 1812. — Les ouvrages ou articles de Delestre et de Delacroix sur Gros, de Delacroix sur Prudhon, etc.

ne fut que le 15 messidor an IX (14 juillet 1801), anniversaire de la prise de la Bastille, que la deuxième partie de la grande galerie fut rendue au public.

Les conquêtes de 1806, 1807, nous amenèrent de nouveaux chefs-d'œuvre, qui furent solennellement installés au Louvre, le 14 juillet 1807, premier anniversaire de la bataille d'Iéna : 50 statues, 80 bustes, 193 bronzes, une foule de tableaux de maîtres déjà représentés dans la galerie, et des peintures de quarante artistes au moins,

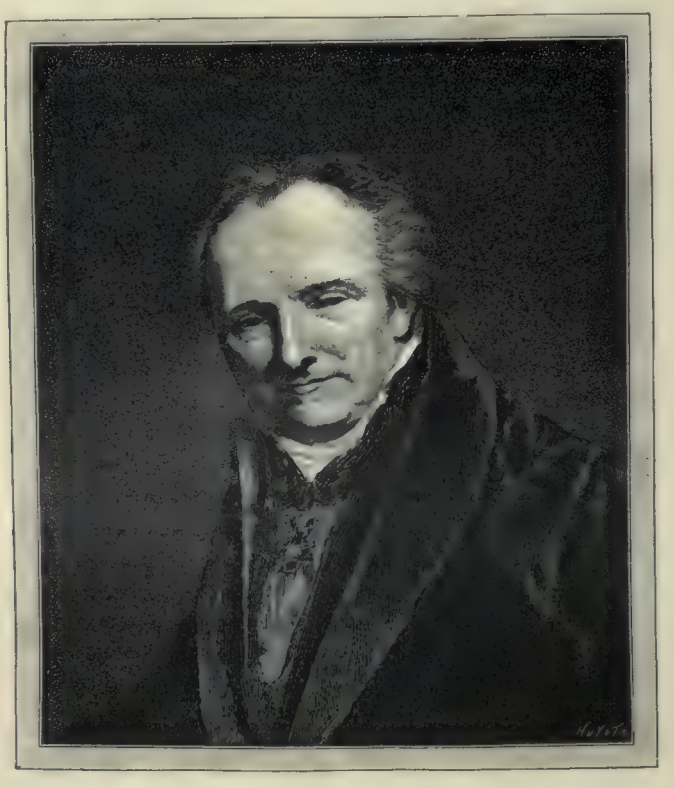


Fig. 261. — Portrait de Vivant-Denon. Tableau de Prud'hon. Musée du Louvre.

pour la plupart allemands, flamands, hollandais, inconnus en France. Le Musée, fondé depuis quelques années seulement, est à l'apogée de sa gloire, et la notice de 1810 nous apprend que nous n'avons plus de chefs-d'œuvre à envier à l'Europe. La galerie, d'après l'ordre de Napoléon, ouvre pour la première fois, partagée en neuf travées ; les écoles sont classées séparément, et le Grand Salon, peu de temps après (1814-1815), reçoit les ouvrages des maîtres primitifs allemands et italiens.

Nous indiquerons les principales de ces œuvres que la victoire nous avait données, et qui, jointes à celles que les rois de France avaient déjà rassemblées, faisaient de notre Musée une collection incomparable, et telle, qu'on n'en reverra probablement jamais de semblable dans aucun temps ni dans aucun pays.

Venus du palais Pitti. — Van Dyck, *Portrait de Bentivoglio.* — Titien, *le Martyre de saint Pierre; le Portrait d'Hippolyte de Médicis.* — Pérugin, *la Mère de pitié.* — Raphaël, *le Portrait de Jules II; le Cardinal Inghirami; Portrait de Léon X; Portrait de Bibbiena; la Vierge; Vision d'Ézéchiel.* — Michel-Ange, *les Parques.* — Jules Romain, trois tableaux dont *le Chœur des Muses; Sainte Famille.* — Bartholomeo, *Saint Marc.* — André del Sarto, *Déposition de croix,*

Fig. 262. — Combat de Minerve contre Mars. Tableau de David. Musée du Louvre.

deux tableaux de *l'Histoire de Joseph et le Portrait de l'artiste.* — Allori, *Judith; Expiation de saint Julien.* — Giorgione, *la Leçon de chant.* — Bordone, *Portrait de femme* — Cigoli, *l'Ecce Homo.* — Guerchin, *le Sauveur.* — Carlo Dolci, *le Sommeil du petit saint Jean; le Christ au jardin des Oliviers.* — Moroni, *deux Portraits.* — Le Parmesan, *Vierge aux Anges.*

— de Rome. — Raphaël, *la Transfiguration* (1). — Dominiquin, *la Communion de saint Jérôme.* — Caravage, *Christ au tombeau; Christ mort sur les genoux de la*

(1) La *Transfiguration* devait primitivement appartenir à la France. Elle avait été commandée à Raphaël pour la cathédrale de Narbonne, dont Médicis était archevêque. Mais, Raphaël étant mort, lorsqu'il venait à peine d'achever son tableau, le pape s'opposa à ce que ce chef-d'œuvre quittât Rome.

Vierge. — Garofolo, *la Vierge et sainte Catherine.* — Guerchin, *Incrédulité de saint Thomas; la sainte Pétronille.* — Guide, *Crucifiement de saint Pierre; la Fortune.* — Sacchi, *Miracle de saint Romuald.*

VENUS DE VENISE. — Bassan, *la Résurrection de Lazare.* — Véronèse, *Noces de Cana; Repas chez Simon; Repas chez Lévi; la Chute des Titans; Une Allégorie sur Venise (plafond du palais ducal).* — Pordenone, *Saint Laurent Justinien et d'autres saints.* — Tintoret, *le Saint Marc; la Sainte Agnès.* — Bordone, *l'Anneau de saint Marc.* — Titien, *l'Assomption; Martyre de saint Pierre Dominicain; le Martyre de saint Laurent.*

Fig. 263. — Serment de l'armée fait à l'Empereur après la distribution des aigles au Champ-de-Mars. Tableau de David. Musée de Versailles.

— DE VÉRONE. — Paul Véronèse, *le Martyre de saint Georges.*

— DE TURIN. — Sabattini, *Vierge et enfant.* — Dix-huit tableaux hollandais, dont trois Holbein, parmi lesquels un *Érasme.*

— DE MILAN. — Le Carton de *l'École d'Athènes,* de la bibliothèque ambrosienne.

— DE PÉROUSE. — Raphaël, *Une Assomption.* — Pérugin, *Isaïe; Jérémie.* — Baroche, *Descente de croix.*

— DE BOLOGNE. — Aug. Carrache, *la Communion de saint Jérôme.* — Raphaël, *Sainte Cécile.* — Dominiquin, *la Vierge du Rosaire; le Martyre de sainte Agnès.*

— DE MODÈNE. — Le Guerchin, *Mariage de sainte Catherine; Hérodiade.*

— DE LORETTE. — Annibal Carrache, *Naissance de la Vierge.*

— DE PESARO. — Baroche, *Vocation de saint Pierre et de saint André; Sainte Micheline.* — Tableaux du Guide.

Venus de Fano. — Guide, *Jésus-Christ remettant les clefs à saint Pierre.*

— de Parme. — Corrège, *la Vierge et saint Jérôme, la Descente de croix, le Martyre de saint Placide et de sainte Flavie,* le *Repos en Égypte.*

En dehors de l'Italie, les collections du stathouder, les musées ou les monuments de l'Allemagne, principalement la célèbre galerie de Cassel, furent dépouillées de leurs œuvres les plus précieuses. Cassel perdit ses Rembrandt et ses Ruysdael les plus beaux. L'on vit, au Louvre, ses deux *Paysages* de Rembrandt, et ses *Portraits* de

Fig. 264. — Léonidas aux Thermopyles. D'après le dessin de David. Musée du Louvre.

Saskia et de Coppenol, sans parler de *la Présentation au temple,* de *la Famille du bûcheron,* du portrait du *Jeune homme inconnu,* de *Jacob bénissant les enfants de Joseph* du même maître. On y vit aussi *le Torrent* de Ruysdael (Cassel), *l'Hôtellerie* et *le Taureau* de Paul Potter, *la Maladie d'Antiochus* de Gérard de Lairesse, *le Camouflet* de Kalft, un *Intérieur* de Gonzalès Coquès, etc., etc. On allait même chercher, dans les pays du Nord, des tableaux de l'école italienne, tels que *le Sacrifice d'Abraham* d'André del Sarto (de la Haye). La Belgique, quoiqu'elle fît partie de la France, dut se dépouiller. Anvers dut envoyer à Paris *la Descente de croix* et *l'Élévation de la croix* de Rubens, dont on voyait aussi, au musée Napoléon, *Saint Roch, l'Assomption,* la *Vénus et Adonis* de la galerie du Stathouder. On alla enlever, dans un petit village des Pays-Bas, le *Saint Martin* de Van Dyck. Enfin, le monu-

ment le plus précieux de la première école flamande, *l'Adoration de l'Agneau* des frères Van Eyck, dut quitter l'église Saint-Bavon de Gand.

Le 18 brumaire an IX, fut ouvert le musée des Antiques. Au-dessus de la porte on avait placé un buste colossal de Bonaparte ; là, se voyaient aussi des trophées glorieux. Entre autres chefs-d'œuvre, Florence avait dû nous envoyer la *Vénus de Médicis ;* Rome, le *Vase Borghèse*, la *Melpomène*, *le Tibre;* le *Gladiateur mourant* et le *Ménandre* du Capitole, le *Laocoon* et surtout l'*Apollon du Belvedère*, que l'on considérait, depuis Winckelmann, comme le chef-d'œuvre de l'art. Les Romains placèrent au Vatican, sur le piédestal dépouillé, une statue de Canova, le *Persée,* qu'ils appelèrent *la Consolatrice. Les Chevaux de bronze* de Venise furent placés sur l'arc de triomphe du Carrousel. *Le Lion ailé de Saint-Marc* orna une de nos fontaines.

Malgré tout ce que la conquête nous donnait, le gouvernement enrichit le Louvre par des acquisitions, telles que, les deux *Intérieurs* de Pierre de Hooghe, *le Banquier et sa femme* de Quentin Matzys, le *Portrait de Tromp* par Metzu, *le Marché aux poissons* d'Adrien van Ostade, des œuvres de David de Heem, d'Ommeganck, de Weenix, etc. On avait aussi recours à des échanges. Le musée Brera, de Milan, reçut en 1812 cinq tableaux de l'école flamande, et nous envoya les deux Bonvicino, le Carpaccio, et le Beltraffio qu'on voit encore dans notre galerie.

« Paris n'était pas seul à profiter de nos conquêtes artistiques. Dès le 6 frimaire an VII, Heurtaut de Laneuville, dans une séance du Conseil des Cinq-Cents, avait demandé, au nom des commissions d'instruction publique, la fondation dans les provinces d'écoles de peinture, de sculpture et d'architecture, ainsi que l'établissement de collections d'objets d'art près de ces écoles. Ce projet avait été ajourné, et il était réservé à celui qui avait doté la France de tant de richesses d'en faire la répartition. Pendant les dernières années du Consulat, vingt-deux musées départementaux furent créés et reçurent, de 1803 à 1805, de nombreuses toiles provenant de l'ancien Cabinet du roi, des églises de Paris et des conquêtes. Plus tard, un décret de l'Empereur du 15 février 1811, suivi d'une décision du ministre de l'intérieur du 21 mars suivant, accorda une nouvelle livraison de tableaux à six villes de l'Empire. C'est pourquoi neuf cent cinquante tableaux sortirent du Louvre. » (Villot.) La ville de Lyon reçut une des plus célèbres *Vierges* du Pérugin, et Caen, *le Mariage de la Vierge* du même peintre ; Rouen, une *Vierge entourée de donateurs,* œuvre de l'école flamande, qui est un des plus beaux tableaux de son musée. Les départements nouveaux formés par la conquête n'étaient pas oubliés ; c'est ainsi que l'on envoya au musée de Mayence, qui le possède encore, une *Descente de croix* attribuée à Jean Cousin.

Les villes dépouillées pouvaient justement se plaindre qu'on leur prît ce qui faisait leur honneur et y attirait les étrangers ; mais plusieurs chefs-d'œuvre ne durent leur conservation qu'à leur transport en France, car la négligence était souvent bien grande de la part de ceux qui possédaient ces trésors. On avait notamment laissé détruire par les vers *la Vierge de Foligno*, de Raphaël, et le *Martyr de saint Pierre Dominicain,* du Titien (1). Ces panneaux supportaient à peine la peinture prête à tomber

(1) *Le Martyre de saint Pierre* n'existe plus aujourd'hui. Ce tableau, qui passait pour le plus beau de

Les Sabines. Tableau de David. Musée du Louvre.

par écaille. Mais, grâce à un soin et une habileté rares, on put les transporter sur toile et leur assurer une nouvelle vie. Ce ne furent pas les seuls qui furent ainsi sauvés. Les procédés de rentoilage de Picault, qui venaient d'être perfectionnés par Hacquin, procédés jusque-là tenus cachés, furent généreusement livrés au public et minutieusement décrits dans la notice du 18 ventôse an X (9 mars 1802). On doit rapporter une

Fig. 265. — Portrait de M. de Nanteuil-Lanorville. Tableau de Pagnest. Musée du Louvre.

grande partie de l'honneur de toutes les mesures que nous venons de rappeler à DENON, l'administrateur des musées, qui lui-même était un artiste de talent.

Toutes nos conquêtes artistiques nous avaient été laissées par le traité de Paris, qui nous enlevait tant de territoires. Ils étaient comme le témoignage permanent de nos conquêtes et de nos exploits, et Louis XVIII pouvait dire, dans le premier discours qu'il prononça, dans cette séance mémorable du 4 juin 1814, où la charte fut promulguée : « La gloire des armées françaises n'a reçu aucune atteinte ; les monuments de leur

son auteur, a été brûlé à Venise, pendant la nuit du 15 au 16 août 1867, dans l'incendie de la chapelle du Rosaire, attenant à l'église San Zanipolo.

valeur subsistent, et les chefs-d'œuvre des arts nous appartiennent désormais par des droits plus stables et plus sacrés que ceux de la victoire. »

Il en fut autrement après les Cent-Jours. Le traité de 1815, en garantissant toutes nos propriétés tant publiques que privées, nous assurait la possession entière de nos collections artistiques. Mais chaque nation voulut reprendre par un abus de la force ce qui lui avait appartenu. Le roi, invoquant ces conventions solennelles, refusa de livrer aucun des objets d'art, dépendant alors de sa liste civile. M. de Richelieu fit entendre les protestations les plus fermes. Le directeur du Musée, Denon, menacé d'être envoyé dans une forteresse prussienne, n'en résista pas moins avec une indomptable énergie, faisant constater par les commissaires étrangers eux-mêmes, à chaque page du procès-verbal, qu'il ne cédait qu'à la violence. Parmi ces commissaires, se trouvait le sculpteur Canova. Mécontent de la manière dont Denon lui parlait, il lui disait : « On ne traite pas ainsi un ambassadeur. — Ambassadeur, allons donc ! vous voulez dire emballeur, sans doute (1) ! » La négligence qui présida à l'enlèvement de ces œuvres si précieuses montra que ceux qui les revendiquaient n'étaient pas toujours dignes de les reconquérir. Croirait-on, par exemple, que les volets du tableau de l'*Agneau* de Van Eyck, l'œuvre monumentale de la première école flamande, purent disparaître avant de revenir à Gand, et furent plus tard vendus au musée de Berlin où ils sont aujourd'hui !

Tout ne nous fut pas enlevé cependant ; la liste serait encore longue des accroissements que nos collections actuelles doivent à la période de la Révolution et de l'Empire. Quelques toiles furent protégées par leur éloignement, telles que *le Mariage de la Vierge* du Pérugin, à Caen, et les deux plafonds du palais ducal de Venise, œuvres de Paul Véronèse, qui se trouvaient alors à Versailles et qui sont aujourd'hui au Louvre. Les *Noces de Cana* nous furent laissées, à cause des difficultés du transport, en échange d'une peinture de Lebrun représentant *le Repas chez Simon le Pharisien*, de telle sorte qu'après Venise, c'est à Paris qu'on peut le mieux juger cet incomparable coloriste. Le tableau du Pérugin, qui se trouvait à Lyon, fut donné à son musée par le pape Pie VII, lorsqu'il quitta la France, en 1814, en reconnaissance de l'accueil qu'il avait reçu dans la ville. *La Femme hydropique* de Gérard Dow, de la galerie de Turin, donnée à l'adjudant général (depuis maréchal) Clausel par le roi de Sardaigne, en reconnaissance de la délicatesse et de la loyauté qu'il avait montrées dans ses rapports avec lui, fut donné par lui à la nation. Nous conservions aussi soixante-huit tableaux de l'ancienne collection du Stathouder, quelques Guerchin enlevés aux églises de Cento, *le Christ entre les Larrons*, et *la Vierge de la Victoire*, de Mantegna, etc.

Peinture. — Les écoles ; les expositions ; les prix décennaux ; les principaux artistes. — Les artistes français étaient dignes d'avoir de pareils modèles, et il est peu d'époques dans l'histoire de l'art où l'on ait à citer un plus grand nombre d'hommes de talent. Les peintres de l'ancienne école, les deux Lagrenée, François (1724-1805) (2) et son frère Jean-Jacques (1740-1827), Fragonard (1732-1806),

(1) Il est intéressant de comparer la *Messénienne* de C. Delavigne sur la spoliation du Musée avec l'*Épître à Vien*, de Ducis.

(2) Lagrenée, qu'on a appelé l'Albane français, fut chevalier de la Légion d'honneur en 1804.

GREUZE (1725-1805), assistent au début de l'Empire; mais ils ont perdu la vogue. Les principes plus sévères que VIEN (1716-1809) a cherché à faire prévaloir, son élève préféré, David, les a déjà fait triompher et son succès rejaillit sur son vieux maître, qui devient membre du Sénat dès 1799, puis commandeur de la Légion d'honneur, et comte de l'Empire. L'école de David règne alors sans conteste; sa rivale, l'école de Regnault, s'inspire des mêmes doctrines. Le goût public penche de ce côté, c'est là une suprématie volontairement acceptée et n'ayant rien de tyrannique.

Quel que soit le jugement qu'on porte sur l'œuvre de DAVID, il a eu le mérite de rendre à la peinture française trois qualités qu'elle semblait abandonner, le sentiment du style élevé, la conscience dans l'exécution, l'étude patiente des formes. Si, par haine

Fig. 266. — Le cheval du Trompette. Par Horace Vernet.

de l'à peu près, il tombe dans la sécheresse, si la recherche parfois artificielle de la grandeur lui fait négliger les sujets modernes et fait trop souvent de ses tableaux des bas-reliefs et de ses personnages des statues peintes, il n'en a pas moins rendu à notre école des services qu'on ne reconnaît pas assez aujourd'hui. Les grandes œuvres de Géricault et de Delacroix lui-même seraient difficilement explicables au sortir de Boucher, si la peinture française n'avait été soumise à la sévère discipline de David. Rappelons-nous que Paul Véronèse passa une partie de sa jeunesse à copier les estampes d'Albert Durer et de Lucas de Leyde, et n'oublions pas, d'autre part, que ce n'est pas en face de l'antique, mais devant la grâce souveraine du Corrège, à Parme, que David fut comme illuminé, comprit tout ce qu'avaient de faux les grâces maniérées de Boucher et résolut de ramener l'art à une méthode plus sévère et plus digne de son rôle. David avait l'habitude de dire : « Soyons vrais d'abord, beaux ensuite ». C'est, en somme, ce maître qu'on a voulu représenter, à la suite de trop de plates imitations, comme le coryphée de la convention académique, c'est lui qui a ramené nos peintres à l'étude de la nature et à la simplicité. On n'osa plus « casser une jambe avec grâce », on se

borna à « l'antique tout cru », et on ne le mit plus « à la sauce » (1). Le vif sentiment de la nature se retrouvait presque toujours chez David, lorsque, n'ayant pas à s'occuper du sujet, il se bornait à rendre et à interpréter un modèle, et il reste un de nos plus grands portraitistes.

Fig. 267. — Officier de chasseurs de la garde impériale chargeant. Tableau de Géricault, au musée du Louvre.

Pour se rendre compte de la transformation qu'avait subie en quelques années l'école française, il suffit de comparer le tableau qui valut à David le second prix de peinture au concours de l'Académie, avec les prix de Rome décernés à ses élèves ou à

(1) « Tu vas à Rome, disait Boucher à son neveu David, lorsqu'il eut obtenu le prix de l'Académie : tu vas étudier l'antique ; mais à ton retour, je t'apprendrai à casser une jambe avec grâce. » David raconte que dans les ateliers de son temps, lorsqu'on avait aussi exactement que possible copié un antique, tout n'était pas fini ; il fallait forcer ses muscles, relever les soucils, etc., donner en un mot de *l'expression*.

leurs contemporains, et cela dès les douze dernières années du dix-huitième siècle.

Lorsque l'Empire eut été proclamé, Napoléon, qui avait déjà fait entrer au Sénat le peintre Vien, maître de David, Napoléon, qui avait voulu emmener lui-même David en Égypte, nomma l'auteur des *Sabines* son premier peintre et lui offrit les places de énateur et de conseiller d'État que l'artiste refusa. Il lui commanda quatre grands

Fig. 268. — Cuirassier blessé quittant le feu. D'après le tableau de Géricault, au musée du Louvre.

tableaux : *le Couronnement, la Distribution des aigles,* tous deux à Versailles, l'*Entrée de Napoléon à l'Hôtel de ville* et son *Intronisation dans l'église Notre-Dame,* qui ne furent pas exécutés.

Ce n'était pas la première fois que David avait à peindre Bonaparte. A son retour de la première campagne d'Italie, se trouvant un jour dans un dîner avec l'artiste, il avait engagé la conversation : « Je vous peindrai, l'épée à la main, sur le champ de bataille, dit David. — Non, dit Bonaparte, ce n'est pas avec l'épée que l'on gagne des batailles ; peignez-moi calme sur un cheval fougueux. » C'est ce tableau, en réalité allégorique, qui, exécuté plus tard, a été mal à propos appelé *Bonaparte au Saint-*

Bernard. Cette œuvre est des plus populaires, sinon des meilleures du peintre.

Le *Couronnement,* est un de ses chefs-d'œuvre. Napoléon vint voir le tableau, suivi d'un nombreux cortège. Il l'examina quelque temps en silence, puis dit : « Cela est beau, cela est grand, l'Impératrice est bien ; son attitude est à la fois simple et pleine de noblesse; cela sent toute la grandeur d'un pareil moment... » Puis faisant deux pas en arrière : « Monsieur David, dit-il en se découvrant, je vous salue. — Sire, répondit David, visiblement ému, j'accepte au nom de tous les artistes français, le témoignage que vous venez de rendre aux arts en ma personne. » L'Impératrice Joséphine avait lieu de se féliciter de la manière dont David l'avait représentée. On reprochait avec raison à l'artiste de l'avoir faite trop jeune : « Allez le lui dire », répondit-il. Le personnage qui le premier attire le regard est bien celui de Napoléon, qui a une grandeur souveraine. Mais la figure qui mérite le plus d'admiration et est certainement une des plus belles inspirations de l'école française est celle du Pape, qui assiste comme un spectateur à la scène. Cependant David fut obligé, sur une observation de l'Empereur, de modifier d'une manière malheureuse la figure primitive. Dans le premier projet de David, pendant que Napoléon, qui venait de se couronner lui-même, couronnait Joséphine, David avait pensé que l'attitude qui convenait le mieux à Pie VII, qui n'avait rien à faire dans la cérémonie, était d'avoir les mains sur ses genoux. « Pourquoi donc serait-il venu? » dit Napoléon avec humeur. Dans l'exécution définitive, le Pape leva le bras en signe de bénédiction, mais David eut soin de donner au geste le moins d'importance possible. Pendant son séjour à Paris, le pape Pie VII avait bien voulu venir poser dans l'atelier du peintre. Il racontait plus tard, avec une bonhomie charmante, qu'il n'était pas du tout rassuré d'abord de ce tête-à-tête avec l'ancien régicide. « Il me mettait sous clef avec lui, j'avais peur : il avait *toué* son roi. Qu'aurait-il fait d'un pauvre moine de papier mâché (*di canavaccio*) comme moi? »

La dernière œuvre que David exécuta en France fut le *Léonidas,* qui rappelait sans affectation les héroïques et inutiles efforts de la campagne de 1814. David regardait la tête de Léonidas comme une de ses plus heureuses inspirations. Après 1815, dans son exil à Bruxelles, il allait contribuer au réveil de l'école belge, quoique cette école dût bientôt entrer dans une voie très différente de celles qu'avait ouvertes le peintre français. Que l'influence de David ait été bonne ou mauvaise, il reste un chef d'école, et les élèves qu'il a formés suffiraient à sauver son nom de l'oubli : Girodet, Fabre, Paillot de Montabert, Wicar, Langlois, Gros, Gérard, Isabey, Ingres, Hennequin, Léopold Robert, Granet, Rouget, Schnetz, Delescluze, Pierre Drolling, Dubois, le Lyonnais Révoil, sans parler de Germain Drouais, Cochereau, Pagnest, morts trop jeunes pour avoir pu donner la mesure de leur talent.

L'école de Regnault, malgré Guérin, Robert Lefèvre, Boisselier et Blondel, encore moins celle de Vincent, malgré Thévenin, Meynier, Picot, ne pouvaient entrer en rivalité sérieuse avec celle de David. Mais déjà, au début de l'Empire, un élève de Regnault, Guérin, avait ouvert un atelier d'où allaient sortir la plupart des peintres célèbres de la génération suivante. En 1797, à l'âge où l'on débute à peine,

il avait obtenu un succès prodigieux par son tableau du *Retour de Marcus Sextus,* et quoique les décorations de la Légion d'honneur fussent très parcimonieusement distribuées aux artistes, il n'était encore qu'élève à l'école de Rome, lorsqu'il reçut la croix de la Légion d'honneur. C'est dans son atelier, qui était déjà très florissant en 1808, que se rencontraient Géricault, Léon Cogniet, Champmartin, Eugène Delacroix, le paysagiste Paul Huet, Henriquel-Dupont, Ary Scheffer et son frère

Fig. 269. — Un carabinier. Tableau de Géricault. Musée du Louvre.

Henri Scheffer. Les ateliers de Gros avec Paul Delaroche, de Carle Vernet avec Horace Vernet, son fils, étaient également en faveur.

En même temps, Valenciennes avec C. Bourgeois faisait dans la peinture de paysage une réforme analogue à celle de David, mais, ici, bien moins heureuse. Cependant il remettait en grand honneur ce genre de peinture que le goût dominant du classique aurait pu faire abandonner, et il forma de nombreux élèves, parmi lesquels François-Victor Bertin. C'est de l'atelier de Bertin que sont sortis Michallon, Corot, et un grand nombre des artistes qui ont renouvelé la peinture de paysage en France, dans une tout autre manière que celle de Valenciennes et de Bertin lui-même. Ainsi, non seulement nous avions des artistes éminents, mais l'avenir nous en promettait d'autres qui tiendraient dignement leur place.

On pourrait considérer comme les trois grandes époques de la période de l'histoire des beaux-arts que nous étudions, le salon de 1785, où parurent *les Horaces* de David, le salon de 1808, où l'art impérial brilla dans tout son éclat, et le salon de 1819, où le *Radeau de la Méduse* de GÉRICAULT indique un art nouveau, mais dont nous n'avons pas à nous occuper ici.

Fig. 270. — Première idée de « la Vengeance et la Justice divines poursuivant le Crime ».
Dessin de Prud'hon, au musée du Louvre.

L'énumération des principales œuvres du salon de 1808 suffit à donner une haute idée de l'école française au début du siècle.

On y remarquait : David, *le Couronnement; les Sabines.* — Gros, *le Champ de bataille d'Eylau; Portrait du Général Lasalle* et *du Pianiste Zimmermann; Portrait équestre du Roi de Westphalie.* — Prud'hon, *la Justice et la Vengeance poursuivant le Crime; Psyché enlevée par les Zéphyrs;* un portrait. — Guérin, *Napoléon pardonnant aux révoltés du Caire; Amyntas.* — Gérard, *Austerlitz; les Trois Ages;* onze portraits : *l'Impératrice, la Reine de Hollande; la Reine de Naples et ses quatre enfants; la Comtesse Zamoïsca et ses enfants; le Prince de Bénévent, le comte Reynaud de Saint-Jean d'Angely; le Prince Guillaume de Prusse; le Général Sébastiani; Corvisart; Ducis; Canova.* — Meynier, *les Soldats du 76e retrouvant leur drapeau.* — Gautherot, *Napoléon parlant aux soldats.* — Debret, *Napoléon saluant les blessés ennemis.* —

Peyron, *Mort du général Walhubert.* — Ingres, *Œdipe et le Sphinx.* — Carle Vernet, *Napoléon donnant des ordres avant la bataille d'Austerlitz; Deux scènes de chasse; Une Course.* — Delescluse, la *Mort d'Astyanax.* — Paillot de Montabert, *Geneviève de Brabant.* — Quinze portraits de Robert Lefebvre. — Plusieurs portraits officiels de Kinson. — Le Jeune, *Un Bivouac avant Austerlitz.* — Taunay (l'aîné), *Entrée des Français à Munich; Cimabue et Giotto,* etc. — Des œuvres diverses de Schnetz, Swebach, Callet. — Des tableaux de genre de Martin Drolling. — Boilly, *Lecture*

Fig. 271. — Deux Amours, de Prud'hon.

du bulletin de la Grande Armée; Jeu de billard, etc. — *Des fleurs,* de Van Daël et de Van Spaendonck. — Moreau (le jeune) envoyait *Soixante-huit dessins pour Molière, Gressel, Ovide, le Werther de Gœthe,* etc. — Bertin obtenait une médaille d'or pour ses *paysages,* qui ne valaient pas les *neuf Paysages et animaux* qu'exposait Demarne. — Granet avait envoyé trois vues de Rome. On remarquait aussi une *Sainte-Marie l'Égyptienne* de *feu* Greuze.

La plupart des œuvres importantes du salon de 1808, à la suite duquel on décora Gros et Prud'hon, furent admises au concours décennal.

Ce qui montre bien à quel point le préjugé de l'antique dominait alors, c'est que l'on réserva exclusivement le nom de *Tableaux d'histoire* aux sujets empruntés à l'antiquité sacrée ou profane. On daigna bien admettre les sujets modernes, mais on les fit concourir à part en les réunissant sous ce titre : *Tableaux représentant un sujet*

honorable pour le caractère national. Les faits empruntés à l'histoire de France étaient seuls acceptés, comme s'il était nécessaire que le sentiment patriotique vînt relever un genre de peinture inférieur par lui-même. Quant au genre, et au paysage, il n'en était même pas question. Heureusement les faits contemporains ne manquaient pas d'offrir de beaux sujets aux artistes, et Napoléon a eu sur les arts de son temps une influence des plus grandes, rien que par les inspirations qu'il leur donnait. Cette influence, il devait l'avoir également sur la littérature, mais plus tard alors qu'il ne serait plus là pour la tyranniser. Voici quels furent les tableaux qui concoururent pour le prix décennal :

TABLEAUX D'HISTOIRE : *Les Sabines,* de David. — *La Famille de Priam,* de Garnier. — *Les Trois Ages,* de Gérard. — *Le Déluge* et *Atala,* de Girodet. — *Marcus Sextus* et *Phèdre et Hippolyte,* de Guérin. — *Les Remords d'Oreste,* d'Hennequin. — *Télémaque dans l'île de Calypso,* de Meynier. — *La Justice et la Vengeance poursuivant le Crime,* de Prud'hon. — Deux plafonds allégoriques, au Louvre, par Berthelemi.

TABLEAUX REPRÉSENTANT UN SUJET HONORABLE POUR LE CARACTÈRE NATIONAL : *Couronnement de Napoléon,* de David. — *L'Empereur saluant les blessés ennemis,* de Debret. — *Allocution de l'Empereur à ses troupes* le 12 octobre 1805, de Gautherot. — *L'Empereur recevant les clefs de Vienne,* de Girodet. — *Jaffa, Eylau, Aboukir,* par Gros. — *Les Soldats du 76e retrouvant leurs drapeaux à Inspruck,* par Meynier. — *Révolte du Caire,* par Guérin. — *Passage du Saint-Bernard,* par Thévenin. — *Matin de la bataille d'Austerlitz,* par Carle Vernet.

Pour la première série de tableaux, le prix fut donné à Girodet, et David n'eut que la première mention. Dans la seconde section, le prix fut donné à David.

Deux ans après ce concours où triomphait le classique, la foule s'arrêtait au salon de 1812, avec plus d'étonnement que d'admiration, devant l'*Officier des guides chargeant,* qui était la première manifestation du talent d'un peintre de vingt ans, THÉODORE GÉRICAULT. « D'où cela sort-il ? s'écria David. Je ne reconnais pas cette touche. » Il avait raison de ne pas la reconnaître. Il ne faudrait pas croire que le talent de Géricault ait été aussi méconnu que l'ont dit certains critiques. David ne niait pas le talent qu'il y avait dans cette toile. Il fut à peu près seul avec Gros et Gérard à en apprécier toute la valeur, et le jury, composé cependant des chefs de l'école officielle, plus équitable que le public, lui accorda une médaille d'or (1). Deux ans après, il exposait son *Cuirassier blessé quittant le feu,* admirable pendant, mais dans un sentiment bien différent du brillant *Officier* de 1812. C'est pendant l'Empire que fut peint l'expressive figure du *Carabinier,* dont nous donnons également la gravure. Géricault ne devait prendre rang parmi les chefs de l'école française qu'après

(1) Au même salon de 1812, débutait ARY SCHEFFER (*Abel et Thirza chantant les louanges du Seigneur*) ; STEUBEN exposait son *Pierre le Grand sur le lac Ladoga ;* HEIM, dont le prix de Rome (1807) avait vivement attiré l'attention, *l'Arrivée de Jacob en Mésopotamie ;* PAILLOT DE MONTABERT, des portraits peints à la cire ; Caminade, six portraits et HORACE VERNET, déjà remarqué en 1810, par sa *Prise du camp retranché de Glatz,* obtenait une médaille de 1re classe pour son portrait équestre de Jérôme Bonaparte et d'autres tableaux. On remarqua surtout *Brutus condamnant ses fils,* de LETHIÈRE, dont l'esquisse avait paru au salon de 1808, et les débuts du paysagiste ACHILLE-ETNA MICHALLON.

la chute de Napoléon. Les trois grands noms de la peinture en France sont alors : David, Gros et Prud'hon (1).

Gros a été l'Homère de l'épopée impériale ; Eugène Delacroix le compare au poète grec pour ses peintures de la vie si étonnantes dans leur crudité et leur simplicité, et il rappelle dans la *Bataille d'Eylau* le fusil tordu où pendent des glaçons sanglants, les jambes du cheval de l'Empereur, mouillées par la neige fondue ; dans *Pestiférés*, tant de détails profondément tragiques ; dans la *Bataille d'Aboukir*, l'in-

Fig. 272. — Le Fleuve de la vie. Tableau de Mlle Constance Mayer.

comparable cheval de Murat, qui réunit en lui toutes les perfections de la peinture. Chez Gros le sentiment le plus vif de la réalité n'enlève rien à l'élévation de l'œuvre. Il n'a pas besoin du prestige de l'allégorie comme Rubens dans la galerie de Médicis : « Il a vu ses héros à travers son enthousiasme ; la grandeur de leur action les élève suffisamment, et de ces hommes il a fait des demi-dieux. » Le nom de Gros est inséparable de celui de Napoléon. Il nous a montré le jeune général d'Arcole, vivante image de l'héroïsme, le conquérant de l'Égypte, qui semble porter déjà au front, au milieu des pestiférés, le signe de ses incomparables destinées, et l'Empereur, qui, malgré le brillant état-major dont il est entouré, attire seul le regard, au-dessus du champ de bataille d'Eylau, où les morts et les blessés sont à moitié recouverts

(1) Nous ne citerons, sauf de rares exceptions, que des œuvres faites entre 1799 et 1814.

d'un linceul de neige (1). Gros devait peindre aussi son apothéose, en le plaçant dans l'immense composition dont il devait décorer la coupole du Panthéon. Le travail était loin d'être achevé, lorsque l'Empire tomba ; la composition fut modifiée, au grand détriment de l'œuvre, et la figure de Louis XVIII remplaça celle de Napoléon.

Prud'hon, si différent de lui, mérite dans notre école une place non moins haute. Il a, avant tout, la qualité qui manque le plus à ses contemporains, la naïveté de l'inspiration, et il est peut-être de tous les peintres celui qui évoque le mieux, et cela, sans que cette redoutable comparaison l'écrase, le grand nom du Corrège. C'était une originalité bien grande dans un temps où trop d'artistes affectaient le pédantisme du contour, la haine des moyens pittoresques, substituaient le goût de l'archaïsme à celui de l'antique. Mais sa sincérité d'exécution était telle, que Prud'hon ne fut pas méconnu de son temps. Il fut décoré avant Gros lui-même. Le véritable génie de Prud'hon, son domaine, son empire, c'est l'allégorie. On peut dire qu'il y est incomparable. Une vie malheureuse avait encore avivé la sensibilité naturelle de son âme, et lorsqu'il le veut, il sait émouvoir, comme il sait charmer. Il suffit de citer son *Christ en croix,* sa dernière œuvre, qu'il laissa inachevée. La puissance d'émotion et son talent pour l'allégorie se réunissent dans son chef-d'œuvre, *la Justice et la Vengeance poursuivant le Crime.* La première idée du peintre nous a été conservée par un dessin du Louvre. Quelque belle que soit la composition qui a été exécutée, on peut regretter peut-être que cette première inspiration où l'ange de la Vengeance traîne le Crime épouvanté devant la Justice qui garde une gravité sereine, n'ait pas prévalu. Ce dessin semble avoir inspiré M. Bonnat, dans la peinture qu'il a terminée, il y a quelques années, pour le Palais de Justice. Prud'hon a d'ailleurs traité toutes sortes de sujets : portraits (*l'Impératrice Joséphine, le Roi de Rome, Mme Jarre*), tableaux de genre (*la Famille malheureuse*), sujets mythologiques (*Psyché enlevée par les Zéphyrs, Zéphyr se balançant dans un bocage, Vénus et Adonis*), et même scènes militaires (*Entrevue de Napoléon avec l'empereur d'Autriche après Austerlitz*). Au fond, les contemporains de Périclès et d'Alexandre reconnaîtraient bien plutôt un des leurs dans Prud'hon que dans David. Un seul artiste marche sur ses traces ou plutôt s'est tellement identifié à sa manière, qu'on pourrait au premier coup d'œil, confondre leurs œuvres, c'est Mlle Constance Mayer : son chef-d'œuvre, *le Fleuve de la vie,* est digne en tous points de son maître.

Après David, Gros et Prudhon, nous nous contenterons d'indiquer les principaux noms et les œuvres principales de leurs contemporains les plus célèbres. Nous remarquerons que presque tous se sont occupés de Napoléon.

Regnault n'ajoutait rien aux succès que lui avaient justement valus *l'Éducation d'Achille* et *la Descente de croix,* mais se maintenait à son rang par ses portraits, tels que celui de la reine Hortense, et par des tableaux d'histoire empruntés surtout à la mythologie. Il aimait l'allégorie ; pendant la Révolution il avait peint *la Liberté ou la Mort.*

(1) Le tableau d'Eylau fut commandé à Gros à la suite d'un concours dont le programme fut tracé par Denon et auquel prirent part vingt-cinq concurrents. Meynier eut le premier accessit, Thévenin le second. L'Empereur fit remettre à Gros, pour les reproduire, la pelisse et le chapeau qu'il portait le jour de la bataille.

Pendant l'Empire il avait commencé un tableau représentant *la Marche triomphale de Napoléon vers le temple de l'Immortalité.* Survint 1814. L'artiste, voulant utiliser ce qu'il avait déjà fait, changea la figure principale, et le tableau devint : *la France marchant vers le temple de la Paix.* GUÉRIN montrait la variété de son talent et l'heureuse union

Fig. 273. — Le Déluge. Peint par Girodet-Trioson. Musée du Louvre.

d'un dessin correct et d'une couleur harmonieuse dans *Bonaparte pardonnant aux révoltés du Caire,* et *Andromaque aux pieds de Pyrrhus.* Il savait être au besoin profondément dramatique, comme le montre la figure de Phèdre dans son tableau de *Phèdre et Hippolyte.* GIRODET, talent élevé, poétique, consciencieux, mais souvent bien pénible et bien tourmenté, obtenait le grand prix décennal pour son *Déluge,* mais nous touche davantage par son tableau plus simple de la *Mort d'Atala.* Il a traité aussi quelques

sujets modernes, par exemple : *Napoléon recevant les clefs de Vienne*. *Atala* inspirait plus heureusement GAUTHEROT que les sujets militaires (*Entrevue de Tilsit, Napoléon blessé à Ratisbonne, le Serment au Drapeau*). *La Mort d'Atala* servait aussi de sujet à HERSENT (1806), plus connu par son *Passage du pont de Landshut*, son *Abdication de Gustave Wasa*. LETHIÈRE, qui a peint *Bonaparte à Léoben*, se distinguait par le sentiment tragique qu'il déployait dans les vastes toiles de *Virginie* et de *Brutus*, qui font non moins d'honneur à son talent qu'à son désintéressement artistique. Il avait pour rival dans ce genre de composition HENNEQUIN, dont la grande toile des *Remords d'Oreste* eut un succès retentissant. Autant qu'on en peut juger par son tableau de *Quiberon* au musée de Toulouse, il est regrettable que l'*Oreste* ait été oublié dans les combles du Louvre au lieu d'être mis sous les yeux du public. On peut juger, au Louvre, d'un peintre également peu connu aujourd'hui, qui fut malheureux après sa mort comme dans sa vie, PEYRON, qui aurait pu être le rival de David et qui, l'ayant précédé de quelques années, disait qu'il « lui avait ouvert les yeux ». Peyron voulut aussi remonter à l'antique, mais par la tradition même de notre ancienne école. Ce n'était pas une idée banale alors que de prendre Poussin pour modèle ; seulement, lorsque Peyron exposait en 1785 son *Alceste*, les *Horaces* de David détournaient tout le succès ; son esquisse de *la Mort de Socrate*, en 1787, paraissait en même temps que la *Mort de Socrate* de David, où le peintre se surpassait lui-même et où il s'inspirait aussi du Poussin. La Révolution acheva de le décourager, mais la postérité aurait pu être plus juste à son égard. On trouve aussi quelques souvenirs du Poussin dans les œuvres de LEMONNIER, qui fut directeur des Gobelins.

Un peintre qui devait être une des gloires de notre école, INGRES, n'était pas encore arrivé à forcer complètement l'indifférence du public (1). Cependant, son prix de Rome (1800) avait obtenu de Flaxmann de telles louanges qu'elles avaient excité la jalousie de David. Il avait fait aussi d'admirables portraits, *Bartolini*, *Mme de Vaucay*, sans parler de ses sujets antiques, *Œdipe et le Sphinx* (1808), *Jupiter et Thétis* (1811.) Il se détachait déjà de l'école dominante et, sans en répudier tous les principes, il allait chercher directement une inspiration plus belle et plus pure dans Raphaël et les contemporains de Phidias. Il ne faut pas oublier qu'Ingres fut un réformateur et parut surtout tel à ses condisciples de l'école de David. On appréciait plutôt en lui, chose remarquable, la recherche de la couleur locale, dont témoignent en effet *Raphaël et la Fornarina*, *Don Pedro de Tolède*, *le Duc d'Albe*, *Virgile*.

Celui de ses tableaux qui eut le plus de succès fut la *Chapelle Sixtine*, dont on loua surtout le coloris. C'est pendant cette période, qu'il faisait pour vivre, moyennant quelques écus, ces portraits à la mine de plomb qui ne restent pas un des moindres titres de gloire du peintre de *l'Apothéose d'Homère*. Il était plus heureux auprès des gouvernements ; Caroline Murat, reine de Naples, le protégea. On l'avait chargé de peindre le Quirinal, où Napoléon avait eu le projet de revenir faire un séjour. Il y peignit *Romulus vainqueur d'Acron* et *Ossian*. Il obtint de remporter ses deux tableaux en France,

(1) Voir Henri Delaborde, *Ingres*, et le *Recueil des Œuvres de J. Ingres*, gravées au trait par Réveil et accompagnées de notices par M. Magimel.

lorsqu'il était dans toute sa gloire. Ayant voulu retoucher le tableau *le Sommeil d'Ossian*, il le laissa inachevé. C'est un tableau perdu, mais on peut juger au moins de l'étendue de la perte par le dessin en couleur qui est au Louvre. Le *Romulus* a été placé dans la salle de l'hémicycle de l'École des beaux-arts. Ce tableau est peint à la détrempe,

Fig. 274. — La chapelle Sixtine. Tableau de Ingres. Musée du Louvre.

procédé pour lequel Ingres témoignait alors un grand enthousiasme, quoiqu'il n'ait exécuté aucune autre œuvre par ce procédé (1). Déjà il avait été chargé de faire le *Portrait du Premier Consul* (qui se trouve à Liège) et le *Portrait de Napoléon* en costume impérial (aux Invalides). Sur la fin de sa carrière, il devait encore s'occuper du grand Empereur. Il peignit pour un plafond de l'Hôtel de ville *l'Apothéose de Napoléon* (détruit en 1871).

(1) C'est le temps où l'élève de David Paillot de Montabert réhabilitait le procédé de l'encaustique.

Gérard était alors le roi des portraitistes français et n'avait de rival en Europe que l'Anglais Lawrence. Il tenait une place honorable parmi les peintres d'histoire, par *Bélisaire, Ossian, les Trois Ages, Austerlitz;* cette vaste peinture, aujourd'hui à Versailles, était placée au plafond de la salle du Conseil d'État et accompagnée de quatre belles figures allégoriques qu'on voit au Louvre. Ses portraits, quelque brillants qu'ils soient, ne valent peut-être pas ceux de Gros, de David ou de Prud'hon. Certains tableaux de Gérard sont à la fois des compositions et des portraits. Dans *Corinne au*

Fig. 275. — Intérieur de famille en 1806. Dessin de Ingres. Musée du Louvre.

cap Misène, chacun reconnut dans Oswald, Chateaubriand et dans la poétesse Mme de Staël. Avec Gérard les portraitistes à la mode sont : Robert Lefèvre, Riesener, qui ont conservé en partie leur réputation, et Kinson, justement oublié. Les femmes se distinguaient dans ce genre de peinture à la suite de Mme Lebrun, qui, revenue de l'émigration, retrouvait sa vogue et se montrait par son talent la rivale de Gérard. Au-dessous d'elle, on pouvait citer : Mme Benoist, Mme Vincent, Mlle Mayer, Mme Auzou, Mme Hersent.

Dubost, officier du génie, trouvait aussi le temps de se faire une place honorable dans la peinture, où le distinguait un coloris ferme et brillant, peu commun alors. On a pu voir pendant quelque temps, au musée de Périgueux, un tableau de lui, *Diane et Vénus,* dont nous ignorons la destination actuelle. Il s'était surtout occupé à peindre des chevaux. Ce n'était pas le seul officier qui s'occupait alors de beaux-arts. Il suffit de rappeler le général Bacler d'Albe, le général Lejeune (1); mais ils traitaient

(1) Gouvion Saint-Cyr avait été peintre; le général Franceschi Delonne, sculpteur.

seulement des sujets militaires. Presque tous les peintres de ce temps en ont traité. Quelques-uns, comme SWEBACH, ANT. TAUNAY, THÉVENIN et CARLE VERNET, et leurs émules plus jeunes, HIPPOLYTE LECOMTE, ADOLPHE ROHEN, HORACE VERNET, s'y adonnent plus spécialement. Carle Vernet peint la *Bataille de Marengo* et *Napoléon devant Madrid* (sujet traité également par Gros) et montre dans ses diverses batailles

Fig. 276. — Le Sommeil d'Ossian. Dessin rehaussé de couleur, par Ingres, reproduisant sa peinture du Quirinal. Musée du Louvre.

une habileté peu commune pour réunir l'agrément pittoresque et l'exactitude historique : on en peut juger amplement par les nombreux dessins de cet ouvrage (1); mais il est plus estimé par ses chasses, ses tableaux et dessins où il représente les Merveilleuses et les Incroyables, les scènes de la société mondaine. Aussi bien dans ces

(1) On peut rattacher à nos peintres militaires le Hollandais LANGENDIK, qui représenta plusieurs scènes de la conquête de la Hollande par les Français, et surtout l'Allemand de Nordlingen ALBRECHT ADAM, qui prit part aux campagnes de 1809 et de 1812, et dont par conséquent les dessins ou tableaux exécutés d'après ces événements ont une importance historique très grande.

derniers sujets que dans ses batailles, il a l'occasion d'affirmer son goût pour les chevaux. Il a contribué plus que personne à faire abandonner, dans la représentation de « la plus noble conquête que l'homme ait faite », ces formes lourdes et conventionnelles, que le talent de Raphaël avait consacrées et qu'on retrouve encore dans Van der Meulen. A ce titre son nom doit être rapproché de Gros et de Géricault.

Boilly est plutôt le peintre de la petite bourgeoisie et du peuple. Les autres peintres de genre les plus remarquables de ce temps sont : Martin Drolling, Debucourt, Mlle Marguerite Gérard (le meilleur élève de Fragonard), Mme Hersent, Mme Auzou, Mme Haudebourg-Lescot, qui se distingue par la vigueur de son coloris, Lemonnier, Cochereau, mort à vingt-quatre ans, dont on a, au Louvre, un intéressant tableau représentant l'atelier de David (1).

Taunay place en général ses figures en plein air et mérite d'être compté parmi les bons paysagistes aussi bien que parmi nos peintres de genre et de sujets militaires. Parmi les paysagistes de profession, nous avons déjà parlé de Valenciennes et de Bertin ; dans un genre plus simple, Bidault, qui fut membre de l'Institut, Watelet lui-même, quoique ses paysages montagneux et ses chalets témoignent de plus de fermeté, ne s'élèvent pas en général au-dessus du médiocre. Il faut cependant faire une exception pour Michallon, qui, à l'âge de dix-sept ans, obtenait une médaille d'or au salon de 1812, pour des œuvres qui, par la fermeté du dessin et la vigueur du coloris, annonçaient une école nouvelle. Mais il devait mourir à vingt-six ans, sans avoir pu donner sa mesure. La peinture d'animaux est plus heureuse avec Huet, avec Demarne, qui sont en même temps les premiers de nos paysagistes à cette date. Il ne leur a manqué pour que leurs œuvres fussent disputées par les amateurs que d'être nés en Hollande ou en Flandre.

Il faut faire une place à part à Hubert Robert (1733-1808) et à ses ruines, qui témoignent d'autant de facilité de main que d'imagination ; il abuse malheureusement de cette facilité, surtout à la fin de sa carrière, mais il n'en reste pas moins au premier rang parmi les peintres d'architecture. Il est bien supérieur à Bouton, Cicéri, à Jean Alaux, qui se distinguèrent surtout dans la peinture théâtrale et recherchaient les grands effets de perspective et les jeux plus ou moins fantastiques de la lumière. Forbin, brillant officier qui quitta pour la seconde fois le service en 1809 afin de se livrer à son goût pour les arts, s'est aussi distingué dans la peinture d'architecture. Il fut l'ami de Granet, dont il protégea les pénibles débuts et qui a peint les figures de ses tableaux. Granet, coloriste puissant, quoique trop sombre, devait voir sa renommée croître avec le goût romantique.

La peinture de fleurs était représentée avec éclat par Van Dael et Van Spaendonck, qui eut pour successeur, comme professeur d'iconographie végétale, au Jardin des Plantes, Redouté.

Van Daël et Spaendonck, outre leurs tableaux, ont peint une grande quantité de dessus de boîtes, de tabatières, avec une finesse exquise. La miniature était alors tout

(1) Les élèves, parmi lesquels on reconnaît Schnetz, Dubois, Pagnest, etc., sont occupés à dessiner ou à peindre d'après un modèle nommé Polonais, célèbre alors dans les ateliers.

à fait en honneur et les miniaturistes en vogue faisaient rapidement fortune ; à leur tête se plaçait ISABEY. Maître de dessin de Marie-Louise, peintre du Cabinet de Napoléon, ordonnateur des fêtes et cérémonies de la cour, Isabey était plus qu'un miniaturiste. Ses dessins, imitant la gravure à la manière noire, *la Barque d'Isabey, le Général Bonaparte à la Malmaison, la Revue du Premier Consul au Carrousel* (1802), *Napoléon visitant la fabrique des frères Sevenne à Rouen, Napoléon*

Fig. 277. — Intérieur de l'atelier de David. Peint par Cochereau. Musée du Louvre.

visitant la fabrique d'Oberkampf, le Congrès de Vienne, se distinguent autant par l'agrément de la composition que par la finesse de l'exécution. On considère comme son chef-d'œuvre l'aquarelle de *l'Escalier du Louvre,* dont nous donnons le fac-similé. Son talent a été mêlé à plusieurs grands événements ; ce fut lui qui dessina les décorations des différents grades de la Légion d'honneur. Il fit trente-deux dessins pour le sacre de Napoléon, donna le modèle des ornements de cette cérémonie et du costume impérial qui servit à Milan. A côté de lui, AUGUSTIN, SAINT, LEGUAY, M^lle^ SOPHIE DELACAZETTE, SICARDI, AUBRY, DUMONT, se disputaient la faveur du public et pouvaient craindre déjà la rivalité de M^me^ DE MIRBEL. Il est singulier que celui dont les œuvres étaient certainement les plus belles en ce genre,

J. Guérin, ait eu moins de succès auprès de ses contemporains que la plupart des peintres que nous venons de citer. Cependant la miniature n'avait eu ni ne devait retrouver la puissance qui se montre dans les portraits de Kléber et de Bonaparte dont nous donnons la gravure. Elle semble, dans ces œuvres, s'élever au-dessus d'elle-même et atteindre la valeur d'expression et de style des portraits à l'huile.

Les autres genres secondaires étaient également représentés : le pastel, par Mme Vincent, par Boze et par Callet (1); l'aquarelle, par Ch. Cicéri, *Attaque de Vienne en* 1805, à Versailles, et Bagetti dont on voit également à Versailles de nombreuses aquarelles militaires; la gouache, par Valenciennes et par Prévost.

Prévost est plus connu dans un genre de peinture bien différent et dont il peut être considéré, avec Fulton, comme l'inventeur, tant il le perfectionna : le panorama. Prévost ne peut être oublié dans l'histoire de notre armée, à cause des sujets qu'il a choisis. Il peignit, sur des toiles ayant 120 mètres de développement circulaire, *le Camp de Boulogne, l'Entrevue de Tilsit, la Bataille de Wagram.* Mais il comprit que le panorama convient surtout à la représentation des villes et des paysages. Des vues de Paris, de Rome, de Naples, Amsterdam, Anvers, Londres, Jérusalem, Athènes, portèrent presque du premier coup le panorama à sa perfection. David disait à ses élèves en visitant les premiers panoramas de Prévost : « C'est ici, Messieurs, qu'il faut venir étudier la nature. » La peinture de décoration théâtrale n'avait pas dégénéré depuis Servandoni. Charles Cicéri (1782-1868) était nommé à vingt-huit ans peintre et décorateur en chef de l'Opéra. Il fit entre autres, sous l'Empire, les décorations de *la Vestale,* d'*Armide,* d'*Achille à Scyros.* Il y eut pour émules Bouton, Daguerre, Jean Alaux.

Dessinateurs et graveurs. — Le panorama et la peinture théâtrale, aussi consciencieusement comprises, étaient de nature à répandre le goût des arts; il en était de même des livres à figures et des estampes, dont la vogue était croissante; aussi les dessinateurs étaient-ils nombreux. Les peintres les plus célèbres y prenaient rang, et l'on aurait une idée incomplète du talent de Prud'hon, si l'on ne connaissait tous ses dessins allégoriques et mythologiques; on n'apprécierait pas ce qu'il y avait de délicatesse et de sentiment dans l'imagination parfois trop littéraire en tant que peintre de Girodet, si l'on n'avait vu ses nombreuses compositions inspirées d'Anacréon, de Virgile (2), de Racine, d'Eschyle, Sophocle, Sapho, etc. Isabey, Boilly, Swebach, Carle Vernet sont aussi connus comme dessinateurs que comme peintres. Moreau, Saint-Aubin, Boissieu, Duplessis-Bertaux continuaient la tradition du dix-huitième siècle, en la modifiant habilement suivant le goût du jour, conservant toute l'activité de leur crayon et de leur burin et maintenant dignement leur place parmi les dessinateurs comme parmi les graveurs (3).

(1) Callet, connu d'ailleurs par ses grandes peintures à l'huile, se servait du pastel, qui jusqu'alors avait été consacré au portrait, pour traiter des compositions importantes. En 1812 il exposait quatre pastels, représentant *la Prise d'Ulm, l'Entrée de Napoléon à Varsovie, la Famille de Coriolan, Achille chez Nicomède.*

(2) Cinquante sur Anacréon, deux cent cinquante sur Virgile.

(3) Henri Delaborde, *la Gravure.* — Gerspach, *les Procédés de la gravure,* dans la *Bibliothèque de*

On a remarqué que, le plus souvent, chaque grande école de peinture avait provoqué la formation d'une école de graveurs : Raphaël, Poussin, Rubens. Il en fut de même, dans une certaine mesure, de l'école de David. La gravure française, qui avait maintenu sa supériorité pendant le dix-huitième siècle, devait se rattacher à la réforme de David, plus par le sujet que par la manière, et devait conserver son originalité. L'influence de David, qui ne s'exagéra point, fut certainement bonne et tendit à maintenir dans nos graveurs le goût des qualités sérieuses, au moment où les succès de l'école

Fig. 278. — Paysage. Tableau de de Marne. Au musée du Louvre.

anglaise qui s'était formée avec Woollet pouvait les entraîner dans une recherche du pittoresque et des effets de détail. MASSARD le père (1740-1822), qui gravait *la Mort de Socrate* de David, conservait cependant ses hautes qualités de graveur coloriste, qui avaient fait sa réputation dans ses planches d'après Van Dyck et Greuze. BOUCHER-DESNOYERS (1779-1815) reprenait, d'une manière un peu froide, les nobles traditions des grands artistes français du dix-septième siècle. Il établissait sa réputation par sa gravure de *la Belle Jardinière* (1804). Abraham GIRARDET

l'Enseignement des beaux-arts, publiée sous la direction de M. Jules Comte; Quantin, éditeur. — Duplessis, *Histoire de la gravure*.

et RICHOMME s'attaquaient aussi avec succès à Raphaël. Le même souci du style était joint à plus d'originalité dans Tardieu et Bervic, déjà célèbres en 1800. On retrouve dans les planches de TARDIEU (1757-1822) une fermeté de burin héréditaire dans cette famille déjà célèbre dans les arts au temps de Louis XIV. BERVIC (1756-1822) pousse peut-être trop loin sa merveilleuse habileté; mais *l'Éducation d'Achille*, d'après Regnault, *l'Enlèvement de Déjanire*, d'après le Guide, comptent parmi les plus belles gravures de l'école française, et c'est avec raison qu'on accorda à la seconde le prix décennal. Tardieu et Bervic avaient participé au mouvement général des arts dont David était devenu le chef; mais ils étaient ses condisciples plus que ses élèves. Ils ont repris, sans conteste aujourd'hui, malgré l'engouement qu'obtint pendant quelque temps la manière anglaise, une estime que n'ont pas complètement retrouvée ceux qui ont suivi l'auteur des *Sabines*, tels que MASSARD le fils, RICHOMME, MOREL, BLOT (1).

Fig. 279. — Trajan. Fac-similé d'une gravure de P. Bouillon pour le *Musée des Antiques*.

Le peintre Prudhon n'a fait qu'une gravure, *Phrosine et Mélidor*, pour une édition de *l'Art d'aimer* de Gentil Bernard, mais c'est une œuvre qu'envieraient les graveurs de profession et où il se montre supérieur à la plupart d'entre eux par l'originalité de l'exécution. Les graveurs français de ce temps sont les premiers de l'Europe. Déjà se préparait le talent qui allait maintenir mieux encore la suprématie de la gravure française, dont il est encore au-

(1) Outre l'*Achille* et *l'Enlèvement de Déjanire*, les plus célèbres planches de Bervic sont le *Laocoon* et *Louis XVI*, d'après Callet. On remarque, dans l'œuvre de Tardieu, *l'Amour et Psyché*, d'après Gérard; *Ruth et Booz* et surtout l'*Abdication de Gustave Wasa*, d'après Hersent, qui font penser à Edelink et à Nanteuil. Massard le fils a gravé *les Sabines* de David, l'*Atala* et l'*Hippocrate* de Girodet. Richomme a surtout pris Raphaël pour modèle (*la Vierge de Lorette, la Sainte Famille*, etc.). L'*Andromaque* de Guérin est cependant un de ses meilleurs ouvrages. Les gravures mentionnées dans les rapports de l'Institut sur les prix décennaux, furent : Bervic, *l'Enlèvement de Déjanire*, qui obtint le prix; Blot, *Marcus Sextus*, d'après Guérin; Desnoyers, le *Bélisaire* de Gérard et *la Belle Jardinière*; Morel, le *Bélisaire* de David, et le *Serment des Horaces* du même; Tardieu, le *Saint-Michel* de Raphaël.

jourd'hui l'honneur : HENRIQUEL-DUPONT faisait alors ses études dans l'atelier de Guérin (1). Les graveurs français sont bien supérieurs même à leurs contemporains italiens plus célèbres qu'eux, VOLPATO (1733-1802) et son élève RAPHAEL MORGHEN (1758-1833), qui pousse encore plus loin l'habileté manuelle et le charme de l'exécution, mais aussi l'imperturbable banalité de son maître. Les Italiens eux-mêmes semblent déjà le comprendre et leurs successeurs semblent se rattacher à l'école française, comme le montre le *Bonaparte à Arcole*, d'après Gros, par LONGHI, et la *Descente de croix*, d'après Daniel de Volterre, par TOSCHI (1788-1854), l'*Hérodiade*, d'après Luini, par GARAVAGLIA.

On peut aussi rattacher à l'école française l'Allemand JEAN-GODARD MULLER et son fils, CHARLES-LOUIS-JEAN MULLER. Il renonça au travail à la suite de la mort de

Fig. 280. — Trois médaillons de David d'Angers.

ce fils, qui se tua, en 1816, désespéré de voir que sa *Vierge de saint Sixte*, qu'il avait achevée en trois ans, à la fin de 1815, n'eût pas aussitôt le succès qu'elle devait obtenir justement quelques mois plus tard.

Les graveurs ne manquaient pas cependant d'occupation. Müller avait travaillé pour le *Musée français*, importante publication où Laurent et Robillard ont rassemblé les reproductions au burin des principales œuvres qui remplissaient nos collections. BOUILLON abandonnait la peinture, après avoir obtenu le prix de Rome, pour se consacrer à dessiner et à graver les statues et autres monuments antiques du Louvre, tel qu'il était alors. Rappelons aussi les intéressants recueils de FILHOL (*Musée Napoléon*), de LANDON, dont les œuvres (*Annales du Musée, Vies et Œuvres des peintres célèbres*), etc., formant plus de cent volumes et comprenant un nombre immense de gravures au trait, sont, malgré leur peu de critique, comme les archives figurées de l'art de tous les temps et de tous les pays (2). Landon était un peintre

(1) DIEN obtient le prix de Rome en 1809 ; FORSTER, en 1814.

(2) C'est à Paris, où il était venu pour la première fois comme représentant de la République romaine, que PIRANESI le fils publia la plupart de ses représentations des ruines et des antiquités romaines (1810), qui, malgré leur exactitude générale, transportent l'imagination dans un monde fantastique. Jamais la gravure n'a eu plus d'originalité et de puissance d'effet.

recommandable, comme le montre sa *Léda*, du Louvre. Mais on aurait tort de juger de la critique artistique de son temps d'après les ouvrages cités plus haut. Elle est mieux représentée par GUIZOT (*Salon de* 1810), le peintre TAILLASSON (*Observations sur quelques grands peintres*), QUATREMÈRE DE QUINCY (*l'Architecture égyptienne comparée à l'architecture grecque, le Jupiter Olympien, Dictionnaire d'architecture*, etc.), ÉMERIC DAVID, qui donna des notices au *Musée français* de Laurent et Robillard ainsi qu'à la *Biographie universelle*, et a traité avec compétence de sujets se rapportant à peu près à toutes les périodes de l'histoire de l'art (*Recherches sur l'art du statuaire, Éloge du Poussin*, etc.). Dans le *Traité de la peinture* de PAILLOT DE MONTABERT, ouvrage immense qui coûta à son auteur trente ans de travail, une partie importante est consacrée à la critique des œuvres des maîtres.

Vers la fin de l'Empire, on commençait à s'occuper en France de la LITHOGRAPHIE, invention récente de l'Allemand Senefelder, qui avait fait ses premiers essais à Munich (1805). CH. DE LASTEYRIE, dont l'intelligente et active philanthropie a rendu tant de services à notre industrie et à notre agriculture, alla en 1812 étudier le procédé auprès de Senefelder lui-même et établit la première imprimerie lithographique à Paris. En 1802, un Français nommé ANDRÉ avait pris un brevet pour un procédé analogue à celui de Senefelder. On ignore s'il avait eu connaissance des travaux de l'inventeur allemand. Une des premières lithographies qui aient été faites en France est une *Sainte Famille* par BERGERET, en 1808, et ce n'est qu'à partir de 1815 que ce nouvel art produisit des œuvres importantes. Mais le public s'était baucoup occupé de ce nouveau procédé, et c'est en essayant de l'appliquer à des plaques métalliques que NICÉPHORE NIEPCE eut l'idée de demander à la lumière elle-même de jouer le rôle de dessinateur et de graveur. Les premières expériences en ce sens, qui devaient aboutir à la merveilleuse invention de la photographie, datent de 1813.

SCULPTURE. — La sculpture française continuait à occuper le premier rang en Europe, malgré Canova, Thordwaldsen et leurs émules, par la variété, l'originalité et l'abondance des œuvres qui gardent toujours le sentiment du style conservé dans les sujets les plus élégants. Là, la réaction classique avait été moins brusque, car, par sa nature et par la force des traditions de notre école, la sculpture, au temps même de Boucher, ne pouvait subir complètement l'influence des peintres de boudoir. Les glorieux survivants de l'école de la fin du dix-huitième siècle, JULIEN, PAJOU, HOUDON, et au second rang, CLODION, DEJOUX, FOUCOU, DELAISTRE, BOIZOT, BRIDAN, restent les chefs de la nouvelle école. Houdon, le plus illustre peut-être, après avoir représenté Voltaire et Washington, pouvait encore reproduire les traits de Napoléon. La génération qui les suit n'a pas dégénéré avec ROLAND, DESEINE, CARTELLIER, MOITTE, BOSIO, DUPATY, LEMOT, STOUF, CHAUDET, RAMEY, et, au-dessous d'eux, GOIS, LEMIRE, MILHOMME, CALLAMARD, JACQUES-EDME DUMONT, AUGUSTE TAUNAY, frère du peintre, etc., et d'autres se préparent à marcher sur leurs traces : CORTOT obtient le prix de Rome en 1809, DAVID (d'Angers) en 1811, RUDE en 1812, PRADIER en 1813, PETITOT en 1814, RAMEY le fils en 1815.

La colonne Vendôme, les bas-reliefs de la cour du Louvre, décorant l'étage qui fut

ajouté au côté ouest (pavillon de l'Horloge), les sculptures du Panthéon furent les principales œuvres de cette époque. Moitte et Roland firent les bas-reliefs de la cour du Louvre, qui supportent parfaitement, et c'est tout dire, le voisinage des bas-reliefs de Jean Goujon. Moitte est aussi l'auteur de l'ancien fronton du Panthéon, représentant la Patrie couronnant les vertus civiques et guerrières, œuvre immense, une des plus importantes de l'école française. Ces sculptures furent enlevées, par la Restauration, du monument qu'elles décoraient ; on ne peut excuser la négligence avec laquelle elles furent traitées. La *Société des Amis des monuments parisiens* a récemment appelé l'attention sur ce qui restait encore des débris de l'œuvre de Moitte. C'est Moitte encore qui a fait les bas-reliefs de la colonne de Boulogne et le mausolée de Desaix, au mont Saint-Bernard. Il n'y avait pas d'artistes qu'on pût mettre, en 1810, au-dessus de Moitte ; il n'avait guère de rivaux que Roland pour son *Caton d'Utique*, son *Samson* et surtout son *Homère*, et Cartellier pour sa statue de la *Pudeur*, ses bas-reliefs de l'arc du Carrousel et du Louvre.

Fig. 281. — Dessin de la pièce de cinq francs à l'Hercule par Dupré.

Il est difficile de faire un choix restreint parmi les sculptures, plusieurs fort belles, la plupart recommandables, de ce temps. Nous nous contenterons de donner la liste des œuvres mentionnées par l'Institut au sujet des prix décennaux et de celles qui eurent le plus de succès au salon de 1812. — Chaudet. *Napoléon ; Cyparisse*, bas-relief d'un des frontons de la cour du Louvre ; Roland, *Napoléon* (pour l'Institut) ; Cartellier, *Aristide, Vergniaud* (pour le Sénat) ; Julien, *Poussin* (pour l'Institut) ; Cartellier, *La Pudeur ; La Gloire distribuant des couronnes*, bas-relief du Louvre, côté de la colonnade ; *Capitulation d'Ulm*, bas-relief de l'arc de triomphe du Carrousel ; Lemot, *Les Muses rendant hommage à Louis XIV*, tympan du grand fronton de la colonnade du Louvre ; Moitte, *Le monument de Desaix ; la Patrie appelant ses enfants à sa défense*, bas-relief au Sénat ; Boizot, les bas-reliefs de la fontaine du Châtelet ; Dejoux, *Desaix*. Le salon de 1812 fut spécialement remarquable pour la sculpture. Houdon y exposait les statues du *Général Joubert* et de *Voltaire ;* Roland, les statues d'*Homère* et de *Tronchet ;* Dupaty, *Ajax bravant les Dieux, Vénus ;* Ant. Romagnesi, *Minerve protégeant le fils de Napoléon ;* Bosio, *Aristée.*

Gravure en médailles et en pierres fines. — L'art de la gravure en médailles

était loin d'être à la hauteur de ce qu'il était en France au temps de Louis XIV. Le plus remarquable des médailleurs du temps est GALLÉ, qui fut d'abord ouvrier chez un fabricant de boutons. On peut citer après lui ANDRIEUX, BRENET, DROZ, RAMBERT-DUMAREST, GATTEAUX, qui débutait alors, JEUFFROY, DUPRÉ. Pour la direction des monnaies, Jeuffroy fut préféré à Dupré, qui était cependant l'auteur de la monnaie dite *à l'Hercule,* la plus belle peut-être que l'on eût vue en France depuis le dix-septième siècle. Jeuffroy, malgré sa médaille du Premier Consul, mérite plus d'estime pour ses pierres fines gravées. Il fut chargé de diriger l'école que le gouvernement avait fondée pour favoriser cette branche de l'art et où l'on employait de jeunes sourds-muets. Cette fabrique, établie d'abord, 296, rue de l'Université, fut transportée en l'an XIII dans l'ancien couvent des cordeliers.

Fig. 282. — Prise d'Alexandrie. Sculpture de Chaponnière. Bas-relief de l'arc de triomphe de l'Étoile.

MOSAÏQUE (1). — On lui adjoignit bientôt une fabrique de mosaïque. Le mosaïque, l'art préféré de l'empire romain, devait être alors à la mode. Déjà, en 1785, les architectes Molinos et Legrand présentaient au contrôleur des finances une requête pour obtenir sa protection, en vue d'établir en France une fabrique de mosaïque semblable à celle de Rome. Ils ne demandaient qu'une subvention annuelle de 2.000 livres. On ne donna pas suite à leur demande. Mais, bientôt après, un ouvrier de la fabrique pontificale, Belloni, vint s'établir à Paris, y eut des succès et, en 1801, la mosaïque recevait en France l'investiture officielle. Les œuvres les plus importantes sorties de ces ateliers sont la mosaïque au centre de laquelle s'élève la statue colossale de Melpomène (musée des Antiques du Louvre) et celle de la Rotonde de la galerie d'Apollon. Cette manufacture cessa d'être manufacture de l'État en 1834, et disparut peu après. On l'a rétablie de nos jours dans de bien meilleures conditions administratives et surtout artistiques. Il suffit de comparer les mosaïques

(1) Gerspach, *la Mosaïque* (dans la *Bibliothèque de l'enseignement des beaux-arts*).

de l'Opéra, si brillantes et si décoratives, avec les ouvrages cités plus haut. Ces œuvres, ternes et froides, confondent les conditions propres de la mosaïque avec celles de la peinture.

Tapisseries. — C'est aussi le défaut de la méthode suivie alors pour les tapisseries des Gobelins. Ce n'est pas que l'habileté de nos artistes tapissiers eût diminué, il suffit de citer *Bonaparte pardonnant aux révoltés du Caire*, qui témoigne d'une rare habileté d'exécution ; mais, depuis la fin du dix-huitième siècle, on se préoccupait exclusivement d'imiter avec les fils toutes les délicatesses d'un tableau. La fabrique des Gobelins doit cependant beaucoup à l'époque napoléonienne. Elle était

Fig. 283. — Vue du château de Meudon, prise du côté de la principale entrée. Gravé par Dubois.

tombée en décadence pendant la Révolution, et son budget était réduit aux expédients, lorsque Chaptal la releva.

Céramique. — La fabrique de Sèvres qui, à la fin du Directoire, touchait à la ruine, se releva aussi à partir du Consulat et redevint très florissante (1). Parmi les pièces les plus remarquables exécutées alors, nous citerons le vase où est représentée la fête célébrée à Paris pour la réception des œuvres d'art venues d'Italie, et surtout la *Table des maréchaux*, où, sur un émail de Sèvres, Isabey a représenté Napoléon et ses plus célèbres lieutenants. Outre Isabey, la manufacture de Sèvres comptait parmi ses artistes Swebach, Parant et Jacques Lagrenée le jeune (1740-1821), qui s'était fait connaître aussi comme peintre d'histoire (2). Elle s'était

(1) Voir un article de M. Édouard Garnier dans la *Gazette des Beaux-Arts*, du 1er octobre 1887.

(2) Lagrenée s'occupa aussi de peinture sur verre et inventa un procédé pour exécuter en incrustations sur marbre toutes sortes de dessins. On cite surtout de lui la table représentant Napoléon cou-

attaché, depuis 1800, Mme Jaquotot, qui porta la peinture sur porcelaine à sa perfection et n'hésita pas à copier les plus belles œuvres de Raphaël. Le minéralogiste et géologue Brongniart, fils de l'architecte de ce nom, avait été nommé, en 1800, directeur de la manufacture de Sèvres et y créait, en 1806, le premier musée céramique que l'on ait vu en Europe. Les deux fabriques privées les plus remarquables alors par la perfection de leurs produits étaient celle qu'avait fondée Olivier, en 1805, au faubourg Saint-Antoine et celle de Dihl, au boulevard du Temple.

Verrerie. — La verrerie française s'était relevée depuis le Directoire. Baccarat, fondée en 1765 par Mgr de Montmorency-Laval, évêque de Metz, et Antoine Renault, avocat au parlement, conseiller du roi, receveur des bois et domaines de Nancy, eut pour directeur Renault jusqu'en 1806. Mais la fabrique qui pour, la verrerie d'art, était alors la plus célèbre, avait été fondée en 1797 par O'Reilly, dans le quartier des Invalides. On y faisait des verres gravés ou sculptés en relief qui rivalisaient avec les plus beaux produits des fabriques anglaises. La fabrique de Tourlaville, à Cherbourg, ne coula plus de glaces à partir de 1806 et ne fit plus que de la verrerie commune. Ce n'était pas que le commerce des glaces eût diminué en France, mais Saint-Gobain avait absorbé toute cette industrie.

Architecture. — L'architecture, sous l'Empire, ne valut pas les autres arts du dessin. Les architectes du dix-huitième siècle avaient montré qu'ils savaient varier leur talent suivant l'œuvre qu'ils avaient à faire. Il suffit de rappeler l'hôtel de Salm (palais de la Légion d'honneur), la place de la Concorde, les anciennes barrières de Paris, qui montrent que les artistes les plus gracieux savaient aussi rechercher et trouver au besoin la grandeur et la simplicité de lignes. Il y avait bien eu exagération dans la surcharge des ornements et les lignes trop brisées et confuses, mais l'abus de la période suivante ne fut pas moins grand dans un autre sens et donne à la plupart des monuments de ce temps un air d'uniformité qui est souvent un contresens. Ce goût exclusif pour l'antiquité plus ou moins bien comprise contribua à rendre le gouvernement et le public trop indifférent à la destruction méthodique des chefs-d'œuvre de l'architecture nationale par la Bande noire, cette association barbare qui s'était formée en 1797 pour démolir les vieux châteaux et les vieilles églises pour en vendre les matériaux. C'est alors que furent détruits Marly, Chantilly, l'Abbaye, Saint-Martin de Tours (1802), etc. De plus, si nos architectes n'eurent pas tort de s'inspirer de l'antique, ils imitèrent trop exclusivement l'art romain, qui est déjà, en grande partie, un art d'imitation, au lieu de remonter à la source pure de l'art grec.

ronné par la Victoire. Parant exposa, en 1812, une autre table en porcelaine faite « par ordre de S. M. ». Elle était consacrée à *Alexandre* et à douze héros de l'antiquité. Au centre, la figure du conquérant macédonien. Les frises qui l'entourent représentent : *la Défaite de Darius, Alexandre au temple de Jupiter Ammon, le Triomphe d'Alexandre, Miltiade à Marathon, Thémistocle faisant embarquer les Athéniens avant Salamine, Annibal franchissant les Alpes, Mithridate prend sous sa protection un officier romain, César refuse de voir la tête de Pompée, Trajan couronne Parthamasius roi des Parthes, Constantin explique à son armée la vision de la croix, Septime Sévère soumet les Bretons, Auguste ferme le temple de Janus, Pompée relève le roi Tigrane agenouillé à ses pieds et lui rend sa couronne, Continence de Scipion, Périclès donne des ordres pour les bâtiments d'Athènes.* Il est à peine besoin de faire remarquer l'intérêt d'allusion que présentent les sujets choisis pour cette commande officielle.

Il y eut cependant de belles œuvres faites ou entreprises alors : la colonne Vendôme,

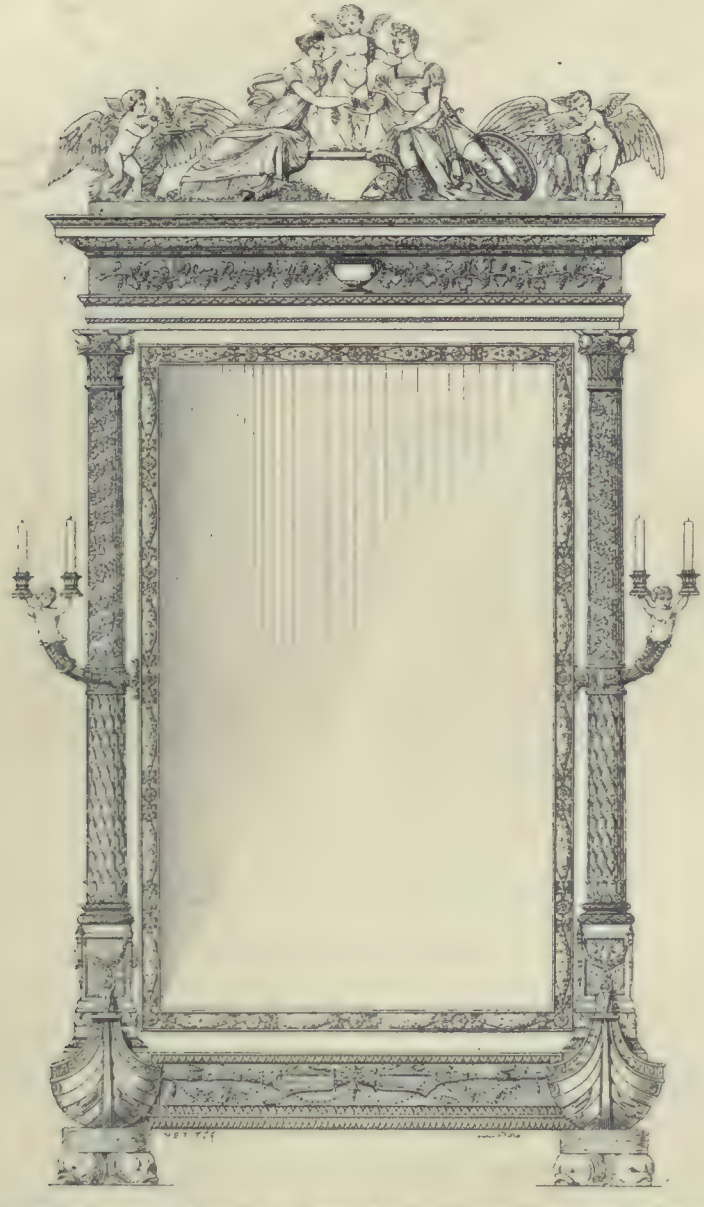


Fig. 284. — Psyché de l'Impératrice Marie-Louise, exécutée par MM. Odiot et Thomire sur les dessins de Prud'hon.

par Lepère et Gondoin ; la Bourse, par Brongniart et Labarre ; la Madeleine, par Vignon et Huvé ; l'Arc de l'Étoile, commencé par Chalgrin, qui avait fait en 1803 le bel escalier du Luxembourg ; les travaux du Panthéon, dirigés par Rondelet depuis

la mort de Soufflot. POYET éleva, en 1808, la façade du côté de la Seine du Palais-Bourbon, devenu palais du Corps législatif ; VAUDOYER appropria à sa nouvelle destination le collège des Quatre-Nations, devenu palais de l'Institut.

A la tête des architectes français, se placent alors Percier et Fontaine (1762-1853), élèves d'ANTOINE FRANÇOIS PEYRE, membre comme son frère, MARIE-JOSEPH, de l'Académie d'architecture. PERCIER et FONTAINE s'étaient rencontrés à Rome, et depuis travaillèrent presque toujours ensemble ; leurs principales œuvres sont l'arc de

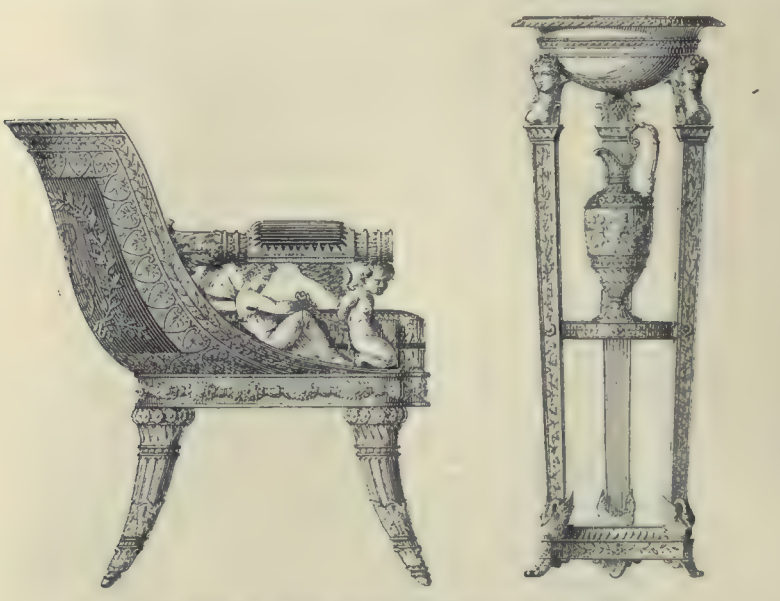


Fig. 285. — Fauteuil et lavabo exécutés pour l'Impératrice Marie-Louise, d'après les dessins de Prud'hon.

triomphe du Carrousel, la restauration et l'achèvement de la cour du Louvre et des Tuileries, le bel escalier aujourd'hui détruit du Musée (1).

LA DÉCORATION INTÉRIEURE. — L'ÉBÉNISTERIE. — Leur influence s'étendit à toute l'ornementation intérieure des habitations (2). Ils ont dirigé la décoration non seulement des palais nationaux, de la grande galerie du Louvre et des appartements impériaux des Tuileries, notamment de la salle des Maréchaux, mais de plusieurs habitations privées (l'hôtel de Mme Récamier, par exemple). Les orfèvres, les ébénistes travaillaient d'après leurs dessins. On a trop médit de l'art décoratif de l'Empire. Nous reconnaissons toute son infériorité sur le style Louis XVI, si pur, si varié et si

(1) Napoléon aimait le grand, non seulement dans les constructions, mais dans les jardins. Il n'aimait pas les jardins anglais, qui continuaient d'être à la mode. « Ces petits lacs, la plupart du temps sans eau, ces petits rochers en miniature, ces petites rivières immobiles, toutes ces niaiseries sont des caprices de banquier. Mon jardin anglais à moi, c'est la forêt de Fontainebleau, et je n'en veux pas d'autres. »

(2) Voir Percier, *Recueil de décorations intérieures.*

élégant à la fois. Les procédés mêmes de la fabrication étaient en décadence. Mais il faut reconnaître que le style Empire eut à peine le temps de se constituer complètement. D'autre part, de même que le théâtre classique, il souffre difficilement la médiocrité. Enfin, comme il néglige l'agrément du détail, il importe de le juger, non d'après un seul meuble, mais d'après un effet d'ensemble, et l'on reconnaîtra alors tout ce qu'il avait de noble simplicité et de sévère élégance, et les heureuses imitations qui furent faites des formes de l'ancienne Égypte et de l'ancienne Rome. Ce qu'on peut surtout reprocher à l'art du mobilier de ce temps, c'est l'uniformité. Mais nos ébénistes et nos tapissiers n'ont pas complètement oublié la tradition de leurs devanciers et savent varier souvent par des détails spirituels et gracieux la trop grande raideur des lignes générales. L'art décoratif, comme l'art de l'ébéniste, a produit en son genre des œuvres parfaites. On peut en juger par les fragments de la décoration de la salle des Tuileries et par les meubles exécutés d'après les dessins de Prud'hon, dont nous donnons les gravures. En tout cas, les meubles de vrai style Empire sont bien supérieurs à ceux de la période qui a suivi.

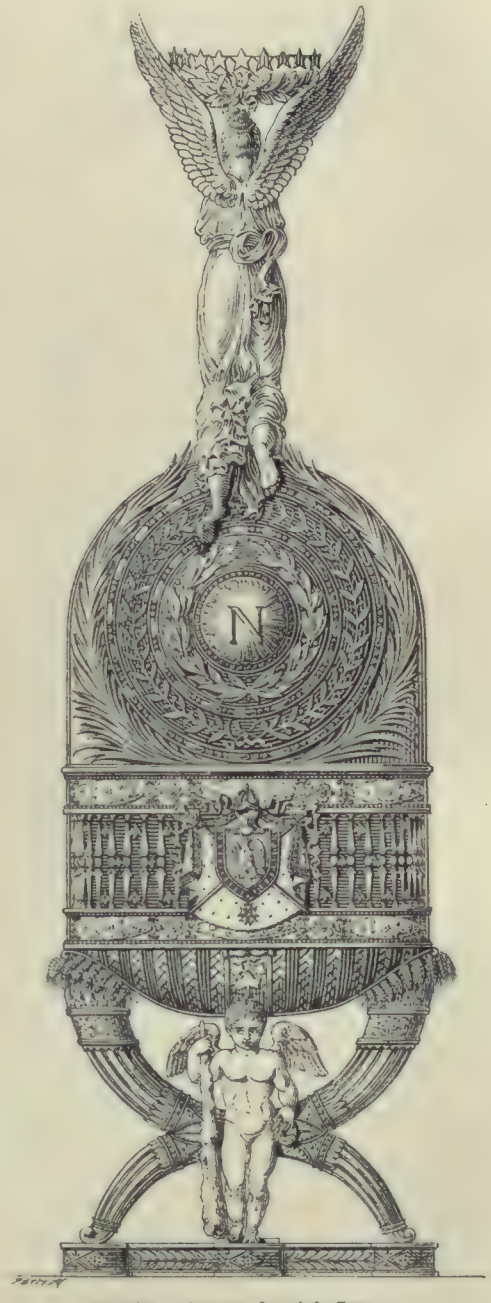


Fig. 286. — Berceau du roi de Rome, d'après le dessin de Prud'hon.

Une invention récente, le papier peint, était venue donner aux fortunes les plus médiocres le moyen de couvrir agréablement leurs murs. De véritables artistes ne dédaignaient pas de donner des dessins pour ces tapisseries nouvelles, où l'on recherchait souvent les grands sujets. Les tentures en

étoffe n'étaient pas pour cela abandonnées, comme le montrent les nombreuses toiles à dessins historiés qui avaient alors grand succès, surtout ceux de la fabrique de Jouy, qui s'était attaché des peintres de talent, tels que LAGRENÉE le fils, et pour lesquelles les plus grands artistes du temps donnèrent quelquefois des modèles.

La plus célèbre maison d'ébénisterie était alors la maison de JACOB DESMALTER, rue Meslée, puis rue des Vinaigriers, déjà connue sous Louis XVI. C'est elle qui exécuta l'ameublement des Tuileries après avoir fait les meubles destinés à la Convention. Les objets les plus remarquables sortis de ses ateliers sont l'armoire à bijoux de Marie-Louise, la grande vitrine du Cabinet des Antiques à la Bibliothèque nationale, le banc d'œuvre de l'église Saint-Nicolas des Champs. L'œuvre la plus originale exécutée par Jacob Desmalter fut l'ameublement fait pour Denon, d'après ses propres dessins, dans le style égyptien le plus riche. « La plus importante de ces pièces était un lit soutenu par quatre pattes de lion et dont les trois faces étaient incrustées de bas-reliefs d'argent, représentant : à gauche, la figure d'Isis, placée au-dessus d'un hémicycle dentelé ; sur le devant, treize figures agenouillées ; dans le troisième côté et aux angles, des têtes d'Uréus en acajou avec des appliques d'argent (1) ». Desmalter recevait des commandes de presque toute l'Europe. L'empereur de Russie le chargea d'une partie de l'ameublement de l'Ermitage. Malgré le talent réel que montra Desmalter, on peut regretter que le gouvernement de Napoléon n'ait pas su utiliser celui du célèbre RIESENER, le grand ébéniste de Louis XVI, qui mourut presque sans fortune, à l'âge de soixante-onze ans, en 1806. Le tabletier Biennais était à peu près seul à partager la vogue. Le Musée Carnavalet possède le nécessaire qu'il avait fait pour Napoléon et que le général Bertrand a légué à la ville de Paris.

L'ORFÈVRERIE. — LA BIJOUTERIE. — LA MODE. — Mais BIENNAIS était surtout un orfèvre, et ce fut lui qui exécuta, d'après les dessins de Percier, les poignées des sabres et des épées droites destinées à l'Empereur. Il est souvent difficile de décider si tel ou tel objet appartient à l'orfèvrerie ou à l'art de l'ébéniste. Les deux plus grands orfèvres du temps, THOMIRE et ODIOT, furent chargés, avec le modeleur RADIGUET, d'exécuter, d'après les dessins de Prudhon, le berceau du roi de Rome, conservé aujourd'hui au trésor impérial de Vienne. On y voit le fleuve le Tibre et le Génie du commerce confiant le jeune prince à la Nymphe de la Seine ; au-dessus, la Victoire étend les bras pour le couronner ; à la base, veille l'aigle impériale. Thomire et Odiot sont de véritables artistes et doivent compter parmi les meilleurs orfèvres, ciseleurs, bronziers. Leur beau travail supporte la comparaison avec ce qui nous reste du temps de Louis XIV. Leur œuvre principale n'existe plus aujourd'hui. La ville de Paris leur avait confié l'exécution, d'après les dessins de Prud'hon, d'une Psyché et d'une toilette en argent doré qu'elle offrit à Marie-Louise, lors de son entrée dans la capitale. Ces chefs-d'œuvre furent transportés à Parme, en 1815, et fondus lors d'une épidémie. On ne les connaît plus que par les dessins originaux conservés par Eudoxe Marcille. Parmi les autres beaux travaux d'orfèvrerie du temps, il faut citer les objets destinés

(1) A. de Champeaux, *le Meuble*.

VUE DU GRAND ESCALIER DU MUSÉE DU LOUVRE

au baptême du roi de Rome, et le surtout en vermeil offert à Napoléon par la ville de Paris. Ces deux ouvrages avaient été exécutés d'après les dessins de Percier. Au-dessous de Thomire et d'Odiot, on peut, outre Biennais, mentionner Ravrio, Delafontaine, Damerat, Cahier, Chéret.

La bijouterie d'or et d'argent avait pour ainsi dire disparu pendant la Révolution ; elle reparut à partir de 1797, et, sous l'Empire, à l'exemple de la cour, les écrins redevinrent forts riches (1).

Lorsqu'on mit fin au pillage du garde-meuble, qui avait été tranquillement continué, en 1792, pendant plusieurs nuits de suite sans que les voleurs eussent été même dérangés dans

Fig. 287. — Berceau du Roi de Rome, exécuté en vermeil, burgan et nacre par MM. Odiot et Thomire, d'après les dessins de Prud'hon et Cavelier.

leur opération, et qu'on fit l'inventaire du trésor des joyaux de la Couronne, au lieu d'une valeur de 30 millions, il n'en restait plus que 250.000 francs. Dans les recherches que l'on fit alors, on trouva, sous un pont, des brigands qui se parta-

(1) On vit aussi renaître le luxe des voitures, supprimées par la Révolution.

geaient des diamants à poignées. Plus tard, le Régent fut découvert dans un cabaret. Il reparut pour la première fois, dans une cérémonie publique, à l'épée du Premier Consul. On était loin d'avoir tout retrouvé. Napoléon voulut reconstituer l'ancien trésor royal dans sa richesse primitive, et, en 1811, il promulguait un décret tendant à affecter six millions à l'achat de pierres précieuses pour la Couronne. Dans ces six millions ne sont pas compris les joyaux qu'il avait achetés sur sa cassette particulière. Lorsque Marie-Louise partit pour Blois, en 1814, elle emporta les diamants particuliers de l'Empereur, représentant une valeur de 600.000 francs. L'empereur d'Autriche, François Ier, les rendit plus tard, non à Napoléon dont ils étaient cependant la propriété privée, mais au roi Louis XVIII (1).

Les bijoux du temps de l'Empire prennent principalement pour modèles les bijoux que l'on découvre dans les fouilles de Pompéi, et se plaisent aussi à imiter les Étrusques et les Égyptiens. Les modes, moins excentriques et plus réservées que sous le Directoire, avaient conservé les mêmes lignes générales et cherchaient à se rapprocher de l'antique. Il n'y a rien qui paraisse vieux et ridicule comme les modes de la veille ; mais depuis que de nombreuses années nous ont séparés des tailles courtes, des longues tuniques et des coiffures à la Titus, il semble que ces costumes en valent bien d'autres, du moins pour les costumes d'intérieur et les costumes de fêtes. Nous ne défendrons pas les extravagances des merveilleuses, ni même les turbans de Mme de Staël. Mais il suffit de regarder des portraits de Gérard, pour reconnaître que les modes qui ont suivi auraient tort de se moquer des costumes de l'Empire; elles ont été en général beaucoup plus compliquées, sans être plus gracieuses. Les uniformes civils et militaires méritent surtout d'occuper l'attention ; les modèles de plusieurs d'entre eux furent dessinés par David; les bijoutiers, comme les orfèvres, travaillent d'après les dessins de Percier et de Fontaine. Ces deux architectes furent également les directeurs des décorations de l'Opéra.

Musique. — Art dramatique. — Napoléon avait tenu à relever l'Opéra, ruiné par la Révolution (2). Il aimait la musique, comme l'aiment les Italiens ; mais la musique sérieuse et dramatique avait ses prédilections. Il a eu sur la musique de son temps une influence notable, directe, qui n'a pas toujours été remarquée. Il a plus d'une fois forcé la main à l'administration de l'Opéra, pour lui faire jouer des œuvres qui représentaient alors la musique de l'avenir. Comme les philosophes anciens, et comme les assemblées de la Révolution, il attribuait à la musique une grande influence morale, et il croyait du devoir du gouvernement de s'en occuper. Il écrivait, le 8 thermidor an V (6 juillet 1797), aux inspecteurs du Conservatoire de musique de Paris : « De tous les beaux-arts, la musique est celui qui a le plus d'influence sur les passions, celui que le législateur doit le plus encourager. Un morceau de musique morale fait de main de maître touche immanquablement le sentiment, et a beaucoup

(1) G. Bapst, *les Diamants de la Couronne.*

(2) Fétis, continué par Pougin, *Dictionnaire biographique des musiciens.* — Henri Lavoix, *Histoire de la musique* (dans la *Bibliothèque de l'enseignement des beaux-arts*). — Chouquet, *Histoire de la musique dramatique en France.*

plus d'influence qu'un bon ouvrage de morale, qui convainc la raison sans influer sur nos habitudes. » Vingt ans après, à Sainte-Hélène, il exprimait la même opinion presque dans les mêmes termes. Sur l'invitation de Bonaparte, Mlle Montansier forma à Paris une troupe de CHANTEURS ITALIENS. Ce nouveau théâtre reçut une subvention de 60.000 francs; il dura jusqu'en 1815. Mais ce fut surtout au théâtre de la cour, que la musique italienne eut tout son éclat; PAER en prit la direction, en 1807, et y fit représenter, entre autres, *Agnese* (1811). C'est à l'intervention de Napoléon qu'on dut la représentation, à l'Opéra, du chef-d'œuvre de LESUEUR, *Ossian* ou *les Bardes*.

Cette pièce avait été présentée depuis huit ans à l'Opéra, qui refusait de la jouer; il fallut un ordre exprès de l'Empereur pour vaincre la malveillance de l'administra-

Fig. 288. — Détail de la voûte de la salle à manger du palais des Tuileries, d'après les dessins de Percier et Fontaine.

tion. La première représentation eut lieu au mois de juillet 1804. Trois actes avaient été joués, et le succès allait toujours croissant. « Allez dire à Lesueur que je veux le voir, » dit Napoléon. On courut après Lesueur. Harassé de fatigue après deux jours et deux nuits passés sans repos, il était dans un costume qui ne lui permettait pas de se présenter devant l'Empereur. Il s'excuse, mais Napoléon ordonne : « Je sais ce que c'est qu'un jour de bataille; je ne regarderai pas plus à son habit que je ne fais ce jour-là à celui de mes généraux. Qu'il vienne, je veux lui parler. » Il n'y avait qu'à obéir. Il entre dans la loge impériale; en le voyant, l'Empereur se lève. « Monsieur Lesueur, je vous salue; venez assister à votre triomphe : vos deux premiers actes sont beaux, mais le troisième est incomparable. » Lesueur était trop ému pour répondre, mais le public éclatait en applaudissements, et de tous côtés se font entendre les cris de « Vive l'Empereur! vive Lesueur! » Cependant Lesueur, confus, voulait se retirer : « Non, dit l'Empereur, je ne veux pas que vous vous en alliez; il faut que vous jouissiez de votre triomphe, » et, le ramenant sur le devant de la loge, il le fit asseoir à côté de l'Impératrice, à sa propre place, où il le retint pendant près d'un quart d'heure, devant le public qui battait des mains. Le lendemain, Duroc se rendait chez Lesueur, et lui remettait de la part de l'Empereur la décoration de la Légion

d'honneur, le brevet de directeur de la chapelle impériale, et une tabatière d'or avec ces mots gravés : « L'Empereur Napoléon à l'auteur des *Bardes.* » Napoléon savait que Lesueur n'était pas riche ; la tabatière contenait 20.000 francs en billets de banque (1). L'estime de Napoléon pour *les Bardes* n'était pas exagérée, et l'on s'étonne qu'un musicien du génie de Lesueur n'ait pas eu une renommée plus populaire. C'est encore Napoléon qui, sur la recommandation de Joséphine, obligea l'Opéra à jouer *la Vestale* de SPONTINI (1807), la seule œuvre jouée à l'Opéra, pendant l'Empire, qui puisse être comparée aux *Bardes*. Les chanteurs de l'Opéra se refusaient à jouer une musique impossible. On peut voir, dans les Soirées de l'orchestre de Berlioz, comment, lorsqu'ils eurent vaincu les premières difficultés, la malveillance fit peu à peu place à l'enthousiasme. Le public donna raison à l'Empereur, et cette musique nouvelle obtint un succès éclatant. Un des prix décennaux lui fut justement décerné. *Fernand Cortès*, dont les paroles étaient également de Jouy, n'eut pas moins de succès deux ans après (1809).

Après *les Bardes*, *la Vestale* et *Fernand Cortès*, les opéras les plus remarquables de ce temps furent : *Anacréon* (1803), *les Abencerrages* (1813), *Astyanax, Aristippe, la Mort d'Abel*, du violoniste KREUTZER. L'*Adrien* de MÉHUL (1799), *le Triomphe de Trajan* de PERSUIS, furent des opéras d'allusion et de circonstance, comme le *Bayard à Mézières* de CHÉRUBINI (1813).

Napoléon voulait qu'on introduisît sur notre première scène lyrique les œuvres récentes dont on parlait à l'étranger. *Les Mystères d'Isis, la Flûte enchantée* de Mozart furent représentés en 1802, *Don Juan*, en 1805. Il est vrai que ces deux pièces furent défigurées par des remaniements. Cependant, l'Opéra se soutenait avec peine. Napoléon s'en inquiétait même pendant la campagne de Russie. Apprenant à Moscou la chute éclatante de deux ouvrages qu'on y avait représentés, il écrivait au ministre de l'intérieur : « Voulez-vous que la postérité puisse dire que les arts ont dégénéré sous mon règne ? Vous êtes chargé des beaux-arts, c'est à vous de surveiller cela. Comment se fait-il que la représentation de ces deux ouvrages ait été autorisée ? vous ne devez laisser paraître à l'Académie impériale de musique que des œuvres dignes de notre première scène lyrique. »

L'OPÉRA-COMIQUE donne de notre musique une idée beaucoup plus complète que l'opéra : c'est que, en dépit de son titre, l'opéra-comique a déjà toutes les formes, exprime alors toutes les passions, tous les sentiments et a tous les caractères.

On y trouve la comédie à ariettes à côté du large et puissant développement orchestral d'un Chérubini et d'un Lesueur ; des fantaisies d'une verve bouffonne à côté d'œuvres brillantes, passionnées, profondément dramatiques ; on y trouve même jusqu'à l'inspiration religieuse la plus haute, car le *Joseph* de MÉHUL est plutôt un oratorio qu'un opéra-comique. A part SPONTINI, qui cependant avait débuté par l'opéra-comique de *Milton*, qui contient plus d'une belle page, et LESUEUR, qui n'a plus reparu à l'Opéra-Comique depuis *Paul et Virginie* (1794), les œuvres les plus connues des grands musiciens français de ce temps ont été exécutées à Feydeau. Les créateurs de l'opéra-

(1) Voir l'*Éloge de Lesueur*, par Raoul Rochette.

comique, MONSIGNY et GRÉTRY, vivaient encore (1). Méhul écrit une folie, *les Deux Aveugles de Tolède* (1802), *Uthal* dont l'orchestration bizarre diminua le succès (2); il se surpasse dans *Joseph* (1807). Il reste le chef de l'école française. CHÉRUBINI, déjà célèbre par *Lodoïska* (3), donne les *Deux Journées* (1802). Méhul, Chérubini et Lesueur, à cause de l'élévation même de leur talent, ne sont pas les musiciens les plus populaires, et on connaît au moins autant GAVEAUX, qu'on a pu appeler le Mozart du couplet, pour *le Bouffe et le Tailleur*, et *M. Deschalumeaux* (1808). Dans l'opéra-comique de demi-caractère, tel qu'il était à son origine, NICOLAS DALAYRAC montre encore le charme de son talent dans sa *Maison à vendre* (1800), *Picaros et Diego* (1803),

Fig. 289. — Transparent placé devant le Sénat pour la fête de réception de Marie-Louise. Composition de Laffite.

(1) Napoléon n'aimait pas Grétry. A une réception à l'Institut, l'Empereur lui demanda son nom : « Grétry, Sire. » Napoléon, repassant devant lui, lui dit encore : « Comment vous appelez-vous? — Grétry, Sire. » Soit affectation, soit oubli, Napoléon lui fit bientôt une troisième fois la même question. « *Toujours* Grétry, » lui répondit le musicien. Napoléon ne l'oublia plus. Grétry mourut seulement en 1813, la même année que le poète Jacques Delille.

(2) Méhul avait remplacé tous les violons par des altos, pour mieux indiquer le caractère sombre et rêveur de l'œuvre, ce qui faisait dire à Grétry : « Je donnerais un louis pour entendre une chanterelle. » Méhul fit la musique de la cantate qui fut exécutée à la fin du banquet donné à l'occasion du mariage de Napoléon avec Marie-Louise. Paer, maître de la chapelle impériale, avait composé la musique qui accompagna la cérémonie religieuse.

(3) Le sujet de *Lodoïska*, que les œuvres de Louvet avaient mis à la mode, fut également traité, ainsi que *Paul et Virginie*, par Kreutzer.

Une heure de mariage (1804), *Gulistan* (1805). A côté de lui, DEVIENNE, DELLA MARIA, Mme GAIL (*les Deux Jaloux,* 1813 ; *la Sérénade*, 1814) se distinguaient par un mérite analogue, sans sortir de ce genre tempéré, spirituel et tendre, mais en lui donnant une ampleur qu'il n'avait pas encore atteinte. Berton, Nicolo Isouard, Boïeldieu portaient notre ancien opéra-comique à sa perfection. BERTON, qui sut s'inspirer à propos de Mozart, écrit *Montano et Stéphanie* (1799), *le Délire* (1799), *Aline, reine de Golconde* (1803). NICOLO ISOUARD a moins de force, mais il y a des pages d'un sentiment exquis dans *Joconde* (1803), dans *Jeannot et Colin* (1814), dans *Cendrillon* (1810), sans parler de la finesse et de la verve qui se montrent mieux encore dans le *Billet de loterie* (1812) et *les Rendez-vous bourgeois* (1807). BOÏELDIEU, rival de Nicolo dans ses premiers ouvrages, ne devait cesser d'étendre son inspiration, d'accroître la force de son talent et d'affirmer son originalité. Le *Calife de Bagdad* (1799), *Bienowsky*, *Ma tante Aurore* (1802), *Jean de Paris* (1812), *le Nouveau seigneur du village* (1813), annoncent la *Dame blanche.*

Les musiciens qui allaient continuer après eux les succès de l'opéra-comique français étaient entrés dans la carrière (1). HÉROLD avait obtenu le prix de Rome en 1812 et AUBER débutait, en 1813, à Feydeau par le *Séjour militaire* (2).

Auber s'était déjà exercé dans la MUSIQUE RELIGIEUSE, sous la direction de Chérubini, et jamais il n'eut d'inspiration plus complète que dans l'*Agnus Dei* de la messe à quatre voix; ce fut sa première œuvre importante. Cet *Agnus Dei* est devenu le chœur de la prière de la *Muette :* « Saint bienheureux, dont la divine image. » La musique religieuse française produisait alors de véritables chefs-d'œuvre, comparables, sinon supérieurs, à ce que l'Allemagne et l'Italie avaient produit de plus beau. C'est là peut-être, quoiqu'on les connaisse peu, la plus haute expression de notre musique au commencement du siècle. GOSSEC, LESUEUR, CHÉRUBINI méritent de vivre, moins par leurs opéras que par leurs messes, leurs motets, leurs *Te Deum,* qu'on avait alors souvent occasion de chanter à Notre-Dame. Au-dessous d'eux, on pourrait citer LEBRUN, qui composa le *Te Deum* exécuté pour célébrer la victoire de Wagram.

De telles œuvres montrent quelle était la hauteur de l'ENSEIGNEMENT MUSICAL en France. Le Conservatoire de Paris, fondé en 1795, se plaçait, moins de vingt ans après, au premier rang des établissements analogues ; GOSSEC y enseigna la composition jusqu'en 1815, et il y avait pour collègue CATEL, dont le traité d'harmonie est resté classique, l'abbé ROZE, PERNE et surtout CHÉRUBINI (3), que Haydn et Beethoven

(1) Le Napolitain CARAFA DE COLOBRANO, qui devait venir à Paris et se faire recevoir à l'Académie des beaux-arts, était alors un brillant officier de cavalerie attaché à la personne de Murat. La chute de Murat le ramena à ses premiers goûts artistiques, et il donnait, en 1814, à Naples, *Il Vascello l'Occidente.*

(2) On peut rattacher à l'opéra-comique la musique vocale de salon ; la romance, dont le succès était si grand en France depuis GARAT et MARTIN, restait toujours à la mode. Plusieurs musiciens, tels que GAVEAUX et Mme GAIL, qui avaient eu des succès au théâtre, ne dédaignaient pas d'en composer. Quelques-uns même ne durent leur réputation qu'à ce genre, PLANTADE, SOLIÉ, ROMAGNESI, LAMBERT, DALVIMARE, PRADHER, CARBONNEL, CHORON, dont *la Sentinelle* eut un succès européen, sans parler des Italiens MENGOZZI, FERRARI, BLANGINI, Mme BARILLI, etc. Les grandes dames se faisaient leurs émules : il suffit de rappeler HORTENSE DE BEAUHARNAIS.

(3) Chérubini, de même que Spontini, est bien de l'école française, malgré le lieu de sa naissance.

appelaient le premier musicien de son temps. L'enseignement pratique y était à la hauteur de l'enseignement théorique.

D'ailleurs, Paris était alors aussi remarquable qu'il le fut jamais par une réunion de CHANTEURS et d'INSTRUMENTISTES hors ligne, la plupart français, mais auxquels venaient se joindre toutes les célébrités de l'Europe. Pour les instrumentistes, l'école française de violon est de beaucoup au premier rang avec RODE, BAILLOT, KREUTZER, GAVINIÈS, LAFOND, et une femme, Mme LADURNER. Avant tout, l'expression, la largeur du style, la pureté de son sont observées, et les artistes français, sans chercher les difficultés, lorsqu'elles sont inutiles, se montrent aussi capables que les Italiens de les exécuter. Les concerts de ce temps étaient fort remarquables, nombreux et suivis. Outre les violonistes dont nous venons de parler, on y applaudissait les pianistes LOUIS-ADAM KALBRENNER, PLEYEL, STEIBELT, REICHA ; les harpistes Mmes MOLINOS et ROUSSEAU ; les cornistes PUNTO et DUVERNOY, le basson DEVIENNE, auteur de l'opéra-comique des *Visitandines*, etc. Les chanteurs n'étaient pas moins remarquables ; il suffit de citer, pour les concerts : GARAT, Mme BARBIER ; pour l'Opéra : DUFRESNE, LAYS, ROLAND, DERIVIS, CHÉRON, NOURRIT le père, Mmes MAILLARD et BRANCHU ; pour le Théâtre Italien : MANUEL GARCIA, Mmes BARILLI et GRASSINI. La troupe de l'Opéra-Comique les surpasse avec ELLEVIOU, MARTIN, SOLIE, GAVEAUX, CHENARD, GAVAUDAN, HUET, Mmes SAINT-AUBIN, GONTHIER, DUGAZON, BOULANGER (1).

Fig. 290. — Le Roi de Rome.
Dessin de Prud'hon. (Phot. de Braun.)

Mais quelque remarquable que fût alors l'exécution musicale, les COMÉDIENS l'emportaient de beaucoup sur les chanteurs. Le Théâtre-Français est incomparable dans la tragédie. TALMA vient de faire une révolution et trouve des acteurs dignes de

(1) L'art de la danse se maintenait au point où l'avait porté le premier VESTRIS, par son fils (1760-1842) qui ne quitta l'Opéra qu'en 1818, par DUPONT GOSSELIN, par Mmes GARDEL, CHEVIGNY, BIGOTTINI qui exécutaient les compositions chorégraphiques de MILON et de GARDEL.

le seconder, dans LAFON, dans Mlle DUCHESNOIS, dans Mlle GEORGES. La comédie n'est pas moins heureuse avec FLEURY, DUGAZON, MONVEL, NAUDET (le père de l'érudit), Mlle CONTAT, Mlle MARS, Mlle DEVIENNE. Dans les genres secondaires, les comiques POTIER, BRUNET, ODRY faisaient des Variétés, ouvertes en 1807, le théâtre le plus couru de Paris.

Quoique Napoléon eût beaucoup réduit le nombre de théâtres, et cela sans indemniser ceux qu'on supprimait, il ne voulait pas que ce nombre fût trop restreint et il était d'avis que le gouvernement protégeât ceux qui avaient un caractère élevé. C'est à Moscou qu'il rédigeait le décret qui sert encore de base à l'organisation de notre première scène. « Le Théâtre-Français, disait-il, l'année précédente, au Conseil d'État, fait partie de la gloire nationale. » L'Opéra devait rester le théâtre de la société riche, mais il aurait voulu que le peuple pût facilement aller au Théâtre-Français. « Le Théâtre-Français, disait-il encore au Conseil d'État, devrait réduire, le dimanche, les places du parterre à vingt sous, afin que le peuple pût en jouir, » et il ajoutait à cette occasion : « On ne doit pas se régler toujours sur ce qui a existé précédemment, comme s'il était impossible de faire mieux. »

D'après Prud'hon.

D'après Isabey.

CHAPITRE DIXIÈME.

LE BLOCUS CONTINENTAL ET L'INDUSTRIE FRANÇAISE.

PRINCIPES DE LA LIGUE DES NEUTRES. — TYRANNIE MARITIME DE L'ANGLETERRE. — POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET DOUANIÈRE DE NAPOLÉON. — DÉCRET DE BERLIN. — DÉCRET DE MILAN. — INDUSTRIES CHIMIQUES ET MANUFACTURIÈRES.

Le blocus continental a été, on peut le dire, le fait dominant de la politique de Napoléon à partir de 1806. Depuis l'échec de l'entreprise de Boulogne et depuis Trafalgar, Napoléon, voyant qu'il ne pouvait de longtemps frapper directement son ennemi « viager », l'Angleterre, voulut l'atteindre par une guerre d'un nouveau genre. La France défendait les principes de la liberté des mers et des droits des neutres, que le gouvernement anglais ne voulait pas reconnaître. On avait pu espérer que les violences de l'Angleterre allaient enfin réunir les peuples du continent contre elle. La convention maritime de Saint-Pétersbourg (17 juin 1801) affirmait de nouveau, comme base du droit international maritime, les principes de la déclaration de neutralité de 1781, principes qui, au grand honneur de notre pays, avaient été empruntés au règlement français de 1778 :

1° Les vaisseaux neutres pourront naviguer librement sur les côtes des nations en guerre. — 2° Les effets ou marchandises appartenant aux sujets des puissances en guerre seront libres sur les vaisseaux neutres, à l'exception des marchandises de contrebande de guerre. C'est ce que l'on résume par la formule : Le pavillon couvre la marchandise. — 3° La contrebande de guerre ne comprend que les armes et les munitions. Il était nécessaire de s'expliquer très nettement sur ce point. Car l'Angleterre, tout en ayant l'air d'accepter le principe, s'arrangeait de manière à le rendre inapplicable en entendant par contrebande de guerre tout ce qui peut être utile même indirectement aux belligérants, par exemple les grains qui contribuent à l'approvisionnement des places assiégées, les bois, les chanvres, les fers qui peuvent servir à construire des vaisseaux, etc. — 4° Aucun bâtiment convoyé, c'est-à-dire accompagné d'un vaisseau de guerre, ne peut être visité. — 5° Un port ne sera considéré comme en état de blocus que lorsque les vaisseaux qui l'attaquent seront suffisamment proches pour qu'il y ait un danger évident à passer outre. C'est ce qu'on exprime plus brièvement par ces mots : Le blocus, pour être obligatoire, doit être effectif. C'est surtout sur ce point que l'Angleterre tenait à maintenir ses prétentions ; elle allait jusqu'à vouloir faire prévaloir cette théorie, que, pour qu'un blocus fût obligatoire pour les neutres, c'était assez qu'il fût déclaré par un acte de l'Amirauté.

Le bombardement de Copenhague et l'abandon du Danemark par ses alliés de la ligue avaient montré que les neutres n'étaient ni assez forts ni assez résolument unis pour défendre leurs droits. Aussi, dès la rupture de la paix d'Amiens, Napoléon songea-t-il à faire triompher leur cause sans eux et bientôt malgré eux. Il ne ménagea pour cela ni leurs droits ni leurs biens, ni même leur indépendance ; la seule excuse d'une telle conduite, c'est que la cause qu'il défendait était celle de la liberté des mers.

Il serait curieux de suivre les progrès des idées de Napoléon sur le commerce, de les voir s'exagérer de plus en plus, le pousser à lancer le décret de Berlin, à l'aggraver par celui de Milan, enfin à faire la guerre à toute l'Europe pour l'exécution de ces deux décrets. Nous nous contenterons de rappeler le décret du 4 mars 1806.

Mais avant même qu'il n'y eût aucune loi générale sur ces matières, Napoléon cherchait à développer l'usage des produits français, en agissant sur la mode. On l'entendit plus d'une fois s'élever contre l'absence d'esprit national chez les femmes. Si elles en avaient, elles renonceraient à porter des mousselines de Suisse ou d'Angleterre, et elles ne se vêtiraient que de soieries de Lyon et des linons de Cambrai, et il rappelait, à cette occasion, quelle grâce donnaient ces linons aux jeunes filles qu'il avait connues

Gilbert del

Armée Française

Douanes impériales à cheval

Cuirassier

Marin de la garde

Chasseur volugeur

Gendarme à pied

Carabinier leger

Officier des hussards 2e regiment

Hussard 1er regiment

lorsqu'il était lieutenant. Lorsqu'il n'était encore que Consul, il décida que toutes les dames qui venaient aux Tuileries n'y seraient admises que si elles portaient des tissus français; Mme Bonaparte, qui avait une grande quantité d'étoffes de l'Inde, brodées d'or et d'argent, les fit donner à Mlle Duchesnois, la célèbre tragédienne, dont elle protégeait les débuts. Outre les célèbres décrets dont nous allons parler, Napoléon, on le voit, ne reculait pas devant de petits moyens qui ne manquaient pas d'efficacité. On raconte qu'un jour, à Saint-Cloud, au moment de l'apogée de la puissance impériale, il reçut la visite du maire de Lyon. Une fête avait été donnée dans le parc, où toutes les dames de la cour se trouvaient en grande toilette. On revenait vers le palais, lorsque la pluie commença à tomber. « Monsieur le maire, dit l'Empereur à demi-voix, vous allez voir comment je vais faire gagner vos manufactures. » Arrivé au palais, il se plaça devant la porte et, continuant la conversation commencée dans le parc, s'y arrêta sans qu'on osât le déranger. Il n'y resta que quelques instants; mais c'était assez pour que les robes de soie fussent mouillées, et dussent être remplacées. Il aurait été à désirer que Napoléon n'eût jamais employé pour protéger l'industrie nationale de moyens plus tyranniques.

Les mesures de prohibition, on le voit, étaient inspirées à Napoléon par sa haine contre l'Angleterre, mais il s'y mêlait aussi le désir de faire prospérer l'industrie française. Les idées de Napoléon sur ce point, idées qu'il poussait à l'extrême, n'étaient pas nouvelles chez les hommes de la Révolution. Lorsque François de Neufchâteau prononça, en 1798, le discours d'ouverture de la première Exposition des produits de l'industrie que l'on ait vue en Europe, il ne manqua pas de signaler la liberté commerciale comme une conquête de la Révolution, et l'institution qu'il inaugurait et dont il avait eu la première idée comme un des instruments de la liberté commerciale : « La liberté, dit-il, appelle les arts utiles en allumant le flambeau d'une émulation inconnue sous le despotisme, et nous offre ainsi les moyens de surpasser nos rivaux et de vaincre nos ennemis. » On a remarqué ces deux mots « vaincre nos ennemis ». Combien on est loin des expositions internationales! En 1798 une exposition elle-même est représentée comme une arme de guerre! La mesure extrême du blocus fut un acte de représailles. C'était l'Angleterre qui l'avait provoqué par ses prétentions, qui dataient du dix-huitième siècle, contre la liberté des mers, et par des actes plus récents. En 1794, un statut de Georges III déclarait qu'il y avait crime de haute trahison à commercer avec la France.

Le 21 octobre 1806, le cabinet de Londres, confirmant et étendant les décrets de 1803, de 1804 et de 1805, interdisait aux neutres tout commerce de Brest aux bouches de l'Elbe, et déclarait ainsi la France en état de blocus, blocus purement fictif, puisque l'Angleterre, ni même aucune puissance, n'aurait eu assez de vaisseaux pour garder une pareille étendue de côtes; blocus sur le papier, aussi facile à décréter que difficile à faire respecter.

Un mois après Napoléon était à Berlin, au faîte de sa puissance et de sa gloire. Mais il n'oubliait pas que c'était l'Angleterre qu'il poursuivait à travers toutes ses victoires. Il avait déjà dit : « Je vais reconquérir les colonies par la terre; si les Anglais veulent fermer l'Océan, je veux leur fermer la mer par la terre. » Après Iéna, il crut le moment venu de réaliser son projet de « dominer la mer par la terre », d'organiser ce blocus continental, dont l'idée s'était déjà présentée à lui dans toute son étendue dès le temps du Consulat, et, retournant contre l'Angleterre, comme il l'avait dit alors au Conseil d'État, l'Acte de navigation de Cromwell, il promulgua à Berlin même le célèbre décret du 21 novembre 1806 :

« Considérant que l'Angleterre n'admet pas le droit des gens suivi universellement par tous les peuples policés... ; qu'elle déclare bloquées des places devant lesquelles elle n'a pas même un seul bâtiment de guerre, quoiqu'une place ne soit bloquée que quand elle est tellement investie qu'on ne puisse tenter d'en approcher sans un danger imminent; qu'elle déclare même en état de blocus des lieux que toutes ses forces réunies seraient incapables de bloquer, des côtes entières et tout un empire; que cet abus monstrueux du droit des gens n'a d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples, et d'élever le commerce et l'industrie de l'Angleterre sur la ruine de l'industrie et du commerce du continent; que, tel étant le but évident de l'Angleterre, quiconque fait sur le continent le commerce des marchandises anglaises favorise par là ses desseins et s'en rend complice; que cette conduite de l'Angleterre, digne en tout des premiers âges de la barbarie, a profité à cette puissance au détriment de toutes les autres; qu'il est de droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert et de le combattre de la même manière qu'il combat, lorsqu'il méconnaît toutes les idées de justice et tous les sentiments libéraux, résultat de la civilisation parmi les hommes.

« Nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritime...

« Nous avons en conséquence décrété et décrétons ce qui suit :

« Art. 1er. Les Iles-Britanniques sont déclarées en état de blocus.

Un jour de revue sous l'Empire (1810). Peint par H. Bellangé (l'architecture par Dauzats). Musée de Versailles.

« Art. 2. Tout commerce, toute correspondance avec les Iles-Britanniques sont interdits. En conséquence, les lettres ou paquets adressés ou en Angleterre ou à un Anglais n'auront pas cours aux postes et seront saisis.

« Art. 3. Tout individu sujet de l'Angleterre, de quelque état et condition qu'il soit, qui sera trouvé dans les pays occupés par nos troupes ou par celles de nos alliés, sera fait prisonnier de guerre.

« Art. 4. Tout magasin, toute marchandise, toute propriété, de quelque nature qu'elle puisse être, appartenant à un sujet de l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques, est déclaré de bonne prise.

« Art. 5 Le commerce des marchandises anglaises est défendu ; et toute marchandise appartenant à l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques et de ses colonies, est déclarée de bonne prise. . . . .

« Art. 7. Aucun bâtiment venant directement de l'Angleterre ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la publication du présent décret, ne sera reçu dans aucun port.

« Art. 8. Tout bâtiment qui, au moyen d'une fausse déclaration, contreviendra à la disposition ci-dessus, sera saisi, et le navire et la cargaison seront confisqués comme s'ils étaient propriétés anglaises . . . . . »

Si Napoléon ne pouvait souffrir de puissance neutre dans sa grande querelle avec l'Angleterre, celle-ci à son tour ne se montrait pas moins exigeante : l'Europe tout entière, l'Amérique elle-même, l'Église avec le Pape, tous devaient choisir un parti ou plutôt un tyran. L'Angleterre punit cruellement le Danemark de sa neutralité ; le deuxième bombardement de Copenhague et la ruine de la flotte danoise firent voir au monde ce qu'il en coûtait de demeurer neutre (septembre 1807).

Une pareille conduite faisait dire même à nos ennemis « que l'Angleterre était aussi tyrannique que Napoléon sur terre, qu'elle était perfide autant qu'il était violent, et qu'entre les deux, il n'y avait ni sécurité ni repos pour aucune nation. C'était là le langage de nos ennemis, c'était le langage de Berlin et de Vienne. Mais chez nos amis et chez les hommes impartiaux, on reconnaissait que la France avait bien raison de vouloir réunir toutes les nations contre un despotisme maritime intolérable, despotisme qui, une fois établi, serait invincible, n'admettrait de pavillon que le pavillon anglais, ne souffrirait de trafic que celui des produits anglais et finirait par fixer à sa volonté le prix des marchandises. » (THIERS.)

Malgré ses victoires, il ne restait à l'Angleterre que ses rades et les îles d'Héligoland, de Sardaigne, de Sicile et de Malte. Mortier avait occupé les villes hanséatiques, dont les négociants continuaient à faire de la contrebande. L'Angleterre était obligée de changer de poli-

tique, car maintenir le blocus absolu de nos ports, ç'eût été de sa part renforcer elle-même la barrière que la France élevait contre elle ; aussi suspendit-elle l'Acte de navigation de Cromwell en permettant « à toute puissance amie ou alliée d'importer en Angleterre des articles provenant du cru ou des manufactures des pays belligérants ». Les ordonnances du Conseil d'amirauté anglais (11 novembre 1807) déclaraient le blocus de tous les ports du continent d'où le pavillon

Fig. 290. — Mort de Nelson à Trafalgar. Peintures décoratives de Mac-Lise au Parlement anglais.

anglais serait exclu, soumettait tous les bâtiments à la visite des croisières anglaises, les obligeait à toucher dans un port anglais et à y acquitter une taxe. Ce n'était plus l'interdiction, mais le contrôle de tout commerce, l'impôt sur tout navire ; l'Angleterre restait maîtresse du commerce et assurait à son trésor de grands bénéfices.

Ainsi tout bâtiment dans la Méditerranée devait passer à Malte, et dans l'Océan, à Londres. Napoléon répondit à ce nouveau mépris du droit par un nouvel acte de violence, par le décret de Milan (17 décembre 1807), dont voici les principaux articles :

« Art. 1er. Tout bâtiment, de quelque nation qu'il soit, qui aura souffert la visite

d'un vaisseau anglais, ou se sera soumis à un voyage en Angleterre, ou aura payé une imposition quelconque au gouvernement anglais, est, par cela seul, déclaré dénationalisé, a perdu la garantie de son pavillon, et est devenu propriété anglaise.

« Art. 2. Soit que lesdits bâtiments, ainsi dénationalisés par les mesures arbitraires du gouvernement anglais, entrent dans nos ports ou dans ceux de nos alliés, soit qu'ils tombent au pouvoir de nos vaisseaux de guerre ou de nos corsaires, ils seront déclarés de bonne et valable prise.

« Art. 3. Les Iles-Britanniques sont déclarées en état de blocus sur mer comme sur terre. »

Fig. 291. — Suite de la gravure précédente.

C'était une vraie guerre, mais une guerre d'un nouveau genre, que Napoléon soutenait contre l'Angleterre et qu'il allait poursuivre pendant tout son règne avec une vigueur infatigable. Cette guerre avait ses violences, et la violence appelle la fraude. C'est contre la fraude que Napoléon allait lutter; mais le vainqueur de l'Autriche et de la Prusse, le rival de l'Angleterre, sera tenu en échec par des contrebandiers! Malgré tant de décrets de prohibition, l'Europe était inondée de marchandises anglaises.

Leur principal entrepôt était Helgoland. Cet îlot rocheux est divisé en partie basse où les navires peuvent aborder, et en partie haute avec laquelle on ne pouvait

communiquer que par un escalier en bois de deux cents marches qu'il était facile de rompre en quelques instants. Six cents Anglais, pourvus d'une nombreuse artillerie, défendaient cette partie haute, ainsi que les vastes magasins qu'on y avait construits et qui contenaient pour trois ou quatre cents millions de marchandises. Une flottille anglaise croisant sans cesse autour de la partie basse en défendait les approches. C'est là que les contrebandiers venaient puiser les marchandises qu'ils parvenaient à introduire sur le continent. Les fermiers qui cultivaient les terres le long des côtes étaient les premiers entrepositaires des marchandises ; c'était chez eux qu'on allait les prendre pendant la nuit pour les répandre en tous lieux, et ce genre de fraude était établi non seulement dans les villes hanséatiques, mais encore dans toute la Hollande. La population de ces divers pays secondait avec empressement les contrebandiers et se joignait à eux pour assaillir les douaniers, les désarmer, les égorger ou les séduire. (THIERS.)

Les décrets se succédèrent pour élever des obstacles que la contrebande parvenait toujours à surmonter.

Ne pouvant réussir à fermer entièrement la France aux denrées coloniales, Napoléon, par le decret du 5 août 1810, les greva d'un droit très considérable de 50 % ; il pensait atteindre ainsi un triple résultat : maintenir les prix bas à Londres à cause de la difficulté à faire pénétrer les marchandises en France ; les conserver hauts en France et par là encourager nos manufactures ; faire percevoir à son Trésor tous les profits de la contrebande. En fait, ce décret semblait annuler le blocus ; en théorie, cependant, le principe était sauvé par la distinction, un peu subtile, des produits *d'origines non permises* et de ceux *d'origines permises*, c'est-à-dire provenant des prises de nos corsaires, ou des bâtiments à licences, ou des neutres vraiment neutres. Le droit de 50 % ne devait être perçu que sur ces dernières marchandises, les autres continuant à être interdites ; mais, en pratique, pour percevoir le plus de droits possible on n'était pas difficile sur l'origine.

La contrebande ne consistait plus dès lors à introduire les produits, mais à se soustraire au payement des droits : elle n'en fut pas moins active. Aussi le décret du 8 octobre 1810 institua des *cours prévôtales* pour juger le crime de contrebande, il créa les *tribunaux ordinaires des douanes* pour juger les fraudes en matière d'objets non prohibés. Il était ordonné de brûler publiquement toutes les marchandises régulièrement confisquées, qu'on se bornait jusque-là à vendre aux

enchères. La violence de ces dispositions souleva une réprobation presque générale; les plaintes des banquiers, des spéculateurs des villes maritimes éclatèrent de toute part, les villes industrielles seules adressèrent des remercîments à l'Empereur.

Les lignes suivantes, écrites par un Anglais, donneront une idée de l'activité, des ressources et des détours de la contrebande :

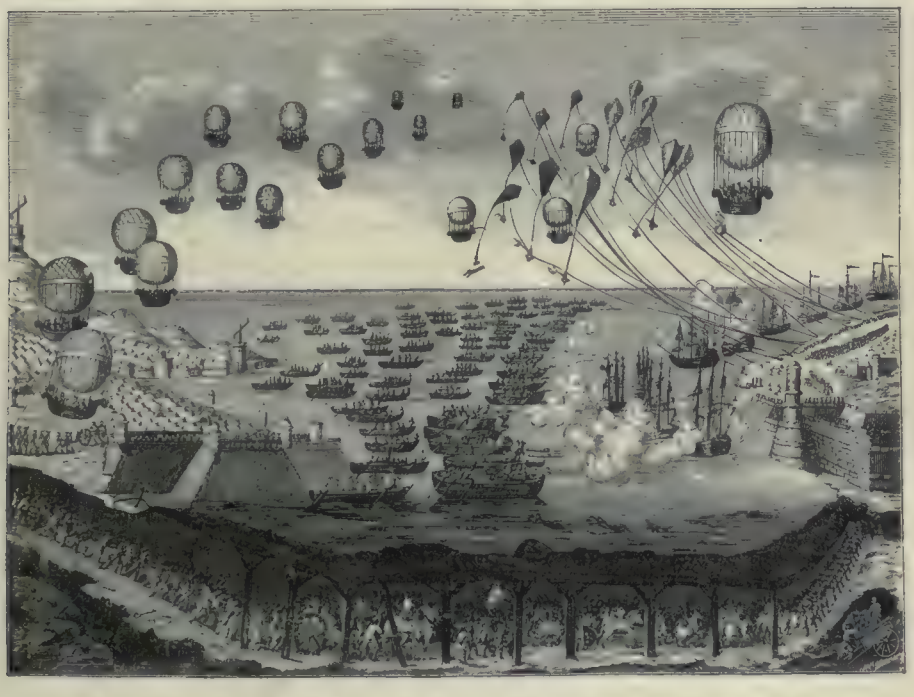


Fig. 292. — Divers projets sur la descente en Angleterre. Gravure anonyme de la collection Hennin.

« Pendant le règne de Bonaparte, on expédiait de Londres des bâtiments chargés de sucre, de café, de tabac, de coton filé, pour Salonique, d'où ces marchandises étaient portées sur des chevaux ou des mulets, à travers la Servie et la Hongrie, dans toute l'Allemagne, et même en France ; de sorte qu'une marchandise que l'on consommait quelquefois à Calais, venait d'Angleterre, qui en est à sept lieues, après avoir fait un détour qui équivalait pour les frais à un voyage de deux fois le tour de la terre (1). »

Si la lutte contre les contrebandiers provoqua des décrets et des saisies, la lutte contre les puissances causa des guerres et des injustices.

(1) Th. Tooke, *Thoughts and details on the high and low prices of the last* 30 *years.*

Les grandes puissances pouvaient encore faire quelque résistance, mais les petites devaient se soumettre. Le Portugal avait été envahi en l'année 1807, parce qu'il refusait de rompre ses relations commerciales avec l'Angleterre. Pour l'Espagne, notre alliée depuis longtemps, Napoléon lui reprochait, non ce qu'elle faisait ou laissait faire, mais ce qu'elle ne faisait pas, c'est-à-dire l'incurie avec laquelle elle laissait perdre des ressources maritimes dont le concours nous eût été si précieux contre les Anglais. Selon les fortes expressions de Mollien, « le Pape allait cesser de régner à Rome parce que quelques barques anglaises avaient relâché à Civita-Vecchia (1) ».

La qualité de père commun de tous les fidèles, invoquée par le Pape, n'avait pu le garantir des rigueurs de Napoléon; le titre de frère, rappelé par le roi de Hollande, ne le sauva pas davantage.

C'est en grande partie la préoccupation d'étendre ou de maintenir le blocus continental qui va entraîner Napoléon dans les fautes qui amèneront sa ruine.

« Quand il dépossédait, en 1808, la dynastie espagnole, creusant ainsi de ses propres mains l'abîme où devaient s'engloutir ses vieilles bandes jusque-là invincibles; quand il affrontait, en 1812, les immenses périls de la gigantesque campagne de Russie; quand il refusait à l'Autriche, en 1813, d'abandonner les villes hanséatiques, n'est-ce pas le commerce anglais qu'il avait surtout en vue (2)? »

Telles furent les conséquences politiques du blocus continental; ses conséquences économiques ont été également considérables.

L'industrie française, malgré de grands perfectionnements, avait encore besoin de l'industrie des autres nations; elle avait besoin des produits dont les peuples civilisés ne peuvent se passer, et que toute leur civilisation est impuissante à faire rendre à leur sol; elle avait besoin enfin d'exporter certains de ses produits. Aussi Napoléon permit de naviguer aux vaisseaux qui porteraient en Angleterre le bois, le chanvre, le blé, à condition qu'une partie de la cargaison se composerait de soieries, de draps, de vins, d'eaux-de-vie, de fromages, et qu'ils ne rapporteraient en retour que des choses dont nous manquions,

(1) Mollien, *Mémoires d'un ministre du Trésor public.*
(2) Amé, *Tarifs des douanes et traités de commerce.*

telles que l'indigo, la cochenille, les huiles de poisson, les bois des îles, les cuirs. Les bâtiments français à licence étaient encore obligés d'exporter des marchandises françaises d'une valeur égale à leur cargaison de retour. Une telle mesure était absurde, car les produits français n'étaient pas reçus en Angleterre.

Fig. 293. — Pièce satirique relative aux frères de Napoléon. Le jeu des Quatre coins ou les Cinq frères. Gravure de la collection Hennin.

« Le négociant, obligé de perdre la valeur entière des marchandises françaises qu'il exportait, vendait en conséquence le sucre et le café qu'il rapportait d'Angleterre; le consommateur français payait le montant des produits dont il n'avait pas joui (1). »

Les consommateurs du continent étaient portés néanmoins à s'approvisionner en Angleterre, à cause de la baisse des prix et du change. Il y eut de grandes fortunes faites grâce aux licences. Napoléon les accordait pour le profit du fisc et dans l'intention de s'approprier une part dans le monopole qu'exerçait l'Angleterre aux dépens du continent. « Pour l'année 1813, ne pouvant plus espérer la paix de la détresse de l'Angleterre, et n'ayant à l'attendre que des batailles qui allaient se livrer en Allemagne; voulant, de plus, rendre aux villes de Bordeaux, de Nantes, du Havre, de Marseille, quelque activité commerciale, Napoléon avait accordé une quantité de licences

(1) Clément, *Histoire du système protecteur.*

telle, qu'on pouvait considérer comme presque rétabli le commerce avec l'Angleterre, et qu'il s'était cru autorisé à évaluer à 100 millions l'impôt ordinaire des douanes. Aussi les rôles étaient-ils intervertis, et tandis que, deux années auparavant, Napoléon torturait l'Europe pour interdire les relations avec l'Angleterre, c'était l'Angleterre maintenant qui, s'apercevant des avantages que procuraient à son ennemi les communications par licences, travaillait à les rendre impossibles (1). »

Cependant le blocus a eu momentanément sur l'industrie une influence heureuse. D'ailleurs l'Assemblée constituante avait pris deux mesures qui étaient venues donner une nouvelle impulsion à l'esprit des inventeurs : elle avait aboli les corporations, jurandes et maîtrises, et créé les brevets d'invention.

Aussi, pendant la période du blocus, les manufactures de la France, surtout, furent en grande activité; mais ce mouvement s'étendit au continent tout entier. C'est alors que la fabrication du coton et de la laine prit en Saxe un si rapide essor, particulièrement à Chemnitz.

Le blocus ne faisait guère que replacer la France dans les conditions où elle s'était trouvée pendant la Révolution, lorsque, toutes les nations s'étant coalisées contre elle, elle avait été obligée de se suffire avec ses propres ressources. Les industries chimiques réalisèrent des prodiges.

De toutes ces découvertes inspirées autant par le patriotisme que par l'intérêt industriel, il faut placer au premier rang l'invention de la soude artificielle, qui nous permit, tout d'abord, de nous passer des soudes d'Alicante, de Malaga et de Carthagène. Le procédé fut découvert avant la Révolution; mais c'est alors seulement qu'il devait se développer. Cette invention renouvela l'industrie de la France, puis du monde entier. Elle ne donna à son auteur ni la richesse ni même la gloire. Il semble même que l'infortune l'ait poursuivi par delà la tombe. Les chimistes à peu près seuls connaissent le nom de Nicolas Leblanc (1753-1806). Jean-Baptiste Dumas disait, à l'inauguration du monument qui lui a été tardivement élevé à Issoudun, sa patrie :

« On étonnera beaucoup de personnes si on leur apprend que les deux plus grandes nouveautés économiques du siècle sont la machine à vapeur (perfectionnée) et

(1) Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire.*

L'Empereur et l'Impératrice Joséphine visitant les manufactures de Jouy (20 juin 1806). D'après le dessin à la sépia d'Isabey. Musée de Versailles.

soude artificielle ; les deux inventeurs les plus féconds, James Watt et Nicolas Leblanc. Mais tandis que les engins créés par l'un agissent à grand bruit dans toutes les usines, emportent au loin les trains de voyageurs et de marchandises sur les voies ferrées dont les continents sont sillonnés, ou guident sur les flots des navires de commerce et de guerre, c'est sans bruit que s'infiltrent dans tous nos ateliers, comme éléments indispensables ou comme agents auxiliaires du travail, les produits dérivés de la soude factice; c'est en silence qu'ils pénètrent dans toutes nos demeures comme objets directs ou indirects de consommation. S'il s'agissait d'ouvrir un concours et de reconnaître quel est celui des deux inventeurs, J. Watt ou N. Leblanc, dont l'influence a été la plus considérable dans l'accroissement du bien-être de l'espèce humaine, on pourrait hésiter. Toutes les améliorations touchant aux arts mécaniques dérivent, il est vrai, de l'usage de la machine à vapeur ; mais tous les bienfaits qui se rattachent aux industries chimiques ont trouvé leur point de départ dans la fabrication de la soude extraite du sel marin. Le carbonate de soude provenant de cette opération représente aujourd'hui, pour la consommation des deux mondes, une quantité qui s'élève à 7 ou 800.000.000 de kilogrammes, de telle sorte que la quantité de ce sel consommée par chacun de nous d'une manière inaperçue et sans que nous en ayons conscience atteint au moins la moitié, égale souvent même la totalité du poids de sel marin nécessaire à nos besoins. »

Fig. 294. — Caricatures contre l'Angleterre. — Le Passé.

Leblanc avait pris en 1797 un brevet d'invention pour s'assurer la propriété de son procédé. Mais lorsque le comité de Salut public demanda le sacrifice de toute espèce de secret pour la patrie, il re-

nonça généreusement à ses droits et autorisa l'application de sa découverte. Il fut ruiné, et, après de vains efforts pour sortir de la misère, se tua de désespoir en 1806, voyant autour de lui de nombreuses fortunes dues à son désintéressement. La fin tragique de ce grand inventeur, de cette noble victime du patriotisme, ne semble pas avoir beaucoup occupé le public.

Le plus grand nom de l'industrie française était alors celui de Christophe-Philippe Oberkampf (1738-1815), qui avait introduit en France la fabrication des toiles peintes et y avait établi la première filature de coton. Dès la fin du règne de Louis XV, il avait commencé ses premiers essais, seul, sans ouvriers, dans une chaumière de Jouy-en-Josas, avec un capital de 600 francs. Il faisait lui-même le dessin, la gravure, la teinturerie et l'impression de ses toiles. Après de longues années d'efforts et de misère, son entreprise commenca à prospérer. Bientôt ses toiles furent de mode à la cour, et on les rechercha même en Angleterre. Il envoya des agents jusque dans l'Inde pour tâcher de surprendre sur place dans les ateliers indigènes le secret de leurs couleurs. Napoléon avait raison de dire un jour à Oberkampf : « Vous et moi nous faisons une bonne guerre aux Anglais, vous par votre industrie, et moi par mes armes; — c'est encore vous qui faites la meilleure. »

Louis XVI avait accordé à Oberkampf des lettres de noblesse et était venu voir la fabrique de Jouy. Napoléon la visita deux fois, comme il avait déjà visité les fabriques de Ternaux à Reims, des frères Sévenne à Rouen. La première fois, il y vint, le 20 juin 1806, accompagné de Joséphine, et décora Oberkampf de la Légion d'honneur. Dans sa seconde visite (1810), l'Empereur témoigna le désir de voir à Saint-Cloud celui qu'on appelait le patriarche et le seigneur de Jouy. Napoléon lui fit des questions de toutes sortes, sur son industrie, sur la politique commerciale de la France en général, sur sa famille : « Avez-vous un fils? s'occupe-t-il de vos affaires ou mangera-t-il son bien comme cela arrive d'ordinaire ? ... J'ai donné trois millions pour planter en cotons la plaine de Rome : cela vaut mieux qu'un Pape. » On était alors dans la période la plus violente des demêlés de Napoléon et de Pie VII. — Cette même année, Oberkampf obtenait le grand prix décennal pour l'industrie. Il avait refusé d'être sénateur. Les plus illustres savants s'honoraient de sa bienveillance. Gay-Lussac vint faire un cours de chimie à la fabrique de Jouy, Chaptal s'y rendit plus d'une fois pour ses expériences.

Chaptal (1756-1831) était né chimiste; il fonda des manufactures de produits chimiques; en 1793, il dirigeait la fabrique de poudre de guerre de Grenelle. Sous le Consulat, en 1800, il fut ministre pendant trois ans, qu'il passa à organiser les prospérités de l'intérieur. En 1805 il fut nommé sénateur. Ce n'est pas le lieu de parler ici de tous les services qu'il rendit à la France. Mais nous rappellerons que ses heureuses applications de la science à l'industrie et à l'agriculture amenèrent de grands progrès, et là comme ailleurs il montra sa prodigieuse activité, sa justesse d'esprit et son amour du bien public. Il continua l'œuvre de Daubenton, mort peu de temps après son entrée au Sénat, 31 décembre 1799; il acheva de naturaliser chez nous les troupeaux espagnols et d'améliorer la laine française par les mérinos (1); il établit des machines pour le filage et le tissage de la laine; il donna des procédés ingénieux pour la fabrication des vins. Son *Art de faire les vins* (1801 et 1819), son *Traité théorique et pratique sur la culture de la vigne* (1801 et 1811), ont fait une révolution dans l'œnologie. Son *Traité de chimie appliquée*

Fig. 295. — L'Angleterre. — Le Présent.

(1) Il fut aidé dans cette œuvre par le comte Charles de Lasteyrie, dont le nom se trouve mêlé à la plupart des améliorations industrielles ou charitables de cette période.

aux arts, a été traduit dans toutes les langues. Ses œuvres, sans parler de ses nombreux opuscules insérés dans les *Mémoires de l'Institut,* les *Annales de chimie,* le *Nouveau Dictionnaire d'agriculture,* forment 17 volumes. Chaptal restaura la belle fabrique des Gobelins, tombée en décadence pendant la Révolution.

Le blocus continental donna une grande extension à l'invention du chimiste prussien Margraff, qui, vers 1747, avait fait des expériences pour l'extraction du sucre de la betterave ; un autre chimiste prussien, Achard, donna dès 1787 un grand essor à cette industrie; il établit en Silésie, dès le commencement du dix-neuvième siècle, une fabrique qui, en 1811, fournissait 300 livres de sucre par jour. L'introduction en France de cette fabrication, qui est aujourd'hui une de nos plus importantes industries nationales, est due à Benjamin Delessert et à Crespel-Delisle. Après bien des efforts, le premier, à Passy en 1810 et 1811, le second, à Lille en 1812, parvinrent à réaliser en grand la fabrication du sucre indigène. La culture de la betterave se développa en France en même temps que la nouvelle industrie.

La fabrication des étoffes devait aussi trouver un grand stimulant dans le blocus. Ternaux (1765-1833) développa et perfectionna le tissage des laines et la fabrication des draps; il créa vingt-deux établissements industriels.

Dès 1801 il avait replacé au premier rang les manufactures de drap de Sedan, de Reims et de Verviers, alors ville française. Quelques années après, dans un voyage que Napoléon avait fait dans les villes de l'Ouest et du Nord, surpris de rencontrer partout des fabriques fondées par Ternaux, il s'était écrié : « Mais, Monsieur Ternaux, je vous trouve donc partout avec vos travaux ! » Il le nomma chevalier de la Légion d'honneur. Jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, ces merveilles de l'art industriel indien étaient à peine connues et en tous cas fort peu appréciées en France. « Les femmes de nos ambassadeurs et de nos consuls d'Orient, qui en recevaient en présent, ne les considéraient que comme des objets de pure curiosité. Mais l'expédition d'Égypte mit les châles de l'Inde à la mode. Ternaux chercha alors à réaliser en France un produit si recherché. Il a attaché surtout son nom à la création d'une industrie nouvelle en Europe, la fabrication des cachemires. Il ne put parvenir à ce résultat qu'après de longues recherches sur l'origine inconnue de la matière filamenteuse employée pour fabriquer ces précieux tissus. Les tentatives de Ternaux dans ce genre de travail furent si heureuses qu'il surpassa les fabriques de l'Inde, soit pour

le tissu, soit pour le broché. On appela ses nouveaux produits cachemires français ou châles Ternaux. Mais, malgré ses efforts, les châles français ne purent rivaliser sérieusement avec les tissus indiens pour la variété et l'éclat des couleurs, pour l'effet décoratif, et il ne put arriver à connaître ni les procédés exacts de fabrication, ni même d'une manière certaine les matières employées.

Il essaya aussi de naturaliser les chèvres du Thibet. Comme elles ne donnaient pas assez, on tira directement de la Russie le duvet de ces chèvres.

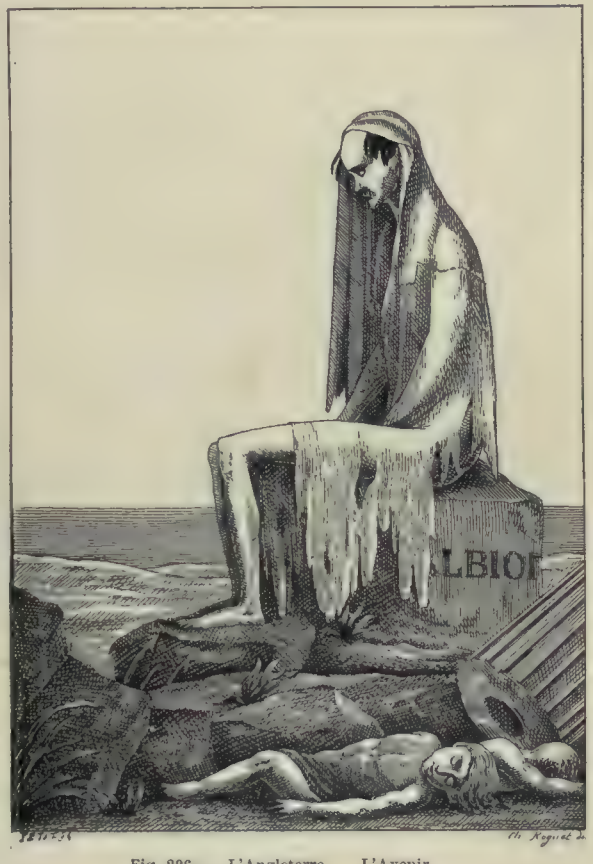


Fig. 296. — L'Angleterre. — L'Avenir.

Richard et Lenoir, continuant et développant l'œuvre d'Oberkampf, firent pour les tissus de coton ce que Ternaux, Daubenton et Lasteyrie faisaient pour la laine. Lenoir mourut en 1806; son associé lui succéda jusqu'en 1839 et continua à porter seul le nom de Richard-Lenoir sous lequel la maison était connue. Richard-Lenoir avait poursuivi le but d'affranchir la France du tribut qu'elle payait à l'Angleterre en développant chez nous l'industrie du filage et du tissage des cotons. Dans cette entreprise il devait avoir naturellement pour appui Napoléon Bonaparte.

Richard et Lenoir, qui n'avaient d'abord été que commerçants, voulurent être fabricants. Ils établissent deux premiers métiers à tisser dans une petite boutique de la rue Bellefonds, puis une filature dans un hôtel de la rue Thorigny. Leur succès est si prompt que, manquant bientôt d'ateliers suffisants et fatigués des lenteurs de leurs

négociations avec la ville de Paris, au sujet de la cession des bâtiments abandonnés de l'ancien couvent de Bon-Secours, dans la rue de Charonne, ils envahissent presque de force l'édifice qu'on leur fait trop attendre et y installent leurs ouvriers. L'affaire fait grand bruit. Le Premier Consul se rend rue Charonne ; mais il admire l'activité qui règne dans ces ateliers, il approuve ce qui a été fait et donne aux deux associés l'ancien couvent de Trénelle, situé en face de celui de Bon-Secours.

Richard-Lenoir réussissait si bien dans sa fabrication, qu'on prenait ses produits pour de véritables marchandises anglaises ; il fit plus, il essaya la culture du coton, il en sema des graines dans le royaume de Naples, et il obtint de ses plantations, en 1806, 25 milliers de kilogrammes. Malheureusement les droits élevés imposés à l'entrée des cotons, même de ceux venant de Naples, portèrent un coup funeste à son industrie. Richard métamorphosa ses filatures de coton en filatures de laine ; Napoléon lui fit avancer par le Trésor quinze cent mille francs ; il avait décoré la Légion d'honneur cet illustre créateur de quarante filatures et d'un plus grand nombre encore d'ateliers de tissage.

Mollien, qui, lorsqu'il fut destitué de sa charge de directeur des Domaines, en 1792, était entré dans le commerce, avait pris intérêt dans une filature de coton, et un des premiers introduisit en France les procédés mécaniques de cette industrie, connue en Angleterre depuis une quarantaine d'années. Mais une industrie dont Napoléon désirait avant tout la création en France, c'était la filature mécanique du lin. Le coton était un produit qu'on ne pouvait espérer acclimater en France et que la lutte persistante avec l'Angleterre empêchait de plus en plus d'arriver dans nos ports. Le lin, au contraire, était un produit indigène. Napoléon comptait en encourager le plus possible la culture. Mais cette industrie, pensait-il, ne devait être en état de lutter avec celle du coton que lorsque, comme elle, elle serait pourvue des mêmes forces mécaniques. Or, jamais encore on n'avait réussi à filer mécaniquement le lin. Quel succès contre l'Angleterre si on arrivait sur le continent à cette découverte !

Napoléon proposa un prix d'un million pour l'inventeur, de quelque nation qu'il fût, de la meilleure machine à filer le lin : un homme de génie qui n'en était pas à sa première invention, Philippe de Girard, résolut le problème dès 1810. Mais, comme la plupart des grands inventeurs, il n'avait pas l'esprit des affaires. Les fabriques qu'il établit, rue de Vendôme et rue de Charenton, pour appliquer industrielle-

ment ses procédés, ne réussirent pas. Ce fut même l'Angleterre qui profita la première de cette invention dirigée contre elle. Les deux associés de PHILIPPE DE GIRARD vendirent en trahison ses procédés à un négociant anglais, Hall, qui voulut enlever à Philippe de Girard jusqu'à sa gloire et les breveta sous son nom. C'est en Angleterre, à Leeds, que nos filateurs allèrent étudier, en 1833 seulement, les machines françaises de Philippe de Girard. On vient enfin de lui élever une statue en France. Déjà la Pologne avait donné le nom de Zyrardowska à la première ville du pays où l'industrie créée par Girard avait été établie.

Fig. 297. — Le duc Denis Decrès, ministre de la marine et des colonies. Dessin de Mme Le Suire.

C'est aussi pendant la période napoléonienne que la vieille industrie française de la soie fut transformée par le célèbre métier à la Jacquard. Comme on le voit souvent, dans l'histoire de l'industrie, la machine à laquelle le fils du pauvre canut lyonnais a, justement d'ailleurs, donné son nom ne fut pas cependant l'œuvre d'un seul inventeur. Le 23 décembre 1801, Joseph-Marie JACQUARD (1752-1834) prit un brevet d'invention. Mais ce métier n'était qu'une modification sans grande importance de métiers antérieurs. Venu à Paris en 1803, pour présenter au gouvernement une machine de son invention destinée à faire des filets, il put étudier au Conservatoire des arts et métiers, où il était oublié, le métier que Vaucanson avait inventé pour fabriquer les tissus façonnés et qu'on n'avait jamais appliqué industriellement. De retour à Lyon, il eut l'heureuse idée de réunir dans un même appareil le métier de Vaucanson et le système des cartons troués et pendants inventé par Falcon au commencement du dix-huitième siècle. Cette invention reçut, entre 1805 et 1816, de nombreuses améliorations de détail du mécanicien BRETON, dont le nom a été trop oublié. Ainsi se constitua une

des plus ingénieuses machines qui soient jamais sorties de la main des hommes. Malgré l'opposition des ouvriers, qui brisèrent ses métiers et même menacèrent sa vie, Jacquard put en quelques années voir son invention dominer presque exclusivement à Lyon et, à partir de 1812, se répandre dans toute l'Europe.

Ainsi, il y avait en Europe et surtout en France un grand mouvement industriel. Les maîtres de forges eux-mêmes avaient lieu d'être contents de leurs affaires et, chose plus rare, ils le reconnaissaient.

Cependant l'industrie française, malgré tous ses efforts, ne put jamais acclimater sur son sol tous les produits dont elle avait besoin; si elle en acclimata quelques-uns, ce ne furent toujours que des essais fort coûteux, au moins à l'origine; les autres matières premières subirent une grande augmentation à cause du blocus, et cette cherté finit par ruiner nos manufactures.

« Ce n'est pas, disait Chaptal en 1800, en prohibant l'entrée des produits étrangers qu'on donnera, ainsi qu'on l'a cru assez généralement, de l'avantage à nos fabriques nationales. Cette prohibition entraîne avec elle trois inconvénients majeurs :

« Le premier, de frustrer l'État d'un revenu de douane;

« Le second, de présenter un appât à la contrebande;

« Le troisième, de ne plus offrir de stimulant à l'émulation de nos fabricants. »

Quels étaient les résultats du blocus pour la Grande-Bretagne? — Sans doute son commerce était entravé, les produits qu'elle allait chercher dans ses colonies s'accumulaient dans ses entrepôts, et elle offrait le singulier spectacle de la misère au milieu de l'abondance. « L'Angleterre, comme on l'a dit, avait encore plus besoin de vendre que le continent d'acheter; » aussi traversa-t-elle une crise terrible, toutes ses valeurs furent dépréciées, le change anglais perdit 30%. Ces résultats sont ceux qui frappaient les yeux; il y en a d'autres qui étaient moins apparents, mais qui n'en avaient pas moins d'importance.

Tout d'abord le blocus continental ne détruisit pas le commerce anglais, il lui fit seulement traverser une période difficile.

L'industrie n'avait pas souffert autant qu'on pourrait le croire, car l'Angleterre, maîtresse de la mer, fournissait aux prix les plus bas les matières premières à ses manufacturiers, qui gagnaient par là ce

Imp. Lemercier & Cie Paris

MODES ET COSTUMES DE 1800 A 1820.

D'après les journaux de mode de l'époque

qu'ils perdaient à l'exportation, tandis que nos manufactures perdaient par le prix des matières premières ce qu'elles gagnaient à la protection. Enfin le blocus continental ne fit qu'accroître l'empire colonial des Iles-Britanniques, on lui fermait l'Europe, elle s'ouvrit l'Asie, l'Afrique et l'Amérique; elle se ménagea surtout des routes, elle se posta aux détroits ou aux caps, comme l'avait fait autrefois

Fig. 298. — Ouverture du nouveau port de Cherbourg. Dessiné d'après nature par Isabey.

Athènes dans la Méditerranée orientale, de manière à commander tous les passages.

Les résultats politiques et économiques du blocus ont donc été loin d'être tous heureux, aussi a-t-on porté sur cet acte les jugements les plus divers.

Pour être équitable, il faut remarquer que ce blocus n'a pas toujours eu le même caractère. D'abord il fut une violence provoquée et par cela même autorisée par l'Angleterre, et destinée à l'obliger à reconnaître les règles du droit des gens. « La gigantesque idée du blocus continental, dit Mme de Staël elle-même dans ses *Considérations sur la Révolution française*, ressemblait à une espèce de croisade européenne

dont le sceptre de Napoléon était le signe de ralliement. » Plus tard, l'Empereur eut le tort de faire du blocus un système, une arme, non plus tant contre l'Angleterre que contre le continent, un prétexte pour intervenir dans les affaires de tous les peuples et les soumettre à son ambition. Mais il fallait prendre garde, en effet, en disputant l'accès du continent à l'Angleterre de lui procurer autant d'alliés secrets qu'on se donnait de coopérateurs forcés au blocus, de devenir insupportable à ses alliés contraints avant de l'être à l'Angleterre. Enfin l'Empereur fit du blocus une ressource fiscale, un moyen de subvenir aux immenses dépenses de ses guerres par les saisies et les confiscations, mais surtout par le système de plus en plus étendu des licences.

Ainsi la pensée du blocus continental, qui a occupé l'esprit de Napoléon une grande partie de sa vie, a passé par trois phases différentes : mesure de représailles, prétexte de conquête, ressource financière. De ces trois phases la première, excusable, semble conforme au droit de la guerre, la seconde peut être difficilement défendue, la troisième est odieuse.

Aucune mesure ne contribua davantage à rendre Napoléon impopulaire, car aucune n'amenait plus de trouble dans les habitudes journalières de toutes les classes, aucune ne faisait mieux sentir le despotisme dans les détails de la vie, aucune ne donnait lieu à plus de vexations.

« J'ai vu, dit Mme de Staël, j'ai vu, sur la place publique de Genève, de pauvres femmes se jeter à genoux devant le bûcher où l'on brûlait des marchandises en suppliant qu'on leur permît d'arracher à temps aux flammes quelques morceaux de toile ou de draps pour vêtir leurs enfants à la misère. » Mme de Staël ajoute avec raison que de pareilles scènes devaient se passer partout.

Les souffrances qui résultaient trop naturellement du blocus continental étaient souvent aggravées par la rigueur inepte avec laquelle il était appliqué. Beugnot raconte dans ses *Mémoires* (t. II, p. 28), qu'il vit arriver dans le grand-duché de Berg dont il était administrateur un certain M. Turc, envoyé de Paris par le gouvernement, qui s'annonça par une recherche des marchandises anglaises. « Il regardait, un auto-da-fé de ces infâmes marchandises, d'abord comme un acte fort glorieux en soi, et ensuite très sage en économie politique. Dans l'exaltation de son zèle, il fond un beau matin sur les cotons en ballots qui se trouvaient dans le grand-duché, et les saisit en totalité, comme marchandises anglaises. Un méchant enchanteur

Le triomphe de Marie-Louise. D'après le tableau de Gros. Collection de M. Moreau-Chaslon. (Phot. de Braun.)

qui aurait d'un coup de baguette paralysé les bras à dix mille ouvriers n'aurait fait ni mieux ni pire. Je n'en suis pas sitôt informé que je cours chez ce Turc, à qui je remontre tout le mal qu'il vient de faire. Il n'en est point ému, et m'exhibe je ne sais quelle lettre du ministre du commerce de France, M. Colin de Sussy, où il est dit qu'il doit arriver de Cuxhaven des marchandises dans le grand-duché et qu'il ne doit pas balancer à les saisir quelque part qu'elles se trouvent. J'ai beau lui répéter que tout ce qu'il a saisi est bien marchandise anglaise, mais vendue publiquement à Francfort au nom de l'Empereur qui en a touché la valeur, que l'identité résulte du procès-verbal de vente qui donne un numéro à chaque ballot, en relate le poids, en indique la forme, en nomme l'adjudicataire, et qu'enfin tous ceux de ces ballots qui n'ont pas encore été éventrés ont reçu le plomb de la douane française en sortant de Francfort et celui du grand-duché lorsqu'ils y sont entrés : le Turc convient de ces faits, mais il répond qu'ils ne lavent pas l'origine anglaise. Et à tout ce que peut m'inspirer ce comble de l'injustice et de la barbarie, mon homme de répondre : « Je ne dis pas le contraire, mais cela ne lave pas « l'origine anglaise. » Je lui demande ce qu'il va faire de ces milliers d'ouvriers sans travail, il me répond que cela ne le regarde pas. »

Fig. 298. — Vignette allégorique représentant la Liberté des mers ; gravure de l'époque.

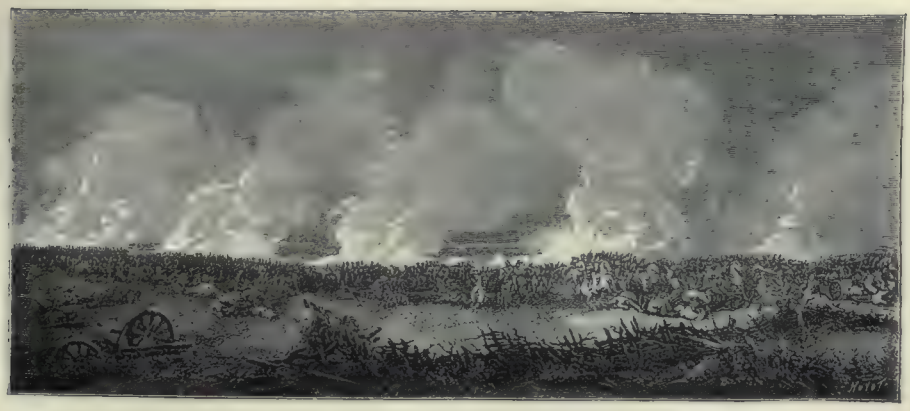
Les faits de ce genre, et ils furent nombreux, montrent à quels excès de tyrannie et d'injustice pouvait conduire l'application du blocus continental. On s'explique donc que la ville de Bordeaux, par exemple, qui avait été si florissante au dix-huitième siècle et qui se trouva ruinée tout à coup par le blocus, ait accueilli avec bonheur le retour des Bourbons et favorisé en 1814 la marche en avant de Wellington.

Mais quoique les fautes des uns ne détruisent pas les fautes des autres, il est juste de se demander si l'Angleterre a agi avec plus de souci de la justice et de la liberté. Les deux bombardements de Copenhague suffisent pour répondre. Dans la politique de Napoléon on ne trouvera aucun acte aussi odieux accompli avec une pareille tranquillité.

L'Angleterre elle-même avait été sérieusement atteinte par le blocus continental; d'autre part elle avait mesuré les haines que la tyrannie commerciale et économique est susceptible de produire. Elle avait été obligée de suspendre l'Acte de navigation de Cromwell, et ne s'en était pas mal trouvée. Elle comprit à quels dangers elle risquait de s'exposer en prétendant exercer indéfiniment une tyrannie analogue

à celle que Napoléon avait imposée. Quarante ans après cette terrible lutte, elle devait enfin reconnaître, au traité de Paris de 1856, par l'influence d'un autre Napoléon, ces principes de la neutralité armée de 1781 que la France avait défendus dès qu'on les avait formulés, et que le blocus continental avait voulu imposer à la Grande-Bretagne en retournant contre elle ses propres armes. Napoléon fut coupable sans doute, mais l'aristocratie anglaise le fut bien davantage. Car, tandis que sans aucun souci du droit elle poursuivait le but de l'asservissement maritime du monde à son seul profit, Napoléon se trouvait défendre, par des moyens dont on a vu les excès, des principes applicables à toutes nations dans la justice et l'égalité. On retrouvait bien là ce côté abstrait et classique de l'esprit français qui s'était si fortement affirmé dans l'œuvre de l'Assemblée nationale de 1789.

Quoi qu'il en soit, c'est en poursuivant la chimère de l'exécution complète du blocus continental que Napoléon allait s'engager dans l'expédition de Russie, qui devait être la cause de sa ruine.



Bataille de la Moskowa. Tableau de Langlois (Jean-Charles, dit le colonel). Musée de Versailles.
(C'est aussi le sujet d'un des panoramas de cet artiste.)

CHAPITRE ONZIÈME.

LA CAMPAGNE DE RUSSIE.

ORIGINE DE LA GUERRE. — ALLIÉS DU CZAR ET ALLIÉS DE NAPOLÉON. — TRAITÉ DE BUKAREST. — PASSAGE DU NIÉMEN. — BATAILLE DE LA MOSKOVA. — INCENDIE DE MOSCOU. — LA RETRAITE. — PASSAGE DE LA BÉRÉZINA. — FIN DE LA GRANDE ARMÉE (1).

LE mariage de Napoléon irrita le Czar, qui l'avait laissé faire : une alliance franco-autrichienne menaçait en effet les intérêts de la Russie dans l'empire turc. En 1809, Talleyrand, dans sa disgrâce, reprenait son projet de 1805.

« Duroc, la même année, soumettait à Napoléon un autre mémoire, où il exposait que l'alliance russe allait contre notre politique traditionnelle; que les possessions françaises en Italie et en Dalmatie étaient menacées par les agissements de la Russie en Serbie et en Grèce; que la Russie ne défendait la Prusse que

(1) Ségur, *Histoire de Napoléon et de la Grande Armée pendant l'année* 1812, t. IV et V d'*Histoires et Mémoires*. — Rambaud, *Histoire de Russie*. — Thiers, *Consulat et Empire*, t. XIV. — Tolstoï, *Guerre et Paix*. — Les *Journaux* ou *Mémoires* de Pelleport, Fezensac, Fain, etc.

parce qu'elle comptait à l'occasion sur son armée; qu'elle ne favorisait l'entreprise d'Espagne que dans l'espérance de voir 200.000 Français périr dans la Péninsule; que l'intérêt de la dynastie napoléonienne demandait que la Russie fût repoussée le plus loin possible vers l'est; que le démembrement de la Pologne avait été la honte de l'ancienne dynastie et que son rétablissement était nécessaire à la grandeur de la France et à la sécurité de l'Europe. Or le prince Kourakine avait su se procurer une copie de ce mémoire et l'avait adressé à l'empereur Alexandre (mars 1809) en lui faisant observer combien il était dangereux pour la Russie de permettre la ruine de l'Autriche. Alexandre s'en était souvenu dans la campagne de 1809. » (Rambaud, *Histoire de la Russie.*)

Malgré les conseils de Talleyrand et de Duroc Napoléon, qui consentait à ne pas rétablir le royaume de Pologne, refusait toute déclaration officielle à ce sujet, et déjà Poniatowski avait pris le titre de « commandant de l'armée polonaise », répondant aux plaintes d'Alexandre que « l'Empereur des Français était bien libre de donner des noms aux corps qui étaient sous ses ordres ».

Le traité de Vienne, en accordant 400.000 âmes à la Russie, accordait 1.500.000 habitants au grand-duché de Varsovie. Les annexions de 1810 menaçaient la suprématie de la Russie dans la Baltique. Le grand-duc d'Oldenbourg, dépouillé par le sénatus-consulte du 13 décembre, était beau-frère du Czar, et il n'avait pas accepté Erfurt, que Napoléon lui offrait à la place de son duché. Avant la fin du mois un ukase d'Alexandre permit l'introduction des denrées coloniales sous pavillon neutre et proscrivit l'importation des objets de luxe de tous pays, entre autres les porcelaines, les bronzes, les soieries, les rubans, les broderies, et frappa les vins de droits considérables. Cette mesure, officiellement destinée à empêcher la sortie du numéraire, était dirigée en réalité contre le commerce français. « J'aimerais mieux recevoir un soufflet sur la joue, » dit Napoléon quand il en eut connaissance.

Pendant l'année 1811 les deux cabinets ne firent qu'échanger des notes et des réclamations, surtout au sujet du blocus et de l'affaire d'Oldenbourg. Des deux côtés on faisait des préparatifs militaires. Alexandre rappelait des troupes du Danube, Napoléon en rappelait d'Espagne. En même temps, Napoléon faisait publier dans les journaux des articles pour démontrer que « l'Europe se trouvait forcément en train de devenir la proie de la Russie »; on y parlait « d'invasions qu'il faut refouler, de domi-

nation universelle à anéantir » ; Lesur publiait son traité « des progrès de la puissance russe », où l'on lisait pour la première fois dans son ensemble le « Testament de Pierre le Grand ». Napoléon trouvait Caulaincourt trop russe et le remplaçait à Pétersbourg par Lauriston. Partout on prévoyait la rupture de l'alliance ; à Naples, l'envoyé français Durant se battit en duel avec l'envoyé russe Dolgorouki. A Saint-Pétersbourg, l'ami de la France, Speranski, fut disgracié, tandis que Stein, mis par Napoléon au ban de la Confédération du Rhin, fut appelé en Russie. C'était Karamsine

Fig. 300. — Carte de la campagne de Russie.

qui avait porté le coup de grâce à Speranski, en envoyant de Moscou au Czar son mémoire « de l'ancienne et de la nouvelle Russie ».

Mais le danger le plus grave pour nous était le manque d'alliances solides. La Turquie était toujours en guerre avec la Russie : les Turcs avaient même remporté une grande victoire à Tartaritza (1809) ; mais les Russes avaient rapidement réparé cet échec. En 1812 ils franchissaient le Danube et imposaient à la Porte le traité de Bukarest, qui leur donnait le pays entre le Dniester et le Danube, c'est-à-dire la Bessarabie avec Khotin, Bender, Ismaïl, Kilia et la libre navigation des bouches du fleuve. La Russie restait garante des privilèges con-

cédés à la Serbie, à la Moldavie et à la Valachie. Il était temps : la campagne de Russie était commencée, l'amiral Tchitchagof put ramener contre Napoléon ses troupes rendues disponibles par la paix.

L'alliance de la Turquie était perdue ; Napoléon s'aliénait en même temps la Suède. A la suite de démêlés entre les Suédois et les corsaires français, il fit occuper la Poméranie. Alors Bernadotte qui, quoiqu'il ne fût pas encore roi (1), n'en dirigeait pas moins le gouvernement, écrivit, le 27 janvier 1812, à Napoléon une lettre, où, au milieu d'un noble langage, on sent percer l'envie, l'ambition et la résolution de tenir peu de compte de sa qualité de Français. Dès le 24 mars 1812 Bernadotte concluait un traité d'alliance avec la Russie, qui promettait la Norvège ; et, lorsque la guerre eut éclaté entre le Czar et Napoléon, il n'hésita pas, par le traité d'Œrebro, à faire entrer la Suède dans une alliance militaire avec la Grande-Bretagne et la Russie (18 juillet (2). M. Geffroy a montré (3) que c'est malgré la nation suédoise, en opposition avec ses vœux hautement exprimés, et à peu près à son insu, que le Français Bernadotte a tourné ses armes contre la France. Napoléon allait donc marcher contre la Russie, privé des deux appuis qui auraient pu assurer ses ailes.

Napoléon conduisait contre la Russie non seulement la France et les pays annexés, mais encore les contingents de la Confédération du Rhin, de la Saxe, de la Bavière, du Wurtemberg, du grand-duché de Bade, de la Suisse, qui avait renouvelé avec nous ses anciens traités. La Prusse nous donnait 20.000 hommes et l'Autriche, une armée commandée par Schwartzenberg; 60.000 Polonais pleins d'enthousiasme étaient disséminés dans l'armée française.

Cependant Napoléon hésitait. La Prusse, l'Autriche même étaient des alliées peu sûres, et un premier échec pouvait tourner tous nos amis forcés contre nous. Napoléon comprenait aussi combien il était imprudent d'attaquer la Russie quand l'Espagne occupait encore tant de soldats français. Il était soucieux et agité, rassemblait les différents états de situation de chaque puissance de l'Europe. Il en fait composer un résumé exact et complet, le lit et le relit et finit par s'écrier : « Non, sans doute, rien n'est assez établi autour de moi, même chez moi, pour une guerre aussi lointaine. Il faut la retarder de trois ans. » Napoléon interroge les voyageurs qui arri-

(1) Charles XIII ne mourut qu'en 1818.

(2) Deux jours après (20 juillet), le Czar signait à Wiliki-Luki un traité officiel d'alliance avec la junte de Cadix et les insurgés d'Espagne.

(3) *Revue des Deux-Mondes* du 1er novembre 1855.

vent de Moscou, sur le climat, les maladies du pays, se fait faire de nouveaux rapports.

Parfois Napoléon semble se résigner à la paix tout en se tenant prêt à faire la campagne ; il abandonnerait volontiers au dernier moment cette entreprise, dont la grandeur l'effraie lui-même. Il continue à négocier avec le Czar : il ouvre même des négociations avec l'Angleterre, mais Castelreagh répond à Bassano que la France doit d'abord reconnaître Ferdinand pour roi d'Espagne. Puis Napoléon se ravise, la con-

Fig. 301. — Murat. Par François Gérard. (Phot. de Braun.)

quête de la Russie le fascine, « ses destinées doivent s'accomplir ». Il lui semble que sa vie manque de dénoûment. Le cinquième acte doit se jouer à Moscou, « après, on se reposera ! » La civilisation occidentale sera alors assurée. « Quel homme ! disait M. de Narbonne en sortant d'un entretien avec Napoléon, quel homme ! on est entre Bedlam (1) et le Panthéon ».

Le 9 mai 1812, il sort de Paris pour gagner l'Allemagne (2).

(1) On sait que Bedlam est la principale maison de fous de Londres.

(2) Pour cette guerre inexorable, il n'avait pas reculé devant l'odieux moyen que l'Angleterre avait employé contre nous pendant la Révolution, et de même que Pitt avait fait fabriquer à Londres de faux assignats, il fit fabriquer à Paris une grande quantité de faux roubles pour les écouler en Russie.

L'empereur d'Autriche, les souverains de la Confédération du Rhin accourent à Dresde. Napoléon espérait par cette assemblée prouver que la guerre de Russie était européenne ; elle contrasterait, pensait-il, avec l'isolement d'Alexandre, qui serait peut-être effrayé de son abandon. Tous ces princes l'entouraient comme des vassaux perdus dans les rangs de l'état-major français.

Napoléon envoya Narbonne auprès du Czar pour faire une dernière tentative et l'inviter à venir à Dresde. Narbonne trouva « les Russes sans abattement et sans jactance. De tout ce que leur empereur lui avait répondu, il résultait qu'on préférait la guerre à une paix honteuse, qu'on se garderait bien de s'exposer à une bataille contre un adversaire trop redoutable ; qu'enfin on saurait se résoudre à tous les sacrifices pour traîner la guerre en longueur et rebuter Napoléon ». Alexandre lui avait dit : « Je ne me fais point d'illusions, je sais combien l'empereur Napoléon est un grand général, mais j'ai pour moi l'espace et le temps. Il n'est pas de coin reculé de ce territoire hostile pour vous où je ne me retire, pas de poste lointain que je ne défende avant de consentir à une paix honteuse. Je n'attaque pas, mais je ne poserai pas les armes tant qu'il y aura un soldat étranger en Russie. » Napoléon répondit à Narbonne : « Il faudra voir si cette constance tiendra contre l'épreuve des événements ; trompé par les conseils de l'Angleterre, on veut la guerre, je la ferai. »

Au mois de juin, l'armée qui allait envahir la Russie comptait, en y comprenant 60.000 malades et 150.000 hommes restés en arrière, environ 680.000 soldats, dont 355.000 Français et 325.000 étrangers. Avec les réserves ce nombre s'élevait à plus d'un million.

A l'extrême droite, le prince Schwartzenberg avait 34.000 Autrichiens ; à sa gauche, le roi de Westphalie, avec 79.200 Westphaliens, Saxons et Polonais, marchait de Varsovie à Grodno. Le vice-roi d'Italie réunissait vers Marienpol et Pilony 79.500 Bavarois, Italiens et Français. L'Empereur était au centre avec 220.000 hommes, commandés par le roi de Naples, le prince d'Eckmühl, les ducs de Dantzick, d'Istrie, de Reggio et d'Elchingen, qui, venus de Thorn, Marienbourg et Elbing, se réunirent en une seule masse le 23 juin près de Kowno. A gauche enfin, devant Tilsit, Macdonald et York avec 32.500 Prussiens, Bavarois et Polonais. L'armée comptait 1.372 canons, 6 équipages de pont, un équipage de siège. Les Russes étaient disposés parallèlement aux Français, formant un demi-cercle concave de notre côté.

Au centre, étaient Alexandre et le général Barclay de Tolly avec 60.000 hommes ; à leur droite, Wittgenstein avec 26.000 hommes ; à gauche, au sud, Bagration avec 65.000 occupait Wolkowisk. Tor-

masof formait une réserve de 40.000 hommes à Lutsk, en Volhynie. Enfin l'amiral Tchitchagof allait ramener 50.000 hommes des bords du Danube. Deux corps se formaient en outre à Mosyr, sur le Pripet et sur la Dwina, à Riga et Dünabourg. Un camp retranché était établi à Drissa; c'était le réfugié allemand Pfühl qui l'avait fait élever : il espérait en faire un Torrès-Védras, y jouer le rôle de Wellington et y arrêter Napoléon.

Mais Napoléon, qui avait pour objectif Moscou, forme le plan de pénétrer en Russie par la trouée du Dniéper, c'est-à-dire par le couloir de quinze lieues qui s'étend entre la Duna et le Dniéper, alors parallèles, avant qu'ils ne se dirigent l'un vers le nord l'autre vers le sud et qu'ils n'opposent à l'envahisseur un obstacle des plus difficiles. Pour arriver à Moscou il fallait couper cette immense ligne russe ; par conséquent Macdonald, à gauche, devait refouler Wittgenstein et menacer Pétersbourg par Riga et Revel, tandis qu'à droite Schwartzenberg contiendrait Tormasof en attirant Bagration au sud. Pendant ce temps, Napoléon, avec la Grande Armée, attaquera Vilna, rejettera Barclay de Tolly au nord sur Drissa et la Dwina, tandis que ses lieutenants rejetteront Bagration dans les marais de la Bérézina ou du Pripet.

Entre les deux ailes, le centre marchait sur le Niémen en trois grands corps. Jérôme, avec 80.000 hommes, devait passer à Grodno ; le prince Eugène, avec 75.000, à Pilony ; Napoléon, avec 220.000, à Nogaraïski, trois lieues au-dessus de Kowno. Le 23 juin, au matin, le corps de Napoléon, au sortir de la forêt de Pilwisky, se forma en trois colonnes et descendit des hauteurs environnantes jusqu'au Niémen. L'invasion était commencée. Le sort en était jeté, la fatale expédition de Russie était entreprise et, à la faute politique dont cette guerre était la conséquence, venait s'ajouter dès le début la faute militaire, peut-être plus grave encore, de commencer la campagne à la fin de juin, alors qu'il restait trois mois à peine avant l'arrivée de la saison des froids, qui, cette année-là justement, devait être si rigoureuse.

Le 25, les colonnes s'ébranlèrent, traversèrent lentement les trois ponts et se perdirent dans le lointain. Aucun ennemi ne paraissait;

on ne voyait qu'un désert; au loin, des forêts. Napoléon, impatienté, galope sans but devant son armée, s'enfonce dans la forêt, puis revient à la hâte. Ce jour-là un orage épouvantable vint fatiguer l'armée et fit périr 10.000 chevaux dans la marche ou dans les bivouacs suivants. En même temps un escadron polonais de la garde périt en tentant de passer à la nage la Vilia sur l'ordre de Napoléon. L'Empereur espérait une bataille aux portes de Vilna, il n'y eut qu'un faible engagement. Les Russes fuyaient en effet vers Drissa en brûlant les ponts et les magasins.

A peine arrivé à Vilna, Napoléon eut à régler toute sa correspondance politique, administrative et militaire, qui s'était accumulée pendant les premiers jours de marche, et à organiser la suite de la campagne. Il comptait sur l'appui des Lithuaniens pour combattre les Russes, mais craignait, en les affranchissant, de mécontenter l'Autriche, et ne voulait pas s'ôter la possibilité de traiter avec la Russie. La même raison l'empêchait de ressusciter franchement la Pologne. Vainement la diète du grand-duché de Varsovie s'était-elle constituée en diète générale, avait-elle déclaré le royaume de Pologne rétabli et envoyé une députation à Napoléon pour lui dire : « Que Napoléon le Grand prononce ces seules paroles : « Que le royaume de Polo-« gne existe », et il existera. » L'Empereur n'avait pas voulu s'engager. « Si Napoléon, au lieu de s'enfoncer en Russie, se fût borné à organiser et à défendre l'ancienne principauté de Lithuanie, nulle force humaine n'eût pu empêcher le rétablissement de l'État polonais-lithuanien, dans ses anciennes limites. Les destinées de la France et de l'Europe auraient été changées (1). » Bientôt l'armée souffrit de la famine, et alors il fut impossible d'empêcher le pillage, qui exaspéra bientôt les populations mêmes de l'ancienne Pologne, lesquelles n'avaient d'abord pour nous que de la sympathie.

Les Russes avaient tout détruit sur la route de la colonne impériale. Des soldats même appartenant à la jeune garde étaient morts de faim ; d'autres, au milieu des chemins, s'appuyaient le front sur leurs fusils et se faisaient sauter la cervelle. Les traînards formaient déjà une véritable armée, et l'on n'était qu'au commencement de la campagne. Cependant Napoléon et le prince Eugène s'avançaient sur Vitepsk, tandis que Murat, Oudinot et Ney contenaient Barclay (10 juillet), que Jérôme repoussait lentement Bagration dans les défilés du plateau de Lithuanie, et que Davout, établi entre la Vilia et la Bérézina, le forçait à rentrer dans les marais avec 40.000 hommes.

(1) Rambaud, *Histoire de Russie.* — Voir aussi Villemain, *Souvenirs contemporains,* 1er volume.

Infanterie de Ligne

de 1804 a 1815

Fusiliers | Grenadier | Porte Drapeau | Voltigeur | Grenadier | Off^r de Fusiliers | Grenadier tenue de campagne | Tambour | Sapeur

Napoléon les crut perdus : « Ils sont à moi, » s'écria-t-il. Mais le roi Jérôme, irrité d'avoir été mis sous les ordres de Davout, n'exécuta pas le mouvement que le maréchal lui indiquait, fit manquer le plan de Napoléon, et, par suite, le succès remporté par Davout à Mohilev ne put empêcher Bagration de se retirer par la route de Smolensk. Jérôme quittait l'armée pour retourner en Westphalie.

Napoléon demeurait cependant immobile à Vilna, qu'il faisait fortifier. Il ordonnait la levée de onze régiments lithuaniens et mettait le duc de Bassano à la tête du gouvernement de Lithuanie. La retraite des Russes paraissait l'avoir ébloui; il en jouissait trop.

Il disait à Narbonne : « Eh bien, que pensez-vous maintenant de la fermeté de l'empereur Alexandre? Trouvez-vous bien politique et bien militaire de nous laisser faire tant de chemin sans coup férir? — Sire, répondit Narbonne, c'est cette guerre de temps et d'espace qu'on nous avait promise; l'Empereur peut en juger par le séjour forcé que, même sans batailles livrées et pour le seul ralliement de ses troupes en marche, il est contraint de faire à Vilna. » Mais c'était surtout un affaiblissement prématuré qui alanguissait Napoléon; son esprit toujours actif était retardé par l'abattement de son corps; son embonpoint augmentait, et il souffrait cruellement de la dysurie, qu'il cachait pour ne pas exciter la crainte dans ses armées, l'espoir chez ses ennemis.

Enfin il part le 16 juillet, passe à Swentziani (17), à Klubokoé (18), d'où il répond, sous le nom d'un grenadier français, à une adresse que les Russes avaient répandue dans l'armée. Il apprend alors que Barclay de Tolly a quitté la Düna et abandonné le camp de Drissa. Le camp de Drissa avait le fleuve à dos, quatre ponts seulement en cas de retraite. Barclay se dirigea sur Vitepsk; l'armée russe se déchaîna contre Pfühl et les Allemands; les vrais Russes Araktchéef et Balachef firent comprendre au Czar qu'il serait plus utile à Smolensk ou dans une capitale qu'au milieu de ses troupes : Alexandre quitta l'armée.

Après que Murat eut livré le brillant combat d'Ostrowno (25 juillet), et, avec l'aide du prince Eugène, eut enlevé une forêt de deux lieues de profondeur (26 juillet), l'armée déboucha dans la plaine de Vitepsk. Barclay nous y avait précédés. Le 27 au matin, il occupait au-devant de la ville, sur la rive gauche de la Düna, une hauteur protégée en front par la Loutchesa. Deux cents voltigeurs parisiens du 9e de ligne et le 16e de chasseurs à cheval furent lancés par Murat contre la cavalerie russe, qui écrasa bientôt le 16e chasseurs et l'eût

anéanti sans l'intervention personnelle de Murat. Les lanciers russes, repoussés dans une charge, se retournent sur les deux cents voltigeurs parisiens, qui, seuls entre les deux armées, se retirent, en combattant, sur un terrain entrecoupé de buissons et de crevasses et, à coups de fusil, mettent en fuite les lanciers. Napoléon, qui les apercevait, s'écrie devant Narbonne : « Ce sont des enfants de Paris! Allez leur dire que je les ai vus et qu'ils ont tous aujourd'hui mérité la croix de la Légion d'honneur. »

Le prince Eugène, Murat et Lobau attaquèrent vivement l'avant-garde russe, qui se replia derrière la Loutchesa. Napoléon, comptant sur une bataille pour le lendemain, fit cesser l'attaque. Barclay s'était battu pour donner à Bagration le temps de le rejoindre ; mais, apprenant, le 27 au soir, sa retraite sur Smolensk, il partit dans la nuit sans laisser aucun indice qui pût faire connaître sa route. L'armée française entra dans Vitepsk et n'y trouva que quelques Juifs ; on les questionna inutilement, on essaya vainement toutes les routes, on dut s'arrêter épuisé. Napoléon tint conseil ; tous les généraux furent d'avis de s'arrêter.

« Eh bien, dit Napoléon, je m'arrête ici : je veux m'y reconnaître, y rallier, y reposer mon armée et organiser la Pologne ; la campagne de 1812 est finie, 1813 nous verra à Moscou, 1814 à Saint-Pétersbourg. La guerre de Russie est une guerre de trois ans On fera une guerre d'affranchissement au lieu d'une guerre d'invasion ; on appellera la Lithuanie et une partie des Polonais à l'indépendance, on soulèvera même les provinces du sud pour en tirer des Cosaques: L'armée française sera nourrie par ceux qu'elle aura affranchis ». L'Empereur comptait si bien alors passer une année à Vitepsk qu'il songe à faire venir des acteurs de Paris pour l'hiver. Il écrit à un administrateur : « Songez à nous faire vivre, nous ne ferons pas la folie de Charles XII. »

L'Empereur avait espéré qu'Alexandre lui enverrait de nouvelles propositions de paix ; quand il voit le silence du Czar, l'impatience le saisit et il oublie ses résolutions. Le nom de Moscou l'obsède : il s'enhardit à considérer l'idée d'une marche sur cette ville ; penché sur ses cartes, il examine les routes, se relève, erre dans ses appartements, passe d'un objet à l'autre sans s'arrêter à aucun. Enfin il se décide.

Berthier, Lobau, Caulaincourt ne cachent pas leur opposition à son projet. Duroc

Les Enfants de Paris devant Witepsk. 200 voltigeurs du 9e régiment repoussant les charges des Cosaques de la garde à la traversée de la Dwina (27 juillet 1812). Tableau d'Horace Vernet. D'après la gravure de Jazet.

lui fait des observations nettes et froides où il prévoit les revers qui nous attendent. Daru, droit et impassible, fait observer à l'Empereur que cette guerre n'est pas nationale et que personne n'en comprend le but ni la nécessité. Napoléon sait que, du Niémen à Mohilev, l'armée a été diminuée de 150.000 hommes; que, réduite à se nourrir de mauvais seigle bouilli, elle est décimée par la dysenterie et se plaint des soins excessifs donnés à la garde. Enfin, il apprend de Duroc le traité de Bukarest. Napoléon écoute avec douceur les objections, mais persiste, et va faire « la folie de Charles XII ».

Sébastiani, ayant dû reculer à Inkowo devant des forces supérieures, Napoléon crut que les Russes marchaient sur son centre. Il résolut alors de le transporter de Vitepsk à Orcha pour se trouver sur le flanc gauche des Russes et leur barrer la route de Moscou. Il donna, le 10 août, l'ordre de cet admirable mouvement stratégique et partit le 13 de Vitepsk, après y être resté quinze jours; son armée devait se retrouver le 14 à Liady, entre Orcha et Smolensk. Elle franchit pour la première fois le Dniéper à Rassasna et marcha sur Liady, en une seule colonne, abandonnant le long de la route des traîneurs et des maraudeurs. Seul le corps de Davout gardait un ordre parfait. Après Liady, la petite Russie commençant, l'armée fut délivrée des Juifs polonais, dont elle regretta bientôt cependant les services; on devait les retrouver au retour.

Le 15 août, on aperçut Krasnoë; Ney en débusqua un régiment russe, mais au delà étaient 6.000 hommes avec Newerowskoï, qui rejoignit à Smolensk Barclay et Bagration, après avoir repoussé toutes les charges de la cavalerie de Murat. Barclay voulait reculer toujours et faire le désert devant lui; c'était son plan arrêté depuis 1807. Bagration, élève de Souwarow, ne comprenait que l'offensive; l'armée était pour lui; on insulta presque Barclay, suspect à titre d'Allemand des provinces baltiques. Ce général, troublé par ces attaques, hésita dans l'exécution de son plan et laissa engager le combat de Krasnoë. La retraite de Newerowskoï fit précipiter l'armée russe sur Smolensk pour la défendre.

Lorsque Napoléon arriva dans cette ville, le 16, il aperçut sur la rive droite du Dniéper une armée en mouvement. C'étaient 120.000 Russes avec Barclay et Bagration. « Enfin, je les tiens! » s'écria Napoléon.

Aussitôt il range ses troupes pour la bataille qu'il espère. Mais Barclay envoie Bagration au delà de Smolensk pour se débarrasser de lui et peut alors accomplir librement ses desseins.

Le lendemain 17, en effet, Belliard aperçoit dans une reconnaissance les Russes en pleine retraite; on cherche en vain un gué pour aller couper l'arrière-garde russe restée dans Smolensk. Cette arrière-garde fait une vive résistance et ne laisse entrer les Français, à 3 heures du matin, qu'après avoir mis le feu à une partie de la ville. Le 19 août, à Valoutina, l'inaction de Junot fit peut-être manquer une fois encore à Napoléon l'occasion de livrer une grande bataille. Ce ne fut qu'une série de combats dont l'issue, heureuse pour nous, fut chèrement achetée par la mort du général Gudin.

L'on n'était qu'au début de la campagne et déjà l'état de l'armée pouvait inspirer les plus graves inquiétudes. La chaleur était accablante ; les malades, les blessés étaient sans vivres, sans lits, sans paille même et sans médicaments. Bientôt il faut suppléer au linge par le papier trouvé dans les archives; un hôpital de 100 blessés resta trois jours sans secours. Le moral des soldats valides était aussi profondément atteint. « Troublés par une vague inquiétude, ils marchaient à travers la morne uniformité de ces longues plaines, de ces vastes et silencieuses forêts de noirs sapins, et s'effrayaient de leur faiblesse au milieu de cette immensité. Alors ils se formaient des idées sinistres et bizarres sur la géographie de ces contrées inconnues, et, saisis d'une secrète horreur, hésitaient à s'enfoncer dans ces vastes solitudes. » (Ségur.) Ce qui avait effrayé surtout Napoléon, c'était l'incendie de Smolensk, résultat d'une froide détermination, et l'abandon de la ville par presque tous ses habitants. Napoléon comprit que c'était la population russe tout entière qui reculait devant lui. A Vitepsk, il avait pensé à soulever les paysans, mais il ne tarda pas à voir que ses tentatives n'avaient pas de chances sérieuses. Barclay faisait croire que c'était Napoléon qui ordonnait d'incendier les magasins et les églises. Les serfs étaient persuadés que les Français étaient des légions de démons commandés par l'Antéchrist ; ils n'osaient plus employer les ustensiles dont nos soldats s'étaient servis. D'ailleurs Napoléon hésitait à provoquer une guerre servile, et, même à Moscou, il refusa les offres qu'on lui fit à ce sujet.

De Smolensk Napoléon pouvait se diriger soit sur Pétersbourg, soit sur Moscou, soit sur Kiew. Il hésitait entre ces trois routes. A Kiew, il envelopperait Tchitchagof, débarrasserait le flanc droit de son armée et s'assurerait des provinces les plus populeuses et les plus fertiles. A Pétersbourg, il s'emparerait du gouvernement, des arsenaux de terre et de mer, et enlèverait à Alexandre le seul point de communication avec l'Angleterre. Mais à Moscou, il attaquerait la nation au cœur : il ne fallait plus que quinze jours pour y parvenir, tandis que Pétersbourg était à vingt-neuf

jours de marche. Le nom de Charles XII le hantait ; il s'efforçait de trouver mille différences entre les deux expéditions.

Ses lieutenants étaient vainqueurs sur les ailes. Schwartzenberg et Reynier, qui avaient déjà repoussé Tormasof jusqu'à Gorodeczna, où ils l'avaient vaincu (12 août), avaient remporté un nouveau succès à Kobryn (16 août). Pendant que Macdonald occupait Dunabourg et

Fig. 302. — Plan de la bataille de Borodino ou de la Moskowa. (Tiré de *Victoires et Conquêtes des Français.*)

investissait Riga, Oudinot, aidé du corps bavarois commandé Gouvion Saint-Cyr, occupait Wittgenstein sur la Drissa par des engagements heureux (29 juillet, 1 et 2 août). Il s'était retiré cependant sur Polotsk pour se concentrer et avait livré (17 août) un nouveau combat, lorsqu'une blessure grave l'obligea à remettre le commandement à Gouvion Saint-Cyr. Le lendemain, le nouveau général en chef remportait la brillante victoire de Polotsk, pour laquelle il reçut le bâton de maréchal : il le méritait depuis longtemps. Toujours calme au milieu des plus grands périls, d'une simplicité grave, de mœurs irréprochables, d'une probité exemplaire, il avait acquis un grand ascendant sur ses troupes ; son esprit philosophique et méditatif aimait surtout à se

servir du côté moral de ceux qu'il avait à combattre ou à commander. A la manière dont il jugeait le terrain d'un coup d'œil et à son habileté à se servir de la carte, on retrouvait l'ancien artiste dessinateur.

Le 20 août, la Grande Armée quitta Smolensk. Napoléon partait pour Moscou avec 155.000 hommes et s'appuyait sur 280.000, laissés en Lithuanie et en Pologne. A l'avant-garde, Davout et Murat se disputaient le commandement ; cette mésintelligence empêcha d'engager une bataille à Dorogobouje, le 23 août.

Dans le camp ennemi, on se déchaînait contre Barclay, qui avait mis le terrain contre lui au lieu de s'en servir ; Bagration cria à la trahison. Toute l'armée réclama Kutusof, qui avait pour lui le souvenir d'Amstetten, de Krems, de Dirnstein et de ses succès récents contre les Turcs. Le Czar céda et lui confia l'armée : Barclay demanda généreusement à servir sous ses ordres. Cette nomination excita un enthousiasme général. Cependant Kutusof, comme Barclay, continuait à reculer, et les Russes brûlaient leurs villes à mesure qu'ils les abandonnaient. Mais on ne pouvait livrer Moscou, la ville sainte, sans livrer une bataille générale. Kutusof s'arrêta à Borodino, au confluent de la Moskova et de la Kolotch ou Kolocza. Il avait couvert le terrain de redoutes et de travaux. Miloradowitch, avec 10.000 recrues et une foule de paysans portant la croix et criant « Dieu le veut! », le rejoignirent. Kutusof eut alors 72.000 fantassins, 18.000 cavaliers réguliers, 7.000 Cosaques, 10.000 miliciens, 640 canons servis par 14.000 artilleurs. Napoléon n'avait pu réunir que 86.000 fantassins, 28.000 cavaliers, 587 canons servis par 16.000 pionniers ou artilleurs ; mais son armée, quoique fatiguée par cette marche de 800 lieues, était encore supérieure aux Russes, bien qu'ils en fussent, dit Ségur, « à ce point où les nations ont encore toutes les vertus primitives et déjà des vertus acquises ». La Grande Armée de 1812 avait plus d'unité que celle de 1809.

Napoléon arriva le 5 septembre au monastère de Kolotskoï et reconnut que la droite russe était trop bien défendue par l'escarpement de la rive gauche de la Kolotch, et qu'il valait mieux l'attaquer

là où elle avait dû se défendre par des fortifications de campagne. Afin de pouvoir se déployer plus à l'aise, il ordonna d'enlever le jour même la redoute de Schwardino, située à droite du champ de bataille. Ce fut un combat effroyable entre les soldats d'Eugène, de Compans, de Murat, de Poniatowski et l'armée de Bagration. La redoute nous resta enfin. Quand, en passant la revue des troupes le lendemain,

Fig. 303. — Prise de la grande redoute, à la Moskova. Mort du général Jean-Gabriel, comte de Caulaincourt, frère cadet du duc de Vicence. D'après un dessin d'Albrecht Adam, peintre de S. A. I. le prince Eugène.

Napoléon demanda ou était le 61e de ligne qui avait eu l'honneur d'enlever la position : « Il est dans la redoute », répondit le colonel (1).

Le 6, de grand matin, Napoléon monta à cheval avec ses maréchaux et fit avec le plus grand soin la reconnaissance du terrain où l'on allait se mesurer avec les Russes. « Après cette inspection, Napoléon, ayant arrêté ses idées, résolut de ne laisser sur la gauche de la Kolocza que très peu de forces, d'exécuter une attaque assez sérieuse au centre vers Borodino, mais de diriger son principal effort vers

(1) C'est très probablement ce combat de Schwardino que raconte Mérimée dans sa nouvelle *l'Enlèvement de la redoute.*

la droite de la Kolocza, tant sur le premier monticule couronné par une grande redoute que sur le second où s'élevaient trois flèches ou redan en avant du village de Semenafskoï. En même temps, à travers les bois d'Outitza et sur la vieille route de Moscou, on acheminerait le corps de Poniatowski pour inquiéter les Russes de ce côté. On pourrait même, si l'attaque réussissait de ce côté, y envoyer des forces plus importantes. « Eugène sera le pivot, s'écria Napoléon. C'est la droite qui engagera la bataille. Dès qu'à la faveur des bois, elle aura envahi la grande redoute qui lui est opposée, elle fera un à gauche et marchera sur le flanc des Russes, ramassant et refoulant toute leur armée sur la droite et dans la Kolocza (1). »

La journée du 6 fut calme ; on se préparait à la bataille. Dans le camp des Russes, régnait le plus profond silence ; au milieu des popes et des archimandrites, Kutusof montrait à ses soldats l'icône de la Vierge de Smolensk, qui avait, disait-on, échappé miraculeusement aux Français, et les exhortait à défendre leur religion et leur patrie. Dans le camp français, Napoléon montrait à ses officiers et aux soldats de la vieille garde le portrait du roi de Rome, par Gérard, qu'il venait de recevoir. Les Russes passèrent la nuit à se confesser, à communier ; le matin, ils mirent des chemises blanches, comme pour une noce, et, à genoux, furent bénis et aspergés d'eau sainte par les popes.

Napoléon, épuisé, fut saisi, le 6 au soir, d'une fièvre violente ; la soif le dévorait, il ne trouvait aucun repos ; un accès de dysurie vint s'ajouter à ses souffrances. Mais, à cinq heures du matin, il se ranime en apprenant que les Russes sont prêts à combattre et que Ney demande à attaquer. « Nous les tenons enfin, s'écrie-t-il, marchons, allons nous ouvrir les portes de Moscou ! » Il se leva et se rendit sur le terrain. Eugène prit position devant Borodino, sur la Kolocza ; au centre étaient Davout et Ney, ayant en seconde ligne Murat et Junot et en réserve la garde ; Poniatowski, à droite. Davout et Ney commencèrent l'attaque sur les redoutes de Séménofskoï, « ils se jetèrent impétueusement dans les intervalles des ouvrages et les tournèrent à la gorge ; les soldats des deux corps entrèrent pêle-mêle dans les redoutes sans même laisser aux Russes le temps de retirer leurs pièces ».

Bagration accourut avec des renforts ; ses attaques désespérées n'eurent aucun succès ; il fut blessé à mort. Pendant ce temps, Kutusof entassait ses troupes du côté d'Eugène, qui, après avoir enlevé Borodino, s'était emparé de la grande redoute : il parvint à l'en chasser, et alors il porta ses réserves au secours de sa gauche.

(1) Davout avait proposé un autre plan qui semblait devoir amener encore des résultats plus décisifs, et Davout est un assez grand homme de guerre pour que, sur un point déterminé, on puisse hésiter entre lui et Napoléon. L'Empereur crut devoir le repousser pour des raisons qu'on peut voir dans Thiers, tome XIV, p. 310.

Le combat se renouvela avec fureur ; mais l'acharnement des Russes échoua contre la froide intrépidité de nos bataillons ; les redans restèrent en notre pouvoir. Alors Kutusof ramena et concentra toutes ses troupes pour un dernier effort. On prévint son attaque en se jetant sur la gauche de la redoute ; les cuirassiers de Caulaincourt y entrèrent par la gorge, et les fantassins de Lanabère en escaladant les parapets ; les deux généraux y furent tués ; la redoute fut prise, mais il était temps ; les masses ennemies se précipitaient une troisième fois sur Semenofskoï. Le choc fut effroyable, tout

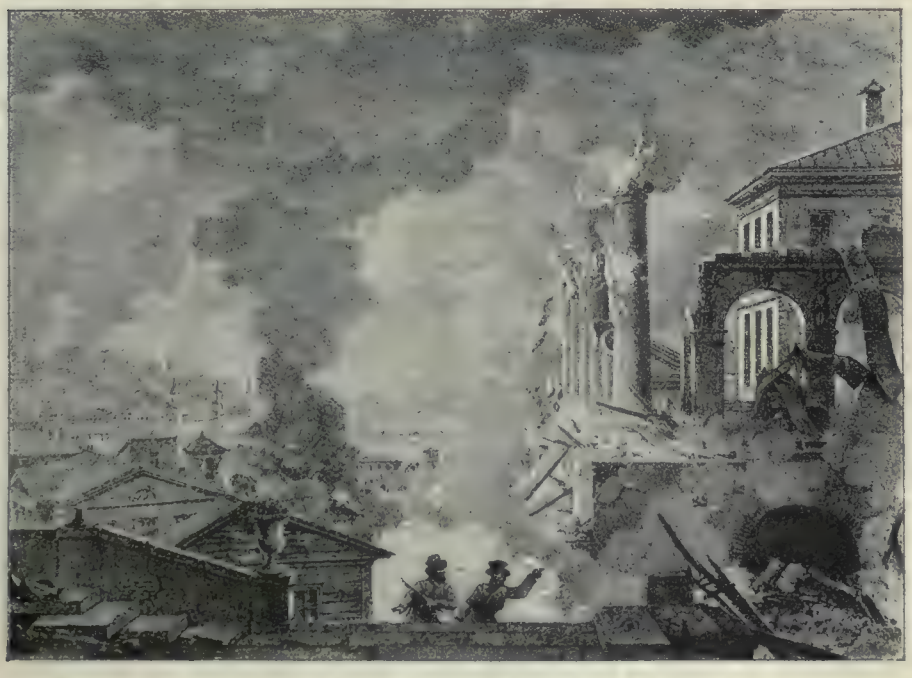


Fig. 304. — Incendie de Moscou. Lithographié d'après le dessin de Bacler d'Albe.

se croisa, se mêla, s'écrasa au milieu des détonations de huit cents pièces de canon ; enfin Davout et Ney enfoncèrent la gauche des Russes, qui se retirèrent sur la Moskova. (LAVALLÉE.)

Il était trois heures et demie. Pendant toute la journée, Napoléon, qui avait conçu un si beau plan, était resté morne, affaissé, en proie à des souffrances physiques qu'il ne pouvait plus cacher, répondant languissamment aux questions et ne faisant que des gestes de résignation en apprenant la mort de ses meilleurs généraux. Cette indécision avait empêché de gagner la bataille dès onze heures du matin, ou au moins à deux heures. Si la garde eût donné alors, comme Belliard, Murat, Ney le supplient à plusieurs reprises de le faire, comme toute l'armée le demande, les Russes étaient perdus, on avait un nouvel Austerlitz. Mais Napoléon, avec une timidité qu'on ne lui connaissait pas, répondait : « S'il y a une seconde bataille, avec quoi la livrerai-je ? » Cependant le

vrai moyen de n'avoir plus à lutter contre l'armée de Kutusof était de la détruire. Murat et Ney étaient désespérés. Ce dernier, avec sa fougue ordinaire, s'écrie : « Puisque l'Empereur reste derrière l'armée, qu'il n'est plus général et qu'il veut faire partout l'Empereur, qu'il retourne aux Tuileries et nous laisse être généraux à sa place. »

A partir de trois heures et demie, il n'y eut plus qu'une épouvantable canonnade. « Puisqu'ils en veulent qu'on leur en donne », dit Napoléon. A dix heures du soir, Murat, qui a combattu depuis quinze heures, veut encore charger. Mais Napoléon se contente de faire occuper par la garde le champ de bataille, couvert de 60.000 Russes et de 30.000 Français morts ou blessés. Nous n'avions fait que 800 prisonniers. Autour de la redoute, il y avait une épaisseur moyenne de six à huit hommes entassés les uns sur les autres. Nous comptions 49 généraux et 37 colonels tués ou blessés; les Russes à peu près autant. Sans doute Napoléon pouvait encore concentrer 100.000 hommes et Kutusof 50.000 seulement. Mais, à cette distance, Napoléon ne pouvait réparer ses pertes. Comme le disait Tolstoï, « la bête était blessée à mort ».

Le 9 septembre, on rentra dans Mojaïsk, que les Russes incendiaient par leurs obus au moment où les Français y pénétraient.

La bataille de la Moskova n'était pas encore perdue, et l'on commençait à abandonner Moscou. Rostopchine, gouverneur général de la capitale, cherchait à rassurer le peuple par ses proclamations en style biblique et en prose rimée. Sur l'ordre d'Alexandre, un artificier allemand contruisit un ballon monstrueux qui devait écraser Napoléon sous une pluie de fer et de feu; mais les essais échouèrent. Rostopchine fit préparer des fusées et des matières combustibles, à l'insu du peuple et des nobles, pour incendier la ville (1).

Dès le 3 septembre, le peuple fuyait en foule sur les routes de Kazan, Wladimir et Jaroslaw; après la Moskova, Rostopchine fit déporter à Kazan 40 Français ou étrangers, évacuer sur Wladimir les archives, les trésors des églises et des palais.

Kutusof arriva, le 13 septembre, aux Fily, sur une des collines qui dominent Moscou ; il avait encore 91.000 hommes. Alexandre avait décrété l'opoltchenié dans seize gouvernements. Chaque mois, on fabriquait à Toula 7.000 fusils, nouveau modèle. Kutusof tint conseil, pour savoir s'il fallait encore livrer bataille devant Moscou.

(1) C'était l'empereur Alexandre qui en avait donné l'ordre, comme le prouve M. Ernouf dans son livre sur Maret, duc de Bassano. Il s'éloigna seulement pour éviter d'en prendre la responsabilité. Rostopchine a écrit aussi qu'il était étranger à l'événement. Mais les témoignages français et russes s'accordent sur ce point, que si peut-être il n'a pas eu l'idée première de cette farouche détermination, c'est lui qui l'a fait prévaloir et qui en a dirigé l'exécution. Attila, conseillé par Machiavel, a-t-on dit, n'aurait pas mieux fait. C'est un éloge que Rostopchine eût sans doute accepté ; mais par contre il aurait été peu flatté de voir son nom mêlé à l'histoire de la Commune par ceux qui se vantaient de *rostopchiner* Paris.

Barclay déclara que, « quand il s'agissait de la Russie et de l'Europe, Moscou n'était qu'une ville comme une autre ». Mais Benningsen, Ermolow, Ostermann et d'autres voulaient encore combattre. Kutusof écouta tous les avis et dit : « Ici, ma tête, qu'elle soit bonne ou mauvaise, ne doit s'aider que d'elle-même », et il ordonna de battre en retraite. Il alla se placer sur la route de Riazan, afin de fermer aux Français les provinces les plus fertiles. Avant de partir, Rostopchine fit massacrer Verechtchaghine, accusé d'avoir répandu des proclamations de Napoléon. Il ouvrit les prisons, distribua au peuple les fusils de l'arsenal, et ordonna de mettre le feu aux magasins

Fig. 305. — Explosion du Kremlin. Dessiné par Martinet.

d'eau-de-vie et aux barques chargées d'alcool en ayant soin de faire préalablement enlever les pompes ; les prisonniers se répandirent dans les rues et dans les maisons pour préparer l'incendie.

Le 14 septembre, l'avant-garde arriva au haut du mont de Salut ; de là, elle découvrait la ville sainte ; les 295 églises de Moscou avec leurs terrasses, leurs coupoles, leurs clochers garnis de flèches et de globes d'or, les 1.500 palais aux toits de fer poli et coloré, et surtout le Kremlin, étincelaient au soleil, éblouissaient les yeux. L'armée, hâtant sa marche, accourut, et, battant des mains, cria : « Moscou! Moscou! » comme les Dix Mille sur le mont Téchés crièrent : « La mer!

la mer! » Napoléon ne put retenir une exclamation de bonheur : « La voilà donc enfin, cette ville fameuse! » dit-il, puis : « Il était temps! »

Miloradowitch envoya dire qu'il mettrait le feu à la ville, si on ne lui donnait pas le temps de l'évacuer ; on accorda tout, et les deux armées se mêlèrent. Murat s'était, en effet, avancé à travers les faubourgs ; les Cosaques l'entouraient, le reconnaissaient et lui témoignaient leur admiration. Murat prit les montres de ses officiers et les donna aux Cosaques ; l'un d'eux l'appela son hetman; Murat crut les avoir gagnés. Napoléon ne pouvait croire à l'évacuation de Moscou ; il envoya Daru chercher les boïards; mais, le soir, il n'eut plus de doute et se contenta de dire : « Ah ! les Russes ne savent pas encore l'effet que produira sur eux la prise de leur capitale. » L'armée envahit Moscou au chant de la *Marseillaise* et, dans son insouciance, laissa échapper plusieurs milliers d'ennemis qui rejoignaient Kutusof. L'Empereur, entré avec la nuit dans Moscou, en confia le gouvernement à Mortier, et envoya au Czar des propositions de paix par l'entremise d'un officier russe qu'on trouva dans un hôpital.

Des Français et un Russe avaient dénoncé les préparatifs de l'incendie ; soudain, à deux heures du matin, le feu éclata dans le quartier marchand. Le jour venu, Mortier s'en rendit maître, et Napoléon entra dans le Kremlin. Mais, au milieu de la nuit du 15 au 16, une fusée donna le signal ; on mit le feu à la Bourse. Bientôt une clarté extraordinaire remplit la ville, l'ouest et le nord de Moscou sont en flammes, les palais illuminés de reflets sinistres s'écroulent.

Déjà, poussées par le vent, les flammèches volent jusque sur les toits du Kremlin ; trois fois les flammes qui convergent vers la citadelle sont chassées par le vent d'ouest, trois fois le vent du nord les ramène. Napoléon est en danger; le Kremlin renferme un magasin de poudre, et un parc d'artillerie est établi sous ses fenêtres. La garde a repris les armes. Napoléon se réveille à la lueur du jour et des flammes ; déjà les vitres de ses fenêtres sont brûlantes ; on l'entend s'écrier : « Quel effroyable spectacle ! Tant de palais ! Quelle résolution extraordinaire ! Quels hommes ! Ce sont des Scythes. » « En vain des balayeurs, placés sur les toits, repoussent les flocons de feu qui y pleuvent ; l'incendie redouble. Murat, le prince Eugène, Berthier supplient à genoux l'Empereur de sortir, il refuse. Tout à coup retentit un cri terrible : « Le feu est au Krem- « lin ! » L'Empereur se retire enfin avec sa garde par une petite poterne qui donne sur la Moskova : il est forcé de passer dans une rue étroite et tortueuse, au travers du pétillement des brasiers, au bruit du craquement des voûtes, de la chute des poutres brûlantes et des toits de fer ardents qui croulent autour de lui, sur une terre de feu, sous un ciel de feu, entre deux murailles de feu. » (Ségur.) Au milieu de ces flammes, il est obligé de dépasser un convoi de poudre ; enfin, il arrive au

château de Petrowski. Le lendemain, revoyant l'incendie dans toute sa violence, il dit : « Ceci nous présage de grands malheurs. »

Il fallait prendre une décision. L'incendie éteint, il ne restait plus debout, dans Moscou, que les églises et un cinquième des maisons. Berthier et Bessières démontrent bientôt à Napoléon l'impossibilité de marcher sur Pétersbourg; il fut tenté alors de se retirer sur la Lithuanie en enlevant au passage Kalouga et Toula, le grenier

Fig. 306. — Campagne de Russie. D'après Charlet.

et l'arsenal de la Russie. Il se décida à rester à Moscou, en attendant une réponse d'Alexandre; son orgueil ne pouvait se résoudre à l'idée d'une retraite, même lorsqu'elle devait éviter un désastre et promettait un succès. C'était un arrêt plus funeste encore que celui de Vilna au début de la campagne. Cependant Napoléon, rentré au Kremlin depuis le 20 septembre, attendait toujours une réponse d'Alexandre.

En rentrant de passer une revue de ses troupes, qui conservaient encore leur aspect martial et leur tenue régulière par des prodiges de dévouement et d'habileté, il signait un décret de cent articles sur le personnel et le recrutement du Théâtre-Français. Ce décret de luxe précède, dans le recueil des lois de l'Empire, le décret qui appliquait aux parents coupables de favoriser la désertion de leurs fils les dispositions pénales du recrutement militaire.

Napoléon songeait à se déclarer roi de Pologne, à rétablir la principauté de Smolensk, à démembrer la Russie occidentale ; il étudiait les papiers relatifs à la tentative de 1730, pour voir si l'on ne pouvait séduire les nobles par l'appât d'une constitution. Il songeait à décréter l'affranchissement des serfs, à soulever les Tatars du Volga ; mais il était impuissant. Après une conférence avec ses généraux, qui tous voulaient se retirer, il donna à Lauriston une lettre pour Alexandre. « Je veux la paix, lui dit-il, il me faut la paix, je la veux absolument ; sauvez seulement l'honneur. » Kutusof refusa le passage à l'envoyé de Napoléon.

Toutefois les Russes conclurent un armistice pour gagner du temps, recevoir des renforts et exercer les recrues.

On trompa Murat en flattant sa vanité. Murat, exagérant le sens des marques de sympathie ou même d'admiration que sa brillante valeur et son grand air lui avaient values de la part des Cosaques, s'imagina qu'il n'aurait qu'à le vouloir pour se faire élire roi par eux. Cependant, les paysans attaquaient les maraudeurs et les fourrageurs, les tuaient à coups de fourche, les pendaient. Dorokhow, avec 2.500 mougiks et des Cosaques, prit Vereïa, le 10 octobre, et égorgea la garnison. Le paysan Gherassime Kourine réunit 5.800 hommes, afin de « combattre pour la patrie et le saint temple de la Mère de Dieu, contre un ennemi qui menaçait de brûler tous les villages et d'enlever la peau à tous les habitants ». Des femmes même, la paysanne Vassilissa, Mlle Nadijda Dourowa, prenaient part aux expéditions.

Les Russes s'étonnaient de notre sécurité à l'approche de l'hiver, nous plaignaient même. « Dans quinze jours, disaient-ils, vos ongles tomberont, vos armes s'échapperont de vos mains engourdies et à demi-mortes. » Napoléon attendait toujours.

Plein d'anxiété, il passait les nuits à discuter avec Daru. « Battre en retraite serait s'avouer vaincu ; son premier pas rétrograde ne serait-il pas le point de départ d'une effrayante suite de guerres périlleuses ? — Lorsqu'on s'est trompé, disait-il, il faut persévérer ; cela donne raison. » Daru lui proposa de faire de Moscou un camp retranché et d'y passer l'hiver. Napoléon refusa ce « conseil de lion » (1).

Dès que les premières neiges furent tombées, il ne songea plus qu'à la retraite. Il fit sortir les hôpitaux et les premiers convois, ordonna d'acheter 20.000 chevaux et de prendre deux mois de fourrages ; les environs ne suffisaient plus à nourrir les troupes au jour le jour. Mais il ne pouvait se décider lui-même à partir. Enfin les Russes

(1) Napoléon disait de Daru « qu'il avait le courage du lion et le travail du bœuf ».

rompirent l'armistice : Napoléon traça successivement plusieurs plans de retraite.

Le 18 octobre, Murat fut attaqué à Winkowo par Kutusof, perdit 3 ou 4.000 hommes, 12 canons, 30 fourgons; son avant-garde fut détruite. A cette nouvelle, Napoléon retrouva le feu de sa jeunesse; il donne aussitôt des ordres; du 8 au 23, 90.000 hommes quittent Moscou avec 600 canons, 2.000 caissons et 50.000 non combattants. Le 19,

Fig. 307. — Retraite de l'armée française de Moscou, l'an 1812. Gravure allemande de l'époque.

il sort de la ville, qu'il voulait évacuer dès le 16. « Marchons sur Kalouga, dit-il, et malheur à ceux qui se trouveront sur mon passage! » Entré dans Moscou avec 90.000 combattants et 20.000 malades et blessés, il en sortait avec 100.000 combattants et ne laissait que 1.200 malades. Il avait encore 550 canons, 2.000 voitures d'artillerie. Derrière eux, venaient une foule de chariots remplis de trophées, parmi lesquels la gigantesque croix d'argent du grand Ivan, des brouettes chargées de butin et traînées par des maraudeurs.

En trompant Kutusof, on put passer de la vieille route de Moscou sur la nouvelle (23 octobre); on eût pu atteindre Malo-Jaroslawetz

en quatre jours ; on en mit six. Un brillant combat où 18.000 Franco-Italiens, sous le prince Eugène, repoussèrent 50.000 Russes, nous donna la ville et la plaine. Mais nous avions perdu 4.000 hommes, et 7 généraux, parmi lesquels Delsons, et Kutusof s'était établi sur un plateau à l'entrée des forêts, avec 126.000 hommes et 700 canons ; il nous barrait les routes de l'ouest et du sud-ouest sur Medyn et Kalouga. A Malo-Jaroslawetz, Napoléon tint conseil. Murat, comme toujours, proposa de charger ; Bessières en détourna l'Empereur, qui se décida à battre en retraite. Davout fut d'avis de passer par Medyn et Smolensk, « sur un sol fertile, une route vierge, nourricière, grasse, dans des villages encore debout, par le chemin le plus court ». Mais, sur la nouvelle d'un petit engagement avec les Cosaques, et sur l'avis presque unanime de ses généraux, Napoléon se décida pour la route de Mojaïsk, la route du nord, et cet ordre lui coûta tant, qu'il s'évanouit en le donnant. Il sentait tout le danger qu'il y avait à reprendre une route épuisée déjà par le premier passage de l'armée, mais il avait perdu sa confiance en lui-même.

Au moment où les Français reculaient, Kutusof se retirait justement vers le sud, malgré l'Anglais Wilson qui le pressait de livrer bataille. Kutusof pensait qu'il valait mieux faire à l'ennemi « un pont d'or » pour se retirer que de compromettre l'armée et l'empire avec elle. « Napoléon ne fuit-il pas? disait-il ; pourquoi l'arrêter, le forcer à vaincre? Le temps suffit contre lui ; de tous les alliés de la Russie, l'hiver est le plus sûr ; il faut attendre son secours. » Ses troupes se hâtèrent, encombrant le passage. Napoléon aurait pu les écraser, mais il ne songeait plus qu'à regagner la France. Le 26 octobre, la retraite commença.

A Vereïa, l'Empereur fut rejoint par Mortier, qui venait de Moscou ; il n'en était sorti qu'au dernier moment, après avoir fait sauter le Kremlin. En rejoignant Napoléon, Mortier lui amena Wintzingerode, qu'il avait fait prisonnier, et que les Cosaques reprirent en Lithuanie. Napoléon fut obligé de protéger sa retraite, de la même manière que les Russes avaient combattu son invasion ; il incendia les villes.

Le 28 octobre, on fut à Mojaïsk, qu'on dépassa aussitôt en abandonnant une partie

des malades. En route, Napoléon apprit que les Russes marchaient sur Viazma pour lui couper la retraite. Bientôt on franchit le champ de bataille de la Moskova ; le terrain était piétiné, dévasté, couvert de débris d'armures, d'uniformes, d'étendards, et d'environ 30,000 cadavres ; on y retrouva un Français encore vivant. A Kolotskoï, Napoléon fit recueillir les mieux portants d'entre les blessés ; on en imposa un à chaque voiture, mais les vivandiers qui en reçurent les jetèrent dans les fossés.

En chemin, les contingents espagnols et portugais tuaient les prisonniers russes ; Napoléon le sut ; dès lors, ne pouvant ni les échanger ni les relâcher, on les laissa mourir de faim. On alla, en deux marches, de Giatz à Viazma. L'Empereur y attendit

Fig. 308. — Retraite de la Grande Armée française. Gravure allemande de l'époque.

trente-six heures le prince Eugène et Davout, qu'il remplaça, à son arrivée, par Ney, à l'arrière-garde. Davout, par sa régularité même, avait compromis son corps.

Le 6 novembre, le ciel se couvrit, et bientôt la neige tomba sans interruption ; la terre disparut. « Les soldats, dit Ségur, sans vivres et sans feu, se traînaient en grelottant ; tombaient-ils, bientôt la neige les couvrait, de légères éminences les faisaient reconnaître. La route est toute parsemée de ces ondulations, comme un champ funéraire ; les plus intrépides et les plus indifférents s'affectent et passent rapidement en détournant leurs regards. Mais, devant eux, autour d'eux, tout est neige, leur vue se perd dans cette immense uniformité. »

Après la plaine blanche, une autre plaine blanche.

Les armes tombent des mains ou font geler les doigts. Les soldats errent à l'aventure, sans armes et sans sacs, comme des prisonniers, heureux lorsqu'ils ne sont pas pris par les Cosaques, qui les dépouillent et les laissent expirer nus sur la neige ! « Chacun marchait pour son compte, dit Coignet ; plus de sentiment d'humanité les uns pour

les autres; on n'aurait pas tendu la main à son père. Toute sensibilité même semblait éteinte : on ne murmurait même pas contre l'adversité. » Pendant la nuit, la neige éteint les bivouacs, dont on reconnaît l'emplacement par les cadavres des soldats et des chevaux. A Sembwo, on jeta dans le lac les dépouilles de Moscou, des canons, des armures gothiques et la croix d'argent massif du grand Ivan.

Ney, à l'arrière-garde, comprit qu'il devait se sacrifier pour sauver l'armée. La marche depuis Viazma ne fut qu'un combat continuel de dix jours. Un élan furieux du 4e régiment arrêta les Russes, et permit d'atteindre Smolensk au moment où l'ennemi allait arriver. Jusque-là, l'armée s'était soutenue encore par l'espoir de trouver dans cette ville tout en abondance. Napoléon avait compté sur 15 jours de vivres et de fourrages pour 100.000 hommes; il croyait y trouver des vêtements, des armes, des chaussures; on n'y trouva que de l'eau-de-vie, du riz, de la farine en quantité insuffisante. L'armée de Victor, les malades, les traînards, avaient épuisé les magasins; on ne pouvait donc plus s'arrêter.

Au nord, à Polotsk, Gouvion Saint-Cyr, réduit à 17.000 hommes épuisés de fatigue et de faim, devant les 52.000 hommes de Wittgenstein, avait repoussé sept fois l'attaque de l'ennemi et pu se retirer pour couvrir la route d'Orcha à Borizow. Le 31 octobre, Victor rejoignit son collègue et eut le tort de laisser échapper Wittgenstein, qui ignorait cette jonction. Celui-ci, délivré de ce péril, occupa Vitepsk. En même temps, Schwartzenberg annonçait à l'Empereur qu'il couvrait Varsovie, c'est-à-dire découvrait la Grande Armée, et permettait ainsi à Tchitchagof de remonter vers le nord à la rencontre de Wittgenstein, soit pour prendre Napoléon entre deux feux, soit pour se réunir en avant de l'armée française, afin de lui barrer la route pendant que Kutusof, qui s'était emparé de la route de d'Elnia, hâterait sa poursuite. Tout conseillait à Napoléon de quitter Smolensk, et cependant il y restait. On ne savait comment expliquer cet aveuglement; on se rappelait ces mots qu'il prononçait à Austerlitz : « Ordener est usé. On n'a qu'un temps pour la guerre; j'y serai bon encore six ans, après quoi moi-même je devrai m'arrêter. » L'armée avait perdu en vingt-cinq jours 64.000 hommes sur 100.000. Poniatowski n'avait plus sous

ses ordres que 800 hommes; Junot, 700; Latour-Maubourg, 1.500. Enfin Napoléon sortit de Smolensk, le 14 novembre, avec Mortier; Eugène, Davout et Ney devaient partir successivement.

A deux lieues de Krasnoë une rangée de Cosaques s'étendit devant la colonne impériale et lui barra le passage. Junot se troubla et resta immobile; il fallut qu'un de ses officiers, Exelmans, prît le commandement; quelques coups de fusil dissipèrent l'ennemi. Mais Milora-

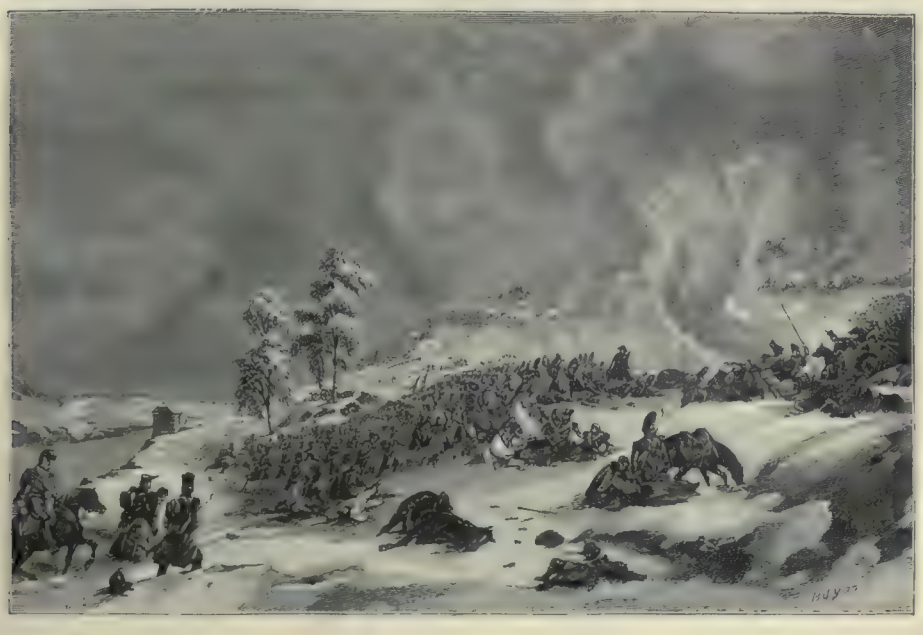


Fig. 309. — Combat de Krasnoë (13 nov. 1812). Aquarelle de Siméon Fort. Musée de Versailles.

dowitch, sans oser attaquer les débris de la Grande Armée, balaya la route à coups de canon. Au milieu du feu, Napoléon passa avec les grenadiers de la vieille garde, qui se serrèrent autour de lui; comme la musique faisait entendre l'air : « Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille? » « Non, s'écria Napoléon, jouez plutôt : Veillons au salut de l'Empire! »

Quand la garde eut atteint Krasnoë, Miloradowitch descendit des hauteurs sur la route pour séparer l'Empereur de ses lieutenants; Eugène parvint à passer à travers les Russes et rejoignit l'Empereur le 17 novembre. Restaient Davout et Ney. Napoléon revint sur ses

pas pour dégager le vainqueur d'Auerstaedt. Il se mit à la tête de la garde, réduite à 10.000 hommes, et put y réussir. Mais, apprenant que les Russes qui l'environnaient de tous les autres côtés allaient nous fermer la route du nord en se dirigeant sur Liady, Napoléon, plein de douleur, se décide à quitter Krasnoë sans attendre le héros d'Elchingen et de la Moskova.

Il prend la route d'Orcha ; mais on marchait avec hésitation. Les traînards prirent les devants. « Tous dépassèrent Napoléon, dit Ségur ; ils le virent à pied, un bâton à la main, s'avançant péniblement, avec répugnance, s'arrêtant à chaque quart d'heure », comme s'il ne pouvait se résigner à abandonner son malheureux compagnon d'armes. A Orcha, où l'on arriva le 21 novembre, l'on put se compter ; Davout n'avait plus que 4.000 hommes restés de 70.000 ; Eugène, 1.800 restés de 42.000. La garde n'était plus que de 6.000 hommes au lieu de 35.000, mais ils ne s'étaient jamais débandés. « Dans la garde, dit Coignet, on ne quittait le fusil et le sac qu'avec la vie. » Les Russes avaient aussi beaucoup souffert, et l'armée de Kutusof était réduite de 100.000 à 50.000 hommes.

Cependant, le 17 novembre, Ney était sorti de Smolensk avec 12 canons, 6.000 hommes armés, 300 chevaux et 7.000 traînards.

A Katova, le 18, Ney avait trouvé devant lui, sur un plateau qui barrait la route, 80.000 Russes avec 20 canons. Sommé de se rendre, il les attaque deux fois, et, repoussé, reste immobile jusqu'à la tombée de la nuit. Alors il commande de marcher sur Smolensk, de tourner le dos à la France ! Bientôt, en fouillant les ravins, il découvre, sous la neige, le lit d'un ruisseau ; on le descend. En passant dans un village, Ney allume des feux pour tromper les Russes, continue sa route jusqu'au Dniéper et attend trois heures qu'on soit rallié ; il faut abandonner canons et bagages. Le fleuve n'est gelé qu'à la surface et sur un seul point ; la glace fond déjà, craque, parfois s'enfonce. On passe un à un, en sautant par-dessus les crevasses ; quelques voitures de blessés veulent passer, elles s'abîment dans le fleuve. Enfin, le 19 au matin, le Dniéper est franchi ; on s'avance dans les forêts au milieu des Cosaques, qui fuient aux premiers coups de fusil.

Dans la nuit du 20 au 21, Ney rejoint l'Empereur. « J'aurais donné 300 millions de mon trésor pour racheter la perte d'un tel homme, » s'écrie Napoléon en apprenant son arrivée.

Il fallait passer la Bérézina au plus vite. L'Empereur, comptant la franchir sur les ponts de Borizof, avait brûlé à Orcha tous ses équipages de pont, malgré les représentations du général Éblé, dont les

instances obtinrent cependant le transport du matériel nécessaire à un pont de chevalets. Napoléon espérait qu'Oudinot occuperait Borizof le 25; Tchitchagof y fut le 21. A cette nouvelle désastreuse, Napoléon s'écria en montrant le ciel : « Il est donc écrit là-haut que nous ne ferons plus que des fautes! » Oudinot culbuta, le 23, l'avant-garde de Tchitchagof, dont les restes allèrent détruire le pont de Borizof long de 300 toises; il était impossible à reconstruire. Napoléon, en appre-

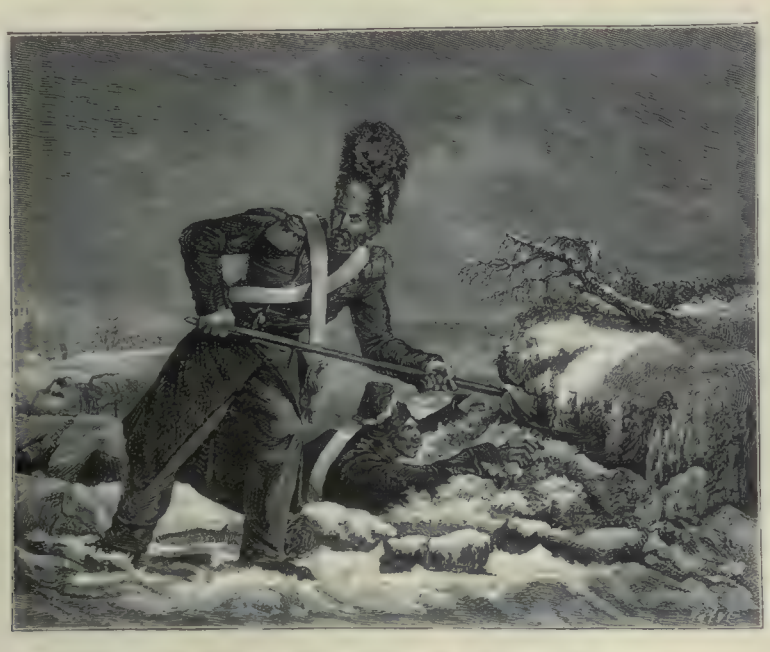


Fig. 310. — Le Drapeau. D'après le dessin et la gravure de Debucourt.

(En quittant la Bérézina, les soldats, accablés de calamités inouïes, cachaient leurs drapeaux sous terre pour les soustraire aux ennemis.)

nant ce nouveau malheur, chercha d'autres passages sur ses cartes; on l'entendait murmurer : « Voilà donc ce qui arrive quand on entasse fautes sur fautes! » Mais, poussé par Kutusof et Wittgenstein, il dut se décider à passer la Bérézina en dépit de l'armée de Tchitchagof qui la bordait. Le 23, Napoléon, qui, à Orcha, avait déjà brûlé tous ses papiers, avec sa correspondance militaire, brûla les aigles, la moitié des fourgons et toutes les voitures qui n'étaient pas indispensables, pour en donner les chevaux à l'artillerie. De l'armée qui avait quitté Moscou, il ne restait qu'une cinquantaine de mille hommes,

dont une dizaine de mille seulement étaient armés; 500 canons avaient été pris par l'ennemi ou abandonnés. Napoléon réunit tous les officiers de cavalerie encore montés, 500 environ, et en forma « l'escadron sacré », où des généraux servirent comme capitaines. Il le confia à Grouchy et à Sébastiani, et s'enfonça dans les forêts. Le 24, il fut rejoint par Victor, Dombrowski et Oudinot, qui l'attendaient près de la Bérézina et lui apportaient des forces, bien réduites sans doute, mais encore organisées.

La situation n'en était pas moins désespérée. Il semblait que, dans ce grand désastre, on ne sauverait point même l'honneur des armes, que tant d'efforts et de souffrances seraient inutiles et qu'il faudrait capituler. Mais Napoléon a retrouvé son génie. Avec une admirable sûreté de coup d'œil, il décide qu'on passera la Bérézina au-dessus de Borizof, et, sur le rapport du général Corbineau, choisit le point de Stoudianka.

Pour tromper Tchitchagof, on fit, pendant toute la journée du 24, des démonstrations à Oukoholda. L'adoucissement de la température n'avait fait qu'augmenter nos pertes, car il avait amené le dégel au moment où un froid vif nous aurait été utile. La Bérézina ne pouvait plus être franchie sur la glace; les grands glaçons flottants empêchaient de la passer à la nage; la crue amenée par la fonte des neiges avait détruit les gués. Mais la prévoyance du général Éblé apportait à l'armée des moyens de salut. Il arrivait, le 25, avec ses pontonniers. Il avait sauvé, comme on l'a vu, le matériel d'un pont de chevalets; de plus, il avait réservé deux voitures de charbon et une forge de campagne pour pouvoir fabriquer sur place les crampons de fer dont on aurait besoin. A la nuit tombée, Oudinot occupait Stoudianka, et Éblé pouvait déjà faire poser son premier chevalet. Les pontonniers, ayant parfois de l'eau jusqu'à la bouche, ont à lutter contre les glaçons qu'un vent violent précipite sur eux. Ils travaillent sans relâche, en prenant à peine le temps d'avaler un peu de bouillie sans sel, la nuit et la journée du lendemain, à portée de fusil de la division russe de Tchaplitz. Napoléon, convaincu que les Russes vont, dès le matin, chercher à détruire les ponts, se prépare à un choc désespéré. Mais, le 26, dès le matin, on aperçoit l'armée de Tchaplitz qui bat en retraite. Tchitchagof, trompé par nos démonstrations, l'a rappelé vers le sud. « Voilà donc encore mon étoile! » s'écrie Napoléon. A une heure, un premier pont est achevé. La division Legrand, bientôt suivie des troupes de Dombrowski et d'Oudinot, passe sur la rive droite : un second pont est achevé à quatre heures du soir. Oudinot s'assure la route de Zembin et refoule les Cosaques vers Borizof.

Cependant Tchitchagof, qui, ébloui encore par le nom de Napoléon, a perdu en délibérations le 26, fait attaquer Borizof, le 27, par Platow. Le général Partouneaux, qui n'a que 3.500 hommes, le repousse, mais il est obligé de se rendre devant les

40.000 hommes de Wittgenstein. Wittgenstein relie ses mouvements à Tchitchagof, et les deux généraux remontent la Bérézina par les deux rives.

Le passage des Français s'effectuait lentement. A deux heures de la nuit, le pont des voitures s'effondra pour la seconde fois. Pour le réparer, il fallait, au milieu de la nuit, rompre la glace, se plonger dans l'eau et aller placer des chevalets jusqu'à sept et huit pieds de profondeur. Mais Éblé avait fait passer dans tous ses hommes l'énergie de son âme héroïque. Il fit un dernier appel à ses pontonniers, qui, grelottant de froid, mourant de faim, avaient déjà donné plus qu'on ne pouvait attendre du

Fig. 311. — Retraite de Russie. Tableau d'Ary Scheffer.

courage et de la force de l'homme. Cet appel fut entendu ; on voyait le général lui-même donner l'exemple et « plonger quelquefois sa vieillesse dans cette eau glacée que leur jeunesse supportait à peine ».

Sur la rive droite, Ney et Oudinot parviennent à repousser Tchitchagof, tandis que, sur la rive gauche, Victor, avec 6.000 hommes, tient tête, pendant toute la journée, aux 40.000 hommes de Wittgenstein. Victor recule pour regagner et passer à son tour la rivière. Alors, les traînards, qui se sont arrêtés, quoi qu'on leur ait dit, à Stoudianka, se précipitent sur les ponts ; des rangs entiers s'écrasent et tombent ; ceux qu'on renverse s'attachent aux autres avec leurs ongles et leurs dents ; les femmes surtout succombent dans cet effroyable désordre. Un pont s'écroule et un grand nombre de fuyards disparaissent sous les eaux. L'encombrement en devient plus grand sur les

autres ponts ; mais, même au milieu de cette impitoyable lutte pour la vie, il faut dire, à l'honneur de la nature humaine, que l'on vit encore plus d'un acte de dévouement. A neuf heures du soir Victor passe avec ses divisions. Le général Éblé attend jusqu'à huit heures le lendemain pour brûler les ponts. Tout ce qui n'a pas encore passé est tué ou fait prisonnier. Cependant l'armée était sauvée, « et par une sorte de miracle, dit Thiers, car il avait fallu, à travers un fleuve à demi gelé (ce qui était la pire des conditions), se soustraire à trois armées poursuivantes. Aussi nous avions le sentiment d'un vrai triomphe, triomphe payé par de cruels sacrifices, mais l'un des plus glorieux de notre histoire, car les 28.000 hommes qui combattaient ainsi à cheval sur une rivière, contre 72.000, auraient dû être pris jusqu'au dernier. » Les ennemis ne s'y trompèrent point, et Joseph de Maistre écrivait en 1813 : « Jamais Napoléon n'a été plus grand que dans la manière dont il s'est tiré de la catastrophe de 1812 (1) ».

Pendant ce temps la Grande Armée hâtait sa marche sur Zembin. Tchaplitz avait négligé d'incendier les ponts qui servent de routes dans cette plaine marécageuse. Le froid devenait plus intense, et cependant l'on voyait tous les matins Drouot se raser, la chemise entr'ouverte, et Narbonne, conservant sa gaîté et sa grâce malgré son âge et les désastres de l'armée, se faire friser et poudrer. Les Cosaques inquiétaient toujours l'armée et faillirent une fois enlever Oudinot. Napoléon, arrivé le 5 à Smorgony, y écrivit le vingt-neuvième bulletin, le premier qui fit connaître en France la partie du désastre qu'on ne pouvait plus dissimuler. « Les chevaux de la cavalerie, de l'artillerie et du train mouraient par milliers », y disait-il. De la perte des hommes, on n'en parlait pas ; mais on laissait pressentir la désorganisation de l'armée et on ajoutait : « Ceux que la nature a créés supérieurs à tout conservèrent leur gaîté et leurs manières ordinaires, et ne virent dans de nouveaux périls que l'occasion d'une gloire nouvelle. » Le bulletin se terminait par ces mots, destinés à décourager les conspirateurs : « La santé de Sa Majesté l'Empereur et Roi n'a jamais été meilleure. » Napoléon, qui depuis le 6 novembre connaissait la conspiration du général Malet et craignait même que l'Allemagne, se soulevant à la nouvelle de sa défaite, ne voulût le retenir prisonnier, se décida, malgré l'avis de Daru et du duc de Bassano, à abandonner ses soldats et à revenir

(1) C'est à la Bérézina que fut tué Alfred de Noailles, jeune officier du plus grand avenir, qui joignait à une piété austère la passion des armes, et que l'on pourrait comparer au comte de Gisors, mort comme lui prématurément à Crevelt.

à Paris. Le soir même du jour où il avait rédigé le vingt-neuvième bulletin, il appela tous les maréchaux, leur exposa son dessein, les loua de leurs belles actions. « Si j'étais né sur le trône, si j'étais un Bourbon, il m'aurait été facile de ne point faire de fautes, » dit-il pour excuser sa témérité. Puis il leur donna des conseils pour terminer la retraite,

Fig. 312. — Misères de la guerre (1812). Lithographie de Charlet.

les embrassa et les quitta, n'emmenant avec lui que Duroc, Caulaincourt, Lobau, le capitaine polonais Wonsowitch et le Mamelouck Roustan : il laissait le commandement à Murat. Il partit dans le plus grand secret, craignant d'être arrêté en chemin, aussi bien par les Allemands que par les Cosaques. A Ochmiana, il s'en fallut d'une heure qu'il ne fût enlevé par les Russes. Il arrivait à Paris le 19 décembre, deux jours après la publication du vingt-neuvième bulletin.

Napoléon avait grande hâte de rentrer dans sa capitale, car il avait été tristement étonné de voir que la conspiration Malet aurait pu facilement réussir. Le général Malet

avait jugé que la campagne de Russie lui offrait une occasion parfaite de réaliser le projet qu'il méditait depuis longtemps. Comme l'Empereur s'éloignait souvent pour aller à la guerre, il fallait profiter d'une de ses absences pour faire croire à sa mort, et, à la faveur du premier trouble causé par cette nouvelle, s'emparer du gouvernement. Le général Malet était connu pour ses opinions républicaines, pour lesquelles il avait été disgracié, puis emprisonné. Il s'échappe, le 22 octobre au soir, de la maison de santé où il était détenu, se rend à la caserne Popincourt, se fait passer pour le général Lamotte, un des officiers de la place de Paris, fait croire, à l'aide de fausses pièces qu'il a fabriquées dans sa prison, que Napoléon est mort le 7 octobre à Moscou, et que le Sénat, réuni dans la nuit, a proclamé la République. On le suit. Il va à la Force, y délivre deux généraux détenus depuis quelques mois à cause de leurs relations avec les Anglais, Lahorie et Guidal, et s'en fait des complices d'autant plus décidés qu'ils ne connaissent pas, Lahorie du moins, sa supercherie. Le duc de Rovigo et le préfet de police sont arrêtés chez eux et envoyés à la Conciergerie. Mais la résistance du général Hulin, commandant de la place de Paris, que Malet est obligé de renverser d'un coup de pistolet, trouble le conspirateur. Il est reconnu et arrêté. Malet était véritablement seul coupable ; une commission militaire condamna à mort quatorze malheureux, dont douze furent immédiatement exécutés. Quelles que fussent les opinions républicaines de Malet, il est certain que les royalistes prirent une part importante à ce complot dont ils espéraient profiter (1). Lorsque Napoléon arriva à Paris, l'émotion causée par cette tentative extraordinaire était déjà calmée. Mais il avait raison d'être troublé, en voyant que le pouvoir impérial n'était rien en dehors de sa personne, et que nul n'avait pensé que, lui mort, il restait Napoléon II.

Cependant Murat ne pouvait remplacer Napoléon à la tête de l'armée. Le point de ralliement disparu, l'armée acheva de se désorganiser. La vieille garde elle-même, n'ayant plus l'Empereur à protéger, se débanda. Le 6 décembre, le froid devint plus terrible encore; les oiseaux tombaient raides et gelés, les hommes glissaient sur le verglas, se traînaient quelque temps et tombaient pour ne plus se relever. Pendant la nuit, ils brûlaient les habitations pour se chauffer; tous accouraient alors, se ruaient dans les flammes; plusieurs y périssaient, et quelques-uns des survenants, attirant à eux ces corps défigurés et grillés, osaient en manger. Le 9 décembre, par 28 degrés de froid, les 40.000 hommes qui vivaient encore s'entassèrent à Vilna.

(1) La veuve de Guidal demanda une pension à Louis XVIII, en représentant Guidal comme une victime de son dévouement à la cause des princes légitimes. Sur cette étrange conspiration, qui, avec de si faibles moyens fut si près de renverser un grand empire, voir l'ouvrage de M. E. Hamel, l'article de M. Alb. Duruy (*Revue des Deux-Mondes*, 1er février 1879, et aussi la *Dernière Conspiration de Barras*, de P. Bosq).

Retraite de Russie. Le maréchal Ney soutient l'arrière-garde de la Grande Armée. Tableau de Yvon, au Musée de Versailles.

Le 10, l'avant-garde russe arrivait. De Wrède, qui n'a plus que 2.000 Bavarois, résiste quelque temps, mais il est forcé de reculer et la déroute commence. En tenant vingt-quatre heures de plus, on aurait sauvé une partie de l'armée ; 20.000 hommes, parmi lesquels 300 officiers et 7 généraux, tombèrent aux mains des Russes. Des Juifs enrichis par le passage de l'armée française attirèrent chez eux les blessés et les malades, les dépouillèrent et les jetèrent, nus et mourants, par les fenêtres, dans la rue, où des Juives purent achever, à coups de talon, les vainqueurs de l'Europe. C'était leur manière de faire oublier aux Russes la façon dont ils avaient accueilli les Français victorieux.

L'armée française arriva à Kowno, sur la frontière, le 13 ; elle avait 1.000 soldats armés, 9 canons et 20.000 traînards ; encore étaient-ce des recrues qui n'avaient pas fait la campagne. La Grande Armée ne comptait plus que deux rois, un prince, huit maréchaux (1), quelques centaines de soldats de la vieille garde, mêlés à des généraux sans armée. Murat fuyait vers Gumbinnen. Ney, pour la cinquième fois, se crée une arrière-garde avec 700 hommes, qui l'abandonnent, le 14, quand les Russes attaquent Kowno. Il ramasse leurs armes encore toutes chargées et, lui cinquième, fait face aux Russes, donnant ainsi le temps à Heymès et Gérard de réunir une trentaine de soldats et de faire avancer deux ou trois pièces légères. Avec ces secours, Ney se maintient jusqu'à la nuit, à la porte qui ouvre vers Vilna. « Soutenant jusqu'au dernier moment l'honneur de nos armes, sacrifiant, pour la centième fois depuis quarante jours et quarante nuits, sa vie et sa liberté pour sauver quelques Français de plus, il sort, le dernier de la Grande Armée, de cette fatale Russie, montrant au monde l'impuissance de la fortune contre les grands courages. »

On gagna enfin Kœnigsberg, où les Allemands, en voyant les débris de la Grande Armée, purent mesurer l'étendue de notre désastre et se préparer à en profiter.

Les hôpitaux ne purent bientôt plus contenir les malades. Tout à coup, en une nuit, le thermomètre remonta de 20 degrés. Ce changement brusque vint augmenter encore la mortalité. Larrey, qui pendant toute la campagne avait fait l'admiration de l'armée par

(1) Murat, roi de Naples et Eugène, vice-roi d'Italie ; — Berthier, prince de Neufchâtel ; — Ney, Oudinot, Victor, Macdonald, Davout, Gouvion Saint-Cyr, Bessières, Lefebvre.

son stoïcisme à supporter ses propres souffrances et son infatigable humanité pour soulager celle des autres, montra dans les hôpitaux de Kœnigsberg le dévouement qui lui était habituel et faillit périr de la contagion qui régnait. Moins heureux, le général Lariboisière, commandant général de l'artillerie, qui, par ses vertus, méritait de lui être comparé, succomba au fléau. Il était inconsolable depuis la mort de son jeune fils, brillant officier tué à la Moskova ; la douleur paternelle et le chagrin du patriote hâtèrent sa mort. Il eut pour successeur le général Éblé, qui succomba lui-même quelques jours après. Des cent pontonniers qui, à sa voix, s'étaient plongés dans la Bérézina, il en restait douze.

La Grande Armée n'existait plus, et la puissance de Napoléon avait reçu un choc dont elle ne devait pas se relever. Cependant l'imagination des Slaves se passionna pour celui qui leur avait causé tant de maux. Ils y ont vu plus ou moins vaguement le représentant du principe de l'égalité et de la démocratie. Parmi les sectes religieuses de la Russie, il s'en forma une qui se plaça sous l'invocation de Napoléon, dans lequel ses adeptes voient une incarnation du Christ. Ils refusaient de croire à la mort de Napoléon, qui se cache, disaient-ils, quelque part en Sibérie, aux environs d'Irkoutsk, et qui reviendra reconquérir le monde. Lorsque Alexandre II accomplit l'affranchissement des serfs, il y eut des Russes qui pensèrent et qui dirent que le mérite de cette grande mesure devait être attribué à Napoléon. Napoléon, en 1812, avait envahi la Moscovie pour contraindre le Czar à donner la liberté aux serfs, et ne se retira qu'après avoir obtenu la promesse de cet affranchissement. Cette promesse tardant à s'accomplir, Napoléon revint en 1855, et obligea le Czar à exécuter le pacte (1).

(1) Voir les ouvrages cités par Rapetti dans la *Biographie générale*. On comprend mieux que le nom de Napoléon soit resté populaire en Pologne : voir *l'Église et le Messie*, d'Adam Mickiewicz.

CHAPITRE DOUZIÈME.

CAMPAGNE DE SAXE.

LA JEUNESSE ALLEMANDE ET LES CONSCRITS DE 1813. — LUTZEN ET BAUTZEN. METTERNICH ET LA MÉDIATION DE L'AUTRICHE. — DRESDE. VITTORIA. — LEIPZIG.

La retraite des Français ne s'arrêta pas au Niémen. Wittgenstein avait cherché à couper Macdonald de la route d'Allemagne en se portant sur Gumbinnen. Le général York, qui commandait les 20.000 Prussiens auxiliaires formant la principale force du corps de Macdonald, signa, le 3 décembre, avec les Russes une convention par laquelle les troupes prussiennes devaient être cantonnées sur leur frontière et y rester neutres pendant deux mois. « Les Prussiens n'attendaient qu'une occasion pour rompre leur alliance forcée : ils la saisirent. Ils ne purent se résoudre à aider leur vainqueur à repousser du sol de leur patrie ceux qui se présentaient comme des libérateurs. Mais ils cherchèrent à concilier le patriotisme et l'honneur militaire. Ce fut une défection et non une trahison. Ils refusèrent de livrer Macdonald aux Russes, et ne voulurent point le quitter qu'il ne fût en sûreté. Les généraux

York et Massenbach lui écrivirent pour expliquer leur conduite. Massenbach s'excusait d'être parti furtivement, ajoutant « qu'il avait voulu s'épargner une situation trop pénible pour son cœur. Il avait craint que les sentiments de respect et d'estime qu'il conserverait jusqu'à la fin de ses jours pour Macdonald ne l'eussent empêché de faire son devoir. » Macdonald n'en était pas moins obligé d'abandonner la ligne du Niémen et de précipiter sa marche vers la Vistule. La Prusse orientale, soulevée par la défection d'York et par une proclamation d'Alexandre, n'était pas un refuge sûr pour les débris de la Grande Armée. Murat évacua à la hâte les places de la Passarge et de la Prégel et se porta sur la Vistule. Les Anglais s'emparèrent de Pillau et pénétrèrent dans le Frische-Haff.

Murat, fort inquiet de son royaume de Naples, craignant que Napoléon ne le sacrifiât, et se méfiant même de la reine Caroline, abandonna l'armée à Posen, regrettant tout haut de n'avoir pas accueilli les ouvertures que lui avaient faites les Anglais.

Il laissa le commandement au prince Eugène, qui s'était fait beaucoup d'honneur dans la campagne de Russie, y avait déployé une rare bravoure, quelques connaissances militaires et de véritables vertus. Enfin il était prince, ce qui était à considérer dans ce régime devenu en peu de temps aussi monarchique que celui de Louis XIV.

On ne savait encore ce que feraient les Russes. On pouvait se demander si, satisfaits d'avoir repoussé l'invasion, ils n'iraient pas au delà du bassin de la Vistule. Il y avait dans l'état-major d'Alexandre des généraux qui lui donnaient ce conseil. Ils insistaient pour que le Czar proposât la paix en demandant la cession des provinces orientales de la Prusse et de la Pologne. Le chancelier Romantzoff et surtout le vieux maréchal Kutusof défendaient ce parti avec chaleur. Il fallait, disaient-ils, prendre la Vistule pour frontière et ne pas tenter la fortune au delà de ce fleuve. Il fallait compter avec le génie de Napoléon, avec la puissance de concentration de la France et avec la rapidité des levées, qui s'y faisaient sur un espace bien plus restreint qu'en Russie. De nouveaux conscrits ne tarderaient pas à remplir les cadres épuisés par la retraite. En quelques mois ils seraient instruits, équipés et amenés peut-être par de nouveaux succès sur la Vistule et le Niémen, tandis que les Russes, s'éloignant de plus en plus de leur pays déjà si vaste, ne pourraient qu'avec peine faire venir dans le même temps des renforts et des munitions. Malgré ces guerres continuelles, les finances françaises étaient

encore en meilleur état que les finances russes ; la guerre entretenait la guerre. D'ailleurs la Russie avait été elle-même ruinée par la dernière campagne et ne possédait pas ces institutions et ces mœurs administratives que le Consulat nous avait données ou confirmées. Kutusof jugeait mieux que personne de l'état d'épuisement des forces de son pays, réduites alors à environ 40.000 hommes, et ce fut contre son avis que les Russes, poursuivant leur marche en avant, franchirent la Vistule le 18 janvier 1813.

Fig. 313. — Cinq Cosaques d'avant-garde traversant la ville de Marienwerder. Gravure allemande du temps.

Si, comme on le vit quelques mois plus tard, la Prusse et la Russie unies furent complètement battues en Saxe, que serait-il arrivé si la Prusse, en apprenant les projets du Czar sur ses anciennes provinces polonaises, s'était alliée à Napoléon ? Les réfugiés allemands qui se trouvaient auprès d'Alexandre, entre autres Stein, ne manquaient pas de le menacer d'une alliance franco-prussienne, et lui montraient d'autre part la gloire qui attendrait le libérateur de l'Europe. Ils lui montraient l'Allemagne prête à se soulever et trouvant dans l'armée prussienne réorganisée les forces nécessaires pour soutenir le premier choc et encadrer le reste de la nation (1). Grâce à l'influence de Hardenberg, l'armée prussienne avait subi une réforme complète. Et sa nouvelle organisation, dont l'origine est même antérieure à la campagne de Wagram, avait déjà produit ses résultats.

(1) Cependant les soldats et les officiers étaient séparés, et en principe ceux-ci ne se recrutaient jamais parmi les premiers.

Par un décret du 6 août 1808, les privilèges accordés jusqu'alors à la naissance dans les grades de l'armée avaient été abolis. M. de Hardenberg présentait ces réformes à Napoléon comme une imitation française ; aux souverains allemands, comme une mesure qui devait attacher les masses au gouvernement. Il avait imaginé pour l'armée un expédient qui permit aux Prussiens d'avoir en temps de guerre beaucoup de soldats en réalité, tout en paraissant en avoir peu. Cet expédient est devenu aujourd'hui le système militaire de presque toute l'Europe. Il s'agissait de ne pas porter ombrage à Napoléon et de ne pas dépasser le contingent fixé par lui. On avait choisi ce qu'il y avait de meilleur dans l'armée prussienne pour en composer des cadres. On faisait ensuite passer dans ces cadres le plus d'hommes qu'on pouvait, on les instruisait le plus vite possible, après quoi on les renvoyait pour en rappeler et en instruire d'autres. On gardait avec soin aux dépôts des régiments les uniformes des soldats qui avaient quitté les drapeaux. On espérait ainsi pouvoir mettre, comme le disait Stein, 150.000 hommes sous les armes en temps de guerre, tout en ne paraissant conserver que 42.000 hommes. Le patriotisme de la nation avait permis de tirer rapidement de cette habile organisation tout le parti possible.

Si la France, qui avait toujours porté la guerre au dehors, était épuisée par tant d'années de combats, quel devait être l'état de l'Allemagne qui, depuis plus de dix ans, servait de théâtre à la lutte et sur laquelle avaient vécu amis et ennemis ! Si la France supportait avec impatience ses conscriptions répétées, qui ne laisseraient bientôt plus sur son sol que des enfants et des vieillards, quelle devait être l'irritation des Allemands, obligés de combattre sous les ordres de celui dans lequel ils ne voyaient plus qu'un oppresseur et qu'ils avaient été contraints de suivre jusqu'à Moscou ! Aussi les sentiments que nous avons vus se manifester, au moment de la cinquième coalition, s'étaient-ils encore exaltés et affermis; les sociétés secrètes, surtout la Tugendbund, redoublaient d'activité et répandaient partout l'esprit de sacrifice : il fallait tout donner, sa fortune et sa vie, pour affranchir l'Allemagne. L'unité de la patrie allemande avilie partout, et qu'il fallait relever par des efforts communs, cessait d'être une abstraction des esprits cultivés et prenait vie dans les cœurs. Les peuples retournaient contre nous les principes et les sentiments que nous leur avions enseignés. Partout on récitait des poésies de Schlegel, de Arndt, de Kœrner. La chanson de Arndt qui demandait : « Qu'est-ce que la patrie de l'Allemand ? » et qui répondait : « Partout où résonne la langue allemande, » devenait le manifeste du parti unitaire. Kœrner, le Tyrtée allemand, dont les œuvres ont été réunies sous le titre : *la Lyre et l'Épée,* devait mourir sur le champ de bataille en 1813.

La musique, l'art allemand par excellence depuis la seconde moitié du dix-huitième siècle, servait à mieux répandre dans le peuple ces sentiments généreux. Le plus allemand des musiciens, Weber, y trouvait des inspirations.

Les universités allemandes étaient toujours des foyers ardents de patriotisme, mais on peut dire que le mouvement avait en 1812 gagné

toute la nation; les gouvernements ne firent que le suivre; c'est aux humbles, que doit revenir le principal honneur de la grande entreprise.

Fig. 314. — Cosaque irrégulier portant des dépêches. D'après Carle Vernet.

« Réjouissez-vous et dansez, maître Beblow, et vous aussi, cultivateur Kranse, dit Freytag dans un de ses romans nationaux, car c'est vous et cent mille de vos semblables qui avez battu l'ennemi et qui avez relevé la patrie de son abaissement. C'est vous, petites gens, c'est dans les étroites maisons des petites villes et dans les chaumières des villages où vous avez vécu, que s'est surtout trouvé tout ce qu'il y a eu de sain et de grand. » Les souverains ne pouvaient pas tarder plus longtemps à s'associer à un mouvement qui était d'accord avec leur patriotisme et leurs intérêts, mais qu'ils n'avaient osé espérer ni si prompt ni si général. Ils étaient ce-

pendant moins confiants que leurs peuples, car ils étaient mieux placés pour juger des difficultés de la situation.

Le roi Frédéric-Guillaume avait même désavoué publiquement le général York de Wartenburg. Mais, en même temps, il envoyait Kneesebeck, déguisé en marchand, auprès d'Alexandre. Bientôt, par l'entremise de Stein, il signait avec lui le traité de Kalisch (28 février 1813). La Prusse et la Russie contractaient une alliance offensive et défensive avec l'engagement de ne pas faire de traité séparé. Déjà Bulow, envoyé à la place du général York, avait été encore plus funeste que lui à notre cause, car il traita aussitôt avec Wittgenstein et lui livra le passage de l'Oder. Alors, découvert au nord, comme il venait de l'être au sud par l'armistice signé entre les Russes et le prince de Schwartzenberg (9 janvier 1813), le prince Eugène dut se retirer derrière l'Elbe, le 9 mars. Le 17, Wittgenstein entrait à Berlin, et le 19 Frédéric-Guillaume jetait le masque en adressant à son peuple et à son armée une proclamation dans laquelle les idées d'émancipation répandues par la Révolution française et que les princes avaient si longtemps combattues, étaient adoptées par un roi pour en faire une arme contre nous. « Allemands, disait de son côté le général Wittgenstein, nous vous ouvrons les rangs prussiens; vous y trouverez le fils du laboureur à côté du fils du prince. Toute distinction est effacée par ces grandes idées, le roi, la liberté, l'honneur et la patrie. » Enfin, ce jour-là même, Alexandre et Frédéric-Guillaume signaient la convention de Breslau, par laquelle ils appelaient les peuples de l'Allemagne à concourir à son affranchissement, et déclaraient que les princes qui n'auraient pas dans un certain délai adhéré à la coalition seraient privés de leurs États après la victoire. La Confédération du Rhin était abolie; un

Fig. 315. — Le feld-maréchal Charles prince de Schwartzenberg, duc de Krumau.

conseil était organisé pour administrer provisoirement les provinces reconquises. Ainsi les princes et les peuples étaient enfin unis dans un même sentiment et pour le même but.

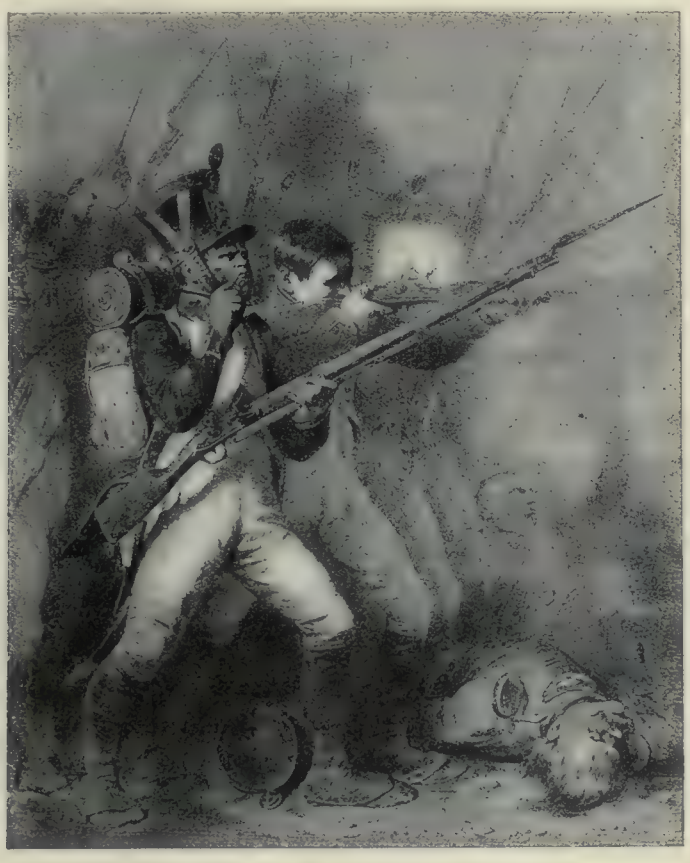


Fig. 316. — Campagne de Saxe. Les conscrits de 1813. Peint par Raffet. Lithographié par Llanta.

Saxons, Franconiens, Souabes, Bavarois,
Électeurs, Palatins, grands-ducs, comtes et rois,
Nous n'avons tous qu'un cri : Allemagne! Allemagne!
Et notre père à tous s'appelle Charlemagne (1).

C'est donc en face de la nation allemande soulevée et encadrée dans ses forces déjà organisées, que la France allait avoir à combattre.

Elle avait laissé en Russie presque toute sa vieille armée; elle n'avait pour rem-

(1) Edgard Quinet, *Napoléon*.

plir les vides que des conscrits, appelés même, pour la plupart, avant l'âge que la loi fixait, car il y avait eu déjà plus d'une conscription anticipée. Cette armée ne valait pas la Grande Armée de 1805 ou même celle du début de 1812. M. Camille Rousset, dans ses *Conscrits de 1813,* rappelle avec raison des scènes trop nombreuses d'indiscipline et de désordre. Mais il n'en est pas moins vrai que ces jeunes soldats, qui, sur le territoire étranger, n'avaient à combattre encore que pour l'honneur du drapeau et pour la gloire, eurent d'abord le dessus sur des adversaires qui luttaient pour l'indépendance et le salut de la patrie. Cette campagne de 1813 fut le triomphe du courage inné et de l'esprit militaire de la jeunesse française. Le génie organisateur de Napoléon, servi par cette administration qui mettait en un moment donné entre les mains du souverain toutes les forces de la nation, allait en quelques mois placer une nouvelle armée sur l'Elbe.

La rapidité avec laquelle fut levée l'armée de 1813 causa à l'Europe une véritable stupeur. C'était une première défaite pour la coalition, et elle excitait chez les alliés eux-mêmes autant d'admiration que de colère. Il y avait quelques mois déjà que les conscrits de 1813, levés avant l'époque de la conscription, étaient instruits dans les dépôts. Ils pouvaient former une armée de 150.000 hommes. Napoléon fit venir d'Espagne et d'Italie un contingent de 45.000 hommes qui alla rallier les débris de la Grande Armée ; 10.000 hommes de garde nationale, levés pour la défense des places de l'intérieur, durent les rejoindre en vertu d'un sénatus-consulte. Napoléon put réunir bientôt 180.000 hommes et 350 canons sur l'Elbe. Les forces militaires de la France s'élevaient à 450.000 hommes. Si nous avions reculé jusqu'à l'Elbe, nous tenions encore, par les garnisons que nous y avions laissées, les places de la Pregel, de la Vistule et de l'Oder. Malheureusement on manquait de cavalerie; l'armée était forcée d'avancer au hasard, car il était impossible de s'éclairer suffisamment. Plusieurs fois, dans le cours de cette campagne, des troupes françaises allèrent se heurter à des masses ennemies qu'on croyait plus éloignées ou plus faibles. Les batailles qu'elles gagneront ne seront que des victoires incomplètes, faute de cavalerie pour achever la déroute de l'ennemi et lui faire des prisonniers. Le zèle des préfets impériaux ne suffit pas à procurer les 20 à 22.000 chevaux sur lesquels Napoléon comptait au début de la campagne; il n'en eut que 8 à 10.000. Cependant les conscrits marchaient au feu, non seu-

lement avec l'ardeur qu'on pouvait en attendre, mais encore avec la solidité des vieux soldats. Malheureusement leur force trompait leur courage, ils succombaient aux fatigues et aux privations, ils tombaient épuisés et mourants sur les routes. Nos premiers succès furent même à regretter, car ce sont eux qui, en donnant trop de confiance à Napoléon, contribuèrent à lui faire repousser les conditions modérées que lui firent d'abord les alliés.

Fig. 317. — Le prince Eugène sauve le colonel Kliski. D'après le tableau de Heideck, à Munich.

Le prince Eugène avait réussi plusieurs semaines à défendre contre l'armée russe et prussienne la ligne de l'Elbe. Mais la ville de Hambourg s'étant mise en insurrection à l'approche de la division russe de Walmoden, et les Prussiens s'étant d'autre part emparés de Dresde (mars 1813), il craignit d'être tourné et se replia sur la Saale.

L'Empereur, qui avait quitté Paris le 5 avril, après avoir confié la régence à Marie-Louise, arriva à Erfurt le 26. Il se dirigea avec 110.000 hommes sur Leipzig, après en avoir donné 30.000 à Davout pour reprendre Hambourg. Cependant l'armée alliée, commandée par Wittgenstein, marchait de Dresde sur Erfurt, afin d'y surprendre

l'avant-garde française, d'empêcher Napoléon de rejoindre le prince Eugène et de tourner celui-ci. Ney, qui s'avançait en tête, fut bien étonné de rencontrer à Weissenfels l'ennemi, que l'on croyait encore sur l'Elbe. Après un violent combat, dans lequel les jeunes recrues montrèrent autant de solidité que de courage, Ney chassa l'avant-garde russe de Weissenfels.

« Nos conscrits, voyant l'ennemi pour la première fois, mais conduits par des officiers qui avaient passé leur vie en sa présence et par un maréchal dont l'attitude seule aurait suffi pour les rassurer, s'avançaient avec le frémissement d'un jeune et bouillant courage. Ils avaient à franchir une ondulation de terrain assez marquée et apercevaient au delà de nombreux escadrons appuyés par de l'infanterie légère et de l'artillerie attelée. Ils reçurent les premiers boulets sans s'étonner. Des tirailleurs choisis traversèrent ce terrain ondulé, et forcèrent les tirailleurs ennemis à reculer. On les suivit, on descendit dans l'enfoncement du sol, on remonta sur le côté opposé puis on déboucha en plusieurs carrés dans la plaine et on fit sur l'ennemi un feu très vif d'artillerie. Après quelques volées de canon la division de cavalerie Landskoy s'avança au galop sur nos carrés. C'était le moment critique. Le vieux et intrépide Souham, l'héroïque Ney, les généraux de brigade, se placèrent chacun dans un carré pour soutenir leur infanterie, qui n'était pas habituée à ce spectacle. Au signal donné, un feu de mousqueterie exécuté à propos accueillit la cavalerie ennemie et l'arrêta court. Nos jeunes soldats, étonnés que ce fût si peu, attendirent un nouvel assaut, le reçurent mieux encore, et jonchèrent la terre des cavaliers de Landskoy. Puis Ney, rompant les carrés et les formant en colonnes, poussa l'ennemi devant lui. Il félicita ses braves conscrits, qui remplirent l'air des cris mille fois répétés de « Vive l'Empereur! ». A partir de ce moment, on pouvait tout espérer d'eux. Ils entrèrent à la suite des Russes dans Weissenfels, les en expulsèrent, et à la chute du jour furent maîtres de ce point décisif. Ney, qui depuis sa jeunesse n'avait jamais combattu avec des soldats si novices, se hâta d'écrire à Napoléon pour lui exprimer sa joie et sa confiance : « Ces enfants, lui écrivit-il, sont des héros; je ferai avec eux tout ce que vous « voudrez. » (THIERS.)

Le lendemain, 1er mai, Ney enlevait, près de Lutzen, le défilé de Rippach, où le maréchal Bessières fut tué. « Son commandement de la cavalerie de la garde l'exposait rarement, et depuis sa campagne en Espagne, il faisait surtout la guerre en curieux. Au premier coup de canon, il accourut, et le second l'emporta! » (SÉGUR.) Napoléon voulait tourner la droite de l'armée ennemie par Leipzig, mais Blücher et Wittgenstein voulaient également tourner la droite française. L'armée alliée tombe à Lutzen sur le maréchal Ney, resté dans cette position pour

couvrir le mouvement de l'Empereur. Napoléon, qui avait rejoint à Leipzig le prince Eugène et Macdonald, se porte au secours du maréchal, dont les 45.000 hommes avaient été attaqués dans le village de Kaïa par 80.000 Russes et Prussiens. L'armée ennemie avait passé la nuit à Pégau, à moins de deux lieues de l'armée française, qui l'ignorait, faute d'éclaireurs, et qui fut très surprise de cette attaque.

« Elle était si imprévue, raconte le général de Ségur, que le corps de Ney se trou-

Fig. 318. — Vive l'Empereur! Lutzen 1813. D'après une lithographie de Raffet.

vait sans chef, celui-ci ayant de sa personne accompagné l'Empereur. Pendant que, à bride abattue, ce maréchal retourne au combat, et que ses carrés, brisés par la mitraille et la fusillade de Blucher, reculent déjà vers Kaïa, il n'a fallu à Napoléon qu'un premier coup d'œil, subit comme le péril, pour tout envisager, le mal et le remède. »

Napoléon charge Macdonald et le prince Eugène de s'enfoncer dans le flanc droit de Blucher ; le général Bertrand, encore en arrière, est chargé de fondre sur le flanc gauche. Napoléon se porte lui-même avec la garde à Kaïa.

« Au milieu de l'émotion d'une si brusque alerte, continue le général de Ségur, tous ces ordres ont été conçus et donnés avec la rapidité de l'éclair. Ce qui étonne, c'est que ces marches, ces contre-marches, toutes ces manœuvres s'exécutèrent vivement et sans confusion ; c'est que nos conscrits, dont un bon nombre, arrivé sans armes sur le Rhin, venait pour la première fois d'en recevoir, marchèrent au combat d'un pas aussi ferme que nos intrépides marins et la vieille garde. Ils tombèrent et moururent au cri

de Vive l'Empereur! tant cette génération était ardente et belliqueuse, la confiance grande et l'impulsion haute et puissante! »

Un combat épouvantable s'engagea dans Kaïa, pris et repris cinq fois, en attendant l'arrivée de Bertrand, qui devait être décisive. En effet, dès qu'il parut sur la gauche de l'ennemi, une charge de la garde impériale et les ravages que fit dans les rangs des alliés l'artillerie de Drouot, combinés avec l'attaque de Bertrand, forcèrent Blucher à battre en retraite avec une perte de plus de 20.000 hommes. Si Napoléon avait eu à ses ordres une cavalerie assez nombreuse, l'ennemi aurait peut-être perdu le double. Mais la victoire de Lutzen n'en donnait pas moins à Napoléon une pleine confiance dans sa jeune armée. « Depuis vingt ans que je commande les armées françaises, disait-il, je n'ai jamais vu plus de bravoure et de dévouement (1). Mes jeunes soldats, l'honneur et le courage leur sortaient par tous les pores! »

Fig. 319. — Antoine Drouot. Peint par Singry.

Cette victoire rendit Napoléon maître de la ligne de l'Elbe, que les alliés se hâtèrent de repasser pour se retirer sur la Sprée. Pendant que l'Empereur rentrait à Dresde avec le roi de Saxe, auquel ce succès venait de rendre la couronne, Blucher et Wittgenstein se retranchaient à Bautzen, dans une position très forte, pays montagneux, boisé et entrecoupé d'étangs, où prennent leur source et la Sprée qui va à l'Elbe et la Neisse de Gœrlitz qui va à l'Oder, où avaient manœuvré et combattu plus d'une fois les armées du grand Frédéric. Plutôt que de s'éloigner de la Silésie et de l'Autriche, dont ils connaissaient déjà les dispositions favorables, les alliés avaient abandonné la défense de

(1) Le poète Viennet, alors capitaine d'artillerie, fut décoré pour action d'éclat sur le champ de bataille par l'Empereur. Il devait être fait prisonnier à Leipzig.

Berlin, qu'ils auraient pu chercher à couvrir après la bataille de Lutzen. Dans leur nouvelle position ils faisaient face à l'Elbe, la droite appuyée aux collines de Krekewitz, la gauche aux montagnes des Géants ; le centre occupait Bautzen. Wittgenstein commandait la gauche, Blucher, la droite. Derrière eux ils avaient élevé de solides retranchements pour s'y défendre jusqu'au bout si Napoléon parvenait à les chasser

Fig. 320. — Passage de la Grande Armée sur le pont de Dresde (le 14 mai 1813).
D'après une gravure allemande du temps.

des premières positions qu'ils occupaient avec 170.000 hommes. Le 20 mai, Napoléon les attaqua et, malgré l'infériorité numérique de ses forces, leur enleva Bautzen. La bataille continua le 21, d'abord à l'avantage des alliés, qui ne perdirent pas de terrain ; mais l'arrivée du maréchal Ney avec 6.000 hommes sur le flanc droit de Blucher fit tomber leurs positions et mit fin à leur résistance.

La victoire aurait été beaucoup plus importante si Ney s'était jeté sur Wurtschen et Hochkirch et s'était emparé des seules routes par lesquelles l'aile droite des coalisés

pouvait opérer sa retraite; on eût pris ainsi les 28.000 Prussiens et 200 bouches à feu. Le général Jomini, chef d'état-major de Ney, lui avait indiqué ce mouvement et avait insisté de la manière la plus vive pour qu'il fût exécuté; car avec son juste sentiment des grandes manœuvres stratégiques il en voyait tous les résultats. Mais Ney repoussa le conseil avec hauteur, et cependant il avait été pendant plus d'une heure maître de la route de Wurtschen : il n'en profita pas et Blucher put échapper. La victoire de Bautzen, qui aurait pu terminer la campagne, ne nous donna qu'un champ de bataille de plus, couvert d'environ 30.000 tués ou blessés des deux parts, 18.000 alliés et 12.000 Français. « Comment! disait l'Empereur, après une telle boucherie aucun résultat? Pas de prisonniers? Ces gens-là ne me laisseront pas un clou. »

La retraite fut loin de ressembler à une déroute. Blucher prit la route de Gorlitz et ne recula qu'en en disputant avec acharnement chaque position. Au défilé de Reichenbach, un boulet perdu ricochant sur un arbre atteignit mortellement, dans le voisinage de Napoléon, le général du génie Kirgener et le grand maréchal du palais Duroc. Napoléon accourut auprès de son ami, qui, les entrailles déchirées, oublia ses atroces douleurs pour dire un dernier adieu à son général, à son Empereur dont les larmes étouffent la voix. Il lui exprime l'espoir de le retrouver dans un monde meilleur et le supplie de s'arracher au triste spectacle de son agonie. Napoléon bivouaqua toute la nuit près de la cabane où le grand maréchal luttait contre la mort; un bataillon de sa garde vint l'entourer. Les grenadiers se le montraient assis devant sa tente, les mains jointes, la tête baissée dans le plus morne silence, et disaient avec compassion : « Le pauvre homme! »

Napoléon poussa Blucher l'épée dans les reins jusqu'au delà de l'Oder et débloqua Glogau le 26 mai. Ces succès commençaient à décourager la coalition. « C'est comme à Austerlitz et à Iéna, » disait-on. Des discordes s'élevaient entre les généraux russes et prussiens; les populations des pays traversés par les troupes étaient pleines d'animosité contre les Russes et se plaignaient d'être plus maltraitées et plus cruellement pillées par les alliés que par leurs ennemis les Français. Les Russes n'avaient sans doute pas oublié la conduite des contingents allemands pendant la campagne de 1812. Ils avaient eu à se plaindre d'eux bien plus que des Français, ils les appelaient l'armée sans pardon. Napoléon, au contraire, faisait tous ses efforts pour que l'armée observât une exacte discipline, et avait pris les mesures les plus sévères pour réprimer tout pillage. L'armée française occupait alors Glogau, Schweidnitz, Breslau. En un mois, la Saxe était délivrée, la Silésie conquise presque tout entière. Ce fut alors que l'Autriche

intervint. Les négociations de 1813 sont le chef-d'œuvre de la carrière diplomatique de Metternich.

Après la retraite de Russie, lorsqu'il vit la coalition formée, le cabinet de Vienne prit une attitude froide, malveillante même, disant que les conditions de l'alliance de l'Autriche avec la France étaient changées et qu'elle devait simplement jouer le rôle de médiatrice. Met-

Fig. 321. — 1813. Lithographie de Raffet.

ternich félicitait en même temps le roi de Prusse de son alliance avec le Czar « pour assurer l'indépendance de l'Europe ». La victoire de Lutzen l'avait inquiété; il envoya à Napoléon des protestations d'amitié, et offrit de régler dans un congrès les conditions de la paix. Napoléon n'y consentit pas avant d'avoir repris la ligne de l'Oder et occupé la Silésie. Il aurait pu continuer sa marche en avant sans écouter les propositions de Metternich, car l'armée alliée était épuisée et réduite à 80.000 hommes. Dans une dernière bataille, Napoléon avait toutes les chances de l'écraser.

Il se laissa cependant entraîner à signer, le 4 juin, à Pleiswitz ou Poischwitz, un armistice qui devait durer jusqu'au 28 juillet. Il ne posait les armes qu'à regret et en disant que si les alliés n'étaient pas de bonne foi cet armistice lui serait bien funeste.

Mais Napoléon n'était pas seulement alors un général, il était un chef d'empire, et les deux rôles se contrariaient ; les considérations politiques expliquent cette grande faute militaire. « Le vœu général était pour la paix, non pas seulement dans la nation, mais dans tout l'entourage de l'Empereur, parmi les généraux eux-mêmes. Napoléon ne s'y trompait pas : « Je vois bien, Messieurs, disait-il alors aux chefs qui l'entouraient, que vous ne voulez plus faire la guerre. Berthier voudrait chasser à Grosbois et Rapp habiter son hôtel à Paris. » Napoléon sentait que la France commençait à l'abandonner. « Il fallait, comme le dit Fain (Manuscrit de 1813), il fallait qu'on ne pût douter du désir qu'il avait de la paix, et il en voulait donner la preuve, même au prix des plus grands intérêts militaires. » D'ailleurs cet armistice pouvait lui donner le temps d'appeler ou de rallier de nouvelles troupes et d'augmenter sa cavalerie.

Les événements ne tardèrent pas à montrer que la Prusse et la Russie ne voulaient pas la paix et qu'elles n'avaient accepté une trêve que pour réparer leurs forces et permettre à l'Autriche de préparer les siennes. Dix jours après l'ouverture de l'armistice, le 14 juin, Frédéric-Guillaume et le Czar signaient avec l'Angleterre le traité de Reichenbach, par lequel l'Angleterre accordait au premier un subside de 17 millions par mois, au second un subside de 33 millions. Du reste, les revers des Français en Espagne étaient de nature à encourager nos ennemis. La puissance de Napoléon était ébranlée de toutes parts.

Napoléon, en renvoyant Ferdinand VII en Espagne, et en se bornant de ce côté à une guerre défensive contre les Anglais, aurait pu rappeler la plus grande partie des 100.000 hommes qui combattaient inutilement au delà des Pyrénées et doubler presque nos forces en Allemagne. En 1812, au retour du printemps, Wellington avait repris l'offensive et s'était emparé de Salamanque. Marmont, qui avait succédé à Masséna, attaqua les Anglais sur les hauteurs des Arapiles, au nord de Salamanque, fut blessé dès le début de l'action, et son armée, complètement battue, dut se retirer sur Burgos. Wellington entra dans Madrid ; Joseph se replia sur le royaume de Valence, où Suchet était toujours aussi solidement établi. La retraite de Joseph entraîna celle de Soult, qui fut contraint d'abandonner le blocus de Cadix et toute l'Andalousie. La cause des Français en Espagne semblait perdue lorsque

Wellington fut arrêté par l'héroïque défense du général Dubreton à Burgos. Après trente-cinq jours de siège et cinq assauts, l'armée anglaise, malgré ses victoires, fut forcée de battre en retraite, tellement affaiblie qu'elle ne put empêcher la jonction de Soult avec Souham, qui avait réorganisé l'armée aux Arapiles; elle refusa la bataille que les Français lui offraient à Salamanque, et rentra en Portugal.

Fig. 322. — Esquisse au lavis de Raffet.

Mais Wellington reprit, l'année suivante, l'exécution de ses projets. Joseph, ayant formé des 80.000 hommes qui lui restaient une seule armée dont Jourdan était le major général, avait eu le tort d'éparpiller ses forces sur un long cordon du Tage aux Pyrénées. Wellington, sortant du Portugal avec 120.000 hommes et remontant la vallée du Douro, força de nouveau Joseph à évacuer Madrid. L'armée française essaya de se concentrer à Burgos, tandis que les Anglais se dirigeaient vers Bayonne, avec le dessein de couper Joseph de la France. Inquiété par ce mouvement, Joseph abandonna aussi Burgos et vint garder le défilé de Pancorbo. Il avait encore trop dispersé ses forces,

la droite étant en Biscaye tandis que la gauche était à Logrono, et lui-même, avec le centre, dans le voisinage de Vittoria. Wellington, tournant l'Èbre, vint prendre position sur le chemin de Vittoria à Bilbao. Joseph, obligé encore de reculer sans avoir combattu, pour conserver ses communications avec la France, se posta à Vittoria même, réunion des routes des Pyrénées occidentales. C'est là que Wellington l'attaqua et le vainquit. Les Français perdirent 5.000 hommes, plus de 100 canons, laissèrent l'ennemi maître de la route de Bayonne et se hâtèrent de repasser les Pyrénées (21 juin 1813). Soult vint prendre le commandement de l'armée de Joseph avec des pouvoirs illimités. Suchet, qui, un instant coupé des Pyrénées par une armée anglo-espagnole, avait heureusement rétabli sa communication avec la France, reçut l'ordre d'évacuer Valence, quoique son autorité y fût encore incontestée, et de se diriger vers la Catalogne. En se retirant il délivra par une victoire la garnison de Tarragone et remporta un dernier succès au col de l'Ordal (11 sept.). La frontière française n'en était pas moins forcée. Cet événement eut le plus grand retentissement en Europe. Ainsi la France était envahie à son tour, et c'était le pays qu'elle avait le plus injustement traité qui lui infligeait le premier cette humiliation. Les coalisés ne pouvaient plus hésiter à continuer la guerre. Le plus grand musicien de l'Allemagne, Beethoven, fit un cantate-symphonie sur la bataille de Vittoria.

Des événements qui se passaient en Amérique auraient pu avoir sur ceux d'Europe des conséquences importantes s'ils étaient arrivés plus tôt. La guerre avait éclaté entre l'Angleterre et les États-Unis, dont la puissance n'avait fait que s'accroître pendant les luttes du vieux monde. L'Angleterre, qui s'était d'abord rapprochée de l'Amérique à cause du blocus continental, commençait à s'inquiéter de ces progrès. Elle avait vu surtout avec dépit les tentatives faites pour annexer la Floride, qui voulait se détacher de l'Espagne. Aussi recommença-t-elle ses violences. Elle exerça la presse des matelots américains jusque sur les navires de l'État. C'était tout profit pour les Anglais, car les Américains du Nord parlaient la même langue qu'eux. Le droit de visite fut exercé avec la dernière rigueur. Les plaintes des Américains n'avaient eu aucun succès près du cabinet britannique.

Napoléon, voulant profiter de cette situation, avait essayé de les attirer dans son alliance contre l'Angleterre en se relâchant un peu avec eux des rigueurs du blocus continental. Mais la guerre ne fut déclarée par les États-Unis à l'Angleterre qu'en

juin 1812, sur la proposition de Madison, président du Congrès depuis 1809 et qui devait l'être jusqu'en 1818. En 1814, les Anglais prirent Washington et brûlèrent le Capitole. Mais ils expièrent ce succès par une double défaite sur le lac Champlain et à la Nouvelle-Orléans. La paix ne fut signée qu'en 1815. Elle interdisait aux Anglais la navigation du Mississipi. Cette guerre venait trop tard et occupa trop peu

Fig. 323. — « Serrez les rangs ! » D'après une lithographie de Raffet.

de forces pour exercer aucune influence sur les événements qui s'accomplissaient en Europe avec tant de rapidité.

L'Angleterre profitait de l'armistice pour fortifier et étendre la coalition. L'armistice avait été signé pour permettre à un congrès de s'assembler et de régler les conditions de la paix. L'Autriche l'avait imposé pour ainsi dire en même temps que sa médiation, mais en réalité elle entraîna la convocation du congrès, car elle voulait que toutes

les négociations passassent uniquement par ses mains. Napoléon comprit bientôt que le but des alliés n'était que d'achever leurs préparatifs, et qu'ils ne voulaient pas poser les armes avant que sa puissance ne fût complètement abattue. Ces sentiments éclatèrent dans l'entrevue qu'il eut le 28 juin, à son quartier général de Dresde, avec Metternich (1).

« Vous venez bien tard, lui dit-il ; votre médiation devient presque hostile, à force d'être inactive... Quels ont été jusqu'à présent les résultats de l'armistice ? Je n'en connais pas d'autres que les traités de Reichenbach ; convenez-en, vous avez voulu gagner du temps ; aujourd'hui vos 200.000 hommes sont prêts, là, derrière le rideau des montagnes de Bohême. La grande question, pour vous, est de savoir si vous pourrez me rançonner sans combattre, ou s'il faudra vous jeter décidément au rang de mes ennemis. Eh bien, voyons, traitons : que voulez-vous ? Je vous ai offert l'Illyrie pour rester neutres. Cela vous suffit-il ? — Il ne tient qu'à vous, dit Metternich, de disposer de nos forces. Les choses en sont venues à ce point que nous ne pouvons plus rester neutres : il faudra que nous soyons pour vous ou contre vous. » Il demandait donc l'Illyrie, la moitié de l'Italie, la Pologne, la Hollande, la Suisse, l'abandon de Rome au Pape, de l'Espagne à Ferdinand VII, la dissolution de la Confédération du Rhin. « Eh quoi ! s'écria Napoléon, il nous faudrait évacuer l'Europe dont j'occupe encore la moitié, ramener mes légions, la crosse en l'air, derrière le Rhin, les Alpes et les Pyrénées ! Et c'est quand nos drapeaux flottent encore aux bouches de la Vistule et sur les rives de l'Oder, quand mon armée triomphante est aux portes de Berlin et de Breslau, quand je suis ici à la tête de 300.000 hommes, que l'Autriche, sans coup férir, sans même tirer l'épée, se flatte de me faire souscrire à de telles conditions ! et c'est mon beau-père qui accueille un tel projet ! c'est lui qui vous envoie ! Ah ! Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle donné pour me faire la guerre ? »

Cette accusation brutale et injuste blessa au vif le diplomate, qui aurait laissé passer peut-être une simple insinuation. Mais Napoléon, continuant à s'abandonner à sa colère, disait tout haut, mais comme se parlant à lui-même : « J'ai fait une grande sottise en épousant une archiduchesse. Je me disais alors : Tu fais une folie; mais elle est faite et je la regrette aujourd'hui. » M. de Metternich ayant fait appel à l'humanité de Napoléon et à la nécessité de mettre enfin un terme à ces effroyables guerres, il lui parla de ces jeunes soldats, de cette armée de recrues, presque d'enfants, dont il a traversé les lignes avant d'arriver au quartier général. Napoléon sait bien que c'est là son point faible; sa colère s'accroît. Il lui répond durement et d'une voix animée : « Vous n'êtes pas soldat, vous ne savez pas ce qui se passe dans l'âme d'un soldat. J'ai grandi sur les champs de batailles et un homme comme moi se soucie peu de la vie d'un million d'hommes ; » et en disant ces mots il jetait son chapeau au fond de la salle. Ces paroles n'étonnèrent pas Metternich, elles servaient d'ailleurs à ses projets.

(1) Comparer les *Mémoires* de Metternich avec le récit de Napoléon.

L'entrevue de Dresde eut de grandes conséquences. Metternich, par ce qu'il avait vu dans l'entourage de Napoléon, avait pu se rendre compte du découragement et de la fatigue de la France et même de l'armée. Il s'était rendu compte de ce qui manquait à nos troupes. Il voyait que Napoléon lui-même était inquiet, moins maître de lui, moins capable de bien saisir l'ensemble de ses affaires. Il voyait que cette intempérance morale, qui lui avait déjà fait commettre bien des fautes, était chez lui plus grande que jamais. Enfin, il avait été personnellement insulté; il allait poursuivre sa politique de guerre à la France non plus seulement par calcul, mais par rancune et avec passion. Il fit tout pour faire échouer les négociations et accabler enfin Napoléon par l'union à la coalition de toutes les forces de l'Autriche. Du reste, il fut servi à souhait par la mauvaise foi des coalisés et par l'opiniâtreté de Napoléon (25 juin).

Fig. 324. — M. de Metternich.

Il avait été convenu, lors de l'armistice, qu'un congrès aurait lieu à Prague. Ce congrès durerait jusqu'au 10 août et les hostilités ne seraient pas reprises avant le 17 : il devait régler toutes les affaires pendantes, sauf en ce qui regardait l'Angleterre. Napoléon désirait même que les plénipotentiaires des États-Unis y fussent appelés. Mais cette assemblée ne pouvait aboutir. La Prusse et la Russie envoyèrent bien à Prague des plénipotentiaires, Guillaume de Humbold et d'Anstett; comme ils étaient peu connus, du moins en qualité de diplomates, ils laissèrent tout faire à Metternich. Napoléon, qui ne cherchait qu'à gagner du temps, envoya M. de Narbonne et Caulaincourt à Prague plusieurs jours après l'arrivée des plénipotentiaires russe et prussien. Un grand nombre de difficultés s'élevèrent entre les négociateurs. D'accord avec Metternich, Guillaume de Humbold et d'Anstett refusaient de traiter directement avec les représentants de Napoléon et

voulaient prendre pour intermédiaire le ministre autrichien, tandis que l'Empereur s'obstinait à exiger des conférences directes. Le 24 juillet le congrès n'avait encore rien fait, et Napoléon, qui, malgré son entourage, n'était pas plus disposé à la paix que le roi de Prusse et l'Empereur de Russie, s'éloigna à dessein et fit un voyage à Mayence. A ce court séjour de Napoléon à Mayence se rapporte une anecdote qui dévoile d'une façon piquante ce que bien des gens pensaient tout bas de la situation.

« L'Empereur, raconte Beugnot, qui se trouvait alors à Mayence avec Jean Bon Saint-André, préfet du Mont-Tonnerre, l'Empereur proposa un jour une promenade sur le Rhin, dans le dessein d'essayer un batelet élégant, dont le prince de Nassau venait de lui faire hommage... Sans avoir adressé à Jean Bon et à moi une invitation positive de l'accompagner, il s'était expliqué de manière à nous y autoriser ; nous suivîmes le cortège et nous entrâmes dans le bateau avec les autres. Jean Bon et moi nous nous tenions à toute la distance de l'Empereur que fournissait la longueur du bateau. Mais elle n'était pas telle qu'on ne pût entendre ce qui se serait dit des deux parts. Pendant que l'Empereur, debout sur l'un des côtés et penché vers le fleuve, semblait y rester en contemplation, Jean Bon me dit et pas trop bas : « Quelle « étrange position ! le sort du monde dépend d'un coup de pied de plus ou de moins. » Je frémis de tous mes membres et ne trouvai de la force que pour répondre : « Au « nom de Dieu ! paix donc ! » Mon homme ne fit compte ni de ma prière ni de ma terreur et poursuivit : « Soyez tranquille, les gens de résolution sont rares. » Je fis un tour de conversion pour me préserver des suites du dialogue et la promenade finit sans qu'il pût être repris. On mit pied à terre : le cortège de l'Empereur le suivit à sa rentrée au palais. En montant le grand escalier, j'étais à côté de Jean Bon et l'Empereur nous précédait de sept à huit marches. La distance m'enhardit et je dis à mon compagnon : « Savez-vous que vous m'avez furieusement effrayé ? — Parbleu ! je le sais. Ce qui « m'étonne, c'est que vous ayez retrouvé vos jambes pour marcher ; mais tenez-vous « pour dit que nous pleurerons des larmes de sang de ce que sa promenade de ce jour « n'ait pas été la dernière. — Vous êtes un insensé. — Et vous un imbécile, sauf le « respect que je dois à Votre Excellence (1). »

Beaucoup alors pensaient comme Jean Bon, et il est possible que Napoléon ait connu leurs sentiments; mais plus il avait besoin qu'on lui dît la vérité, plus l'adulation croissante la lui cachait; il reçut, touchant l'état intérieur de la France, des rapports tout à fait rassurants et fut heureux de pouvoir se faire illusion sur la situation réelle de la nation. Aussi, après avoir donné des instructions pour

(1) Beugnot, t. II, p. 13.

l'administration de l'Empire et prescrit de nouvelles levées, il était revenu à Dresde, prêt à continuer la lutte.

La coalition n'avait pas perdu son temps; les souverains alliés et les ministres anglais s'étaient réunis à Trachenberg (9 juillet). Bernadotte, prince royal de Suède, se trouvait parmi eux.

La nation qui l'avait choisi pour chef, malgré les griefs qu'elle pouvait avoir contre Napoléon, n'approuvait point cette politique. Elle n'ignorait pas que la France était son alliée naturelle, et le traité de Frédériksham venait de lui prouver que c'était du côté de Pétersbourg qu'était le danger. Sa loyauté, d'ailleurs, était choquée de voir son prince royal jouer un pareil rôle. Mais l'âme jalouse de Bernadotte avait conservé pour Napoléon, qui n'avait pas été trop indulgent pour lui, une haine sourde. Les autres souverains l'entouraient d'égards; on lui offrait la Norvège. D'ailleurs son ambition ne s'en tenait pas là, et, chose qu'on a peine à croire, il songeait sérieusement à devenir le maître de la France à la place de Napoléon. C'était ignorer bien profondément les sentiments qu'il inspirait à la France et à l'armée. Un jour que, pendant l'armistice, il passait en vue de la place de Stettin, la garnison française envoya dans sa direction quelques coups de feu. « Ce n'est rien, répondit le général Dufresne aux plaintes des envoyés du prince : la grand'garde a aperçu un déserteur et a tiré dessus. » En attendant qu'il pût accomplir son rêve impérial, il comptait bien être généralissime de la coalition. Il déployait un faste de parvenu qui paraissait d'autant plus choquant qu'il contrastait avec la simplicité des autres princes. Il avait décidé Moreau à quitter l'Amérique pour combattre Napoléon et la France. Il comptait sans doute en faire son chef d'état-major (1). Mais les généraux russes et prussiens trouvaient que c'était leur faire injure que de croire qu'il était impossible de vaincre les Français sans avoir recours à un des anciens lieutenants de Napoléon, et qui n'était pas des plus célèbres.

Fig. 325. — Le maréchal Victor, duc de Bellune.

(1) Un autre général du plus rare mérite abandonnait vers le même temps l'armée française et entrait au service de la Russie : c'était le Suisse Jomini. Il avait rendu les plus grands services à l'armée française en différentes circonstances. On se rappelle qu'il avait indiqué, à Bautzen, le vrai point où l'on aurait dû marcher. Loin d'en être récompensé, il avait été puni après la bataille. Il devait cette punition aux mauvais offices de Berthier, qui sentait au fond la supériorité de Jomini et avait été plus d'une fois blessé par les justes critiques de cet officier.

Bernadotte dut se contenter de discuter avec l'état-major allié le nouveau plan de campagne. Les alliés, comptant bien plus sur la supériorité de leurs forces que sur les talents militaires de leurs généraux pour vaincre Napoléon, avaient résolu de l'user par des marches continuelles et par la destruction des corps confiés à ses lieutenants. Toutes les fois qu'il dirigerait en personne son armée, il fallait éviter la bataille et fondre sur ses généraux en son absence. Trois armées furent destinées à opérer contre lui : celle de Bohême, forte de 250.000 hommes, commandée par le prince de Schwartzenberg ; celle de Silésie avec Blucher, et celle du Nord sous les ordres de Bernadotte, toutes deux fortes de 120.000 hommes. Ces trois armées devaient toutes marcher sur Dresde pour s'y rejoindre et y accabler les Français. Deux autres armées étaient chargées de surveiller la Bavière et l'Italie.

De son côté Napoléon avait formé le dessein de faire, à la fin de l'armistice, des propositions acceptables, d'arrêter ainsi les mouvements de l'Autriche prête à se joindre à la coalition, de reprendre les hostilités avec la Prusse et la Russie et de les écraser, tout en continuant à négocier avec l'empereur François, afin de l'accabler à son tour si un désastre infligé aux Russes et aux Prussiens ne le rendait plus accommodant. Caulaincourt fut donc chargé de demander sérieusement à Metternich à quelles conditions l'Autriche ferait la paix. Metternich exigea le partage du grand-duché de Varsovie, l'abandon des provinces illyriennes, des villes hanséatiques, de la Confédération du Rhin et de l'Espagne. Ces conditions furent transmises à Napoléon le 7 août, avec l'assurance que le congrès serait dissous le 10 au soir et que l'Autriche entrerait immédiatement dans la coalition, si elles n'étaient pas acceptées purement et simplement. L'Empereur ne voulut pas ajouter foi à ces menaces ni accepter à temps ces propositions. Lorsqu'il les renvoya un peu modifiées à Prague, l'Autriche était entrée dans la coalition et ne pouvait plus traiter que de concert avec la Prusse et la Russie. Mais les souverains alliés rejetèrent les conditions de Napoléon et les hostilités recommencèrent le 17 août.

Lorsque Napoléon s'empara de Gabel pour empêcher la jonction des Prussiens de Blucher et des Autrichiens de Schwartzenberg, il apprit

que cette jonction était déjà faite, les alliés ayant commencé leur mouvement sans attendre la fin de l'armistice : les deux généraux se dirigeaient déjà sur Dresde. Napoléon marche d'abord contre Blucher

FAC SIMILE
de la dernière lettre du General Moreau à Madame Moreau

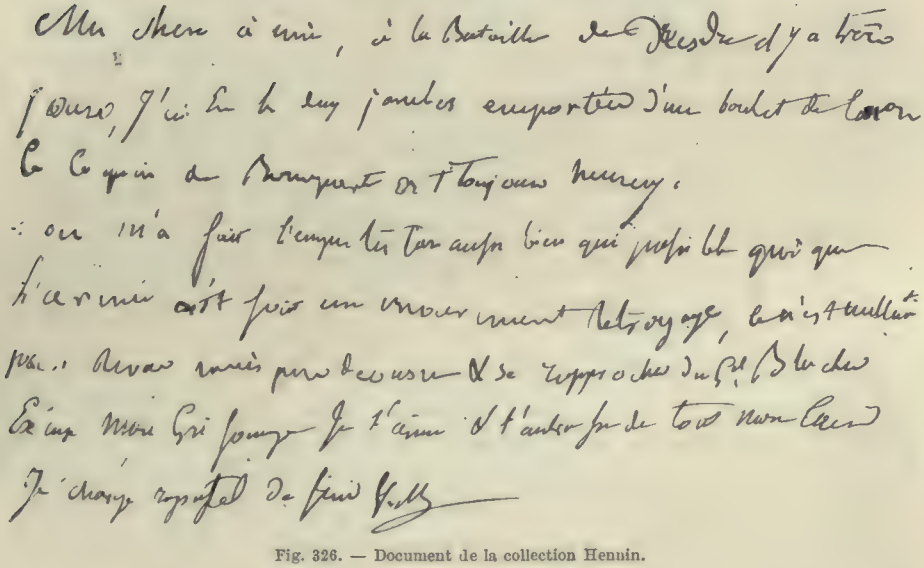


Fig. 326. — Document de la collection Hennin.

et le rejette dans ses lignes de Jauer, sur la Katsbach, pendant que Gouvion Saint-Cyr se replie sur Dresde.

Napoléon, sachant que le maréchal Gouvion Saint-Cyr est en état de maintenir Schwartzenberg pendant quelques jours devant la ville, conçoit l'une des combinaisons « les plus belles, les plus redoutables qui soient sorties de son génie », et dont l'exécution pouvait terminer la guerre d'un seul coup.

« L'ennemi, pour le tourner, avait franchi l'Elbe dans l'intérieur de la Bohême. Il fallait le punir de sa témérité, en repassant l'Elbe soi-même et en l'écrasant avec des forces supérieures. Nous étions maîtres, en effet, du passage du fleuve. Mais au lieu de déboucher par Dresde, ce qui n'aurait donné qu'un choc direct, Napoléon, sans s'inquiéter pour le moment de Blucher que Macdonald est chargé de contenir dans la Silésie avec 75.000 hommes, forme le projet de remonter l'Elbe jusqu'à Kœnigstein, de l'y passer et de prendre par derrière la grande armée de la coalition. Il avait eu soin d'approvisionner d'avance cette ville et de la rattacher à Lilienstein par un pont de bateaux. Malheureusement les nouvelles alarmantes qu'il reçut des dangers qui menaçaient Dresde, l'inquiétude qu'il avait de perdre l'alliance du roi de Saxe, le décident à adopter un nouveau plan moins fécond en grands résultats, mais plus sûr. Il débouchera directement de Dresde avec 100.000 hommes, en confiant au général Vandamme avec 40.000 hommes, du côté de Péterswald et de Pirna, le soin de tourner l'ennemi ou de lui couper la retraite. »

Quand Napoléon arriva à Dresde, Schwartzenberg, à la tête de 165.000 hommes et 300 pièces de canon, prenait ses dispositions pour attaquer Gouvion Saint-Cyr, qui, n'ayant que 18.000 hommes, se préparait à une résistance désespérée. Le faubourg de Pirna est pris; les Allemands crient déjà : « Paris! Paris! »; ils vont enfoncer les portes. Ces portes s'ouvrent et donnent passage à deux colonnes de la vieille garde qui repoussent l'ennemi dans ses lignes en lui tuant 4.000 hommes et en faisant 2.000 prisonniers. Napoléon dicta dès le soir même le plan de la victoire du lendemain.

Napoléon était monté plusieurs fois dans la journée à un clocher d'où l'on apercevait le demi-cercle de collines et de plateaux qui entourent la ville de Dresde. Il y avait vu se développer l'armée de Schwartzenberg qui venait de se renforcer des 25.000 hommes de Klenau, et il y avait discerné une gorge profonde, celle de Plauen, servant de lit à la petite rivière de la Veisseritz, qui partageait en deux le champ de bataille.

« C'est au delà de cette gorge étroite et profonde qu'était rangée la plus grande partie des Autrichiens, séparés ainsi du reste de l'armée coalisée par une sorte de gouffre à travers lequel il était impossible de les secourir.

« En outre, ce côté du champ de bataille était plus propre que les autres aux manœuvres de cavalerie. Napoléon, saisissant d'un coup d'œil les avantages qu'offrait cette circonstance locale, résolut de renforcer le roi de Naples de tout le corps du maréchal Victor et de le lancer par un détour à droite sur les Autrichiens, qui, ne pouvant être secourus, seraient inévitablement précipités dans la gorge de Plauen, et, après avoir ainsi détruit la gauche des coalisés, de pousser Ney avec toute la jeune garde sur leur droite pour les refouler en masse sur les hauteurs dont ils avaient essayé de descendre. Il devait résulter de ce double mouvement un double avantage, c'é-

tait de leur enlever à droite la grande route de Freyberg, la plus large et la meilleure pour assurer leur retraite, de les acculer à gauche sur cette route de Peterswalde où Vandamme les attendait à la tête de 40.000 hommes et de les réduire ainsi, pour retourner en Bohême, à des chemins mal frayés, où ils ne repasseraient qu'en essuyant des pertes énormes. Ces combinaisons formées en un instant avec une merveilleuse promptitude d'esprit avaient rempli Napoléon d'une satisfaction qui éclatait sur son visage. » C'était la joie anticipée d'un triomphe presque certain.

Fig. 327. — Plan de la bataille de Leipzig, dite la *bataille des nations*.

La bataille se passa comme l'Empereur l'avait réglée. Malgré les grands noms de Wagram et de la Moskova, Napoléon n'en avait pas eu de pareille depuis Ratisbonne, et Dresde pouvait prendre place à côté d'Austerlitz, d'Iéna de Friedland. Quoique nous n'eussions que 120.000 hommes à opposer à 200.000, nous avions, à dix heures du soir, enlevé aux coalisés 15 à 16.000 prisonniers, au moins 40 bouches

à feu, et il restait sur le terrain environ 10.000 ennemis, morts ou blessés. Parmi les morts se trouvait le général Moreau, le vainqueur de Hohenlinden, qui tombait frappé par un boulet français. Ces grands résultats nous avaient coûté 8 à 9.000 hommes et l'Empereur se promettait de bien plus grands résultats encore, par suite de la position qu'il avait assignée à Vandamme.

Mais le temps n'était pas éloigné où Napoléon allait vivement regretter de n'avoir pas fait, lors du congrès de Prague, les concessions nécessaires pour obtenir la paix. Lui seul en France, peut-être, voulait la guerre; les murmures croissaient dans l'armée.

« Cette victoire fut mémorable, écrit le capitaine Coignet, mais nos généraux n'en voulaient plus. J'avais mon couvert au grand état-major et j'entendais des propos de toutes les manières. On blasphémait contre l'Empereur : « Il nous fera tous périr. » Les officiers, même les dévoués et les plus désintéressés, expriment d'une manière différente mais partagent ces sentiments : « L'armée, dit le général Pelleport, fut toujours digne d'elle, mais elle était trop jeune. On pensait généralement qu'après sa victoire, Napoléon se déciderait enfin à abandonner la ligne de l'Elbe et à se rapprocher du Rhin, mais les vieux de l'armée ne furent pas écoutés. »

Lorsque Napoléon était accouru à marches forcées à Dresde, on se rappelle qu'il avait détaché sur sa droite, vers les défilés des monts Métalliques par lesquels les alliés étaient descendus en Saxe, le général Vandamme avec une quarantaine de mille hommes et la mission d'arrêter l'ennemi dans sa déroute vers la Bohême. Il lui avait promis de le soutenir, et Vandamme, comptant sur cet appui, s'avança jusqu'à Tœplitz, nœud des routes de Saxe et de Bohême. Mais cette position fut défendue avec acharnement par la garde russe, et avant qu'il s'en fût emparé, Schwartzenberg et les vaincus de Dresde arrivaient derrière lui. Vandamme eut affaire à des troupes dans le désordre de la retraite, il est vrai, mais bien plus nombreuses que les siennes. Il se replia sur Dresde et fut cerné à Kulm. Napoléon s'était dirigé avec sa garde sur Pirna pour lui porter secours; mais une indisposition près de cette ville l'obligea de retourner à Dresde et de laisser le soin de la poursuite à ses lieutenants, plus fatigués encore que lui. Gouvion Saint-Cyr ne voulut pas courir à Kulm au bruit du canon de Vandamme.

Celui-ci fut écrasé; sa droite perça l'ennemi et réussit à rejoindre Saint-Cyr; sa gauche put filer le long de l'Elbe, avant d'être entourée, mais sa cavalerie fit mieux encore que ses ailes. Corbineau, qui s'était distingué à la Bérézina, la commandait. Il se retourna, tête baissée, contre le corps prussien, l'enfonça, le traversa de part en part et revint en Saxe. Tout le reste demeura prisonnier avec les généraux Vandamme et Haxo.

Fig. 328. — Les souverains alliés à la bataille de Leipzig. D'après un tableau de Krafft, à Vienne.

On raconte qu'en apprenant le désastre de Vandamme Napoléon s'était écrié : « Voilà la guerre, bien haut le matin et bien bas le soir ! du triomphe à la chute il n'est souvent qu'un pas ! » et que peu d'instants après, en examinant ses cartes, il murmurait ces vers de Voltaire :

J'ai vécu, commandé, servi quarante années;
Du monde entre mes mains j'ai vu les destinées,
Et j'ai toujours connu qu'en tout événement
Le destin des États dépendait d'un moment!

Nous n'étions pas plus heureux dans le bassin de l'Oder. Blucher, fidèle à la tactique convenue au congrès de Trachenberg, attaqua Mac-

donald, qui s'était porté sur la Katzbach, dès que Napoléon avait quitté la Silésie. Macdonald avait passé lui-même la rivière et voulait, en remontant le plateau de Walstatt, tomber à l'est sur le camp des Prussiens à Jauer. Mais Blucher, qui mérita par cette victoire le titre de prince de Walstatt, nous força à repasser la Katzbach, puis le Bober, en nous faisant perdre 20.000 hommes tués, blessés ou prisonniers, et 100 pièces de canon. La marche d'Oudinot sur Berlin avait aussi été très désastreuse. Il avait été repoussé par Bernadotte à Gros Beeren et forcé de se replier sur Wittemberg. Davout, un instant maître de Weimar, fut obligé de l'abandonner à la suite de cette défaite. Ney reçut la mission de la réparer. Napoléon, laissant trois corps en Bohême, se disposait à l'appuyer avec 50.000 hommes, lorsque les nouvelles qu'il reçut de Macdonald l'empêchèrent de marcher sur Berlin. Le maréchal Ney fut écrasé à Dennewitz et ne se rallia que sous le canon de Torgau. Bernadotte s'arrêta aux bords de l'Elbe. Les alliés formaient en ce moment un cercle allant de Wittemberg à Tœplitz par Bautzen. Leur plan consistait à le reporter derrière Napoléon et à se rejoindre tous à Leipzig, pour lui couper la route de France. Schwartzenberg déboucha donc par Commotau sur l'Elster (3 octobre), tandis que Blucher se portait sur Wittemberg et y rejoignait Bernadotte, pour marcher ensuite sur le lieu de concentration.

Pendant deux jours Napoléon réfléchit au projet qu'il allait poursuivre, tandis que Blucher remontant la Mulde et Schwartzenberg la descendant se rapprochaient davantage et lui laissaient moins de chance de les écraser séparément. Ce fatal retard fut la cause première du désastre de Leipzig. L'Empereur ne savait plus se décider à faire les sacrifices nécessaires : il ne savait plus reculer à temps. Il oubliait ce que le jeune général Bonaparte avait fait à deux reprises devant Mantoue. Cette faute ne fut pas la seule. Lorsqu'il se décida enfin à abandonner la ligne de l'Elbe et laissa dans Dresde les deux corps de Gouvion Saint-Cyr et de Lobau, « c'était conserver la chose accessoire, dit York de Wartenburg, en compromettant la chose essentielle, une grande victoire. Après une victoire, Dresde serait retombée entre ses mains. Les deux corps qu'il y laissa lui manqueront douloureusement sur le champ de bataille de Leipzig, où se décidera le sort, non seulement de Dresde et de la Saxe, mais de l'Allemagne et de toute l'Europe. Voilà l'opiniâtreté du souverain. Il ne veut pas admettre qu'il soit forcé d'abandonner une seule de ses conquêtes. Il re-

doute l'impression que produira chaque pas qu'il fait en arrière. Il craint, non sans raison, pour l'existence de son pouvoir, qui n'est fondé que sur la force, dès qu'il montrera que cette force n'est plus la même qu'autrefois. » Napoléon avait un instant songé à renverser sa ligne d'opération, à faire de Magdebourg son point d'appui et à manœuvrer sur la rive droite de l'Elbe, en ralliant nos garnisons des places de l'Elbe, de la Vistule et de l'Oder, ce qui nous aurait donné 300.000 soldats. Ce beau plan fut malheureusement abandonné. Mais Napoléon savait com-

Fig. 329. — Le moment solennel de la bataille de Leipzig. Les souverains alliés à genoux.
D'après une gravure allemande du temps.

bien la confiance qu'il inspirait était ébranlée. Il aurait eu l'air de se fermer les routes de France et, comme dit Fain, dans l'anxiété où tombaient les esprits, on ne voulait plus rien comprendre aux combinaisons de l'Empereur, quelque grandes qu'elles fussent.

Napoléon donna Leipzig pour point de ralliement à son armée. Ney dut venir le rejoindre après avoir fait sauter les ponts de l'Elbe. Napoléon, arrivé le 14 à Leipzig, espérait avoir le temps d'écraser Schwartzenberg, qu'il considérait avec raison comme le meilleur gé-

néral de la coalition, avant que Blucher, qu'il croyait encore bien loin, eût pu venir à son secours. Il mettrait ensuite Blucher lui-même en déroute avant l'arrivée de Bernadotte et de l'armée du Nord et profiterait de ces victoires pour imposer ses conditions aux alliés.

C'est autour de cette ville où avaient déjà eu lieu plus d'une célèbre rencontre que devait se livrer « la bataille des nations ».

En deux jours toute l'armée française, réduite à 140.000 fantassins et à 20.000 cavaliers, y fut réunie (15 octobre). Elle s'y adossa à toutes les portes pour fermer toutes les routes de l'Elbe. Napoléon dirigea Bertrand, avec 15.000 hommes, sur Lindenau pour rouvrir la route de Lutzen; il posa Ney sur la Partha avec 45.000 hommes, pour contenir Blucher qui arrivait par Halle, et Bernadotte qui revenait à Zerbig; lui-même, avec 100.000 hommes, espérait battre les 130.000 de Schvartzenberg : sa droite s'appuyait sur la Pleiss, son centre était dans le ravin de Wachau, sa gauche était sur la route de Colditz.

Schvartzenberg, voulant empêcher la concentration des forces françaises et donner le temps à Blucher et à Bernadotte d'arriver, se décida à attaquer, quoiqu'il eût encore en arrière 50.000 hommes sous Benningsen et Colloredo. Trois énormes colonnes se portèrent contre les positions des Français, qui furent perdues et reprises jusqu'à six fois (16 octobre); l'ennemi fut définitivement chassé avec de grandes pertes, mais la victoire était restée indécise. En même temps Ney était attaqué par Blucher : il fut rejeté sur la Partha avec perte de 2.000 hommes. Bertrand occupa Lindenau et battit Giulay.

« Napoléon se décida à une nouvelle bataille. C'était une grande faute : l'ennemi allait se renforcer de plus de 100.000 hommes, et nous n'attendions d'autre renfort que 12.000 Saxons. L'Empereur replia ses postes et se concentra entre Connewitz et Schœnfeld, le centre à Probstheyda; mais il eut le soin de préparer la retraite en ordonnant de construire des ponts sur l'Elster, ordre que Berthier n'exécuta pas et qui fut la cause d'un grand désastre. L'ennemi n'attaqua pas ce jour-là : Bernadotte et Benningsen n'arrivèrent que le lendemain. Alors les alliés s'avancèrent de toutes parts, au nombre de 300.000 hommes avec 50.000 chevaux et 1.200 canons, enfermant dans un demi-cercle de trois à quatre lieues de développement les 140.000 Français adossés à Leipzig. La bataille fut effroyable (18 octobre). Les alliés donnaient par masses, et livraient aux colonnes françaises de véritables assauts où ils faisaient d'énormes pertes; mais ils remplaçaient sans cesse leurs troupes épuisées par des troupes fraîches; ils jouaient uniquement à tuer les hommes, dussent-ils en sacrifier le double, certains d'avoir toujours la supériorité du nombre. Au centre et à la droite, les Français, qui, au dire même des ennemis, n'avaient jamais montré plus de bravoure, conservèrent leurs positions; mais à la gauche une terrible trahison leur fit perdre un moment le terrain : là, 40.000 hommes étaient battus en brèche par 100.000 hommes et 300 canons que dirigeait Bernadotte, quand

les 12.000 Saxons qui formaient le tiers de cette gauche coururent au-devant des Russes, entrèrent dans leurs rangs, et, à la prière de Bernadotte, déchargèrent toute leur artillerie à bout portant sur les compagnons qu'ils venaient de quitter. Napoléon accourut sur ce point avec sa garde, et là comme ailleurs les positions furent conservées. La nuit fit cesser le carnage : 60.000 hommes jonchaient le champ de bataille. » (LAVALLÉE.)

Cependant il fallait songer à la retraite. Nous n'avions plus de munitions. Nous avions déjà failli en manquer dès le 15, le grand parc d'artillerie laissé momentané-

Fig. 330. — Mort de Poniatowski au passage de l'Elster. Peint par H. Vernet.

ment sans ordres avait failli tomber aux mains de l'ennemi. Il avait été sauvé par le général Neigre; mais un équipage de ponts fut oublié et obligé de se réfugier à Torgau, alors qu'à Leipzig il aurait pu nous éviter un désastre.

Ces fautes doivent être attribuées moins à Napoléon qu'au désordre de son état-major, image de celui de l'armée. Sans doute on ne retrouvait plus dans Napoléon toute sa merveilleuse prévoyance, et il se montrait moins attentif au détail. Or c'est au moment où Napoléon aurait eu besoin de remettre à ses lieutenants une part de son fardeau, qu'il les trouvait encore plus fatigués que lui. Les officiers se renvoyaient les ordres et la responsabilité. L'esprit de Berthier, en général si net, s'affaiblissait de la manière la plus sensible et semblait parfois tomber dans une sorte d'égarement (1). Cependant, dès la nuit du 18, les bagages commencèrent à s'éloigner par la route de

(1) Voir la curieuse anecdote racontée par Ségur, *Mémoires*, t. VI, p. 160.

Lindenau, long défilé de deux lieues coupé de plusieurs canaux, et où il n'y avait qu'une seule ligne de ponts. On n'en avait pas fait établir d'autres, et c'est par là que devaient passer toute l'armée et tout son matériel. Il fallait donc livrer une troisième bataille pour donner le temps d'opérer la retraite. Les corps de Victor et d'Augereau commencèrent le mouvement pendant que Marmont se maintenait dans le faubourg de Halle et Ney dans le faubourg d'Est; Lauriston, Macdonald et Poniatowski formaient l'arrière-garde et défendaient les barrières du midi. « Les alliés refusèrent tout arrangement qui pourrait épargner à Leipzig les horreurs d'une ville prise d'assaut, et ils attaquèrent les faubourgs avec fureur. Blucher emporta

Fig. 331. — Le lendemain. D'après Raffet.

celui de Halle; Benningsen enleva les barrières du midi. Une nouvelle bataille s'engagea sur les remparts, dans les rues, dans les maisons. La ville était encombrée d'équipages, de combattants, de fuyards. Cependant Victor, Augereau, Ney, Marmont, la garde et Napoléon avaient passé Lindenau; Lauriston s'ébranlait pour en faire autant; encore deux heures de résistance et l'arrière-garde était sauvée. Mais la fusillade qui arrivait de tous côtés sur le pont de l'Elster fit croire aux sapeurs chargés de faire sauter ce pont que ce moment était venu : ils mirent le feu à la mine; 30.000 hommes et 150 canons restaient dans la ville. Le désespoir s'empara de ces braves : les uns se défendirent jusqu'à la mort dans les maisons; les autres se jetèrent dans les canaux profonds et bourbeux de l'Elster. » (Lavallée.)

Macdonald et Poniatowski se lancèrent avec leurs chevaux dans la rivière. Macdonald put atteindre l'autre rive, mais Poniatowski, qui était blessé, fut entraîné par le courant. Cette mort tragique acheva de rendre son nom populaire en France, où cette popularité a été consacrée par Béranger et Horace Vernet. Le roi de Saxe, qui n'était pour rien dans la trahison de ses troupes, Reynier, Lauriston et

15 autres généraux restaient prisonniers. Dans les trois jours de cette bataille, la plus terrible des temps modernes, les Français perdirent 50.000 hommes dont 20.000 tués ; les alliés eurent 60.000 tués ou blessés.

Les soldats ne tardèrent pas à se débander dans la retraite. Les cadres à demi-brisés étaient impuissants à les retenir. Dans ce désordre universel, des officiers et même un maréchal suivirent l'exemple des

Fig. 332. — Bataille de Hanau (30 octobre 1813). Peint par H. Vernet.

soldats et désertèrent l'armée. Ségur nous montre Napoléon faisant route au milieu des imprécations à peine étouffées et des murmures de son entourage, qu'il fallait feindre de ne pas entendre. Napoléon, qui s'était arrêté trois jours à Erfurt, apprit en reprenant sa marche que notre dernier allié, le roi de Bavière, s'était tourné contre nous et envoyait à marche forcée le général de Wrède sur le Mein, avec 80.000 hommes, pour nous fermer la route de France.

De Wrède nous attendait à Hanau, sur la Kintzig. Mais il prit si mal ses mesures qu'il fit dire à l'Empereur : « J'ai bien pu faire de Wrède un baron, mais je n'ai pu en faire un bon général », et

qu'il eut la honte de se faire battre par moins de 20.000 hommes. L'artillerie de la garde, forte de 80 bouches à feu, sous Drouot, avait infligé aux Bavarois des pertes considérables. Elle faillit cependant courir un grand danger, car la cavalerie de Wrède, quatre fois supérieure à la nôtre, avait réussi à pénétrer jusqu'aux pièces. Un soldat bavarois avait même levé le bras sur Drouot et allait le frapper lorsqu'il fut lui-même traversé d'une baïonnette. Drouot, sans perdre son sang-froid, avait fait prendre à ses artilleurs leur carabine et éloigné par un feu bien nourri la cavalerie bavaroise, qu'il cribla ensuite de mitraille. De Wrède y perdit 10.000 hommes et ne put mériter le bâton de maréchal qu'il espérait acquérir dans cette circonstance. Pour se venger, il essaya d'écraser l'arrière-garde, mais Bertrand soutint le choc et donna aux restes de l'armée française le temps de repasser le Rhin à Mayence. La cavalerie demeura seule au delà du fleuve pour recueillir les fuyards. Elle ne tarda pas à apercevoir l'avant-garde des armées alliées et dut se retirer à son tour derrière le Rhin (5 novembre 1813).

Ainsi, moins de trois mois après la grande victoire de Dresde, non seulement nous avions perdu l'Allemagne, mais notre frontière allait être franchie, notre intégrité nationale menacée. Tout un passé glorieux devenait inutile. L'ambition et l'orgueil avait troublé si bien l'esprit de Napoléon qu'il n'avait su faire à temps aucun des sacrifices militaires ou politiques que la situation exigeait. « Il avait achevé de tout perdre en voulant regagner d'un seul coup tout ce qu'il avait perdu. » Sans doute, il fut entouré d'intrigues et de trahisons, qu'il a justement flétries à Sainte-Hélène; sans doute les propositions de paix qui lui étaient faites n'étaient pas sincères, car ceux qui les présentaient pensaient bien que Napoléon ne les accepterait pas. Mais que serait-il arrivé si Napoléon avait pris au mot M. de Metternich et accepté la médiation de l'Autriche? « Avec la seule volonté d'arrêter l'ennemi dans son essor victorieux, dit Thiers, de rétablir le prestige de nos armes, et, ce résultat obtenu, de transiger sur des bases qui faisaient encore la France plus grande qu'il ne fallait, Napoléon aurait infailliblement triomphé. » Mais il ne s'agissait plus maintenant de

conserver ses conquêtes, la France était attaquée chez elle. Que lui restait-il pour se défendre? La Grande Armée était tombée dans les plaines de Russie; l'armée de 1813 était désorganisée : une partie était inutilement enfermée dans les places d'Allemagne. Et ce n'était pas le fer qui avait le plus fait de victimes; les villes du Rhin étaient encombrées de malades qu'on ne savait où placer. On les logeait dans les couvents, dans les églises. « On les trouvait tous morts pêle-mêle. » « Les jeunes conscrits, qui n'avaient quitté leur village que depuis quelques mois, mouraient, dit Coignet, en appelant dans leur délire leurs parents et leurs bestiaux. Il fallait prendre des forçats pour charger les cadavres des hommes morts dans la nuit, sur de grandes charrettes « où on les cordait comme des voitures à foin ».

Cependant, pour défendre le sol de la patrie, de nouveaux soldats allaient surgir encore et Napoléon allait retrouver toute l'activité héroïque du vainqueur d'Arcole et de Rivoli.

LISTE DES TITRES SOUVERAINS

ET DES PRINCIPAUX TITRES NOBILIAIRES ÉTABLIS PAR NAPOLÉON.

Élisa Bonaparte, épouse de Félix Baciocchi, reçut, par les décrets du 18 mars et du 21 juin 1805, Piombino et Lucques, qui furent érigés en principautés. En 1806 elle reçut en outre le duché de Massa-Carrara. Esprit cultivé, amie des lettres et des arts, elle montra en outre dans l'administration de ses petits États de véritables qualités de souveraine. Elle fut investie, le 3 mars 1809, du gouvernement général des départements de la Toscane avec le titre de grande-duchesse. — Le grand juge Régnier reçut alors le titre honorifique de duc de Massa. — Pauline Bonaparte, veuve du général Leclerc, épouse du prince Camille Borghèse, fut nommée en 1806 duchesse de Guastalla.

Dans cette même année 1806, Joseph Bonaparte est déclaré roi de Naples (décret du 30 mars); — Louis Bonaparte, roi de Hollande (5 juin); — Murat, grand-duc de Berg et de Clèves; — Bernadotte, prince de Ponte-Corvo; — Talleyrand, prince de Bénévent; — Berthier reçoit la principauté de Neufchatel, que la Prusse nous avait cédée par le traité de Schœnbrunn; — Eugène de

Beauharnais est nommé vice-roi d'Italie ; — l'année suivante, l'Empereur l'adoptait officiellement comme son fils, assurant à sa descendance le trône d'Italie, et lui donnait le titre de prince de Venise. — En 1807 Jérôme Bonaparte devint roi de Westphalie. — En 1808 Joseph Bonaparte devenait roi d'Espagne et des Indes et était remplacé comme roi de Naples par Murat.

Par un décret de 1806 Napoléon avait créé des majorats et s'était réservé dans les pays conquis de nombreux territoires destinés à former des dotations pour des titres de noblesse qu'il devait distribuer à ses serviteurs les plus illustres et les plus dévoués. La première application de ce décret fut faite en faveur du fils d'un meunier, d'un ancien soldat aux gardes françaises, le maréchal Lefebvre, qui fut créé duc de Dantzig par des lettres patentes datées du camp de Finkenstein, 28 mai 1807. Ces lettres commençaient par la formule habituelle des actes impériaux : « Napoléon, par la grâce de Dieu, et par les constitutions de la République, Empereur des Français, à tous présents et avenir salut... »

Les autres titres de prince et de duc, créés par Napoléon entre 1807 et 1814, sont les suivants :

Le prince archichancelier Cambacérès, duc de Parme ; — Le prince architrésorier Lebrun, duc de Plaisance ; — Gaudin, duc de Gaète ; — Fouché, duc d'Otrante ; — Champagny, duc de Cadore ; — Maret, duc de Bassano ; — Regnier, duc de Massa ; — Berthier, prince de Neufchatel (1806), fut prince de Wagram (1809) ; — Moncey, duc de Conegliano (1808) ; — Masséna, duc de Rivoli (1808) et prince d'Essling (1810) ; Augereau, duc de Castiglione (1808) ; — Mortier, duc de Trévise (1808) ; — Soult, duc de Dalmatie (1808) ; — Lannes, duc de Montebello (1808) ; — Ney, duc d'Elchingen (1808) et prince de la Moskova (1813) ; — Davout, duc d'Auerstaedt (1808) et prince d'Eckmulh (1810) ; — Bessières, duc d'Istrie (1808) ; — Kellermann, duc de Valmy (1808) ; Victor, duc de Bellune (1808) ; — Macdonald, duc de Tarente (1809) ; — Oudinot, duc de Reggio (1810) ; — Marmont, duc de Raguse (1808) ; — Savary, duc de Rovigo (1808) ; — Junot, duc d'Abrantès (1808) ; — Duroc, duc de Frioul (1808) ; — L. de Caulaincourt, duc de Vicence (1808) ; — Arrighi, duc de Padoue (1808) ; — Clarke, duc de Feltre (1809) ; — Suchet, duc d'Albufera (1813) ; — Brune et Jourdan étaient les seuls maréchaux qui n'avaient pas de titres nobiliaires.

Parmi les nombreux comtes créés par l'Empire, presque tous durent se contenter de faire précéder leur nom de leur titre nobiliaire, le comte Sieyès, le comte Grégoire, etc. Il y a cependant quelques exceptions : Chaptal fut comte de Chanteloup ; — le général Mouton, comte de Lobau ; — Monge, comte de Péluse. Le dernier titre de comte créé par l'Empereur est celui du général, depuis maréchal Valée (12 mars 1814).

Les blessés de la garde impériale rentrant à Paris après la bataille de Montmirail, 17 février 1814 Musée de Versailles.

CHAPITRE TREIZIÈME.

CAMPAGNE DE FRANCE.

L'INVASION. — SITUATION POLITIQUE. — BRIENNE. — MONTMIRAIL. — MONTEREAU. LAON. — ARCIS-SUR-AUBE. — PARIS. — PREMIÈRE ABDICATION.

SIRE, vous êtes perdu, avait dit Metternich à Napoléon, en le quittant à Dresde. Au moment où les alliés parurent sur le Rhin, cette parole n'était que trop vraisemblable. Ils allaient fondre sur la France avec plus de 600.000 hommes et gardaient, en cas de revers, une réserve presque aussi considérable. Napoléon n'avait pas au contraire plus de 50.000 soldats, tristes débris de la campagne de Saxe, décimés par le typhus des hôpitaux. Les meilleures troupes de la France n'étaient pas là. Plus de 100.000 hommes défendaient la ligne des Pyrénées, 40.000 se battaient en Italie avec le prince Eugène et 120.000 restaient dans les places d'Allemagne avec d'excellents officiers et une grande quantité de canons et de munitions. Napoléon, qui n'avait jamais voulu supposer que le Rhin serait menacé, n'avait fait réparer les fortifications d'aucune place de

cette région, et avait consacré des millions à rendre imprenables Dantzig, Hambourg, Magdebourg, Mantoue, toutes villes éloignées et qui ne pouvaient nous protéger dans nos revers. Mais la faiblesse des ressources qui restaient à Napoléon n'encouragea pas autant les alliés à continuer les hostilités que la révélation qui leur était faite de l'état moral de la France. Tout le monde désirait la paix et la fin du despotisme.

Sans doute, au début de 1814, la France ne désirait pas les Bourbons, mais on pouvait prévoir qu'elle se résignerait à leur retour.

La conscription avait enlevé à la France plus de deux millions d'hommes en moins de dix ans. Depuis le 1er septembre 1805 jusqu'au 15 novembre 1813, dix-sept levées avaient été ordonnées, non par des décisions du Corps législatif, mais, le plus souvent, contrairement à la Constitution, par des sénatus-consultes. Le tableau de ces levées montre qu'elles avaient toujours été en augmentant :

2 vendémiaire an XIV (septembre 1805), 80.000 ; — 4 décembre 1806, 80.000 ; — 7 avril 1807, 80.000 ; — 21 janvier 1808, 80.000 ; — 10 septembre 1808, 160.000 ; — 25 avril 1809, 40.000 ; — 5 octobre 1809, 36.000 ; — 3 décembre 1810, 120.000 ; — 13 décembre 1810, 40.000 ; — 20 décembre 1811, 120.000 ; — 13 mars 1812, 100.000 ; — 1er septembre 1812, 137.000 ; — 11 janvier 1813, 250.000 ; — 3 avril 1813, 180.000 ; — 24 août 1813, 30.000 ; — 9 octobre 1813, 280.000 ; — 15 novembre 1813, 300.000 ; — Total général, 2.113.000.

Si l'on joint à ces chiffres les nombreux contingents que nous donnaient les pays alliés ou soumis, et qu'on songe que les forces que nous avions eues à combattre étaient encore, dans leur ensemble, plus nombreuses que les nôtres, on est justement effrayé de la multitude d'hommes qu'avaient mise en mouvement les guerres de l'Empire et l'on comprend mieux l'épuisement de l'Europe. Cet épuisement était surtout sensible pour la France, qui avait eu à lutter contre tant d'ennemis. Les ressources financières étaient aussi profondément atteintes ; les droits réunis, les centimes additionnels faisaient durement sentir aux populations le poids de ces guerres que la victoire avait naguère entretenues, d'autant plus que Napoléon avait demandé toutes ses ressources à l'impôt et s'était refusé obstinément à émettre aucun emprunt, de peur de faire constater ainsi combien son gouvernement était devenu peu populaire et inspirait peu de confiance.

Au milieu de ce mécontentement et de cette lassitude, tous ne comprirent pas qu'en face de l'invasion étrangère le devoir était de défendre nos frontières nationales et de se rallier fortement à l'homme dont l'ambition avait compromis la France, mais qui, seul alors, pouvait la sauver. Carnot venait cependant de donner un noble exemple. Il s'était tenu à l'écart pendant que l'Empire était puissant et glorieux ; au moment où il y avait moins de gloire que de péril à partager la fortune de Napoléon, il vint lui proposer ses services :

« Sire, aussi longtemps que le succès a couronné vos entreprises, je me suis abstenu

d'offrir à Votre Majesté des services que je n'ai pas cru lui être agréables ; aujourd'hui que la mauvaise fortune met votre constance à une grande épreuve, je ne balance plus à vous faire l'offre des faibles moyens qui me restent : c'est peu, sans doute, que l'offre d'un bras sexagénaire, mais j'ai pensé que l'exemple d'un soldat dont les sentiments patriotiques sont connus pourrait rallier à vos aigles beaucoup de gens incertains sur le parti qu'ils doivent prendre, et qui peuvent se persuader que ce serait servir leur pays que de l'abandonner. Il est encore temps, Sire, de conquérir une paix glorieuse, et de faire que l'amour d'un grand peuple vous soit rendu. »

Fig. 333. — Caricature allemande contre Napoléon. Visage composé des cadavres des victimes de Russie et de Saxe. — Consulter la gravure.

La France, en effet, pouvait trouver dans l'union de tous ses enfants secondant le génie de son chef l'espérance de vaincre. Nous pouvions aussi tirer parti des causes de rivalité et de défiance inévitables entre les divers États qu'un intérêt commun avait momentanément réunis contre nous. L'Autriche s'inquiétait surtout des progrès incessants de la puissance russe dans la région de la mer Noire. On trouve l'expression de ces craintes dans la correspondance que Gentz, le futur secrétaire du congrès de Vienne, entretenait avec le hospodar de Moldavie, correspondance d'un caractère privé, mais inspirée par Metternich. Il écrivait, à la date du 5 février 1814, que l'Autriche se garderait bien d'affaiblir la France au point de donner à la Russie une prépondérance incontestée en Europe et de faciliter ses entreprises sur l'Orient. Quels que fussent les liens qui existaient entre l'empereur son maître et le Czar, l'Autriche ne permettrait pas que la Russie s'agrandît aux dépens de la puissance turque, dont le maintien lui paraissait nécessaire à l'équilibre européen. Dans la coalition Metternich était le plus sincèrement porté à la paix, car plus la guerre se prolongerait, plus la Russie devrait nécessairement prendre d'importance. Il craignait pour la réalisation ou l'affermissement de sa politique autoritaire l'ensemble des sentiments, l'agitation morale qu'une guerre, et surtout une guerre nationale, entretient dans les esprits.

Aussi, lorsqu'avant de franchir le Rhin les souverains et les généraux délibérèrent sur la conduite à suivre, Metternich, appuyé par les représentants de l'Angleterre, qui désiraient une paix immédiate, si Napoléon ne se montrait pas trop exigeant, Metternich demanda qu'on

fit de nouvelles démarches près de l'Empereur. En même temps, il prenait une grande part à la déclaration de Francfort, par laquelle les coalisés s'adressaient à la France elle-même.

« Français, disaient-ils, nous ne faisons pas la guerre à la France, mais à la prépondérance que Napoléon a trop longtemps exercée hors des limites de son empire... Nous désirons que la France soit forte, grande, heureuse, parce que la puissance française est une des bases fondamentales de l'édifice social... Nous confirmons à la France une étendue de territoire qu'elle n'a jamais eue sous ses rois, parce qu'une nation valeureuse ne déchoit pas pour avoir, à son tour, éprouvé des revers dans une lutte opiniâtre et sanglante où elle a combattu avec son audace accoutumée... »

C'était une habile contre-partie du manifeste de 1792. Avant même de publier cette déclaration, les coalisés avaient proposé à l'Empereur, par l'organe de M. de Saint-Aignan, ambassadeur de France à Weimar, qui se trouvait de passage à Francfort au moment où ils y étaient rassemblés, des négociations et un congrès, s'il voulait accepter pour bases sommaires de la paix l'abandon de l'Italie, de la Hollande, de l'Allemagne au delà du Rhin, de l'Espagne, et le retour de la France à ses frontières naturelles. Napoléon s'était borné à répondre qu'il consentait à la réunion du congrès, sans s'expliquer sur les conditions qu'on lui proposait. Dans l'intention de soulever l'indignation de la France contre les propositions de l'étranger, il les avait communiquées, le 20 décembre 1813, au Sénat et au Corps législatif. La réponse du Sénat, faite dès le 22 décembre, satisfit l'Empereur. Elle lui laissait toute l'initiative de la défense et montrait la France parfaitement unie en présence de l'invasion. Le Corps législatif, si abaissé depuis plusieurs années, avait de plus un grief récent contre l'Empereur, qui lui avait imposé un président pris hors de son sein. En outre, Napoléon venait de décréter un appel anticipé de 160.000 hommes sur la conscription de 1815 et un autre de 300.000 sur les classes antérieures, de 1803 à 1813. Le Corps législatif, où siégeaient des royalistes, appelé enfin à faire entendre sa voix, en profita, non seulement pour déclarer qu'il fallait accepter la paix telle qu'elle était offerte, mais pour reprocher à l'Empereur ses levées illégales d'hommes et d'argent. Ces récriminations, quelle qu'en fût la justesse, étaient bien inopportunes. L'adresse rédigée par les députés

contribua à désunir la nation et à augmenter la hardiesse de l'ennemi. Napoléon avait raison de dire au Corps législatif le 1er janvier 1814 :

« Votre commission a été guidée par l'esprit de la Gironde. Au lieu de m'aider, vous secondez l'étranger!... Est-ce le moment de parler des abus quand deux cent mille Cosaques franchissent nos frontières? Il ne s'agit pas de liberté et de sûreté

Fig. 334. — Bivouac de Cosaques. Peint par Carle Vernet.

individuelle, il s'agit d'indépendance nationale. N'étiez-vous pas contents de la constitution? Il y a quatre ans qu'il fallait en demander une autre. »

Il prorogea indéfiniment le Corps législatif, et fixa par un décret le budget de 1814. Ressource assez faible, car l'invasion allait empêcher de lever ces impôts dans le tiers de la France. L'Empereur ne sut pas, du reste, profiter d'une partie des ressources qui nous restaient encore.

Il n'était plus temps pour rappeler les 120.000 soldats laissés dans les places d'Allemagne, Davout à Hambourg, Gouvion Saint-Cyr à Dresde, Rapp à Dantzig, Grandeau à Stettin, Laplanc à Glogau, Fournier d'Albe à Custrin, etc. Mais, en traitant immédiatement avec les Cortès et en rétablissant Ferdinand VII, on pouvait rappeler une bonne partie des forces de Soult et de Suchet. Le moment était d'autant plus favorable que la cruauté des Anglais exaspérait les Espagnols prêts à se soulever contre leurs alliés. A Saint-Sébastien, les soldats de Wellington après s'être rendus

maîtres de la ville, massacrèrent la plus grande partie de la population qu'ils venaient secourir, même des femmes et des enfants (1). Il y eut des négociations, mais Napoléon se contenta de promettre la liberté à Ferdinand VII s'il faisait déposer les armes à ses sujets, et il ne lui permit de quitter Valençay que le 19 mars, alors que cet acte de réparation était inutile. Napoléon ne rappela pas non plus d'Italie le prince Eugène. Il était, en effet, bien dur d'abandonner Mantoue et Venise. D'ailleurs Murat, réalisant malheureusement les craintes qu'il avait fait naître en 1812, oubliant ce que lui disait Davout, qu'il n'était pas roi par la grâce de Dieu, mais grâce au sang français, annonçait à Napoléon qu'il allait s'unir aux Autrichiens, si on ne lui donnait pas l'Italie entière. Il y avait aussi un autre captif bien autrement respectable que Napoléon aurait eu un grand intérêt à délivrer; c'était le Pape Pie VII. Il le fit en effet partir de Fontainebleau, où l'on pouvait craindre qu'il fût délivré, dès que les alliés eurent franchi le Rhin. Il le fit diriger sur Savone, mais à petites étapes, et il devait même donner l'ordre de ralentir sa marche toutes les fois que, dans cette campagne, il obtint des succès.

(1) Le général Rey ne rendit la place qu'après avoir repoussé trois assauts. Nulle lecture ne peut donner une idée plus haute des qualités militaires des Français que les *Journaux des Sièges de la Péninsule*, recueillis par Belmas. Il y eut là plus d'un héros qui mourut inconnu et qui serait célèbre s'il avait combattu sur un autre théâtre; nous en citerons un exemple.

La garnison du fort Monzon (bassin de la Sègre) n'avait que 97 hommes de troupes y compris les officiers, lorsque Mina vint l'assiéger avec 3.000 Espagnols. Le garde du génie Saint-Jacques fut l'âme de la défense. L'ennemi eut recours à la guerre de mines, croyant que la petite garnison n'aurait rien de ce qu'il fallait pour répondre à des attaques de ce genre. En effet, il n'y avait dans le fort Monzon que quatre pelles, deux marteaux, deux scies, trois haches, trois pioches; on n'avait ni chandelles, ni paniers, ni enclume, ni charbon pour réparer les outils ou pour en faire, ni ouvriers, ni mineurs. Saint-Jacques fit appel aux hommes de bonne volonté, et ces mineurs improvisés ne tardèrent pas à montrer sous sa direction le sang-froid et l'habileté de soldats habitués depuis longtemps à ce genre de travaux. Pour avoir du suif, on fut obligé de tuer les bœufs, et un gendarme fut assez heureux pour parvenir à fabriquer des chandelles convenables. Une bombe servit d'enclume, une peau de bouc servit de soufflet. On fit du charbon avec du bois de l'approvisionnement. La petite garnison était souvent occupée nuit et jour à protéger les mineurs et à repousser les attaques, les femmes furent employées à déblayer les terres des contre-mines. Le reste du temps, elles faisaient le pain et démolissaient les cartouches de l'infanterie afin d'avoir de la poudre pour les mines. Il fallait donc ménager les munitions.

Saint-Jacques eut l'idée de faire déposer d'avance sur les parapets de la fortification des pièces de bois et des tas de pierres qui se trouvèrent tout prêts à être lancés sur l'ennemi lorsqu'il voulut donner l'assaut, et qui firent échouer sa tentative. Saint-Jacques avait fait fabriquer aussi cinquante frondes qui servirent à lancer des pierres et des grenades. Il y eut pendant ce siège des combats souterrains qui dépassaient en hardiesse et en incidents les récits des romans d'aventure. Les Français conquirent les outils qui leur manquaient dans les mines de l'ennemi éventées ou prises de vive force. Lorsque la nature du sol s'opposait à ce qu'on pût marcher au-devant des galeries de l'ennemi, Saint-Jacques attendait que les ouvriers espagnols fussent réunis en grand nombre dans le voisinage des galeries françaises pour les faire sauter. Dans la nuit du 15 décembre, ayant débouché dans une des galeries de l'ennemi, et n'étant pas en force pour l'occuper, Saint-Jacques prit un obus renfermant cinq onces de poudre, y mit le feu, le jeta dans la galerie, fit reboucher le trou de communication : les vapeurs asphyxiantes rendirent la galerie intenable. Pour obliger la petite troupe à capituler, il fallut avoir recours à la trahison. Un officier attaché à l'état-major de Suchet avait déserté en emportant le sceau du maréchal. On s'en servit pour fabriquer de faux ordres qu'on transmit aux défenseurs du fort. Encore ne consentirent-ils à se rendre qu'après s'être assurés que tout le pays environnant était bien entre les mains des Espagnols. Saint-Jacques serait illustre, s'il eût vécu dans l'antiquité.

Ainsi Napoléon ne sut pas faire à temps les sacrifices nécessaires : ce fut là une grande faute. Il ne sut pas ou ne voulut pas tirer tout le parti qu'il pouvait du patriotisme des populations. A Paris, les ouvriers en foule demandaient à combattre; mais l'Empereur craignit d'armer de nouveau la Révolution, et les bourgeois seuls, au nombre

Fig. 335. — Carte de la campagne de France.

de 12 à 13.000, reçurent des fusils. Il était d'autant plus regrettable qu'on n'armât pas davantage les citoyens, que presque tous étaient d'anciens soldats de la République ou des premiers temps de l'Empire, et auraient pu former non des masses inexpérimentées, mais de véritables troupes. Ce que de pareils volontaires auraient été capables d'accomplir, on le vit à la Fère-Champenoise.

Cependant les alliés avaient franchi le Rhin le 31 décembre 1813. L'armée de Bohême était arrivée à Bâle. L'empereur Alexandre, qui avait près de lui le général suisse Jomini, eût voulu respecter la neu-

tralité de la Suisse. Mais Metternich n'eut aucune considération pour ces scrupules et fit marcher Bubna par Genève tandis que Schwartzenberg franchissait le fleuve à Bâle. Bubna envahit la Franche-Comté et la Bourgogne, qui se soulevèrent contre les envahisseurs, et s'empara de Dôle et de Salins. La présence d'Augereau, qui n'avait que 5 à 6.000 hommes, l'obligea cependant à ralentir sa marche. Le centre de l'armée de Bohême passa par Neufchâtel, Besançon, Dijon, poussant devant lui Mortier, qui recula jusqu'à Troyes. Une partie de l'aile droite fut détachée aux sièges de Huningue et de Belfort. Le reste passa les Vosges et battit à Saint-Dié le maréchal Victor, qui dut se replier sur Nancy, où il rejoignit le maréchal Ney, puis derrière la Meuse.

L'armée de Silésie passa le Rhin entre Mannheim et Coblentz, laissa un détachement assiéger Mayence et s'avança sur Metz en poussant devant elle Marmont, qui rejoignit à Saint-Dizier Ney, Mortier et Victor (23 janvier 1814).

L'armée du Nord, comprenant seulement les corps de Bulow et de Wintzingerode, sous le commandement en chef de Bernadotte, avait secondé l'insurrection de la Hollande, passé la Meuse, forcé le général Decaen à évacuer Berg-op-Zoom, Bréda, Willemstadt. Napoléon avait remplacé Decaen par Maison qui, avec 12.000 hommes, tint la campagne entre Anvers et Bruxelles, tandis que Carnot organisait la défense de la première de ces deux places. Macdonald, qui défendait le territoire compris entre la Meuse et le Rhin, chassé successivement par Wintzingerode de Nimègue, Cologne, Namur, vint se replier sur Châlons et garder la Marne.

Napoléon n'avait pas cru d'abord que les alliés feraient une campagne d'hiver. L'invasion le surprit au milieu de ses préparatifs de guerre. En voyant de toutes parts reculer ses lieutenants, il quitta Paris, le 25 janvier 1814, après avoir remis, dans une réunion solennelle, sa femme et son fils sous la protection des officiers de la garde nationale de Paris, et confié la régence à Marie-Louise et à un Conseil dont les membres devaient malheureusement manquer d'énergie et d'initiative.

Alors commença la plus mémorable, peut-être, des campagnes que nous présente l'histoire militaire, où l'on vit Napoléon, avec des forces

tellement disproportionnées par le nombre que toute résistance semblait même inutile à tenter, avec des soldats la plupart inexpérimentés, avec des lieutenants découragés ou vieillis, repousser et vaincre des ennemis nombreux, aguerris, se renouvelant sans cesse, et combattant avec l'en-

Fig. 336. — Campagne de France, 1814. Peint par Raffet. Lithographié par Llanta.

thousiasme du patriotisme et l'acharnement de la haine. Passant, avec une rapidité et une précision qu'aurait enviées même le général Bonaparte, de la Seine à la Marne et à l'Aisne, battant successivement les deux armées qui veulent se réunir contre lui, désorganisant dans des campagnes de quelques jours tantôt l'armée de Silésie, puis l'armée de Bohême, il va détruire aux coalisés quatre fois plus de soldats

qu'il n'en a sous ses ordres; et, si les intrigues et la trahison n'étaient venues apporter, du sein de la France même, des encouragements et des secours à l'ennemi, il aurait terminé par un succès, éphémère peut-être, mais éclatant, une suite de manœuvres et d'actes héroïques qui feront à jamais l'admiration même des esprits les plus prévenus.

Napoléon rejoignit à Vitry les corps de Marmont, Ney et Victor. Il avait le dessein d'empêcher la jonction des armées ennemies et de les battre séparément. Laissant donc Macdonald à Châlons pour garder la Marne, et Mortier à Troyes pour garder la Seine, il tomba sur l'avant-garde de Blucher à Saint-Dizier (27 janv.). C'était le corps de Sacken, qui avait l'ordre de rejoindre vers Brienne l'armée de Bohême : il fut battu. Mais Blucher, averti que Napoléon cherchait à écraser ses divisions séparément, les concentra toutes à Brienne, et opposa une résistance énergique à l'attaque des Français (29 janv.). L'Empereur resta maître de la position après un violent combat livré dans les murs mêmes de l'école où il avait été élevé.

Les Prussiens essayèrent en vain de reprendre Brienne pendant la nuit, mais un détachement de Cosaques faillit enlever, à la faveur des ténèbres, Napoléon et son état-major.

« Comme il était nuit noire, raconte le capitaine Coignet, une bande de Cosaques qui rôdait, cherchant quelque occasion de butin, entendit le pas des chevaux montés par Napoléon et son escorte. Cela les fit courir. Ils se ruèrent d'abord sur un des généraux, qui cria : « Aux Cosaques ! » et se défendit. Un des Cosaques, apercevant à quelques pas de là un cavalier à redingote grise, courut sur lui. Le général Corbineau se jeta d'abord à la traverse, mais sans succès. Le colonel Gourgaud, qui causait en ce moment avec Napoléon, se mit en défense et, d'un coup de pistolet tiré à bout portant, abattit le Cosaque. Au coup de pistolet, nous arrivâmes sur ces maraudeurs. » Ce fut le dernier épisode de la journée. « Il était temps de s'arrêter, ajoute Coignet : tout le monde était sur les dents et tombait de besoin. Vingt-quatre heures sans débrider, sans manger ! je puis dire que les soldats avaient fait plus que leurs forces et s'étaient battus comme des lions, un contre quatre. »

Napoléon avait espéré écraser Blucher isolément à Brienne. Il était vainqueur; mais Blucher, battant en retraite par la route de Bar-sur-Aube, alla rejoindre l'armée du prince de Schwartzenberg. Au nombre de 160.000, les alliés revinrent sur Brienne, et, le 1er février, rencontrèrent à la Rothière Napoléon, qui n'avait à leur opposer que

40.000 hommes épuisés de fatigue. Il leur disputa néanmoins ce village pendant toute une journée, perdit 6.000 hommes et 50 canons, et, par le pont de Lesmont, battit en retraite sur Troyes où il rejoignit Mortier et la vieille garde.

Cependant les coalisés avaient été trompés dans leur attente. Ils avaient passé le Rhin en plein hiver dans l'espoir que les départements profiteraient de leur présence pour se soulever contre la domination impériale. Au contraire, ils avaient reçu partout un accueil morne. Craignant alors de s'être engagés trop avant, ils offrirent à Napoléon de renouer les négociations et d'ouvrir un congrès à Châtillon. L'Empereur, découragé par la défaite de la Rothière, leur envoya Caulaincourt en lui donnant carte blanche pour « sauver la capitale et éviter une bataille où étaient les dernières espérances de la nation ». Les plénipotentiaires étrangers, abandonnant les propositions de Francfort, établirent, comme préliminaires de la paix, « que la France devrait rentrer dans ses anciennes limites et que son intervention ne serait pas même admise dans la disposition des pays auxquels elle renoncerait. » Napoléon, retiré à Nogent, répondit avec indignation à ceux qui le pressaient d'accepter ces conditions, lorsqu'on les lui apporta : « Eh quoi! vous voulez que je laisse la France plus petite que je ne l'ai reçue? Jamais! Que serai-je pour les Français, quand j'aurai signé

Fig. 337. — Maréchal de France en grand costume (Claude-Victor Perrin, duc de Bellune). Peint par Gros. (Comparer la figure de la page 483.)

leur humiliation? Plutôt la mort que le déshonneur. » (8 février.)

Les fautes des généraux alliés ne tardèrent pas à l'encourager dans ces résolutions. Après la bataille de la Rothière, les armées de Bohême et de Silésie s'étaient séparées d'elles-mêmes pour pouvoir vivre, et marchaient sur Paris, la première par la vallée de la Seine et de l'Yonne, la seconde en suivant le cours de l'Aube et de la Marne. Mais Blucher, qui brûlait d'entrer le premier à Paris, avait envoyé en avant les corps d'Olsouwieff et de Sacken. Macdonald, chassé de Châlons, s'était replié sur Épernay et, toujours pressé par Blucher, avait passé la Marne à Château-Thierry, fait sauter le pont de cette ville et rétrogradé sur Meaux. Sacken, qui avait reçu l'ordre de lui couper la retraite, marchait en ce moment, par Vertus et Montmirail, sur la Ferté-sous-Jouarre. Il était complètement isolé. En apprenant cette nouvelle, Napoléon part de Nogent avec 15.000 hommes, en laisse 2.000 à Victor et à Oudinot pour contenir Schwartzenberg, et, à marches forcées, se dirige sur la Marne par Villenauxe et Sézanne. A Champaubert, il rencontre une colonne russe de 7.000 hommes et 24 canons, qui devait garder les communications de Sacken, alors en marche vers la Ferté-sous-Jouarre, avec le reste de l'armée de Silésie échelonnée de Vertus à Châlons. C'était la divison d'Olsouvieff. Les troupes françaises se composaient en grande partie de recrues qui n'avaient pas trois mois de service.

« Leur uniforme entier, rapporte le général de Ségur, qui fut un des héros de cette campagne, ne consistait qu'en une capote grise et un bonnet de police d'une forme féminine, d'où vient que l'on appela ces pauvres enfants les *Marie-Louise*. Ils étaient à peine commandés et encadrés. Quand le maréchal Marmont parcourut leur ligne, voyant la plupart des pelotons sans officiers, il demanda à l'un d'eux où donc était son lieutenant. « Notre lieutenant? répondit une voix grêle, mais nous n'en avons « jamais eu! — Et le sergent? reprit le maréchal. — Pas davantage, repartit la même « voix; mais c'est égal, ne craignez rien, nous sommes tous là. » Comme alors il leur montrait l'ennemi, en leur recommandant de bien ajuster, l'un d'eux ajouta qu'il tirerait bien, mais qu'il n'était pas sûr de pouvoir recharger son arme. »

Tel fut cependant l'élan de ces jeunes soldats, que le bois dont Olsouvieff s'était couvert fut emporté en quatre heures. La colonne est enveloppée, ce qui n'est pas tué tombe en nos mains, ainsi que

les 24 canons qui l'accompagnaient. « Olsouvieff lui-même, continue

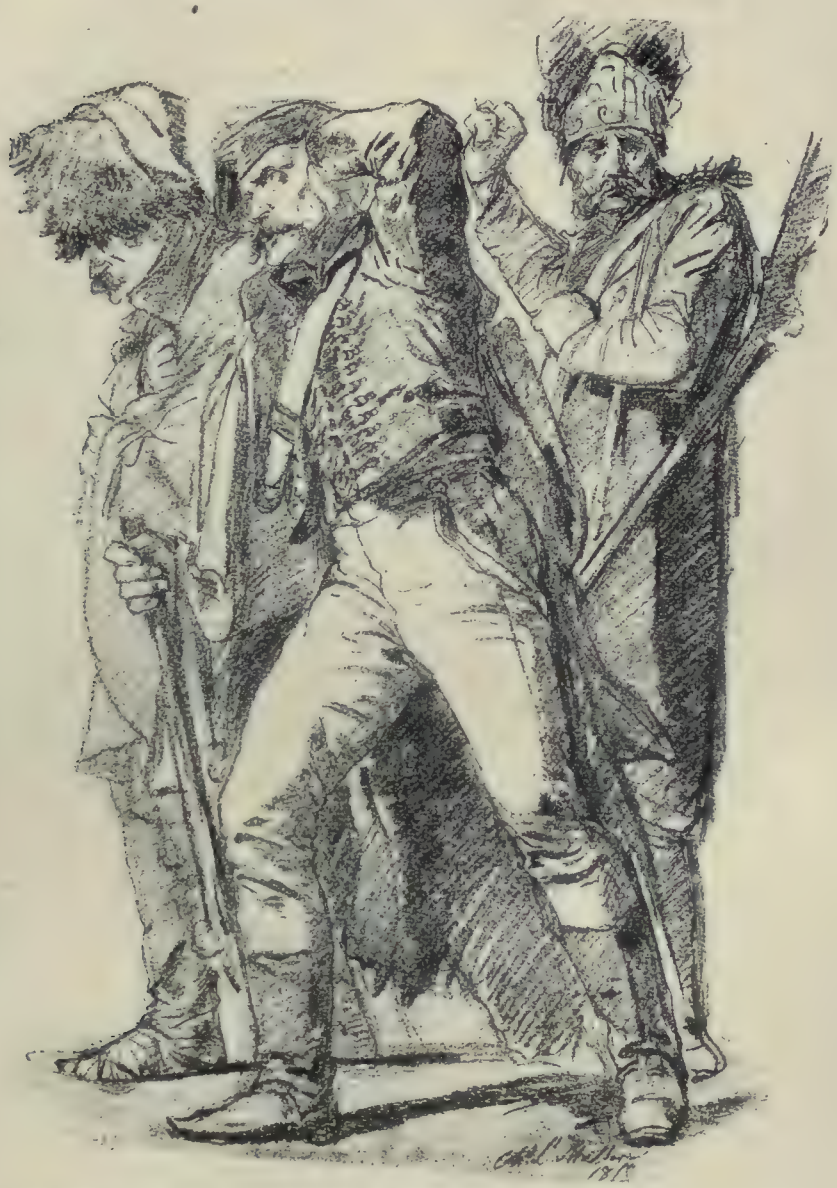


Fig. 338. — Étude de Ch.-L. Muller pour son tableau *Vive l'Empereur !* (30 *mars* 1814), qui parut à l'Exposition universelle de 1855. (Dessin au musée Wicar, à Lille.)

le général de Ségur, fut saisi au milieu des bois par un simple chasseur de six mois de service. Ce conscrit, quelque chose qu'on pût lui

dire, ne voulut pas lâcher prise qu'il n'eût conduit ce général à l'Empereur. Il le lui remit de sa main, et Napoléon le décora. »

Par cette victoire, l'armée de Silésie se trouvait coupée en deux. Sacken revenait en toute hâte de la Ferté sur Montmirail. Blucher avait donné l'ordre au général York, qui se tenait à Château-Thierry, de lui porter secours; en même temps, il appelait à lui les corps de Kleist et de Langeron qui se trouvaient à Châlons. Mais, avant qu'il eût pu concentrer ses troupes, Napoléon avait écrasé Sacken à Montmirail et lui avait fait perdre 4.000 hommes et 26 canons (11 février). Victoire complète, mais chèrement payée. A un moment où Napoléon manquait d'officiers pour dresser les recrues que lui envoyaient les dépôts, il en perdait plus de quarante dans cette seule bataille. Le général York, accouru trop tard, ne put que recueillir les débris du corps de Sacken, avec lesquels il se replia sur Château-Thierry. L'ennemi essaya en vain d'arrêter Napoléon en avant de cette ville. Il fut culbuté, obligé de l'évacuer et de se replier sur la route de Fismes (12 février). Napoléon laisse la poursuite à Mortier et aux paysans exaspérés : il faut qu'il rejoigne en toute hâte Marmont, chargé seul de retarder la marche de Blucher à Étoges et à Vertus. Marmont avait été obligé de reculer jusqu'à Vauchamps. Blucher comptait bien l'écraser, lorsque, le 14 au matin, il reconnut la présence de Napoléon. Il ordonne aussitôt de battre en retraite sur Châlons, mais il est poursuivi avec tant de vigueur qu'il perd 10.000 hommes et 20 canons. « Le prince Auguste de Prusse, Kleist, Kapsewicz, Blucher lui-même, dit encore Ségur, n'ont un instant pour refuge que quelques buissons sous lesquels ils se dérobent à nos sabres. C'est un fait que tous ces chefs eussent été pris sur place et que peut-être la France eût été sauvée par cette charge, si la nuit et les hasards d'une mêlée aussi confuse ne les eussent pas cachés à la vue de nos cavaliers victorieux! L'excès du désordre les préserva. »

Blucher atteignit enfin Châlons, où il rallia les corps de Sacken et d'York. En six jours, l'armée de Silésie avait perdu 40.000 hommes et 100 canons; mais elle recevait des renforts de l'armée du Nord,

qui paraissait déjà dans la vallée de l'Oise. Wintzingerode, parti de Namur, s'était en effet emparé d'Avesnes, de Laon et de Soissons (6 février). Mortier le chassa quelques jours plus tard de cette position, et les succès du général Maison sur Bulow l'obligèrent à revenir sur ses pas. Maison avait arrêté, avec 10.000 hommes seulement, la marche de Bulow, et, avec l'aide de Carnot, avait fait échouer une attaque des Prussiens et des Anglais contre Anvers (8 février).

Fig. 339. — Entrée des prisonniers russes à Paris après la bataille de Montmirail.
Dessin du musée de Versailles.

Les victoires que Napoléon avait remportées coup sur coup excitaient l'acharnement des paysans de la Champagne contre les alliés.

A Freybourg, avant de franchir le Rhin, le Czar avait adressé à l'armée russe une proclamation où il lui recommandait la clémence envers les populations désarmées : « L'ennemi, disait-il, en envahissant notre empire, nous a fait beaucoup de mal, et, pour cela, a subi un terrible châtiment. La colère de Dieu l'a terrassé. Ne l'imitons pas. Le Dieu miséricordieux n'aime pas les inhumains et les cruels. Oublions le mal qu'ils nous ont fait ; portons chez eux non la vengeance et la haine, mais l'amitié, une main tendue pour la paix. La gloire du Russe est de terrasser son ennemi en armes, de combler de bienfaits son ennemi désarmé, les populations paisibles. »

Cet appel ne devait pas être entendu. En Silésie, dans un pays allié, les Russes avaient commis de tels pillages, que le roi de Prusse adressa des plaintes fort vives au Czar. Lorsqu'ils furent sur le territoire ennemi, ils se livrèrent à tous les excès, pillant tout, n'épargnant ni les églises ni les vases sacrés, massacrant hommes, femmes et en-

fants, coupant les doigts pour avoir plus facilement les bagues, employant la torture pour se faire indiquer les cachettes qui renfermaient de l'argent et des objets précieux, puis, lorsqu'il n'y avait plus rien à prendre, mettant le feu au village ou au quartier, en ayant soin d'emporter ou de détruire les pompes. Les Prussiens, sans aller aussi loin que les Cosaques, prirent part à ces pillages et, à ces violences, parfois même à ces scènes sanglantes. A Sens, le pillage dura neuf jours et, en quittant la malheureuse ville, le prince héritier de Wurtemberg, « beau comme un jeune dieu », réquisitionnait, par une ironie cruelle, quatre vingt-quatre paires de gants blancs (1).

« Un soir, raconte le général de Ségur, du côté de Château-Thierry, à Cresancy, l'un de mes escadrons que commandait d'Andlau, attiré par les cris de ce village, y était entré à toutes brides ; le maire, accroché et étranglé à l'une des colonnes de son lit ; à ses pieds, et sur un matelas jeté par terre, sa jeune femme sans connaissance; sous le berceau de l'enfant, un fagot déjà embrasé, voilà le spectacle qui frappa nos yeux ! En même temps, et dans le verger voisin, de sales Cosaques, ivres et hurlant leurs chants sauvages, dansaient en forçant, à coups de knout, les maris, les sœurs de leurs victimes et le ménétrier du village à partager leur orgie ! Ces misérables, à notre aspect imprévu, s'élancèrent sur leurs chevaux, mais si effarés, qu'ils fouettaient et talonnaient leur monture, sans s'apercevoir que, attachées encore aux arbres du verger, elles ne pouvaient leur obéir. Ceux-là expièrent leur crime sans merci, et, cette fois du moins, une prompte et juste vengeance put adoucir le désespoir de nos malheureux compatriotes. »

Ces effroyables excès coûtèrent cher à l'ennemi. La guérilla commence à s'organiser en France comme en Espagne. Les coalisés doivent bientôt faire accompagner leurs convois par des escortes considérables, et protéger leurs courriers par des troupes de cent cavaliers. Les traînards, les soldats isolés étaient tués en grand nombre. Les femmes elles-mêmes prenaient part à ces vengeances. Pendant longtemps les habitants du département de l'Aisne ne voulurent plus boire de l'eau de leurs puits, tant ils savaient qu'on y avait jeté de cadavres.

Un paysan de Vailly, d'une force égale à son courage, ne s'attaquait jamais qu'à trois hommes à la fois ; il s'offrait pour les guider et les tuait en route.

Des compagnies franches se formèrent dans la Bourgogne, la Champagne, la Brie, le Dauphiné, le Nivernais. Le curé de Pers, près Montargis, s'était fait chef de partisans et défendait son village avec ses paroissiens. Ordinairement à cheval à la tête de ses hommes pour les diriger dans leurs petites expéditions, il mettait pied à terre au moment du combat. Quatre cents soldats français, prisonniers du corps d'Oudinot, furent délivrés sur la route de Chaumont à Langres. A Huningue, le comte de Marmier, qui n'avait cependant jamais servi, forma et équipa à ses frais une légion de gardes nationaux mobiles, avec lesquels il défendit héroïquement la ville pendant cinq mois entiers. Mais ces efforts, si utiles qu'ils fussent à la France, ne diminuaient pas les souffrances des pays envahis.

(1) Ce détail et la plupart des faits qui suivent sont empruntés à l'article publié par M. Henri Houssaye dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 octobre 1887.

Aussi comprend-on quels devaient être les transports des paysans lorsqu'ils voyaient apparaître l'Empereur, dont l'arrivée les délivrait de leurs bourreaux et était le signe de la victoire de la patrie. C'est pendant cette campagne, où le grand Empereur se mêlait aux paysans, qui le voyaient exposé à tous les périls et à toutes les fatigues, et n'avaient d'espoir que dans son génie et son étoile, que Napoléon conquit une

Fig. 340. — Les Bonnes Nouvelles (12 février 1814). D'après une aquarelle de G. Opiz. Collection Hennin

popularité dont il n'y a peut-être pas d'exemple. Jusque-là, il avait excité plus d'admiration que d'amour, lorsqu'on le regardait, au milieu des fêtes,

Passer muet et grave ainsi qu'un Dieu d'airain.

Mais aujourd'hui, on oubliait son despotisme et tout ce qu'il avait demandé à la France ; il se montrait à la fois plus grand et moins imposant. A l'admiration qui croissait encore, se mêlait un sentiment plus familier, plus intime, et il allait devenir l'objet d'une sorte de culte dans les souvenirs des peuples.

On parlera de sa gloire
Sous le chaume bien longtemps.
L'humble toit, dans cinquante ans,
Ne connaîtra plus d'autre histoire.
Là viendront les villageois
Dire alors à quelque vieille :
« Par les récits d'autrefois,
Mère, abrégez notre veille.
Bien, dit-on, qu'il nous ait nui,
Le peuple encor le révère,
Oui, le révère.
Parlez-nous de lui, grand'mère,
Parlez-nous de lui... »

« Lorsque la pauvre Champagne
Fut en proie aux étrangers,
Lui, bravant tous les dangers,
Semblait seul tenir la campagne.
Un soir, tout comme aujourd'hui,
J'entends frapper à la porte.
J'ouvre : bon Dieu! c'était lui,
Suivi d'une faible escorte.
Il s'asseoit où me voilà,
S'écriant : « Oh! quelle guerre!
« Oh! quelle guerre! »
— Il s'est assis là, grand'mère!
Il s'est assis là! »

A Paris, après Champaubert et Montmirail, la sécurité, la gaieté même semblait renaître. Les nouvelles de ces victoires coïncidaient justement avec les derniers jours du carnaval. « On commençait à plaisanter, dit M. H. Houssaye, ceux qui avaient envoyé leur mobilier en province ou caché leur or dans leurs caves. On distribuait aux blessés et aux prisonniers les provisions amassées pendant les jours d'alarmes. Les plaisirs, sinon les affaires, reprenaient. Des masques coururent les boulevards pendant les jours gras; il y eut foule aux derniers bals de l'Opéra. Le Palais-Royal reprit son *Diable au corps*. On dansait, au Wauxhall, au bal Tarare, au cirque de la rue Saint-Honoré. Dans les salons on causait de la mort de Geoffroy, le célèbre écrivain des *Débats*, et du mémoire du jeune Villemain *Sur les avantages et les inconvénients de la critique*, que l'Académie française avait récemment couronné. MM. Aignan et Baour-Lormian, candidats en présence, faisaient leur visite comme si de rien n'était. Dans les théâtres, où l'on venait, comme à la Bourse, en uniforme de garde national, on applaudissait les couplets et les tirades patriotiques des pièces de circonstance. L'Opéra donnait l'*Oriflamme;* le théâtre de l'Impératrice, les *Héroïnes de Belfort;* les Variétés, *Jeanne Hachette;* l'Ambigu, *Philippe-Auguste;* la Gaîté, *Charles Martel;* le cirque Français, *le Maréchal de Villars;* le théâtre Feydeau, *Bayard à Mézières*. La Comédie-Française annonçait *la Rançon de Duguesclin* avec Talma et Mlle Georges. Le Vaudeville jouait *l'Honnête Cosaque* de Désaugiers, satire des prétendues intentions pacifiques des souverains alliés et de la prétendue discipline de leurs soldats. »

A l'étranger, l'admiration n'était pas moindre; mais elle s'exprime différemment. Joseph de Maistre écrivait : « Après le congrès qui a donné à notre ami Napoléon les deux choses dont il avait le plus besoin, le temps et l'opinion, on n'a le droit de s'étonner de rien. Il faut avouer aussi que cet aimable homme ne sait pas mal son métier. Je tremble en voyant les manœuvres de cet enragé et son ascendant incroyable sur les esprits. Quand j'entends parler, dans les salons de Pétersbourg, de ses fautes et de la supériorité de nos généraux, je me sens le gosier serré par je ne sais quel rire convulsif, aimable comme la cravate d'un pendu. »

Ces sentiments des Parisiens ne doivent pas nous étonner. Les souverains alliés eux-mêmes, malgré l'immense supériorité de leurs

forces, doutaient de réussir contre « le génie infernal de Bonaparte » et étaient consternés de la rapidité avec laquelle il avait tué, pris ou dispersé 120.000 hommes. Lord Castlereagh, qui était venu en personne représenter l'Angleterre au congrès de Châtillon, l'empereur d'Autriche surtout et Metternich, n'avaient pas l'intention de

Fig. 341. — Le Mardi gras, 22 février 1814. D'après une aquarelle de G. Opiz. Collection Hennin.

pousser à bout Napoléon. Mais les Russes et les Prussiens étaient hostiles à tout projet de traité qui aurait laissé Napoléon sur le trône. « Au bout de quelque temps, disaient-ils, la France reprendrait les armes en même temps qu'une nouvelle puissance, l'Empereur chercherait à reconquérir ce qu'il aurait perdu et, de nouveau, mettrait l'Europe en combustion. — Ce ne serait pas une paix, s'écriait l'empereur de Russie, ce serait une trêve qui ne nous permettrait pas

de désarmer une minute. Je ne puis pas tous les jours accourir de 400 lieues à votre secours. »

Par sa conduite à l'égard du congrès, Napoléon venait malheureusement justifier les prévisions de ses ennemis. Le soir même de la bataille de Montmirail, un envoyé de Caulaincourt étant venu lui remettre une lettre du congrès, sans même en déchirer l'enveloppe, il la lança dédaigneusement par-dessus son épaule. Quelques jours après, les conditions de Francfort ne lui suffisaient plus, et il défendait à Caulaincourt de traiter si les alliés refusaient le maintien d'Eugène en Italie, d'Élisa Borghèse à Lucques, des fils de Louis-Napoléon à Berg, du roi de Saxe à Varsovie.

Lorsqu'il donnait ces instructions au duc de Vicence, il avait déjà jeté dans l'armée de Bohême le même désordre que dans l'armée de Silésie. Les corps d'Oudinot et de Victor, qu'il avait chargés, en quittant Nogent pour courir sur Blucher, d'arrêter la marche de Schwartzenberg, avaient reculé pas à pas, devant des forces énormes qui s'étaient portées derrière la rivière de l'Yères, petite sans doute, mais très creuse, profonde, et aux rives assez rapides. Auxerre, Montereau et Fontainebleau même étaient tombés aux mains des coalisés. Macdonald était en ce moment occupé à réorganiser à Meaux un corps de 10.000 hommes. Il reçoit l'ordre de se porter au secours de Victor et d'Oudinot. De son côté, l'Empereur, avec la garde impériale, rejoint à Guignes les trois maréchaux, après avoir chargé Mortier de contenir Bulow et Wintzingerode, et Marmont de tenir tête à Blucher. De Guignes, il se dirige, en culbutant l'avant-garde de Schwartzenberg, sur Mormans (17 février). Il avait alors 50.000 hommes. Le corps de Wrède essaie de lui résister dans cette ville ; il est refoulé et perd 4.000 hommes ; une division bavaroise est écrasée à Valjouan, et les coalisés repassent en toute hâte sur la rive gauche de la Seine. Mais les Wurtembergeois, maîtres de Montereau, veulent garder cette position et le pont important qu'elle commande. Victor, envoyé en avant avec sa cavalerie pour les surprendre, n'agit pas avec une activité suffisante. Napoléon lui ôta le commandement de son corps qu'il remit au général Gérard. Celui-ci attaqua sur-le-champ Mon-

tereau avec tant de vigueur, que le prince de Wurtemberg, malgré la supériorité numérique de ses forces, ne put lui résister. L'arrivée de Napoléon avec l'artillerie de la garde, au moment où l'ennemi allait battre en retraite, la changea en une véritable déroute.

Les canons français, établis sur une hauteur, faisaient pleuvoir des boulets sur les ponts et dans les rues de Montereau, encombrées de Wurtembergeois. « L'Empereur

Fig. 342. — Bataille de Montereau, 18 février 1814. Peint par Ch. Langlois.

lui-même dirigeait ces feux, raconte le général de Ségur, et comme l'inexpérience des canonniers les exposait, il leur indiqua la manière. On le vit même descendre de cheval et pointer plusieurs fois les pièces... Nos artilleurs avaient d'abord murmuré du danger auquel il s'exposait. Ils l'avaient conjuré de s'éloigner. Mais lui : « Allez, mes amis, leur avait-il répondu gaiement, ne craignez rien ! Le boulet qui me tuera est encore loin d'être fondu ! » Attaqué sur la rive gauche par les divisions du général Château et du général Pajol, qui avaient passé la Seine au-dessous de Montereau, l'ennemi essaya de faire sauter le pont qui était à l'entrée de la ville. La mine n'eut aucun effet et les Français firent dans Montereau un grand carnage de Wurtembergeois. « Au bout du pont, raconte le capitaine Coignet, se trouve une rue à gauche. Ce faubourg étant encombré des voitures de l'arrière-garde, nous ne pouvions passer qu'à coups de sabre. Nous balayons tout. Ceux qui échappèrent à notre fureur se

fourrèrent sous les fourgons. L'écume sortait de la bouche du maréchal Lefebvre, tellement il frappait... J'étais si content de moi, que, mettant pied à terre, j'embrassai mon cheval. Grâce à lui, j'avais sabré à mon aise. »

L'ennemi perdit plus de 6.000 hommes et une partie de son artillerie. Schwartzenberg battait en retraite sur Troyes et prescrivait à Blucher, alors à Châlons, de remonter la Marne et de le joindre à Arcis. Oudinot, qui formait l'avant-garde, rencontre les Prussiens déjà arrivés à Méry, les chasse (21 février). De son côté Schwartzenberg, toujours pressé par Napoléon, est contraint de reculer jusqu'à Bar-sur-Aube, mais c'est là que l'armée de Silésie et l'armée de Bohême opèrent leur seconde jonction (23 février).

Blucher et Schwartzenberg forment alors un nouveau plan : Blucher reprendra sa marche sur Paris par la vallée de la Marne, pendant que l'armée de Bohême, reculant jusqu'à Chaumont, attirera à sa suite Napoléon. Marmont est chassé de Sézanne par les Prussiens et rejoint Mortier à la Ferté-sous-Jouarre. Blucher court sur Meaux, afin de leur couper la route de Paris. Mais les maréchaux le préviennent et occupent cette ville avant lui. Alors il passe la Marne et cherche à tourner leur gauche : il n'en eut pas le temps. Napoléon laisse de nouveau Macdonald et Oudinot contenir Schwartzenberg devant Troyes et arrive à la Ferté-sous-Jouarre lorsque Blucher se repliait sur Soissons en toute hâte. L'Empereur, avec Marmont et Mortier, se jette à sa poursuite, va l'acculer à l'Aisne, car il n'y a qu'un passage, celui de Soissons, et il est gardé par le général Moreau et un régiment français. Blucher semblait perdu. Sans doute, Moreau avait trop peu de forces pour pouvoir défendre la ville contre une armée; mais il lui suffisait de résister deux jours pour que Napoléon eût le temps d'écraser Blucher puis de tomber sur les corps de Bulow et de Wintzingerode, qui s'étaient dirigés à marches forcées vers l'Aisne, mais qui, arrêtés eux-mêmes par la place de Soissons, ne pourraient arriver à temps pour secourir Blucher. Un succès aussi complet pouvait mettre fin aux hostilités !

Moreau ne comprit pas son rôle; attaqué avec vigueur par l'armée du Nord, il se crut fort heureux d'obtenir pour une place insuffisam-

ment défendue tous les honneurs de la guerre. Comme il insistait pour emmener même son artillerie, le comte Woronzoff dit en russe à l'un

Fig. 343. — L'organisation de la garde nationale de Paris. Février 1814. D'après l'aquarelle de G. Opiz. (Collection Hennin.)

des généraux : « Qu'il prenne son artillerie, s'il veut, et la mienne avec, mais qu'il nous laisse passer l'Aisne. » Blucher put, par le pont de Soissons, se réunir à Bulow et à Wintzingerode : il était sauvé (4 mars). L'Empereur essaya en vain d'enlever Soissons : Blucher avait plus de 100.000 hommes et resta maître de la ville.

Napoléon voulut alors le tourner. Il remonta l'Aisne, en surprit le passage à Berry-au-Bac et se porta sur Laon pour prendre à revers les armées de Silésie et du Nord, maintenant réunies. L'armée française, qui ne comptait pas plus de 30.000 combattants, attaqua les masses des coalisés et les chassa des hauteurs de Craonne, après un combat sanglant dans lequel nous perdîmes 8.000 hommes. Blucher se replia sur Laon le 8 mars, et, toute la journée du 9, arrêta Napoléon devant cette ville. Marmont fut rejeté au delà de l'Aisne en essayant de le tourner par la route de Reims, dont le corps russe de Saint-Priest parvint même à s'emparer. Napoléon demeura encore deux jours à combattre devant Laon et perdit dans cette lutte 5.000 hommes. Enfin, le 13 mars, il prit la route de Reims, où il entra le 14, après un succès important et la ruine complète du corps de Saint-Priest. Blucher, ne pouvant croire que 20.000 hommes seulement l'avaient attaqué devant Laon, était resté pendant huit jours dans sa forte position, qu'il n'osait abandonner.

Cette victoire de Reims, qui devait être la dernière de la campagne, eut un retentissement considérable. Le général de Ségur rapporte que des bataillons russes s'enfuirent sans tourner la tête par delà le Rhin jusqu'à Erfurt; le gouverneur, qui était encore Français, les arrêta et apprit de leur bouche notre victoire. Napoléon n'en profita pas pour conclure la paix à des conditions acceptables. Metternich disait à Caulaincourt : « Si la paix ne se fait pas dans ce moment, le triomphe des partisans de la guerre à outrance contre Napoléon sera assuré, le monde bouleversé, la France la proie de ces événements. » Caulaincourt, de son côté, suppliait l'Empereur de signer la paix à tout prix : « Il faut des sacrifices, disait-il; il faut les faire à temps. Comme à Prague, l'occasion va nous échapper. La négociation une fois rompue, tout est fini. » Et il ajoutait : « On ne veut qu'un prétexte. » Le mot pouvait s'appliquer aux Autrichiens eux-mêmes. Sans doute, après Montereau, Schwartzenberg avait offert un armistice, et des conférences s'étaient ouvertes à Lusigny (24 février), pour en discuter les conditions; mais les négociations furent rompues dès que la marche de Napoléon sur l'armée de Silésie eut fait cesser la situation critique

Gilbert del

Imp.r Didot A.Cie Paris

TROUPES ALLIÉES

Grenadier hollandais — Légion portugaise à cheval — Legion portugaise a pied — Regiment des dromadaires irlandaise — Legion copthe — Grenadier de la Vistule — Legion maure — Grenadier suisse

de l'armée de Bohême. Le 1er mars, ces mêmes Autrichiens qui avaient proposé l'armistice signèrent le traité de Chaumont. Par ce traité, qui fut le fondement de la *Sainte-Alliance,* les coalisés s'unissaient pour vingt ans et s'engageaient à ne pas faire de paix séparée. Malgré tous ces avertissements, Napoléon fit répondre aux coalisés qu'il ne traiterait que sur les bases de Francfort. Le congrès de Châtillon, qui avait été prolongé du 10 au 18 mars, fut dissous le jour même.

Napoléon avait conçu un plan qui devait avoir, pensait-il, des résultats décisifs. Il s'agissait de se jeter entre les armées coalisées et le Rhin, en ralliant toutes les garnisons qui pourraient le rejoindre, et de menacer avec 100.000 hommes au moins la base d'opération des alliés. Il était probable que les alliés reviendraient précipitamment sur leurs pas, et, s'ils avaient l'audace de continuer leur marche vers Paris, il les écraserait entre son armée et cette ville, dont il attendait une résistance acharnée : « Je suis plus près de Munich, disait-il, qu'ils ne le sont de Paris ».

Les nouvelles qu'il recevait des autres théâtres de la guerre, sans être très rassurantes, lui laissaient cependant le temps d'agir. En Italie, les 78.000 Autrichiens qui se trouvaient en face des 38.000 soldats du prince Eugène, sur l'Adige, avaient pris l'offensive, lorsqu'ils avaient été sûrs de la trahison de Murat. Eugène s'était replié sur le Mincio et avait repoussé victorieusement, le 18 février, la tentative faite par l'ennemi pour l'en débusquer. Un détachement, envoyé sur la rive droite du Pô, avait même battu les Napolitains à Parme.

Dans le nord, le général Maison avec quelques milliers d'hommes faisait une guerre défensive « qui excita l'admiration de tous les militaires ». Carnot défendait toujours Anvers. Un corps d'armée anglais avait éprouvé un échec grave devant Berg-op-Zoom. Il était parvenu à entrer dans la ville par surprise avec la connivence des habitants. Mais le général Bizanet, qui n'avait que 2.700 hommes de garnison pour défendre une place qui en aurait exigé 12.000, ne se troubla point, rallia ses soldats et reprit la ville en tuant à l'ennemi 1.500 hommes et en lui faisant 2.500 prisonniers !

Sur les Pyrénées, Wellington, maître du col de Maya, avait attendu cependant que Pampelune et Saint-Sébastien fussent tombés entre ses mains pour envahir la France. Soult profita de ce répit pour renforcer son armée des conscrits des Pyrénées, et reprendre l'offensive contre l'armée de Wellington en franchissant le col d'Ibagnetta, mais il fut battu en voulant enlever de front le plateau de Çubiry, que le général Clauzel conseillait de tourner. Wellington franchit la frontière, et, après un combat sur le flanc de la montagne de la Rhune, il rejeta Soult sur la Nive, dont la vallée fut pendant un mois le théâtre de combats continuels. Soult, menacé d'être

forcé, recula non vers le nord, mais vers l'est, parallèlement aux Pyrénées, en remontant l'Adour. Il semblait laisser libre à Wellington la route de Bordeaux. Mais Wellington ne pouvait s'aventurer dans les Landes, alors presque désertes, en laissant sur son flanc une armée vaincue sans doute, moins nombreuse que la sienne, mais redoutable encore. De plus, Soult se rapprochait ainsi de Suchet, qui s'était d'abord maintenu en Catalogne et trouvait dans les divers affluents ou sous-affluents de l'Adour des lignes de défense excellentes. Soult, après avoir livré de nombreux combats sur la Joyeuse et la Bidouze, se retira sur Orthez. Les Anglais franchirent le Gave de Pau et livrèrent, au nord d'Orthez (27 février), une bataille indécise, à la suite de laquelle les Français purent se replier en bon ordre sur Aire pour prendre la ligne de l'Adour. Wellington était fort embarrassé : il n'osait nous poursuivre énergiquement, inquiet qu'il était de son flanc gauche, lorsque les royalistes de Bordeaux, avec le maire Lynch, sollicitèrent l'ennemi de se diriger sur leur ville. Aucun pays n'avait plus souffert que le Bordelais du blocus continental, qui avait arrêté l'exportation de ses vins. Wellington détacha sur Bordeaux deux divisions, qui y furent reçues avec applaudissements. L'armée française dut alors se retirer, par Tarbes et Saint-Gaudens, sur Toulouse. Là, Soult livra, avec 30.000 hommes contre 60.000, une bataille acharnée, à la suite de laquelle il se retira sur Montpellier (10 avril). Mais déjà les alliés étaient entrés à Paris et Napoléon avait dû abdiquer.

Lorsque Napoléon s'était décidé à diriger ses principales forces vers le Rhin pour menacer la base d'opération des alliés, il avait chargé Mortier et Marmont, avec 18.000 hommes seulement, de contenir Blucher, et il avait rejoint à Arcis l'armée de Bohême, qui s'était mise, à son approche, en pleine retraite. Mais le Czar était d'avis que les deux armées devaient se réunir pour marcher sur Paris; il fit décider que la réunion aurait lieu à Châlons ou à Vitry, et Blucher reçut l'ordre de se rapprocher de ces deux places. Schwartzenberg y marcha lui-même par Arcis-sur-Aube. Il y rencontra Napoléon, qui ne craignit pas, avec 20.000 soldats à peine, de tenir tête à 100.000 hommes. L'Empereur fut obligé d'abandonner la ligne de l'Aube; il regagna la Marne et se porta à Saint-Dizier par Vitry, en ordonnant aux maréchaux Mortier et Marmont de le rejoindre par Châlons, et au général Pacthod, qui lui amenait de Paris, sous l'escorte de 6.000 gardes nationaux, un grand parc d'artillerie, de se diriger également vers cette ville.

Napoléon comptait aussi qu'Augereau, à qui Suchet avait envoyé 10.000 hommes de vieilles troupes et qui devait en avoir sous ses

ordres près de 40.000, pourrait lui tendre la main ou tomber sur le flanc gauche des coalisés en remontant la Saône et menaçant la trouée de Belfort, chose qu'il l'avait déjà pressé vivement de faire. Vainement l'Empereur lui écrit-il une lettre des plus vives : « Vous n'avez

Fig. 344. — Le cardinal Fesch, entouré du conseil de régence, lit à Marie-Louise un rapport sur un établissement de bienfaisance placé sous la protection de l'Impératrice. D'après une gravure du temps.

pas de magasins; ceci est par trop ridicule. Êtes-vous le vainqueur de Castiglione?... Il ne s'agit pas d'agir comme dans les derniers temps, mais il faut reprendre ses bottes et sa résolution de 93. » Augereau s'avança à peine jusqu'à Lons-le-Saulnier, et là, craignant d'être coupé de Lyon par Bubna, qui n'avait pas plus de troupes que lui, il rétrograda sur Lyon (9 mars), prit position à Limonest

en avant de la ville, s'y fit battre (20 mars), l'évacua, et au lieu de se diriger vers la Marne où ses 25.000 hommes auraient été si utiles, il les éparpilla le long du Rhône, de Valence à Pont-Saint-Esprit. Depuis plusieurs semaines, il était en négociations secrètes avec les alliés. Cette trahison ne fut pas la seule.

Le comte d'Artois avait pénétré en Franche-Comté à la suite des alliés. M. de Vitrolles était entré en relation, à Paris, avec Talleyrand, avec Dalberg (1), avec les adversaires les plus influents du régime impérial et les plus aptes aux intrigues dans lesquelles lui-même était passé maître. Il était venu presser les souverains alliés de se déclarer pour les Bourbons. Quoique l'intérêt des Bourbons fût alors le moindre de leurs soucis, les chefs de la coalition n'en recherchaient pas moins avec une vive curiosité tous les renseignements qui pouvaient les éclairer sur la situation morale de la capitale. Un traître était venu leur dire que Paris détestait, plus qu'eux, son tyran. Un second émissaire, rapporte le général de Ségur, avait apporté, dans un bâton creux, à l'empereur de Russie ce peu de mots : « Vous pouvez tout, et vous n'osez rien ! Osez donc enfin ! » Cet émissaire ajoutait que les alliés n'avaient qu'à paraître, que tout était prêt. Mais le patriotisme de nos provinces de l'Est contredisait cette assertion, et les chefs alliés ne savaient à quoi se résoudre, quand, dans la nuit du 23 au 24 mars, deux lettres interceptées, l'une de Marie-Louise, l'autre du ministre de la police, Savary, à Napoléon, ne leur confirmèrent que trop les avis de la trahison.

C'est alors que Schwartzenberg, l'empereur Alexandre et le roi de Prusse, décidèrent que l'armée de Bohême et l'armée de Silésie se réuniraient pour marcher ensemble sur Paris (2). Les deux armées opérèrent leur jonction à Sommepuis, et le général Wintzingerode fut seul détaché avec 10.000 hommes de cavalerie et quelques régiments d'infanterie, pour surveiller Napoléon et lui faire croire qu'il avait attiré à sa suite la masse des armées de la coalition.

C'est ainsi que la trahison fit mépriser aux étrangers le danger qu'ils pouvaient courir en laissant Napoléon couper leurs communications. « Si elle ne fût venue à leur secours, dit un écrivain anglais, Robert Wilson, les alliés se trouvaient dans un cercle vicieux d'où il leur était impossible de se tirer : elle fut consommée au moment où les succès de Napoléon semblaient hors du pouvoir de la fortune, et le mouvement de Saint-Dizier, qui devait lui assurer l'Empire, lui fit perdre la couronne. »

Au moment où ils se disposaient à marcher sur Paris, les coalisés publièrent à

(1) Neveu du primat de Germanie.

(2) On engagea Metternich et l'empereur François, qui avaient toujours désiré traiter avec Napoléon, à se retirer vers Dijon, alléguant qu'il n'était pas convenable que l'empereur d'Autriche assistât à la déchéance de sa fille et de son gendre.

Vitry une déclaration pour rassurer les populations. Ils y exposaient leurs plans politiques et séparaient l'Empereur de la nation. « Les principes qui présidaient à leurs conseils, disaient-ils, dès leur première réunion pour le salut commun, avaient reçu tout leur développement ; rien n'empêchait plus qu'ils exprimassent les conditions nécessaires à la reconstruction de l'édifice social. » (25 mars 1814.)

Cinq jours plus tard, ils allaient être en mesure d'opérer cette reconstruction.

Ils n'avaient, en effet, devant eux que 18 à 20.000 hommes, commandés par Marmont et Mortier. Ils auraient même trouvé absolument sans défense la route de Paris, si ces maréchaux avaient pu exécuter les ordres de Napoléon et le rejoindre à Châlons. Ils avaient essayé de le faire par Château-Thierry, mais déjà Épernay était occupé par les coalisés. Ils se rabattirent sur la route de Montmirail, espérant la trouver libre. Ils devaient au contraire tomber ainsi au milieu des masses de la coalition. Ils se replièrent alors de Montmirail sur la Fère-Champenoise en se défendant toujours et perdirent leur arrière-garde. Ils n'avaient pas même pu rallier la division Pacthod, qui se trouvait isolée à quelques lieues sur leur gauche et dont la résistance désespérée, en attirant de ce côté les principales forces coalisées, sauva peut-être Marmont et Mortier.

Pacthod avait sous ses ordres 6.000 gardes nationaux des provinces envahies, qui avaient quitté volontairement leurs familles, et 2.000 soldats. Attaqué par l'avant-garde de Blucher, il lui résista avec succès et fit quelques progrès sur la route de la Fère-Champenoise où il espérait rejoindre les maréchaux. Mais à ce moment, il fut entouré par 14.000 cavaliers accourus au secours des premiers assaillants. Les gardes russe et prussienne, aux prises avec Marmont, entendirent le canon de Pachtod et, craignant que ce ne fût Napoléon, se portèrent aussi de ce côté. « Cernée ainsi, au milieu d'une plaine, la malheureuse division de Pachtod s'arrêta, se forma en carrés s'appuyant l'un l'autre, les canons aux angles, et se hérissa de baïonnettes. Ces braves soldats croyaient l'Empereur perdu : ils voyaient l'invasion triompher ; ils savaient qu'après eux il n'y avait plus d'obstacle entre l'ennemi et la capitale. Dans cette position désespérée, leur général les harangua : « On ne capitule pas, leur dit-il, en rase campagne ! La « loi militaire le défend, et surtout l'honneur ! D'ailleurs, quand la patrie périt, qui vou- « drait lui survivre ? Jurons donc de mourir pour elle ! » Aussitôt, l'épée haute, lui-même prononce à haute voix ce serment, et tous, exaltés de son héroïsme, répètent avec acclamation et en agitant leurs armes ce cri d'un dévouement à jamais sublime ! Ils tinrent parole. Et d'abord, inaccessibles aux charges furieuses de toute l'élite de la cavalerie alliée, leur feu roulant les entoura de morts et de mourants, dont

ils jonchèrent ces plaines fatales. Au milieu de ce combat, deux frères, l'un transfuge, l'autre dans nos rangs, se trouvèrent aux prises ! Le premier, naguère aide de camp de Moreau, osa sommer l'un de nos carrés de mettre bas les armes ! Son frère en commandait l'artillerie ; il lui répondit à coups de mitraille. La fumée dissipée laissa voir l'un debout, ferme dans son devoir, tandis que, justement atteint, le transfuge restait étendu à terre ! » Les charges de la cavalerie et de l'infanterie alliée n'ayant pu entamer les carrés de Pachtod, l'empereur Alexandre, qui était accouru sur les lieux avec le roi de Prusse, fit appeler l'artillerie pour les démolir. « Les rangs rompus par la mitraille, continue le général de Ségur, et les carrés déformés, on ne se rendit point ; on se défendit d'homme à homme, à la baïonnette ! » Trois mille cinq cents gardes nationaux se firent tuer sur place, 1.500 soldats et les 6 généraux, la plupart blessés ou foulés aux pieds des chevaux, ne se rendirent que sur l'intervention personnelle d'Alexandre saisi d'admiration et de pitié. Pachtod ne voulut livrer son épée qu'au Czar lui-même.

Les maréchaux s'étaient dirigés en toute hâte vers la Ferté-Gaucher : ils y trouvèrent l'ennemi. Ils tournèrent alors à gauche vers Provins et arrivèrent en désordre à Melun, puis à Charenton. Les coalisés, laissant dans Meaux Sacken et Wrède pour couvrir leurs mouvements, se présentèrent bientôt en trois colonnes au Bourget, à Bondy et à Noisy. Toutes les précautions de Napoléon pour ne pas alarmer Paris allaient, à cette heure, tourner contre lui.

Paris manquait complètement de fortifications. A la fin de 1813, Napoléon avait déjà songé à couvrir de forts les hauteurs environnantes, il avait même chargé une commission d'ingénieurs de lui présenter à cet effet un mémoire et des plans. Puis, de peur d'effrayer la population, il avait renoncé à cette idée. La ville se trouvait donc sans défense et, malgré le canon qui ne cessait de retentir depuis deux mois dans les plaines de la Champagne, aucune précaution n'avait été prise pour arrêter l'ennemi. En l'absence de Napoléon, toutes les têtes avaient tourné. On s'était trop habitué à compter sur lui et on ne sut pas même profiter des avantages qui se présentaient d'eux-mêmes dans ces terribles circonstances. Trente mille ouvriers, presque tous anciens soldats des armées de la République, demandaient des armes, et il y avait dans les arsenaux 20.000 fusils. On n'en distribua pas un seul, et le ministre de la guerre, Clarke, employa même les baïonnettes de la vieille garde pour écarter ceux qui venaient en réclamer ! Il y avait 200 canons de réserve à Vincennes, et on se contenta de placer 4 pièces d'artillerie sur les Buttes-Chaumont et 7 sur la Butte-Montmartre. Tandis que nos troupes manquaient de munitions, cinq millions de cartouches restaient sans emploi dans les arsenaux, et l'ennemi, séparé de ses parcs de réserve, trouva ces ressources le lendemain et s'en servit contre nous. On ne fit pas venir 20.000 hommes qui se tenaient dans les dépôts de Versailles, et la défense fut

laissée aux 15.000 soldats de Marmont, à 10.000 gardes nationaux, et aux élèves de l'École polytechnique. Tous les membres de la régence, à l'exception de Joseph, avaient pris la route de Blois.

Telle était la situation de Paris au moment où les alliés paraissaient à ses portes, le soir du 29 mars.

Marmont et Mortier se mirent en toute hâte à organiser, comme

Fig. 345. — Bivouac des Cosaques, dans les Champs-Élysées, à Paris. D'après une aquarelle de G. Opiz. (Collection Hennin).

ils pouvaient, la défense. Le premier se plaça à Romainville, où il résista avec succès à l'attaque des Russes; Mortier leur disputa Aubervilliers. Mais Blucher, ayant occupé Pantin, Montmartre et la Villette, tourna les positions des deux maréchaux. Joseph craignit même de se voir couper la route de Blois et, après les avoir autorisés à entrer en pourparlers avec l'ennemi, il se hâta de quitter Paris. A ce moment, arrivait un aide de camp de l'Empereur, le général Dejean, pour encourager à tenir encore vingt-quatre heures et annoncer l'approche de Napoléon. La bataille recommença.

Marmont est chassé du plateau de Romainville et refoulé dans Belleville, tandis que Mortier reculait pas à pas dans la Villette et que le maréchal Moncey était sur le point de perdre la barrière de Clichy, malgré une défense restée justement célèbre. Marmont fit demander un armistice au prince de Schwartzenberg. Schwartzenberg consentit à arrêter l'attaque, mais à condition que Paris capitulerait dans la soirée, et qu'on livrerait immédiatement les hauteurs aux coalisés. Ceux-ci savaient que Napoléon accourait à marches forcées sur Paris. Ils se montrèrent donc faciles sur les articles de la capitulation, laissèrent à l'armée ses armes à condition qu'elle évacuerait Paris et promirent de laisser à la garde nationale la police de la ville, qui serait traitée avec les plus grands ménagements (30 mars 1814).

Cependant Napoléon dans sa marche vers l'Est s'était arrêté à Saint-Dizier. Ses généraux murmuraient contre le dessein qu'il avait formé et qu'ils appelaient une folie. Il ne pouvait affirmer que les armées coalisées le suivaient. Résolu à s'en assurer, il attaqua avec vigueur à Vitry la cavalerie de Wintzingerode, et, n'ayant pas trouvé devant lui de résistance sérieuse, il en conclut que les alliés étaient en marche sur Paris. Les prisonniers ennemis le confirmèrent dans cette opinion. Il revint donc en toute hâte sur ses pas et, apprenant en route la défaite de la Fère-Champenoise, il quitta l'armée, et, le 30 au soir, arriva à Fromenteau, le dernier relais avant d'arriver à Paris. Pendant qu'on relayait en hâte à l'auberge de la Cour de France, Napoléon, qu'on ne reconnaissait pas, vit passer quelques soldats harassés de fatigue et dans un affreux délabrement. Napoléon se fit connaître et apprit du général Belliard que Paris avait capitulé. Napoléon restait impassible; autour de lui les officiers pleuraient. Il était 10 heures du soir. En réalité, la capitulation ne fut définitive que le lendemain, 1er avril, à 2 heures du matin. Napoléon voulait rentrer immédiatement à Paris, mais Caulaincourt le retint et partit lui-même avec l'ordre d'ouvrir, s'il était possible, des négociations, afin de donner à l'armée le temps d'arriver, et, par une vigoureuse attaque sur Paris, de regagner la partie perdue. En même temps, il prescrivait à

Le maréchal Moncey, à la barrière de Clichy. Tableau d'Horace Vernet, au Musée du Louvre. Gravure de Jazet.

Le maréchal Moncey à cheval parle au colonel Odiot ; autour d'eux les soldats-citoyens de la deuxième légion, de la Borde, Bertin, Amédée Jaubert, Carle et Horace Vernet ; plus loin Charlet amorce son fusil ; le capitaine Dupaty ramène une pièce de canon.

Marmont de faire occuper à son armée les bords de la petite rivière d'Essonne, position de la plus grande importance, si l'on voulait chasser de Paris les coalisés. Le jour même, le roi de Prusse, le Czar et le prince de Schwartzenberg faisaient leur entrée dans Paris.

Dès la veille au soir, une proclamation, très flatteuse pour les Parisiens, avait été publiée au nom des alliés. « Les souverains alliés, y disait-on, cherchent de bonne foi une autorité salutaire en France, qui puisse cimenter l'union de toutes les nations et de tous les gouvernements. C'est à la ville de Paris qu'il appartient d'accélérer la paix du monde... Qu'elle se prononce, et dès ce moment l'armée qui est devant ses murs devient le soutien de ses décisions. » A n'en pas douter, ces lignes avaient été dictées par la coalition de l'intérieur, hostile à l'Empire et toute dévouée aux Bourbons.

Les alliés ne firent pas leur entrée triomphale dans Paris sans une certaine crainte. Le peuple était morne et avait peine à contenir son indignation. Mais les royalistes, dans la joie que leur causait la chute de Napoléon et l'espoir du retour de Louis XVIII, oublièrent tout patriotisme. Ils parcouraient le faubourg Saint-Germain et la place de la Concorde en poussant des cris de « Vive le roi! ». Lorsque le cortège des vainqueurs, à la tête duquel se voyait Alexandre entre le roi de Prusse et le prince de Schwartzenberg, parut sur les boulevards, les royalistes, massés non loin de la Madeleine, mêlèrent aux cris de « Vive Louis XVIII! » ceux de « Vive Guillaume! Vive Alexandre! » On ne s'en tint pas là. On vit la belle comtesse de Périgord, depuis duchesse de Dino, se promener en croupe derrière un Cosaque. Un duc monta sur la colonne Vendôme, fit attacher des cordes à la statue de l'Empereur et les fit tirer par des misérables auxquels il jetait de l'argent, ensuite par des chevaux. La statue ne put être descellée. C'était là un triste spectacle. Alexandre et ses alliés s'honorèrent en arrêtant les excès dont des Français eux-mêmes donnaient l'exemple. Mais ce n'était pas la dernière fois que les douleurs de la patrie devaient être un sujet de joie pour les partis politiques.

Les souverains alliés pouvaient reconnaître que l'opinion nationale ne se prononçait pas en faveur de l'ancienne dynastie : rien n'avait pu provoquer le cri de Vive Louis XVIII parmi le peuple. Il ne faut pas croire que la restauration des Bourbons fut à l'origine le but, même secondaire, de la coalition. Alexandre, qui avait été traité « comme un parvenu » (le mot est de lui) par Louis XVIII auquel il donnait l'hospitalité, Alexandre, qui avait vu le prince auquel il payait une pension décliner l'offre d'alliance du duc de Berry avec une princesse russe, n'aimait pas les Bourbons. L'empereur d'Autriche ne pouvait pas officiellement poursuivre le détrônement de son petit-fils. Quant à l'Angleterre, elle était encore, au mois de mars, si indécise sur ce point, que Wellington, maître de Bordeaux, protesta officiellement contre la proclamation où le maire Lynch et le duc d'Angoulême avaient dit que les souverains alliés n'avaient pris les armes que pour rétablir en France les princes légitimes, et

déclara que les alliés n'entendaient imposer à la France aucun gouvernement, pas même celui des Bourbons. Si la Prusse se montrait plus favorable, c'est qu'elle croyait que, eu égard aux circonstances, cette solution était la plus funeste à la France. Les princes avaient pensé, pour gouverner la France, non seulement au fils de Napoléon, mais à Bernadotte, au duc d'Orléans, l'ancien général de Jemmapes, et, jusqu'au dernier moment, on put croire que Napoléon II succéderait à Napoléon.

Mais l'empereur Alexandre, entouré, assiégé par les royalistes, et descendu dans l'hôtel du prince de Talleyrand, qui, par ses flatteries, avait contribué à faire signer à Marmont la capitulation de Paris, laissa publier, le 31 mars, une proclamation déclarant que l'Europe ne traiterait plus avec Napoléon ni aucun membre de sa famille. Le Sénat était chargé de nommer un gouvernement provisoire. Pour remplir ce mandat, Talleyrand convoqua aux Tuileries, dans la nuit du 31 mars au 1er avril, tous les sénateurs que la régence aurait dû emmener avec elle, mais qui, dans l'attente d'une catastrophe définitive, étaient restés à Paris. C'étaient tous des révolutionnaires, formant à peine la moitié du Sénat. Talleyrand leur fit nommer un gouvernement provisoire composé de cinq membres, qui furent : le général de Beurnonville, le sénateur comte de Jaucourt, l'abbé de Montesquiou, Dupont de Nemours et Roux-Laborie. Ce gouvernement s'empara de tous les ministères et surtout des postes, qui furent confiées à Bourrienne. La plupart des journaux passèrent dans les mains des royalistes, qui s'empressèrent de couvrir de calomnies et d'injures le gouvernement impérial. Le 2 avril, le Sénat proclama la déchéance de l'Empereur et de toute sa famille.

Il publia même une liste des griefs qui avaient motivé cette mesure. On crut rêver en voyant les sénateurs flétrir comme des forfaits des actes qu'ils avaient sanctionnés de leurs votes toujours dociles et parfois enthousiastes. Le gouvernement provisoire adressa lui-même, le 4 avril, au peuple français, une proclamation dans laquelle il condamnait le despotisme impérial et proposait le rétablissement des Bourbons. « Vous avez mis en Napoléon toutes vos espérances, disait-il, ces espérances ont été trompées. Sur les ruines de l'anarchie, il n'a fondé que le despotisme. Il ne croyait qu'à la force. La force l'accable aujourd'hui, juste retour d'une ambition insensée !... Nous avons connu les excès de la licence populaire et ceux du pouvoir absolu. Rétablissons la véritable monarchie en limitant, par de sages lois, les pouvoirs qui la composent. »

Pendant que ces événements se passaient à Paris et amenaient la chute du trône impérial, Napoléon se tenait à Fontainebleau. Son armée s'était ralliée autour de lui, entre l'Essonne et cette ville, et comptait plus de 50.000 hommes. Les jeunes officiers et les soldats se

Fig. 346. — L'Empereur Napoléon.

montraient pleins d'enthousiasme pour marcher sur Paris. Les alliés n'étaient pas tranquilles, à Paris, tant que Napoléon se trouvait dans les environs avec une force armée quelconque; ils avaient toujours à se prémunir contre quelque coup imprévu de son génie. Ils songèrent même un moment à se retirer sur Meaux. D'ailleurs, ils étaient loin d'être rassurés par l'attitude des Parisiens. Ils savaient bien qu'ils

n'avaient été bien accueillis que par la classe la moins nombreuse, celle qui ne fait point de barricades. Aussi entretenaient-ils des intelligences avec les maréchaux. De ce côté, ils ne réussirent que trop bien. Le 4 avril, Napoléon fit connaître à l'armée son projet de tenter une attaque sur Paris. Il fut acclamé. Mais à peine de retour au palais, il y fut rejoint par Ney, Lefebvre, Oudinot, Macdonald. Les maréchaux lui déclarèrent hautement que son projet était inexécutable, et il y en eut qui s'oublièrent jusqu'à insulter leur général.

Napoléon se décida à signer son abdication, sur leur promesse de faire proclamer son fils. » Caulaincourt, Ney et Macdonald se rendirent donc à Paris pour plaider la cause de Napoléon II. En passant à Essonne, ils devaient prendre le duc de Raguse, qui s'excusa en déclarant qu'il négociait avec Schwartzenberg et consentit cependant, sur leurs instances aveugles, à les accompagner chez l'empereur Alexandre. Les deux maréchaux et Caulaincourt plaidèrent la cause de Napoléon II au nom de l'armée, montrèrent qu'elle ne désirait pas d'autre gouvernement et méritait bien qu'on se rendît à ses vœux,... que le petit-fils de l'empereur d'Autriche offrait toute garantie à l'Europe. Peut-être allaient-ils triompher, lorsque, pendant la discussion qu'avait à ce sujet le Czar avec le roi de Prusse, un officier russe vint apprendre aux deux souverains que l'armée que commande Marmont vient de faire défection et d'abandonner sa forte position au confluent de l'Essonne. Le Czar répondit alors aux maréchaux que les alliés connaissaient à présent les sentiments de l'armée, qu'elle était loin de se prononcer unanimement en faveur de l'Empire, et qu'elle venait justement d'abandonner Napoléon. Les ambassadeurs se retirèrent consternés.

Le fait est que Marmont s'était engagé, le 3 avril, la veille même de l'événement, avec le prince de Schwartzenberg, à quitter la forte position de l'Essonne. Son état-major en était averti et l'avait approuvé. En suivant à Paris les envoyés de Napoléon il ne laissa aucun ordre, et Souham, qui commandait en son absence, crut que tout était découvert, lorsque les aides de camp de Napoléon vinrent lui dire qu'il demandait Marmont, ou, à son défaut, celui qui le remplaçait. Souham, craignant d'être arrêté s'il se rendait à Fontainebleau, s'entendit avec ses collègues, et, dans la nuit du 4 au 5, fit marcher l'armée sur Versailles. Ce fut cette nouvelle qui décida les souverains alliés à

repousser la régence de Marie-Louise. En apprenant le mouvement qu'on avait fait en son absence, Marmont témoigna le plus violent désespoir. Talleyrand et les chefs royalistes vinrent calmer ses remords à force d'éloges, et Marmont se chargea de la responsabilité de cette défection en se rendant à Versailles pour apaiser l'armée, furieuse

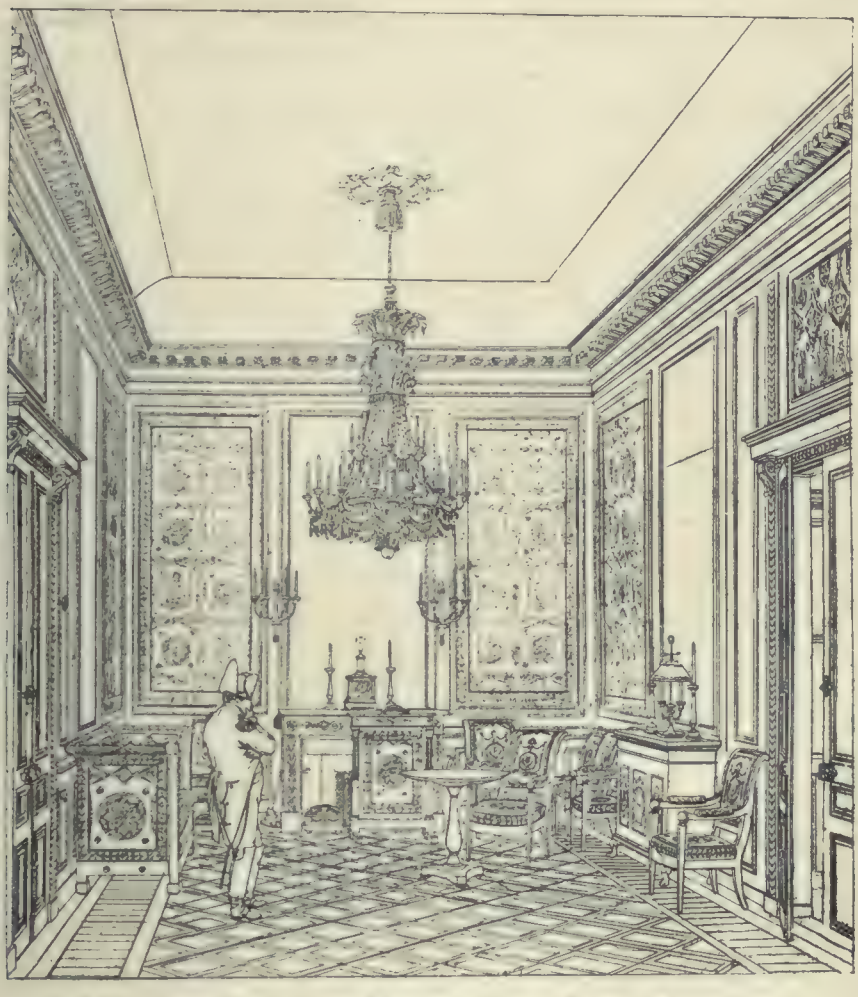


Fig. 347. — Napoléon dans son salon, à Fontainebleau. D'après le dessin du général Atthalin. (Collection Hennin).

d'avoir été trompée par ses chefs, car, en abandonnant l'Essonne, elle croyait marcher à l'ennemi. Nous ne rentrerons pas dans la controverse qu'a soulevée la conduite du duc de Raguse. Nous renverrons principalement à l'ouvrage de M. Rapetti : *la Défection de Marmont.* Disons seulement que le devoir militaire ne supporte pas les distinctions de la casuistique. Lorsque Marmont faisait tirer sur les émeutiers de 1830, on entendait, dans les rues, le peuple dire : « Voilà Marmont qui paie ses dettes. »

A la nouvelle de cette dernière trahison, l'Empereur publia un ordre du jour dans lequel il se plaignait pour la première fois du Sénat et des traîtres. Il n'était pas découragé et songeait à se retirer sur la Loire, à rejoindre soit Eugène au delà des Alpes, soit Suchet et Soult vers les Pyrénées, et à recommencer la campagne. Mais, vaincu par les instances de ceux qui l'entouraient, vaincu par le dégoût surtout, il signa, le 6 avril, son abdication pure et simple.

« Les puissances alliées, dit-il, ayant proclamé que l'Empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'Empereur Napoléon, fidèle à ses serments, déclare qu'il renonce, pour lui et ses héritiers, aux trônes de France et d'Italie, parce qu'il n'est aucun sacrifice personnel, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de la France. » Tout n'était pas fini cependant avec l'Empire. On devait agiter quelques jours encore la question de la régence de Marie-Louise. Les souverains alliés avaient bien laissé publier, le 31 mars, une déclaration en faveur de l'ancienne dynastie; mais ce n'était pas cet acte qui les embarrassait le plus : c'était la personne de Napoléon. Avec la régence de Marie-Louise, il serait encore le véritable maître de l'État, au milieu de fonctionnaires et d'officiers qui l'avaient aveuglément servi pendant quatorze ans.

Il y avait déjà quelques semaines qu'il était question de provoquer, par quelque moyen que ce fût, la disparition de Napoléon (1). Il y avait eu, dès le mois de février, avant Champaubert, une conspiration militaire dans ce dessein, et, vers le même temps, Alexandre, qui connaissait probablement ces intrigues, disait à un général français : « Je fais si peu la guerre à la France, que s'*il* était tué, je m'arrêterais sur-le-champ. » Ce n'étaient pas les royalistes qui songeaient à l'assassinat de Napoléon vaincu. Dans les circonstances où l'on se trouvait, ils n'avaient pas besoin de sa mort pour faire valoir leurs droits. Napoléon, vivant encore, et n'ayant pas abdiqué, empêchait qu'on ne leur opposât Napoléon II. C'était dans le parti qu'on pourrait appeler bonapartiste ou parmi ceux qui voulaient quand même maintenir la forme impériale et la dynastie napoléonienne, que se trouvaient les conspirateurs; c'était dans le gouvernement provisoire que s'ourdissaient ces ténébreuses machinations. Talleyrand, dans une lettre du 17 mars, disait que si l'Empereur était tué, tout s'arrangerait de la manière la plus simple : « nous aurions le roi de Rome et la régence de sa mère ». On espéra plus tard que quelque balle ennemie rendrait l'assassinat inutile. Mais, dans les premiers jours d'avril, la police laissait publier un opuscule intitulé : *Réflexions sur la nécessité de la mort de Bonaparte.* A l'honneur de la France, pendant que les hommes politiques discutaient, avec un parfait sang-froid, sur le crime, et cherchaient à le provoquer, il ne sortit de ces excitations aucune tentative d'assassinat. Cela étonnait fort un ministre russe, qui disait à Rovigo : « Quel peuple ! quelle nation ! si peu de chose vous arrête ! Il n'en serait

(1) Voir les textes cités dans Rapetti, *Nouvelle Biographie générale*, p. 412 et suivantes.

pas ainsi chez nous, tout serait fini en moins d'un quart d'heure. Tant pis pour le souverain qui se met en opposition avec l'intérêt général. C'est la chose du monde que l'on trouve le plus aisément, qu'un souverain. » Même après l'abdication, on voulait s'arranger de manière à prévenir tout retour du grand Empereur. Un assassin ne se levant pas de lui-même, on aurait cherché à en armer un. Un aventurier qui venait de se signaler, à la tête des royalistes, par les extravagances de ses manifestations haineuses contre le régime déchu, Maubreuil, aurait été appelé, dès le 2 avril, chez un

Fig. 348. — Mort de l'Impératrice Joséphine, a la Malmaison. D'après le dessin et la lithographie de Tirpenne et Monthelier. (Collection Hennin.)

confident du gouvernement provisoire ; mais, soit que le courage lui ait manqué, soit qu'il eût eu seulement l'intention, en acceptant, de tromper le gouvernement, il se contenta, avec la bande qu'il avait recrutée, de piller les bagages de la reine de Westphalie, qu'il rencontra sans les chercher (1).

La coalition régla, par la convention du 11 avril, le sort de Napoléon et de sa famille. Il fut décidé que Napoléon aurait en toute souveraineté l'île d'Elbe et une liste civile de 2 millions inscrite

(1) Si l'on en croit des fragments des *Mémoires* de M. de Sémallé, un officier de Mamelouks avait offert à Sémallé de lui apporter la tête de Napoléon dans un sac, « à la façon de l'Orient contre ceux qu'abandonne la main d'Allah ». Mais il ne comprenait rien à la politique et s'adressait à un royaliste qui repoussa l'offre avec horreur.

sur les registres du Trésor français. Il conserverait auprès de lui 900 hommes pris à son choix dans la garde impériale. Le titre d'Empereur lui serait confirmé. Marie-Louise recevrait les duchés de Parme et de Plaisance avec réversibilité à l'Autriche. Les membres de la famille Bonaparte devaient recevoir des titres de rente sur le Trésor et Eugène de Beauharnais un établissement hors de France.

L'avenir des siens ayant été assuré, Napoléon s'abandonna à sa douleur. Il avait vu plusieurs de ses officiers, qu'il croyait les plus dévoués, être les premiers à l'abandonner ouvertement. D'autres cachaient mal leur empressement à agir de même, Napoléon avait vivement ressenti cette ingratitude; cependant il en parlait à Caulaincourt, le 14 avril, sans amertume; il ne se plaignait que de la dissimulation, et reportait plutôt sa pensée sur les fidèles. « Il est naturel, disait-il, que d'anciens militaires couverts de blessures cherchent à conserver sous le nouveau gouvernement le prix des services qu'ils ont rendus à la France! Pourquoi se cacher? Mais les hommes ne savent jamais voir nettement ce qu'ils doivent, ce qui leur est dû, parler et agir en conséquence. Mon brave Drouot est bien autre (1). Il n'est pas content, je le sens bien, non à cause de lui, mais de notre pauvre France. Il ne m'approuve point, il restera cependant, moins par affection pour ma personne que par respect de lui-même. Mais Drouot... Drouot... c'est la vertu. » Ce qui lui causait une tristesse désespérée, c'était de laisser la France si petite après l'avoir reçue si grande, de finir sa carrière par un traité où il n'avait pu stipuler aucun intérêt moral, pas même la conservation de la Légion d'honneur et du drapeau tricolore. « C'est là une douleur, ajoutait-il, qui les surpasse toutes. » Et cependant, il pensait que d'autres humiliations l'attendaient. Il connaissait la haine dont certains départements du Midi étaient animés contre lui. Il ne craignait pas la mort, mais les outrages dont elle pouvait être accompagnée (2). Ne supportant pas l'idée d'être soumis à quelque supplice infamant, il avala une forte dose de poison, qu'il s'était fait donner par son chirurgien Yvan pendant la campagne de Russie, et qu'il portait toujours sur lui dans un sachet depuis qu'il avait pu craindre d'être enlevé par les Cosaques. Mais le poison, trop anciennement préparé, avait perdu de sa force, et d'ailleurs l'estomac déjà fortement atteint de Napoléon ne put le supporter. Les vomissements le sauvèrent. « Le destin en a décidé, dit-il. Il faut vivre et attendre ce que veut de moi la Providence. »

(1) Il faisait surtout allusion à Berthier, le compagnon de ses premières campagnes, qui venait de refuser de le suivre à l'île d'Elbe.

(2) Ces tristes prévisions n'avaient rien d'exagéré. En 1815, Blucher promettra à ses soldats de faire attacher devant eux Napoléon au gibet, et nous avons eu sous les yeux une feuille volante imprimée en Angleterre et destinée à être criée dans les rues, où l'on annonçait : *The last diyng speech, confession and general character of Napoleon Bonaparte, who was executed on the new high street Birmingham. — Monday* 11 *avril* 1814. *Wadsworth, printer; Birmingham.* Au-dessus se trouve une grossière gravure représentant une scène de pendaison.

Le départ de Napoléon pour l'île d'Elbe fut fixé au 20 avril.

« Dès le matin, les habitants de Fontainebleau et du voisinage sont accourus en foule ; ils se pressent de l'autre côté de la grille et regardent avec anxiété la cour du Cheval-Blanc,... où la vieille garde est rangée en lignes redoublées. Les voitures de voyage sont déjà au bas de l'escalier du Fer-à-Cheval. » Le général Bertrand, qui a succédé à Duroc en qualité de grand maréchal du Palais, annonce à l'Empereur que tout est prêt. « Napoléon sort de ses appartements et entre dans la galerie de François Ier. Il y trouve réunis les dernières épaves de sa cour, le duc de Bassano, le général

Fig. 349. — Napoléon Ier, dans la cour du château de Fontainebleau, fait ses adieux à la garde et embrasse le drapeau. D'après le tableau d'Horace Vernet. Dessiné et gravé par Couché fils.

Belliard, le colonel de Bussi, le colonel Anatole de Montesquiou, le général Fouler, le baron de Mesgrigny, le colonel Gourgaud, le baron Fain, le lieutenant-colonel Athalin, le baron de la Place, le baron Leborgne-d'Ideville, le général Kosakowski, le colonel Wonsowitch. A leurs larmes il répond de la main et du regard, traverse, sans prononcer une parole, la galerie, le vestibule et descend l'escalier du Cheval-Blanc d'un pas ferme et rapide (1). » Aucun cri ne se fait entendre parmi les soldats : le moment est trop solennel, leur émotion trop profonde. Tous ils ont demandé à suivre leur général, et ils envient le sort de leurs camarades qui font partie du bataillon unique que leur chef exilé peut emmener avec lui. Le son des tambours battant aux champs trouble seul le silence. L'Empereur les arrête en faisant signe qu'il veut parler :

« Soldats de ma vieille garde, je vous fais mes adieux ! Depuis vingt ans, je vous ai trouvés constamment sur le chemin de l'honneur et de la gloire. Dans ces derniers

(1) Imbert de Saint-Amand, *Marie-Louise et l'invasion de* 1814.

temps, comme dans ceux de ma prospérité, vous n'avez cessé d'être des modèles de bravoure et de fidélité. Avec des hommes tels que vous, notre cause n'était pas perdue ; mais la guerre était interminable. C'eût été la guerre civile et la France n'en serait devenue que plus malheureuse. J'ai donc sacrifié tous nos intérêts à ceux de la patrie. Je pars ! vous, mes amis, continuez de servir la France. Son bonheur était mon unique pensée ; il sera toujours l'objet de mes vœux ! ne plaignez pas mon sort. Si j'ai consenti à me survivre, c'est pour servir encore votre gloire. Je veux écrire les grandes choses que nous avons faites ensemble... Adieu ! mes enfants, je voudrais vous embrasser tous sur mon cœur ; que j'embrasse au moins votre général. Venez, général Petit, que je vous presse sur mon cœur ! Qu'on m'apporte l'aigle, que je l'embrasse aussi ! Ah ! chère aigle, puisse le baiser que je te donne retentir dans la postérité ! Adieu, mes enfants ! mes vœux vous accompagneront toujours. Gardez mon souvenir. »

En entendant ces paroles, les quatre commissaires étrangers eux-mêmes, le général russe Schouvalof, le général autrichien Koller, le colonel anglais Campbell, le général prussien Waldburg-Truchsess, avaient peine à contenir leur émotion.

Les *Adieux de Fontainebleau* sont restés dans les souvenirs non seulement de la France mais de l'étranger, comme une des scènes les plus solennelles et les plus touchantes de l'histoire. Voici comment le grand poète anglais fait parler un soldat de Napoléon (1) :

« Il est donc vrai, ô mon illustre maître, que tu seras séparé du petit nombre de braves qui te sont restés fidèles ! Qui pourra te peindre la douleur de tes guerriers !...

« Je chéris une épouse, mon cœur n'a pas oublié mes amis. Mais que sont l'amour et l'amitié en comparaison du dévouement et de la fidélité d'un soldat ?... Idole de tes guerriers, grand au milieu des batailles, tu es devenu plus grand encore dans ton malheur. Comme toi d'autres ont pu conquérir le monde : mais toi seul tu as supporté les coups du sort sans te laisser abattre. Longtemps j'affrontai le trépas à tes côtés ; j'enviais le destin des braves qui mouraient en bénissant le chef qu'ils avaient si bien servi... Ah ! pourquoi n'ai-je pu mourir comme eux, plutôt que de vivre pour être témoin de ce jour affreux ! Que tes ennemis me chargent de chaînes ; elles me seront légères, s'il m'est permis d'admirer encore cette âme que rien n'a pu dompter.

« ... Mon chef, mon roi, mon ami, adieu ! Jusqu'ici je n'avais jamais fléchi le genou, jamais je n'avais supplié mon souverain comme en ce moment je supplie ses ennemis. La seule grâce que j'implore, c'est de partager l'infortune du héros, son exil et sa tombe. »

Napoléon n'était pas au bout de ses épreuves. L'hostilité des provinces du Midi ne lui permettait pas de les traverser sans escorte. Les coalisés le firent donc accompagner de quatre commissaires des grandes

(1) Byron place ces paroles dans la bouche d'un officier polonais au service de la France. — Comparer *les Deux Grenadiers* de Béranger et *les Deux Grenadiers* d'Henri Heine, que la musique de Schumann a fait connaître aussi bien de la France que de l'Allemagne.

puissances. Alexandre, retrouvant sa générosité lorsque l'intérêt politique n'était pas en jeu, choisit pour remplir ce rôle le général Schouvaloff en lui disant : « Je vous confie une grande mission, vous me répondrez sur votre tête d'un seul cheveu qui tomberait de celle de Napoléon ». La recommandation n'était pas inutile, car sa personne fut plus d'une fois menacée.

A Valence, il rencontra le maréchal Augereau, qui venait de rédiger

Fig. 350. — Du haut en bas... ou les causes et les effets. Caricature du temps.

une proclamation indigne : « Soldats, disait-il, vous êtes déliés de vos serments par l'abdication d'un homme qui, après avoir immolé des millions de victimes à sa cruelle ambition, n'a pas su mourir en soldat. » Napoléon ne connaissait pas cette manifestation aussi odieuse que ridicule. Il accueillit Augereau avec bonté et l'embrassa même en le quittant. Mais on rapporte que le maréchal ne répondit pas même avec politesse à ces marques d'amitié et ne daigna pas se découvrir devant Napoléon. A mesure que le cortège impérial s'approchait de Marseille, les démonstrations hostiles se multipliaient au point que l'Empereur fut obligé de revêtir un uniforme étranger pour échapper aux insultes

et même aux violences. Enfin, il arriva à Saint-Raphaël, et de là s'embarqua pour l'île d'Elbe sur une frégate anglaise.

Joséphine, qui avait quitté Paris à l'approche des alliés, apprit, au château de Navarre, l'abdication de l'Empereur et le dessein qu'on avait de l'envoyer à l'île d'Elbe. « Ah ! Hortense ! s'écria-t-elle en se jetant tout en larmes sur son lit ; ce pauvre Napoléon qu'on envoie à l'île d'Elbe ! Sans sa femme, j'irais m'enfermer avec lui. » Elle ne devait pas longtemps survivre au départ de l'Empereur. Elle mourut le 29 mai, entre les bras de son fils Eugène et près de sa fille évanouie.

Mais déjà l'empereur Alexandre disait en confidence à Caulaincourt que « la conduite insensée des royalistes n'était pas moins dangereuse pour la paix de l'Europe que les guerres déraisonnables de l'Empire ».

CHAPITRE QUATORZIÈME.

L'ILE D'ELBE ET LES CENT-JOURS.

GOUVERNEMENT DE L'ILE D'ELBE PAR NAPOLÉON. — RETOUR DE NAPOLÉON. L'ACTE ADDITIONNEL. — WATERLOO. — LA SECONDE ABDICATION.

E congrès de Vienne poursuivait lentement son œuvre laborieuse. Talleyrand, profitant des rivalités qui divisaient nos vainqueurs, avait su grouper autour de la France, « la grande mécontente, » les gouvernements qu'effrayait l'avidité non dissimulée de la Russie et de la Prusse. Il avait signé, le 3 janvier 1815, avec l'Angleterre, l'Autriche et les États secondaires de l'Allemagne, un traité qui replaçait officiellement notre pays au rang des premières puissances de l'Europe, et il avait le droit d'écrire à Louis XVIII : « Sire, cette fois la coalition est rompue, et elle l'est pour toujours. » Mais il comptait sans les fautes des Bourbons et sans l'ambition de l'exilé de l'île d'Elbe.

Napoléon, à peine arrivé dans sa petite principauté, avait organisé les moyens de défense dont il pouvait disposer, et pourvu, autant qu'il était en lui, avec l'aide de Bertrand et de Drouot, au bien-être

des habitants. Le général baron de Vincent, qui fut directeur des fortifications de l'île nous a laissé de curieuses notes sur l'arrivée et les premiers temps du séjour de l'Empereur (1).

Napoléon avait débarqué le 4 mai 1814 au soir, au son des cloches et du canon. Le lendemain, dès cinq heures du matin, il est à cheval et visite les forts ; il choisit sa demeure, qui n'est autre que le pavillon du génie où loge le général Vincent. Le 6, il inspecte les mines de fer : « Tout prouve, ajoute l'auteur de ces notes, que S. M. ne peut se passer d'exercices violents, et qu'elle croit qu'à son exemple les hommes et les choses sont faits pour être toujours en mouvement : *son plaisir est de faire aller et venir tout le monde.* » Le 7 mai encore, dans une visite commencée à cinq heures du matin, l'Empereur a vu tous les bâtiments de l'intérieur ; il a prescrit plusieurs vues économiques et *dit avoir souvent observé que les tournées du matin lui valaient ordinairement un million.*

Alors commencent ces longues conversations qui, plus tard, à Sainte-Hélène, seront l'unique consolation des tristes soirées d'exil. Le reste de son temps est occupé par les soins du gouvernement de son petit État. Il ordonne la construction des routes, des quais, des magasins, des fortifications, conclut un traité de commerce avec Livourne, en négocie un autre avec Gênes. Il augmente le bataillon de 600 grenadiers et chasseurs, que lui a accordé le traité de Vienne, d'environ 100 cavaliers, 20 marins, 60 Polonais, trois compagnies de tirailleurs corses de 100 hommes chacune. Il a une petite marine. Il fait occuper aux environs de l'île d'Elbe un îlot, rocher abandonné qui servait de repaire aux Barbaresques, qui étaient alors l'effroi de la Méditerranée. On demandait à quelques-uns de ces terribles forbans s'ils respecteraient les États et les vaisseaux du nouveau souverain ; ils répondirent : « Nous ne faisons pas la guerre à Dieu. »

Napoléon suit attentivement les événements dont l'Europe est le théâtre. Il voit l'impopularité croissante des Bourbons.

Les premiers mois de 1815 se passent dans l'attente de leur chute qu'il prévoyait : sa seule crainte était que cette révolution ne tournât pas à son profit. Chaque jour, le congrès de Vienne semblait approcher de sa fin ; les projets qui se tramaient contre la liberté et la vie de l'Empereur pouvaient aboutir ; il se décida à prévenir ses ennemis. Les préparatifs d'évasion se firent dans le plus grand secret. Profitant

(1) *Mémorial de l'île d'Elbe,* dans les *Mémoires pour tous,* t. III (1835), p. 155-206. Les compagnons de Napoléon semblaient se résigner facilement à leur exil. Drouot écrit, le 28 juin 1814, au colonel d'artillerie Marin-Dubuard, dans une lettre que nous avons sous les yeux : « Nous sommes ici très bien et je m'y plais beaucoup. L'île d'Elbe est très agréable, les habitants sont bons, doux, aimant les Français. Porto-Ferrajo est sans contredit la garnison où j'ai trouvé le plus d'agrément. » Le 16 octobre, il écrit encore : « Je me plais toujours beaucoup dans l'île et je serais l'homme du monde le plus heureux si je n'étais pas éloigné de mes anciens et bons camarades. »

d'une absence du commissaire anglais, Napoléon s'embarqua le 26 février 1815 avec 900 hommes. Il était monté lui-même sur le brick *l'Inconstant*, qu'accompagnaient trois petits bâtiments, saisis dans le port de l'île. Bertrand, Cambronne et Drouot étaient partis avec lui. Déjà, à la fin de 1814, une vaste conspiration dirigée par les sociétés secrètes s'était formée en Italie, pour rendre à Napoléon le gouver-

Fig. 351. — Descente de la statue de Napoléon de la colonne triomphale sur la place Vendôme.
D'après un dessin de G. Opiz.

nement de la Péninsule, où la réaction oubliait toute mesure ; d'autre part, quelques généraux de l'Empire avaient formé un complot contre le gouvernement de Louis XVIII. On avait fait croire aux hommes d'exécution engagés dans l'entreprise qu'ils préparaient le retour de l'Empereur, quand ils travaillaient en réalité pour le duc d'Orléans. Mais, le 1er mars, Napoléon débarquait au golfe Juan, près de Cannes. Il rencontra sur la route le prince de Monaco : « Où allez-vous ? — Chez moi. — Moi aussi. »

Alors commença cette marche sur Paris qui est un des faits d'armes les plus prodigieux de la carrière de Napoléon. Le commandant d'Antibes n'avait pas répondu à ses sommations; il se mit en marche immédiatement, évitant la plaine, dont les habitants, depuis longtemps hostiles à la Révolution, lui auraient à coup sûr résisté. Le maire d'un des premiers villages qu'il rencontra lui avait dit : « Nous commencions à être tranquilles, et vous allez de nouveau tout bouleverser. »

Fig. 352. — Vue de Porto-Ferrajo. Gravure du temps.

Lorsque Napoléon était dans tout l'éclat de sa puissance, ne voyant autour de lui que des adulations que Louis XIV avait à peine connues, il demanda un jour : « Que pensez-vous qu'on dira de moi lorsque je serai mort? » Et comme chacun cherchait une réponse flatteuse : « Vous n'y êtes pas; on dira « Ouf! ». Au lieu de gagner la grande route de la vallée du Rhône par Marseille, il prit la route de la montagne à travers le Dauphiné, qu'il pensait lui être dévoué et où il avait l'avantage de ne pas rencontrer de troupes considérables avant Grenoble.

La plus grande rapidité était la condition du succès : il fallait frapper les esprits et ne pas laisser le temps au gouvernement de la Restauration et aux partisans du Roi de Rome, — que l'Empereur craignait très fort

et non sans motifs (1), — de préparer la résistance. C'est à la Mure, entre Gap et Grenoble, qu'il rencontra pour la première fois des troupes françaises. Le moment était décisif. Il donne l'ordre à ses grenadiers de mettre leur arme sous le bras gauche, la baïonnette en bas, s'avance seul à plusieurs pas de sa petite troupe et s'écrie : « Soldats du 5e de ligne, me reconnaissez-vous? — Oui! oui! » Puis découvrant sa poitrine : « S'il en est un seul parmi vous qui veuille tuer son général, son Empereur, il le peut, me voilà! — Vive l'Empereur! » répondent les soldats, qui se mêlent aux troupes de l'île d'Elbe et vont chercher au fond de leur sac la cocarde tricolore qu'ils y tenaient cachée. Au

Fig. 353. — Carte indiquant la marche de Napoléon sur Paris en 1815.

(1) Il avait été question au congrès de Vienne de le transporter aux Açores ou à Sainte-Hélène. On sait par les Mémoires de Rovigo que le parti qui voulait établir une régence en faveur de Marie-Louise,

delà de la Mure il rencontre le 7e de ligne, que lui amenait son colonel, Labédoyère. Le 7 mars, Napoléon entre à Grenoble, qui ouvre ses portes sans combat.

Le succès de Napoléon avait été préparé par ses proclamations, répandues d'abord en manuscrit, puis imprimées, quand la petite troupe

Fig. 354. — Entrée de Napoléon à Lyon, le 10 mars 1815. D'après un dessin de J.-M. Jacomin.

fut entrée à Digne. Généralement déclamatoires, ces adresses rappelaient que l'Empereur, élevé au trône par le choix des Français, était le chef du gouvernement national ; il venait reprendre *son trône* à un prince qui s'appuyait en vain sur les *principes du droit féodal :* « La victoire, ajoutait-il, marchera au pas de charge ; l'aigle, avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher jusqu'aux tours Notre-Dame. »

On ne connut qu'assez tard à Paris cette étonnante nouvelle, le

gouvernant au nom du Roi de Rome, avait formé le projet d'assassiner l'Empereur. On eut l'audace de s'adresser à Louis XVIII ; on pensait que ce prince, ne pouvant soupçonner qu'on tuait Napoléon pour faire arriver son fils au pouvoir, saisirait l'occasion de se débarrasser d'un compétiteur possible et toujours dangereux. Mais Louis XVIII repoussa cette offre avec indignation ; ce qui n'empêcha pas les misérables qui avaient conçu le projet d'en poursuivre l'exécution.

5 mars, quand Napoléon était à Sisteron. Le gouvernement royal convoqua les Chambres et répondit aux proclamations déclamatoires de l'Empereur par d'autres qui ne l'étaient guère moins : « Napoléon Bonaparte, disait Louis XVIII, est déclaré traître et rebelle pour s'être introduit à main armée dans le département du Var. » Il était enjoint à tous de lui « courir sus et de l'arrêter ». Les adhérents « dudit Bonaparte » devraient aussi être poursuivis et traduits comme lui devant un conseil de guerre. Ces menaces restèrent sans effet : Napoléon avançait toujours. Le comte d'Artois, envoyé à Lyon tandis que le duc d'Angoulême se portait de Bordeaux sur Nîmes et que Ney recevait le commandement de la Franche-Comté, le comte d'Artois put bientôt s'apercevoir de l'inutilité d'une résistance. « Allons, camarade, dit-il dans une revue à un sous-officier du 13e dragons, crie : *Vive le Roi!* — Non, Monseigneur, cela ne m'est pas possible; si je criais quelque chose, ce serait : *Vive l'Empereur!* » Le 10 mars, Napoléon arriva à Lyon; il venait de faire en deux jours, entouré de troupes et d'une foule enthousiastes, le chemin de Grenoble à Lyon. Tandis qu'il entrait dans la ville au milieu des cris de joie de la population, le comte d'Artois, suivi d'un seul garde national à cheval, prenait à la hâte la route de l'exil. Quelques heures après, l'Empereur venait occuper à l'archevêché l'appartement même que le prince avait abandonné (1).

Maître de la seconde ville de France, assuré dès lors d'avoir pour lui la plus grande partie de l'armée et le peuple, à qui l'attitude du nouveau gouvernement avait fait craindre le rétablissement de l'ancien régime, Napoléon put faire acte de souverain et reprendre l'exercice du pouvoir que la défaite lui avait arraché depuis un an. Neuf décrets, préparés à l'avance, furent publiés. Outre de nombreux changements dans tout ce que la Restauration avait rétabli, ils prononçaient la dissolution des Chambres, motivée sur l'illégitimité de leurs pouvoirs, comme sur les actes nombreux de trahison dont elles s'étaient rendues coupables vis-à-vis de l'Empire déchu; enfin une réunion ex-

(1) Le ton des journaux de Paris indiquait les progrès de Napoléon : « *Buonaparte* est débarqué au golfe Juan. » — « Grenoble a ouvert ses portes au *général Bonaparte.* » — « *Napoléon* a fait son entrée à Lyon. » — « *S. M. l'Empereur* est descendue au palais des Tuileries. »

traordinaire des collèges électoraux des départements devait avoir lieu à Paris deux mois après ce décret. Cette assemblée aurait le nom d'*Assemblée extraordinaire du champ de Mai,* et elle devait « prendre des mesures convenables pour corriger et modifier nos institutions, selon l'intérêt et la volonté de la nation ». (12 mars 1815.)

Puis Napoléon poursuivit sa marche par Châlon-sur-Saône, Arnay-

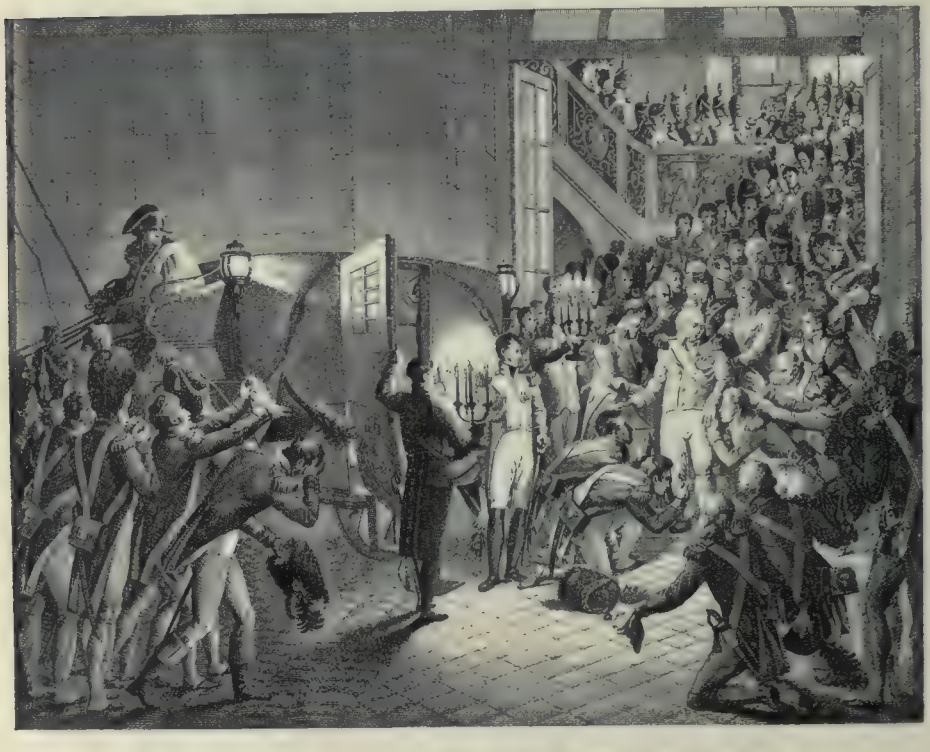


Fig. 355. — Départ du roi, le 19 mars 1815. Dessiné par Heim. Gravé par Couché fils.

le-Duc et Avallon. Le 17 mars, il était à Auxerre. Ney, chargé par Louis XVIII de prendre le commandement des troupes de l'Est à Besançon, avait promis au roi, qui craignait sur l'illustre lieutenant de Napoléon l'influence des souvenirs, « de ramener l'usurpateur dans une cage de fer ». Mais, à Lons-le-Saulnier, il vit bien que ses troupes allaient d'un seul élan vers Napoléon. Ses anciens sentiments se réveillent; d'autre part, il se rappelle les humiliations que sa femme a reçues dans l'entourage royal; une lettre du général Bertrand achève

de détruire sa résolution. Il lit à ses troupes une proclamation que le parti bonapartiste lui avait envoyée ; puis il conduit son corps d'armée à Napoléon, qui était alors à Auxerre (18 mars). Louis XVIII ne pouvait plus compter sur l'armée ; l'entraînement était irrésistible. Tandis que Napoléon arrivait à Fontainebleau le matin du 20 mars, Louis XVIII quittait précipitamment les Tuileries, pour gagner la frontière du nord.

Fig. 356. — Retour de Bonaparte, le 20 mars 1815. D'après un dessin de Heim. Gravé par Couché fils.

La confiance du roi et du gouvernement avait, en effet, duré jusqu'au dernier jour. Puis à cette confiance avait succédé la terreur la plus vive ; les projets les plus bizarres étaient formés dans l'entourage des princes. Marmont, le comte de Blacas proposaient que l'on soutînt un siège dans les Tuileries ; mais rien n'était moins pratique. On pensait aussi à faire sortir le roi au-devant de « Buonaparte ». « Mais, répliquait M. de Vitrolles, Bonaparte arrivera probablement par la barrière de Fontainebleau ; Sa Majesté sortira par cette barrière ; que ferez-vous si l'usurpateur, averti, entre par une barrière voisine ? » Au milieu de cet abandon général, on pouvait se demander si le mieux n'était pas de chercher à rallier l'armée du Nord, en arrière de Paris. C'est ce que tenta Louis XVIII. Il espérait du moins pouvoir s'enfermer dans Lille ; mais il était trop tard.

Cependant, Napoléon, averti par Lavalette, qui s'était emparé de la direction des postes, arriva à Paris vers neuf heures du soir, vingt-quatre heures après le départ précipité du roi, des princes et de la cour. Quand sa voiture s'arrêta au Carrousel, un flot de militaires l'entoura, et, porté sur leurs épaules, il fit son entrée dans le palais qui depuis vingt ans avait vu tant de spectacles de gloire ou de deuil. Une grande partie de son ancienne cour, des grandes dames et des dignitaires l'attendaient.

Dans les provinces il y eut quelques tentatives de résistance. Le duc d'Angoulême essaya de soulever le Midi; il y eut une prise d'armes en Vendée, mais tous ces efforts échouèrent. La duchesse d'Angoulême dut s'embarquer à Bordeaux; le duc, fait prisonnier par Grouchy dans la vallée du Rhône, fut relâché par ordre de Napoléon. Maintenant l'Empire restauré avait à donner à la France les garanties d'ordre et de liberté qu'il avait promises depuis le 26 février. Le ministère nommé par Napoléon était composé de personnages généralement agréables à l'opinion : Davout, Cambacérès, Fouché, Carnot, qu'il créa comte de l'Empire, et qui, dit Guizot, le servit gauchement et froidement. Un des premiers qu'il appela fut Mollien. Il dut l'envoyer chercher trois fois. Lorsque Mollien arrive aux Tuileries, l'Empereur l'embrasse, lui prend les mains et lui dit : « Dans une pareille crise vous ne refuserez pas de reprendre votre place. » Mollien, très ému, au lieu d'accepter, parlait de « ce retour extraordinaire ». « Mon cher, lui dit Napoléon, le temps des compliments est passé; ils m'ont laissé arriver comme ils les ont laissés partir. »

De tous côtés arrivaient les projets de constitution : il était temps de mettre fin à une situation extraordinaire où l'arbitraire pouvait tout oser (1).

Le 14 avril, Napoléon fit appeler Benjamin Constant, qui passait pour le premier des publicistes constitutionnels et qu'il espérait bien, malgré son hostilité personnelle, attirer dans le parti de l'Empire. L'Empereur ne se trompait pas : B. Constant, qui venait dans un article d'une rare violence de comparer Napoléon à Genséric et à Attila, se chargea sans difficulté de rédiger la nouvelle constitution.

L'*Acte additionnel aux constitutions de l'Empire* fut fait très vite et publié le 23 avril.

Napoléon n'avait pas voulu que cette constitution fût regardée comme nouvelle : de là son titre d'*Acte*. Le pouvoir législatif devait être exercé par l'Empereur et par deux Chambres, l'une de pairs, nommés par l'Empereur en nombre illimité, l'autre de représentants, composée de 629 membres, et renouvelable tous les cinq ans. Elle était élue directement par les deux séries de collèges de département et d'arrondissement,

(1) Nous passerons très rapidement sur l'histoire politique et constitutionnelle des Cent-Jours, qui est plutôt la suite de l'histoire de la première Restauration. Voir Duvergier de Hauranne, *Histoire du gouvernement parlementaire*, t. II et III; — Villemain, *Souvenirs contemporains*, t. II; — Edgard Quinet, *Campagne de* 1815, et les diverses histoires de la Restauration, Lubis, Nettement, Viel-Castel, Vaulabelle, etc.

qui étaient eux-mêmes nommés par les assemblées de canton dont faisaient partie tous les citoyens français. La commune devait avoir 23 représentants spéciaux nommés d'après un mode particulier. Ces Chambres devaient voter tous les ans le budget. Les délibérations étaient publiques et les ministres, qui pouvaient être, mais n'étaient pas obligatoirement pris dans les Chambres, étaient responsables. Napoléon avait cédé à l'opinion de Benjamin Constant, qui voulait qu'il y eût des pairs héréditaires. Mais il avait, malgré ses efforts, maintenu la peine de la confiscation pour les complots contre l'État.

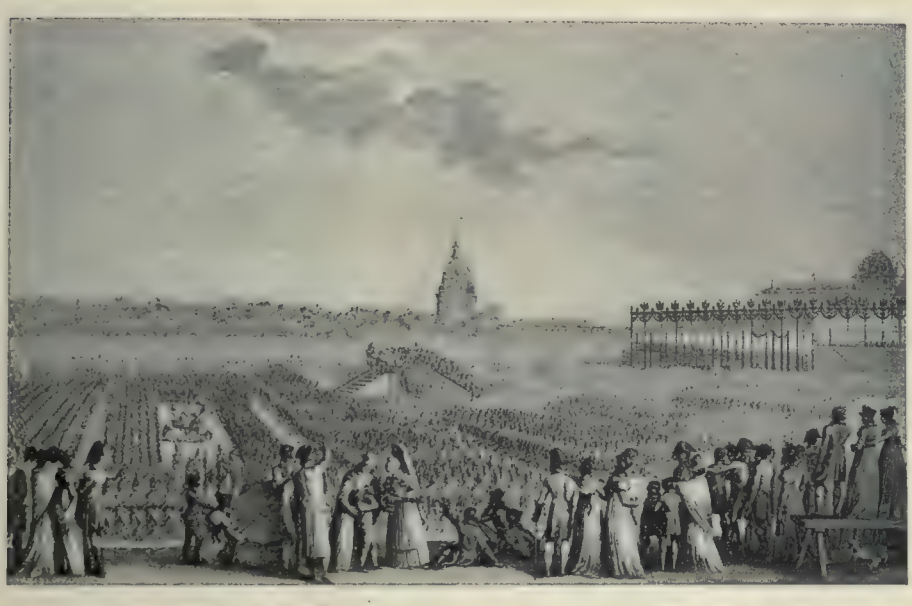


Fig. 357. — Journée du Champ de Mai. D'après une gravure au burin anonyme. (Coll. Hennin.)

L'Acte additionnel, c'était la charte modifiée dans un sens démocratique, avec un suffrage vraiment national, et l'on a pu dire qu'aucune constitution qu'ait eue la France ne contenait une plus grande somme de liberté. M^me^ de Staël le jugeait ainsi et Sismondi écrivit en sa faveur des articles à la suite desquels Napoléon le fit venir et eut avec lui un entretien remarquable, où il disait qu'il ne manquait aux Français que l'esprit politique pour en faire une nation incomparable. Tout semble indiquer que Napoléon était parfaitement sincère en donnant à la France une constitution libérale. Il avait dit plus d'une fois que c'était là qu'on devait arrivera près lui. Or son retour était comme un nouveau règne. On a dit que Napoléon victorieux n'aurait pas supporté les restrictions que l'Acte additionnel mettait à son pouvoir. M. E. Pelletan, lui-même, n'est pas de cet avis : il a dit que la défaite de Waterloo avait été un grand malheur même pour la liberté politique en France. Malheureusement, suivant l'expression de Thiers, « la France ne croyait pas plus Napoléon quand il parlait de liberté, que l'Europe quand il parlait de paix ». Le plébiscite auquel la nouvelle cons-

titution fut soumise et qui eut lieu avec une liberté complète, proclamé le 20 avril, signala un très grand nombre d'abstentions (1.300.000 oui, 4.206 non). De même, pour les élections de la Chambre qui eurent lieu au mois de mai, il n'yeut que dix-sept départements où le chiffre des votants dépassât la moitié des inscriptions; dans la Gironde et dans les Bouches-du-Rhône, les votants furent de quinze à vingt en tout.

Tout cela avait retardé la cérémonie projetée du Champ de Mai. Elle n'eut lieu que le 1er juin, au Champ-de-Mars, devant l'École militaire. Trente mille gardes nationaux, une partie de l'armée de Paris, des députations de tous les régiments et les électeurs des

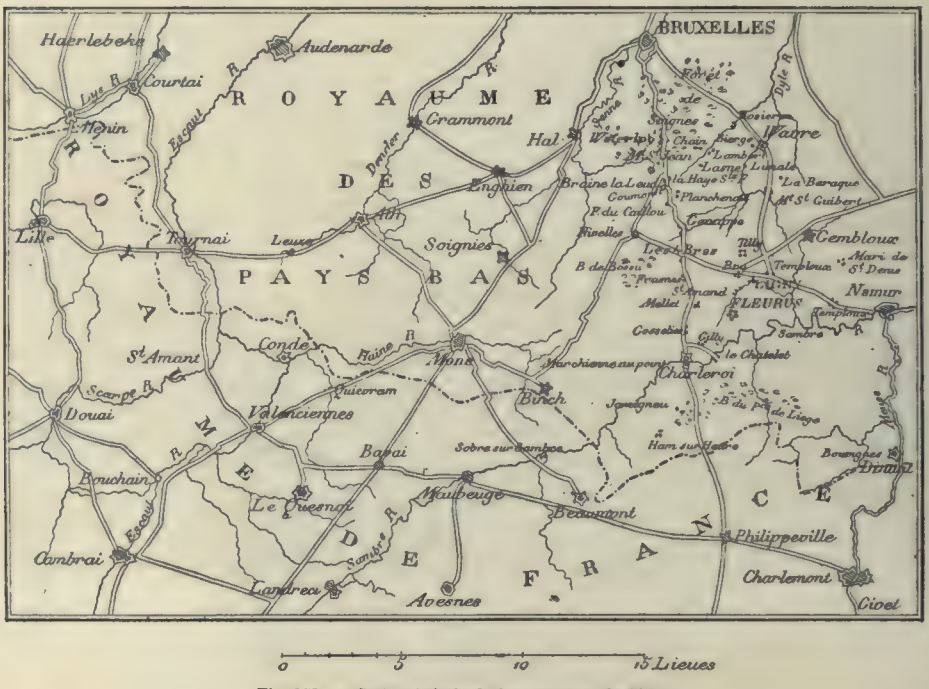


Fig. 358. — Carte générale de la campagne de 1815.

départements y furent réunis. Napoléon y parut dans le costume impérial qu'il portait le jour du sacre, accompagné de quelques-uns des princes de sa famille et des grands dignitaires. Après une messe solennelle, comme le 14 juillet 1790, on lut le résultat des votes qui approuvaient l'Acte additionnel. Puis Napoléon jura sur l'Évangile le maintien des constitutions impériales et il distribua les aigles aux troupes, qui poussaient des cris enthousiastes.

Comme l'Empereur le déclara aux Chambres, le 7 juin, la guerre était inévitable. Le 11 juin, il quitta secrètement Paris; il se rendait sur la frontière du nord pour y rallier les troupes : le dernier acte de ce grand drame allait commencer.

Jamais un seul instant, en effet, les souverains de l'Europe n'avaient cru aux assurances pacifiques de Napoléon ; on avait arrêté ses courriers sur toutes les frontières. On ne pouvait même plus songer, comme on l'avait fait à Vienne même, après la réunion du Champ de Mai, à une régence au profit du Roi de Rome. Il aurait fallu pour cela que Marie-Louise vînt retrouver son époux, et elle n'y pensait guère.

Fig. 359. — « Demi-bataillon de gauche... joue ! feu !... chargez. » Waterloo, 18 juin 1815, 6 heures du soir. D'après une lithographie de Raffet.

Les scrupules tardifs qu'elle pouvait avoir au sujet du divorce de Napoléon étaient cependant levés par la mort de Joséphine ; mais elle était déjà peut-être unie secrètement à M. de Neiperg. La conduite de Marie-Louise en cette circonstance fut vraiment méprisable. Il ne s'agissait pas seulement de son époux, mais de son fils. Le Czar Alexandre, fort mécontent du traité du 3 janvier 1815, et fort irrité de l'ingratitude des Bourbons, qui oubliaient, disait-il, qu'ils lui devaient le trône, semblait décidé à soutenir les droits de Napoléon II ; il s'en était même ouvert secrètement à Marie-Louise (1). D'abord remplie de trouble à la nouvelle du retour de Napoléon, elle ne

(1) Alexandre disait, quelques mois plus tard, à lord Clancarty : « On aurait pu établir la régence. Mais l'archiduchesse *Marie-Louise, à qui j'en ai parlé, ne veut point, à quelque prix que ce soit, retourner en France.* » En 1818, pendant le congrès d'Aix-la-Chapelle, Alexandre ayant vu, dans une des promenades qu'il faisait incognito, une gravure représentant l'entrevue de Tilsit, murmura : « Pourquoi Napoléon n'en fit-il pas autant en 1815, sur la Loire, au lieu d'aller se livrer aux Anglais ? » Il le pouvait, et s'il l'avait fait, qui sait, il serait peut-être encore empereur des Français. (*Mémoires anonymes sur l'Impératrice Joséphine*, par M^lle^ Ducrest.)

tarde pas à se rassurer et espère que « tout finira pour le mieux ». Bientôt, en lisant le bulletin de l'armée qui annonçait nos désastres et la ruine de celui qui avait fait d'elle la plus glorieuse et la plus puissante souveraine de l'Europe, « elle se réjouit avec tout le monde des bonnes nouvelles qu'il contient ».

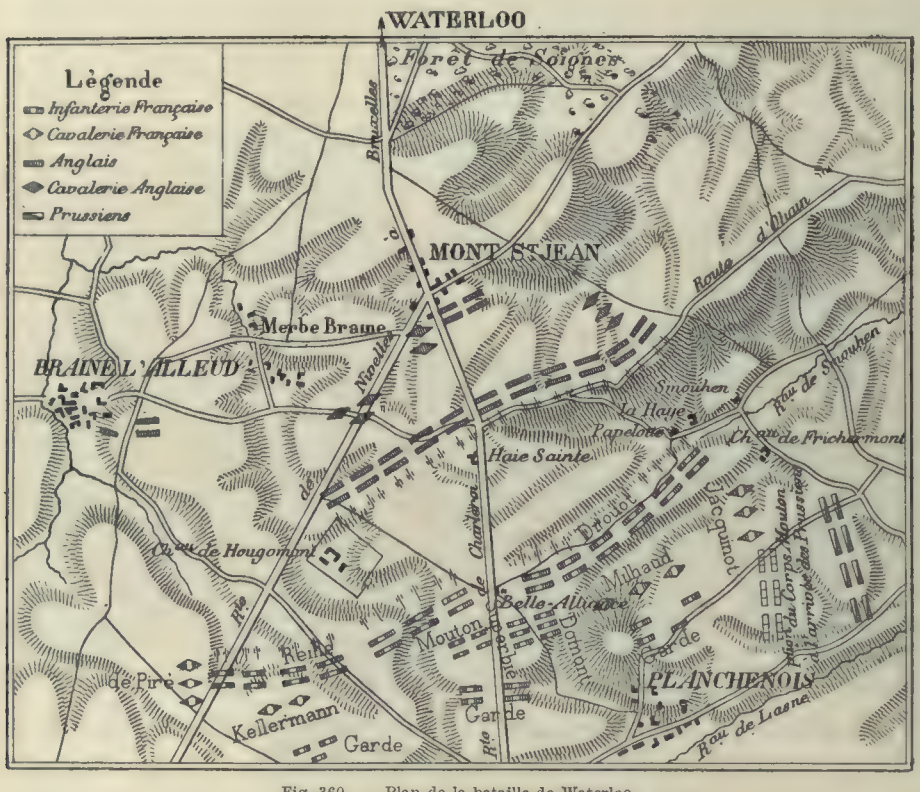


Fig. 360. — Plan de la bataille de Waterloo.

Trois semaines après le débarquement de Napoléon en Provence, le 13 mars, parut une déclaration collective des souverains réunis à Vienne. Les alliés déclaraient ouvertement la guerre à l'Empereur restauré : « En rompant la convention qui l'avait mis en possession de l'île d'Elbe, disaient-ils, Bonaparte a détruit le seul titre légal auquel son existence se trouvait attachée. Les puissances déclarent que, comme ennemi et perturbateur de la paix du monde, il s'est livré à la vindicte publique (1). » C'étaient les mêmes protestations que les

(1) Ginguené, dans la mission officieuse qu'il remplit en Suisse auprès du général Laharpe, qui devait venir de Vienne à Zurich, et par lequel Napoléon espérait entrer en communication quelconque avec le congrès de Vienne, vit, par ce que lui dit le général, combien était fausse l'opinion qu'on se

Bourbons faisaient entendre. Mais les alliés étaient en armes et ils n'attendaient que la concentration de leurs troupes pour pénétrer encore une fois sur le sol français. En effet, le 31 mars, une convention militaire décrétait la mise en campagne de 800.000 hommes formant trois armées : l'une, sous Schwartzenberg, devait opérer sur le haut Rhin : c'étaient les Autrichiens et les Allemands; une seconde, composée d'Anglais, de Prussiens et de Hollandais, sous Wellington et Blucher, devait opérer dans les Pays-Bas; enfin, une réserve de 200.000 Russes

Fig. 361. — Napoléon à Mont-Saint-Jean. D'après Steuben.

commandés par Alexandre devait appuyer les deux corps précédents. Les passions des peuples étrangers étaient excitées au plus haut point : les Prussiens ne parlaient de rien moins que de partager la France et de confisquer les biens nationaux pour payer les frais de la guerre.

Napoléon fut donc obligé, dès son arrivée aux Tuileries, de préparer une nouvelle campagne; il le fit en grand secret et le plus tard pos-

faisait à Vienne de l'état de la France et des dispositions de Napoléon : une conjuration contre les chefs de l'armée pour rappeler l'Empereur; tout préparé pour le recevoir; les troupes seules pour lui; les populations stupéfaites et terrifiées leur donnant partout passage; la soldatesque menaçante dominant partout par le sabre et la baïonnette; lui, revenant en fureur et n'ayant dans le cœur que des projets de conquête, de destruction et de vengeance; toutes les promesses qu'il faisait, illusoires; la paix impossible avec lui; ses partisans peu nombreux en France; ceux des Bourbons formant le plus grand nombre et prêts à agir; telle était l'idée qu'on se faisait de notre position.

sible pour ne pas effrayer les esprits. Cependant il put, à l'aide de diverses mesures où il appliqua une dernière fois sa prodigieuse habileté d'organisateur, compter dans quelques mois sur 400.000 hommes. Il ordonna de travailler aux places; Paris fut défendu au nord par des fortifications; au sud, les ouvriers entreprirent de terminer les travaux déjà commencés. Grâce à l'habileté du baron Louis et de Mollien, il put immédiatement disposer de sommes considérables et les armements se

Fig. 362. — Dernière charge des lanciers rouges à Waterloo. D'après une lithographie de Raffet.

firent très rapidement : au milieu de juin, il avait 124.000 hommes à l'armée du Nord, dispersés sur une ligne qui s'étendait de Lille à Mézières. Napoléon pouvait choisir entre deux plans : ou bien laisser les alliés entrer en France et se défendre entre la Seine et la Marne, ce qui permettait de rallier les troupes des frontières et celles qui s'armaient encore en ce moment; ou bien prendre l'offensive et tomber avec une partie seulement de son effectif sur l'armée la plus rapprochée, la vaincre et, grâce au prestige d'une victoire gagnée, accabler les coalisés sur le Rhin. Ce dernier plan, qui avait en somme le plus de chances de succès, fut celui que Napoléon choisit. Le 14 juin, il était sur la frontière de Belgique, au milieu de ses troupes qui, par

un prodige d'habileté, s'étaient concentrées sur la Sambre sans éveiller les soupçons des Anglais ou des Prussiens : on voit, dès le début de cette campagne de quatre jours, briller le génie de Napoléon, qui n'a jamais été plus fécond en ressources.

Wellington se tenait sur l'Escaut, avec son quartier général à Bruxelles, sa base sur la mer ; Blucher sur la Meuse, avec son quartier général à Namur et sa base d'opération sur le Rhin. L'Empereur résolut de séparer les deux armées ennemies et de battre séparément d'abord Blucher, pour se jeter ensuite sur Wellington. Tenant compte du caractère des deux

Fig. 363. — Waterloo, 18 juin 1815. D'après une lithographie de Raffet.

généraux et des qualités de leurs soldats, il espérait que Blucher serait beaucoup moins promptement secouru par Wellington que Wellington ne le serait par Blucher. Tandis que nos troupes se concentraient sur la frontière entre Philippeville et Solre-sur-Sambre, en venant par colonnes séparées de Metz, Paris, Mézières, Laon, les garnisons de nos places du nord, de Dunkerque à Maubeuge, faisaient des démonstrations qui laissaient croire à Wellington que Napoléon déboucherait de Mons sur Bruxelles (1).

Le 15 juin, le corps prussien de Ziethen fut surpris dans Charleroi et fit peu de résistance. Malheureusement, le 15 au matin, la défection

(1) On peut voir dans le roman de Thackeray, *la Foire aux Vanités*, un intéressant tableau de la surprise de l'armée anglaise, en apprenant l'entrée de Napoléon en Belgique.

du général Bourmont, sans être directement très utile à l'ennemi, venait jeter dans les soldats des germes de défiance contre leurs chefs. On poussa les Prussiens l'épée dans les reins jusqu'à Fleurus, et les corps français s'établirent sur la rive gauche de la Sambre, sans toutefois occuper, sur la chaussée, de Namur à Bruxelles, la position des Quatre-Bras, qui aurait pu être enlevée facilement alors. Ney, par suite d'une erreur sur l'appréciation des forces qui lui étaient opposées, n'agit pas avec assez de rapidité, et les alliés évitèrent ainsi d'être complètement coupés l'un de l'autre dès le premier jour.

Le 16 juin Napoléon chargea Ney avec 20.000 hommes de chasser les Anglais des Quatre-Bras, qu'on aurait pu occuper la veille, pendant que lui-même attaquerait Blucher et les Prussiens. Ceux-ci s'étaient établis sur le plateau de Bry, entre Fleurus et Sombreffe, protégés sur leur front par le ruisseau de Ligny, dont les abords étaient défendus par les villages de Saint-Amand et de Ligny. La bataille, engagée à trois heures de l'après-midi, dura jusqu'à la nuit et fut terrible. Les villages, pris et repris tour à tour, restèrent enfin au pouvoir des troupes françaises; mais les Prussiens, occupant des hauteurs derrière la rivière, firent une résistance obstinée. Napoléon, persuadé que Ney n'avait devant lui qu'une avant-garde, lui avait recommandé de se rabattre sur les derrières des Prussiens, après avoir occupé les Quatre-Bras. Il comptait aussi sur le corps de Drouet d'Erlon qui, placé entre les deux armées, pourrait se porter comme renfort du côté où sa présence serait le plus nécessaire. Par malheur, Ney avait devant lui toute l'armée anglaise; la bataille fut non moins acharnée que celle de Ligny. Le maréchal y montra son héroïsme habituel, mais il était plein d'une sombre inquiétude. « Vous voyez ces boulets, disait-il à ses officiers : je voudrais qu'ils m'entrassent tous dans le ventre. » Les Anglais restèrent maîtres des Quatre-Bras; mais, quoique n'ayant que 16.000 hommes contre plus de 35.000, Ney n'en conserva pas moins sa ligne de bataille et ne put être débusqué de Frasnes : les Anglais ne purent pas intervenir sur le champ de bataille de Ligny. Quant à d'Erlon, réclamé tour à tour par Napoléon et par Ney, il passa la journée à errer entre les deux corps et fut inutile

à l'un comme à l'autre. Cependant le but principal, la séparation des Anglais et des Prussiens, n'en était pas moins atteint.

Le soir du 16 juin Blucher, battit en retraite avec une perte de 18.000 hommes; tout meurtri d'une chute de cheval et foulé aux pieds par nos cavaliers, il n'en menait pas moins ses soldats à Wavres, à quatre lieues des Anglais. Wellington, en effet, renonçant à la position des Quatre-Bras, s'était établi à Mont-Saint-Jean, à l'em-

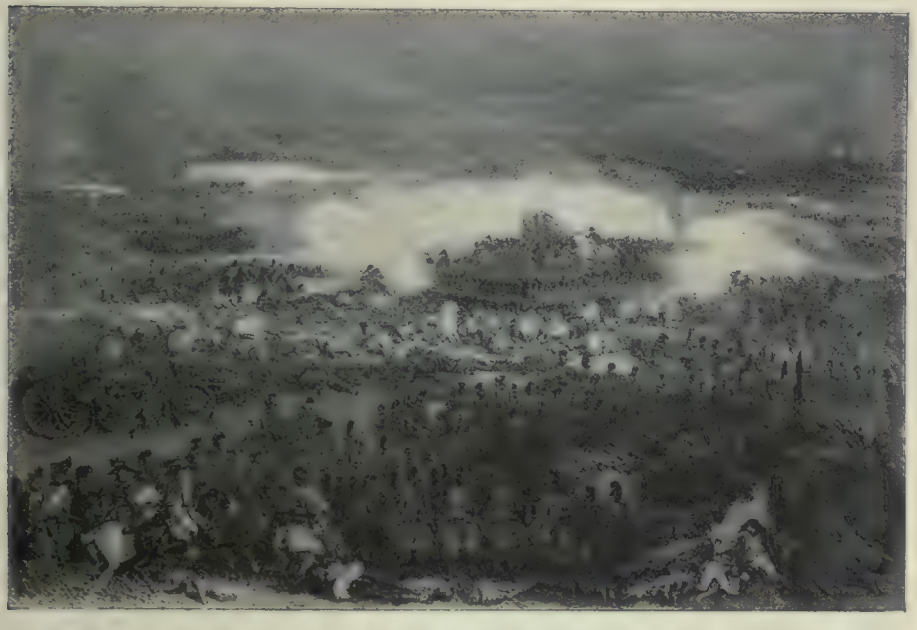


Fig. 364. — Retraite du bataillon sacré à Waterloo, 18 juin 1815. D'après une lithographie de Raffet.

branchement des deux chemins de Bruxelles à Nivelles et de Bruxelles à Namur et aux Quatre-Bras, couvrant ainsi le village de Waterloo, où il porta son quartier général, et la forêt de Soignes. Il rallia tous ses corps et occupa des positions bien choisies, au point de vue de la défense contre l'ennemi. C'était, comme à Talavera, comme à Fuentès de Onoro, comme aux Arapiles, un plateau protégé par un ravin ou une rampe. Mais, faute capitale ici, en cas de défaite, il n'avait pas de retraite assurée; derrière l'armée anglaise il n'y avait qu'un défilé. Par le fait, Wellington dut en partie son succès au choix défectueux de son champ de bataille qui, rendant toute retraite

sinon impossible, du moins désastreuse, le décida à tenir jusqu'à la dernière extrémité. Il avait d'ailleurs admirablement utilisé le terrain.

Napoléon s'arrêta toute la matinée du 17 juin, pour bien juger la situation; il chargea Grouchy, récemment nommé maréchal, de contenir les Prussiens de Blucher, tandis que lui-même, se joignant aux troupes de Ney et de d'Erlon, marcherait sur les Anglais. Il arriva, le soir du 17, en face de Wellington; le temps était épouvantable, la pluie et l'orage n'avaient pas cessé un instant. Napoléon campa sur un plateau d'une certaine étendue, dont le centre était le village de Planchenoit, à droite de la chaussée de Bruxelles à Namur.

Le lendemain matin, 18 juin, on put voir les Anglais rangés sur le plateau; leur centre était la Haie-Sainte; à droite, ils tenaient en plaine le château d'Hougoumont; à gauche, Smorchen, Papelotte, Ohain, dans la direction de Wavres, par où pouvait venir Blucher. Les forces des deux armées étaient sensiblement égales : l'Empereur avait 72.000 hommes, Wellington 70.000. Le sort du monde allait se jouer ce jour-là.

Comme à Ligny, la bataille fut engagée tard : il fallait laisser au sol, détrempé par la pluie, le temps de se raffermir pour permettre à l'artillerie de manœuvrer.

« L'Empereur, avec son coup d'œil habituel, avait immédiatement reconnu le point faible de la position anglaise : le flanc gauche. Son plan fut en conséquence une fausse attaque sur Hougoumont, pour attirer de ce côté l'attention de l'ennemi, tandis qu'il jetterait la masse de ses forces sur l'aile gauche anglaise, la refoulerait sur Mont-Saint-Jean et chercherait à saisir la route de Bruxelles, seule ligne de retraite de l'ennemi. D'ailleurs le corps du maréchal Grouchy, détaché à la poursuite des Prussiens, avait l'ordre de rejoindre immédiatement et de prolonger l'aile droite de l'armée. » (Dubail.)

A onze heures, Napoléon, qui venait de passer sur le front des troupes au milieu des acclamations, fait attaquer le château d'Hougoumont. Mais ses intentions sont mal comprises. Au lieu d'une simple dé-

Bataille de Waterloo (18 juin 1815). Peint par Steuben, gravé par Jazet.

monstration, il y eut un combat terrible, où trois divisions furent

Fig. 365. — « La garde meurt et ne se rend pas. » Dessin d'Horace Vernet.

inutilement employées et firent des pertes considérables. En même temps il donne l'ordre à Ney d'attaquer le centre et la gauche des Anglais. Mais les colonnes d'attaque, par suite d'une erreur tactique

presque inexplicable, furent formées en masses serrées d'une division entière à huit bataillons, où les boulets ennemis firent d'effroyables ravages. De plus, au lieu d'attaquer la Haie-Sainte à coups de canon, elle fut enlevée par l'infanterie, qui y fit des pertes énormes.

Mais tandis que ces divers mouvements s'exécutaient, l'avant-garde des Prussiens, commandée par Bulow, menaçait de prendre à revers l'armée française. Il était encore temps d'arrêter l'action, de se retirer

Fig. 366. — Entrevue de Wellington et de Blucher à la ferme de la Belle-Alliance.
Peinture décorative de Mac-Lise au Parlement anglais.

avec des forces à peu près intactes, sans compromettre l'avenir : Napoléon n'y songea point. Lobau fut chargé de contenir Bulow et y réussit : ce n'était pas moins une gêne singulière d'être obligé d'occuper une partie de ses troupes en arrière de la ligne de bataille.

A notre droite, Drouet d'Erlon était aux prises avec l'infanterie écossaise, lorsque les cavaliers anglais fondent sur nos fantassins, et par l'impétuosité de leur charge (Wellington avait, dit-on, fait enlever la gourmette des chevaux), les ramènent au fond de la vallée; mais les cuirassiers et les lanciers français chargèrent à leur tour et triom-

phèrent des dragons ennemis; jamais peut-être, dans aucune des guerres de l'Empire, on n'avait vu pareille boucherie (1).

A trois heures, Ney, maître de la Haie-Sainte et ayant repoussé les Anglais sur le plateau, voulut enlever le plateau lui-même. Napoléon lui envoya une partie de la cavalerie. Les cuirassiers et les lanciers de la garde gravissent au grand trot la hauteur de Mont-Saint-Jean; le soleil, qui s'est levé dans la matinée, fait briller les casques et les

Fig. 367. — Suite de la gravure précédente.

sabres; au milieu d'un immense cri de *Vive l'Empereur!* notre cavalerie s'élance contre les canons anglais.

Elle avait fait un à-gauche et, dissimulée par un pli de terrain, allait aborder l'ennemi. Wellington, impatient de Blucher, avait sa montre à la main et la consultait à toute minute. Tout à coup, dit un témoin oculaire qui servait sous Wellington (2), sur la hauteur qui nous cachait l'ennemi, nous apparut, tout étincelant de l'or et de l'argent de son casque et de sa cuirasse aux rayons du soleil, un magnifique officier de carabiniers français. Dès qu'il aperçut Wellington : « Général, le maréchal Ney et

(1) C'est dans cette partie de la bataille que furent tués le général Picton, chef de l'infanterie écossaise, et le général Ponsonby, chef des dragons anglais.

(2) Il raconta le fait à Ségur, qui connut d'ailleurs le triste héros de l'aventure et ne voulut pas le nommer (voir *Mémoires*, le volume des *Mélanges*, p. 279).

toute notre cavalerie vont vous assaillir. Préparez-vous, croyez-moi, vous n'avez pas un instant à perdre. » Wellington tint compte de l'avis.

Nos cavaliers, après avoir enlevé une partie de l'artillerie des Anglais, détruit leur cavalerie, enfoncé plusieurs carrés, sont obligés de reculer. Ney commande une nouvelle attaque : ce n'est plus 5.000 cavaliers, c'est 10.000 qui s'élancent sur les carrés britanniques. Ce fut la charge de cavalerie la plus mémorable des temps modernes.

Montez sur le plateau, centre de l'ennemi!
A vous, soldats de Ney, cuirassiers de Valmy,
Cavaliers de Milhaud! partez, la charge sonne!
La voyez-vous passer, l'accablante colonne!
Ces centaures massifs, aux gigantesques flancs,
A la tête de fer, aux pieds étincelants,
D'hommes et de chevaux épouvantable trombe!
En bloc elle s'élève, en bloc elle retombe,
Retentit sur les champs de son passage empreints,
Comme un son prolongé de tambours souterrains,
Le cou tendu, le sabre au niveau de la tête,
Tous, du profond ravin remontant sur la crête,
Et près de la couvrir de leur immense vol
Sous les pieds des Anglais font palpiter le sol (1).

Si Ney eût pu avoir de l'infanterie, le centre de Wellington était enfoncé, l'ennemi en déroute. Il en demande à Napoléon. « De l'infanterie, où veut-il que j'en prenne? veut-il donc que j'en fasse? » Une partie était restée à Planchenoit, à Hougoumont, à la Haie-Sainte. Le reste était occupé contre les 30.000 hommes de Bulow, qui réussit un instant à s'emparer de Planchenoit sur nos derrières. Napoléon espérait toujours voir arriver Grouchy. Une colonne se montra à l'horizon. C'est Grouchy.... Non, c'était Blucher et toute l'armée prussienne. Il était encore temps de battre en retraite, mais il n'y avait pas un instant à perdre : Napoléon s'acharna. A 7 heures du soir, il usait de sa dernière ressource et faisait marcher la garde contre Wellington.

Derrière un mamelon la garde était massée,
La garde, espoir suprême et suprême pensée!
« Allons, faites donner la garde! » cria-t-il.
Et lanciers, grenadiers, aux guêtres de coutil,

(1) Barthélemy et Méry, *Waterloo*. — Comparer les *Misérables* de Victor Hugo, 2e vol.

Dragons que Rome eût pris pour des légionnaires,
Cuirassiers, canonniers qui traînaient des tonnerres,
Portant le noir colback ou le casque poli,
Tous, ceux de Friedland et ceux de Rivoli,
Comprenant qu'ils allaient mourir dans cette fête,
Saluèrent leur Dieu, debout dans la tempête.

Fig. 368. — Waterloo, 1815. Peint par Raffet. Lithographié par Llanta.

Leur bouche, d'un seul cri, dit : Vive l'Empereur!
Puis, à pas lents, musique en tête, sans fureur,
Tranquille, souriant à la mitraille anglaise,
La garde impériale entra dans la fournaise (1).

Ney, qui avait eu quatre chevaux tués sous lui, s'avança sur le plateau et occupa un instant Mont-Saint-Jean ; mais il ne put pas s'y

(1) V. Hugo, *les Châtiments* : l'Expiation.

maintenir. Wellington mérita bien ce jour-là le surnom de *Iron Duke,* « le Duc de fer », que lui donnèrent ses compatriotes. Il avait eu une vingtaine d'aides de camp ou officiers d'ordonnance tués ou blessés autour de lui. Un second corps prussien s'avança alors, et commença la déroute de nos grenadiers. Seule, la garde impériale se forma en carrés à la hauteur de la Belle-Alliance ; Napoléon se réfugie dans ses rangs et cherche à se faire tuer, mais ses généraux retiennent la

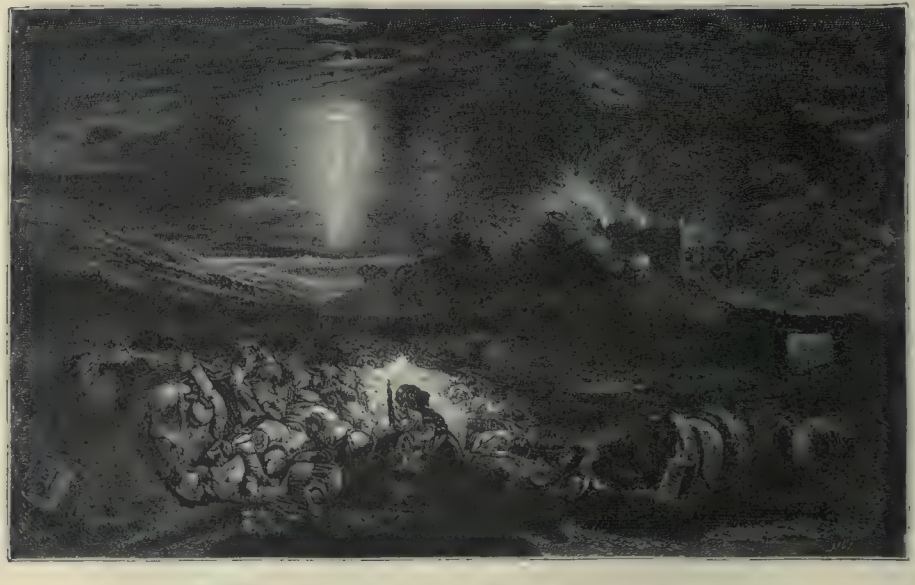


Fig. 369. — Le champ de bataille de Waterloo. Tableau de Turner.

bride de son cheval et l'empêchent de mettre à exécution ce projet désespéré. C'est dans cette marche héroïque que fut prononcé ce mot fameux de Cambronne : « La garde meurt et ne se rend pas. »

Parmi des tourbillons de flamme et de fumée,
O douleur ! quel spectacle à mes yeux vient s'offrir !
Le bataillon sacré, seul devant une armée,
S'arrête pour mourir.
C'est en vain que surpris d'une vertu si rare,
Les vainqueurs dans leurs mains retiennent le trépas,
Fier de le conquérir, il court, il s'en empare :
« La garde, avait-il dit, meurt et ne se rend pas ! »
... Ils avaient tout dompté... Le destin des combats
Leur devait, après tant de gloire,

Ce qu'aux Français naguère il ne refusait pas,
Le bonheur de mourir dans un jour de victoire (1).

Ce ne fut qu'à neuf heures et demie du soir que tout fut terminé; Wellington et Blucher, maîtres du champ de bataille, s'embrassaient à la ferme de Belle-Alliance; la cavalerie prussienne poursuivait les fugitifs, qui ne s'arrêtèrent qu'à Charleroi, après une marche à la débandade. Les pertes des Français se montaient à 25.000 hommes,

Fig. 370. — Le Soldat de Waterloo. D'après Horace Vernet.

celles des coalisés à 22.000. Napoléon avait échoué dans son projet téméraire d'écraser 220.000 hommes avec 120.000.

Aucun nom n'a plus profondément retenti que celui de Waterloo dans l'imagination des hommes. Nul lieu ne rappelle au voyageur de plus grands et de plus émouvants souvenirs.

« Arrête, dit Byron (2), c'est la poussière d'un Empire que tu foules aux pieds. Ici sont ensevelis les débris d'un tremblement de terre... C'est ici que l'aigle prit son dernier essor et fondit sur ses ennemis; mais la flèche des nations abat soudain

(1) Casimir Delavigne, *Messénienne.*
(2) *Childe-Harold*, chant III, écrit en 1816.

l'oiseau orgueilleux, qui traîne après lui quelques anneaux brisés de la chaîne du monde ; l'ambition désespérée voit le sceptre des peuples échapper à ses mains. Mais la terre est-elle plus libre ? Irons-nous rendre des hommages aux loups après avoir terrassé le lion ? Irons-nous fléchir humblement le genou devant les trônes et leur payer le tribut d'une servile admiration ? Non, attendez encore pour louer... Waterloo ! tu fus témoin de la chute de celui qui fut le plus extraordinaire mais non le plus méchant des hommes ; mélange inexplicable de principes contraires, son esprit se fixait un moment sur les objets les plus grands et revenait avec la même attention aux plus légers détails ! O toi qui fus extrême en tout, si tu avais su garder un juste milieu, tu occuperais encore le trône, ou tu n'y serais jamais monté... Il est

Fig. 371. — « Ils grognaient et le suivaient toujours. » Lithogr. de Raffet.

un feu et une agitation secrète pour les âmes qui ne peuvent être contenues dans un cercle étroit, et qui vont toujours au delà des bornes d'un désir modéré. Embrasées de ce feu toujours plus difficile à éteindre, elles sont tourmentées de la soif des dangers, et ne se lassent que du repos ; fièvre du cœur fatale à tous ceux qu'elle dévore, à tous ceux qui en furent atteints. »

L'Empereur vaincu rentra à Paris (1), par Rocroy et Laon, dans la nuit du 20 juin. C'est à l'Élysée, où il se retira (2), que se passèrent les dernières heures de son règne. La nouvelle du désastre de Waterloo se répandit bientôt dans Paris, où elle causa une stupeur profonde.

(1) Si l'on en croit Coignet, il ne s'y décida que sur l'avis de la majorité des généraux. « Vous me faites faire une sottise, disait-il à Laon, ma place est ici. »

(2) Il l'avait habité de préférence aux Tuileries, depuis son retour de l'île d'Elbe.

La Chambre des représentants, qui, à la nouvelle de la bataille de Ligny, avait eu pour première pensée de chercher des garanties contre l'Empereur, « marquant ainsi qu'elle craignait les victoires de Napoléon

Fig. 372. — Napoléon, le soir de Waterloo. D'après une esquisse peinte par Charlet. (Phot. de Braun.)

autant que ses revers », la Chambre, après Waterloo, pensa que Napoléon tenterait un nouveau 18 brumaire. Sur la proposition de Lafayette, elle déclara la patrie en danger, appela la garde nationale à la défense des représentants, réputa crime de trahison toute tentative faite pour la dissoudre, et invita les ministres à se rendre au sein de l'Assemblée. Ces dispositions étaient tout à fait inconstitutionnelles ; c'était un coup

d'État par lequel la Chambre s'emparait du pouvoir exécutif. Elle aurait dû mieux user de ce pouvoir dont elle s'était emparée.

Les représentants chargèrent leur bureau d'aller, avec celui de la Chambre des pairs, nommer, de concert avec les ministres, une commission qui négocierait directement avec les puissances coalisées. « Il n'y a qu'un homme entre la paix et nous ; nous avons assez fait pour lui,

Fig. 373. — Le cri de Waterloo. Projet de tableau esquissé à la plume par Raffet.

notre devoir est de sauver la patrie. » Fouché, qui, dans ces tristes journées, joua sans cesse ce double jeu où il excellait, augmentait encore le trouble par ses avis menaçants (1).

On en vint à parler de déchéance, si Napoléon n'abdiquait pas. On lui imposa une heure pour se décider.

Pendant ce temps, l'Empereur, accablé sous le poids de tant de désastres, épuisé de fatigue, de tristesse et de maladie, hésitait, tempori-

(1) Voir les belles pages où Quinet explique comment un homme aussi décrié que Fouché se trouva être l'arbitre de cette terrible situation et, pour ainsi dire, le maître obligé de la France.

sait, discutait avec les ministres et son frère Lucien. Enfin, sentant que tout était désormais perdu, il écrivit lui-même et signa les lignes suivantes, qui sont l'acte de sa seconde abdication :

« Français,

« En commençant la guerre pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, et le concours de toutes les au-

Fig. 374. — Vue actuelle de la plaine de Waterloo.

torités nationales : j'étais fondé à en espérer le succès, et j'avais bravé les déclarations des puissances contre moi.

« Les circonstances me paraissent changées. Je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France. Ma vie politique est terminée, et je proclame mon fils sous le titre de Napoléon II, Empereur des Français.

« Unissez-vous tous pour le salut public et pour rester une nation indépendante.

« NAPOLÉON. »

Ce fut le duc d'Otrante qui porta cet acte, « son bulletin de victoire », dit M. Thiers, à la Chambre des représentants. Il était un peu plus de midi et demi. Après quelques instants d'émotion, la Chambre des représentants décréta la nomination d'un *Gouvernement provisoire* composé de cinq membres : trois élus par elle, et deux par les pairs; ce

furent, d'un côté : Fouché, Carnot et Grenier ; de l'autre : Caulaincourt et Quinette. Celui qui désormais va conduire les événements est le duc d'Otrante : sa conduite pendant les Cent-Jours lui valait bien l'honneur de succéder à Napoléon après l'avoir tour à tour servi, abandonné, servi

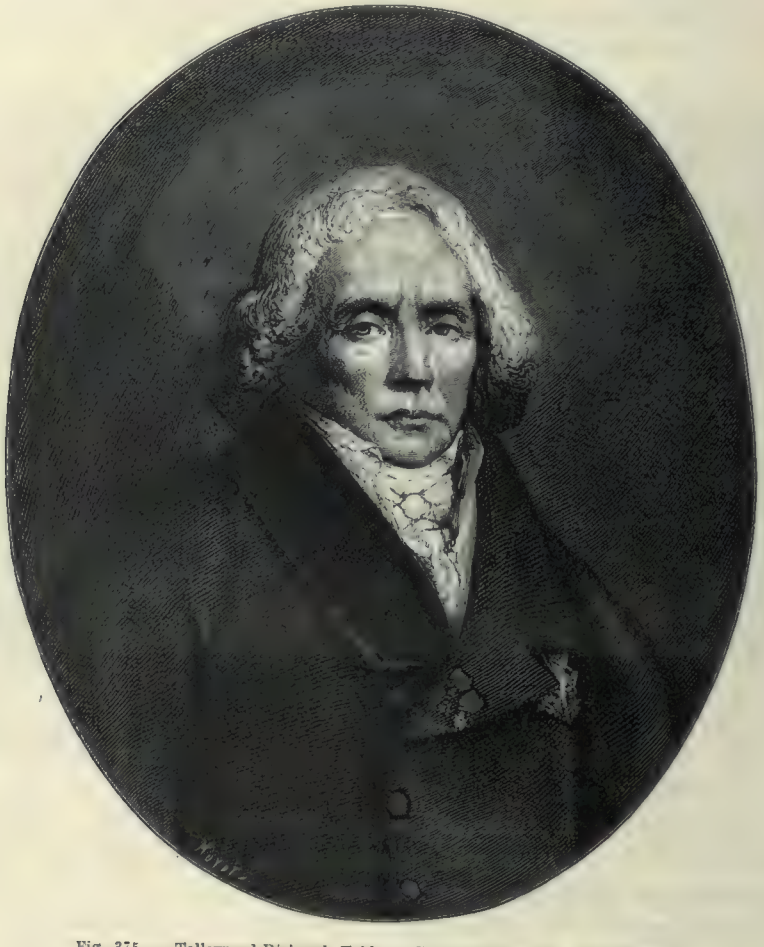


Fig. 375. — Talleyrand-Périgord. Tableau d'Ary Scheffer. (Phot. de Braun.)

de nouveau et abandonné encore ! C'est lui qui, par l'intermédiaire de Manuel, jusque-là inconnu, fit déclarer que, l'abdication de l'Empereur appelant naturellement son fils au pouvoir, il n'était pas besoin de le proclamer. La Chambre éludait ainsi le dernier de ses devoirs envers le souverain déchu.

Mais la France eut, quelques jours après, bien d'autres griefs à reprocher à Fouché. Notre situation militaire, malgré Waterloo, était bien meilleure qu'en 1814, lorsque pour la première fois les alliés arrivaient aux portes de Paris. Au début de la campagne, Napoléon avait eu sous sa main des forces beaucoup plus importantes, et une défaite, quelque désastreuse qu'elle eût été, nous avait moins coûté que les victoires de la première campagne de France. Grouchy, qui était une des principales causes de la défaite et qui n'avait ni retardé les Prussiens ni rejoint Napoléon, avait cherché à réparer sa faute en exécutant une fort belle retraite, et avait ramené sur la Seine son corps à peu près intact. Avec les débris ralliés de Waterloo, nous avions encore

Fig. 375. — Les Prussiens empêchent les députés d'entrer au Palais-Bourbon (8 juillet 1815).
(D'après un dessin terminé par Bovinet. (Coll. Hennin.)

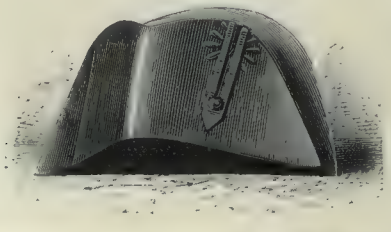
80.000 hommes. La garde nationale et les ouvriers, qui s'étaient formés pendant les Cent-Jours en bataillons de fédérés, étaient prêts à défendre la ville du côté du nord. Wellington et Blucher, éblouis par leur victoire, avaient commis une grande imprudence.

Les Anglais étaient arrivés à Saint-Denis, tandis que les Prussiens qui les avaient précédés étaient déjà passés sur la rive gauche de la Seine qui les séparait de leurs alliés. Il leur fallait trois jours de marche pour se rejoindre. Maîtres du passage du fleuve par les ponts de Paris, nous pouvions battre séparément chacune des deux armées. Napoléon suppliait qu'on lui rendît pour un jour le commandement des troupes, jurant de l'abandonner après la victoire, qui était certaine. Carnot demandait qu'on acceptât l'offre de l'Empereur. Déjà Exelmans, à la tête de l'avant-garde française, avait écrasé et rejeté au delà de Versailles la cavalerie prussienne. « Il nous

prend donc pour des imbéciles ! » dit Fouché, et il fit décider par la commission du gouvernement que Napoléon partirait pour Rochefort, d'où il serait conduit aux États-Unis.

On ne défendit même pas Paris, comme on l'avait fait l'année précédente. Le 5 juillet au soir, la capitulation fut signée. Le 8, les Anglais et les Prussiens chassaient de leurs salles des séances la Chambre des représentants et le Sénat. La vieille armée s'était retirée, sous le commandement de Davout, au delà de la Loire, loin de l'ennemi qu'elle aurait pu écraser.

Enfin, le 8 au soir, Louis XVIII rentrait aux Tuileries. Le préfet Chabrol, qui le reçut à la barrière, lui dit : « *Cent jours* se sont écoulés depuis le jour où Votre Majesté, au milieu des larmes de son peuple en deuil, sortit de sa capitale. » La seconde Restauration avait commencé et Napoléon allait bientôt s'éloigner pour toujours de l'Europe qu'il avait tant troublée, et de la France à laquelle il avait donné tant de gloire.



Tabatière *au petit chapeau* (considérée comme emblème séditieux après 1815).

CHAPITRE QUINZIÈME.

SAINTE-HÉLÈNE.

DEPUIS le 25 juin, Napoléon était sous la garde d'un membre de la Chambre des représentants, le général Becker. Le 29 au soir, il quitta la Malmaison, et, à travers les populations étonnées et émues, il atteignit Rochefort, où deux frégates l'attendaient, prêtes à l'emporter en Amérique. On avait manifesté, sur son passage, d'énergiques regrets : à Niort, on voulait le placer à la tête des troupes, et partout le peuple lui criait : « A l'armée de la Loire!... » Sans doute, les espérances secrètes de Napoléon, répondant à ce mouvement populaire, l'empêchèrent de précipiter son départ; il eût pu se rendre à bord des navires *la Saale* et *la Méduse,* mis à sa disposition; il n'en fit rien, et le lendemain, une sorte de croisière des bâtiments anglais, avertis, dit-on, secrètement par Fouché, empêchait la sortie du port! Les dévouements les plus em-

(1) Nous résumons surtout, pour cette captivité de Sainte-Hélène, sur laquelle on a tant écrit, le chapitre de Rapetti (*Nouvelle Biographie générale*), qui a puisé à toutes les sources importantes.

pressés et les plus désintéressés s'offrirent alors à Napoléon : des marins de tous grades voulaient risquer le passage à travers les Anglais; le commandant de *la Méduse* même, parlant au nom de son équipage, était prêt à attaquer *le Bellérophon,* navire anglais de 74, au risque d'être désemparé, puisque *la Méduse* était de moindre force, mais seulement pour paralyser les mouvements des Anglais et laisser la mer libre à *la Saale,* qui, profitant de la lutte, conduirait sans grand péril l'Empereur à sa destination. Le plan était praticable, mais le capitaine de *la Saale,* qui avait le commandement de la station française, s'y refusa, obéissant à un ordre secret émané de Paris, de Fouché, disait-on. Joseph, venu à l'île d'Aix pour embrasser son frère, voulut aussi profiter de sa ressemblance avec l'Empereur pour qu'il passât à sa place par Bordeaux sur un navire prêt à le transporter en Amérique; Napoléon ne voulut pas profiter de ce dévouement. Un temps inappréciable était perdu, Louis XVIII rentrait en ce moment à Paris; Napoléon se décida à écrire la lettre suivante :

Au Prince régent d'Angleterre.

Rochefort, 13 juillet 1815.

« Altesse Royale, en butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des grandes puissances de l'Europe, j'ai consommé ma carrière politique, et je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britannique; je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de Votre Altesse Royale, comme du plus puissant, du plus constant et du plus généreux de mes ennemis.

« NAPOLÉON. »

Le général Gourgaud fut chargé de porter cette lettre en Angleterre, et le comte de Las Cases, d'en remettre copie au capitaine Maitland du *Bellérophon,* qui prit sur lui de recevoir Napoléon à son bord. Le 15 juillet, au milieu des sanglots d'une foule accourue sur son passage, l'Empereur quittait l'île d'Aix sur le brick *l'Épervier,* le seul navire français qui eût conservé le drapeau aux trois couleurs, et montait sur *le Bellérophon,* qui faisait voile pour l'Angleterre.

Au reçu de la lettre au prince régent, le gouvernement anglais avait convoqué le conseil privé, dont les membres, se référant à la déclaration de Vienne (1815), qui

mettait Napoléon hors la loi et hors l'humanité, eurent beaucoup de peine à se décider entre les propositions suivantes : une prison à Dumbarton, une prison à la Tour de Londres, la remise de Napoléon à Louis XVIII, pour être procédé à une exécution capitale, et la déportation à Sainte-Hélène, îlot de 17 kilomètres sur 11, à 15 degrés au sud de l'équateur, à 1.700 kilomètres de l'Afrique et 3.000 de l'Amérique. La seule mais énergique opposition du comte de Sussex fit écarter les résolutions les plus barbares ; la déportation à Sainte-Hélène prévalut.

Fig. 377. — Embarquement de Napoléon à bord du *Bellérophon*.

La justice de l'histoire veut que l'on ne rende pas le gouvernement anglais seul responsable de cette déloyauté. A ce moment, l'opinion publique en Europe subissait d'étranges égarements ; elle ne voyait en Napoléon que le perturbateur de la paix des nations, l'ennemi commun des peuples et des rois. En France, un des journaux les plus importants justifiait d'avance, dans un article, la décision du conseil privé d'Angleterre qui devait livrer l'Empereur Napoléon à une cour martiale pour le faire condamner à mort (1).

Blucher avait hautement annoncé l'intention de faire fusiller Bonaparte dans le fossé de Vincennes où le duc d'Enghien était tombé, et, sur le refus du duc de Wellington de se prêter à cette exécution, il avait déclaré qu'il « laissait à l'Angleterre la responsabilité de sa faiblesse ». Joseph de Maistre écrivait de Saint-Pétersbourg dans

(1) Montholon, t. I, p. 103, cite le *Journal des Débats* du 30 juillet 1815.

le même sens et se ralliait à l'idée, qui avait été émise en Angleterre, de faire juger Napoléon par une cour composée des députés de tous les souverains de l'Europe.

Dès le 24 juillet, *le Bellérophon,* dans la rade de Torbay, et à Plymouth, le 25, était entouré de canots armés, et privé de toute communication avec la terre.

Fig. 378. — Napoléon transbordé du *Bellérophon* sur le vaisseau *le Northumberland.* Gravure du temps.

Le 31 juillet, sir Bunbury vint signifier par écrit à Napoléon la décision du gouvernement anglais. Napoléon protesta ainsi :

En mer, à bord du *Bellérophon,* 4 août 1815.

« Je proteste solennellement ici, à la face du ciel et des hommes, contre la violence qui m'est faite, contre la violation de mes droits les plus sacrés, en disposant par la force de ma personne et de ma liberté. Je suis venu librement à bord du *Bellérophon;* je ne suis pas prisonnier, je suis l'hôte de l'Angleterre... Si le gouvernement, en donnant l'ordre au capitaine du *Bellérophon* de me recevoir ainsi que ma suite, n'a voulu que me tendre un piège, une embûche, il a forfait à l'honneur et flétri son pavillon... J'en appelle à l'histoire. Elle dira qu'un ennemi, qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais, vint librement, dans son infortune, chercher un asile sous ses lois ; et quelle plus éclatante preuve pouvait-il donner de son estime et de sa confiance ? Mais com-

ment l'Angleterre répondit-elle à une telle magnanimité? elle feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi, et quand il se fut livré de bonne foi, elle l'immola.

« NAPOLÉON. »

Cette protestation resta sans réponse, comme deux autres qui l'avaient précédée. Le 8 août, *le Northumberland* mit à la voile, ayant à bord

Fig. 379. — Sainte-Hélène. Vue de James-Town.

le 53e régiment d'infanterie destiné à former la garnison de Sainte-Hélène, pour transporter *le général Bonaparte,* selon l'instruction adressée par le gouvernement anglais. La navigation fut tourmentée, et 70 jours seulement après son départ, *le Northumberland* s'arrêtait devant une masse de rochers noirs, escarpés, nus ; c'était Sainte-Hélène, le cachot réservé à Napoléon par l'Angleterre et la Sainte-Alliance.

Dès Plymouth, Napoléon avait pu pressentir le traitement qui l'attendait. Si la générosité naturelle des braves marins du *Northumber-*

land le lui avait fait oublier, à Sainte-Hélène il allait trouver l'oligarchie anglaise et ses implacables desseins. Quand il arriva à James-Town, l'on n'avait pas encore eu le temps d'approprier Longwood à sa nouvelle destination, et Napoléon, ne voulant plus rester à bord du *Northumberland,* dut demeurer chez des habitants de l'île. Ce premier arrêt dans une aimable famille anglaise devait être sa dernière distraction.

Fig. 380. —Vue de Longwood, prise de Balcombe's cottage. D'après une gravure anglaise.

Les travaux ordonnés à Longwood furent terminés le 8 décembre, et Napoléon s'y installa avec sa suite. Il ne faut pas que ce nom de Longwood (long bois) donne des idées d'ombrage ; il n'y avait, sur ce plateau situé au nord de l'île, que quelques arbres à gomme au maigre et pâle feuillage, courbés en angle du même côté par le vent. Ce lieu n'était habitable que quelques mois de l'année. Les brusques changements de l'atmosphère, où, dans la même journée, on avait le brouillard, la pluie, le soleil, la sécheresse, puis encore le vent et les brouillards, ne permettaient aucune culture. On l'avait choisi à cause de sa situation inaccessible, où la garde d'un prisonnier était simplifiée et fortifiée par la nature.

C'est là que Napoléon, entouré du comte de Las Cases et de son fils, du général Gourgaud, du comte et de la comtesse Bertrand, du comte et de la comtesse Montholon et d'une dizaine de domestiques, devait maintenant réduire sa vie :

Toujours l'isolement l'abandon, la prison ;
Un soldat rouge au seuil, la mer à l'horizon ;
Des rochers nus, des bois affreux, l'ennui, l'espace ;
Des voiles s'enfuyant comme l'espoir qui passe ;

Fig. 381. — Vue de Longwood. Dessinée d'après nature. (Sainte-Hélène. 1820.)

Toujours le bruit des flots, toujours le bruit des vents !
Adieu, tente de pourpre aux panaches mouvants !
Adieu, le cheval blanc que César éperonne !
Plus de tambours battant aux champs, plus de couronne,
Plus de rois prosternés dans l'ombre avec terreur,
Plus de manteaux traînant sur eux, plus d'empereur !..
Sur les escarpements roulant en noirs décombres
Il marchait seul, rêveur, captif des vagues sombres ;
Les aigles qui passaient ne le connaissaient pas.

Napoléon essayait cependant encore de vivre en souverain. Le service fut réglé à Longwood comme aux Tuileries. Bertrand, Montholon, Gourgaud, Las Cases furent décorés de titres de cour ; l'argenterie, la porcelaine apportées de Paris furent mises en usage, le maître d'hôtel portait l'habit vert brodé d'argent, etc. L'Empereur

prit l'habitude de passer sa soirée à table ; au dessert, on apportait Racine, Corneille, Molière, et il choisissait l'un des chefs-d'œuvre de ces grands hommes. « A quel spectacle irons-nous ce soir ? disait-il ; entendrons-nous Talma ou Fleury ? » La lecture durait jusqu'à dix ou onze heures. D'autres jours, les tables à jeu étaient préparées, mais cette distraction ne retenait pas la pensée de Napoléon, qui souvent, préoccupé et rêveur, repoussait la table et rentrait dans sa chambre à coucher.

Fig. 382. — La tombe de Napoléon, à Sainte-Hélène.

Le jour était consacré à des lectures, à des dictées, à des promenades en voiture ou à cheval, plus tard à des travaux de jardinage. Ses *Mémoires*, commencés à bord du *Northumberland*, furent repris. Il raconta les campagnes d'Italie, d'Égypte, de Syrie, des épisodes de sa jeunesse avant sa souveraineté ; il s'attachait aux points dont se préoccupaient ses contemporains, montrant une vigueur de conception, un mouvement, une vie de pensée, une sérénité d'esprit, une beauté naturelle d'expressions incomparables, oubliant sa propre personnalité pour juger les politiques et les guerriers des temps passés, avec une clarté admirable, soumettant à revision ses propres idées. Il étonnait, par son

impartialité dans ses jugements sur ses ennemis, ses compagnons de captivité, qui avaient même peine à le suivre dans tous ses développe-

Fig. 383. — Monument élevé à l'Impératrice Joséphine, par Eugène et Hortense Beauharnais dans l'église de Rueil.

ments. Napoléon, dont l'éloquence militaire avait déjà surpassé tous ses modèles, ajoutait, par ses *Dictées de Sainte-Hélène,* une gloire de plus à toutes les autres, celle de l'historien, et prenait rang parmi les pre-

miers écrivains de notre siècle. Les jours se passaient ainsi dans les souvenirs de gloire, dans la préoccupation des passions de l'Europe, dans un souci constant de l'opinion de la postérité.

Cependant la vengeance politique poursuivait son œuvre, et l'Empereur se trouva bientôt en butte à des sujétions et des froissements de plus en plus douloureux. La peur des rois ne recula devant rien pour empêcher une nouvelle apparition de Napoléon sur le continent. Comme le disait lord Byron en 1816, dans le troisième chant de *Childe-Harold*, on pensait que Napoléon n'avait pas renoncé « à revêtir la pourpre impériale, à ébranler de nouveau le monde et à en être une troisième fois le Jupiter tonnant. » On fit occuper par une garnison anglaise les îles Tristan d'Acunha, au sud du cap de Bonne-Espérance. Malgré les généreux efforts de lord Holland, le Parlement anglais convertissait en loi de l'État le fait de la captivité de Napoléon à Sainte-Hélène. A Sainte-Hélène même, on établit devant Longwood un camp dont les sentinelles allaient jusqu'à *toucher la maison* pendant la nuit; un officier suivait Napoléon sans le perdre de vue; un télégraphe transmettait d'heure en heure au gouverneur des observations sur les moindres mouvements du prisonnier. Aucune lettre n'était expédiée ou reçue qu'ouverte et devait passer par Londres. Napoléon fut privé de toute correspondance avec sa famille ou ses amis; on ne laissait arriver que les pamphlets et les nouvelles du triomphe de ses ennemis. Dans ses promenades, il aimait à parler aux habitants, à caresser les enfants qui lui rappelaient son fils; la population reçut l'ordre formel de s'éloigner sur son passage et de ne jamais prononcer son nom. Les moindres visites étaient l'objet d'un interrogatoire préalable : Mme Bertrand pouvait dire, en présentant à l'Empereur l'enfant qu'elle avait mis au monde à Longwood : « Sire, voici le premier Français arrivé ici sans la permission de M. le gouverneur! » Pour enlever à Napoléon les moyens d'acquérir ou de payer des agents, on entreprit de réduire les dépenses de sa maison, afin de lui faire employer les fonds dont on le soupçonnait possesseur; mais Napoléon, tout en se révoltant contre la parcimonie de ses geôliers, déclara « qu'il n'avait de ressources qu'en Amérique,

et que ses besoins particuliers étaient si modestes qu'il irait demander la soupe au camp de Deadwood, persuadé que ces braves gens ne la refuseraient pas au plus vieux soldat d'Europe, mais qu'il avait avec lui des compagnons, et que, pour subvenir à leurs besoins, il ferait fondre à James-Town les belles et précieuses pièces d'argenterie de son service de table ». Le gouverneur prit sur lui, disait-il, d'arrêter les économies, et le chiffre des dépenses resta fixé à 12.000 livres.

Toutes ces vexations n'avaient qu'un but : rendre impossible tout projet d'évasion; mais pourquoi en ajouter d'inutiles? pourquoi, par exemple, priver Napoléon de son titre d'empereur? L'amiral Cockburn, si rude qu'il fût, avait su toutefois rendre tolérables ces excessives rigueurs; mais l'attitude d'Hudson Lowe, qui le remplaça à Sainte-Hélène, devint provoquante. Le soir même de son arrivée, il faisait prévenir à Longwood qu'il se présenterait le lendemain pour voir *le général Bonaparte*, et cela, sans demander autrement audience. Le lendemain, l'Empereur refusa de se laisser voir et fixa la réception au jour suivant. L'animosité éclatait dès le premier moment. A la fin de l'année, la guerre était déclarée : le gouverneur faisait enlever le comte de Las Cases et son fils, dont la présence était agréable et nécessaire à l'Empereur dans ses travaux; il exigeait aussi une diminution de personnel; le médecin anglais O'Meara, qui s'était attaché à l'Empereur depuis la traversée du *Bellérophon*, fut expulsé de l'île.

Fig. 384. — Le tombeau de Sainte-Hélène; la silhouette de Napoléon entre les saules. Tabatière historique. M. Maze.

Le 17 juin 1817, on vit débarquer à Sainte-Hélène trois personnages décorés du nom pompeux de commissaires de la Sainte-Alliance,

venant s'assurer que l'Angleterre gardait bien son prisonnier. On espéra un moment que les instructions d'une politique moins implacable mettraient fin au cruel formalisme de Hudson Lowe ; il n'en était rien. Les commissaires montrèrent de telles prétentions que Napoléon refusa de reconnaître leur titre et de les recevoir.

Il est certain que des projets d'évasion s'étaient souvent présentés à Napoléon : on en trouve des mentions nombreuses dans les récits

Fig. 385. — Allégorie sur le rocher de Sainte-Hélène. Par Horace Vernet.

qui nous sont venus de Sainte-Hélène; mais, ce qui est plus certain encore, c'est que Napoléon n'a jamais voulu se prêter à ces projets.

On ne peut nier qu'il n'ait quelque temps entretenu l'espoir d'un retour en Europe, mais il attendait ce retour d'une révolution. Il repoussa la proposition de s'évader comme une lâcheté et une défaillance. Sa pensée, sondant les profondeurs de l'avenir, avait vu dans son martyre le gage des destinées de sa dynastie ; dans la grandeur de son malheur, la consécration de sa gloire. Il disait un jour : « Mieux vaut pour mon fils que je sois ici ; s'il vit, mon martyre lui rendra sa couronne. » Une autre fois : « Jésus-Christ ne serait pas Dieu s'il n'était pas mort sur la croix. » L'idée de l'irrésistible puissance de son martyre s'étant offerte à lui, Napoléon cessa de réagir contre son supplice, il aima sa souffrance.

S'il avait pu bien connaître ce qui se passait en Europe, il aurait constaté, dès la seconde année de sa captivité, que ses prévisions étaient justes. Un des plus éloquents et des plus précieux témoignages du prestige qui s'attachait à la « victime des

Fig. 386. — 5 mai! La prière du vieux soldat. D'après une lithographie de Charlet.

rois », et de l'union qui s'était déjà faite dans les esprits entre les souvenirs napoléoniens et la liberté, nous est donné dès 1816, par le grand poète anglais contemporain, dans son *Ode à Sainte-Hélène.*

« Paix à toi, île de l'Océan ! salut à tes brises et à tes vagues; vois la mer respectueuse couronner d'une blanche écume tes récifs révérés ! L'histoire te prépare aussi une riche

guirlande dont l'immortelle verdure décorera ton front, quand des peuples qui t'ignoraient jusqu'à ce jour auront courbé la tête sous le sceptre de l'oubli ! Éternelle de gloire, ... tu recevras l'hommage sacré des siècles.

« Salut au chef qui dépose sur ton rocher le riche fardeau de sa gloire ! Quand, parvenu au terme de sa carrière mortelle, il lèguera ses exploits à la postérité, sa vie sera consacrée par l'histoire ! Ses grandes actions le mettront au rang des héros des siècles passés ; les monarques un jour rendront hommage à son nom ; les chants des poètes, les leçons des sages le proclameront la merveille de la terre. Oui, tous les dieux de l'histoire s'abaisseront devant toi, éclipsés par ta splendeur, astre puissant des Gaules.

« ... Le lys aujourd'hui si brillant se flétrira. Où est la main capable de le soutenir ? Les nations qui l'ont élevé le verront languir sans pitié; des rosées funestes le frapperont de mort. Alors la violette, qui croît dans tes vallons, exhalera son parfum vivifiant ; alors la Liberté ralliera ses fils pour entonner un chant de triomphe sur la tombe des tyrans, et l'Europe craindra que ton astre ne reparaisse dans tout son éclat pour éclipser les météores funestes du nord. »

Cependant la santé de l'Empereur s'altérait sensiblement. Il était resté sans médecin au moment où il en aurait eu le plus besoin, et c'était un acte cruel à reprocher au gouverneur de Sainte-Hélène. En Europe, on s'était ému des nouvelles données par le comte de Las Cases sur la captivité de l'Empereur. Le mémoire du docteur O'Meara, adressé à la famille Bonaparte, avait eu un grand retentissement. La mère de Napoléon, alors retirée à Rome, saisit cette occasion d'adresser une touchante requête aux souverains rassemblés pour le congrès d'Aix-la-Chapelle. Pie VII intercéda à Londres en faveur du prisonnier de Sainte-Hélène.

« Napoléon est malheureux, très malheureux, disait-il ; nous avons oublié ses torts. L'Église ne doit jamais oublier ses services. Il a fait en faveur de ce Siège ce que nul autre peut-être, dans sa position, n'aurait eu le courage d'entreprendre. Nous ne lui serons pas ingrat... Savoir que cet infortuné souffrirait par nous est déjà presque un supplice, surtout au moment où il demande un prêtre pour se réconcilier avec Dieu. Nous ne voulons, nous ne pouvons, nous ne devons participer en rien aux maux qu'il endure ; nous désirons au contraire du plus profond de notre cœur qu'on les allège et qu'on lui rende la vie plus douce. Demandez cette grâce en notre nom (au prince régent d'Angleterre) (1) ... »

Le 18 septembre 1819, arrivèrent enfin à Sainte-Hélène un médecin,

(1) Extrait d'une lettre du cardinal Consalvi (3 juin 1818) citée dans Crétineau-Joly, *l'Église romaine en face de la Révolution*, t. I, p. 485. Le Pape s'opposa même à la publication d'un livre contre Napoléon, sur ses démêlés avec le Saint-Siège.

Antommarchi, et deux prêtres, Buonavita et Vignali (1). Le docteur trouva l'Empereur atteint des symptômes les plus alarmants; le mal avait fait d'irréparables progrès. Le 17 mars 1821, Napoléon disait à Antommarchi : « Ce n'est pas la faiblesse, mais la force qui m'étouffe ; » puis, posant la main du médecin sur son estomac : « Ils ont mis là un couteau de boucher, ils ont brisé la lame dans la plaie. » Le 2 avril, on

Fig. 387. — Le corps de Napoléon quitte la terre d'exil à Sainte-Hélène, le 16 octobre 1840.
Lithographie de Monthelier.

annonça l'apparition d'une comète : « Une comète! s'écria-t-il, ce fut le signe de la mort de César. » Le 15 avril, l'Empereur arrêta ses dernières volontés et fit son testament. « Voilà mes apprêts, dit-il à Antommarchi; pas d'illusion, je sais ce qu'il en est, je suis résigné. » Le 19, une amélioration se produisit ; on le félicitait : « Ne vous y trompez pas, c'est ma fin qui approche. » Il ajouta : « Quand je serai mort, chacun de vous aura la douce satisfaction de retourner en Europe; vous reverrez vos parents, vos amis, la France! moi, je retrouverai mes braves aux Champs Élysées... » Haussant la voix : « Kléber, Desaix,

(1) On avait refusé, dit-on, à l'abbé de Quélen, depuis archevêque de Paris, l'autorisation qu'il avait sollicitée de se rendre à Sainte-Hélène.

Bessières, Duroc, Ney, Murat, Masséna, Berthier, tous viendront à ma rencontre... nous causerons de nos guerres avec les Scipion, les Annibal, les César, les Frédéric;... à moins, ajouta-t-il en souriant, qu'on n'ait peur là-haut de voir tant de guerriers ensemble. »

Arnott, médecin anglais qui avait donné des soins à Napoléon avant l'arrivée d'Antommarchi, entra en ce moment. L'Empereur, très agité, l'interpella brusquement, disant à Bertrand de traduire ses paroles sans omettre un seul mot : « J'étais venu m'asseoir au foyer du peuple britannique ; j'attendais une loyale hospitalité. Vous m'avez donné des fers... C'est votre ministère qui a choisi cet affreux rocher, où se consume en moins de trois années la vie des Européens, pour y achever la mienne par un assassinat... Il n'y a pas une indignité, pas une horreur dont vous ne vous soyez fait une joie de m'abreuver. Les plus simples communications de famille, celles même qu'on n'a jamais interdites à personne, vous me les avez refusées. Vous n'avez laissé arriver jusqu'à moi aucune nouvelle, aucun papier d'Europe ; ma femme, mon fils même n'ont plus vécu pour moi... Dans cette île inhospitalière, vous m'avez donné pour demeure l'endroit le moins fait pour être habité, celui où le climat meurtrier du tropique se fait le plus sentir. Il m'a fallu me renfermer entre quatre cloisons, dans un air malsain, moi qui parcourais à cheval toute l'Europe!... » Il termina ainsi : « Mourant sur cet affreux rocher, privé des miens et manquant de tout, je lègue l'opprobre et l'horreur de ma mort à la famille régnante d'Angleterre. » L'Empereur s'évanouit en prononçant ces mots.

Le 21 avril, ayant demandé l'abbé Vignali (l'abbé Buonavita n'avait pu supporter le climat de Sainte-Hélène et était reparti), l'Empereur voulut remplir ses devoirs religieux, ses devoirs de chrétien, catholique romain, comme il le disait; il entendit la messe et communia, malgré l'opposition de la plupart de ses compagnons de captivité, qui ne craignirent pas, en ce moment solennel, de troubler Napoléon dans ce dernier acte de sa foi et firent enlever la chapelle ardente qu'il avait fait disposer. Le 28 et le 29, il recommanda de faire l'autopsie de son cadavre et de porter son cœur à sa « chère Marie-Louise ». Il dicta la lettre qui devait annoncer sa mort à Hudson Lowe, et donna

aussi des instructions à ses compagnons pour leur conduite à tenir lorsqu'ils seraient de retour en Europe; puis le délire vint s'emparer du mourant. Un ouragan des plus violents s'abattait, le 4 mai, sur l'île où agonisait celui qu'on avait appelé le maître du monde; Hudson Lowe, ému, effrayé, empruntant le langage d'un poète anglais, en

Fig. 388. — Funérailles de l'Empereur. — Passage du cortège dans les Champs-Élysées, 15 décembre 1840.
D'après un dessin de Ferogio et Girard.

parle ainsi : « Au milieu des fureurs et des hurlements de la tempête, on eût dit que l'esprit des orages, porté sur les ailes du vent, courait apprendre au monde qu'un être puissant venait de descendre dans les sombres abîmes de la nature et de la mort ! »

Le 5 mai, à cinq heures de l'après-midi, on l'entendit murmurer quelques mots à peine intelligibles : « Tête... armée... Mon Dieu! » « Napoléon touche à sa fin : il est six heures moins onze minutes, ses lèvres se couvrent d'une légère écume : il n'est plus (1). »

L'autopsie prouva qu'un cancer à l'estomac avait été la cause principale de sa mort. L'examen de son corps permit de remarquer huit

(1) Antommarchi, *Derniers Moments de Napoléon.*

cicatrices, dont la plupart provenaient sans doute de blessures reçues à la guerre. Le 8 mai son cercueil fut déposé à Hutt's Gate, près d'une source qu'il aimait. Des saules ombragèrent la pierre, sur laquelle l'Angleterre défendit de graver aucun nom. C'est ce que rappelle Lamartine :

Sur un écueil battu par la vague plaintive,
Le nautonnier au loin voit blanchir sur la rive
Un tombeau...
Ici git... Point de nom! Demandez à la terre.

Mais la France ne pouvait se désintéresser de cette dépouille. Les gouvernements de l'Europe semblaient d'ailleurs n'avoir plus rien à craindre de la race de Napoléon. Son seul héritier direct, le Roi de Rome, devenu le duc de Reichstadt, était mort « en exilé », comme son père, le 27 juillet 1832, dans tout le charme de la jeunesse, miné par la mélancolie profonde d'avoir entrevu une grande destinée, de s'en sentir digne et de ne pouvoir l'accomplir. Le gouvernement de Louis-Philippe, qui d'ailleurs consacrait Versailles à toutes les gloires de la France, qui avait déjà replacé Napoléon (1833) sur la colonne de la la Grande Armée (1) et terminé (1836) l'arc de triomphe de l'Étoile, obtenait de l'Angleterre (12 mai 1840), après l'avoir plusieurs fois réclamé, que les cendres de Napoléon fussent rendues à la France. Le prince de Joinville, parti le 7 juillet avec la frégate *la Belle Poule* et la corvette *la Favorite,* arrivait à James-Town le 8 octobre 1840. Le 15 décembre, les cendres de Napoléon étaient solennellement transportées aux Invalides (2).

(1) Un concours avait été ouvert, et le prix fut accordé à Émile Seurre, frère du sculpteur qui a fait le Molière de la fontaine de la rue Richelieu. La statue de Seurre, qui représente Napoléon dans son costume populaire, fut transportée à Courbevoie, en 1864, et remplacée par une statue de Dumont, reproduisant le Napoléon en costume romain de Chaudet, détruit en 1814.

(2) Après un concours, l'exécution du tombeau fut confiée à Visconti. Plusieurs juges regrettèrent que l'on n'eût pas préféré le projet de Baltard. Parmi les monuments élevés à Napoléon, à sa famille, à ses principaux lieutenants, nous citerons, outre ceux qui ont été rappelés plus haut, le monument de Fixin (Côte-d'Or), sculpté par Rude sur la demande d'un ancien officier de la Grande Armée ; à Ajaccio, le monument de la famille Bonaparte élevé sur la place Diamant, d'après le projet de Viollet-le-Duc (la statue équestre de Napoléon est de Barye), et la statue du Premier Consul par Laboureur, sur la fontaine de la place du Marché ; à Rueil, les tombeaux de la reine Hortense et de Joséphine, par Barre, Cartellier et Cortot ; à Cherbourg la statue équestre, de Leviel ; à Lyon, la statue équestre par de Nieuwerkerke ; le mausolée du prince Eugène de Beauharnais, dans l'église Saint-Michel, de Munich, par Thorwaldsen. On a admiré, à l'exposition de 1867, le Napoléon mourant de l'Italien Vela, et une statue drapée à l'antique de l'Empereur, entourée des bustes du héros aux diverses périodes de sa vie, chefs-d'œuvre de

Napoléon avait enfin les magnifiques funérailles que le poète lui avait promises. Devant le cercueil triomphal « la jeune poésie » pouvait « chanter la jeune liberté ».

Fig. 389. — La revue nocturne. D'après la lithographie de Raffet.

C'est là la grande revue — A l'heure de minuit
Qu'aux Champs Élysées — Tient César décédé.

(O. de Sedlitz, poète allemand.)

Sire, vous reviendrez dans votre capitale
Sans tocsin, sans combat, sans lutte, sans fureur,
Traîné par huit chevaux sous l'arche triomphale
En habit d'Empereur...

Guillaume. Mentionnons encore, à Auxonne, l'Officier d'artillerie Bonaparte, par Jouffroy; la statue de Ney, par Rude, à l'avenue de l'Observatoire; la statue de Joséphine, par Vital Dubray, qui se trouvait, il y a quelques années dans l'avenue qui a pris le nom de Hoche; la statue de Davout par Dumont, à Auxerre; à Clermont, la statue de Desaix par Nanteuil; le monument élevé en l'honneur de Moncey et de la défense de Paris en 1814, par Doublemart, sur la place Clichy; à Nice, la statue de Masséna par Carrier-Belleuse. C'est à dessein que nous ne rappelons pas les statues du musée de Versailles dont il est facile d'avoir la liste Parler des peintures nous entraînerait trop loin. Rappelons cependant le *1807*, le *1814* et les *Cuirassiers* (*1805*) de Meissonnier, — le *Sphinx* de Jérôme, — les peintures de J.-N. Robert-Fleury au Tribunal de commerce, — *Bonaparte franchissant les Alpes*, et *Napoléon à Fontainebleau* de Paul Delaroche; — *Madame mère* et *Vive l'Empereur !* (*1814*) de Ch.-L. Muller. Ce n'est que par exception que l'on a eu recours pour l'illustration de ce volume, surtout pour les portraits, aux œuvres des artistes qui n'étaient pas des contemporains de Napoléon.

Sur votre sceptre d'or, qu'aucun vainqueur ne foule
On verra resplendir votre aigle au bec vermeil,
Et sur votre manteau vos abeilles en foule
Foisonner au soleil.

Paris sur ses cent tours allumera des phares,
Paris fera parler toutes ses grandes voix :
Les cloches, les tambours, les clairons, les fanfares
Chanteront à la fois...

Une acclamation douce, tendre, hautaine,
Chant des cœurs, cri d'amour où l'extase se joint,
Remplira la cité ; mais, ô mon capitaine !
Vous ne l'entendrez point !

De sombres grenadiers, vétérans qu'on admire,
Muets, de vos chevaux viendront baiser les pas ;
Ce spectacle sera touchant et beau ; mais, Sire,
Vous ne le verrez pas !

Car, ô géant couché dans une ombre profonde,
Pendant qu'autour de vous, comme autour d'un ami,
S'éveilleront Paris et la France et le monde,
Vous serez endormi...

Si bien que vous voyant glacé, dans son délire,
Et tel qu'un dieu muet qui se laisse adorer,
Ce peuple, ivre d'amour, venu pour vous sourire
Ne pourra que pleurer.

Ce fut, en effet, un spectacle d'une grandeur et d'une émotion singulière, lorsque le prince de Joinville, devant le dôme des Invalides, dit en s'inclinant devant le roi son père : « Sire, je vous présente le corps de Napoléon », quand le roi, après avoir répondu : « Je le reçois au nom de la France », prit l'épée du vainqueur d'Austerlitz et la remit au général Bertrand pour qu'il la plaçât sur le cercueil. On comprend que le vieux maréchal Moncey se soit écrié : « Maintenant, je puis mourir ! »

Un froid des plus rigoureux n'avait pas empêché une foule énorme de se presser sur le passage du cortège. Mme de Girardin (1) exprimait bien, dans l'éloquent passage qu'on va lire, l'enthousiasme du moment allant jusqu'à l'apothéose :

(1) *Lettre parisienne* du 20 décembre 1840, dans le journal *la Presse*. Les Courriers de Paris étaient publiés sous le pseudonyme de « Vicomte de Launay ».

« Mon Dieu, quel admirable peuple que ce peuple français ! comme il aime tout ce qui est grand, noble, poétique, généreux, et qu'il faudra de peine et de paroles pour en faire un peuple égoïste et bourgeois ! et encore n'y parviendra-t-on qu'en le trompant. Car c'est bien ce qui fait sa gloire, qu'il faille toujours prendre un noble langage pour le corrompre, un droit chemin pour l'égarer, un beau masque pour le trahir. Tous ceux qui depuis des siècles ont cherché à l'entraîner au crime

Fig. 390. — Le Réveil. D'après une lithographie de Raffet.

La caisse sonne étrange — Dans leur fosse en ressuscitent
Fortement elle retentit ; — Les vieux soldats péris.

l'ont honoré du moins par leur hypocrisie ; tous les fourbes, les lâches, les envieux, les ambitieux qui ont exploité son héroïsme, ont été forcés de flatter par de brillants mensonges sa chevaleresque générosité. Nul n'a osé lui dire : Fais cela pour ton intérêt et prends cela pour le garder (1).

« Un seul homme a eu la bonne foi de lui dire : « Combats pour moi, » et les Français ont suivi cet homme avec enthousiasme et ils chérissent sa mémoire, et ils la chériront toujours, parce qu'il ne les a point trompés, parce que lui seul les a compris ; il n'a exigé d'eux aucun crime, il ne les a rendus complices d'aucune mauvaise passion ; il ne leur a commandé que de mourir avec honneur, et ils ont obéi.

(1) Napoléon, dans son entretien avec Sismondi, rappelé plus haut (p. 825), avait exprimé la même idée.

« Oui, c'était un beau spectacle que de voir, l'autre jour, ce peuple généreux saluant avec amour le cercueil triomphal. Quel empressement ! quelle émotion ! Quatre heures d'attente sous la neige n'avaient découragé personne. On tremblait, on souffrait horriblement ; n'importe, on restait là ! Quelques-uns risquaient leur pain ; un bras perclus, c'était la misère pour eux ; quelques-uns risquaient leur vie. Tous risquaient leur santé. N'importe ! on attendait avec patience et courage. »

Le 24 août 1855, la reine Victoria, reine de la Grande-Bretagne, vint prier, sous le dôme des Invalides, au tombeau du captif de Sainte-Hélène. En 1858, l'Angleterre consentait à vendre à la France Longwood et l'emplacement de l'ancienne sépulture de Napoléon. Un officier français réside à Longwood comme *gardien conservateur* de l'habitation et du tombeau de Napoléon Ier. Sainte-Hélène ne conserve plus rien de son illustre prisonnier; mais il a suffi que le souvenir de Napoléon y soit attaché pour que le nom de ce rocher, perdu au milieu de l'Océan, soit à jamais gravé dans l'esprit des peuples.

« L'imagination gouverne le monde, avait dit Napoléon. On ne peut gouverner l'homme que par elle. » La meilleure preuve qu'il pouvait en donner, c'était sa propre destinée. Aucun héros n'a plus vivement agi sur l'imagination du genre humain, et aussi aucun n'a laissé de traces plus profondes dans l'histoire. Mélange prodigieux lui-même d'une imagination débordante et d'une merveilleuse habileté pratique, il trouva, dans l'étendue de son propre génie, une des causes de ses excès et de sa ruine. Chez lui, en effet, de la conception à l'exécution il n'y avait pas d'intervalle, et le rêve lui apparaissait aussitôt comme une réalité. Il domine non seulement l'histoire de France, au dix-neuvième siècle, mais l'histoire de toute l'Europe. Plusieurs des nations qu'il a troublées, qu'il a bouleversées, sommeillaient avant sa venue et « vivent aujourd'hui, suivant l'expression de Mignet, de la vie qu'il leur a donnée ». Aussi, pour bien juger de Napoléon, quelle que soit l'appréciation définitive que l'on en porte, faut-il le considérer non seulement comme un grand homme français, mais comme un grand homme européen, tel que le fut Charlemagne. Napoléon a répandu en Europe les idées de la Révolution française, les principes sociaux de 1789.

La France a payé bien cher le grand rôle qu'il lui a fait jouer.

Pourtant, leçon à jamais mémorable! c'est l'œuvre administrative et sociale, c'est la partie la moins brillante, mais celle qui a été le plus sérieusement inspirée par l'amour de la patrie et du bien public, c'est celle qui a le moins demandé à la force, qui lui a seule survécu et qui

Fig. 391. — Le Triomphe de Napoléon. D'après Ingres. Plafond de l'ancien Hôtel de Ville de Paris. (Phot. de Braun.)

lui survit encore. Napoléon, au lieu de restaurer l'ancien régime, a rendu sa ruine définitive en organisant un régime nouveau, en donnant une vie durable et harmonique à ce qui pouvait être conservé de l'ancienne France et à ce qui méritait d'être adopté dans l'œuvre de la Révolution. Ce révolutionnaire a donc sa place dans la tradition nationale; il se rattache au passé, comme il domine les temps nouveaux, car il les a réconciliés. Heureux s'il avait fait pour notre

constitution politique ce qu'il faisait pour notre organisation sociale, et s'il n'eût pas traité trop souvent la liberté comme une ennemie! De ses grandes conquêtes, où il sacrifia plus d'une fois la France à son implacable ambition, il ne nous est resté que la gloire. Mais la gloire compte-t-elle donc pour si peu dans le patrimoine national? N'est-elle pas pour un pays un trésor indestructible, à l'abri des retours de la fortune? Une nation qui conserve toujours vivant le souvenir des grandes choses qu'elle a faites a le droit, quelle que soit sa situation présente, de ne renoncer à aucune espérance. La gloire de Napoléon est indissolublement unie à la gloire de tout le peuple français. Car c'est avec ce peuple seul qu'il pouvait accomplir son œuvre. Le grand Empereur est inséparable, dans l'esprit de tous, de la Grande Armée.

Masque de Napoléon après sa mort.
Tabatière historique de la collection de M. Maze.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

CONTENUES DANS LE VOLUME.

PLANCHES EN COULEUR.

Pages.

Pl. 1. — Le Premier Consul franchissant le mont Saint-Bernard. Tableau de David, au musée de Versailles ..... Frontispice.

Chromolithographie de Mauler.

Pl. 2. — L'Impératrice Joséphine dans le parc de la Malmaison. Tableau de Pierre Prud'hon, au musée du Louvre 88

Aquarelle de R. Pelez, chromolithographie de Nordmann.

Pl. 3. — Garde impériale (1804 à 1814). — Grenadiers à pied 424

Dessin de Bastin. (Collection Hautecœur.)

Pl. 4. — Garde impériale (1804 à 1814). — Mamelouck; Chasseurs à cheval; Lithuanien; Chevau-légers lanciers 470

Dessin de Bastin. (Collection Hautecœur.)

Pl. 5. — Garde impériale (1809 à 1815). — Conscrit chasseur; Conscrit grenadier; Tirailleur grenadier; Tirailleur chasseur; Garde national; Flanqueur grenadier; Flanqueur chasseur. 520

Dessin de Bastin. (Collection Hautecœur.)

Pl. 6. — Garde impériale (après 1806). — Dragons; Carabinier; Gendarme d'élite; Grenadier à cheval 572

Dessin de Bastin. (Collection Hautecœur.)

Pl. 7. — Garde impériale (1804-1814). — Train d'artillerie; Artillerie à cheval; Artillerie à pied; Sapeur du génie 620

Dessin de Bastin. (Collection Hautecœur.)

Pl. 8. — Vue du grand escalier du Musée du Louvre, construit sous le premier Empire par Percier et Fontaine. D'après l'aquarelle d'Isabey, au musée du Louvre... 664

Aquarelle de Le Doux, chromolithographie de Pralon.

Pages.

Pl. 9. — Armée française. — Douanes impériales; Cuirassier; Marin de la garde; Chasseur voltigeur; Gendarme à pied; Carabinier léger; Hussard..... 674

Dessin de C. Gilbert.

Pl. 10. — Modes et coiffures de 1800 à 1810. D'après les journaux de mode de l'époque. 692

Chromolithographie de Durin.

Pl. 11. — Infanterie de ligne (1804 à 1815). — Fusilier; Grenadier; Voltigeur..... 704

Dessin de Bastin. (Collection Hautecœur.)

Pl. 12. — Troupes alliées. — Grenadier hollandais; Légion portugaise, irlandaise, copte, italique; Régiment des dromadaires; Grenadier de la Vistule; Grenadier suisse.... 794

Dessin de C. Gilbert.

PLANCHE EN TAILLE-DOUCE.

Pl. 13. — La comtesse Regnaud de Saint-Jean d'Angely..... 650

Gravure de Ch. Bazin. D'après la peinture de François Gérard.

GRAVURES HORS TEXTE.

Pages.

Carte générale pour l'histoire des campagnes d'Italie..... 64

Carte pour l'histoire des campagnes d'Allemagne et de Pologne, 1800, 1805, 1806, 1807, 1809, 1813... 428

Pl. 1. — Siège de Toulon. Dessin au lavis de la collection Hennin..... 36

Pl. 2. — Bataille de Millesimo. Dessin de C. Vernet, gravure de Duplessis-Bertaux..... 66

Pl. 3. — Passage du Pont de Lodi. Dessin de C. Vernet, gravure de Duplessis-Bertaux..... 74

Pl. 4. — Bataille de Castiglione. Dessin de C. Vernet, gravure de Duplessis-Bertaux..... 90

Pl. 5. — Bataille de Roveredo. Dessin de C. Vernet, gravure de Duplessis-Bertaux..... 92

Pl. 6. — Bataille d'Arcole. Dessin de C. Vernet, gravure de Duplessis-Bertaux..... 94

Pl. 7. — Bataille des Pyramides. Tableau de Gros, au musée de Versailles..... 166

Pl. 8. — Bonaparte visitant les pestiférés de Jaffa. Tableau de Gros, au musée du Louvre..... 192

Pl. 9. — Bataille d'Aboukir. Peint par Gros. Musée de Versailles..... 196

Pl. 10. — Entrée de l'armée française dans Rome. Dessiné par Nodet..... 204

Pl. 11. — Passage du mont Saint-Bernard. Peint par Thévenin, gravé par Duplessis-Bertaux..... 286

Pl. 12. — Mort du général Desaix, à la bataille de Marengo. Dessin lavé de Lafitte..... 290

Pl. 13. — « Il a tenu parole. » Gravure au burin anonyme..... 318

Pl. 14. — La Paix. Bonaparte entre deux génies. Dessin de Prud'hon, à M^gr le duc d'Aumale.... 332

Pl. 15. — Le Premier Consul et M^me Bonaparte visitant la manufacture des frères Sevenne, à Rouen. Dessin d'Isabey, au musée de Versailles. 368

Pl. 16. — Portrait du duc d'Enghien. D'après une gravure anglaise de 1804..... 390

Pl. 17. — Les offrandes à Notre-Dame, le jour du sacre. D'après le dessin d'Isabey et de Fontaine. 408

Pl. 18. — Sacre de l'Empereur Napoléon et couronnement de l'Impératrice Joséphine dans l'église Notre-Dame de Paris. Peint par David, gravé par Frilley. 412

Pl. 19. — Bataille d'Austerlitz. Tableau de Gérard, au musée de Versailles. Gravure de Couché fils et Bovinet..... 444

Pl. 20. — L'empereur Alexandre reçu par LL. MM. Frédéric-Guillaume et Louise de Prusse. D'après un tableau de Dähling..... 462

Pl. 21. — Bataille d'Eylau. Tableau de Gros, au musée du Louvre..... 480

Pl. 22. — Napoléon prescrit aux députés de la ville de Madrid de lui apporter la soumission du peuple. Peint par C. Vernet, au musée de Versailles... 526

Pl. 23. — Enlèvement des Sabines. Tableau de David, au musée du Louvre..... 632

Pl. 24. — Un jour de revue sous l'Empire (1810). Peint par Bellangé et Dauzats. Mus. de Versailles.. 676

Pl. 25. — L'Empereur et l'Impératrice Joséphine visitant les manufactures de Jouy. D'après un dessin d'Isabey, au musée de Versailles..... 684

Pl. 26. — Le Triomphe de Marie-Louise. Tableau de Gros. Collection de M. Moreau-Chaslon..... 694

Pl. 27. — Les Enfants de Paris devant Witepsk. Tableau d'H. Vernet, gravure de Jazet..... 706

Pl. 28. — Retraite de Russie. Tableau de Yvon, au musée de Versailles..... 730

Pl. 29. — Le maréchal Moncey, à la barrière de Clichy. Tableau d'H. Vernet, au musée du Louvre. 802

Pl. 30. — Bataille de Waterloo. Peint par Steuben, gravé par Jazet..... 834

GRAVURES DANS LE TEXTE.

Hommage à l'Empereur, présenté à S. M. Impériale par M. Vivant-Denon, directeur général du Musée Napoléon. Dessiné par C. Monnet et Aug. Saint-Aubin, gravé par Helman 1

PREMIÈRE PARTIE.

CHAP. PREMIER. — PREMIÈRES ANNÉES DE NAPOLÉON.

Pages.

Fig. 1. — Le général Pascal Paoli. D'après un document du temps 3
Fig. 2. — Lætitia Ramolino. Portrait peint par le baron Gérard 5
Fig. 3. — Joseph Bonaparte. D'après un document du temps 7
Fig. 4. — Une princesse Bonaparte (Pauline?) Tableau de Prud'hon. (D'après la photographie de Braun.) 9
Fig. 5. — Enfance de Napoléon. Lithographie d'Horace Vernet 11
Fig. 6. — Bonaparte à Brienne. Statue de Rochet, au musée de Versailles 13
Fig. 7. — Bonaparte, lieutenant d'artillerie. Peint par Greuze. (Phot. de Braun.) 15
Fig. 8. — La princesse de Visconti. D'après le portrait peint par le baron Gérard. (Louvre.) 17
Fig. 9. — Joséphine Grassini. D'après le tableau de Mme Vigée-Lebrun 19
Fig. 10. — Mme de Staël. D'après le portrait peint par le baron Gérard 21
Fig. 11. — Maison des Bonaparte, à Ajaccio 25
Figure allégorique de la Révolution 30

CHAP. II. — DÉBUTS HISTORIQUES.

Fig. 12. — Le général Dugommier. D'après le portrait peint par Rouget 33
Fig. 13. — Siège de Toulon, prise du fort Mulgrave. D'après une aquarelle de Siméon Fort 35
Fig. 14. — Reprise de la ville de Toulon par les armées de la République. Gravure de la collection Hennin 37
Fig. 15. — Junot, duc d'Abrantès. Portrait peint par David. (Phot. de Braun.) 39
Fig. 16. — La princesse Élisa. D'après Prud'hon. (Phot. de Braun.) 41
Fig. 17. — Le général Bonaparte. D'après un dessin de J. Guérin, gravé par G. Fiesinger 43
Fig. 18. — Barras. D'après un document du temps. 47
Fig. 19. — Journée du 13 vendémiaire an IV; église Saint-Roch, rue Saint-Honoré. (Dessin de Monnet, gravure de Duplessis-Bertaux.) 49
Fig. 20. — Joséphine, par Isabey; coiffure « à la coup de vent » 51
Tête de lettre d'une pièce émanant du ministère de la guerre (an V) 52

DEUXIÈME PARTIE.

CHAP. PREMIER. — CAMPAGNE D'ITALIE; PREMIÈRE PARTIE.

Pages.

Combat et passage du pont de Lodi, d'après Appiani 55
Fig. 21. — « De quoi vous plaignez-vous?... Le drapeau tricolore couvre de ses plis généreux les capitales conquises par vous! et vous vous plaignez, quand il n'est pas un mortel qui ne vous porte envie!... » D'après une lithographie de Raffet 57
Fig. 22. — « Le représentant a dit : « Avec du fer « et du pain, on peut aller en Chine. » Il n'a pas parlé de chaussures. » D'après une lithographie de Raffet 61
Fig. 23. — Passage du Pô. Peint sur le lieu par Bacler d'Albe 71
Fig. 24. — Révolte de Pavie, le 7 prairial an IV. Dessiné par Carle Vernet, gravé à l'eau-forte par Coiny 73
Fig. 25. — Révolte de Pavie. Peint par Raffet, lithographié par Llanta 77
Fig. 26. — Le général Kilmaine 79
Soldat désarçonné 80

CHAP. II. — CAMPAGNE D'ITALIE; DEUXIÈME PARTIE.

Fig. 27. — Arrière-garde du Pape, ou la frayeur du révérend père caporal. Pièce satirique du temps 83
Fig. 28. — Entrée des Français dans Livourne (an IV). Dessiné par Carle Vernet, gravé par Duplessis-Bertaux 85
Fig. 29. — Vue de Salo et du lac de Garde. Tableau du musée de Versailles 87
Fig. 30. — Plan de la bataille de Castiglione 89
Fig. 31. — Fac-similé d'un croquis et de l'écriture de Bonaparte résumant un des principaux incidents de la bataille d'Arcole 95
Fig. 32. — Arcole. Tableau d'Horace Vernet 97
Fig. 33. — Le général Bonaparte au pont d'Arcole. Tableau de Gros, au musée du Louvre 99
Fig. 34. — Le champ de bataille de Rivoli et une partie de la vallée de l'Adige. D'après une aquarelle de Bagetti 101
Fig. 35. — Plan de la bataille de Rivoli 102
Fig. 36. — Bataille de Rivoli. Tableau de Carle Vernet, au musée de Versailles 103
Fig. 37. — Bonaparte à Rivoli. Tableau de Philippoteaux, au musée de Versailles 105
Fig. 38. — Le général Joubert à la bataille de Rivoli (14 janvier 1796). Tableau de Debay, au musée de Versailles 106

Pages.

Fig. 39. — Bataille de la Favorite, près Mantoue. D'après Duplessis-Bertaux..... 107
Fig. 40. — Plan de la ville de Mantoue..... 109
Fig. 41. — La paix conclue entre le Saint-Siège et Bonaparte à Tolentino. D'après une gravure du temps..... 111
Croquis militaires..... 112

CHAP. III. — CAMPAGNE D'ITALIE; TROISIÈME PARTIE.

Fig. 42. — Le Français moderne (gravure allemande)..... 115
Fig. 43. — Représentation d'une parade de la garde française, à Mannheim, en octobre 1795. Fac-similé d'une gravure allemande. (Collection Dubois de l'Étang.)..... 117
Fig. 44. — Suite de la gravure précédente..... 119
Fig. 45. — Officier et soldats d'infanterie. D'après un recueil d'uniformes à la Bibliothèque nationale..... 121
Fig. 46. — « L'ennemi ne se doute pas que nous sommes là; il est sept heures, nous le surprendrons demain à quatre heures du matin. » D'après une lithographie de Raffet..... 123
Fig. 47. — « Il est défendu de fumer, mais vous pouvez vous asseoir. » D'après une lithographie de Raffet..... 125
Fig. 48. — Bataille et passage du Tagliamento, le 26 ventôse an V. Dessiné par Carle Vernet, gravé par Duplessis-Bertaux..... 127
Fig. 49. — Préliminaires de la paix de Léoben. Tableau de Lethière, au musée de Versailles..... 129
Fig. 50. — Lafayette en prison à Olmütz. D'après une gravure de la collection Hennin..... 133
Fig. 51. —
« Je n'ai plus de soldats !... Avec des téméraires
« Il me faut condescendre à des préliminaires. »
(Pièce allégorique, gravure du temps.)..... 139
Fig. 52. — La joie du peuple français à l'annonce du traité de paix avec l'Empire. Peint par Debucourt..... 143
Hussard et son cheval..... 146

CHAP. IV. — EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

La France rappelle Bonaparte d'Égypte. D'après Appiani..... 147
Fig. 53. — Gaspard Monge. D'après un dessin de Boilly..... 151
Fig. 54. — Larrey. D'après une gravure du temps. 151
Fig. 55. — Louis Berthollet. D'après une gravure du temps..... 153
Fig. 56. — François Jomard. D'après une gravure du temps..... 153
Fig. 57. — L'amiral Brueys. D'après une gravure de Viguères..... 154
Fig. 58. — Vue cavalière de la ville de Malte..... 155
Fig. 59. — Plan de la ville et du port de Malte... 157
Fig. 60. — Cité la Valette, à Malte..... 159
Fig. 61. — Désespoir des Anglais à la nouvelle de la prise de l'île de Malte par les Français. (Caricature du temps)..... 160

Pages.

Fig. 62. — Bonaparte débarque en Égypte. D'après une gravure de la collection Hennin..... 161
Fig. 63. — Carte de la basse Égypte..... 163
Fig. 64. — Marche à travers le désert. D'après une lithographie de Géricault..... 165
Fig. 65. — Plan de la bataille des Pyramides..... 167
Fig. 66. — Mamelouck au combat. D'après un dessin de Carle Vernet, gravé par Jazet..... 169
Fig. 67. — Bataille du Caire, dite des Pyramides, livrée le 3 thermidor an VI (21 juillet 1798). Dessiné par Swebach..... 171
Fig. 68. — Le général Desaix. D'après Steuben... 173
Fig. 69. — Bonaparte sur la plus haute des pyramides d'Égypte. Gravure de la collection Hennin... 175
Fig. 70. — Bonaparte, général en chef de l'armée d'Égypte (campagne de Syrie). D'après une lithographie de Raffet..... 177
Fig. 71. — Bonaparte fait grâce aux révoltés du Caire. Tableau de Guérin, au musée de Versailles..... 179
Fig. 72. — Tippou-Saïb. Dessin de Favart, gravé par Bovinet..... 183
Fig. 73. — Combat de Benouth. (Langlois pinxit.) 185
Fig. 74. — Croquis du siège de Saint-Jean d'Acre tracé par Napoléon à Sainte-Hélène, pendant qu'il dictait ses Mémoires. (Fac-similé.)..... 187
Fig. 75. — Combat de Nazareth. Esquisse de Gros, musée de Nantes..... 189

TROISIÈME PARTIE.

CHAP. PREMIER. — LE 18 BRUMAIRE.

Retour d'Égypte. D'après Appiani..... 203
Fig. 76. — Le Pape arrêté par la cavalerie française et reconduit à Vérone..... 205
Fig. 77. — Le café politique. D'après une gravure du temps..... 207
Fig. 78. — La faction incroyable! Caricature du temps..... 209
Fig. 79. — Parade au Carrousel, en 1796..... 211
Fig. 80. — Les physionomies du jour. Dessiné et gravé par Nodet..... 213
Fig. 81. — Pillage d'une auberge. D'après une estampe de la collection Hennin..... 215
Fig. 82. — Tabatière à la Madame Angot. Collection de M. Maze..... 217
Fig. 83. — Le général Hoche, mort au camp de Wetzlar, le 18 septembre 1797..... 219
Fig. 84. — Serment des Horaces. Peint par L. David. Musée du Louvre..... 221
Fig. 85. — Le duc de Brunswick. D'après un tableau du temps..... 223
Fig. 86. — Lucien Bonaparte. D'après un document du temps..... 227
Fig. 87. — Membres du conseil des Cinq-Cents.... 231
Fig. 88. — Le 18 brumaire (9 novembre 1799). Peint par Bouchot, au musée de Versailles..... 237

CHAP. II. — ORGANISATION DU GOUVERNEMENT CONSULAIRE.

Pages.

Fig. 89. — L'armée anglo-russe quitte la Hollande (1799) 241
Fig. 90. — Sieyès. D'après un document du temps. 243
Fig. 91. — Roger-Ducos. D'après un document du temps 245
Fig. 92. — La Constitution française. D'après un dessin de Prud'hon. (Phot. de Braun.) 247
Fig. 93. — Portrait des trois premiers Consuls. D'après une gravure du temps 249
Fig. 94. — Arrivée du pape Pie VI à Grenoble, en 1799. D'après une gravure du temps 251
Fig. 95. — Brune. D'après une gravure du temps. 253
Fig. 96. — Martin-Michel Gaudin. D'après une gravure du temps 255
Fig. 97. — Nicolas-François Mollien. D'après une gravure de 1814 265
Fig. 98. — Bonaparte à la Malmaison. Par Isabey. 269
Fig. 99. — Costumes de consul, de ministre et de conseiller d'État 271
Tête de pièce émanant du Directoire 275

CHAP. III. — CAMPAGNE DE 1800.

Fig. 100. — Assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt. Gravure de Duplessis-Bertaux 279
Fig. 101. — André Masséna, duc de Rivoli. Tableau de Gros 281
Fig. 102. — Le Premier Consul, par David. (Phot. de Braun.) 285
Fig. 103. — Convention après Marengo. D'après Drolling 293
Fig. 104. — Macdonald. Portrait peint par David. (Phot. de Braun.) 297
Fig. 105. — Bataille de Hohenlinden. Tableau de Schopin. (Musée de Versailles.) 301
Bonaparte Premier Consul 304

CHAP. IV. — LA PAIX D'AMIENS.

Fig. 106. — Champignons républicains (caricature du temps) 307
Fig. 107. — La machine infernale 309
Fig. 108. — Explosion de la machine infernale, rue Saint-Nicaise 311
Fig. 109. — Georges Cadoudal. D'après un document du temps 313
Fig. 110. — Paul Ier, empereur de Russie. D'après une gravure du temps 315
Fig. 111. — L'écot. Caricature politique du temps. 317
Fig. 112. — Georges tournant la meule de Pitt. Caricature de l'époque 321
Fig. 113. — Kléber. Miniature de Jean Guérin, au musée du Louvre 325
Fig. 114. — Mamelouck sabrant. Peint par Géricault 329
Fig. 115. — Le Retour, dédié aux guerriers français. Deux braves rentrant dans leur famille font hommage à leur père des sabres qu'ils ont reçus. (Petit del. et sculp.) 331

CHAP. V. — INSTITUTIONS DU CONSULAT.

Pages.

La Paix et l'Abondance sous le gouvernement consulaire 335
Fig. 116. — Barbé Marbois 337
Fig. 117. — Le maréchal Berthier. Tableau de Gros. (Phot. de Braun.) 339
Fig. 118. — Jeanne d'Arc. Statue de bronze, de Gois fils, érigée en 1804 à Orléans 343
Fig. 119. — Monument du général Desaix, tel qu'il a été projeté, composé et exécuté en modèle pour la place des Victoires, en 1806, par Dejoux 345
Fig. 120. — L'Empereur va au-devant du Pape à Fontainebleau (1804). Dessiné par Mounet 347
Fig. 121. — Le Pape Pie VII. Tableau de David, au musée du Louvre 349
Fig. 122. — Le cardinal Consalvi recevant du Pape Pie VII la bulle de ratification du Concordat. D'après Wicar 351
Fig. 123. — Signature du Concordat par le Premier Consul. D'après Wicar 353
Fig. 124. — Napoléon distribue les aigles de la Légion d'honneur. Gravé par F. David, des Académies de Berlin et de Rouen 357
Fig. 125. — Napoléon, aux Invalides, distribue des croix de la Légion d'honneur. Tableau de Debret, au musée de Versailles 359
Fig. 126. — Le comte Bigot de Préameneu 361
Fig. 127. — Portalis (Jean-Étienne-Marie, comte de), ministre des cultes (1807). D'après le portrait du musée de Versailles 363
Fig. 128. — Plan de la route du Simplon, construite par les Français de 1800 à 1807 365
Fig. 129. — Atala. Tableau de Gautherot 367
Fig. 130. — René-Just Haüy, professeur au Muséum d'histoire naturelle. Dessin et gravure de Debucourt 369

CHAP. VI. — LE CONSULAT A VIE.

Napoléon nommé Empereur. D'après Appiani 371
Fig. 131. — Les nègres à Saint-Domingue. Jayler. D'après Géricault 377
Fig. 132. — Toussaint Louverture 379
Fig. 133. — Le maréchal comte Sébastiani. Peint par Winterhalter. Musée de Versailles 385
Fig. 134. — Savary, duc de Rovigo 389
Fig. 135. — Louis Bonaparte, roi de Hollande. D'après Philippoteaux 393
Fig. 136. — Le maréchal Kellermann 397
Fig. 137. — Le maréchal comte Pérignon, sénateur, gouverneur de Parme, puis de Naples. D'après Rocheroux 399
Fig. 138. — Le maréchal Sérurier 401
Croquis militaire 402

QUATRIÈME PARTIE.

CHAP. PREMIER. — LA PREMIÈRE ANNÉE DE L'EMPIRE.

Pages.
La France proclame Napoléon Ier Empereur. Par Carle Vernet..... 405
Fig. 139. — Napoléon reçoit à Saint-Cloud le sénatus-consulte qui le proclame Empereur des Français (18 mai 1804). Peint par Rouget, au musée de Versailles)..... 407
Fig. 140. — Fêtes du sacre et couronnement de Leurs Majestés Impériales. Vue du trône élevé dans la nef de la cathédrale de Paris, à l'instant où l'Empereur prononce le serment constitutionnel sur le livre des Évangiles. D'après un dessin et une gravure de Le Cœur..... 409
Fig. 141. — Épée du couronnement de Napoléon. 411
Fig. 142. — Le Pape au sacre. Dessiné par Isabey et Percier..... 413
Fig. 143. — L'Empereur en petit costume. Dessiné par Isabey et Percier..... 415
Fig. 144. — L'Impératrice Joséphine avant le sacre. D'après le tableau de M. Viger-Duvigneau..... 417
Fig. 145. — Vue du trône de l'Empereur au palais des Tuileries. D'après Percier et Fontaine... 419

CHAP. II. — LA CAMPAGNE DE 1805.

Napoléon nommé Empereur. D'après Appiani..... 421
Fig. 146. — Vue du port et rade de Boulogne. Gravure du temps..... 423
Fig. 147. — Mack à bout. Caricature de l'époque. 425
Fig. 148. — Napoléon rend hommage au courage malheureux. Tableau de Debret, au musée de Versailles..... 427
Fig. 149. — Le maréchal Ney force le pont d'Elchingen et enlève la position de l'Abbaye. D'après l'un des bas-reliefs de la colonne de la place Vendôme..... 429
Fig. 150. — Prise d'Ulm par Napoléon (le 18 octobre 1805). Dessiné par Swebach, gravé par Couché fils..... 431
Fig. 151. — Lecture du septième bulletin de la Grande Armée (capitulation d'Ulm). Tableau de Boilly. (Phot. de Braun.)..... 433
Fig. 152. — Combat de Steyer (5 novembre 1805). 435
Fig. 153. — L'armée française marchant sur Vienne traverse le défilé de Mœlk (10 novembre 1805). Musée de Versailles..... 437
Fig. 154. — Napoléon reçoit les clefs de la ville de Vienne. Tableau de Girodet. Musée de Versailles..... 439
Fig. 155. — Le maréchal Ney remet aux soldats du 76e de ligne leurs drapeaux retrouvés dans l'arsenal d'Inspruck. Tableau de Meynier. Musée de Versailles..... 441
Fig. 156. — Plan de la bataille d'Austerlitz..... 442
Fig. 157. — Bivouac de l'armée française la veille au soir de la bataille d'Austerlitz (1er décembre 1805). Peint par Bacler d'Albe..... 443
Fig. 158. — Napoléon donnant ses ordres avant la bataille d'Austerlitz. Tableau de Carle Vernet.. 444
Pages.
Fig. 159. — Bataille d'Austerlitz (2 décembre 1805). D'après Swebach et Duplessis-Bertaux..... 445
Fig. 160. — La bataille d'Austerlitz. Dessiné par Swebach, gravé par Duplessis-Bertaux..... 446
Fig. 161. — Entrevue de François II et de Napoléon, à Austerlitz. Tableau de Prud'hon, au musée du Louvre..... 447
Fig. 162. — Retour d'Austerlitz. Fac-similé d'une gravure allemande de 1806..... 449
Fig. 163. — Route de Vienne à Paris. Gravure anonyme de la collection Hennin..... 450
Fig. 164. — « Le VI nivôse an XIV, à IV heures du matin, la paix a été signée à Presbourg entre M. de Talleyrand et MM. le prince de Lichtenstein et de Giulay. » Gravure de la collection Hennin. 451
Fig. 165. — William Pitt. D'après la peinture de W. Owen et la gravure de C. Brome..... 453
Fig. 166. — Mort de Pitt. Caricature du temps... 455

CHAP. III. — CAMPAGNES DE PRUSSE ET DE POLOGNE.

Austerlitz, Eylau et Friedland. D'après Appiani... 457
Fig. 167. — La reine Hortense. D'après Regnault. 459
Fig. 168. — Louise-Augustine-Wilhelmine-Amélie de Mecklemberg-Strélitz, reine de Prusse. D'après un dessin de Swebach..... 460
Fig. 169. — Frédéric-Guillaume III de Prusse. D'après un dessin de Swebach..... 461
Fig. 170. — Davout, duc d'Auerstaedt, prince d'Eckmühl. Peint par Gautherot 463
Fig. 171. — Le général Friant..... 465
Fig. 172. — Carte générale des affaires d'Iéna et d'Auerstaedt..... 467
Fig. 173. — Napoléon à Iéna (14 octobre 1806). Peint par Horace Vernet, au musée de Versailles. 468
Fig. 174. — Bataille d'Iéna (14 octobre 1806). Gravé par Duplessis-Bertaux..... 469
Fig. 175. — Le comte Charles-Étienne Gudin. D'après un dessin de Mme Le Suire..... 471
Fig. 176. — Entrée de S. M. l'Empereur à Berlin (28 octobre 1806). D'après un croquis lavé de Debret. 472
Fig. 177. — Napoléon accorde à la princesse de Hatzfeld la grâce de son mari (28 octobre 1806). Peint par Boisfremont..... 473
Fig. 178. — Marche précipitée de l'armée russe volant au secours des Prussiens. (Caricature de l'époque.)..... 475
Fig. 179. — Benningsen..... 476
Fig. 180. — « Après vous, Sire ! » D'après Charlet. 477
Fig. 181. — « On ne passe pas ! » D'après Charlet. 479
Fig. 182. — De Chasseloup-Laubat..... 481
Fig. 183. — Le maréchal Lefebvre. D'après le tableau de Lefèvre..... 483
Fig. 184. — Plan de la bataille de Friedland..... 484
Fig. 185. — Bataille de Friedland (14 juin 1807). Peint par Horace Vernet..... 485
Fig. 186. — Bataille de Friedland. D'après une aquarelle de Siméon Fort..... 487
Fig. 187. — Entrevue de Napoléon Ier et de l'empereur Alexandre, à Tilsit. Tableau de Gautherot. D'après une lithographie de Levilly..... 489

CHAP. IV. — L'EMPIRE APRÈS TILSIT.

Pages.
Trophée militaire ... 491
Fig. 188. — Le Triomphe. Sculpture de Cortot. Bas-relief de l'arc de triomphe de l'Étoile ... 493
Fig. 189. — Colonne de la Grande Armée. Gravure de Duplessis-Bertaux ... 495
Fig. 190. — Napoléon visite les orphelines de la Légion d'honneur. D'après une lithographie anonyme ... 497
Fig. 191. — Nicolas, baron de Corvisart, premier médecin de l'Empereur Napoléon, au musée de Versailles ... 499
Fig. 192. — Le roi Jérôme. D'après Philippoteaux. 503
Fig. 193. — Napoléon à Dresde, donnant la constitution du grand-duché de Varsovie (22 juillet 1807). D'après le tableau de Marcellin Bacciarelli, lithographié à Dresde en 1811 ... 505
Fig. 194. — L'inspection. D'après une lithographie de Raffet ... 507
Fig. 195. — Pièce relative au séjour des Français à Nuremberg. D'après une gravure allemande ... 509
Fig. 196. — Dragons d'Espagne. Peint par Raffet, lithographié par Llanta ... 511
Fig. 197. — Carte du bassin de l'Èbre ... 512
Fig. 198. — Caroline Murat, reine de Naples, et ses enfants. Tableau de Gérard. (Phot. de Braun.) 513
Fig. 199. — Lecture de la nouvelle de l'entrée des Français dans Madrid par le premier ministre d'Angleterre au roi Georges et à son conseil ... 515
Fig. 200. — Bessières, duc d'Istrie (portrait) ... 516
Fig. 201. — Moncey, duc de Conegliano, peint par Barbier Walbonne ... 517
Fig. 202. — Combat de Roleïa, le 17 août 1808. Composé et gravé par Duplessis-Bertaux ... 519
Fig. 203. — Le maréchal Soult. Peint par J. de Laval. (Phot. de Braun.) ... 521
Fig. 204. — En Espagne, 1809. Peint par Raffet, lithographié par Llanta ... 525

CHAP. V. — LA CINQUIÈME COALITION.

Trophée militaire ... 531
Fig. 205. — De Champagny ... 533
Fig. 206. — Napoléon harangue les troupes bavaroises et wurtembergeoises à Abensberg (20 avril 1809). Peint par Debret ... 535
Fig. 207. — Arrivée de S. M. l'Empereur Napoléon au château de Schœnbrunn (1809). Dessiné par Al. de la Borde, gravé par Aubertin ... 537
Fig. 208. — Deux soldats blessés; l'un d'eux fait manger la soupe à l'autre. Vivant-Denon, à Vienne (1809) ... 538
Fig. 209. — Comte Molitor. Peint par H. Vernet. 539
Fig. 210. — Lannes, duc de Montebello. Peint par le baron Gérard ... 541
Fig. 211. — Bataille d'Essling. D'après une aquarelle du musée de Versailles ... 542
Fig. 212. — L'archiduc Charles-Louis d'Autriche. D'après un dessin de Mlle de Noireterre ... 543
Fig. 213. — Le maréchal Mouton, comte de Lobau. Peint par Ary Scheffer ... 544
Fig. 214. — Infanterie légère française; carabinier. D'après une lithographie de Charlet ... 545
Pages.
Fig. 215. — Infanterie légère française; voltigeur. D'après une lithographie de Charlet ... 547
Fig. 216. — Plan de la bataille de Wagram ... 548
Fig. 217. — Bataille de Wagram. Tableau d'Horace Vernet. Musée de Versailles ... 549
Fig. 218. — Bivouac de Napoléon sur le champ de bataille de Wagram. Tableau de Roehn. Musée de Versailles ... 550
Fig. 219. — Le maréchal Marmont, duc de Raguse. 551
Fig. 220. — Le comte Lasalle. Peint par Gros, gravé par Leclerc ... 553
Fig. 221. — Caricature sur l'expédition anglaise en 1809 ... 554

CHAP. VI. — L'EMPIRE EN 1810-1812.

Fig. 222. — Cérémonie de la Remise, à Braunau. Esquissé par Alex. de la Borde, retouché par Moreau ... 557
Fig. 223. — L'Impératrice Marie-Louise. D'après Prud'hon. (Phot. de Braun.) ... 558
Fig. 224. — Arrivée de Marie-Louise à Compiègne. Tableau de Mme Auzou, au musée de Versailles. 559
Fig. 225. — Mariage de Napoléon et de Marie-Louise au salon carré du Louvre. Tableau de Rouget, au musée de Versailles ... 561
Fig. 226. — Incendie de l'hôtel du prince de Schwartzenberg. Fac-similé d'une gravure du temps ... 563
Fig. 227. — Pièce allégorique sur le mariage de l'Empereur des Français avec l'archiduchesse d'Autriche. D'après une gravure allemande ... 565
Fig. 228. — Maret, duc de Bassano (portrait) ... 566
Fig. 229. — Bernadotte (portrait) ... 567
Fig. 230. — Le maréchal Gouvion Saint-Cyr ... 568
Fig. 231. — Passage du Douro, le 11 mai 1809. Composé et gravé par Couché fils ... 569
Fig. 232. — Lignes de défense de Torrès-Védras ... 571
Fig. 233. — Bataille d'Ocana (19 novembre 1809). Tableau de Roehn ... 573
Fig. 234. — Suchet, duc d'Albuféra (portrait) ... 574
Fig. 235. — Retraite des Français vers la frontière espagnole. D'après une gravure anglaise du temps ... 575

CHAP. VII. — LES LETTRES AU TEMPS DE NAPOLÉON.

Fig. 236. — Monument de la reine Louise de Prusse, à Berlin. Sculpture de Rauch ... 579
Fig. 237 et 238. — Figures allégoriques placées sur les colonnes de la place de l'Hôtel-de-Ville à l'occasion des fêtes du mariage de Napoléon et de Marie-Louise. Composition de Prud'hon.. 580 et 581
Fig. 239. — Motifs décoratifs. (Même provenance que la figure précédente.) ... 583
Fig. 240. — Napoléon et son fils. Peint par Steuben ... 585
Fig. 241. — L'Empereur, en voiture, accompagné d'une nombreuse escorte, passe sur le quai des Tuileries, devant le pont de la Concorde orné de statues. Dessin lavé ... 587
Fig. 242. — Le Roi de Rome. D'après Lawrence. 589

Pages.

Fig. 243. — Chateaubriand. D'après le portrait peint par Girodet..... 591
Fig. 244. — Joseph Chénier. Portrait peint par H. Vernet..... 593
Fig. 245. — Talma. Portrait peint par Gérard..... 595
Fig. 246. — La partie d'échecs..... 597
Fig. 247. — La loge au théâtre..... 599
Fig. 248. — Le thé..... 601
Fig. 249. — La visite..... 603
Fig. 250. — L'occupation du soir..... 605
Fig. 251. — La table de travail..... 606

Chap. VIII. — LES SCIENCES.

Fig. 252. — Le piano..... 609
Fig. 253. — La réception..... 611
Fig. 254. — Le jeu..... 613
Fig. 255. — La mère..... 615
Fig. 256. — Georges Cuvier..... 617
Fig. 257. — Le comte Chaptal..... 619
Fig. 258. — La Victoire et la Renommée. Peint par F. Gérard, au musée du Louvre..... 622
Fig. 259. — L'Histoire et la Poésie. Peint par F. Gérard, au musée du Louvre..... 623
Fig. 260. — Baptême du Roi de Rome dans l'église Notre-Dame (10 juin 1811). D'après un dessin de J. Goubaud, au musée de Versailles..... 625

Chap. IX. — BEAUX-ARTS.

Frise d'une chambre de la Malmaison..... 626
Fig. 261. — Vivant-Denon. Portrait peint par Prud'hon, au musée du Louvre..... 628
Fig. 262. — Combat de Minerve contre Mars. Tableau de David, au musée du Louvre..... 629
Fig. 263. — Serment de l'armée fait à l'Empereur après la distribution des aigles au Champ-de-Mars. Tableau de David, au musée de Versailles. 630
Fig. 264. — Léonidas aux Thermopyles. D'après le dessin de David, au musée du Louvre..... 631
Fig. 265. — Portrait de M. de Nanteuil-Lanorville. Tableau de Pagnest, au musée du Louvre..... 633
Fig. 266. — Le Cheval du trompette. Par Horace Vernet..... 635
Fig. 267. — Officier de chasseurs de la garde impériale chargeant. Tableau de Géricault, au musée du Louvre..... 636
Fig. 268. — Cuirassier blessé quittant le feu. D'après le tableau de Géricault, au musée du Louvre..... 637
Fig. 269. — Un Carabinier. Tableau de Géricault, au musée du Louvre..... 639
Fig. 270. — Première idée de « la Vengeance et la Justice divine poursuivant le Crime ». Dessin de Prud'hon, au musée du Louvre..... 640
Fig. 271. — Deux Amours, de Prud'hon..... 641
Fig. 272. — Le Fleuve de la vie. Tableau de Mlle Constance Mayer..... 643
Fig. 273. — Le Déluge. Peint par Girodet-Trioson, au musée du Louvre..... 645
Fig. 274. — La Chapelle Sixtine. Tableau de Ingres, au musée du Louvre..... 647

Pages.

Fig. 275. — Intérieur de famille en 1806. Dessin de Ingres, au musée du Louvre..... 648
Fig. 276. — Le sommeil d'Ossian. Dessin rehaussé de couleur, par Ingres, reproduisant sa peinture du Quirinal, au musée du Louvre..... 649
Fig. 277. — Intérieur de l'atelier de David. Peint par Cochereau, au musée du Louvre..... 651
Fig. 278. — Paysage. Tableau de Demarne, au musée du Louvre..... 653
Fig. 279. — Trajan. Fac-similé d'une gravure de P. Bouillon pour le *Musée des Antiques*..... 654
Fig. 280. — Trois médaillons de David d'Angers.. 655
Fig. 281. — Dessin de la pièce de 5 francs à l'Hercule, par Dupré..... 657
Fig. 282. — Prise d'Alexandrie. Sculpture de Chaponnière. Bas-relief de l'arc de triomphe de l'Étoile..... 658
Fig. 283. — Vue du château de Meudon, prise du côté de la principale entrée. Gravé par Dubois.. 659
Fig. 284. — Psyché de l'Impératrice Marie-Louise, exécutée par MM. Odiot et Thomire sur les dessins de Prud'hon..... 661
Fig. 285. — Fauteuil et lavabo exécutés pour l'Impératrice Marie-Louise, d'après les dessins de Prud'hon..... 662
Fig. 286. — Berceau du Roi de Rome, d'après le dessin de Prud'hon..... 663
Fig. 287. — Berceau du Roi de Rome, exécuté en vermeil, burgan et nacre, par MM. Odiot et Thomire, d'après les dessins de Prud'hon et Cavalier..... 665
Fig. 288. — Détail de la voûte de la salle à manger du palais des Tuileries, d'après les dessins de Percier et Fontaine..... 667
Fig. 289. — Transparent placé devant le Sénat pour la fête de réception de Marie-Louise. Composition de Lafitte..... 669
Fig. 290. — Le Roi de Rome. Dessin de Prud'hon. (Phot. de Braun.)..... 671
Deux Amours. D'après Prud'hon..... 672

Chap. X. — LE BLOCUS CONTINENTAL ET L'INDUSTRIE FRANÇAISE.

Le Commerce, la Marine, la Guerre, l'Agriculture. D'après Isabey..... 673
Fig. 291. — Mort de Nelson à Trafalgar. Peintures décoratives de Mac-Lise au Parlement anglais. 678
Fig. 291 *bis*. — Suite de la gravure précédente... 679
Fig. 292. — Divers projets sur la descente en Angleterre. Gravure anonyme de la collection Hennin..... 681
Fig. 293. — Pièce satirique relative aux frères de Napoléon. Le jeu des quatre coins, ou les cinq frères. Gravure de la collection Hennin..... 683
Fig. 294. — Caricatures contre l'Angleterre. Le Passé..... 685
Fig. 295. — L'Angleterre. Le Présent..... 687
Fig. 296. — L'Angleterre. L'Avenir..... 689
Fig. 297. — Le duc Denis Decrès, ministre de la marine et des colonies. Dessin de Mme Le Suire.. 691

Pages.

Fig. 298. — Ouverture du nouveau port de Cherbourg. Dessiné d'après nature par Isabey..... 693
Fig. 299. — Vignette allégorique représentant la liberté des mers; gravure de l'époque..... 695
Figure allégorique de l'Empire..... 696

CHAP. XI. — LA CAMPAGNE DE RUSSIE.

Bataille de la Moskova. Tableau de Langlois, au musée de Versailles..... 697
Fig. 300. — Carte de la campagne de Russie..... 699
Fig. 301. — Murat, par François Gérard. (Phot. de Braun.)..... 701
Fig. 302. — Plan de la bataille de Borodino, ou de la Moskova. (Tiré de *Victoires et Conquêtes des Français.*)..... 709
Fig. 303. — Prise de la grande redoute, à la Moskova. Mort du général Jean-Gabriel, comte de Caulaincourt, frère cadet du duc de Vicence. D'après un dessin d'Albrecht Adam, peintre de S. A. I. le prince Eugène..... 711
Fig. 304. — Incendie de Moscou. Lithographié d'après le dessin de Bacler d'Albe..... 713
Fig. 305. — Explosion du Kremlin. Dessiné par Martinet..... 715
Fig. 306. — Campagne de Russie. D'après Charlet. 717
Fig. 307. — Retraite de l'armée française de Moscou, l'an 1812. Gravure allemande de l'époque... 719
Fig. 308. — Retraite de la Grande Armée française. Gravure allemande de l'époque..... 721
Fig. 309. — Combat de Krasnoë (13 novembre 1812). Aquarelle de Siméon Fort. Musée de Versailles..... 723
Fig. 310. — Le drapeau. D'après le dessin et la gravure de Debucourt..... 725
Fig. 311. — Retraite de Russie. Tableau d'Ary Scheffer..... 727
Fig. 312. — Misères de la guerre (1812). Lithographie de Charlet..... 729

CHAP. XII. — LA CAMPAGNE DE SAXE.

Fig. 313. — Cinq Cosaques d'avant-garde traversant la ville de Marienwerder. Gravure allemande du temps..... 735
Fig. 314. — Cosaque irrégulier portant des dépêches. D'après Carle Vernet..... 737
Fig. 315. — Le feld-maréchal, prince de Schwartzenberg, duc de Krumau..... 738
Fig. 316. — Campagne de Saxe. Les conscrits de 1813. Peint par Raffet, lithographié par Llanta.. 739
Fig. 317. — Le prince Eugène sauve le colonel Kliski. D'après le tableau de Heideck à Munich. 741.
Fig. 318. — Vive l'Empereur! Lutzen 1813. D'après une lithographie de Raffet..... 743
Fig. 319. — Antoine Drouot. Peint par Singry.... 744
Fig. 320. — Passage de la Grande Armée sur le pont de Dresde (le 14 mai 1813). D'après une gravure allemande du temps..... 745
Fig. 321. — 1813. Lithographie de Raffet..... 747
Fig. 322. — Esquisse au lavis de Raffet..... 749

Pages.

Fig. 323. — « Serrez les rangs! » D'après une lithographie de Raffet..... 751
Fig. 324. — M. de Metternich..... 753
Fig. 325. — Le maréchal Victor, duc de Bellune.. 755
Fig. 326. — Fac-similé de la dernière lettre du général Moreau à Mme Moreau. Document de la collection Hennin..... 757
Fig. 327. — Plan de la bataille de Leipzig, dite *la bataille des nations*..... 759
Fig. 328. — Les souverains alliés à la bataille de Leipzig. D'après un tableau de Krafft, à Vienne. 761
Fig. 329. — Le moment solennel de la bataille de Leipzig. Les souverains alliés à genoux. D'après une gravure allemande du temps..... 763
Fig. 330. — Mort de Poniatowski au passage de l'Elster. Peint par H. Vernet..... 765
Fig. 331. — Le lendemain. D'après Raffet..... 766
Fig. 332. — Bataille de Hanau (30 octobre 1813). Peint par H. Vernet..... 767

CHAP. XIII. — CAMPAGNE DE FRANCE.

Les blessés de la garde rentrant à Paris après la bataille de Montmirail, au musée de Versailles... 771
Fig. 333. — Caricature allemande contre Napoléon. Visage composé des cadavres des victimes de Russie et de Saxe..... 773
Fig. 334. — Bivouac de Cosaques. Peint par Carle Vernet..... 775
Fig. 335. — Carte de la campagne de France..... 777
Fig. 336. — Campagne de France, 1814. Peint par Raffet, lithographié par Llanta..... 779
Fig. 337. — Maréchal de France en grand costume (Claude-Victor Perrin, duc de Bellune. Peint par Gros. Comparer la figure de la page 483)..... 781
Fig. 338. — Étude de Ch.-L. Muller pour son tableau de *Vive l'Empereur!* (30 mars 1814), qui parut à l'Exposition universelle de 1855. (Dessin au musée Wicar, à Lille.)..... 783
Fig. 339. — Entrée des prisonniers russes à Paris après la bataille de Montmirail. Dessin du musée de Versailles..... 785
Fig. 340. — Les bonnes nouvelles (12 février 1814). D'après une aquarelle de G. Opiz. (Collection Hennin.)..... 787
Fig. 341. — Le mardi gras (22 février 1814). D'après une aquarelle de G. Opiz. (Collection Hennin.)..... 789
Fig. 342. — Bataille de Montereau (18 février 1814). Peint par Ch. Langlois..... 791
Fig. 343. — L'organisation de la garde nationale de Paris (février 1814). D'après l'aquarelle de G. Opiz. (Collection Hennin.)..... 793
Fig. 344. — Le cardinal Fesch, entouré du conseil de régence, lit à Marie-Louise un rapport sur un établissement de bienfaisance placé sous la protection de l'Impératrice. D'après une gravure du temps..... 797
Fig. 345. — Bivouac des Cosaques dans les Champs-Élysées, à Paris. D'après une aquarelle de G. Opiz. (Collection Hennin.)..... 801

Pages.

Fig. 346. — L'Empereur Napoléon..... 805
Fig. 347. — Napoléon dans son salon, à Fontainebleau. D'après le dessin du général Athalin. (Collection Hennin.)..... 807
Fig. 348. — Mort de l'Impératrice Joséphine, à la Malmaison. D'après le dessin et la lithographie de Tirpenne et Monthelier. (Collection Hennin.)... 809
Fig. 349. — Napoléon Ier, dans la cour du château de Fontainebleau, fait ses adieux à la garde et embrasse le drapeau. D'après le tableau d'Horace Vernet. Dessiné et gravé par Couché fils..... 811
Fig. 350. — Du haut en bas, ou les causes et les effets. Caricature du temps..... 813
Armoiries impériales..... 814

Chap. XIV. — L'ILE D'ELBE, LES CENT-JOURS.

Fig. 351. — Descente de la statue de Napoléon de la colonne triomphale sur la place Vendôme. D'après un dessin de G. Opiz..... 817
Fig. 352. — Vue de Porto-Ferrajo. Gravure du temps..... 818
Fig. 353. — Carte indiquant la marche de Napoléon sur Paris en 1815..... 819
Fig. 354. — Entrée de Napoléon à Lyon, le 10 mars 1815. D'après un dessin de J.-M. Jacomin..... 820
Fig. 355. — Départ du roi, le 19 mars 1815. Dessiné par Heim, gravé par Couché fils..... 822
Fig. 356. — Retour de Bonaparte, le 20 mars 1815. D'après un dessin de Heim. Gravé par Couché fils..... 823
Fig. 357. — Journée du champ de Mai. D'après une gravure au burin anonyme. (Collection Hennin.) 825
Fig. 358. — Carte générale de la campagne de 1815..... 826
Fig. 359. — « Demi-bataillon de gauche... joue! feu!.. chargez. » Waterloo, 18 juin 1815, 6 heures du soir. D'après une lithographie de Raffet..... 827
Fig. 360. — Plan de la bataille de Waterloo..... 828
Fig. 361. — Napoléon à Mont-Saint-Jean. D'après Steuben..... 829
Fig. 362. — Dernière charge des lanciers rouges à Waterloo. D'après une lithographie de Raffet.... 830
Fig. 363. — Waterloo, 18 juin, 1815. D'après une lithographie de Raffet..... 831
Fig. 364. — Retraite du bataillon sacré à Waterloo, 18 juin 1815. D'après une lithographie de Raffet. 833
Fig. 365. — « La garde meurt et ne se rend pas! » Dessin d'Horace Vernet..... 835
Fig. 366. — Entrevue de Wellington et de Blucher à la ferme de la Belle-Alliance. Peinture décorative de Mac-Lise au Parlement anglais..... 836
Fig. 367. — Suite de la gravure précédente..... 837
Fig. 368. — Waterloo, 1815. Peint par Raffet, lithographié par Llanta..... 839

Pages.

Fig. 369. — Le champ de bataille de Waterloo. Tableau de Turner..... 840
Fig. 370. — Le soldat de Waterloo. D'après Horace Vernet..... 841
Fig. 371. — « Ils grognaient et le suivaient toujours. » Lithographie de Raffet..... 842
Fig. 372. — Napoléon, le soir de Waterloo. D'après une esquisse peinte par Charlet. (Phot. de Braun.) 843
Fig. 373. — Le cri de Waterloo. Projet de tableau esquissé à la plume par Raffet..... 844
Fig. 374. — Vue actuelle de la plaine de Waterloo. 845
Fig. 375. — Talleyrand-Périgord. Tableau d'Ary Scheffer. (Phot. de Braun.)..... 846
Fig. 376. — Les Prussiens empêchent les députés d'entrer au Palais-Bourbon (8 juillet 1815). D'après un dessin terminé par Bovinet. (Collection Hennin.)..... 847
Tabatière *au Petit Chapeau*..... 848

Chap. XV. — SAINTE-HÉLÈNE.

Fig. 377. — Embarquement de Napoléon à bord du *Bellérophon*..... 851
Fig. 378. — Napoléon transbordé du *Bellérophon* sur le vaisseau *le Northumberland*. Gravure du temps..... 852
Fig. 379. — Sainte-Hélène. Vue de James-Town.. 853
Fig. 380. — Vue de Longwood, prise de Balcombe's Cottage. D'après une gravure anglaise..... 854
Fig. 381. — Vue de Longwood. Dessinée d'après nature. (Sainte-Hélène, 1820.)..... 855
Fig. 382. — La tombe de Napoléon à Sainte-Hélène. 856
Fig. 383. — Monument élevé à l'Impératrice Joséphine par Eugène et Hortense Beauharnais, dans l'église de Rueil..... 857
Fig. 384. — Le tombeau de Sainte-Hélène; la silhouette de Napoléon entre les saules. Tabatière historique de la collection de M. Maze.... 859
Fig. 385. — Allégorie sur le rocher de Sainte-Hélène. Par Horace Vernet..... 860
Fig. 386. — 5 mai! La prière du vieux soldat. D'après une lithographie de Charlet..... 861
Fig. 387. — Le corps de Napoléon quitte la terre d'exil à Sainte-Hélène, le 16 octobre 1840. Lithographie de Monthelier..... 863
Fig. 388. — Funérailles de l'Empereur. Passage du cortège dans les Champs-Élysées, 15 décembre 1840. D'après un dessin de Ferogio et Girard.... 865
Fig. 389. — La Revue nocturne. D'après la lithographie de Raffet..... 867
Fig. 390. — Le Réveil. D'après une lithographie de Raffet..... 869
Fig. 391. — Le Triomphe de Napoléon. D'après Ingres. Plafond de l'ancien hôtel de ville de Paris. (Phot. de Braun.)..... 871
Masque de Napoléon après sa mort. Tabatière historique de la collection de M. Maze..... 872

TABLE DES MATIÈRES.

Pages.

PRÉFACE..... III

LISTE ALPHABÉTIQUE DES PEINTRES, GRAVEURS, ETC..... V

PREMIÈRE PARTIE.

JEUNESSE DE BONAPARTE.

CHAPITRE I. — PREMIÈRES ANNÉES DE NAPOLÉON..... 1

La famille Bonaparte. — L'enfant corse. — L'élève de Brienne. — L'officier d'artillerie.

CHAPITRE II. — DÉBUTS HISTORIQUES..... 31

Toulon. — Saorgio. — Le 13 vendémiaire.

DEUXIÈME PARTIE.

BONAPARTE GÉNÉRAL EN CHEF.

CHAPITRE I. — CAMPAGNE D'ITALIE; PREMIÈRE PARTIE..... 55

L'armée d'Italie et ses chefs. — Le général Bonaparte. — Campagne contre Beaulieu.

CHAPITRE II. — CAMPAGNE D'ITALIE; DEUXIÈME PARTIE..... 81

Opérations contre Wurmser et Alvinzy. — Castiglione. — Bassano. — Arcole. — Rivoli. — Mantoue.

Pages.

CHAPITRE III. — CAMPAGNE D'ITALIE; TROISIÈME PARTIE..... 113

L'armée du Rhin. — Campagne de Bonaparte contre l'archiduc Charles. — Le 18 fructidor. — Campo-Formio.

CHAPITRE IV. — EXPÉDITION D'ÉGYPTE..... 147

Malte. — Alexandrie. — Les Pyramides. — Saint-Jean d'Acre. — Aboukir.

TROISIÈME PARTIE.

LE CONSULAT.

CHAPITRE I. — LE 18 BRUMAIRE..... 203

Situation de la France à la fin du Directoire. — Le coup d'État.

CHAPITRE II. — ORGANISATION DU GOUVERNEMENT CONSULAIRE..... 239

Constitution de l'an VIII. — Pacification. — Administration. — Finances.

CHAPITRE III. — CAMPAGNE DE 1800..... 277

Passage du Saint-Bernard. — Marengo. — Hohenlinden. — Lunéville.

CHAPITRE IV. — LA PAIX D'AMIENS..... 305

La machine infernale. — Les neutres. — Perte de l'Égypte. — Paix générale.

CHAPITRE V. — INSTITUTIONS DU CONSULAT..... 335

Napoléon et les partis. — Napoléon et le Conseil d'État. — Le Concordat. — Le Code civil. — Amnistie. — Légion d'honneur.

CHAPITRE VI. — LE CONSULAT A VIE..... 371

Constitution de l'an X. — Rupture de la paix d'Amiens. — Conspiration de Georges. — Établissement de l'Empire.

QUATRIÈME PARTIE.

L'EMPIRE.

CHAPITRE I. — LA PREMIÈRE ANNÉE DE L'EMPIRE..... 405

Le sacre. — Le camp de Boulogne. — La troisième coalition.

CHAPITRE II. — LA CAMPAGNE DE 1805..... 421

La Grande Armée. — Ulm. — Trafalgar. — Austerlitz. — Presbourg. — Mort de Pitt.

Pages.

CHAPITRE III. — CAMPAGNE DE PRUSSE ET DE POLOGNE..... 457

Conquête de Naples. — Confédération du Rhin. — Quatrième coalition. — Iéna et Auerstaedt. — Constantinople. — Eylau. — Friedland. — Tilsit.

CHAPITRE IV. — L'EMPIRE APRÈS TILSIT..... 491

Administration et politique intérieure. — Affaires d'Espagne. — Baylen. — Erfurt. — Somo-Sierra. — Commencement du soulèvement des peuples.

CHAPITRE V. — LA CINQUIÈME COALITION..... 531

L'Europe en 1809. — Ratisbonne. — Essling. — Wagram. — Walcheren. — Traité de Vienne.

CHAPITRE VI. — L'EMPIRE EN 1810-1812..... 555

Le divorce. — Derniers accroissements de l'Empire. — Affaires religieuses. — Suite de la guerre d'Espagne. — Torrès-Védras.

CHAPITRE VII. — LES LETTRES DU TEMPS DE NAPOLÉON..... 577

Érudition. — Archéologie. — Histoire. — Géographie. — Philosophie. — Économie sociale. — Critique. — Poésie. — Théâtre. — Roman.

CHAPITRE VIII. — LES SCIENCES..... 607

La classe des sciences de l'Institut. — Mathématiques : astronomie, géométrie, analyse, mécanique. — Génie civil, maritime, militaire. — Physique : optique, électricité. — Chimie. — Zoologie. — Botanique. — Minéralogie. — Géologie. — Médecine et chirurgie. — Application des sciences aux arts.

CHAPITRE IX. — BEAUX-ARTS..... 627

Les musées. — Les écoles. — Les prix décennaux. — Peinture. — Sculpture. — Gravure. — Art industriel. — Musique. — Art dramatique.

CHAPITRE X. — LE BLOCUS CONTINENTAL ET L'INDUSTRIE FRANÇAISE. 673

Principes de la ligue des neutres. — Tyrannie maritime de l'Angleterre. — Politique économique et douanière de Napoléon. — Décret de Berlin. — Décret de Milan. — Industries chimiques et manufacturières.

CHAPITRE XI. — LA CAMPAGNE DE RUSSIE..... 697

Origine de la guerre. — Alliés du Czar et alliés de Napoléon. — Traité de Bukarest. — Passage du Niémen. — Bataille de la Moskova. — Incendie de Moscou. — La retraite. — Passage de la Bérézina. — Fin de la Grande Armée.

CHAPITRE XII. — CAMPAGNE DE SAXE..... 733

La jeunesse allemande et les conscrits de 1813. — Lutzen et Bautzen. — Metternich et la médiation de l'Autriche. — Dresde. — Vittoria. — Leipzig.

CHAPITRE XIII. — CAMPAGNE DE FRANCE..... 771

L'invasion. — Situation politique. — Brienne. — Montmirail. — Montereau. — Laon. — Arcis-sur-Aube. — Paris. — Première abdication.

Pages.

CHAPITRE XIV. — L'ILE D'ELBE ET LES CENT-JOURS..... 815

Gouvernement de l'île d'Elbe par Napoléon. — Retour de Napoléon. — L'*Acte additionnel*. — Waterloo. — La seconde abdication.

CHAPITRE XV. — SAINTE-HÉLÈNE..... 849

TABLE DES ILLUSTRATIONS..... 873

TABLE DES MATIÈRES..... 883

LIPP
APR
18
1984
OF TORONTO
136 Bg.
225/13

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY